de l'organisme économique ne remplissent plus leurs fonctions. Il faut donc agir pour établir les relations nécessaires entre l'offre et la demande du travail, rapprocher le patron qui cherche de la main-d'œuvre et l'ouvrier qui demande à être employé. De la sorte, on réduira dans une mesure appréciable le chômage, non seulement parmi les spécialistes, mais aussi par voie de conséquence parmi les ouvriers sans aptitudes particulières. Et, du même coup, on contribuera à accroître l'activité des affaires dans le pays.

C'est à cette préoccupation que répondent les dispositions de l'article 2 du projet de loi, tendant à développer le placement public en France, préoccupation très légitime et que partage entièrement la commission des finances.

Mais est-il nécessaire de créer une organisation nouvelle, d'engager des dépenses supplémentaires, et n'est-il pas possible de parvenir au résultat souhaité à l'aide des éléments existant actuellement, au besoin en les utilisant d'une manière plus rationnelle et plus efficace ?

C'est ce que nous allons rechercher en examinant rapidement quelle était avant la guerre l'organisation du placement et ce qui a été fait depuis un an pour l'adapter aux circonstances nouvelles.

### L'organisation du placement avant la guerre.

En dehors des bureaux de placements payants, au nombre d'un millier environ, qui ne s'occupent guère que du placement des domestiques, des employés et gens d'hôtels, des garçons coiffeurs, des ouvriers et employés de l'alimentation et des ouvriers non qualifiés, les organes qui s'occupent de mettre en relation la main-d'œuvre et les employeurs sont les syndicats ouvriers et patronaux, les bureaux de placement municipaux et ceux des sociétés de secours mutuels.

Il existe actuellement environ 1.560 offices de placement syndicalistes, dont 420 créés par les syndicats patronaux et 1.140 par les syndicats ouvriers. A ces derniers, il faut ajouter 140 bureaux de bourses du travail groupant 2,500 syndicats ouvriers.

La loi du 14 mars 1904 a prescrit, dans un article qui est devenu l'article 85 du livre I du code du travail, d'installer dans toute commune de plus de 10,000 habitants un bureau municipal de placement. L'article 119 de la loi de finances du 13 juillet 1911 a prévu pour ces bureaux des subventions que le décret du 25 octobre de la même année a réservées à ceux administrés ou surveillés par des commissions mixtes comprenant un nombre égal de patrons et d'ouvriers et désignés généralement sous le nom de bureaux paritaires.

Malheureusement, ces prescriptions législatives sont loin d'avoir reçu jusqu'à présent une complète exécution. Il n'existe au total que 165 bureaux municipaux environ, effectuant annuellement 100,000 placements. Sur ce nombre, 32 bureaux sont à forme paritaire et remplissent les conditions fixées par le décret du 25 octobre 1911 pour bénéficier des subventions de l'Etat. Ces subventions se sont élevées, en 1913, à 15,393 fr., alors que le crédit ouvert était de 30,000 fr.

Bien que les résultats obtenus aient été jusqu'à présent très médiocres, il est permis d'espérer que le placement municipal, qui est déjà en progression, prendra dans l'avenir un plus grand développement.

### Les mesures prises depuis la guerre.

Telle était, dans ses grandes lignes, l'organisation du placement en France, au moment où se produisit la violente crise de chômage déclanchée par la mobilisation générale. Cette crise, vu son caractère exceptionnel et soudain, appelait nécessairement l'intervention des pouvoirs publics, qui devaient non seulement secourir les chômeurs, mais s'occuper de faciliter la reprise du travail.

Dès le 5 août 1914, le ministre du travail adressait aux inspecteurs divisionnaires du travail une circulaire sur le rôle des inspecteurs en vue de maintenir l'activité nationale :

« Faisant passer au second plan leur service ordinaire, les inspecteurs du travail doivent se préoccuper, avant tout, de contribuer à maintenir la plus grande intensité possible à l'activité nationale. Ils devront rechercher les établissements industriels et commerciaux qui pourraient continuer à fonctionner en employant des adolescents, des femmes et des hommes âgés en remplacement des hommes mobilisés. Ils feront connaître ces établissements aux préfets, ainsi qu'aux maires des villes. Ils se mettront, en outre, à la disposition des préfets en cherchant les moyens d'occuper les femmes sans ressources par suite de la mobilisation. »

La circulaire ministérielle du 10 septembre 1914, relative à l'organisation du fonds national de chômage et aux règles auxquelles devront se conformer les fonds départementaux et municipaux contenaient les dispositions suivantes :

« 7° Le règlement définira le rôle de la commission paritaire (comprenant des patrons et des ouvriers en nombre égal) dont la constitution est obligatoire ; il définira la collaboration de cette commission avec le bureau de placement municipal et éventuellement avec tous organes de placement en vue de trouver des emplois aux chômeurs :

« 8° Il doit être organisé un contrôle des chômeurs, pour éviter que des personnes ayant cessé de remplir les conditions continuent à recevoir des secours. Doit être exclu du bénéfice du secours, tout chômeur qui aura refusé un emploi suffisamment rémunéré, offert par le service du placement. On peut envisager divers modes de contrôle : il paraît commode d'exiger que le bénéficiaire appose sa signature au moins deux fois par semaine sur le registre des chômeurs pendant les heures ouvrables. A cette occasion, on lui fera connaître les offres de placement qui lui conviendraient ou conviendraient aux chômeurs de son ménage. »

De même, l'article 3 du 21 novembre 1914 disposait :

« L'admission aux secours est prononcée par une commission nommée par le préfet ou le maire, suivant que le fonds de chômage est départemental ou communal, et comprenant parmi ses membres des patrons et des ouvriers en nombre égal. »

« Cette commission se tient en rapport permanent avec les offices de placement en vue de procurer des emplois aux chômeurs. »

La circulaire du 8 décembre 1914 pour l'application du décret du 21 novembre 1914 précisait le rôle de ces commissions :

« ...De là aussi le devoir pour ces commissions, prévu par l'article 3 du décret, de s'efforcer de procurer du travail aux ouvriers et employés inoccupés. C'est la façon de leur venir en aide qui est la plus conforme à leur dignité, et c'est en même temps le moyen vraiment efficace de lutter contre le chômage. A cet effet, les commissaires feront établir périodiquement un état répartissant par profession les personnes secourues. Cet état leur fournira d'utiles indications pour les rapports constants qu'elles doivent entretenir avec les diverses institutions qui s'occupent du placement des travailleurs : bureaux municipaux et départementaux ; offices syndicaux, mutualistes, etc. ; office central de placement des chômeurs et réfugiés au ministère de l'intérieur. »

La même préoccupation se retrouve dans la circulaire adressée aux préfets le 5 février 1915 par M. le ministre du travail :

« Dès le jour de la mobilisation générale, le Gouvernement s'est préoccupé de rechercher la solution des problèmes relatifs au maintien du travail national, que l'appel sous les drapeaux d'un nombre considérable d'employeurs et de salariés a sensiblement affecté.

« Le ministère du travail, en ce qui le concerne, s'est tenu en communication avec la commission permanente du conseil supérieur du travail, où siègent les représentants élus du monde du travail, patrons, ouvriers, employés, ainsi qu'avec les fédérations et unions patronales et ouvrières ; il a procédé à de multiples enquêtes touchant les moyens de régulariser la vie industrielle et de restreindre le chômage, en même temps qu'il prenait des mesures pour parer à ce chômage, et il a signalé aux ministres compétents les vœux que lui adressaient patrons et ouvriers lorsque ces vœux ne rentraient pas dans ses propres attributions.

« Mais l'action des administrations centrales ne peut s'étendre à toutes les questions d'ordre local que soulèvent dans les diverses régions les conditions particulières du travail et de la production. Il est donc nécessaire qu'à cette action corresponde dans chaque département une intervention analogue des pouvoirs publics avec le concours des corps et groupements professionnels, par lesquels s'expriment les vues des intéressés, patrons et ouvriers.

« Déjà, dans quelques départements, il a été constitué des commissions mixtes dont les éléments ont été trouvés dans les fédérations patronales et ouvrières, dans les syndicats importants de patrons et d'ouvriers et aussi dans les chambres de commerce, les tribunaux de commerce, les conseils de prud'hommes, les commissions départementales du travail, qui renferment des hommes expérimentés en matière économique et professionnelle. Je vous invite, si vous n'avez déjà pris une telle initiative, à organiser un corps consultatif ainsi composé, dont les avis vous seront particulièrement précieux. Vous en choisirez les membres parmi les corps officiels ci-dessus désignés et les syndicats les plus importants.

« Les patrons et les salariés seront en principe appelés en nombre égal dans ces commissions. Mais il pourra toutefois être opportun d'y admettre aussi quelques personnes n'appartenant ni au monde patronal, ni au monde ouvrier et dont la compétence vous semblerait utile au succès des études à poursuivre. Enfin, vous désignerez la personne chargée de présider aux délibérations.

« La commission mixte départementale recherchera d'une manière précise et vous indiquera, pour chaque industrie de la région, les mesures pratiques immédiatement réalisables qui lui paraîtront propres à activer le retour de la vie économique normale. Elle s'occupera du recrutement de la main-d'œuvre, de l'approvisionnement en matières premières, des débouchés nécessaires aux produits fabriqués. En ce qui concerne notamment le placement des ouvriers, elle pourra utilement constituer un office départemental de placement, lequel se tiendra en contact avec les bureaux municipaux, les fonds de chômage, les syndicats patronaux et ouvriers ; plusieurs départements ont déjà obtenu, par de tels offices, les meilleurs résultats pour l'emploi des chômeurs et des réfugiés (1). »

Enfin, le 26 octobre 1914 le Gouvernement créa l'Office central de placement des chômeurs et des réfugiés dont la direction fut confiée au ministère de l'intérieur avec la collaboration du ministère du travail. Depuis le 1er juin, il est dirigé exclusivement par le ministère du travail ; il continue toutefois à se tenir en rapport avec le ministère de l'intérieur pour tout ce qui peut avoir une répercussion sur le régime des allocations aux réfugiés placés par ses soins et pour la délivrance des réquisitions à remettre aux personnes placées pour voyager gratuitement en chemin de fer.

Ce transfert de la direction du ministère de l'intérieur au ministère du travail semble indiquer que l'office qui, au début, s'était occupé du placement des réfugiés, est destiné à étendre ses attributions et à concourir plus largement au placement de tous les chômeurs.

L'office central s'est chargé surtout de traiter les questions administratives : établissement de la liste professionnelle des réfugiés, centralisation des offres d'emploi signalées aux autorités locales, organisation du transport des réfugiés embauchés, y compris, le cas échéant, leur famille. Quant au placement lui-même, tout en le faisant directement dans certains cas, l'office centrale s'est adressé plus généralement aux organismes professionnels rayonnant sur la France entière.

La recherche des emplois vacants a été confiée : pour l'industrie des mines, au comité central des houillères ; pour l'industrie des métaux, au comité des forges de France ; pour l'industrie textile, à l'union des syndicats patronaux des industries textiles ; pour l'agriculture, au comité de coordination des offres et demandes de travail ; pour les professions diverses, au comité central franco-belge, à la chambre de commerce belge de Paris, aux compagnies de chemins de fer d'Orléans, du Paris-Lyon-Méditerranée, du Midi et à l'administration des chemins de fer de l'Etat.

D'autre part, de nombreux placements ont été effectués, avec le concours de l'office du travail et de l'inspection du travail, par les syndicats professionnels de patrons et d'ouvriers, par des comités locaux ou départementaux et par des groupements divers.

Voici les résultats qui ont été obtenus du 5 novembre 1914 au 20 février 1915 :

(1) Une note officielle récemment publiée par le ministère du travail indique que, à la demande des commissions mixtes, des offices départementaux de placement ont été créés dans une vingtaine de départements.

| Placements effectués : | |
|---|---|
| Avec l'aide de la compagnie d'Orléans. | 4.207 |
| Avec l'aide de la compagnie Paris-Lyon-Méditerranée | 751 |
| Avec l'aide de la compagnie de l'Etat. | 1.461 |
| Avec l'aide du comité franco-belge.. | 1.620 |
| Avec l'aide du comité Souchon | 830 |
| Avec l'aide de la chambre de commerce belge | 1.651 |
| Avec l'aide du comité central des houillères | 2.561 |
| Avec l'aide du comité des forges | 6.178 |
| Avec l'aide du comité des textiles | 470 |
| Avec l'aide du Cirque de Paris (chiffres non parvenus) | » |
| Directement par l'office | 3.772 |
| Total | 23.504 |

**Ce qui reste à faire.**

Il paraît donc que, grâce aux mesures prises par les pouvoirs publics, il existe actuellement une organisation pour le placement des chômeurs pendant la guerre. Il n'est que juste d'attribuer en partie à son action les résultats que nous avons précédemment signalés, c'est-à-dire l'abaissement de la proportion des chômeurs de 42 p. 100 en août à 11 p. 100 en avril.

On ne saurait invoquer, pour taxer d'insuffisance cette organisation, l'exemple de l'Angleterre où le chômage parmi les syndiqués a passé de 7,1 p. 100 en août 1914 à 1,3 p. 100 en avril dernier, proportion la plus basse qu'on ait relevée durant le même mois depuis 1904. Il ne faut pas perdre de vue que nos alliés, n'ayant pas subi l'invasion et n'ayant pas vu leur industrie désorganisée par la mobilisation générale, n'ont pas eu à souffrir au même degré que nous des conséquences de la guerre, et qu'ils se trouvent, au point de vue économique, dans des conditions exceptionnelles. Nous ne devons donc pas nous étonner si la lutte contre le chômage ne produit pas en France des résultats aussi brillants que ceux qu'on constate de l'autre côté du détroit, ni croire que l'organisation du placement public permettrait d'obtenir chez nous la même réduction du chômage.

En effet, si le manque de relations entre l'offre et la demande de travail peut, dans une certaine mesure, être responsable du chômage, il ne faut pas se dissimuler que bien des industries sont actuellement dans l'impossibilité d'employer un plus grand nombre d'ouvriers. Tel est le cas, par exemple, de l'industrie de la confection et de la couture, qui ne saurait travailler activement en temps de guerre, alors que ses débouchés sont en grande partie fermés.

De même, bien des causes contribuent à entretenir le chômage dans les industries du bâtiment et des travaux publics. Les propriétaires, privés par le moratorium de la plus grande partie de leurs loyers, ne se soucient pas d'entreprendre des constructions nouvelles, que la cherté des matières premières rendrait d'ailleurs fort dispendieuse; ils hésitent même devant les réparations les plus urgentes.

D'autre part, les travaux publics ont été en grande partie arrêtés et l'Etat ne manifeste pas beaucoup d'empressement à en hâter la reprise, Ce serait cependant, nous l'avons déjà indiqué, le moyen d'utiliser le nombre considérable de chômeurs que comporte cette profession, et même des ouvriers appartenant à d'autres corps de métiers. Il serait à souhaiter que l'Etat se rendit compte des obligations qui lui incombent à cet égard et qu'il donnât, le premier, l'exemple de la reprise du travail à laquelle il exhorte les industriels et les commerçants.

Ce n'est pas à dire qu'il faille ralentir les efforts faits pour faciliter le placement des chômeurs. L'organisation actuelle, née des nécessités de la guerre, peut et doit être améliorée. Mais ce perfectionnement doit être cherché dans une meilleure utilisation et dans une collaboration plus étroite des divers groupements qui s'occupent de mettre en relations l'offre et la demande de travail; commissions mixtes départementales, commissions de répartition des secours, bureaux de placement municipaux, bureaux syndicaux, sociétés mutuelles, etc.... C'est à l'office central de placement des chômeurs et réfugiés, fonctionnant désormais sous l'autorité du ministre du travail, qu'il appartient de donner les directions nécessaires à ces groupements, de centraliser les statistiques et de veiller à l'acheminement des chômeurs vers les régions où la main-d'œuvre fait défaut.

Il est d'ailleurs un moyen d'assurer la création d'organismes de placement là où ils n'existent pas et où le besoin s'en fait réellement sentir; c'est de tenir la main à l'exécution de la loi du 14 mars 1904, qui prescrit d'installer dans toute commune de plus de 10,000 habitants un bureau municipal de placement.

Enfin, rien ne s'opposerait à ce que, comme le demandait la municipalité de Nancy, dans un vœu transmis à la commission des finances, les bureaux de placement municipaux de certains grands centres étendissent leur champ d'action. Ce résultat pourrait être obtenu par des ententes avec les autres bureaux de la région. Nous avons vu précédemment que des bureaux de placement départementaux se sont déjà constitués dans vingt départements.

La commission des finances ne peut que se montrer favorable à tous les efforts qui seront faits dans ce sens. Mais il ne lui paraît pas qu'il y ait lieu, pour le moment, de jeter les bases d'une organisation nouvelle et définitive, qui survivrait à la guerre, ainsi que le prévoit l'article 2 du projet de loi.

La nécessité d'une pareille création ne lui a pas été suffisamment démontrée. On a fait valoir que, au lendemain de la guerre, la question du chômage se poserait plus angoissante que jamais, et que, par conséquent, il faut préparer, dès maintenant, les moyens d'y faire face. Mais cet argument ne paraît pas décisif. Sans doute, les ouvriers qui reviendront du front ne retrouveront pas tous, du jour au lendemain, leur ancien emploi. Des usines, des maisons de commerce resteront fermées, par suite de la disparition de leur chef. Pendant cette période — dont il appartient d'ailleurs au Gouvernement d'atténuer les difficultés, en donnant une vive impulsion aux travaux publics — les organisations de fortune qui concourent actuellement au placement des chômeurs pourront et devront continuer leur activité; il n'entre dans la pensée de personne de les supprimer brusquement, avant que leur utilité n'ait disparu. Mais la surabondance de main-d'œuvre ne sera que passagère; l'œuvre gigantesque de reconstruction, l'essor économique qui succédera vraisemblablement à la guerre, exigeront l'emploi de tous les ouvriers disponibles; et, au bout d'un certain temps, l'équilibre sera rétabli entre l'offre et la demande de travail.

Les motifs qu'on invoque en faveur de l'urgence d'une nouvelle organisation du placement public n'ont donc pas paru à la commission des finances devoir l'emporter sur les raisons qui commandent d'écarter — ou tout au moins de différer — une pareille réforme.

Il y a, en premier lieu, une raison d'économie. Dans les circonstances actuelles, et en prévision des lourdes charges que la guerre léguera aux budgets futurs, il convient de n'engager qu'avec la plus grande circonspection des dépenses permanentes, d'éviter autant que possible de multiplier le nombre de fonctionnaires. Il paraîtrait plus opportun d'envisager une meilleure utilisation du personnel existant, auquel, dans certaines administrations publiques, on pourrait légitimement demander, en temps normal, un effort plus considérable. Le ministère du travail et de la prévoyance sociale est suffisamment pourvu d'employés pour être en mesure de centraliser les statistiques de la main-d'œuvre, ce qui est une de ses fonctions essentielles, sans qu'il soit nécessaire d'ouvrir de nouveaux crédits.

Celui qui est attribué par le projet à l'organisation du placement public est de 500,000 fr. pour un semestre. Même si l'on admet que la rédaction de l'article 2 est vicieuse et que ce crédit doit être appliqué à l'année entière, peut-on être certain qu'il sera suffisant et que le Gouvernement ne viendra pas ultérieurement en demander le relèvement? C'est ce qui arrive le plus souvent lorsqu'on institue de nouveaux services.

Il est une autre raison qui a décidé la commission des finances à se prononcer contre l'adoption de l'article 2. Le moment lui a paru mal choisi pour trancher la question de principe que soulève l'organisation du placement public. En effet, il est hors de doute que, en temps de guerre, l'Etat doit étendre le champ de ses attributions et se substituer, dans une certaine mesure, aux organisations privées, dont l'action est paralysée, son intervention permanente sur le marché du travail est très discutée. On a contesté que cette intervention puisse être vraiment efficace, en raison du caractère bureaucratique qu'elle revêt fatalement.

N'est-il pas à craindre, d'autre part, que la création d'un service de placement d'Etat ne nous achemine vers une sorte de monopole et ne porte un coup funeste à l'initiative privée, notamment à la constitution et au développement des bureaux de placement syndicalistes et des sociétés de secours mutuels?

Le placement est une des fonctions essentielles de ces organismes: ils sont mieux placés que tous les autres pour s'en acquitter et il y a intérêt à encourager leur action dans ce sens.

Aussi bien n'est-il pas prouvé que cette réforme, réclamée au nom de la classe ouvrière, doive être bien accueillie par elle. Quand, en Angleterre, on a créé le placement public, les trade-unions ont vivement protesté. Il est possible que la même défiance se manifeste en France. Le rapporteur du projet de loi à la Chambre, M. Godart, l'a reconnu. A la séance du 25 mars dernier, il disait:

« Pareille entreprise de l'Etat est, il ne faut pas se le dissimuler, pour éveiller les justes susceptibilités des syndicats, qui considèrent le placement comme une de leurs fonctions essentielles, comme un moyen de défendre les tarifs et toutes les améliorations conquises par l'action syndicaliste. » M. Godart s'efforçait, il est vrai, de calmer ces craintes; les services de l'Etat pourront, disait-il, renvoyer les offres et demandes d'emploi aux syndicats. Mais rien ne garantit que les choses se passeront de la sorte et que l'Etat ne sera pas tenté, un jour, d'user du pouvoir qu'il possédera ainsi, dans un sens différent des aspirations de la classe ouvrière. Il pourrait en résulter de sérieuses complications si, en enlevant aux syndicats, aux bourses du travail, leurs attributions économiques, on risque de les jeter dans l'agitation révolutionnaire.

Quoi qu'il en soit, le soin que met l'auteur de l'article instituant le placement public à rassurer les syndicats sur les conséquences de cette réforme montre bien que, à cet égard, l'unanimité n'existe pas plus dans la classe ouvrière que chez les théoriciens.

Il paraît donc difficile qu'une question aussi complexe, aussi controversée, puisse être tranchée dans les conditions exceptionnelles où le Parlement est appelé à délibérer durant la guerre. Si un débat s'institue, il faut qu'il soit abordé avec une entière liberté d'esprit, qu'il puisse atteindre l'ampleur nécessaire sans être limité par le temps et par l'absence des principaux intéressés. Les syndicats professionnels, qui sont au premier rang de ceux-ci, sont plus ou moins désorganisés et privés d'un grand nombre de leurs membres actuellement sous les drapeaux. Il importe cependant au plus haut point qu'ils puissent faire entendre leur voix.

En résumé, la commission des finances propose l'adoption de l'article 1er du projet de loi, portant ratification des décrets des 24 novembre 1914 et 9 janvier 1915, ainsi que de l'article 3, qui étend aux anciennes colonies les dispositions du décret du 24 novembre 1914.

Elle conclut, par contre, au rejet de l'article 2 tendant à l'organisation du placement public en France (1). Tout en reconnaissant la nécessité de remédier au chômage par le placement, elle estime que les organismes existant actuellement peuvent, par une meilleure utilisation, répondre à ce besoin, sans qu'il y ait lieu de créer une institution nouvelle et permanente. Une pareille création qui ne peut être considérée comme indispensable en temps de paix, entraînerait des charges supplémentaires pour l'Etat; elle soulève, en outre, de graves questions de principe, qui ne sauraient être résolues dans les circonstances présentes.

Sous le bénéfice de ces observations, votre

(1) Le texte de l'article 2 voté par la Chambre des députés était ainsi conçu :

« *Art. 2.* — Il est mis à la disposition du ministre du travail sur les crédits affectés au fonds national de chômage par la loi du 24 décembre 1914 une somme de 500,000 fr. pour développer le placement public en France.

« Un règlement d'administration publique déterminera les villes dans lesquelles il y aura lieu de créer des offices régionaux de placement qui se tiendront en rapports avec les bureaux des bureaux municipaux, ainsi que les conditions de fonctionnement de ces offices et du service central de placement qui sera créé à Paris.

« Chacune de ces institutions fonctionnera avec la collaboration de commissions où employeurs et salariés seront en nombre égal. »

commission vous propose l'adoption du texte ci-après.

PROJET DE LOI

Art. 1er. — Sont sanctionnés :

1° le décret du 24 novembre 1914, fixant les conditions à remplir par les fonds mucicipaux et départementaux de chômage pour bénéficier des subventions du fonds national de chômage ;

2° Le décret du 9 janvier 1915, portant modification du décret du 24 novembre 1914, fixant les conditions à remplir par les fonds municipaux et départementaux de chômage pour bénéficier des subventions du fonds national de chômage.

Art. 2. — Les dispositions du décret du 24 novembre 1914 relatives aux fonds départementaux de chômage sont applicables aux fonds créés dans les colonies de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion.

## ANNEXE N° 303

(Session ord. — Séance du 2 septembre 1915.)

PROJET DE LOI, adopté par la Chambre des députés, portant ouverture de crédits additionnels aux crédits provisoires du 3e trimestre de 1915 pour deux sous-secrétariats d'Etat au ministère de la guerre, présenté au nom de M. Raymond Poincaré, Président de la République française, par M. A. Millerand, ministre de la guerre, et par M. A. Ribot, ministre des finances. — (Renvoyé à la commission des finances.) (1).

## ANNEXE N° 309

(Session ord. — Séance du 2 septembre 1915.)

PROJET DE LOI, adopté par la Chambre des députés, fixant, pour la durée de la guerre, la procédure d'expropriation des terrains nécessaires à la création de cimetières destinés à l'inhumation des soldats des armées françaises et alliées, ou à l'agrandissement pour le même objet des cimetières communaux existants, présenté au nom de M. Raymond Poincaré, Président de la République française, par M. A. Millerand, ministre de la guerre ; par M. L. Malvy, ministre de l'intérieur, et par M. A. Ribot, ministre des finances. — (Renvoyé à la commission nommée le 19 mars 1909, chargée de l'examen d'une proposition de loi tendant à modifier l'article 2 du décret du 23 prairial an XII (zone de servitude des cimetières dans les villes.) (2).

## ANNEXE N° 310

(Session ord. — Séance du 2 septembre 1915.)

PROJET DE LOI, adopté par la Chambre des députés, portant modification à l'article 3 de la loi du 20 mars 1880 sur le service d'état major, présenté au nom de M. Raymond Poincaré, Président de la République française, par M. A. Millerand, ministre de la guerre. — (Renvoyé à la commission de l'armée.) (3).

## ANNEXE N° 311

(Session ord. — Séance du 2 septembre 1915.)

RAPPORT fait au nom de la commission chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, concernant les moyens propres à permettre en Algérie l'expropriation pour cause d'utilité publique pendant la durée des hostilités, par M. Jeanneney, sénateur (1).

Messieurs, une loi récente (28 mai 1915) a eu pour objet de faciliter, pendant les hostilités, l'exécution des travaux d'intérêt public.

Le moyen a consisté à étendre le champ d'application de l'article 76 de la loi du 3 mai 1841 sur l'Expropriation : les dispositions de cet article qui ne visaient que les travaux de fortification ont été rendues applicables à tous les travaux publics urgents. La procédure expéditive de la loi du 30 mars 1831 est, ainsi, devenue temporairement la règle des travaux publics.

L'Algérie n'a pas profité de cette loi du 28 mai 1915.

La raison en est qu'en matière d'expropriation, l'Algérie n'est point régie par la loi du 3 mai 1841, mais par des dispositions particulières qui, pour la procédure, sont notamment dans l'ordonnance du 1er octobre 1844. Une modification à la loi de 1841 était donc, à son égard, inopérante.

Par contre, la loi du 5 août 1914, relative à la prorogation des échéances (suivie d'un décret du 10 août 1914 sur la suspension des prescriptions, péremptions et délais) contient une disposition d'après laquelle (art. 4), jusqu'à la cessation des hostilités, aucune instance ne peut être engagée ni poursuivie, aucun acte d'exécution ne peut être accompli contre les citoyens présents sous les drapeaux. Par une disposition expresse (art. 5) cette loi a été déclarée applicable à l'Algérie.

La prise de possession forcée de propriétés privées constituant un acte d'exécution, est, du fait de cette loi, devenue impossible, en Algérie comme ailleurs.

Des décrets nouveaux pourraient bien accommoder aux circonstances présentes l'ordonnance de 1844 ou telles autres dispositions réglementaires. De même, un second décret pourrait bien exonérer l'Algérie de la suspension des prescriptions, péremptions et délais, inscrite au décret du 10 août 1914.

Mais ce qu'un décret serait impuissant à faire, c'est à rendre inapplicable à l'Algérie l'article 4 de la loi du 5 août 1914 et à permettre la prise de possession de propriétés privées sujettes à expropriation.

Une disposition législative doit donc intervenir.

Elle eût dû être demandée, au nom du ministre de l'intérieur, dans le projet de loi déposé par le Gouvernement le 23 janvier, et qui a abouti à la loi du 29 mai. Il convient de réparer cette omission.

La rédaction adoptée par la Chambre des députés, sur la proposition du Gouvernement, nous paraît mériter d'être accueillie. Nous vous demandons de la sanctionner par votre vote.

PROJET DE LOI

*Article unique.* — L'article 4 de la loi du 5 août 1914, relative à la prorogation des échéances négociables, ne s'appliquera pas en Algérie, en ce qui concerne la prise de possession des terrains expropriés pour cause d'utilité publique.

## ANNEXE N° 312

(Session ord. — Séance du 2 septembre 1915.)

RAPPORT fait au nom de la commission des douanes, chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ratification du décret du 26 mai 1915, ayant pour objet d'établir des prohibitions de sortie, par M. Jean Morel, sénateur (2).

Messieurs, le Gouvernement, usant du pouvoir que lui accorde l'article 34 de la loi du 17 décembre 1814, a prohibé, par décret du 26 mai 1915, la sortie ainsi que la réexportation de la caséine, des graisses végétales alimentaires, de l'oléine et des rotins bruts et décortiqués.

Cette mesure est justifié par l'intérêt de la défense nationale. La Chambre des députés l'a approuvée en ratifiant, par son vote, le décret du 26 mai 1915.

Votre commission des douanes vous propose également de sanctionner à votre tour cet acte de prévoyance en adoptant le projet de loi suivant :

PROJET DE LOI

Art. 1er. — Est ratifié et converti en loi :

Le décret du 26 mai 1915, prohibant la sortie ainsi que la réexportation en suite d'entrepôt, de dépôt, de transit et de transbordement des produits ci-après : caséine, graisses végétales alimentaires, oléine, rotins bruts et décortiqués.

Art. 2. — Le régime antérieur sera rétabli par décret rendu dans la même forme que celui dont la ratification est prononcée par la présente loi.

## ANNEXE N° 313

(Session ord. — Séance du 2 septembre 1915.)

RAPPORT fait au nom de la commission chargée d'examiner : 1° le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif à la création d'une caisse des édifices et monuments publics non protégés par la loi du 30 mars 1887 et appartenant à l'Etat, aux départements, aux communes ou aux établissements publics (art. 105, 106 et 107 disjoints du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1913); 2° la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, portant création au ministère de l'instruction publique et des beaux-arts d'un office des monuments anciens d'intérêt régional ou local, non classés en vertu des lois des 30 mars 1887 et 31 décembre 1913, par M. Gustave Lhopiteau, sénateur, (1)

Messieurs, ce rapport était presque entièrement rédigé lorsqu'éclatèrent les hostilités. Il faisait ressortir la nécessité de protéger de la ruine les monuments qui, sans présenter les caractères artistiques suffisants pour motiver leur classement, évoquent les souvenirs des événements importants de l'histoire générale de la France et de l'histoire locale de chacune de nos régions.

Les destructions systématiques auxquelles se sont livrés les Allemands dans ceux de nos départements qui eurent à subir l'invasion doivent nous rendre plus chers encore les monuments qui nous restent.

Au surplus, l'acharnement méthodique de nos ennemis contre ces témoins de notre formation nationale illustre douloureusement la thèse développée dans les pages qui vont suivre. Les pierres assemblées par nos artistes des siècles écoulés ou simplement par nos ancêtres artisans sont les manifestations visibles du goût, de la vitalité et du génie de notre race. Elles devaient, à ce titre, porter ombrage à un peuple qui se croit élu de Dieu pour prendre la succession de l'empire romain et qui voudrait rayer de l'histoire les siècles intermédiaires au cours desquels il a à peine fait figure dans l'humanité, alors que notre noble France illuminait le monde des rayons de sa gloire. Ce vous doit être une raison de plus pour veiller jalousement et passionnément à leur conservation.

*Amendement Landry et Honnorat.*

Le 13 mars 1913, MM. Landry et Honnorat, députés, et un grand nombre de leurs collègues déposaient sur le bureau de la Chambre des députés un amendement ayant pour double objet la création d'une caisse des monuments historiques et la création d'une caisse des édifices et monuments publics non protégés par la loi du 30 mars 1887 et appartenant à l'Etat, aux départements, aux communes ou aux établissements publics.

(1) Voir les nos 1038-1139 et in-8 n° 260 — 11e législ. — de la Chambre des députés.
(2) Voir les nos 1091-1175-1188 et in-8° n° 258 — 11e législ. — de la Chambre des députés.
(3) Voir les nos 627-1196 et in-8° n° 253 — 11e législ. — de la Chambre des députés.

(1) Voir les nos 288, Sénat, année 1915, et 1038, 1120 et in-8° n° 242 — 11e législ. — de la Chambre des députés.
(2) Voir les nos 301, Sénat, année 1915, et 1046-1117, et in-8° n° 246. — 11e législation de la Chambre des députés.

(1) Voir les nos Sénat 85-130 et annexe, année 1913; 268, année 1914; 3783-3870 et in-8° n° 824 — 10 législ. — de la Chambre des députés.

Cet amendement était immédiatement accepté par le Gouvernement.

La première partie, qui visait la création d'une caisse des monuments historiques, ne souleva aucune difficulté et elle a fait, depuis, l'objet d'une loi spéciale votée par les deux Chambres, et promulguée.

Mais sur la seconde partie, M. Maurice Barrès déposa un sous-amendement dont le paragraphe suivant caractérisait et précisait la portée : « Sont réputés classés comme monuments historiques, dans le sens des lois du 30 mars 1887 et du 9 décembre 1905, tous les édifices et monuments religieux antérieurs à 1800. »

C'était la conclusion logique de l'ardente campagne poursuivie depuis plusieurs années par M. Maurice Barrès pour la conservation des églises. L'honorable député considérait le classement général comme le moyen le plus simple de « briser la résistance des municipalités qui veulent laisser s'écrouler leurs églises ».

A vrai dire, la Chambre des députés avait, au cours de la discussion, manifesté son sentiment unanime contre les municipalités qui, sans raison plausible et par esprit d'intolérance, voudraient s'opposer à l'exécution de travaux dont certains particuliers offriraient d'assumer toute la charge. Aussi, pour répondre à cette indication, MM. Landry et Honnorat ajoutèrent au texte de leur amendement un paragraphe stipulant qu'à défaut de la municipalité récalcitrante, le préfet pourrait autoriser les donateurs à procéder aux travaux sous certaines conditions et après l'accomplissement de certaines formalités.

L'amendement Landry et Honnorat fut adopté avec cette disposition complémentaire et inséré dans le projet de loi voté par la Chambre sous les articles 105, 106 et 107.

Votre commission des finances, saisie de ce projet de loi, estima que ces dispositions provenant de l'initiative parlementaire devaient, en raison de leur importance, être soumises à une étude spéciale et en proposa le renvoi à la commission compétente.

Dans sa séance du 4 juin 1913, le Sénat, adoptant l'avis de la commission des finances, prononça la disjonction et le renvoi des trois articles à la commission d'organisation départementale et communale.

Voici le texte de ces articles :

*Art. 105.* — Indépendamment de la caisse instituée en vertu des articles précédents, il est créé, sous le titre de caisse des édifices et monuments publics, un établissement public ayant pour objet exclusif de faciliter l'exécution des travaux d'entretien, de grosses réparations ou de réfection des édifices ou monuments non protégés par la loi du 30 mars 1887 et appartenant à l'Etat, aux départements, aux communes ou aux établissements publics.

La caisse des édifices et monuments publics est administrée par un conseil composé ainsi qu'il suit :

Deux sénateurs, élus par le Sénat ;

Deux députés, élus par la Chambre des députés ;

Un membre du conseil d'Etat, élu par le conseil d'Etat ;

Un membre de la cour des comptes, élu par la cour des comptes ;

Un membre de l'académie des beaux-arts, élu par l'académie des beaux-arts ;

Trois représentants du ministre de l'intérieur ;

Trois représentants du ministre des finances ;

Deux représentants de l'administration des beaux-arts ;

Deux conseillers généraux ;

Deux maires.

Les membres du conseil de la caisse des édifices et monuments publics qui ne sont pas choisis à l'élection sont nommés par un décret du Président de la République, rendu sur la proposition du ministre de l'intérieur. Le même décret désigne le président et les vice-présidents.

La durée des fonctions des membres du conseil est de quatre ans.

Un chef de bureau de la direction des affaires départementales et communales remplit les fonctions de secrétaire.

Les ressources de la caisse des édifices et monuments publics comprennent :

1° Les dons et legs ;

2° Les versements effectués à titre de souscriptions individuelles ou collectives ;

3° L'intérêt des fonds appartenant à la caisse.

Les dons, legs ou souscriptions peuvent être affectés par leurs auteurs à un objet spécial.

*Art 106.* — Lorsque la caisse des édifices et monuments publics, des particuliers, les associations visées par la loi du 1er juillet 1901, les associations ou les ministres des cultes visés par l'article 5 de la loi du 2 janvier 1907 sur l'exercice public du culte offriront à une commune de réparer à leurs frais une église ou un temple, la commune sera tenue de passer à cet effet une convention écrite avec les auteurs de la proposition et de laisser procéder en conséquence, sous leur direction et sous la surveillance de l'architecte départemental, à l'exécution des réparations.

Le montant de la dépense forfaitaire, évaluée par l'architecte départemental, devra être versé préalablement à tout commencement d'exécution, à la caisse des dépôts et consignations, par le représentant des souscripteurs qui auront signé la convention visée ci-dessus. La convention sera annulée de plein droit si les travaux n'ont pas commencé dans le délai d'un an.

En tout état de cause, les sommes consignées ne pourront être remboursées qu'aux personnes nommément désignées par une décision de l'architecte départemental approuvée par le préfet.

Si la dépense excède le montant des sommes consignées, les souscripteurs signataires de la convention seront personnellement et collectivement tenus du surplus, conformément aux articles 1134 et suivants du code civil.

Dans le cas où la commune persisterait dans son refus de traiter avec la caisse des édifices et monuments publics, les particuliers, les associations ou les ministres du culte qui lui auraient fait signifier par un officier ministériel leur offre de réparer à leur frais une église ou un temple, ceux-ci pourront se faire autoriser par le préfet à procéder, sous leur responsabilité, aux travaux de réparation. Dans ce cas, la convention visée ci-dessus sera passée par eux avec le préfet et exécutée dans les conditions prescrites aux paragraphes 1er, 2, 3 et 4 du présent article.

Les dispositions de la présente loi ne s'appliqueront pas dans le cas où la municipalité aura justifié son refus par une délibération tendant à la construction d'un nouvel édifice cultuel, par l'adoption d'un projet à cet effet et par un commencement des travaux dans le délai d'un an.

*Art. 107.* — Des règlements d'administration publique détermineront les conditions d'application des dispositions contenues dans les trois articles ci-dessus.

Ces dispositions entreront en vigueur à dater du 1er janvier 1914.

*Proposition Georges Leygues.*

Le 17 mars 1914, M. Georges Leygues, député, déposait sur le bureau de la Chambre une proposition de loi tendant à créer au ministère de l'instruction publique et des beaux-arts un office des monuments ayant un caractère esthétique et historique non classés par la loi du 30 mars 1887.

Sur le rapport de M. Fournol, cette proposition fut adoptée par la Chambre des députés le 2 avril 1914 et transmise au Sénat. (Voir le n° 268, année 1914.)

Dans votre séance du 3 avril 1914, vous l'avez renvoyée à la commission chargée d'examiner la proposition de loi de M. Cachet concernant la conservation des monuments et objets d'art ayant un intérêt historique et artistique.

A vrai dire, à part quelques différences de détail, l'amendement Landry-Honnorat et la proposition Georges Leygues tendent au même but. L'observation en ayant été faite, vous avez jugé qu'il convenait de les soumettre à l'examen de la même commission pour être l'objet d'un rapport unique et, à la séance du 17 juin 1915, après avis conforme des deux commissions, vous avez ordonné le renvoi de la proposition Georges Leygues à la commission d'organisation départementale et communale primitivement saisie de l'amendement Landry-Honnorat.

C'est au nom de cette commission que j'ai l'honneur de vous soumettre les considérations suivantes qui me paraissent de nature à justifier le principe des deux propositions et qui font ressortir les raisons pour lesquelles nous croyons utile d'apporter certaines modifications d'importance inégale sans doute, mais à notre avis nécessaires, aux deux textes votés successivement par la Chambre des députés.

*La conservation des églises.*

« La grande pitié des églises de France ! » Combien justifié le cri d'alarme poussé par M. Maurice Barrès ! Mais sa compassion est trop exclusive. Elle aurait dû s'étendre à tous les monuments de l'ancienne France. Ce ne sont pas seulement les églises mais tous les édifices témoins de la formation nationale qui tombent en ruines sous les yeux indifférents de populations que rien ne rattache au passé parce que personne n'éveilla jamais en leur esprit la continuité des collectivités locales, ni même de la grande collectivité nationale.

L'état de délabrement des églises a plus particulièrement frappé M. Maurice Barrès. A lire son admirable volume d'une inspiration si haute, abstraction faite de certaines accusations insuffisamment vérifiées et de certaines attaques personnelles qu'explique sans les justifier, une ardeur trop passionnée, on pourrait croire que sa pitié va moins à l'édifice branlant qu'à l'idée religieuse en péril. Il s'en défend et il faut l'en croire en dépit des apparences. S'il a limité aux églises catholiques ses observations attristées, c'est qu'avec leurs tours massives ou leurs flèches élancées, elles jalonnent tous les coins et recoins de notre pays, et qu'il n'est pour ainsi dire pas un village dont une église n'ait primitivement marqué le centre avant même sa formation. Raison suffisante, sans aucun doute, pour en assurer la conservation avec un soin jaloux.

Et pourtant, elles s'effondrent et disparaissent peu à peu.

« A qui la faute ? » s'écriait un membre de la Chambre des députés dans la séance du 25 novembre 1912.

M. Maurice Barrès se refuse à examiner la question. « Ce qui me préoccupe, dit-il, ce n'est pas d'établir des responsabilités historiques — ce serait là un autre discours que je ne vous ai pas annoncé — ce qui me préoccupe, c'est de sauver les églises, et de les sauver non pas en contradiction avec qui que ce soit, en irritant la question, mais en vous soumettant le mal et les remèdes que j'y vois. » La réponse témoigne d'une modération évidente qu'il faudrait louer si, en pareil cas, comme en beaucoup d'autres, d'ailleurs, l'examen des responsabilités encourues ne devait fournir des indications utiles sur les mesures à prendre dans l'avenir. On le peut faire sans « irriter la question », et c'est ce à quoi nous entendons nous appliquer. Nous répondrons ainsi au vœu formulé par l'éminent député. Mais pourquoi faut-il qu'il ait commencé par s'en écarter lui-même ? Au moment précis où il nous convie à éviter la recherche irritante des responsabilités, le voilà qui exerce avec abondance sa verve contre la municipalité de Saillans, contre la municipalité de Moulins-lès-Noyers, contre le maire de Bornel, contre un grand nombre de ses collègues de la Chambre des députés, contre les membres de la municipalité de Vendôme, etc., etc. D'où il suit que la recherche des responsabilités doit être écartée, mais seulement lorsqu'on veut l'orienter dans un certain sens, toutes attaques restant permises hors cette seule direction.

Nous comprenons autrement notre rôle. Il nous semble que les événements du passé doivent être étudiés en vue d'en tirer quelque enseignement pour l'avenir. C'est avec cette préoccupation qu'il les faut envisager et non pas seulement pour la vaine satisfaction d'y trouver prétexte à ridiculiser ou même simplement à diminuer des adversaires. Aussi bien le passé auquel il faut remonter se trouve si éloigné de nos querelles présentes, et les faits qui s'en dégagent sont si indistinctement imputables aux uns et aux autres, qu'il serait difficile à un parti politique actuel de les exploiter contre un autre parti politique.

Mais avant tout convient-il de transformer la question posée. Au lieu de dire : « A qui la faute ? » en parlant du délabrement des églises, disons plus simplement : « Quelles en sont les causes ? ».

Il en est contre lesquelles ne sauraient prévaloir ni la volonté, ni les efforts des hommes. Le temps est un grand dévastateur ; il ronge les édifices comme il dissout peu à peu l'admirable organisme humain ; pourtant, il n'est pas parvenu encore, heureusement pour nous, à jeter bas certains temples voués aux divinités du paganisme et il en aurait épargné bien d'autres s'il n'avait été secondé par le fana-

tisme dans son œuvre de destruction. De même il n'a pu avoir raison des édifices chrétiens puissamment fondés et construits suivant les règles d'un art impeccable. Mais certaines églises furent édifiées sur un sol trop peu résistant; les matériaux employés dans d'autres étaient trop tendres.

Au cours d'une tournée d'inspection générale qu'il faisait en 1840, Mérimée écrivait à M. et Mme Lenormand : « Je suis dans un pays désespérant. Toutes les églises sont belles, toutes sur le même plan, toutes de la même époque. On les dirait bâties par le même architecte. Ce qu'il y a de mauvais, c'est que toutes tombent en ruines. L'ornementation en est admirable, malheureusement exécutée avec une pierre qui se décompose à l'air, en sorte que les façades ressemblent à du fromage trop persillé ou à du sucre qui se fond. Si on avait de l'argent en quantité on pourrait tout réparer encore, car dans une architecture sculptée par exemple, il y a toujours quelques archiveaux qui se sont conservés et que l'on pourrait recopier. Mais cette maladie des pierres est contagieuse et l'espèce d'ulcère qui les ronge s'étendra de proche en proche jusqu'à ce qu'il ne reste plus une pierre à manger. »

De son côté, M. Max Doumic, chargé en 1911 par le *Correspondant* d'une enquête sur « Nos églises en danger », indique comme principale cause des dégradations le mauvais état des toitures dont le lattis est trop faible, la complexité de ces mêmes toitures qui fait obstacle au libre écoulement des eaux, les pluies trop abondantes et le soleil trop rare sous notre climat.

La vétusté et les intempéries n'épargnent, hélas ! aucune des œuvres sorties de la main des hommes, fussent-elles parmi les plus belles et les plus grandioses manifestations de leur génie. Bien des années avant la troisième République, et avant la loi de séparation, la lente désagrégation de certaines cathédrales avait ému le cœur des poètes, et chacun se rappelle les strophes mélancoliques de Théophile Gautier :

Il est une basilique
Aux murs moussus et noircis,
Du vieux temps noble relique,
Où l'âme mélancolique
Flotte en penser indécis.

. . . . . .

Mais chaque jour qui s'écoule
Ebranle ce vieux vaisseau
Déjà plus d'un mur s'écroule
Et plus d'une pierre roule,
Large fragment d'un arceau.

Dans la grande tour la cloche
Craint de sonner l'*Angelus* :
Partout le lierre s'accroche,
Hélas ! et le jour approche
Où je ne vous dirai plus :

Il est une basilique
Aux murs moussus et noircis,
Du vieux temps noble relique,
Où l'âme mélancolique
Flotte en pensers indécis.

Comment lutter ? A force d'argent ? comme le dit Mérimée. Le budget national n'y saurait suffire et la foi n'est plus assez profonde ni assez généralisée pour obtenir des croyants les énormes ressources qui seraient nécessaires. Encore ne parviendrait-on pas, Mérimée le constate lui-même, à conserver les édifices mais à les émailler de réfections partielles qui ne leur feraient pas toujours honneur.

On ne peut oublier non plus que si un grand nombre d'édifices cultuels ont été détruits ou ébranlés, c'est que, ainsi que le constate M. Maurice Barrès lui-même, « c'est la destinée de ces maisons de paix d'être le centre des tourbillons de bataille ». Aussi bien au cours des fréquentes et longues guerres de religion qui ont ensanglanté notre sol que pendant la Révolution, qui fut par certains côtés une lutte religieuse, églises et temples ont subi des assauts qui portaient une rude atteinte à leur longévité.

Les églises ont-elles d'ailleurs toujours été « les maisons de paix » que se plaît à voir en elles M. Barrès ? Nous ne voulons pas instituer ici une polémique, dont l'histoire de France nous fournirait les éléments, hélas ! trop nombreux. Bornons-nous à faire observer qu'une religion, quelle qu'elle soit, ne peut pas ne pas être exclusive, puisque ses adeptes se croient nécessairement en possession de la vérité absolue. Nous n'incriminons pas, nous constatons seulement. Au seul point de vue qui nous occupe (la conservation des monuments du passé), les croyants dont M. Maurice Barrès se fait l'interprète n'ont-ils rien à se reprocher avant de partir en guerre contre les « vandales » ? « Le chrétien Firmicus, écrit Rambaud, excitait les empereurs à détruire les temples et « les autels des dieux. « Enlevez, pillez sans craindre, leur disait-il, les ornements des temples, fondez ces dieux et faites-en de la monnaie ; réunissez tous les biens des pontifes à votre domaine ; après la ruine des temples, vous serez plus agréables à Dieu. » On ne se tint pas aux paroles, ajoute l'historien. Partout le marteau s'abattit sur les temples et les statues, la cognée sur les arbres sacrés... Saint-Martin menait énergiquement ces entreprises. »

Sans doute ces temps sont loin de nous, et nous nous plaisons à dire que depuis lors la civilisation a adouci les mœurs. Qui oserait soutenir pourtant que, de nos jours même, certains hommes hésiteraient, s'ils le jugeaient utile à leurs croyances, à détruire les plus beaux spécimens de l'art et les monuments les plus grandioses de la pensée ? Le fanatisme n'est pas mort, hélas ! et il survivra vraisemblablement, pendant des siècles encore, malgré les emprises de la civilisation.

Et puis, ne sont pas vandales seulement ceux dont la haine arme le bras. Combien de ministres des cultes bien intentionnés ont saccagé les édifices confiés à leur garde faute d'en avoir compris « l'âme », comme dirait Huysmans, et dans la conviction de faire mieux que leurs dévanciers ! « Sous la Restauration, écrit Victor Hugo, on gâtait, on mutilait, on défigurait, on profanait les édifices catholiques du moyen âge le plus dévotement du monde. » Après avoir clamé son indignation à la pensée que la démolition de la tour de Louis d'Outremer avait été ordonnée par le conseil municipal de Laon, Victor Hugo ajoutait : « On vient de voir une prouesse du conseil municipal. Ailleurs, c'est un maire qui déplace un peulven pour marquer la limite d'un champ communal; c'est un évêque qui ratisse et badigeonne sa cathédrale ; c'est un préfet qui jette bas un abbaye du XIVe siècle pour démasquer les fenêtres de son salon; c'est un artilleur qui rase un cloître de 1460 pour rallonger un polygone; c'est un adjoint qui fait du sarcophage de Théodeberte une auge à pourceaux... Il ne mérite pas d'être épargné, ce curé de Fécamp qui a fait démolir le jubé de son église, donnant pour raison que ce massif incommode, ciselé et fouillé par les mains miraculeuses du XVe siècle, privait ses paroissiens du bonheur de le contempler, lui curé, dans sa splendeur à l'autel. »

Tous ces faits constituent le vandalisme en action, mais combien d'églises ont été victimes du seul défaut d'entretien ! Dans l'ancienne France, cet entretien était assuré par les bienfaiteurs, les abbayes et les évêchés auxquels les quêtes fournissaient des subsides considérables. En rétablissant les relations avec le Saint-Siège, Napoléon s'engagea (art. 75 du concordat) à prendre des mesures pour que les catholiques français pussent faire des fondations en faveur des églises, et dans les articles organiques (art. 76) il décida « qu'il serait établi des fabriques pour veiller à la conservation et à l'entretien des temples ». Sous le régime du concordat, les fabriques et les communes, pour lesquelles la dépense était obligatoire, devaient assurer la conservation des édifices et l'Etat leur venait le plus souvent en aide. Personne ne pouvait donc arguer du manque de ressources.

Les églises étaient-elles, malgré cela, suffisamment entretenues ? « Au point de vue de la conservation des églises, écrit M. Max Doumic, que nous avons déjà cité, le concordat ne présentait que des garanties bien illusoires ». Il cite un certain nombre de cas où les subsides ont été mal employés, et il insiste : « Par tous ces exemples, on voit combien les travaux exécutés dans les églises ont été nuisibles à leur conservation et combien elles auraient besoin non seulement d'être entretenues, mais de l'être d'une façon plus éclairée. L'état de ruine de ces églises est dû surtout à certains travaux malencontreux qui y ont été exécutés. »

Et puis, ajoute encore M. Max Doumic, « On préfère les travaux neufs ». Combien juste est cette dernière observation et combien d'églises auraient été sauvées si, moins empressés à se faire valoir eux-mêmes aux yeux de leurs ouailles ou de leurs administrés par des travaux neufs, ceux qui avaient charge de leur conservation s'étaient modestement et aussi plus obscurément appliqués à réparer les outrages des ans et des intempéries !

Le désir immodéré des ornementations intérieures qui sévit si malencontreusement depuis le milieu du siècle dernier a, d'autre part, absorbé la plus grande partie des ressources destinées à l'entretien. Les innombrables cultes particuliers ignorés de l'ancienne Eglise et qui se sont multipliés depuis cinquante ans ont entraîné l'acquisition d'autels, de statues et d'ornements de toutes sortes dont les anciens croyants n'avaient jamais reconnu la nécessité, et, comme les oblations des fidèles ne croissaient pas en proportion des besoins nouveaux, il fallut bien prendre sur les crédits destinés aux réparations de l'immeuble. Combien d'absides et même de nefs des plus intéressantes au point de vue de l'art religieux ont été sacrifiées à la statuaire polychrome dont la redoutable contagion ne paraît pas encore être en décroissance ! Comment n'a-t-on pas réagi dans les séminaires ? Il est vrai que cette évolution des esprits n'a fait que suivre l'évolution de la religion elle-même. Si, pourtant, on s'était donné la peine de préparer les séminaristes à comprendre « l'âme » de leur église, les curés auraient éprouvé plus de respect pour les vieilles pierres et pour les sentiments auxquels, en les assemblant, obéissaient nos ancêtres.

En séparant les Eglises de l'Etat, la loi de 1905 a-t-elle enlevé aux croyants les ressources dont ils pouvaient jusqu'alors disposer pour entretenir leurs temples ? L'article 4 prescrit que tous les biens mobiliers et immobiliers des menses, fabriques, conseils presbytéraux, consistoires et autres établissements publics du culte seront transférés aux associations cultuelles bénéficiaires, aux termes de l'article 13, de la jouissance gratuite de tous les édifices du culte et de tous les objets mobiliers les garnissant. Il n'est fait d'exception, par les articles 5 et 7, que pour les biens provenant de l'Etat sans être grevés d'une affectation pieuse et pour les biens grevés d'une affectation charitable. Donc, aux termes de la loi, tous les biens destinés à l'exercice du culte demeurent entre les mains de la collectivité confessionnelle, catholique, protestante ou israélite. Pas un centime n'est détourné de la destination pieuse envisagée par les fondateurs. Seulement, l'établissement public qu'était la fabrique disparaissant nécessairement par suite de la séparation, il fallait que se substituât à lui une autre personne morale jouissant de la pérennité. Cette personne morale devait être l'association cultuelle.

Pourquoi ces associations n'ont-elles pas été constituées ? C'est là évidemment que la discussion pourrait devenir passionnée; mais nous ne l'aborderons qu'avec circonspection. La constitution des associations cultuelles était-elle subordonnée à des conditions qui devaient la rendre inacceptable pour les croyants ? La réponse à cette question est donnée par les faits. Protestants et israélites n'ont pas vu la moindre atteinte à leur foi dans les conditions purement civiles qu'imposait la loi, et ils ont constitué des associations cultuelles. La discipline particulière de l'Eglise catholique pouvait-elle souffrir ? Mais des associations tout à fait semblables existent dans d'autres pays que la France et se sont constituées avec le consentement du chef de l'Eglise catholique et sous l'autorité des évêques.

Le refus opposé aux catholiques français par leur pontife souverain n'a donc été inspiré ni par des préoccupations de doctrine ni par des préoccupations de discipline. Il vise exclusivement la France et n'est explicable que par des raisons de tactique. Ces raisons, il ne nous appartient pas d'ailleurs de les discuter; nous les constatons, et cela suffit pour montrer que si, faute d'associations cultuelles, les biens d'Eglise ne sont plus à l'heure actuelle entre les mains de la collectivité catholique pour les aider à assurer la conservation des églises, ce fait n'est pas imputable au législateur, mais uniquement à la collectivité catholique elle-même. C'est elle qui n'a pas voulu les prendre alors qu'ils étaient mis à sa disposition.

La seule conséquence de la loi de séparation au point de vue qui nous occupe a été le retrait des subventions jusque-là accordées par les communes, les départements et l'Etat pour la conservation des édifices du culte. On voit par là tout de suite combien est injuste M. Maurice Barrès dans son entrée en matière lorsqu'il intitule son chapitre premier : « Une désolation préparée par la loi », et qu'il ose écrire : « Les ennemis du catholicisme paraissent s'inquiéter du désastre d'art qu'ils ont organisé ». Ceux qui

ont « préparé la désolation », ceux qui ont « organisé le désastre d'art », ce ne sont pas les législateurs qui ont, au contraire, tout fait pour l'empêcher, et l'on comprend que pour s'épargner cette constatation qui se fût imposée à lui-même comme à tout autre, l'auteur de la *Grande pitié des Eglises de France* ait soigneusement évité la discussion, qu'elle lui fût proposée par un député à la séance du 25 novembre 1912 ou par M. Briand lui-même dans sa lettre du 24 février 1910.

D'ailleurs, ici, nous ne discutons pas, nous constatons ; nous n'accusons pas, nous répondons à une accusation, et l'on nous concédera bien que ce n'était pas inutile.

Du passé, accourons vite au présent et aussi envisageons l'avenir.

Pour le présent, M. Maurice Barrès s'est laissé emporter par l'ardeur de sa polémique bien au delà des limites de la réalité. Ne nous en plaignons pas puisque nous devons à cette ardeur passionnée des pages qui resteront parmi les plus belles de la littérature actuelle, et qu'elle a inspiré *La leçon d'un vieil hymne*, qu'aucun homme, même incroyant, ne saurait lire sans une émotion profonde. Il importe cependant de remettre les choses au point.

M. Maurice Barrès a publié un *Tableau des églises rurales qui s'écroulent* véritablement impressionnant et par le titre choisi et par le nombre d'édifices qui seraient immédiatement et sur l'heure menacés de ruine. Maîtrisons notre impression et mesurons l'étendue du « désastre » d'après les indications mêmes que nous trouvons à l'opuscule. Pour un assez grand nombre d'églises, on ne dit pas en quoi consistent les réparations demandées ; pour d'autres, il s'agit de travaux ne devant pas excéder 150, 200, 300 fr., c'est-à-dire n'intéressant nullement le gros-œuvre et constituant ce qu'on appelle couramment le « petit entretien ». La vérité est que M. Barrès ayant lancé un retentissant appel au public, chacun des desservants s'est hâté d'examiner en détail l'église dont il avait la garde et de relever tout ce qui lui paraissait défectueux. Or quel immeuble, même propriété particulière et appartenant au propriétaire le plus soigneux, n'appelle pas des réparations constantes après un siècle d'existence et, à plus forte raison, après plusieurs siècles ?

Les desservants ont donc beau jeu pour relever de nombreuses dégradations et ils n'y ont pas manqué. Seulement, ils ne sont pas juges très compétents en pareille matière ; ils en ont malheureusement donné trop de preuves dans le cours des siècles.

Leurs réclamations sont un peu sujettes à caution et il eût été bon de les soumettre en détail à l'examen d'hommes de l'art avant de les présenter au public comme justifiées en bloc. On fera difficilement croire que l'achèvement du clocher de Cassalabriva, fût-il désirable, est nécessaire à la conservation de l'église, que la peinture demandée pour l'église de Mirannes (quelle peinture ?) intéresse la longévité de l'édifice ; que les églises « misérables » de Mornay-Berry, de Meneton-Couture et de Saint-Hilaire-de-Gondilly seront moins « misérables » quand les maçons y auront passé, à moins qu'il ne s'agisse d'une réfection totale ; que la suppression de la voûte de Laharmand soit de nature à conserver à l'église son véritable caractère, etc., etc., sans compter que le clergé séculier, comme le clergé régulier, d'ailleurs, a la manie de construire et qu'il suffit de faire luire à ses yeux l'espérance de crédits pour l'amener à voir des lézardes là où existent de simples fissures des plâtres.

Sans doute les églises sont nombreuses dans la Creuse qui auraient besoin de réparations, peut-être même un besoin urgent ; mais nous nous rappelons ce que Mérimée en disait dès 1841 : « Quelle diable d'idée avez-vous eue de m'envoyer dans la Creuse? C'est assurément le centre de la barbarie. On n'y rencontre que des églises bêtes, comme dit notre collègue M. Leprévost. J'envoie à la commission quelques pages de prose à leur sujet, concluant à ce qu'on les laisse se miner sans bruit et qu'il n'en soit plus question. » La conclusion est radicale et nous ne saurions nous y associer, mais quoi d'étonnant à ce que, après la séparation comme avant, les églises de la Creuse aient été un peu négligées?

D'ailleurs, cette négligence a-t-elle été vraiment généralisée? M. Paul Léon, bien placé pour connaître la question, nous fournit à ce sujet des indications intéressantes. Il nous apprend que, depuis 1906, 800 églises ont été classées au nombre des monuments historiques sur 1,300 dont le classement avait été demandé. « En 1910, sur 394 entreprises effectuées dans les monuments communaux, 295 concernent des édifices cultuels. Sur 2,720,000 francs, elles absorbent 2 millions : les trois quarts du crédit. »

Ces efforts demeurent insuffisants, nul ne le saurait contester, et nous le reconnaissons si bien nous-mêmes que nous avons recherché et que nous proposons les moyens propres à amener la concentration de nouvelles ressources, mais il n'en reste pas moins que M. Maurice Barrès a tort d'écrire que « la réalité dépasse le tableau » qu'il nous a présenté : c'est au contraire le tableau qui dépasse la réalité.

Et quand cela serait, d'ailleurs, quand le « désastre » serait aussi angoissant, est-ce que l'apathie des croyants en présence d'une si attristante situation n'apparaîtrait pas comme absolument incompréhensible ? « Le clergé a des ressources immenses, disait M. Briand à M. Maurice Barrès dans une conversation rapportée par ce dernier ; si l'on m'y force, je dirai quels véritables concerts, avec tourniquets à la porte, on installe dans certaines églises, et j'établirai les sommes qu'on y encaisse... On préfère les employer à soutenir des patronages qui sont des œuvres de guerre au lieu de réparer les églises. Qu'on ne m'oblige pas à le dire à la tribune ! »

Eh ! oui, qui de nous n'est témoin chaque jour des sacrifices énormes que s'imposent, souvent en pure perte d'ailleurs, ne disons pas les militants de l'Eglise, mais plus exactement les militants du parti clérical pour augmenter le nombre des recrues qu'ils lanceront demain à l'assaut de nos institutions? Dans chacun de nos villages, c'est une société de gymnastique, c'est une société musicale que l'on cherche à fonder par l'appât de voyages gratuits ou de distractions de toutes sortes quand ce n'est pas par la pression et la menace. Et ces tentatives, même quand elles avortent, coûtent fort cher. Quand elles réussissent, elles ne se soutiennent qu'à grand renfort de subsides. Avec la moitié, avec le dixième des sommes ainsi recueillies, toutes les églises de France pourraient être remises en état dans l'espace de quelques années. Mais à la conservation des « maisons de paix » les militants du parti préfèrent la constitution d'unités de guerre. Autant ils se montrent économes en ce qui concerne les premières, autant ils sont prodigues lorsqu'il s'agit des secondes.

D'autre part, les libéralités consenties par les catholiques en faveur des temples vont le plus souvent vers les édifices à construire de toutes pièces. Faut-il en chercher la raison en ce que la vanité y trouve son compte ? On attache le nom d'une famille à un vitrail ou bien à un pilier pour prendre à témoin de sa générosité actuelle les générations futures et perpétuer un souvenir que des actions plus éclatantes ne permettent pas d'espérer durable. A des édifices neufs, sans « âme » pour la plupart, car il manque à leurs créateurs la foi vivifiante du moyen âge sans quoi la pierre reste inerte et glacée, tous sacrifient les plus magnifiques comme les plus touchants monuments de la foi de nos ancêtres.

« Mais, nous dira-t-on, quelles garanties peuvent avoir les catholiques que les fonds par eux versés iront bien à leurs temples ? Quand il s'agit de constructions neuves édifiées par eux sur leur propriété privée, ils sont les maîtres et déterminent eux-mêmes comme ils le surveillent, l'emploi de leurs ressources. C'est là une exception très rare, et la plupart des édifices du culte, pour ne pas dire la totalité, est propriété communale, départementale ou nationale. Lorsqu'un catholique désire contribuer à leur entretien, il lui faut donc nécessairement se dessaisir de ses fonds entre les mains des municipalités souvent hostiles, sans conserver aucun droit même de surveillance. »

Dans son discours du 16 janvier 1911 à la Chambre des députés, M. Maurice Barrès a énuméré un certain nombre d'églises que les catholiques offraient de réparer à leurs frais, lorsqu'ils se heurtèrent à l'opposition de certaines municipalités et même de certaines administrations préfectorales. Les assertions de l'honorable député étaient exactes pour la plupart. Quelque regret qu'on en puisse avoir, il faut bien le reconnaître. Pourtant, lorsqu'on se rapporte à la discussion, on voit que, là encore, l'orateur ne s'était pas documenté sur tous les cas cités avec la même précision désirable puisqu'il a provoqué des rectifications provenant non seulement du président du conseil, mais aussi de certains de ses collègues que personne ne saurait suspecter de sectarisme.

Le cas de l'église de Brue-Auriac dans le Var caractérise mieux que tout autre la manière dont certains de ses correspondants ont surpris sa bonne foi. M. Maurice Barrès se plaignait qu'on eût fermé cette église au culte et qu'on l'eût désaffectée par un décret illégal. Or, cette église ne servait plus au culte depuis 1898. M. Maurice Barrès le reconnaît implicitement et en partie dans une note où il écrit « que depuis 1898 on n'a jamais cessé complètement d'utiliser l'édifice de Brue-Auriac pour la célébration du culte ». L'accès avait dû en être interdit pour sauvegarder la sécurité publique et elle avait été désaffectée par décret, conformément à la loi du 9 décembre 1905. En 1909, une famille catholique qui, pendant onze années, avait assisté sans protestation à la lente désagrégation de l'édifice et à sa désaffectation, s'avise tout à coup de vouloir le restaurer et fait une offre d'argent. Cette offre est refusée et l'on s'en indigne. Que cette indignation soit sincère chez l'honorable député, incomplètement renseigné, personne n'en saurait douter, mais en ce qui concerne ceux qui lui ont signalé le cas, c'est une autre affaire.

Quel sectarisme un homme de bonne foi pourrait-il relever à l'encontre d'une municipalité qui ne faisait qu'éviter un piège ? Nous entendons bien que cette municipalité aurait, d'après M. Maurice Barrès, consenti à la restauration de l'église si on lui avait remis en même temps la somme nécessaire pour l'installation d'un bureau de poste, mais il résulte d'une lettre de l'évêque qu'en formulant cette demande de subvention la municipalité ne faisait que répondre à l'initiative prise par les donateurs eux-mêmes.

En tout cas, le fait qu'elle était prête à consentir la restauration de l'église sous certaines conditions montre bien que son hostilité n'était pas irréductible. Et il faudrait en regard des quelques faits apportés à la tribune de la Chambre des députés placer les milliers de cas où les municipalités ont fait et font chaque jour des réparations que la loi ne leur impose pas. Sans doute, il en est qui, suivant l'expression de M. Maurice Barrès, « combattent les églises par amour des écoles », mais, si cela pouvait être une excuse, on pourrait dire qu'infiniment plus nombreux encore sont ceux qui combattent l'école par amour de l'Eglise !

La vérité est que neuf fois sur dix les différent aigus en pareille matière sont la conséquence de luttes politiques locales atteignant une violence exceptionnelle ; et l'on peut dire que les sectaires sont des deux côtés. Lorsque par bonheur les passions politiques sont résolument écartées de part et d'autre, toutes les questions sont facilement et rapidement résolues. M. Max Doumic nous en cite un exemple bien convaincant : l'église de Taingy avait besoin de réparations importantes et urgentes dont les catholiques de la commune voulaient bien faire les frais. Après examen contradictoire et discussion courtoise on se mit vite d'accord. La commune vendit l'immeuble aux catholiques qui, en étant devenus les maîtres, y firent les travaux qu'ils jugeaient nécessaires.

M. Max Doumic enregistre le fait et y ajoute l'observation suivante dont l'impartialité est de nature à frapper tous les lecteurs : « Si tous les libres penseurs de France suivaient l'exemple des libres penseurs de Taingy, si tous les catholiques de France suivaient l'exemple des catholiques de Taingy, cette question des églises serait vite résolue ». Cependant M. Max Doumic sent tout de suite qu'une réserve s'impose et il la formule en ces termes : « On les céderait aux catholiques (les églises) à charge par eux de les entretenir, sauf à leur imposer de le faire par l'office de gens de métier compétents et même sous le contrôle d'un comité technique sérieux ». Cette précaution apparaît, en effet, comme indispensable aussi bien à ceux qui, comme nous, envisagent la conservation des églises au point de vue historique qu'à ceux qui l'envisagent au point de vue religieux.

Malheureusement l'exemple de Taingy ne paraît pas devoir se généraliser, au moins avant de longues années. Pendant longtemps encore, catholiques et libres penseurs se laisseront entraîner par leur combativité réciproque et l'ardeur des passions adverses les empêchera d'apercevoir les véritables intérêts de la nation. Convient-il d'attendre les bras croisés qu'

paix s'établisse entre eux? Ce serait nous condamner à assister impassibles à l'écroulement d'édifices dont l'intérêt historique est incontestable, comme nous le démontrerons tout à l'heure. A cette impassibilité, à cette inaction, nous ne pouvons nous résigner. Il suffit que la législation actuelle autorise certaines municipalités de vues étroites à opposer un refus obstiné et injustifié aux initiatives particulières pour que nous nous montrions disposés à modifier cette législation. Qu'ils soient croyants, artistes ou simplement épris de l'histoire de notre pays, ceux qui offrent les ressources nécessaires pour conserver les monuments du passé doivent être accueillis à bras ouverts et avec reconnaissance. Mieux encore, leurs initiatives doivent être secondées, sous la réserve qu'elles ne dissimuleront pas des intentions combatives et qu'elles ne seront pas des moyens détournés de continuer les luttes locales ou de réveiller les passions assoupies, et sous cette autre réserve encore que les travaux exigés par les donateurs ne seront pas susceptibles de dénaturer le caractère artistique ou historique des édifices.

*La formation française.*

Bien peu d'églises, en dehors de celles qui ont été classées au nombre des monuments historiques, présentent un intérêt artistique appréciable. C'est surtout au point de vue de l'histoire que leur conservation s'impose. Et ceci nous amène à généraliser nos observations et à les appliquer à tous les monuments du passé. Si les églises sont beaucoup plus nombreuses que les autres édifices, c'est qu'elles ont joué un rôle prépondérant dans notre histoire et dans la formation de nos villes et de nos villages.

Il semble qu'il en coûte à certains de reconnaître que nous sommes un peuple d'origine catholique. Et pourtant, si le nombre des croyants a diminué, l'histoire subsiste. Parce que nos ancêtres ont souffert de la domination de l'église et que certains s'en croient aujourd'hui encore menacés, il en est qui voudraient anéantir rétrospectivement jusqu'au souvenir des jours anciens. Jeu d'enfant, indigne d'un esprit libre! L'histoire de la France catholique et royale est assez riche de faits d'armes glorieux et aussi de manifestatisns du goût artistique de notre race pour que la France républicaine et dégagée de tout esprit confessionnel en éprouve quelque fierté.

Pourquoi faut-il que dans notre enseignement, dans l'enseignement primaire surtout, on affecte de ne connaître que la France d'après 1789? Que nous nous fassions gloire d'avoir été les instigateurs des idées libérales et humanitaires qui se sont depuis lors imposées au monde civilisé, rien de plus naturel ni de plus légitime. Mais il n'y a pas eu deux France séparées l'une de l'autre par la Révolution.

La Révolution elle-même n'a été que l'effet de causes antérieures dont il est impossible raisonnablement de l'isoler. Qui pourrait se flatter de l'avoir comprise sans avoir préalablement étudié l'abondante floraison des idées philosophiques du dix-huitième siècle? Et qui oserait nier, sans craindre le ridicule, que ces idées étaient en germe dans l'éducation d'alors, encore que cette éducation fût entièrement monopolisée par l'Eglise? Les jésuites eux-mêmes n'inclinèrent-ils pas, à un certain moment, les esprits vers les idées libérales pour les mieux arracher à l'influence des autres ordres religieux rivaux? Qui ne regarde que leur enseignement d'aujourd'hui peut éprouver quelque peine à le croire, mais, le fait est là. Et puis, leur tactique, redoutable par son incroyable souplesse, ne fut-elle pas toujours la même : séduire d'abord et attirer pour discipliner ensuite et dominer?

Si l'on se reporte au moyen âge, à la France féodale, si l'on remonte jusqu'à l'occupation romaine, l'Eglise est toujours là, adoucissant les mœurs, subordonnant la royauté, mais essayant de la rendre plus humaine, conseillant l'obéissance au seigneur mais s'appliquant à atténuer la brutalité et la cruauté de sa domination sur les serfs et les paysans. Qu'à leur tour certains titulaires de bénéfices se soient livrés aux mêmes exactions que l'Eglise blâmait chez les laïcs, nul ne saurait le contester de bonne foi, et les serfs du monastère furent souvent plus cruellement dépouillés que les serfs du château. Mais par la seule vertu des enseignements qu'elle avait charge de répandre, l'Eglise n'en continuait pas moins, à travers les obstacles et en dépit de certains de ses représentants, sa mission civilisatrice. Elle aurait pu faire mieux et plus vite, nous apparaît-il. En pouvons-nous juger bien sainement, puisque la condition nécessaire d'un jugement impartial serait de nous placer par la pensée dans le milieu même où elle poursuivait son œuvre? Admettons-le pourtant : qu'importent ces regrets superflus? Ce qu'il faut considérer avant tout et en fin de compte, c'est l'œuvre accomplie.

« L'Eglise, dit Edouard Driault dans son beau livre l'*Unité Française*, n'a jamais cessé de jouer un rôle considérable en France, et la société et la mentalité françaises en sont demeurées profondément marquées ». Qu'il nous plaise ou non, nous sommes, nous Français d'aujourd'hui, solidaires des Gaulois de la domination romaine, des serfs et des seigneurs de la France féodale, des sujets du roi absolu et des philosophes du XVIIIe siècle. L'histoire de la France est une, comme d'ailleurs l'histoire du monde si nous nous laissions aller à la généraliser ; la continuité s'impose aux plus réfractaires quels qu'aient été la gravité de certains événements et les bouleversements qu'ils ont produits « L'organisme qui vit est chose qui dure, dit Bergson. Son passé se prolonge tout entier dans son présent, y demeure actuel et agissant. » Nos idées à nous procèdent des idées de nos ancêtres les plus reculés ; nous ne saurions renier aucune partie de l'histoire de France; le pourrions-nous d'ailleurs, et, le voudrions-nous, combien n'y perdrions-nous pas!

Historiquement, l'église et le château furent les cellules autour desquelles vinrent se former nos villes et nos villages.

Dans un pays sans cesse ravagé par les invasions des Normands, des Sarrazins et des Anglais, où la guerre entre provinces et princes rivaux sévissait sans répit, les paysans redoutaient l'isolement et se groupaient instinctivement autour du seigneur qui avait le devoir moral d'assurer leur défense. Mais le rôle du châtelain était d'ordre purement matériel. Lui-même était trop peu cultivé pour exercer une action intellectuelle ou morale sur ses paysans. Il tirait d'ailleurs vanité de son ignorance et laissait aux clercs tous les soins d'un enseignement qu'il considérait comme œuvre subalterne.

L'Eglise, à laquelle se trouvait abandonnée la culture des esprits, ne tarda pas, et c'était fatal, à prendre sur eux un ascendant que, d'ailleurs, personne ne lui contesta pendant des siècles. Elle fit reconnaître ses édifices comme lieux d'asile où la vie était garantie sauve à ceux qui s'y étaient réfugiés. Comme ils s'étaient groupés autour des châteaux, les paysans se groupèrent autour des églises, attirés par le besoin de surnaturel et cherchant parfois dans le clergé séculier un défenseur contre la cruauté du seigneur et l'âpreté du monastère. Les invasions ayant cessé et les guerres devenant moins fréquentes, le besoin n'était plus aussi impérieux pour eux de chercher un abri sous les murailles du château.

Progressivement et de plus en plus l'église devint le véritable centre de la communauté. « Les dimanches, dit Rambaud, à la sortie de la messe, tous les chefs de famille se réunissaient pour délibérer sur les affaires du lieu. Il n'y avait pas de conseil municipal comme aujourd'hui, mais une assemblée générale. Elle élisait un collecteur pour lever la taille, un syndic pour l'administration, et contrôlait leur gestion. Le village n'a pas de beffroi mais il a un clocher avec sa cloche qui appellera également les fidèles à l'office et les habitants à l'assemblée. » L'église est en réalité la maison commune où se débattent tous les intérêts de la collectivité, les plus graves comme les moindres. C'est là, d'ailleurs, que sont enregistrés tous les actes importants de la vie individuelle comme de la vie commune, depuis la naissance jusqu'à la mort.

Cela étant, comment pourrait-on se flatter d'enseigner l'histoire de l'ancienne France en voulant systématiquement ignorer son influence ? « La civilisation du moyen âge, écrit encore Rambaud, fut d'abord une civilisation toute ecclésiastique. La religion a été si dominante durant les premiers siècles du moyen âge qu'il faut bien lui donner dans un tableau de la civilisation de cette époque la première place. »

*L'enseignement du passé.*

(Histoire et légendes.)

La vérité est qu'à l'heure actuelle on n'enseigne pas l'histoire de l'ancienne France; on se contente de charger la mémoire des enfants d'un certain nombre de dates de batailles ou d'avènements de nos rois et l'on appelle cela l'enseignement de l'histoire. De la condition des Français à cette époque, du développement de la civilisation, de l'éclosion des arts, de l'évolution des idées, il n'est presque jamais question. J'entends bien que les enfants des écoles primaires auraient peine à suivre de pareils développements, mais pourquoi n'y insiste-t-on pas davantage dans nos établissements d'enseignement secondaire ?

Faut-il en chercher l'explication dans ce fait qu'après avoir été à la tête de la civilisation, l'église a reculé comme effrayée de son œuvre et que, depuis plus d'un siècle, elle s'applique à entraver le mouvement qu'elle a elle-même autrefois déterminé? De là, lutte incessante et violente entre ses représentants et l'ensemble du pays épris de la liberté de penser. Les fumées de la bataille cachent aux yeux de la masse le passé utile et non sans gloire que l'église a derrière elle et qui pourrait nous inciter à quelque indulgence. Nous n'observons même pas la justice et nous en arrivons à ne voir que les excès dont aucune œuvre humaine ne saurait être exempte, surtout lorsqu'elle a été poursuivie pendant des siècles et aux époques les plus troublées de notre histoire nationale.

Malgré les souvenirs et les traditions qui, de toutes parts, s'imposent à nos esprits, nous voudrions en chasser l'idée même de l'Eglise catholique et notre animosité se tourne tout naturellement vers les édifices qui perpétuent cette idée sur notre sol national. « Rien de moins populaire parmi nous, disait Victor Hugo, que ces édifices fait par le peuple et pour le peuple. Nous leur en voulons de tous ces crimes des temps passés dont ils ont été les témoins. Nous voudrions effacer le tout de notre histoire. Nous dévastons, nous pulvérisons, nous démolissons par esprit national. »

C'est le même sentiment qui nous pousse à taire aux jeunes générations le rôle de l'Eglise et à assister indifférents à l'effondrement de ses temples. Mais est-ce vraiment par esprit national? C'est bien plutôt pour satisfaire un besoin de vengeance rétrospective qui nous aveugle au point de nous cacher la puérilité et l'inanité de nos efforts. On ne se bat pas contre l'histoire ; on peut en obscurcir ou en dénaturer momentanément quelques traits, mais elle finit toujours par percer les nuages dont on a tenté de l'envelopper.

Comment pourrions-nous d'ailleurs échapper à l'obsession ? En supposant effondrée la dernière de nos cathédrales, ne serons-nous pas ramenés à l'idée qui nous offusque et nous blesse par la vue de tous les chefs-d'œuvre de nos musées ? L'architecture ne s'est pas seule mise au service de la foi ; peintres et sculpteurs lui ont apporté de toutes parts l'hommage de leur génie. Et si l'on supposait une humanité assez barbare pour faire disparaître tous les chefs-d'œuvre de l'art religieux, les légendes si belles et si touchantes de l'ancien et du nouveau Testament ne se transmettraient-elles pas aux générations à venir comme elles sont venues jusqu'à nous sur les lèvres de ceux qui nous ont précédés ?

Combien il est regrettable déjà, même pour un homme affranchi de tout dogme, de voir qu'une génération s'élève à laquelle tout ce qui émut nos ancêtres reste totalement étranger ! La neutralité de l'enseignement, dont la nécessité s'impose incontestablement à notre époque, exige-t-elle donc aussi impérieusement que les jeunes Français soient préservés avec tant de soin de toute connaissance des enseignements et des faits d'une institution qui a tenu tant de place dans notre histoire et aussi dans l'histoire du monde ? Sans la représenter comme étant d'essence divine, ce qui est du domaine réservé à la famille, ne pourrait-on, à grands traits au moins, dans nos écoles et dans nos établissements d'enseignement secondaire, esquisser l'œuvre de l'église catholique ?

Un publiciste de très grand talent qu'avec regret je me fais scrupule de nommer ici, me disait un jour que je lui exposais mes préoccupations : « Comme vous avez raison ! Jugez-en par ce fait qui m'est personnel : n'étant pas croyant, j'ai fait élever mes enfants en dehors de toute religion en leur inspirant la tolérance la plus entière pour les idées religieuses de leurs jeunes camarades et en me faisant un devoir de satisfaire impartialement leur curiosité lorsqu'elle était éveillée sur une manifestation quelconque des religions pratiquées autour de

nous. Un jour, un d'eux parvenu à l'âge adulte me demanda si je ne verrais pas d'inconvénient à ce qu'il assistât à une cérémonie catholique, uniquement pour compléter son instruction personnelle. J'y consentis, bien entendu, mais en lui faisant comprendre que dans son intérêt à lui-même et pour juger plus sainement il ferait bien de ne pas limiter son étude à une seule religion. Ainsi fut fait. L'enfant s'intéressa vivement aux manifestations des divers cultes mais sans que son habituelle pondération en fût troublée, sans que son bel équilibre de santé morale en fût le moins du monde atteint. Seulement, au bout de quelque temps, j'avais à répondre aux questions suivantes : « Il y a de bien belles légendes dans ces diverses religions, pourquoi ne nous en a-t-on jamais parlé ? Je comprends maintenant certains tableaux près desquels j'étais jusqu'alors passé indifférent. Ne trouves-tu pas que c'est là une lacune fort grave de l'enseignement qui nous est donné ? » Je ne pouvais répondre qu'affirmativement, me dit mon interlocuteur, et, de ce jour, je m'appliquai avec mes enfants à l'étude de l'ancien et du nouveau Testament, étude purement historique bien entendu et rigoureusement impartiale où l'intervention surnaturelle était simplement indiquée comme une thèse et non comme un fait vérifié. »

Ce que faisait ainsi pour ses enfants le publiciste dont je parle, ne pourrions-nous le faire dans nos établissements publics d'enseignement pour tous les enfants de France ? Ah ! je vois d'ici la tempête que je vais soulever : « Réintroduire l'histoire sainte à l'école laïque, mais c'est anéantir du coup tous les résultats du prodigieux effort d'émancipation qui s'est traduit par la loi de 1882 ! Pourquoi pas aussi le catéchisme ? » Non, dans mon intention, il ne s'agit nullement du catéchisme ni encore moins de porter aucune atteinte à la laïcité de l'enseignement. Ma proposition n'a aucun caractère religieux : elle procède uniquement du sentiment que l'étude de l'histoire sainte est aussi nécessaire que l'étude de la mythologie à quiconque veut comprendre les innombrables œuvres d'art qui s'imposent à sa vue et à ses oreilles en peinture, gravure, musique et architecture. Il ne s'agit point de faire croire à l'enfant que le Dieu des catholiques est intervenu en personne pour arrêter le bras d'Abraham prêt à trancher le cou de son fils Isaac. Il s'agit simplement d'expliquer la légende pour que l'enfant, contemplant plus tard le tableau qui représente le sacrifice d'Abraham, soit apte à pénétrer le sentiment dont l'artiste s'est inspiré et à juger la manière dont il l'a exprimé. La foi n'est pas en cause ici, mais l'histoire, car pendant des siècles, la légende s'est confondue avec l'histoire. Or, l'histoire ne se crée pas, elle se transmet.

A vouloir dissimuler les croyances de nos pères, on risque d'ébranler la confiance des jeunes esprits comme aussi de donner à ces croyances un certain air de mystère, et l'inévitable attrait du mystère n'est pas sans danger pour des enfants. Sans doute un pareil enseignement exigerait du tact et un très grand souci d'équilibre pour éviter qu'il ne tende soit vers l'enseignement religieux, soit vers l'enseignement irréligieux ; mais nos professeurs et nos instituteurs n'ont-ils pas démontré déjà, dans leur immense majorité au moins, qu'ils étaient parfaitement capables d'observer la plus stricte neutralité confessionnelle ? Et puis, dût-il se produire quelques abus dans un sens ou dans l'autre, le résultat à atteindre pour la généralité des enfants n'est-il pas assez important pour que, en regard, apparaissent négligeables certaines défaillances particulières. Si l'on ne veut pas se résigner à enseigner la mythologie et l'histoire religieuse, il faut renoncer à faire saisir aux générations futures les causes profondes des évolutions successives qui ont engendré l'état social où nous nous mouvons. Il faut renoncer à enseigner l'histoire de France si l'on veut s'interdire toute incursion sur le domaine religieux. Il est impossible de faire comprendre quel intérêt s'attache à la conservation des monuments de l'ancienne France si l'on ne se décide à exposer les conditions exactes dans lesquelles ces monuments ont été édifiés, les nécessités auxquelles ils répondaient, les aspirations de l'âme qu'ils traduisaient ou prétendaient traduire.

*Les témoins du passé.*

L'enseignement de l'histoire devient singulièrement plus facile et plus frappant pour les enfants dès que l'éducateur peut prendre à témoin quelques-uns des monuments ou simplement des vestiges à l'ombre desquels s'écoule leur vie ou qui se trouvent à portée de leurs regards. Et par une réaction inconsciente et toute naturelle le monument pris comme témoin de l'histoire cesse d'être indifférent ; il ne tarde pas à devenir l'objet d'une vénération de même essence que celle qui va vers les ancêtres. Une sorte de personnalité s'incorpore aux vieilles pierres que dès lors on n'abordera plus qu'avec un sentiment de respect.

« Un peuple ne vit pas seulement de progrès, mais aussi de traditions et de souvenirs, disait, en avril 1914, le roi Carol de Roumanie à M. Stéphane Lauzanne, reporter du *Matin*. Il faut aimer les vieilles choses comme les vieilles gens ». Voilà où il en faut venir : il faut aimer les monuments, c'est le meilleur moyen d'en assurer la conservation. C'est la condition première et sans laquelle tous les sacrifices d'argent consentis ne produiraient que des résultats incomplets.

Certains instituteurs l'ont, du reste, parfaitement compris lorsque spontanément ils ont entrepris dans la commune à laquelle ils étaient affectés de laborieuses et souvent pénibles recherches pour reconstituer l'histoire locale. Le Gouvernement les a très justement félicités d'une initiative qu'il eût dû prendre lui-même et les a vivement encouragés, au moins par de belles circulaires, à poursuivre leur travail fécond. Ceux-là aimaient vraiment leur patrie, petite et grande, et qui pourrait douter que leur enseignement n'ait fortifié encore dans l'esprit des jeunes l'amour profond que notre beau pays inspire à tous ses enfants ? « Faire mieux connaître le passé de la France, dit Léopold Delisle, c'est donner des racines profondes et vivaces à l'amour du pays. »

Il n'est pas nécessaire de partager les croyances de Durtal pour s'intéresser à « cette symbolique des églises, à cette psychologie des cathédrales, à cette étude de l'âme des sanctuaires si parfaitement omise depuis le moyen âge par ces professeurs de physiologie monumentale que sont les archéologues et les architectes », trop systématiquement malmenés par Huysmans. Que le croyant, transporté d'une foi ardente, s'abîme plus complètement dans l'extase en contemplant les magnifiques cathédrales où se reflète l'intensité de la vie religieuse du moyen âge, il est facile de le comprendre ; mais ce serait une grave erreur que de les croire, parce que édifices religieux, inaccessibles à l'intelligence des non-croyants. Jouissance religieuse d'un côté, soit, mais jouissance artistique de l'autre. Qui a qualité pour dire laquelle l'emporte sur l'autre et laquelle satisfait plus amplement notre aspiration vers la pure beauté ?

La vérité est que sentiment religieux et sentiment artistique sont indissolublement mariés l'un à l'autre dans la « symbolique » des églises. Et l'historien, celui qui cherche dans l'assemblage des pierres l'état d'âme du constructeur et l'étape à laquelle cet état d'âme correspond dans l'évolution des esprits, le jugera-t-on incapable de pénétrer la « psychologie » des cathédrales ? Sans doute nous comprenons que le catholique nous parle surtout de « l'âme » des cathédrales, parce que son imagination les anime d'une véritable vie religieuse, mais si cette fiction avive l'impression reçue, elle n'en est pas la cause unique ; pour les non-croyants aussi les cathédrales ont une âme comme d'ailleurs tous les monuments qui évoquent une étape de notre formation nationale.

Pourquoi M. Maurice Barrès a-t-il écrit que « nos églises et nos cimetières ne peuvent être sauvegardés pleinement que dans la mesure où la vie religieuse se maintiendra au village ? » Grave imprudence de sa part puisqu'il déclare ainsi par avance tous ses efforts inutiles s'ils ne sont accompagnés d'une renaissance religieuse bien impossible à prévoir. Contradiction aussi, puisqu'il a protesté à diverses reprises que le sentiment religieux n'avait pas inspiré sa campagne. Erreur enfin, je viens de le montrer pour les églises et c'est plus évident encore pour les cimetières. Qui pourrait nier, en effet, que la vénération des morts est aussi profonde chez l'incroyant que chez le croyant ? Sans horizon sur l'avenir, sans espoir de l'au-delà, elle se concentre dans le passé, et, par là même, ne devrait-on pas en conclure qu'elle est plus douloureuse et plus profonde ?

Combien nous regrettons, pour notre part et à l'exclusion de toute idée religieuse, qu'une législation mal comprise ait provoqué le transfert dans un enclos banal des tombes des ancêtres autrefois groupées autour de l'église et dominées par la tour massive ou la flèche hardie du clocher paroissial ! Si la salubrité exigeait que de nouvelles inhumations ne fussent plus faites désormais au centre de l'agglomération communale, comment justifier l'ouverture de tombeaux scellés depuis des siècles et ne contenant plus que des poussières inertes et d'inoffensifs ossements ? Pourquoi avoir troublé la paix, qui semblait devoir être perpétuelle, de ces pauvres corps endormis dans l'éternel sommeil ? Pourquoi, surtout, les écarter violemment de l'édifice religieux vers lequel s'étaient concentrés pendant leur courte vie leurs pensées les plus intimes et leurs espoirs les plus vivaces ?

On en souffre comme d'une sorte de profanation et d'une injure qui leur serait faite. « Le cimetière au milieu duquel s'élevait sur le bord de la route l'église de Vosnon, aujourd'hui détruite, dit M. Max Doumic dans le *Correspondant*, présente maintenant l'aspect de quelque chose d'incomplet, de maladroit, de morne, et l'on comprend mieux, en le regardant, quel merveilleux ensemble c'était qu'une église de campagne entourée de tombeaux semés dans la verdure ». Certaines de nos pauvres petites églises, les plus misérables surtout, ont pris en effet un air maladroit et gauche depuis qu'ont été enlevés les tombeaux qui étaient venus chercher un abri près d'elles. Leur aspect lamentable évoque l'idée de l'homme qui a perdu son ombre. On a beau s'ingénier à combler le vide par des plantations savamment ordonnées, il semble que les frondaisons nouvelles ne se marient pas avec les pierres antiques, l'ensemble a disparu, l'âme est partie.

Qui nous conservera les vieux cimetières épargnés autour des églises rurales en les considérant désormais comme faisant partie intégrante du monument ? Quel instituteur aura l'heureuse idée de les faire aimer en allant faire quelques leçons au milieu des tombes et en évoquant le souvenir des bons citoyens qui ont le plus servi et le mieux honoré leur petite patrie ? Prétexte à leçon d'histoire en remontant le cours des siècles, précieuse méthode d'éducation pour inspirer aux enfants le culte des ancêtres et l'amour de la famille.

« Les pierres parlent à ceux qui savent les entendre », dit le maître Anatole France. Hâtons-nous donc d'apprendre leur langage à tous les jeunes Français.

Et nous en revenons toujours ainsi à la formation des esprits par la contemplation et l'étude des vieux monuments, l'une réagissant sur l'autre puisqu'à mesure que les esprits se forment les monuments mieux compris leur deviennent plus chers.

ÉTUDE DES VOIES ET MOYENS ET EXAMEN DES ARTICLES

Mais encore faut-il, pour assurer la conservation de ces monuments, pouvoir disposer des ressources indispensables.

C'est pour répondre à cette préoccupation que la Chambre des députés avait insérée dans le projet de loi portant fixation du budget général de 1913 les articles 105, 106 et 107 ; c'est pour répondre à la même préoccupation qu'elle a adopté la proposition de M. Georges Leygues.

Nous avons examiné avec le plus grand soin les articles et la proposition de loi ; nous nous sommes inspirés des principes et des moyens de réalisation qui y étaient contenus et nous avons résolu de vous soumettre le texte dont nous allons maintenant analyser les diverses dispositions :

Article 1er.

L'article 105 crée sous la dénomination « Caisse des édifices et des monuments publics », un établissement public ayant pour objet exclusif de faciliter l'exécution des travaux d'entretien, de grosses réparations ou de réfection des édifices ou monuments non protégés par la loi du 30 mars 1887 et appartenant à l'État, aux départements, aux communes et aux établissements publics.

La proposition Georges Leygues crée, au ministère de l'instruction publique et des beaux-arts, un office ayant charge de conserver les édifices et monuments anciens d'intérêt régional et local non classés, appartenant à l'État, aux départements et aux communes, et elle investit cet office de la personnalité civile et de l'autonomie financière.

M. Georges Leygues rattache directement

l'organisme nouveau au ministère de l'instruction publique et des beaux-arts.

MM. Landry et Honnorat n'indiquent pas le département ministériel d'où dépendrait la nouvelle caisse, mais comme ils chargent le ministre de l'intérieur de faire des propositions au Président de la République pour la désignation des membres non élus du conseil d'administration, il est manifestement dans leur intention que ce ministre ait la direction du service créé.

Votre commission a pensé que le ministère de l'instruction publique et des beaux-arts était plus particulièrement désigné que le ministre de l'intérieur pour assumer cette nouvelle charge.

On comprendrait que l'attribution en fût faite au ministère de l'intérieur, si la loi devait imposer une charge quelconque aux budgets communaux et départementaux; mais l'amendement Landry-Honnorat ne fait état d'aucune charge de cette nature, même volontairement assumée; la proposition Georges Leygues prévoit, dans son article 3, des subventions purement facultatives et, nous-mêmes, nous n'envisageons que les subventions volontaires.

Sans doute, les monuments que nous visons n'auront, la plupart du temps, aucun caractère artistique, sans quoi ils auraient été classés, mais leur conservation s'impose, comme nous l'avons dit, pour l'enseignement de l'histoire locale et régionale. D'autre part, il entre dans notre pensée que les services des beaux-arts soient utilisés pour les enquêtes et la surveillance des travaux au cours des voyages d'inspection des monuments historiques, de façon à éviter la constitution coûteuse et nullement nécessaire d'un nouveau cadre de fonctionnaires.

Nous avions à choisir entre les deux dénominations proposées : caisse ou office. Nous avons donné la préférence à la seconde qui nous a paru mieux appropriée, l'institution nouvelle n'ayant pas pour unique objet la collecte des fonds et leur emploi, mais aussi la recherche des monuments à conserver, l'étude de leur origine, leur histoire et la propagande à faire pour que les populations locales en comprennent l'intérêt.

Tandis que la proposition Georges Leygues ne vise que les monuments appartenant à l'Etat, aux départements et aux communes, l'amendement Landry-Honnorat s'applique aux monuments qui sont la propriété des établissements publics. Cette extension très justifiée nous a paru encore insuffisante en ce qu'elle exclut par prétérition les monuments possédés par les associations cultuelles.

Ainsi les catholiques pourraient assurer l'entretien de leurs édifices cultuels parce que ces édifices sont pour la presque totalité la propriété de l'Etat, des départements et des communes, alors que les autres cultes ne jouiraient pas de la même faveur. Un pareil système serait manifestement contraire à l'égalité. Si, d'autre part, on se rappelle que les catholiques se sont refusés à profiter de la faculté que leur concédait la loi de 1905 de constituer des associations cultuelles et que les autres groupements religieux se sont empressés pour la plupart de suivre les indications de la loi, ce serait donner une prime à la méconnaissance des intentions du législateur. Un catholique pourrait par testament affecter une partie de sa fortune à l'entretien de l'église appartenant à sa commune et il serait interdit à un protestant de léguer quoi que ce soit pour réparer le temple que possède l'association cultuelle dont il faisait partie.

Notre collègue M. Réveillaud semble avoir obtenu l'assentiment du Sénat lorsqu'il a signalé cette anomalie à la séance du 4 juin 1913. La Chambre des députés elle-même a d'ailleurs rectifié en ce sens le texte de l'amendement Landry-Honnorat lorsque, dans sa séance du 23 juillet 1913, elle a ajouté les monuments « appartenant aux associations et unions d'associations prévues par le titre IV de la loi du 9 décembre 1913 ». Si elle n'a pas repris cette addition lors du vote de la proposition Georges Leygues, l'omission est certainement due à la hâte avec laquelle cette proposition a été examinée en fin de législature. Nous vous proposons donc d'ajouter cette disposition à la suite du paragraphe 1er de l'article 1er.

La loi du 31 décembre 1913 sur le classement des monuments historiques ayant remplacé et abrogé celle du 30 mars 1807, nous paraît devoir être seule visée dans le texte de loi.

### Article 2.

Il n'est pas nécessaire d'insister sur les motifs qui ont déterminé à la commission à proposer que l'office soit investi de la personnalité civile et de l'autonomie financière. Ces deux conditions sont indispensables pour que le but poursuivi puisse être atteint. D'ailleurs le rattachement à l'un des départements ministériels implique le contrôle de la Cour des comptes. L'office sera réellement un établissement public.

### Article 3.

Cette qualité d'établissement public donne à l'office le droit de recevoir, sous le contrôle habituel du Conseil d'Etat, les dons et legs qui lui seront faits, les souscriptions individuelles ou collectives et les subventions de l'Etat, des départements et des communes.

### Article 4.

La Chambre des députés n'a pas indiqué en adoptant la proposition Georges Leygues comment serait administré l'office nouvellement créé, mais dans l'article 105 qu'elle proposait d'insérer dans la loi de finances de 1913, elle avait énuméré les qualités des diverses personnes qui devaient composer le conseil d'administration de la caisse projetée. Nous n'apportons à cette énumération que quelques modifications de détail.

D'abord il nous a semblé que l'académie des inscriptions et belles-lettres, qui s'occupe plus spécialement de travaux historiques, avait plus de titres à y être représentée que l'académie des beaux-arts alors qu'il s'agit de monuments dont le caractère artistique n'a pas été jugé suffisant pour motiver leur classement et dont la conservation est envisagée surtout au point de vue de l'histoire régionale et locale.

Nous avons maintenu les représentants du ministère de l'intérieur, bien que suivant nous l'Office doive dépendre du ministère de l'instion publique et des beaux-arts parce que la plupart des monuments dont nous nous occupons sont la propriété des communes ou des départements, mais nous en avons réduit le nombre à deux au lieu de trois.

De même nous avons réduit le nombre des représentants du ministre des finances.

Nous avons maintenu les deux conseillers généraux et les deux maires.

### Article 5.

Pour écarter toute incertitude et toute discussion, il nous a paru utile de déclarer expressément que les dons, legs et souscriptions que l'office serait appelé à recueillir pourraient être grevés par les donateurs d'affectations spéciales. Il ne faut pas oublier, en effet, que le projet de loi vise les monuments de toute nature et de tout usage . églises, châteaux, maisons d'habitation, fontaines publiques, etc... Or, il peut se faire qu'un donateur s'intéresse à l'une des catégories de monuments plus qu'aux autres ; il arrivera aussi qu'un donateur s'intéressera d'une façon plus particulière aux monuments de sa commune ou de son département ou encore à une église déterminée, à une maison déterminée, etc... Il importe que tout donateur soint assuré à l'avance que sa libéralité ira à la catégorie ou à l'immeuble déterminé qu'il a en vue et à celle-là ou à celui-là seulement. N'est-ce pas de toute justice ? Et n'est-ce pas aussi le meilleur moyen d'assurer à l'office des ressources plus abondantes, ressources qui, d'ailleurs, n'atteindront jamais, on peut en être sûr, l'importance des besoins ?

Aucune étude de travaux demandés ne sera entreprise avant le versement intégral des fonds offerts, sans quoi l'Office serait exposé à poursuivre des enquêtes dispendieuses et à faire établir des projets coûteux qui resteraient sans suite, puisque nous ne voulons pas lui imposer la tâche de se faire délivrer des moyens de contrainte contre les auteurs d'offres qui viendraient à se rétracter.

### Article 6.

Cependant, nous ne pouvions admettre que l'office puisse se voir obligé de donner satisfaction à toute sollicitation d'où qu'elle vint du moment où elle était accompagnée d'une offre de capitaux. Nous voulons faire œuvre sérieuse et utile en dérivant les ressources vers les monuments du passé qui présentent quelque intérêt et vers ceux-là seulement. Il ne pouvait donc entrer dans notre pensée que tout citoyen eût la faculté d'exiger soit par simple caprice, soit par passion locale, soit par tout autre motif non plausible l'entretien ou la réfection d'une construction quelconque et dont l'intérêt général bien compris pourrait exiger la démolition pour cause de salubrité, d'alignement, etc. Nous entendons donc réserver à l'office le droit de refuser certaines libéralités à charge d'affectation spéciale ; mais nous estimons que dans ce cas, et pour éviter toute suspicion d'avoir obéi à des préoccupations étrangères à sa mission, le conseil d'administration émette un avis motivé, que cet avis soit approuvé par le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts et qu'il soit publié dans le *Journal officiel* où tous les intéressés pourront en prendre connaissance. Ces garanties nous paraissent à la fois nécessaires et suffisantes.

### Article 7.

Afin d'éviter que les bonnes volontés se heurtent à la force d'inertie dont les administrations nous donnent malheureusement quelques exemples, nous avons fixé un délai de rigueur d'une année pour l'affectation des libéralités faites conditionnellement et aussi pour le commencement d'exécution des travaux.

### Article 8.

Votre commission croit devoir poser le principe d'une subvention de l'office chaque fois qu'une collectivité communale ou départementale aura consenti un sacrifice. L'intervention des assemblées municipales ou départementales nous a paru offrir une garantie suffisante de l'utilité des travaux sollicités dans la presque totalité des cas. L'article 7, qui vise les offres de ces collectivités aussi bien que celle des particuliers, ne trouvera évidemment presque jamais son application en ce cas.

Contrairement aux indications de la proposition Georges Leygues votée par la Chambre, nous n'avons pas cru devoir fixer les bases de la subvention à allouer par l'office. Nous laissons ce soin au conseil d'administration qui seul pourra connaître les disponibilités de sa caisse.

### Article 9.

L'expérience nous a montré que les propriétaires de certains monuments s'obstinent parfois à refuser qu'il y soit effectué aucune réparation, soit en alléguant des motifs d'intérêt personnel, soit même en se dispensant d'alléguer aucun motif, par simple esprit de chicane ou de mesquine taquinerie. Ce serait frapper par avance la présente loi de stérilité si l'on n'y insérait des dispositions qui permettent de vaincre les résistances injustifiées et les mauvaises volontés. Nous ne devons pas nous dissimuler pourtant qu'il y a là une atteinte au droit de propriété.

Quelque respect que nous professions pour ce droit de propriété, nous n'avons pas hésité cependant en d'autres circonstances à le faire fléchir devant l'intérêt général. La conservation des monuments d'intérêt général ou régional nous paraît justifier une fois de plus un léger empiètement sur les droits du propriétaire qui n'en voudrait pas comprendre l'intérêt. A vrai dire, il s'agira pour ce propriétaire d'une gêne bien légère quand, par exception ses projets seront contrariés. La plupart du temps, au contraire, il retirera un avantage sérieux de l'exécution des travaux auxquels il n'aura pas pécuniairement participé. Ce sont là des considérations de nature à faire taire nos scrupules.

Quoi qu'il en soit, nous entendons que le propriétaire soit toujours à même de faire valoir les motifs de son opposition ou de critiquer les plans des travaux projetés. Le conseil d'administration statuera après l'avoir entendu. Sa décision motivée sera soumise à l'approbation du ministre, publiée au *Journal officiel* et notifiée à l'opposant. Elle deviendra de plein droit exécutoire après cette notification.

Qu'il y ait accord ou non, les travaux seront toujours exécutés sous la surveillance d'un délégué de l'office. Dans le premier cas, il nous a semblé convenable d'en laisser le soin au propriétaire sur sa demande. Dans le second cas, l'exécution sera assurée par les soins du préfet du préfet du département qui devra donner son assistance à l'office sur un avis du ministre.

Les diverses dispositions contenues en l'article 9 nous paraissent de nature à ménager à la fois les intérêts légitimes du propriétaire et ceux des collectivités.

**Article 10.**

Cet article a pour but d'éviter la création et les frais d'un nouveau service administratif en permettant de faire appel aux fonctionnaires des monuments historiques. Il est d'ailleurs dans la pensée de la commission que le nombre de ces fonctionnaires ne devra pas être augmenté, sans quoi la précaution prise serait purement illusoire. Ils ne seront pas mis à contribution assez souvent pour que leurs travaux actuels puissent en subir quelque dommage et leur activité assurera facilement l'exécution des tâches nouvelles et d'ailleurs assez légères qui leur incomberont du fait de la loi projetée.

Article 11.

Cet article édicte les sanctions sans lesquelles l'œuvre du législateur risquerait de rester lettre morte.

Sous le mérite de ces observations, votre commission de l'organisation départementale et communale propose à votre approbation les dispositions législatives suivantes :

PROPOSITION DE LOI

Art 1er. — Il est créé au ministère de l'instruction publique et des beaux-arts un office ayant pour objet exclusif de faciliter, par l'exécution des travaux d'entretien, de grosses réparations ou de réfection partielle, la conservation des monuments anciens d'intérêt régional ou local, appartenant à l'Etat, aux départements, aux communes, aux établissements publics, aux associations et unions d'associations prévues par le titre IV de la loi du 9 décembre 1905.

Art. 2. — L'office des monuments d'intérêt régional ou local non classés est un établissement public investi de la personnalité civile et de l'autonomie financière.

Art. 3. — Les ressources de l'office sont constituées :

1° Par le montant des dons et legs qu'il est appelé à recevoir ;

2° Par les versements effectués à titre de souscriptions individuelles ou collectives ;

3° Par les subventions de l'Etat, des départements et des communes ;

4° Par l'intérêt des fonds dont il est créditeur.

Art. 4. — L'office est administré par un conseil ainsi composé :

Deux sénateurs élus par le Sénat ;

Deux députés élus par la Chambre des députés ;

Un membre du conseil d'Etat, élu par le conseil d'Etat ;

Un membre de la cour des comptes, élu par la cour des comptes ;

Un membre de l'académie des inscriptions et belles lettres, élu par cette académie ;

Deux représentants du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts ;

Deux représentants du ministre des finances ;

Deux représentants du ministre de l'intérieur ;

Deux conseillers généraux ;

Deux maires.

Les membres du conseil non choisis à l'élection sont nommés par décret du Président de la République rendu sur la proposition du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts.

Le même décret désigne le président et les vice-présidents.

La durée des fonctions des membres du conseil est de quatre ans.

Art. 5. — Les dons, legs et souscriptions peuvent être faits à charge d'affectation spéciale à certains travaux déterminés.

Il en est de même en ce qui concerne les subventions de l'Etat, des départements et des communes.

En ce cas la mise à l'étude des demandes ne sera faite qu'après versement du montant des libéralités.

Art. 6. — L'office pourra refuser les fonds qui lui seront offerts à charge d'affectation spéciale, mais seulement sur avis motivé du conseil d'administration approuvé par le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts et publié au *Journal officiel*.

Art. 7. — Les fonds reçus par l'office devront être affectés dans l'année aux travaux indiqués par les auteurs des libéralités et ces travaux devront être commencés dans le même délai.

Art. 8. — Tout vote de fonds par les départements et les communes pour des travaux dont l'utilité sera reconnue donnera droit à une subvention de l'office dans la limite de ses disponibilités.

Art. 9. — Dès qu'il aura été fait appel à l'office pour l'exécution de travaux d'entretien, de grosses réparations ou de réfection partielle, le propriétaire du monument en sera avisé par lettre recommandée par les soins du conseil d'administration ; il devra immédiatement suspendre tous travaux qui seraient en cours d'exécution et déclarer à l'office, par lettre recommandée mise à la poste dans le délai de quinzaine, s'il a des objections à faire à l'exécution des travaux proposés.

En cas d'accord, le propriétaire pourra être admis à poursuivre lui-même l'exécution des travaux sous la surveillance d'un délégué de l'office.

En cas de désaccord, il est pourvu sans retard, sur la demande de l'office, par les soins du préfet du département dans lequel le monument est situé, à l'exécution des travaux dont l'urgence est reconnue. Le propriétaire est convié, par lettre recommandée, à se présenter devant le conseil d'administration de l'office ou devant l'un de ses délégués pour exposer les motifs de son refus ou des modifications qu'il croit devoir proposer aux plans et devis établis pour l'ensemble des travaux envisagés. Le conseil d'administration statue alors par décision motivée qui est soumise à l'approbation du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, publiée au *Journal officiel* et signifiée au propriétaire par lettre recommandée. S'il est décidé que les travaux doivent être exécutés, le propriétaire est avisé qu'il devra donner accès à ceux qui en seront chargés et l'office en poursuit l'exécution par les soins du préfet.

Art. 10. — Pour les enquêtes, pour le dressé des plans et devis, pour l'exécution des travaux et pour leur règlement, l'office est autorisé à faire appel aux fonctionnaires de la caisse des monuments historiques après entente avec le conseil d'administration de cette caisse.

Art. 11. — Le propriétaire convaincu d'avoir fait poursuivre les travaux après l'avis à lui adressé en vertu du paragraphe 1er de l'article 9, d'avoir refusé l'accès du monument visé ou d'avoir mis obstacle à l'exécution des travaux de toute nature prévus par le paragraphe 3 du même article, sera passible d'une amende de 100 fr. au minimum et de 10.000 fr. au maximum.

L'article 463 du code pénal est applicable.

## ANNEXE N° 314

(Session ord. — Séance du 2 septembre 1915.)

PROPOSITION DE LOI tendant à l'établissement du monopole de la rectification de l'alcool par l'Etat, présentée par M. Louis Martin, sénateur.

Messieurs, le problème de l'alcoolisme est l'un de ceux qui passionnent le plus justement le législateur, le sociologue et le publiciste. Ce problème est devenu, dans ces derniers temps, d'une actualité saisissante, et le Gouvernement nous a paru bien inspiré de profiter des événements actuels pour prendre contre l'abus des boissons alcooliques et malsaines des mesures utiles.

Ne laissons pas calomnier notre pays. Le nombre des alcooliques y est infiniment moindre qu'en une foule d'autres contrées de l'Europe. Mais cette constatation ne saurait nous suffire. Il faut non seulement empêcher l'alcoolisme de s'étendre, il faut le réduire à rien.

Parmi les mesures qui ont été préconisées dans ce but, l'exercice par l'Etat du monopole de la rectification de l'alcool, depuis que notre éminent maître et ami M. Emile Alglave a mis en circulation cette idée dont il est le père, a toujours paru pouvoir produire d'excellents résultats.

Nous demandons au Sénat de bien vouloir l'examiner. En tout cas, il trouvera certainement dans cette étude l'occasion de rendre de grands services au pays qui attend beaucoup de ses lumières et de son zèle.

Au surplus, en lui fournissant, par notre proposition, l'occasion d'évoquer et de résoudre cette grave question de l'alcoolisme, nous nous permettrons de lui faire remarquer qu'il a jadis exercé son activité d'une façon toute particulière sur cet important sujet puisque c'est le Sénat qui nomma, en 1886, la commission d'enquête de dix-huit membres sur la consommation de l'alcool en France qui aboutit aux importants travaux de notre regretté collègue, M. Claude.

En conséquence, nous avons l'honneur de vous soumettre la proposition de loi suivante :

PROPOSITION DE LOI

CHAPITRE 1er

DU CONTRÔLE HYGIÉNIQUE

Art. 1er. — Aucune liqueur alcoolique ne peut être livrée aux consommateurs particuliers ni aux débitants et marchands en détail (épiciers ou autres), sans avoir été au préalable soumise à l'analyse des agents de l'Etat, chargés de constater qu'elle ne dépasse pas le maximum d'impureté reconnu inoffensif pour la santé publique.

Art. 2. — L'impureté des liqueurs alcooliques est définie : la proportion centésimale d'alcool non éthylique ou d'éthers relativement à la quantité totale d'alcools de tout genre que contient la liqueur.

Art. 3. — Le maximum d'impureté toléré sera déterminé par un règlement d'administration publique, le conseil d'Etat entendu, après avis de l'académie de médecine et du comité consultatif des arts et manufactures et du conseil d'hygiène.

Art. 4. — Toute livraison de liqueurs alcooliques, opérée sans ce contrôle hygiénique préalable, dans les cas où il est exigé, donnera lieu, contre le vendeur et l'acheteur, à l'application des peines qui répriment la falsification des denrées alimentaires, sans qu'il y ait lieu de rechercher si la liqueur vendue dépasse le maximum d'impureté toléré. La livraison gratuite de liqueurs alcooliques tombe sous le coup de peines édictées par le présent article.

Art. 5. — Les alcools ou liquides alcooliques destinés à des usages exclusivement industriels et employés dans des usines qui ne fabriquent aucun produit alimentaire ne sont pas soumis à la présente loi, en ce qui concerne le contrôle hygiénique ni l'impôt de consommation tel qu'il sera déterminé plus loin.

Ils sont simplement soumis aux règlements sur la circulation des liquides alcooliques et acquittent seulement le droit dit de dénaturation.

Art. 6. — Pour l'application de la présente loi, les liqueurs alcooliques sont définies : tout liquide contenant au moins 12 centièmes d'alcool, quelles que soient d'ailleurs les substances jointes à l'alcool et quels que soient le nom et la destination du liquide. Il est fait cependant exception pour les liquides industriels régis par l'article 5.

Toutefois, un régime spécial pourra être appliqué aux vins naturels contenant de 12 à 18 centièmes d'alcool.

Art. 7. — Après le contrôle hygiénique, les liqueurs alcooliques devront être renfermées dans des bouteilles fiscales spéciales, cachetées et scellées de papier timbré. Ces bouteilles ne devront avoir dans aucun cas une capacité supérieure à un litre et constitueront la preuve légale du contrôle hygiénique.

L'exposition, la mise en vente ou la circulation de liqueurs alcooliques dans d'autres récipients que ces bouteilles fiscales — ou les fûts plombés par la régie conformément à l'article 12 ci-après — donnera lieu à l'application des peines contre la falsification de denrées alimentaires conformément à l'article 4, sans préjudice des poursuites pour fraude en matière d'impôts.

Le remplissage frauduleux des bouteilles, quand il sera établi, donnera lieu aux mêmes peines.

Tout agent de la force publique et tout agent de la régie aura qualité pour constater les contraventions au présent article (1). Tout particulier pourra les poursuivre.

(1) Grâce à l'obligation d'employer une bouteille spéciale très facilement reconnaissable, la fraude du débitant qui aurait réussi à se procurer de l'alcool non taxé deviendrait apparente pour tous ceux qui entrent dans le cabaret, lieu public. Il est aisé d'élaborer telles mesures établissant que les bouteilles fiscales une fois vidées resteront très peu de temps à la disposition du débitant qui voudrait essayer de les remplir frauduleusement, après vidange, en admettant que le remplissage frauduleux soit

CHAPITRE II

RÉGIME GÉNÉRAL DES ALCOOLS

Art. 8. — La fabrication et le commerce, soit en gros, soit en détail, des alcools ou liqueurs alcooliques quelconques restent libres comme aujourd'hui, sous l'empire des règlements actuels, sauf l'obligation de les soumettre au contrôle hygiénique établi par les articles précédents et d'en justifier dans les formes indiquées par l'article 7 du chapitre précédent.

Art. 9. — Nul n'est tenu de vendre à l'Etat les alcools ou liqueurs alcooliques qu'il a produits ou achetés.

Art. 10. — Nul n'est tenu d'acheter ou de consommer les liqueurs alcooliques provenant du monopole facultatif de l'Etat, par exclusion des liqueurs provenant du commerce libre.

Art. 11. — Tout débitant, épicier ou autre marchand en détail vendant des liqueurs alcooliques est tenu d'avoir en magasin des liqueurs provenant du monopole facultatif de l'Etat et de les vendre le prix tarifé par l'Etat.

Mais il peut également tenir toutes les liqueurs provenant du commerce libre et les vendre le prix qu'il lui convient, en se soumettant au contrôle hygiénique et aux règlements fiscaux actuels.

Art. 12. — Le transport des liqueurs alcooliques, d'un lieu exercé à un autre lieu exercé ou en douane, se fera dans des fûts d'une contenance quelconque, plombés par la régie et pourvus de marques très apparentes.

Le transport de liqueurs alcooliques dans des fûts non plombés par la régie ou la rupture volontaire de ces plombs seront punis des peines édictées contre la falsification des denrées alimentaires, conformément à l'article 7 du chapitre 1er.

Art. 13. — Le transport des alcools ou liqueurs alcooliques destinés à des usages exclusivement industriels, et exempts à titre du contrôle hygiénique, reste soumis aux dispositions de l'article précédent.

Art. 14. — Les liqueurs alcooliques ne peuvent être transportées d'un lieu exercé à un lieu non exercé sans avoir été au préalable soumises au contrôle hygiénique, et, par conséquent, mises dans des bouteilles fiscales, preuve de ce contrôle.

## ANNEXE N° 278

(Session ord. — Séance du 29 juillet 1915.)

RAPPORT fait au nom de la commission chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif à la déclaration des biens des sujets des puissances ennemies, par M. Galup, sénateur (1).

Messieurs, au nom de votre commission chargée d'examiner les divers projets de lois tendant à interdire les relations économiques et commerciales avec les Austro-Allemands, j'ai l'honneur de déposer le rapport sur le quatrième et dernier des projets de lois qu'elle a eu à examiner et qui a pour but d'ordonner la déclaration des biens des sujets des puissances ennemies.

Dès le début des hostilités, le Gouvernement a pris des mesures pour mettre fin à toutes relations commerciales et économiques avec les Austro-Allemands. Il a pensé que la guerre devait s'étendre sur le terrain commercial et qu'il n'était pas possible que des Français puissent continuer d'entretenir des relations avec nos ennemis, relations susceptibles d'être une occasion d'augmentation de richesses pour eux, et par suite d'augmenter leur puissance de résistance. Vous avez déjà voté, pour éviter cette alternative, le projet de loi des pénalités à appliquer dans le cas de violation des prescriptions du décret du 27 septembre et le projet de loi homologuant le décret.

Le Gouvernement a immédiatement fait placer sous séquestre les biens connus des Austro-Allemands. Mais une quantité importante de ces biens pouvait rester inconnue du gouvernement français, tous ceux, par exemple, qui sont détenus par des maisons de banque, des sociétés de crédit, des compagnies industrielles, titres ou valeurs, et appartenant à des particuliers, et ceux détenus dans des coffres-forts loués à des nationaux ou firmes des pays ennemis.

Pour remédier à ce grave inconvénient et combler cette lacune, M. Ceccalni et plusieurs de ses collègues avaient, à la date du 14 janvier, déposé sur le bureau de la Chambre, une proposition de loi ayant pour but de procéder au récolement et au séquestre de tous les biens austro-allemands. La commission civile et criminelle de la Chambre donna son adhésion au principe du projet, et le Gouvernement déposa, à la séance du 4 mars 1915, un projet de loi ordonnant la déclaration des biens appartenant aux sujets des nations ennemies.

L'Austro-Allemagne, du reste, nous avait devancés.

La commission de la Chambre n'a pas cru devoir adopter la proposition Ceccaldi, mais elle a fait adopter le projet du Gouvernement en trois articles.

Le premier prescrit à tout détenteur à un titre quelconque, tout gérant, gardien ou surveillant de biens mobiliers ou immobiliers appartenant à des sujets d'une puissance ennemie, tout débiteur de sommes, valeurs ou objets de toute nature envers lesdits sujets pour quelque cause que ce soit dans les sociétés, à tout associé en nom, gérant, directeur ou administrateur, d'en faire la déclaration détaillée dans les huit jours à compter de la date du décret à intervenir.

Il ordonne que la déclaration sera reçue pour les biens mobiliers et immobiliers et de leur situation par le procureur de la République de l'arrondissement et, pour les dettes, par celui du domicile ou de la résidence du débiteur ; il stipule aussi que le procureur de la République pourra, s'il y a lieu, désigner des officiers de police judiciaire ou auxiliaires pour recevoir des déclarations en son nom.

Il autorise les procureurs à accorder prolongation du délai imparti par le premier paragraphe, n'excédant pas deux mois, aux personnes qui justifieront qu'en raison de la multiplicité des biens ou dettes qu'elles ont à déclarer, elles sont hors d'état de satisfaire intégralement aux prescriptions légales dans la huitaine.

Il dit enfin que les formes de la déclaration seront déterminées par décret. L'article 2 stipule les pénalités à appliquer à toute omission de déclaration ou à toute déclaration incomplète.

L'article 3 enfin vise l'application de la loi, votre commission a reçu, messieurs, de nombreuses demandes d'audience, et un nombre important de documents émanant des présidents, ou directeurs des compagnies de chemins de fer, d'administrateurs de caisses d'épargne, de la chambre d'exportation de Paris et enfin de la chambre de commerce de Nancy.

La plus importante des communications qui lui ont été faites émane de M. Gomel, président du conseil d'administration de la compagnie des chemins de fer de l'Est, spécialement délégué par les présidents des conseils d'administration du Nord, du P.-L.-M., de l'Orléans, du Midi et de l'Ouest.

M. Gomel a démontré que le délai de huit jours est absolument insuffisant pour que les compagnies de chemins de fer puissent faire la déclaration des actions qui, pour leur ensemble, s'élèvent à 3,059,000, et celui des obligations qui était en 1910 de 33,881,000 dont 24,149,000 réparties entre 796,000 certificats. Depuis, il a été émis par les cinq grandes compagnies 3,930,612 obligations, sur lesquelles il faut déduire les remboursements au nombre de 1,995,561 ; le total est de 35,816,051.

Depuis que les conversions du porteur au nominatif s'opèrent sans frais, il s'en est fait tous les jours un très grand nombre, les valeurs nominatives rapportant plus annuellement, car elles ne sont pas assujetties aux droits de transmission.

Le nombre des titres nominatifs est plus considérable aujourd'hui qu'en 1915, et pour toutes les compagnies il s'élève environ à 1,200,000 ; pour la seule compagnie de Lyon il a passé de 297,529 fin de l'année 1910 à 375,135 en avril 1915.

Les inscriptions sont faites sur des registres énormes, sans ordre alphabétique ni indicatipn de nationalités, et comme la mobilisation a enlevé un grand nombre d'employés des services sédentaires, le travail devra être fait par un personnel de fortune très inexpérimenté, et sera de ce fait rendu plus difficile et plus long. Les compagnies demandent donc une prolongation de délai.

Toutefois leur travail, comme celui de toutes les autres sociétés, serait facilité si, pour éviter les erreurs et les omissions de leur part, le Gouvernement, qui possède tous renseignements utiles d'une part sur les sociétés et personnalités des pays ennemis, dont en vertu de la loi il a placé les biens sous séquestre, et d'autre part sur les étrangers dits indésirables, voulait les communiquer aux compagnies et sociétés.

M. le président de la compagnie de l'Est, toujours autorisé par ses collègues des autres compagnies, a demandé qu'une modification soit en outre apportée au texte de la loi pour éviter que les omissions ou erreurs de bonne foi ne soient pas l'objet de poursuites pouvant entraîner de très graves condamnations.

La conférence générale des caisses d'épargne, pour les motifs invoqués par les directeurs des grandes compagnies de chemins de fer, voudrait que les procureurs de la République fussent autorisés à accorder à certains établissements d'utilité publique à la désignation du garde des sceaux, et sur la demande des départements ministériels intéressés, des délais renouvelables de deux mois en deux mois.

La chambre de commerce d'exportation de Paris et la chambre de commerce de Nancy ont demandé à la commission de vouloir bien insérer dans la loi une disposition qui permette aux détenteurs des biens des nationaux des puissances ennemies d'en rester les séquestres pour éviter les frais, et aussi l'obligation de converver les valeurs en bons de la défense nationale qui serait suivie d'une mesure analogue de la part des Austro-Allemands, ce qui, à la fin des hostilités, ferait perdre aux créanciers français des Austro-Allemands des sommes considérables à cause de la différence du crédit, celui de la France étant et devant surtout rester très supérieur à celui des Austro-Allemands.

La chambre de commerce de Nancy demande, elle aussi, une prolongation du délai de déclaration surtout pour les régions envahies ou comprises dans la zone des armées, telles que le définit le décret du 21 mars 1915, et elle désire que la mesure soit étendue à toutes les maisons françaises dont le chef agissant est mobilisé.

Elle demande encore que les déclarations qui intéressent le crédit ou l'organisation commerciale prodructrice des maisons de commerce et d'industrie ne soient l'objet d'aucune divulgation.

Votre commission, messieurs, après en avoir longuement délibéré, a décidé de tenir le plus grand compte des observations qui lui ont été présentées et qui lui ont toutes paru très largement justifiées. Elle vous propose donc de vouloir bien accepter le projet de loi adopté par la Chambre des députés avec toutes les modifications nécessaires pour que tous ceux qui sont visés par le projet de loi aient le temps de faire les recherches nécessaires ; que soient seuls poursuivis ceux qui volontairement et sciemment se sont soustraits aux obligations de la loi : que les créanciers français des nationaux ressortissant aux pays ennemis ne soient exposés à aucune perte, en qu'enfin la divulgation des déclarations ne puisse nuire à aucun intérêt français.

L'un des membres de la commission, M. Chastenet, dont le savoir juridique est si connu et si hautement apprécié du Sénat, a demandé une modification à l'article 1er ayant trait aux débiteurs de sommes appartenant à des Austro-Allemands ; il souhaite que le mot « liquides » soit immédiatement ajouté au mot « sommes » et à l'article 2 que le mot « volontaire » suive immédiatement le mot « déclaration ». Votre commission vous propose messieurs, de vouloir bien donner satisfaction à notre éminent collègue.

Elle vous demande donc de vouloir bien adopter les modifications qu'elle propose au projet de loi voté par la Chambre et que le Gouvernement a acceptées dans leur teneur générale.

Ce projet de loi est le dernier de ceux qui ont été soumis à la commission ; il fournira au Gouvernement le moyen de connaître dans leur totalité les biens des Austro-Allemands en France, en Algérie, dans les colonies et les pays de protectorat, et de mettre fin à toutes les pratiques criminelles qui, en continuant d'enrichir les ennemis de la France, auraient

facile. Enfin, la régie limitera le nombre des bouteilles de la même espèce de liqueurs que chaque débitant pourra entamer en même temps.

(1) Voir les nos 139, Sénat, année 1915, et 518. 700-752 et annexe, et in-8° n° 163. — 11e législ. de la Chambre des députés.

augmenté leurs moyens de résistance et contribué à la prolongation de l'abominable guerre qu'elle subit, mais dont elle sortira victorieuse et triomphante avec ses alliés qui, à ses côtés, sont venus combattre pour la libération du monde et le triomphe du droit et de la justice.

En terminant le travail qu'elle a accompli sous la présidence de notre honorable collègue M. Poirrier, si compétent en matières économiques et commerciales, votre commission vous a conviés à une œuvre de salut national. Vous avez, messieurs, adopté ses propositions. Elle a donc confiance que vous voudrez bien adopter le projet de loi suivant qu'elle soumet à votre approbation.

PROJET DE LOI

Art. 1er. — Tous détenteurs à un titre quelconque, tous gérants, gardiens ou surveillants de biens mobiliers ou immobiliers appartenant à des personnes qu'ils sauront être des sujets d'une puissance ennemie, tous débiteurs de sommes nettes, valeurs ou objets de toute nature envers lesdits sujets, pour quelque cause que ce soit, doivent en faire la déclaration détaillée dans la quinzaine à compter de la date du décret à intervenir. Cette obligation incombe, dans les sociétés, à tous associés en nom, gérants, directeurs ou administrateurs.

Les actions, parts de fondateurs, obligations, titres ou intérêts appartenant à des sujets, qu'ils sauront être des sujets de puissances ennemies dans les sociétés, devront être déclarés par les personnes désignées au paragraphe précédent.

La déclaration est reçue, pour les biens mobiliers et immobiliers, par le procureur de la République de l'arrondissement de leur situation et, pour les dettes, par celui du domicile ou de la résidence du débiteur.

Des officiers de police judiciaire, auxiliaires du procureur de la République, seront, s'il y a lieu, désignés par celui-ci pour recevoir en son nom les déclarations.

Une prolongation du délai imparti par le premier paragraphe, n'excédant pas deux mois, pourra être accordée par le procureur de la République et pourra même être prorogée d'un mois aux personnes ou sociétés qui justifieront qu'à raison de la multiplicité des biens ou dettes qu'elles ont à déclarer, elles sont hors d'état de satisfaire intégralement aux prescriptions légales dans la quinzaine.

Des délais renouvelables de deux mois en deux mois pourront être accordés par le procureur de la République à certains établissements d'utilité publique désignés par le garde des sceaux et sur la demande des départements ministériels intéressés.

Les mêmes délais pourront être accordés à toutes les maisons françaises dont le chef responsable est mobilisé.

Art. 2 (nouveau). — Les détenteurs français de biens appartenant à des sujets ennemis, tels que sommes dues pour travaux ou fournitures de marchandises, en cours lors de la mobilisation, valeurs en dépôt ou autres seront considérés comme séquestres de ces biens sans déplacement.

Art. 3 (nouveau). — Les déclarations ne seront l'objet d'aucune divulgation.

Art. 4 (ancien 2). — Toute omission volontaire de déclaration dans le délai prescrit ou toute déclaration sciemment incomplète ou inexacte sera punie d'un emprisonnement d'un an à cinq ans et d'une amende de 500 francs à 20,000 francs ou de l'une de ces deux peines seulement.

Indépendamment des peines prévues au paragraphe précédent, les tribunaux pourront prononcer l'interdiction pendant dix années des droits civils et civiques énumérés en l'article 42 du code pénal.

L'article 463 du code pénal est applicable aux délits prévus par la présente loi.

Art. 5 (ancien 3). — La présente loi est applicable de plein droit à l'Algérie, aux colonies et aux pays de protectorat.

## ANNEXE N° 315

(Session ord. — Séance du 16 septembre 1915.)

RAPPORT fait au nom de la commission des finances, chargée d'examiner le projet de loi adopté par la Chambre des députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des députés, portant ouverture au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, sur l'exercice 1915, de crédits additionnels aux crédits provisoires, pour procéder à des opérations d'achat et de vente de blé et de farine pour le ravitaillement de la population civile, par M. Emile Aimond, sénateur (1).

Messieurs, pour la seconde fois revient devant vous le projet de loi portant ouverture au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, sur l'exercice 1915, de crédits additionnels aux crédits provisoires pour procéder à des opérations d'achat et de vente de blé et de farine pour le ravitaillement de la population civile.

Rappelons en quelques mots la genèse de ce projet.

C'est le 18 février dernier qu'il faisait sa première apparition à la Chambre des députés, où il était l'objet d'un premier rapport de la part de la commission du budget. Le Gouvernement, qui désirait un vote rapide, vint s'en entretenir officieusement avec votre commission des finances et il se rendit compte immédiatement des graves objections que nous avions à formuler, non pas contre le principe même du projet, mais contre ses modalités; aussi n'hésitait-il pas à soumettre à la Chambre, à la date du 19 mars, avant même que son premier projet eût été discuté, un nouveau texte qui s'inspirait, en partie seulement, des observations que nous lui avions présentées. Le 26 mars la commission du budget déposait son rapport sur le bureau de la Chambre.

On était alors à la veille de l'interruption de la session et nous faisions connaître au Gouvernement que la commission des finances ne pouvait proposer au Sénat d'accepter le projet modifié, qui était alors à l'ordre du jour de la Chambre, parce qu'il ne nous donnait aucune garantie au point de vue financier pas plus qu'au point de vue de l'organisation de la distribution du blé à l'intérieur du territoire.

Mais comme il nous apparaissait de la plus extrême urgence que le Gouvernement pût acheter au dehors le blé nécessaire, afin d'enrayer la hausse qui commençait et qui pouvait avoir pour conséquence une élévation du prix du pain, votre commission se mettait d'accord avec la commission du budget de la Chambre pour donner au Gouvernement l'autorisation, en dehors de tout projet de loi, de faire immédiatement les achats nécessaires.

Comme, malgré ces achats effectués par le ministre du commerce, la hausse du blé s'accentuait, le Gouvernement se résolut à présenter à la Chambre un troisième projet, qui se substituerait au second dont la discussion n'avait pas encore commencé et qui demandait à la réquisition un remède efficace contre la spéculation. Ce troisième projet était déposé le 18 mai sur le bureau de la Chambre et donnait lieu à un rapport de la commission du budget qui porte la date du 21 du même mois. Ce projet était adopté le même jour par la Chambre des députés.

Saisie du projet de loi, votre commission l'examina sans retard et elle souleva au sujet du texte qui lui était soumis de graves objections.

En premier lieu, elle fit observer au Gouvernement que le droit de réquisition à mettre entre les mains des autorités civiles, en l'espèce les préfets, ne pouvait être puisé ni dans la loi de 1877, ni dans le décret qui suivit. Nous avons exposé aux pages 11, 12 et 13 de notre premier rapport les raisons juridiques sur lesquelles nous fondions notre opinion, et ces raisons parurent suffisamment fortes au Gouvernement, qui reconnut avec nous que le droit de réquisition devait être créé par la nouvelle loi elle-même.

En second lieu, l'organisme administratif qui devait coordonner les opérations du ravitaillement nous paraissait également devoir être déterminé par la loi, tout au moins dans ses grandes lignes.

En troisième lieu, nous demandions aussi que la même loi organisât le mécanisme financier, qui ferait apparaître l'importance et la nature des opérations à effectuer.

Enfin votre commission était d'avis que la réquisition, pour produire tous ses effets, devait être complétée du droit, pour l'autorité supérieure, de taxer les farines d'après leur taux d'extraction.

Après plusieurs conférences avec le Gouvernement, nous tombâmes d'accord sur des textes qui consacraient ces principes, et, le 24 juin, le Sénat votait le projet de loi ainsi modifié.

La commission du budget de la Chambre adoptait ce même texte quelques jours après et déposait son rapport le 2 juillet. Nous étions alors convaincus que nous n'aurions plus qu'à homologuer deux légères modifications, dont l'une, d'ailleurs, était demandée par nous et consistait à porter à 200 millions le chiffre de 150 millions indiqué à l'article 7 et dont l'autre avait pour objet de faire appel aux articles 4 9, 480 et 482 du code pénal et n'entraînait aucune objection de notre part.

Grand donc fut notre étonnement lorsque nous apprîmes, la veille même de la discussion qui n'eut lieu que le 5 août, que le Gouvernement avait accepté un article additionnel présenté par MM. Long, Réville, Cosnier et Dariac, lequel bouleversait le projet de loi sur lequel votre commission, le Sénat, le Gouvernement et la commission du budget de la Chambre s'étaient cependant mis d'accord.

Par ce texte additionnel, en plus du droit de réquisition donné à l'Etat, ainsi que celui d'acquérir des blés exotiques pour les revendre au commerce intérieur, il était établi un monopole d'état pour l'importation du blé et de la farine.

De plus, un prix maximum était imposé pour les transactions sur le blé, le mélange de succédanés avec la farine de froment était rendu obligatoire, enfin un taux d'extraction uniforme était imposé pour cette même farine.

Cette simple énumération suffirait à elle seule pour indiquer la gravité des nouveaux problèmes soulevés par les textes additionnels de la Chambre, et votre commission des finances croirait manquer à son devoir si elle ne signalait pas une fois de plus combien il est regrettable que le Gouvernement semble abandonner une de ses prérogatives essentielles, celle de la présentation des projets de loi, pour s'en remettre en pareille matière à l'initiative parlementaire.

Ainsi, voilà un projet de loi dont la genèse remonte au mois de février, qui a donné lieu à de nombreux échanges de vues entre le Gouvernement et votre commission, qui a été soumis à l'épreuve de la discussion publique à la Chambre comme au Sénat, et, au cours de ces débats (à l'exception du dernier devant la Chambre), il n'a été fait allusion par aucun ministre, ni de près, ni de loin, aux graves nouveautés que, six mois après, on demande au Sénat d'approuver.

Quelles raisons ont donc déterminé le Gouvernement à faire siennes les propositions de MM. Long, Réville, Cosnier et Dariac? Quels événements extérieurs ou intérieurs l'ont amené à accepter des mesures auxquelles, jusqu'alors il n'avait pas songé? C'est ce que nous nous demandons encore à l'heure actuelle.

D'habitude, des rapports préliminaires nous préparent aux discussions publiques et nous font connaître, par avance, les principales raisons qui seront invoquées à l'appui des textes proposés. Mais ici rien de pareil.

Le rapport de la commission du budget, en date du 2 juillet, commente longuement les textes adoptés par le Sénat, le 24 juin, et il en propose l'adoption pure et simple; du texte additionnel de MM. Long, Réville, Cosnier et Dariac, il n'en est aucunement question.

La discussion s'ouvre à la Chambre le 5 août; M. Métin, rapporteur général de la commission du budget, monte à la tribune pour commenter son rapport et il termine son discours par ces paroles que nous empruntons au *Journal officiel* :

« Votre commission a été amenée à demander au Gouvernement quelles étaient ses vues relativement à l'importation du blé. Le Gouvernement nous a répondu — je cite textuellement sa déclaration — qu'il n'hésiterait pas, s'il le jugeait nécessaire, à se réserver le monopole d'importation des blés et des farines pendant la guerre, tout en accordant aux particuliers les autorisations d'importer à des conditions fixées par la loi. Nous aurons tout à l'heure l'occasion de revenir sur ce point à propos d'amendements qui seront, par leurs auteurs, développés en temps et lieu. »

Ainsi, jusqu'au seuil même des derniers débats, la commission du budget, elle-même, n'était pas en mesure de nous indiquer les

(1) Voir les nos 185-206-295; Sénat, année 1915, 772-928-946-1051-1079-1153-1160-1161, et in-8° n° 250. — 11e législ. — de la Chambre des députés.

raisons qui pouvaient motiver l'adoption des graves mesures qui vous sont aujourd'hui proposées.

Serons nous, par hasard, mieux renseignés, si nous nous rapportons aux très courts rapports de trois autres commissions à qui le projet et le texte additionnel avaient été renvoyés pour avis?

Au nom de la commission des douanes M. Ringuier, après avoir entièrement approuvé les textes votés par le Sénat, s'exprime ainsi dans son rapport :

« La commission des douanes n'a pas à préjuger du vote de la Chambre sur l'amendement de nos collègues (Long, Réville, Cosnier et Dariac)... »

Ainsi, pas plus que la commission du budget, la commission des douanes ne nous donne le moindre éclaircissement.

Au nom de la commission du commerce, saisie également du projet pour avis, M. Réville consacre quelques lignes aux textes additionnels :

« L'amendement au projet de loi déposé par M. Maurice Long et plusieurs de ses collègues, écrit-il, a reçu également l'approbation de la commission. Il ne modifie pas le projet de loi, mais il le complète en fixant les conditions dans lesquelles la réquisition sera faite, si l'on est obligé d'y recourir. Assurer à la production une rémunération légitime de ses efforts si méritoires depuis un an, tout en garantissant le consommateur contre des prix excessifs du pain ; obtenir que, sans obliger nos compatriotes à manger sous le nom de pain des mélanges répugnants, indigestes et malsains, la France puisse se suffire à elle-même, sans être obligée d'acheter à l'étranger de grandes et coûteuses quantités de froment, surchargées du prix du change, tel est le but de l'amendement de M. Long auquel la commission se rallie volontiers. »

Ainsi, la commission du commerce n'approuve réellement que deux des mesures nouvelles sur les quatre qui sont proposées : le prix maximum et le blutage à 74 p. 100.

Des deux autres : le monopole de l'importation et le mélange de farineux divers à la farine de froment, elle n'en parle pas, si même elle ne les combat d'une façon indirecte.

La commission de l'agriculture était appelée elle aussi à donner son avis.

M. Boret, son rapporteur, ne parle pas du monopole de l'importation ; il accepte le prix maximum ; il accepte également le blutage à 74 p. 100 ; mais les raisons qu'il nous donne sur ce point conduiraient plutôt à repousser la mesure et nous y reviendrons tout à l'heure ; quant à l'emploi des succédanés du froment, il formule, à cet égard, les plus expresses réserves.

En résumé, si nous nous reportons aux documents parlementaires qui ont précédé la discussion, nous ne trouvons pour ainsi dire aucune indication dans les rapports de la commission du budget et de la commission des douanes. Seules, les commissions du commerce et de l'agriculture nous indiquent sommairement les raisons qu'elles ont d'approuver deux des mesures nouvelles proposées : le prix maximum et le blutage à 74 p. 100. C'est donc à la discussion publique qu'il faut se reporter pour découvrir les raisons qui ont pu déterminer la majorité de la Chambre à donner son approbation aux textes additionnels qui sont aujourd'hui soumis à notre examen.

Pour serrer de plus près la question, nous allons examiner successivement ces textes, peser les uns après les autres les arguments qui ont été invoqués pour les défendre et rechercher non seulement s'ils correspondent bien à la réalité des faits, mais encore si l'intérêt général, à l'exclusion de tout intérêt particulier, nous permet de les sanctionner.

### *Le monopole d'Etat d'importation des blés et farines.*

L'amendement de MM. Long, Réville, Cosnier et Dariac était d'abord rédigé comme suit en ce qui concerne l'importation des blés :

« Pendant la durée de la guerre, et jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné :

« Il est interdit d'importer en France du blé froment et des farines de blé froment sans une autorisation spéciale des ministres des finances et du commerce, de l'industrie, des postes et télégraphes. »

Ultérieurement un autre texte fut substitué au premier; ce texte disait :

« Les importations de blé froment ou de farine de blé froment d'origine ou de provenance de pays étrangers, et autres que celles effectuées pour le compte de l'Etat, sont interdites.

« Un décret rendu sur le rapport des ministres des finances, du commerce et de l'agriculture fixera les dérogations qui pourront être apportées dans un intérêt général à cette interdiction et les conditions auxquelles elles seront subordonnées. »

C'est ce dernier texte qui fut finalement voté par la Chambre.

On remarquera tout d'abord que le premier texte n'instituait pas le monopole de l'Etat, alors que le second, sans prononcer le mot, l'établit en fait.

Il est bon de signaler également que, dans la séance du 6 août, M. Compère-Morel avait défendu un contre-projet qui confiait à l'Etat le monopole absolu de la vente du blé.

Y a-t-il avec ce contre-projet, repoussé d'ailleurs par la Chambre, et la nouvelle rédaction de MM. Long, Réville, Cosnier et Dariac une certaine corrélation? Nous l'ignorons ; quoi qu'il en soit, ce fut seulement le monopole de l'importation des blés et farines qui fut accepté par la Chambre.

Chaque fois que la question du blé s'est posée, à la Chambre comme au Sénat, dans les rapports des commissions comme à la tribune, un seul argument était invoqué pour justifier les mesures exceptionnelles demandées au Parlement (droit de réquisition et autorisation à l'Etat d'acquérir des blés exotiques pour les céder à l'intérieur à un prix maximum) : on disait qu'il ne fallait pas que le prix du pain en aucun point du territoire pût s'élever au-dessus de 45 centimes le kilogramme, prix qui aurait été rapidement dépassé, si on avait laissé libre jeu à la spéculation en face des difficultés que nous éprouvions pour aller jusqu'à la soudure des deux récoltes.

Le ministre du commerce, dans son discours à la tribune du Palais-Bourbon, avait en effet déclaré qu'il avait laissé aussi longtemps que possible au commerce libre le soin d'approvisionner la France, mais que ce commerce, en présence de la hausse du blé sur les marchés étrangers, de l'élévation du fret et de la nécessité de payer ses achats en or, n'avait pu réussir à maintenir le prix du blé à un taux normal sur le marché intérieur et que seul l'Etat, par la réquisition des blés indigènes et par des achats directs à l'étranger, pouvait accomplir une opération qui devait naturellement se solder par une perte pour le Trésor, mais perte consentie dans un intérêt supérieur.

Ainsi, c'est pour ne pas avoir du pain trop cher que nous avions accepté les restrictions apportées au commerce libre et au principe de la propriété, en armant le Gouvernement du droit de réquisition et en l'autorisant à acheter jusqu'à 200 millions de francs de blé.

Peut-on justifier le monopole d'Etat d'importation des blés et farines par le même argument?

Assurément non, et aucun des orateurs n'y a songé : interdire en effet au commerce de faire entrer du blé en France, c'est, au contraire, empêcher éventuellement un afflux de céréales qui, venant s'ajouter au stock intérieur, ne pourrait avoir d'autre résultat que de faire baisser les prix et, par suite, permettre non pas la hausse, mais la baisse du prix du pain.

Ainsi donc, le monopole d'Etat d'importation des blés et farines, venant se superposer au droit déjà donné au Gouvernement par les autres articles du projet de loi de requérir le blé à l'intérieur et d'en acheter à l'étranger, ne vise pas le pain trop cher, mais le pain éventuellement trop bon marché.

Les divers orateurs ne l'ont en aucune façon dissimulé ; ils ont déclaré en substance : « La récolte française est encore déficitaire ; à l'étranger, et principalement dans les Amériques, la récolte est au contraire très belle. Il se peut que, demain, le blé baisse considérablement dans les pays producteurs et que les spéculateurs en profitent pour diriger sur nos ports et faire entrer en franchise d'énormes quantités de blés, qui déprécieront la récolte française au grave détriment de nos cultivateurs qui ont su, au prix de quelles difficultés et de quels sacrifices aménager le sol national pour lui faire produire, malgré l'état de guerre, une bonne récolte moyenne. »

Ce n'est pas nous qui nous élèverons contre un pareil langage et nous nous associons volontiers à l'hommage rendu à nos braves paysans, vieillards, hommes mûrs, femmes et enfants, qui ont donné un si merveilleux exemple de patience, de volonté et de ténacité. Il est juste qu'en raison des charges exceptionnelles qui pèsent sur l'agriculture du fait de la guerre, le législateur ne songe pas seulement au consommateur, mais aussi au producteur, et il est équitable que ce dernier reçoive la légitime rémunération de ses efforts. C'est pourquoi, si nous avons le devoir d'empêcher que le prix du blé ne dépasse pas un certain niveau, nous avons aussi celui de faire tous nos efforts pour faire en sorte qu'il ne descende pas trop bas.

Mais est-il nécessaire, pour cela, de recourir au monopole d'Etat? Certainement non. Une expérience de longues années nous a enseigné comment on pourrait empêcher la dépréciation des cours.

Nous avons connu des années avec de mauvaises récoltes, qu'avons-nous fait pour y parer? Nous avons simplement diminué ou suspendu le droit de douane à l'entrée des blés exotiques, jusqu'au jour où l'état de nos récoltes indigènes nous a permis de faire jouer dans son entier le droit de 7 fr. qui est pour ainsi dire la normale en France.

Le Gouvernement, par un décret du 31 juillet 1914, a suspendu ce droit. Nous l'avons approuvé; cette suspension dure encore à l'heure actuelle, et nous verrons tout à l'heure qu'il n'y a pas urgence à revenir sur ce décret; mais que demain se produisent des événements qui ne seraient pas une surprise pour nous, car ils viendraient combler nos plus chères espérances, il est certain qu'ils pourraient avoir pour conséquence un abaissement mondial dans le prix du blé, abaissement qui dicterait au Gouvernement son devoir, celui d'abroger purement et simplement le décret du 31 juillet 1914 ou encore, comme la loi de 1905 lui en donne le droit, de rétablir partiellement les droits de douanes sur les blés et les farines. Ainsi donc, avec le texte voté par le Sénat et le droit que le Gouvernement possède de rétablir à tout instant en tout ou en partie le droit de douane sur les blés, on peut assurer à la production une rémunération légitime de ses efforts, tout en garantissant le consommateur contre des prix excessifs du pain.

On sait du reste que cette opinion était celle de deux commissions au moins sur les quatre qui ont eu à examiner l'amendement de M. Long, et on n'a qu'à se reporter à la lecture de leurs rapports pour être convaincu que le texte finalement voté n'avait pas réuni l'agrément unanime.

La commission des douanes, en particulier, avait été très explicite à cet égard, car nous lisons ce qui suit dans l'avis qui fut rédigé par son rapporteur, M. Ringuier :

« La commission espère que la combinaison des deux systèmes qui consiste à laisser le commerce libre, tout en donnant au Gouvernement, et par voie de délégation aux préfets, le droit éventuel de réquisition du blé à un prix qui serait déterminé par un comité consultatif, est une mesure qui aura pour effet de tenir le prix du blé dans des limites raisonnables et d'assurer, autant que possible, la fixité et l'uniformité du prix du pain dans l'ensemble du pays. »

Ainsi la commission des douanes trouvait suffisantes les mesures résultant du texte voté par le Sénat le 24 juin et elle entendait laisser le commerce libre.

Devant ces divergences des diverses commissions, il fallut constituer une commission mixte, composée de délégués des commissions du budget, des douanes, du commerce et de l'agriculture, pour départager les opinions contradictoires qui avaient été émises au sein de chacune d'elles, et c'est dans ces conditions qu'on arriva à la discussion publique.

Si maintenant on examine la question à la lueur des faits, on arrive à la même conclusion, à savoir qu'il n'est nul besoin de faire cadeau au Gouvernement d'un monopole que pendant six mois il n'avait pas songé à demander.

Nous avons, en effet, posé au ministre du commerce cette simple question : « Depuis le mois de mai, le pays sait que nous vous avons donné l'autorisation d'acquérir un certain nombre de millions de quintaux de blé à l'étranger, pour les recéder à l'intérieur au prix de 32 fr., de telle sorte que le prix du pain ne puisse, en aucun cas, dépasser 45 centimes le

kilogr.; nous vous avons autorisé également à recenser le blé existant chez les particuliers, mesure qui précédait, dans notre pensée, et le public ne l'a pas ignoré, la réquisition légale : que s'est-il passé depuis le mois de mai, du jour où ces mesures ont été portées à la connaissance du pays? »

Nous transcrivons intégralement la réponse du ministre :

« Lorsque le Gouvernement a été amené à envisager l'éventualité d'une réquisition pour les besoins de la population civile, il a donné comme instruction aux préfets de procéder d'abord au recensement exact des stocks existant dans leur département. Pour ce recensement, les quantités constituant ce stock ont dû d'abord être immobilisées. Mais le ministre du commerce n'a cessé de donner comme instruction aux préfets de modifier le moins possible les habitudes commerciales antérieures et de laisser la libre circulation aux grains et aux farines, toutes les fois qu'il était justifié que les quantités sortant ainsi du département étaient destinées à la consommation et n'avaient pas pour objet de constituer entre les mains de tiers des stocks de spéculation.

« Lorsque la proximité de la prochaine récolte eut donné la certitude des conditions dans lesquelles s'effectuerait la soudure, le Gouvernement a prescrit aussitôt aux préfets de laisser une liberté entière à la circulation des grains et des farines et de faire disparaître jusqu'aux mesures de surveillance qui pouvaient encore subsister.

« Telles sont les seules mesures qui aient été prises. Il n'y a donc pas eu de réquisition. Afin de s'en assurer, le ministre du commerce a fait récemment sur ce point une enquête auprès des préfets. Tous ont répondu qu'ils s'étaient bornés, conformément aux instructions qui leur avaient été données, à recenser le stock de leur département pour connaître les quantités dont ils pouvaient disposer pour les besoins de l'alimentation civile.

« Il n'y a d'exception à signaler que pour le département de Meurthe-et-Moselle, où une quantité de 100 quintaux a été réquisitionnée à des cultivateurs qui refusaient de vendre, et pour le département de la Loire. Encore résulte-t-il des indications fournies par le préfet de ce dernier département que les opérations effectuées ont été mises en définitive à la charge exclusive des minotiers et que les commissions de réception n'ont servi que d'intermédiaire entre les minotiers et les particuliers.

« En outre, quelques réquisitions ont été effectuées à la demande des autorités militaires, à titre exceptionnel, pour les besoins du ravitaillement des troupes dans les dépôts et les ports. »

Nous avons également demandé au ministre de nous donner ses évaluations au 1er août sur le stock existant en France ; nous reproduisons ci-dessous ses réponses :

« D'après les évaluations des services techniques du ministère de l'agriculture, la récolte du blé est évaluée à 75 millions de quintaux, en tenant compte du déficit résultant des 770,000 hectares non emblavés. »

Mais, postérieurement, M. le ministre de l'agriculture nous a adressé directement une note, de laquelle il résulte que de nouvelles évaluations font apparaître seulement 65 millions de quintaux.

Ce n'est pas la première fois que nous nous trouvons en présence de pareilles variations dans les statistiques officielles et la note du ministre de l'agriculture nous en apporte une nouvelle preuve : c'est ainsi qu'elle évalue aujourd'hui la récolte de 1914 (moins les départements envahis) à 77 millions de quintaux, alors qu'au mois de février on nous annonçait beaucoup moins.

Quoi qu'il en soit, prenons le chiffre de 65 millions. A ce chiffre il faut ajouter, dit l'administration, au moins 5 millions de stock de soudure existant au 1er août.

D'autre part, le ministre du commerce nous indique que le service du ravitaillement a à sa disposition un stock de 4 millions de quintaux provenant de ses achats, lesquels sont en magasin ou en cours de route, et que le service de l'intendance, pour les besoins de l'armée qui s'élèvent à 1 million de quintaux par mois, a en stock ou en cours de route 3 autres millions de quintaux, qu'il s'approvisionne au dehors de blés exotiques et ne prélève rien sur le marché intérieur.

Il en résulte qu'à l'heure actuelle le stock en France en prenant les chiffres les plus bas, serait de :

| | Millions de quintaux. |
|---|---|
| Stock de soudure | 5 |
| Récolte 1915 | 65 |
| Stock du service de ravitaillement. | 4 |
| Stock de l'intendance | 3 |
| Soit ensemble | 77 |

Mais si le ministre de la guerre achète en dehors ses approvisionnements, il en résulte que ce stock de 77 millions de quintaux doit être augmenté des achats ultérieurs de l'armée, soit d'environ 6 millions de quintaux.

C'est dire par là que la situation, au point de vue déficitaire, n'est pas le moins du monde alarmante, puisque nos besoins sont assurés pour de longs mois encore et qu'il suffira au service de ravitaillement pour la population civile, qui ne comprend ni l'armée ni les habitants des régions envahies, de se procurer au maximum 6 à 7 millions de quintaux pour aller jusqu'à la soudure du mois d'août 1916.

Il faut bien préciser, en effet, que les achats effectués par la guerre sur ses propres crédits n'ont rien à voir et ne peuvent pas être confondus avec les achats du service du ravitaillement civil. La guerre doit acheter au dehors, au mieux des intérêts du Trésor; si les prix s'abaissent, ce dernier en profitera, car les droits douaniers, si on les rétablissait en tout ou en partie, n'affecteraient pas les achats dont il s'agit. D'un autre côté, ces achats de l'intendance au dehors n'auront aucune répercussion sur les cours du marché intérieur, puisque les blés de la guerre sont réservés exclusivement à la consommation militaire et au camp retranché de Paris. Au point de vue qui nous occupe, nous n'avons donc à faire état que des quantités nécessaires à l'alimentation civile et il résulte des chiffres donnés plus haut que le déficit probable ne saurait prendre de grandes proportions.

Poursuivant notre enquête, nous avons demandé au ministère du commerce de nous donner les prix des blés exotiques : les tableaux suivants répondent à cette question.

*Prix des blés américains des États-Unis au 10 août 1915.*

| NEW-YORK | PRIX F. O. B. | FRET | ASSURANCE et déchet de route. | PRIX C. A. F. rendus ports français. |
|---|---|---|---|---|
| Disponible | 25 65 | 6 27 | 0 29 | 32 21 |
| Septembre | 24 40 | 6 27 | 0 28 | 30 95 |

Le prix f. o. b. New-York est fourni par l'agence Havas. La conversion du prix en dollars est faite au change moyen du jour, soit 5 fr. 73 pour un dollar.

Le fret est donné par les rapports hebdomadaires que reçoit le service du ravitaillement civil.

Le déchet de route est de 1/2 p. 100, conformément aux habitudes commerciales.

L'assurance maritime est estimée d'après les derniers contrats passés par le service à 40 centimes pour 100 fr.

Pour l'assurance contre risque de guerre, il y a, en outre, lieu d'augmenter le prix c. a. f. de 1 p. 100, ce qui donne au total :

| | |
|---|---|
| Disponible | 32 fr. 53 |
| Septembre | 31 fr. 25 |

*Prix des blés américains au 1er septembre 1915.*

| PRIX à New-York. | FRET | ASSURANCES et déchet de route. | PRIX rendus ports français. |
|---|---|---|---|
| 22 60 | 5 50 | 0 30 | 28 40 |

Enfin nous avons voulu connaître le mouvement des importations au cours des trois derniers mois.

*Importations de blés et farines en quintaux métriques.*

(Blés et farines converties en grains.)

| ANNÉE 1915 | TOTAL des importations. | IMPORTATIONS effectuées par les particuliers. |
|---|---|---|
| | quintaux. | quintaux. |
| Avril | 655.658 | 194.769 |
| Mai | 503.074 | 85.140 |
| Juin | 875.581 | 189.631 |

De tout ce qui précède il résulte clairement :

1° Qu'à l'intérieur l'annonce de la réquisition possible au prix de 32 fr. a suffi pour ramener aux environs de ce chiffre, et plutôt un peu au-dessous, le prix du blé, sans qu'il ait été besoin de faire intervenir d'autres moyens, et qu'ainsi le but que poursuivait le législateur a été atteint, le prix du pain n'ayant pas dépassé 45 centimes le kilogr., sans que la réquisition eût même fonctionné;

2° Qu'à l'extérieur le prix mondial s'est maintenu longtemps aux environs de 32 francs et qu'à l'heure actuelle il dépasse encore 28 fr., ne laissant par conséquent aucune prime à l'importation, car au prix de 28 fr. 40 il faut ajouter les frais de transport par chemin de fer et par voitures aux lieux de fabrication, ce qui explique pourquoi l'importation a été nulle, les faibles quantités énoncées plus haut s'appliquant uniquement aux blés durs pour la fabrication des pâtes et des biscuits ;

3° Que la récolte française, si on y ajoute les stocks achetés par le Gouvernement pour la population civile et pour l'armée, ainsi que les opérations de l'intendance pour la durée de la guerre, permettent de limiter le déficit probable de la quantité nécessaire à la population civile à un chiffre relativement faible et que, pour combler ce déficit, le Gouvernement est déjà suffisamment armé par les textes du projet de loi voté par le Sénat, textes qui lui permettent de tabler sur un fonds de roulement de 120 millions de francs pour des achats éventuels de blés exotiques.

Le texte du projet de loi, en ouvrant un chapitre 48 *bis* intitulé : « Fonds de roulement destiné aux acquisitions de blés et farines pour l'alimentation de la population civile », permet, en effet, au ministre de faire des opérations dont la durée n'est pas limitée et dont l'importance peut aller jusqu'à 209 millions d'engagements de dépenses; ce qui veut dire qu'à aucun moment de ses opérations, le ministre ne peut avoir un découvert dépassant ces 209 millions, sans tenir compte, bien entendu, des rentrées provenant des ventes effectives;

4° Que dans le cas où le prix mondial du blé viendrait à baisser de plusieurs unités encore et compromettre ainsi le bénéfice légitime du producteur, le Gouvernement, par le jeu du droit de douane, peut à tout instant réduire à néant toutes les tentatives de spéculation, d'autant plus qu'étant acquéreur lui-même de blés exotiques, le droit ne fonctionnerait pas à son égard.

C'est précisément pour des cas comme celui qui nous occupe que le législateur a voté la loi du 12 juillet 1910; il suffit pour s'en convaincre de se reporter au libellé même de cette loi que nous reproduisons ci-après :

**Loi du 12 juillet 1906 conférant au Gouvernement certains pouvoirs en matière de tarif en temps de mobilisation totale de l'armée dans la France continentale.**

*Art. 1er.* — A partir du décret de mobilisation totale de l'armée et sur le territoire métropolitain, le Gouvernement pourra par décret rendu en conseil des ministres, suspendre en tout ou en partie les taxes douanières sur l'ensemble ou sur l'une quelconque des marchandises suivantes :

68. — Froment et farine de froment ;
117. — Viandes salées ;
69. — Avoine (grains) ;
70. — Orge (grains) ;
Ex. 80. — Légumes secs (haricots, lentilles).

Les taxes douanières seront rétablies en tout ou en partie par decrets, sous la même forme, aussitôt que les circonstances le permettront.

*Art. 2.* — Lors du rétablissement de tout ou partie des droits et taxes douanières, les marchandises en cours de route, qui seront justifiées avoir été expédiées avant la publication du décret au *Journal officiel*, resteront soumises à l'ancien tarif.

Le Gouvernement est donc suffisamment armé pour toutes les éventualités, pouvant user, d'une part, du droit de réquisition, d'autre part, du droit d'achat de blés exotiques, et enfin de la loi du 12 juillet 1906 qui ne jouerait que contre les importateurs particuliers. Au surplus, supposons le monopole établi ; il n'y a pas seulement besoin de blé pour le pain, il en faut aussi pour la fabrication des pâtes alimentaires et de la biscuiterie, qui utilisent aussi d'autres produits agricoles (beurre, œufs, sucre, etc.) et occupent une importante main-d'œuvre ; pour ceux-là il faut du blé dur que ne produit pas notre pays. La Chambre a aperçu la difficulté et elle s'est résignée à apporter au principe du monopole d'Etat qu'elle venait de voter des exceptions contenues dans le texte de l'article 10 :

« Un décret rendu sur le rapport des ministres des finances, du commerce et de l'agriculture fixera les dérogations qui pourront être apportées dans un intérêt général à cette interdiction et les conditions auxquelles elles seront subordonnées. » Ainsi voilà la porte ouverte aux dérogations : c'est l'administration qui donnera les permis d'importer, c'est-à-dire que ce sera, dans bien des cas, le régime de l'arbitraire, puisque c'est elle seule qui sera juge de savoir où commence et où finit l'intérêt général au nom duquel on permettra aux particuliers certaines importations.

De tout ce qui précède il résulte que le monopole d'Etat qu'on veut instaurer pour la durée de la guerre ne présente aucun avantage réel pour notre pays et qu'il ferait naître, si on suivait cette voie, de réelles difficultés, d'autant plus que nous ne voyons pas comment on pourrait refuser d'y ajouter demain le monopole du charbon et celui du sucre, pour ne parler que de ceux-là.

Votre commission estime que le texte voté le 24 juin par le Sénat suffit à résoudre toutes les difficultés de l'heure présente et qu'il n'est point besoin d'entrer dans la voie qui conduit à augmenter encore le nombre des monopoles d'Etat, au moment où certains d'entre eux ont donné tant de mécomptes.

*Le prix maximum du blé.*

Sur ce prix maximum, MM. Long, Réville, Cosnier et Dariac ont proposé également deux rédactions ; la première était ainsi conçue :

« En cas de réquisition de blé, les indemnités à allouer aux propriétaires récoltants et à tous autres détenteurs seront réglées à un prix qui ne pourra pas être inférieur à 28 fr. et supérieur à 30 fr. le quintal métrique de blé de première qualité. »

Quant au second texte, celui qui a été voté par la Chambre, il était libellé en ces termes :

« A partir de la promulgation de la présente loi et jusqu'au 1er août 1916, le blé de froment de première qualité ne peut être vendu à un prix supérieur à 30 fr. les 100 kilogr. Toute vente excédant ce prix est nulle de plein droit. »

On aperçoit de suite la différence profonde entre les deux textes ; alors que dans le premier on se borne à déterminer l'indemnité légitime du propriétaire, qui se trouverait dépossédé de son bien par la réquisition, dans le second, tout en ayant l'air de laisser libre le marché de transactions intérieures, on arrive par un chemin détourné au monopole d'Etat du blé, comme le demandait franchement M. Compère-Morel.

Que se passe-t-il aujourd'hui ?

Certaines parties de la France produisent du blé beaucoup plus qu'elles n'en consomment ; d'autres, au contraire, n'en produisent pas ou fort au-dessous de leurs besoins. Le rôle du commerce intérieur consiste précisément à faire aller la marchandise là où elle est nécessaire. Avec le commerce libre, le producteur vend son blé quand il lui convient ; il procède aux battages de ses récoltes à l'époque qui lui paraît la plus favorable et il ne consulte que son intérêt du moment, avant d'entrer en pourparlers avec un acquéreur.

Même sous le régime de la réquisition possible à un prix déterminé et avec la faculté donnée au Gouvernement d'être lui-même vendeur de blés exotiques à un prix également déterminé et connu de tous, nous avons vu depuis le mois de mai le blé indigène se maintenir à un prix pour ainsi dire invariable et voisin, pour les bonnes qualités, du prix fixé pour la réquisition, sans que même il ait été besoin de la faire fonctionner ; le commerce libre a pu tout de même jouer son rôle régulateur.

En sera-t-il de même le jour où nous aurons fixé par la loi un prix maximum, non pas seulement pour les requisitions, mais pour toutes les transactions particulières ? Assurément non, et c'est la commission de l'agriculture de la Chambre qui le proclame : « L'inconvénient de ce système du prix maximum, écrit, M. Boret, son rapporteur, c'est que les prix limites tendent à devenir de véritables prix courants.

« Le prix maximum offre, en effet, ce désavantage de faciliter entre les vendeurs une sorte de pacte tacite qui, tout naturellement, les conduira à s'efforcer d'obtenir toujours le prix limite.

« Aussi est-il indispensable qu'une pareille mesure ait, comme correctif, un plus large usage de taxer. »

On est alors amené, naturellement, à se demander comment, dans ces conditions, un seul contrat pourrait être conclu, puisque l'acquéreur non seulement ne devrait pas dépasser le prix limite, ce qu'il ne cherchera pas à faire évidemment dans son intérêt, mais même serait obligé de se soumettre à une taxation qui, dans bien des cas, aurait été faite d'une façon arbitraire et qui varierait d'une contrée à une autre, suivant que les autorités locales auraient plus ou moins bien interprété les faits économiques de leurs régions.

Le prix maximum pour tous les contrats est donc l'arrêt immédiat de toutes les transactions intérieures : nul n'aura plus d'intérêt à faire affluer là où on en manque une denrée dont on regorgera par ailleurs, de telle sorte que les producteurs se retourneront vers le Gouvernement, mal préparé à ces controverses commerciales, le mettront en demeure de faire fonctionner réellement en grand la réquisition, à laquelle, depuis six mois, il n'y avait eu nul besoin de recourir, alors cependant que les circonstances étaient singulièrement plus difficiles. Nous ne doutons pas du zèle et de la bonne organisation du service de ravitaillement, mais nous ne lui souhaitons pas une telle charge, ni une telle responsabilité.

Laissons donc le commerce continuer son œuvre, qu'il a déjà adaptée au nouveau régime de la réquisition possible ; tout au plus pourrions-nous apporter au texte voté le 24 juin par le Sénat un peu plus de précision, pour donner au pays une plus grande certitude au sujet de la fixité des prix du blé. Ce texte, en effet, laisse à un comité consultatif le soin de fixer les prix qui seraient accordés à la suite de réquisitions.

Il peut y avoir là une incertitude qu'il importe de faire cesser dès à présent et votre commission, entrant partiellement dans les vues de la Chambre, vous propose d'incorporer dans la loi nouvelle une rédaction complémentaire à l'article 2 et qui serait ainsi conçue :

« En cas de réquisition, l'indemnité qui pourra être allouée soit par l'autorité administrative, soit par les tribunaux, ne pourra être supérieure à 30 fr. par 100 kilogr. pour les blés pesant 77 kilogr. l'hectolitre et ne contenant pas plus de 2 p. 100 de corps étrangers.

« Il y aura lieu à une augmentation ou à une réduction de 1 p. 100 sur le prix pour chaque kilogramme en plus ou en moins constaté à l'hectolitre, ainsi qu'à une réduction de 1 p. 100 sur le même prix pour chaque unité en plus pour cent de corps étrangers. »

MM. Long, Réville, Cosnier et Dariac, dont c'était la première idée, justifiaient ce texte en ces termes :

« Pour briser la spéculation sur le marché intérieur, le projet donne déjà au Gouvernement le droit de réquisition générale. Nous demandons que ce droit soit exercé dans des limites précises, afin d'enrayer la hausse en même temps que d'éviter dans les réquisitions individuelles les différences de prix autres que celles qui résultent normalement du fait que le blé vaut davantage, suivant qu'il est réquisitionné au début ou à la fin de la campagne. »

Ces commentaires suffisent à justifier l'addition que nous proposons de faire à l'article 5 et nous demandons au Sénat de la ratifier.

*Le blutage à 74 p. 100.*

Une autre partie de l'amendement de MM. Long, Réville, Cosnier et Dariac, relative au taux d'extraction de la farine, a été votée par la Chambre ; elle est ainsi conçue :

« Dans le délai d'un mois à dater de la promulgation de la présente loi et jusqu'au 1er août 1916, il est interdit de fabriquer, de détenir en vue de la vente, de vendre ou d'employer des farines de blé froment, quelle que soit leur dénomination, à un taux d'extraction inférieur à 74 p. 100. »

Les orateurs ont tous souligné l'intérêt de cette disposition par un seul argument qui peut se résumer en ces termes : « En élevant le taux d'extraction de la farine, on peut, avec la même quantité de froment, alimenter la population pendant un plus grand nombre de jours ; il est donc possible de réduire les achats de blé à l'étranger, de diminuer l'importance des dettes de la France de ce chef et, par là, d'améliorer la situation de notre change.

« L'économie qui en résulterait peut être calculée de la façon suivante : en portant le taux d'extraction de 70 à 74 p. 100, on mettrait à la disposition de la consommation 4 p. 100 de farine sur 65 millions de quintaux de blé, soit 2,600,000 quintaux de farine ou 3,500,000 quintaux de blé ; au prix de 30 fr. on éviterait ainsi une sortie de numéraire de 105 millions de francs. »

Un second avantage qui a été signalé pour cette disposition consisterait en ce que l'établissement d'un taux d'extraction uniforme permettrait aussi un type uniforme de pain et donnerait par suite plus de facilités pour maintenir le prix du pain à un taux normal.

Mais d'autres orateurs ont formulé contre cette disposition un certain nombre d'observations. Elles consistent essentiellement à faire observer que s'il est facile de tirer 74 p. 100 de farine de blé pesant 77 kilogr., on n'en peut plus tirer cette quantité de blés pesant moins de 77 kilos. Pour se conformer aux dispositions de la loi, on serait obligé de mettre dans la farine des produits d'extraction qui ne sont pas considérés en temps normal comme de la farine et qui portent le nom de « remoulages », qui sont loin d'avoir la même valeur nutritive que la farine.

On a fait observer encore que les grandes minoteries, qui possèdent un outillage perfectionné, pourront plus facilement, et dans de meilleures conditions que les petits moulins obtenir de la farine blanche au taux de 74 p. 100 et qu'on favoriserait ainsi la grande minoterie par rapport à la petite.

Enfin, on a signalé qu'en faisant entrer les remoulages dans la farine, on ne faisait une économie qu'en apparence, puisqu'on privait le bétail d'un aliment qu'il faudrait remplacer.

C'est en raison de ces difficultés que, si l'accord s'est facilement établi sur l'idée, dans un but d'économie, de tirer du blé toute la farine qu'il peut contenir, une divergence sensible s'est produite lorsqu'il s'est agi de déterminer par quel procédé ce résultat serait obtenu et c'est le point qui a donné lieu aux plus vifs débats. La Chambre des députés s'est trouvée, en effet, en présence de deux systèmes, l'un représenté par l'amendement de M. Boret, l'autre par l'amendement de M. Long.

Le système proposé par M. Boret n'établissait pas un taux d'extraction maximum. Il se bornait à dire que le prix de la farine ne pourrait en aucun cas dépasser celui qui résulterait d'une extraction à 74 p. 100 de blé de première qualité. Il s'ensuivrait évidemment que, quelle que fût la qualité du blé, le minotier aurait intérêt à tirer de son blé toute la farine qu'il contient.

L'amendement de M. Long fixe directement le taux d'extraction de la farine en interdisant de fabriquer, de détenir en vue de la vente, de vendre ou d'employer des farines de blé froment à un taux d'extraction inférieur à 74 p. 100.

A l'appui de son système, M. Boret a fait valoir les raisons suivantes :

1° Un taux d'extraction de 74 p. 100 est admissible pour des blés pesant 77 kilogr. à l'hectolitre et contenant une quantité moyenne de corps étrangers. Cette exigence devient un non-sens, lorsqu'il s'agit soit de blé ayant un poids spécifique inférieur, soit de blé contenant plus de corps étrangers. Pour les blés pesant 76 kilogr., on ne peut extraire que 74 kilogr. de farine; pour les blés pesant 75 kilogr. on ne peut en extraire que 73; pour les blés pesant 74 kilogr. on ne peut en extraire que 71; pour les blés pesant 73 kilogr. on ne peut en extraire que 68; il est donc matériellement impossible, pour les qualités pesant moins de 77 kilogr., d'en extraire 74 p. 100 de farine et pour obtenir le rendement légal, il serait nécessaire d'ajouter à la farine proprement dite tout ou partie de ce qu'on appelle le remoulage;

2° L'impossibilité est la même pour des blés insuffisamment secs et la question présente un intérêt particulier dans les conditions où s'est faite la récolte de cette année;

3° Ce rendement ne peut être assuré que par les minoteries pourvues des appareils les plus modernes. Le système de l'amendement de M. Long aboutira donc à avantager les grands meuniers au profit des petits;

4° Il serait également préjudiciable aux petits cultivateurs qui n'auront pas de blé de première qualité. Les meuniers auront en effet tout intérêt à acheter le blé qui seul leur permettra d'atteindre sans difficulté le rendement légal;

5° La vérification du taux de blutage soulève les plus grandes difficultés; les procédés scientifiques permettront bien de reconnaître que la farine est extraite à un taux trop élevé, il paraît bien difficile qu'ils permettent de constater qu'elle ait été extraite à un taux insuffisant.

L'ensemble de ces critiques fait apparaître à quelles difficultés pratiques on se heurterait si le système du taux uniforme d'extraction était adopté.

On mettrait d'abord entre les mains des minotiers une arme dont ils se serviraient immédiatement contre les producteurs; on n'a pas répondu, en effet, à l'objection décisive qui a été faite à la tribune de la Chambre, à savoir qu'il était impossible d'obtenir un taux d'extraction uniforme pour des blés qui sont loin d'être uniformes. Le minotier trouvera toujours que le blé que le producteur lui offre est incapable de donner les 74 p. 100 exigés par la loi; il lui dira que, pour employer ces blés, de médiocre qualité à ses yeux, il sera obligé de les mélanger à des blés plus lourds pour obtenir le taux légal et pour ne pas être condamné comme fraudeur: c'est dire que, dans ces conditions, il abaissera toujours son prix d'acquisition en dépréciant la marchandise qu'on lui offrira. Ainsi, première conséquence, avilissement des prix des blés moyens. Ce sera pis encore dans les contrées où les blés sont maigres, mal venus ou en partie versés.

A l'heure actuelle, le cultivateur a soin de les trier, d'en retirer la partie la plus belle pour en faire de l'argent; il porte le reste au petit moulin voisin et le meunier lui donne une farine très bise pour la consommation familiale qui s'en contente; sous peine de condamnation, le petit meunier ne pourra plus désormais continuer de semblables moutures et il est certain que nombre de millions de quintaux de blé ne pourront être transformés en farine. Ce manquant devra être remplacé par une importation d'importance égale, de telle sorte que la prétendue économie de 105 millions qu'on a fait miroiter à nos yeux s'évanouit, si même elle ne se change pas en dépense nouvelle.

Ainsi le taux d'extraction à 74 p. 100 ne peut être maintenu que si on ne livre à la mouture que des blés suffisamment lourds et si on en exclut les blés légers et même beaucoup de blés moyens. Dans un pays qui reçoit la majeure partie de son blé de l'étranger, ce taux de blutage peut être imposé, parce qu'on peut exiger des importateurs de blé exotique un cahier des charges déterminant la qualité de la marchandise qui sera admise, mais chez nous, où il nous faut utiliser la totalité de nos 65 millions de quintaux qui représentent la récolte de 1915, il n'en est pas de même, et, dans l'intérêt même de l'agriculture, nous avons le devoir de pousser le plus loin possible cette utilisation.

Au surplus, l'examen des faits montre au-devant de quelle illusion on courrait, si on entrait dans la voie tracée par le texte de la Chambre.

Nous avons demandé au service compétent du ministère de la guerre comment les choses se passaient à l'heure actuelle, et voici le résumé de la réponse qui nous a été faite :

Sur le front, la farine livrée est blutée à 70 p. 100.

Au quai de Billy, le blutage oscille autour de 74 p. 100.

D'autre part, le président du syndicat de la boulangerie parisienne a déclaré que le blutage moyen de la farine mise en œuvre pour le pain courant livré à la population était de 72 p. 100.

Ainsi donc, si nous adoptions, malgré les difficultés déjà signalées, le taux uniforme de 74 p. 100, nos soldats du front mangeraient désormais du pain moins blanc et moins appétissant que celui qui leur est actuellement fourni; il n'est pas besoin d'insister sur l'effet moral qui serait la conséquence de l'adoption d'une pareille mesure, venant après quatorze mois de guerre, alors même qu'aux moments les plus critiques nos soldats du front ont toujours connu l'excellent pain qu'ils ont encore aujourd'hui.

Il nous paraît donc impossible, pour toutes ces raisons, d'adopter un taux uniforme de blutage.

Est-ce à dire qu'il n'y a pas quelque chose à retenir dans ce qui s'est dit à la Chambre?

Que voulons-nous surtout?

Obtenir le meilleur rendement de notre blé indigène, c'est-à-dire obtenir du grain la plus grande quantité possible de farine comestible. L'amendement de M. Boret nous paraît, dans son principe, répondre à ce desiderata, puisqu'il aurait pour conséquence d'inciter le minotier, quelle que fût la qualité du blé, à tirer de ce blé toute la farine qu'il contient.

La mise en pratique de cet amendement ne présenterait d'ailleurs aucune difficulté et il suffirait de modifier légèrement le texte de l'article 8, qui permet de taxer les farines au ministre du commerce et par délégation aux préfets eux-mêmes.

L'article 8 serait donc rédigé comme suit :

« A partir de la promulgation de la présente loi, des décrets rendus sur la proposition du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, après avis du ministre de l'agriculture, peuvent fixer le prix des farines, qui ne pourra, en aucun cas, dépasser celui qui résulterait d'une extraction à 74 p. 100 du blé tel qu'il est défini à l'article 2. Les meuniers ne pourront plus fabriquer qu'une seule sorte de farine, à savoir la farine entière ne comprenant ni remoulages ni sons. »

*Emploi obligatoire d'autres farines que la farine de blé.*

La Chambre a enfin adopté une disposition qui est conçue dans les termes suivants :

« Un décret rendu sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes et du ministre de l'agriculture déterminera les farines qu'il sera permis de mélanger à la farine de froment pour la fabrication du pain, ainsi que les conditions dans lesquelles le mélange sera effectué, le pain mis en vente devant obligatoirement contenir un mélange de farine autre que la farine de froment dans la proportion minimum de 5 p. 100. »

Cette proposition n'a été soutenue que dans un intérêt financier. On l'a représentée comme équivalant à une économie d'environ trois millions de quintaux de blé, représentant une valeur vénale de cent millions environ.

Disons de suite qu'il n'y a pas économie au sens propre du mot. Les farines qu'on serait autorisé à substituer, dans la proportion de 5 p. 100, à la farine de blé, devront être achetées au dehors, notamment la farine de riz, et coûteraient à peu de chose près le même prix que la farine de blé.

Le ministère du commerce nous a, en effet, transmis la note suivante :

« Les qualités de riz employées pour la fabrication courante de la farine sont :

« Le riz blanc d'Indo-Chine n° 2, avec 40 p. 100 de brisures;

« Ou le riz Saïgon, genre Japon, n° 2, type ordinaire, avec 40 p. 100 de brisures.

« Le prix demandé aujourd'hui pour embarquement août-septembre est de 28 fr. 75 le quintal, caf. Marseille.

« Le riz blanc n° 2, mais avec 55 p. 100 de brisures, est coté fr. 28, caf. Marseille, embarquement août-septembre.

« Le disponible vaut fr. 29.50, quai Marseille.

« La hausse n'est pas inférieure à 2 fr. par quintal, depuis un mois, mais elle est due surtout à l'augmentation des frets. »

Ainsi donc, pas d'économie en capital; la seule différence c'est que nous pourrions payer en billets de banque les 105 millions de riz, alors que nous ne le pouvons pas s'il s'agit de blé et que nous avons à nous préoccuper, dans ce cas, de la question du change.

Sans doute il serait intéressant de consommer un produit de nos colonies et on a eu raison d'en parler à la Chambre, mais ce serait là une solution qu'on ne peut improviser, car les objections arrivent de toutes parts, et tout d'abord des objections d'ordre alimentaire.

Si l'académie de médecine admet que le pain même fait avec 10 p. 100 de farine de riz, ne présente aucun inconvénient pour la santé publique, il n'en résulte pas que le pain à 10 ou même 5 p. 100 ait la même valeur alimentaire que le pain de froment pur.

Tous les hygiénistes s'accordent, au contraire, à représenter le riz, à poids égal, comme considérablement moins riche en matières azotées que le froment.

Que les Asiatiques s'alimentent exclusivement avec du riz, c'est là, avant tout, une affaire de climat.

Dans nos régions on est obligé de faire attention à la valeur des matières assimilées.

La France est le pays où l'on consomme le plus de pain par tête d'habitant; si donc on diminue la teneur alimentaire de la ration habituelle, il faudra bien, pour arriver aux mêmes résultats, en augmenter le poids: ainsi donc, l'introduction de la farine de riz dans le pain aura comme conséquence une plus grande consommation par tête, c'est-à-dire que la prétendue économie de froment qu'on faisait miroiter à nos yeux s'évanouira en grande partie et qu'en dernière analyse cette économie se traduirait par des chiffres extrêmement faibles, sans préjudice des autres inconvénients dont il convient de dire un mot.

1° La fabrication de la farine de riz est différente de la fabrication de la farine de froment la technique n'est pas la même, le matériel est autre. On pourra certes avec l'outillage des minoteries à froment faire des farines de riz, mais le rendement sera extrêmement réduit et, par conséquent, le prix de fabrication très élevé. Or, il n'y a pas en France plus d'une douzaine de moulins montés pour la fabrication de la farine de riz. On ne peut songer, dans les circonstances actuelles, ni à augmenter la production de ces moulins, ni à en créer de nouveaux, le matériel nécessaire étant introuvable et l'emploi spécialement visé de la farine de riz devant forcément être de courte durée. La production quotidienne de la farine de riz devra donc être fort réduite par rapport aux quantités qu'exigerait l'utilisation qu'on en voulait faire.

2° Les farines de riz propres aux mélanges avec les farines de froment doivent être préparées dans des conditions toutes spéciales. Elles ne doivent être faites qu'avec des riz ou des brisures parfaitement travaillés dans les usines métropolitaines ou, au pis aller, avec des riz et brisures préparés en Indo-Chine, mais nettoyés et retravaillés à leur arrivée en France.

Si on a la prétention d'employer sans préparation préalable les riz ou brisures blanches en Indo-Chine, on pourra faire certes de la farine de riz, mais cette farine sera impropre à la panification 75 fois sur 100 parce qu'elle aura une odeur *sui generis* bien spéciale qui se communiquera au pain et le fera rebuter par le consommateur.

Or, le travail de préparation des riz et brisures pour la fabrication de la farine de riz destinée à la panification ne peut se faire que dans des usines appropriées et dont le rendement est limité. La question de la fabrication de la farine de riz fût-elle possible pratiquement et économiquement dans les moulins à froment, la production journalière demeurerait forcément très réduite pour cette deuxième raison.

Enfin, cette question des mélanges soulève obligatoirement celle des fraudes, c'est ce que

fait remarquer l'association nationale de la meunerie française :

« Quant au mélange de succédanés à la farine de froment, dit-elle, elle ne constituerait nullement une économie dont pourrait bénéficier le consommateur; on éprouverait, d'ailleurs, des difficultés presque insurmontables pour se procurer les quantités nécessaires aux mélanges et cette demande provoquerait une forte hausse des prix. En tout cas, si le Gouvernement désire maintenir cette obligation, la meunerie estime que ses mélanges doivent être effectués en dehors des moulins, afin de sauvegarder les principes établis par la loi de 1905 sur la répression des fraudes. »

Et en effet, c'est la porte ouverte à toutes les fraudes, et cette seule considération suffirait à elle seule pour nous faire écarter cette disposition.

En résumé :

La commission accepte de compléter le texte voté par le Sénat le 24 juin dernier en fixant, dès à présent, à 30 fr. au maximum par quintal de blé de bonne qualité le prix sur la base duquel seraient réglées les réquisitions, dans le cas où elles auraient lieu.

Elle accepte également de compléter ce même texte en indiquant que le prix de la farine ne pourra, dans aucun cas, dépasser celui qui résulterait d'une extraction à 74 p. 100 de blé de première qualité et que les meuniers ne pourront plus fabriquer que de la farine entière, exempte de sons et de remoulages.

Elle repousse les autres dispositions qui, à ses yeux, ne sont pas commandées par les circonstances et qui, au point de vue financier comme au point de vue moral, pourraient avoir des conséquences qu'il vaut mieux ne pas provoquer.

PROJET DE LOI

Art. 1er. — Pendant la durée de la guerre, il peut être pourvu par voie de réquisition de blé et de farine à l'approvisionnement de la population civile.

Le droit de réquisition est exercé, dans chaque département, par les préfets ou par leurs délégués, sous l'autorité du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes et dans les conditions prévues par la loi du 3 juillet 1877 relative aux réquisitions militaires.

Art. 2. — Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes est chargé d'effectuer des achats de blés et farines à l'intérieur, aux colonies ou à l'étranger, de faire procéder, s'il y a lieu, aux réquisitions et de répartir les denrées, suivant les nécessités de la consommation, par voie de cessions.

En cas de réquisition, l'indemnité qui pourra être allouée soit par l'autorité administrative, soit par les tribunaux, ne pourra être supérieure à 30 fr. par 100 kilogr. pour les blés pesant 77 kilogr. à l'hectolitre et ne contenant pas plus de 2 p. 100 de corps étrangers.

Il y aura lieu à une augmentation ou à une réduction de 1 p. 100 sur le prix pour chaque kilogramme en plus ou en moins constaté à l'hectolitre, ainsi qu'à une réduction de 1 p. 100 sur le même prix pour chaque unité en plus pour cent de corps étrangers.

Art. 3. — Les opérations de recettes et de dépenses effectuées en conformité de l'article précédent sont constatées à un compte spécial intitulé : « Alimentation en blé et en farine de la population civile ». Il en est justifié à la cour des comptes par un agent comptable, responsable desdites opérations.

Sont portés au crédit de ce compte les crédits budgétaires ouverts au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, à titres de fonds de roulement, pour les acquisitions de blé et de farine ainsi que le produit des cessions. Sont inscrits au débit le montant des achats amiables ou par réquisition et les frais accessoires de transport, chargement, déchargement, réception, manutention, magasinage, conservation et répartition des denrées.

Une situation du compte est établie à la fin de chaque trimestre et communiquée au ministre des finances. Elle fait ressortir les bénéfices ou pertes résultant des opérations.

Art. 4. — Les dispositions législatives et réglementaires concernant le contrôle des dépenses engagées sont applicables aux dépenses à porter au compte spécial.

Art. 5. — Les acquisitions visées à l'article 2 peuvent être effectuées sans marché ni adjudication, quel qu'en soit le montant.

Un comité consultatif donne son avis sur la fixation des prix d'achat et de cession et sur les conditions générales des marchés.

Art. 6. — Il est ouvert au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, sur l'exercice 1915, en addition aux crédits provisoires accordés par les lois des 26 décembre 1914 et 29 juin 1915 et par des lois spéciales, des crédits s'élevant à la somme de 120,054,000 fr. applicables aux chapitres ci-après :

CHAPITRE 46. — Service du ravitaillement pour l'alimentation de la population civile (Personnel), 50,000 fr.

CHAPITRE 47. — Service du ravitaillement pour l'alimentation de la population civile (Matériel), 4,000 fr.

CHAPITRE 48 *bis* (nouveau). — Fonds de roulement destiné aux acquisitions de blés et farines pour l'alimentation de la populatipn civile, 120,000,000 fr.

Art. 7. — Le total des engagements des dépenses pour les achats de blé et farines à l'étranger, y compris les frais accessoires, ne pourra excéder 200 millions de francs.

Art. 8. — A partir de la promulgation de la présente loi, des décrets, rendus sur la proposition du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, après avis du ministre de l'agriculture peuvent fixer le prix des farines, qui ne pourra, en aucun cas, dépasser celui qui résulterait d'une extraction à 74 p. 100 du blé tel qu'il est défini à l'article 2. Les meuniers ne pourront plus fabriquer qu'une seule sorte de farine, à savoir la farine entière ne comprenant ni remoulages ni sons. Des décrets rendus dans la même forme peuvent déléguer ce pouvoir aux préfets.

En cas d'infraction aux dispositions du présent article, le tribunal pourra, en sus des peines inscrites aux articles 479, 480 et 482 du code pénal, ordonner que son jugement sera, intégralement ou par extraits, affiché dans les lieux qu'il fixera et inséré dans les journaux qu'il désignera, le tout aux frais du condamné, sans que la dépense puisse dépasser 500 fr.

Art. 9. — Un décret contresigné par le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes et par le ministre des finances déterminera les conditions d'exécution de la présente loi, notamment en ce qui concerne les personnes auxquelles le droit de réquisition pourra être délégué, les formes de cette délégation, la composition du comité consultatif prévu à l'article 5 et le fonctionnement des opérations du ravitaillement.

## ANNEXE N° 316

(Session ord. — Séance du 16 septembre 1915.)

RAPPORT fait au nom de la commission de l'armée chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés relatif à la déclaration obligatoire des **tours à métaux, presses hydrauliques, marteaux-pilons**, par M. Henry Bérenger, sénateur (1).

Messieurs, le projet de loi qui vous est soumis n'est qu'un épisode de la mobilisation industrielle qui n'a pas été faite avant la guerre et que le Parlement, d'accord avec le Gouvernement et l'opinion publique, s'est efforcé de réaliser chaque jour davantage pendant la guerre.

De quoi s'agit-il, en effet, dans les textes que nous vous proposons d'adopter?

Pas d'autre chose que de soumettre au recensement légal obligatoire un certain nombre de machines industrielles indispensables à la production des armes de guerre de toute nature.

Il semble qu'une mesure aussi simple aurait dû être prise dès le début des hostilités et même prévue depuis longtemps dans nos lois et décrets relatifs à la réquisition en temps de guerre.

Il n'en est rien cependant.

Alors que, d'après la loi du 2 juillet 1877 et le décret du 3 août de la même année, les chevaux, les mulets et les voitures devaient être recensés dès le temps de paix en vue de la mobilisation générale, il n'en était pas de même, il n'en est pas encore de même pour les machines-outils, les marteaux-pilons, les presses hydrauliques, ni, d'une façon générale, les appareils ou matériels servant aux fabrications métallurgiques et chimiques!

On ne saurait avouer, de façon plus ingénue ni plus flagrante, que rien n'était prévu par les pouvoirs publics pour l'utilisation militaire des industries privées au cours d'une guerre toujours possible.

Y eut-il là simplement négligence ou, chose plus grave, refus systématique de l'administration de la guerre?

La preuve matérielle existe dans les archives du ministère de la guerre, comme dans celles des commissions de la Chambre et du Sénat, que c'est, hélas! en pleine connaissance de cause que l'administration militaire s'est refusée: notamment en 1906 et en 1912, à envisager une mobilisation des usines et des ateliers, aussi nécessaire que la mobilisation des effectifs ou que celle des moyens de transport.

Il ressort de ces documents officiels que, si la mobilisation industrielle nous a fait défaut dès le premier jour de la guerre, c'est à l'administration militaire qu'il convient d'en faire remonter la responsabilité morale.

Combien lourdement cette grave faute initiale, due à des rivalités entre monopoles bureaucratiques et industries privées, a pesé sur notre action militaire depuis quatorze mois; combien elle pèse encore sur la conduite et les moyens de la guerre; comment la France a pu réparer d'une pareille faute tout ce qui n'était pas irréparable; par quel réveil de nos énergies nationales productrices s'est traduit peu à peu le besoin d'industrialiser la guerre, ce n'est pas encore l'heure d'écrire cette histoire, dont les enseignements s'imposeront avec une force plus invincible à tous les Français dès le lendemain de la paix.

En demandant à la Chambre des députés de voter le projet de loi qu'il défendait devant elle au nom du Gouvernement, M. le sous-secrétaire d'Etat de l'artillerie et des munitions disait, le 32 juillet dernier à la tribune:

« Nul d'entre vous n'ignore qu'à côté de la grosse production de projectiles d'artillerie de campagne, nous avons dû intensifier très fortement, il y a quelques semaines, la production des projectiles de l'artillerie lourde. C'est au moment où nous tentions cet effort, où on nous parlait de la nécessité de faire venir d'Amérique des tours nouveaux, des presses nouvelles, que nous avons eu la pensée de recenser dans tout le pays, de rechercher par cet effort d'organisation toutes les machines, tours ou presses qui pouvaient s'y trouver. C'est l'effort que nous avons fait après que quelques industriels ou ouvriers étaient venus nous signaler des presses dont l'existence n'avait pas été indiquée jusqu'à ce jour aux services spéciaux de l'artillerie. Il y avait eu, au début de la guerre une première enquête faite à l'aide des inspecteurs du travail. Au cours de la tournée que j'ai faite, avant ou en même temps que MM. Treignier et Voilin, il m'est arrivé de me servir de ces enquêtes, de les utiliser, de recréer, dans certaines villes, des centres industriels de petit équipement, et j'ai eu la pensée que pour l'artillerie lourde, il était indispensable de faire le même effort. Voilà l'origine du projet de loi ».

Et M. Albert Thomas ajoutait :

« L'effort d'organisation que nous tentons et dont le projet est le premier symptôme, c'est l'effort d'organisation d'une industrie dans laquelle l'Etat, comme tel, interviendrait. M. Lauche nous a signalé qu'il y a des industriels parisiens dont les petits ateliers étaient restés indtilisés. Nous le savons.

« Sur plusieurs bancs. — Il y en a partout et même des ateliers importants.

« M. Ernest Outrey. — Et même des arsenaux.

« M. le sous-secrétaire d'Etat. — Ce que nous voulons d'abord, c'est être en état de juger, pour les commandes de fabrication déjà organisée ou de fabrication nouvelle qui pourraient surgir, à quels ateliers nous pourrions immédiatement faire appel. Certains sont inutilisés, c'est entendu; les uns le sont à tort, d'autres par leur outillage ne répondent pas aux commandes, aux fabrications nouvelles à organiser. Ce que nous demandons, par la fiche que nous avons déjà préparée, pour chaque tour ou chaque presse, c'est la spécification du type du

(1) Voir les nos 269, Sénat, année 1915, et 1090, 1108 et in-8° n° 235. — 11e législ. — de la Chambre des députés.

modèle, de la hauteur du point de tour, afin d'examiner immédiatement dans quelles conditions on peut utiliser tel ou tel matériel. C'est le premier effort.

« Le second effort consistera pour le service, hélas ! encore embryonnaire, insuffisant, que nous avons créé au sous-secrétariat d'Etat, ce que nous appelons peut-être un peu pompeusement — à raison de sa collaboration encore insuffisante et incomplète — du nom de service industriel, auquel nous demanderions, dans les grands centres de fabrication, dans les grandes agglomérations, de ne laisser aucune demande d'industriel sans avoir, au préalable, examiné ce qu'il peut faire. (Applaudissements.)

« En quelques jours, nous avons reçu, par jour, jusqu'à 700 demandes susceptibles chacune d'une enquête, car il faut avant tout savoir dans quelle mesure, tel industriel peut travailler et répondre par son outillage, son personnel, sans retard, aux besoins de la défense nationale, (Très bien ! très bien !)

» Nous avons pensé que nous pouvions aller plus loin et tenter d'affranchir les petits industriels de ces courtiers, de ces intermédiaires dont on a parlé, afin d'arriver à les grouper, à les réunir, comme nous l'avons fait déjà pour la fabrication de l'obus 75, afin de multiplier encore les efforts nécessaires en plaçant en face de l'industriel l'Etat lui-même, consommateur.

« Telle est l'origine du projet de loi qui vous est soumis. Il est modeste, mais nous vous demandons de l'adopter, car si nous pouvons constituer ce service, il peut être un grand commencement. »

Sans doute, messieurs, il est regrettable que cette « possibilité de grand commencement » ne soit apparue au Gouvernement que le 22 juillet 1915, c'est-à-dire douze mois après l'ouverture des hostilités entre la France et l'Allemagne.

Mais la Chambre a pensé, comme vous le penserez assurément vous-mêmes, que mieux vaut tard que jamais et elle a ratifié par son vote unanime, après d'intéressantes observations de l'honorable M. Lauche, le projet de loi qui vous est soumis.

Nous demandons au Sénat de le voter à son tour, non seulement parce que cette loi réparera définitivement une des erreurs les plus regrettables de la mobilisation générale, mais encore parce qu'il préparera pour l'avenir un premier cadre à l'organisation industrielle de la guerre, dès le temps de paix.

Comme l'écrivait fort justement l'honorable M. Treignier dans son rapport à la chambre des députés : « Au moment où les dépenses militaires s'accroissent au delà de toutes nos prévisions, nous avons le devoir de ne laisser perdre aucune parcelle de nos ressources et de redoubler d'ordre et d'économie dans leur emploi. Quand les propriétés d'un grand nombre de Français sont entre les mains de l'ennemi, quand tout le peuple est en armes, il y a un droit souverain, c'est celui de la nation à utiliser, au mieux de l'intérêt de tous, tous les éléments qu'elle recèle. Le projet qui vous est soumis a pour objet de permettre d'exercer ce droit sur une catégorie importante de ces éléments, jusqu'ici insuffisamment utilisés. »

Sans doute, messieurs, la stricte justice envers nos concitoyens nous oblige-t-elle d'ajouter que nos industriels, grands ou petits, possesseurs d'un matériel mécanique utile à la défense nationale n'ont pas attendu, pour en proposer l'utilisation à l'Etat, ni le dépôt ni le vote du projet de loi en question.

Bien au contraire, ces propositions et ces offres, dont quelques-unes furent faites dès les premières semaines des hostilités, ont-elles été trop souvent négligées, écartées, finalement inutilisées par le système défectueux de bureaucratie militaire qui a trop longtemps prolongé à l'inspection des forges les préventions contre l'industrie, dans l'industrialisation même de la guerre !

Le dossier, hélas ! trop nombreux que nous possédons, est la preuve que trop d'usines françaises ont été mises au rancart dans le même temps qu'on multipliait les commandes coûteuses à l'étranger.

Peu à peu, grâce au contrôle méthodique et permanent des commissions de la Chambre et du Sénat, ces abus ont diminué, la production française a été moins méconnue en France, des changements dans les directions techniques ont plus raisonnablement accordé l'industrie nationale avec la défense nationale.

La commission sénatoriale de l'armée estime qu'il faut chaque jour pousser davantage le Gouvernement dans la voie qu'elle lui a elle-même résolument indiquée dès qu'il lui a été possible de se réunir en décembre 1914.

C'est pourquoi, considérant le présent projet de loi comme la première amorce d'une législation plus complète et plus générale sur la mobilisation industrielle en temps de guerre, votre commission vous propose d'adopter ce projet dans les termes mêmes où il a été voté par la Chambre des députés.

### PROJET DE LOI

Art. 1er. — Est obligatoire la déclaration à l'autorité militaire des machines suivantes :

Tours à métaux de tous systèmes;

Presses hydrauliques ou autres;

Marteaux-pilons (d'un poids supérieur à 2 tonnes).

Sont exceptées de la déclaration celles de ces machines qui se trouvent dans des établissements de l'Etat.

Art. 2. — Cette déclaration est à la charge de la personne qui détient actuellement l'une de ces machines, à quelque titre que ce soit, fût-ce à titre de location, de gage, de dépôt ou de séquestre, et même si les propriétaires ou détenteurs des machines ne sont pas présents, à la charge des propriétaires, séquestres ou gardiens des locaux où elles se trouvent ; ces derniers seront toutefois admis, en cas de poursuites par application de l'article 4 à prouver qu'ils ne connaissent pas l'existence desdites machines dans leurs locaux.

Art. 3. — Cette déclaration devra être faite à la mairie du lieu (à Paris et à Lyon aux mairies des arrondissements), dans les dix jours de la publication du décret prévu à l'article 5 ci-après, sur formules qui seront mises dans chaque mairie à la disposition des personnes à qui incombe la déclaration. Il sera délivré un récépissé de cette déclaration.

Art. 4. — Toute personne assujettie à la déclaration qui ne se serait pas conformée aux prescriptions de la présente loi sera passible d'une amende de 50 à 1,000 fr.

Celle qui aura fait sciemment une fausse déclaration sera frappée d'une amende de 50 à 2,000 fr.

Art. 5. — Un décret rendu sur le rapport du ministre de la guerre déterminera les conditions d'application de la présente loi.

## ANNEXE N° 317

(Session ord. — Séance du 16 septembre 1915.)

RAPPORT fait au nom de la commission des finances chargée d'examiner la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à l'extension, au profit des pupilles de l'assistance publique, des dispositions de la loi du 22 juin 1915 sur la gratuité d'envoi des paquets postaux, par M. Emile Dupont, sénateur (1).

Messieurs, dans sa séance du 5 août 1915, la Chambre des députés a adopté une proposition de loi tendant à l'extension, au profit des pupilles de l'assistance publique, des dispositions de la loi du 22 juin 1915 sur la gratuité d'envoi des paquets postaux. Cette dernière dispose que « les bénéficiaires de l'allocation prévue par la loi du 5 août 1914 ont droit à l'envoi gratuit, par la poste, une fois par mois, aux membres de leurs familles présents sous les drapeaux, d'un colis recommandé dont le poids ne peut excéder un kilogr. » ; cette gratuité est également applicable « aux familles des mobilisés comptant au moins quatre enfants vivants ».

Désireux de compléter ces mesures bienveillantes, en en étendant les avantages à ceux des mobilisés qui sont des pupilles de l'assistance publique, quelques membres de la Chambre ont déposé un texte de loi ainsi conçu :

Art. 1er. — Le bénéfice des dispositions de la loi du 22 juin 1915 est étendu aux parents nourriciers des pupilles ou anciens pupilles de l'assistance publique.

Art. 2. — Les avantages de la gratuité d'envoi d'un paquet postal par mois leur seront accordés sur la seule justification d'un certificat délivré par le préfet du département ou son délégué, constatant leur qualité de parents nourriciers du pupille de l'assistance auquel l'envoi sera destiné.

Après examen de la commission des postes et télégraphes, le texte qui précède, légèrement modifié, a été présenté à la Chambre dans la forme que voici :

« *Art. 1er.* — Le bénéfice des dispositions de la loi du 22 juin 1915 est étendu aux tuteurs ou anciens tuteurs légaux des pupilles ou anciens pupilles de l'assistance publique.

« Ces tuteurs ou anciens tuteurs auront la faculté d'exercer eux-mêmes leur droit à la franchise ou de le déléguer, soit aux parents nourriciers ou anciens nourriciers, soit aux patrons ou anciens patrons des pupilles ou anciens pupilles.

« *Art. 2.* — Un décret déterminera les conditions d'application de la présente loi, qui devra être mise en vigueur dans le mois qui suivra sa promulgation. »

C'est ce texte que, sur rapport conforme de M. Louis Deshayes, la Chambre des députés a adopté sans discussion dans sa séance du 5 août dernier ; c'est donc lui que votre commission des finances vient d'être appelée à examiner, et sur lequel son rapporteur vous apporte en son nom les quelques observations suivantes :

En votant les dispositions relatives à la gratuité d'envoi des paquets postaux aux mobilisés dont les familles bénéficient de l'allocation prévue par la loi du 5 août 1914, le Sénat a témoigné de son esprit de solidarité patriotique. Il a même affirmé, plus fortement si possible, sa sollicitude démocratique en même temps que son libéralisme financier en décidant d'appliquer encore cette gratuité aux familles des mobilisés comptant au moins quatre enfants vivants.

On le convie, aujourd'hui, à étendre la bienveillance du législateur à une autre catégorie de mobilisés particulièrement intéressants, ceux-ci sans famille légale, mais qui, comme l'ont dit justement les auteurs de la nouvelle proposition de loi, « ont pourtant conservé des liens d'affection avec leurs parents d'adoption, les nourriciers qui les ont élevés, suivis, accompagnés de leur tendresse et de leur sollicitude jusque dans les tranchées, dans les formations armées et dans les services militaires où ils accomplissent tout leur devoir patriotique ».

Sur le fond même des dispositions votées dans ce sens au Palais-Bourbon et qui vont être soumises à votre décision, votre commission des finances n'a aucune objection importante à formuler. Dès lors, en effet, que le principe de la gratuité a été admis en ce qui concerne les militaires dont les familles sont dénuées de ressources suffisantes, il paraît peu équitable de refuser les mêmes avantages aux pupilles de l'assistance publique. L'extension envisagée nous semble donc justifiée, en tant qu'elle s'applique aux parents nourriciers et anciens nourriciers, et nous vous demandons d'y souscrire.

Il n'en est assurément pas de même en ce qui concerne les patrons ou anciens patrons des pupilles mobilisés. A cet égard, en effet, et d'une façon générale, il y aurait, sans nul doute, une exagération véritable à mettre sur le même pied que les bénéficiaires des allocations prévues par la loi du 5 août 1914 des personnes dont le nombre peut être exagéré, en tout cas souvent incertain, qui sont sans relation familiale (même au sens le plus élargi du mot) avec leurs correspondants militaires, qui enfin, dans l'immense majorité des cas, se trouvent par définition présumées en possession de ressources plus ou moins élevées mais réelles.

Si désirable qu'il apparaisse toujours d'encourager des initiatives généreuses, nous avons ici le devoir impérieux — et plus grave que jamais dans les conjonctures présentes — de nous montrer ménager des intérêts du Trésor ; nous ne saurions donc entreprendre d'associer l'Etat, par le moyen du dégrèvement envisagé ici, à toutes les libéralités, à toutes les « douceurs » dont il est possible de gratifier nos braves soldats, dont ils sont dignes, certes, mais auxquelles, empressons-nous de le constater, les initiatives privées savent pourvoir comme il convient, et sans l'aide d'une contribution officielle qu'elles ne sollicitent d'ailleurs en aucune manière...

Au surplus, nous n'avons pas le droit de perdre de vue que la franchise postale a été accordée de toutes parts, depuis le début de la guerre, avec une largesse extrême, voisine de

(1) Voir les nos 300, Sénat, année 1915, 1123. 1151 et in-8° n° 247. — 11e législ. — de la Chambre des députés.

la prodigalité, et que même il en est résulté quelques abus contre lesquels il est parfois devenu nécessaire d'exercer une surveillance attentive et, aussi, de sévir. Mais nous n'insistons pas et nous pensons, en définitive, que le texte voté par la Chambre des députés est susceptible d'être accepté par le Sénat, sous réserve de la suppression des mots « aux patrons ou anciens patrons » dans le libellé de l'article 1er.

En conséquence, votre commission des finances a l'honneur de soumettre à votre approbation et vous demande de voter la proposition de loi dont la teneur suit :

PROPOSITION DE LOI

Art. 1er. — Le bénéfice des dispositions de la loi du 22 juin 1915 est étendu aux tuteurs ou anciens tuteurs légaux des pupilles ou anciens pupilles de l'Assistance publique.

Ces tuteurs ou anciens tuteurs auront la faculté d'exercer eux-mêmes leur droit à la franchise ou de le déléguer aux parents nourriciers ou anciens nourriciers des pupilles ou anciens pupilles.

Art. 2. — Un décret déterminera les conditions d'application de la présente loi, qui devra être mise en vigueur dans le mois qui suivra sa promulgation.

## ANNEXE N° 318

(Session ord. — Séance du 16 septembre 1915.)

RAPPORT fait au nom de la commission des finances chargée d'examiner la proposition de loi de M. Astier, tendant à étendre le bénéfice du moratorium aux veuves, enfants ou héritiers des pharmaciens décédés en ce qui concerne les délais impartis pour la vente de l'officine, par M. Astier, sénateur. (1)

Messieurs, dans la séance du 2 septembre 1915, vous avez bien voulu, conformément aux conclusions de la 3e commission d'initiative parlementaire, prendre en considération et renvoyer à l'examen de la commission des finances la proposition de loi que nous avons déposée en vue d'étendre le bénéfice du moratorium aux veuves, enfants ou héritiers des pharmaciens décédés, en ce qui concerne les délais impartis pour la vente de l'officine.

Cette proposition a, en somme, pour objet d'appliquer les principes généraux du moratorium, institué en toutes autres matières depuis l'ouverture des hostilités, au cas très intéressant où un pharmacien venant à décéder, la veuve se trouve autorisée pendant un an — mais pendant un an seulement — à continuer, sous certaines réserves et garanties, de tenir son officine ouverte afin de lui permettre de trouver un acquéreur.

Si l'on s'en tient, en effet, au texte de la déclaration royale du 15 avril 1777 et de la loi du 21 germinal an XI, éclairée par la jurisprudence, il en résulte que le titulaire d'une officine de pharmacie doit être à la fois et propriétaire du fonds et titulaire du diplôme de pharmacien.

Les inconvénients qui résultaient de cette double obligation pour la veuve d'un pharmacien au lendemain du décès du diplômé n'avaient pas été sans frapper le législateur, et l'article 41 de l'arrêté du 25 thermidor an XI, portant règlement sur les écoles de pharmacie venait déjà apporter une dérogation au texte antérieur en autorisant pendant un an la veuve de ce pharmacien à tenir son officine ouverte sous certaines conditions.

Cet article est ainsi conçu :

« Au décès d'un pharmacien, la veuve pourra continuer de tenir son officine ouverte pendant un an aux conditions de présenter un élève âgé au moins de vingt-deux ans à l'école de pharmacie, dans les villes où il en sera établi; au jury de son département s'il est rassemblé ou aux quatre pharmaciens agrégés au jury par le préfet, si c'est dans l'intervalle des sessions de ce jury.

« L'école ou le jury ou les quatre pharmaciens agrégés s'assureront de la moralité du sujet et désigneront un pharmacien pour diriger et surveiller toutes les opérations de l'officine.

« L'année révolue, il ne sera plus permis à la veuve de tenir sa pharmacie ouverte. »

(1) Voir les nos 152-280, Sénat, année 1915.

L'application de ce texte plus que séculaire n'a jamais donné lieu, à notre connaissance, à la moindre critique ni soulevé de difficultés; mais les circonstances que nous traversons, en augmentant à la fois le nombre des vacances et en raréfiant, par la mobilisation générale, les acquéreurs éventuels de fonds de commerce de pharmacie, ont créé pour les veuves une situation extrêmement défavorable. Le délai d'un an accordé par l'arrêté de thermidor an XI paraît, dès lors, tout à fait insuffisant et la nécessité de suspendre ce délai, indispensable.

De là l'objet de la proposition de M. Astier qui se justifie d'elle-même. Nous avons estimé, toutefois, que si la situation de la veuve mérite d'être prise en considération, il conviendrait également, élargissant la portée du texte de thermidor, d'envisager aussi celle des enfants et des héritiers qui nous paraît, au même titre, digne d'intérêt. Cette extension aurait de plus l'avantage de fixer sur ce point une jurisprudence jusqu'ici quelque peu incertaine.

Il va de soi que cette modification de fond entraînerait avec elle une modification de pure forme du texte de l'arrêté de thermidor, en vue de mettre sa rédaction en harmonie avec les changements survenus dans l'organisation de la pharmacie en France et avec l'état actuel de l'enseignement; c'est ainsi que devra disparaître la mention des jurys départementaux qui n'existent plus aujourd'hui. C'est sous le bénéfice de ces observations que nous avons l'honneur de soumettre à votre approbation le texte suivant :

PROPOSITION DE LOI

Art. 1er. — L'article 41 de l'arrêté du 25 thermidor an XI est rédigé comme suit :

« Au décès d'un pharmacien, la veuve, les enfants ou héritiers pourront continuer de tenir son officine ouverte pendant un an, aux conditions de présenter à l'agrément de l'école ou faculté dont dépend l'inspection de l'officine, un étudiant majeur et pourvu d'au moins huit inscriptions de scolarité, en même temps qu'un pharmacien diplômé, établi ou non, sous la responsabilité duquel seront dirigées et surveillées toutes les opérations de l'officine.

« L'autorisation de gestion sera délivrée après avis conforme de l'école ou faculté, par le préfet du département dans lequel est située l'officine.

« L'année révolue, il ne sera plus permis à la veuve de tenir sa pharmacie ouverte. »

Art. 2. — Le délai d'un an accordé à la veuve, aux enfants ou héritiers d'un pharmacien décédé, par l'arrêté du Gouvernement du 25 thermidor an XI, modifié par la présente loi, est suspendu depuis le 31 juillet 1914, premier jour de la mobilisation, jusqu'au jour de la cessation des hostilités qui sera fixé par décret du Gouvernement. Un nouveau délai d'un an sera accordé aux personnes visées audit article, dont le point de départ sera le lendemain du jour où le décret qui aura fixé la cessation des hostilités aura paru au *Journal officiel*. Ce délai d'un an profitera aux veuves, enfants ou héritiers des pharmaciens décédés antérieurement à la mobilisation au profit desquels le délai d'un an avait commencé courir, mais qui, n'était pas entièrement révolu audit jour.

## ANNEXE N° 319

(Session ord. — Séance du 16 septembre 1915.)

PROPOSITION DE LOI tendant à attribuer la **Croix de guerre aux vétérans de 1870-1871 faisant la campagne de 1914-1915 dans la zone des armées**, présentée par MM. Louis Martin, Magny, Gabrielli, Milan, Aguillon, Bidault, Beauvisage, Reymonenq, Léon Barbier, Mascuraud, Lemarié, sénateurs. — (Renvoyée à la commission, nommée le 5 août 1913, chargée de l'examen d'une proposition de loi ayant pour objet d'accorder un contingent spécial de croix de la Légion d'honneur aux collaborateurs des œuvres complémentaires de l'école.)

Messieurs, un des grands orateurs de la Restauration, M. de Serre, a prononcé un jour cette parole fameuse « la démocratie coule à pleins bords ». Ce qu'il a dit de la démocratie, nous pouvons l'appliquer à l'héroïsme que déploient chaque jour les soldats de la guerre actuelle : il coule à pleins bords.

Mais ce qui est particulièrement réconfortant, c'est de voir combattre, à côté de soldats plus jeunes, des vétérans de la guerre 1870-71 qui ont puisé dans leur dévouement de cette époque une raison nouvelle de se dévouer encore aujourd'hui. Parmi ces braves qui se sont empressés, nonobstant leur âge, de s'exposer à tous les périls et à toutes les fatigues de la guerre, faut-il citer le regretté Massel, conseiller municipal de Toulon, qui, bien que plus que sexagénaire, s'engageait, au début des hostilités, et se faisait glorieusement tuer au feu? Faut-il citer encore le conseiller d'Etat Colligon qui a su renouveler les exemples de bravoure et d'ardeur patriotique précédemment donnés, dans le corps même où il a servi, par l'illustre La Tour d'Auvergne? Le Gouvernement, organe bien inspiré de l'opinion publique, a conféré au souvenir de Collignon les mêmes honneurs qui furent accordés par nos pères à la mémoire du premier grenadier de France.

Heureusement, messieurs, d'autres, non moins dévoués, ont été épargnés, et nous souhaitons qu'ils le soient jusqu'au bout pendant toute la durée de cette longue guerre. Voici M. le président, aujourd'hui commandant Magnaud, qui porte si vaillamment ses soixante-huit ans et dont le nom a été cité avec celui de sa compagnie à l'ordre du jour de nos armées; M. le commandant Turin du même âge, M. Bayet, directeur honoraire du ministère de l'instruction publique, et M. Victor Rey, gouverneur honoraire des colonies, âgés de soixante-trois ans tous deux, et cités à l'ordre du jour de l'armée, le premier comme lieutenant, le second comme simple canonnier; M. Saint-René Taillandier, soixante-quatre ans, et notre collègue très dévoué M. Flaissières, qui n'a pas hésité, quoique âgé de près de soixante-quatre ans, à faire si brillamment son devoir qu'il a été glorieusement porté à l'ordre du jour de l'armée. Il y a quelques semaines nous apprenions que le doyen du conseil général de l'Yonne, M. Surugue, ancien maire d'Auxerre, venait de s'engager parmi nos vaillants soldats en dépit de ses soixante-quinze ans, et nous lisons dans le *Radical* du 23 août la note suivante :

« Troyes, 22 août.

« Le 47e territorial d'infanterie, du recrutement de Troyes, compte un engagé volontaire qui est certainement le doyen de l'armée française (1). Il se nomme Alcide Verd, né en avril 1843, à Rompont (Ardèche). Il est âgé de soixante-treize ans.

« En 1870, accomplissant sa période de service, il fit campagne au 47e d'infanterie. Il fut fait prisonnier à Sedan et fut conduit dans un camp de concentration en Silésie.

« Encore alerte en janvier 1915, il demanda à reprendre du service, pour la durée de la guerre, à son ancien régiment. Sa demande fut agréée. Il fut incorporé à Montélimar, puis envoyé au dépôt de Troyes.

« La bonne humeur et l'entrain de Verd font l'admiration de ses camarades. »

Eh bien! nous considérons, et nous serions étonnés que le Parlement ne fût pas de cet avis, que le fait par ces braves gens de s'exposer, à leur âge, après être déjà passés par les périls de l'année terrible, à toutes les fatigues de la campagne actuelle (nous ne parlons pas des dangers, cette considération serait pour eux un stimulant), nous considérons, dis-je, que ce fait est assez honorable et témoigne d'une telle énergie de cœur qu'il devrait procurer par lui-même, au bout d'un certain délai, à ceux qui l'ont accompli un droit indiscuté à la récompense de guerre. Quelques-uns de ceux que nous venons d'énumérer l'ont déjà obtenue par leur bravoure exceptionnelle : nous les en félicitons; mais beaucoup d'autres ne la possèdent pas encore, et cependant l'exemple qu'ils donnent à leur âge, après avoir fait tout leur devoir en 1870-71, mérite d'être souligné et récompensé.

Nous n'entendons pas aborder aujourd'hui la question de la création d'un insigne commémoratif décerné à tous ceux qui auront activement participé à la présente guerre. Cette question, que le Gouvernement peut dès à présent envisager, ne se posera en fait qu'après la

(1) C'est un titre d'honneur à partager avec M. Surugue.

conclusion de toutes les opérations militaires (1).

En conséquence, nous avons l'honneur de vous soumettre la proposition de loi suivante :

PROPOSITION DE LOI

*Article unique.* — Auront droit à la Croix de guerre les médaillés vétérans de la campagne 1870-71 qui, au cours de la campagne 1914-1915, auront servi pendant trois mois au moins dans la zone de l'avant ou les villes bombardées.

## ANNEXE N° 320

(Session ord. — Séance du 16 septembre 1915.)

PROPOSITION DE LOI tendant à modifier le régime des monts-de-piété, présentée par M. Louis Martin, sénateur. — (Renvoyée à la commission, nommée le 29 mai 1903, chargée de l'examen d'une proposition de loi relative à la réorganisation du service de la prisée des gages du mont-de-piété de Paris.)

Messieurs, la proposition qui vous est soumise a pour principal objet de compléter celle dont j'ai eu l'honneur de saisir antérieurement le Sénat, relativement au régime des monts-de-piété.

Dans la crise grave que traverse actuellement notre pays, nous estimons qu'il y a lieu de faciliter à la population pauvre ou momentanément gênée les moyens de crédit.

Mais le mont-de-piété est en proie lui-même, du chef des circonstances actuelles, à une crise profonde. L'arrêt de ses opérations amènerait un trouble considérable dans nos cités. La réalisation des gages anciens, opération d'ailleurs extrêmement aléatoire et onéreuse à l'heure présente, insuffisant remède à l'état de choses dont souffre cette institution, ne susciterait pas un trouble moins vif dans le personnel digne d'intérêt des emprunteurs forcés du mont-de-piété (2).

Nous croyons que le Gouvernement, auquel nous nous permettons de signaler cette situation, et qui connaît mieux que quiconque la nécessité de ne laisser affaiblir l'état moral d'aucune des parties de la population française pourrait, par une intervention rapide et sage, faciliter aux monts-de piété les moyens de continuer leurs opérations.

De notre côté, messieurs, nous pouvons, dans l'intérêt des uns et des autres, apporter au régime des monts de piété certaines améliorations qui en assoupliront le fonctionnement.

Nous ne revenons pas sur celles qui sont renfermées dans notre proposition précédente. Nous ne voulons pas, d'autre part, aborder à l'heure présente certaines questions qu'il faudra discuter un jour, telle, par exemple, celle consistant à permettre aux monts de piété de créer, par le moyen de la Banque de France, une circulation fiduciaire garantie par les métaux précieux en magasin (3).

Nos ambitions sont momentanément plus modestes et se réduisent aux trois réformes suivantes :

1° Nous vous demandons de faire vôtres les nombreuses délibérations du conseil municipal de Paris tendant à obtenir que le maximum de 500 fr. qui ne peut être dépassé dans les prêts sur valeurs mobilières au porteur puisse être élevé jusqu'à 3,000 fr (4) ;

2° Nous vous demandons également de bien vouloir autoriser les monts-de-piété à consentir des avances sur brevets de pension ;

3° Enfin, puisque nous touchons à cette institution, on pourrait, ce nous semble, profiter de la circonstance pour changer un nom qui ne correspond en rien au caractère des monts-de-piété et dont on a maintes fois souligné la signification humiliante. Le conseil municipal de Paris n'a cessé, dans ses diverses délibérations, d'insister sur ce point. Au congrès des monts-de-piété qui s'est tenu à Marseille les 25, 26, 27 et 28 novembre 1907, cette question a été traitée, notamment par M. Charles Laurent, administrateur du mont-de-piété de Toulon, l'un des hommes les plus compétents en ces matières, les plus distingués, aussi populaire dans le Midi par sa philanthropie élevée que par sa grande valeur administrative. « Nous croyons, disait-il fort sagement, que si les monts-de-piété portaient un nom plus conforme au rôle que nous désirons leur voir remplir, la honte qui fait reculer les besogneux (momentanés souvent) n'existerait pas ».

Après avoir développé avec beaucoup de force, de précision et de clarté, cette idée que le mont-de-piété n'est pas un établissement de charité, mais un établissement de crédit, M. Charles Laurent proposait de l'appeler « Banque publique d'avances sur gages mobiliers ». Nous ne tenons pas, ajoutait-il, particulièrement à ces titres. A Genève, on a choisi celui de « Caisse publique de prêts sur gages ». On pourrait préférer « Banque publique de prêts mobiliers », ou encore « Banque publique de prêts sur nantissement » (1).

M. Houdé, dans son rapport de 1901 au conseil municipal de Paris avait demandé que ce nom fût celui de Caisse nationale de prêts sur gages, titre qu'il modifiait ainsi en son rapport de 1902 : « Caisse nationale et mutuelle de prêts sur gages ».

En tenant compte de ces diverses indications et aussi de la crainte exprimée quelquefois que le titre de Banque ne suscitât les observations d'autres établissements de crédit d'un caractère différent et qui portent cette appellation, nous avons cru devoir nous arrêter, sauf meilleur avis, au nom de « Caisse publique de prêts mobiliers ».

Qu'il nous soit permis, en terminant, de signaler à l'attention du Gouvernement la nécessité d'une mesure semblable à celle qui fut prise en 1870-71, après six mois de guerre, et qui apporterait un incontestable soulagement à la situation d'une foule de familles pauvres qui ont engagé une partie de leur modeste mobilier au mont-de-piété. A cette époque, l'Etat versa un million dans les caisses de cet établissement afin qu'il fût procédé, pour autant, au dégagement gratuit des objets de première nécessité engagés alors : literie, matelas, etc. Cet exemple, après plus d'un an d'une guerre qui a appelé sous les drapeaux toute la partie jeune et active de la population, pourrait être suivi par le Gouvernement actuel et appliqué non seulement au mont-de-piété de Paris, mais à tous les monts-de-piété de France. La dépense, qui se chiffrerait à peine par quelques millions, ferait un bien incalculable. Nous appelons d'une façon toute particulière et très instante, sur cette solution, toute la sollicitude du Gouvernement.

En conséquence, nous avons l'honneur de vous soumettre la proposition suivante :

PROPOSITION DE LOI

Art. 1er. — Les établissements connus sous le nom de monts-de-piété seront désormais désignés sous celui de : « Caisses publiques de prêts mobiliers. »

Art. 2. — Le maximum des prêts sur valeurs mobilières autorisés par la loi du 25 juillet 1891 et fixé par la dite loi à 500 fr. par opération et par acheteur est porté à 3,000 fr.

Art. 3. — Les caisses publiques de prêts mobiliers sont autorisées à consentir des prêts sur brevets de pensions, prêts limités à la moitié de la pension échue au moment de l'engagement et ayant pour maximum le tiers du trimestre courant.

## ANNEXE N° 327

(Session ord. — Séance du 25 septembre 1915.)

RAPPORT fait au nom de la commission des finances, chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant : 1° ouverture sur l'exercice 1915 des crédits provisoires applicables au quatrième trimestre de 1915 ; 2° autorisation de percevoir pendant la même période des impôts et revenus publics, par M. Emile Aimond, sénateur (1). — (Urgence déclarée.)

### Caractère des crédits demandés.

Messieurs, le Gouvernement vous demande de lui accorder les crédits nécessaires pour pourvoir aux dépenses militaires et navales ainsi qu'aux autres dépenses publiques pendant le quatrième trimestre de l'année 1915.

C'est encore sous la forme de crédits provisoires, comme pour les trimestres précédents, que cette demande vous est faite.

Sans doute l'exposé des motifs du Gouvernement est accompagné de tableaux comportant une distribution des crédits par ministères et par chapitres, comme s'il s'agissait de procéder à l'examen et au vote d'un véritable budget, mais les tableaux ainsi présentés n'ont qu'une valeur indicative, le Gouvernement procédant à cette distribution des crédits sous sa seule responsabilité et ne nous demandant que de voter la somme globale qui lui paraît nécessaire pour aller jusqu'au 1er janvier 1916.

Au surplus, il ne pouvait guère en être autrement. Les dépenses sont établies d'après les prévisions de l'heure actuelle et, avec les événements qui se déroulent, il est difficile de serrer d'assez près la réalité, comme on peut le faire lors de l'établissement d'un budget régulier. C'est ainsi, par exemple, que, pour bon nombre de dépenses qui figurent au titre du quatrième trimestre, nous trouvons des chiffres augmentés des insuffisances ou diminués des annulations faute d'emploi constatées dans le trimestre précédent, de telle sorte que les crédits demandés sont la résultante à la fois de crédits additionnels aux crédits votés pour le troisième trimestre de 1915, de crédits annulés sur ce même trimestre et de crédits prévisionnels pour le quatrième.

Cette situation exceptionnelle n'a pas échappé au ministre des finances qui nous dit, dans l'exposé des motifs : « Le Gouvernement se réserve de vous saisir ultérieurement d'un projet de loi qui aura pour effet de convertir ces crédits provisoires en crédits définitifs ; d'arrêter le total des dotations afférentes à l'exercice ; de nous autoriser à poursuivre, pendant la période complémentaire, les opérations de recette et de dépense ; de permettre, enfin, la présentation des comptes dans le cadre accoutumé. »

Nous donnons brièvement ci-après, d'abord pour les ministères civils, puis pour les départements de la guerre et de la marine, enfin pour les budgets annexes, les motifs des différences que fait ressortir la comparaison des crédits demandés par le Gouvernement dans le projet de loi déposé sur le bureau de la Chambre pour les besoins du quatrième trimestre avec ceux alloués pour le troisième.

| | Différence avec les crédits provisoires accordés pour le troisième trimestre. | |
|---|---|---|
| **Ministère des finances.** | En plus. | En moins. |
| Dimiution nette.. | » | 192.922.719 |
| La majeure partie de cette diminution est due à la dette publique et provient de l'échelonnement des échéances : elle n'est pas une économie. | | |
| **Ministère de la justice.** | | |
| 1re SECTION. — *Services judiciaires.* | | |
| Diminution nette.... | » | 821.333 |
| Diminution provenant pour la plus grande part de la mobilisation du personnel. | | |
| 2e SECTION. — *Services pénitentiaires.* | | |
| Diminution nette.... | » | 1.001.492 |
| Réduction de l'effectif des détenus, mobilisation | | |

(1) Ces lignes étaient écrites et cette proposition déposée, avec son exposé des motifs, quand nous avons vu annoncer dans la presse que M. le ministre de la guerre se préoccupait précisément de la création de l'insigne commémoratif dont nous parlons au précédent paragraphe. Nous sommes heureux de l'en féliciter et de lui adresser d'ici notre entière approbation.

(2) Voir notamment les récents articles du *Bonnet Rouge*.

(3) Paul Azam. La *Réforme essentielle du mont-de-piété*.

(4) Rapports au conseil municipal de Paris de MM. Houdé, Henri Rousselle et Petitjean.

(1) Discours de M. Charles Laurent au congrès de Marseille.

(1) Voir les nos 321, Sénat, année 1915, et 1247-1275-1293 et in-8° n° 267, — 11e législ. — de la Chambre des députés.

d'une partie du personnel et ajournement de travaux.

**Ministère des affaires étrangères.**

Diminution nette.... » 1.138.430

Cette diminution correspond aux disponibilités que la revision des dotations, à cette époque de l'année, a permis de dégager sur certains chapitres.

**Ministère de l'intérieur.**

Augmentation nette 27.379.439 »

L'augmentation porte principalement sur :

Le service des évacués et rapatriés :

Les secours d'extrême urgence dans les départements atteints par les événements de guerre construction d'abris provisoires) :

Les avances sur traitements à des fonctionnaires départementaux et communaux des régions envahies et l'exécution de l'article 7 de la loi du 5 avril 1910 sur les retraites ouvrières et paysannes.

**Ministère de la marine.**

2e SECTION. — *Marine marchande.*

Augmentation nette. 2.586.756 »

Cette augmentation provient principalement de ce qu'un certain nombre de dépenses pèsent plus lourdement sur le quatrième trimestre.

**Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts.**

1re SECTION. — *Instruction publique.*

Diminution nette.... » 6.060.758

Cette somme représente le solde d'un très grand nombre de réductions ou d'accroissements provenant de la mise en concordance des dotations avec les besoins des services, tels que l'expérience de la première partie de l'année les fait apparaître.

2e SECTION. — *Beaux-arts.*

Diminution nette.... » 748.562

Ralentissement de certains travaux.

**Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes.**

1re SECTION. — *Commerce et industrie.*

Diminution nette.... » 285.883

Conséquence de la mobilisation et de l'inégale répartition des dépenses entre les trimestres.

2e SECTION. — *Postes et télégraphes.*

Diminution nette.... » 10.319.863

Diminution résultant des besoins constatés.

**Ministère du travail et de la prévoyance sociale.**

Diminution nette.... » 4.398.398

Les réductions affectent surtout le service des retraites ouvrières, dont les dépenses restent au-dessous des prévisions initiales.

**Ministère des colonies.**

Diminution nette.... » 7.172.476

Revision des dépenses militaires, mobilisation d'une partie du personnel.

**Ministère de l'agriculture.**

Augmentation nette. 7.494.059 »

Inégale répartition entre les trimestres du payement de certaines primes.

**Ministère des travaux publics.**

Diminution nette.... » 13.245.119

Cette diminution provient principalement de la mise au point des crédits, dont il est possible, à cette époque de l'année, de rapprocher le montant des besoins véritables des services et des entreprises.

Une autre part des réductions correspond à l'inégalité des échéances d'annuités.

37.460.254 243.157.033

Diminution nette pour l'ensemble des ministères civils..... 205.696.779

**Ministère de la guerre.**

Les crédits sollicités par le ministère de la guerre présentent, par rapport aux dotations du trimestre précédent, une augmentation de 752 millions 639,900 francs au titre de la première section (troupes métropolitaines et coloniales), une diminution de 5,018,570 francs au titre de la deuxième section (occupation militaire du Maroc). L'accroissement des dépenses est en relation directe avec le développement des opérations militaires, l'importance des effectifs entretenus; l'intensité des fabrications.

Les suppléments de ressources les plus considérables sont réclamés par les services ci-après :

| | |
|---|---|
| Allocations aux militaires soutiens de famille | 150.000.000 fr. |
| Matériel de l'artillerie | 533.957.560 |
| Matériel de l'aéronautique | 25.400.000 |
| Matériel du génie | 60.000.000 |
| Avances au budget annexe des poudres | 25.365.000 |

Par contre, certains chapitres n'exigent que des compléments de dotation inférieurs aux prévisions des trois mois précédents :

Solde de l'armée, en moins.. 38.321.710 fr.

Il convient, au surplus, d'observer qu'en ce qui concerne les chapitres de matériel, les crédits compris dans le présent projet correspondent non pas à la totalité des dépenses engagées, mais à celles seulement qui paraissent devoir être acquittées avant la clôture de l'exercice.

**Ministère de la marine.**

L'augmentation de 50,906,371 fr. que fait ressortir le rapprochement entre les crédits ouverts pour le troisième trimestre et ceux qui sont prévus pour le quatrième, s'explique par les nécessités de la guerre navale et par la revision à laquelle il a dû être procédé pour mettre les dotations au niveau des besoins de l'ensemble de l'exercice.

Les services qui participent pour la plus large part à ce relèvement sont les suivants :

| | |
|---|---|
| Service de l'habillement et du casernement | 1.546.589 |
| Constructions navales. — Entretien | 8.538.000 |
| Constructions navales. — Constructions neuves | 52.198.000 |
| Constructions navales. — Gros outillage. — Achats et installations nouvelles. — Transformation d'ateliers et de chantiers | 9.000.000 |

Ces accroissements sont en partie compensés par des réductions qui correspondent surtout à la mise au point de crédits sur lesquels les besoins se sont trouvés inférieurs aux prévisions antérieurement formées :

| | |
|---|---|
| Equipages de la flotte | 8.828.092 fr. |
| Services des subsistances. — Matières | 2.266.049 |
| Service des approvisionnements de la flotte | 5.685.622 |
| Frais de déplacement et transport | 1.578.716 |

**Budgets annexes.**

On relève, par rapport aux crédits accordés pour le troisième trimestre, quelques différences qui appellent des explications.

L'administration des monnaies et médailles fait apparaître une majoration de 3,450,000 fr. en chiffre rond, qui est surtout la conséquence de l'augmentation des fabrications des monnaies et des médailles militaires et coloniales.

Pour l'Imprimerie nationale, l'importance des commandes et l'élévation du prix des matières employées entraînent un supplément de 1 million 100,000 fr. environ.

La Légion d'honneur présente une augmentation de plus de 7,000,000 de francs, provenant principalement de ce que les arrérages des traitements des membres de l'ordre et des médaillés militaires sont payés à l'échéance semestrielle du 1er décembre.

L'accroissement de 111 millions et demi constaté au service des poudres n'a d'autre cause que l'activité des fabrications.

Les augmentations des frais d'exploitation des réseaux des chemins de fer de l'Etat (13 millions environ) résultent pour la majeure partie de la reprise du trafic et de l'élévation des cours du charbon.

En résumé : les crédits provisoires demandés pour assurer l'exécution des services publics pendant le quatrième trimestre de 1915 s'élèvent ensemble à la somme de 6,649,695,545 fr. Savoir :

| | |
|---|---|
| Budget général | 6.216.457.955 |
| Budgets annexes | 433.237.650 |
| Total général | 6.649.695.545 |

Ce total représente, d'après les prévisions du Gouvernement, la dotation nécessaire pour assurer le payement de toutes les dépenses qui viendront à exigibilité pendant les mois d'octobre, de novembre et de décembre 1915. La répartition en sera faite, par ministères et par chapitres, comme le porte l'article 3 du projet de loi, au moyen d'un décret de M. le Président de la République.

*Comparaison des crédits demandés pour 1915, avec ceux votés pour une année normale (budget de 1914).*

Le budget général du dernier exercice, tel que l'avait fixé la loi du 15 juillet 1914, s'élevait en dépense à 5,191,643,085 fr.

Les crédits déjà ouverts ou qui sont demandés, pour l'ensemble de l'année 1915, se montent, non compris les crédits d'exercices clos ou périmés, à 21.906.711.124 francs.

Dans cette augmentation de plus de seize milliards et demi, la plus forte part concerne, bien entendu, les dépenses de nos armées de terre et de mer. Il n'est évidemment possible de faire, à cet égard, aucun rapprochement entre une année de guerre et une année de paix.

Si l'on fait abstraction des crédits de la guerre, des crédits militaires de la marine et des colonies, on constate que les dotations des services civils sont passées de 3.382 millions à un peu moins de cinq milliards.

Cet accroissement s'explique par les conséquences immédiates des hostilités.

| | |
|---|---|
| C'est ainsi que les intérêts des bons et obligations de la Défense nationale, les frais de trésorerie ont exigé | 505.000.000 |
| Il a été inscrit, pour la réparation des dommages de guerre, un premier acompte de | 300.000.000 |
| L'entretien des réfugiés et rapatriés, les secours d'urgence dans les départements éprouvés par la guerre, l'assistance aux militaires tuberculeux, la rééducation des mutilés, les avances aux fonctionnaires communaux et départementaux des régions envahies, les allocations aux employés de chemins de fer belges, les bourses en faveur des orphelins de la guerre ont absorbé | 248.500.000 |
| Le fonds de chômage | 28.800.000 |
| Le ravitaillement de la population civile | 120.100.000 |

| | |
|---|---|
| La remise en état des voies de communication endommagées.. | 53.100.000 |
| L'insuffisance des produits des chemins de fer de l'Etat et les appels à la garantie d'intérêts des compagnies concessionnaires constituent une charge complémentaire de..... | 180.400.000 |
| Il a fallu, d'autre part, faire face aux frais exceptionnels de la correspondance diplomatique, aux dépenses extraordinaires des résidences, à des dépenses secrètes plus considérables et pourvoir à l'installation du Gouvernement belge au Havre, ensemble..... | 11.500.000 |
| Les crédits spéciaux destinés au remplacement du personnel mobilisé ne sont pas inférieurs à..... | 31.300.000 |
| En outre, les indemnités du personnel des postes se sont accrues de..... | 5.200.000 |
| On a dû prévoir pour les secours aux agents de ce même service, à ceux des eaux et forêts et aux fonctionnaires de l'enseignement un supplément de..... | 775.000 |
| Les frais matériels de régie se sont élevés de..... | 36.500.000 |
| Il a fallu subvenir, par des crédits budgétaires, à la disparition de certains fonds de concours..... | 27.200.000 |
| et parer au déficit de plusieurs établissements ou services (lycées, école centrale, hospice des Quinze-Vingts, chemins de fer éthiopiens, chemin de fer et port de la Réunion)..... | 6.600.000 |
| Les dégrèvements auxquels les circonstances nous ont amenés à recourir largement, les remboursements de taxes télégraphiques aux offices étrangers nous ont coûté..... | 32.300.000 |
| Enfin, il a fallu faire état de certaines charges nouvelles. C'est ainsi que la restitution des droits sur l'absinthe, les indemnités aux cultivateurs et détenteurs de stocks de plantes sont prévues pour environ..... | 38.500.000 |
| Total des augmentations des services civils dues à l'état de guerre..... | 1.649.775.000 |

Les lois votées ont eu pour conséquence également de charger l'exercice 1915 d'environ 80 millions.

Par contre, les compressions de dépenses n'ont pas dépassé la somme de 114 millions.

On voit par les chiffres qui précèdent que l'augmentation globale de 16 milliards et demi, toutes compensations faites, provient de l'état de guerre, dont les répercussions se sont fait sentir dans tous les ministères.

*Résumé d'ensemble des principales causes d'augmentation des dépenses depuis le début des hostilités.*

Dans notre rapport sur les douzièmes applicables au troisième trimestre, nous vous avions présenté dans des tableaux d'ensemble le groupement des dépenses, depuis le début des hostilités, en cinq catégories :

Première catégorie : Dépenses militaires proprement dites (guerre, marine, colonies);

Deuxième catégorie : Dette publique ;

Troisième catégorie : Solidarité sociale;

Quatrième catégorie : Ravitaillement de la population civile ;

Cinquième catégorie : Administration générale du pays.

Il convient de mettre à jour ces tableaux en y comprenant les dépenses prévues pour le quatrième trimestre.

*Crédits ouverts ou demandés depuis le 1er août 1914.*

**Exercice 1914.**

| LOIS | DÉPENSES militaires proprement dites. | DETTE | DÉPENSES de solidarité sociale. | ACHATS de denrées pour le ravitaillement de la population civile. | AUTRES dépenses. | TOTAL |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Loi du 29 mars 1915..... | 5.817.277.140 | 33.616.753 | 403.991.788 | 20.000.000 | 161.817.418 | 6.441.703.001 |
| Loi du 20 mars 1915..... | 526.670 | » | 1.000.000 | » | 10.16 .255 | 10.041.025 |
| Loi du 31 mars 1915..... | 1.207.900 | 21.100.000 | 750.000 | » | 6.8.3.117 | 20.071.017 |
| Loi du 22 juin 1915..... | 4 4.862.410 | » | » | » | » | 4)1.862.410 |
| Loi du 29 juin 1915..... | 400.000 | 675.000 | 3.825.000 | » | 1.564.599 | 1.246.401 |
| Loi du 30 juin 1915. (Report.)..... | 743.768 | » | » | » | 32.571.604 | 33.321.372 |
| Loi du 30 juillet 1915..... | 23.012.720 | » | » | » | » | 23.012.720 |
| Loi du 7 août 1915..... | 407 500.000 | » | » | » | » | 407.500.000 |
| Net pour l'exercice 1914..... | 5.938.480.741 | 60.331.763 | 401.775.680 | 20.000.000 | 147.385. 25 | 6.467.923.009 |

*Crédits ouverts ou demandés depuis le 1er août 1914.*

**Exercice 1915.**

| LOIS OU PROJETS DE LOI | DÉPENSES militaires proprement dites. | DETTE | DÉPENSES de solidarité sociale. | ACHATS de denrées pour le ravitaillement de la population civile. | AUTRES dépenses. | TOTAL |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Loi du 26 décembre 1914. — Crédits provisoires (1er semestre 1915)..... | 5.757.394.257 | 728.817.134 | 1.091.854.000 | 30.000.000 | 1.217.199.016 | 8.825.264.407 |
| Loi du 29 mars 1915. — Absinthes (remboursements de droits..... | » | » | » | » | 14.800.000 | 14.800.000 |
| Loi du 18 juin 1915. — Avance à l'école centrale..... | » | » | » | » | 250.000 | 250.000 |
| Loi du 23 juin 1915. — Sous-secrétariat d'Etat (Marine marchande)..... | » | » | » | » | 11.100 | 11.100 |

| LOIS OU PROJETS DE LOI | DÉPENSES militaires proprement dites. | DETTES | DÉPENSES de solidarité sociale. | ACHATS de denrées pour le ravitaillement de la population civile. | AUTRES dépenses. | TOTAL |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Loi du 29 juin 1915.— Crédits provisoires (3e trimestre 1915) | 3.913.646.093 | 638.547.721 | 577.597.750 | 16.800.000 | 477.065.409 | 5.623.626.973 |
| Loi du 30 juin 1915. — Report de crédits | » | » | » | » | 19.119.279 | 19.119.279 |
| Loi du 23 juillet 1915. — Cargaison du *Dacia* | 3.820.756 | » | » | » | » | 3.820.756 |
| Loi du 30 juillet 1915. — Remonte des haras | » | » | » | » | 1.829.500 | 1.829.500 |
| Loi du 7 août 1915. — Administration des territoires occupés | 4.500.000 | » | » | » | » | 4.500.000 |
| Loi du 14 août 1915. — Crédits additionnels | 772.154.360 | » | 217.169.000 | » | 26.714.553 | 1.016.037.913 |
| Projets nos 772 et 928 devant le Sénat. — Achats de blés et de farines | » | » | » | 120.000.000 | 54.000 | 120.054.000 |
| Projet no 781 devant la Chambre. — Redevance Monaco | » | » | » | » | 835.583 | 835.583 |
| Projet no 870 devant la Chambre. — Absinthes (indemnités) | » | » | 23.650.000 | » | » | 23.650.000 |
| Projet no 937 devant le Sénat. — Sous-secrétariat d'Etat (Guerre) | 3.925 | » | » | » | » | 3.925 |
| Projet no 1032 devant la Chambre. — Assistance aux militaires tuberculeux | » | » | 2.000.000 | » | » | 2.000.000 |
| Projet no 1088 devant le Sénat. — Sous-secrétariat d'Etat (Guerre) | 17.500 | » | » | » | » | 17.500 |
| Projet de crédits additionnels no 1248 devant la Chambre | 208.763 | » | 4.500.000 | » | 29.723.520 | 34.432.283 |
| Présent projet. — Crédits provisoires (4e trimestre 1915) | 4.553.255.913 | 470.288.818 | 774.289.750 | » | 423.623.414 | 6.216.457.895 |
| Total pour l'exercice 1915 | 15.005.031.572 | 1.827.623.673 | 2.691.666.500 | 165.800.000 | 2.216.285.679 | 21.906.711.424 |
| Rappel des cinq derniers mois de 1914 | 5.838.459.741 | 60.331.733 | 401.715.600 | 20.000.000 | 147.385.825 | 6.467.923.009 |
| Total depuis le début de la guerre | 20.843.491.313 | 1.887.955.406 | 3.093.382.100 | 185.800.000 | 2.363.671.504 | 28.374.634.433 |
| Pour mémoire. — Loi du 29 mars 1915. — Clos 1911 et 1912 et périmés | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | 5.509.180 |
| Total général | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | 28.380.143.313 |

Ainsi, le total des crédits ouverts ou demandés depuis le début de la guerre se trouve porté à plus de 24 milliards. Il atteint 30 milliards et demi, si l'on y joint les douzièmes du budget primitif de 1914 correspondant aux cinq derniers mois de l'année.

La moyenne mensuelle, si l'on défalque les frais de mobilisation et de réquisition qui ont affecté le premier mois, s'établit comme suit :

| | Dépenses militaires. Millions. | Dépenses totales. Millions. |
|---|---|---|
| Cinq derniers mois de 1914 | 800 | 1.340 |
| Premier semestre de 1915 | 1.100 | 1.665 |
| Troisième trimestre de 1915 | 1.200 | 1.870 |
| Quatrième trimestre de 1915 | 1.500 | 2.075 |

Si on procède au pourcentage de ces dépenses, on reconnaît que les dépenses militaires proprement dites absorbent 73 p. 100 du total, la dette 7 p. 100, les dépenses de solidarité sociale 11 p. 100, les achats de denrées pour le ravitaillement de la papulation civile 1 p. 100 et que l'administration générale du pays en demande seulement 8 p. 100.

Les accroissements à signaler portent surtout sur la Dette, qui demandait 727 millions pour le premier semestre, pour arriver à 1,100 millions pendant le second,

Puis viennent les allocations aux familles des mobilisés : 68 millions par mois, en 1914; 127 millions par mois pendant le premier semestre; 178 millions pour le mois de juillet 1915, et le total dépassera 2,173 millions au 31 décembre prochain.

Pour les réfugiés, progression analogue : de 8 millions au début, la dépense mensuelle passe aujourd'hui à 25 millions.

Dans notre précédent rapport, nous avons d'ailleurs formulé sur ces deux dernières catégories de dépenses des réserves que nous sommes encore obligés de renouveler.

*Les ressources. — L'emprunt.*

Les impôts et revenus publics ne peuvent naturellement suffire à de pareils accroissements de dépenses, d'autant plus qu'eux aussi ont été affectés par l'état de guerre. Nous avons indiqué dans notre rapport sur les douzièmes provisoires du troisième trimestre, que le fléchissement de nos recettes atteignait environ 25 à 27 p. 100.

Les prévisions pour l'exercice 1915 nous ont été indiquées dans la note suivante :

*Produit probable des impôts et revenus publics pour l'exercice 1915.*

| DÉSIGNATION | SOMMES |
|---|---|
| | francs. |
| Recouvrements effectués du 1er janvier 1915 au 31 août 1915. | 2.392.000.000 |
| Prévisions pour les derniers mois de l'exercice 1915 (1) | 1.430.000.000 |
| Ensemble pour l'exercice 1915. | 3.822.000.000 |

(1) Prévisions formées :

*a*) Pour les contributions directes (230 millions), en supposant que la marche des recouvrements se poursuivra dans les conditions constatées depuis le début de la guerre;

*b*) Pour les autres produits (1,200 millions), en admettant que la moins-value (16.22 p. 100) observée pour le mois d'août 1915 par rapport au même mois de 1913, compte tenu des modifications aux lois fiscales, se maintiendra pendant la dernière période de l'année.

C'est donc un peu moins de 8 milliards que le Trésor aura encaissé pendant les années 1914 et 1915.

Je rappelerai ici que la libération de l'emprunt de 3 1/2, grâce aux mesures prises par M. Ribot, aura procuré au même Trésor environ 500 millions de francs depuis le début des hostilités.

Le tableau suivant indique l'importance des sommes procurées par l'émission des bons et des obligations de la défense nationale

*Situation des bons de la défense nationale depuis le 31 mai 1915.*

| DÉSIGNATION | TOTAL de l'émission. | RENOUVELLEMENTS | REMBOURSEMENTS | SOUSCRIPTIONS aux obligations. | NET en circulation. |
|---|---|---|---|---|---|
| Situation au 31 mai | 6.939.417.600 | 977.512.100 | 583.245.100 | 264.457.600 | 5.114.202.800 |
| 1re quinzaine de juin | 583.013.300 | 132.554.100 | 162.114.300 | 10.077.100 | 278.297.800 |
| 2e quinzaine de juin | 845.958.400 | 339.389.300 | 298.632.700 | 7.431.000 | 200.535.400 |
| 1re quinzaine de juillet | 987.334.000 | 311.605.600 | 215.637.400 | 9.696.200 | 450.394.800 |
| 2e quinzaine de juillet | 762.078.200 | 152.707.800 | 227.300.600 | 6.950.200 | 375.119.600 |
| 1re quinzaine d'août | 644.908.100 | 155.583.900 | 230.477.000 | 11.078.600 | 247.768.600 |
| 2e quinzaine d'août | 628.193.100 | 135.628.500 | 173.084.700 | 8.765.000 | 310.714.900 |
| Total au 31 août | 11.390.962.700 | 2.204.981.300 | 1.890.491.800 | 318.455.700 | 6.977.033.900 |

Ainsi, dans le dernier trimestre, les bons de la Défense nationale auront donné une somme nette de 1,862,831,100, soit environ 620 millions par mois, moyenne inférieure à celle du trimestre précédent en raison du fléchissement constaté au mois d'août, fléchissement qui n'a pas continué en septembre.

*Obligations de la défense nationale depuis le 31 mai 1915.*

| DÉSIGNATION | CAPITAL NOMINAL souscrit. | CAPITAL NOMINAL des bons. | RENTES | NUMÉRAIRE |
|---|---|---|---|---|
| Situation au 31 mai | 2.020.436.800 | 264.457.600 | 27.082.219 | 957.354.339 81 |
| 1re quinzaine de juin | 193.772.600 | 10.077.100 | 104.905 | 172.691.756 06 |
| 2e quinzaine de juin | 223.484.200 | 7.431.000 | 121.023 | 202.207.435 75 |
| 1re quinzaine de juillet | 152.951.600 | 9.696.200 | 109.830 | 134.022.690 79 |
| 2e quinzaine de juillet | 191.827.500 | 6.950.200 | 140.710 | 172.436.205 41 |
| 1re quinzaine d'août | 161.600.200 | 11.078.600 | 86.326 | 142.230.627 31 |
| 2e quinzaine d'août | 163.949.300 | 8.765.000 | 64.361 | 143.043.003 35 |
| Total au 31 août | 3.108.022.200 | 318.455.700 | 27.709.374 | 1.923.987.548 49 |

Le dernier trimestre aura donné net 936 millions 633,201 fr., soit une moyenne mensuelle de plus de 300 millions et à peu près égale à la moyenne du trimestre précédent.

Au total les bons et obligations ont produit, pendant le dernier trimestre, 2,829,464,301 fr., avec une moyenne mensuelle de 943 millions de francs.

Depuis leur création, le produit net total des bons et obligations jusqu'au 31 août est de 8,901,021,448 fr.

Si la moyenne se maintenait ainsi jusqu'à la fin de l'année — et aucun symptôme ne permet de croire qu'il n'en sera pas ainsi — nous trouverions de ce chef environ 13 milliards.

Nous avons, en troisième lieu, à faire état des avances de la Banque de France; le tableau suivant indique le montant de ces avances par mois depuis le début des hostilités.

| DATES | SOMMES |
|---|---|
| | francs. |
| Août 1914 | 1.100.000.000 |
| Septembre 1914 | 1.000.000.000 |
| Octobre 1914 | 600.000.000 |
| Novembre 1914 | 600.000.000 |
| Décembre 1914 | 600.000.000 |
| Janvier 1915 | Néant. |
| Février 1915 | 60.000.000 |
| Mars 1915 | 300.000.000 |
| Avril 1915 | 400.000.000 |
| Mai 1915 | 400.000.000 |
| Juin 1915 | 600.000.000 |
| Juillet 1915 | 100.000.000 |
| Août 1915 | 100.000.000 |
| 2 septembre 1915 | 100.000.000 |
| Total | 6.500.000.000 |

On remarquera qu'en juillet et août, les avances n'ont pas dépassé cent millions dans le mois : cela provient de la rentrée des impôts, plus importante à cette époque de l'année.

Nous ne parlerons pas de diverses opérations de trésorerie qui sont venues, en outre, alléger la situation du Trésor.

On a donc pu faire face, jusqu'à présent du moins, sans trop de difficultés aux dépenses formidables que nous avons exposées ci-dessus, mais on conçoit qu'avec la marche continuellement ascendante de ces dernières, il est nécessaire d'envisager une solution plus radicale que celle qui consiste à faire état de sommes remboursables à trois mois, six mois ou un an, ce qui, dans certaines circonstances, pourrait créer de sérieux embarras au Trésor.

Le moment est donc venu d'effectuer chez nous ce qui vient d'être réalisé chez nos voisins, c'est-à-dire de demander au public de souscrire à un emprunt à long terme, qui serait un emprunt de consolidation et qui, en même temps, procurerait au Trésor l'argent frais dont il aura besoin à bref délai en raison d'échéances futures d'une importance considérable.

Le Gouvernemeet a indiqué qu'il comptait prochainement déposer un projet dans ce sens; nous aurons donc bientôt l'occasion de revenir sur cette grave question.

Il est bien entendu que cet emprunt ne pourra pas avoir pour conséquence la suppression des bons de la Défeuse nationale, Ces derniers, jusqu'à la fin des hostilités, correspondent à un besoin d'ordre économique : il faut au commerce et à l'industrie de l'argent en compte courant et les bons dont il s'agit se prêtent admirablement à cette nécessité.

*Notre crédit.*

Notre armure financière se maintient donc solide en dépit des chocs formidables qu'elle a à supporter. Nous devons signaler cependant que la nécessité où nous sommes d'acheter à l'étranger, pour des sommes de plus en plus considérables, les matières premières qui nous manquent pour notre industrie de guerre, ainsi que les objets d'alimentation qu'une récolte déficitaire nous oblige à demander au dehors, nous ont créé, en Amérique surtout, une situation bancaire qui se traduit par une perte notable au change, perte qui grève lourdement nos achats.

Nous avons exposé cette situation à la tribune, et M. Ribot n'a pas manqué de rechercher les remèdes à pareille situation.

Nous avons indiqué, dans notre dernier rapport, dans quelle mesure l'arrangement conclu avec la banque d'Angleterre nous avait permis d'avoir un crédit de quinze cents millions pour un envoi d'or de 500 millions. A l'heure actuelle nous avons envoyé en Angleterre 400 millions de francs en or; mais la crise du change n'a pas été, jusqu'à présent du moins, sensiblement influencée par cet envoi.

Cela tient à ce que l'Etat n'est pas le seul acheteur à l'étranger et que les particuliers comptent pour une part très importante dans nos importations. Cela tient peut-être aussi à ce que, chez nous, le marché du change, étant absolument libre, est un peu trop tenté de céder aux mouvements de la spéculation.

La question s'est donc posée d'avoir chez nous une réserve d'or capable de faire face éventuellement aux payements futurs sur les places étrangères.

L'encaisse de la Banque de France se maintenait un peu au-dessus de 4 milliards depuis le début des hostilités. Cette encaisse représente à peine, d'après les estimations les plus modérées, la moitié du stock d'or existant en France.

Un mouvement d'opinion s'est produit pour faire affluer au Trésor cet or des particuliers. Sans intervention aucune de l'Etat, rien que par les appels de la presse, cet afflux s'est établi et l'or nous arrrive à raison d'environ 50 millions par semaine, ainsi que l'indique le tableau suivant :

*Augmentation de l'encaisse or de la Banque de France d'après ses bilans hebdomadaires.*

| DATES | SOMMES |
|---|---|
| | francs. |
| 1er-7 juillet | 11.025.000 |
| 8-14 juillet | 39.856.000 |
| 15-21 juillet | 64.833.000 |
| 22-28 juillet | 78.908.000 |
| 29- 4 août | 92.740.000 |
| 5-11 août | 100.191.000 |
| 12-17 août | 70.087.000 |
| 18-25 août | 75.718.000 |
| 26- 2 septembre | 60.034.000 |
| 3- 9 septembre | 48.598.000 |
| 11-15 septembre | 60.117.000 |
| Total | 702.107.000 |

Au 20 septembre, ce total dépasse 800 millions de francs.

Si on déduit les 400 millions envoyés à l'Angleterre, l'encaisse or de la Banque se tient encore aux environs de 4 milliards et demi, sans parler des disponibilités de la banque à l'étranger qui représentent, à elles seules, un peu moins de 1 milliard.

M. Ribot a pensé, avec raison, qu'il fallait faire plus encore et stabiliser le change par une opération financière, puisque, tant que durera la guerre, nous ne pouvons pas obtenir ce résultat par la balance commerciale des échanges. De là l'idée de placer aux Etats-Unis un emprunt garanti par les deux grandes puissances financières : la France et l'Angleterre.

C'est là une tentative heureuse et hardie ; hardie, parce que, jusqu'ici, l'Amérique, pays en pleine croissance, était plutôt habituée à emprunter au dehors qu'à prêter. Mais les circonstances actuelles, qui font déverser chez elle des flots de capitaux venant de tous côtés, ont changé les conditions intérieures de ce pays, de telle sorte que nous nous plaisons à espérer que, dans leur propre intérêt aussi bien que dans le nôtre, les banques américaines syndiquées absorberont un emprunt anglo-français qui permettra de rétablir à des cours normaux le change entre les trois pays.

A l'heure où nous écrivons ces lignes, les négociations se poursuivent entre les cinq délégués anglo-français et les banques américaines et nous ne pouvons que formuler le vœu qu'elles aboutissent à bref délai.

*Le contrôle des commissions.*

Pour alléger le fardeau des lourdes charges qui pèsent sur nous, nous avons le devoir strict d'exercer sur les dépenses un contrôle vigilant.

En temps normal, ce contrôle s'exerce d'abord d'une façon préventive, lors de l'examen et du vote du budget. Mais depuis le début des hostilités, nous vivons sous le régime des crédits provisoires, c'est-à-dire qu'en réalité, et malgré la communication des crédits qui nous est faite par chapitres, ce sont des chiffres globaux que nous votons, les crédits inscrits dans les chapitres n'étant donnés qu'à titre d'indication.

Ce contrôle préventif habituel ne peut donc s'exercer que d'une façon imparfaite.

C'est ainsi, par exemple, que nous aurions été tentés de retrancher du chapitre premier les crédits afférents à la création des quatre sous-secrétariats d'Etat, puisque nous n'avons pas encore autorisé la création de ces sous-secrétariats d'Etat par le vote des projets qui ont été déposés lors de leur constitution.

Le rapporteur spécial de la guerre, M. Milliès-Lacroix, attend encore, en effet, les renseignements qu'il a demandés pour permettre au Sénat de se faire une opinion éclairée sur les conséquences financières et administratives des créations projetées.

Nous ne vous proposons rien de semblable parce que le vote que vous émettrez sur le crédit du quatrième trimestre est un vote global, le Gouvernement restant toujours maître de distribuer ces crédits par décret entre les chapitres sous sa responsabilité.

De même la Chambre a apporté des réductions sur certains de ces chapitres donnés seulement à titre d'indication, notamment sur ceux qui intéressent l'aviation. Il ne faudrait pas en conclure qu'il s'agit là d'économies : comme l'indique M. le ministre des finances dans son exposé des motifs, les crédits demandés correspondent aux services faits et payements probables à effectuer dans le quatrième trimestre et nullement à l'importance des dépenses engagées.

Votre commission, messieurs, estime, qu'une pareille situation ne peut pas durer plus longtemps et qu'il nous faut rentrer au plus tôt dans la vérité financière, afin qu'aucune dépense ne puisse être engagée sans être gagée par un crédit correspondant.

Nous enregistrons donc, avec plaisir, la déclaration du ministre des finances de nous présenter à l'avenir des budgets dans le cadre habituel.

Mais si, pour les raisons que nous venons d'indiquer, notre contrôle préventif est forcément limité, il n'en est pas de même en ce qui concerne le contrôle des dépenses effectuées.

Votre commission des finances a rempli cette partie de sa tâche d'une façon incessante et continue, comme les procès-verbaux de nos très nombreuses séances en font foi.

L'examen des marchés, notamment, est notre constante préoccupation depuis le début des hostilités. Notre infatigable rapporteur de la guerre, M. Milliès-Lacroix, s'est particulièrement consacré à cette tâche délicate, qu'il accomplit avec un zèle auquel votre commission est unanime à rendre hommage. Notre contrôle est à la fois attentif et silencieux. Ce n'est pas encore le moment, en effet, de saisir l'opinion des erreurs et des fautes qui ont été commises. Notre devoir a été et est encore de signaler au Gouvernement ces erreurs et ces fautes par des rapports qui ne pourront être publiés que quand les circonstances le permettront. C'est dire que, depuis de longs mois déjà, nous avons fait connaître au Gouvernement, et au Gouvernement seul, ce que nous pensons des marchés qui ont été passés, sans oublier ceux qui ont donné lieu récemment à des controverses de presse. Mais nous estimons que pour le moment, nos communications ne peuvent être faites qu'au Gouvernement, à qui incombent les sanctions à prendre.

Nous continuerons avec le même esprit notre tâche dans cet ordre d'idées.

Il ne faudrait pas croire cependant que nos travaux aient été vains. Le Gouvernement a reconnu devant nous les erreurs du passé : par exemple, les prix excessifs accordés dans un trop grand nombre de cas aux bénéficiaires des marchés. Un certain nombre de réformes ont aussi été accomplies en conséquence de nos observations et nous sommes heureux de constater que d'autres vont être réalisées à bref délai, notamment en ce qui concerne les avances à faire pour la création ou le développement de l'outillage de certaines industries de la guerre, avances que nous voulons désormais inscrites dans des contrats, de façon que le contrôle puisse suivre utilement à tout instant toutes les phases de leur exécution, avances que nous voulons aussi productives d'intérêt et cautionnées par des mesures conservatoires prises à l'égard du matériel de premier établissement, sans parler des redevances ultérieures après l'amortissement du capital. Sur ce dernier point un projet de loi nous a paru nécessaire et nous a été promis, et la Chambre a inséré dans la présente loi de finances un article 9, qui est un premier pas dans la voie que nous préconisons.

Au mois de juin dernier, lors du vote des douzièmes applicables au troisième trimestre, nous déclarions que notre contrôle était inspiré uniquement par notre ardent désir de stimuler l'activité de la machine administrative, trop enlisée dans les errements du passé, et de concourir, avec le Gouvernement, par une émulation réciproque, à faire converger vers la défense nationale toutes les forces vives du pays. Nous pouvons déjà, aujourd'hui, constater le résultat acquis : une armée confiante et prête à toutes les éventualités et une nation plus que jamais résolue à aller jusqu'au bout pour le triomphe de sa cause, qui sera bientôt celle du monde civilisé tout entier.

## EXAMEN DES ARTICLES DU PROJET DE LOI

### TITRE Ier

### Budget général et budgets annexes rattachés pour ordre au budget général.

§ 1er. — *Crédits accordés.*

Article 1er.

Il est ouvert aux ministres, au titre du budget général de l'exercice 1915, des crédits provisoires s'élevant à la somme totale de 6,254,633,871 francs et applicables au quatrième trimestre de 1915.

Article 2.

Il est ouvert aux ministres, au titre des budgets annexes rattachés pour ordre aux budgets de leurs départements respectifs, pour l'exercice 1915, des crédits provisoires s'élevant à la somme totale de 425,237,650 fr. et applicables au quatrième trimestre de 1915.

Article 3.

Les crédits ouverts par les articles 1 et 2 ci-dessus seront répartis, par ministères et par chapitres, au moyen d'un décret du Président de la République.

Ils s'ajouteront à ceux précédemment accordés par les lois des 26 décembre 1914 et 29 juin 1915.

Ainsi que nous l'avons exposé plus haut, les crédits provisoires demandés par le Gouvernement pour les besoins du quatrième trimestre de 1915, dans le projet de loi déposé sur le bureau de la Chambre, s'élevaient, au titre du budget général, à 6,216,457,895 fr. et au titre des budgets annexes à 433,237,650 fr.

La Chambre a apporté à ces propositions des modifications se traduisant par une augmentation de 38,175,976 fr. au titre du budget général et une diminution de 8 millions au titre des budgets annexes.

Elle a donc arrêté à 6,254,633,871 fr. les crédits à ouvrir au titre du budget général et à 425,237,650 fr. ceux à ouvrir au titre des budgets annexes. Votre commission des finances vous propose d'adopter ces chiffres.

§ 2. — *Impôts et revenus autorisés.*

Article 4.

La contribution des colonies aux dépenses militaires qu'elles occasionnent à l'Etat est fixée, pour l'exercice 1915, à la somme de 13,077,316 fr., ainsi répartie par colonie :

| | |
|---|---|
| Indo-Chine | 11.477.316 |
| Afrique occidentale | 900.000 |
| Madagascar | 700.000 |
| Total égal | 13.077.316 |

Le chiffre auquel est fixée, pour l'exercice 1915, la contribution des colonies aux dépenses militaires qu'elles occasionnent à l'Etat est en augmentation de 25,001 fr. sur celui de 1914. Cette différence provient, d'une part, de ce que la contribution de Madagascar a été majorée de 100,000 fr. en exécution de l'article 24 de la loi de finances du 13 juillet 1911, qui a stipulé que « la contribution de Madagascar sera accrue de 100,000 fr. par an à partir de l'exercice 1912 jusqu'en 1915 inclusivement ». D'autre part, la contribution de l'Indo-Chine a été réduite, en vertu de l'article 8 de la loi du 26 décembre 1912, d'une somme de 74,999 fr., nécessaire pour assurer le service des intérêts et de l'amortissement de l'emprunt de 90 millions autorisé par ladite loi.

Article 5.

La contribution des colonies aux dépenses d'entretien de l'école coloniale est fixée, pour l'exercice 1915, à la somme de 109,000 fr., ainsi répartie par colonie :

| | |
|---|---|
| Indo-Chine | 80.000 |
| Afrique occidentale | 13.000 |
| Madagascar | 7.000 |
| Afrique équatoriale | 9.000 |
| Total | 109.000 |

Le chiffre auquel était fixée, pour l'exercice 1915, la contribution des colonies aux dépenses d'entretien de l'école coloniale, dans le projet de loi déposé sur le bureau de la Chambre, était le même que celui auquel elle avait été arrêtée pour l'exercice 1914, soit 138,000 fr. La Chambre l'a ramené à 109,000 fr., en raison

du non-fonctionnement de l'école dont il s'agit.

Sans observation.

Article 6

La perception des impôts indirects et des produits et revenus publics continuera d'être opérée pendant le quatrième semestre de 1915, conformément aux lois en vigueur.

Continuera d'être faite pendant la même période la perception, conformément aux lois existantes, des divers droits, produits et revenus, au profit des départements, des communes, des établissements publics et des communautés d'habitants dûment autorisées.

Continuera également d'être faite, pendant la même période, la perception, conformément aux lois existantes, des divers produits et revenus affectés aux budgets annexes rattachés pour ordre au budget général.

Cet article autorise la perception, pendant le quatrième trimestre de 1915, de tous les droits, produits et revenus attribués aux divers budgets en conformité des lois existantes, exception faite toutefois des contributions directes et des taxes assimilées, dont le recouvrement a déjà été autorisé pour l'année entière par la loi du 25 décembre 1914.

Article 7.

Le ministre des finances est autorisé pour subvenir, pendant le quatrième trimestre de 1915, aux dépenses de la 2e section des budgets annexes des chemins de fer de l'Etat, à émettre dans les conditions déterminées par l'article 44 de la loi de finances du 13 juillet 1911, des obligations amortissables dont le montant ne pourra excéder la somme de 772,400 fr. pour le réseau ancien des chemins de fer de l'Etat et celle de 3,518,800 fr. pour le réseau racheté de la compagnie de l'Ouest.

Cet article prévoit l'émission d'obligations amortissables pour faire face, pendant le quatrième trimestre de 1915, aux dépenses de la 2e section des budgets annexes des chemins de fer de l'Etat. Cette autorisation, s'il n'en est pas fait usage, permettra au ministre des finances, conformément aux dispositions de l'article 46 de la loi du 13 juillet 1911, de faire à l'administration du réseau de l'Etat, sur les ressources de la dette flottante, des avances jusqu'à concurrence du montant de l'émission prévue.

TITRE II

Dispositions spéciales.

Article 8.

Le maximum de la subvention de l'Etat pour les dépenses de la police municipale de Paris est porté à la somme de 14,471,435 fr.

Le chiffre auquel est porté pour l'exercice 1915, le maximum de la subvention de l'Etat pour les dépenses de la police municipale de Paris (chapitre 72 du budget du ministère de l'intérieur) est en augmentation de 352,861 fr. sur celui qui avait été prévu pour l'exercice 1914 par la loi de finances du 15 juillet 1914. Cette augmentation est la conséquence de la continuation en 1915 de mesures antérieurement votées (complément de la 5e annuité pour la création de 112 agents : 77,200 fr. ; 2e annuité pour le relèvement du traitement moyen des agents de la police municipale et de la police judiciaire : 275,661 fr.).

Article 9.

La délivrance exceptionnelle aux fournisseurs de l'administration de la guerre des avances qui peuvent être nécessaires à la création et au développement de l'outillage indispensable à l'exécution des commandes faites à l'industrie nationale est subordonnée à l'introduction dans le contrat de clauses spécifiant, en faveur de l'Etat, un intérêt annuel et disposant que l'exécution des obligations ainsi contractées par les industriels sera garantie par une inscription hypothécaire et, s'il y a lieu, par un nantissement.

Les contrats donnant lieu à avances devront en outre, comporter le principe d'une redevance ultérieure fondée sur la valeur d'utilisation des installations conservées par les industriels, redevance dont le taux et la durée seront fixés soit à l'amiable, soit par voie d'arbitrage, dans l'année qui suivra la cessation des hostilités.

Il ne pourra être dérogé aux dispositions précédentes qu'en vertu d'un décret délibéré en conseil des ministres et contresigné par le ministre des finances et le ministre de la guerre.

Un décret rendu en conseil d'Etat déterminera la rédaction type des clauses à insérer à cet effet dans les contrats.

Cet article, inséré par la Chambre dans le projet de loi, a pour objet de régler les conditions dans lesquelles doivent être consenties aux fournisseurs de l'administration de la guerre les avances nécessaires à la création et au développement de l'outillage indispensable à l'exécution des commandes faites à l'industrie nationale. Ces avances seront productives d'intérêt et le texte donne à l'Etat des garanties pour assurer l'exécution des obligations contractées envers lui par les industriels qui auront bénéficié desdites avances (inscription hypothécaire sur les immeubles du bénéficiaire, nantissement sur les divers éléments du fonds de commerce).

Il prévoit en outre pour l'Etat une équitable rémunération des charges qu'il se sera imposées pour fournir des avances destinées à développer ou à créer des industries, en posant le principe d'une redevance ultérieure due par les industriels et fondée sur la valeur d'utilisation des installations qu'ils auront conservées. Le taux et la durée de cette redevance seraient fixés, soit à l'amiable, soit par voie d'arbitrage, dans l'année qui suivra la cessation des hostilités.

Ainsi que nous l'avons vu dans le chapitre de ce rapport relatif au contrôle des commissions, les dispositions de cet article donnent satisfaction à des observations présentées par votre commission des finances.

Nous vous proposons donc de l'adopter.

TITRE III

Moyens de service et dispositions annuelles.

Article 10.

Il est ouvert au ministre de la guerre un crédit de 9 millions de francs pour l'inscription au Trésor public des pensions militaires de son département et des pensions militaires des troupes coloniales à liquider dans le courant du quatrième trimestre de 1915.

Ce crédit s'ajoutera à ceux précédemment accordés par les lois des 26 décembre 1914 et 29 juin 1915.

Article 11.

Il est ouvert au ministre de la marine un crédit de 600,000 fr. pour l'inscription au Trésor public des pensions militaires de son département à liquider dans le courant du quatrième trimestre de 1915.

Ce crédit s'ajoutera à ceux précédemment accordés par les lois des 26 décembre 1914 et 29 juin 1915.

Article 12.

Il est ouvert au ministre des colonies un crédit de 100,000 fr. pour l'inscription au Trésor public des pensions militaires de son département à liquider dans le courant du quatrième trimestre de 1915.

Ce crédit s'ajoutera à ceux précédemment accordés par les lois des 26 décembre 1914 et 29 juin 1915.

Ces trois articles fixent les crédits d'inscription des pensions militaires pour le quatrième trimestre de 1915.

En ajoutant le crédit de 9 millions prévu pour l'inscription des pensions militaires de la guerre au cours du quatrième trimestre à ceux déjà alloués pour le premier semestre et pour le troisième trimestre de 1915, soit 15 millions, on obtient un total de 24 millions. L'autorisation accordée pour l'ensemble de l'année 1914 par la loi de finances du 15 juillet 1914 n'était que de 9 millions. Cette augmentation tient au nombre des pensions de militaires blessés et de veuves de militaires tués et aux taux de ces pensions qui sont plus élevés qu'en temps normal, puisqu'il s'agit de pensions pour blessures ou pour décès sur le champ de bataille.

Le crédit de 600,000 francs prévu pour les pensions militaires de la marine porte à 3,525,000 fr. le total du crédit d'inscription pour 1915, soit une augmentation de 225,000 fr. par rapport au crédit d'inscription accordé pour l'année 1914.

Quant au crédit de 100,000 fr. prévu pour les pensions militaires du service colonial, il porte le total du crédit d'inscription pour 1915 à 325,000 fr. seulement, en diminution de 49,000 fr. par rapport à 1914.

Article 13.

Est fixé à 100 millions de francs, pour le quatrième trimestre de 1915, le maximum du compte courant à ouvrir au Trésor pour les sommes non employées appartenant aux caisses d'assurances régies par la loi du 5 avril 1910 sur les retraites ouvrières et paysannes, et dont la gestion financière est confiée à la caisse des dépôts et consignations, en vertu de l'article 15 de ladite loi.

Le taux de l'intérêt servi par le Trésor sera le même que celui du compte courant de la caisse des dépôts et consignations.

Sans observation.

Article 14.

Le ministre de l'intérieur est autorisé à engager, pendant le quatrième trimestre de 1915, dans les conditions déterminées par la loi du 12 mars 1880 et par le décret du 10 avril 1914, pour le programme vicinal de 1915, des subventions qui ne pourront excéder la somme de 2,500,000 fr. et qui seront imputables tant sur les crédits de l'exercice 1915 que sur les crédits à ouvrir ultérieurement.

Ces autorisations d'engagement s'ajouteront à celles précédemment accordées par les lois des 26 décembre 1914 et 29 juin 1915.

Le maximum des subventions de l'espèce pour 1915 se trouve ainsi porté à 10 millions, égal au chiffre prévu pour 1914 par la loi de finances du 15 juillet 1914.

Article 15.

La valeur du matériel à délivrer aux services d'exécution de la marine pour emploi, pendant le quatrième trimestre de 1915 (crédits-matières), est fixée par chapitre conformément à l'état annexé à la présente loi.

La valeur du matériel à délivrer aux services d'exécution de la marine pour 1915 (crédits-matières) se trouve portée à 245,495,000 fr. Le chiffre prévu par la loi de finances de 1914 était de 218,400,000 fr. L'augmentation se justifie par l'importance des délivrances de matériel rendues nécessaires par les circonstances actuelles.

Article 16.

Les travaux à exécuter pendant le quatrième trimestre de 1915, soit par les compagnies de chemins de fer, soit par l'Etat, pour la continuation des lignes nouvelles en construction des grands réseaux concédés, ne pourront excéder le maximum de 5 millions de francs.

Cette somme s'ajoutera à celles précédemment autorisées par les lois des 26 décembre 1914 et 29 juin 1915.

Pour l'année entière l'autorisation de continuer des constructions de lignes nouvelles sur les grands réseaux concédés se trouvera portée à 23 millions. La loi de finances de 1914 l'avait fixée pour cette dernière année à 85 millions.

Article 17.

Le montant des travaux complémentaires de premier établissement (c'est-à-dire de ceux qui deviennent nécessaires postérieurement à la mise en exploitation des lignes) à exécuter en 1915 et dont le ministre des travaux publics pourra autoriser l'imputation au compte de ces travaux est fixé, pour le quatrième trimestre de 1915, non compris le matériel roulant, à la somme de 15 millions de francs, qui s'ajoutera à celles précédemment autorisées par les lois des 26 décembre 1914 et 29 juin 1915.

Le montant des autorisations de l'espèce, pour l'année entière, se trouve porté à 60 millions, contre 140,408,500 fr. au budget de 1914.

Article 18.

Toutes contributions directes ou indirectes autres que celles qui sont autorisées par les lois de finances de l'exercice 1914, par les lois des 26 décembre 1914 et 29 juin 1915 et par la présente loi, à quelque titre ou sous quelque dénomination qu'elles se perçoivent, sont formellement interdites à peine, contre les autorités qui les ordonneraient, contre les employés qui confectionneraient les rôles et tarifs et ceux qui en feraient le recouvrement d'être poursuivis comme concussionnaires, sans préjudice de l'action en répétition pendant trois années contre tous receveurs, percepteurs ou individus qui en auraient fait la perception.

Sans observation.

## PROJET DE LOI

### TITRE Ier

BUDGET GÉNÉRAL ET BUDGETS ANNEXES RATTACHÉS POUR ORDRE AU BUDGET GÉNÉRAL

§ 1er. — *Crédits accordés.*

Art. 1er. — Il est ouvert aux ministres, au titre du budget général de l'exercice 1915, des crédits provisoires s'élevant à la somme totale de 6,254,633,871 fr. et applicables au quatrième trimestre de 1915.

Art. 2. — Il est ouvert aux ministres, au titre des budgets annexes rattachés pour ordre aux budgets de leurs départements respectifs, pour l'exercice 1915, des crédits provisoires s'élevant à la somme totale de 425,257,650 fr. et applicables au quatrième trimestre de 1915.

Art. 3. — Les crédits ouverts par les articles 1er et 2 ci-dessus seront répartis, par ministères et par chapitres, au moyen d'un décret du Président de la République.

Ils s'ajouteront à ceux précédemment accordés par les lois des 26 décembre 1914 et 29 juin 1915.

§ 2. — *Impôts et revenus autorisés.*

Art. 4. — La contribution des colonies aux dépenses militaires qu'elles occasionnent à l'Etat est fixée, pour l'exercice 1915, à la somme de 13,077,316 fr., ainsi répartie par colonie :

| | |
|---|---|
| Indo-Chine | 11.477.316 |
| Afrique occidentale | 900.000 |
| Madagascar | 700.000 |
| Total égal | 13.077.316 |

Art. 5. — La contribution des colonies aux dépenses d'entretien de l'école coloniale est fixée, pour l'exercice 1915, à la somme de 109,000 fr., ainsi répartie par colonie :

| | |
|---|---|
| Indo-Chine | 80.000 |
| Afrique occidentale | 13.000 |
| Madagascar | 7.000 |
| Afrique équatoriale | 9.000 |
| Total égal | 109.000 |

Art. 6. — La perception des impôts indirects et des produits et revenus publics continuera d'être opérée pendant le quatrième trimestre de 1915, conformément aux lois en vigueur.

Continuera d'être faite pendant la même période la perception, conformément aux lois existantes, des divers droits, produits et revenus au profit des départements, des communes, des établissements publics et des communautés d'habitants dûment autorisées.

Continuera également d'être faite pendant la même période, la perception, conformément aux lois existantes, des divers produits et revenus affectés aux budgets annexes rattachés pour ordre au budget général.

Art. 7. — Le ministre des finances est autorisé, pour subvenir, pendant le quatrième trimestre de 1915, aux dépenses de la 2e section des budget annexes des chemins de fer de l'Etat, à émettre, dans les conditions déterminées par l'article 44 de la loi de finances du 13 juillet 1911, des obligations amortissables dont le montant ne pourra excéder la somme de 772,400 fr. pour le réseau ancien des chemins de fer de l'Etat et celle de 3,518,800 fr. pour le réseau racheté de la compagnie de l'Ouest.

### TITRE II

DISPOSITIONS SPÉCIALES

Art. 8. — Le maximum de la subvention de l'Etat pour les dépenses de la police municipale de Paris est porté à la somme de 14,471,436 fr.

Article 9.

La délivrance exceptionnelle aux fournisseurs de l'administration de la guerre des avances qui peuvent être nécessaires à la création et au développement de l'outillage indispensable à l'exécution des commandes faites à l'industrie nationale est subordonnée à l'introduction dans le contrat de clauses spécifiant, en faveur de l'Etat, un intérêt annuel et disposant que l'exécution des obligations ainsi contractées par les industriels sera garantie par une inscription hypothécaire et, s'il y a lieu, par un nantissement.

Les contrats donnant lieu à avances devront, en outre, comporter le principe d'une redevance ultérieure fondée sur la valeur d'utilisation des installations conservées par les industriels, redevance dont le taux et la durée seront fixés soit à l'amiable, soit par voie d'arbitrage, dans l'année qui suivra la cessation des hostilités.

Il ne pourra être dérogé aux dispositions précédentes qu'en vertu d'un décret délibéré en conseil des ministres et contresigné par le ministre des finances et le ministre de la guerre.

Un décret rendu en conseil d'Etat déterminera la rédaction type des clauses à insérer à cet effet dans les contrats.

### TITRE III

MOYENS DE SERVICE ET DISPOSITIONS ANNUELLES

Art. 10. — Il est ouvert au ministre de la guerre un crédit de neuf millions de francs (9,000,000 fr.) pour l'inscription au Trésor public des pensions militaires de son département et des pensions militaires des troupes coloniales à liquider dans le courant du quatrième trimestre de 1915.

Ce crédit s'ajoutera à ceux précédemment accordés par les lois des 26 décembre 1914 et 29 juin 1915.

Art. 11. — Il est ouvert au ministre de la marine un crédit de 600,000 fr. pour l'inscription au Trésor public des pensions militaires de son département à liquider dans le courant du quatrième trimestre de 1915.

Ce crédit s'ajoutera à ceux précédemment accordés par les lois des 26 décembre 1914 et 29 juin 1915.

Art. 12. — Il est ouvert au ministre des colonies un crédit de 100,000 fr. pour l'inscription au Trésor public des pensions militaires de son département à liquider dans le courant du quatrième trimestre de 1915.

Ce crédit s'ajoutera à ceux précédemment accordés par les lois des 26 décembre 1914 et 29 juin 1915.

Art. 13. — Est fixé à cent millions de francs (100,000,000 fr.), pour le quatrième trimestre de 1915, le maximum du compte courant à ouvrir au Trésor pour les sommes non employées appartenant aux caisses d'assurances régies par la loi du 5 avril 1910 sur les retraites ouvrières et paysannes et dont la gestion financière est confiée à la caisse des dépôts et consignations, en vertu de l'article 15 de ladite loi.

Le taux de l'intérêt servi par le Trésor sera le même que celui du compte courant de la caisse des dépôts et consignations.

Art. 14. — Le ministre de l'intérieur est autorisé à engager, pendant le quatrième trimestre de 1915, dans les conditions déterminées par la loi du 12 mars 1880 et par le décret du 10 avril 1914, pour le programme vicinal de 1915, des subventions qui ne pourront excéder la somme de 2,500,000 fr. et qui seront imputables tant sur les crédits de l'exercice 1915 que sur les crédits à ouvrir ultérieurement.

Ces autorisations d'engagement s'ajouteront à celles précédemment accordées par les lois des 26 décembre 1914 et 29 juin 1915.

Art. 15. — La valeur du matériel à délivrer aux services d'exécution de la marine pour emploi, pendant le quatrième trimestre de 1915 (crédits-matières), est fixée par chapitre conformément à l'état annexé à la présente loi.

Art. 16. — Les travaux à exécuter, pendant le quatrième trimestre de 1915, soit par les compagnies de chemins de fer, soit par l'Etat, pour la continuation des lignes nouvelles en construction des grands réseaux concédés, ne pourront excéder le maximum de 5 millions de francs.

Cette somme s'ajoutera à celles précédemment autorisées par les lois des 26 décembre 1914 et 29 juin 1915.

Art. 17. — Le montant des travaux complémentaires de premier établissement (c'est-à-dire de ceux qui deviennent nécessaires postérieurement à la mise en exploitation des lignes) à exécuter en 1915 et dont le ministre des travaux publics pourra autoriser l'imputation au compte de ces travaux est fixé, pour le quatrième trimestre de 1915, non compris le matériel roulant, à la somme de 15 millions de francs, qui s'ajoutera à celles précédemment autorisées par les lois des 26 décembre 1914 et 29 juin 1915.

Art. 18. — Toutes contributions directes et indirectes autres que celles qui sont autorisées par les lois de finances de l'exercice 1914, par les lois des 26 décembre 1914 et 29 juillet 1915 et par la présente loi, à quelque titre ou sous quelque dénomination qu'elles se perçoivent, sont formellement interdites, à peine, contre les autorités qui les ordonneraient, contre les employés qui confectionneraient les rôles et tarifs et ceux qui en feraient le recouvrement, d'être poursuivis comme concussionnaires, sans préjudice de l'action en répétition pendant trois années contre tous receveurs, percepteurs ou individus qui en auraient fait la perception.

---

*État indiquant la valeur du matériel à délivrer aux services d'exécution du département de la marine pendant le quatrième trimestre de 1915.* (Crédits-matières.)

| NUMÉROS des chapitres. | DÉSIGNATION DES CHAPITRES | RÉPARTITION | NUMÉROS des chapitres. | DÉSIGNATION DES CHAPITRES | RÉPARTITION |
|---|---|---|---|---|---|
| | *Intendance.* | francs. | | *Constructions navales.* | francs. |
| I | Service des subsistances. — Matières | 5.000.000 | VI | Constructions navales. — Service général, y compris les dépenses indivises. — Matières | 4.000.000 |
| II | Service de l'habillement et du casernement. — Matières | 2.500.000 | VII | Constructions navales. — Entretien et réparations de la flotte construite et du matériel flottant des mouvements du port. — Matières | 3.300.000 |
| III | Service des approvisionnements de la flotte. — Matières | 16.000.000 | VIII | Constructions navales. — Constructions neuves. — Matières | » |
| IV | Service des approvisionnements de la flotte. — Gros outillage | 75.000 | VIII *bis.* | Constructions navales. — Constructions neuves et approvisionnements. — Torpilles et mines. | » |
| | *Santé.* | | IX | Constructions navales. — Gros outillage. — Achats et installations nouvelles. — Transformations d'ateliers et de chantiers | 1.000.000 |
| V | Service de santé. — Matières | 2.500.000 | | | |
| V *bis.* | Service de santé. — Constructions neuves | 50.000 | | | |

| NUMÉROS des chapitres. | DÉSIGNATION DES CHAPITRES | RÉPARTITION | NUMÉROS des chapitres. | DÉSIGNATION DES CHAPITRES | RÉPARTITION |
|---|---|---|---|---|---|
| | | francs. | | | francs. |
| | *Artillerie.* | | | *Travaux hydrauliques.* | |
| X | Artillerie navale. — Service général, y compris les dépenses indivises. — Matières..... | 1.200.000 | XIV | Service des travaux hydrauliques. — Entretien..... | 100.000 |
| XI | Artillerie navale. — Réfections, améliorations. — Entretien et écoles à feu. — Matières..... | 10.000.000 | XV | Ouvrages maritimes. — Immeubles d'intérêt militaire et général. — Travaux neufs et grandes améliorations..... | 50.000 |
| XII | Artillerie navale. — Constructions neuves. — Matières..... | 12.500.000 | XVI | Travaux extraordinaires des ports de guerre et des bases d'opérations de la flotte..... | » |
| XIII | Artillerie navale. — Gros outillage. — Achats et installations nouvelles. — Transformations d'ateliers et de chantiers..... | 700.000 | | Total..... | 58.975.000 |

# ANNEXE N° 211

(Session ord. — Séance du 17 juin 1915.)

RAPPORT fait au nom de la commission (1) chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, sur les associations ouvrières de production et sur le crédit au travail, par M. Henry Chéron, sénateur.

Messieurs, le 31 janvier 1911, la Chambre des députés votait une motion invitant le Gouvernement à déposer un projet de loi réglant le statut des coopératives ouvrières de production et instituant le crédit au travail.

Un décret du 13 mai 1911 ayant constitué d'autre part au ministère des finances une commission chargée d'étudier l'organisation bancaire en France et l'institution du crédit au petit et au moyen commerce, à la petite et à la moyenne industrie, l'étude du crédit aux sociétés ouvrières fut ajournée jusqu'à l'achèvement des travaux de cette commission.

Le 6 novembre 1912, le Gouvernement déposa sur le bureau de la Chambre, sur le vu des conclusions de la commission dont nous venons de parler, un projet de loi qui, relatif au crédit au petit et au moyen commerce, à la petite et à la moyenne industrie, envisageait certains avantages à attribuer aux sociétés ouvrières de production et de crédit au travail. Une dotation de 2 millions devait leur être réservée sur l'avance de 20 millions consentie par la Banque de France à l'Etat, en vertu de la convention ratifiée par la loi du 20 décembre 1911. Mais la commission de la Chambre des députés, chargée de l'examen de ce projet, estima qu'il fallait faire une loi spéciale pour le crédit au travail et les associations ouvrières de production. Dans son rapport, M. Landry écrivait « qu'il convenait de laisser au ministre du travail le soin d'élaborer un projet distinct répondant à la pensée qui avait inspiré le vote de la Chambre du 31 janvier 1911.»

Le 19 mai 1913, le Gouvernement s'inspirant, en effet, de ces résolutions, déposait sur le bureau de la Chambre des députés un projet de loi sur les associations ouvrières de production et sur le crédit au travail. C'est de ce projet que vous êtes aujourd'hui saisis, après diverses modifications dont il a été l'objet de la part de la Chambre des députés.

## I

On peut dire des associations ouvrières de production, en reprenant une définition donnée en 1892 par une commission sénatoriale à propos des coopératives que ce sont « des associations de personnes participant à une œuvre commune en vue de tirer un meilleur parti de leur travail » (2).

M. Arthur Fontaine a dit que le rôle des associations ouvrières de production consistait à « entreprendre en commun une tâche et à partager entre les travailleurs qui y coopèrent le produit net de l'entreprise ».

L'idée, pour les ouvriers, de confondre ainsi leurs ressources et leurs efforts en vue de créer et de diriger un atelier ou une industrie et d'en répartir les bénéfices entre eux, n'est pas nouvelle.

C'est sous la monarchie de juillet qu'on créa en France les premières coopératives ouvrières de production. En 1834 fut fondée l'association chrétienne des ouvriers bijoutiers en doré. Trois ans plus tôt, des statuts avaient été rédigés par Buchez pour la constitution d'une coopérative de menuisiers. Dans cette association, les ouvriers devaient être admis sans autre apport que leurs outils. Le conseil d'administration composé de cinq membres élu devait être renouvelé annuellement. Dans une pensée de solidarité sociale, il était décidé que les bénéfices de l'association, qui devait être perpétuelle, serviraient pour la plus grande part à l'accroissement du fonds social. Celui-ci, inaliénable, indivisible, devait servir à l'amélioration du sort des ouvriers dans l'avenir et au développement de la coopération.

Le projet demeura sur le papier : ses initiateurs ne le réalisèrent point.

En 1848, dans l'essor d'idées généreuses qui fut la conséquence de la révolution de février, un grand courant se dessina en faveur des coopératives de production. Peut-être même vit-on trop aisément dans la réalisation de ces coopératives la solution définitive de la question sociale. Quoi qu'il en soit, par une loi du 5 juillet 1848, l'assemblée constituante vota un crédit de trois millions pour faciliter la création des associations ouvrières.

Mais il ne suffit pas de créer des ressources pour assurer le fonctionnement d'un organe, si d'autre part on le paralyse par toutes sortes d'entraves.

Des membres de l'assemblée ayant proposé diverses mesures pour faciliter la création et le succès des associations coopératives, une commission conclut, le 14 septembre 1849, au rejet de toutes ces propositions, et l'assemblée adopta, le 22 juillet 1850, sa manière de voir. Le rapporteur, du reste, n'était guère favorable au mouvement coopératif, puisqu'il déniait « à des collections d'individus les propriétés nécessaires pour l'exploitation d'une industrie quelconque ». On peut dire qu'il y avait là, exprimée sous cette forme absolue, une conception erronée de l'avenir. Si le mouvement coopératif ouvrier ne s'est pas développé comme on aurait pu le souhaiter, en revanche, l'extension considérable de la grande industrie par la constitution des sociétés prouve combien le rapporteur de 1849 se méprenait sur l'effort possible « des collections d'individus » — disons en d'autres termes sur « la puissance de l'association ».

Sous de tels auspices, les sociétés ouvrières, d'ailleurs mal organisées pour la plupart, ne pouvaient point prospérer. Il faut noter toutefois que, de 1848 à 1851, 172 sociétés se constituèrent. Elles disparurent presque toutes après 1852. Il faut aller ensuite jusqu'à 1862 pour trouver un nouveau mouvement en faveur des associations coopératives. On sait que cette année-là, une grande expositon avait eu lieu à Londres. Les délégués ouvriers qui y avaient été envoyés firent grand bruit autour des résultats obtenus par les travailleurs anglais dans le domaine coopératif. D'autre part, on souligna le succès des banques populaires en Allemagne. Le Gouvernement, l'opposition, tout le monde fut d'accord pour encourager le mouvement coopératif ouvrier. Mais pour atteindre ce but, il fallait de toute nécessité modifier la loi. Ainsi que l'a fait remarquer M. Mathieu, dans son très remarquable rapport au corps législatif, un premier obstacle à la création des sociétés coopératives résultait de ce que, sous l'empire de la législation en vigueur, il n'était pas possible de constituer des sociétés à personnel et à capital variables. Tout au moins, les modifications au personnel et au capital n'étaient-elles possibles que si elles recevaient la même publicité que l'acte : d'où des frais exorbitants pour de simples sociétaires ouvriers. Les coopérateurs voulaient-ils, au contraire, adopter pour leur société la forme de la commandite ? L'élévation du chiffre de l'action, l'obligation d'en verser le quart, constituaient pour eux un second obstacle, tout aussi considérable que le premier.

Le conseil d'Etat, qui étudiait, en vue d'une réforme générale, la législation des sociétés par actions, inséra dans le projet qu'il arrêta, en 1865, tout un titre relatif aux « sociétés de coopération » (1).

Il ressort de l'exposé des motifs de ce projet, que le conseil d'Etat avait envisagé deux systèmes : celui d'une législation spéciale réglementant tout ce qui est relatif à la constitution, au fonctionnement et à l'organisation des coopératives ; d'autre part, le système plus simple qui consistait à modifier la législation en vigueur pour lever tous les obstacles qui entravaient la constitution desdites sociétés. C'est ce système qui eut les préférences du conseil d'Etat. « Il aurait, disait l'exposé des motifs, l'avantage de placer les nouvelles sociétés sous l'empire du droit commun, en leur donnant cependant une liberté plus étendue qu'aux autres, quand cette extension est nécessaire et que cette liberté peut être accordée sans inconvénient. » Il est bon d'ajouter que le projet ainsi établi ne visait que les sociétés « ayant pour objet soit d'acheter, pour les vendre aux associés, des choses nécessaires aux besoins de la vie ou aux travaux de leur industrie, soit d'ouvrir aux associés des crédits et de leur faire des prêts, soit d'établir pour les associés des ateliers de travail en commun et d'en vendre les produits, soit collectivement, soit individuellement ».

Quand le projet, d'ailleurs fort intéressant, ainsi établi par le conseil d'Etat, fut livré à la publicité, l'opinion, alors très favorable aux coopératives, le trouva trop restrictif. Une enquête fut ouverte par le Gouvernement dans le monde industriel et ouvrier. La commission d'enquête conclut : « Que la base du projet dont le corps législatif avait été saisi devait être conservée, mais qu'elle pouvait recevoir une certaine extension ». Le 18 avril 1866, le Gouvernement déposait un nouveau projet de loi devant le corps législatif. Les sociétés vi-

(1) Voir les nos 337, Sénat, année 1914, et 2735-3460-3849 et in-8° n° 825 — 10e législ. — de la Chambre des députés.

(2) *Journal officiel*, doc. parl. Sénat, annexe, séance 29 février 1892, n° 29.

(1) Pandectes françaises, sociétés coopératives. *Moniteur* du 29 mars 1865.

sées par ce texte n'avaient plus seulement pour objet « de vendre aux associés », mais « aux associés et aux tiers » ; elles pourraient non seulement vendre les produits du travail en commun, mais « les produits des travaux exécutés par les associés isolés ou en commun elles pourraient construire des maisons pour les sociétés; enfin, elles pourraient faire en commun des travaux en exécution de marchés.» Ce projet constituait, cette fois, une véritable législation spéciale aux coopératives, bien qu'il les soumît en principe aux dispositions qui régissent les différentes espèces de sociétés civiles ou commerciales.

Renvoyé à une commission, le projet donna lieu au rapport de M. Mathieu, dont nous avons parlé plus haut. Nous trouvons dans ce raport d'excellentes idées sur le but poursuivi par les coopérateurs. Voici quelques lignes qu'il faut placer sous les yeux des membres du Sénat :

« Les ouvriers éclairés, disait le rapporteur, ont cessé de considérer le capital comme un ennemi. Ils en connaissent la nature et la fonction économique; ils savent qu'il a pour origine le travail et l'épargne, qu'il est indispensable à l'achat des matières premières, des outils, et aux avances sans lesquelles il n'y a pas d'industrie. Au lieu de le maudire, ils aspirent à le posséder. Dans cette œuvre collective de la production, ils sont les bras; ils voudraient être en même temps l'intelligence et le capital afin de réaliser, pour eux seuls et par eux seuls, les profits du travail. Qu'y a-t-il là de contraire aux lois de la morale et au bon ordre des sociétés ? Ils ne croient pas que partout et dans toutes les directions où est engagée l'activité commerciale et industrielle du pays, les ouvriers groupés en société, réussiront à concentrer et à absorber en eux tous les éléments du travail et de sa production. Ils espèrent seulement, là où ils pourront y parvenir, accroître les bénéfices du travail et réaliser, au profit du consommateur, une économie utile et désirable... »

Et plus loin, l'éminent rapporteur ajoutait : « L'ouvrier mettra ses bras et son intelligence au service du capital collectif dont il sera le copropriétaire; il en percevra les intérêts en même temps que le salaire de son travail et il prendra, comme intéressé, sa part dans les bénéfices réalisés par l'action combinée du capital et du travail. »

« Qu'y a-t-il là de menaçant et d'anarchique, ajoutait M. Mathieu. La capacité manquera, dit-on, à ces collections d'individus pour l'exploitation d'une industrie quelconque ? Déjà les faits ont répondu. A ces tentatives, malheureuses, sans doute, parce qu'elles manquaient des éléments essentiels, l'intelligence, l'ordre, la persévérance on peut opposer des succès remarquables. Les échecs eux-mêmes regrettables comme toute force perdue, portent en eux leur enseignement et leur utilité. Rien ne désabuse des utopies, des rêves, comme l'expérience, et le malheur est une école où se retrempent les âmes viriles. Mieux que les plus brillantes théories, il montre de quels écueils est semée, pour le capital, la route de l'industrie et du commerce; et, si le capital et le travail ont besoin de se mieux connaître encore pour s'unir dans une fraternelle réconciliation, rien n'est plus propre à amener ce résultat que les épreuves inévitables réservées à l'association ouvrière. »

Enfin, l'honorable rapporteur, écrivait encore avec force : « là n'est pas d'ailleurs sa seule vertu. Fondée sur l'épargne, destinée à se développer et à se fortifier par l'économie, elle groupera parmi les populations ouvrières les éléments les meilleurs; elle agira par la contagion du bon exemple, et tout ce qu'elle entraînera dans sa sphère d'attraction elle l'enlèvera à la dissipation et au désordre. Comment ne pas saluer de telles perspectives et ne pas venir en aide, au risque de les voir échouer, à d'aussi généreuses tentatives ! »

Il convenait de rappeler ces appréciations si sages, si pondérées et si confiantes en même temps dans la vertu du progrès social. Il y a plus d'un demi-siècle qu'elles ont été formulées. Elles n'ont rien perdu de leur valeur.

La commission, résolue à favoriser le mouvement coopératif, ne voulut pas moins faire une loi de droit commun, « c'est-à-dire, écrivait le rapporteur, un instrument dont tous les citoyens indistinctement pourraient se servir ». Et c'est ainsi qu'il fut décidé que toute société, quel que soit son objet, pourrait bénéficier des dispositions nouvelles à la condition de se constituer à personnel et à capital variables, c'est-à-dire moyennant la stipulation dans ses statuts des dispositions prévues par l'article 48 de la loi du 24 juillet 1867, à savoir « que le capital social sera susceptible d'augmentation par des versements successifs faits par les associés ou l'admission d'associés nouveaux, et de diminution par la reprise totale ou partielle des apports effectués ».

La législation perdait dès lors son caractère spécial. Les avantages prévus par le titre III de la loi de 1867 devaient s'appliquer à toutes les sociétés à personnel et à capital variables, même si elles n'étaient pas des coopératives.. Quant au titre de la loi, qui portait tout d'abord la rubrique : « Des sociétés de coopération », puis celle-ci : « Dispositions particulières aux sociétés de coopération », il porta définitivement la mention qui lui est restée : « Dispositions particulières aux sociétés à capital variable ».

On sait quels furent les griefs des associations ouvrières. Elles estimèrent que le montant des actions des sociétés à capital variable était fixé à un chiffre trop élevé : c'est un point sur lequel la loi du 1er août 1893 leur a donné satisfaction; elles critiquèrent le maximum du capital social, trop peu élevé pour les grandes entreprises; enfin, elles se plaignirent de l'obligation pour les fondateurs de faire constater leurs souscriptions par acte notarié, formalité trop coûteuse pour des ouvriers.

Pour arriver à une tentative nouvelle et sérieuse de réforme, il faut attendre jusqu'à l'année 1883.

A cette époque nous voyons, tout d'abord, se fonder la chambre consultative des associations ouvrières de production. Elle se propose pour but, au point de vue économique, de procurer aux associations adhérentes, par ses renseignements et son appui, la plus grande somme possible de travaux publics et privés. Elle sert d'intermédiaire pour les travaux que ces associations peuvent se commander les unes aux autres. Au point de vue social, elle s'efforce de susciter des associations nouvelles et de les faire profiter de l'expérience acquise par les anciennes. Elle sert de tribunal arbitral entre les associations ouvrières. Elle poursuit les réformes légales jugées nécessaires au développement de la coopération.

Cette même année, les associations ouvrières de production de Paris reçurent les premiers prêts sur un legs fait à la ville par un philanthrope, Benjamin Rampal qui, par testament du 7 mai 1878, accepté par le conseil municipal le 3 août 1880, avait laissé à la ville de Paris la presque totalité de sa fortune pour être employée en prêts à intérêts aux associations ouvrières ou sociétés coopératives de consommation, de crédit et de production.

Le 20 mai 1883, M. Waldeck-Rousseau, dont on retrouve la féconde initiative à la base de tant de lois sociales, instituait une commission extraparlementaire chargée à la fois de rechercher les moyens de faciliter aux associations ouvrières leur admission aux adjudications et soumissions des travaux de l'Etat et d'étudier dans quelle mesure il serait possible d'obtenir des entrepreneurs la participation des ouvriers aux bénéfices de leurs entreprises. Nous trouvons dans le discours que l'éminent homme d'Etat prononça à l'ouverture des travaux de la commission une nouvelle preuve de la largeur de ses vues et du sens avisé qu'il avait du mouvement social de son temps : « La tendance naturelle du travail, disait-il, est une rémunération plus considérable ». Il est prudent et sage, au lieu « d'opposer à ce mouvement des digues, de lui ouvrir des voies nouvelles. La solution pacifique, progressive, consiste à amener les travailleurs à demander la rémunération de leurs efforts, de moins en moins au louage d'ouvrage et de plus en plus à l'association ». Et M. Waldeck-Rousseau soulignait l'esprit de défiance dans lequel avait été malgré tout établie la loi de 1867, au point de vue des associations ouvrières; il montrait les obstacles que cette loi opposait à leur développement.

Une enquête fut ouverte par la commission auprès des associations ouvrières. La Chambre en ordonna une de son côté sur la situation des ouvriers de l'industrie. La commission, comme conclusion à l'enquête qu'elle avait ordonnée, conclut : 1° à la modification nécessaire de la loi de 1867, pour encourager les coopératives de production; 2° à la nécessité d'une loi encourageant la participation aux bénéfices; 3° à l'établissement de mesures destinées à permettre aux associations ouvrières d'accéder plus aisément aux adjudications et aux marchés de travaux publics.

Le 4 juin 1888 intervenait un décret donnant satisfaction aux associations ouvrières sur ce dernier point. Le sectionnement des lots dans les marchés, la dispense de cautionnement pour les associations ouvrières quand les marchés sont inférieurs à 50,000 fr.; la préférence accordée à ces sociétés à égalité de rabais; le payement d'acomptes de quinzaines, constituèrent des avantages importants pour les coopératives de production.

Ce décret du 4 juin 1888 ne visait que les travaux de l'Etat. Un avis du conseil d'Etat du 27 juin 1889 le déclara applicable aux départements, la loi du 28 juillet 1893 l'étendit aux communes.

Le 16 juillet 1888 était déposé par le Gouvernement un projet de loi relatif à la fois aux sociétés ouvrières de production et à la participation aux bénéfices. M. Paul Doumer, qui s'est occupé de la coopération avec une compétence et un zèle des plus louables, fit sur ce projet un très beau rapport. Malheureusement, la commission, donnant satisfaction à la requête des sociétés coopératives de consommation, avait ajouté au projet un titre spécial et nouveau relatif à ces sociétés. On verra que c'est cette addition qui fit plus tard échouer l'effort législatif au moment où il allait aboutir.

C'est une preuve nouvelle de ce qu'en matière sociale surtout, il faut sérier les questions. Les progrès modestes et timides sont les plus sûrs et les plus durables, en même temps que les plus faciles à réaliser.

Le projet, adopté en seconde délibération par la Chambre des députés, le 7 juin 1889, fut voté avec de nombreuses modifications par le Sénat, le 21 juin 1892, en seconde délibération. à la suite d'un remarquable rapport de notre éminent collègue M. Lourties. Le projet ainsi arrêté réglementait à la fois les sociétés coopératives de consommation, les sociétés coopératives de production, les sociétés coopératives de crédit et les sociétés coopératives de construction de maisons ouvrières.

La Chambre, saisie de ce projet retour du Sénat, y apporta encore des modifications assez nombreuses. Elle supprima notamment le titre relatif aux sociétés coopératives de construction des maisons ouvrières. C'était une décision regrettable que des lois ultérieures ont réparée. Quoi qu'il en soit, le projet, après un nouveau rapport de M. Paul Doumer, fut voté par la Chambre le 27 avril 1893. Il revint le 13 mai suivant devant le Sénat.

M. Lourties déposa un nouveau rapport le 11 juillet 1893. Par esprit de transaction et à son grand regret, le Sénat renonça au titre relatif aux maisons ouvrières. Le 11 décembre 1893, le Sénat adopta de nouveau le projet avec des modifications de détail. La Chambre fut saisie le 17 février 1914 d'un troisième rapport de M. Paul Doumer. Tout en reconnaissant « qu'il était grand temps d'aboutir », l'honorable rapporteur proposa un certain nombre de modifications au texte sénatorial.

Le projet visait quatre espèces de sociétés coopératives : consommation, crédit, production; enfin sociétés coopératives mixtes, agricoles ou autres, réunissant les caractères des sociétés de consommation, de crédit et de production ou de deux d'entre elles seulement. Il reconnaissait, en outre, le contrat de participation aux bénéfices. Ce projet fut adopté par la Chambre des députés, le 7 mai 1894, et présenté au Sénat le 7 juin suivant. L'accord entre les deux Chambre paraissait certain, quand une campagne des plus ardentes, menée par le petit commerce contre les coopératives de consommation, eut son écho au Sénat. Dès la première délibération, toute l'économie de la loi fut bouleversée: 1° par le rejet de la disposition permettant aux coopératives de consommation de vendre aux tiers; 2° par le vote d'un amendement supprimant toute exonération fiscale pour les coopératives. L'honorable M. Lourties donna sa démission de rapporteur le 13 mars 1896. Douze ans d'efforts se trouvaient ainsi compromis. On le voit, c'était le titre relatif aux coopératives de consommation qui avait provoqué l'orage.

Près de vingt ans ont passé depuis lors, Si la coopération n'a pas encore obtenu le statut qu'elle attendait, il faut noter du moins que quelques lois spéciales lui ont marqué la faveur du Parlement.

Nous avons déjà parlé de la loi du 1er août 1893 portant modification de la loi du 24 juillet 1867 sur les sociétés par actions et qui a abaissé le taux minimum des actions des sociétés à capital variable.

La loi du 5 novembre 1894 est venue encourager la coopération sous la forme du crédit agricole, les lois du 30 novembre 1894, 31 mars 1896, remplacées par la loi du 12 avril 1906, modifiée elle-même et complétée par la loi du 23 décembre 1912, ont facilité et encouragé les sociétés coopératives d'habitations à bon marché. Enfin la loi du 13 juillet 1914, modifiant la loi du 29 juillet 1893, est venue étendre aux marchés de travaux et de fournitures des établissements publics de bienfaisance et d'assistance les dispositions qui admettaient déjà les associations d'ouvriers français aux marchés de l'Etat, des départements et des communes. Entre temps, le Parlement était saisi de diverses propositions de loi.

Le 15 février 1907 M. Jean Codet, député, déposait sur le bureau de la Chambre une proposition ayant pour objet « l'extension du crédit mutuel au commerce, à l'industrie et aux sociétés coopératives, ainsi que l'attribution d'avances à long terme aux sociétés coopératives ». Le 16 janvier 1908, l'honorable M. Codet présentait une nouvelle proposition remplaçant la première. Il en fut le rapporteur et déposa son rapport le 29 octobre 1908, mais la proposition ne vint pas en discussion avant la 9e législature.

Elu sénateur le 3 janvier 1909, M. Jean Codet reprit parmi nous sa proposition, le 17 novembre 1910, et il en fut rapporteur le 9 juin 1911. Cette proposition vise l'institution du crédit mutuel en faveur du petit commerce et de la petite industrie ainsi que des sociétés coopératives.

Le 6 mars 1911, M. Chaulet avait présenté à la Chambre une proposition analogue à celle de M. Codet.

Le 6 février 1912, M. Siegfried avait déposé de son côté à la Chambre une proposition concernant « l'organisation du crédit au petit commerce et à la petite industrie et à la constitution d'une banque destinée à encourager le développement, à faciliter le crédit au commerce d'exportation et à commanditer les Français désireux de s'établir à l'étranger ».

Ainsi que nous l'avons dit plus haut, le 6 novembre 1912, le Gouvernement déposait un projet de loi ayant pour objet « l'organisation du crédit au petit et au moyen commerce, à la petite et à la moyenne industrie et aux associations ouvrières de production ». Le projet autorisait le Gouvernement à disposer de 12 millions, prélevés sur l'avance versée par la Banque de France, pour être attribués, sous forme de prêts sans intérêts aux banques populaires, savoir : 1° 2 millions aux banques fondées par les sociétés ouvrières de production ; 2° 10 millions aux autres banques populaires. Le projet stipulait que les avances aux banques populaires ne pourraient excéder le double du capital versé en espèces, ni être accordées pour plus de trois ans.

Nous avons fait connaître, au début de notre rapport, que l'honorable M. Landry, rapporteur de ce projet, en avait disjoint ce qui était relatif au crédit au travail. L'honorable député fit valoir à l'appui de cette disjonction que le crédit organisé par le projet de loi était le crédit à court terme ; que les besoins des associations ouvrières de production sont surtout des besoins de crédit à long terme. Le projet ne lui donnait donc pas satisfaction. Il fallait un projet distinct.

Ainsi que nous l'avons déjà dit, c'est le 10 mai 1913 que le ministre du travail du cabinet Louis Barthou, conformément à ces indications et à la résolution de la Chambre, en date du 31 janvier 1911, déposa le projet de loi dont nous sommes aujourd'hui saisis, projet réglant le statut des associations ouvrières de production et instituant le crédit au travail.

Quand au projet relatif au crédit au petit et au moyen commerce, il fait l'objet — c'est une question tout à fait différente de celle qui nous occupe, — des rapports de nos honorables collègues MM. Jean Codet et Perchot.

## II

On voit, par les propositions dont le Parlement a été saisi ces dernières années, que la question du crédit se trouve intimement liée à celle du fonctionnement des sociétés ouvrières.

Certes, dans son rapport au corps législatif, M. Mathieu faisait valoir que si l'ouvrier, « en dehors de sa personne même, n'a aucun gage, aucune sécurité à offrir », le capital qui lui manque et que l'épargne isolée formerait avec trop de lenteur, « l'épargne collective et l'association peuvent le constituer ». Il représentait à cette époque les ouvriers comme repoussant le concours matériel de l'Etat « par un sentiment de légitime fierté, disait-il ; ils veulent devoir à leur libre initiative, à leur seul effort, l'émancipation à laquelle ils prétendent ».

Ce n'est pas nous qui découragerons la libre initiative, mais il est clair que des gens qui ne possèdent rien individuellement, auront beau se grouper, ils ne parviendront pas à former avec le néant le capital constitutif d'une entreprise. D'autre part, l'aide de l'Etat n'est point déprimante si, au lieu de consister dans un régime de subventions, elle se présente sous la forme de facilités de crédit par des avances remboursables, pourvu qu'en fait le remboursement soit régulièrement exigé.

En 1848 on avait ouvert un crédit de 3 millions pour prêts aux associations ouvrières de production. Les sommes prêtées devaient être remboursées en cinq, dix, quinze ou vingt ans, par annuités exigibles le 31 décembre de chaque année. Ces prêts étaient faits à 5 p. 100 pour ceux excédant 25,000 fr. et à 3 p. 100 pour ceux de 25,000 fr. et au dessous. C'est à cette date que la rubrique « Prêts aux associations en 1848 » a disparu des comptes du Trésor.

Il résulte de ces comptes que les prêts et avances, effectués en vertu du décret du 5 juillet 1848, s'étaient élevés à 2,590,000 francs, inscrits aux budgets de 1849, 1850 et 1851. Cette somme fut augmentée de 873,246 fr. 50 pour intérêts, 100,631 fr. 02 pour frais de surveillance, 1,490 fr. 60 pour frais de justice. Le compte total s'éleva donc à 3,565,368 fr. 12. Mais il fut atténué par un recouvrement de 1,917,675 fr. 07, ce qui signifie que les associations ouvrières remboursèrent 64 p. 100 du total des avances en capital, 46 p. 100 seulement du total du débet (capital, intérêts et frais). Tout compris, le sacrifice du Trésor s'éleva à 1,648,193 fr. 05. Les associations fondées de 1848 à 1851 étaient au nombre de 172, la plupart créés à Paris. Il reste encore deux de ces vieilles sociétés : celle des ouvriers en limes, rue des Gravilliers, et celle des lunetiers et compassiers, rue Pastourelle, qui possède des usines dans la Meuse.

En 1893, un crédit fut ouvert au budget du ministère du commerce (il a été transporté en 1906 au ministère du travail) pour encourager les associations ouvrières de production. Jusqu'en 1901, ce crédit fut exclusivement employé en subventions aux associations ouvrières.

A la date du 15 février 1902, à la demande des ouvriers eux-mêmes, qui comprenaient toute la supériorité sociale du système des prêts sur le système des subventions, on institua un régime de prêts concurremment avec le régime des subventions, c'est-à-dire que le ministre pouvait désormais employer son crédit d'encouragements, partie en subventions, partie en prêts.

Le régime de prêts, aux termes de l'arrêté du 15 février 1902, devait fonctionner de la manière suivante : des avances seraient consenties par l'Etat aux associations ouvrières de production désignées par une commission spéciale. Ces avances seraient payées par l'intermédiaire de banques coopératives — en fait il n'en exista qu'une. Ces banques étaient chargées de faire parvenir les avances aux ayants droit, lesdites avances devant être amorties dans un délai de cinq ans et les sommes remboursées devant être, toujours sur l'indication de l'Etat, réemployées en faveur de nouvelles associations. Un arrêté ultérieur porta à dix ans le maximum du délai d'amortissement pour les prêts de 10,000 fr. et au-dessus.

Ainsi, la Banque coopérative jouait le rôle d'un mandataire, d'un intermédiaire entre le ministère du travail et les associations ouvrières de production et elle était rémunérée de ses offices par un intérêt de 2 p. 100 sur les avances, plus une bonification annuelle sur les rentrées. La Banque était cependant un établissement privé. A côté des opérations qu'elle faisait pour l'Etat et qui donnaient lieu à un compte spécial dans ses écritures, elle pouvait, jusqu'en 1912, faire les opérations que fait toute banque en général. Elle consentait notamment des avances aux associations ouvrières sur son propre capital et à ses risques et périls, en dehors des avances de l'Etat.

Cette trop grande liberté, accordée à la Banque coopérative, un insuffisant contrôle de ses opérations, devaient fatalement compromettre sa réussite.

Le 30 juin 1912 le ministre du travail ayant fait procéder par un inspecteur des finances à une vérification complète des opérations de la banque coopérative, il en résulta la preuve d'une mauvaise gestion et d'un déficit important qui n'affectait pas le compte de l'Etat, mais la situation privée de la banque. Le directeur ayant donné sa démission, un liquidateur fut désigné par ordonnance du président du tribunal civil de la Seine. Il résulta de ses vérifications que le déficit était dû, non à des malversations ayant pour but des fins d'intérêt personnel, mais à de graves imprudences commises dans la gestion. Des avances de fonds exagérées avaient été faites en dehors de celles de l'Etat, par la banque, à ses risques et périls, à des associations ouvrières dont le développement ne justifiait pas un pareil crédit.

La question se posa alors de savoir si le Gouvernement devait intervenir dans l'intérêt des œuvres coopératives.

S'il ne s'était agi que de la sauvegarde des deniers de l'Etat, la réponse eût pu être négative. La Banque était, en effet, en règle avec l'Etat. Elle détenait tout au plus une somme de quelques milliers de francs, inférieure à la subvention et aux bonifications qu'elle devait toucher à ce moment-là du ministère du travail.

Mais le Gouvernement d'alors, et en particulier M. Léon Bourgeois, l'éminent ministre du travail, eurent à se préoccuper de la répercussion qu'aurait la disparition de la Banque sur toutes les petites coopératives ouvrières avec lesquelles elle était en rapport. Fallait-il laisser sombrer toutes les coopératives de production, dont les unes étaient créditrices, les autres débitrices de la Banque ?

En somme, la Banque, malgré ses imperfections, avait pu tenir pendant vingt ans. Elle avait coûté à l'Etat en tout et pour tout, 20 ou 25,000 francs de subventions annuelles. Elle avait fait des millions d'affaires avec les coopératives, soutenu des centaines de sociétés. S'il y a aujourd'hui, en France, près de cinq cents associations ouvrières de production, c'était pour beaucoup à elle qu'on le devait. Fallait-il briser tout cela et tuer d'un même coup tout le mouvement coopératif ? Le Gouvernement ne le pensa pas.

Après avoir prescrit certaines conditions de réorganisation de la banque coopérative et de reconstitution du capital, le ministre du travail, après entente avec le ministre des finances, accorda à l'administration de la banque coopérative, le 28 août 1912, le concours de l'Etat sous la forme suivante : 1° une subvention serait demandée au ministère de l'intérieur sur les fonds provenant du prélèvement sur le produit des jeux ; 2° en attendant, le ministère du travail laisserait provisoirement sans remploi les recouvrements à provenir des avances consenties par l'Etat jusqu'au 1er juillet 1912 aux associations ouvrières ; 3° un capital d'au moins 150,000 fr. devait être souscrit par les coopérateurs et une forte portion, le quart au moins, de ce capital, devait être libéré immédiatement, le reste devant être appelé dans un délai aussi court que possible. Enfin, les statuts de la banque coopérative devaient être remaniés sur les bases suivantes : *a*) limitation des opérations aux seules affaires concernant les coopératives ouvrières ; *b*) réglementation des avances limitées à un tantième du capital et des réserves de la banque ; *c*) renforcement du contrôle de l'Etat, qui pourrait avoir lieu à toute époque et porter sur toutes les parties de la comptabilité et de la gestion de la banque ; *d*) droit pour l'Etat de faire proposer à l'assemblée générale des actionnaires un certain nombre d'administrateurs ou de censeurs non fonctionnaires désignés par lui ; *e*) droit pour tout adhérent de la chambre consultative de souscrire au moins une action ; *f*) limitation à 10 du nombre de voix que peut cumuler un même actionnaire.

Le 17 septembre 1912, le ministre du travail adressait au ministre de l'intérieur une demande de subvention de 800,000 fr. en faveur de la Banque coopérative. On le voit, cette subvention était réclamée, non plus en faveur de l'établissement que l'imprudence de son ancienne direction avait compromis, mais au profit de la Banque coopérative reconstituée avec de nouveaux statuts et placée sous un contrôle plus sévère de l'Etat.

A la suite d'un examen approfondi de la commission chargée de répartir le produit des jeux, notre éminent collègue, M. Jean Morel, fit à cette commission, le 30 novembre 1912, un remarquable rapport dans lequel il concluait à l'attribution de la subvention : « Une catastrophe, écrivait M. Jean Morel, aurait pour résultat certain de compromettre dangereusement la situation d'associations ouvrières qui font hon-

neur à leurs affaires et qui ont cru pouvoir, en toute assurance, confier leurs disponibilités au compte-courant de la Banque coopérative.

« Une banque, disait-il encore, escomptant les effets des associations ouvrières, rend en outre à ces associations, toujours dénuées de capitaux au moment de leur formation, un service considérable en leur consentant des avances, qui, à la vérité, auraient dû être à plus court terme et plus strictement mesurées qu'elles ne l'ont été dans le passé. En fait, si la banque coopérative venait à disparaître, les nombreuses sociétés qui détenaient utilement de petites avances, se trouveraient victimes de quelques sociétés moins nombreuses auxquelles ont été consenties imprudemment de grosses avances.

« Enfin, en dehors de ces déconfitures multiples et fatales, en dehors d'un dommage matériel certain, il faut encore, ajoutait M. Jean Morel, mentionner le dommage moral évident qui résulterait de la disparition de la banque coopérative. Ne serait-il pas à craindre que la coopération elle-même en soit frappée, discréditée, découragée ?... »

La commission fut convaincue par ce rapport. La subvention fut accordée. Le ministre du travail, en 1913, prescrivit des mesures complémentaires destinées à éviter dans l'avenir de nouveaux mécomptes. Il rétablit pour la banque coopérative l'obligation du remploi des avances venant à remboursement et prescrivit qu'elles seraient versées à un compte spécial du Trésor. Ainsi les deniers avancés par l'Etat aux coopératives ouvrières ne pourraient courir aucun risque du chef de la banque. Une enquête fut ordonnée sur la situation des coopératives, afin que leur solvabilité puisse être vérifiée. Une commission où figuraient des délégués des ministères des finances, de l'intérieur et du travail, fut chargée de vérifier l'exécution des conditions de réorganisation imposées à la Banque et de proposer toutes mesures propres à assurer son fonctionnement normal. Enfin, le Gouvernement décida de déposer le projet de loi dont nous sommes saisis, afin de réglementer le statut des coopératives ouvrières de production et d'instituer le crédit au travail avec les garanties de contrôle nécessaires.

Si nous avons tenu à marquer les difficultés graves par lesquelles a passé ainsi la Banque coopérative, à cause, nous l'avons déjà dit, d'une trop grande latitude dans ses opérations privées et d'une insuffisance de contrôle dans sa gestion, il serait injuste de ne pas faire ici une double constatation :

1° Ainsi que nous l'avons écrit plus haut, le 30 juin 1912, quand il fallut prendre des mesures pour sauver la Banque coopérative, elle était en règle avec l'Etat ;

2° Si l'on envisage les prêts faits par ce dernier aux associations ouvrières, on constate que sur 945,000 fr. avancés à des coopératives ouvrières par l'Etat depuis dix ans, 5 p. 100 seulement ont été perdus, que 10 p. 100 sont en retard de recouvrement. Si ce résultat n'est pas merveilleux, il est intéressant tout de même, s'agissant de gens qui sont des ouvriers et qui font l'apprentissage de l'administration. L'expérience de la coopération ouvrière, qui a tenté des hommes comme Léon Say lui-même, ne peut nous trouver hésitants et irrésolus.

La coopération n'est en somme qu'une forme supérieure de la mutualité. Quand le législateur donne à des ouvriers, à des employés, les facilités nécessaires pour mettre en commun leurs efforts par la puissance de l'association, il fait œuvre de solidarité et de paix sociale. Lorsqu'il les aide par le crédit qui leur est indispensable, il leur permet de créer sous une forme intéressante de nouvelles richesses. Au surplus, et c'est peut-être la vertu principale de semblables initiatives, il incite les travailleurs à faire leur éducation.

Trop aisé, en vérité, est le système qui consiste à opposer les unes aux autres des coalitions d'intérêts, à créer ainsi les antagonismes les plus fâcheux, à constituer la classe ouvrière d'une part et le patronat d'autre part comme des armées ennemies, toujours prêtes à se combattre et qui perdent le plus clair de leur énergie à s'y préparer. C'est la théorie révolutionnaire ; il va sans dire qu'elle n'est point la nôtre. Ce que nous voulons, nous, c'est faire l'éducation sociale des travailleurs, c'est les mettre en contact avec les difficultés. Que leur dignité sociale s'accroisse, qu'ils grandissent et s'élèvent dans la hiérarchie, rien de plus légitime, rien de plus souhaitable : ils le feront au prix des efforts intellectuels et des responsabilités sans lesquels il n'y a qu'indolence et paralysie des initiatives.

Et c'est pourquoi nous devons tour à tour donner aux syndicats professionnels capacité plus grande et responsabilité correspondante ; encourager la participation aux bénéfices ; attribuer aux entreprises la possibilité légale d'assurer, par la création des actions du travail, une pénétration plus intime des intérêts du capital et des ouvriers eux-mêmes. Il s'agit aujourd'hui de mettre à leur portée le crédit, comme on l'a fait pour les agriculteurs. Il n'y a là qu'une idée sage et raisonnable, qui, loin de menacer l'ordre social, doit en définitive lui profiter.

Mais l'expérience prouve que, si on veut assurer la réussite de la coopération, il faut prendre certaines précautions, dans l'intérêt des ouvriers eux-mêmes. La mise à leur disposition des avances de l'Etat nous en donne le droit et nous en fait un devoir. Il faut que le contrôle soit strictement établi et fonctionne effectivement. Nous ne voulons point parler d'un contrôle tracassier, subordonnant ses observations à la qualité des personges ou à leurs tendances, mais d'un contrôle normal du fonctionnement régulier des associations, du bon emploi des avances qui leur sont attribuées, de la solvabilité des sociétés ouvrières qui font appel au crédit de l'Etat. Il faut enfin que la coopération demeure elle-même, qu'elle ne puisse servir de façade à aucune entreprise qui prenne son étiquette pour en recueillir les avantages sans en poursuivre le but.

Pour nous résumer, il nous paraît indispensable qu'une législation intervienne sur la matière, législation assez libérale pour n'entraver en aucune façon l'initiative des coopérateurs, assez précise pour assurer à leurs efforts, dans la limite de ce qui peut être prévu, le succès auquel conduit presque fatalement une gestion méthodique et régulière.

Le projet de loi déposé sur le bureau de la Chambre des députés le 19 mai 1913 fixait tout d'abord le statut des associations ouvrières en décidant qu'elles seraient constituées sous une des formes déterminées dans les titres I à III de la loi du 24 juillet 1867. Il définissait ensuite la société ouvrière de production en s'inspirant des « conditions générales » adoptées par la commission de répartition, instituée au ministère du commerce, puis au ministère du travail depuis de longues années (art. 1er).

L'article 2 du projet prévoyait l'attribution d'encouragements spéciaux aux sociétés ouvrières de production, tout en laissant à ces sociétés le droit de bénéficier, le cas échéant, du régime organisé au profit des sociétés commerciales en général.

Dans l'article 3, le projet définissait les conditions à remplir par les sociétés ouvrières de crédit ou banques coopératives appelées à distribuer le crédit aux sociétés ouvrières de production, et il imposait aux institutions de ce genre des règles d'inspection et de contrôle.

Le projet prévoyait ensuite (art. 4) la constitution d'un fonds de dotation à l'aide d'une somme de 2 millions prélevée sur l'avance de 20 millions consentie par la Banque de France à l'Etat, en vertu de la convention ratifiée par la loi du 29 décembre 1911.

Par un article 5, le projet instituait une commission nouvelle de répartition, dont la constitution était calquée sur les dispositions correspondantes des lois relatives aux encouragements aux caisses régionales de crédit agricole.

L'article 6 distinguait entre le régime des subventions et celui des avances.

L'article 7 s'occupait plus spécialement des avances et réglait les conditions de leur remboursement.

L'article 8 prévoyait les avantages attribués aux banques coopératives.

Enfin, par un article 9 et dernier, le projet du Gouvernement confiait à un règlement d'administration publique le soin de fixer les conditions d'application de la loi, notamment en ce qui concerne le contrôle des associations et e crédit au travail.

La commission de la Chambre des députés, après avoir examiné ce projet de loi, lui consacra, aux dates des 2 février et 31 mars 1914, deux rapports (nos 3460 et 3349 de la 10e législature).

C'est le premier de ces documents qui comprend la discussion du projet, le second se borne à apporter au texte quelques rectifications réclamées par le ministère des finances.

La commission de la Chambre fut d'avis que deux problèmes distincts se trouvaient évoqués par le projet de loi : le statut des sociétés coopératives de production et l'institution du crédit au travail. Elle reconnut qu'en les abordant, le Gouvernement s'était conformé à la résolution votée par l'assemblée le 31 janvier 1911 mais il lui sembla qu'il y avait intérêt à ne résoudre en ce moment qu'un des deux problèmes, celui du crédit au travail, et qu'il fallait laisser à une loi spéciale ultérieure le soin de déterminer le statut des associations ouvrières de production.

A l'appui de cette opinion, le rapporteur faisait observer que le problème est « vaste et délicat », qu'on ne peut « le résoudre incidemment à l'occasion d'un projet dont l'intérêt principal est d'accorder aux sociétés ouvrières de production de nouvelles facilités de crédit » ; qu'au surplus, le texte du Gouvernement soumet la constitution et le fonctionnement des sociétés ouvrières à la loi du 24 juillet 1867, tandis que ces sociétés se réservent de demander dans l'avenir un statut plus large que celui de la loi de 1867.

La commission de la Chambre se bornait donc à fixer les conditions auxquelles devront obéir les sociétés ouvrières pour bénéficier des avantages de la loi et à réglementer le crédit au travail.

Sur les conditions à remplir par les associations ouvrières, la commission de la Chambre reprenait, à très peu de chose près, le texte du Gouvernement. Elle écartait toutefois certaines précisions pour en confier la détermination à un règlement d'administration publique.

« Nous n'avons voulu, dit le rapporteur, indiquer que les principes généraux en laissant à un règlement d'administration publique le soin de déterminer les détails. Il nous a paru, en effet, qu'il ne serait pas sans inconvénient d'introduire dans le texte même de la loi des prévisions trop minutieuses. »

Et c'est ainsi que la commission de la Chambre abandonnait au pouvoir réglementaire le soin de dire « qu'elle place il convient de laisser dans le conseil d'administration aux actionnaires qui ne seraient ni ouvriers de l'industrie, ni employés de l'entreprise, quel intérêt maximum peut leur être attribué pour le capital par eux versé, quelles précautions doit prendre la société pour se réserver la faculté de leur rembourser leurs actions, quelle sera la situation faite aux ouvriers non associés, etc. ».

La commission de la Chambre, à propos de l'emploi de travailleurs non sociétaires, se bornait à insérer dans un texte que les associations ouvrières devront, autant que possible, accorder à ceux-ci une participation dans les bénéfices ou prévoir statutairement leur admission comme sociétaires dans un délai déterminé.

Pour ce qui des sociétés ouvrières de crédit, la commission dd la Chambre pensait, plus nettement encore que pour les sociétés de production, qu'il y avait avantage à confier à un règlement d'administration publique le soin de stipuler les conditions qui peuvent leur être imposées.

« N'est-ce pas, disait le rapporteur de la Chambre, l'objet même des règlements d'administration publique que de prévoir les détails techniques et les mesures d'application qui s'harmonisent mal avec le caractère de généralité et de relative immutabilité qui convient à la loi ? »

Et plus loin le rapporteur disait : « A quoi bon accumuler les dispositions législatives là où de simples arrêtés ministériels avaient paru jusqu'alors suffisants ? »

Et le rapporteur, après avoir formulé ces principes, de réclamer pour les sociétés ouvrières de crédit les avantages prévus pour les banques populaires par le projet de loi sur le crédit au petit et au moyen commerce et aussi aux sociétés de crédit agricole par la loi du 5 novembre 1894.

Pour ce qui est enfin du fonctionnement du crédit au travail, le texte de la commission de la Chambre était presque totalement emprunté au projet du Gouvernement.

La Chambre des députés, dans sa séance du 2 avril 1914, adopta après déclaration d'urgence et sans modification le texte proposé par sa commission.

Il nous reste maintenant, messieurs, à vous indiquer les principes qui ont servi de base aux conclusions de votre commission sénatoriale.

Elle s'est prononcée tout d'abord, avec le projet du Gouvernement, contre le système

qui consiste à abandonner à une loi ultérieure le soin de fixer le statut des associations ouvrières de production.

Ajourner les problèmes n'est pas les résoudre. Quand on fait une loi, il faut la faire complète. Au surplus, il n'y a ici aucune difficulté, puisque les intéressés, dans une note que nous a fournie la chambre consultative des associations ouvrières de production à la date du 10 avril 1915, nous déclarent ce qui suit :

« Nous pensons que les sociétés d'ouvriers français doivent être constituées sous l'une des formes prévues aux titres I, II et III de la loi du 24 juillet 1867, c'est-à-dire prendre la forme de sociétés en commandite par actions, de sociétés anonymes ou de sociétés anonymes à capital variable. Nous ajoutons que c'est la société anonyme à capital variable qui a notre préférence; du reste, c'est cette forme qui est prise généralement par les travailleurs qui créent une société ouvrière. »

Ainsi, les coopérateurs disent eux-mêmes quel doit être leur statut, celui de la loi de 1867. Ils y tiennent tellement que le projet du Gouvernement s'intercalant dans un titre nouveau de la loi de 1867, ils craignent que cette disposition n'ait le caractère d'une modification de la loi de 1867. C'est pourquoi ils préfèrent que notre texte ne s'insère pas dans ladite loi. Nous allons, sur ce point, leur donner très aisément satisfaction.

Nous ne sommes pas davantage d'accord avec la Chambre des députés quand elle demande qu'on fixe seulement les principes généraux dans la loi et qu'on confie la rédaction des détails à un règlement d'administration publique.

Ce n'est point là la méthode du Sénat. Les Chambres n'ont que trop de tendance à abandonner au pouvoir réglementaire une partie de leur tâche. C'est ainsi, quels que soient le dévouement et la compétence du conseil d'Etat, que trop de lois se trouvent, dans l'application, détournées des intentions primitives du législateur.

Voyez, du reste, ce que nous dit dans la note déjà visée la chambre consultative des associations ouvrières de production : « Toutes les conditions insérées dans le projet de loi, aux articles 81, 82, 83, 84 et 85, sont celles qui sont imposées aux sociétés ouvrières qui sollicitent soit une subvention, soit un prêt du ministère du travail. Nous demandons que toutes ces conditions soient mises dans la loi spéciale sur le crédit aux sociétés ouvrières de production, sans toucher à la loi du 24 juillet 1867. »

Nous reprenons donc, d'accord avec les intéressés, la méthode du projet du Gouvernement, tant en fixant par la loi le statut des sociétés coopératives qu'en déterminant les conditions auxquelles elles devront répondre pour obtenir des subventions ou des prêts.

Les intéressés, toujours par l'organe de la chambre consultative, ont demandé surtout une modification au projet de la Chambre en ce qui concerne la durée des prêts.

Voici, à cet égard, comment s'exprime la note qu'ils nous ont remise : « Dans le projet de loi, à l'article 85, il est dit que la durée des prêts ne peut dépasser trois années.

« Cette limite pourrait être maintenue pour les avances faites sur travaux exécutés, mais elle est inadmissible quand le prêt est consenti en vue de la construction d'ateliers ou pour l'achat d'outillage.

« Actuellement, le ministère du travail consent, sur le crédit affecté chaque année aux encouragements pour les sociétés ouvrières de production, des prêts remboursables en dix années, et les sociétés ouvrières qui fonctionnent bien réclament un délai plus long.

« Nous pensons qu'il serait utile que le projet de loi prévoie, à côté du crédit à court terme, le crédit à long terme indispensable au développement des sociétés ouvrières qui ont déjà donné des preuves de vitalité.

« Pour le crédit à long terme, le délai de remboursement devrait être de vingt années.

« Le montant du capital versé ne devrait pas être un facteur de limitation des prêts. La pratique des sociétés ouvrières indique que des sociétés à faible capital ont un matériel important, qui donne une bonne garantie.

« Le projet prévoit que le montant des prêts consentis à une même entreprise ne devra pas excéder 3 p. 100 du capital et des réserves.

« Cette fixation nous paraît arbitraire et l'expression « les réserves de la société », nous semble vague.

« Les coopératives de production, groupées dans la chambre consultative des associations ouvrières de production, pensent que les sociétés qui ont fait leurs preuves trouveront, avec le vote de la loi proposée, un crédit important et assez long, afin de leur permettre d'avoir des usines modèles, etc. ». . . . . .

Il a paru à votre commission qu'il y avait lieu de tenir compte, au moins dans une large mesure, de ces observations très judicieuses.

Notre texte prévoit donc le crédit à long terme, mais il continue de limiter à une proportion raisonnable des facultés de l'établissement de crédit les prêts à faire à une même association.

Le texte que nous vous soumettons organise donc à la fois, selon la nature des entreprises, le crédit à court terme et le crédit à long terme. Il les entoure, bien entendu, l'un et l'autre, de toutes les précautions nécessaires.

En résumé, messieurs, le texte qui vous est proposé reproduit la plupart des dispositions du projet du Gouvernement, la plupart de celles du texte de la Chambre, puisque la Chambre, sauf en ce qui concerne la fixation du statut des sociétés et la précision de certaines conditions de leur fonctionnement, avait adopté dans sa presque totalité la rédaction du projet du Gouvernement. Notre texte, enfin, est complété de manière à donner satisfaction aux désirs extrêmement sages exprimés par la chambre consultative des associations ouvrières de production.

Nous vous demandons, messieurs, avec une entière confiance, d'adopter le projet qui vous est soumis.

Sans doute, votre commission a-t-elle observé que l'avance faite à la coopération ouvrière (2 millions), est bien modeste. Elle est même tout à fait insuffisante. C'est aux coopératives de production, c'est aux sociétés de crédit ouvrier, qu'il appartiendra de faire fructifier ce capital et, pour le bon fonctionnement des entreprises, d'en justifier l'accroissement.

Le Sénat, qui ne néglige aucune occasion d'encourager les efforts de ceux qui veulent travailler et qui cherchent à améliorer ainsi leur condition, s'associera unanimement au sentiment qu'exprimait le Gouvernement de M. Louis Barthou, quand il disait à la fin de l'exposé des motifs du projet :

« En facilitant la constitution des coopératives ouvrières de production, le législateur permettra aux travailleurs de s'élever du salariat à l'association. En instituant le crédit au travail, il leur donnera les moyens d'action sans lesquels le fonctionnement de ces sociétés serait impossible.

« C'est, dans la pensée du Gouvernement, un nouveau moyen accordé aux ouvriers d'accroître leur dignité et leur indépendance. C'est, au surplus, un procédé d'éducation sociale, puisqu'il permettra aux travailleurs associés d'acquérir par la gestion d'intérêts importants, le sens des responsabilités et de faire un apprentissage plus étendu des difficultés de l'ordre économique. »

La pensée qui animait ainsi le projet est également la nôtre. Votre commission vous prie de la faire pénétrer dans la réalité de la loi.

## PROJET DE LOI

Art. 1er. — Les sociétés coopératives ouvrières de production ont pour but l'exercice en commun de la profession des associés pour l'entreprise de travaux, pour la vente des objets fabriqués ou travaillés par eux, ou produits par leur exploitation.

Art. 2. — Elles sont constituées sous l'une des formes déterminées par les titres I, II et III de la loi du 24 juillet 1867.

Art. 3. — Toutefois, elles doivent comprendre au moins sept personnes appartenant soit, comme ouvriers, à l'industrie exercée dans l'entreprise sociale, soit, comme employés, à l'entreprise elle-même.

Elles sont administrées par des délégués nommés et révocables par l'assemblée générale des actionnaires, dans les conditions déterminées par les staluts.

Art. 4. — Au cas où les sociétés compendraient un certain nombre de sociétaires n'étant ni ouvriers de l'industrie, ni employés permanents de l'entreprise, les deux tiers au moins des membres du conseil d'administration devront être pris statutairement parmi les sociétaires ouvriers de l'industrie ou employés de l'entreprise. Les sociétaires non ouvriers ou employés ne devront avoir aucun droit aux fonds de réserve autres que la réserve légale et ne pourront toucher qu'un intérêt dont le maximum sera fixé par les statuts sans autre participation dans les bénéfices. Les sociétés devront se réserver la faculté de rembourser, au fur et à mesure de leurs ressources, les parts appartenant à ces sociétaires non ouvriers.

Art. 5. — Si les sociétés emploient des ouvriers non sociétaires à titre d'auxiliaires, elles devront accorder à tous les travailleurs, associés ou non, au prorata des salaires touchés ou du temps de travail fourni par chacun d'eux au cours de l'exercice, une participation dont le taux ne devra jamais être inférieur à 25 p. 100 du total des bénéfices nets et devra être au moins égale au taux du dividende attribué au capital.

Cette disposition ne s'appliquera pas aux auxiliaires qui seront employés à titre exceptionnel et pour les besoins accessoires de l'entreprise, si, au cours d'un même exercice, ils n'y séjournent pas plus d'un mois.

Art. 6. — Les sociétés coopératives ouvrières de production bénéficieront des avantages réservés par les lois au crédit au petit et au moyen commerce, à la petite et à la moyenne industrie. Elles pourront, en outre, recevoir des encouragements spéciaux de l'Etat, sous formes d'avances ou de subventions, si elles satisfont aux conditions déterminées par la présente loi.

Art. 7. — Les sociétés coopératives ouvrières de crédit sont celles qui se proposent d'effectuer des opérations de crédit, soit avec leurs associés, soit avec d'autres sociétés coopératives.

Art. 8. — Elles sont constituées sous l'une des formes déterminées par les titres I, II et III de la loi du 24 juillet 1867.

Art. 9. — Elles doivent répondre aux conditions suivantes :

1° N'admettre comme actionnaires que des sociétés coopératives ouvrières de production ou des sociétés coopératives ouvrières de crédit, ou des membres des sociétés coopératives de production;

2° N'effectuer d'opérations de banque que pour le compte des sociétés ouvrières de production ou de crédit;

3° Ne consentir de prêts ou d'ouvertures de crédit qu'aux sociétés ouvrières de production.

Art. 10. — Les sociétés coopératives ouvrières de crédit peuvent faire des opérations d'escompte, d'avances, de transport de créances ou d'encaissement, avec leurs propres associés ou d'autres sociétés coopératives.

Elles peuvent, par une décision spéciale de l'assemblée générale, contracter des emprunts destinés à augmenter leur fonds de roulement.

Les actes de prêt consentis par les sociétés coopératives ouvrières de crédit, sur nantissement ou sur toute autre garantie non hypothécaire, exclusivement en faveur de leurs associés ou en faveur de sociétés coopératives, ne seront assujettis qu'au droit fixe de 3 fr. en principal.

Cette réduction de droits ne sera applicable que lorsque la totalité des emprunts ainsi contractés et existant simultanément ne dépassera pas la somme de 5,000 fr. s'il s'agit d'un associé, de 20,000 fr. s'il s'agit d'une société coopérative,

Art. 11. — Les sociétés coopératives ouvrières de crédit ne pourront consentir de prêts et ouvertures de crédit aux coopératives ouvrières de production que sur les adjudications ou marchés passés qui seront terminés ou en cours d'exécution, et seulement jusqu'à concurrence de 80 p. 100 de la valeur des travaux exécutés et non réglés, après constat ou justification.

Les prêts ne pourront dépasser une durée de trois années, ni être supérieurs au tiers du capital versé de la société emprunteuse.

Le montant des prêts consentis à une même entreprise ne devra jamais excéder 3 p. 100 du capital et des réserves de la société ouvrière de crédit prêteuse.

Par dérogation au paragraphe 2 du présent article, des prêts à long terme pourront être consentis par les sociétés coopératives ouvrières de crédit aux sociétés coopératives ouvrières de production pour la constitution d'entreprises nécessitant d'importants frais de premier établissement. En aucun cas, la durée du remboursement ne pourra excéder vingt années. Le total des opérations à long terme ne pourra dépasser lui-même 15 p. 100 du capital d'une société ouvrière de crédit, sans préjudice de ce qui est écrit au paragraphe 3 du présent article.

Art. 12. — Les coopératives ouvrières de pro-

duction et les coopératives ouvrières de crédit, sont autorisées à recevoir des dons et legs.

« Art. 13. — Les encouragements alloués aux sociétés coopératives ouvrières de production ou de crédit, en vertu de l'article 6 de la présente loi, seront répartis après avis d'une commission spéciale composée comme suit :

Le ministre du travail, président;
Deux sénateurs;
Trois députés;
Un membre du conseil d'Etat;
Un membre de la cour des comptes;
Le gouverneur de la Banque de France ou son délégué.
Deux fonctionnaires du ministère des finances;
Trois fonctionnaires du ministère du travail et de la prévoyance sociale;
Six représentants des sociétés ouvrières de production ou de crédit;
Trois membres du conseil supérieur du travail.

Les membres de cette commission seront nommés pour trois ans par décret.

Art. 14. — Les subventions aux sociétés coopératives ouvrières de production ou de crédit ne peuvent être prélevées que sur les crédits inscrits annuellement au budget; elles seront acquises aux sociétés bénéficiaires.

Les avances aux sociétés coopératives ouvrières de production ou de crédit, ne pourront dépasser la moitié de l'actif net dont justifiera la société emprunteuse. Elles seront imputées sur les ressources budgétaires constituées : 1° à l'aide des crédits ouverts par loi de finances; 2° à l'aide des disponibilités du fonds de dotation prévu à l'article 15 ci-après, lesquelles seront rattachées par décret au budget du ministère du travail et de la prévoyance sociale, au fur et à mesure des besoins, conformément aux dispositions concernant les fonds de concours pour dépenses d'intérêt public.

Art. 15. — Sur l'avance de 20 millions de francs versée au Trésor par la Banque de France en vertu de l'article 1er de la convention du 11 novembre 1911, approuvée par la loi du 29 décembre 1911, le Gouvernement est autorisé à disposer de 2 millions de francs pour être attribués, sous forme d'avances portant intérêt à 2 p. 100 l'an, aux sociétés ouvrières de production ou de crédit.

Cette somme figurera à un compte spécial du Trésor, où seront également portés les fonds de concours qui seraient versés en vue de la même affectation, ainsi que tous recouvrements opérés, dans les conditions prévues ci-après, sur les avances consenties par l'Etat, et les intérêts produits par ces avances, exception faite du cas prévu à l'article 17, paragraphe 2.

Ce compte constituera le fonds de dotation des sociétés coopératives ouvrières de production et de crédit de France.

Art. 16. — Les avances aux sociétés coopératives ouvrières de production et de crédit seront consenties aux sociétés bénéficiaires, après avis de la commission prévue à l'article 13 de la présente loi, soit directement par le Trésor, soit par l'intermédiaire de banques coopératives ouvrières agréées pour ce service par arrêté du ministre du travail et de la prévoyance sociale.

Ces banques seront constituées sous l'une des formes déterminées par les titres I, II et III de la loi du 24 juillet 1867.

Les banques ainsi agréées recevront mandat de reverser à chacune des sociétés bénéficiaires ce prêts le montant du prêt qui lui sera attribué, de régler avec la société les conditions et les termes du remboursement, de prendre toute sécurité jugée nécessaire, y compris tout nantissement sur le fonds de commerce, l'achalandage en vue d'assurer le recouvrement des arrérages de remboursement, et d'exercer éventuellement toute poursuite judiciaire.

Les sommes recouvrées seront reversées au fonds de dotation, au fur et à mesure des rentrées, pour être employées à de nouvelles avances consenties aux sociétés ouvrières dans les mêmes conditions.

Art. 17. — Les banques coopératives ouvrières qui seront chargées du service des avances, prévu par l'article précédent, ne devront consentir de prêts ou d'ouvertures de crédit qu'aux sociétés ouvrières de production ou de crédit.

Elles bénéficieront, en outre des avances ou subventions auxquelles elles pourront prétendre au même titre et dans les mêmes conditions que toutes sociétés ouvrières de production ou de crédit, des avantages suivants :

*a)* L'intérêt de 2 p. 100 des avances consenties par leur intermédiaire sera encaissé par elles à leur profit;

*b)* Pour les rémunérer des frais que leur occasionnera le service des recouvrements, il pourra leur être alloué, après avis de la commission spéciale, au prorata des sommes par elles recouvrées, une bonification qui ne sera pas inférieure à 2 p. 100, mais qui ne devra pas excéder 5 p. 100.

Art. 18. — Un règlement d'administration publique déterminera les conditions d'application de la présente loi et notamment la forme des conventions entre l'Etat et les banques coopératives chargées du service des prêts aux sociétés ouvrières, la durée de ces prêts, le contrôle des banques coopératives, les sanctions éventuelles et les voies de recours en cas d'inexécution des engagements contractés par les banques ou par les sociétés bénéficiaires des prêts.

Nous reproduisons ci-contre en trois colonnes la comparaison du projet du Gouvernement, du texte de la commission de la Chambre des députés, et de la rédaction définitivement proposée par la commission du Sénat.

Au-dessous de ces divers textes nous donnons, à l'appui de chaque article, les quelques explications justifiant les changements apportés soit au texte du Gouvernement, soit à celui de la Chambre des députés.

## ANNEXE N° 321

(Session ord. — Séance du 25 septembre 1915.)

PROJET DE LOI, adopté par la Chambre des députés, portant : 1° ouverture sur l'exercice 1915 des **crédits provisoires applicables au quatrième trimestre de 1915**; 2° autorisation de percevoir pendant la même période les impôts et revenus publics, présenté au nom de M. Raymond Poincaré, Président de la République française, par M. A. Ribot, ministre des finances (1). — (Renvoyé à la commission des finances.)

## ANNEXE N° 322

(Séance ord. — Séance du 25 septembre 1915.)

PROJET DE LOI, adopté par la Chambre des députés, portant ratification de décrets ayant pour objet d'édicter diverses **prohibitions de sortie**, présenté au nom de M. Raymond Poincaré, Président de la République française, par M. A. Ribot, ministre des finances; par M. Gaston Thomson, ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes; par M. A. Millerand, ministre de la guerre; par M. Victor Augagneur, ministre de la marine; par M. L. Malvy, ministre de l'intérieur; par M. Marcel Sembat, ministre des travaux publics, et par M. Fernand David, ministre de l'agriculture (2). — (Renvoyé à la commission des douanes.)

## ANNEXE N° 323

(Session ord. — Séance du 25 septembre 1915.)

PROJET DE LOI adopté par la Chambre des députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des députés, relatif à la réglementation de l'ouverture de nouveaux **débits de boissons**, présenté au nom de M. Raymond Poincaré, Président de la République française, par M. René Viviani, président du conseil; par M. L. Malvy, ministre de l'intérieur; par M. A. Ribot, ministre des finances, et par M. Aristide Briand, garde des sceaux, ministre de la justice (3). — (Renvoyé à la commission précédemment saisie.)

### EXPOSÉ DES MOTIFS

Messieurs, dans sa séance du 16 septembre courant, la Chambre des députés a adopté, avec modifications, le projet de loi déjà voté par le Sénat, sur la réglementation de l'ouverture de nouveaux débits de boissons.

Nous vous prions de vouloir bien adopter le projet de loi ainsi modifié :

### PROJET DE LOI

#### TITRE Ier

DISPOSITIONS APPLICABLES AUX DÉBITS DE BOISSONS DE TOUTE NATURE A CONSOMMER SUR PLACE

Art. 1er. — Toute personne qui veut ouvrir un café, cabaret ou autre débit de boissons à consommer sur place, est tenue de faire, quinze jours au moins à l'avance et par écrit, une déclaration indiquant :

1° Ses nom, prénoms, lieu de naissance, profession et domicile;

2° La situation du débit;

3° A quel titre elle doit gérer le débit, et les nom, prénoms, profession et domicile du propriétaire, s'il y a lieu;

4° Si elle prend l'engagement de ne pas vendre des spiritueux, des liqueurs alcooliques ou des apéritifs autres que ceux à base de vin titrant moins de 23 degrés.

A Paris, la déclaration est faite à la préfecture de police, et, dans les autres communes, à la mairie; il en est donné immédiatement récépissé.

Le déclarant devra justifier qu'il est Français ou qu'il réside en France ou dans les colonies, ou dans les pays de protectorat, depuis cinq ans au moins.

Dans les trois jours de la déclaration, le maire de la commune où elle aura été faite en transmettra copie intégrale au procureur de la République de l'arrondissement.

Art. 2. — Toute mutation dans la personne du propriétaire ou du gérant devra, dans les quinze jours qui suivent, être déclarée dans les mêmes conditions. La translation d'un lieu à un autre devra être déclarée huit jours au moins à l'avance. La transmission de ces déclarations devra être faite aussi au procureur de la République de l'arrondissement, conformément aux dispositions édictées dans le précédent article.

Art. 3. — Les mineurs non émancipés et les interdits ne peuvent exercer par eux-mêmes la profession de débitant de boissons.

Art. 4. — Ne peuvent exploiter des débits de boissons à consommer sur place :

1° Les individus condamnés pour crime de droit commun;

2° Ceux qui auront été condamnés à l'emprisonnement d'un mois au moins pour vol, recel, escroquerie, filouterie, abus de confiance, recel de malfaiteurs, outrage public à la pudeur, excitation de mineurs à la débauche, tenue d'une maison de jeu, vente de marchandises falsifiées ou nuisibles à la santé, ou pour récidive de coups et blessures et d'ivresse publique.

L'incapacité sera perpétuelle à l'égard de tous les individus condamnés pour crimes. Elle cessera cinq ans après leur peine à l'égard des condamnés pour délits si, pendant ces cinq années, ils n'ont encouru aucune condamnation correctionnelle à l'emprisonnement. L'incapacité cessera en cas de réhabilitation.

Art. 5. — Les mêmes condamnations, lorsqu'elles seront prononcées contre un débitant de boissons à consommer sur place, entraîneront de plein droit contre lui, et pendant le même délai, l'interdiction d'exploiter un débit, à partir du jour où lesdites condamnations seront devenues définitives. Ce débitant ne pourra être employé, à quelque titre que ce soit, dans l'établissement qu'il exploitait, comme au service de celui auquel il aurait vendu ou loué, ou par qui il ferait gérer ledit établissement, ni dans l'établissement qui serait exploité par son conjoint même séparé.

Art. 6. — L'infraction aux dispositions des articles 1er et 2 sera punie d'une amende de 16 à 100 fr.

Toute infraction aux dispositions des articles 3, 4 ou 5 sera punie d'une amende de 16 à 200 fr. et la fermeture du débit sera ordonnée par le jugement. En cas de récidive, l'amende pourra être portée jusqu'au double et le coupable pourra, en outre, être condamné à un emprisonnement de six jours à un mois.

Art. 7. — Les individus qui, à l'occasion d'une foire, d'une vente ou d'une fête publique, établiraient des cafés ou débits de boissons ne seront pas tenus à la déclaration prescrite par l'article 1er, mais ils devront obtenir l'autorisation de l'autorité municipale et ne pourront vendre ni spiritueux, ni liqueurs alcooliques

(1) Voir les nos 1247-1275-1293, et in-8 n° 267 — 11e législ. — de la Chambre des députés.

(2) Voir les nos 1118-1224-1234 et in-8° n° 265 — 11e législ. — de la Chambre des députés.

(3) Voir les nos 93-102 Sénat, année 1915, et 490-557 et *annexe*, 586-1144-1156, et in-8° n° 263 — 11e législ. — de la Chambre des députés.

ou apéritifs autres que ceux à base de vin titrant moins de 23 degrés.

En cas d'infraction à la présente disposition, le débit sera immédiatement fermé et le contrevenant puni d'une amende de 16 à 100 fr.

Art. 8. — L'article 463 du code pénal sera applicable à tous les délits et contraventions prévus par les articles ci-dessus.

Art. 9. — Est abrogée la loi du 17 juillet 1880, à l'exception des articles 1er et 9.

TITRE II

DISPOSITIONS APPLICABLES AUX DÉBITS DE SPIRITUEUX, LIQUEURS ALCOOLIQUES OU APÉRITIFS A CONSOMMER SUR PLACE

Art. 10. — Nul ne pourra ouvrir un café, un cabaret ou un débit de boissons pour y vendre à consommer sur place des spiritueux, des liqueurs alcooliques ou des apéritifs autres que ceux à base de vin titrant moins de 23 degrés.

L'interdiction n'est pas applicable aux hôtels, restaurants et auberges lorsque les boissons n'y seront offertes qu'à l'occasion et comme accessoire de la nourriture.

Est considéré comme ouverture d'un nouveau débit de spiritueux, le fait de vendre l'une quelconque des boissons visées au paragraphe premier du présent article dans un établissement dont le tenancier aura fait la déclaration prévue par l'article 35 de la loi de finances du 15 juillet 1914 en vue d'être exonéré du payement du droit de licence.

N'est pas considérée comme ouverture d'un nouveau débit la translation d'un débit déjà existant, si elle est effectuée par le propriétaire du fonds de commerce ou des ayants droit dans un rayon de 150 mètres, à condition que cette translation ne soit pas opérée dans une zone établie par application des dispositions de l'article 9 de la loi du 17 juillet 1880 et de l'article 46 de la loi de finances du 30 juillet 1913.

Aucune personne, aucune société ne pourra, à l'avenir, sous réserve des droits acquis, posséder ni exploiter, directement ou indirectement ou par commandite, plus d'un débit de boissons titrant plus de 23 degrés d'alcool.

Art. 11. — Tout débit qui a cessé d'exister depuis plus d'un an est considéré comme supprimé et ne peut plus être transmis.

Toutefois, en cas de faillite, ou de liquidation judiciaire, le délai d'un an est étendu, s'il y a lieu, jusqu'à la clôture des opérations.

Si le débit a été détruit par des événements de guerre, il pourra être rouvert ou transféré sur tout le territoire de la commune sous la réserve des zones protégées, au plus tard dans les deux ans de la cessation des hostilités.

Si l'établissement a été fermé par suite de la mobilisation de son propriétaire, il pourra être rouvert au plus tard dans le délai de six mois après sa libération.

Art. 12. — L'ouverture d'un débit de spiritueux, en dehors des conditions ci-dessus indiquées, sera punie d'une amende de 100 à 2,000 francs, sans préjudice des pénalités fiscales actuellement en vigueur. La fermeture du débit sera prononcée par le jugement.

Art. 13. — Il est interdit aux marchands ambulants de vendre en détail, soit pour consommer sur place, soit pour emporter, les boissons désignées à l'article 10.

Toute infraction à la disposition précédente sera punie d'une amende de 100 à à 2,000 fr., sans préjudice des pénalités fiscales actuellement en vigueur.

Art. 14. — Les syndicats formés, conformément à la loi du 21 mars 1884, pour la défense des intérêts généraux du commerce des boissons, ainsi que les associations constituées pour la lutte contre l'alcoolisme ayant obtenu la reconnaissance d'utilité publique, pourront exercer, sur tout le territoire de la France et des colonies, les droits reconnus à la partie civile par les articles 182, 63, 64, 66, 67 et 68 du code d'instruction criminelle relativement aux faits contraires aux prescriptions de la présente loi, ou recourir, s'ils préfèrent, à l'action ordinaire devant le tribunal civil, en vertu des articles 1382 et suivants du code civil.

## ANNEXE N° 324

(Session ord. — Séance du 25 septembre 1915.)

PROJET DE LOI, adopté par la Chambre des députés, portant répartition du fonds de subvention destiné à venir en aide aux départements (exercice 1916), présenté au nom de M. Raymond Poincaré, Président de la République française, par M. L. Malvy, ministre de l'intérieur (1). — (Renvoyé à la commission des finances.)

EXPOSÉ DES MOTIFS

Messieurs, le Gouvernement a présenté, à la Chambre des députés, un projet de loi portant répartition du fonds de subvention destiné à venir en aide aux départements (exercice 1916).

La Chambre des députés a adopté ce projet dans sa séance du 16 septembre 1915, et nous avons l'honneur aujourd'hui de le soumettre à vos délibérations.

Le Gouvernement n'a rien à ajouter à l'exposé des motifs qui accompagnait le projet de loi, et qui a été déjà distribué à la Chambre des députés.

PROJET DE LOI

*Article unique.* — La répartition du fonds de subvention affecté par l'article 58, paragraphe 9, de la loi du 10 août 1871, modifié par la loi du 30 juin 1907, aux dépenses des départements qui, à raison de leur situation financière, doivent recevoir une allocation sur les fonds généraux du budget, est fixée, pour l'année 1916, conformément à l'état annexé à la présente loi.

*Répartition du fonds de subvention.*

(Exercice 1916.)

| DÉPARTEMENTS | ALLOCATIONS |
|---|---|
| Ain | 100.400 |
| Allier | 44.600 |
| Alpes (Basses-) | 171.600 |
| Alpes (Hautes-) | 160.600 |
| Alpes-Maritimes | 151.700 |
| Ardèche | 157.200 |
| Ariège | 131.600 |
| Aube | 22.000 |
| Aveyron | 81.500 |
| Cantal | 80.700 |
| Cher | 107.600 |
| Corrèze | 110.600 |
| Corse | 237.800 |
| Côtes-du-Nord | 26.600 |
| Creuse | 120.600 |
| Dordogne | 24.000 |
| Drôme | 42.800 |
| Finistère | 30.400 |
| Gers | 4.000 |
| Ille-et-Vilaine | 4.000 |
| Indre | 117.600 |
| Indre-et-Loire | 5.600 |
| Jura | 7.600 |
| Landes | 117.600 |
| Loir-et-Cher | 55.400 |
| Loire (Haute-) | 53.700 |
| Lot | 53.700 |
| Lozère | 159.600 |
| Marne (Haute-) | 7.600 |
| Mayenne | 33.800 |
| Meurthe-et-Moselle | 3.200 |
| Meuse | 23.600 |
| Morbihan | 23.600 |
| Nièvre | 44.600 |
| Puy-de-Dôme | 42.000 |
| Pyrénées (Basses-) | 85.100 |
| Pyrénées (Hautes-) | 81.700 |
| Pyrénées-Orientales | 93.700 |
| Territoire de Belfort | 6.000 |
| Saône (Haute-) | 14.000 |
| Savoie | 211.700 |
| Savoie (Haute-) | 244.700 |
| Sèvres (Deux-) | 31.100 |
| Tarn | 23.600 |
| Var | 35.600 |
| Vaucluse | 89.700 |
| Vendée | 26.600 |
| Vienne | 58.100 |
| Vienne (Haute-) | 80.700 |
| Vosges | 43.600 |
| Yonne | 5.600 |
| Total | 3.682.000 |

(1) Voir les nos 1174-1229 et in-8° n° 261. — 11e législ. — de la Chambre des députés.)

## ANNEXE N° 325

(Session ord. — Séance du 25 septembre 1915.)

PROJET DE LOI adopté par la Chambre des députés, portant abrogation de l'article 3 du décret du 1er mars 1852, concernant la mise à la retraite des magistrats, présenté au nom de M. Raymond Poincaré, Président de la République française, par M. Aristide Briand, garde des sceaux, ministre de la justice (1). — (Renvoyé à la commission des finances.)

## ANNEXE N° 326

(Session ord. — Séance du 25 septembre 1915.)

PROJET DE LOI, adopté par la Chambre des députés, autorisant le ministre des finances à faire une avance remboursable de 400,000 fr. à la commission européenne du Danube, présenté au nom de M. Raymond Poincaré, Président de la République Française, par M. Delcassé, ministre des affaires étrangères, et par M. Ribot, ministre des finances (2). — (Renvoyé à la commission des finances.)

## ANNEXE N° 329

(Session ord. — Séance du 25 septembre 1915.)

PROJET DE LOI adopté par la Chambre des députés portant prorogation des pouvoirs des membres du conseil supérieur des sociétés de secours mutuels, présenté au nom de M. Raymond Poincaré, Président de la République française, par M. Bienvenu Martin, ministre du travail et de la prévoyance sociale (3). — (Renvoyé à la commission, nommée le 12 novembre 1907, chargée d'examiner une proposition de loi ayant pour objet de modifier et compléter la loi du 1er avril 1898 sur les sociétés de secours mutuels.)

## ANNEXE N° 330

(Session ord. — Séance du 25 septembre 1915.)

PROJET DE LOI adopté par la Chambre des députés tendant à proroger exceptionnellement les délais fixés pour la liquidation et l'imputation des dépenses de la santé publique par la loi du 22 juin 1916, présenté au nom de M. Raymond Poincaré, Président de la République française, par M. Malvy, ministre de l'intérieur, et par A. Ribot, ministre des finances (4). — (Renvoyé à la commission, nommée le 25 mai 1909, chargée de l'examen d'une proposition de loi tendant à modifier certains articles de la loi du 25 février 1902 sur la protection de la santé publique.)

## ANNEXE N° 331

(Session ord. — Séance du 25 septembre 1915.)

RAPPORT fait au nom de la commission chargée d'examiner la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, concernant l'incinération en temps de guerre, par M. Maurice Colin, sénateur (5).

Messieurs, conformément au mandat qu'elle avait reçu de vos bureaux, c'est à l'unanimité

(2) Voir les nos 1222-1270, et in-8° n° 264 — 11e législ. — de la Chambre des députés.

(2) Voir les nos 1033-1154, et in-8° n° 248. — 11e législ. — de la Chambre des députés.)

(3) Voir les nos 1093-1112 et in-8° n° 262 — 11e législ. — de la Chambre des députés.

(4) Voir les nos 747-1070, et in-8° n° 218. — 11e législ. — de la Chambre des députés.

(5) Voir les nos 218, Sénat, année 1915, et 735-753 et in-8° n° 203 — 11e législ. — de la Chambre des députés.

que votre commission vous propose le rejet de la proposition concernant l'incinération en temps de guerre. En vous proposant ce rejet, votre commission a la conscience très nette de se faire l'interprète de l'opinion publique. Bien qu'elle ne fasse pas de l'incinération obligatoire une règle générale et absolue (1), la proposition était à peine votée par la Chambre des députés que, de toutes parts, s'élevait contre elle un sentiment à peu près unanime de réprobation. C'est par milliers que se comptent les protestations qui, de l'intérieur du pays, ont été adressées à votre commission. Celles qui lui sont venues du front sont non moins nombreuses et non moins énergiques. Je ne résiste pas au plaisir de citer l'une de ces dernières qui, à raison de sa forme littéraire, mérite de ne point passer inaperçue.

### TESTAMENT DES POILUS

A MESSIEURS LES SÉNATEURS

Les Poilus, sur le front, certains de la victoire,
Continuent sans faiblir, avec toute l'ardeur
Que leur donne la Foi, le plus affreux labeur
Qu'au cours des temps jamais enregistra l'Histoire

Stoïquement et fiers, ils lutteront sans peur
Pour bouter l'Allemand hors du beau territoire
De la Patrie aimée ; ils mettront tout leur cœur
A tout endurer, tout, sauf... le four crématoire !

Ils protestent devant leurs cadavres brûlés !
Ils veulent une tombe, et si la France entière
Les bénit quand la mort fauche leurs rangs serrés.

Que son sol trois fois saint soit donc leur cimetière !
Ils veulent une tombe où les leurs assemblés
Viendront jeter des fleurs et dire une prière !

UN POILU.

Toutes ces protestations, il faut bien le dire, s'inspirent uniquement de considérations d'ordre sentimental ou religieux. Certes, ce n'est pas dans les circonstances tragiques que la France traverse, qu'il pourrait être permis de faire bon marché de considérations de cet ordre. Mais quelque respectables qu'elles soient, elles ne sauraient, à elles seules, justifier l'avis de votre commission. Avec regret sans doute, mais sans hésitation, votre commission n'aurait pas cru devoir s'en inspirer si des raisons d'ordre public lui avaient commandé de n'en point tenir compte. Mais ces raisons d'ordre public, votre commission les a vainement cherchées.

Alors que la guerre dure depuis plus d'un an et que, chez nous, l'inhumation a été la règle absolue, on ne signale, nulle part, qu'une épidémie quelconque ait été déchaînée et que la santé publique ait été, si peu que ce soit, compromise par les pratiques qui ont été suivies jusqu'ici. Dans ces conditions, votre commission a été nécessairement amenée à se demander de quel droit elle aurait pu vous proposer d'ériger l'incinération en règle obligatoire, en risquant ainsi de violenter les sentiments ou les croyances de nos héroïques défenseurs aussi bien que de leurs familles.

Comment nier, ou même discuter, la puissance et l'intensité de ces sentiments et de ces croyances, alors que, tous les jours, sur le front, des soldats ne craignent point de s'exposer à la mort en allant, en avant de nos lignes, chercher les corps de leurs camarades dans le seul but de leur donner une sépulture décente, alors que, bien souvent, les familles entreprennent de longs et douloureux pèlerinages pour se procurer la consolation suprême de retrouver et d'ensevelir pieusement les derniers restes d'un fils, d'un époux ou d'un père ?

C'est en s'inclinant respectueusement devant ces sentiments et ces croyances, que votre commission n'hésite point à vous demander le rejet de la proposition votée par la Chambre, alors qu'aucune raison d'ordre public n'apparaît pour la légitimer.

Elle hésite d'autant moins que, si elle a vainement cherché les raisons d'ordre public qui, dans les circonstances actuelles, imposeraient l'incinération, elle a pu se convaincre qu'une prescription de ce genre était doublement inutile : inutile parce que les autorités sanitaires n'en avaient pas besoin pour recourir à l'incinération lorsque les circonstances la rendraient indispensable ; inutile aussi parce que, érigée en règle, il serait impossible d'en assurer l'application pratique.

(1) La proposition ne fait de l'incinération une règle générale et absolue que pour les cadavres des ennemis. En ce qui concerne les cadavres des Français ou de leurs alliés, l'obligation n'existe que pour les cadavres non identifiés.

Que la proposition soit inutile en vue de permettre aux autorités sanitaires de recourir à l'incinération quand la santé publique la réclamerait, cela n'est pas douteux. Sans doute la notice officielle sur le service de santé en campagne ne prévoit pas l'incinération pour les cadavres humains : pour ceux ci, elle vise et vise uniquement l'inhumation. Elle ne parle de la crémation que pour les cadavres des animaux. Mais il n'est pas douteux que les autorités sanitaires n'hésiteraient point à y recourir, même pour des cadavres humains, dès que les circonstances paraîtraient l'exiger. C'est ce que, répondant à une question que nous lui avions posée, nous a formellement déclaré le ministre de la guerre. Voici, à ce sujet, la lettre qu'il nous a adressée :

« Paris, le 31 juillet 1915.

« Monsieur le sénateur,

« J'ai l'honneur de vous adresser ci-jointe la copie demandée par vous de trois notes concernant l'incinération sur le champ de bataille.

« J'ajoute, pour répondre à une question verbale que vous avez bien voulu poser, que la notice 9 du service de santé en campagne ne paraît pas prévoir que des cadavres autres que ceux des animaux seront soumis à l'incinération sur le champ de bataille. Mais il ne s'agit là que d'une instruction technique dont il m'est toujours loisible de modifier dans certains cas les dispositions, sur les indications du commandement ou du service de santé, et conformément aux exigences de l'hygiène et de la prophylaxie.

« Agréez, monsieur le sénateur, l'assurance de ma haute considération.

« Pour le ministre et par son ordre :

« *Le chef adjoint, chargé de la direction des affaires civiles et du secrétariat particulier,*

« PERSIL. »

Qu'est-ce à dire sinon que, s'il faut un texte pour rendre obligatoire l'incinération des cadavres humains, ce texte est manifestement inutile pour permettre d'y recourir lorsque les circonstances paraîtront l'exiger dans l'intérêt de la santé publique ?

Il est encore inutile, avons-nous dit, parce qu'il serait impossible d'en assurer l'application. L'incinération qu'il vise n'est évidemment pas celle qu'on a vu, notamment en Belgique, pratiquer par les Allemands. Par charretées ou par wagons, ceux-ci ont enlevé leurs morts et les ont transportés dans des hauts fourneaux qui ont rempli l'office de fours crématoires. Certes, il n'est pas impossible que, chez nous, les circonstances arrivent à imposer de semblables pratiques. Mais ce n'est point de cela qu'il s'agit aujourd'hui.

L'incinération que vise la proposition, celle qu'elle rend obligatoire, c'est l'incinération individuelle ou par petits groupes remplaçant, pour des raisons d'hygiène urbaine ou rurale, l'inhumation habituelle ; c'est, par conséquent, une incinération pratiquée sur le front ou tout au moins dans nos lignes. Pour y procéder, on ne peut guère songer en effet à ramener les corps à l'arrière, car il faudrait, dans ce but, créer tout un personnel de transport. Comme toutes les corvées qui se font sur le front ou près du front, le relèvement et le transport des corps ne pourraient guère se pratiquer que la nuit, au moment où se font précisément les corvées en sens inverse qui amènent de l'arrière les vivres, les munitions et le matériel nécessaires aux troupes de l'avant. Il y aurait là une cause inévitable d'encombrement dans les boyaux étroits qui conduisent aux premières lignes. Pour l'éviter et limiter le surcroît de fatigue imposé aux hommes, on serait amené à pratiquer l'incinération aussi près que possible des lieux où gisent les cadavres. Mais il faudrait alors des corvées pour rassembler le combustible nécessaire à l'incinération. Par ailleurs, concevrait-on des chefs de corps tolérant, dans nos lignes, l'établissement de bûchers qui constitueraient pour l'ennemi de merveilleux points de repère ? Il y a là toute une série de difficultés pratiques qui arriveraient vite à constituer de véritables impossibilités de fait.

En outre, il faut songer à l'énorme quantité de bois qu'il y aurait lieu d'employer. Les expériences auxquelles a procédé la commission spéciale instituée dans ce but, sont, à ce point de vue, singulièrement édifiantes. Pour consumer à peu près complètement les cadavres de deux soldats allemands, il a fallu entretenir pendant quatre heures et demie un foyer ardent qui a nécessité l'emploi de 9 mètres cubes de bois. Et il s'agissait d'incinérer deux cadavres inhumés depuis près de deux mois, ayant, par suite, perdu déjà une bonne partie de leurs liquides. Ces cadavres avaient, d'autre part, été préalablement arrosés de goudron, et l'installation du foyer avait été aménagée dans les conditions les plus propres à favoriser une combustion aussi rapide que possible (1). Quelle quantité de bois faudrait-il pour incinérer des cadavres frais, dans des installations de fortune, et alors que, souvent, on pourrait être dépourvu de liquides inflammables capables d'activer la combustion ? Evidemment, la consommation du combustible ne manquerait pas d'être singulièrement augmentée. Comme il ne pourrait être question d'amener de l'arrière les énormes quantités de bois qui seraient nécessaires, il faudrait donc, autant que possible, se le procurer sur place.

Or, quand on sait la parcimonie avec laquelle le bois est mesuré aux cuisines du front ; quand, d'autre part, on pense au soin jaloux avec lequel le commandement veille à la conservation des couverts boisés susceptibles de fournir un abri aux troupes et de les dissimuler à la vue de l'ennemi et au repérage de ses avions, il y a là une considération qui, à elle seule, suffirait à faire écarter la proposition (2).

C'est pour toutes ces raisons sans doute que, dans les avis qu'il a eu à émettre, le service de santé s'y est montré nettement favorable.

C'est pour toutes ces raisons qu'à l'unanimité votre commission vous propose de la rejeter, puisqu'en dehors du texte rendant l'incinération obligatoire, elle ne contient qu'une disposition relative aux exhumations, disposition qu'il ne semble nullement nécessaire d'insérer dans une loi.

### PROPOSITION DE LOI

Art. 1er. — Pendant la durée de la guerre, les mesures suivantes seront prises à l'égard des soldats ennemis ou des soldats français décédés sur toute l'étendue du territoire ;

1° Tous les corps des soldats morts sur le champ de bataille et non identifiés seront incinérés ;

2° Tous les corps des soldats français ou alliés identifiés seront inhumés suivant les prescriptions réglementaires.

Art. 2. — Dans aucun cas, l'exhumation ne pourra être autorisée pendant la guerre.

Après la cessation des hostilités, aucune exhumation ne pourra avoir lieu avant la date fixée par décret, sur avis du conseil supérieur d'hygiène.

Art. 3. — Les mêmes mesures d'incinération seront prises et séparément à l'égard des animaux morts à la suite de blessures ou de maladies.

L'incinération est obligatoire pour tous les objets ou matières souillées, susceptibles de devenir une source de contagion et de provoquer l'éclosion de maladies épidémiques.

### ANNEXES

#### I

AVIS DE LA 7e DIRECTION AU SUJET DE LA PROPOSITION DE LOI CONCERNANT L'INCINÉRATION EN TEMPS DE GUERRE

La possibilité du danger qui résulte pour la salubrité d'inhumations très nombreuses et

(1) Pour brûler très imparfaitement le cadavre d'un cheval, il a fallu, dans la même installation, entretenir un foyer intense pendant plus de quatre heures.

(2) Cette considération est assez grave pour que, si on devait renoncer à l'inhumation, on hésitât sérieusement à adopter et à prescrire l'incinération. A côté de l'incinération, il y aurait, en effet, d'autres procédés qui, tout en présentant, au point de vue de l'hygiène, les mêmes avantages, auraient le mérite de ne point avoir les inconvénients que nous avons signalés. Une intéressante brochure de M. Raphaël Dubois, professeur de physiologie générale à l'université de Lyon, indique des procédés aussi peu coûteux que pratiques, qui, au point de vue de la santé publique, seraient susceptibles de rendre les mêmes services que l'incinération sans d'ailleurs en présenter les inconvénients. Avant de prescrire celle-ci, il conviendrait donc d'expérimenter ceux-là.

mal faites aboutissant à une infection du sol et des eaux est incontestable. Il ne faut pas toutefois s'exagérer sa fréquence.

En effet, la production de ce danger relève avant tout des conditions locales de terrain, de la nature et de la structure du sol, des modalités de la circulation de l'eau à travers ce sol, enfin des rapports plus ou moins directs susceptibles de s'établir entre la zone des inhumations et des localités habitées. A ces divers points de vue les plus grandes différences se manifestent souvent d'un point à l'autre : c'est une question d'espèces qu'il ne convient pas de préjuger d'une manière générale et de résoudre systématiquement.

Il ne convient pas non plus d'attacher une grosse importance aux inconvénients qui résulteraient d'inhumations de contagieux ayant succombé à l'une des affections épidémiques ordinairement observées dans nos contrées; la dispersion de « germes de morts issus de morts » par les vers, les insectes ou les eaux est même sans grand intérêt pratique en ce qui concerne les maladies susdites.

L'expérience a établi que la plupart des germes infectieux présents dans les cadavres lorsque a lieu leur inhumation ne survivent guère à celle-ci : au bout de quatre à six semaines ils ont péri. En fait, on ne connaît pas d'exemple de propagation de maladie contagieuse par des germes provenant de cadavres inhumés. Ces cadavres ne nuisent guère plus que les autres s'ils sont mal inhumés, c'est-à-dire n'exercent qu'une action banalement insalubre et ne sont point l'origine d'infections spécifiques.

Au surplus, on ne doit pas perdre de vue que la destruction des corps au sein de la terre s'opère d'autant mieux qu'ils sont placés dans une couche du sol relativement sèche, bien aérée, et où pullulent davantage les germes qui décomposent et transforment le plus rapidement la matière organique : on évitera donc d'inhumer les cadavres à plus de 1 m. 50 de profondeur — car au delà les conditions d'aération sont ordinairement mauvaises, souvent on se rapproche trop d'une eau souterraine et les germes destructeurs de la matière organique deviennent fort peu nombreux; il serait d'ailleurs mauvais d'envelopper les corps d'une substance imperméable — puisque précisément on s'opposerait à l'influence si favorable de l'air sur la marche du processus de décomposition qu'on souhaite le plus rapide possible.

Enfin, l'incinération des cadavres sur les champs de bataille se heurte à des difficultés d'application considérables. Les cadavres frais, dont les tissus sont encore très riches en eau, offrent une grande résistance à l'action du feu : en dehors des fours crématoires dont il ne peut être question en l'espèce, et à moins de recourir à des bûchers qui comporteraient une énorme consommation de combustible, il semble bien que les tentatives d'incinération à l'air libre n'aboutissent qu'à des carbonisations plus ou moins incomplètes. C'est ce que M. le docteur Thierry a constaté çà et là sur le champ de bataille de la Marne : des corps sur lesquels on avait jeté de la paille et du pétrole n'avaient subi qu'un grillage superficiel. M. Martel, vétérinaire inspecteur de la ville de Paris, considère d'autre part que l'incinération improvisée ne saurait venir à bout des cadavres d'animaux, encore plus fâcheux que ceux des hommes en raison de leur volume; seuls les corps d'animaux très gras brûleraient à peu près convenablement avec addition d'un peu de bois et de pétrole.

Les Japonais en Mandchourie ont appliqué en général, dit-on, l'incinération pour les corps de leurs soldats ; ils se sont contentés d'inhumer ceux des Russes, ce qui fait penser que l'incinération n'allait pas sans difficultés; peut-être avait-elle lieu pour les Japonais à cause d'un sentiment dont l'inverse existe d'ailleurs certainement chez nous et créerait de sérieux obstacles à l'incinération. Au surplus, si le médecin-major Matignon a vu en Mandchourie des incinérations avoir lieu en plein champ, avec du bois, des tiges de sorgho et du pétrole, il constate qu'à Dalny les hôpitaux temporaires avaient installé à quelque distance des espèces de fosses crématoires en briques où il fallait encore pour brûler un corps en cinq heures environ un tiers de mètre cube de bois et quelques litres de pétrole : ces derniers renseignements sont de nature à provoquer bien des doutes quant aux facilités et au succès des incinérations en plein champ.

En 1871, Créteur a réduit des trois quarts le contenu de fosses pleines de cadavres en coulant sur ceux-ci à peu près un tonneau de goudron pour 50 cadavres et en mettant le feu à ce goudron au moyen de paille et de pétrole; il est à noter que les corps ainsi traités étaient inhumés depuis plus de six mois, et par suite avaient beaucoup perdu de l'eau qui entrave la combustion des corps à l'état frais. Au surplus, le gouvernement allemand s'est opposé à l'époque à la continuation des incinérations de cadavres d'hommes par le procédé Créteur.

On arriverait à une combustion assez rapide des cadavres en les couvrant de chaux vive : mais on estime que pour obtenir des résultats vraiment sérieux par cette méthode il faudrait employer un poids de chaux à peu près égal à celui des corps à détruire. Le procédé ne saurait donc être largement appliqué.

En résumé, il ne paraît ni utile ni facile de renoncer en principe à l'inhumation des cadavres, y compris les cadavres de contagieux: il faut toutefois s'efforcer d'inhumer dans de bonnes conditions topographiques et géologiques, suivant les indications rappelées plus haut; là où ces conditions ne pouvant être réalisées les inhumations créeraient par exception un réel péril sanitaire, on tâchera, à titre exceptionnel, de remédier à cette situation par des incinérations à l'aide du procédé Créteur et au moyen de la chaux vive.

## II

Paris, le 12 avril 1915.

NOTE POUR LE CABINET DU MINISTRE.

L'assainissement des champs de bataille, qui incombe à l'armée victorieuse, relève (d'après la notice 9 du règlement sur le service de santé en campagne) du service de santé militaire, dont les directeurs doivent proposer les mesures convenables pour prévenir les conséquences insalubres susceptibles de résulter de la décomposition de nombreux cadavres d'hommes et d'animaux.

Cet assainissement comporte, essentiellement, des inhumations et toutes les dispositions prises soit d'une façon immédiate afin d'en assurer la bonne exécution, soit à une époque plus ou moins tardive pour en corriger les imperfections primitives.

La crémation ne paraît pouvoir être envisagée qu'à titre exceptionnel et dans des circonstances très spéciales, car elle est difficile et coûteuse à réaliser.

Les inhumations seront entreprises le plus tôt possible, au moyen de corvées fournies par les troupes d'étapes et la population locale disponible ; ces corvées opèrent d'après les ordres du commandement conformément aux indications du service de santé.

Le transport de nombreux cadavres à quelque distance des points où ils se trouvent représentant un travail très considérable, il est évident qu'il faut admettre en principe qu'ils seront enterrés dans les zones de terrain sur lesquelles ils sont tombés. Mais il est indispensable :

1° De ne pas admettre une trop grande dissémination des tombes dans une zone donnée, ce qui aboutirait à un véritable gaspillage du terrain ainsi rendu inutilisable pour la culture ou tout autre emploi sur une grande étendue.

2° De ne pas tolérer l'établissement de tombes au voisinage immédiat des habitations, des puits, des sources, des conduites d'eau, des ruisseaux ou rivières, des routes très fréquentées; une distance de 100 mètres entre ces points et les tombes doit être réservée dans tous les cas.

On ne perdra pas de vue que, pour favoriser l'évolution rapide des phénomènes complexes qui aboutissent à la destruction des cadavres inhumés, il faut autant que possible rechercher pour creuser les tombes les terrains secs, les terres légères bien perméables à l'air où l'eau ne séjourne pas : dans les terrains argileux et très humides, la décomposition des cadavres est extrêmement lente.

Il est nécessaire, d'autre part, de se préoccuper des rapports dangereux susceptibles de s'établir entre les fosses contenant des cadavres et les eaux potables utilisées dans le voisinage : il importe de déterminer sur place, dans chaque zone d'inhumations où sont ces eaux, de quelles parties de terrain elles proviennent, quelle est la direction de leur écoulement. On ne désignera les emplacements des fosses pour les cadavres qu'en tenant le plus grand compte de ces données qui parfois pourront être demandées à un géologue connaissant bien la région où on opère. D'ailleurs, on sera en droit de compter aussi, dans une mesure variable, avec la nature des terrains et leur pouvoir filtrant plus ou moins considérable, sur la protection offerte par le sol lui-même, en masse suffisamment considérable, vis-à-vis de la propagation à travers ses couches des souillures organiques provenant des cadavres.

Les fosses elles-mêmes seront organisées comme il est prévu à la notice 9 du règlement sur le service de santé en campagne ; notamment on ne leur donnera pas plus de 2 mètres de profondeur et on les drainera pour les assécher et en favoriser l'aération; les eaux des drains ne seront jamais évacuées par des puits perdus dans une nappe souterraine utilisée non loin de là à l'alimentation en eau potable ; on s'efforcera plutôt de les épurer par épandage sur un sol cultivé ou sur des prairies; il est bon de placer des branchages, d'assez grosses pierres ou scories au fond des fosses ; il est moins utile de les pourvoir de la cheminée pour l'évacuation des gaz mentionnée par la notice; l'emploi de substances dites désinfectantes est également superflu ici.

Pour corriger à un moment donné les imperfections d'inhumations hâtives, pour lesquelles on aura d'abord manqué de temps et d'une direction compétente, on commencera par faire sur place l'enquête locale topographique et hydrogéologique conseillée plus haut ; elle indiquera s'il est des tombes à supprimer, soit par déplacement, soit par crémation, et s'il en est qui sont simplement à améliorer.

En ce qui concerne ces dernières, que leur couverture se soit affaissée, ou qu'elle présente des crevasses formées par la poussée des gaz, il suffit souvent de les recharger de terre. On constituera un tumulus assez important dans le cas fréquent où on aura à faire à une tombe trop peu profonde, dont les cadavres ne sont pas recouverts d'une épaisseur convenable de terre : quelquefois il sera utile auparavant de mettre à jour ces cadavres et de les couvrir d'une couche de 20 ou 25 centimètres de chaux vive avant d'élever le tumulus : on obtiendra ainsi par combustion lente une notable réduction de la masse de cadavres, et on remédiera au dégagement de mauvaises odeurs dans l'atmosphère. Le procédé qui consiste à descendre en tranchée sous les cadavres en étayant le fond de la tombe est bon, mais d'exécution un peu difficile : on dispose un lit de chaux vive dans la partie de la tranchée creusée sous la tombe, puis on enlève les étais pour précipiter les cadavres sur ce lit; on reconstitue ensuite un tumulus au-dessus de la tombe.

Si l'on voulait faire disparaître rapidement, en grande partie, les cadavres inhumés depuis plusieurs mois, on aurait recours au procédé qui a été employé quelquefois, en 1871, sur le champ de bataille de Sedan : il consiste à découvrir les cadavres et à faire couler sur eux une assez grande quantité de goudron et de pétrole qu'on enflamme avec de la paille; en quelques heures on réduit la masse des cadavres des trois quarts environ.

Enfin, on pourra recourir, dans des cas spéciaux, au déplacement de certaines tombes par exhumation et réinhumation en un point propice, parfois dans un cimetière: des précautions spéciales doivent être prises pour la protection sanitaire du personnel employé à ces opérations, et la terre des tombes vidée est largement traitée par le lait de chaux à 20 p. 100.

*L'adjoint au directeur.*

*Le directeur du service de santé.*

## III

Benoîteveaux, le 14 juin 1915.

COMPTE RENDU DE LA COMMISSION SPÉCIALE CHARGÉE DE PROCÉDER A DES EXPÉRIENCES RELATIVES A L'INCINÉRATION DES CADAVRES D'HOMMES ET D'ANIMAUX

Conformément aux indications contenues dans le rapport établi par le docteur Dumont (Lucien) au nom de la commission d'hygiène publique de la Chambre, deux fours avaient été au préalable préparés de la façon suivante :

Ces deux fours de forme de pyramide rectangulaire tronquée renversée, mesuraient à la base 3 mètres de côté, 1 m. 50 de profondeur et 2 mètres de côté au pied.

A chaque angle était creusée une cheminée destinée à assurer un appel d'air pour entretenir et activer la combustion.

La paroi de ces cheminées correspondant à la fosse était constituée par des briques réfractaires.

Deux rails formant chenets étaient disposés sur des briques à une hauteur de 25 centimètres au-dessus du fond de la fosse.

**Première expérience.**

Le foyer a été garni de la façon suivante :

1° Un amas de copeaux arrosés d'un peu d'essence de pétrole ;

2° Du bois en petits morceaux ;

3° De la braise de boulanger **en même couche** ;

4° Des fagots ;

5° Des rondins de bois, de manière à constituer un bûcher.

Sur ce bûcher ont été placés, dans une des fosses, les cadavres de deux soldats allemands inhumés dans des cercueils de sapin le 20 avril 1915 et exhumés pour la circonstance la veille au soir.

Ces cadavres, revêtus de leur uniforme, avec bottes, étaient dans un état de conservation relative, dégageant l'odeur putride qui est de règle dans ces conditions et attiraient aussitôt des essaims de mouches.

Arrosés avec un liquide spécial (goudron colloïdal) préparé par M. Bordas, on a constaté l'éloignement des mouches et la réduction très notable de l'odeur putride.

Les cadavres ont été placés sur le bûcher et recouverts d'une dernière couche de bois.

Le bûcher a été enflammé à neuf heures trente.

L'opération a été terminée à quatorze heures.

Pendant tout ce temps, on n'a constaté aucun dégagement de mauvaise odeur.

A quatorze heures, il ne restait dans le foyer que quatre fragments parenchymateux paraissant provenir des viscères abdominaux (foie) et offrant le volume du poing.

Le reste était transformé complètement en cendres ; on ne reconnaissait plus aucune partie du squelette.

**Deuxième expérience.**

Dans le second four, présentant les mêmes dispositions que le premier tant au point de vue de l'installation que de l'aménagement du foyer, on a incinéré le cadavre d'un cheval malade abattu sur place. Poids approximatif : 500 kilogrammes.

Le foyer a été allumé à 10 h. 30.

A 14 heures, les constatations ont été les suivantes :

La tête, le cou et les membres avaient disparu en totalité.

Les cavités splanchniques étaient ouvertes.

Il restait encore un amas de chair continuant à brûler.

Aucun dégagement de mauvaise odeur.

**Conclusion.**

La commission s'est rendu compte en conséquence :

1° Que l'incinération des cadavres aussi bien humains qu'animaux est une opération réalisable sur place avec des moyens de fortune ;

2° Elle pense unanimement que le dispositif utilisé peut être facilement amélioré dans le but :

*a*) D'économiser considérablement le combustible sans nuire à la durée et aux résultats de l'opération ;

*b*) De faciliter la conduite des opérations (foyer, renouvellement de combustible).

En effet, dans la première expérience, le volume du bois consommé a été égal à deux fois la capacité du four. Pour les chevaux, il peut être estimé à quatre fois.

Or, l'incinération des chevaux qui se pratiquait couramment dans le 6e corps d'armée, depuis plusieurs mois, montre que l'incinération du premier cadavre est relativement longue, tandis que cette opération se simplifie et devient plus facile quand on opère dans le même foyer sur plusieurs cadavres successivement.

NOTA. — La commission estime qu'il y aurait deux modifications à apporter au dispositif ci-dessus :

1° Élévation de la grille au-dessus du fond de la fosse à 0 m. 80 ;

2° Faire sur l'une des faces, et perpendiculairement à celle-ci, une tranchée à sol incliné pour donner accès à la grille (alimentation et conduite du feu, et évacuation des cendres.)

Cette disposition permettra d'introduire le combustible sous les cadavres.

Fait et clos à Benoitevaux, le 14 juillet 1915.

Signé : docteur DUMONT ; docteur NAVARRE ; docteur BORDAS ; professeur BARILLET ; docteur THIERRY ; lieutenant-colonel SOUCHET ; colonel DE FOULONGUE ; médecin principal de 1re classe ROUGET ; médecin inspecteur LEMOINE.

1re Armée — Q. G. le 15 juin 1915.

D. E. S. — Pour copie conforme :

E. M. — *Le chef d'état-major de la D. E. S.*,

Signé : SOUCHET.

IV

G. Q. G., le 16 juin 1915.

AVIS DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DU SERVICE DE SANTÉ

L'expérience unique de Benoitevaux paraît insuffisante pour fixer définitivement les conditions dans lesquelles pourrait s'effectuer l'incinération des cadavres sur les champs de bataille.

Cette expérience n'a porté que sur deux cadavres inhumés en avril dans un cercueil, et se trouvant dans un état de putréfaction très avancé. Il y aurait intérêt à reprendre ces expériences avec des cadavres moins anciens, non inhumés dans des cercueils, de manière à rechercher l'action des matières grasses sur la durée de la combustion.

Il est à remarquer :

1° Que la durée de la combustion pour deux cadavres a été de quatre heures et demie. Dans cette durée ne sont compris ni le temps nécessaire à la construction du four, ni le transport du bois et des cadavres, données qui doivent entrer en ligne de compte dans le cas d'une guerre de mouvement comme d'une guerre de tranchées ;

2° Que les quantités de bois nécessaires pour cette opération ont été très élevées puisqu'il a fallu remplir un four de $3 \times 1.50 \times 2 = 9$ mètres cubes de bois préalablement découpé en petits morceaux, en rondins et en fagots et de braise de boulanger ;

3° Que l'incinération du cadavre du cheval a été incomplète malgré une combustion de quatre heures et qu'il a fallu ensuite procéder à l'enfouissement d'un résidu.

Signé : CHAVASSE.

V

Paris, le 16 juin 1915.

NOTE POUR LE CABINET DU MINISTRE

La 7e direction a l'honneur de transmettre ci-joint le compte rendu des expériences d'incinération qui ont eu lieu le 14 juin courant à la 1re armée, en présence d'une commission mixte dont tous les membres ont signé ledit compte rendu (MM. Dumont et Navarre, députés, trois délégués du conseil supérieur d'hygiène de France et les membres militaires désignés par le général commandant en chef).

Les constatations de la commission établissent les faits suivants :

L'incinération des cadavres est réalisable avec des moyens de fortune, qui, dans les conditions de l'expérience, en quatre à cinq heures ont nécessité l'emploi d'environ 18 mètres cubes de bois pour brûler deux corps humains, et de 36 mètres cubes de bois pour brûler un cheval.

La commission pense d'ailleurs que certains perfectionnements du dispositif employé pourront permettre de diminuer la quantité de combustible brûlé, et que du reste la proportion de ce combustible par cadavre s'abaisserait dans une certaine mesure en incinérant un nombre de corps plus grand que dans les expériences.

La 7e direction a l'honneur de faire remarquer que les constatations de la commission ne sont pas de nature à modifier les réserves formulées au sujet de l'incinération dans ses Notes du 23 mars 1915 au secrétariat général et du 12 avril dernier au cabinet du ministre : à savoir que l'incinération — dont la supériorité théorique au point de vue sanitaire n'est pas douteuse et qui constituera toujours pour les hygiénistes le procédé de choix — paraît d'une application difficile et coûteuse, car elle exige des quantités de combustible considérables. La direction croit devoir appeler une fois de plus l'attention sur ce côté de la question.

Dans les circonstances actuelles l'incinération étendue à un grand nombre de corps nécessiterait toute une série de transports (de cadavres et de combustible) qui constituent une autre difficulté et une autre dépense : il faudra, en effet, éloigner partout les corps de la zone de l'extrême avant, et il y aura lieu dans beaucoup de régions de faire venir de loin le bois qui y fait défaut.

La 7e direction estime, par suite, comme elle l'a déjà dit, que l'incinération sur le champ de bataille ne saurait être utilement envisagée qu'à titre exceptionnel et dans des conditions très spéciales.

*L'adjoint au directeur.*

*Le directeur du service de santé.*

## ANNEXE II° 332

(Session ord. — Séance du 25 septembre 1915.)

PROPOSITION DE LOI relative à la représentation de nos grands intérêts nationaux, présentée par M. Audiffred, sénateur.

Messieurs, il convient que les grands intérêts nationaux soient représentés au Sénat et à la Chambre des députés, par des personnalités ayant une compétence spéciale. C'est l'objet de la présente proposition, inspirée par le désir de fortifier la défense nationale et d'accroître la production agricole et industrielle. A ce double titre, sa présentation à l'heure actuelle, au milieu des hostilités, s'explique et se justifie. Le tsar ne vient-il pas — décision sans précédent — d'appeler les industriels à délibérer avec les membres du Gouvernement et des représentants de la Douma, sur des mesures à prendre pour assurer la défense de la Russie ?

Si dans le passé on avait fait appel à toutes les compétences, à toutes les capacités, notre situation militaire serait incontestablement plus forte et nous aurions évité bien des calamités. Des sièges de sénateurs et de députés sont actuellement vacants ; en décidant d'ores et déjà qu'ils seront attribués aux mandataires des grands intérêts nationaux, on réaliserait sans tarder une réforme utile, au double point de vue de la défense nationale, l'œuvre impérieuse d'aujourd'hui et de la réorganisation industrielle et commerciale, l'œuvre de demain, qu'il faut dès à présent préparer.

On fixera plus tard, après la signature de la paix, une répartition plus équitable de ces sièges prélevés au hasard des événements, sur certains départements. Pour le moment il s'agit d'aller au plus pressé, c'est-à-dire d'assurer la représentation indispensable de nos grands intérêts nationaux, en vue de la défense nationale et du développement des industries françaises.

Le Parlement a compris, que les lois électorales du Sénat et de la Chambre des députés, ne sont pas intangibles. Il a décidé, à une date déjà ancienne, qu'elles ne feraient plus partie des lois constitutionnelles, ce qui permet de les modifier plus facilement, selon les données de l'observation et de l'expérience.

Le suffrage universel est et doit rester à la base de nos institutions républicaines. Mais sur la manière de le pratiquer, des opinions diverses ont été émises et des essais différents ont été tentés. La deuxième République a institué le scrutin de liste, l'Empire l'a remplacé par le scrutin d'arrondissement. L'Assemblé nationale de 1871 a été élue au scrutin de liste, elle a voté le scrutin d'arrondissement, qui a fonctionné jusqu'en 1885. A cette époque, le scrutin de liste a été rétabli, mais, pour arrêter les menées plébiscitaires du général Boulanger, on est revenu, dès 1889, au scrutin d'arrondissement, avec interdiction des candidatures multiples.

Le scrutin d'arrondissement et le scrutin de liste ont l'un et l'autre leurs défauts, que personne ne s'avise de contester. Pour obvier en partie à ces défauts, on a proposé un système transactionnel, qui a déjà recueilli de nombreuses adhésions : le scrutin de liste avec représentation proportionnelle, Quel que soit

le système que l'on adopte, il convient de se pénétrer de la réalité de l'observation de Cavour : la plus mauvaise des Chambres vaut mieux que la meilleure des antichambres.

La proposition que j'ai l'honneur de soumettre au Parlement n'a, en aucune façon, trait au mode de scrutin. Elle s'adapte à tous; elle a un but spécial et bien déterminé, c'est de permettre l'accès du Parlement, en dehors de toute préoccupation politique, à un certain nombre de personnalités, ayant compétence pour exposer et discuter des questions d'intérêt général, vitales pour le pays.

Ces questions vitales concernent la science, la défense nationale, l'art et nos richesses artistiques, le progrès de nos grandes industries : agriculture, chemins de fer, marine marchande, navigation intérieure, aéronautique, mines, métallurgie, filature, tissage.

On ne manquera pas d'objecter, que le Sénat avec ses 300 et la Chambre des députés avec ses 600 membres, choisis dans toutes les catégories sociales, renferment dans leur sein, toutes les spécialités. J'ai assez vécu dans ces assemblées depuis trente-six ans, pour savoir que les hommes de talent et les compétences y abondent. Mais j'ai aussi assez suivi les discussions, et observé les hommes et les événements, pour savoir que, dans certaines circonstances graves, les capacités véritablement spéciales manquent, et que les hommes les plus honorables refusent d'aller au-devant de certaines responsabilités, que rien ne les oblige d'affronter. Ils ont le savoir et le talent, ils pourraient apporter des lumières et des éclaircissements utiles, mais ils prévoient des difficultés prochaines ou lointaines, et ne veulent pas s'y exposer, alors que l'exercice de leur mandat ne leur en fait pas une obligation. Si, par exemple, un ingénieur, obéissant à ses convictions, s'avisait, au Parlement, de prendre parti pour les compagnies de chemins de fer, on ne manquerait pas de dire qu'il est leur avocat rétribué, et d'exploiter contre lui, devant ses électeurs, ce grief imaginaire.

Dans une République bien ordonnée, le régime législatif ne peut être fondé sur la pratique quotidienne du plus pur héroïsme moral, et la défense des plus grands intérêts nationaux, ne peut être abandonnée au hasard des candidatures que la politique fait naître dans chaque collège électoral.

Or des obstacles indéniables interdisent, en réalité, à l'heure actuelle, en l'état de nos mœurs et de nos préoccupations politiques, l'entrée du Parlement à des personnalités éminentes qui rendraient les plus grands services au pays, si elles en faisaient partie.

Il n'est pas douteux que pour être élu au scrutin d'arrondissement ou au scrutin de liste, et surtout pour être réélu, pendant un temps suffisant pour utiliser ses talents et ses connaissances, un candidat, quelle que soit sa valeur, doit avoir un programme politique conforme à l'opinion de la majorité du corps électoral. Il ne saurait se présenter en déclarant qu'il brigue les suffrages, avec l'intention de se consacrer exclusivement à la solution de questions scientifiques ou économiques, sur lesquelles on est généralement d'accord, mais qui sont trop souvent ajournées, au milieu des agitations politiques. Candidat, il doit se prononcer sur les problèmes politiques du jour, et prendre nettement parti. Pas d'élection possible sans cela.

Voilà un premier obstacle, qui se dresse devant les hommes de grande valeur. Il en est d'autres. L'élu, si haut placé qu'il soit dans la considération publique, ne peut se désintéresser des questions locales de sa circonscription; il ne peut davantage écarter les quémandeurs, qui vont d'autant plus à lui, qu'ils lui attribuent une plus grande influence. Avant l'élection, au cours des législatures, il est tenu à des visites, à une correspondance, à des conférences, des comptes rendus qui ne rebutent pas les parlementaires ayant en vue le gouvernement du pays, mais répugnent souverainement, à la majorité des hommes de travail, absorbés par l'étude de questions spéciales.

Il serait inexact de prétendre que le talent s'impose, et trouve toutes les portes ouvertes devant lui. Le génie lui-même est obligé de compter avec les préjugés régnant et les errements en cours.

Lorsque Pasteur, en pleine possession de sa gloire, ayant réalisé ses immortelles découvertes qui, par elles-mêmes, et par celles qu'elles entraîneront, sauveront, en un siècle, plus d'existences que n'en détruira l'abominable guerre que nous subissons, lorsque Pasteur ayant servi l'humanité, sollicita les suffrages des électeurs sénatoriaux du département du Jura où il était né, où il avait conservé des relations, invoquant uniquement ses titres scientifiques, il ne fut pas élu, et n'obtint qu'un faible nombre de voix.

D'autres savants que l'on pourrait citer, et non des moindres, ont eu le même sort, et l'illustre Berthelot, qui a honoré le Sénat, n'aurait peut-être jamais fait partie de cette assemblée s'il n'avait été élu en vertu de la loi des inamovibles.

On voit aussi des sénateurs et députés, d'une incontestable compétence sur certaines questions, déserter à peu près leur étude. Ils sont venus par la politique et la politique les attire. Ils éprouvent une visible satisfaction à aborder, avec leur intelligence éveillée, des problèmes nouveaux, autres que ceux pour lesquels ils ont des aptitudes. Le Parlement est ainsi privé, en tout ou en partie, de collaborations qui seraient précieuses si elles se concentraient sur certains sujets.

Ces faits et ces considérations, qu'il est inutile de développer, démontrent la nécessité de créer un collège spécial, pour l'élection au Sénat et à la Chambre des députés, d'un nombre restreint de personnalités, en vue d'assurer une étude plus complète, plus approfondie de questions dont l'importance ne saurait trop être signalée, dont la solution ne doit pas être influencée par des considérations d'ordre politique.

Après une guerre qui nous privera de tant d'intelligences, et diminuera notablement la fortune publique et la fortune privée, nous enlevant ainsi de grands moyens d'action, qui pourrait contester la nécessité de réaliser des réformes dans le domaine législatif, comme dans tous les autres?

Le Gouvernement du pays par le pays, inauguré en 1789, interrompu par le premier Empire, la Restauration et le second Empire, n'existe, en réalité, que depuis un petit nombre d'années. Il ne faut donc pas s'étonner qu'il soit encore à l'état rudimentaire, puisque ni le temps, ni l'expérience n'ont permis d'apporter des améliorations sérieuses et réfléchies à cet organisme complexe, devant lequel s'ouvre un avenir illimité.

Mais, cette question de la meilleure organisation des assemblées parlementaires est trop intéressante, trop intimement liée à la prospérité du pays et de la République, pour qu'elle ne devienne pas l'objet d'études et surtout d'essais, d'expériences tentés dans une limite restreinte, avec toute la mesure nécessaire.

Il serait imprudent d'opposer à ces études et à ces essais limités une sorte de question préalable, et de proclamer que les premières conceptions des fondateurs du régime doivent être maintenues immuables, comme des articles de foi, quand tout évolue dans la vie des peuples et dans la nature.

Les grandes questions scientifiques, industrielles, économiques qui absorbent aujourd'hui une notable partie du temps du Parlement, se posaient à peine en 1848. Comment aurait-on pu, à cette époque, comprendre qu'elles exigeraient un jour le concours de compétences spéciales?

Ceci dit, je voudrais donner de courtes explications, sur quelques-unes des questions qui réclament, à mon sens, la nomination de personnalités d'une compétence spéciale.

Personne ne s'avise plus, aujourd'hui, de contester les services immenses rendus à l'humanité par la science. Elle nous ouvre constamment des horizons nouveaux, que l'imagination la plus ardente ne pouvait soupçonner. Elle nous éclaire, émancipe notre esprit et nous apporte, à toute heure, des profits matériels considérables. Les pouvoirs publics consultent les savants, en certaines circonstances, on les admet dans des commissions extraparlementaires, on les entend quelquefois dans les commissions parlementaires. Il arrive même, mais très rarement, que le Gouvernement délègue l'un d'eux à la tribune, pour la discussion d'une loi spéciale. Mais, à une époque de transformation comme la nôtre, où le Parlement aborde les problèmes les plus variés, où l'on parle de tout à la tribune des Chambres, qui donc a mission de parler au nom de la science et de la science française, à laquelle nous sommes redevables de tant de bienfaits? Six cents collèges électoraux, quelques-uns de moins de vingt mille habitants, nomment à la Chambre un député, qui puise dans son mandat le droit de traiter tous les sujets.

Les plus petits départements, de moins de 120,000 habitants, nomment deux sénateurs, qui ont également le droit de se prononcer sur tous les problèmes, et la science française n'a pas voix au chapitre. Les hommes de si grande valeur, et généralement de si grande modestie, qui en sont l'honneur devant le monde, ne peuvent indiquer leurs vues sur le progrès et les moyens de le réaliser. Notre législation les tient à l'écart. Ils n'ont le droit d'élever la voix que si on les consulte, dans la mesure où on les consulte, et on les consulte rarement.

Cette exclusion ne saurait persister.

Un corps comme l'Académie des sciences, qui renferme l'élite de nos illustrations, connues du monde entier, doit avoir des représentants dans nos assemblées parlementaires, non pas pour prendre part aux délibérations politiques, mais pour exposer et défendre les droits de la science, pour montrer, chaque fois que l'occasion s'en présente, l'influence exercée par elle sur les destinées de l'humanité, son action sur le progrès en général, et sur le progrès social en particulier.

La France, qui est actuellement le pays de la plus vieille civilisation, possède les plus admirables monuments du monde, et la destruction d'un certain nombre d'entre eux doit nous déterminer à attacher plus de prix, que par le passé à la conservation de ceux que la guerre n'a pas atteints.

Nos artistes continuent les traditions de leurs grands devanciers.

Il importe que tout ce patrimoine artistique soit défendu, que les intérêts de l'art français soient mis en pleine lumière, par un représentant autorisé.

Ce n'est pas trop exiger, que de demander que l'académie des beaux-arts nomme, au Sénat et à la Chambre, un interprète de ses aspirations, ayant la mission de signaler au Parlement, tout ce qu'exigent la conservation de nos richesses artistiques et leur développement.

La défense nationale qui soulève tant de problèmes devant le Parlement, ne saurait être assurée, d'une manière efficace, en dehors de la collaboration incessante des militaires. Il a été un temps, où l'on a cru pouvoir légiférer sur le recrutement de l'armée, sans même consulter le conseil supérieur de la guerre. Qui oserait dire aujourd'hui que notre préparation militaire n'aurait pas été meilleure, si des officiers généraux, délégués par leurs collègues, avaient été en contact permanent avec le Parlement et avaient pu, en pleine liberté, le renseigner d'une manière exacte?

L'armée doit rester étrangère à la politique; mais elle ne doit pas rester étrangère à la préparation militaire législative. Il importe, au contraire, qu'avec une entière indépendance, elle éclaire le Parlement, sur tout ce qu'il doit savoir pour la défense du pays.

Un délégué du conseil supérieur de la guerre, un délégué du conseil supérieur de la marine devraient faire partie des deux Chambres, être membres de toutes les commissions de l'armée, avoir le droit d'exposer à la tribune, avec leur autorité personnelle et l'autorité qu'ils tiendraient de leur mandat de délégués des conseils supérieurs, toutes les mesures qu'exige la défense du pays.

Notre nation n'a pas d'idées agressives; elle entend se protéger, elle ne peut le faire qu'à la condition d'être renseignée par les chefs militaires. A un moment nos forteresses de l'Est étaient dégarnies. Un inspecteur, le général de Négrier, dut donner sa démission pour obtenir leur réapprovisionnement, et l'on dépensa, en toute hâte, plus de cent millions, sur le simple avis des commissions des finances du Sénat et de la Chambre, sans consulter les Chambres, pour les pourvoir du matériel et des projectiles nécessaires.

De tels faits n'auraient pu se produire, si, le conseil supérieur de la guerre et le conseil supérieur de la marine avaient été représentés au Parlement, par des délégués, ayant le droit de dire en leur nom, dans les commissions et même à la tribune, tout ce qui importait à la sécurité du pays.

La plus grande industrie chez les nations modernes, est celle des chemins de fer. D'elle dépendent toutes les autres. Un arrêt prolongé dans la circulation des trains causerait une perturbation générale et entraînerait des ruines

nombreuses. La guerre actuelle a révélé leur importance pour la mobilisation et le ravitaillement des armées. L'entretien d'un mécanisme aussi compliqué, les améliorations qu'il comporte, exigent tous les jours de ceux qui en ont la charge un constant effort vers le mieux. La collaboration entre les chefs de cette grande industrie et le Gouvernement est de tous les jours.

Or, on a creusé, entre les chefs de l'industrie des chemins de fer et les représentants du pays au Parlement, un fossé profond. Quand une question intéresse les chemins de fer, les directeurs des grandes compagnies entretiennent le ministre de leurs vues, ils sont admis à les exposer aux membres des commissions, sans pouvoir discuter avec eux, et c'est tout. S'il y avait un délégué de l'industrie des chemins de fer dans chacune des Chambres, il devrait faire partie de toutes les commissions relatives aux voies ferrées, et avoir le droit de présenter à la tribune, toutes observations qu'il jugerait utiles, concernant cette question vitale.

Les chambres de commerce, qui représentent toutes les industries et le commerce, ont reçu, par des lois récentes, une organisation démocratique. Or, leur rôle reste effacé. Elles émettent des vœux, on n'en tient pas un compte suffisant, souvent on les passe sous silence, alors qu'ils devraient être examinés, avec la plus grande attention. On dira qu'il y a toujours eu au Sénat et à la Chambre, des présidents de chambres de commerce, et que rien ne leur interdit de se constituer les mandataires de leurs collègues. Que des sénateurs et des députés aient assumé cette tâche, en certaines circonstances, et qu'ils l'aient remplie avec talent, cela n'est pas contestable. Mais ils ne sont pas et ne peuvent être, des représentants de l'ensemble des chambres de commerce.

Avant tout, ils sont sénateurs et députés d'un département ou d'un arrondissement. Ce sont des mandataires politiques, ils appartiennent à un parti, ils prennent part, par leurs discours ou leurs votes aux débats politiques, et, dès lors, leur autorité en matière industrielle n'est pas entière.

Les chambres de commerce, pour être seulement représentées, devraient avoir des mandataires spéciaux.

En temps de paix les mines et les usines métallurgiques procurent à l'agriculture et à l'industrie leurs moyens d'action : combustible, machines, outils.

En temps de guerre elles constituent, à côté de l'armée qui combat, l'armée qui fournit le matériel de guerre et les projectiles. L'importance de cette seconde armée grandit tous les jours.

La guerre actuelle, qui met en jeu l'existence même de la nation, nous oblige à considérer d'une manière plus attentive cette industrie des mines qui alimente les hauts fourneaux où l'on fabrique la fonte, les fours où l'on fabrique l'acier, ces usines métallurgiques qui livrent tous les jours des canons, des obus, des fusils, des engins de tous genres.

Bien que les ouvriers des chemins de fer, mines, métallurgie, filature, tissage, n'aient pas encore une connaissance suffisante des conditions d'existence et de développement des industries auxquelles ils appartiennent, il conviendrait de les associer aux directeurs des entreprises dans lesquelles ils travaillent, et de leur donner également un mandat législatif.

Ils pourraient, en effet, apporter au Parlement certaines lumières, incomplètes mais utiles. Le mandat législatif qui leur serait attribué, créerait pour eux et leurs camarades, une responsabilité, et les déterminerait à faire, les uns et les autres, dans leurs réunions, dans leurs syndicats, des études qui profiteraient au pays et à leur corporation.

Lorsque le dernier arrondissement de France est représenté dans les Chambres, les grandes industries qui contribuent si puissamment à la production du pays en temps de paix, à sa défense en temps de guerre, ne pourraient pas, par un délégué autorisé, exposer directement, sans intermédiaires, au Parlement et par la tribune à la nation, les difficultés avec lesquelles elles sont souvent aux prises, les moyens de les résoudre ; elles ne pourraient pas faire valoir leurs légitimes réclamations ?

Que l'on examine ce problème de la représentation de nos industries, sous l'angle que l'on voudra ; qu'on le tourne et le retourne en tous sens, on sera obligé de reconnaître qu'il s'impose à l'attention publique.

La situation actuelle déroute et déconcerte ; elle ne saurait persister.

Si ces diverses représentations étaient organisées, on verrait se produire, à l'instigation de ces spécialistes, un changement des plus satisfaisants dans les habitudes parlementaires. On comprendrait mieux, dans les assemblées législatives, l'importance de ces problèmes scientifiques, industriels et économiques auxquels on n'attache pas toujours une importance suffisante, et, sans déserter l'étude d'autres questions utiles, qui soulèvent parfois tant de passions, on leur accorderait, au grand profit du pays, une plus sérieuse attention.

Ma proposition n'a qu'un but : provoquer l'étude et la solution du problème de la représentation des grands intérêts nationaux, qui me paraît s'imposer au Parlement, surtout dans les circonstances graves où nous sommes, qui exigent le concours de toutes les compétences et de toutes les capacités.

Sous la réserve de cette dernière déclaration, j'ai l'honneur de soumettre au Sénat la proposition de loi suivante :

### PROPOSITION DE LOI

*Article unique.* — Il sera pourvu au remplacement des sénateurs et députés par la nomination de membres élus par les collèges spéciaux énumérés ci-après :

Chacune des sections de l'Institut nommera 1 sénateur et 1 député.

L'académie de médecine nommera 1 sénateur et 1 député.

Le conseil supérieur de la guerre nommera 1 sénateur et 1 député.

Le conseil supérieur de la marine nommera 1 sénateur et 1 député.

Les compagnies des chemins de fer du Nord, Paris-Lyon-Méditerranée, du Midi, d'Orléans, de l'Est, nommeront 1 sénateur et 1 député.

Le comité central des houillères de France nommera 1 sénateur et 1 député.

Le comité central des forges de France nommera un sénateur et un député.

Les représentants des industries de la filature et du tissage de la soie, de la laine et du coton nommeront un sénateur et un député.

Les ouvriers des chemins de fer nommeront un sénateur et un député.

Les ouvriers des mines nommeront un sénateur et un député.

Les ouvriers de la métallurgie nommeront un sénateur et un député.

Les ouvriers de la filature et du tissage nommeront un sénateur et un député.

Les chambres de commerce nommeront un sénateur et un député.

L'académie d'agriculture nommera un sénateur et un député.

Les industriels de l'aéronautique nommeront un sénateur et un député.

Les armateurs (marine marchande) nommeront un sénateur et un député.

Les représentants de la navigation intérieure nommeront un sénateur et un député.

Une loi ultérieure fixera, après avis du conseil d'Etat les conditions de l'élection.

## ANNEXE N° 333

(Session ord. — Séance du 28 septembre 1915).

PROPOSITION DE LOI adoptée par la Chambre des députés adoptée avec modifications par le Sénat, modifiée par la Chambre des députés portant ouverture, au ministre de l'intérieur, d'un crédit d'assistance aux militaires en instance de réformes pour tuberculose transmise par M. le président de la Chambre des députés à M. le président du Sénat (1). — (Renvoyée à la commission des finances.)

(1) Voir les nos 237, 305, 308 Sénat, année 1915 ; 1032, 1219, 1273 et in-8°, n° 266 — 11e législ. — de la Chambre des députés.

## ANNEXE N° 334

(Session ord. — Séance du 28 septembre 1915.)

RAPPORT fait au nom de la commission de l'armée, chargée d'examiner la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à soumettre aux obligations militaires prévues par les lois de 1905 et de 1913, les Sénégalais des communes de plein exercice de la colonie, par M. Henry Bérenger, sénateur (1).

Messieurs, la proposition de loi qui vous est soumise est le résultat d'une transaction entre ses auteurs, le Gouvernement et la commission de l'armée de la Chambre.

Cette transaction, la Chambre des députés l'a entérinée, après débat, dans sa séance publique du 8 juillet dernier.

Votre commission de l'armée demande au Sénat de lui donner à son tour force de loi.

Cette proposition a, en effet, pour but, et elle aura pour résultat de fixer définitivement le statut militaires des Sénégalais originaires des communes de plein exercice de la colonie.

Ces Sénégalais — qu'il ne faut pas confondre avec nos sujets indigènes du Haut-Sénégal et des autres possessions de l'Afrique occidentale française — n'avaient été jusqu'ici astreints à aucune des obligations militaires prévues par les lois de 1905 et de 1913.

Cependant ils étaient électeurs français ! Ils jouissaient des droits politiques français. Et ils sont aujourd'hui représentés au Parlement français par un des leurs, originaire comme eux des communes de plein exercice, l'honorable M. Diagne, député du Sénégal, sous-lieutenant d'infanterie dans un régiment de l'armée métropolitaine française...

La Chambre a voulu faire disparaître par une loi l'anomalie qu'avaient perpétuée les bureaux de la guerre en n'appliquant pas à ces Français du Sénégal le droit commun militaire tel que l'ont réglé les lois du 21 mars 1905 et et du 7 août 1913.

Les motifs des bureaux devaient d'ailleurs être assez peu solides pour que le Gouvernement, dans l'exposé des motifs de son projet de loi primitif du 25 juin 1915, en ait été réduit à dire que « la loi du 21 mars 1905, modifiée le 7 août 1914, ne paraissait pas applicable aux indigènes originaires des quatre communes de plein exercice du Sénégal ».

Les électeurs du Sénégal n'avaient d'ailleurs pas attendu la déclaration de guerre pour protester contre la non-application à leur endroit du droit commun militaire !

Ils n'avaient eu qu'à rappeler le décret du 3-6 mai 1848 qui, au lendemain de l'acte émancipateur du 27 avril, prescrivait « l'application aux colonies des dispositions qui régissent en France le recrutement de l'armée, l'inscription maritime et la garde nationale ».

Le rapport qui précédait ce crédit disait aux gouverneurs : « L'une des premières mesures à prendre d'urgence doit être celle d'appeler immédiatement la population que vous venez de rendre à la liberté, à concourir à la défense de la mère-patrie. » En un mot, le Gouvernement de 1848 décrétait l'incorporation des indigènes dans les troupes régulières de l'armée et de la marine.

Le décret du 3-6 mai 1848 ayant été régulièrement promulgué au Sénégal, et aucun texte n'étant venu l'abroger, il était évident que toutes les lois militaires subséquentes auraient dû recevoir leur pleine exécution dans la colonie du Sénégal en vertu de la Constitution française. Et il est probablement regrettable qu'il n'en ait pas été ainsi par suite d'interprétations arbitraires.

Or, la guerre actuelle, où est engagé le salut de la France, aura eu pour effet immédiat de grouper autour de la mère-patrie, dans le même élan guerrier, toutes ses colonies menacées avec elles.

Dès le 3 août, les Sénégalais des communes de plein exercice réclamèrent énergiquement l'honneur de servir et de combattre comme les autres Français dans l'armée nationale.

Le dossier de leurs réclamations figure *in extenso* aux annexes du présent rapport.

N'est-il pas fâcheux de constater que ce sont encore les bureaux de la guerre qui, par une

(1) Voir les nos 263, Sénat, année 1915, et 941-1045-1080 et in-8° n° 224, — 11e législ. — de la chambre des députés.

série de réponses dilatoires, ont de nouveau retardé, pendant plus de dix mois, l'incorporation régulière des électeurs sénégalais dans l'armée française, suivant le droit commun militaire qui, seul, leur était légalement applicable ?

Le Gouvernement a fini lui-même par penser ainsi, puisque le ministre de la guerre a complètement abandonné le point de vue où l'avait d'abord conduit son administration et qu'il s'est rallié au texte proposé par le représentant du Sénégal et voté par la Chambre sur les conclusions de sa commission de l'armée.

Ce texte, dans son article premier, stipule deux règles essentielles :

La première, c'est que les originaires des communes de plein exercice du Sénégal doivent le service militaire dans les conditions prévues par la loi du 21 mars 1905 modifiée par la loi du 7 août 1913.

La seconde, c'est qu'ils seront incorporés dans les troupes françaises et soumis aux mêmes obligations et avantages. Ils pourront éventuellement être constitués en formations spéciales.

L'article 2 de la proposition de loi ne fait que régler les modalités dans lesquelles s'opérera le recrutement des vingt-huit classes ainsi mobilisables.

Les deux règles essentielles posées à l'article 1er correspondent bien à l'établissement légal du droit commun militaire pour les Sénégalais des quatre communes de plein exercice.

Elles les soustraient, en effet, à toute application abusive qui pourrait être tentée du décret du 7 février 1912 sur le recrutement et l'organisation des troupes noires, dites indigènes.

Ce décret, faisant suite à celui de 1904 sur le même objet, vise le recrutement des tirailleurs indigènes, dits « Sénégalais », par un triple système d'appel, d'engagement et de rengagement.

Mais il ressort des décrets eux-mêmes que la « conscription indigène » ainsi instituée dans l'Afrique occidentale française ne saurait en aucune façon atteindre les originaires des communes de plein exercice du Sénégal.

Pourquoi ?

Parce que la constitution politique de ces quatre communes est radicalement différente de la constitution politique des autres possessions de l'Afrique occidentale française.

La colonie du Sénégal est, en effet, formée de deux éléments très distincts :

1° Des pays de protectorat, qui ont un régime propre issu des traités passés avec des chefs ou souverains indigènes;

2° Des pays d'administration directe, qui comprennent exclusivement les villes de Saint-Louis, Dakar, Gorée et Rufisque, les escales du fleuve ainsi que les territoires annexés entre Dakar et Saint-Louis. Les quatre communes de Saint-Louis, Dakar, Gorée et Rufisque, dites communes de plein exercice de la colonie, jouissent de leurs droits politiques et civils et sont seules représentées à la Chambre française par un député.

Ces droits politiques et civils ont été légalement déterminés au cours de notre histoire :

1° Par le décret du 16 pluviôse an II, qui proclame « l'abolition de l'esclavage des nègres et décide que tous les hommes, sans distinction de couleur, domiciliés dans les colonies, sont citoyens français et jouissent de tous les droits assurés par la Constitution »;

2° Par l'arrêté du 5 novembre 1830, pris en conformité de l'article 21 de l'ordonnance royale du 7 janvier 1822 et de l'article 3 de l'ordonnance du 25 mai 1830, lequel arrêté dit : « Le territoire de la colonie est considéré dans l'application du code civil comme partie intégrante de la métropole. Tout individu né libre et habitant le Sénégal ou ses dépendances jouira dans la colonie des droits accordés par le code civil aux citoyens français »;

3° Par la loi du 24 avril 1833, promulguée la même année au Sénégal, et qui dit expressément : « Toute personne née libre ou ayant acquis légalement la liberté jouit dans les colonies françaises : 1° des droits civils; 2° des droits politiques dans les conditions prescrites par la loi. Sont abrogées toutes dispositions des lois, édits, déclarations du roi, ordonnances royales ou autres, contraires à la présente loi, et notamment toutes restrictions et exclusions qui avaient été prononcées quant à l'exercice des droits civils et des droits politiques à l'égard des hommes de couleur et des affranchis »;

4° Par les décrets du Gouvernement provisoire en date des 5 mars et 27 avril 1848, rétablissant le suffrage universel, abolissant l'esclavage, établissant la représentation, à l'Assemblée nationale, des colonies libérées, dont le Sénégal, et enfin l'instruction provisoire pour les élections dans les colonies, laquelle, ayant force de loi, considère les indigènes du Sénégal comme citoyens français et les dispense de la preuve de naturalisation, à la condition qu'ils justifient d'une résidence de plus de cinq ans dans la colonie;

5° Par la promulgation, en 1853, de la loi du 7 février 1851, relative aux individus nés en France de parents étrangers qui eux-mêmes y sont nés;

6° Par le décret du 16 septembre 1871, qui rétablit les élections législatives pour l'Assemblée nationale dans les colonies françaises et notamment au Sénégal.

De tous ces textes législatifs ou constitutionnels, il résulte clairement que les Sénégalais originaires des communes de plein exercice, quelles que soient leur origine, leur couleur ou leur religion, jouissent des droits politiques du citoyen français suivant la loi française. Les décrets du 30 septembre 1887 sur la répression au Sénégal des infractions commises par les indigènes non citoyen français, du 24 novembre 1884 sur l'indigénat en Afrique occidentale française, du 16 août 1912 sur la justice indigène, n'ont fait que confirmer les droits politiques des Sénégalais originaires des communes de plein exercice.

Nous n'ignorons pas sans doute, qu'il s'est formé, depuis une dizaine d'années, toute une jurisprudence basée sur divers arrêts soit du conseil d'Etat, soit de la cour de cassation, pour limiter les droits civils des indigènes tout en leur reconnaissant les droits politiques. (Voir annexes B et C du présent rapport.)

Mais cette jurisprudence, ne peut, en aucun cas, faire échec au principe fondamental de notre droit public, en vertu duquel la qualité de Français ne se perd que par la loi.

Or, aucune loi n'ayant enlevé aux Sénégalais des quatre communes de plein exercice leur qualité de Français, ces Français du Sénégal doivent participer aux mêmes obligations et avantages que le reste de leurs concitoyens de la métropole et des colonies.

Comme l'a fort justement fait remarquer le rapporteur de la commission de l'armée à la Chambre des députés, l'honorable M. Etienne Rognon, il ne saurait appartenir à aucune administration civile, militaire ou judiciaire de limiter des droits politiques constitutionnels qui ont été fixés par le Parlement au nom du peuple français.

Le décret organique du 2 février 1852 porte en son article 12 que « sont électeurs, sans condition de cens, tous les Français. »

L'article 5 de la loi du 7 juillet 1874, visé par la loi organique du 30 novembre 1875 sur les élections législatives, dit : « Sont inscrits sur la liste des électeurs municipaux tous les citoyens. » Enfin, l'article 14 de la loi du 5 avril 1884, qui sert aujourd'hui à la confection des listes électorales, déclare que : « sont électeurs tous les Français. »

Or, tous ces textes ont été régulièrement promulgués et rendus exécutoires au Sénégal pour les indigènes natifs des communes de plein exercice qui sont électeurs.

« Il est donc inconcevable — concluait M. Rognon — d'interdire aux Sénégalais électeurs l'égalité des droits qu'ont tous les citoyens français. L'étranger naturalisé qui acquiert la qualité d'électeur et n'est éligible que dix ans après sa naturalisation, tout en possédant la plénitude de ses droits civils, n'a pendant ces dix années, qu'une partie de ses droits politiques : est-il pour cela déclaré inapte au service militaire, comme Français, si son âge l'y astreint ? Non ! Alors pourquoi des citoyens français, possédant tous leurs droits civils et politiques, seraient-ils privés d'accomplir leur devoir de soldat ? »

La Chambre a ratifié l'opinion de sa commission de l'armée à une énorme majorité dans sa séance du 8 juillet 1915.

Le Gouvernement a, de son côté, abandonné la thèse administrative de son premier projet de loi qui consistait à instituer deux statuts militaires différents pour les Sénégalais originaires des communes de plein exercice, selon qu'ils seraient jugés « lettrés » ou « illettrés ».

Cette distinction n'a jamais été établie en France pour aucun de nos départements. Pourquoi l'aurait-on établie arbitrairement dans une de nos anciennes colonies où la proportion des illettrés n'est pas plus élevée que dans certaines régions de la France ?

Reste donc la seule théorie solide, parce qu'elle est la seule théorie légale : c'est que les Sénégalais originaires des quatre communes de plein exercice de la colonie doivent le service militaire à la France au même titre et dans les mêmes conditions que leurs concitoyens de la métropole.

C'est cette théorie, fixée par l'article premier de la proposition de loi, que le Sénat fera certainement sienne à son tour.

Le Sénat estimera que ce n'est pas à l'heure où tous les enfants de France, quels que soient le climat de leur naissance et la couleur de leur peau, se battent avec le même héroïsme sous le même drapeau national, qu'il pourrait être séant de ressusciter ou de perpétuer de détestables antagonismes de race en refusant aux électeurs indigènes de nos colonies les mêmes droits militaires qu'aux électeurs originaires de la métropole.

Tous les Français qui se font tuer pour la mère-patrie sont égaux devant la mort. La loi veut aussi qu'ils soient égaux devant le droit et devant le devoir.

L'administration militaire n'a-t-elle pas, au surplus, reconnu pratiquement cette vérité juridique au cours de la guerre actuelle, puisqu'elle a admis l'engagement en France, dans les troupes métropolitaine, des indigènes sénégalais suivants, originaires ou non des quatre communes de plein exercice de la colonie :

1° Provost (Henri), de Saint-Louis, engagé volontaire de dix-sept ans, au 141e de ligne;

2° Gomis (Henri), de Saint-Louis, engagé volontaire au 12e de ligne, qui a conquis tous ses grades dans les tranchées, lieutenant au même régiment;

3° Arsène Gueye, de Dakar, engagé volontaire au 8e colonial;

4° Birahim Güeye, de Dakar, engagé volontaire au 8e colonial;

5° N'Gom (Charles), de Gorée, engagé volontaire d'avant la guerre, au 21e dragons;

6° Mademba Gueye, de Dakar, sous-brigadier de douanes coloniales, mobilisé d'office au 31e territorial;

7° Diagne (Blaise), député du Sénégal, mobilisé d'office au 4e territorial, depuis sous-lieutenant au 37e territorial;

8° Diagne (Félix), de Gorée, engagé volontaire au 5e colonial, décédé à l'hôpital de Faitre;

9° Toumané (François), du Haut-Sénégal, engagé volontaire au 8e colonial;

10° Abaglo, du Haut-Sénégal, engagé volontaire au 40e de ligne;

11° Barboza, de la Casamance (Sénégal), engagé volontaire au 7e d'artillerie de campagne;

12° Waly N'Diaye, de Dakar, engagé volontaire à la 22e section des C. O. A.;

13° Ibra Beck, de Dakar, incorporé dans la classe de 1915, étant infirmier à l'hôpital de Bicêtre;

Etc., etc.

Cette liste d'incorporations sénégalaises indigènes dans les troupes métropolitaines, faites par les bureaux de la guerre pendant la guerre, a déjà tranché la question en fait.

Le Sénat, après la Chambre, la réglera en droit par le vote de la proposition de loi qui lui est soumise.

Un paragraphe spécial de l'article 1er prévoit que « les originaires des communes de plein exercice du Sénégal pourront éventuellement être constitués en formations spéciales ». C'est par conséquent, laisser à l'administration militaire, si elle le juge utile, la latitude suffisante pour organiser, soit sur place, soit ailleurs, le contingent sénégalais des communes de plein exercice, sans cependant leur enlever aucune des obligations ni aucun des avantages des troupes françaises dans lesquelles ils sont incorporés par les lois des 21 mars 1905 et 7 août 1913.

L'article 2 de la proposition règle les conditions de recensement, de revision et d'incorporation des contingents formés par les 28 classes de 1889 à 1917 pour les originaires des communes de plein exercice du Sénégal.

Ces conditions étant les mêmes que pour les classes métropolitaines correspondantes, ne donnent lieu à aucune observation spéciale.

C'est pourquoi, messieurs, d'accord avec le Gouvernement, et après en avoir délibéré, votre commission de l'armée vous propose d'adopter, purement et simplement, le texte déjà voté par la Chambre et qui est ainsi conçu :

PROPOSITION DE LOI

Art. 1er. — Les originaires des communes de plein exercice du Sénégal doivent le service militaire dans les conditions prévues par la loi du 21 mars 1905, modifiée par la loi du 7 août 1913.

Les paragraphes 1, 2, 3 et 5 de l'article 90 et l'article 91 de cette loi ne leur sont pas applicables.

Ils sont incorporés dans les troupes françaises et soumis aux mêmes obligations et avantages. Ils pourront éventuellement être constitués en formations spéciales.

Art. 2. — Dès la promulgation de la présente loi, les contingents des originaires des communes de plein exercice du Sénégal des classes de 1889 à 1917 seront recensés et présentés aux conseils de revision réunis à cet effet. Ils seront immédiatement incorporés en commençant par les plus jeunes classes.

Chacune de ces classes est et reste soumise aux obligations de la classe métropolitaine correspondante.

## ANNEXE N° 335

(Session ord. — Séance du 28 septembre 1915.)

RAPPORT fait au nom de la commission des finances chargée d'examiner la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, adoptée avec modifications par le Sénat, modifiée par la Chambre des députés, portant ouverture, au ministre de l'intérieur, d'un crédit d'assistance aux militaires en instance de réforme ou réformés pour tuberculose, par M. Petitjean, sénateur (1).

Messieurs, dans sa séance du 24 septembre 1915, la Chambre des députés a accepté et voté une seconde fois le projet de loi en rétablissant dans le texte le mot réformé que votre commission des finances vous avait proposé de supprimer et dont le Sénat avait accepté la modification.

M. le rapporteur général de la Chambre déclarait, dans la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au quatrième trimestre de 1915, que deux millions de francs destinés à l'hospitalisation des militaires réformés ne figurent pas même pour partie dans le projet des douzièmes parce que le Sénat n'était pas à cet égard en accord avec la Chambre.

C'est sur l'initiative de M. Honnorat que la proposition a été acceptée, après rapport de M. Boulfandeau. Le Sénat avait supprimé le mot « réformés », ajouté les mots « pendant la durée de la guerre » ; tout en acceptant cette dernière disposition, nous réintroduisons le mot « réformés ». Dans ces conditions nous nous sommes mis d'accord avec la haute Assemblée et, avec son concours, nous pouvons enfin aboutir à une œuvre utile dont la réalisation n'aura pas trop tardé.

Dans une réunion tenue au Sénat le 16 septembre 1915 entre les rapporteurs généraux du budget de la Chambre et du Sénat et les rapporteurs particuliers du projet de loi, M. le professeur Landouzy a fait le calcul approximatif du nombre des militaires tuberculeux susceptibles d'être hospitalisés dans ces hôpitaux de création nouvelle, qu'il chiffre à 25 ou 30,000 pour l'ensemble des deux mille hôpitaux complémentaires existant actuellement. Il a insisté d'une façon toute particulière sur le véritable danger que feraient courir à leurs familles et à leur entourage ces militaires réformés et renvoyés dans leurs foyers, véritables porteurs de germes.

L'accord s'étant fait complètement, votre commission des finances, saisie à nouveau, a accepté le nouveau texte qui vous est proposé. Mais elle a reconnu et elle fait remarquer à nouveau que la somme demandée est insuffisante, et elle se réserve d'examiner très attentivement et de contrôler les dépenses qui vont être faites avant de voter de nouveaux crédits.

PROPOSITION DE LOI

*Article unique.* — Il est ouvert au ministre de l'intérieur, en addition aux crédits provisoires alloués par les lois des 26 décembre 1914 et 29 juin 1915 et par des lois spéciales, pour les dépenses du budget général de l'exercice 1915, un crédit de 2 millions de francs.

Ce crédit sera inscrit à un chapitre 56 *bis* ainsi libellé : « Assistance pendant la durée de la guerre aux militaires en instance de réforme ou réformés pour tuberculose ».

(1) Voir les nos 237, 305, 306, 333, Sénat, année 1915, et 1032, 1219-1273 et in-8° n° 266 — 11e législ. — de la Chambre des députés.

## ANNEXE N° 336

(Session ord. — Séance du 8 octobre 1915.)

RAPPORT fait au nom de la commission chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, modifiant l'application de l'article 8, paragraphe 3, du code civil à l'égard des enfants nés en France de parents belges pendant la durée de la guerre et dans l'année qui suivra la cessation des hostilités, par M. Maurice Colin, sénateur (1).

Messieurs, l'article 8, paragraphe 3, du code civil reconnaît la qualité de Français, dès sa naissance, à tout enfant né en France de parents étrangers quand l'un de ceux-ci y est lui-même né. Est-ce le père qui est né en France, la nationalité française est définitivement acquise à l'enfant. Si, au contraire, c'est la mère, l'enfant peut, dans l'année de sa majorité, décliner la nationalité française et revendiquer celle de ses auteurs.

Il a paru qu'il ne convenait pas de maintenir l'application intégrale de ce texte en ce qui concerne les Belges réfugiés en France depuis la déclaration de guerre et dont les enfants sont nés sur le territoire français par suite des circonstances tragiques qui ont accumulé sur l'infortunée Belgique tant de ruines et tant de deuils. Nous ne pouvons que nous incliner devant les raisons de haute convenance qui ont inspiré le projet et nous vous demandons de l'adopter. Les dispositions de l'article unique du projet sont assez claires par elles-mêmes pour ne point nécessiter un long commentaire. Dès l'instant qu'il s'agira d'un enfant né en France de parents belges pendant la guerre ou l'année qui suivra la cessation des hostilités, le représentant légal de l'enfant pourra, au nom de celui-ci, décliner la nationalité française et lui faire acquérir la nationalité belge, quel que soit celui de ses auteurs qui soit lui-même né sur le sol français. Il faut, mais il suffit, que la déclaration à ce relative soit faite dans les formes fixées par l'article 6 du décret du 13 août 1889, et qu'elle intervienne pendant la durée de la guerre ou dans l'année qui suivra la cessation des hostilités.

Pour la déclaration à faire au nom de l'enfant, le représentant qualifié de celui-ci est le père ; en cas de décès du père, c'est la mère : en cas de décès des père et mère, ou de leur exclusion de la tutelle, ou dans les cas prévus par les articles 141 à 143 du code civil, c'est le tuteur autorisé par délibération du conseil de famille.

En vue de faciliter les formalités nécessaires, le projet décide expressément que les pièces à produire et les exemplaires de la déclaration seront établis sur papier libre.

Comme l'a pensé la Chambre, votre commission estime que les dispositions de l'article unique du projet ne sauraient soulever d'objection, et elle croit devoir vous en proposer l'adoption.

PROJET DE LOI

*Article unique.* — L'article 8, paragraphe 3, du code civil ne s'applique pas à l'enfant né en France, pendant la durée de la guerre ou dans l'année qui suivra la cessation des hostilités, de parents belges, pourvu que le représentant légal du mineur, tel qu'il est indiqué dans l'article 9 du code civil, déclare décliner pour celui-ci la qualité de Français dans les formes prévues par l'article 6 du décret du 13 août 1889.

Cette déclaration devra être souscrite pendant la durée de la guerre ou dans l'année qui suivra la cessation des hostilités.

Les pièces à produire et les exemplaires de la déclaration seront établis sur papier libre.

(1) Voir les nos 191, Sénat, année 1915, et 757-821 et in-8° n° 183. — 11e législ. — de la Chambre des députés.

## ANNEXE N° 337

(Session ord. — Séance du 8 octobre 1915.)

PROJET DE LOI, adopté par la Chambre des députés, portant autorisation d'emprunt aux Etats-Unis, présenté au nom de M. Raymond Poincaré, Président de la République française, par M. A. Ribot, ministre des finances (1). — (Renvoyé à la commission des finances.)

## ANNEXE N° 338

(Session ord. — Séance du 8 octobre 1915.)

PROJET DE LOI adopté par la Chambre des députés, portant ouverture, au ministre de la guerre, d'un crédit additionnel aux crédits provisoires de 1915, en vue du relèvement de la solde des brigadiers, caporaux et soldats, présenté au nom de M. Raymond Poincaré, Président de la République française, par M. A. Millerand, ministre de la guerre, et par M. A. Ribot, ministre des finances (2). — (Renvoyé à la commission des finances.)

## ANNEXE N° 339

(Session ord. — Séance du 8 octobre 1915.)

RAPPORT fait au nom de la commission des finances chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant autorisation d'emprunt aux Etats-Unis, par M. Emile Aimond, sénateur. (3) (Urgence déclarée.)

Messieurs, votre commission des finances vous demande d'adopter d'urgence le projet de loi que la Chambre des députés a voté dans sa séance d'hier et qui porte autorisation d'emprunt aux Etats-Unis.

La question n'est pas nouvelle pour vous et nous avons déjà eu l'occasion de vous en entretenir à deux reprises différentes, à l'occasion des douzièmes provisoires applicables aux troisième et quatrième trimestres de la présente année.

Rappelons brièvement les raisons qui nous amènent aujourd'hui à vous prier de sanctionner ce que nous considérions alors comme une éventualité prochaine.

Nous avions appelé votre attention sur la nécessité de stabiliser le change sur l'Amérique et d'empêcher ainsi l'exode de notre réserve d'or. Il ne fallait pas, en effet, compter à l'heure actuelle sur une modification en notre faveur de la balance commerciale avec les Etats-Unis : nos exportations dans ce pays ne pouvaient arriver à contre-balancer les importations de matières premières et d'objets fabriqués, sans parler des produits alimentaires, que nous sommes obligés de lui demander de plus en plus, puisque, d'une part, nous sommes privés, par l'occupation allemande, d'une partie de nos forces productrices et manufacturières et que, d'autre part, la France se transformant, par suite des nécessités de la défense nationale, en une vaste usine de guerre, est obligée de se fournir de matières premières à l'étranger, et plus particulièrement dans les usines et chez les producteurs de la grande République américaine.

Pour nous procurer les dollars nécessaires à des payements qui augmentent chaque mois d'importance et pour nous éviter ainsi des sorties d'or trop considérables, nous nous trouvions dans des conditions moins favorables que notre alliée l'Angleterre. Nos portefeuilles

(1) Voir les nos 1330-1331 — 11e législ. — de la Chambre des députés.

(2) Voir les nos 682-950-1163-1231-1296-1318 et in-8° n° 273 — 11e législ. — de la Chambre des députés.

(3) Voir les nos 337, Sénat, année 1915, et 1330-1331, et in-8° n° 274. — 11e législ. — de la Chambre des députés.

ne comprennent, en effet, qu'une proportion très faible de valeurs américaines. Nous vous avons rappelé comment M. Ribot, ministre des finances, s'était procuré en Angleterre un crédit de 1,500 millions moyennant un envoi d'or de 500 millions à Londres, l'Angleterre se substituant ainsi à nous vis-à-vis des Etats-Unis, jusqu'à concurrence de quinze cents millions de payements.

Mais les hostilités se prolongeant, en même temps que s'augmentait l'importance de nos achats à l'étranger, ce crédit devait devenir bientôt insuffisant et le moment arrivait rapidement où il aurait fallu entamer dans de grandes proportions l'encaisse or de la Banque de France. Sans doute, dans un bel élan patriotique, la nation apportait à notre grand établissement de crédit, par un afflux régulier, sans aucune contrainte et en dehors de toute intervention de l'Etat, des réserves importantes d'or; sans doute, nous pouvons affirmer que les réserves d'or du pays sont encore considérables, malgré les 900 millions qui sont venus, depuis moins de trois mois, grossir l'encaisse de la Banque; mais nous n'en devons pas moins songer à ne pas laisser s'abaisser cette encaisse au-dessous d'un certain niveau.

Ce n'est pas que nous considérions que l'encaisse métallique de la Banque soit l'unique garantie du billet de banque; il y en a d'autres; elles sont énumérées dans le bilan et elles présentent à elles seules une masse respectable; mais il n'en est pas moins vrai qu'une encaisse métallique élevée est une des principales garanties du billet de banque, en face surtout d'une circulation fiduciaire considérable que les circonstances nous obligeront d'augmenter encore. C'est pourquoi nous ne devons pas cacher la satisfaction que nous éprouvons en constatant que l'encaisse métallique de la Banque arrive aujourd'hui à tout près de 5 milliards, dont 4 milliards 600 millions d'or, alors que l'encaisse or ne dépassait pas 4 milliards 600 millions au début des hostilités.

Votre commission, messieurs, s'est fait présenter l'état des sommes à payer à l'étranger, et particulièrement aux Etats-Unis, pendant les mois qui vont suivre, et elle est d'accord avec le Gouvernement pour estimer qu'il convient de se procurer des dollars dans le double but de stabiliser le change et de nous permettre d'effectuer nos payements sans entamer notre réserve de métal jaune.

Il fallait donc demander aux Etats-Enis de nous fournir eux-mêmes les dollars nécessaires pour effectuer chez eux nos payements futurs, et c'est pour cette raison que la France et l'Angleterre, encore unies dans cette circonstance — car, dans cette crise du change, la livre sterling avait reçu elle aussi des atteintes — envoyèrent une mission aux Etats-Unis, dans le but de négocier un emprunt important auprès des banques américaines.

Nous vous disions, il y a huit jours, que c'était là une entreprise heureuse et hardie à la fois: heureuse, car elle était de nature à faciliter nos échanges futurs, hardie, parce qu'il fallait faire comprendre aux citoyens de la libre Amérique qu'il était de leur intérêt, aussi bien que du nôtre, de faire crédit aux deux plus grandes puissances financières du continent.

L'Amérique, en effet, entrée d'hier dans l'activité mondiale, avait plutôt pour habitude d'emprunter aux autres que de prêter, puisqu'elle devait mettre en valeur un sol vierge, créer et développer des industries de toute nature. Ses préférences allaient donc tout naturellement aux valeurs industrielles, à revenus variables, tandis que les titres de fonds d'Etat, à revenu fixe, ne prenaient place que dans quelques rares portefeuilles.

Les événements qui se déroulent depuis quatorze mois, et qui ont eu pour conséquence de faire affluer de nombreux milliards aux Etats-Unis, ont fait apercevoir au peuple américain d'autres horizons et les satisfactions qu'il peut éprouver à l'heure présente ne lui ont pas fait perdre de vue les éventualités du lendemain.

Il n'est pas superflu d'ajouter que deux grands pays, comme la France et l'Angleterre, en unissant leur crédit par l'apposition de leurs signatures sur le même contrat, offraient une garantie jusque-là sans précédent.

Enfin — pourquoi ne pas le dire? — l'héroïsme de nos soldats, venant précisément à cette heure apporter la preuve indiscutable de notre supériorité militaire, devait avoir raison des dernières hésitations, de telle sorte que les pourparlers préliminaires des commissaires anglo-français, favorisés par un vif mouvement de l'opinion publique, ont abouti à la formation d'un puissant syndicat qui se charge de l'émission de l'emprunt et le garantit.

Le montant de cet emprunt est de 500 millions de dollars. Les obligations à émettre au nom et sous la garantie solidaire de la France et de la Grande-Bretagne sont remboursables après cinq ans.

Elles produiront un intérêt de 5 p. 100 et, à l'échéance, elles pourront être échangées contre des obligations à plus long terme, portant intérêt à 4 1/2 p. 100.

Elles sont exemptes de tous impôts présents et futurs; enfin, le produit de l'emprunt est exclusivement destiné à des payements aux Etats-Unis.

Ces conditions, messieurs, sont celles qui ont été établies d'un commun accord entre les commissaires anglo-français et le syndicat des banquiers qui se charge de l'émission.

En ce qui concerne l'importance de cette émission, le chiffre de 500 millions de dollars n'est donné qu'à titre d'indication; le libellé du projet de loi que nous vous demandons de voter autorise, en effet, le gouvernement toujours d'accord avec le gouvernement britannique à émettre d'autres emprunts pour le payement de nos achats et l'amélioration des conditions du change, lorsque les circonstances l'exigeront.

Bien qu'aucun délai n'ait été assigné à l'autorisation conférée par le projet, il est entendu d'ailleurs qu'elle se limite à la durée de la guerre; elle ne vaut non plus qu'en vue des payements à faire aux Etats-Unis.

Le taux nominal de l'intérêt est fixé à 5 p. 100, taux adopté déjà pour les bons et les obligations de la défense nationale, mais le Gouvernement demande qu'on lui laisse fixer définitivement les contitions de l'emprunt: à titre d'indication, nous pouvons dire que l'emprunt sera émis à 98 et accepté par les banquiers à 96, soit avec une prime de remboursement de 4 fr. au bout de cinq années. Les coupons seront payables en dollars.

Les obligations, comme nous l'avons déjà dit, seront remboursables au bout de cinq années, mais les porteurs auront la faculté d'échanger leurs titres pour de nouvelles obligations portant intérêt à 4 1/2 p. 100 et d'une durée de quinze années.

En ce qui concerne l'exemption de tous impôts présents et futurs, le Gouvernement reste fidèle à la doctrine que votre commission des finances, comme du reste votre commission spéciale de l'impôt sur le revenu, a toujours défendue et fait triompher devant vous, lorsqu'il s'agissait de l'intérêt de l'Etat, intérêt supérieur à tous les autres. Au surplus, l'Angleterre elle-même a dû faire fléchir la rigidité de son régime fiscal en ce qui concerne cet emprunt, puisqu'elle le déclare exempt de l'income-tax.

Enfin, la clause par laquelle l'argent emprunté aux Etats-Unis restera aux Américains et servira exclusivement aux payements à faire en Amérique se justifie par les considérations mêmes qui nous ont amenés à l'emprunt, de telle sorte que l'on pourrait dire avec raison que l'arrangement financier que nous allons conclure avec les banques américaines est avant tout un arrangement commercial.

Pour que le Gouvernement puisse prendre vis-à-vis du syndicat des banques américaines les engagements nécessaires et fixer définitivement les conditions de l'emprunt actuel, ainsi que de tous autres emprunts que, d'accord avec le gouvernement britannique, il pourra être admis à émettre aux Etats-Unis, il lui faut l'autorisation législative. La Chambre l'a donnée hier, dans la séance même où a été déposé le projet de loi; nous vous demandons, messieurs, d'agir avec la même rapidité, car il y a un intérêt majeur à procéder très prochainement à l'émission publique.

Votre commission des finances a entendu le ministre des finances; elle a obtenu de lui tous les éclaircissements nécessaires.

En donnant au Gouvernement les autorisations qu'il sollicite, le Sénat apportera son adhésion à un acte qui affirmera aux yeux du monde l'étroite sympathie qui unit la grande république américaine aux peuples alliés et à la noble cause qu'ils défendent en commun.

### PROJET DE LOI

*Article unique.* — Le Gouvernement est autorisé à émettre aux Etats-Unis, conjointement et solidairement avec le gouvernement britannique, un ou plusieurs emprunts dont le montant et les conditions seront fixés par lui au mieux des intérêts du Trésor.

Les titres de ces emprunts seront exempts de tous impôts présents et futurs.

## ANNEXE N° 340

(Session ord. — Séance du 8 octobre 1915.)

PROPOSITION DE LOI, adoptée par la Chambre des députés, relative aux actes de décès des personnes présumées victimes d'opérations de guerre, transmise par M. le président de la Chambre des députés à M. le président du Sénat (1). — (Renvoyée à la commission, nommée le 18 mars 1915, chargée de l'examen d'une proposition de loi relative aux actes de décès de militaires ou civils tués à l'ennemi ou morts dans des circonstances se rapportant à la guerre.)

## ANNEXE N° 341

(Session ord. — Séance du 8 octobre 1915.)

PROPOSITION DE LOI, adoptée par la Chambre des députés, tendant à modifier l'article 75 de la loi municipale du 5 avril 1884 (création de postes d'adjoints spéciaux), transmise par M. le président de la Chambre des députés à M. le président du Sénat (2). — (Renvoyée à la commission, nommée le 14 juin 1910, chargée de l'examen de propositions de lois relatives à l'organisation départementale et communale.)

## ANNEXE N° 342

(Session ord. — Séance du 8 octobre 1915.)

PROJET DE LOI, adopté par la Chambre des députés, autorisant temporairement l'admission dans l'armée active des médecins et pharmaciens aides-majors de réserve, présenté au nom de M. Raymond Poincaré, Président de la République française, par M. A. Millerand, ministre de la guerre (3). — Renvoyé à la commission de l'armée.)

## ANNEXE N° 343

(Session ord. — Séance du 8 octobre 1915.)

PROJET DE LOI, adopté par la Chambre des députés, tendant à maintenir à la disposition du ministre de la guerre, jusqu'à la cessation des hostilités, les hommes de la classe 1888, présenté, au nom de M. Raymond Poincaré, président de la République française, par M. A. Millerand, ministre de la guerre (4). — (Renvoyé à la commission de l'armée.)

## ANNEXE N° 344

(Session ord. — Séance du 14 octobre 1915.)

RAPPORT fait au nom de la commission des finances chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ouverture au ministre de la guerre d'un crédit additionnel aux crédits provisoires de 1915, en vue du relèvement de la solde

(1) Voir les nos 770-1233 et in-8° n° 269 — 11e législ. — de la Chambre des députés.

(2) Voir les nos 927-1067 et annexe et in-8° n° 275. — 11e législ. — de la Chambre des députés.

(3) Voir les nos 1223-1257 et in-8° n° 271. — 11e législ. — de la Chambre des députés.

(4) Voir les nos 1260-1306 et in-8° n° 272. — 11e législ. — de la Chambre des députés.

**des brigadiers, caporaux et soldats, par M. Milliès-Lacroix, sénateur (1).**

Messieurs, la question du relèvement de la solde des troupes a été posée à la Chambre des députés, pour la première fois, à la date du 25 février 1915, sous une forme de proposition de loi par l'honorable M. Albert Tailliandier et plusieurs de ses collègues.

Aux termes de cette proposition de loi, « pendant la durée de la guerre, il devait être attribué aux officiers et sous-officiers, pour tout le temps qu'ils auront passé dans les corps et services de la zone des opérations, les allocations journalières supplémentaires fixées ci-après :

« Officiers de tous grades, 3 fr.

« Sous-officiers à solde mensuelle, 1 fr. 50.

« Sous-officiers à solde journalière, 1 fr.

« Des indemnités de même nature devaient être versées aux caporaux et soldats se trouvant également dans la zone des opérations, suivant les conditions et les taux qui seront déterminés par un décret portant règlement d'administration publique ».

Le 27 mai 1915, une deuxième proposition était déposée sur le bureau de la Chambre des députés par l'honorable M. Durafour et plusieurs de ses collègues, aux termes de laquelle :

« A compter du 1er juin 1915, et pendant la durée de la guerre, tous les hommes mobilisés comme soldats recevront une solde journalière et exceptionnelle augmentée de 50 centimes.

« La solde des caporaux, caporaux-fourriers et sergents sera majorée de la même somme à partir de la même date ».

Enfin une troisième proposition était déposée le 30 juillet 1915 par les honorables MM. Henry Fougère et Camille Blaisot, portant que « la solde des soldats, caporaux et sergents dans la zone des armée est majorée de 20 centimes à titre d'indemnité de campagne ».

Un égal sentiment de sollicitude et de générosité pour notre vaillante armée avait animé les auteurs de ces trois propositions qui poursuivaient les mêmes buts : améliorer la situation matérielle des soldats qui combattent au front avec un courage et une abnégation si patriotiques; réparer l'omission dont avaient été l'objet les soldats, caporaux et sous-officiers dans le relèvement de la solde consécutif au décret du 30 décembre 1913; assurer aux soldats français une situation matérielle égale sinon supérieure à celles des soldats des autres nations.

Dans son très intéressant rapport, au nom de la commission de l'armée de la Chambre des députés (26 août 1915), l'honorable M. Rognon a admirablement traduit ces sentiments :

« Pourquoi, a-t-il dit, si l'on a reconnu la nécessité d'accorder certains avantages, se refuserait-on de réaliser une amélioration de la situation matérielle du soldat français ?

« Si les raisons sont valables pour les uns, elles le sont pour les autres et, sans distinction, tous les soldats de France du front et de l'intérieur doivent bénéficier de la réforme. Pas de différence, disons-nous, car il ne doit pas y en avoir dans une armée nationale, où tous les hommes sont appelés à l'égalité du sacrifice pour la défense de la patrie, et surtout parce que nous ne voulons pas faire des catégories entre les soldats de France. . . . . .

. . . . . .

(1) V. les nos 338, Sénat, année 1915, et 682-960-1163-1231-1296-1318 et in-8° 273. — 11e législ. de la Chambre des députés.

« Ce relèvement de solde, qui jouera pendant la durée de la guerre, sera certes une charge nouvelle pour nos finances, mais aussi quel effet moral sur les bénéficiaires qui supportent avec tant de vaillance les privations et les souffrances, et sur leur famille qui souvent prélève sur l'allocation les quelques douceurs qu'elle envoie. . . . . .

. . . . . .

« Demain, dans la tranchée, dans les dépôts, partout quand la bonne nouvelle y arrivera, ce sera un feu de joie, d'espérance et de souvenirs. Tous ces hommes, venus de la terre, de l'atelier, de l'usine, du bureau, du laboratoire, verront que l'on pense à eux.

« La puissance armée ne réside pas seulement dans un outillage admirable, il faut que ces instruments soient mis en valeur par le facteur moral de l'homme; nous ne pouvons donc le négliger.

« Le soldat français est admirable de résistance et de persévérance, capable de réaliser les plus beaux actes d'héroïsme, mais aussi, en raison de cette belle indifférence dans le sacrifice de sa vie, a-t-il besoin de sentir que l'on ne l'oublie pas, que l'on pense à lui, à sa famille, à ses chers petits qu'il a laissés là-bas, au village, à la ville.

« Qu'importe alors la dépense devant tous les avantages moraux et matériels qui résulteront de la réforme ?

« En augmentant de 20 centimes par jour la solde du soldat, en majorant d'autant celle du caporal et du sergent, nous accomplirons ainsi le geste qu'il convient à un grand pays comme le nôtre.

« Ce sera son honneur d'avoir pensé dans les heures difficiles et glorieuses à ses fils, à tous ses héros . . . . . .

« . . . . . »

Comme conclusion à ce rapport, la commission de l'armée soumit à la Chambre des députés la proposition de loi suivante, qui avait remanié l'adhésion des auteurs des trois propositions ci-dessus :

« A compter du 1er juillet 1915, jusqu'à leur démobilisation effective, les soldats recevront une solde journalière et exceptionnelle augmentée de 20 centimes.

« La solde des caporaux, fourriers et sergents sera majorée de la même somme, pendant le même temps et à partir de la même date. »

Le Gouvernement paraît avoir longtemps hésité avant d'entrer dans des vues de la commission de l'armée de la Chambre des députés. Ce n'est, en effet, que le 29 septembre que, se ralliant publiquement au principe des trois propositions, il déposa un projet de loi dans l'objet de pourvoir au relèvement de la solde des soldats, des caporaux et des caporaux-fourriers à dater du 1er octobre 1915.

M. le ministre de la guerre fit remarquer dans l'exposé des motifs du projet de loi que la proposition de la commission de l'armée ne paraissait pas susceptible d'être admise dans la forme où elle était présentée : « Il est, en effet, de règle constante que les tarifs de solde sont fixés par décret dans la limite des crédits votés par le Parlement. De plus, la proposition ne tient pas un compte suffisant des dispositions spéciales à certaines catégories de militaires et son effet rétroactif lui-même ne serait pas sans se heurter à certaines difficultés. »

D'autre part, le Gouvernement avait estimé qu'en raison des charges si lourdes qui pèsent sur la nation, il serait suffisant d'étendre le relèvement de la solde aux hommes appartenant aux corps et services stationnés dans les zones des armées et au corps expéditionnaire d'Orient.

Dans cet ordre d'idées, il déposa une demande d'ouverture de crédits supplémentaires, en addition aux douzièmes provisoires, de 43 millions, applicables au chapitre 7 (solde de l'armée) de la première section du budget de la guerre.

Dès le lendemain du dépôt de ce projet, le 30 septembre 1915, en séance publique de la Chambre des députés, l'honorable général Pédoya, président de la commission de l'armée annonça qu'un accord était intervenu entre le Gouvernement, la commission de l'armée et la commission du budget de la Chambre.

« Le Gouvernement, dit le président de la commission de l'armée, a consenti à porter de 43 millions, somme qui était proposée, à 70 millions, l'augmentation de crédit nécessaire pour cette heureuse réforme. Nous avons donc satisfaction complète. L'augmentation de solde donnée aux soldats, aux caporaux, aux caporaux fourriers et aux brigadiers fourriers sera de 20 centimes par jour. C'est par acclamation que la Chambre votera l'augmentation qui lui est proposée ».

A son tour le Gouvernement, par l'organe de l'honorable ministre des finances, constata l'accord, sans s'expliquer toutefois sur les raisons qui l'ont conduit à accepter que la solde soit la même à l'intérieur que sur le front.

« Nous devons être unanimes, déclare M. Ribot, pour envoyer le témoignage de notre admiration aux soldats qui se battent sur le front ».

Sur ces deux déclarations, la Chambre des députés a adopté sans discussion le projet de loi ci-après :

« *Article unique.* — Il est ouvert au ministre de la guerre, sur l'exercice 1915, en addition aux crédits provisoires ouverts par les lois des 26 décembre 1914, 29 juin et 28 septembre 1915 et par des lois spéciales, un crédit total de 70 millions de francs applicable au chapitre 7 (solde de l'armée) de la 1re section du budget.

La commission des finances est unanime à proposer au Sénat de s'associer au vote émis par la Chambre.

La solde attribuée aux troupes comprend deux sortes de prestations : la prestation en nature, sous forme de prime délivrée aux unités pour pourvoir à l'alimentation; la prestation en argent, ou prêt, payé tous les dix jours aux hommes, d'après un tarif déterminé.

La prestation de prime d'alimentation a été successivement relevée, au cours de ces dernières années, dans des conditions qu'il est inutile de rappeler ici, mais qui sont telles que la nourriture donnée aux troupes en temps de paix et en temps de guerre est très abondante, très saine et très variée.

Quant à la solde en argent, elle est encore, aujourd'hui comme au temps de la Révolution et du Premier Empire, au taux de 5 centimes par jour pour les soldats. De nombreux décrets ont augmenté la solde des officiers et des sous-officiers, mais celle des soldats n'a pas varié.

Rappelons les derniers relèvements de solde consécutifs à la loi du 30 décembre 1913. Sans parler de ceux dont furent légitimement gratifiés les officiers, les sous-officiers à solde mensuelle obtinrent des augmentations appréciables, réalisées en deux étapes.

Le tableau suivant indique par grade la solde journalière correspondant à la solde mensuelle moyenne (c'est-à-dire après 8 ans de services) avant le relèvement et à chacune des étapes du relèvement.

| DÉSIGNATION | AVANT le 1er décembre 1913. | A PARTIR du 1er décembre 1913. | A PARTIR du 1er octobre 1914. | A PARTIR du 1er décembre 1914. |
|---|---|---|---|---|
| | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. |
| Adjudant-chef | 6 » | 6 90 | 6 90 | 11 30 |
| Adjudant | 5 30 | 5 70 | 6 15 | 9 33 |
| Sergent-major ou maréchal des logis chef | 3 90 | 4 80 | 4 75 | 7 09 |
| Sergent ou maréchal des logis | 3 60 | 4 » | 4 45 | 6 61 |

En temps de paix ces sous-officiers sont obligés d'assurer à leurs frais la nourriture. Il en est de même, en temps de guerre, pour ceux qui sont dans la zone de l'intérieur; mais ceux qui sont dans la zone des armées ont droit à la ration de vivres en campagne en nature, en vertu du règlement sur l'alimentation en campagne ou à l'indemnité représentative correspondante, soit 1 fr. 68 pour la France et 77 centimes pour le Maroc. Leur solde s'accroît donc d'autant.

En outre, le décret du 13 novembre 1914 a accordé une allocation de 1 fr. 50 (laquelle, nous a-t-on dit, va être ramenée à 1 fr.) aux sous-officiers à solde mensuelle appartenant aux corps et services qui se trouvent dans la zone des armées, sauf quelques peu importantes exceptions.

Quant aux sous-officiers à solde journalière, ils n'ont bénéficié d'aucun relèvement, à la suite de la loi du 30 décembre 1913.

Leur solde journalière en argent est la suivante :

Adjudant, 2 fr. 44.

Sergent-major ou maréchal des logis chef, 1 fr. 02.

Sergent ou maréchal des logis, 72 centimes.

A quoi il faut ajouter, pour ceux qui ont servi dans l'armée active au-delà de la durée légale et jusqu'à y compris la cinquième année, des hautes payes journalières variant, suivant le corps où ils se servent de 1 fr. à 1 fr. 20.

En vertu du décret du 13 novembre, il est accordé à ceux qui servent dans la zone des armées une allocation spéciale de 1 fr. (laquelle, nous a-t-on dit, est sur le point d'être abaissée à 75 centimes).

Au point de vue de l'alimentation les sous-officiers sont nourris dans les conditions suivantes :

Aux armées : versement par l'Etat d'une prime fixe de 20 centimes à l'ordinaire et allocation de la ration de vivres de campagne ;

A l'intérieur : versement à l'ordinaire d'une prime fixe de 245 millimes, d'une prime de viande de 70 centimes et valeur de la ration de pain, 258 millimes.

L'ensemble de la solde (prestation en nature et prestation en argent), s'élève donc actuellement pour les sous-officiers à la solde journalière, sauf les brutes payes, comme suit :

| DÉSIGNATION | ADJUDANT | | SERGENT-MAJOR ou maréchal des logis chef. | | SERGENT ou maréchal des logis. | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Aux armées. | Intérieur. | Aux armées. | Intérieur. | Aux armées. | Intérieur. |
| Solde | 2 44 | 2 44 | 1 02 | 1 02 | 0 72 | 0 72 |
| Allocation spéciale | 1 » | » | 1 » | » | 1 » | » |
| Prime fixe | 0 20 | 0 245 | 0 20 | 0 245 | 0 20 | 0 245 |
| Ration de campagne | 1 68 | » | 1 68 | » | 1 68 | » |
| Prime de viande (1) | » | 0 70 | » | 0 70 | » | 0 70 |
| Pain (1) | » | 0 258 | » | 0 258 | » | 0 258 |
| Totaux | 5 32 | 3 643 | 3 90 | 2 223 | 3 60 | 1 923 |

(1) Ces taux sont fonction du prix des denrées; ils étaient inférieurs avant la guerre.

Pas plus que les sous-officiers à solde journalière, les caporaux ou brigadiers fourriers, caporaux ou brigadiers et les soldats n'ont vu relever leur solde, à la suite de la loi du 30 décembre 1913. Voici quelle est leur situation respective :

| DÉSIGNATION | CAPORAUX FOURRIERS | | CAPORAUX | | SOLDATS | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Aux armées. | Intérieur. | Aux armées. | Intérieur. | Aux armées. | Intérieur. |
| Solde | 0 52 | 0 52 | 0 22 | 0 22 | 0 05 | 0 05 |
| Primes fixes | 0 20 | 0 245 | 0 20 | 0 245 | 0 20 | 0 245 |
| Vivres. Rations de campagne | 1 68 | » | 1 68 | » | 1 68 | » |
| Primes de viande | » | 0 70 | » | 0 70 | » | 0 70 |
| Pain | » | 0 258 | » | 0 258 | » | 0 258 |
| Totaux | 2 40 | 1 723 | 2 10 | 1.423 | 1 93 | 1 253 |
| Augmentation de solde à provenir du projet de loi | 0 20 | 0 20 | 0 20 | 0 20 | 0 20 | 0 20 |
| Totaux | 2 60 | 1 923 | 2 30 | 1 633 | 2 13 | 1 453 |

Comme on l'a vu plus haut, le relèvement de solde qui résultera du projet de loi voté par la Chambre des députés ne s'appliquera qu'aux caporaux ou aux brigadiers-fourriers et caporaux ou brigadiers et aux soldats. Les sergents ne sont pas appelés à en bénéficier.

On peut se demander s'il est bien logique d'exclure ces modestes sous-officiers d'un relèvement dont tous les autres hommes de troupe auront profité. A la vérité ceux d'entre eux qui sont aux armées reçoivent et continueront à recevoir l'allocation spéciale qui n'est point attribuée aux caporaux et soldats.

D'autre part, comme, à la suite du relèvement qui va leur être appliqué, les caporaux ou brigadiers fourriers auront une solde égale à celle des sergents et maréchaux des logis, la parité de solde paraîtra peut-être choquante eu égard à la disparité du grade ; mais il y a lieu d'observer que le grade de caporal ou brigadier fourrier est un grade intermédiaire et transitoire et que, malgré son infériorité, le caporal ou brigadier-fourrier est considéré comme un sous-officier et qu'il vit avec les sous-officiers. La parité de solde semble donc justifiée. Aussi bien, aux armées, le sergent reçoit en plus l'allocation spéciale, qui différencie plus qu'amplement les situations en présence. En résumé, la solde des sous-officiers, à solde journalière des caporaux ou brigadiers et des soldats de l'armée française ressortira comme suit (allocations et prestations comprises), après l'adoption du projet de loi par le Sénat :

| | Aux Armées. | Intérieur. |
|---|---|---|
| Adjudants | 5 fr. 32 | 3 fr. 643 |
| Sergents-majors ou maréchaux des logis chefs | 3 90 | 2 223 |
| Sergents ou maréchaux des logis | 3 fr. 60 | 1 fr. 923 |
| Caporaux fourriers ou brigadiers fourriers | 2 60 | 1 923 |
| Caporaux ou brigadiers | 2 30 | 1 633 |
| Soldats | 2 13 | 1 453 |

Il nous a paru intéressant de placer sous les yeux du Sénat, à titre de comparaison, les soldes de caporaux et soldats en vigueur dans les autres nations engagées dans le conflit européen.

Voici les renseignements qui nous ont été communiqués à ce sujet par l'administration :

**Solde des caporaux ou brigadiers et des soldats dans les principales armées étrangères d'Europe.**

ALLEMAGNE

Il n'existe pas de grade correspondant à celui de caporal. La hiérarchie des hommes de troupe et les soldes y afférentes sont les suivantes :

Soldat :

A pied ..... 0 fr. 375
A cheval ..... 0 fr. 437

Appointé (Gefreite) :

A pied ..... 0 fr. 437
A cheval ..... 0 fr. 50

Sous-officier (Unteroffizier), solde minima de 378 fr. par an (soit 1 fr. 035 par jour). Il convient de noter que l'Etat ne fournit pour le repas du soir qu'une légère collation (charcuterie, fromage) que les hommes complètent à leurs frais.

AUTRICHE-HONGRIE

Il n'existe pas de « caporal », mais un grade intermédiaire entre le caporal et le soldat qu'on nomme « gefreite », les soldes sont les suivantes :

Soldat ..... 0 fr. 17 (16 hellers).
Gefreite ..... 0 fr. 21 (20 hellers).

Comme en Allemagne, le repas du soir fourni par l'Etat est très sommaire. La ration de viande pour les deux repas n'est que de 190 grammes.

GRANDE-BRETAGNE

Soldat :

A pied ..... 1 fr. 20 à 1 fr. 30.
A cheval ..... 1 fr. 40 à 1 fr. 60 et 2 fr. 10.

Grade correspondant à celui de caporal ou brigadier :

A pied ..... 2 fr. 05 à 2 fr. 15 pour l'infanterie et 3 fr. 10 pour le génie.
A cheval ..... 2 fr. 50 à 3 fr. 30 (cavalerie, artillerie, train).

ITALIE

Soldat ..... 0 fr. 10
Grade correspondant à celui de caporal ou brigadier ..... 0 fr. 25

TURQUIE

Soldat ..... 0 04
Onbachi (caporal) ..... 0 25

SERBIE

| | |
|---|---|
| Soldat | 0f 05 |
| Caporal ou brigadier | 0 165 |

Si l'on tient compte des avantages qui sont attribués sous diverses formes au soldat français, la situation de celui-ci est loin d'être inférieure à celle du soldat des autres nations.

Toutefois, il faut excepter le soldat britannique, soldat de métier, recruté par engagement et non par conscription, attiré nécessairement par une solde élevée.

Comme on l'a vu plus haut, le crédit de 70 millions destiné au relèvement de la solde n'est ouvert qu'au chapitre 7 (solde de l'armée). Le projet de loi du Gouvernement auquel le texte adopté par la Chambre a été emprunté, ne devant s'appliquer qu'aux corps et services stationnés dans la zone des armées et au corps expéditionnaire d'Orient, c'est au chapitre 7 seul que devraient être ouverts les nouveaux crédits. Mais la Chambre des députés a entendu faire bénéficier du relèvement l'ensemble des troupes, quelles que fussent leurs positions : au front, à l'intérieur, en Algérie-Tunisie, au Maroc, en Orient.

Or, il est au budget de la guerre un grand nombre d'autres chapitres auxquels sont imputées les soldes des troupes mobilisées, stationnées en Algérie-Tunisie et au Maroc. Il serait inadmissible que, par suite d'un dispositif vicieux du projet de loi, ces troupes fussent exclues du bénéfice du relèvement de la solde qu'a entendu leur accorder la Chambre des députés et que la commission des finances veut consacrer.

Afin qu'il ne puisse y avoir aucune équivoque à ce sujet, nous avons posé la question à M. le ministre de la guerre. Voici la réponse qu'il a bien voulu nous faire l'honneur de nous adresser, à la date du 10 octobre :

« J'ai l'honneur de vous faire savoir que, d'après l'accord intervenu entre la commission de l'armée de la Chambre, la commission du budget et le Gouvernement, accord auquel a fait allusion M. le général Pédoya dans sa déclaration, le relèvement de 20 centimes doit être attribué à tous les soldats, caporaux ou brigadiers, caporaux fourriers, ou brigadiers fourriers des troupes métropolitaines ou coloniales stationnées dans la zone des armées ou à l'intérieur du territoire ; il est également acquis à toutes les troupes métropolitaines ou coloniales stationnées en Algérie-Tunisie.

« Les militaires des troupes indigènes qui bénéficient déjà d'un tarif de solde spéciale ne bénéficieront du relèvement dont il s'agit que dans la limite nécessaire pour porter aux nouveaux tarifs applicables aux troupes françaises les tarifs actuellement en vigueur dans ces corps.

« En conséquence, les tirailleurs qui touchent déjà 22 centimes verront leur solde relevée de 3 centimes et portée à 25 centimes ; de même, les simples soldats des troupes stationnées au Maroc dont la solde est actuellement de 20 centimes ne bénéficieront que d'un relèvement de 5 centimes.

« Les caporaux et caporaux fourriers de tirailleurs, comme ceux des troupes métropolitaines ou coloniales stationnées au Maroc, ayant déjà une solde supérieure à la nouvelle solde du grade correspondant en France ne bénéficieront d'aucun relèvement.

« S'il n'a pas été ouvert de crédits additionnels au titre des divers chapitres de solde de l'Algérie-Tunisie et du Maroc, c'est qu'il est à prévoir que les crédits actuels seront suffisants ; s'il en était autrement, les crédits additionnels nécessaires seraient ultérieurement demandés. »

Donc il ne saurait y avoir de doute. Le relèvement de solde est général pour les caporaux et caporaux fourriers et soldats. Il ne s'appliquera toutefois en Algérie-Tunisie et au Maroc que dans la mesure où la solde des militaires qui y sont stationnés devra être égalisée avec celle des caporaux fourriers, caporaux et soldats en France.

Il est bien entendu qu'à cette augmentation ne saurait correspondre, par compensation, l'économie à réaliser sur les rations, qui ne peuvent être diminuées.

Le crédit de 70 millions sera-t-il suffisant ? Nous en doutons. La dépense, d'après nos calculs, ne sera pas inférieure à 79 millions, mais il ne faut pas oublier qu'elle ne porte que sur un trimestre. La charge sera donc d'autant plus lourde que dureront les hostilités et que sera maintenue la mobilisation. Elle sera sans doute considérable, mais acceptons-la avec conscience de l'accomplissement d'un devoir de justice et de solidarité.

Le Sénat sera certainement unanime à s'associer au geste dont la Chambre des députés a eu la généreuse initiative. Il témoignera de sa sollicitude envers nos belles troupes, de son admiration pour leur vaillance, de la gratitude de la nation pour leur courageuse abnégation, en adoptant à l'unanimité le projet de loi dont la teneur suit :

PROJET DE LOI

*Article unique.* — Il est ouvert au ministre de la guerre, sur l'exercice 1915, en addition aux crédits provisoires ouverts par les lois des 26 décembre 1914, 29 juin et 28 septembre 1915 et par des lois spéciales, un crédit de 70 millions de francs, applicable au chapitre 7 (solde de l'armée) de la première section du budget.

## ANNEXE N° 345

(Session ord. — Séance du 14 octobre 1915.)

RAPPORT fait au nom de la commission de l'armée chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à maintenir à la disposition du ministre de la guerre, jusqu'à la cessation des hostilités, les hommes de la classe 1888, par M. de Selves, sénateur (1).

Messieurs, la Chambre des députés a voté un projet de loi tendant à maintenir à la disposition du ministre de la guerre, jusqu'à la cessation des hostilités, les hommes de la classe 1888.

Cette classe devait être dégagée de toute obligation militaire le 1er octobre 1915, de même que la classe 1887 aurait dû l'être, normalement, le 1er octobre 1914.

La loi du 30 mars 1915, à raison de l'état de guerre, a maintenu la classe 1887 à la disposition du ministre de la guerre jusqu'à la fin des hostilités.

Il s'agit, et pour les mêmes motifs, de prendre une mesure analogue pour la classe 1888.

Le Gouvernement vous le demande, et votre commission de l'armée vous demande à son tour d'adopter le projet de loi dont la teneur suit :

PROJET DE LOI

*Article unique.* — Les hommes de la classe 1888, qu'ils soient dans leurs foyers ou présents sous les drapeaux, demeureront à la disposition du ministre de la guerre jusqu'à la cessation des hostilités.

## ANNEXE N° 346

(Session ord. — Séance du 14 octobre 1915.)

PROJET DE LOI adopté par la Chambre des députés relatif aux pensions des fonctionnaires, employés et agents du service colonial et des services locaux des colonies et pays de protectorat français relevant du ministère des colonies qui, accomplissant en temps de guerre, un service militaire, sont tués ou atteints de blessures ou d'infirmités dans l'exercice de ce service, présenté au nom de M. Raymond Poincaré, Président de la République française, par M. Gaston Doumergue, ministre des colonies, par M. A. Ribot, ministre des finances, par M. A. Millerand, ministre de la guerre, et par M. Victor Augagneur, ministre de la marine. — (Renvoyé à la commission des finances.) (2)

(1) Voir les nos 343, Sénat, année 1915, et 1269-1306, et in-8° n° 272, 11e législ. — de la Chambre des députés.

(2) Voir les nos 660-955-1141 et in-8° n° 244. — 11e législ. — de la Chambre des députés.

## ANNEXE N° 347

(Session ord. — Séance du 14 octobre 1915.)

PROJET DE LOI adopté par la Chambre des députés portant ratification de divers décrets prohibant certains produits à la sortie des colonies et protectorats autres que la Tunisie et le Maroc, présenté au nom de M. Raymond Poincaré, Président de la République française, par M. Gaston Doumergue, ministre des colonies, par M. Ribot, ministre des finances, et par M. Gaston Thomson, ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — (Renvoyé à la commission des douanes (1).

## ANNEXE N° 348

(Session ord. — Séance du 14 octobre 1915.)

RAPPORT SUPPLÉMENTAIRE fait au nom de la commission des chemins de fer chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet d'approuver diverses modifications à l'avant-projet et aux actes de concession des lignes de tramways de Lourdes à Bagnères-de-Bigorre et de Bagnères-de-Bigorre à Gripp, par M. Faisans, sénateur (2).

## ANNEXE N° 349

(Session ord. — Séance du 14 octobre 1915.)

RAPPORT fait au nom de la commission des finances chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant répartition du fonds de subvention destiné à venir en aide aux départements (exercice 1916), par M. Alexandre Bérard, sénateur (3).

Messieurs, la Chambre des députés a adopté, dans sa séance du 16 septembre 1915, le projet portant répartition du fonds de subvention destiné à venir en aide aux départements pour l'exercice 1916 et qui est inscrit au budget de l'Etat en exécution de l'article 58 de la loi du 10 août 1871, modifié par la loi du 30 juin 1907.

A la suite du dépôt par le Gouvernement sur le bureau de la Chambre, en juillet 1914, d'un projet de loi réglant le nouveau mode de répartition du fonds de subvention, il était légitime de penser que les modifications réclamées depuis longtemps allaient être, dans un bref délai, sanctionnées par le Parlement, dans les conditions recommandées par la commission que présidait notre honorable collègue M. Jeanneney, et que les nouvelles bases de répartition du crédit recevraient, dans l'exercice 1916, leur première application.

Les circonstances n'ont pas permis de réaliser cet espoir. La répartition proposée est identique à celle fixée pour le fonds de subvention de l'exercice 1915 et votre commission des finances vous demande de donner, cette année encore, votre approbation à l'ancienne répartition faisant l'objet du projet de loi dont la teneur suit :

PROJET DE LOI

*Article unique.* — La répartition du fonds de subvention affecté, par l'article 58, paragraphe 9, de la loi du 10 août 1871, modifié par la loi du 30 juin 1907, aux dépenses des départements qui, à raison de leur situation financière, doivent recevoir une allocation sur les fonds généraux du budget, est fixée, pour l'année 1916, conformément à l'état annexé de la présente loi.

(1) Voir les nos 1048-1099 et in-8° n° 234. — 11e législ. — de la Chambre des députés.)

(2) Voir les nos 176-193, Sénat, année 1915, et 802-874 et in-8°, n° 163 — 11e législ. — de la Chambre des députés.

(3) Voir les nos 324, Sénat, année 1915, et 1174-1229, et in-8°, n° 261. — 11e législ. — de la Chambre des députés.

*Répartition du fonds de subvention.*

(Exercice 1916.)

| DÉPARTEMENTS | ALLOCATIONS |
|---|---|
| Ain | 100.400 |
| Allier | 44.600 |
| Alpes (Basses-) | 171.600 |
| Alpes (Hautes-) | 100.600 |
| Alpes-Maritimes | 151.700 |
| Ardèche | 157.200 |
| Ariège | 131.600 |
| Aube | 22.000 |
| Aveyron | 81.500 |
| Cantal | 80.700 |
| Cher | 107.600 |
| Corrèze | 110.600 |
| Corse | 237.800 |
| Côtes-du-Nord | 26.600 |
| Creuse | 120.600 |
| Dordogne | 24.000 |
| Drôme | 42.800 |
| Finistère | 30.400 |
| Gers | 4.000 |
| Ille-et-Vilaine | 4.000 |
| Indre | 117.600 |
| Indre-et-Loire | 5.600 |
| Jura | 7.600 |
| Landes | 147.600 |
| Loir-et-Cher | 55.400 |
| Loire (Haute-) | 53.700 |
| Lot | 53.700 |
| Lozère | 150.600 |
| Marne (Haute-) | 7.600 |
| Mayenne | 33.800 |
| Meurthe-et-Moselle | 3.200 |
| Meuse | 23.600 |
| Morbihan | 23.600 |
| Nièvre | 41.600 |
| Puy-de-Dôme | 12.000 |
| Pyrénées (Basses-) | 85.100 |
| Pyrénées (Hautes-) | 81.700 |
| Pyrénées-Orientales | 93.700 |
| Territoire de Belfort | 6.000 |
| Saône (Haute-) | 14.000 |
| Savoie | 211.700 |
| Savoie (Haute-) | 244.700 |
| Sèvres (Deux-) | 31.100 |
| Tarn | 23.000 |
| Var | 35.600 |
| Vaucluse | 89.700 |
| Vendée | 26.600 |
| Vienne | 58.100 |
| Vienne (Haute-) | 80.700 |
| Vosges | 43.600 |
| Yonne | 5.600 |
| Total | 3.682.000 |

## ANNEXE N° 350

(Session ord. — Séance du 14 octobre 1915.)

RAPPORT fait au nom de la commission, chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, fixant, pour la durée de la guerre, la procédure d'expropriation des terrains nécessaires à la création de cimetières destinés à l'inhumation des soldats des armées françaises et alliées, ou à l'agrandissement pour le même objet des cimetières communaux existants, par M. Lucien Cornet, sénateur. (1)

Messieurs, le projet de loi qui vous est soumis a pour origine la situation difficile où se trouve l'armée britannique pour assurer l'inhumation des soldats anglais qui décèdent dans les établissements des lignes de communication ou dans les formations sanitaires établies sur le territoire français : les cimetières communaux qui se trouvent dans la zone d'action des armées britanniques sont presque remplis; d'où nécessité d'envisager, à bref délai, soit leur agrandissement, soit la création de nouveaux cimetières.

Pour réaliser une exécution rapide de ces agrandissements et de ces créations qui intéressent non seulement l'armée britannique mais aussi les armées belge et française, il convenait d'alléger la procédure ordinaire résultant du décret du 23 prairial de l'an XII et de l'ordonnance du 6 décembre 1843, en substituant l'action de l'Etat à celle des communes et en permettant le recours à la voie de l'expropriation pour cause d'utilité publique, à défaut d'arrangement amiable pour l'acquisition des terrains.

Il eût été, en effet, excessif de faire supporter aux communes les dépenses que devait entraîner l'exécution de mesures résultant de la guerre; d'autre part, il était difficile d'atteindre le résultat désiré avec toute la célérité qu'imposent les circonstances. En cas d'impossibilité d'acquisition amiable, l'occupation des terrains nécessaires se fût trouvée sensiblement retardée du fait de l'accomplissement normal des formalités d'expropriation.

C'est pour ces considérations que le projet de loi a pour objet, notamment, de mettre à la charge de l'Etat les frais d'acquisition et d'aménagement des terrains désignés par le ministre de la guerre et d'en permettre l'occupation immédiate par la substitution, le cas échéant, de la procédure de la loi du 30 mars 1831, relative à l'occupation des propriétés nécessaires aux travaux des fortifications, à la procédure de droit commun de la loi du 3 mai 1841.

L'application de cette procédure permettra de prendre possession des terrains avant le payement de l'indemnité de dépossession et à la suite de courtes formalités qui donnent cependant toutes garanties à la propriété privée; mais elle ne pourra être mise en œuvre que tout autant que ces terrains auront été reconnus, par un représentant du conseil départemental d'hygiène ou de la commission sanitaire, susceptibles de satisfaire aux conditions exigées par les règlements sur la matière, et que, d'autre part, le conseil municipal de la commune de la situation des lieux ne fera pas opposition à leur utilisation pour la destination projetée.

Les intérêts des communes seront ainsi entièrement sauvegardés tant au point de vue financier qu'au point de vue sanitaire.

Le rôle du département de la guerre dans la procédure établie par le projet de loi adopté par la Chambre des députés sera très étendu. Les acquisitions des terrains seront faites au nom de l'Etat par le ministre de la guerre et supportées, par conséquent, par le budget dont il a l'administration; l'autorité militaire aura donc à conduire les pourparlers et toute la procédure préalables à l'achat des terrains, après accord avec les autorités militaires britanniques ou belges, selon les cas. Le département de la guerre aura de plus à régler les conditions d'entretien des sépultures militaires placées dans les cimetières communaux agrandis ou dans les cimetières nouveaux établis et à passer les conventions nécessaires à cet effet, soit avec les communes elles-mêmes, soit avec les associations françaises ou étrangères qui se présenteront pour assurer cet entretien.

Il a, d'ailleurs, déjà été fait application de la législation sur l'expropriation pour cause d'utilité publique dans la matière réglée par le projet de loi actuel. La loi du 4 avril 1873, relative à la conservation des tombes des soldats morts pendant la guerre de 1870-1871, avait autorisé l'Etat à acquérir par voie d'expropriation des terrains non clos, situés en dehors des cimetières, et dans lesquels étaient inhumés des militaire. L'expropriation, dans ce cas, était poursuivie conformément aux dispositions ordinaires de la loi du 3 mai 1841, mais les lenteurs de la procédure inhérente à cette loi ont conduit à envisager l'adoption de la procédure plus rapide, puisqu'elle permet l'occupation immédiate des terrains, instituée par la loi du 30 mars 1831.

Ainsi, lorsque l'accord sur l'emplacement du cimetière projeté aura été passé entre l'Etat et la commune et qu'en outre un délégué du conseil départemental d'hygiène ou de la commission sanitaire de l'arrondissement aura donné un avis favorable à l'installation d'un cimetière sur l'emplacement choisi, l'occupation des terrains à exproprier sera effectuée d'urgence. A défaut de ces accords préalables, l'expropriation, le cas échéant, ne pourra être poursuivie que dans les conditions ordinaires.

Le texte adopté par la Chambre se différencie sur trois points du projet déposé par le Gouvernement:

1° Au lieu de s'appliquer seulement à l'inhumation des militaires décédés dans la zone d'action des armées, la nouvelle rédaction vise l'inhumation, au cours de la guerre, de tous les militaires décédés des suites de leurs blessures ou de maladies contractées aux armées;

2° L'emploi de la procédure sommaire de la loi du 30 mars 1831 est restreint au cas où le terrain aura été choisi sur rapport favorable d'un membre de la commission sanitaire de l'arrondissement ou du conseil départemental d'hygiène délégué par le préfet, et sur avis conforme du conseil municipal;

3° L'entretien est mis expressément à la charge de l'Etat, sous réserve du concours amiable des communes ou des associations privées.

La deuxième modification, bien qu'elle soit susceptible d'entraîner indirectement quelques frais supplémentaires, doit être surtout considérée comme apportant une garantie plus grande aux intérêts des localités et des propriétaires.

Quant aux première et troisième modifications, elles aggravent évidemment les dépenses de l'Etat. On conçoit fort bien que le budget général doive faire face à l'acquisition de terrains lorsque les cimetières sont trop exigus, ce qui sera malheureusement un cas assez général dans la zone des combats. Mais il serait peu admissible que l'Etat fût mis dans l'obligation d'acheter et d'aménager une nouvelle parcelle, lorsqu'il s'agira d'assurer des inhumations isolées ou peu nombreuses pour lesquelles les cimetières existants présenteraient la place nécessaire comme cela se produira fréquemment dans la zone de l'intérieur. L'entretien de ces sépultures réparties entre les nombreuses communes où ont été évacués des malades au des blessés serait d'ailleurs, si l'on ne devait pas rencontrer chez toutes les municipalités une bonne volonté entière, particulièrement onéreux.

Les termes généraux et impératifs du texte voté par la Chambre appelleraient, dans ces conditions, certaines réserves. Peut-être conviendrait-il de préciser sur ce point la pensée du législateur dont l'intention, à n'en pas douter, est de faire supporter par l'Etat les seules dépenses rendues nécessaires par l'insuffisance des cimetières communaux.

D'autre part, quelques observations paraissent nécessaires en ce qui concerne l'article 4.

Parmi les textes dont l'application est étendue à la matière par cet article figure l'article 58 de la loi du 3 mai 1841 ainsi conçu : « Les plans, procès-verbaux, certificats, significations, jugements, contrats, quittances et autres actes faits en vertu de ladite loi, seront visés pour timbre et enregistrés gratis, lorsqu'il y aura lieu à la formalité de l'enregistrement. Il ne sera perçu aucun droit pour la transcription des actes au bureau des hypothèques. Les droits perçus sur les acquisitions amiables faites antérieurement aux arrêtés du préfet seront restitués lorsque, dans le délai de deux ans, il sera justifié que les immeubles acquis sont compris dans ces arrêtés. La restitution des droits ne pourra s'appliquer qu'à la portion des immeubles nécessaires à l'exécution des travaux. »

En généralisant ainsi cette disposition, le projet de loi a évidemment eu pour but d'exonérer de droits quelconques de timbre et d'enregistrement tous les actes, quels qu'ils soient, se rapportant à l'acquisition des terrains nécessaires à l'inhumation des soldats des armées françaises et alliées, sous quelque forme qu'ait eu lieu cette acquisition.

Ce résultat était complètement atteint dans le projet primitif déposé par le Gouvernement sur le bureau de la Chambre des députés, le 6 juillet 1915 (n° 1001), car son article 3 appliquait, d'une manière générale, l'exemption accordée par l'article 58 de la loi du 3 mai 1841 à tous les actes passés en exécution de ses dispositions.

Mais il n'en est plus de même dans le projet rectifié par la commission de la chambre des députés et voté le 13 août 1915. Le nouveau texte ne prévoit l'exemption dont il s'agit que pour les actes accomplis en exécution de l'article 2, c'est-à-dire pour les actes se rapportant à la procédure exceptionnelle d'expropriation organisée par cet article 2 pour le cas où le service de la guerre et le conseil municipal sont d'accord sur l'emplacement des terrains. Aucune immunité spéciale d'impôt n'est donc accordée pour les actes relatifs aux acquisitions effectuées conformément à l'article 1er,

(1) Voir les nos 309, Sénat, année 1915, et 1091-1175-1188 et in-8° n° 258. — 11e législ. — de la Chambre des députés.

c'est-à-dire aux acquisitions opérées soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation poursuivie dans les formes ordinaires.

Il s'ensuivrait donc, si aucune modification n'était apportée au texte soumis au Sénat, que les actes concernant les acquisitions amiables ne jouiraient, en principe, d'aucune exonération, ce qui paraît contraire à l'intention qui a inspiré le projet. On pourrait simplement, conformément au dernier alinéa de l'article 58 de la loi du 3 mai 1841, restituer les droits perçus après que l'opération aurait été déclarée d'utilité publique et que le préfet aurait pris des arrêtés de cessibilité comprenant les terrains acquis à l'amiable, c'est-à-dire après des formalités qui n'auraient, dans la plupart des cas, d'autre utilité que de permettre ce remboursement.

Afin d'éviter toute difficulté, il semblerait donc opportun de rectifier comme il suit le texte de l'article 4 :

Les dispositions des articles 56, 57 et 58 de la loi du 3 mai 1841 sont applicables aux actes accomplis en exécution de l'article 2 de la présente loi.

« Tous les actes faits en exécution de la présente loi seront visés pour timbre et enregistrés gratis et aucun droit ne sera perçu pour les formalités à effectuer à la conservation des hypothèques ».

Le projet de loi se préoccupe surtout de l'acquisition et de la procédure d'expropriation des terrains nécessaires à la création de cimetières destinés à l'inhumation des soldats des armées françaises et alliées, et de l'agrandissement pour le même objet des cimetières communaux existants ; mais il ne précise pas quel sera le régime de ces nouveaux cimetières. Il semble pourtant que l'intention du législateur est que les dispositions en vigueur du décret du 23 prairial an XII, de la loi du 4 avril 1873, de la loi du 5 avril 1884 ainsi que toutes les lois et règlements relatifs aux cimetières et sépultures soient applicables aux terrains affectés à des tombes militaires.

Aussi, afin d'éviter toute interprétation fâcheuse, votre commission propose-t-elle de compléter le texte voté par la Chambre des députés par l'adjonction d'un nouvel article qui deviendrait l'article 6 et serait ainsi conçu :

« Les lois et règlements relatifs à la police et à la conservation des cimetières sont applicables à tous les terrains affectés à des tombes militaires. »

Telles sont les dispositions que votre commission vous propose d'adopter en vous en signalant l'urgence. Il est indispensable qu'une loi vienne préciser les conditions d'inhumation de nos soldats morts au service de la Patrie, ainsi que de ceux des armées alliées tombés sur notre sol en combattant l'ennemi commun.

Vous serez unanimes à vouloir que la mémoire de ces héros soit honorée également et, par un vote rapide du texte que nous vous présentons, vous voudrez affirmer votre désir que des sépultures dignes de ces vaillants leur soient au plus tôt légalement affectées.

### PROJET DE LOI

Art. 1er. — Pendant la durée de la guerre, les terrains nécessaires à l'inhumation des militaires des armées françaises et alliées décédés des suites de blessures de guerre ou de maladies contractées aux armées, seront acquis, au nom de l'Etat, par le ministre de la guerre, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation d'utilité publique, en conformité des dispositions légales en vigueur.

Art. 2. — Toutefois, lorsque l'emplacement des terrains nécessaires à l'inhumation des soldats des armées françaises et alliées aura été choisi sur rapport favorable d'un membre de la commission sanitaire de l'arrondissement ou du conseil départemental d'hygiène délégué par le préfet et sur avis conforme du conseil municipal, l'expropriation sera prononcée sur la production de l'arrêté rendu par le ministre de la guerre pour désigner les terrains à occuper et suivie conformément à la procédure fixée par la loi du 30 mars 1831 relative à l'expropriation des propriétés nécessaires aux travaux de fortifications.

Art. 3. — Dans le cas prévu à l'article 2 ci-dessus, il sera procédé au règlement définitif des indemnités de dépossession conformément aux dispositions de l'article 16 de la loi du 21 mai 1836.

Art. 4. — Les dispositions des articles 56, 57 et 58 de la loi du 3 mai 1841 sont applicables aux actes accomplis en exécution de l'article 2 de la présente loi.

Tous les actes faits en exécution de la présente loi seront visés pour timbre et enregistrés gratis, et aucun droit ne sera perçu pour les formalités à effectuer à la conservation des hypothèques.

Art. 5. — Les frais d'acquisition, d'occupation, de clôture et d'entretien des terrains nécessaires à l'inhumation des soldats des armées françaises et alliées sont à la charge du budget de l'Etat. Toutefois, l'entretien des sépultures pourra être confié sur leur demande soit aux municipalités; soit à des associations régulièrement constituées tant en France que dans les pays alliés, suivant conventions à intervenir entre elles et le ministre de la guerre.

Art. 6. — Les lois et règlements relatifs à la police et à la conservation des cimetières sont applicables à tous les terrains affectés à des tombes militaires.

(1) Voir les nos 33-314, Sénat, année 1915, et 682-960-1163-1231-1296-1318, et in-8° n° 273, — 11e législ. — de la Chambre des députés.

## ANNEXE N° 351

(Session ord. — Séance du 14 octobre 1915.)

AVIS présenté au nom de la commission de l'armée sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ouverture, au ministre de la guerre, d'un crédit additionnel aux crédits provisoires de 1915, en vue du relèvement de la solde des brigadiers, caporaux et soldats, par M. Jeanneney, sénateur (1).

Messieurs, la Chambre des députés a accueilli à l'unanimité la proposition de plusieurs de ses membres, qui tend à relever, pour la durée de la guerre, la solde des brigadiers, caporaux et soldats.

Votre commission des finances a demandé au Sénat de la consacrer par son vote : les raisons en ont été données, avec sa haute autorité, par notre collègue M. Milliès-Lacroix.

La commission de l'armée, dont vous avez sollicité l'avis, vient à son tour conclure à l'adoption du projet.

Depuis un siècle, la solde des officiers et sous-officiers a été augmentée à plusieurs reprises. Celle des soldats de 1915 est encore d'un sou par jour, c'est-à-dire celle du temps de la Révolution et du Premier Empire.

La condition du troupier, améliorée à tant d'autres égards, doit, dans la mesure du possible, bénéficier d'un relèvement de l'allocation en argent. Cela est juste et cela sera sage. En temps de guerre, il sera, pour beaucoup de soldats, d'un grand secours de disposer régulièrement de quelques sous de poche. Chaque mois de guerre en augmente le besoin. Ils n'en peuvent tous recevoir de leur famille. C'est à la patrie à les leur assurer, selon ses ressources. Elle ne peut vouloir faire moins que d'autres peuples pour ses combattants, alors que ceux-ci luttent pour elle incomparablement.

La question était posée depuis plusieurs mois déjà, devant la Chambre, sans que le Gouvernement eût pris parti à son sujet, lorsque, le 29 septembre dernier, à la veille d'un débat inévitable, il a saisi la Chambre d'un projet de loi. Celui-ci tendait à relever de vingt centimes, à partir du 1er octobre, la solde des soldats, caporaux et caporaux fourriers : ce relèvement était toutefois limité expressément aux soldats stationnés dans la zone des armées ou appartenant au corps expéditionnaire d'Orient.

Dès le lendemain, 30 septembre, en séance publique, le Gouvernement a renoncé à cette restriction. D'après le crédit additionnel de 70 millions (au lieu de 43) qui est sollicité pour un trimestre, le « prêt » supplémentaire de vingt centimes devra être assuré indistinctement à tous les soldats, caporaux et caporaux fourriers, à l'intérieur comme aux armées.

On aurait aimé entendre la justification de ce revirement, comme de la nouvelle mesure elle-même : il n'en a rien été dit. L'accord devenu unanime a seulement été constaté.

Nous ne croyons pas pouvoir le troubler, malgré quelques anomalies qui vont sortir du projet.

Il sera, par exemple, choquant qu'à la suite du relèvement envisagé, il y ait désormais, à l'intérieur, parité de solde entre les caporaux fourriers et les sergents.

Il est de même peu riable que les besoins du soldat mobilisé à l'arrière sont en général moins lourds, moins impérieux, et pourraient être traités autrement que ceux du soldat du front.

Nous ne nous sommes pas arrêtés pourtant à ces critiques, ayant voulu, avant tout, retenir le mérite général du projet, qui est certain.

L'augmentation de leur prêt sera, pour l'immense majorité de nos troupiers, une aide précieuse. La nation la devait à son armée. La nation ne la leur marchande pas.

Qu'il soit, au surplus, bien entendu que le nouveau subside fourni à nos soldats ne devra être ni raison ni prétexte pour réduire, par compensation, les allocations en nature et spécialement les rations alimentaires présentement réglementaires, non plus que les primes fixes allouées aux ordinaires.

Il ne serait pas non plus tolérable qu'au principal la solde nouvelle des troupes devienne, pour des commerçants sans scrupule, le moyen d'accroître des bénéfices injustifiés. Il faut que demain le soldat soit protégé, plus étroitement encore que par le passé, contre ceux qui tenteraient d'exploiter malhonnêtement ses besoins; les moyens ne manquent pas, fût-ce la taxation, dans certaines zones, des objets de plus grande utilité et le conditionnement des permis de circulation et stationnement donnés aux mercantis.

Moyennant ces explications, votre commission de l'armée conclut donc à l'adoption du crédit de 70 millions demandé, avec la destination indiquée.

Dans la satisfaction qu'il apportera ainsi à notre vaillante armée, le Parlement aura mis à la fois l'hommage d'une reconnaissance que notre admiration rend chaque jour plus profonde et le gage de la fervente sollicitude que nous voulons unanimement leur garder.

(1) Voir les nos 386, 465, 509, 530, 552, 565, 574, 575, 631, 696, 715, 841, 841, 854, 856, 889, 898 et *annexe*; 910, 1025, 1234, 1277, 1300 et in-8°, n° 276 — 11e législ. — de la Chambre des députés.

## ANNEXE N° 352

(Session ord. — Séance du 14 octobre 1915.)

PROPOSITION DE LOI, adoptée par la Chambre des députés, concernant les allocations aux familles des mobilisés, transmise par M. le président de la Chambre des députés à M. le président du Sénat (1).

(1) Voir les nos 93-162-323, Sénat, année 1915, et 490-557 et annexe 586-1144-1150 et in-8° n° 263 — 11e législ. — de la Chambre des députés.

## ANNEXE N° 353

(Session ord. — Séance du 14 octobre 1915.)

RAPPORT fait au nom de la commission chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des députés, relatif à la réglementation de l'ouverture de nouveaux débits de boissons, par M. Eug. Guérin, sénateur. (2).

Messieurs, le Sénat a voté, le 8 juillet dernier, un projet de loi relatif à la réglementation de l'ouverture de nouveaux débits de boissons, dont la disposition essentielle consiste à interdire, à l'avenir, la création de tout nouveau débit de boissons alcooliques.

Ce projet a été adopté par la Chambre, dans sa séance du 16 septembre dernier, mais avec une modification qui nécessite son retour au Sénat, et sur laquelle votre commission vous doit quelques explications.

Le projet, tel qu'il était sorti des délibérations de votre commission, contenait un article 6 qui, conformément à la législation existante, conférait aux maires et aux préfets le pouvoir d'établir par arrêté, autour de certains édifices publics, un certain périmètre dans l'étendue duquel aucun nouveau débit de boissons ne pourrait être créé.

Ce pouvoir de créer, autour de certains éta-

blissements des zones de protection contre l'envahissement des cabarets, avait été conféré aux maires par la loi du 17 juillet 1880, et étendu aux préfets par la loi de finances du 13 juillet 1913.

Toutefois cette disposition a eu des conséquences que la législation de 1880 n'avait pas envisagées.

La cour de cassation, en effet, appelée à se prononcer sur l'application des arrêtés municipaux, a décidé, par un arrêt du 29 mars 1912, que le transfert d'un débit déjà existant dans l'intérieur de la zone protégée, constituait l'ouverture d'un nouveau débit et tombait dès lors sous le coup de la prohibition de ces arrêtés.

On aperçoit tout de suite les conséquences d'une telle jurisprudence : elle interdit au débitant tout déplacement, elle l'immobilise dans le local qu'il occupe, elle le soumet à toutes les exigences de son propriétaire qui, connaissant l'impossibilité où se trouve son locataire de transférer son débit ailleurs, pourra lui imposer, en fin de bail, les conditions les plus rigoureuses.

Frappée de ces inconvénients, la Chambre avait estimé qu'il convenait d'apporter à cette jurisprudence un correctif nécessaire, en permettant au débitant ou à ses ayants droit de se déplacer dans un rayon de 200 mètres, sans que ce déplacement pût être considéré comme constituant la création d'un nouveau débit. Toutefois, le déplacement ne devait pas avoir pour résultat de rapprocher le débit transféré à moins de 75 mètres de l'établissement protégé. Votre commission avait donné son approbation à cette disposition et demandé au Sénat de l'approuver à son tour.

Mais le Sénat ne l'a point suivie ; certains de nos collègues ont, au cours de la discussion, critiqué cette faculté de transfert, et ont voulu y voir un recul sur la législation actuelle.

En réalité, la législation ne subissait aucun recul : pas plus, en effet, que la jurisprudence de la cour de cassation ne supprimait un débit existant, le texte de la Chambre et de votre commission n'autorisait la création d'un débit nouveau.

Il y avait simplement une facilité accordée au débitant et une mesure de justice à son égard.

Quoi qu'il en soit, le Sénat a supprimé l'article 6, et il résulte de ce vote que le débitant ne peut plus transférer son débit dans l'intérieur de la zone protégée.

A la Chambre un amendement tendant à rétablir l'article 6a été repoussé.

Toutefois, une disposition transactionnelle a été introduite dans l'article 10.

Aux termes de cette disposition, le débitant ou ses ayants droit pourront transférer le débit dans un rayon de 150 mètres, mais à la condition que ce transfert ne soit pas effectué dans une zone de protection établie par l'arrêté municipal ou préfectoral. Effectué dans ces conditions, le transfert n'est pas considéré comme la création d'un débit nouveau.

Cette décision n'est pas, assurément, conforme au vote du Sénat, qui tendait, par l'interdiction de tout transfert, à la suppression du plus grand nombre possible de débits.

Mais elle respecte, dans une certaine mesure, la jurisprudence de la cour de cassation, puisqu'elle exige que le transfert s'effectue en dehors de la zone de protection; elle accorde, d'autre part, certaines facilités au débitant et lui permet, le cas échéant, de se soustraire aux exigences de son propriétaire.

Elle échappe enfin au reproche, qui a été adressé à l'interdiction absolue de tout transfert, de constituer une atteinte au droit de propriété. Il est, cependant, dans la pensée de la commission que la faculté accordée au débitant sera limitée à un seul transfert.

Pour ces diverses considérations, et aussi à raison de la nécessité d'aboutir et de voter définitivement un projet de loi depuis si longtemps sur le chantier et dont chacun, cependant, proclame la nécessité et l'urgence, votre commission vous demande d'accepter la modification apportée par la Chambre au texte du Sénat, et d'adopter le projet de loi suivant :

## PROJET DE LOI

### TITRE Ier

DISPOSITIONS APPLICABLES AUX DÉBITS DE BOISSONS DE TOUTE NATURE A CONSOMMER SUR PLACE

Art. 1er. — Toute personne qui veut ouvrir un café, cabaret ou autre débit de boissons à consommer sur place, est tenu de faire, quinze jours au moins à l'avance et par écrit, une déclaration indiquant :

1° Ses nom, prénoms, lieu de naissance, profession et domicile ;

2° La situation du débit ;

3° A quel titre elle doit gérer le débit, et les nom, prénoms, profession et domicile du propriétaire, s'il y a lieu ;

4° Si elle prend l'engagement de ne pas vendre des spiritueux, des liqueurs alcooliques ou des apéritifs autres que ceux à base de vin titrant moins de 23 degrés.

A Paris, la déclaration est faite à la préfecture de police, et, dans les autres communes, à la mairie ; il en est donné immédiatement récépissé.

Le déclarant devra justifier qu'il est Français, ou qu'il réside en France, ou dans les colonies, ou dans les pays de protectorat, depuis cinq ans au moins.

Dans les trois jours de la déclaration, le maire de la commune où elle aura été faite en transmettra copie intégrale au procureur de la République de l'arrondissement.

Art. 2. — Toute mutation dans la personne du propriétaire ou du gérant devra, dans les quinze jours qui suivent, être déclarée dans les mêmes conditions. La translation d'un lieu à un autre devra être déclarée huit jours au moins à l'avance. La transmission de ces déclarations devra être faite aussi au procureur de la République de l'arrondissement, conformément aux dispositions édictées dans le précédent article.

Art. 3. — Les mineurs non émancipés et les interdits ne peuvent exercer par eux-mêmes la profession de débitant de boissons.

Art. 4. — Ne peuvent exploiter des débits de boissons à consommer sur place :

1° Les individus condamnés pour crime de droit commun ;

2° Ceux qui auront été condamnés à l'emprisonnement d'un mois au moins pour vol, recel, escroquerie, filouterie, abus de confiance, recel de malfaiteurs, outrage public à la pudeur, excitation de mineurs à la débauche, tenue d'une maison de jeu, vente de marchandises falsifiées ou nuisibles à la santé, ou pour récidive de coups et blessures et d'ivresse publique.

L'incapacité sera perpétuelle à l'égard de tous les individus condamnés pour crimes. Elle cessera cinq ans après leur peine à l'égard des condamnés pour délits si, pendant ces cinq années, ils n'ont encouru aucune condamnation correctionnelle à l'emprisonnement. L'incapacité cessera en cas de réhabilitation.

Art. 5. — Les mêmes condamnations, lorsqu'elles seront prononcées contre un débitant de boissons à consommer sur place, entraîneront de plein droit contre lui, et pendant le même délai, l'interdiction d'exploiter un débit, à partir du jour où lesdites condamnations seront devenues définitives. Ce débitant ne pourra être employé, à quelque titre que ce soit, dans l'établissement qu'il exploitait, comme au service de celui auquel il aurait vendu ou loué, ou par qui il ferait gérer ledit établissement, ni dans l'établissement qui serait exploité par son conjoint même séparé.

Art. 6. — L'infraction aux dispositions des articles 1er et 2 sera punie d'une amende de 16 à 100 fr.

Toute infraction aux dispositions des articles 3, 4 ou 5 sera punie d'une amende de 16 à 200 fr. et la fermeture du débit sera ordonnée par le jugement. En cas de récidive, l'amende pourra être portée jusqu'au double et le coupable pourra, en outre, être condamné à un emprisonnement de six jours à un mois.

Art. 7. — Les individus qui, à l'occasion d'une foire, d'une vente ou d'une fête publique, établiraient des cafés ou débits de boissons ne seront pas tenus à la déclaration prescrite par l'article 1er, mais ils devront obtenir l'autorisation de l'autorité municipale et ne pourront vendre ni spiritueux, ni liqueurs alcooliques ou apéritifs, autres que ceux à base de vin titrant moins de 23 degrés.

En cas d'infraction à la présente disposition, le débit sera immédiatement fermé et le contrevenant puni d'une amende de 16 à 100 fr.

Art. 8. — L'article 463 du code pénal sera applicable à tous les délits et contraventions prévus par les articles ci-dessus.

Art. 9. — Est abrogée la loi du 17 juillet 1880, à l'exception des articles 1er et 9.

### TITRE II

DISPOSITIONS APPLICABLES AUX DÉBITS DE SPIRITUEUX, LIQUEURS ALCOOLIQUES OU APÉRITIFS A CONSOMMER SUR PLACE

Art. 10. — Nul ne pourra ouvrir un café, un cabaret ou un débit de boissons pour y vendre à consommer sur place des spiritueux, des liqueurs alcooliques ou des apéritifs autres que ceux à base de vin titrant moins de 23 degrés.

L'interdiction n'est pas applicable aux hôtels, restaurants et auberges lorsque les boissons n'y seront offertes qu'à l'occasion et comme accessoire de la nourriture.

Est considéré comme ouverture d'un nouveau débit de spiritueux, le fait de vendre l'une quelconque des boissons visées au paragraphe 1er du présent article dans un établissement dont le tenancier aura fait la déclaration prévue par l'article 36 de la loi de finances du 15 juillet 1914 en vue d'être exonéré du payement du droit de licence.

N'est pas considérée comme ouverture d'un nouveau débit, la translation d'un débit déjà existant, si elle est effectuée par le propriétaire du fonds de commerce ou des ayants droit dans un rayon de 150 mètres, à condition que cette translation ne soit pas opérée dans une zone établie par application des dispositions de l'article 9 de la loi du 17 juillet 1880 et de l'article 46 de la loi de finances du 30 juillet 1913.

Aucune personne, aucune société ne pourra, à l'avenir, sous réserve des droits acquis, posséder ni exploiter, directement ou indirectement ou par commandite, plus d'un débit de boissons titrant plus de 23 degrés d'alcool.

Art. 11. — Tout débit qui a cessé d'exister depuis plus d'un an est considéré comme supprimé et ne peut plus être transmis.

Toutefois, en cas de faillite ou de liquidation judiciaire, le délai d'un an est étendu, s'il y a lieu, jusqu'à la clôture des opérations.

Si le débit a été détruit par des événements de guerre, il pourra être rouvert ou transféré sur tout le territoire de la commune sous la réserve des zones protégées, au plus tard dans les deux ans de la cessation des hostilités.

Si l'établissement a été fermé par suite de la mobilisation de son propriétaire, il pourra être rouvert, au plus tard dans le délai de six mois après sa libération.

Art. 12. — L'ouverture d'un débit de spiritueux, en dehors des conditions ci-dessus indiquées, sera punie d'une amende de 100 à 2,000 fr., sans préjudice des pénalités fiscales actuellement en vigueur. La fermeture du débit sera prononcée par le jugement.

Art. 13. — Il est interdit aux marchands ambulants de vendre en détail, soit pour consommer sur place, soit pour emporter, les boissons désignées à l'article 10.

Toute infraction à la disposition précédente sera punie d'une amende de 100 à 2,000 fr., sans préjudice des pénalités fiscales actuellement en vigueur.

Art. 14. — Les syndicats formés, conformément à la loi du 21 mars 1884, pour la défense des intérêts généraux du commerce des boissons, ainsi que les associations constituées pour la lutte contre l'alcoolisme ayant obtenu la reconnaissance d'utilité publique, pourront exercer, sur tout le territoire de la France et des colonies, les droits reconnus à la partie civile par les articles 182, 63, 64, 66, 67 et 68 du code d'instruction criminelle relativement aux faits contraires aux prescriptions de la présente loi, en recourir, s'ils préfèrent, à l'action ordinaire devant le tribunal civil, en vertu des articles 1382 et suivants du code civil.

---

## ANNEXE N° 354

(Session ord. — Séance du 14 octobre 1915.)

RAPPORT fait au nom de la commission des douanes, chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ratification de décrets ayant pour objet d'édicter diverses prohibitions de sortie, par M. Jean Morel, sénateur (1).

Messieurs, dans la période qui s'étend du

(1) Voir les nos 322, Sénat, année 1915, et 1118-1224-1234, et in-8° n° 265. — 11e législature — de la Chambre des députés.

1er avril au 25 août 1915 inclusivement, le Gouvernement a édicté une série de huits décrets ayant pour objet des prohitions de sortie et de réexportation sur diverses matières.

L'un de ces actes, le décret du 23 juin, s'applique spécialement à l'Algérie en ce qui concerne la sortie de la houille et du coke.

Trois décrets, pris aux dates du 1er avril, du 3 juillet et du 25 août, ont trait aux monnaies de billon, de nickel, d'argent et d'or et à l'or sous toutes ses formes.

Les quatre autres visent certains produits chimiques: l'acide chlorhydrique, le sulfure de charbon, le sulfure de sodium, les produits phosphorés de toute nature, l'arsenic et ses sels (décret du 3 juillet);

Les machines-outils et leurs pièces détachées (décret du 22 juillet);

Les racines de chicorée, vertes ou sèches (décret du 31 juillet);

L'amiante brut ou travaillé (décret du 5 août).

Toutes ces matières intéressent la défense nationale ou sont nécessaires au ravitaillement de l'armée et de la population civile. Il y a un intérêt majeur à retenir nos approvisionnements et notre fabrication de ces objets sur le territoire de la métropole.

Le Gouvernement a estimé, en particulier, que la libre sortie du numéraire pourrait donner lieu en ce moment à des abus et à des trafics dangereux. L'exportation par des voies détournées, vers nos ennemis, des monnaies de bronze, de nickel et d'argent serait susceptible de leur fournir des ressources nouvelles pour grossir des réserves métalliques qui vont en s'épuisant par la consommation énorme que leur impose, pour quelques-unes d'entre elles, la durée des hostilités.

En ce qui concerne la sortie de l'or, le rapport du ministre des finances publié au *Journal officiel*, à l'appui du décret du 3 juillet 1915, indique clairement les motifs d'une interdiction qu'il était temps de prescrire.

« La France, écrit M. Ribot, à la différence de la plupart des pays d'Europe, n'a pas jusqu'à présent prohibé l'exportation de l'or.

« Ce régime de libre sortie du numéraire a certainement des avantages en ce qu'il facilite le règlement des achats faits à l'étranger, mais il peut prêter à des abus et à des trafics dangereux. L'or qu'on recherche n'est pas toujours destiné à des pays neutres dont la France est débitrice. On a toutes raisons de penser que les billets de banque contre lesquels on offre de l'échanger proviennent, au moins en partie, de réquisitions faites dans nos provinces envahies. Cela nous détermine à prendre des mesures pour arrêter ce trafic. »

Le conseil général de la Banque de France s'est, par un avis unanime, associé à ces mesures.

Toutefois, l'exportation de l'or qui aura lieu par les soins de la Banque de France ou par son intermédiaire est exceptée de cette prohibition générale.

La Chambre des députés a ratifié, sans observations, les décrets soumis à son approbation. Votre commission des douanes vous propose de leur donner votre haute approbation.

Dans des temps ordinaires, la liberté totale de la circulation de l'or est nécessaire pour assurer les conditions les plus favorables au règlement de nos échanges internationaux. Le métal jaune est le régulateur par excellence du change sur les places étrangères.

Mais dans les circonstances exceptionnelles et tragiques que nous traversons, nous devons tout mettre en œuvre pour maintenir et fortifier au dehors le crédit de la France. L'accroissement des réserves métalliques de la Banque de France est un de ses éléments de solidité et de sécurité. C'est une des principales garanties du billet de banque en face d'une circulation fiduciaire élevée.

Le public français l'a bien compris puisque, depuis trois mois, il a déjà échangé, par ses apports patriotiques, près de 1 milliard de monnaies d'or aux guichets de notre grand établissement national.

Nous n'hésitons donc pas, messieurs, à vous demander d'adopter le projet de loi suivant:

PROJET DE LOI

Art. 1er. — Sont ratifiés et convertis en loi:

Le décret du 1er avril 1915 prohibant la sortie et la réexportation des monnaies de nickel, de cuivre et de billon;

Le décret du 23 juin 1915 prohibant la sortie de l'Algérie de la houille crue et de la houille carbonisée (coké);

Le décret du 23 juin 1915 prohibant la sortie de l'or brut en masses, lingots, barres, poudre, objets détruits, ainsi que la monnaie d'or;

Le décret du 3 juillet 1915 prohibant la sortie de l'acide chlorhydrique, du sulfure de carbone, du sulfure de sodium, des produits phosphorés de toute nature, de l'arsenic et de ses sels.

Le décret du 22 juillet 1915 prohibant la sortie des machines-outils et de leurs pièces détachées;

Le décret du 31 juillet 1915 prohibant la sortie des racines de chicorée, vertes ou sèches;

Le décret du 5 août 1915, prohibant la sortie de l'amiante brut ou travaillé:

Le décret du 25 août 1915 prohibitant la sortie et la réexportation des monnaies d'argent.

Art. 2. — Le régime antérieur sera rétabli par des décrets rendus dans la même forme que ceux dont la ratification est prononcée par la présente loi.

## ANNEXE N° 355

(Session ord. — Séance du 21 octobre 1915.)

RAPPORT fait au nom de la commission de la marine chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, concernant la vente des navires de mer pendant la durée des hostilités, par MM. Guillaume Chastenet, sénateur (1).

Messieurs, le projet de loi qui vous est soumis tend à interdire pendant la durée de la guerre et jusqu'à l'expiration de six mois suivant la fin des hostilités, la vente volontaire d'un navire de mer français à un étranger, soit en France, soit à l'étranger.

Vous apercevez à ce simple énoncé, et sans qu'il soit besoin d'y insister beaucoup, les raisons d'ordre patriotique et d'ordre économique dont s'est inspiré le Gouvernement en soumettant ce projet à votre sanction.

Il les expose lui-même dans les termes suivants:

« Le Parlement est actuellement saisi d'un projet de loi portant ratification des decrets des 31 juillet et 31 décembre 1914 qui ont édicté, dans un intérêt de défense nationale, la prohibition de sortie et de réexportation hors du territoire d'un certain nombre de produits et d'objets. Parmi eux figurent les bâtiments à voiles, à vapeur ou à moteur à explosion.

« Mais si cette mesure et les sanctions qui en découlent peuvent facilement comporter leur plein effet à l'égard des navires de rivières, il est possible que l'application en soit moins aisée en ce qui concerne les bâtiments de mer. Ceux-ci, en effet, sont destinés à naviguer et il ne peut être question, par suite, d'entraver leur sortie de nos ports. Mais l'équivalent pour eux de l'exportation est la vente qui en serait faite à des étrangers.

Or, il est du plus haut intérêt, à un moment où nous devons lutter contre l'ennemi non seulement par les armes, mais par l'emploi de toutes nos ressources économiques, que nous ne laissions pas amoindrir la force de notre flotte commerciale dont tout le concours est indispensable pour coopérer aux approvisionnements militaires et au maintien de la vie industrielle du pays.

« Par suite, et sans rechercher s'il ne serait pas possible, en l'état actuel de la réglementation douanière, d'assimiler les ventes de l'espèce à de véritables exportations, il a semblé au Gouvernement qu'il convenait de demander aux Chambres l'adoption d'un texte proscrivant d'une manière formelle, en principe, toute aliénation d'un bâtiment de mer français en faveur d'un étranger. Le ministre de la marine pourrait, au surplus, lever cette interdiction dans les cas particuliers où l'opération semblerait sans inconvénient, par exemple si la vente d'un navire était effectuée en vue de remplacer une unité par une autre de nationalité étrangère plus moderne ou plus puissante.

« Quant aux sanctions, elles seraient empruntées à la législation douanière et seraient les mêmes que celles qui existent en matière d'exportation prohibée (amende de 500 fr. et confiscation ou condamnation, au payement d'une somme égale à la valeur de l'objet — lois 6-22 août 1791, titre V; 4 germinal an II, titre II, article 10; 1er mai 1905), auxquelles toutefois serait ajouté un emprisonnement, en vue du cas où la répression pécuniaire serait inopérante; le bénéfice des circonstances atténuantes pourrait d'ailleurs être accordé ».

Il paraît inutile à votre commission de rien ajouter à cet exposé des motifs, et elle vous propose l'adoption du texte déjà voté par la Chambre.

PROJET DE LOI

Art. 1er. — Pendant la durée de la guerre et jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois suivant la fin des hostilités, la vente volontaire d'un navire de mer français à un étranger, soit en France, soit à l'étranger, est interdite.

Toutefois, des exceptions à cette prohibition pourront être autorisées sous les conditions qui seront déterminées par le ministre de la marine.

Art. 2. — Tout acte fait en fraude de la disposition qui précède est nul et rend le vendeur passible d'un emprisonnement de un à six mois et d'une amende de 16 à 500 fr., ou de l'une de ces deux peines seulement. En outre, le navire sera confisqué; s'il n'a pu être saisi, le tribunal prononcera, pour tenir lieu de la confiscation, la condamnation au payement d'une amende supplémentaire égale à la valeur du navire telle qu'elle sera fixée par le tribunal.

L'article 463 du code pénal sur les circonstances atténuantes pourra être appliqué, même en ce qui concerne la confiscation, qui pourra être remplacée par une amende inférieure à la valeur du navire.

(1) Voir les nos 270, Sénat, année 1915, et 828-1029 et in-8° n° 225 — 11e législ. — de la Chambre des députés.)

## ANNEXE N° 356

(Session ord. — Séance du 21 octobre 1915.)

RAPPORT fait au nom de la commission de la marine chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, prorogeant les dispositions de la loi du 19 avril 1906 sur la marine marchande, en ce qui concerne les primes à la construction des navires, par M. Riotteau, sénateur (1).

Messieurs, la loi du 19 avril 1906 allouant des primes à la marine marchande dispose, dans son premier article, que les primes à la construction des navires fixées pour la première année à 145 fr. par tonneau de jauge brute totale pour les navires à vapeur, en fer ou en acier, et à 95 fr. pour les navires à voiles, en fer ou en acier, décroîtraient annuellement de 4 fr. 50 pour les premiers, de 3 fr. pour les seconds dans les dix premières années et qu'elles resteraient fixées respectivement à 100 fr. et à 65 fr. pour les deux dernières années de la loi. L'article 2 contient des dispositions analogues pour les machines.

Ces primes ont été accordées pour une période de douze ans, avec des taux variables et décroissants pendant les dix premières années, et restent fixes pendant les deux dernières années.

La construction des navires de commerce s'est trouvée arrêtée ou considérablement réduite depuis le début des hostilités, par suite de diverses causes, entre autres par la mobilisation de la plus grande partie du personnel ouvriers et ingénieurs des chantiers de construction.

L'industrie de la construction des navires va donc se voir attribuer le taux de la dixième année (22 avril 1915 au 21 avril 1916), sans avoir pu profiter normalement, sauf pour la période de mai à juillet 1914, du taux plus élevé de la neuvième sur laquelle les constructeurs avaient compté pour fixer l'évaluation de leurs prix.

Cette réduction affecterait de même certains navires dont l'achèvement sera retardé de la dixième à la onzième année.

Le Gouvernement a pensé qu'il était équitable de remédier à cette situation en prorogeant les dispositions relatives à la décroissance des primes pour une période représentant sensiblement celle pendant laquelle les chantiers

(1) Voir les nos 203, Sénat, année 1915, et 749-921-939 et in-8 n° 192. — 11e législ. — de la Chambre des députés.

de construction n'ont pas pu en bénéficier pleinement.

Votre commission pense, comme le Gouvernement, que la mesure proposée est équitable; il convient d'aider l'industrie des constructions navales à surmonter les difficultés provenant des événements actuels. Cette mesure, du reste, n'imposera pas au Trésor public des dépenses supérieures à celles résultant normalement des articles 1er et 2 de la loi du 19 avril 1906. La diminution du travail des chantiers compensera certainement la légère augmentation des dépenses qui en résultera.

Comme l'établit le rapporteur de la Chambre des députés dans son rapport si intéressant, on ne peut espérer que d'ici l'année 1918, époque de l'expiration de la présente loi, l'activité de nos chantiers de constructions navales soit en mesure de dépasser les crédits normaux prévus par la loi de 1906.

En fût-il autrement, on ne pourrait que s'en féliciter, car plus notre marine sera puissante, plus elle aidera notre commerce national à réparer rapidement les maux occasionnés par la guerre, car elle est l'instrument plus efficace de notre expansion économique dans le monde.

En conséquence, votre commission de la marine vous propose d'adopter le projet de loi dont le texte suit.

PROJET DE LOI

Art. 1er. — Les taux des primes à la construction des navires, tels qu'ils résultent des articles 1er et 2 de la loi du 19 avril 1906, pour la neuvième année après la promulgation de la loi (22 avril 1914 au 21 avril 1915) seront maintenus pour une période de temps égale à celle qui s'étendra entre le jour de la déclaration de guerre et celui de la signature du traité de paix, augmentée de six mois.

Art. 2. — Les taux des primes afférents à la dixième année entreront en vigueur à l'expiration de la période indiquée à l'article 1er ci-dessus et seront appliqués pendant un an à partir de cette date.

Les derniers taux seront appliqués ensuite jusqu'à l'expiration de la loi du 19 avril 1906.

## ANNEXE N° 357

(Session ord. — Séance du 21 octobre 1915.)

RAPPORT fait au nom de la commission des finances chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, autorisant le ministre des finances à faire une avance remboursable de 400,000 fr. à la commission européenne du Danube, par M. Paul Doumer, sénateur (1).

Messieurs, le Gouvernement demande, par le projet de loi qui vous est soumis, l'autorisation de faire une avance remboursable de 400,000 fr. à la commission européenne du Danube.

Ce projet, présenté le 24 juin 1915 à la Chambre des députés, a été adopté par elle le 5 août et vous a été transmis le 25 septembre dernier. Nous vous demandons de le voter à votre tour.

La commission européenne du Danube, créée conformément aux articles 15 et 16 du traité de Paris, après la guerre de 1855-1856, est un organisme autonome géré par les représentants de huit puissances : la France, la Grande-Bretagne, la Russie, l'Italie, l'Autriche-Hongrie, l'Allemagne, la Roumanie et la Turquie. Cette commission, dont l'existence est prorogée de cinq ans en cinq ans, a pour rôle d'assurer la navigabilité du Danube, dans son cours inférieur, de Galatz à Sulina, et de maintenir ainsi, en l'améliorant progressivement, la communication avec la mer Noire des 3,000 kilomètres de voies navigables du fleuve et de ses affluents.

Deux fois, chaque année, la commission se réunit pour dresser le budget après avoir effectué une inspection des travaux exécutés. Elle fixe les traitements du personnel technique, administratif et sanitaire. Elle siège, en outre, en tribunal d'appel pour examiner les recours des navigateurs contre les décisions prises à leur égard par le service de surveillance du fleuve pour infractions aux règlements.

La présidence de la commission appartient, à tour de rôle, à chacun des délégués, qui jouissent des privilèges diplomatiques.

Grâce à des travaux effectués à la suite d'un emprunt, aujourd'hui amorti, le fleuve est actuellement navigable de Sulina à Galatz et même jusqu'à Brăila, pour des navires de fort tonnage. En 1910, 1,307 navires, non compris les chalands, jaugeant ensemble 2,274,493 tonneaux, sont sortis du Danube.

Le budget annuel que dresse et administre la commission du Danube monte, en moyenne, à trois millions de francs. Les recettes sont représentées par les taxes imposées aux navires empruntant le cours du Bas-Danube; les dépenses sont celles des travaux de navigabilité du fleuve, auxquelles s'ajoutent les frais d'administration. Chaque année, en temps normal, il y a un excédent de recettes, lequel a atteint jusqu'à un million et demi de francs, à plusieurs reprises. Cet excédent est toujours consacré à des travaux d'amélioration de la navigabilité.

De plus, un fonds de réserve a été constitué. Il se compose de titres d'une valeur nominale de un million de francs. Ces titres n'étant réalisables, en raison de la baisse générale actuelle des valeurs, qu'avec une perte considérable, la commission en a mis en gage la plus grande partie, se faisant ainsi consentir une avance de 580,000 fr. par la banque nationale de Roumanie. Le remboursement en sera opéré sur le montant des sommes qui vont être prêtées par les puissances.

La somme de 580,000 fr., dont la commission a disposé ainsi, est aujourd'hui dépensée.

La fermeture des détroits, depuis 1912, a donné lieu à une diminution considérable des recettes. Or, une crue exceptionnelle du Danube nécessite des réparations urgentes; de plus, les travaux de dragage ne pourront être longtemps interrompus sous peine de compromettre les résultats de cinquante années d'efforts.

Il faut ajouter que de grandes quantités de céréales sont accumulées sur les rives du Bas Danube; la récolte de 1915 viendra s'y ajouter prochainement, si les événements n'y font pas obstacle. Il y a prévoir, en tout cas, que, dès la réouverture des détroits, une exportation intense donnera lieu à la perception de droits importants.

Aussi, la commission du Danube a-t-elle décidé « à l'unanimité », dans sa séance du 16 mai 1915, qu'une avance serait demandée d'urgence à chacune des puissances représentées à la commission.

La somme nécessaire aux travaux a été évaluée à 3,200,000 fr., soit, pour chacune des huits puissances, 400,000 fr. qui devaient être versés moitié immédiatement, moitié le 1er octobre courant, l'intérêt étant fixé à 5 p. 100 l'an.

Les gouvernements de la Grande-Bretagne, de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie ont effectué le premier versement prévu de 400,000 francs. Il est nécessaire que le versement de la France ne se fasse pas attendre.

Nous vous prions, en conséquence, d'adopter le projet de loi dont la teneur suit :

PROJET DE LOI

*Article unique.* — Le ministre des finances est autorisé à faire à la commission européenne du Danube une avance de 400,000 fr. productive d'un intérêt de 5 p. 100 l'an ; cette avance sera constatée au débit d'un compte à ouvrir parmi les services spéciaux du Trésor sous le titre : « Avance à la commission européenne du Danube ».

(1) Voir les nos 326, Sénat, année 1915, 1033-1154 et in-8° n° 248. — 11e législ. — de la Chambre des députés.

## ANNEXE N° 358

(Session ord. — Séance du 21 octobre 1915.)

RAPPORT SUPPLÉMENTAIRE fait au nom de la commission chargée d'examiner le projet de de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif à la déclaration des biens des sujets de puissances ennemies, par M. Galup, sénateur (1).

Messieurs, au moment où le Sénat allait aborder la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif à la déclaration des biens des sujets des puissances ennemies, des documents et des renseignements très importants ont été communiqués à la commission par notre honorable collègue M. Jean Morel, et, d'accord avec le Gouvernement, nous avons dû demander l'ajournement de la discussion du projet de loi à l'ordre du jour pour en prendre connaissance.

Après les avoir étudiés, entendu les explications si nettes, si claires et si frappantes qui lui ont été fournies par M. Aspe Fleurimont, délégué de la chambre des conseillers du commerce extérieur, avoir pris connaissance d'une communication très importante émanant de la grande compagnie industrielle des procédés Raoul Pictet, votre commission a estimé qu'il y avait lieu d'apporter des modifications notables au projet primitif : elles ont toutes été jugées nécessaires par le Gouvernement qui les a acceptées.

Le premier projet de loi visait seulement la déclaration des biens mobiliers et immobiliers et non les ententes et conventions de toute nature passées en territoire français avec des sujets des puissances ennemies. Ces ententes et conventions, qui sont en nombre considérable, ne reçoivent évidemment aucune exécution pendant la guerre, à cause des prescriptions du décret du 27 septembre 1914 portant interdiction des relations des puissances économiques avec des sujets des puissances ennemies, mais elles reprendront leur plein effet avec toutes leurs conséquences, immédiatement après la cessation des hostilités. C'est ce qu'il faut empêcher à tout prix si nous voulons, et nous le voulons tous, anéantir l'empire formidable des Austro-Allemands sur toutes les branches de notre commerce et de notre industrie, principalement dans toutes les affaires d'électricité de métaux et de brasserie.

Un document allemand extrêmement curieux, publié par le professeur Robert Liefmann, de Fribourg-en-Brisgau, paru dans les numéros 18, 19 et 20 du *Lloyd Zeitung* 1913, organe du Norddeuscher Lloyd de Brême, montre que l'association purement à titre d'actionnaire, de capitaliste de maisons allemandes dans les entreprises étrangères, devient de plus en plus fréquente et se généralise universellement.

« Si une participation de ce genre prend la forme d'un contrôle de l'entreprise étrangère, la direction financière et économique est garantie par la maison nationale en dépit de l'apparente indépendance de la maison étrangère.

» C'est de cette façon, continue le professeur Liefmann, par une participation de capitaux-actions, et par un contrôle dans ces entreprises étrangères, que les branches les plus internationales de l'industrie moderne ont obtenu leur position économique mondiale. »

Il déclare que, dans cet ordre d'idées, la première et la plus importante des organisations industrielles internationales est celle de l'électricité dont les firmes allemandes sont plus importantes que celles d'Amérique et d'Angleterre.

Puis vient celle des métaux avec les maisons Norton et la société des métaux de Francfort, qui tiennent sous leur dépendance d'importantes sociétés françaises, dont l'une, fondée au capital de 20 millions, a pour principale intéressée une grande banque française, et enfin en troisième lieu toute l'industrie de la brasserie.

Le mal est grand, il faut le couper dans la racine.

Pour y arriver, messieurs, votre commission vous propose d'étendre l'obligation de la déclaration à toutes ententes et conventions passées en territoire français avec des sujets des puissances ennemies et de modifier, en conséquence, la rédaction du premier paragraphe de l'ancien projet de loi en supprimant les mots « des personnes qu'ils savent être des sujets d'une puissance ennemie », — ce membre de phrase pouvant être l'occasion de permettre et d'excuser la non déclaration, — et les mots « nettes ou liquides » qui avaient été insérés à la demande de notre collègue M. Chastenet. Il faut, et le Sénat pensera comme la commission, que les erreurs ou omissions de bonne foi ne tombent pas sous le coup de la loi, mais il ne faut donner aucun prétexte à non déclaration.

Nous vous proposons, messieurs, d'introduire entre le paragraphe 2 et l'ancien paragraphe 3 un nouveau paragraphe qui devient le paragraphe 3 et qui prescrit alors la déclaration de toutes ententes ou des conventions.

(1) Voir les nos 139-278, Sénat, année 1915, et 518-700-752 et *annexe* et in-8° n° 163. — 11e législ. — de la Chambre des députés.

Une modification de la rédaction du paragraphe 3 est rendue nécessaire pour la désignation de la personne ayant qualité pour recevoir les déclarations.

Nous vous proposons de modifier aussi la rédaction de l'article 2 nouveau, qui instituait comme séquestres les détenteurs actuels des biens. Il faut d'abord que ces détenteurs acceptent de vouloir être séquestres, ils ne peuvent l'être que sur leur demande et seulement dans les cas où des circonstances spéciales ne s'y opposeraient; elles seraient, du reste, toujours motivées par une décision rendue sur réquisition du ministère public par le président du tribunal civil.

Enfin, messieurs, dans l'article 3 nouveau du projet primitif, nous vous demandions d'empêcher la divulgation des déclarations; mais il n'est pas possible que le secret soit absolu et imposé dans tous les cas, cela pourrait empêcher l'application des lois. Votre commission ajoute qu'il suffit de rappeler que les procureurs de la République et officiers auxiliaires de police judiciaire devront recevoir les déclarations sous l'obligation du secret professionnel. (Art. 378 du code pénal.)

Notre honorable collègue, M. Gaudin de Villaine, membre de la commission, dont le Sénat connaît l'ardeur dans la poursuite des intérêts austro-allemands en France, ainsi que le représentant d'une grande société industrielle française, nous avaient demandé d'ajouter un article au projet de loi prescrivant de rigoureuses perquisitions dans la comptabilité et la correspondance des personnes soupçonnées d'entretenir des relations commerciales ou d'avoir des ententes ou conventions avec les puissances ennemies.

Votre commission, messieurs, n'a pas cru devoir déférer au désir de notre collègue; elle pense, en effet, que, dès qu'il y aura commencement d'instruction ou poursuite, les parquets sont suffisamment armés pour pouvoir procéder à toutes les investigations susceptibles de les éclairer et compte que M. le garde des sceaux voudra bien en apporter l'affirmation à la tribune.

L'article 4 (ancien 2) ne subit pas de modification, non plus que l'article 5.

Votre commission, messieurs, vous propose de vouloir bien adopter le projet de loi qu'elle vous soumet sur la déclaration des biens mobiliers ou immobiliers appartenant à des sujets des puissances ennemies, déclaration étendue aux ententes et conventions d'ordre économique. Le Gouvernement aura entre les mains les moyens nécessaires pour faire cesser, pendant la guerre, toutes relations d'affaires avec les ennemis de la France, et mettre radicalement terme à l'emprise formidable de l'Allemagne, sur le commerce et l'industrie français, afin que, dès la cessation des hostilités, la France puisse triompher de l'Allemagne sur le terrain économique comme elle l'aura fait, nous en avons l'assurance, sur les champs de bataille :

PROJET DE LOI

Art. 1er. — Tous détenteurs à un titre quelconque, tous gérants, gardiens ou surveillants de biens mobiliers ou immobiliers appartenant à des sujets d'une puissance ennemie, tous débiteurs de sommes, valeurs ou objets de toute nature envers lesdits sujets, pour quelque cause que ce soit, doivent en faire la déclaration détaillée dans la quinzaine à compter de la date du décret à intervenir. Cette obligation incombe, dans les sociétés à tous associés en nom, gérants, directeurs ou administrateurs.

Les actions, parts de fondateurs, obligations, titres ou intérêts, appartenant à des sujets d'une puissance ennemie dans les sociétés doivent être déclarés par les personnes désignées au paragraphe précédent.

L'obligation de la déclaration s'étend à tous intérêts de sujets d'une puissance ennemie dans des maisons de commerce, entreprises ou exploitations quelconques ainsi qu'à toutes ententes ou conventions d'ordre économique entre des Français, des protégés français ou des personnes résidant en territoire français ou de protectorat français et des sujets d'une puissance ennemie.

La déclaration est reçue, pour les biens mobiliers et immobiliers, par le procureur de la République de l'arrondissement de leur situation; pour les dettes par celui du domicile ou de la résidence du débiteur; pour les actions, parts de fondateurs, obligations, titres ou intérêts, par celui du siège de la société ou de l'établissement; pour les ententes et conventions, par celui du domicile ou de la résidence des parties contractantes.

Des officiers de police judiciaire, auxiliaires du procureur de la République, seront, s'il y a lieu, désignés par celui-ci pour recevoir en son nom les déclarations.

Une prolongation du délai imparti par le premier paragraphe pourra être accordée par le procureur de la République aux personnes astreintes à la déclaration qui justifieront qu'à raison de la multiplicité des biens, dettes ou intérêts qu'elles ont à déclarer elles sont hors d'état de satisfaire intégralement aux prescriptions légales dans la quinzaine. Ce délai supplémentaire n'excédera pas deux mois; toutefois, en cas de nécessité reconnue, une nouvelle prorogation d'un mois pourra être concédée.

En outre, le délai supplémentaire pourra être renouvelé de deux mois en deux mois en faveur : 1° des établissements d'utilité publique désignés par le ministre de la justice, d'accord avec le ministre auquel ressortissent ces établissements; 2° des maisons de commerce et autres établissements dont les chefs ou propriétaires sont présents sous les drapeaux.

Art. 2 (nouveau). — Les détenteurs français de biens appartenant à des sujets d'une puissance ennemie et les débiteurs français de sommes, valeurs ou objets quelconques envers ces sujets à raison de contrats en cours lors de la déclaration de guerre se ont, sur leur demande, à moins de circonstances spéciales qui motiveraient une décision contraire rendue sur réquisitions du ministère public par le président du tribunal civil, considérés comme séquestres de ces biens, sommes, valeurs ou objets qui demeureront confiés à leur garde.

Art. 3 (nouveau). — Les déclarations seront reçues par les procureurs de la République et officiers auxiliaires de police judiciaire sous l'obligation du secret professionnel.

Art. 4 (ancien 2). — Toute omission volontaire de déclaration dans le délai prescrit ou toute déclaration sciemment incomplète ou inexacte sera punie d'un emprisonnement d'un an an à cinq ans et d'une amende de 500 fr. à 20,000 fr. ou de l'une de ces peines seulement.

Indépendamment des peines prévues au paragraphe précédent, les tribunaux pourront prononcer l'interdition pendant dix années des droits civils et civiques énumérés en l'article 42 du code pénal.

L'article 463 du code pénal est applicable aux délits prévus par la présente loi.

Art. 5 (ancien 3). — La présente loi est applicable de plein droit à l'Algérie aux colonies et aux pays de protectorat.

## ANNEXE N° 359

(Session ord. — Séance du 21 octobre 1915.)

RAPPORT fait au nom de la commission des douanes, chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, étendant le régime de la loi du 19 juillet 1890 aux fruits et légumes d'origine et de provenance tunisiennes et habilitant les officiers du service des affaires indigènes en Tunisie à délivrer les certificats d'origine dans les territoires du Sud où ils font l'office de contrôleurs civils, par M. Maurice Ordinaire, sénateur (1).

## ANNEXE N° 360

(Session ord. — Séance du 21 octobre 1915.)

RAPPORT fait au nom de la commission chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à proroger exceptionnellement les délais fixés pour la liquidation et l'imputation des dépenses de la santé publique par la loi du 22 juin 1906, par M. Paul Strauss, sénateur (2).

(1) Voir les nos 255, Sénat, année 1915, et 272-831, et in-8° n° 70. — 11e législ. — de la Chambre des députés.

(2) Voir les nos 330, Sénat, année 1915, 747-1030, et in-8° n° 218 — 11e législ. — de la Chambre des députés.

## ANNEXE N° 361

(Session ord. — Séance du 21 octobre 1915.)

PROPOSITION DE LOI, adoptée par la Chambre des députés, tendant à l'abrogation de la loi du 5 août 1914, qui complète celle du 14 décembre 1879, sur les crédits supplémentaires et extraordinaires, transmise par M. le président de la Chambre des députés à M. le président du Sénat (1). — (Renvoyée à la commission des finances.)

## ANNEXE N° 362

(Session ord. — Séance du 28 octobre 1915.)

RAPPORT fait au nom de la commission des finances, chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant abrogation de l'article 3 du décret du 1er mars 1852, concernant la mise à la retraite des magistrats, par M. Georges Trouillot, sénateur (2).

Messieurs, par un projet de loi déposé le 20 août 1915, sur le bureau de la Chambre, le Gouvernement a proposé au Parlement l'abrogation de l'article 3 du décret-loi du 1er mars 1852 sur la mise à la retraite et la discipline des magistrats. Cet article est ainsi conçu : « Les magistrats qui auront atteint l'âge fixé par l'article 1er ne cesseront leurs fonctions que lorsqu'ils auront été remplacés. »

Pour en justifier l'abrogation, le Gouvernement s'appuyait sur les inconvénients que présente dans les circonstances actuelles l'application de ces dispositions.

Dès le début de la guerre, en effet, dans le triple intérêt du Trésor, des candidats aux fonctions judiciaires ou magistrats éloignés de leur service par leurs obligations militaires, enfin des réformes que pourra réaliser dans le fonctionnement de la justice une réduction depuis longtemps envisagée du nombre des tribunaux et des sièges de cours d'appel, il a été décidé de ne point pourvoir, pendant la durée des hostilités, aux vacances produites par décès, démission ou retraite, dans le personnel des cours et tribunaux.

Si cette résolution a son efficacité dans les cas de décès ou de démission, elle manque son but en ce qui touche la retraite par suite des dispositions de l'article plus haut cité, tout au moins au point de vue de l'intérêt des finances publiques. C'est ainsi que des magistrats inamovibles atteints par la limite d'âge continuent à exercer leurs fonctions et à toucher leur traitement sans aucune nécessité ni souvent, aucune utilité de service.

Une jurisprudence antérieure à 1871 aurait permis de porter remède à cette situation. Par un arrêt du 2 mai 1851, la chambre criminelle de la cour de cassation avait, en effet, décidé que l'article 3 du décret de 1852 avait eu simplement pour objet d'empêcher l'interruption du cours régulier de la justice, mais non de permettre à des magistrats atteints par la limite d'âge de continuer leurs fonctions après le décret de mise à la retraite. Mais, au contraire, par deux arrêts des 9 mars 1871 et 13 novembre 1875, la chambre criminelle, revenant sur son interprétation, a admis que le magistrat atteint par la limite d'âge conserve sa vacation judiciaire jusqu'au moment même où son successeur a acquis, par la prestation de serment, l'aptitude nécessaire pour exercer ses fonctions.

C'est dans l'état de cette jurisprudence, par laquelle est lié le garde des sceaux, que le Gouvernement a proposé et que la Chambre a accepté d'abroger purement et simplement l'article 3 du décret de 1852. Mais il est un point de vue nouveau qui a attiré l'attention de votre commission des finances.

Si l'on ne peut contester les inconvénients que présentent les dispositions de l'article 3 du décret de 1852 tant que durera la période pendant laquelle le Gouvernement a pu légitimement surseoir au remplacement des magistrats

(1) Voir les nos 1305-1341 et in-8° n° 277 — 11e législ. — de la Chambre des députés.

(2) Voir les nos 325, Sénat, année 1915, et 1222-1270, et in-8° n° 254 — 11e législ. — de la Chambre des députés.

atteints par la limite d'âge, c'est-à-dire pendant la durée de la guerre, il n'est pas moins manifeste que rien de ces inconvénients ne peut subsister en temps normal et qu'en permettant au pouvoir exécutif de laisser des vides indéfinis dans la composition des cours et tribunaux, on lui donnerait la possibilité de substituer l'arbitraire gouvernemental aux dispositions législatives par lesquelles est fixé le nombre des sièges judiciaires dans chacune de ces compagnies.

Cette seule considération suffit à montrer la nécessité de modifier le texte proposé au Sénat en limitant à la durée de la guerre le temps pendant lequel les dispositions de l'article 3 du décret de 1852 devront rester sans application.

C'est dans ces conditions que votre commission des finances vous propose, au lieu d'une abrogation pure et simple, le vote d'une disposition ainsi conçue :

PROJET DE LOI

*Article unique.* — L'article 3 du décret du 1er mars 1852 est inapplicable aux magistrats atteints par la limite d'âge pendant le temps qui s'écoulera entre le 2 août 1914, date de la déclaration de guerre, et la date de la signature de la paix.

## ANNEXE N° 363

(Session ord. — Séance du 28 octobre 1915.)

PROPOSITION DE LOI adoptée par la Chambre des députés concernant les cas de recours devant la commission supérieure des allocations, transmise par M. le président de la Chambre des députés à M. le président du Sénat (1). — (Renvoyée à la commission, nommée le 21 octobre 1915, chargée de l'examen d'une proposition de loi concernant les allocations aux familles des mobilisés.)

## ANNEXE N° 364

(Session ord. — Séance du 28 octobre 1915.)

RAPPORT fait au nom de la commission des douanes chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ratification de divers décrets prohibant certains produits à la sortie des colonies et protectorats autres que la Tunisie et le Maroc, par M. Jean Morel, sénateur (2).

Messieurs, le projet de loi soumis à l'examen du Sénat a pour but de ratifier cinq décrets portant, pour certains produits, prohibition de sortie des colonies et pays de protectorat autres que la Tunisie et le Maroc.

Ces décrets se présentent dans l'ordre chronologique suivant :

1° Décret du 9 mars 1915, se référant aux décrets des 9 janvier et 4 février précédent, applicable notamment au lin brut, teillé, en étoupes et peigné, au lin en fils, au chanvre broyé ou teillé, en étoupes et peigné, au chanvre en fils, aux graines à ensemencer (légumineuses, graminées fourragères et autres graines, y compris la jarosse) et, en outre, aux nombreux articles dont le décret du 4 février donne l'énumération ;

2° Décret du 13 mars 1915, visant la sortie des produits figurant au décret du 6 mars, savoir :

Les boyaux frais et salés ;
Les peaux sèches exotiques ;
L'amidon ;
Les fécules de pommes de terre, maïs et autres ;
Les verres de lunette et d'optique ;
Les instruments d'observation, de géodésie et d'optique ;

3° Décret du 10 avril 1915, rendant applicables aux colonies les dispositions des décrets des 30 mars et 3 avril 1915 en ce qui concerne :

Les marcs de pommes ;
Les peaux, brutes et préparées, de chevreau ;
Les graisses de poisson ;
Le café ;
Les écorces à tan et autres matières tannantes de toutes sortes, extraits tannants et sucs tannins ;
L'ammoniaque ;
Les chronomètres de bord ;
Les instruments nautiques divers ;

4° Décret du 1er mai 1915, prohibant la sortie de l'or.

5° Enfin, décret, rendu le même jour, donnant délégation aux gouverneurs généraux et gouverneurs des colonies et pays de protectorat, autres que la Tunisie et le Maroc, pour prohiber, lorsqu'ils le jugeront opportun, la sortie des monnaies de cuivre, de nickel et de billon.

Toutes ces mesures se justifient par des raisons semblables à celles qui ont antérieurement motivé les interdictions d'exportation de même nature hors des frontières de la France métropolitaine. Elles répondent au même souci et poursuivent des fins identiques.

Elles ont pour but essentiel de servir les intérêts de la défense nationale et d'assurer le ravitaillement de l'armée et de la population civile.

En étendant ces sages prescriptions au territoire de nos colonies et à celui de nos pays de protectorat d'Extrême-Orient, le Gouvernement a justement associé notre empire d'outre-mer à l'œuvre de salut public qui nous est imposée par les graves circonstances de l'heure actuelle. Ainsi se resserreront encore, pour le bien général, les liens de patriotisme et de solidarité qui unissent à la métropole les populations de la plus grande France et qui inspirent à tous le même esprit de sacrifice et les mêmes résolutions énergiques pour le triomphe d'une cause commune d'indépendance, d'honneur et de liberté.

La Chambre des députés a voté sans observations le projet de loi ratifiant les décrets précités. Nous vous prions, messieurs, de l'adopter à votre tour, dans les termes suivants :

PROJET DE LOI

*Article unique.* — Sont ratifiés et convertis en lois :

Le décret du 9 mars 1915 rendant applicables aux colonies et pays de protectorat, autres que la Tunisie et le Maroc, les décrets des 9 janvier et 4 février 1915 prohibant divers produits à la sortie de la métropole.

Le décret du 13 mars 1915 rendant applicable aux colonies et pays de protectorat, autres que la Tunisie et le Maroc, le décret du 6 mars 1915 prohibant divers produits à la sortie de la métropole.

Le décret du 10 avril 1915 rendant applicables aux colonies et pays de protectorat, autres que la Tunisie et le Maroc, les décrets des 30 mars et 3 avril 1915.

Le décret du 1er mai 1915 prohibant la sortie de l'or des colonies et pays de protectorat, autres que la Tunisie et le Maroc.

Le décret du 1er mai 1915 autorisant les gouverneurs généraux et gouverneurs des colonies et pays de protectorat, autres que la Tunisie et le Maroc, à prohiber, s'ils le jugent opportun, la sortie des monnaies de cuivre, de nickel et de billon.

## ANNEXE N° 365

(Session ord. — Séance du 28 octobre 1915).

RAPPORT fait au nom de la 5e commission des pétitions (juillet 1915) chargée d'examiner la pétition, n° 58, d'un certain nombre de publicistes, à Paris, par M. Debierre, sénateur.

Messieurs, votre 5e commission des pétitions a examiné la pétition adressée par un certain nombre de publicistes à Paris contre le régime de la censure actuellement appliqué à la presse.

C'est la protestation calme mais ferme de l'opinion générale contre un système qui n'a pas seulement pour résultat de bâillonner la pensée humaine, mais qui a pour conséquence de violer la confiance que le Parlement avait mise dans le Gouvernement en votant la loi du 5 août 1914. Dans cette protestation voisinent les noms de M. Clemenceau et de M. Capus, de M. Hébrard et de M. Arthur Meyer, de M. Pichon et de M. Berthoulat, de M. de Nalèche et de M. Paul Strauss.

Cette pétition, datée du 27 août 1915, est ainsi libellée :

« La censure, qui a la haute responsabilité et le grave devoir de ne rien laisser imprimer qui puisse en quoi que ce soit nuire à la défense nationale, a vu peu à peu étendre ses attributions à toutes les questions du domaine politique.

« A l'heure qu'il est la presse, en matière parlementaire, n'a plus le droit ni de raconter, ni de réfléchir, ni de critiquer ; elle a à peine conservé celui d'approuver. Et pourtant chaque fois qu'elle s'est occupée des travaux, des débats ou des personnes des deux Assemblées, elle l'a toujours fait avec le souci des devoirs particuliers qu'imposent les circonstances, la pensée constante de ceux qui combattent et la préoccupation de ne point fournir d'armes à l'ennemi.

« Une telle situation n'est digne ni du Parlement ni de la presse.

« Le régime parlementaire repose sur deux principes : le droit de contrôle des représentants de la nation sur le Gouvernement ; le droit de contrôle de la nation sur ses représentants.

« Le contrôle parlementaire a été librement assuré. Nous réclamons pour l'opinion le droit de connaître et d'apprécier librement les actes de ses mandataires et pour nous-mêmes celui de renseigner librement aussi cette opinion.

« Depuis le début de la guerre, la presse tout entière a donné assez de preuves de son patriotisme, de son dévouement et de sagesse pour avoir le droit de réclamer en matière politique une liberté nécessaire au bon fonctionnement même du régime.

« Les actes d'un Parlement n'ont qu'une sanction : la publicité.

« Un Gouvernement non contrôlé, une Assemblée non contrôlée, c'est le despotisme.

« Nous vous demandons, messieurs les sénateurs, d'obtenir du Gouvernement l'assurance qu'il donnera à la censure administrative et politique les instructions qui restreindront sa rigueur aux seuls intérêts de la défense nationale devant lesquels nous nous inclinerons toujours unanimement. »

Plus récemment, le 19 octobre dernier, le comité de l'association et le syndicat de la presse républicaine et départementale protestaient à leur tour contre la censure politique et administrative que le Gouvernement a imposée arbitrairement aux journaux par l'intermédiaire de ses agents de contrôle. Ils le faisaient dans les termes suivants :

« Dans sa séance de ce jour, le comité de l'association et syndicat de la presse républicaine et départementale a voté à l'unanimité l'ordre du jour suivant :

« Le comité de l'association et syndicat de la presse républicaine départementale de France,

« Considérant que, dès le début de la guerre, il a spontanément proclamé la nécessité de subordonner les prérogatives de la presse aux exigences impérieuses de la défense nationale ;

« Considérant qu'il s'est associé sans réserve aux mesures prises à cet effet et nettement caractérisées par l'article 1er de la loi du 5 août 1914 ;

« Considérant, d'autre part, qu'il n'a cessé de protester contre la confusion établie, en pratique, entre la censure, auxiliaire de la défense nationale, et la censure, instrument de politique intérieure ;

« Considérant qu'il a multiplié les démarches auprès des ministres compétents en vue de sauvegarder les droits de la presse dans l'accomplissement de ses devoirs, qu'il a offert son concours au Gouvernement pour atteindre ce résultat, qu'il lui a minutieusement signalé les abus, les anomalies, les incohérences et l'arbitraire avec lesquels se trouvent constamment aux prises les journaux de province dans leurs centres respectifs ;

« Considérant qu'il n'a obtenu que des réponses évasives, des explications embarrassées, mais aucune amélioration appréciable,

« Le comité donne son adhésion à la récente protestation du syndicat de la presse parisienne et se déclare prêt à s'associer aux décisions ultérieures qui pourront être prises pour donner à cette protestation une suite efficace et une consécration pratique. »

Vous connaissez, messieurs, l'emprise de la

(1) Voir le n° 1348 et in-8° n° 281 — 11e législ. — de la Chambre des députés.

(2) Voir les n°s 347, Sénat, année 1915 ; 1048-1099 et in-8° n° 234 — 11e législ. — de la Chambre des députés.

censure sur les journaux. C'est la coupure la plus arbitraire. Un article passe dans un journal de Paris, il est censuré en province. Des appréciations sont imprimées dans les journaux étrangers, anglais, suisses, italiens, qui se vendent sur le boulevard et la reproduction en est interdite par les censeurs du Gouvernement. Peu à peu les gouvernants se sont servis de la censure pour empêcher toute critique de leurs personnes ou de leurs services. C'est le régime de l'autorité et de l'arbitraire. Pour avoir signalé les abominables fautes dans le transport des blessés au début de la guerre, l'*Homme libre* est devenu l'*Homme enchaîné*. La *Guerre sociale*, le *Rappel*, le *Radical*, ont été suspendus pour des faits analogues. Votre rapporteur a été censuré pour avoir écrit un article sur le service de santé aux armées dont la substance est rigoureusement exacte. Paru en partie dans le *Carnet de la Semaine*, il est totalement supprimé dans l'*Union républicaine* de Libourne. Voici, à ce sujet, l'ordre du colonel d'Argenlieu, commandant les dépôts de cavalerie de la 18e région :

« Le colonel commandant d'armes décide que le premier article signé Debierre, de l'*Union républicaine*, bien qu'ayant pu paraître dans d'autres publications, sera censuré parce qu'il est contraire à l'union sacrée » (11 septembre 1915). »

Voilà donc la pensée des républicains abandonnée à des censeurs qui peuvent être les plus beaux instruments de la réaction...

Autre exemple encore personnel.

Fortement houspillé dans l'*Eclair de Montpellier* à propos d'un article paru dans le *Radical* sur la propagande cléricale aux armées et dans les hôpitaux, votre rapporteur voit sa réponse, adressée au *Petit Méridional*, interdite par la censure.

Les articles de l'*Homme enchaîné* intitulés : « Pour la patrie », « Pour le Parlement », « l'Inévitable », « les Allemands sont à Noyon », ont été supprimés par la censure. Bien d'autres articles dans bien d'autres journaux ont subi les mêmes rigueurs. Quel est le journal, fût-ce le mieux avisé et le plus calme, qui n'ait été caviardé ?

C'est ce qui faisait écrire au journal *le Temps* :

« La censure étend sa juridiction préventive sur toute la rédaction des journaux. Articles de doctrine politique, informations parlementaires, faits divers même, rien n'échappe à sa rigueur soupçonneuse. Elle ne veille pas seulement sur la frontière, elle veille sur le Capitole, qui n'a pas besoin d'elle pour se défendre...

« La censure s'est placée au-dessus des lois...

« Qu'on y prenne garde : il ne s'agit pas seulement ici des droits de la presse et de ceux de la Nation; l'avenir même de la liberté en France, les destinées des institutions républicaines sont en jeu ; car du jour où le pays se serait habitué à ce régime d'arbitraire, une accoutumance redoutable se serait formée aux mœurs du bon plaisir césarien. »

Les faits de partialité et d'arbitraire de la censure ne se comptent plus. Sont-ils au moins couverts par la loi ?

La loi réprimant les indiscrétions de la presse en temps de guerre du 5 août 1914 est ainsi conçue dans son article 1er :

« Il est interdit de publier, par l'un des moyens énoncés à l'article 23 de la loi sur la presse du 29 juillet 1881, des informations et renseignements autres que ceux qui seraient communiqués par le Gouvernement ou le commandement sur les points suivants :

« Opérations de la mobilisation et du transport des troupes et du matériel.

« Effectifs. — Composition des corps, unités et détachements; ordre de bataille.

« Effectifs des hommes restés ou rentrés dans leurs foyers.

« Effectifs des blessés, tués ou prisonniers.

« Travaux de défense.

« Situation de l'armement, du matériel, des approvisionnements.

« Situation sanitaire.

« Nominations et mutations dans le haut commandement.

« Dispositions, emplacements et mouvements des armées, des détachements de la flotte.

« Et, en général, toute information ou article concernant les opérations militaires ou diplomatiques de nature à favoriser l'ennemi et à exercer une influence fâcheuse sur l'esprit de l'armée et des populations. »

Les nombreux journaux qui ont été censurés ou suspendus l'ont-ils été pour infraction à cette loi ? Le Gouvernement y compris ses contrôleurs seraient incapables de le soutenir avec des arguments valables.

Quand on a écrit un article sur les fautes du service de santé, c'était dans le but louable d'obliger ce service à réparer ses fautes et à ne pas les recommencer dans l'avenir. Il y allait de la vie de nos soldats blessés.

Quand on a présenté des observations sur les marchés de l'intendance, c'était dans le but d'empêcher le retour de marchés scandaleux et d'obliger les services du ravitaillement à moins gaspiller l'argent de la Nation.

Quand on a porté des critiques, hélas ! trop justifiées sur la direction de l'artillerie, c'était dans l'intention d'accroître la puissance de notre matériel de guerre.

S'il fallait une preuve du rôle néfaste joué par la censure, on la trouverait sans peine dans les événements récents d'Orient et la démission de M. Delcassé. La maladresse de la diplomatie des alliés et de la France en particulier dans les Balkans peut avoir des conséquences incalculables pour notre pays. Si notre Gouvernement eût agi avec décision et vigueur lors de l'engeuffrement des cuirassés allemands, le *Gœben* et le *Breslau*, dans le Bosphore, l'affaire des Dardanelles nous eût été épargnée. Il est probable, il est certain, par suite, que nous n'aurions pas à faire l'expédition de Salonique. Si nos ministres, solidaires dans leur politique internationale comme dans leur politique intérieure, avaient vu clair et avaient agi en temps opportun, la situation dans les Balkans serait tout autre et notre secours à la Serbie serait arrivé en temps voulu. Ce ne sont pas les suggestions qui ont manqué au Gouvernement cependant. Mais devant un Parlement sans voix, devant une presse obligatoirement muette, en face d'une opinion publique sans idée et sans volonté, parce que tenue volontairement dans l'ignorance et dans un optimisme cent fois pire que la vérité, le Gouvernement persista dans ses indécisions et ses erreurs.

La censure avait pour mot d'ordre de ne rien tolérer qui pût déplaire aux maîtres de l'heure, toute critique de l'action gouvernementale.

Sans dévoiler les secrets de notre diplomatie — en a-t-elle jamais eu ? — sans nuire à notre action militaire, il est des choses que la presse aurait dû dire dans l'intérêt même de la défense nationale et de la sauvegarde du pays.

Qui n'a présent à l'esprit cette phrase du *Journal officiel* qui revient comme un *leit motiv* : « Le conseil des ministres s'est réuni à l'Elysée sous la Présidence de M. Poincaré; M. Millerand, ministre de la guerre, a mis le conseil au courant de la situation militaire; M. Delcassé, au courant de la situation diplomatique. » Voilà tout ce qu'on offrait à l'opinion publique pour satisfaire sa légitime curiosité. Les erreurs à redresser, les fautes à réparer, on ne pouvait pas les signaler. La presse, par ordre, devait rester muette... Sous prétexte de ne pas affaiblir l'autorité centrale ou d'amoindrir la confiance du pays, le Gouvernement a écarté les suggestions, soutenu la bureaucratie, entretenu dans le pays un courant de narcotisme qui se changerait demain en une violente révolte si le sort des armes venait à nous être défavorable. C'est ainsi qu'on a perpétué tous les abus...

Et dans le domaine de la critique militaire, qui oublierait que la censure a joué un rôle néfaste ? On se souvient des violentes critiques — pas assez violentes — de notre collègue Charles Humbert contre l'impéritie de ceux dont c'était la mission d'organiser la défense nationale, de nous donner des canons et des munitions.

La censure, il en faut une, nous n'en disconvenons pas. Mais elle doit être limitée aux seules indiscrétions de nature à nuire à l'action militaire. Si son action avait été bien comprise, la critique militaire eût pu apporter un précieux concours au commandement.

Quel avantage, par exemple, n'eût pas résulté de la protestation de la critique contre le concept de la concentration de nos troupes aux frontières de l'Est, lorsqu'on eut constaté l'arrivée en masse des Allemands sur la Meuse ? La France eût peut-être évité l'invasion si le général en chef eût aussitôt adopté le plan qui devait quelques jours plus tard aboutir à la victoire de la Marne.

Quel inconvénient y aurait-il eu à signaler les dangers d'une offensive irrationnelle que le commandement lui-même a depuis considérée comme fâcheuse ?

Abattre les Allemands, c'est notre commune pensée, c'est notre but. Mais, en l'espèce, à quoi sert la jactance. C'est cependant ce qu'a toléré la censure. En essayant d'accroître un optimisme qui ne répond pas à la réalité des choses, on n'augmente pas la résistance du pays, on l'expose seulement à de cruelles désillusions. Mieux vaut lui dire la vérité avec mesure et discrétion. Mieux vaut lui montrer toute la puissance de l'ennemi et les multiples obstacles à vaincre. On l'habitue ainsi à l'effort et à la résistance, on le prépare à la bataille. Ne crions pas : « On les aura ». Allons-y !

Nous n'insistons pas. La réforme de la censure s'impose. Celle qu'on nous a octroyée n'est pas tolérable dans un pays de république et de démocratie. C'est une vieille défroque monarchique dont les monarchies modernes elles-mêmes ne veulent plus. N'ayons pas peur de la vérité, il n'y a qu'elle qui compte, après tout, elle seule qui soit raisonnable. La censure, suivant la forte expression de Benjamin Constant, a servi d'auxiliaire à l'imposture et a été le scandale de la France. Ne permettons pas qu'elle ressuscite.

A la Chambre, la commission de législation civile et criminelle a décidé que le système de l'autorisation préalable serait strictement limité aux informations militaires ou diplomatiques. Elle propose dans ce sens le remaniement de la loi du 5 août 1914. Elle a admis, en outre, que les sanctions administratives de la loi de 1849 seront supprimées.

Ces prescriptions nous paraissent celles de la sagesse et du bon sens même, et votre rapporteur les fait entièrement siennes. La commission conclut, en conséquence, au renvoi de la pétition à M. le président du conseil, en l'invitant à faire cesser la censure politique et administrative arbitrairement exercée sur les journaux au mépris de l'esprit et de la lettre de la loi du 5 août 1914 et qui est de nature à compromettre l'intérêt de la nation, et demande au Sénat de le dire lui-même en adoptant les conclusions du présent rapport.

## ANNEXE N° 366

(Session ord. — Séance du 29 octobre 1915.)

RAPPORT fait au nom de la commission chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant prorogation des pouvoirs des membres du conseil supérieur des sociétés de secours mutuels, par M. Victor Lourties, sénateur (1).

## ANNEXE N° 367

(Session ord. — Séance du 29 octobre 1915.)

PROPOSITION DE LOI tendant à l'affichage dans les mairies de la liste des hommes d'âge mobilisable, présentée par M. Alexandre Bérard, sénateur. — (Renvoyée à la commission de l'armée.)

Messieurs, j'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat une proposition de loi tendant à l'affichage, à la mairie, de la liste de tous les hommes mobilisables de la commune.

Le but de la proposition est de faire savoir quel est le poste occupé par tous, ainsi que de faire connaître publiquement ceux qui font leur devoir et ceux qui s'y dérobent.

Il ne me paraît guère possible de contester le principe de la proposition : nul légitimement ne peut songer à cacher sa situation militaire. J'ajoute que la mesure, par son application, dissipera des calomnies dirigées contre des citoyens qui font leur devoir et empêchera certains autres de tirer frauduleusement vanité du devoir prétendu accompli, alors qu'ils s'y sont dérobés.

Une association de nos instituteurs ayant soumis cette proposition à un membre du Gouvernement, celui-ci de leur dire : « C'est donc le pilori que vous voulez ? » Les délégués

(1) Voir les nos 329, Sénat, année 1915, 1098-1112 et in-8° n° 262. — 11e législ. — de la Chambre des députés.

de l'association, dont les membres sont tombés si nombreux au champ d'honneur, de répondre : « Oui, le pilori pour les uns ; le tableau d'honneur pour les autres. »

J'avais, le 28 septembre dernier, au sujet de cette mesure, posé une question écrite à M. le ministre de l'intérieur.

Il me fut répondu, le 21 octobre, par M. le ministre :

« La proposition de M. Bérard ne paraît pas pouvoir recevoir une suite favorable.

« L'affichage dans les mairies des noms de tous les hommes en âge d'être mobilisés présenterait des difficultés à peu près insurmontables; il entraînerait un travail considérable et qui, dans les circonstances actuelles, ne pourrait être que difficilement exécuté. »

Ce n'est donc point à une opposition de principe que nous nous heurtons du côté du Gouvernement, mais à des difficultés de fait.

Chacun peut aisément se rendre compte que ces difficultés, étant donné le travail fait pour chaque commune par le recrutement, ne sont nullement insurmontables.

Dans chaque commune, vu le sentiment de la justice patriotique, les municipalités se prêteront avec zèle à la mise en application de la mesure.

A l'heure, l'une des plus tragiques de notre histoire, où, par tous ses membres, la France verse généreusement son sang pour le triomphe de la liberté universelle, du droit et de la civilisation, il faut que nos concitoyens connaissent les noms de tous ceux qui combattent et meurent héroïquement sous le drapeau de la Patrie pour les honorer, et, s'il y a lieu, pour juger les autres qui se déroberaient à ce devoir.

PROPOSITION DE LOI

*Article unique.* — Il sera affiché dans le mois qui suivra la promulgation de la présente loi, à la porte de la mairie de chaque commune, la liste de tous les hommes appartenant aux classes mobilisables de la commune avec leur situation militaire légale et l'affectation militaire reçue.

Cette liste, qui rappellera les divers changements d'affectation des mobilisés, restera affichée pendant six mois après la cessation des hostilités.

## ANNEXE N° 368

(Session ord. — Séance du 3 novembre 1915.)

DÉCLARATION lue, au nom du conseil des ministres, par M. René Viviani, garde des sceaux, ministre de la justice.

NOTA. — Ce document a été publié dans le compte rendu *in extenso* de la séance du 3 novembre 1915.

## ANNEXE N° 369

(Session ord. — Séance du 3 novembre 1915.)

PROJET DE LOI adopté par la Chambre des députés autorisant le ministre des travaux publics à accorder un secours extraordinaire à la commune de Soulac-sur-Mer, pour travaux à sa charge en vue de la défense de son littoral, présenté au nom de M. Raymond Poincaré, Président de la République française, par M. Marcel Sembat, ministre des travaux publics, par M. Malvy, ministre de l'intérieur, et par M. A. Ribot, ministre des finances (1). — (Renvoyé à la commission des finances.)

## ANNEXE N° 370

(Session ord. — Séance du 3 novembre 1915.)

PROPOSITION DE LOI tendant à interdire la désignation des militaires de l'armée territoriale et de sa réserve pour faire partie des corps expéditionnaires destinés à opérer au delà des mers, présentée par M. Le Hérissé, sénateur. — (Renvoyée à la commission de l'armée.)

Messieurs, dans ses mémorables séances du 4 août 1914, le Parlement a voté un projet de loi en vertu duquel les officiers, les gradés et les hommes de troupe de l'armée active, de la réserve de l'armée active, de l'armée territoriale ou de sa réserve peuvent être employés indistinctement dans les corps de troupes ou services de l'une ou l'autre armée, au fur et à mesure des besoins qui viendront à se produire au cours de la guerre.

Il s'agissait alors de permettre au ministre de la guerre d'utiliser dans toutes les circonstances les ressources disponibles en cadres et en hommes au mieux des intérêts de la défense nationale : aussi est-ce à l'unanimité que, dans les deux Chambres, fut ratifié le projet déposé par le Gouvernement.

Mais il ne pouvait entrer dans l'esprit d'aucun législateur qu'on pourrait verser dans un corps expéditionnaire destiné à opérer en Orient des hommes de la territoriale ou de sa réserve alors que des militaires appartenant à l'armée active ou à sa réserve ont trouvé le moyen de se faire maintenir dans les services de l'intérieur. Cela existe malheureusement et il apparaît qu'il y a là une situation à laquelle il importe de remédier dans le plus bref délai.

Nous avons en conséquence l'honneur de vous proposer de vouloir bien adopter la proposition de loi dont la teneur suit :

PROPOSITION DE LOI

*Article unique.* — L'article unique de la loi du 5 août 1914 est complété par le paragraphe suivant :

« A moins qu'ils n'en fassent la demande, les militaires de tous grades appartenant à l'armée territoriale ou à la réserve de l'armée territoriale ne peuvent être employés dans les corps de troupes ou services des corps expéditionnaires destinés à opérer au delà des mers, à l'exception de l'Algérie, de la Tunisie et du Maroc. »

## ANNEXE N° 371

(Session ord. — Séance du 16 nov. 1915.)

AVIS présenté, au nom de la commission des finances, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à proroger exceptionnellement les délais fixés pour la liquidation et l'imputation des dépenses de la santé publique par la loi du 22 juin 1906, par M. Petitjean, sénateur (1).

## ANNEXE N° 372

(Session ord. — Séance du 16 novembre 1915.)

AVIS présenté au nom de la commission des finances sur la proposition de loi de M. Léon Bourgeois et plusieurs de ses collègues, tendant à instituer des dispenses d'hygiène sociale et de préservation antituberculeuse, par M. Petitjean, sénateur (2).

Messieurs, votre commission des finances a été saisie, pour avis financier, de la proposition de loi due à l'initiative de MM. L. Bourgeois, A. Ribot, Strauss, Dreyfus, Peyrot, Lourties, tendant à instituer des dispensaires d'hygiène sociale et de préservation antituberculeuse. A la séance du 8 juillet 1914, notre collègue M. Paul Strauss a déposé un rapport très documenté sur la proposition de loi, adoptée après une étude approfondie par la commission spéciale.

Parmi les moyens envisagés de lutte contre la tuberculose, le dispensaire est au premier rang. Peu s'en est fallu que la loi de 1893 sur l'assistance médicale gratuite n'envisageât leur création. Une circulaire de M. Henri Monod, en date du 10 mai 1894, mettait en relief les avantages d'une telle institution. « L'expérience prouve, disait-il, que le dispensaire peut rendre les plus grands services et à très peu de frais. Le local, qui est fourni par le maire, où le médecin se rend, à jour et à heures fixes, et qui peut n'être affecté à cet usage qu'aux jours et heures de consultations, est pourvu d'une petite pharmacie contenant les médicaments les plus fréquemment employés, lorsque la chose est possible, le malade prend le remède sur place. Dans les communes plus importantes, où le dispensaire sera un établissement distinct, on pourra installer, en outre, un modeste service d'hydrothérapie. Un infirmier ou une infirmière suffit pour la garde et l'entretien du dispensaire. En créant un grand nombre de ces établissements, création qui peut se faire pour ainsi dire sans grande dépense, on restreindra beaucoup le nombre des hospitalisations, et on développera singulièrement les heureux effets de la loi. »

Spécialisé pour l'éducation des malades tuberculeux, pour leur dépistage, pour leur traitement à domicile toutes les fois qu'il sera possible, pour leur envoi dans les établissements appropriés, pour la désinfection des linges, etc., le dispensaire antituberculeux a fait ses preuves à Lille, où le professeur Calmette a créé un établissement modèle à Paris, à Lyon. Les auteurs de la proposition de loi ont l'approbation chaleureuse de la commission supérieure de la tuberculose, présidée par M. Léon Bourgeois ; de la société de médecine publique. Le congrès de l'alliance d'hygiène sociale de Lyon s'en est occupé tout particulièrement, et il est unanimement approuvé dans les milieux scientifiques et dans les groupements mutualistes et bienfaisants.

Aux termes de la proposition, quatre catégories de dispensaires sont prévues :

Les dispensaires publics, d'hygiène sociale et de préservation antituberculeuse ;

Les dispensaires mutualistes ;

Les dispensaires organisés par les services publics d'assistance et d'hygiène.

Les dispensaires publics seront facultatifs, comme les dispensaires mutualistes et privés ; toutefois, d'après l'article 11 proposé, lorsque pendant cinq années consécutives le nombre des décès, sur le territoire d'une ou de plusieurs communes, dépassera la moyenne de la mortalité en France, la création d'un dispensaire d'hygiène sociale et de préservation antituberculeuse pourra être déclarée obligatoire par décret, sur les avis conformes du conseil supérieur d'hygiène publique, après enquête, et après consultation du conseil d'hygiène départemental et du conseil général.

La caractéristique du dispensaire est de pouvoir être constitué à peu de frais et de ne comporter qu'un modeste budget d'entretien. Il convient néanmoins de fixer exactement les obligations qui incomberont à l'Etat et d'en apprécier la charge éventuelle. Pour les dépenses de premier établissement ou d'organisation, la proposition prévoit que l'Etat affectera des subventions sur les ressources provenant du pari mutuel et des jeux. Une seule exception est faite en cas de création de dispensaires publics obligatoires, auquel cas la commune ou les communes intéressées, le département et l'Etat devront participer aux dépenses, conformément aux barèmes de la loi de 1893.

Pour le budget d'entretien ordinaire, en dehors du produit des legs et dons, des recettes propres, des subventions spéciales, les dépenses non couvertes par les recettes susénoncées seront supportées dans la limite des prévisions budgétaires régulièrement approuvées par les communes, le département et l'Etat conformément aux barèmes de la loi du 15 juillet 1913 sur l'assistance médicale gratuite et au mode de répartition suivi pour les dépenses de la loi du 15 février 1902, lorsque les communes auront adhéré à la création du dispensaire, ou lorsque le département aura agréé le dispensaire comme service auxiliaire de l'assistance médicale gratuite, ou de l'hygiène publique, par une délibération prise à cet effet, et au mode de répartition suivi pour les dépenses de la loi du 15 février 1902.

Quelles peuvent être les charges éventuelles au compte de l'Etat, soit pour une part des dépenses extraordinaires des dispensaires publics obligatoires, soit pour une part des dépenses ordinaires des dispensaires publics, facultatifs ou obligatoires ?

Les rapports de M. le docteur Fillassier sur l'état et l'organisation pratique des dispensaires antituberculeux à la commission permanente

(1) Voir les n°s 1010-1307 et in-8° n° 230. — 11e législ. — de la Chambre des députés.

(1) Voir les n°s 330-360, Sénat, année 1915, et 737-1030, et in-8° n° 218. — 11e législ. — de la Chambre des députés.

(2) Voir Sénat, les n°s 344-417, année 1913, et 377, année 1914.

de la préservation contre la tuberculose, et sur le même objet au congrès d'hygiène sociale de Lyon, ainsi que le rapport de M. le docteur Guinard, au nom de la commission chargée d'étudier les moyens d'organisation de défense contre la tuberculose dans le département de Seine-et-Oise nous renseignent amplement.

M. le docteur Fillassier, étudiant le compte du dispensaire de Lyon, fait ressortir que les municipalités, les bureaux de bienfaisance, les commissions des hospices, par une répartition nouvelle de leurs ressources, éviteront à leurs budgets toute une charge nouvelle.

Pour les dépenses de premier établissement, après avoir rappelé les précédents, et notamment ceux du dispensaire Emile-Roux, de Lille, du dispensaire de Lyon, des 8e et 17e arrondissements, à Paris, de Clermont (Oise), M. le docteur Guinard estime que, s'il s'agissait de construire sur des terrains offerts par des municipalités, il faudrait inscrire comme prévision 20,000 fr. par dispensaire simple et 25,000 fr. par dispensaire complet, avec annexes, buanderie et désinfection.

En Belgique, pour 19 dispensaires, les dépenses de premier établissement n'ont pas dépassé la somme de 60.000 francs.

La prévision des dépenses de fonctionnement d'un dispensaire est plus facile à établir. En comparant un certain nombre de comptes de dépenses de dispensaires de Paris et des départements, le docteur Guinard se considère comme autorisé à dire que la dépense annuelle à prévoir par malade oscillerait entre 140 et 150 fr. Ainsi le total des dépenses du dispensaire de Lille a été pour une année de 27,912 fr. 40; celui du dispensaire antituberculeux de Lyon, 34,961 fr. 70; celui de Clermont (Oise), 7,000 fr.

Ces quelques indications suffisent à montrer que les organismes nouveaux n'imposeront que de faibles sacrifices, notablement inférieurs aux services que les établissements seront appelés à rendre.

Votre commission des finances, convaincue, comme commission spéciale, de la grandeur et de l'utilité incontestables de la lutte antituberculeuse, ne peut qu'émettre un avis favorable à la création de ces dispensaires d'hygiène sociale, avec l'espoir que les particuliers, les sociétés de secours mutuels, les œuvres privées continueront à concourir à la fondation et l'entretien de ces établissements à une heure où les charges publiques deviendront de plus en plus lourdes, et ont besoin d'être atténuées par les contributions volontaires des groupements et de tous les citoyens.

## ANNEXE N° 373

(Session ord. — Séance du 16 novembre 1915.)

RAPPORT SUPPLÉMENTAIRE fait au nom de la commission chargée d'examiner : 1° la proposition de loi de M. Catalogne et d'un grand nombre de ses collègues, tendant à réglementer l'importation, le commerce, la détention et l'usage de l'opium et de ses extraits; 2° la proposition de loi de M. Louis Martin et de plusieurs de ses collègues tendant à réprimer l'usage et la détention de la cocaïne, par M. Catalogne, sénateur (1).

Messieurs, notre premier rapport, trop exclusif en ses dispositions, paraissait limité à la répression de l'opium et de ses extraits.

Cette réforme législative doit comporter un champ d'action plus étendu.

Entreprise humanitaire et sociale, elle doit comprendre en des règles uniformes et précises, en d'égales et sévères sanctions, trois substances vénéneuses, trois toxiques qui, quoique inégalement recherchés et consommés, constituent au même titre des fléaux publics.

Nés sous des cieux différents, recherchés par des clientèles diverses, dignes de la réprobation unanime, l'opium, don malfaisant de l'Inde, de la Chine et de la Perse; la cocaïne, alcaloïde extrait de la feuille de coca, plante sud-américaine; le haschish ou « chanvre indien », exporté d'Afrique, d'Algérie et de Perse, moins à la mode que ses deux congénères, mais suprême refuge offert aux malheureux dégénérés impuissants à supporter l'extrait du pavot, ces trois poisons, aspirés en des pipes de bambou par les opiomanes, mastiqués et avalés par les opiophages, absorbés en boulettes ou à l'aide de seringues par les cocaïnomanes, rendent nécessaires et urgentes de rigoureuses sanctions pénales.

L'opinion publique en attend le vote avec une légitime impatience.

Peu importe qu'au premier jour ces trois stupéfiants stimulent le système nerveux, activent l'intelligence et procurent des jouissances intellectuelles inconnues dans la vie normale, puisque bien vite après ils alourdissent et dissipent la pensée dans le chaos de songes sombres ou riants, qu'ils annihilent les cerveaux et fusionnent les images en d'indicibles torpeurs et d'horribles souffrances dont l'épilogue est toujours la dégénérescence et bien souvent le suicide et la mort.

Les dispositions législatives ne sauraient toutefois aller jusqu'à la suppression absolue de ces substances vénéneuses.

Si l'abus en est nuisible et mortel, elles constituent de merveilleux médicaments.

Appliquées avec art et compétence, elles atténuent et suppriment la douleur.

Transformé en une méthode scientifique grâce à l'intelligente initiative de nos chirurgiens français, leur emploi est devenu un auxiliaire indispensable dans les opérations chirurgicales. Grâce à la cocaïne, l'art dentaire a réalisé d'inestimables progrès dont bénéficie largement la santé publique.

Concilier les rigueurs que méritent les trafiquants et les consommateurs de ces poisons avec les tolérances qui sont dues au commerce des préparations pharmaceutiques ainsi qu'aux entreprises scientifiques dont la préoccupation est l'allégement de la douleur humaine et animale, tel est le but du texte qui a fait l'objet de la nouvelle rédaction présentée par la commission le 22 octobre 1915 et que nous avons l'honneur de soumettre à votre haute sanction.

Il sera atteint grâce à un règlement d'administration publique, prévu par votre commission, complément nécessaire de l'expression législative, qui, sans porter atteinte aux légitimes prérogatives pharmaceutiques, médicales et scientifiques, facilitera au pouvoir exécutif et judiciaire la recherche et la sévère répression d'une contrebande habile à déjouer l'action législative.

Aux colonies, et notamment en Indo-Chine, comme aussi dans les pays de protectorat, il appartiendra à M. le ministre des colonies de veiller, avec les tempéraments qu'imposent à la fois les nécessités budgétaires et de lointaines pratiques, à une sage et prudente application de la loi.

### PROPOSITION DE LOI

#### CHAPITRE Ier

Art. 1er. — L'importation, la fabrication, la détention, le transport, le colportage, le commerce et l'emploi des substances vénéneuses ainsi dénommées :

1° Opium brut et officinal; extraits d'opiums, alcaloïdes de l'opium et leurs dérivés;

2° Coca, cocaïne et leurs sels;

3° Haschisch et ses préparations,

sont réglés par les dispositions ci-après :

#### CHAPITRE II

DE L'IMPORTATION

Art. 2. — Les importateurs de ces substances vénéneuses sont tenus de prendre au bureau de douane d'introduction un acquit-à-caution indiquant les quantités importées, l'origine ainsi que les noms, prénoms et le lieu de résidence des destinataires.

Cet acquit-à-caution doit être rapporté au bureau des douanes dans un délai de deux mois, revêtu d'un certificat de décharge de l'autorité municipale du lieu de résidence des destinataires.

Art. 3. — Les importateurs doivent tenir un registre spécial coté et paraphé conformément à la loi, exclusivement affecté à la vente de ces substances vénéneuses. Ils y inscrivent aussitôt après chaque opération, les quantités reçues, l'origine, les noms, prénoms, lieu de résidence des vendeurs sans blanc, rature, ni surcharge. Ce registre, conservé pendant dix ans, doit être présenté à toute réquisition de l'autorité.

#### CHAPITRE III

DE LA FABRICATION

Art. 4. — Sont seuls autorisés à fabriquer, préparer, transformer ces substances vénéneuses en produits pharmaceutiques, les droguistes qui auront fait la déclaration de cette industrie au maire de la commune du domicile.

Un registre spécial, tenu conformément à la loi, sera exclusivement affecté à ces opérations.

Ce registre, sans blanc, rature ni surcharge, doit être présenté à toute réquisition de l'autorité. Il devra être conservé durant dix ans.

#### CHAPITRE IV

DE LA VENTE

Art. 5. — Aucune quantité de ces substances vénéneuses ne peut être vendue, donnée ou livrée — et pour servir seulement au traitement des maladies humaines et animales — que soit aux industriels, justifiant de la déclaration dont il est parlé en l'article 4, pour fabriquer des alcaloïdes et les transformer en produits pharmaceutiques, soit à des pharmaciens, soit à des médecins, à des vétérinaires, à des chirurgiens-dentistes, à des sages-femmes, soit à des commissionnaires en marchandises pour l'exportation, soit à des laboratoires officiels ou autorisés.

Art. 6. — La responsabilité du vendeur n'est dégagée qu'après remise en ses mains par les personnes dénommées en l'article 4 d'une commande écrite, datée et signée, énonçant en toutes lettres la quantité demandée et son origine et qu'après avoir porté cette opération sur le registre prévu en l'article 3, en y annexant la commande.

Dans le cas où la vente est faite en vue d'une expédition à l'étranger, le commissionnaire justifie de la sortie de France par un certificat qui est délivré par la douane et qui est et demeure annexé au registre prévu en l'article 3.

Art. 7. — Aussitôt après la livraison, l'acheteur inscrit la quantité de son achat et son origine sur un registre conforme à celui prévu en l'article 3 et dans les conditions de cet article.

Art. 8. — Ces substances vénéneuses ne peuvent jamais être revendues, données, ni livrées qu'aux personnes désignées en l'article 4 et aux conditions prévues aux articles précédents.

La délivrance en est faite aux particuliers par le pharmacien sur le vu d'un prescription portant le nom, l'adresse et la signature d'un docteur en médecine, d'un officier de santé ou d'un médecin vétérinaire.

Cette prescription sera rendue oblitérée au client avec la date de la délivrance. Elle ne pourra être exécutée qu'une seule fois, sauf le cas où elle mentionnera que la dose sera renouvelée un nombre de fois déterminé à des intervalles fixés.

#### CHAPITRE V

DE L'USAGE

Art. 9. — Nul ne peut, à l'exception des personnes dénommées en l'article 5, détenir, fabriquer, colporter, livrer à titre onéreux ou à titre gratuit ces substances vénéneuses.

Nul ne peut en société user sans ordonnance médicale, ni faciliter à autrui, à titre onéreux ou à titre gratuit, l'usage de ces substances vénéneuses.

#### Dispositions générales.

Art. 10. — Tous contrevenants aux dispositions ci-dessus seront punis d'une amende de 1,000 fr. à 10,000 fr. et d'un emprisonnement de un mois à un an, ou de l'une de ces deux peines seulement, sans préjudice de la confiscation des substances et ustensiles.

Les tribunaux pourront, en outre, prononcer la peine de l'interdiction des droits civiques pendant une durée de un à cinq ans.

Art. 11. — En cas de récidive, les contrevenants seront punis du double des peines prévues à l'article 9.

Art. 12. — L'article 463 du code pénal est applicable.

Art. 13. — Un règlement d'administration publique déterminera les conditions d'application de la loi.

Art. 14. — Des décrets détermineront les

(1) Voir les nos 112, Sénat, année 1911 : 250, année 1913; 207 et 258, année 1915.

conditions d'application de la loi aux colonies et pays de protectorat.

Art. 15. — Sont abrogées les dispositions contraires à la présente loi.

## ANNEXE N° 374

(Session ord. — Séance du 16 novembre 1915.)

PROJET DE LOI adopté par la Chambre des députés autorisant l'émission d'un emprunt en rentes 5 p. 100, présenté au nom de M. Raymond Poincaré, Président de la République française, par M. A. Ribot, ministre des finances (1). — Renvoyé à la commission des finances.)

## ANNEXE N° 375

(Session ord. — Séance du 16 novembre 1915.)

RAPPORT fait au nom de la commission des finances chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, autorisant l'émission d'un emprunt en rentes 5 p. 100, par M. Emile Aimond, sénateur (2). — (Urgence déclarée.)

Messieurs, le Gouvernement a estimé que le moment était venu de consolider, par un emprunt en rentes perpétuelles, les emprunts à court terme qui alimentent le Trésor depuis le début des hostilités. Cette décision n'est pas pour nous surprendre et nous l'avions fait pressentir dans notre dernier rapport du mois de septembre sur les douzièmes provisoires : nous vous disions alors qu'il serait de bonne pratique financière de dégager la dette flottante, qui s'augmentait chaque mois d'un milliard du fait de l'émission journalière des bons et des obligations de la défense nationale.

Ce n'est pas que nous ayons jamais eu la crainte de voir tarir les sources qui alimentent le Trésor public. Les tableaux que nous avons insérés dans nos rapports des mois de juillet et de septembre vous ont, au contraire, apporté la preuve de la régularité et de la facilité avec lesquelles le Trésor a pu faire face aux formidables dépenses de la guerre, qui vont sans cesse en croissant en raison du caractère que prennent de plus en plus les opérations militaires.

Rappelons succinctement comment le Trésor a pu constamment se tenir à la hauteur des nécessités.

Ressources extraordinaires ou de trésorerie réalisées depuis le 1er août 1914 jusqu'au 31 octobre 1915.

| | |
|---|---|
| Avances de la banque de France (3) | 7.000.000.000 |
| Avances de la banque de l'Algérie | 75.000.000 |
| Obligations de la défense nationale : | |
| Souscriptions en numéraire | 2.388.178.000 |
| Souscriptions au moyen de bons non échus | 345.620.000 |
| Bons de la défense nationale (produit net de l'émission, intérêts et remboursements déduits) | 8.319.583.000 |
| Emprunt 3 1/2 p. 100 amortissable (4) | 462.263.000 |
| Bons à l'étranger : | |
| Angleterre .... 1.028.976.000 | |
| Etats-Unis .... 135.716.000 | 1.164.692.000 |
| Emprunt anglo-français aux Etats-Unis (5) | 1.250.000.000 |
| Total | 21.005.341.000 |

Ainsi donc, en dehors du produit des impôts et revenus publics, le Trésor a pu se procurer des ressources jusqu'à concurrence de 21 milliards et plus. Ajoutons, pour être complet, que le Gouvernement peut encore demander à la Banque de France 1,800 millions et à la banque de l'Algérie 25 millions, s'il veut user des facultés de prélèvement qui lui ont été données par la loi. Ce ne sont donc pas des nécessités immédiates de trésorerie qui nous amènent à l'emprunt et M. le ministre des finances a pu, avec raison, dire à la Chambre que « la trésorerie est aussi large qu'à aucun moment depuis le commencement de cette guerre déjà si longue ».

Si du total ci-dessus on défalque les emprunts étrangers, on remarquera que l'émission des bons et des obligations de la défense nationale nous a fourni la plus grande part des ressources dont nous avons eu besoin. « Le moment est donc venu, dit l'exposé des motifs du ministre des finances, de consolider et de convertir une partie de ces bons et de ces obligations et de demander au pays de faire un nouvel effort pour nous permettre de continuer la guerre avec énergie jusqu'à la victoire finale. Quoiqu'une partie de notre territoire n'ait pas encore été délivrée, le pays dispose de réserves très importantes. Il n'hésitera pas à les mettre au service de la défense nationale. Chacun ne doit penser et ne pense, à cette heure, qu'au salut commun. »

### *Type de l'emprunt.*

L'emprunt proposé en rentes perpétuelles est émis au taux nominal de 5 p. 100. Ce taux est celui qui a été adopté pour les bons et les obligations de la Défense nationale. Ce fut aussi celui des emprunts qui furent effectués en 1871 et en 1872. C'est donc un type avec lequel le public est depuis longtemps familiarisé.

Pourrions-nous emprunter à un taux nominal inférieur ? Nous ne le croyons pas.

Remarquons d'abord qu'à l'heure actuelle l'Angleterre émet des bons du Trésor à 4 3/4 p. 100, ce qui équivaut en réalité à du 5 p. 100, si l'on tient compte des modalités de l'émission et que le crédit anglais, si l'on compare les cours des consolidés à ceux de notre 3 p. 100 perpétuel avant la guerre, a toujours été à un demi-point au moins au-dessus du nôtre.

Pour toutes ces raisons, le choix du type 5 p. 100 s'imposait au Gouvernement, et c'est pourquoi il a proposé au public « ce vieux type de rente que nos aïeux ont connu et qui a été si populaire dans notre pays ». Il est bien entendu, d'ailleurs, que la faculté de convertir ce 5 p. 100, comme il fut fait de nos anciens emprunts du même type, serait expressément stipulée dans la loi même. Le texte, en effet, qui est soumis à notre approbation, spécifie que l'Etat n'aliène pas son droit de convertir ou de rembourser les rentes à toute époque après la quinzième année. Il restera maître d'imposer aux conversions futures telles conditions qu'il jugera opportunes (art. 1er). Le chiffre de l'émission sera fixé par un décret qui déterminera également la date de l'émission, la période pendant laquelle la souscription restera ouverte, les époques de payement des arrérages et toutes les autres conditions de l'emprunt. Ces dispositions sont celles des emprunts antérieurs et il est bon de faire observer qu'en ce qui concerne la longueur de la période pendant laquelle il sera possible de souscrire, le Gouvernement s'inspirera des circonstances et qu'en Angleterre, en particulier, la souscription resta ouverte pendant un assez long temps.

### *Avantages offerts aux souscripteurs.*

L'emprunt va d'abord permettre la consolidation des bons et des obligations de la défense nationale. L'Etat a, en effet, tout intérêt à ce que des titres dont le remboursement n'est pas exigible se substituent à des valeurs remboursables dans un délai assez court. Celles-ci, retirées de la circulation, grâce à des échanges volontaires contre de la rente perpétuelle, l'Etat n'a plus la préoccupation d'échéances plus ou moins imminentes, en même temps qu'il rend plus d'élasticité à sa dette flottante.

Donc les obligations, au même titre que les bons de la défense nationale, suivant la déclaration expresse de M. le ministre des finances devant votre commission, seront échangées suivant leur valeur d'émission, augmentée des intérêts échus et de la prime de remboursement, contre des titres du nouvel emprunt, soit que l'opération se limite à cet échange, soit que ces bons et obligations fassent l'appoint d'une souscription en argent ou en rente 3 p. 100, ou encore en fonds de caisse d'épargne, comme il sera exposé plus loin; autrement dit, les obligations et les bons sont assimilés à de l'argent comptant.

Mais des capitaux neufs sont conviés également à subvenir aux besoins de l'Etat et, pour atteindre ce but désirable entre tous, puisqu'il aura pour résultat de renforcer la défense nationale, il faut d'abord que le prix d'émission et l'échelonnement des versements soient réglés de manière à provoquer un mouvement considérable de souscriptions réelles. C'est à dessein que nous parlons de la réalité des souscriptions; ce qu'il faut, ce sont des demandes effectives suivies d'un succès absolument sain.

Il ne nous servirait de rien, en effet, d'enregistrer des souscriptions fictives, comme celles que nous avons connues dans un emprunt précédent, et qui, n'étant pas classées dans les portefeuilles des rentiers, ont flotté si longtemps sur le marché des valeurs jusqu'au jour où une combinaison, sur laquelle nous avons donné en son temps notre avis, a permis de les liquider en les englobant, pour la plus grande part, dans les bons et dans les obligations de la défense nationale.

Pour venir en aide aux souscriptions réelles, l'honorable ministre des finances nous propose deux combinaisons :

La première autorise les souscripteurs à se libérer jusqu'à concurrence du tiers de leur souscription, par la remise de rentes 3 p. 100 qui seront annulées dans cette limite. Un décret déterminera le taux auquel devront être évaluées les rentes dont les porteurs auront usé de la faculté qui leur est reconnue par l'article 5 du projet.

Au premier abord, cette disposition a l'air d'une conversion à rebours, puisque, en apparence du moins, on remplacerait de la rente 3 p. 100 française par de la rente 5 p. 100. En réalité, un simple calcul démontre qu'il n'en est rien.

Sans doute, le souscripteur, porteur de 3 p. 100, qui usera de la faculté qui lui est donnée, touchera jusqu'au jour d'une première conversion un intérêt supérieur à celui qu'il aurait obtenu en se libérant entièrement en argent. Cette augmentation pourra aller, suivant le taux d'émission, jusqu'à 20 p. 100 par rapport à son revenu antérieur en 3 p. 100, mais il est à remarquer aussi qu'une première conversion en 4 p. 100 par exemple fera reparaître le taux d'intérêt normal de l'émission à très peu de chose près et qu'une seconde conversion dédommagera le Trésor des plus-values d'intérêt qu'il aura dû débourser pendant les quinze premières années.

D'un autre côté, il ne faut pas oublier que cette mesure aura encore pour conséquence de diminuer de 26 p. 100 au moins le capital nominal par 3 fr. de rente 3 p. 100 échangée, de telle sorte qu'on aboutit finalement à un amortissement partiel de 3 p. 100 perpétuel, sans avoir demandé aucun sacrifice au Trésor.

Remarquons enfin qu'en dernière analyse la combinaison offerte aux porteurs de 3 p. 100 compensera pour eux dans une certaine mesure la dépréciation dont ils sont victimes. Le relèvement d'intérêt dont ils pourront bénéficier au moins pendant quinze années, si on le capitalise, correspond, en effet, à une valeur plus grande que la valeur actuelle du titre en capital. A ceux qui prétendent que l'émission d'un grand emprunt au taux nominal de 5 p. 100 aurait pour résultat un affaiblissement du 3 p. 100 perpétuel, par le fait que les détenteurs de ce dernier fonds seraient tentés de s'en débarrasser pour aller vers un placement plus avantageux, il sera facile de répondre qu'ils effectueraient, en vendant purement et simplement leurs titres, une mauvaise opération, puisque, d'une part, ils se priveraient des très considérables plus-values en capital qui attendent ce fonds pour lequel aucune conversion n'est à craindre avant bien longtemps, et que, d'autre part, ils renonceraient bénévolement à la majoration d'intérêts que le projet actuel leur réserve au moins pendant quinze années.

Le second avantage fait aux souscripteurs est particulier aux déposants des caisses d'épargne. « Nous demandons, dit l'exposé des motifs, qu'à l'occasion de l'emprunt et pendant toute la durée de l'émission, les déposants soient autorisés à appliquer le montant de leurs dépôts à la libération, jusqu'à concurrence de moitié, de leurs souscriptions. »

On sait que, dès le début de la guerre, le Gouvernement a limité à 50 fr. par quinzaine les sommes que peuvent retirer les déposants. Si

(1) Voir les nos 1419-1427 et in-8° n° 286. — 11e législ. — de la Chambre des députés.

(2) Voir les nos 374, Sénat, année 1915, et 1419-1427 et in-8° n° 286 — 11e législ. — de la Chambre des députés.

(3) A la date du 13 novembre, le total des avances de la banque de France était de 7 milliards 300 millions de francs.

(4) Au 1er août 1914, l'emprunt avait déjà produit 334,179.000 fr. Le total des rentrées est donc actuellement de 796,442,000 fr.

(5) Au change fixe de 5 fr.

cette disposition était maintenue dans toute sa rigueur, on eût fait aux petits épargnants une situation désavantageuse en ne leur fournissant pas la possibilité de donner leurs économies pour la défense nationale. D'aucuns auraient même voulu que l'obligation de verser en argent une somme au moins égale à celle provenant des dépôts dans les caisses d'épargne ne fût pas maintenue et que le droit d'échange pût s'exercer sans aucune obligation d'autre souscription, comme il en sera pour les bons et pour les obligations de la défense nationale. Mais nous ferons remarquer que la situation n'est pas la même dans les deux cas, puisque la loi qui a autorisé les bons et les obligations de la défense nationale a expressément reconnu le droit à l'échange de ces bons et de ces obligations contre des titres des emprunts de consolidation qui viendraient à être ultérieurement autorisés.

D'un autre côté, si l'on acceptait pour argent comptant, sans un effort supplémentaire du souscripteur, les fonds retirés des caisses d'épargne, l'Etat aurait tout simplement autorisé un échange de créances productives d'un intérêt relativement modique contre de la rente rapportant en réalité aux environs de 5,75 p. 100.

Une pareille opération n'aurait pas apporté un centime à la défense nationale; elle aurait au contraire fait subir des charges nouvelles au Trésor sans profit correspondant.

Il eût été désirable que l'article 4 du projet qui s'applique aux déposants des caisses d'épargne spécifiât nettement la condition visée dans l'exposé des motifs, condition qui ne se trouve qu'implicitement indiquée par le renvoi à un décret spécial.

*L'immunité de la nouvelle rente au regard de l'impôt.*

Nous avons dit qu'une rente 5 p. 100 tendait tout naturellement à se rapprocher du pair, et même à le dépasser, plus vite qu'un type 3 p. 100 ou 4 p. 100, et qu'elle rendrait plus aisé l'exercice du droit que l'Etat possède, en principe, de rembourser au pair ses dettes perpétuelles.

Rappelons à cet égard que le 5 p. 100, émis en 1871 et en 1872 au taux réel d'émission de 79 fr. 26 pour le premier et 80 fr. 68 pour le second, atteignait le 26 décembre 1873 la cote de 93 fr. 45, le 7 septembre 1874 celle de 100 fr. 50, qu'il s'inscrivait ensuite aux hauts cours que donne le tableau suivant :

| | |
|---|---|
| 1875, 31 juillet..... | 106 40 |
| 1878, 9 juillet..... | 115 95 |
| 1881, 25 mars..... | 121 20 |

et qu'enfin, en 1883, au moment de la conversion en 4 1/2 p. 100 qui eut lieu en vertu de la loi du 27 avril de la même année, il cotait encore, le 6 mars, 116 fr. 10. Il s'était donc écoulé seulement dix années entre la souscription et la première conversion.

C'est là un avantage nouveau donné aux souscripteurs de demain puisqu'ils auront cinq années de plus pour jouir des arrérages actuellement fixés.

Mais il ne faut pas oublier que cette hausse rapide était due encore à l'assurance qui avait été donnée aux souscripteurs d'une immunité fiscale spéciale accordée aux porteurs de rente française. Le projet de loi maintient ces immunités; non seulement il ne s'est pas contenté de dire que les nouvelles rentes 5 p. 100 jouissent des privilèges et immunités attachés aux rentes perpétuelles 3 p. 100, mais il a tenu à dissiper toute équivoque à ce sujet en spécifiant dans le texte : « elles sont exemptes d'impôts. »

Devant cette assemblée qui, il y a moins de deux ans a vu développer à cette tribune les raisons de cette immunité de la rente et qui en a consacré par son vote la légitimité, nous n'avons pas à démontrer à nouveau que « cette exemption, comme le dit l'exposé des motifs, se justifie, en dehors de toute autre considération, par la situation qui résulte de l'état de guerre et qu'elle est toute dans l'intérêt de l'Etat ». Nous souscrivons également aux paroles prononcées à la Chambre par M. Ribot : « Nous avons cru aussi pouvoir déclarer nettement, a-t-il dit — car il ne doit pas y avoir la moindre équivoque dans un contrat de bonne foi entre l'Etat et ses créanciers — que ces titres nouveaux seraient exempts d'impôts; mais j'ai tenu à préciser, pour éviter tout malentendu, que la rente, pas plus qu'aucune partie du patrimoine français, n'échapperait à l'application des impôts généraux qui frappent l'ensemble, soit de la fortune, soit du revenu. »

Il serait, du reste, souverainement injuste de prétendre que, du fait que les rentes françaises ne sont point soumises à l'impôt cédulaire, leurs possesseurs ne doivent pas participer aux charges de l'Etat. Il suffit de rappeler que ceux qui apportèrent, en 1871 et 1872, sept milliards à la défense nationale voient depuis longtemps leurs revenus réduits de deux cinquièmes par suite des conversions successives qui ont atteint leurs titres.

*Facilités données aux souscripteurs.*

L'article 3 déclare exempts du droit de timbre spécial de quittance établi par les lois des 23 août 1871 et 15 juillet 1914 les quittances, reçus ou décharges de sommes ou de titres exclusivement relatifs aux opérations d'émission de l'emprunt.

Egalement à titre exceptionnel, le remboursement par la Caisse nationale d'épargne pourra être effectué par le receveur des postes ou le facteur receveur, sans autorisation préalable du service détenteur du compte courant (art. 4).

Enfin, en ce qui concerne les propriétaires de rentes qui n'ont pas la libre et complète administration de leurs biens, l'application des rentes 3 p. 100 à la souscription sera assimilée à un acte de simple administration et sera dispensée d'autorisation spéciale ainsi que de toute autre formalité judiciaire (art. 5).

Le ministre des finances a, d'autre part, déclaré à votre commission qu'il serait ouvert de très nombreux guichets, pour ne demander au public que le minimum de dérangement, et qu'il simplifierait jusqu'à l'extrême limite les formalités à remplir, en en supprimant un grand nombre qui lui paraissent superflues.

*Frais de l'emprunt.*

En ce qui concerne les dépenses de personnel et de matériel qu'entraînera l'opération, le montant en est impossible à prévoir, le chiffre même de l'emprunt restant indéterminé. A ce sujet le ministre des finances déclare dans l'exposé des motifs « que toute exagération dans un sens ou dans l'autre aurait ses dangers ». Le ministre des finances ne se départira pas de la prudence et de l'esprit d'économie que commandent les circonstances, sans rien négliger cependant de ce qui peut contribuer au succès de l'emprunt.

En ce qui concerne les commissions allouées aux comptables du Trésor qui participeront aux opérations de l'emprunt, elles resteront en dehors des limitations prévues par les lois et règlements en vigueur et, enfin, un état détaillé des dépenses d'émission sera publié au *Journal officiel* le 31 décembre 1916 au plus tard. Ces dépenses seront prélevées sur le produit de l'emprunt.

*Du taux réel de l'émission et du devoir qui incombe à tous les Français.*

Le taux nominal de l'emprunt est de 5 p. 100, mais le taux réel sera fixé par décret en même temps que la date ou période d'émission, les époques de versement, les époques du payement des arrérages, etc.

C'est au Gouvernement, en effet, qu'il appartient de prendre à ce sujet les décisions qui engagent sa responsabilité.

Il ne nous appartient donc pas de rechercher quel sera le taux réel de l'emprunt.

Disons cependant, à ce sujet, que ceux qui réserveraient leurs ressources pour le lendemain de la guerre feraient un fort mauvais calcul si, par leur abstention, pour ne pas dire leur égoïsme, ils rendaient cette guerre plus longue et, par conséquent, plus coûteuse et plus douloureuse. On ne saurait assez répéter cette vérité profonde proclamée du haut de la tribune par M. Ribot : « Que deviendraient ces réserves si la France venait à être vaincue ? Elles seraient la rançon de la défaite au lieu d'être le prix de la victoire. »

La question de l'emprunt n'est donc pas pour les Français une simple opération de doit et avoir : dans cette lutte à mort que nous soutenons depuis quinze mois, c'est l'existence même de la nation qui est en cause et la défaillance de ceux qui ne donneraient pas leurs économies à la défense nationale serait d'autant plus coupable qu'ils auraient ouvert eux-mêmes les portes à l'invasion et à la barbarie.

Le pays a compris tout cela. Vingt-cinq générations de nos concitoyens nous montrent chaque jour sur l'immense front de la bataille que leur héroïsme triomphera des efforts désespérés de nos ennemis et nous conduira d'un pas ferme et sûr vers le triomphe final, et derrière eux un peuple tout entier est prêt à gagner, lui aussi, sur le terrain financier, une victoire non moins éclatante.

Pour cette bataille de demain, il faut que chacun se multiplie et que l'action féconde pénètre dans le plus humble des hameaux. Il faut que tous ceux qui, à un titre quelconque, peuvent exercer une action autour d'eux, soit par la nature de leurs fonctions, soit par le caractère dont ils sont revêtus, n'hésitent pas à dire aux plus humbles comme aux plus riches, aux indifférents comme aux moins instruits, qu'ils ont un devoir à remplir envers la patrie et que ne pas le remplir serait, suivant la forte parole de M. Ribot, « non pas seulement une lâcheté, une sorte de trahison, mais encore la pire des imprévoyances. »

Nous avons la conviction profonde que cet appel à « l'armée de l'épargne » sera entendu et nous vous demandons, messieurs, de sanctionner par un vote unanime le texte du projet de loi qui vous est soumis.

## PROJET DE LOI

Art. 1er. — Le ministre des finances est autorisé à aliéner, en 1915, au mieux des intérêts du Trésor, des rentes 5 p. 100, et à les inscrire à une section spéciale du grand-livre de la dette publique.

Ces rentes jouissent des privilèges et immunités attachés aux rentes perpétuelles 3 p. 100. Elles sont exemptes d'impôts.

A partir du 1er janvier 1931, elles pourront être remboursées en totalité ou par séries, conformément à l'article 11 de la loi du 9 juillet 1902.

Art. 2. — Le taux et la date ou période d'émission, les époques de versement, les époques du payement des arrérages et généralement toutes autres conditions de l'emprunt seront fixés par décret.

Un état détaillé des dépenses d'émission sera publié au *Journal officiel* le 31 décembre 1916 au plus tard. Ces dépenses seront prélevées sur le produit de l'emprunt.

Art. 3.— Sont exempts de droit de timbre spécial des quittances établi par les articles 18 de la loi du 23 août 1871 et 28 de la loi du 15 juillet 1914 les quittances, reçus ou décharges de sommes ou de titres, exclusivement relatifs aux opérations d'émission de l'emprunt autorisé par la présente loi.

Art. 4. — Pendant la période d'émission de l'emprunt, les retraits de fonds effectués en vue de la souscription aux guichets des caisses d'épargne ordinaires et de la caisse nationale d'épargne pourront excéder, dans des conditions à déterminer par un décret spécial, le maximum fixé par application des articles 3 et 25 de la loi du 20 juillet 1895. A titre exceptionnel, le remboursement par la caisse nationale d'épargne pourra être effectué par le receveur des postes ou le facteur receveur sans autorisation préalable du service détenteur du compte courant.

Art. 5. — Les souscriptions pourront être libérées pour un tiers par la remise de titres de rentes 3 p. 100 perpétuelles qui seront annulés jusqu'à due concurrence. Les conditions dans lesquelles se fera cette remise et le taux d'évaluation des rentes seront déterminées par le décret prévu à l'article 2.

En ce qui concerne les propriétaires de rentes qui n'ont pas la libre et complète administration de leurs biens, l'application des rentes 3 p. 100 à la souscription sera assimilée à un acte de simple administration et sera dispensée d'autorisation spéciale ainsi que de toute autre formalité judiciaire.

Art. 6. — Les commissions allouées aux comptables du Trésor qui participeront aux opérations dudit emprunt resteront en dehors des limitations prévues par les lois et règlements en vigueur.

Art. 7. — Le ministre des finances rendra compte des opérations autorisées par la présente loi au moyen d'un rapport adressé au Président de la République et distribué au Sénat et à la Chambre des députés.

## ANNEXE N° 376

(Session ord. — Séance du 16 novembre 1915.)

PROJET DE LOI adopté par la Chambre des députés, autorisant l'application de mesures exceptionnelles, en 1915, dans certaines communes, pour l'établissement de la contribution foncière des propriétées non bâties, présenté, au nom de M. Raymond Poincaré, Président de la République française, par M. A. Ribot, ministre des finances (1). — (Renvoyé à la commission des finances.)

## ANNEXE N° 377

(Session ord. — Séance du 16 novembre 1915.)

PROJET DE LOI adopté par la Chambre des députés ayant pour objet de ratifier la convention passée entre le ministre des finances et le directeur général de la Banque de l'Algérie, présenté au nom de M. Raymond Poincaré, Président de la République française, par M. A. Ribot, ministre des finances (2) — (Renvoyé à la commission des finances.)

## ANNEXE N° 378

(Session ord. — Séance du 16 novembre 1915.)

PROJET DE LOI adopté par la Chambre des députés relatif à la création d'emplois et à l'ouverture de crédits additionnels sur l'exercice 1915, au titre du budget général, en vue de l'institution d'un service des émissions de la défense nationale, présenté au nom de M. Raymond Poincaré, Président de la République française, par M. A Ribot, ministre des finances (3). — (Renvoyé à la commission des finances.)

## ANNEXE N° 379

(Session ord. — Séance du 16 novembre 1915.)

AVIS présenté, au nom de la commission des finances, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, sur les associations ouvrières de production et sur le crédit au travail, par M. Victor Bourties, sénateur (4).

Messieurs, le projet de loi dont nous sommes saisis pour avis financier est la conséquence prévue de la loi du 29 décembre 1911, qui a ratifié la convention intervenue, le 11 novembre 1911, entre l'Etat et la Banque de France.

Aux termes de cette convention (art. 1er), une nouvelle avance de 20 millions, sans intérêt, était consentie à des œuvres de crédit à désigner ultérieurement par une loi spéciale. L'article 3 stipulait, en outre, que les sommes versées par la Banque, par application de la loi du 11 novembre 1911 et de l'article 3 de la convention additionnelle de la loi du 28 novembre suivant, seraient réservées et portées à un compte spécial du Trésor jusqu'à ce que les dispositions législatives auraient établi les conditions dans lesquelles elles seraient affectées à des œuvres de crédit.

En conséquence, un premier projet de loi fut déposé par le Gouvernement sur le bureau de la Chambre, le 6 novembre 1912. Il l'autorisait à disposer de 12 millions à prélever sur l'avance de 20 millions consentie par la Banque de France, pour être attribués, sous forme de prêts sans intérêt, aux banques populaires, savoir : 1° 2 millions aux banques fondées par les sociétés ouvrières de production ; 2° 10 millions aux autres banques populaires.

Le rapporteur de la Chambre des députés, l'honorable M. Landry, demanda la disjonction de la partie relative au crédit au travail et réclama le dépôt par le Gouvernement d'un projet distinct intéressant spécialement les associations ouvrières de production et de crédit.

C'est à cette indication que répondit le second projet du Gouvernement du 19 mai 1913, soumis aujourd'hui à l'examen du Sénat.

La commission spéciale nommée par lui a amendé les dispositions votées par la Chambre des députés qui s'éloignaient elles-mêmes du texte du Gouvernement.

Son éminent rapporteur, M. Chéron, a fait ressortir les différences d'une manière très claire dans un tableau comparatif des trois textes.

Elle a fixé le statut légal des sociétés coopératives et déterminé les conditions auxquelles elles devaient répondre pour obtenir des subventions ou des prêts.

Elle a fixé également le statut des sociétés coopératives ouvrières de crédit et réglementé les banques coopératives ouvrières.

Votre commission des finances n'a pas à entrer dans de plus amples détails sur le fond même de la question.

En ce qui concerne la dotation de deux millions consentie en faveur de la coopération ouvrière de production et de crédit, qui l'intéresse d'une manière spéciale, le projet de loi ne fait que s'engager plus avant dans une voie où le Parlement est entré, depuis un certain nombre d'années, à propos de la coopération agricole et du crédit individuel à long terme aux agriculteurs.

Le nombre des sociétés agricoles ayant obtenu des avances à long terme depuis la loi du 29 décembre 1906 jusqu'au 31 octobre 1915, s'élève à 304, comprenant 50,697 membres.

Le capital versé ayant servi de base à l'attribution des avances s'élève à 7,913,638 fr. 50.

Celui des avances accordées à 15,658,637 fr., dont 896,578 fr. 51 étaient déjà remboursés à cette date.

En ce qui concerne les opérations de crédit individuel à long terme effectuées par les caisses régionales de crédit agricole mutuel en vertu de la loi de 1910, ils atteignent au 31 octobre 1915 17,501,300 fr., dont 1,379,878 fr. 39 étaient remboursés à cette date.

C'est là une expérience de nature à inciter les pouvoirs publics à accorder des encouragements analogues aux associations ouvrières de production et de crédit.

Ces associations ont d'ailleurs obtenu, elles aussi, dans une large mesure, l'aide financière de l'Etat dans ces vingt dernières années.

Le total des encouragements distribués de 1893 à 1914 inclus est de 4,706,389 fr., dont en prêts 2,380,500 fr. et en subventions 2,325,889 fr.

600 associations ouvrières ont reçu des encouragements : 339 sont dissoutes ; il en reste 261.

Au total, le nombre des associations ouvrières de production, qui était de 124 au 1er janvier 1895, s'élevait à 470 au 1er janvier 1914 (subventionnées ou non).

Le résultat eût été meilleur assurément si la difficulté de se procurer des capitaux suffisants n'était un des grands obstacles auxquels se heurtent la création et le fonctionnement des associations ouvrières de production. La plupart des associations ont, à l'origine, un capital souscrit insuffisant, les associés versant rarement plus du dixième du montant nominal des actions ou des parts qu'ils ont souscrites.

Leur effort financier du début doit être plus considérable si elles veulent avoir des chances de réussite plus sérieuses. Mais il y faut aussi un appui financier de l'Etat plus important.

C'est à quoi répond le projet de loi actuel. En amplifiant et en rendant plus efficaces les encouragements consentis jusqu'à ce jour, il ne peut qu'avoir pour effet d'accélérer notablement l'évolution de la coopération ouvrière de production.

Il y faudra toutefois un certain nombre de conditions que votre commission des finances doit surtout envisager, à savoir :

1° Dans quelles conditions va être alimenté et fonctionner le crédit au travail ;

2° Quelles sont les mesures de contrôle prévues pour assurer un bon emploi des avances et subventions de l'Etat.

A l'heure actuelle, à l'aide d'un crédit inscrit au budget du ministère du travail, un double régime est organisé au profit des associations ouvrières de production : celui des subventions et celui des prêts. Le régime des subventions se définit de lui-même.

Quant aux prêts, ils sont effectués par l'intermédiaire de la banque coopérative des associations ouvrières de production qui est chargée de les faire parvenir aux sociétés intéressées. Ils sont amortissables dans un délai de dix ans et les sommes provenant des remboursements doivent être réemployées en faveur de nouvelles associations. C'est une commission siégeant au ministère du travail qui propose au ministre les subventions et les prêts.

Quant à la somme de 2 millions de francs versée au Trésor sur l'avance de 20 millions de francs, en vertu de la loi du 29 décembre 1911, elle devra être distribuée sous forme d'avances portant intérêt, à 2 p. 100 l'an, aux sociétés ouvrières de production et de crédit.

Cette somme figurera à un compte spécial du Trésor où seront également portés les fonds de concours qui seraient versés en vertu de la même affectation, ainsi que tous recouvrements opérés dans les conditions déterminées par la loi. Ce compte constituera le fonds de dotation des sociétés coopératives ouvrières de production et de crédit de France.

Le projet soumis à vos délibérations règle avec soin la façon dont les avances seront consenties et remboursées ; il dispose notamment que les avances aux sociétés ouvrières de production et de crédit ne pourront dépasser la moitié de l'actif net de la société emprunteuse.

Il prévoit le contrôle des banques coopératives qui devront, au préalable, être agréées par un arrêté ministériel.

Nous insistons sur la nécessité de ce contrôle.

Si louables que soient les intentions des ouvriers associés en vue d'une entreprise de production ou de crédit, ils manquent trop souvent, au début de leurs travaux, de l'expérience des affaires. Si des règles tutélaires viennent les protéger contre les imprudences et les entraînements d'une gestion insuffisamment rigoureuse, c'est à eux-mêmes, c'est à la coopération tout entière, que ces règles profiteront.

Un règlement d'administration publique déterminera au surplus les conditions d'application de la loi, et notamment la forme des conventions entre l'Etat et les banques coopératives chargées du service des prêts aux sociétés ouvrières, la durée de ces prêts, le contrôle des banques coopératives, les sanctions éventuelles et les voies de recours en cas d'inexécution des engagements contractés par les banques ou par les sociétés bénéficiaires des prêts.

Dans ces conditions, et avec ces garanties, l'avance de 2 millions qui sera prélevée sur la dotation de 20 millions de la loi du 11 novembre 1911, et dont il a été toujours entendu qu'elle serait partiellement affectée aux associations ouvrières de production et de crédit, ne donne lieu, au point de vue financier, à aucune observation de notre part.

En conséquence, la commission des finances émet un avis favorable au vote du projet soumis par la commission spéciale aux délibérations du Sénat.

## ANNEXE N° 380

(Session ord. — Séance du 16 novembre 1915.)

AVIS présenté au nom de la commission de l'armée sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, concernant l'incinération en temps de guerre, par M. Cazeneuve, sénateur (1).

Messieurs, la Chambre des députés a voté, il y a quelques mois, une proposition de loi imposant l'incinération des soldats français non identifiés, des soldats ennemis, des animaux morts à la suite de blessures ou de maladies, enfin de tous les objets ou matières souillés susceptibles de devenir une source de contagion et de provoquer l'éclosion de maladies épidémiques.

Cette proposition, est inspirée apparemment par le souci louable d'assurer à nos soldats une

(1) Voir les nos 1254-1404 et in-8° n° 242. — 11e législ. — de la Chambre des députés.

(2) Voir les nos 1251-1378, et in-8 n° 234. — 11e législ. — de la Chambre des députés.

(3) Voir les nos 1254-1351 et in-8° n° 235. — 11e législ. — de la Chambre des députés.

(4) Voir les nos Sénat, 337, année 1914, 211, année 1915, 2735-3160-3849, et in-8° n° 825. — 10e législ. — de la Chambre des députés.

(1) Voir les nos 218-331, Sénat, année 1915, et 735-753, et in-8° n° 203. — 11e législ. — de la Chambre des députés.

protection hygiénique contre toutes les sources de maladies contagieuses.

La commission de l'armée, qui a mis au nombre de ses préoccupations légitimes les questions sanitaires intéressant nos troupes, et qui a même désigné une sous-commission pour en faire l'objet spécial de ses études et observations, paraissait qualifiée pour donner un avis sur cette proposition.

Elle a l'honneur de l'apporter devant vous, en quelques lignes, invitée d'ailleurs par une décision du Sénat, en dehors du rapport de la commission spéciale nommée, suivant le règlement, pour étudier la proposition.

Sa tâche était facile. Plus de quinze mois d'une guerre qui se déroule dans une lutte de tranchées front à front, souvent très meurtrière, avec impossibilité de recueillir les cadavres pendant de longs jours sur la ligne de combat, constituent une vaste expérience propre à éclairer les hygiénistes sur les dangers des matières putrides et sur les relations de ces matières avec l'éclosion des épidémies. Les chaleurs de l'été auraient dû contribuer même à exaspérer les phénomènes, si possible, si tant est qu'ils dussent se révéler.

Or, l'expérience a démontré péremptoirement que les cadavres en putréfaction n'ont déterminé aucune épidémie.

Les notions bactériologiques actuelles, fruit de recherches innombrables, conduites avec l'esprit scientifique le plus rigoureux, permettraient d'ailleurs de prévoir que la putréfaction cadavérique ne peut engendrer par ses émanations les maladies contagieuses si justement redoutées d'ailleurs pour les armées en campagne.

Les maladies contagieuses sont dues à des microbes spéciaux dont l'air atmosphérique n'est pas le véhicule ordinaire.

L'état sanitaire de nos troupes, au point de vue des maladies épidémiques, continue à être très satisfaisant. Les vaccinations préventives, la surveillance et la stérilisation, très importantes, des eaux potables, l'isolement des contagieux s'il en est apparu, toutes les mesures, enfin, prescrites par une prophylaxie rationnelle et vigilante, doivent empêcher les manifestations épidémiques de devenir un sujet d'alarme.

Les odeurs cadavériques, sans doute désagréables, n'ont nullement influencé l'état sanitaire des armées.

Les mouches, véhicules de certains contages, n'ont pas eu les inconvénients redoutés; elles ont occasionné quelques accidents intestinaux limités.

Il est donc légitime de se demander quel intérêt scientifique et pratique présente l'incinération obligatoire pour prévenir les maladies épidémiques lorsque rien ne la justifie absolument, lorsque, tout au contraire, le dur passage de l'été en a montré l'inutilité.

Et puis, l'opération d'incinération sur les champs de bataille, dans les conditions de lutte actuelles, est elle facilement réalisable ?

Il est démontré que, dans cette lutte de tranchées, la relève des cadavres est souvent difficile ou impossible de longs jours durant. Décréter l'incinération obligatoire n'apporte aucun remède à cette situation de fait due aux conditions du combat.

Et si l'accalmie règne sur les lignes de tranchée, ou si nos troupes avancent, ce qui permet de recueillir les cadavres, l'ensevelissement est plus rapide que l'incinération.

Qui en peut douter après les expériences exécutées et publiées ?

L'incinération en pleine campagne, avec les moyens de fortune dont on dispose, est une opération longue et très coûteuse. Voilà le fait brutal qu'on ne peut méconnaître.

Nous pourrions mettre sous les yeux du Sénat les détails des essais d'incinération qui ont été effectués sur le front de bataille. Les longues heures qu'ont duré les opérations, les nombreux stères de bois consumés, pour faire disparaître deux cadavres de soldats allemands et un cadavre de cheval, cependant arrosés de goudron propre à attiser le foyer, sont nettement démonstratifs. Le moment n'est point à une longue critique. Nous nous contenterons de déclarer, en toute bonne foi, que l'expérience tentée était plutôt décourageante.

L'incinération des cadavres n'est pratique qu'avec de puissants foyers incandescents. La théorie et l'expérience les imposent.

La construction spéciale des fours crématoires s'inspire de données expérimentales probantes, qu'on ne peut enfreindre impunément.

Quant à l'ensevelissement, au milieu des circonstances tragiques que nous traversons, il présente le singulier avantage de permettre un jour l'identification des corps, si l'identification certaine n'a pu être immédiatement pratiquée.

Et ainsi on respecte tous les sentiments, toutes les croyances, nous allions dire tous les préjugés, si certains veulent voir des préjugés dans des coutumes si répandues et si respectables.

Au milieu des angoisses et des sacrifices qui sont le lot de cette longue guerre, n'est-il pas de convenance élémentaire de donner satisfaction à ceux qui veulent pour les leurs une tombe où déposer des fleurs ?

A combien le deuil semble moins douloureux devant des restes qu'honore en passant le patriotisme de tous.

Plaider plus longuement une cause si digne de respect nous paraît superflu.

Enfin, un dernier argument :

Si l'hygiène, aujourd'hui pleinement d'accord avec le sentiment général, avait à faire face, tout à coup, à une situation imprévue, réclamant la mesure exceptionnelle de l'incinération, il n'est pas besoin d'une proposition de loi, croyons-nous, pour instituer cette méthode, qui reste toujours facultative.

Il nous serait facile de le démontrer. D'ailleurs, pour les ordures, l'incinération est déjà pratiquée dans bien des armées. Pour l'ensemble des raisons que nous venons d'exposer, la commission de l'armée est d'avis de ne pas adopter cette proposition impérative et obligatoire concernant l'incinération en temps de guerre. Elle propose au Sénat de vouloir bien ratifier cet avis.

## ANNEXE N° 331

(Session ord. — Séance du 16 novembre 1915.)

RAPPORT SUPPLÉMENTAIRE fait au nom de la commission chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, fixant, pour la durée de la guerre, la procédure d'expropriation des terrains nécessaires à la création de cimetières destinés à l'inhumation des soldats des armées françaises et alliées, ou à l'agrandissement pour le même objet des cimetières communaux existants, par M. Lucien Cornet, sénateur (1).

Messieurs, le projet de loi déposé au Parlement est né des douloureux besoins de la guerre. Dans les régions exposées à des combats journaliers, les morts ont été si nombreuses que les terrains disponibles des cimetières locaux ont été rapidement remplis. C'est surtout dans la région du Nord, et notamment dans les localités où combattent nos alliés anglais, que se pose avec urgence le besoin de nouveaux champs de repos.

Pour les organiser, le Gouvernement a cru nécessaire d'élargir la procédure d'expropriation; au lieu de la loi du 3 mai 1841, il a pensé pouvoir recourir à l'action directe de la loi du 30 mars 1831 sur les expropriations pour les travaux de fortifications, et de la loi du 21 mai 1836, qui organise le petit jury. Aussi a-t-il déposé un projet de loi en ce sens à la Chambre.

Ce texte a été soigneusement examiné par la commission d'administration générale et a fait l'objet d'un excellent rapport de M. Bonnevay, député. Certaines modifications ont été apportées, dont deux essentielles : l'une a étendu à tout le territoire le champ de la nouvelle disposition. On ne peut trop approuver cette modification; il est certain, en effet, que la zone des armées est essentiellement variable suivant les opérations militaires; que, d'autre part, dans certaines villes de l'intérieur les formations sanitaires sont si nombreuses et les décès de nos soldats si fréquents qu'il est nécessaire de prévoir l'agrandissement des cimetières. L'autre modification proposée par la commission a exigé, pour cette procédure simplifiée, l'avis préalable du conseil municipal ainsi que d'un délégué des conseils d'hygiène. Le Gouvernement acceptait ces améliorations. Le texte ainsi amendé a été voté sans discussion par la Chambre des députés.

(1) Voir les n°s 309-350, Sénat, année 1915, et 1091-1175-1188 et in-8° n° 258 — 11e législ. — de la Chambre des députés.

La commission sénatoriale a proposé deux additions fort intéressantes, très pratiques, que le Gouvernement accepterait certainement si ce n'était le besoin d'avoir le plus tôt possible une loi définitive et, partant, le désir que le projet ne soit pas retourné à la Chambre :

1° Un paragraphe a été ajouté à l'article 4, disposant que : « Tous les actes faits en exécution de la présente loi seront visés pour timbre et enregistrés gratis, et aucun droit ne sera perçu pour les formalités à effectuer à la conservation des hypothèques ».

Cette addition paraissait nécessaire par la disposition insuffisante du premier paragraphe de l'article 4 qui n'édicte la dispense spéciale de l'article 58 de la loi du 3 mai 1841 que pour les acquisitions par voie d'expropriation prévues par l'article 2 sans renvoyer à l'article 1er, lequel envisage les acquisitions à l'amiable.

En ce qui concerne les droits d'enregistrement, l'addition proposée par la commission sénatoriale ne serait point indispensable, car l'article 70, paragraphe 2, primo, de la loi du 22 frimaire an VII, ordonne l'enregistrement gratis des « acquisitions faites par la République ». Or, il s'agit bien ici de propriétés acquises par l'Etat.

Il n'en serait pas de même à première vue des droits de timbre, car l'article 20 de la loi du 13 brumaire an VII met à la charge de ceux qui traitent avec l'Etat les droits de timbre applicables à ces actes. Néanmoins, la pensée de la Chambre n'est pas douteuse ; en généralisant les dispositions de l'article 58 de la loi du 3 mai 1841, le projet de loi qu'elle a voté a évidemment pour but d'exonérer de droits quelconques de timbre et d'enregistrement tous les actes, quels qu'ils soient, se rapportant à l'acquisition des terrains nécessaires à l'inhumation des soldats des armées françaises et alliées, sous quelque forme qu'ait lieu cette acquisition.

Ce résultat était complètement atteint dans le projet primitif déposé par le Gouvernement sur le bureau de la Chambre des députés, le 8 juillet 1915 (n° 1091), car son article 3 appliquait, d'une manière générale, l'exemption accordée par l'article 58 de la loi du 3 mai 1841 à tous les actes passés en exécution de ses dispositions.

Bien que le nouveau texte voté par la Chambre des députés, le 13 août 1915, ne prévoie expressément l'exemption dont il s'agit que pour les actes accomplis en exécution de l'article 2, il est certain que cette modification du texte du Gouvernement n'a pas pour effet de restreindre l'immunité proposée dans l'article 4 du projet. Aussi doit-il être bien entendu, afin d'éviter toute difficulté d'interprétation, que tous les actes faits en exécution de la présente loi, qu'ils soient prévus par l'article premier ou qu'ils tombent sous l'application de l'article 2, seront visés pour timbre et enregistrés gratis et qu'aucun droit ne sera perçu pour les formalités à effectuer à la conservation des hypothèques;

2° La commission sénatoriale proposait d'ajouter à la loi un article 6 ainsi conçu : « Les lois et règlements relatifs à la police et à la conservation des cimetières sont applicables à tous terrains affectés à des tombes militaires ».

Cette disposition peut présenter son utilité ; néanmoins elle ne serait point indispensable car aux termes de l'article 3 du code civil : « Les lois de police et de sûreté obligent tous ceux qui habitent le territoire. » Or, il semble incontestable que les lois et règlements concernant la police et la conservation des cimetières sont des lois de police et de sûreté. Il est donc certain que, même sans disposition spéciale, ces prescriptions seraient applicables à tous les terrains affectés à des tombes militaires.

Dans ces conditions, il semble donc possible d'accepter le projet de loi tel qu'il a été voté par la Chambre, ce qui permettrait sa promulgation immédiate et sa prompte mise à exécution. C'est l'avis de la commission sénatoriale qui, après une nouvelle délibération, a décidé de ne pas maintenir les additions apportées aux textes indiqués au précédent rapport (n° 350 du Sénat).

Toutefois, si des amendements devaient — malgré l'opposition de la commission et du Gouvernement — être introduits dans le projet de loi, les deux additions antérieurement présentées par la commission sénatoriale (n° 350) seraient soumises aux délibérations de la haute Assemblée.

### Contre-projet de M. Jeanneney.

M. le sénateur Jeanneney a déposé un contre-projet dont on ne peut méconnaître l'élégance juridique; il présente à coup sûr l'avantage, sur le texte voté par la Chambre, d'une rédaction évidemment moins lourde; mais il soulève de graves objections qui paraissent de nature à le faire écarter par la haute Assemblée.

La loi nouvelle d'expropriation ne pourrait jouer que : « Lorsque l'insuffisance des cimetières locaux, telle que l'entend l'article 6 du décret du 23 prairial an XII, serait reconnue. »

Cet article 6 dispose que : « Pour éviter le danger qu'entraîne le renouvellement trop rapproché des fosses, l'ouverture des fosses pour de nouvelles sépultures n'aura lieu que de cinq années en cinq années; en conséquence, les terrains destinés à former les lieux de sépulture seront cinq fois plus étendus que l'espace nécessaire pour y déposer le nombre présumé de morts qui peuvent y être enterrés chaque année. »

On doit se demander d'abord si cet article 6 est encore en vigueur. Les auteurs divergent sur ce point : les uns (Rivière et Faustin Hélie : code administratif du Dalloz) estiment qu'il est abrogé par le titre II du décret du 27 avril 1889. Les autres (code Carpentier) croient que ses termes sont en partie conciliables avec le texte du décret du 27 avril 1889. La question est discutable, car on peut soutenir d'une part que le décret de 1889 a voulu faire table rase du passé et organiser la législation nouvelle. On peut, d'autre part, en passant à un crible sérieux chacune des dispositions des deux textes de l'an XII et de 1889 trouver certaines dispositions conciliables et se complétant.

Mais on peut écarter cette discussion. Si on examine l'argumentation de M. Jeanneney au fond, on est frappé de deux graves objections.

La loi nouvelle ne serait applicable que si les quatre cinquièmes du cimetière étaient remplis et moins d'un cinquième disponible : hors de cette condition, point d'expropriation possible. Bien que le texte proposé ne précise pas en quelle forme devrait avoir lieu la reconnaissance de l'insuffisance reconnue des cimetières locaux, il est évident qu'il en résulterait une économie pour l'Etat, mais la dépense ne serait que déplacée; elle retomberait lourdement sur les communes : telle municipalité d'une petite localité aurait acquis, dans le Nord ou le Pas-de-Calais, à grands frais et récemment, un terrain presque encore vide de sépultures; on le remplirait de tombes militaires aux quatre cinquièmes seulement et la municipalité devrait supporter la charge tout entière de ces inhumations. C'est ce qu'a relevé fortement le ministère de l'intérieur qui, dans une note qu'il nous a communiquée, s'exprime en ces termes :

« Le contre-projet de M. Jeanneney n'autorise l'acquisition par l'Etat des terrains nécessaires que lorsque l'étendue des cimetières existants est reconnue insuffisante pour les besoins normaux de la commune. Or, ce ne sont pas des besoins normaux, mais précisément des besoins anormaux résultant de la guerre dont il faudrait s'inspirer, au moins dans la zone des armées.

« Il faut tenir compte aussi de l'intérêt des localités; il ne serait pas juste qu'elles supportassent sur leur budget souvent réduit ou obéré par les circonstances actuelles, les conséquences du nombre exceptionnel des inhumations qui ne tarderaient pas à prendre toutes les places disponibles dans les cimetières existants et il paraît juste de mettre au compte de la collectivité, c'est-à-dire de l'Etat, les charges de cette nature. »

De ce fait, les communes seraient donc lourdement obérées d'une charge qui, en réalité, incombe à l'Etat. Cette seule considération indique déjà qu'il ne semble pas possible d'admettre un tel système, puisqu'il en résulterait que, lorsque les cimetières se trouveraient dans les conditions prévues au contre-projet, toutes les places disponibles pourraient être prises par les sépultures des militaires et que les communes seraient mises dans l'obligation, afin de pourvoir à leurs propres besoins, de remplacer à leurs frais les terrains qu'elles auraient dû abandonner pour ces inhumations.

D'autre part, la création de cimetières spéciaux donnera aux sentiments de nos alliés une satisfaction qui sera vivement appréciée, par la possibilité de grouper les corps de ceux de leurs compatriotes qui auront succombé sur notre sol.

De plus, en se référant au décret de l'an XII, le contre-projet de l'honorable M. Jeanneney semble accepter le roulement par cinquième de « l'ouverture des fosses » et par conséquent la suppression nécessaire de chaque tombe, au bout de cinq ans.

La France n'accorderait, dans ce système, une inhumation à ses défenseurs que pour un bref délai : tel ne peut être le vœu du législateur. Il faut que tous les soldats anglais, belges, français qui ont tendu leurs efforts communs dans la lutte contre la barbarie et qui sont tombés en ce noble combat, trouvent un lieu d'asile éternel dans le sol même à la défense duquel ils ont sacrifié leur vie. On ne peut admettre que cinq ans, après leur sacrifice on disperse leurs dépouilles. De nombreuses familles préféreront ne point exhumer leurs morts bien-aimés et les laisser reposer là où ils sont tombés et où la France s'est chargée de leur sépulture. Et puis, les pauvres devraient-ils, au bout de cinq ans, procéder à l'acquisition d'un terrain définitif ou voir disparaître les cendres de ceux qu'ils affectionnaient? Non, cette éventualité ne peut se produire et tous ont droit pour leurs morts, à jamais, à un morceau du sol national.

D'autre part, du rapprochement des articles 2 et 3 du contre-projet, on peut conclure que l'acquisition par l'Etat ne devient possible que sur l'avis favorable du conseil municipal et du délégué pour l'hygiène.

L'article 2, en effet, pose cette double condition; d'une manière générale, l'article 3 ne permet d'expropriation que « dans le cas de l'article précédent ».

Tel n'était point le sens ni du projet originel du Gouvernement, ni du texte voté par la Chambre.

En cas de refus du conseil municipal, ces textes admettaient le recours à la loi de 1841 avec toutes ses formalités.

Telle est peut-être bien aussi la pensée de l'auteur du contre-projet, puisque, à l'article premier, il fait obligation à l'Etat d'acquérir, en cas d'insuffisance constatée des cimetières locaux, les terrains nécessaires à la sépulture des soldats des armées françaises et alliées. Mais l'économie générale du contre-projet laisse planer un doute sérieux à cet égard qu'il y aurait intérêt, en tout état de cause, à dissiper par une rédaction appropriée.

Dans l'article 5 de son contre-projet, M. Jeanneney exclut la possibilité d'un concours des municipalités ou des associations privées aux dépenses d'entretien des tombes militaires qui devraient, dès lors, incomber entièrement à l'Etat. Le texte de la commission admet au contraire ce concours à titre purement amiable et bénévole; il ne semble pas qu'il existe des raisons valables de l'interdire.

Pour le reste, le contre-projet de M. Jeanneney est à peu près conforme au texte adopté par la Chambre; sur un très petit point il est même préférable, car dans son article 2 le texte de la Chambre vise la commission sanitaire d'arrondissement, tandis qu'il n'existe actuellement, en l'état de notre législation, que des commissions sanitaires de circonscription. Mais, vraiment, est-il nécessaire, pour un pareil détail, de renvoyer devant la Chambre une loi dont l'application s'impose avec une extrême urgence? Ne suffit-il pas de préciser, dans le rapport, que par ce terme générique « commission sanitaire d'arrondissement », on a entendu parler de la ou des commissions sanitaires qui fonctionnent dans l'arrondissement, ce qui comprend naturellement les commissions sanitaires de circonscription? Ne peut-on pas comprendre aussi qu'il s'agit de la commission fonctionnant au chef-lieu de l'arrondissement?

Ainsi, dans son ensemble, malgré la séduction d'une présentation juridique très savante et ses corrections de détail, le contre-projet de l'honorable M. Jeanneney ne paraît point de nature à être accepté par le Sénat, et la commission demande à la Haute Assemblée d'adopter le texte tel qu'il a été voté par la Chambre.

### Amendement de MM. Leblond, Brindeau et Rouland.

Cet amendement doit être rectifié dans ces termes :

« Ajouter à l'article 2 les dispositions additionnelles suivantes :

« Des dérogations à l'article 2 du décret (au lieu : de la loi) du 23 prairial an XII et aux articles 1er et 2 du décret du 7 mars 1808 (au lieu du 7 mai 1903) pourront être accordées après rapport favorable dans la forme ci-dessus prescrite, pour le cas d'agrandissement de cimetières déjà existants. »

Les deux textes visés prévoient : l'un, la nécessité d'une zone vacante de 35 à 40 mètres dans les cimetières situés dans les agglomérations : l'autre, des dispositions spéciales sur le forage des puits dans le voisinage des cimetières et les bâtiments existants.

Cet amendement a été, d'ailleurs, en partie repris par M. Jeanneney dans son contre-projet.

La question soulevée est fort intéressante. Il paraîtrait, en effet, très utile, en raison des nécessités des inhumations actuelles, d'envisager la possibilité de déroger aux servitudes créées par les textes de l'an XII et de 1808. Mais cette question doit être écartée du débat actuel, car elle aura nécessairement une répercussion sur les textes définitifs en matière d'inhumation. Elle mérite donc un examen approfondi; il serait regrettable qu'elle fût tranchée rapidement dans un texte occasionnel; elle a, d'ailleurs, été déjà débattue devant le Parlement et la discussion a soulevé un désaccord entre les deux Chambres. Lui donner solution dans un texte si urgent, ce serait risquer que la Chambre ne l'accepte point. Modifier ce projet de loi à nouveau peut faire craindre qu'une réforme indispensable ne soit renvoyée à de longs délais.

Il est, en effet, d'une haute nécessité que les cimetières actuellement trop petits trouvent, sans délai, leur nécessaire agrandissement. A notre époque tragique, plus qu'en aucune autre, « les morts vont vite ». Dans les plaines des Flandres, d'Artois, de Champagne, sur les coteaux d'Argonne et de Lorraine, dans les montagnes des Vosges, des cadavres se sont accumulés et il a fallu de suite les mettre en terre. Les autorités civiles et militaires ont pu prendre des mesures provisoires que le projet de loi veut rendre définitives. Il faut régulariser ces dispositions utiles. Il est indispensable que les soldats morts pour la défense du droit trouvent, après d'héroïques souffrances, leur repos définitif dans le sol arrosé de leur sang.

Ce sont ces considérations d'urgence qui ont déterminé votre commission à vous proposer d'adopter le texte suivant absolument conforme à celui voté par la Chambre des députés.

### PROJET DE LOI

Art. 1er. — Pendant la durée de la guerre, les terrains nécessaires à l'inhumation des militaires des armées françaises et alliées décédés des suites de blessures de guerre ou de maladies contractées aux armées, seront acquis, au nom de l'Etat, par le ministre de la guerre, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation d'utilité publique, en conformité des dispositions légales en vigueur.

Art. 2. — Toutefois, lorsque l'emplacement des terrains nécessaires à l'inhumation des soldats des armées françaises et alliées aura été choisi sur rapport favorable d'un membre de la commission sanitaire de l'arrondissement ou du conseil départemental d'hygiène délégué par le préfet, et sur avis conforme du conseil municipal, l'expropriation sera prononcée sur la production de l'arrêté rendu par le ministre de la guerre pour désigner les terrains à occuper et suivie conformément à la procédure fixée par la loi du 30 mars 1831 relative à l'expropriation des propriétés nécessaires aux travaux de fortifications.

Art. 3. — Dans le cas prévu à l'article 2 ci-dessus, il sera procédé au règlement définitif des indemnités de dépossession conformément aux dispositions de l'article 16 de la loi du 21 mai 1836.

Art. 4. — Les dispositions des articles 56 à 59 de la loi du 3 mai 1841 sont applicables aux actes accomplis en exécution de l'article 2 de la présente loi.

Art. 5. — Les frais d'acquisition, d'occupation, de clôture et d'entretien des terrains nécessaires à l'inhumation des soldats des armées françaises et alliées sont à la charge du budget de l'Etat. Toutefois, l'entretien des sépultures pourra être confié sur leur demande soit aux municipalités, soit à des associations régulièrement constituées tant en France que dans les pays alliés, suivant conventions à intervenir entre elles et le ministre de la guerre.

# ANNEXE N° 382

(Session ord. — Séance du 16 novembre 1915.)

RAPPORT fait au nom de la commission des finances chargée d'examiner la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à l'abrogation de la loi du 5 août 1914, qui complète celle du 14 décembre 1879, sur les crédits supplémentaires et extraordinaires, par M. Emile Aimond, sénateur (1).

Messieurs, la loi du 14 décembre 1879 sur les crédits supplémentaires et extraordinaires n'autorisait l'ouverture de ces crédits par décrets rendus en conseil d'Etat, après avoir été délibérés et approuvés en conseil des ministres, que dans le cas de prorogation des Chambres, tel qu'il est défini dans le paragraphe premier de l'article 2 de la loi constitutionnelle du 16 juillet 1875, c'est-à-dire pendant l'intervalle des sessions du Parlement. En outre, les crédits supplémentaires à ouvrir sous cette forme ne pouvaient s'appliquer qu'aux services votés, dont la nomenclature est annexée chaque année à la loi de finances, et les crédits extraordinaires qu'à de simples extensions de services inscrits dans la loi de finances et non à la création de services nouveaux.

Dès le début de la guerre, le Gouvernement a fait valoir que ces dispositions, qui répondaient aux besoins du temps de paix, ne pouvaient permettre de donner satisfaction avec la rapidité voulue aux exigences du service de la défense nationale à partir du moment de la mobilisation jusqu'à la cessation des hostilités. Pour qu'il lui fût possible d'engager sans délai les dépenses considérables s'imposant et de créer les ressources extraordinaires nécessaires pour subvenir à ces nouvelles charges, il demanda, le 4 août 1914, au Parlement de voter le projet de loi suivant, qui est devenu la loi du 5 août 1914.

*Article unique.* — L'article 5 de la loi du 14 décembre 1879 sur les crédits supplémentaires et extraordinaires, à ouvrir par décrets pendant la prorogation des Chambres, est complété ainsi qu'il suit :

« Toutefois, en cas de mobilisation et jusqu'à la cessation des hostilités, les crédits supplémentaires et extraordinaires nécessaires aux besoins de la défense nationale, même s'ils correspondent à des services autres que ceux visés au premier alinéa du présent article ou s'ils sont destinés à la création d'un service nouveau, pourront, en cas d'absence des Chambres, être ouverts provisoirement par des décrets rendus en conseil d'Etat, après avoir été délibérés et approuvés en conseil des ministres.

« Ces décrets indiqueront les voies et moyens qui seront affectés aux crédits demandés et autoriseront, s'il y a lieu, la création et la réalisation des ressources extraordinaires nécessaires. Ils devront être soumis à la sanction du pouvoir législatif, dans la quinzaine de la plus prochaine réunion des Chambres. »

Ainsi, par ces dispositions, le Gouvernement se trouvait autorisé, en cas d'absence des Chambres, même si elles n'étaient pas prorogées, à ouvrir, par décrets rendus en conseil d'Etat, après avoir été délibérés et approuvés en conseil des ministres, les crédits supplémentaires et extraordinaires de toute nature exigés par les services de la défense nationale, ainsi qu'à déterminer les voies et moyens affectés à ces crédits et, par voie de conséquence, à réaliser les ressources correspondantes.

Le Gouvernement a fait usage à plusieurs reprises de cette autorisation au cours de 1914, mais, ainsi qu'on le sait, depuis la rentrée du Parlement en décembre dernier, il n'a cessé de faire appel à la collaboration permanente de la représentation nationale, de telle sorte que les demandes de crédits nécessaires ont pu depuis lors être soumises régulièrement à l'approbation préalable du Parlement. Les dispositions de la loi du 5 avril 1914 ont perdu de ce fait toute leur portée. C'est pourquoi la Chambre a adopté dans sa séance du 15 octobre dernier une proposition de loi abrogeant la loi dont il s'agit, en plein accord d'ailleurs avec le Gouvernement lui-même et la commission du budget.

Votre commission des finances n'a aucune objection à formuler contre cette proposition de loi et vous demande la voter également.

Puisque le Parlement siège en permanence, il est inutile de prévoir pour le Gouvernement la possibilité d'ouvrir des crédits par décrets en cas d'absence des Chambres. Il convient de remarquer au surplus que, puisque nous vivons sous le régime exclusif des douzièmes provisoires, il ne peut plus être question d'ouvrir des crédits supplémentaires et extraordinaires pour faire face à des besoins urgents, les seuls crédits fragmentaires alloués en dehors des crédits provisoires étant des crédits additionnels à ces crédits provisoires. De ce chef encore la loi du 5 août 1914 n'est pas susceptible de recevoir d'application.

Nous avons en conséquence l'honneur de soumettre à vos délibérations la proposition de loi dont la teneur suit :

PROPOSITION DE LOI

*Article unique.* — Est abrogée la loi du 5 août 1914, qui complète celle du 14 décembre 1879, sur les crédits supplémentaires et extraordinaires.

(1) Voir les nos 361, Sénat, année 1915, et 1305-1341, et in-8° n° 277 — 11e législ. — de la Chambre des députés.

# ANNEXE N° 383

(Session ord. — Séance du 16 novembre 1915.)

RAPPORT fait au nom de la commission chargée d'examiner la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, relative à la suppression du registre des inscriptions en matière hypothécaire, par M. Théodore Girard, sénateur (1).

Messieurs, les articles 2148 et 2150 du code civil prescrivent les formalités qui doivent être remplies par celui qui requiert une inscription hypothécaire, ainsi que les obligations des conservateurs.

Le créancier requérant, en communiquant le titre de sa créance, dépose au bureau de la conservation deux bordereaux contenant les indications nécessaires. L'un de ces bordereaux est copié sur un registre et retenu par le conservateur; l'autre est remis au créancier avec mention de l'inscription.

C'est ce registre d'inscriptions que supprime une proposition de loi, adoptée par la Chambre, le 17 juin 1915, due à l'initiative de M. Viollette, et modifiant les deux articles ci-dessus.

L'honorable député, qui avait déjà envisagé cette mesure dans son rapport sur les projet et proposition de loi relatifs à la réforme du régime hypothécaire, s'est inspiré pour la justifier des motifs d'un projet de loi déposé par le Gouvernement le 7 juillet 1914, sur la subdivision des conservations d'hypothèques de Paris. Le Gouvernement invoquait pour proposer la modification de l'article 2150 du code civil, l'article 1er de la loi du 8 mars 1910 qui a dispensé provisoirement le conservateur des hypothèques d'Aix de se conformer à la règle, pour les inscriptions d'hypothèques requises par le Crédit foncier de France; « le contenu des bordereaux n'est plus mentionné au registre des inscriptions, mais ces bordereaux eux-mêmes sont reliés par les soins du conservateur, et remplacent, à tous points de vue, les mentions du registre. Ce système aurait donné de bons résultats ».

Votre commission est favorable à la réforme qu'on nous demande de sanctionner. Elle simplifiera la tâche des conservateurs, réduira la quantité des registres qui encombrent les locaux, facilitera les recherches, hâtera l'accomplissement des formalités et secondera ainsi l'intérêt de tous.

Elle viendra bien à propos, au lendemain de cette terrible guerre, à l'heure où les affaires, reprenant leur cours, réclameront un surcroît de travail et d'activité, où les conservations d'hypothèques verront s'élever le nombre des réquisitions et grossir les renouvellements d'inscriptions que les événements actuels mettent pour le moment à l'abri de la péremption décennale.

Du reste, en dehors de l'expérience faite au bureau d'Aix, on pourrait s'appuyer sur un autre précédent qui ne manque pas d'analogie avec le cas qui nous occupe. C'est la mesure prise par l'administration de l'enregistrement depuis la loi du 6 décembre 1897. Les déclarations de mutations par décès qui, avant cette époque, étaient transcrites par les receveurs, sur leurs registres, sont aujourd'hui reçues sur des formules imprimées fournies par l'administration et conservées en liasse dans les archives du bureau. Ce système n'a point, que nous sachions, soulevé de critiques et présenté des dangers.

Les bordereaux composés et reliés avec soin, dans des conditions à déterminer par un règlement d'administration publique, nous paraissent offrir toutes garanties de sécurité, pour les droits de chacun.

Nous acceptons donc le principe de la proposition de loi. Mais nous croyons devoir apporter quelques modifications au texte voté par la Chambre dans le but de le rendre plus précis et de combler certaines lacunes.

Suivant, dans un intérêt de clarté, la méthode tracée dans l'exposé des motifs de cette proposition, nous examinerons, paragraphe par paragraphe, le texte adopté et celui que nous serions d'avis de lui substituer.

L'article 2148 du code civil est rédigé ainsi qu'il suit :

(1) Voir les nos 217, Sénat, année 1915, et 949-987 et in-8° n° 201 — 11e législ. — de la Chambre des députés.

| Texte voté. | Texte proposé. |
|---|---|
| Pour opérer l'inscription le créancier représente, soit par lui-même, soit par un tiers, au conservateur des hypothèques, l'original du brevet ou une expédition authentique du jugement ou de l'acte qui donne naissance au privilège ou à l'hypothèque. | Pour opérer l'inscription le créancier représente, soit par lui-même, soit par un tiers, au conservateur des hypothèques, l'original ou une expédition authentique du jugement qui a donné naissance au privilège ou à l'hypothèque. Peuvent être requis toutefois sans communication de titres les inscriptions de séparations de patrimoines établies par l'article 2111 du code civil et les inscriptions d'hypothèques légales. |

La suppression des mots: « du brevet » est désirable. Les termes « original en brevet », employés par l'article 2148, ne peuvent s'appliquer rigoureusement qu'aux actes notariés reçus en brevet. Et pourtant, s'il s'agit du privilège résultant d'un acte de vente ou de partage sous seing privé, le conservateur est tenu d'opérer l'inscription sur la présentation de cet acte, bien qu'il ne soit pas un original en brevet. (Aubry et Rau. *Cours de droit civil français*, § 275, note 1.)

Pour les inscriptions de séparation de patrimoines ou d'hypothèques légales, les conservateurs n'ont point l'habitude d'exiger des communications de titres. Il n'y a nul inconvénient à ce que la loi consacre cette pratique. Nous ne parlons point ici de l'inscription qui peut être requise, en cas de faillite, au nom de la masse des créanciers, en vertu de l'article 490 du code de commerce, cet article précisant qu'elle est reçue sur simple bordereau énonçant qu'il y a faillite et relatant la date du jugement.

**Texte voté.**

Il y joint deux bordereaux absolument conformes dont un décret déterminera l'aspect extérieur, ainsi que le type du papier sur lequel ils seront obligatoirement écrits à peine de rejet. L'un de ces bordereaux destiné aux archives de la conservation est également à peine de rejet signé par le requérant ou son représentant, et certifié exactement collationné.

**Texte proposé.**

Il y joint deux bordereaux manuscrits, absolument conformes, dont un décret déterminera l'aspect extérieur, ainsi que le type du papier sur lequel ils seront obligatoirement écrits à peine de rejet. Les deux bordereaux sont également à peine de rejet signés par le requérant ou son représentant, et certifiés exactement collationnés.

Nous pensons qu'il est bon d'indiquer que les bordereaux doivent être manuscrits, pour éviter des fautes et des erreurs qui peuvent se retrouver dans une dactylographie. Il va sans dire qu'ils doivent être lisiblement écrits. Comme ils doivent être aussi absolument conformes, il est juste d'exiger la signature des deux, ainsi que le prescrit la loi du 10 juillet 1885 pour l'hypothèque maritime.

Quant au représentant du réquérant dont il est question dans ce paragraphe, aucune équivoque ne saurait s'élever à cet égard : nous entendons que c'est celui qui sera porteur du titre et viendra requérir l'inscription : avoué, notaire, huissier, clerc ou tout autre mandataire qui devra indiquer ses nom, profession et domicile s'il est inconnu du conservateur.

**Texte voté.**

Chacun des bordereaux contient:

**Texte proposé.**

Chacun des bordereaux contient exclusivement :

L'addition de ce mot a pour but de préciser que toutes les énonciations du bordereau pouvant intéresser les tiers sont comprises dans le texte, et de mettre un terme à ces longueurs inutiles qui nuisent à la clarté de l'inscription et contre lesquelles M. Viollette s'est élevé avec raison tant dans son rapport sur le projet en discussion que dans un rapport supplémentaire sur la réforme du régime hypothécaire. (Annexe Chambre 1909, n° 2939.)

**Texte voté.**

1° Les nom, prénoms, domicile du créancier, sa profession s'il en a une, et l'élection d'un domicile pour lui dans un lieu quelconque du ressort du tribunal civil de la situation des biens;

2° Tous les nom et prénoms du débiteur, dans l'ordre de l'état civil, son domicile, date et lieu de naissance, sa profession, s'il en a une connue, ou une désignation individuelle et spéciale telle que le conservateur puisse reconnaître et distinguer dans tous les cas l'individu grevé d'hypothèque.

**Texte proposé.**

1° Les nom, prénoms, domicile du créancier, sa profession s'il en a une; s'il s'agit d'une société, la raison sociale et le siège; et l'élection d'un domicile dans un lieu quelconque du ressort du tribunal civil de la situation des biens;

2° Tous les nom et prénoms du débiteur, dans l'ordre de l'état civil, son domicile, la date et le lieu de sa naissance, sa profession, s'il en a une connue, et, s'il s'agit d'une société, la raison sociale et le siège.

Cette disposition n'est pas applicable aux hypothèques judiciaires.

L'obligation imposée au rédacteur des bordereaux de faire connaître exactement les noms et domicile du créancier, les noms et prénoms du débiteur dans l'ordre de l'état civil, ainsi que la date et le lieu de sa naissance, est justifiée dans l'exposé des motifs de la proposition de loi.

Elle tend à faciliter les recherches et à prévenir des erreurs que le nombre des homonymes rend très fréquentes. A ce point de vue, elle a son utilité. Seulement, pour l'ypothèque judiciaire, il est impossible d'exiger la même précaution sans s'exposer à compromettre les intérêts des tiers. Les parties plaident souvent devant des tribunaux éloignés de leur domicile. Dans le commerce, où les conventions s'établissent par correspondance, elles ne se connaissent pas toujours. Voici un créancier qui obtient un jugement de condamnation devant le tribunal de la Seine contre un habitant de Bordeaux ou de Marseille et qui veut s'assurer le recouvrement de sa créance. Peut-on lui demander de fournir aux hypothèques d'autres indications que celles des noms, profession et domicile de son débiteur? Le contraindre en plus à mentionner l'état civil serait le jeter dans l'embarras et lui faire courir le danger, en perdant du temps, de perdre une créance qu'une mesure conservatoire urgente telle que l'hypothèque peut sauvegarder.

En proposant la suppression de l'alternative du 2°: ou une désignation individuelle et spéciale..., nous entendons assurer tout l'effet de l'obligation imposée à l'inscrivant, et ne pas lui laisser le choix d'une autre désignation, au risque de manquer le but poursuivi, d'exiger, pour éviter des confusions, l'état civil du débiteur.

**Texte voté.**

3° La date et la nature du titre qui a donné naissance au privilège ou à l'hypothèque.

. . . . . .

**Texte proposé.**

Sans changement.

Et au cas où le requérant est légalement dispensé de la représentation d'un titre, les bordereaux énoncent la cause et la nature de la créance.

Ce paragraphe additionnel vise particulièrement le cas où des créanciers d'une succession dépourvus de titres contre le défunt ont recours à l'inscription de séparation de patrimoines.

**Texte voté.**

4° Le montant des créances exprimées dans le titre, avec l'indication des diverses modalités dont elles sont affectées, l'évaluation en capital des prestations diverses, les droits indéterminés des rentes viagères, sauf dans le cas où la loi dispense de ladite évaluation, le montant des accessoires de ces capitaux et l'époque d'exigibilité.

**Texte proposé.**

4° Le capital de la créance, ses accessoires et l'époque d'exigibilité Sauf dispense légale, le requérant doit évaluer les rentes, prestations, droits indéterminés; et si les droits sont éventuels ou conditionnels, indiquer sommairement l'événement ou la condition dont dépend l'existence de la créance.

La rédaction que nous proposons de substituer à celle adoptée par la Chambre, nous paraît plus simple et aboutit au même résultat.

Nous supprimerions ainsi les mots : « avec l'indication des diverses modalités dont elles sont affectées ». Car cette disposition, conçue en termes généraux, serait peu en harmonie avec l'expression : « exclusivement » dont l'addition est proposée plus haut dans le but de limiter les énonciations substantielles d'une inscription, et d'éviter la reproduction de longueurs, répétitions et détails complètement étrangers à la formalité.

Cependant, en ce qui concerne les droits éventuels ou conditionnels, les tiers ont intérêt à être renseignés sur l'événement ou la condition d'où dépend l'existence de la créance, et il est bon de les faire connaître.

**Texte voté.**

5° L'indication de l'espèce et de la situation des biens sur lesquels il entend conserver son privilège ou son hypohèque, et en outre l'indication des numéros et sections de cadastre pour toutes les communes où le cadastre aura été refait en vertu de la loi du 17 mars 1898.

Cette dernière disposition n'est pas nécessaire dans le cas des hypothèques légales ou judiciaires; à défaut de conventions une seule inscription pour ces hypothèques frappe tous les immeubles compris dans l'arrondissement du bureau.

**Texte proposé.**

Sans changement.

. . . . . .

Cette dernière disposition n'est pas nécessaire dans le cas des hypothèques légales générales ou judiciaires; à défaut de conventions une seule inscription pour ces hypothèques frappe tous les immeubles compris dans le ressort du tribunal civil de la situation des biens.

Cette dernière modification met le texte en harmonie avec la loi du 17 juin 1907. Si les hypothèques légales générales ne doivent pas être soumises à la disposition du paragraphe 5, il n'y a aucune raison pour que les hypothèques légales spéciales, portant sur des immeubles déterminés, ne comprennent pas les indications prescrites.

**Texte voté.**

L'omission dans le bordereau d'une ou de plusieurs des énonciations prescrites tant par le présent article que par l'article 2153 ci-après n'entraînera nullité de l'inscription que lorsqu'il en résultera préjudice au détriment du tiers. La nullité ne pourra être demandée que par ceux auxquels l'infraction porterait préjudice; et les tribunaux pourront, selon la nature et l'étendue du préjudice, annuler l'inscription ou en réduire l'effet.

**Texte proposé.**

L'omission dans le bordereau ou dans la formalité accomplie par le conservateur, d'une ou de plusieurs des énonciations prescrites tant par le présent article que par l'article 2153 ci-après n'entraînera nullité de l'inscription que lorsqu'il en résultera préjudice au détriment du tiers. La nullité ne pourra être demandée que par ceux auxquels l'omission ou irrégularité porterait préjudice; et les tribunaux pourront, selon la nature et l'étendue du préjudice, annuler l'inscription ou en réduire l'effet.

C'est sans doute par suite d'une simple erreur matérielle que les mots ajoutés : « ou dans la formalité acccomplie par le conservateur », ne sont pas reproduits dans le dispositif. En les rétablissant, nous donnons aux tribunaux le même pouvoir d'appréciation pour les états délivrés que pour les bordereaux déposés,

Le terme « infraction » appartient au droit pénal. Il est préférable de viser l'omission ou l'irrégularité.

**Texte voté.**

Les bordereaux d'hypothèque conventionnelle présentés aux conservateurs devront cependant, sous peine d'une amende de 10 fr. par infraction constatée, mentionner les noms et les prénoms dans l'ordre de l'état civil, ainsi que la date et le lieu de naissance et les mentions prévues au paragraphe 5.

Supprimé

Nous croyons devoir supprimer ce paragraphe qui abaisse la pénalité prévue par l'article 9 de la loi du 17 mars 1898. Les parties veilleront d'autant plus à se conformer aux prescriptions de la loi, qu'elles seraient exposées suivant les cas à voir annuler l'inscription ou à payer des dommages-intérêts. Il est inutile d'exiger d'autre sanction.

Article 2.

L'article 2150 du code civil est rédigé ainsi qu'il suit :

**Texte voté.**

Le conservateur fait mention sur le registre prescrit par l'article 2200 ci-après du dépôt des bordereaux et remet au requérant tant le titre ou l'expédition du titre que l'un des bordereaux au pied duquel il mentionne le volume et le numéro sous lequel le bordereau spécial a été classé.

La date de l'inscription est déterminée par la mention portée sur le registre des dépôts.

**Texte proposé.**

Sans changement.

.....au pied duquel il mentionne la date du dépôt, le volume et le numéro sous lesquels le bordereau destiné aux archives a été classé.

La date de l'inscription est déterminée par la mention portée sur le registre des dépôts.

Les bordereaux destinés aux archives seront reliés par les soins et aux frais des conservateurs.

Il est indispensable de mentionner sur les deux bordereaux la date du dépôt qui est celle de l'inscription. Les parties peuvent d'ailleurs exiger, au moment du dépôt, la reconnaissance que les conservateurs sont tenus de leur donner, aux termes de l'article 2200 modifié par la loi du 5 janvier 1875.

En dispensant provisoirement le conservateur des hypothèques à Aix de copier sur ses registres les bordereaux des inscriptions du Crédit foncier de France, la loi du 8 mars 1910 a chargé ce fonctionnaire de la reliure desdits bordereaux. Notre paragraphe additionnel consacre la même règle.

Nous croyons devoir proposer ici, sous les articles 3, 4 et 5, la modification des article 2152, 2153 et 2108 du code civil, afin de les mettre en concordance avec les dispositions qui précèdent.

Article 3.

L'article 2152 du code civil est ainsi modifié :

**Texte voté.**

Il est loisible à celui qui a requis une inscription ainsi qu'à ses représentants cessionnaires par acte authentique de changer sur le registre des hypothèques le domicile par lui élu à la charge d'en choisir et indiquer un autre dans le même arrondissement.

**Texte proposé.**

. . . . . de changer au bureau des hypothèques le domicile par lui élu dans cette inscription, à la charge d'en choisir et indiquer un autre dans le ressort du tribunal civil de première instance de la situation des biens.

Article 4.

L'article 2153 du code civil est modifié ainsi qu'il suit :

**Texte voté.**

Les droits d'hypothèque purement légale de l'Etat, des communes et des établissements publics sur les biens des comptables, ceux des mineurs ou interdits sur les tuteurs, ceux des femmes mariées sur leurs époux, seront inscrits sur la représentation de deux bordereaux contenant seulement :

1° Les nom, prénoms, profession et domicile du créancier et le domicile qui sera par lui ou pour lui élu dans l'arrondissement;

2° Les nom, prénoms, profession, domicile ou désignation précise du débiteur;

3° La nature des droits à conserver et le montant de leur valeur quant aux objets déterminés, sans être tenu de le fixer quant à ceux qui sont conditionnels, éventuels ou indéterminés.

**Texte proposé**

. . . . . sur le dépôt de deux bordereaux, écrits et signés, à peine de rejet, comme il est prescrit au deuxième alinéa de l'article 2148.

Chacun des bordereaux contient exclusivement :

1° Les nom, prénoms, domicile du créancier, sa profession s'il en a une, et l'élection d'un domicile pour lui dans un lieu quelconque du ressort du tribunal civil de première instance de la situation des biens;

2° L'indication du débiteur, telle qu'elle est prescrite par l'article 2148 n° 2;

(Le reste sans changement).

Article 5.

Cet article vise l'article 2108 du code civil concernant l'inscription d'office que le conservateur est tenu d'opérer sur son registre.

Au lieu de laisser à un décret le soin de régler les formes de cette inscription, par suite de la suppression du registre, nous avons pensé que le texte même de la loi devait fixer ces conditions qui ne pouvaient être autres que la rédaction d'un bordereau de même nature que ceux indiqués à l'article 2148, et restant en liasse avec les autres bordereaux de la conservation.

Article 6 (ancien article 3 de la Chambre)

| Texte voté. | Texte proposé. |
|---|---|
| La présente loi sera applicable trois mois après la promulgation du décret prévu à l'article 1er de la présente loi. | Sans changement. |
| | § 2. — A l'expiration du même délai, les conservateurs cesseront de copier sur leurs registres les bordereaux d'inscriptions. |

Du rapprochement de l'alinéa premier de l'article 2150 projeté et de l'article 2150 actuellement en vigueur, il résulte bien que la copie des bordereaux sur le registre des conservations d'hypothèques est supprimée. Cependant il paraît utile de prononcer expressément cette suppression, point capital de la réforme.

En résumé, les modifications que votre commission vous propose d'apporter au texte voté par la Chambre ne changent rien au fond. Elles ont pour but de préciser et mettre au point les dispositions nouvelles et de combler les lacunes qu'une étude approfondie a fait apparaître.

Si le Sénat partage notre sentiment, nous lui demandons de sanctionner la proposition de loi suivante dont le texte serait ainsi modifié :

PROPOSITION DE LOI

Art. 1er. — L'article 2148 du code civil est rédigé ainsi qu'il suit :

« Pour opérer l'inscription, le créancier représente, soit par lui-même, soit par un tiers, au conservateur des hypothèques, l'original ou une expédition authentique du jugement ou de l'acte qui donne naissance au privilège ou à l'hypothèque. Peuvent être requises toutefois, sans communication de titres, les inscriptions de séparation de patrimoines établis par l'article 2111 et les inscriptions d'hypothèques légales.

« Il y joint deux bordereaux manuscrits absolument conformes dont un décret déterminera l'aspect extérieur, ainsi que le type du papier sur lequel ils seront obligatoirement écrits à peine de rejet. Les deux bordereaux sont, également, à peine de rejet, signés par le requérant ou son représentant et certifiés exactement collationnés.

« Chacun des bordereaux contient exclusivement :

« 1° Les nom, prénoms, domicile du créancier, sa profession s'il en a une, s'il s'agit d'une société la raison sociale et le siège, et l'élection d'un domicile dans un lieu quelconque du ressort du tribunal civil de première instance de la situation des biens ;

« 2° Tous les nom et prénoms du débiteur, dans l'ordre de l'état civil, son domicile, la date et le lieu de naissance, sa profession, s'il en a une connue, et s'il s'agit d'une société la raison sociale et le siège. Cette disposition n'est pas applicable aux hypothèques judiciaires ;

« 3° La date et la nature du titre qui a donné naissance au privilège ou à l'hypothèque ; et au cas où le requérant est légalement dispensé de la représentation d'un titre, les bordereaux énoncent la cause et la nature de la créance ;

« 4° Le capital de la créance, ses accessoires et l'époque d'exigibilité. Sauf dispense légale, le requérant doit évaluer les rentes, prestations, droits indéterminés, et si les droits sont éventuels ou conditionnels, indiquer sommairement l'événement ou la condition dont dépend l'existence de la créance ;

« 5° L'indication de l'espèce et de la situation des biens sur lesquels il entend conserver son privilège ou son hypothèque et, en outre, l'indication des numéros et sections du cadastre pour toutes les communes où le cadastre aura été refait en vertu de la loi du 17 mars 1898.

« Cette dernière disposition n'est pas nécessaire dans le cas des hypothèques légales, générales ou judiciaires ; à défaut de convention, une seule inscription pour ces hypothèques frappe tous les immeubles compris dans le ressort du tribunal civil de la situation des biens.

« L'omission dans le bordereau ou dans la formalité accomplie par le conservateur d'une ou de plusieurs des énonciations prescrites tant par le présent article que par l'article 2153 ci-après n'entraînera nullité de l'inscription que lorsqu'il en résultera un préjudice au détriment des tiers. La nullité ne pourra être demandée que par ceux auxquels l'omission ou irrégularité porterait préjudice, et les tribunaux pourront, selon la nature et l'étendue du préjudice, annuler l'inscription ou en réduire l'effet. »

Art. 2. — L'article 2150 du code civil est rédigé ainsi qu'il suit :

« Le conservateur fait mention, sur le registre prescrit par l'article 2200 ci-après, du dépôt des bordereaux et remet au requérant tant le titre ou l'expédition du titre que l'un des bordereaux, au pied duquel il mentionne la date du dépôt, le volume et le numéro sous lesquels le bordereau destiné aux archives a été classé.

« La date de l'inscription est déterminée par la mention portée sur le registre des dépôts.

« Les bordereaux destinés aux archives seront reliés par les soins et aux frais des conservateurs. »

Art. 3. — L'article 2152 du code civil est ainsi modifié :

« Il est loisible à celui qui a requis une inscription, ainsi qu'à ses représentants cessionnaires par acte authentique, de changer au bureau des hypothèques le domicile par lui élu dans cette inscription, à la charge d'en choisir et indiquer un autre dans le ressort du tribunal civil de première instance de la situation des biens. »

Art. 4. — L'article 2153 du code civil est modifié ainsi qu'il suit :

« Les droits d'hypothèque purement légale de l'Etat, des communes et des établissements publics sur les biens des comptables, ceux des mineurs ou interdits sur les tuteurs, des femmes mariées sur leurs époux, seront inscrits sur le dépôt de deux bordereaux écrits et signés, à peine de rejet, comme il est prescrit au deuxième alinéa de l'article 2148.

« Chacun des bordereaux contient exclusivement :

« 1° Les nom, prénoms, domicile du créancier, sa profession s'il en a une, et l'élection d'un domicile pour lui dans un lieu quelconque du ressort du tribunal civil de première instance de la situation des biens ;

« 2° L'indication du débiteur, telle qu'elle est prescrite par l'article 2148, n° 2 ;

« 3° La nature des droits à conserver et le montant de leur valeur quant aux objets déterminés, sans être tenu de le fixer quant à ceux qui sont conditionnels, éventuels ou indéterminés. »

Art. 5. — L'article 2103 du code civil est modifié ainsi qu'il suit :

« Le vendeur privilégié conserve son privilège par la transcription du titre qui a transféré la propriété à l'acquéreur, et qui constate que la totalité ou partie du prix lui est due ; à l'effet de quoi la transcription du contrat faite par l'acquéreur vaudra inscription pour le vendeur et pour le prêteur qui lui aura fourni les deniers payés, et qui sera subrogé aux droits du vendeur par le même contrat ; sera néanmoins le conservateur des hypothèques tenu, sous peine de tous dommages-intérêts envers les tiers, de faire d'office l'inscription sur un bordereau de même nature que ceux indiqués à l'article 2148 ci-après, des créances résultant de l'acte translatif de propriété, tant en faveur des vendeurs qu'en faveur des prêteurs qui pourront ainsi faire faire, si elle ne l'a été, la transcription du contrat de vente, à l'effet d'acquérir l'inscription de ce qui leur est dû sur le prix. »

Art. 6. — La présente loi sera applicable trois mois après la promulgation du décret prévu à l'article 1er de la présente loi. A l'expiration du même délai, les conservateurs cesseront de copier sur leurs registres les bordereaux d'inscription.

# ANNEXE N° 384

(Session ord. — Séance du 18 novembre 1915.)

AVIS SUPPLÉMENTAIRE présenté au nom de la commission des finances sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet l'organisation du crédit au petit et au moyen commerce, à la petite et à la moyenne industrie, par M. Perchot, sénateur (1).

Messieurs, appelée à examiner le projet de loi relatif à l'organisation du crédit au petit et au moyen commerce, à la petite et moyenne industrie, votre commission des finances s'est prononcée en faveur de l'adoption pure et simple des titres I et II, visant le crédit à court terme, et de l'ajournement des titres III et IV, concernant le crédit à long terme.

Ces conclusions, développées et motivées dans un avis déposé le 3 juin dernier, étaient en désaccord avec celles qu'avait formulées la commission spéciale chargée de l'étude du projet de loi. Sans dissimuler qu'il était loin de lui donner satisfaction, cette commission avait recommandé l'adoption du texte proposé dans son intégralité, déférant ainsi au désir du Gouvernement d'en hâter la mise en application. Mais elle a décidé de reprendre sa liberté d'action, dès lors que la commission des finances demandait l'ajournement d'une partie du projet de loi et que celui-ci paraissait éventuellement destiné à revenir devant la Chambre des députés. En conséquence, dans un rapport supplémentaire, déposé le 2 septembre, par M. Codet, elle propose certaines modifications et additions aux titres I et II, tout en se déclarant d'accord avec nous pour l'ajournement des titres III et IV.

Votre commission des finances s'est trouvée ainsi appelée à se prononcer, pour l'organisation du crédit à court terme, entre deux textes sensiblement différents. Elle les a étudiés et comparés avec le plus grand soin : ce nouvel examen, dont les résultats sont consignés ci-après, l'a conduit à maintenir ses conclusions primitives et à vous demander d'adopter les titres I et II du projet, tels que les a votés la Chambre des députés.

## Critique du texte de la commission spéciale.

Les propositions présentées par votre commission spéciale procèdent de trois principales idées directrices :

1° Etablir l'organisation du crédit commercial sur des bases analogues à celles sur lesquelles repose le crédit agricole ;

2° Compléter le système par la création d'une banque centrale ;

3° Profiter de l'occasion pour encourager le développement du crédit à l'exportation.

Nous adopterons l'ordre ci-dessus pour la discussion des modifications et additions proposées au texte du Gouvernement. Nous aurons ensuite à examiner certaines dispositions de détail qui n'entrent pas dans cette classification.

### *Le crédit commercial et le crédit agricole.*

Le contre-projet que nous critiquons s'inspire, dans ses lignes essentielles, d'une proposition déposée dès 1907 par M. Jean Codet à la Chambre des députés, déposée à nouveau par lui au Sénat en 1911, et adoptée par votre commission spéciale ; celle-ci avait ensuite consenti à y substituer le projet du Gouvernement dans le désir d'aboutir à une prompte solution.

Il était naturel que, dans les années qui ont suivi l'instauration en France du crédit agricole, cette organisation servît de modèle aux auteurs de projets tendant à développer le crédit au petit commerce. On conçoit également que M. Codet, s'en étant inspiré à ce moment, conserve encore aujourd'hui une préférence marquée pour un système au triomphe duquel il a consacré tant de dévoués et patients efforts.

Mais nous ne sommes plus en 1907 ; depuis

(1) Voir les nos Sénat, 193, année 1914 ; 17-195, année 1915, et 801-1640-2212-2590-3250 et in-8° n° 759 — 10e législ. — de la Chambre des députés.

lors, la question du crédit commercial a fait l'objet d'études très approfondies, notamment de la part de la commission extraparlementaire de la réforme bancaire, qui a porté ses investigations sur toutes les organisations créées à l'étranger et sur les essais précédemment tentés en France même. Cette analyse a fait apparaître très nettement les différences existant entre le crédit commercial et le crédit agricole quant à leur nature et aux besoins auxquels ils répondent. D'autre part, l'expérience a permis de constater dans le fonctionnement du crédit agricole certaines défectuosités qu'il importe d'éviter dans la nouvelle organisation.

Ce sont là des considérations que nous avons déjà développées dans notre précédent rapport et sur lesquelles il nous paraît inutile d'insister. On est généralement d'accord aujourd'hui pour reconnaître qu'il n'y a pas lieu de calquer servilement l'organisation du crédit commercial sur l'organisation du crédit agricole, comme le voudrait votre commission spéciale.

C'est évidemment par une réminiscence du crédit agricole que cette commission propose d'introduire dans le titre I, — par ailleurs peu sensiblement modifié, — un article autorisant les sociétés de caution mutuelle à recevoir des organismes du second degré des avances sans intérêt. On ne voit pas, en effet, quelle peut être l'utilité de cette clause.

Les sociétés de caution mutuelle ne doivent pas être, comme les caisses locales de crédit agricole, de véritables banques se livrant à l'escompte, consentant des prêts à court et à long terme, recevant des dépôts, se chargeant de recouvrements et de payements. Leur activité est limitée, aussi bien dans le projet de la commission spéciale que dans celui du Gouvernement, à l'endos et à l'aval des effets souscrits par leurs membres. Elles se borneront à revêtir ce papier de leur signature, afin de le rendre escomptable dans les banques populaires ou banques régionales, de quelque nom qu'on appelle les organismes du second degré. Dans ces conditions, leur fonds de roulement peut sans inconvénient être réduit au strict minimum; il sera en tout cas largement couvert par le capital social. A quoi leur serviraient, dès lors, des avances sans intérêt?

La même préoccupation d'établir l'organisation du crédit commercial sur le modèle du crédit agricole se retrouve dans le titre II du projet remanié par la commission spéciale. Tout d'abord, l'appellation de banque régionale est substituée à celle de banque populaire pour désigner les organismes du second degré. C'est là une pure question de terminologie, à laquelle, nous ne croyons pas devoir attacher d'importance. Toutefois, le nom de banque populaire ayant été adopté par la Chambre, il ne paraît pas opportun de le modifier.

Ce qui est plus grave, ce sont les changements apportés à la nature de ces organismes et aux conditions de leur fonctionnement. Le texte proposé par la commission établit, en effet, entre les sociétés de caution mutuelle et les banques régionales un lien étroit, une subordination que le projet du Gouvernement se garde bien — et avec juste raison — de créer : « Les banques régionales, dit l'article 12, deuxième paragraphe, escomptent les effets souscrits par les membres des sociétés de caution mutuelle et endossés par ces sociétés. » Ces termes impératifs semblent imposer une obligation ; on est d'autant plus fondé à le supposer que le paragraphe suivant dit qu'elles peuvent faire à ces sociétés les avances nécessaires pour la constitution de leur fonds de roulement.

Or une pareille obligation serait des plus dangereuses. Si les banques régionales n'étaient pas entièrement maîtresses de leurs escomptes, elles risqueraient de se trouver en présence de sociétés de caution mutuelle constituées par des commerçants au-dessous de leurs affaires et créant du papier plus ou moins fictif. Ce risque est ici beaucoup plus grand que dans le crédit agricole, en raison des difficultés de contrôle que comporte tout crédit commercial.

La commission redoute, il est vrai, que les effets avalisés ou endossés par les sociétés de caution mutuelle ne trouvent pas à s'escompter. Cette hypothèse ne pourra se réaliser que s'il s'agit de papier douteux, auquel cas, il est précisément souhaitable qu'il ne puisse être mis en circulation. Si, au contraire, il est revêtu de signatures solvables, il sera certainement accueilli, soit par les banques ordinaires, soit par les banques populaires. Il est difficilement concevable que ces dernières se privent volontairement d'un élément de bénéfice.

Dira-t-on que certaines banques populaires chercheront à écarter les effets émanant de sociétés de caution mutuelle constituées par des commerçants en concurrence avec leurs administrateurs ? Une pareille crainte paraît chimérique. En tout cas, rien n'empêcherait les sociétés de caution mutuelle victimes de cet ostracisme de constituer elles-mêmes des banques populaires dans le conseil desquelles elles auraient la majorité.

En résumé, les modifications que le souci de maintenir la symétrie entre l'organisation du crédit commercial et celle du crédit agricole a conduit la commission spéciale à apporter au texte du projet de loi ne paraissent pas devoir être retenues. Dans la mesure où elles touchent au fond même du système, elles n'auraient pour effet que de nuire à sa sécurité, sans accroître son efficacité. Pour le surplus, ce ne sont que différences de rédaction, dont la nécessité ne s'impose nullement.

*Proposition de création d'une banque centrale.*

Le contre projet de la commission spéciale prévoit la création d'une banque centrale du crédit mutuel, qui aurait pour objet de relier entre elles les banques régionales et de leur servir de chambre de compensation, de manière à leur procurer des fonds et à employer leurs disponibilités suivant leur demande. Sans entrer dans les détails de fonctionnement de cette institution, qui soulèvent cependant de nombreuses objections, nous nous bornerons à en critiquer le principe.

Pour justifier la conception d'une banque centrale, on se base sur l'organisation du crédit mutuel à l'étranger. Partout, dit-on, cette organisation comporte trois échelons, et l'on cite notamment le cas de l'Allemagne et du Japon. L'expérience de ce dernier pays, si brillante qu'elle soit, ne peut cependant, en raison de sa brièveté, être considérée comme probante ; elle ne remonte guère, en effet, qu'à une quinzaine d'années ; il s'agit, d'ailleurs, en l'espèce, plutôt d'une fédération, née de l'initiative privée, que d'une véritable banque centrale.

Quant à l'exemple de l'Allemagne, c'est à tort qu'on le fait intervenir dans le débat. Sans doute, en Allemagne, les associations de crédit sont réunies en fédérations, et il existe, en outre, une caisse centrale placée sous la direction de l'Etat prussien. Seulement, ce qu'on néglige de nous dire, c'est que cette organisation n'a pas été créée tout d'une pièce : les sociétés locales se sont d'abord fondées, puis, quand leur nombre a été suffisant, que leurs forces se furent accrues, elles ont commencé à se grouper. Ce n'est guère qu'après cinquante années de pratique du crédit mutuel, alors que celui-ci était depuis longtemps parvenu à un haut degré de développement, que l'Etat est intervenu pour créer sa caisse centrale. Cette caisse a d'ailleurs rencontré, dans bien des cas de la part des associations de crédit, une vive hostilité, justifiée par ses tendances dominatrices et autoritaires.

Même processus en Italie, où le crédit mutuel s'est constitué par la base dès 1865, et où les banques populaires n'ont commencé à se réunir en associations qu'à partir de 1877.

Quelle serait l'utilité, en France, d'une pareille institution? Elle servirait, dit-on, à répartir les disponibilités entre les banques régionales, les empruntant là où elles sont en excédent, pour les prêter là où elles font défaut. Ce rôle apparaît superflu : les banques populaires et régionales n'auront pas, en général, besoin de fonds considérables, puisqu'elles pourront toujours s'en procurer par le réescompte de leur portefeuille, si celui-ci est de bon aloi, soit dans les autres banques, soit le plus souvent à la Banque de France. Si elles ont des disponibilités surabondantes, elles ne seront pas en peine pour les employer.

Quant à la crainte que manifeste la commission spéciale de voir s'établir des différences appréciables entre les taux pratiqués pour leurs opérations par les organismes régionaux, s'il n'existe pas une institution centrale régulatrice, elle ne paraît pas fondée. Lorsqu'il s'agit d'opérations à court terme, réalisables par voie d'escompte, les taux appliqués se règlent nécessairement, avec un certain écart, sur le taux de la Banque de France. L'honorable M. Codet reconnaît, dans son rapport, que, grâce à l'action bienfaisante de notre grand institut d'émission, l'unification des taux d'escompte est depuis longtemps réalisée en matière commerciale.

Par conséquent, l'argument qu'il tire de l'écart existant, suivant les régions, entre les taux des diverses caisses de crédit agricole, pourrait peut-être avoir quelque valeur s'il était employé pour soutenir un projet de banque centrale de crédit agricole — encore que, même sur ce point, il puisse y avoir matière à discussion. Mais il ne saurait s'appliquer au cas qui nous occupe, celui du crédit commercial.

La création d'un organe central n'aurait d'autre résultat que de compliquer inutilement le système, dès lors que celui-ci a pour objet unique la distribution de crédit à court terme.

Il est vrai que le contre-projet de la commission spéciale a une portée plus vaste. Il tend à résoudre, du même coup, la question du crédit à long terme. Les prêts consentis par la banque centrale aux banques régionales seraient employées par celles-ci à faire des avances à longue échéance au commerce et à l'industrie. Mais c'est là un terrain sur lequel il serait dangereux de s'aventurer. Il en résulterait une confusion des risques que les banques mutuelles doivent soigneusement éviter, sous peine de ne pas remplir leur fonction essentielle. Si elles s'engageaient dans des immobilisations aléatoires, la valeur de leur garantie n'en pourrait qu'être amoindrie et leur signature ne trouverait que difficilement à s'escompter. Gardons-nous donc de les y encourager.

*Le crédit à l'exportation.*

Les articles 2 et 16 du texte de la commission spéciale élèvent le quantum des avances qui pourront être accordées, soit aux sociétés de caution naturelle, soit aux banques régionales, lorsque ces établissements « faciliteront par le crédit à long terme le commerce français à l'étranger. »

A l'heure où l'on se préoccupe de favoriser le développement de nos ventes à l'extérieur, en vue de lutter contre la concurrence allemande et d'accroître l'activité industrielle française, votre commission spéciale a jugé qu'il convenait de mettre à profit l'occasion qui était fournie par l'élaboration d'une législation sur le crédit au petit commerce, pour démocratiser le crédit à l'exportation. Le but est certainement des plus louables, mais il est douteux qu'il puisse être atteint.

Le crédit à l'exportation est chose particulièrement délicate. Il exige de la part des établissements qui s'y adonnent, de puissants moyens d'action. Il faut posséder sur les places étrangères des correspondants de toute confiance, bien renseignés et en bonne situation, demandant par conséquent à être largement rémunérés, disposer, en France même, d'un service de contentieux supérieurement outillé. Une pareille organisation est extrêmement dispendieuse et les frais n'en peuvent être couverts que grâce à un important mouvement d'affaires.

Ce ne sont donc pas les petits établissements prévus par le projet de loi qui pourraient jouer un tel rôle. Et si l'on suppose que sous ce régime se fondent des banques d'exportation de grande envergure, de quelle utilité pratique pourraient bien être pour elles les quelques centaines de mille francs susceptibles d'être prélevés sur un fonds d'avance de 12 millions. Ne serait-ce pas, d'ailleurs, détourner ces fonds de leur véritable destination que de les attribuer à des organismes constitués par de riches commerçants qui disposent par ailleurs de ressources suffisantes?

Au surplus, il y a une raison majeure qui s'oppose à l'adoption de cette proposition. Quel est, en effet, le but de la limitation du chiffre des avances consenties aux institutions de crédit populaire? C'est de sauvegarder ces institutions contre des entraînements dangereux et de garantir le remboursement des avances. Plus les risques sont grands, plus le rapport du capital au montant des avances doit être élevé. Il faudrait donc supposer, pour que la proposition de la commission fût admissible, que le commerce extérieur comporte moins d'aléas que le commerce intérieur. Or, de toute évidence, c'est le contraire qui est vrai, et personne ne contestera qu'il y ait plus de risques pour un négociant français à vendre ses marchandises à Rio-de Janeiro ou à Montevideo qu'à Lyon ou à Marseille, ne fût-ce qu'à raison des difficultés qu'il éprouve à se renseigner sur la solvabilité de ses clients.

Par conséquent, tout en rendant hommage aux intentions de votre commission spéciale, il ne nous paraît pas qu'il y ait lieu d'accorder par la présente loi, comme elle le demande,

des avantages particuliers aux institutions qui favoriseraient par le crédit à long terme l'exportation des produits français.

*Dispositions diverses.*

Il nous reste à examiner diverses modifications de détail proposées au texte du Gouvernement.

La commission a ajouté les sociétés coopératives et syndicats professionnels à l'énumération des personnes pouvant faire partie des sociétés de caution mutuelle.

Pour ce qui est des coopératives, il paraît superflu d'en faire mention, car elles rentrent dans la catégorie des sociétés commerciales, qui sont expressément désignées dans le texte du Gouvernement.

Quant aux syndicats professionnels, ils n'ont pas de capacité civile, ni de responsabilité. Ils ne peuvent donc s'engager valablement par effets de commerce, et la disposition qui les autoriserait à entrer dans des sociétés de caution mutuelle serait sans objet. S'ils veulent bénéficier du crédit, ils devront s'organiser en coopératives de production.

L'article 2, remanié par la commission, comprend, parmi les organismes autorisés à concourir à la formation du capital des banques régionales, les sociétés coopératives, les chambres de commerce, les départements et les communes. L'article 14 permet à ces mêmes entités d'accorder des subventions aux banques régionales.

La mention des sociétés coopératives paraît inutile pour les raisons que nous avons précédemment indiquées.

Par contre, il pourrait peut-être y avoir intérêt à ce que les chambres de commerce, les départements et les communes encourageassent la formation des banques populaires, soit par la souscription de parts, soit par des subventions. Toutefois, il semble préférable de ne pas retarder le vote de l'ensemble du projet en rouvrant devant la Chambre les discussions sur des points de détail. Si, après la mise en application de la loi, l'expérience en montre l'opportunité, il sera temps de donner aux différentes personnes morales les autorisations nécessaires pour prêter leur concours financier aux institutions de crédit mutuel.

**Conclusion.**

L'analyse rapide à laquelle nous venons de procéder nous a conduits à constater que, dans son ensemble, le contre-projet élaboré par la commission spéciale ne présentait aucune supériorité sur le texte déjà adopté par la Chambre; que, par contre, il contenait maintes dispositions dangereuses.

A cette raison, qui serait suffisante, en toute hypothèse, pour le faire écarter, il s'en joint une autre sur laquelle nous croyons devoir attirer l'attention, à savoir, l'intérêt primordial que présente le vote rapide des dispositions concernant le crédit à court terme, sur le principe desquelles tout le monde est d'accord.

Si le Sénat, se rangeant à l'avis de votre commission spéciale, apportait au texte présenté par le Gouvernement des modifications importantes, la Chambre devrait nécessairement procéder à une nouvelle étude approfondie, entraînant de longues discussions et susceptible de remettre en cause toute l'économie du projet. Il en résulterait entre les deux assemblées une succession d'allées et venues, qui, vu l'espacement actuel des séances, risquerait de se prolonger indûment.

Si, au contraire, comme nous le demandons, le Sénat adopte sans modification les titres I et II du projet, il est permis d'espérer qu'ils recevront promptement force de loi. La Chambre des députés, qui les a déjà votés après séreuse étude, ne fera sans doute pas de difficultés pour confirmer sa première décision. L'ajournement des titres III et IV ne saurait être une cause de retard prolongé, l'organisation du crédit à long terme étant entièrement indépendante de celle du crédit à court terme et ne présentant pas, tant s'en faut, le même caractère d'urgence.

Ainsi la réforme si longtemps attendue sera enfin réalisée. Leur statut légal étant défini, les sociétés de caution mutuelle, les banques populaires, pourront commencer à s'organiser grâce à l'initiative privée et aux encouragements officiels; elles seront prêtes à fonctionner activement dès la fin de la guerre. C'est pour nous un devoir de donner, au plus tôt, à nos soldats ce réconfort de savoir que le crédit ne leur fera pas défaut lorsqu'ils pourront reprendre le labeur fécond qu'ils ont interrompu pour la défense de la patrie.

## ANNEXE N° 385

(Session ord. — Séance du 18 novembre 1915.)

AVIS présenté au nom de la commission des finances sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, prorogeant les dispositions de la loi du 19 avril 1906 sur la marine marchande, en ce qui concerne les primes à la construction des navires, par M. Jénouvrier, sénateur (1).

Messieurs, un projet de loi, adopté par la Chambre des députés et prorogeant les dispositions de la loi du 19 avril 1906 sur la marine marchande, en ce qui concerne les primes à la construction des navires, a été renvoyé pour avis à votre commission des finances. Elle m'a chargé de vous le donner.

La loi du 19 avril 1906 votée pour venir en aide à notre marine marchande et à nos chantiers de construction leur donna divers encouragements. Le projet actuel ne s'occupe que de l'un d'eux.

La construction de nos navires de commerce recevait, aux termes de la loi de 1903, une prime déterminée par tonneau de jauge brute totale et variant selon que le navire devait être à vapeur ou à voile, construit en fer ou en acier ou construit en bois.

Le navire à vapeur et en fer ou acier recevait une prime de 145 fr.; le navire à voile, aussi en fer et en acier, recevait une prime de 95 fr.

Le navire en bois de 150 tonneaux ou plus recevait 40 fr.; celui de moins de 150 tonneaux, 30 fr.

En outre, et c'est le seul intérêt du projet de loi, la loi de 1906 n'établissait pas un régime permanent, au moins pour les primes accordées à la construction des « bâtiments en fer ou en acier ». Son article 1er dit, en effet, sous cette rubrique « Bâtiments en fer on en acier »: « Ces primes décroîtront annuellement de 4 fr. 50 pour les bâtiments à vapeur et de 3 fr. pour les bâtiments à voiles, pendant les dix premières années d'application de la loi; elles demeureront respectivement fixées à 100 fr. et à 65 fr. à partir de l'expiration de la dixième année. »

La loi est muette en ce qui concerne les bâtiments en bois.

En conséquence, leurs constructeurs ont droit à la prime de 40 fr. et de 30 fr. pendant la durée d'application de la loi que l'article 14 fixait à douze ans.

Au mois d'août 1914 la loi était dans sa neuvième année d'application.

Il est facile de comprendre que la déclaration des hostilités eut pour résultat ou de fermer complètement certains chantiers de construction ou d'arrêter très sensiblement l'activité des autres par la mobilisation d'une grande partie du personnel dirigeant ou ouvrier. Si la durée de décroissance du chiffre des primes fixée pour les dix premières années de l'application de la loi de 1906 n'était pas prorogée, certains constructeurs seraient donc lésés, puisque la période de dix années expirant le 19 avril prochain, ils ne pourraient toucher dans leur entier les primes s'appliquant aux neuvième et dixième années de l'application de la loi.

Le Gouvernement a pensé qu'il y avait obligation pour lui d'accomplir une œuvre de justice en prorogeant ce délai.

Il n'en résultera aucune charge pour les finances de l'Etat.

En effet, d'une part celui-ci n'aurait à payer que le montant des primes qu'il prévoyait et qu'il eût antérieurement acquittées, si on admet que l'activité de nos chantiers sera au lendemain de la paix ce qu'elle eût été sans la guerre. Mais il est trop certain qu'il n'en sera pas ainsi. Après la cessation des hostilités tout sera pour ainsi dire à refaire ou à trouver: main-d'œuvre, outillage, chantiers, matières premières. Il n'est donc pas douteux que si abondantes qu'on puisse supposer les commandes, il s'établira de longs mois avant que nos chantiers de construction reprennent leur physionomie et leur activité d'autrefois. Le montant des primes qu'il faudra leur payer en sera donc sensiblement réduit. C'est pour ces diverses considérations que votre commission des finances donne un avis favorable au projet de loi dont vous êtes saisi et qui vous est rapporté par votre commission de la marine.

(1) Voir les nos 203-356, Sénat, année 1915, et 749-921-939, et in-8° n° 192 — 11e législ. — de la Chambre des députés.

## ANNEXE N° 386

(Session ord. — Séance du 18 novembre 1915.)

RAPPORT fait au Sénat et à la Chambre des députés par la commission de surveillance de la caisse d'amortissement et de la caisse des dépôts et consignations sur les opérations de l'année 1914 et sur la situation, au 31 décembre 1914, de ces deux établissements, en exécution de l'article 114 de la loi du 28 avril 1816, de l'article 231 du décret du 31 mai 1862 et de l'article 10 de la loi du 20 décembre 1888.

Messieurs, la commission de surveillance de la caisse d'amortissement et de la caisse des dépôts et consignations a l'honneur de vous présenter, en exécution de l'article 114 de la loi du 28 avril 1816, son rapport annuel sur les opérations effectuées pendant l'année 1914.

Depuis de nombreuses années la caisse d'amortissement n'a qu'une existence nominale; son organisation n'en subsiste pas moins et elle est prête à reprendre son rôle actif lorsque les pouvoirs publics le jugeront convenable.

En ce qui concerne la caisse des dépôts et consignations, les différents services qui lui ont été successivement confiés ont tous, à des degrés divers, subi au cours de l'année 1914 l'influence des derniers événements. Comme le montrent les développements qui vont suivre, la répercussion, variable suivant les espèces, se traduit au regard des différents comptes tantôt par des augmentations, tantôt par des diminutions, pour aboutir au total à un accroissement de l'actif; cet accroissement, tout en restant sensiblement inférieur à celui des années précédentes, s'élève encore à 22,984,707 fr. 61.

Il convient d'ajouter que si la situation, telle qu'elle est présentée, correspond aux écritures arrêtées au 31 décembre, c'est-à-dire à l'ensemble des entrées et des sorties réalisées à cette date, qui ont pu être centralisées, elle ne comprend pas un certain nombre de recettes et de dépenses opérées dans les départements occupés par l'ennemi, et dont le rattachement aura lieu à un compte ultérieur.

Malgré les difficultés de toute nature qui n'ont pas manqué de se produire, au début des hostilités principalement, et qui se sont trouvées aggravées à la fois par la mobilisation de la majeure partie du personnel commissionné, par l'insuffisance et par l'irrégularité des communications, les différents services ont été assurés d'une façon continue et à aucun moment la caisse des dépôts et consignations n'a cessé de rembourser dans les conditions prévues par les lois, règlements et instructions, les sommes qui lui étaient demandées.

Comme les années précédentes, le rapport est divisé en trois parties.

La première expose les mouvements du passif et se subdivise en deux sections consacrées, l'une, aux services propres de la caisse des dépôts et consignations, l'autre, aux services spéciaux.

La seconde retrace les emplois de fonds et les mouvements des différents comptes de l'actif.

Enfin, la troisième partie fait connaître, outre les résultats du compte de « profits et pertes » pour 1914, les résultats probables de ce compte pour 1915, et ceux qui ressortent des prévisions adoptées pour 1916.

Il est suivi d'un certain nombre d'états ou tableaux qui le complètent et notamment de l'état des prévisions de recettes et de dépenses pour l'année 1916, dont la production est prescrite par l'article 10 de la loi du 20 décembre 1888.

Etat n° 1. — Compte des opérations et bilan au 31 décembre 1914.

Etat n° 2. — Développement du compte « Produits et charges » pendant l'année 1914.

Etat n° 3. — Etat des prêts consentis en 1914.

Etat n° 4. — Pensions de retraites sur fonds spéciaux. — Opérations de l'année 1914.
Etat n° 5. — Développement du compte « Caisses d'épargne et de prévoyance » pendant l'année 1914.
Etat n° 6. — Développement des comptes des sociétés de secours mutuels approuvées.
Etat n° 7. — Résumé général des opérations de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse au 31 décembre 1914 (lois des 20 juillet 1886, 9 avril 1898 et 22 avril 1905).
Etat n° 7 *bis*. — Résumé général des opérations de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse au 31 décembre 1914 (loi du 5 avril 1910).
Etat n° 8. — Résumé des opérations de la caisse nationale d'assurance en cas de décès au 31 décembre 1914.
Etat n° 9. — Résumé des opérations de la caisse nationale d'assurance en cas d'accidents au 31 décembre 1914 (loi du 11 juillet 1868).
Etat n° 9 *bis*. — Résumé des opérations de la caisse nationale d'assurance en cas d'accidents au 31 décembre 1914 (loi du 24 mai 1899).
Etat n° 9 *ter*. — Résumé des opérations, au 31 décembre 1914, relatives au fonds de garantie (loi du 9 avril 1898 sur les responsabilités des accidents du travail).
Etat n° 10. — Liquidation des caisses des chemins vicinaux et des lycées, collèges et écoles primaires.
Etat n° 11. — Etat des dépenses administratives des caisses d'amortissement et des dépôts et consignations pour l'année 1914.
Etat n° 12. — Etat des prévisions de recettes et de dépenses pour l'année 1916 (loi du 29 décembre 1888, art. 10).

## PREMIÈRE PARTIE

### MOUVEMENTS DU PASSIF

D'après le compte des opérations et le bilan au 31 décembre 1914 et ci-annexés, les opérations effectuées par la caisse des dépôts et consignations, tant pour son propre compte que pour les divers services gérés par elle, se sont élevées, après les déductions des mouvements de caisse, de comptes courants et de portefeuille :

| | |
|---|---|
| En recettes (1) à..... | 6.671.921.838 21 |
| En dépenses à..... | 6.648.937.135 57 |
| L'excédent de recettes est donc de..... | 22.984.701 64 |

correspondant à une augmentation égale de l'actif.

Cet excédent, qui résulte d'augmentations et de diminutions de différents comptes expliquées au cours des développements qui vont suivre, se trouve, en raison des événements qui se sont déroulés, depuis la fin du mois de juillet, être inférieur de 110,565,465 fr. 79 à celui constaté l'année précédente.

*Recettes.*

| | | |
|---|---|---|
| (1) Le total des opérations est, d'après la balance..... | | 14.870.228.690 80 |
| A déduire : les mouvements de caisse, de portefeuille, avances et comptes courants (1re partie de la balance).... | | 8.198.306.852 59 |
| Reste en recettes..... | | 6.671.921.838 21 |

*Dépenses.*

| | | |
|---|---|---|
| Le total des opérations est, d'après la balance..... | | 14.870.228.690 80 |
| A déduire : les mouvements de caisse, de portefeuille, avances et comptes courants (1re partie de la balance).... | | 8.221.291.554 23 |
| Reste en dépenses..... | | 6.648.937.136 57 |

En 1913 il restait en recettes 4,663,555,643 fr. 13, et en dépenses 4,530,005,475 fr. 70.

L'augmentation de plus de deux milliards, qui apparaît ainsi dans les mouvements de recettes et de dépenses par rapport à l'année 1913, provient principalement de ce que la centralisation des écritures de la caisse des dépôts a été faite par l'intermédiaire du trésorier-payeur général de la Gironde pendant le séjour de la direction générale à Bordeaux où elle avait suivi le Gouvernement et transporté les titres du portefeuille, c'est-à-dire du mois de septembre au mois de décembre.

Il en est résulté des mouvements de recettes et de dépenses qui ne constituent que des opérations de trésorerie n'affectant pas les résultats généraux.

### PREMIERE SECTION

#### COMPTES PROPRES A LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

#### Consignations.

La progression rapide que présentait depuis un certain nombre d'années la solde de l'ensemble des trois comptes « consignations judiciaires ou administratives », « fonds provenant de successions de militaires et de successions recueillies aux colonies et à l'étranger » et « cautionnements provisoires de soumissionnaires », portés au bilan sous la rubrique « consignations », passant de 308 millions en 1905 à 374 millions en 1913, ne s'est pas continuée en 1914. Le solde n'est en effet au 31 décembre que de 373,851,823 fr. 84.

L'arrêt constaté dans le développement de l'ensemble de ce service tient en partie à ce que les opérations ont dû être suspendues à partir du mois d'août dans un certain nombre de départements du Nord et de l'Est ; mais il résulte surtout de l'application du décret du 10 août 1914, suspendant les prescriptions, péremptions et délais en matière civile, commerciale et administrative, ainsi que du ralentissement de l'activité économique du pays au cours du dernier semestre.

*Consignations judiciaires et administratives.*

Cet état de choses s'est traduit pour les consignations judiciaires et administratives comparativement à 1913 par une diminution de 39 millions de recettes et de 34 millions de dépenses et le solde du compte qui au 31 décembre 1913 était de..... 349.160.297 27
présentant sur celui de l'année précédente une augmentation de 3,326,325 86 se trouve ramené au 31 décembre 1914 à..... 367.126.435 57
Soit en moins..... 2.042.861 70

La diminution représente la différence entre la somme de..... 2.723.717 99
montant de la réduction des consignations effectuées dans le département de la Seine..... 570.188 12
dans les autres départements..... 2.153.529 87
et la somme de..... 680.856 29
montant de l'augmentation des consignations opérées dans les colonies,
Différence égale..... 2.042.861 70

Déduction faite des comptes atteints par la déchéance (loi du 16 avril 1895), le nombre des comptes s'élève, au 31 décembre 1914, à 361,250, en augmentation de 6,637, somme égale à la différence constatée entre l'augmentation de 7,454 pour les consignations des départements et des colonies et la diminution de 817 pour les consignations de la Seine.

*Fonds provenant de successions de militaires et de successions recueillies aux colonies et à l'étranger.*

Le service des fonds provenant de successions de militaires et de successions recueillies aux colonies et à l'étranger est le seul service des consignations dont le développement se soit accru en 1914. C'est à ce compte en effet que la caisse des dépôts reçoit les sommes ayant appartenu aux militaires français décédés.

Le nombre des comptes existant au 31 décembre 1914 est de 78,179, en augmentation de 57,319 sur le chiffre de 1913. Quant au solde créditeur, il est de 5,114,486 fr. 11, supérieur de 2,345,626 fr. 60 à celui de l'année précédente.

*Cautionnements provisoires.*

Les cautionnements provisoires versés en numéraire par les soumissionnaires de travaux et de fournitures ont seulement atteint, en 1914, la somme de 29,491,513 fr. 74, au lieu de 45,414,834 fr. 74 en 1913.

*Titres et valeurs mobilières consignés.*

Pour les consignations de titres et valeurs mobilières, de même que pour les consignations en numéraire, on relève en 1914 une notable diminution des opérations ; le nombre des titres consignés, qui est passé de 694,494 à 732,515, présente en effet une augmentation inférieure de 17,456 à celle qui avait été enregistrée l'année dernière.

C'est là une conséquence de la situation générale, mais la réduction des mouvements de titres provient également de ce que le service des titres a dû être interrompu dès la fin du mois d'août, dans les départements compris dans la zone des armées, et suspendu en partie dans les autres, en raison des difficultés et de l'insécurité que présentait la transmission des titres.

Les dépôts effectués en 1914 proviennent surtout des sociétés étrangères d'assurances sur la vie, et résultent de l'application de la loi du 17 mars 1905 et du décret du 25 juin 1906.

Le montant des droits de garde perçus en 1914 s'est élevé à 140,015 fr. 64, somme inférieure de 20,094 fr. 07 à celle de 1913.

Par suite du trouble apporté dans le marché des services par la mobilisation, la liquidation des droits de garde du 4e trimestre de 1914 n'a pu en effet être faite en temps voulu pour que le montant de ces droits fût mis en recouvrement avant la fin de l'année.

#### Caisses d'épargne ordinaires.

La situation des caisses d'épargne ordinaires, qui pour les 1er et 2e trimestres de 1914 faisait apparaître un excédent de dépôts de 21,598,002 francs 46, s'est trouvée profondément modifiée, dès le mois de juillet, sous l'influence de la tension des rapports diplomatiques et de la gravité des événements. Toutefois, malgré l'importance des retraits, qui dans le dernier semestre atteignent 158,592,672 fr. 97, il fut possible à la caisse des dépôts, chargée de la gestion des fonds des déposants, d'assurer d'une façon régulière le service des remboursements.

Ce résultat, qui pour l'avenir des caisses d'épargne est des plus intéressants, a été obtenu grâce au prudent aménagement que la caisse des dépôts avait adopté pour sa trésorerie spéciale et à la mise en vigueur, dès le 31 juillet, des dispositions de l'article 3 de la loi du 20 juillet 1895 relatives à la limitation des remboursements à 50 fr. par quinzaine et par déposant en cas de force majeure.

La caisse des dépôts a pu en effet parer aux premiers effets de la crise au moyen des disponibilités qu'elle s'était ménagées tant au Trésor qu'à la Banque de France. Puis, comme elle avait précédemment constitué pour ses services propres, notamment au compte du fonds de réserve et de garantie des caisses d'épargne, des disponibilités importantes, elle en a employé immédiatement une partie à l'acquisition de rentes 3 p. 100 et 3 p. 100 amortissable du portefeuille des caisses d'épargne ordinaires, assurant ainsi à ces dernières de nouvelles ressources.

Quant à la clause de sauvegarde obligeant les caisses d'épargne à limiter les retraits, elle ne devait pas surprendre les déposants, puisqu'il était indiqué expressément en tête de leurs livrets que cette mesure était susceptible de leur être opposée en cas de force majeure, et elle a permis, en scindant les remboursements, de répartir sur une plus longue période, les retraits considérables qui étaient demandés.

Malgré les retraits, le solde des fonds déposés à la caisse des dépôts et consignations par les caisses d'épargne privées s'élève encore, au 31 décembre 1914, à..... 4.106.205.345 29
y compris 4,385,690 fr. 34 pour les colonies, présentant seulement sur le solde de..... 4.110.548.843 85
constaté à la fin de 1913 une diminution de..... 4.343.498 50
mais comme les intérêts servis par la caisse des dépôts et consignations et liquidés à 3 1/4 p. 100 atteignent (1)..... 132.651.171 92
les remboursements effectués par les caisses d'épargne ont, en réalité, dépassé les versements de..... 136.994.670 51

(1) Y compris une somme de 19 fr. 82 représentant des intérêts complémentaires afférents à l'année 1913.

Cet excédent de remboursement s'est constitué de la façon suivante au cours des différents trimestres :

| | Excédents de dépôts. | Excédents de retraits. |
|---|---|---|
| 1er trimestre. | 23.424.231 51 | » |
| 2e — | » | 826.229 05 |
| 3e — | » | 94.096.282 80 |
| 4e — | » | 64.496.390 17 |
| | 23.424.231.51 | 159.418.902 02 |
| Différence égale. | 136.994.670 51 | |

Le solde dû aux caisses d'épargne au 31 décembre 1914 était ainsi représenté :

| | |
|---|---|
| 76,300,906 fr. de rente 3 p. 100 ayant coûté | 2.278.244.038 38 |
| 44,066,475 fr. de rente 3 p. 100 amortissable ayant coûté | 1.212.862.978 67 |
| 1,406,651 fr. de rente 3 1/2 p. 100 amortissable ayant coûté | 28.741.231 57 |
| 33,298 obligations des chemins de fer de l'Etat | 16.353.805 18 |
| 440,115 obligations du Trésor de 500 fr. amortissables au moyen d'annuités terminables en 1923 (loi du 30 mars 1902) | 220.057.500 » |
| 1,800 obligations du Trésor à court terme | 10.000.000 » |
| 181 bons du Trésor | 49.619.700 » |
| 405,666 obligations de chemins de fer | 170.958.555 64 |
| 34,957 obligations du crédit foncier de France | 17.111.396 75 |
| 225,140 fr. de rente 2 1/2 p. 100 de l'emprunt du protectorat de l'Annam et du Tonkin | 8.224.831 22 |
| 172,125 fr. de rente du gouvernement hellénique (emprunt 2 1/2 p. cent or 1898) | 6.905.358 26 |
| Fonds en compte courant au Trésor public (loi du 26 décembre 1890, art. 56, et loi du 20 juillet 1895, art. 1er) | 76.126.429 62 |
| Fonds déposés à la Banque de France (loi du 20 juillet 1895) | 3.500.000 » |
| Total | 4.106.205.345 29 |

Les revenus et produits des placements ont atteint 141,621,818 fr. 45 et ont permis de servir aux caisses d'épargne l'intérêt de 3 1/4 p. 100 fixé par le décret du 27 octobre 1835 et d'effectuer au fonds de réserve et de garantie des caisses d'épargne un versement de 8,970,706 fr. 53.

Les achats de rentes et d'obligations des chemins de fer de l'Etat effectués en 1914, tant d'office, par application de la loi du 9 avril 1881 (art. 9 et 21), que sur la demande des déposants, ont été les suivants :

| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| D'office (loi de 1881) pour | 886 | déposants | 18,260 fr. | de rente 3 p. 100 | pour | 513.333 37 |
| Par | 9.635 | — | 367,838 | — 3 p. 100 | — | 10.423.126 73 |
| Par | 140 | — | 4,830 | — 3 p. 100 am. | — | 143.565 29 |
| | 10.711 | — | 390,968 fr. | — | — | 11.080.025 39 |
| Par | 788 | — | 1.635 obligations des chemins de fer de l'Etat | | — | 809.261 80 |
| | 11.499 | — | | | — | 11.889.287 19 |

En 1913, ces achats se décomposaient comme suit :

| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| D'office (loi de 1881) pour | 2.100 | déposants | 42,008 fr. | de rente 3 p. 100 | pour | 1.220.037 10 |
| Par | 16.097 | — | 619,638 | — 3 p. 100 | — | 18.027.184 16 |
| Par | 182 | — | 6,915 | — 3 p. 100 am. | — | 210.948 95 |
| | 18.379 | — | 668,561 fr. | — | — | 19.458.170 31 |
| Par | 574 | — | 1.185 obligations des chemins de fer de l'Etat | | — | 593.550 35 |
| | 18.953 | — | | | — | 20.057.720 66 |

soit en 1914 une diminution de 8,168,433 fr. 47 par rapport au montant des sommes employées en 1913 pour le compte des déposants, les achats ayant dû être supprimés au cours du deuxième semestre par suite de l'application de la clause de sauvegarde.

Les ventes de rentes, que l'article 2 de la loi du 20 juillet 1895 autorise la caisse des dépôts et consignations à effectuer pour le compte des déposants, ont été au nombre de 117 pour 4,265 fr. de rente ayant produit 122,168 fr. 26.

Le montant des transferts de fonds entre les caisses d'épargne s'est élevé à 12,100,286 fr. 22 en 1914. L'année précédente, il avait été de 13,482,139 fr. 67.

La répartition des comptes abandonnés atteints par la prescription trentenaire au 31 décembre 1913, opérée conformément aux dispositions de l'article 20 de la loi du 20 juillet 1895, a porté sur une somme de 541,779 fr. 11, déduction faite des frais de toute nature relatifs à la publication de ces comptes ; sur ce chiffre, deux cinquièmes, soit 217,911 fr. 64, ont été attribués aux caisses d'épargne, et trois cinquièmes, soit 326,867 fr. 47, aux sociétés de secours mutuels possédant un fonds de retraites.

## Fonds de réserve et de garantie des caisses d'épargne.

La gestion du fonds de réserve et de garantie des caisses d'épargne, institué par l'article 6 de la loi du 20 juillet 1895, est confiée à la caisse des dépôts et consignations, sous le contrôle de la commission de surveillance.

| | |
|---|---|
| Au 31 décembre 1913, le solde était de | 310.116.102 28 |
| Il s'élève à la fin de 1914 à | 319.875.055 30 |
| Soit un accroissement de | 9.758.953 02 |

inférieur de 7 millions à celui constaté l'année précédente.

Cette situation provient de ce que la différence entre le prix de revient et le prix de cession de 193,814 fr. de rente 3 p. 100 et de 1,904,760 fr. de rente 3 p. 100 amortissable prélevées sur le portefeuille des caisses d'épargne, en vue d'assurer le service des remboursements, a été imputée au fonds de réserve en conformité des dispositions des articles 6 et 7 de la loi du 20 juillet 1895. Cette opération se traduit en effet par une dépense nette de 7,113,969 fr. 29 égale à la différence entre l'imputation de 7,724,926 fr. 94 faite au débit du compte et celle de 610,957 fr. 65 portée au crédit.

Les recettes portées à ce compte en 1914 se composent :

| | |
|---|---|
| 1° Des intérêts et primes de remboursement des valeurs ainsi que des intérêts des capitaux composant le fonds de réserve, soit | 8.095.477 68 |
| 2° Des retenues d'intérêts imposées aux titulaires de plusieurs livrets, en vertu de la loi du 20 juillet 1895 (art. 18) et de la loi du 6 avril 1901 | 7.123 04 |
| 3° De la différence entre le revenu du portefeuille et du compte courant avec le Trésor public et les intérêts servis aux caisses d'épargne | 8.970.706 53 |
| 4° De la différence entre le prix de cession et le prix de revient de rente 3 p. 100 amortissable appartenant aux caisses d'épargne | 610.957 65 |
| Ensemble des recettes | 17.684.264 90 |

Par contre, il a été prélevé sur ce compte :

| | |
|---|---|
| 1° Une somme de | 200.000 » |
| pour frais de contrôle spécial institué par l'article 12 de la loi de 1895 et organisé par le décret du 20 septembre 1896 | » |
| 2° Une somme de pour reversement d'intérêts retenus sur doubles livrets, par application de la loi du 6 avril 1901 | 384.94 |
| 3° Une somme de représentant la différence entre le prix de cession et le prix de revient de rentes 3 p. 100 et 3 p. 100 amortissable appartenant aux caisses d'épargne (Art. 6 de la loi du 20 juillet 1895.) | 7.724.926 94 |
| Ensemble des prélèvements | 7.925.311 88 |
| Recettes détaillées ci-dessus | 17.684.264 90 |
| Différence égale à l'accroissement, en 1914, du solde du fonds de réserve | 9.758.953 02 |

## Sociétés de secours mutuels.

Les diverses opérations relatives à la gestion des fonds appartenant aux sociétés de secours mutuels sont décrites dans trois comptes qui présentent, au 31 décembre 1914, un solde de 459,435,830 fr. 49. Bien que ce solde présente une augmentation de 13,217,806 fr. 88 sur 1913, il n'en résulte pas moins que, par suite de l'état de guerre, le développement des opérations a subi en 1914 un ralentissement sensible, l'accroissement annuel du solde étant pour les dix dernières années de 24 millions en moyenne.

Mais cette observation ne s'applique pas en particulier au compte de « dotation », puisqu'il est alimenté principalement par des crédits budgétaires destinés à payer des subventions basées sur les opérations des sociétés au cours de l'exercice écoulé.

### *Compte de dotation.*

Ce compte a été crédité des sommes suivantes :

| | |
|---|---|
| 1° Arrérages de la dotation | 557.000 » |
| 2° Acomptes sur les crédits budgétaires (France et colonies) | 11.011.582 » |
| 3° Versement du Trésor public (service de l'Algérie) | 116.854 » |
| 4° Trois cinquièmes des comptes des caisses d'épargne prescrits au 31 décembre 1913, conformément à l'article 20 de la loi du 20 juillet 1895 | 326.867.47 |
| 5° Versement des sommes provenant de sociétés dissoutes | 33.040 94 |
| 6° Transport de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse du coût des bonifications comprises dans le capital constitutif de rentes viagères annulées ou réduites | 2.227 » |
| 7° Reversement du montant de subventions annulées | 737 » |
| Le total des recettes est ainsi porté à | 12.078.317 41 |

Il a été débité des sommes ci après :

| | |
|---|---|
| 1° Subventions à 4,432 sociétés ayant fait des versements à leur fonds de retraites ou sur livrets individuels et dont le montant a été inscrit aux comptes de « Fonds de retraites » (France et colonies) | 2.286.799 65 |
| 2° Subventions à inscrire sur livrets individuels de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse pour versements effectués sur lesdits livrets (France et colonies) | 544.600 » |
| 3° Subventions à 2,351 sociétés qui, n'ayant pas effectué de versements à leur « Fonds de retraites » ou sur livrets individuels de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse, bénéficie seulement d'allocations basées sur le nombre de leurs membres participants (France et colonies) | 165.713 56 |
| 4° Subventions à 7,081 sociétés qui ne constituent pas de retraites (France et colonies) | 383.314 50 |
| 5° Subventions à 17 sociétés à titre de secours (France et colonies) | 1.135 » |
| 6° Subventions à 81 sociétés dites « Caisses de réassurance » | 30.766 » |
| 7° Reversement au Trésor des | |

| | | |
|---|---|---|
| Reliquats de crédits budgétaires accordés de 1907 à 1912 et restant sans emploi | | 2.071.475 45 |
| 8° Bonifications de pensions constituées à la caisse nationale des retraites pour la vieillesse (France et colonies : 1,051,115 francs 11 ; Algérie, 713 fr.) | | 1.051.828 11 |
| 9° Bonifications d'intérêts au 31 décembre 1914 pour parfaire la différence entre le taux de 3.07 p. 100 à la charge de la Caisse des dépôts (décret du 26 février 1914) et celui de 4 1/2 p. 100 fixé par l'article 21 de la loi du 1er avril 1898 (France et colonies : 6,276,822 fr. 68 ; Algérie : 13,279 fr. 06) | | 6.290.101 74 |
| 10° Taxations et allocations aux receveurs des postes en raison des opérations effectuées par leur intermédiaire, en exécution de la loi du 7 juillet 1900 | | 282 59 |
| Ensemble | | 12.829.016 54 |
| Les recettes de 1914 détaillées ci-dessus étant de | 12.078.317 41 | |
| et le solde créditeur au 31 décembre 1913, de | 5.682.462 54 | |
| ensemble | 17.760.779 95 | 17.760.779 95 |
| le compte de dotation présente, au 31 décembre 1914, un solde créditeur de | | 4.931.763 41 |

*Dépôts des fonds libres ou compte courant disponible.*

Le solde créditeur du compte de dépôts dénommé à l'article 21 de la loi du 1er avril 1898 « compte courant disponible » est, au 31 décembre 1914, de 276,425,636 fr. 11, en augmentation de 7,091,271 fr. 86 contre 13,955,457 fr. 71 en 1913.

Cette différence résulte principalement d'un fléchissement des recettes de 4,100,000 fr. en chiffres ronds et d'un accroissement de retraits d'environ 2,700,000 fr.

Le nombre des sociétés déposantes est, au 31 décembre 1914, de 13,424, en accroissement de 213 sur l'année 1913.

Parmi les sociétés qui se sont fait ouvrir un compte de dépôt en 1914 se trouvent cinq sociétés d'ouvriers mineurs autorisées conformément à la loi du 29 juin 1894 sur les caisses de secours et de retraites des ouvriers mineurs, lesquelles jouissent du bénéfice des dispositions concernant les sociétés de secours mutuels dans les conditions fixées par l'article 38 de la loi du 1er avril 1898.

Le nombre total des sociétés d'ouvriers mineurs possédant un compte de dépôt est, au 31 décembre 1914, de 175.

Le solde de ces comptes s'élève à 3 millions 420,981 fr. 57.

*Fonds de retraites ou fonds commun inaliénable.*

Le mouvement des opérations effectuées au compte de fonds de retraites dénommé à l'article 21 de la loi du 1er avril 1898 « Fonds commun inaliénable » a subi également, sous l'influence des événements, un certain arrêt. Bien des sociétés se sont trouvées, en effet, dans l'impossibilité d'effectuer leurs versements de retraites ou de constituer de nouvelles pensions à la caisse nationale des retraites.

| | | |
|---|---|---|
| Au 31 décembre 1914, le solde de ce compte était de | | 178.078.450 97 |
| soit une augmentation de 6 millions 877,234 fr. 15 contre 8 millions 349,635 fr. 28 en 1913. | | |
| Ce capital appartient à 8,309 sociétés, soit 60 de plus que l'année précédente. Si l'on ajoute à ce solde le capital constitutif de 68,534 rentes viagères à capital réservé, s'élevant ensemble à 4,244,733 fr., servies par la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse aux pensionnaires de ces sociétés, soit | | 120.938.515 20 |
| on voit que l'ensemble des sommes affectées définitivement par les sociétés au service des retraites par le fonds commun s'élève à | | 299.016.966 17 |

avec une augmentation de 8,919,931 fr. 15 sur l'année 1913.

Le montant des versements faits par les sociétés ou pour leur compte (3,479,678 fr. 33) est en diminution de 1,742,020 fr. 75 sur ceux faits en 1913.

Les subventions allouées par l'Etat au fonds de retraites et qui sont attribuées par le ministère du travail et de la prévoyance sociale, en tenant compte, non seulement de l'importance des versements effectués l'année précédente, mais encore du nombre des mutualistes, sont, en 1914, inférieures de 790,413 fr. 15 à celles de 1913 ; elles s'élèvent à 2,286,799 francs 65.

Le nombre des sociétés bénéficiaires, qui est de 4,432, est en diminution de 500 sur celui de l'année précédente.

Cette différence provient en partie de ce que des subventions s'élevant ensemble à 709,600 francs, accordées à près de 800 sociétés au titre de l'année 1912, n'ayant été notifiées à la caisse des dépôts qu'après le 31 décembre 1912, ont dû être comprises dans les opérations de l'année 1913 et sont ainsi venues majorer le chiffre normal de 1913.

Les transports faits à la caisse nationale des retraites pour la vieillesse par les sociétés de secours mutuels pour constituer, à capital réservé, des pensions à leurs membres participants atteignent 10,767,603 fr., soit une diminution de 2,471,297 fr. par rapport à 1913. Le nombre des parties prenantes est inférieur de 2,170 à celui de 1913.

Les sommes prélevées sur les intérêts du fonds commun, en exécution des articles 23, 24 et 25 de la loi du 1er avril 1898, se sont élevées en 1914 à 2,733,164 fr. 75, soit 97,469 fr. 25 de moins qu'en 1913.

En résumé, indépendamment de la rente de 557,000 fr., les sociétés de secours mutuels possédaient au 31 décembre 1914 :

| | |
|---|---|
| Au fonds de dotation | 4.931.763 41 |
| Au compte de dépôts | 276.425.636 11 |
| Au fonds de retraites | 178.078.450 97 |
| A la caisse nationale des retraites | 120.938.515 20 |
| Soit un total de | 580.374.365 69 |

dépassant de 15,260,503 fr. 88 celui de 1913.

Cette augmentation correspond à la différence entre les excédents de recettes constatés :

| | |
|---|---|
| 1° Au compte de dépôts | 7.091.271 86 |
| 2° Au fonds de retraites à la caisse nationale des retraites | 8.919.931 15 |
| Total | 16.011.203 01 |
| et les excédents de dépenses constatés au compte de « Dotation » | 750.699 13 |
| Différence égale | 15.260.503 88 |

En outre, la Caisse des dépôts et consignations conservait au 31 décembre 1914, pour le compte des mêmes sociétés, 2,543 fr. de rente sur l'Etat français et 1,842 obligations et valeurs diverses.

**Dépôts divers.**

L'ensemble des comptes compris au bilan sous le titre de « Dépôts divers » présente au 31 décembre 1914 un solde créditeur de 234 millions 696,687 fr. 19, en augmentation de 6,403,234 fr. 04 sur le solde de l'année précédente.

Comme pour la généralité des comptes de passif, le montant des opérations constatées aux différents comptes de « Dépôts divers » est dans l'ensemble inférieur à celui de 1913. Cette diminution globale, qui est de 11,334,499 fr. 03 pour les recettes et de 12,242,538 fr. 02 pour les dépenses, ne porte pas cependant sur tous les comptes, les opérations de quelques-uns d'entre eux s'étant au contraire accrues.

Il est donné ci-après des détails sur ceux de ces comptes qui offrent le plus d'intérêt, soit par leur importance, soit par les mouvements dont ils ont été l'objet pendant l'année.

*Dépôts divers à conditions spéciales.*

Au 31 décembre 1914, le solde en numéraire des « Dépôts divers à conditions spéciales » s'élève à 16,292,338 fr. 98, soit une diminution de 931,342 fr. 59.

Cette diminution provient surtout d'attributions effectuées au titre de la « Loterie autorisée en faveur d'un groupement d'œuvres de bienfaisance et d'encouragement aux arts » ; le solde de ce compte, qui était de 9,582,174 fr. 20, au 31 décembre 1913, est en effet passé, au 31 décembre 1914, à 8,912,931 fr. 95, soit en moins 669,242 fr. 25.

*Dépôts volontaires appartenant à des particuliers.*

Le solde des comptes de dépôts volontaires qui s'élevait au 31 décembre 1913 à 1,385,205 fr. 02 est, au 31 décembre 1914, de 1,017,597 fr. 92, soit une diminution de 367,610 fr. 10.

*Caisse de retraites, de secours et de prévoyance au profit des employés et ouvriers.*

Les opérations effectuées aux comptes ouverts aux « caisses de retraites, de secours et de prévoyance au profit des employés et ouvriers » (Loi du 27 décembre 1895), tant en recettes qu'en dépenses, sont inférieures d'environ 4 millions à celles de l'année précédente, et le solde en numéraire, qui était de 373,440 fr. 35 au 31 décembre 1913, s'est abaissé à 251,202 fr. 84.

La caisse des dépôts détient en outre pour le compte de ces institutions 96,067 francs de rentes sur l'Etat et 98,283 obligations et valeurs diverses.

*Etablissements publics ou autres établissements assimilés L. C. de dépôts.*

Les comptes ouverts aux « établissements publics ou autres établissements assimilés », au nombre de 941, présentent, au 31 décembre 1914, un solde de 31,070,590 fr. 91, en diminution de 8,831,878 fr. 33.

Cette situation tient à ce que, sous l'influence des événements, divers établissements auxquels un compte est ouvert, en particulier les sociétés de secours aux blessés, les lycées et les chambres de commerce, etc., ont fait des retraits importants ; mais elle est due surtout à ce que ces mêmes établissements ont versé dans le deuxième semestre de 1914 beaucoup moins qu'en 1913, faisant tomber les recettes de 67,117,437 fr. 03 à 49,461,208 fr. 86, soit une différence de 17,656,228 fr. 17.

*Prélèvement sur le produit brut des jeux dans les cercles et les casinos.*

En exécution de la loi du 15 juin 1907 (art. 4), un prélèvement de 15 p. 100 est opéré, au profit d'œuvres d'assistance, de prévoyance, d'hygiène ou d'utilité publique, sur le produit brut des jeux dans les cercles et casinos des stations balnéaires, thermales et climatériques. Les fonds provenant de ce prélèvement sont, en vertu du décret du 21 juin suivant, centralisés par la caisse des dépôts et consignations qui est, en outre, chargée de la mise en payement des allocations accordées aux institutions bénéficiaires.

Le compte ouvert dans les écritures de la caisse des dépôts pour constater ces opérations présente, au 31 décembre 1914, un solde de 25,473,204 fr. 64, inférieur de 2,512,253 fr. 82 à celui qui existait à la fin de 1913.

L'état de guerre a eu pour conséquence d'amener pour 1914 une diminution des recettes de près de moitié par rapport à 1913 — 4 millions 350,374 fr. 65 au lieu de 8,288,755 fr. 60 — mais les allocations payées, qui sont de 3 millions 862,628 fr. 47 contre 6,263,848 fr. 83 en 1913, diminuant dans la même proportion, le solde au 31 décembre de cette année n'aurait pas présenté de modification sensible, si une somme de 3 millions de francs n'avait pas été prélevée sur ce compte pour être transportée à l'un des comptes du pari mutuel, par application de l'article 100 de la loi de finances de 1911, aux termes duquel sur le produit des jeux « il sera réservé pour chacune des années 1912, 1913 et 1914, une somme de 1 million de francs qui sera allouée aux communes pour travaux d'adduction d'eau potable et répartie entre elles dans les mêmes conditions et selon les mêmes règles que les sommes provenant du pari mutuel ».

*Legs et fondations.*

Le nombre des legs et fondations est passé de 861 en 1913 à 884 en 1914.

Le solde du compte en numéraire est de 3,236,479 fr. 59, inférieur de 525,262 fr. 31 au solde de 1913. Par contre, les valeurs déposées sont en augmentation et comprennent 2 millions 247,252 fr. 50 de rentes françaises ou étrangères et 11,281 actions ou obligations diverses.

*Notaires L/C de dépôts.*

Le solde général des comptes de dépôts des notaires s'élève au 31 décembre 1914 à 83 millions 131,473 fr. 44, soit une augmentation de 9,698,878 fr. 26 sur le solde au 31 décembre 1913.

Les intérêts liquidés se sont élevés à 742,209 francs 02.

Ce compte et celui des séquestres sont les seuls dont l'accroissement parait dû aux circonstances. L'augmentotion du solde du premier tient vraisemblablement au retard apporté, par cas de force majeure, au règlement des affaires dont les notaires sont chargés.

*Pensions de retraites sur fonds spéciaux.*

Les caisses de retraites sur fonds spéciaux gérées par la Caisse des dépôts et consignations sont actuellement au nombre de 448, en augmentation de 3 sur l'année 1913.

Le nombre des pensionnaires, qui était au 31 décembre 1913 de 27,939, atteint, au 31 décembre 1914, 28,453, soit une augmentation de 514.

Il a été encaissé en 1914, soit comme arrérages de titres déposés, soit comme produits de ventes ou de remboursements de valeurs, soit comme versements directs des différentes caisses, une somme de..... 34.739.204 92
qui, jointe au solde en numéraire au 31 décembre 1913..... 10.138.682 97
donne un ensemble de..... 44.877.887 89

Les payements d'arrérages de pensions ont absorbé une somme de ..... 23.553.507 78
Il a été employé en rente pour le compte de 231 caisses..... 6.457.541 65
En outre, il a été payé à la caisse des dépôts pour frais administratifs afférents au service :
1° Des pensions des ouvriers civils de la guerre ..... 7.969 87
2° De la nouvelle caisse de l'Opéra. 1.124 33
3° De l'indemnité de Chine..... 1.187 45
35.021.331 08 35.021.331 08

Il reste au 31 décembre un solde en numéraire de..... 9.856.556 81

Enfin, les caisses de retraites possédaient, à la même date, à la caisse des dépôts et consignations : 4.727,774 fr. de rentes sur l'Etat français ; 750 fr. de rentes du gouvernement hellénique, emprunt 2 1/2 p. 100 or 1898 ; 2,900 fr. de rentes de l'emprunt 2 1/2 p. 100 du protectorat de l'Annam et du Tonkin ; 31,525 obligations diverses.

*Produits du prélèvement effectué sur le pari mutuel.*

En 1914, les recettes provenant des prélèvements de 2 p. 100 et de 1 p. 100 sur le pari mutuel en faveur des œuvres locales de bienfaisance et des travaux communaux d'adduction d'eau potable ont fléchi dans une proportion importante par suite de la suppression, à partir du mois d'août, des réunions sportives. Mais les dépenses, limitées aux subventions répondant à des besoins urgents et immédiats, sont également inférieures à celles de 1913, ce qui fait qu'en réalité, le solde au 31 décembre 1914 n'est pas affecté par les événements.

1° En faveur des œuvres locales de bienfaisance :

Au 31 décembre 1913, le solde du compte destiné à constater les opérations relatives au prélèvement de 2 p. 100 effectué sur le pari mutuel en faveur des œuvres locales de bienfaisance était de..... 22.642.492 72
Les recettes de 1914, inférieures de 2,783,929 fr. 60 à celles de 1913, se sont élevées à..... 5.407.172 05
Ensemble..... 28.049.664 77

Les dépenses de 1914, représentant les sommes payées conformément aux attributions faites par les commissions de répartition, ont été inférieures de 2,843,782 fr. 32 à celles de 1913 et se sont élevées à..... 5.300.903 64
Le solde au 31 décembre 1914 ressort donc à ..... 22.739.758 13
en augmentation de 97,265 fr. 41 sur le solde de l'année précédente.

2° Pour subventions aux travaux communaux d'adduction d'eau potable.

Aux termes de l'article 102 de la loi de finances du 31 mars 1903, un prélèvement supplémentaire pouvant aller jusqu'à 1 p. 100 est fait sur la masse des sommes engagées au pari mutuel de ceux des hippodromes où il n'est actuellement fait qu'un prélèvement de 7 p. 100 pour être affecté à subventionner les travaux communaux d'adduction d'eau potable.

Ce prélèvement fixé à 1 p. 100 par arrêté ministériel du 22 janvier 1906 a produit en 1914..... 2.530.830 65
chiffre inférieur de 1,271,366 fr. 05 à celui de 1913.
En outre, le compte a été crédité, ainsi qu'il a été dit plus haut, d'une somme de..... 3.000.000 »
prélevée sur le produit brut des jeux dans les cercles et les casinos, en exécution de l'article 100 de la loi de finances de 1911.....
Ensemble..... 5.530.830 65
Les dépenses, inférieures de 1,818,596 fr. 99 à celles de 1913, se sont élevées à..... 1.958.396 27
soit un excédent de recettes de.. 3.572.434 38
qui, ajouté au solde au 31 décembre 1913..... 12.486.849 92
porte le solde au 31 décembre 1914 à..... 16.059.284 30

*Séquestres ou autres mandataires de justice.*

Les opérations faites aux comptes des séquestres ou autres mandataires de justice ont commencé à prendre à la fin de 1914, un développement important dû à la nouvelle réglementation imposée aux séquestres des biens appartenant à des sujets allemands, autrichiens ou hongrois. Les administrateurs séquestres sont tenus, en effet, aux termes d'une circulaire du garde des sceaux, en date du 4 novembre 1914, de verser à la caisse des dépôts, à part un fonds de roulement destiné à faire face aux dépenses courantes, toutes les sommes reçues par eux au fur et à mesure de leur encaissement.

Le solde du compte « Séquestres ou autres mandataires de justice » qui était au 31 décembre 1913 de..... 18.712.134 37
s'est élevé ainsi au 31 décembre 1914 à..... 24.652.602 22
en augmentation de..... 5.940.467 85

Le nombre des comptes existant en fin d'année est passé de 384 à 623.

*Caisse autonome de retraites des ouvriers mineurs.*

La loi du 25 février 1914, modifiant celle du 29 juin 1894, a créé une caisse autonome de retraite des ouvriers mineurs dont la gestion financière est confiée à la caisse des dépôts et consignations (art. 5).

Les mesures d'exécution de cette gestion ont été fixées par un règlement d'administration publique et s'inspirent aussi complètement que possible de celles prises par les décrets des 25 mars 1911 et 6 août 1912 en ce qui concerne les organismes d'assurances de la loi des retraites ouvrières et paysannes.

Le rôle de la caisse des dépôts et consignations consiste donc simplement à centraliser et à enregistrer les versements faits pour le compte de la caisse autonome et, en ce qui concerne les emplois de fonds, à exécuter les ordres d'achats et de ventes qui lui sont adressés.

Le compte ouvert à la caisse autonome de retraites des ouvriers mineurs est productif d'intérêts à 1 p. 100, c'est-à-dire au même taux que celui qui est servi à la caisse des dépôts pour ses fonds en compte courant au Trésor.

La caisse autonome n'ayant commencé à fonctionner qu'à partir du mois d'octobre, les recettes constatées à son compte s'élèvent seulement pour 1914 à..... 823.941 12
Les dépenses ayant été de..... 20.000 »
Le solde en fin d'année ressort à. 803.941 12

**Retraites ouvrières et paysannes.**

Aux termes de la loi du 5 avril 1910 (art. 15), la caisse des dépôts et consignations est chargée de la gestion des fonds des retraites ouvrières.

Elle centralise le produit de la vente des timbres-retraites à un compte ouvert dans ses écritures sous le titre « Ministère du travail. — Produit de la vente des timbres pour les retraites ouvrières » et porte au crédit de chaque organisme d'assurance le montant des sommes lui revenant sur ce fonds spécial.

Le produit des placements qu'elle effectue au moyen des sommes disponibles sur fonds des timbres est encaissé à un compte spécial intitulé « Revenus provenant de l'emploi du produit non imputé de la vente des timbres » ; il est réparti à la fin de chaque année entre les diverses caisses d'assurance au prorata des sommes attribuées à chacune d'elles pendant ladite année (art. 105 du décret du 25 mars 1911).

Des comptes sont ouverts aux organismes d'assurance pour recevoir les fonds qui leur sont attribués ; la caisse des dépôts opère le placement de ces fonds sur la désignation des caisses intéressées et les sommes non employées sont versées à un compte courant spécial ouvert au Trésor.

La caisse des dépôts est également chargée de la gestion du fonds de réserve des retraites ouvrières prévu par l'article 16 de la loi du 5 avril 1910. Un compte spécial est ouvert dans ses écritures à l'effet de constater les opérations effectuées sur ce fonds.

En conformité des prescriptions contenues dans la loi et le décret précités, il a été ouvert dans les écritures de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse deux sections spéciales destinées : l'une à participer au service des retraites ouvrières (art. 14 de la loi), l'autre à assurer le service des allocations viagères (art. 139 du décret du 25 mars 1911) ; mais cette dernière est entrée, à partir du 1er août 1912, dans la période de liquidation, par suite du nouvepu régime institué par la loi du 27 février 1912 pour le payement des allocations viagères, lequel est assuré à l'avenir au moyen de crédits inscrits annuellement au budget del'Etat, et ne donne plus lieu par suite au versement de capitaux constitutifs à la caisse nationale des retraites pour la vieillesse, comme le prescrivait l'article 4 de la loi du 5 avril 1910.

Les deux sections sont placées en ce qui concerne leur gestion sous le régime de la loi du 20 juillet 1886, mais elles ont leur compte propre et possèdent l'une et l'autre un portefeuille particulier.

Leurs mouvements pendant l'année 1914 sont relatés à la suite du compte rendu des opérations de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse (lois des 20 juillet 1886, 9 avril 1898 et 22 avril 1905).

*Ministère du travail. — Produit de la vente des timbres pour les retraites ouvrières.*

Le solde du compte « Ministère du travail. — Produit de la vente des timbres pour les retraites ouvrières » s'élevait, au 31 décembre 1913, à..... 2.218.037 01

Les opérations constatées à ce compte, en 1914, tant en ce qui concerne le produit de la vente des timbres que le montant des transports aux organismes d'assurances, présentent, par rapport à 1913, une diminution importante. Ce fléchissement dans le montant des opérations porte sur l'ensemble de l'année, mais au cours des six derniers mois, il s'est accentué sous l'influence des événements dans une très forte proportion ; pour cette période, les recettes et les dépenses sont respectivement inférieures de 18,400,000 fr. et de 21,600,000 fr., en chiffres ronds, à celles de 1913.

Les opérations se résument de la façon suivante :

En recettes :

Le produit de la vente des timbres.....(1) 27.947.365 15

(1) Cette somme de..... 27.947.365 15
forme, avec la recette des années précédentes, s'élevant à... 100.736.321 80
un total de..... 128.683.686 95

contre 46,418,135 francs 32 en 1913.

| | | |
|---|---|---|
| Le reversement par les organismes d'assurance de sommes indûment transférées. | 80.480 39 | |
| Le montant du remboursement de bons et obligations du Trésor et de prêts sur titres. | 16.511.918 65 | |
| Et les intérêts des sommes disponibles en compte courant au Trésor | 10.551 75 | |
| Total des recettes..... | 44.550.315 94 | 44.550.315 94 |
| Ensemble..... | | 46.768.412 95 |

**En dépenses :**

| | | |
|---|---|---|
| Le montant des transferts au compte des divers organismes d'assurances et du fonds de réserve..... contre 52,427,855 10 en 1913. | 30.820.561 53 | |
| Une somme de employée à l'acquisition de bons ou obligations du Trésor, et de bons du Mont-de-piété de Paris. (Voir détail à la deuxième partie : Emploi des fonds). | 13.300.000 » | |
| Une somme de transportée au compte « Revenus provenant de l'emploi du produit non imputé de la vente des timbres », représentant les intérêts des fonds en compte courant (10,551 francs 75) et des intérêts courus sur bons du Trésor cédés à d'autres services (11,918 fr. 65 centimes) (1). | 22.470 40 | |
| Le remboursement d'une somme de..... provenant de versements irréguliers. | 28.293 88 | |
| Total..... | 44.171.325 81 | 44.171.325 81 |
| Le solde du compte ressortait donc au 31 décembre 1914, à..... | | 2.597.087 14 |

Le portefeuille comprenait à la même date :

| | |
|---|---|
| 1,350 obligations du Trésor..... | 13.500.000 |
| et 13 bons du Mont-de-piété de Paris..... | 4.300.000 |
| Ensemble..... | 17.800.000 |

*Revenus provenant de l'emploi du produit non imputé de la vente des timbres.*

Les recettes effectuées au compte « Revenus provenant de l'emploi du produit non imputé de la vente des timbres » s'élèvent à 650,991 18, se décomposant de la façon suivante :

| | |
|---|---|
| Revenus des placements du fonds des timbres et intérêts du compte « Ministère du travail. — Produit de la vente des timbres... | 647.565 44 |
| Intérêts liquidés au 31 décembre sur les sommes reçues au compte « Revenus » ..... | 3.425 74 |
| Total égal ..... | 650.991 18 |

Cette somme a été répartie entre les divers organismes d'assurances conformément à l'article 105 du décret du 25 mars 1911.

qui représente le produit de la vente des timbres depuis la mise en application de la loi du 5 avril 1910.

(1) La contre-partie de cette dépense figure en recettes dans le montant du remboursement de bons et obligations du Trésor.

*Caisses d'assurance constituant des retraites ouvrières.*

Indépendamment de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse, les caisses d'assurance ayant un compte ouvert à la caisse des dépôts et consignations étaient, en 1914, au nombre de 50, en augmentation de 1 sur l'année 1913.

| | | |
|---|---|---|
| Le montant des recettes effectuées pendant l'année 1914 au profit de ces organismes s'est élevé à..... | 6.267.822 71 | |
| Les dépenses ont été de..... | 6.227.548 90 | |
| soit un excédent de recettes de.. | | 40.273 81 |
| qui, ajouté au solde au 31 décembre 1913..... | | 874.811 40 |
| représente le solde en numéraire au 31 décembre 1914..... | | 915.085 21 |

Le portefeuille des différents organismes comprenait au 31 décembre 1914 : 35,701 fr. 50 de rentes diverses et 20,069 obligations diverses.

*Fonds de réserve des retraites ouvrières.*

| | | |
|---|---|---|
| Le solde du compte « Fonds de réserve des retraites ouvrières » s'élevait au 31 décembre 1913 à..... | | 624.662 03 |
| Les recettes effectuées au cours de l'année 1914 ont été de..... y compris 3,500,000 francs provenant de remboursement de valeurs et les dépenses se sont élevées à..... comprenant une somme de 2.506.300 francs employée temporairement à l'acquisition de valeurs du Trésor. | 4.238.038 28<br>2.516.160 22 | |
| Le solde créditeur au 31 décembre s'est donc augmenté de.. | 1.722.778.06 | 1.722.778 06 |
| et ressort ainsi à..... | | 2.347.440 09 |

Ce compte possédait, en outre, à la même date, des bons du Trésor pour un capital de 505,300 fr.

*Provisions pour le payement de bonifications.*

Le compte « Provisions pour le payement de bonifications » a été ouvert pour recevoir les sommes mises à la disposition de la caisse des dépôts en exécution de l'article 160 du décret du 25 mars 1911 et destinées à rembourser aux organismes d'assurances les avances qu'ils ont faites à titre de bonifications.

En raison des modifications apportées par le décret du 6 août 1912, ces provisions ne s'appliquent qu'aux bonifications s'ajoutant aux allocations liquidées avant le 1er août 1912.

| | | |
|---|---|---|
| Les recettes effectuées à ce compte en 1914 s'élèvent à..... | | 1.239.834 08 |
| Les dépenses ont été de..... | | 1.231.461 54 |
| L'excédent de recettes pour l'année ressort donc à..... | | 8.372 54 |
| Comme le solde au 31 décembre 1913 était de..... | | 90.151 46 |
| le solde au 31 décembre 1914 ressort à..... | | 98.524 » |

Les explications auxquelles donnent lieu les opérations constatées au compte n° 67 *bis* « Caisse nationale des retraites pour la vieillesse » figurent plus bas à la suite des explications concernant la même caisse (Section des lois de 1886, 1898 et 1905).

## DEUXIÈME SECTION

### SERVICES SPÉCIAUX

Sous ce titre sont groupées les diverses caisses administrées par des commissions ou des services publics qui en font connaître les opérations dans leurs rapports annuels.

Il suffira d'exposer ici la situation générale de ces caisses.

### Caisse nationale des retraites pour la vieillesse.

**I. — Opérations afférentes aux lois du 20 juillet 1886, du 9 avril 1898 et du 22 avril 1905.**

Le décret du 26 décembre 1913 a maintenu pour 1914, au taux de 3 1/2 p. 100, appliqué depuis l'année 1892, l'intérêt servant de base aux tarifs de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse pour les opérations de la loi de 1886.

*Recettes.*

| | | |
|---|---|---|
| Les versements effectués par les déposants pendant l'année 1914 ont atteint le nombre de 3,619,360, dont 136,132 nouveaux pour la somme totale de..... | | 91.629.154 06 |
| sur lesquels.... reçus par les percepteurs, les receveurs des postes, les trésoriers payeurs coloniaux et certains receveurs des finances à la fin de 1914 seront seulement centralisés en 1915. | 616.483 48 | |
| Les versements reçus par ces mêmes comptables à la fin de 1913 et encaissés en 1914 qui atteignent..... | 1.155.144 30 | |
| étant supérieurs de..... | 538.660 82 | 538.660 82 |
| le montant des sommes centralisées au 31 décembre 1914 ressort à..... | | 92.167.814 88 |
| Les autres encaissements ont été de..... | | 145.146.962 59 |
| se décomposant comme suit : | | |
| Arrérages et intérêts de fonds placés et prime de remboursement..... | 74.187.040 40 | |
| Versements sur promesses de livrets..... | 1.904 » | |
| Versements mensuels des exploitants de mines (loi du 29 juin 1894) à imputer aux comptes des titulaires..... | 48.932 » | |
| Reversements d'arrérages de rentes indûment perçus, intérêts de retard, etc... | 15.446 10 | |
| Remboursement des frais administratifs de 1913 afférents aux services des retraites ouvrières et paysannes (loi du 5 avril 1910) et des prêts aux sociétés de crédit immobilier (loi du 10 avril 1908)... | 3.504.853 63 | |
| Remboursements de valeurs..... | 67.388.231 15 | |
| Remboursements de prêts aux départements et aux communes, non imputables à la caisse nationale (1)..... | 525 26 | |
| Total égal. | 145.146.962 59 | |
| Total des recettes.... | | 237.314.777 47 |

(1) Soit 165 fr. 65 applicables à la section spéciale des retraites ouvrières et 359 fr. 61 applicables à la caisse des dépôts. Ces sommes n'ont pu être transportées que postérieurement au 31 décembre 1914 aux comptes intéressés.

| | | |
|---|---|---|
| dont il y a lieu de déduire une somme de..... représentant les promesses de livrets converties en livrets définitifs. | | 452 » |
| Montant net des recettes. | | 237.314.325 47 |

*Dépenses.*

Les dépenses ont été les suivantes :

| | | |
|---|---|---|
| Remboursements de capitaux réservés, de versements irréguliers et payements d'indemnités et de capitaux par application de la loi du 9 avril 1898..... | 21.642.545 41 | |
| Payements de rentes viagères.. | 58.147.162 78 | |
| Frais administratifs de 1913 (1). | 5.805.241 59 | |
| Impôts afférents aux prêts aux départements et aux communes..... | 1.534.157 » | |
| Payements de prorata d'intérêts sur obligations du Trésor acquises par la caisse des retraites et dont la contre-partie figure en recettes dans le montant des arrérages et intérêts encaissés..... | 9.024 20 | |
| Transport des versements mensuels des exploitants de mines aux comptes individuels des déposants (dépense d'ordre ayant sa contre-partie dans la recette).. | 49.074 » | |
| Total des dépenses..... | 87.277.204 98 | 87.277.204 98 |
| Excédent de recettes..... | | 150.037.120 49 |
| Au 1er janvier 1914, le solde du compte courant au Trésor (35,293,918 fr. 59) formant avec le montant des bulletins-retraites (254 fr.) un total de..... | | 35.294.172 59 |
| les disponibilités de la caisse ont été de..... | | 185.331.293 08 |
| Elles ont été employées jusqu'à concurrence de (voir 2e partie du rapport « Emploi des fonds »)..... | | 139.920.668 46 |
| Au 31 décembre 1914 les disponibilités étaient de..... | | 45.410.624 62 |

et étaient représentées par le solde du compte courant avec le Trésor (45,409,977 fr. 62) augmenté de la valeur des bulletins-retraites (647 fr.).

*Composition du portefeuille.*

A la même date, le portefeuille de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse était constitué comme suit ;

| | |
|---|---|
| 9,120,497 fr. de rente 3 p. 100 ayant coûté..... | 297.667.571 42 |
| 7,921,455 fr. de rente 3 p. 100 amortissable ayant coûté..... | 206.134.309 06 |
| 208,200 fr. de rente 3 1/2 p. 100 amortissable ayant coûté..... | 7.753 200 » |
| 65,993 obligations du Trésor représentatives d'annuités terminables en 1923, ayant coûté..... | 32.999.000 » |
| 179,823 obligations de chemins de fer ayant coûté..... | 74.859.216 87 |
| 118,092 bons spéciaux de la compagnie des chemins de l'Est ayant coûté..... | 118.092.000 » |
| 92,951 obligations du Trésor émises par application de la loi du 10 avril 1908 sur la petite propriété et les maisons à bon marché (art. 6).. | 18.590.200 » |
| 367,404 obligations du gouvernement général de l'Algérie..... | 163.127.376 » |
| 43,504 obligations du gouvernement de l'Afrique occidentale française..... | 19.872.627 20 |
| 1.000 obligations du Trésor à court terme..... | 10.000.000 » |
| 64 bons du Trésor..... | 16.140.100 » |
| 1,632 fr. 50 de rente 2 1/2 0/0 de l'emprun du protectorat de l'Annam et du Tonkin ayant coûté..... | 49.880 » |
| 325 fr. de rente 2 1/2 0/0 de l'emprunt de la colonie de Madagascar 1897 ayant coûté..... | 9.962 25 |
| Prêts aux départements, aux communes et aux colonies (sommes restant à amortir)..... | 1.105.034.350 03 |
| Montant total du portefeuille..... | 2.070.329.782 83 |
| qui, avec les disponibilités en numéraire..... | 45.410.624 62 |
| porte à..... | 2.115.740.407 45 |

l'actif de la caisse des retraites.

(1) Y compris une somme de 3,504,853 fr. 68 représentant les frais afférents aux services des retraites ouvrières (sections spéciales des retraites ouvrières et des allocations viagères) et des prêts aux sociétés de crédit immobilier (loi du 10 avril 1908) et dont le remboursement figure dans les recettes.

*Comparaison des résultats de l'année 1914 avec ceux de l'année 1913.*

1° Versements :

Les résultats de l'année 1914, comparés avec ceux de l'année 1913, donnent lieu aux constatations suivantes :

Le nombre et le montant total des versements ont diminué de 1,788,651 unités et de 36,475,772 fr. 89.

Cette diminution tient principalement à l'état de guerre qui a eu pour effet, au cours du 2e semestre 1914, de réduire très sensiblement les versements collectifs et individuels, ainsi d'ailleurs que les versements effectués en vertu de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail. Mais elle résulte aussi de la mise en vigueur de la loi du 25 février 1914, portant création de la caisse autonome des retraites des ouvriers mineurs qui a eu pour conséquence de faire tomber en 1913 les versements des mines à un chiffre inférieur de 518,275 unités et de 7.503,228 fr. à celui de 1913 (9,163,578 fr. au lieu de 16,636,805 fr.). Enfin, on constate également cette année une importante diminution du nombre et du montant des subventions aux sociétés de secours mutuels qui passent respectivement de 830.435 unités en 1913 à 270,992 en 1914 et de 1,751,693 fr. à 544,600 fr., ce qui s'explique par le fait que le chiffre normal en 1913 s'était trouvé majoré, le ministère du travail ayant réparti en 1913, indépendamment des subventions afférentes aux versements effectués en 1911, le reliquat des subventions correspondant à l'année 1910 et une partie de celles concernant l'année 1912.

Le tableau ci-après présente le détail des différences constatées entre les chiffres des deux années considérées tant pour le nombre que pour le montant des versements.

| DÉSIGNATION | NOMBRE | | MONTANT | |
|---|---|---|---|---|
| | En plus. | En moins. | En plus. | En moins. |
| Versements collectifs..... | » | 1.761.537 | » | 21.687.033 80 |
| Versements individuels..... | » | 22.960 | » | 2.443.888 50 |
| Versements effectués en vertu de de la loi du 9 avril 1893 sur les accidents du travail..... | » | 4.085 | » | 11.845.555 15 |
| Versements effectués en vertu de la loi du 22 avril 1905 (pensions à d'anciens congréganistes)..... | » | 69 | » | 499.235 44 |
| Totaux..... | » | 1.788.651 | » | 36.475.772 89 |

2° Remboursements de capitaux après décès :

Les remboursements après décès de capitaux réservés se sont élevés, en 1914, à 10,419,730 fr. 16 centimes pour 14,524 payements.

Ils accusent, par rapport à 1913, une diminution de 2,500 parties et en somme de 1,539,726 francs 41, portant presque exclusivement sur les remboursements du deuxième semestre de 1914.

La moyenne des remboursements de 1914 a été de 1,130 fr. 52 ; elle avait été de 1,054 fr. 95 en 1913.

La caisse nationale des retraites a payé, en outre, par application des articles 3, 9, 19 et 21 de la loi du 9 avril 1893, par suite de déchéance, de revision ou de rachat, une somme de 5,017,917 fr. 69, savoir :

1° Indemnités aux titulaires de pensions frappées de déchéance et capitaux représentatifs desdites pensions, 716,169 fr. 13 ;

2° Quarts de capitaux représentatifs, revision, rachats de rentes, 4,301,747 fr. 96.

3° Rentes viagères :

Les nouvelles inscriptions de rentes délivrées en 1914 se sont élevées à 49,284, pour une somme de 6,147,511 fr. Ces résultats présentent, par suite de l'état de guerre, sur ceux de 1913 une diminution de 7,740 inscriptions pour 1,101,240 fr. de rente.

Le nombre des titres en circulation au 31 décembre 1914, après déduction des extinctions, s'élève à 511,206 pour 68,463,041 fr., soit 23,303 titres et 3,452,818 fr. de rente de plus qu'au 31 décembre 1913.

Dans ces chiffres sont comprises les inscriptions de rentes émises, par application de la loi du 9 avril 1898, au profit d'ouvriers victimes d'accidents ou de veuves, orphelins ou ascendants d'ouvriers décédés à la suite d'accidents (98,894 titres pour 17,361,796 fr. de rente) et les inscriptions émises au profit d'anciens congréganistes en exécution de la loi du 22 avril 1905 (615 titres pour 342,882 fr. de rente).

*Frais de gestion.*

Le montant des frais de gestion que la caisse nationale des retraites pour la vieillesse (section des lois de 1886, 1898 et 1905) rembourse à la caisse des dépôts et consignations, en exécution de l'article 58 de la loi de finances du 26 décembre 1890, s'est élevé en 1914 à 2 millions 129.022 fr. 47. Ce chiffre comprend une somme de 12,863 fr. 55, à rembourser par le Trésor pour frais de gestion du service des avances aux sociétés de crédit immobilier. Les frais restant à la charge de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse s'élèvent donc à 2,116,158 fr. 92, en diminution de 274.228 fr. 99 sur les frais de 1913.

*Majorations de rentes viagères.*

Par suite de la mise en suspens pour complément d'instruction d'un certain nombre de demandes de majorations ou de bonifications souscrites en 1913, les résultats au 31 décembre de la même année, publiés dans le précédent rapport, n'étaient pas définitifs.

Ce rapport faisait prévoir que les rentiers appelés à bénéficier de la majoration proprement dite seraient au nombre de 3,000 environ pour un chiffre de 56,000 fr. de rentes, représentant approximativement un capital de 480,000 fr. Le nombre exact des majorations

accordées a été de 2.647 qui correspond à un total de rentes de 47,512 fr. et à un capital de 418,158 fr. 05.

En outre, ce rapport prévoyait que les bonifications à accorder aux pensionnaires ayant élevé plus de trois enfants atteindraient au maximum le chiffre de 21,000 fr. de rentes, représentant un capital de 190,000 fr.

Les résultats définitifs sont les suivants :

| | | |
|---|---|---|
| Nombre de bénéficiaires..... | 745 | |
| Montant des bonifications..... | 15.940 | » |
| Capital réprésentatif..... | 141.764 | 08 |

L'examen des demandes de majorations ou de bonifications formées sur les crédits de 1914 n'est pas encore terminé. Un certain nombre de demandes nécessitent aussi une instruction complémentaire, Il n'est donc pas possible de donner encore des chiffres définitifs. Toutefois, le nombre des personnes appelées à bénéficier de la majoration proprement dite peut être évalué à 1,800 environ, le montant des rentes à 35,000 francs et le capital représentatif à 350,000 francs.

Quant aux bonifications, elles paraissent devoir s'élever à un chiffre voisin de 13,000 francs de rente et coûter environ 130,000 francs.

La somme totale à employer en 1914 pour les majorations et bonifications sera donc approximativement de 480,000 francs.

*Resumé des opérations depuis l'origine*

Du 11 juillet 1851 au 31 décembre 1914, la caisse nationale des retraites pour la vieillesse a reçu de 4,879,266 déposants 90,216,250 versements s'élevant à..... 2.497.007.418 38

Elle a encaissé pour arrérages de rentes, intérêts bonifiés sur le compte courant avec le Trésor et recettes diverses.... 1.410.815.914 92

dont il faut déduire la somme de..... 616.483.48

provenant des versements reçus par les percepteurs, les receveurs des postes et les trésoriers coloniaux dans les derniers jours de 1914 et qui ne figureront dans la situation qu'en 1915.

Montant net des recettes.... 3.907.206.849 82

Les dépenses ont été les suivantes :

| | | |
|---|---|---|
| Remboursements, après décès, de capitaux réservés. | 511.328.533 | 04 |
| Payements d'indemnités et remboursements par suite de déchéance et de revision de capitaux constitutifs de pensions créée en vertu de la loi du 9 avril 1898 (art, 3, 9, 19 et 21)... | 38.127.324 | 42 |
| Remboursements de versements irréguliers..... | 7.940.881 | 53 |
| Payements sur rentes viagères..... | 1.165.618.264 | 33 |
| Dépenses diverses..... | 67.451.439 | 05 |
| | 1.791.466.442 37 | 1.791.466.442 37 |

Excédent des recettes sur les dépenses..... 2.115.740.407 45

réparti comme il est dit ci-dessus entre le portefeuille de la caisse des retraites, le compte courant au Trésor et les bulletins-retraites, non encore convertis en espèces.

II. — Section spéciale des retraites ouvrières. (Art. 14 : 1° de la loi du 5 avril 1910.)

L'article 129 du décret du 25 mars 1911 avait fixé à 3 p. 100, pour les années 1911, 1912 et 1913, le taux du tarif à employer par tous les organismes d'assurances ; mais, à partir de 1914, ceux-ci avaient la faculté de déterminer dans les conditions et les limites des articles 126 à 128 du décret précité le taux de leur tarif. C'est ainsi qu'après avis de la commission supérieure de la caisse nationale des retraites, un décret, en date du 28 juin 1913, a fixé à 3,20 p. 100 le taux du tarif à employer en 1914 pour la section spéciale des retraites ouvrières, et un second décret, en date du 30 juin 1914, l'a fixé pour 1915 à 3,50 p. 100.

*Recettes.*

Les attributions faites par les soins de la caisse des dépôts et consignations au profit de la section spéciale, pendant l'année 1914, se sont élevées à..... 29.976.756 15

savoir :

| | |
|---|---|
| 1° Par transfert du compte « Ministère du travail. Produit de la vente des timbres »..... | 26.820.524 03 |
| 2° Par transfert du compte « Fonds de réserve des retraites ouvrières ». | 6.573 » |
| 3° Par transfert du compte « Caisses d'assurances constituant des retraites ouvrières » le montant de réserves mathématiques afférentes à des portions de rentes acquises dans d'autres organismes..... | 2.681 09 |
| 4° A titre de majorations des versements des assurés facultatifs .... | 2.648.854 49 |
| 5° A titre de transport d'arrérages d'allocations et de bonifications versés sur la demande des intéressés, conformément à l'article 5, paragraphe 4 de la loi..... | 498.123 54 |
| Total égal... | 29.976.756 15 |

Les autres encaissements ont été les suivants :

| | |
|---|---|
| Revenus et intérêts du portefeuille et du compte courant de la caisse des dépôts..... | 3.302.202 98 |
| Remboursement de valeurs..... | 3.448.751 82 |
| Reversement d'arrérages indûment versés..... | 633 81 |
| Part des revenus du fonds spécial des timbres. (Art. 105 du décret du 21 mars 1911)..... | 574.738 35 |
| Remboursement d'avances faites à titre d'allocations viagères et de bonifications aux retraités dont les pensions ont été liquidées avant le 1er août 1912 (art. 160, § 2, du décret du 25 mars 1911), | |
| Savoir : | |
| Pour allocations viagères..... | 2.070.117 60 |
| Pour bonifications..... | 1.485.194 21 |
| Remboursement par le Trésor d'avances faite à titre d'allocations viagères ou de bonifications aux retraités dont les pensions ont été liquidées depuis le 1er août 1912 (art. 160, § 3 du décret du 25 mars 1911, modifié par le décret du 6 août 1912)..... | 80.837.372 92 |
| Versement par le Trésor postérieurement au décès des titulaires, des arrérages d'allocations et bonifications échus (art. 5, § 4 de la loi et art. 159, § 9 du décret)..... | 1.271 36 |
| Allocations de 1 fr. pour frais de gestion (1) (art. 12 de la loi)..... | 2.456.470 » |
| Bénéfices sur valeurs remboursées..... | 25.094 52 |
| Total..... | 94.201.847 57 94.201.747 57 |
| Total des recettes..... | 124.178.603 72 |

*Dépenses.*

Les dépenses se décomposent comme suit :

| | | |
|---|---|---|
| Payement de retraites..... | 86.873.744 77 | |
| Comprenant : | | |
| Rentes à la charge exclusive de la caisse nationale des retraites..... | 2.481.060 04 | |
| Arrérages d'allocations viagères dont le capital a été versé à la caisse nationale des retraites (section des allocations viagères..... | 2.070.117 60 | |
| Bonifications art. 4 de la loi) avancées pour le compte de la section des allocations viagères.... | 1.485.194 21 | |
| Allocations et bonifications (art. 160, § 3, du décret du 25 mars 1911 modifié)..... | 80.837.372 92 | |
| Total égal.... | 86.873.744 77 | |
| Remboursement des sommes indûment versées..... | 15.586 46 | |
| Remboursement de capitaux réservés après décès.. | 3.860 20 | |
| Remboursement de versements irréguliers..... | 6.493 67 | |
| Transfert au compte « ministère du travail. — Produit de la vente des timbres » de sommes à rembourser à des personnes indûment inscrites sur les listes d'assurés... | 58.816 05 | |
| Transferts à d'autres caisses d'assurance de réserves mathématiques afférentes à des portions de rentes acquises à la caisse nationale des retraites pour la vieillesse (art. 137 des décrets du 25 mars 1911, 6 août 1912)..... | 49.836 41 | |
| Payement aux organismes d'encaissement de remises de 5 p. 100 (art 12 de la loi)... | 299 13 | |
| Remboursement à la section des allocations viagères des sommes indûment payées pour le compte de cette section et qui ont | | |

(1) Il restait dû en outre à la caisse nationale des retraites, au 31 décembre 1914, pour allocations de gestion, une somme de 466,100 fr.

| | | |
|---|---|---|
| donné lieu à un reversement..... | 204 16 | |
| Remboursement du montant des frais administratifs afférents à l'année 1913..... | 3.462.477 14 | |
| Impôts afférents aux prêts aux départements et communes et aux achats de valeurs. | 34.102 34 | |
| Payement d'intérêts courus sur valeurs du Trésor acquises par la section spéciale (1) | 17.948 » | |
| Différence entre le prix de revient et le prix de remboursement de valeurs amorties. | 12 » | |
| Total des dépenses | 90.523.380 33 | 90.523.380 33 |
| Excédent des recettes... | | 33.655.223 39 |
| Au 1er janvier 1914 le solde du compte courant avec la caisse des dépôts était de..... | | 4.839.291 59 |
| Les disponibilités de la section spéciale des retraites ouvrières pendant l'année 1914 ont donc été de..... | | 38.494.514 98 |
| Elles ont été employées jusqu'à concurrence de..... | | 34.390.115 28 |
| savoir : | | |
| 1° En prêts aux départements, communes, colonies, établissements publics et chambres de commerce ..... | 15.671.650 13 | |
| 2° En rentes sur l'Etat ..... | 247.520 » | |
| 3° En bons du trésor..... | 11.611.500 » | |
| 4° En obligations de chemins de fer | 6.137.445 15 | |
| 5° En prêts aux sociétés d'habitations à bon marché | 722.000 » | |
| Le solde du compte courant au 31 décembre ressortsait ainsi à.. | | 4.104.399 70 |

*Composition du portefeuille.*

A la même date du 31 décembre 1914, la composition du portefeuille était la suivante :

| | |
|---|---|
| 75.763 obligations de chemins de fer ayant coûté..... | 31.787.878 75 |
| 11,016 bons spéciaux de la compagnie des chemins de fer de l'Est ayant coûté..... | 11.016.000 » |
| 7,000 francs de rente 3 p. 100 ayant coûté..... | 199.558 25 |
| 9.520 francs de rente 3 1/2 p. 100 ayant coûté..... | 247.520 » |
| Des bons du Trésor..... | 10.073.100 » |
| 1,241 obligations des sociétés d'habitations à bon marché amortissable ayant coûté ..... | 1.241.000 » |
| Prêts aux départements, communes, colonies, établissements publics et chambres de commerce..... | 47.896.006 77 |
| Total..... | 105.461.053 67 |
| qui, avec les disponibilités en numéraire..... | 4.104.399 70 |
| porte à..... | 109.565.463 37 |

l'actif de la section spéciale des retraites ouvrières.

*Comparaison des résultats de l'année 1914 avec ceux de 1913.*

1° Attributions au profit de la section spéciale :

Les attributions de versements faites au profit de la section spéciale des retraites ouvrières se sont, en 1914, élevées dans leur ensemble à 29,976,756 fr. 15 contre 51,806,102 fr. 79 en 1913.

Cette diminution de 21,829,346 fr. 64 tient principalement à la mobilisation qui a eu pour effet de suspendre dans une très large proportion l'envoi des cartes annuelles et l'encaissement des versements correspondants, mais il y a lieu de remarquer également que les recettes de 1913 ont été bien supérieures à la normale, par suite de l'application de la loi du 27 février 1912 qui a abaissé de soixante-cinq à soixante ans l'âge de l'entrée en jouissance de la retraite, un grand nombre d'assurés s'étant fait inscrire et ayant opéré les versements réglementaires pour bénéficier des avantages de la loi.

2° Remboursement de capitaux après décès :

Les remboursements après décès de capitaux réservés se sont élevés en 1914 à 3,860 fr. 20 contre 1,812 fr. 11 l'année précédente.

*Emission de rentes.*

L'article 55 de la loi de finances du 27 février 1912 qui a abaissé à soixante ans l'âge normal de l'entrée en jouissance des pensions ouvrières a provoqué l'accession simultanée à la retraite de six promotions d'assurés âgés de soixante à soixante-cinq ans inclus.

Cette mesure avait donné lieu, en 1913, à une émission d'une importance extraordinaire, se chiffrant par 637,483 titres pour 1,172,809 fr. 40 de rentes.

Ce développement du service des rentes s'est d'ailleurs poursuivi dans les premiers mois de 1914, ce qui explique le chiffre encore particulièrement élevé, et bien supérieur aux prévisions normales, des inscriptions nouvelles opérées au cours de ladite année au grand-livre de la section spéciale des retraites ouvrières, qui atteignent 285,673 représentant 910,328 fr. 40 de rentes.

Le montant des allocations et bonifications mentionnées, conformément aux dispositions de l'article 138 du décret, sur les titres de retraite émis en 1914 par la caisse nationale des retraites pour la vieillesse atteint 24.429,201 francs 40.

L'ensemble des retraites liquidées en 1914 représente par suite la somme totale de 25,339,529 fr. 80.

Le nombre des titres de retraites en cours au 31 décembre 1914 était de 999,164 et leur montant s'élève à 88,939,134 fr. 60, chiffre dans lequel la rente proprement dite figure pour 2,147,040 fr. 80.

*Résumé des opérations depuis l'origine.*

*Recettes.*

Du 3 juillet 1911 au 31 décembre 1914, la section spéciale des retraites ouvrières a reçu à titre de versements à inscrire sur les comptes individuels..... 105.067.893 09

Elle a encaissé pour arrérages et intérêts sur rentes et valeurs, intérêts bonifiés sur le compte courant avec le Trésor et recettes diverses..... 6.546.173 74

Il lui a été remboursé le montant d'avances faites à titre d'allocations ou de bonifications, soit une somme de..... 131.879.596 42

Elle a reçu enfin à titre d'indemnités pour frais de gestion et de remise de 5 p. 100 à reverser aux sociétés collectrices. 7.653.689 35

*Dépenses.*

| | | |
|---|---|---|
| Les dépenses ont été les suivantes : | | |
| Remboursements, après décès, de capitaux réservés..... | 5.817 83 | |
| Remboursements de versements irréguliers..... | 9.845 96 | |
| Payements d'arrérages.... | 135.097.993 » | |
| Transferts... | 71.357 40 | |
| Reversements et dépenses diverses... | 175.484 05 | |
| Remboursements de frais administratifs. | 6.216.960 26 | |
| Payements de remises de 5 p. 100..... | 4.430 73 | |
| Total..... | 141.581.889 23 | 141.581.889 23 |
| Excédent des recettes sur les dépenses réparti comme il est dit ci-dessus entre le portefeuille de la section spéciale des retraites ouvrières et le compte courant ouvert à la caisse des dépôts..... | | 109.565.463 37 |

III. — Section spéciale des allocations viagères (art. 139 du décret du 25 mars 1911).

La loi du 27 février 1912 ayant supprimé, à partir du 1er août 1912, la constitution en capital des allocations viagères à la caisse nationale des retraites pour la vieillesse, le rôle de la section des allocations viagères se limite maintenant à l'exécution des contrats de rentes passés antérieurement, ce qui rend nécessaire la réalisation progressive du portefeuille.

*Recettes.*

Les opérations constatées à ce compte en 1914 se résument de la façon suivante :

| | | |
|---|---|---|
| Les recettes ont été de..... | | 4.232.698 53 |
| se décomposant ainsi : | | |
| Revenus et intérêts du portefeuille et du compte courant à la caisse des dépôts et consignations et bénéfices sur remboursements de valeurs..... | 653.787 08 | |
| Remboursement par la caisse des dépôts de bonifications avancées par la section des allocations (art. 4 de la loi du 5 avril 1910)..... | 1.231.401 56 | |
| Cessions de bons spéciaux de la compagnie des chemins de fer de l'Est et d'obligations de chemins de fer..... | 2.074.000 » | |
| Remboursement de valeurs..... | 273.305 73 | |
| Remboursement d'arrérages indûment payés ..... | 204 16 | |
| Total égal..... | 4.232.698 53 | |

*Dépenses.*

| | | |
|---|---|---|
| Les dépenses ont été les suivantes : | | |
| Remboursement à la section spéciale des retraites ouvrières : | | |
| 1° D'arrérages d'allocations viagères... | 2.070.117 60 | |
| 2° D'arrérages de bonifications (art. 4 de la loi)..... | 1.485.194 21 | |
| Remboursement aux caisses d'assurances autres que la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse : | | |
| 1° D'arrérages d'allocations viagères... | 50.065 » | |
| 2° D'arrérages de bonifications (art. 4 de la loi)..... | 35.501 16 | |
| Reversement à la section spéciale des retraites ouvrières d'arrérages de bonifications indûment payés et remboursés par les titulaires.... | 155 85 | |
| Reversement au Trésor de capitaux constitutifs d'allocations..... | 90.965 25 | |
| Impôts afférents aux prêts aux communes et aux achats de valeurs..... | 1.260 11 | |
| Remboursement des frais administratifs de l'année 1913. | 23.599 80 | |
| Total des dépenses | 3.761.871 98 | 3.761.871 98 |
| | | 470.826 55 |
| Le solde du compte courant avec la caisse des dépôts et consignations qui, au 1er janvier 1914, était de..... | | 72.746 85 |
| ressort donc au 31 décembre de la même année à..... | | 543.573 40 |

*Composition du portefeuille.*

A la même date, le portefeuille de la section spéciale des allocations viagères était constitué comme suit :

(1) La contre-partie de cette dépense figure en recettes dans le montant des revenus et intérêts du portefeuille.

| | | |
|---|---|---|
| 3,356 obligations de chemins de fer ayant coûté | | 1.384.652 » |
| 14.372 bons spéciaux de la compagnie des chemins de fer de l'Est, ayant coûté | | 14.372.000 » |
| Prêts aux communes | | 845.107 58 |
| qui, avec les disponibilités en numéraire | | 543.573 40 |
| portent à | | 17.145.332 98 |

l'actif de la section des allocations viagères.

*Inscription d'allocations au Grand Livre.*

Le nombre des inscriptions restant en payement au 31 décembre 1914 était de 39,203 représentant une somme de 2,352,180 fr., soit une diminution de 537 comme nombre et de 32,220 fr. comme rente.

*Résumé des opérations depuis l'origine.*
*Recettes.*

Du 3 juillet 1911 au 31 décembre 1914, la section spéciale des allocations viagères a reçu, à titre de versements à inscrire sur les comptes individuels d'allocataires | 23.046.170 41
Elle a encaissé pour arrérages et intérêts sur valeurs, intérêts bonifiés sur le courant avec le Trésor et recettes diverses | 1.787.537 47
Il lui a été remboursé à titre d'avances pour bonifications | 3.834.596 47
Total | 28.668.304 35

*Dépenses*

Les dépenses ont été les suivantes :

| | | |
|---|---|---|
| Remboursements de versements irréguliers | 182.007 25 | |
| Payements d'arrérages | 270.269 66 | |
| Remboursements à la section spéciale des retraites ouvrières des sommes avancées à titre d'allocations et de bonifications | 10.810.809 51 | |
| Dépenses diverses | 13.996 58 | |
| Remboursement de frais administratifs | 245.888 37 | |
| | 11.522.971 37 | 11.522.971 37 |

Excédent des recettes sur les dépenses | 17.145.332 98

réparti comme il est dit ci-dessus entre le portefeuille de la section spéciale des allocations viagères et le compte courant ouvert à la caisse des dépôts.

*Frais de gestion.*

Le montant des frais de gestion que la caisse nationale des retraites pour la vieillessse rembourse à la caisse des dépôts et consignations, en exécution de l'article 58 de la loi de finances du 26 décembre 1890, s'est élevé au total, en 1914, pour les deux sections spéciales créées pour l'application de la loi des retraites ouvrières, à 2,177,061 fr. 51, savoir :

| | |
|---|---|
| Section spéciale des retraites ouvrières | 2.156.088 12 |
| Section des allocations viagères | 20.973 39 |
| Ensemble | 2.177.061 51 |

## Fonds de garantie créé en exécution de la loi du 9 avril 1898 (Accidents du travail).

Le fonds de garantie créé en exécution des articles 24 et 25 de la loi du 9 avril 1898 est destiné à assurer aux victimes des accidents du travail ou à leurs ayants droit le payement des indemnités dues à la suite d'accidents ayant entraîné la mort ou une incapacité permanente de travail, lorsque les débiteurs n'ont pas acquitté lesdites indemnités lors de leur exigibilité.

Ce fonds, qui fait l'objet d'un compte spécial géré par la caisse nationale des retraites pour la vieillesse, a été, en exécution des lois du 9 avril 1898 (art. 25), du 12 avril 1906 (art. 4 et 5), du 30 janvier 1907 (art, 2) et du 29 mai 1909, et par application du décret du 28 mars 1912, alimenté en 1914 au moyen :

1° D'une taxe additionnelle de 0 fr. 018 au principal de la patente des industriels ;
2° D'une taxe additionnelle de 0 fr. 007 au principal de la patente des commerçants ;
3° D'une taxe de 0 fr. 022 par hectare concédé aux mines ;
4° D'une taxe de 2 p. 100 du montant des primes d'assurances versées par les assujettis non patentés ;
Et 5° d'une taxe de 4 p. 100 du montant des capitaux représentatifs des rentes mises à la charge des assujettis non patentés non assurés.

Les recettes de 1914 ont été les suivantes, savoir :

| | | |
|---|---|---|
| 1° Produit des taxes diverses : | | |
| Au titre de : l'exercice de 1911 | 12 06 | |
| — l'exercice de 1913 | 337.780 93 | |
| — l'exercice de 1914 | 939.544 90 | |
| Ensemble | | 1.277.337 89 |

au lieu de 1.427,536 fr. 67 en 1913, soit une diminution de 150,198 francs 78 en 1914 provenant de la réduction des taxes ;

| | |
|---|---|
| 2° Recouvrements opérés sur les débiteurs (chefs d'entreprise non assurés ou assureurs), à | 423.844 64 |

soit, par rapport à la recette correspondante de 1913, une diminution de 47,598 fr. 77 ;

| | |
|---|---|
| 3° Sommes remboursées par la caisse nationale des retraites pour la vieillesse pour diverses causes de déchéance prévues par l'article 3 de la loi du 9 avril 1898 (nouveau mariage, ouvriers étrangers cessant de résider en France ou à la suite de revisions effectuées en exécution de l'article 19 de la même loi) | 65.321 34 |

au lieu de 58,513 fr. 33 en 1913.

| | |
|---|---|
| 4° Produit des placements de fonds, remboursement de valeurs et bonification afférente à la libération anticipée des rentes 3 1/2 p. 100 amortissables souscrites à l'émission | 430.516 83 |
| 5° Cession de rente 3 p. 100 | 600.277 48 |
| Total des recettes | 2.797.298 18 |

supérieur de 436,171 fr. 71 à celui de 1913.

Les dépenses au cours de cette année se répartissent ainsi :

| | |
|---|---|
| 1° Versements à la caisse nationale des retraites pour la vieillesse pour constitution de 110,547 francs de rentes dont les débiteurs ont été reconnus insolvables | 1.683.766 » |

(au lieu de 471,807 fr. en 1913).

Cette augmentation provient de l'accroissement des constitutions opérées pour le compte de sept syndicats de garantie et pour celui d'une société d'assurance dont les opérations relatives à la loi du 9 avril 1898 ont été suspendues.

| | |
|---|---|
| 2° Payement d'arrérages en souffrance, d'indemnités pour départs à l'étranger, du quart de capitaux constitutifs de rentes, etc. | 164.359 32 |

(au lieu de 106 mille 135 fr. 64 en 1913).

| | |
|---|---|
| 3° Frais d'assiette des taxes additionnelles de 1914 (rôles primitifs) et d'exercices antérieurs (rôles supplémentaires) | 125.876 35 |

(au lieu de 129 mille 568 fr. 92 en 1913).

| | |
|---|---|
| 4° Frais de perception (recouvrements de 1913) | 42.403 71 |

(soit 2,274 fr. 20 de plus que pour l'exercice 1912).

| | | |
|---|---|---|
| 5° Dégrèvements de 1913 | 43.476 30 | |

(au lieu de 68,404 fr. 20 centimes pour 1912).

| | | |
|---|---|---|
| 6° Frais administratifs de 1913 remboursés à la caisse des dépôts en 1914 | 49.035 88 | |

(supérieurs de 2.536 francs 45 à ceux de 1912).

| | | |
|---|---|---|
| 7° Frais judiciaires, et frais de poste | 25.227 06 | |

(soit une diminution de 3,246 fr. 43 en 1914).

| | | |
|---|---|---|
| Total des dépenses | 2.134.141 62 | 2.134.144 62 |

soit une augmentation de 1,244,106 francs 34 sur 1913.

| | |
|---|---|
| Excédent de recettes | 663.153 56 |
| L'excédent des recettes de l'année | 663.153 56 |
| ajouté au solde existant au 31 décembre 1913 | 370.124 07 |
| a porté les sommes disponibles à | 1.033.277 63 |
| Sur ces disponibilités, il a été employé à l'achat de 7,705 fr. de rente 3 1/2 amortissable | 200.200 » |
| Le solde en numéraire ressort en définitive, au 31 décembre 1914, à | 833.077 63 |
| Le fonds de garantie est, en outre, possesseur de 425,307 fr. de rentes 3 p. 100, 3 p. 100 amortissable et 3 1/2 p. 100 amortissable ayant coûté | 13.590.328 03 |

## Caisse nationale d'assurance en cas de décès.

Les contrats d'assurance en cas de décès souscrits en exécution des lois du 11 juillet 1868, du 17 juillet 1897, du 12 avril 1906 et du 10 avril 1908, ne comportant aucune disposition relative au risque de guerre, celui-ci n'était pas exclu des risques couverts par la caisse nationale.

Un décret en date du 7 septembre 1914, promulgué le 8, est venu, tout en respectant les droits acquis, modifier pour l'avenir cette situation qui, en raison de l'état de guerre, eût été préjudiciable aux intérêts de la caisse d'assurance. Aux termes de ce décret, le risque de guerre est exclu de tous les contrats nouveaux ou renouvelés souscrits, à partir du 8 septembre, sans payement d'une surprime, basée sur le capital assuré et fixée à 10 p. 100, 7 1/2 p. 100 ou 5 p. 100, suivant que l'assuré fait partie de l'armée active, de l'armée territoriale, ou, tout en étant mobilisé, n'appartient à aucune de ces deux catégories. Après la cessation des hostilités, l'excédent des surprimes encaissées sur le montant des sinistres payés sera, pour chaque catégorie d'assurance, réparti proportionnellement au montant du capital assuré.

Le ralentissement constaté dans le développement des opérations de la Caisse nationale provient surtout de ce que la souscription des contrats nouveaux a été à peu près arrêtée à partir du mois d'août.

Ainsi, en ce qui concerne les assurances collectives, aucun contrat nouveau n'a été souscrit à partir du 1er septembre et 87 contrats anciens n'ont pas été renouvelés ; quant aux renouvellements, 93 ont été faits avec payement de la surprime de guerre, et 80 sans surprime.

D'autre part, de nombreux assurés ont profité des dispositions du décret du 10 août 1914, qui suspend l'effet des clauses de déchéance, pour ne pas acquitter leur prime à l'échéance.

Les opérations centralisées en 1914 se résument ainsi qu'il suit :

*Recettes.*

| | |
|---|---|
| Primes d'assurances individuelles vie entière au nombre de 1,674 | 93.633 37 |
| Primes d'assurances collectives versées par 223 sociétés de secours mutuels pour le compte de 38,474 sociétaires | 241.091 50 |
| Primes d'assurances mixtes (loi du 17 juillet 1897) au nombre de 2,942 | 152.866 36 |
| Assurances de capital différé | |

| | | |
|---|---|---|
| (loi du 9 mars 1910) pour 14,264 versements | | 1.236.517 » |
| Primes d'assurances temporaires relatives aux habitations à bon marché (loi du 12 avril 1906), au nombre de 1,313 | | 150.600 » |
| Primes d'assurances temporaires (loi du 10 avril 1908 relative à la petite propriété) au nombre de 1,520 | | 1.296.533 95 |
| Promesses d'assurances (loi du 10 avril 1908, art. 9) au nombre de 4 | | 253 » |
| Primes d'assurances temporaires (loi du 19 mars 1910 relative au crédit individuel à long terme) | | 1.480 10 |
| Total des primes versées | | 3.172.975 28 |
| au lieu de 5,299,049 fr. 47 en 1913, soit une diminution de 2,126,074 francs 19 qui porte principalement sur les assurances de capital différé souscrites par des collectivités dans les conditions de l'article 3 de la loi du 9 mars 1910. | | |
| A cette somme il convient d'ajouter celle de montant des surprimes versées, en exécution du décret du 7 septembre 1914, pour garantir pendant la durée des hostilités le risque de la guerre. Cette somme se répartit comme suit : | | 78.094 54 |
| Assurances individuelles pour la vie entière | 300 » | |
| Assurances mixtes | 975 » | |
| Assurances temporaires (loi du 10 avril 1908) | 3.893 20 | |
| Assurances collectives | 72.926 25 | |
| Arrérages de rentes et valeurs et intérêts de retards | | 417.377 27 |
| Primes de remboursement de valeurs et bonification afférente à la libération anticipée des rentes 3 1/2 p. 100 amortissable souscrites à l'émission | | 10.729 88 |
| Reversement des sommes indûment payées | | 540 » |
| Total des recettes | | 3.679.716 97 |

*Dépenses.*

| | | |
|---|---|---|
| Payements des capitaux après décès et remboursements de primes et de versements irréguliers : | | |
| Assurances individuelles vie entière | 101.621 91 | |
| Assurances collectives | 285.563 80 | |
| Assurances mixtes | 48.543 » | |
| Assurances de capital différé | 76.952 » | |
| Assurances temporaires | 133.993 70 | |
| Ensemble | 646.677 41 | |
| soit 159,425 fr. 25 de plus qu'en 1913. | | |
| Remboursements de surprimes de guerre indûment perçues | 2.206 39 | |
| Impôts afférents aux prêts aux départements et aux communes | 1.912 97 | |
| Ensemble | 650.796 77 | 650.796 77 |
| L'excédent des recettes | | 3.028.920 20 |
| venant s'ajouter au solde en numéraire au 1er janvier 1914 | | 596.869 60 |
| a porté le montant des disponibilités de l'année à | | 3.625.789 80 |
| Le portefeuille a subi les modifications suivantes : | | |
| Il a été acheté : | | |
| 26,880 fr. de rente 3 1/2 p. 100 amortissable pour | 698.880 » | |
| Bons du Trésor | 307.600 » | |
| En outre, il a été employé en prêts aux départements et aux communes une somme de | 309.243 50 | |
| et en obligations de chemins de fer un capital de | 1.791.587 60 | |
| Ensemble | 3.107.311 10 | |
| Les remboursements de prêts ont, d'autre part, porté sur une somme de | 29.994 88 | |
| et les remboursements d'obligations de chemins de fer ont été de | 17.254 12 | |
| | 47.249 » | |
| L'excédent des emplois sur les remboursements s'élève ainsi à | | 3.060.032 10 |
| et le solde en numéraire, au 31 décembre 1914, se trouve être de | | 565.727 70 |

Le portefeuille de la caisse nationale d'assurances en cas de décès est, à la même date, constitué de la manière suivante :

| | | |
|---|---|---|
| 30,912 fr. de rente 3 p. 100 ayant coûté | | 1.012.440 27 |
| 26,880 fr. de rente 3 1/2 p. 100 amortissable ayant coûté | | 698.880 » |
| Bons du Trésor | | 307.600 » |
| 23,237 obligations de chemins de fer | | 9.809.447 68 |
| et le solde des prêts aux départements et aux communes | | 1.465.630 23 |
| Total | | 13.293.998 18 |

Les travaux de statistique s'étant trouvés cette année retardés par suite du manque de personnel, le montant des capitaux restant assurés au 31 décembre 1914 n'a pu être indiqué dans le présent rapport.

## Caisse nationale d'assurance en cas d'accidents.

### *1° Loi du 14 juillet 1868.*

La situation de la caisse nationale d'assurance en cas d'accidents n'a pas subi, en ce qui concerne la section de la loi du 11 juillet 1868, de modifications appréciables.

Les opérations effectuées en 1914 se résument ainsi qu'il suit :

*Recettes.*

| | | |
|---|---|---|
| *a*) En recettes : | | |
| 1° 179 cotisations | | 1.102 |
| En 1913, la caisse avait reçu 333 cotisations pour une somme de 1,713 fr. | | |
| 2° Dixièmes de garantie pour assurances avec nombre variable d'assurés | | 5 » |
| 3° Versements effectués par le ministère de l'intérieur en faveur des sapeurs-pompiers (décret du 1er février 1910) | | 81.192 41 |
| 4° Arrérages de rentes et bonification afférente à la libération anticipée des rentes 3 1/2 p. 100 amortissable souscrites à l'émission | | 336.676 » |
| Ensemble | | 418.975 41 |

*Dépenses.*

| | | |
|---|---|---|
| *b*) En dépenses : | | |
| 1° Remboursements de primes avec intérêts à 4 p. 100 en vertu du décret du 10 août 1868 (art. 22) modifié par le décret du 13 août 1877 | 5 20 | |
| 2° Constitution de rentes en faveur des sapeurs-pompiers et payements d'arrérages (décret du 1er février 1910) | 80.190 66 | |
| 3° Secours alloués par application des dispositions de l'article 12 de la loi du 11 juillet 1868 | 400 » | |
| Total des dépenses | 80.595 86 | 80.595 86 |
| Soit un excédent de recettes de | | 338.379 55 |
| qui, ajouté au solde non employé au 1er janvier 1914 | | 11.781 47 |
| fait ressortir le total des sommes disponibles à | | 350.161 02 |
| dont il convient de déduire le coût d'achats de 5,900 fr. de rente 3 p. 100 | 169.722 66 | |
| et de 3,080 fr. de rente 1/2 amortissable | 80.080 » | |
| | 249.802 66 | 249.802 66 |
| Au 31 décembre 1914 le solde est donc de | | 100.358 36 |

### *2° Loi du 24 mai 1899.*

Pour la section de la loi du 24 mai 1899, on constate, par comparaison avec les résultats de 1913, un fléchissement des opérations. En ce qui concerne les recettes, cette situation tient à ce qu'un certain nombre de primes n'ont pas été payées à l'échéance, et à ce que les versements qui ont été effectués ont été moins élevés dans bien des cas en raison de la réduction des salaires assurés. Quant aux dépenses, la diminution porte presque exclusivement sur le montant des constitutions de rentes à la caisse nationale des retraites.

La situation se résume ainsi qu'il suit :

Les recettes effectuées pour le compte de la caisse nationale d'assurance en cas d'accidents (loi du 24 mai 1899), pendant l'année 1914, sont les suivantes :

| | | |
|---|---|---|
| Primes et provisions encaissées correspondant à un chiffre de salaire de près de 62 millions | | 1.618.819 63 |
| au lieu de 2,218,716 fr. 73 en 1913 pour 79 millions de salaires. | | |
| Contributions additionnelles de 2 p. 100 destinées à l'alimentation du fonds de garantie. (Assurés non patentés. — Lois du 12 avril 1906, art. 5, et du 30 janvier 1907, art. 2). | | 778 95 |
| Intérêts des fonds placés en compte courant au Trésor et arrérages de rentes | | 32.631 52 |
| Recettes diverses provenant de remboursements effectués sur les dépenses pour règlements de sinistres, constitutions de rentes, frais et indemnités diverses | | 261.336 43 |
| Cession de rentes 3 p. 100 (prix de revient) | | 113.492 01 |
| Total | | 2.027.058 59 |
| auquel il convient d'ajouter les versements reçus par les percepteurs et receveurs des postes en 1913 et encaissés en 1914 | | 39.712 21 |
| | | 2.066.770 80 |
| Par contre, il y a lieu d'en déduire les versements reçus par les receveurs des finances, les percepteurs et les receveurs des postes en 1914 et à encaisser en 1915 | | 64.390 69 |
| Total des recettes | | 2.002.380 11 |
| Au 1er janvier 1914 le solde en numéraire était de | | 159.337 99 |
| soit ensemble | | 2.161.718 10 |

D'autre part, les dépenses ont été les suivantes :

| | | |
|---|---|---|
| Remboursement de l'excédent des provisions sur les primes dues | 91.448 73 | |
| Règlements de sinistres, constitutions de rentes, arrérages antérieurs à la constitution, frais médicaux et pharmaceutiques, frais funéraires, frais judiciaires et honoraires, indemnités diverses | 1.414.433 | |
| (soit 1,322.676 fr. 29 de moins qu'en 1913). | | |
| Attribution au fonds de garantie des contributions additionnelles de 2 p. 100 afférentes à l'année 1914 (assurés non patentés) | 542 16 | |
| Remboursements de contributions perçues en trop | 52 05 | |
| Remboursements de primes perçues à tort | 3.279 15 | |
| Frais administratifs de 1913 remboursés en 1914 à la caisse des dépôts | 131.478 47 | |
| Différence entre le prix de revient et le prix de cession de rentes 3 p. 100 | 13.287 54 | |
| | 1.654.491 11 | 1.654.491 11 |
| Les disponibilités se sont élevées à la somme de | | 507.226 99 |

qui représentait le solde en numéraire au 31 décembre 1914.

Quant au portefeuille, il est constitué au 31 décembre 1914 de la manière suivante :

| | |
|---|---|
| 1° Loi de 1868 : 341,045 fr. de rentes 3 p. 100 et 3 1/2 p. 100 amortissable ayant coûté | 11.084.959 23 |
| 2° Loi de 1899 : 29,591 fr. de rente 3 p. 100 ayant coûté | 962.276 15 |
| soit au total : 370,636 fr. de rentes. | 12.047.235 38 |

Les soldes en numéraire des deux comptes :

| | |
|---|---|
| Loi de 1868 | 100.358 36 |
| et loi du 24 mai 1899 | 507.226 99 |
| forment le solde général de | 607.585 35 |

qui figure dans les écritures de la caisse des dépôts et consignations sous le n° 72 de la balance générale.

### Caisse des offrandes nationales.

Au 31 décembre 1913, la caisse des offrandes nationales avait à la caisse des dépôts et consignations un solde disponible en compte courant de ..... 627.621 84

*Recettes.*

Les recettes de l'année 1914 sont les suivantes :

| | | |
|---|---|---|
| Arrérages de rentes | 1.560.121 » | |
| Remboursement de 30 fr. de rente 3 p. 100 amortissable (série sortie au tirage) | 12.000 » | |
| Dons et legs | 285 » | |
| Intérêts bonifiés par la caisse des dépôts | 9.637 70 | |
| | 1.582.043 70 | 1.582.043 70 |
| Total du crédit | | 2.209.665 54 |

Les dépenses se répartissent comme suit ;

| | | |
|---|---|---|
| Rentes viagères | 74.762 71 | |
| Compléments de pensions | 456.667 36 | |
| Secours permanents et éventuels | 717.716 07 | |
| Frais d'administration et dépenses diverses | 24.300 22 | |
| Achat de 390 fr. de rente 3 p. 100 amortissable | 11.907 15 | |
| | 1.285.353 51 | 1.285.353 51 |

Au 31 décembre 1914, le solde disponible du compte courant est donc de ..... 924.312 03

Le revenu du portefeuille est de 1,560,136 fr. représenté par :

1,527,481 fr. de rente 3 p. 100 ;
32,655 fr. de rente 3 p. 100 amortissable,

### Caisse nationale d'épargne.

La caisse nationale d'épargne dont les fonds et les valeurs sont déposés à la caisse des dépôts et consignations a dû, comme les caisses d'épargne privées, répondre dès la fin du mois de juillet 1914 à des demandes de retrait extrêmement nombreuses.

Elle a pu néanmoins assurer le service régulier des remboursements sans être obligée de procéder à une cession de rentes de son portefeuille. Pour faciliter sa trésorerie en attendant les rentrées d'arrérages et de capitaux qui ne se répartissent pas également sur tout le cours de l'année, elle a prélevé par fractions successives sur un compte courant d'avances sur titres ouvert par la Banque de France une somme qui n'a jamais dépassé 16 millions et qui d'ailleurs, au moment où est établi le présent rapport, se trouve intégralement remboursée.

Le compte courant des fonds disponibles de la caisse nationale d'épargne déposés au Trésor s'élevait au 1er janvier 1914 à... 71.330.637 18

*Recettes.*

Les recettes de 1914 ont été les suivantes :

| | | |
|---|---|---|
| Versements de l'agent comptable | 78.612.124 60 | |
| Prélèvement sur le compte courant d'avances sur titres à la Banque de France | 16.000.000 | |
| Arrérages de rentes, cession de 595 fr. de rentes 3 p. 100, de 90 francs de rente 3 p. 100 amortissable et remboursement de valeurs | 108.525.036 87 | |
| Ventes de rentes à la demande des déposants | 104.602 16 | |
| Transferts de fonds de la caisse d'épargne de Paris et de celles des colonies | 148.433 63 | |
| Intérêts du compte courant au Trésor | 519.205 40 | |
| Ensemble | 203.909.402 71 | |

*Dépenses.*

Les dépenses se répartissent comme suit :

| | | |
|---|---|---|
| Retraits de fonds ordinaires | 135.452.184 20 | |
| Achats de rentes et d'obligations de chemins de fer de l'Etat pour le compte des déposants (réglés en 1914) | 6.679.117 49 | |
| Transferts de fonds sur la caisse d'épargne de Paris ou sur celles des colonies | 1.943 41 | |
| Emplois en rentes et valeurs (voir 2e partie) | 119.371.948 59 | |
| Total | 261.505.223 69 | |
| soit à retrancher un excédent de dépenses de | | 57.595.820 98 |
| Le solde du compte courant au Trésor au 31 décembre 1914 ressort ainsi à | | 13.734.816 20 |

*Valeurs appartenant à la caisse nationale d'épargne.*

Les titres appartenant à la caisse nationale d'épargne et déposés à la caisse des dépôts et consignations sont, au 31 décembre 1914 :

38,636,920 fr. de rente 3 p. 100 ;
8,892,615 fr. de rente 3 p. 100 amortissable ;
424,242 fr. de rente 3 1/2 p. 100 amortissable ;
41,117 fr. 50 de rente 2 1/2 p. 100 du protectorat de l'Annam et du Tonkin ;
67,900 obligations des chemins de fer de l'Etat ;
175,456 obligations du Trésor amortissables au moyen d'annuités terminables en 1923 (loi du 30 mars 1902, art. 41) ;
43 obligations du Trésor représentatives d'annuités terminables en 1936 (loi du 31 décembre 1907) ;
1,200 obligations du Trésor à court terme.

*Achats et ventes de rentes pour le compte des déposants.*

Les achats de rentes faits, pendant le cours de l'année 1914, pour le compte des déposants, soit sur leur demande, soit d'office, par application de la loi du 9 avril 1881, portent sur 225,284 francs de rente et se sont élevés à 6,436,012 francs 78 contre 12,369,867 fr. 49 en 1913, soit une diminution de 5,933,854 fr. 71 provenant de ce que les achats ont été suspendus en raison de l'application de la clause de sauvegarde. Il a en outre été acheté pour leur compte, conformément aux dispositions de l'article 44 de la loi de finances du 13 juillet 1911, 469 obligations 4 p. 100 des chemins de fer de l'Etat, ayant coûté 232,630 fr. 45.

Il a été vendu, en 1914, pour le compte de 118 déposants, 3,632 fr. de rente qui ont produit 104,602 fr. 16.

*Prescription trentenaire.*

Par application de l'article 14 de la loi du 9 avril 1881, il a été acheté en 1914, pour le compte de 45 déposants, 368 fr. de rente pour un capital de 10,504 fr. 26.

### Compte de liquidation de la caisse des chemins vicinaux et de la caisse des lycées, collèges et écoles primaires.

Les versements effectués par les départements et les communes en remboursement des avances réalisées pour l'achèvement des chemins vicinaux et pour la construction des établissements scolaires sont portés à un compte spécial compris dans les comptes d'ordre et divers à la 3e partie de la balance générale.

Les sommes dues en capital et intérêts au 31 décembre 1913, s'élevaient :

| | | |
|---|---|---|
| Pour la caisse vicinale à | | 37.013.039 25 |
| Pour la caisse scolaire à | | 6.254.344 93 |
| Ensemble | | 43.267.384 18 |
| Les payements d'annuités effectués par les emprunteurs en 1914 se sont élevés à | 10.084.970 92 | |
| Les intérêts déduits des annuités payées par anticipation sont de | 911 46 | |
| | 10.085.882 38 | 10.085.882 38 |
| Il reste dû au 31 décembre 1914 : | | |
| Pour la caisse vicinale | 29.106.334 27 | |
| Pour la caisse scolaire | 3.475.167 53 | |
| | 32.581.501 80 | 32.581.501 80 |
| Le solde créditeur du compte à la caisse des dépôts et consignations était, au 31 décembre 1913, de | | 979.969 73 |
| Il a été payé en 1914 par les emprunteurs, y compris 4,859 francs 83 d'intérêts de retard | | 10.689.830 75 |
| Total | | 11.669.800 48 |
| Il a été versé au Trésor public : | | |
| Pour la caisse vicinale | 6.841.700 89 | |
| Pour la caisse scolaire | 2.704.787 55 | |
| | 9.546.488 44 | 9.546.488 44 |
| Le solde créditeur au 1er janvier à verser en 1915 au Trésor public est de | | 2.123.312 04 |

## DEUXIÈME PARTIE

### EMPLOI DE FONDS

*Relevé général des disponibilités et des emplois.*

Les comptes du passif réunis aux comptes de correspondants et aux comptes d'ordre présentent, ainsi qu'il a été dit à la première partie, une augmentation de (1) 22,984,701 fr. 64.

Une augmentation égale se retrouve dans l'actif de la caisse des dépôts et consignations.

Les excédents de recettes se répartissent de la manière suivante :

| | |
|---|---|
| Effets à recevoir | 24.566 23 |
| Cession, amortissement et remboursement de diverses rentes ou valeurs | 125.634.413 20 |
| Remboursement d'obligations souscrites en garantie de prêts. | 18.463 23 |
| Remboursement d'avances par les caisses d'épargne | 7.500 » |
| Diminution du compte « Avances à la société de crédit des habitations à bon marché » | 206.150 » |

(1) Les excédents des comptes du passif et de correspondants s'élèvent à :

| | Crédit. | Débit. |
|---|---|---|
| Deuxième partie du bilan | 59.654.018 86 | 79.304.491 80 |
| Troisième partie du bilan | 45.886.304 05 | 3.251.159 47 |
| | 105.540.352 91 | 82.555.651 27 |
| Excédent du crédit sur le débit | | 22.984.701 64 |

| | | |
|---|---|---|
| Prêts aux départements, communes et établissements publics (Comptes nos 35 et 38)..... | 3.517.653 31 | |
| Diminution des comptes courants au Trésor de la caisse des dépôts, des caisses d'épargne et de la caisse nationale d'épargne..... | 99.163.616 72 | |
| Diminution du compte courant à la Banque de France pour les fonds non employés du fonds de réserve et de garantie des caisses d'épargne..... | 59.000.000 » | |
| Soit ensemble une somme de. égale au total des excédents de crédit de la première partie du bilan. | 287.572.362 60 | |
| Les augmentations de dépense portent sur les comptes ci-après : | | |
| Augmentation du compte « Caisse »..... | 349.891 42 | |
| Rentes sur l'Etat et valeurs diverses..... | 277.014.739 92 | |
| Avances sur titres de la caisse nationale d'épargne déposés à la Banque de France..... | 16.000.000 » | |
| Prêts aux départements, communes et établissements publics (comptes nos 36 et 37).... | 2.078.387 43 | |
| Augmentation des comptes courants au Trésor de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse et des retraites ouvrières..... | 11.615.045 56 | |
| Augmentation du compte ouvert à la Banque de France pour les fonds non employés des caisses d'épargne..... | 3.499.000 » | |
| Ensemble... | 310.557.064 33 | |
| somme égale au total des excédents de débit de la première partie du bilan..... | 310.557.064 33 | |
| Différence représentant l'augmentation de l'actif..... | 22.984.701 64 | |

En dehors des disponibilités ci-dessus, il a été fait emploi en rentes, valeurs diverses et prêts aux départements, communes et chambres de commerce pour le compte des services gérés par la caisse des dépôts et consignations et dont le portefeuille ne figure pas dans l'actif au bilan, d'une somme de 310,540,046 fr. 09 se répartissant ainsi :

| | |
|---|---|
| Caisse nationale d'épargne... | 119.371.948 59 |
| Caisse nationale des retraites (lois de 1886, 1898 et 1905)..... | 139.920.668 46 |
| Caisse nationale des retraites (loi de 1910)..... | 34.390.115 28 |
| Caisses nationales d'assurances en cas de décès et en cas d'accidents..... | 3.357.113 76 |
| Fonds de garantie (loi du 9 avril 1898 sur les responsabilités des accidents du travail)..... | 200.200 » |
| Ministère du travail. — Produit de la vente des timbres pour les retraites ouvrières..... | 13.300.000 » |
| Total égal..... | 310.540.046 09 |

## DÉVELOPPEMENT DES OPÉRATIONS PAR SERVICE

*Services propres à la Caisse des dépôts et consignations*

Le numéraire en caisse et les effets à recevoir s'élevaient, au 1er janvier 1914, à..... 1.333.662 69

Le solde du compte courant de la Caisse des dépôts et consignations au Trésor et à la Banque de France (fonds de réserve et de garantie des caisses d'épargne) était à la même époque de..... 349.174.822 77

Ces sommes se sont accrues en 1914 du montant des opérations ci-après :

| | |
|---|---|
| Remboursement de 7,815 fr. de rente 3 p. 100 amortissable ayant coûté (Compte no 14 *bis*). | 252.966 86 |
| Remboursement d'obligations du Trésor amortissables au moyen d'annuités terminables en 1923 (Comptes nos 7 et 12)... | 4.177.500 » |
| Remboursement d'obligations des chemins de fer de l'Etat ayant coûté (Comptes nos 4 et 10). | 150.000 » |
| Remboursement d'obligations de diverses compagnies de chemins de fer ayant coûté (Comptes nos 6, 11 et 16)..... | 400.004 33 |
| Remboursement d'obligations du Trésor à court terme (Comptes no 6 *bis* et 18)..... | 7.500.000 » |
| Remboursement d'obligations de sociétés d'habitations à bon marché (Compte no 17)..... | 942.600 » |
| Remboursements de bons du Mont-de-Piété de Paris (Compte no 17 *ter*)..... | 6.350.000 » |
| Remboursement d'obligations souscrites en garantie de prêts (Compte no 31)..... | 18.463 23 |
| Remboursement de bons du Trésor (Comptes nos 7 *bis*, 13 et 19)..... | 77.707.896 95 |
| Remboursement d'avances faites à la société de crédit des habitations à bon marché (Compte no 31)..... | 206.150 » |
| Remboursement d'avances par les caisses d'épargne (Compte no 33)..... | 7.500 » |
| Excédents des remboursements de prêts aux départements et établissements publics (dépôts et consignations) (Compte no 35)..... | 3.515.564 06 |
| Excédents des remboursements sur annuités et créances arriérées (Compte no 38)..... | 2.089 25 |
| Affectation à l'atténuation du prix de revient des rentes et valeurs appartenant à la caisse des dépôts et consignations du solde du compte de « Profits et pertes » pour l'année 1914 (Comptes nos 3, 3 *bis*, 4 et 6)..... | 8.238.487 84 |
| Excédents des comptes de passif, de réserve et de produits et charges (1)..... | 73.308.975 65 |
| Soit au total une disponibilité de..... | 533.286.683 63 |

Grâce à ces ressources, la caisse des dépôts et consignations a pu faciliter la mobilisation de la trésorerie des caisses d'épargne ordinaires ; elle a, en effet, dès la fin de juillet, acquis 1,923,100 fr. de rente 3 p. 100 et 1,904,205 francs de rente 3 p. 100 amortissable qui lui ont été cédées par le portefeuille de ces caisses et qui représentent aux prix de cession un capital de 103,002,262 fr. 08.

Les emplois de fonds, suspendus à partir du début des hostilités, sauf en ce qui concerne les emplois temporaires, ont été les suivants :

| | Débit. | Crédit. |
|---|---|---|
| | — | — |
| (1) Les totaux des excédents des comptes créanciers s'élèvent, d'après la balance, à..... | 82.555.651 27 | 105.540.352 91 |
| Diminués des chiffres afférents aux excédents des comptes nos 47, 67, 67 *bis*, 68, 75, 76 et 87, qui ont un emploi spécial..... | 62.203.777 91 | 11.879.503 90 |
| | 20.351.873 36 | 93.660.849 01 |
| L'excédent des recettes des comptes propres de la caisse des dépôts et consignations ressort à..... | 73.308.975 65 | |

| | |
|---|---|
| Achats de rente 3 p. 100 (Comptes nos 3 et 14)..... | 50.051.226 04 |
| Achats de rente 3 p. 100 amortissable (Comptes nos 3 *bis*, 9 *bis*, 14 *bis*)..... | 53.018.699 27 |
| Souscription de rente 3 1/2 p. 100 amortissable (Comptes nos 3 *ter*, 9 *ter*, 14 *ter*)..... | 15.000.440 » |
| Achats d'obligations de chemins de fer de l'Etat (Compte no 4)..... | 1.274.000 » |
| Achats d'obligations de diverses compagnies de chemins de fer (comptes nos 6 et 11)..... | 8.437.521 75 |
| Achats d'obligations du Trésor à court terme (Comptes no 6 *bis* et 18)..... | 6.500.000 » |
| Achats de bons du Trésor à divers taux (Comptes nos 7 *bis*, 13 et 19)..... | 104.803.296 95 |
| Achats d'obligations de sociétés d'habitations à bon marché (Compte no 17)..... | 2.652.900 » |
| Achats de bons du Mont-de-Piété de Paris (Compte no 17 *ter*). | 6.900.000 » |
| Avances sur titres de la caisse nationale d'épargne (Compte no 32 *bis*)..... | 16.000.000 » |
| Excédents des réalisations de prêts aux départements, communes et chambres de commerce (sociétés de secours mutuels) (Compte no 36)..... | 1.468.139 71 |
| Excédent des annuités de prêts mises en recouvrement (Compte no 37)..... | 610.197 72 |
| Total..... | 266.665.471 41 |
| Déduction faite de cette somme, les disponibilités..... se trouvent ramenées, au 31 décembre 1914, à..... | 533.286.683 63<br>266.620.212 19 |

chiffre égal au montant du compte courant de la caisse des dépôts au Trésor et à la Banque de France (fonds de réserve et de garantie des caisses d'épargne) augmenté du numéraire en caisse et des effets à recevoir.

*Prêts consentis par la Caisse des dépôts et consignations aux départements, communes, colonies, etc.*

Le montant des prêts consentis en 1914 aux départements, communes, établissements publics et aux colonies, tant sur les fonds propres de la caisse des dépôts et consignations..... 9.386.917 22
que sur les fonds des sociétés de secours mutuels..... 10.500.000 »
formant un total de..... 19.886.917 22

présente par rapport à 1913 une diminution de 9,729,184 fr. 72 résultant de ce que l'examen de toutes nouvelles demandes d'emprunt a été suspendu à partir du début des hostilités.

Le nombre des prêts (472 pour la caisse des dépôts, 1 pour les sociétés de secours mutuels) n'a ainsi atteint que 473 contre 837 en 1913, soit une diminution de 364 contrats.

Le montant moyen de ces prêts ressort, en 1914, pour ceux effectués sur les fonds propres de la caisse des dépôts à 19,887 fr. 54, et pour l'ensemble à 242,044 fr. 22, alors qu'en 1913, cette moyenne a été de 35,383 fr. 63.

Parmi les prêts consentis en 1914 pour les deux services, ceux des départements, au nombre de 34, se sont élevés à 6,154,994 fr. 80; ceux des communes de la métropole, au nombre de 426, se sont élevés à 2,019,944 fr. 42 ; ceux des établissements publics, au nombre de 10, se sont élevés à 11,567,478 fr. Trois prêts s'élevant à 141,500 fr. ont en outre été consentis à des établissements publics de l'Algérie.

Au point de vue de la durée, ces prêts se divisent ainsi :

Au-dessous de six ans, 41 prêts pour 1 million 131,561 fr. 70.

De six à quinze ans, 202 prêts pour 2 millions 025,953 fr. 41.

De seize à vingt ans, 229 prêts pour 6 millions 229,402 fr. 11.

Au-dessus de vingt ans, 1 prêt pour 10 millions 500,000 fr.

Un prêt remboursable en plus de vingt ans a été consenti sur les fonds des sociétés de secours mutuels.

Sous le rapport de leur importance, ils se répartissent de la manière suivante :

De 1,000 fr. et au-dessous, 82 prêts pour 61,483 fr. 45.

De 1,001 à 10,000 fr., 314 prêts pour 1 million 012,842 fr. 97.

De 10,001 à 50,000 fr., 44 prêts pour 1 million 007,308 fr. 25.

De 50.001 à 500,000 fr., 29 prêts pour 5 millions 346,218 fr. 55.

Au-dessus de 500,000 fr., 4 prêts pour 12 millions 429,054 fr.

Le montant des prêts réalisés, qui, en 1914, atteint la somme de 10,693,240 fr. 48, est également en diminution de 9,100,210 fr. 23 sur 1913, bien que la caisse des dépôts n'ait pas cessé, malgré les événements, de mettre à la disposition des emprunteurs les fonds qui leur étaient nécessaires pour l'objet même en vue duquel le prêt avait été consenti.

Il reste à réaliser sur les prêts consentis un capital de 25,469,534 fr. 51.

Les remboursements ordinaires et anticipés se sont élevés à 12,319,903 fr. 36, savoir :

| | |
|---|---|
| Prêts anciens sur obligations. | 18.463 23 |
| Prêts sur contrats | 12.301.440 13 |
| Total égal | 12.319.903 36 |

Ces remboursements sont inférieurs de 1 million 764,605 fr. 98 à ceux de 1913, qui ont atteint 14,084,510 fr. 34.

Cette diminution porte principalement sur les remboursements de prêts en compte courant consentis pour la construction de réseaux téléphoniques et sur les remboursements anticipés. En outre, un petit nombre d'emprunteurs n'ont pas été en mesure de se libérer à l'échéance, ainsi qu'il ressort du solde du compte « Annuités en recouvrement » qui passe de 6,803 fr. 66 en 1913 à 617,006 fr. 38 en 1914. Quant au compte « Créances arriérées », qui n'est débité que six mois après l'échéance des annuités impayées, il atteint au 31 décembre 1914 le chiffre de 5,712 fr. 78 (capital 3,949 fr. 80 centimes et intérêts 1,762 fr. 98) contre 7,802 fr. 03 en 1913.

Les sommes restant dues par trois syndicats agricoles sur les prêts qui leur ont été consentis, de 1894 à 1896, par la caisse des dépôts s'élevaient au 31 décembre 1914 à 844,638 fr. 72 en capital.

Aucun encaissement n'a été opéré au cours de l'année 1914 sur ces créances qui figurent dans le solde du compte « Obligations souscrites en garantie de prêts (compte n° 31) ».

En résumé, les sommes prêtées du 1er janvier 1822 au 31 décembre 1913 s'élevaient à ..... 1.098.349.745 34

Les réalisations de 1914 ont atteint ..... 10 693.240 48

Total des avances ..... 1.109.042.985 82

| | | |
|---|---|---|
| Les amortissements opérés de 1822 à la fin de 1913 ont atteint ..... | 978.750.260 07 | |
| Les remboursements de 1914 sont de ..... | 12.319.903 36 | 991.070.163 43 |
| Différence ..... | | 117.972.822 39 |

Reste à rembourser au 31 décembre 1914 :

| | |
|---|---|
| Capital ..... | 117.972 822 39 |
| Intérêts compris dans les annuités échues non encore recouvrées ..... | 173.817 80 |
| Ensemble ..... | 118.146.640 19 |

Cette somme est représentée par les soldes suivants :

| | |
|---|---|
| Prêts sur obligations ..... | 896.105 76 |
| Prêts sur contrats (caisse des dépôts) ..... | 63.450.282 57 |
| Prêts sur contrats (sociétés de secours mutuels) ..... | 53.177.532 70 |
| Annuités en recouvrement sur prêts ..... | 617.006 38 |
| Annuités et créances arriérées ..... | 5.712 78 |
| Total égal ..... | 118.146.640 19 |

*Prêts consentis sur le fonds de réserve et de garantie des caisses d'épargne, en faveur des habitations à bon marché.*

En ce qui concerne les prêts consentis sur le fonds de réserve et de garantie des caisses d'épargne, par application de la loi du 12 avril 1906 (art. 6), la caisse des dépôts a suspendu, depuis le début des hostilités, l'examen de toutes les nouvelles demandes d'emprunt, mais elle a continué, pour les contrats en cours, à mettre à la disposition des sociétés les sommes qui leur étaient nécessaires pour l'achèvement de leurs travaux. La situation de ces prêts est la suivante :

| | | |
|---|---|---|
| En 1914, il a été consenti à 40 sociétés d'habitations à bon marché 43 prêts pour une somme totale de ..... | | 2.533.300 |
| soit, par rapport à 1913, une diminution de 10 dans le nombre des sociétés bénéficiaires, de 16 dans le nombre des prêts et de 1,053,700 fr. dans le montant des contrats. | | |
| Les prêts consentis antérieurement à des sociétés d'habitations à bon marché s'élevaient à ..... | | 23.511.200 |
| La somme avancée d'autre part à la société de crédit étant de ..... | | 4.999.900 |
| le total des avances consenties en faveur des habitations à bon marché s'élève au 31 décembre 1914 à ..... | | 31.049.400 |
| Sur cette somme, il a été réalisé dont 2,652,900 fr. en 1914. | | 27.608.500 |
| Les amortissements effectués ayant atteint ..... dont 1,148,750 fr. en 1914. | | 5.665.650 |
| Le montant des sommes restant dues (1) s'élève à ..... | | 22.042.850 |

*Service des caisses d'épargne.*

Les fonds non employés des caisses d'épargne au 1er janvier 1914 s'élevaient à ..... 92.481.626 90
représentés par le compte courant au Trésor (92,480,626 fr. 90) et le compte constitué à la Banque de France (1,000 fr.).

Ce solde s'est augmenté pendant l'année 1914 du montant des remboursements ci-après :

| | | |
|---|---|---|
| 703,185 fr. de rente 3 p. 100 amortissable ayant coûté ..... | 21.383.543 75 | |
| 3,862 fr. 50 de rente 2 1/2 p. 100 du protectorat de l'Annam et du Tonkin ayant coûté ..... | 130.145 25 | |
| 536 obligations de diverses compagnies de chemins de fer ayant coûté ..... | 226.858 18 | |
| 15 obligations du crédit foncier de France ayant coûté ..... | 7.312 50 | |
| 41,966 obligations du Trésor amortissables au moyen d'annuités terminables en 1923 (loi du 30 mars 1902). | 20.983.000 » | |
| Bons du Trésor ..... | 34.000.000 » | |
| Total des remboursements de valeurs ..... | 76.735.889 68 | |

auquel il convient d'ajouter :

1° Le produit des cessions ci-après :

| | | |
|---|---|---|
| 1,933,814 fr. de rente 3 p. 100 pour ..... | 50.269.868 76 | |
| 1,904,760 fr. de rente 3 p. 100 amortissable pour ..... | 53.014.334 04 | |

2° Le prélèvement sur le fonds de réserve et de garantie des caisses d'épargne de ..... 7.724.926 94
représentant la différence entre le prix de cession et le prix de revient de 1,933,814 francs de rente 3 p. 100 et de 555 francs de rente 3 p. 100 amortissable appartenant aux caisses d'épargne (art. 6 et 7 de la loi du 20 juillet 1895).

3° Les intérêts dus aux caisses d'épargne par la caisse des dépôts et consignations ..... 132.651.171 92

Total des encaissements ..... 320.396.191 34 320.396.191 34

Le total des disponibilités s'élève ainsi à ..... 412.877.818 24

Pour faire face aux excédents de retraits une somme de ..... 136.991.670 51
a été nécessaire.

Quant aux achats, suspendus dès la fin du mois de juillet, sauf en ce qui concerne les emplois temporaires, il ont consisté en :

| | | |
|---|---|---|
| 1,784,418 fr. de rente 3 p. 100 au prix de ..... | 51.082.583 99 | |
| 1,185 fr. de rente 3 p. 100 amortissable au prix de ..... | 34.611 40 | |
| 1,105,651 fr. de rente 3 1/2 p. 100 amortissable au prix de ..... | 28.741.231 57 | |
| 30,600 obligations des chemins de fer de l'Etat ..... | 14.994.000 » | |
| 32,085 obligations de diverses compagnies de chemins de fer ayant coûté. | 14.173.633 50 | |
| 300 obligations du Trésor à court terme ..... | 3.000.000 » | |
| Des bons du Trésor ..... | 83.619.700 » | |
| En outre une somme de ..... représentant la différence entre le prix d'achat et le prix de cession de 1,904,205 fr. de rente 3 p. 100 amortissable a été imputée au fonds de réserve et de garantie des caisses d'épargne. | 610.957 65 | |
| Total ..... | 333.251.388 62 | 333.251.388 62 |

Au 31 décembre, il restait ainsi une disponibilité de ..... 79.626.429 62
aux deux comptes du Trésor et de la Banque.

*Services spéciaux gérés par la caisse des dépôts et consignations.*

1° Caisse nationale d'épargne.

Les fonds disponibles de la caisse nationale d'épargne en compte courant au Trésor s'élevaient au 1er janvier 1914 à ..... 71.330.637 18

Pendant l'année 1914, les encaissements, y compris les 16 millions prélevés au compte d'avances sur titres, ont atteint. 203.909.402 71

Le total des disponibilités a donc atteint ..... 275.240.039 89

Les versements à l'agent comptable, les achats de rentes et d'obligations des chemins de fer de l'Etat pour le compte des déposants et les transferts ont absorbé une somme de ..... 142.133.275 10

Les emplois de fonds ont été suspendus complètement depuis la fin du mois de juillet. Jusque là, ils

(1) Comptes nos 17, 17 *bis* et 34.

avaient été les suivants :

| | | |
|---|---|---|
| 2,371,261 fr. de rente 3 p. 100 pour..... | 67.891.912 21 | |
| 424.242 fr. de rente 3 1/2 p. 100 amortissable.... | 10.988.036 38 | |
| 40.800 obligations des chemins de fer de l'Etat..... | 19.992.000 » | |
| 21 bons du Trésor..... | 20.500.000 » | |
| | 261.505.223 69 | 261.505.223 69 |
| Il reste donc au 31 décembre 1914 un solde disponible de.... | | 13.734.816 20 |

égal au solde débiteur du compte « Trésor public », son compte de fonds non employés de la caisse nationale d'épargne ».

**2° Caisse nationale des retraites pour la vieillesse.**

*a*) Lois des 20 juillet 1886, 9 avril 1898 et 22 avril 1905 :

| | | |
|---|---|---|
| Le compte courant au Trésor des fonds non employés de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse avait été arrêté au 31 décembre 1913 à..... | | 35.293.918 59 |
| formant avec les timbres-poste affectés aux bulletins-retraites et non remboursés..... | | 254 » |
| le montant total à cette date des disponibilités de la caisse des retraites..... | | 35.294.172 59 |
| Pendant l'année 1914, la caisse a reçu : | | |
| Pour versements, pour cessions et remboursements de rentes et valeurs pour arrérages, intérêts, primes de remboursement et recettes diverses..... | | 237.314.325 47 |
| Ensemble..... | | 272.608.498 06 |
| Le service de la caisse (payements d'arrérages de rentes viagères, remboursements après décès de capitaux réservés, etc.) a exigé une somme de..... | 87.277.204 98 | |
| Les emplois de fonds ont consisté : | | |
| 1° En l'achat : | | |
| D'obligations du Trésor émises par application de la loi du 10 avril 1908 sur la petite propriété et les maisons à bon marché (art. 6)..... | 10.650.600 » | |
| De rente 3 1/2 p. 100 amortissable..... | 7.753.200 » | |
| D'obligations du gouvernement général de l'Algérie..... | 29.000.304 » | |
| D'obligations du gouvernement général de l'Afrique occidentale française..... | 9.993.438 40 | |
| D'obligations du Trésor à court terme..... | 5.000.000 » | |
| D'obligations de chemins de fer..... | 4.313.835 » | |
| De bons du Trésor..... | 35.152.700 » | |
| De rente 2 1/2 p. 100 du protectorat de l'Annam et du Tonkin..... | 49.880 » | |
| De rente 2 1/2 p. 100 de l'emprunt de la colonie de Madagascar (1897).... | 9.962 25 | |
| 2° En prêts aux départements et aux communes. | 37.991.748 81 | |
| | 227.197.873 44 | |
| Le solde disponible au 31 décembre 1914 est de..... | | 45.410.624 62 |

*b*) Loi du 5 avril 1910 : *Section spéciale des retraites ouvrières et section des allocations viagères.*

Les emplois de fonds effectués pendant l'année 1914 au profit de la section spéciale des retraites ouvrières ont été les suivants :

| | | |
|---|---|---|
| 1° Rente 3 1/2 p. 100 amortissable..... | 247.520 » | |
| 2° Obligations de chemins de fer..... | 6.137.445 15 | |
| 3° Prêts aux départements, communes et chambres de commerce..... | 15.671.650 13 | |
| 4° Bons du Trésor..... | 11.611.500 » | |
| 5° Obligations des sociétés d'habitations à bon marché..... | 722.000 » | |
| Ensemble..... | 34.390.115 28 | |

En ce qui concerne la section des allocations viagères, qui, ainsi qu'on l'a vu plus haut, ne reçoit plus de versements, il n'a été fait pour son compte aucun emploi. Elle a dû, au contraire, réaliser des bons spéciaux de la compagnie des chemins de fer de l'Est pour un capital de 1,500,000 fr., et des obligations de chemins de fer pour un capital de 576,450 fr.

*Prêts consentis par la caisse nationale pour la vieillesse.*

*a*) Aux départements et aux communes :

Les prêts consentis aux départements et aux communes, en 1914, par les différentes sections de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse se sont élevés à..... 81.551.263 76
En 1913, ils étaient de..... 71.525.415 71
Soit une augmentation de.... 10.025.848 05

Toutefois, par suite de la suspension de l'examen de toutes nouvelles demandes d'emprunts à partir du mois d'août, leur nombre, qui était de 1,472 en 1913, n'a été que de 1,094 en 1914, soit une diminution de 378.

Quant aux réalisations, qui, pour les contrats en cours, ont continué, malgré les événements, à être accordées lorsqu'elles étaient demandées pour couvrir les dépenses rentrant dans l'objet même en vue duquel les prêts avaient été consentis, elles ont atteint le chiffre de 53,663,390 fr. 94, inférieur de 34,940,270 fr. 23 au chiffre de l'année précédente.

Malgré les circonstances, les remboursements, dont une partie était à échéance du 25 août, ont été effectués d'une façon assez satisfaisante. Ils se sont élevés, en 1914, à 22 millions 127,935 fr. 11, alors qu'ils ont été de 21,859,841 fr. 12 en 1913.

Toutefois, un certain nombre d'emprunteurs n'ont pas été en mesure de se libérer à l'échéance et, au 31 décembre 1914, une somme de 2,372,013 fr. 64 en capital et intérêts restait impayée sur celle de 37,998,331 fr. 95 mise en recouvrement depuis le début des hostilités.

Les indemnités payées pour remboursements anticipés ou conversions ont été de 1,904 fr. 40 au lieu de 5,465 fr. 83.

Les intérêts de retard se sont élevés à 7,615 fr. 59.

*b*) Aux sociétés d'habitations à bon marché :

La caisse nationale des retraites pour la vieillesse a consenti à des sociétés d'habitations à bon marché, au cours de 1914, sur les fonds des retraites ouvrières et paysannes, par application de la loi du 5 avril 1910 (art. 15), six prêts d'ensemble ..... 1.471.000
Les prêts consentis antérieurement, au nombre de 10, étant de... 2.634.000
le total des avances consenties sur les fonds des retraites ouvrières atteint donc, au 31 décembre 1914.. 4.155.000
Sur cette somme, il a été réallsé.. 1.247.000
dont 722,000 fr. en 1914.
Les amortissements effectués s'élevant à..... 6.000
le montant des sommes restant dues atteint au 31 décembre 1914..... 1.241.000

*c*) Aux sociétés de crédit immobilier :

Les prêts consentis par la caisse nationale des retraites pour la vieillesse, pour le compte de l'Etat, aux sociétés de crédit immobilier et aux sociétés d'habitations à bon marché par application des lois des 10 avril 1908 et 23 décembre 1912 relative à la petite propriété et aux maisons à bon marché, ont été au nombre de 53 pour une somme de..... 11.505.000
soit une diminution de cinq prêts et de 4,008,005 fr. par rapport à 1913, provenant de ce que la commission d'attribution des prêts instituée par la loi de 1908 n'a consenti aucune nouvelle ouverture de crédit depuis le début de la guerre.
Les prêts accordés antérieurement s'élevant à..... 22.432.500
le total atteint au 31 décembre 1914..... 33.937.500
Mais il y a lieu de déduire de ce chiffre la somme de..... 1.870.100
annulée comme n'ayant pas été réalisée dans le délai d'un an, à partir du consentement des prêts, et le montant net des avances mises à la dispositions des sociétés pour leurs opérations de crédit immobilier ressort ainsi au 31 décembre 1914, à..... 32.067.400
Les réalisations effectuées sur cette somme qui étaient au 31 décembre 1913, de..... 11.736.000
se sont accrues, au cours de l'année de 1914 de..... 8.055.000
déduction faite de 50,200 fr. non encaissés par les sociétés intéressées et reversés au Trésor.
Au 31 décembre 1914, elles atteignaient..... 19.791.000
Quant aux sommes avancées au Trésor par la caisse nationale des retraites, en vertu de l'article 6 de la loi du 10 avril 1908, elles s'élevaient au 31 décembre 1913 à..... 8.568.600
De nouvelles obligations ayant été acquises en 1914 peur..... 10.650.600
le total des versements au Trésor ressort au 31 décembre 1914 à..... 19.219.200
présentant avec le chiffre des réalisations opérées par les sociétés une différence de 571,800 fr. égale au montant des réalisations du 4e trimestre qui doivent faire l'objet d'une avance complémentaire de la caisse nationale des retraites au Trésor postérieurement au 31 décembre 1914.
Les amortissements des obligations du Trésor représentatives d'annuités ayant atteint..... 629.000
dont 452,200 fr. en 1914, le montant des titres en portefeuille au 31 décembre ressort à..... 18.590.200

*3° Caisses nationales d'assurances en cas de décès et en cas d'accidents et fonds de garantie.* (Loi du 9 avril 1898.)

Pour la caisse nationale d'assurance en cas de décès, il a été acheté :

| | |
|---|---|
| 26,880 fr. de rente 3 1/2 p. 100 amortissable pour..... | 698.880 » |
| 4,060 obligations de chemins de fer pour..... | 1.791.587 60 |
| Bons du Trésor pour..... | 307.600 » |
| En outre, il a été employé en prêts aux départements et aux communes, une somme de..... | 309.243 50 |
| Ensemble..... | 3.107.311 10 |

Pour la caisse nationale d'assurance en cas d'accidents (loi de 1868) :

| | |
|---|---|
| 5,909 fr. de rente 3 p. 100 ayant coûté..... | 169.722 66 |
| 3,080 fr. de rente 3 1/2 p. 100 amortissable pour..... | 80.080 » |
| Ensemble..... | 249.802 66 |

En ce qui concerne la section de la loi du 24 mai 1899, il n'a été fait pour son compte aucun emploi. Elle a dû au contraire céder 3,490 fr. de rente 3 p. 100 ayant coûté, 113,492 fr. 01.

Pour le fonds de garantie créé en exécution de la loi du 9 avril 1898 sur les responsabilités des accidents du travail, les emplois ont porté sur 7,700 fr. de rente 3 1/2 p. 100 amortissable ayant coûté 200,200 fr.

Auparavant, en prévision de constitutions de rente dont le capital représentatif devait être versé à la caisse nationale des retraites, il avait dû céder 20,500 fr. de rente 3 p. 100 ayant coûté 600,277 fr. 48.

*Prêts consentis par la caisse nationale d'assurance en cas de décès.*

Les prêts consentis aux départements et aux communes, en 1914, par la caisse nationale d'assurance en cas de décès, par application des dispositions de la loi du 19 juillet 1907, se sont élevés à..... 323.812 »
formant, avec les prêts consentis depuis l'origine des opérations 1907), un total de..... 1.725.684 84

Il a été versé jusqu'à ce jour aux emprunteurs un capital de 1,594,972 fr. 84, dont 309,243 fr. 50 en 1914.

Les remboursements atteignent 122,342 fr. 42, dont 29,934 fr. 88 pour l'année 1914.

Une somme de 6,764 fr. 58 en capital et intérêts restait impayée au 31 décembre 1914.

4° *Ministère du travail. Produit de la vente des timbres pour les retraites ouvrières.*

Les emplois effectués en 1914 sur les fonds du compte « ministère du travail. — Produit de la vente des timbres » ont été les suivants :

| | |
|---|---|
| Bons du Trésor..... | 3.500.000 |
| Obligations du Trésor..... | 5.500.000 |
| Bons du Mont-de-Piété de Paris. | 4.300.000 |
| Total..... | 13.300.000 |

*Comptes courants.*

Le solde des cinq comptes courants ouverts par le Trésor à la caisse des dépôts et consignations s'élevait au 31 décembre 1914 à..... 407.142.946 15
en diminution de 87,548,571 fr. 16 sur l'année précédente.

Le solde du compte des fonds non employés des caisses d'épargne déposés à la Banque de France était de..... 3.500.000
au lieu de 1,000 fr à la fin de 1893.

Quant au compte ouvert à la Banque de France, au titre : « Fonds de réserve et de garantie des caisses d'épargne », il a été réduit en 1914 de 60 millions de francs à..... 1.000.000
Soit ensemble... 4.500.000 4.500.000

Ces soldes, ajoutés à celui des comptes courants au Trésor public, portent à..... 411.642.946 15
le montant total des différents comptes courants à la fin de 1914.

*Emploi général des fonds.*

En résumé, l'emploi général des fonds dont la caisse des dépôts est directement débitrice était le suivant au 31 décembre 1914 :

*Fonds propres à la caisse des dépôts et consignations.*

| | |
|---|---|
| Rentes et valeurs..... | 1.065.954.553 73 |
| Prêts aux départements, communes et établisements publics..... | 118.146.640 19 |
| Avances sur titres de la caisse nationale d'épargne déposés à la Banque de France. | 16.000.000 » |
| Avances par le fonds de réserve : | |
| Aux caisses d'épargne ..... | 76.652 96 |
| A la société de crédit des habitations à bon marché..... | 2.701.150 » |
| Compte courant au Trésor public..... | 263.961.224 31 |
| Compte courant à la Banque de France..... | 1.000.000 » |

*Fonds provenant des caisses d'épargne.*

| | |
|---|---|
| Rentes et valeurs..... | 4.026.578.915 67 |
| Compte courant au Trésor. | 76.126.429 62 |
| Compte courant à la Banque de France..... | 3.500.000 » |
| Compte courant au Trésor de la caisse nationale d'épargne..... | 13.734.816 20 |
| Compte courant au Trésor de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse..... | 45.409.977 62 |
| Compte courant au Trésor des retraites ouvrières..... | 7.910.408 40 |
| Numéraire et effets à recevoir..... | 1.658.937 88 |
| Total général de l'actif... | 5.642.759.846 58 |

## TROISIÈME PARTIE

### PROFITS ET PERTES DE 1914 ET 1915

### PRÉVISIONS POUR 1916

L'excédent de recettes résultant des opérations de l'année 1914 s'est élevé à 8,238,487 francs 84. Cette somme a été portée en déduction du prix de revient des titres du portefeuille, en raison de la baisse des cours des valeurs.

D'autre part, il a été versé au Trésor une somme de 24,109 fr. 46, montant des comptes des colonies atteints par la déchéance édictée par l'article 43 de la loi du 16 avril 1895, du 1er avril 1913 au 30 juin 1914. Le versement à effectuer au Trésor avait été évalué à 1 million 359,000 fr. environ, mais il n'a pu être opéré, le décret du 10 août 1914 ayant suspendu à partir du 2 août les prescriptions en matière civile, commerciale et administrative. La déchéance édictée par la loi du 16 avril 1895 a ainsi atteint seulement les comptes ouverts antérieurement au 2 août 1884 et ne sera acquise pour les autres comptes qu'après l'abrogation du délai suspensif prévu par le décret du 10 août. Ce n'est qu'à cette époque qu'il sera possible de déterminer pour l'ensemble des comptes ouverts en 1884 le montant des sommes atteintes par la déchéance à verser au Trésor.

Les bénéfices devant résulter du solde du compte de « Profits et pertes » ont été, dans le dernier rapport, évalués pour 1915 à 5,175,000 francs. Quant aux sommes qui seront atteintes en 1915 par la déchéance de la loi de 1895, leur total avait été prévu pour 1,350,000 francs environ.

Enfin, les prévisions de recettes à provenir des opérations de l'année 1916 font ressortir, d'après l'état annexé au présent rapport, un excédent de 7,268,000 fr.

Quant aux produits de la déchéance trentenaire pour la même année, ils ne peuvent être évalués tant que le décret du 10 août 1914 restera en vigueur.

En résumé, malgré les difficultés particulières provenant des événements qui se sont déroulés depuis la fin du mois de juillet 1914, les différents services n'ont jamais cessé de fonctionner d'une manière normale et satisfaisante.

Ces résultats favorables sont dus pour une très large part aux mesures judicieuses qui ont été prises, à l'administration sage et prudente du directeur général de la caisse des dépôts et consignations qui, depuis de nombreuses années, avait su se prémunir contre toutes les éventualités. Ils sont dus aussi au zèle et au dévouement du personnel aux divers degrés de la hiérarchie : en même temps que sa tâche était souvent rendue plus délicate et plus complexe, la mobilisation avait considérablement éclairci ses rangs ; un effort exceptionnel a permis de faire face au surcroît de travail qui lui était ainsi imposé.

En terminant son rapport, la commission de surveillance tient à rendre hommage aux nombreux agents de la caisse qui, mobilisés ou engagés volontaires, luttent depuis de longs mois pour la défense de la Patrie. Il en est, parmi eux, qui ont mérité par leur courage et par leur endurance d'être cités à l'ordre du jour : mais, malheureusement, la liste de ceux qui sont tombés au champ d'honneur est déjà longue, et on ne peut que s'associer au sentiment de profonde tristesse avec lequel l'administration a appris la mort glorieuse de ces jeunes fonctionnaires qui lui avaient rendu des services appréciés.

Arrêté en commission, le 5 août 1915.

Signé : Lourties, président ; d'Iriart d'Etchepare, Albert Thomas, J.-L. Deloncle, Michel Tardit, Courtin, rapporteur ; G. Pallain, David-Mennet, Féret de Longbois.

# ANNEXE N° 388

(Session ord. — Séance du 18 novembre 1915.

RAPPORT fait au nom de la commission chargée d'examiner la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, relative aux **actes de décès des personnes présumées victimes d'opérations de guerre**, par M. de La Batut, sénateur (1).

Messieurs, dans sa séance du 27 septembre 1915, la Chambre des députés a voté, sur l'initiative de l'honorable M. Lefas, une proposition relative aux actes de décès des personnes présumées victimes d'opérations de guerre.

Dans l'état actuel de la législation, à défaut de constatation matérielle d'un décès (représentation du corps) par l'autorité qui remplit les fonctions d'officier de l'état civil, il n'existe pas des dispositions générales autorisant la constatation judiciaire des décès.

La loi du 13 janvier 1827 organisait une procédure à la fois administrative et judiciaire pour constater le sort des militaires disparus.

Elle visait à la fois la procédure de l'absence et celle de la constatation des décès.

Mais cette loi n'avait qu'un caractère temporaire ; elle ne s'appliquait qu'aux militaires ou marins en activité de service pendant les guerres survenues depuis le 21 avril 1792 jusqu'au traité de paix du 20 novembre 1815.

Cette loi de 1827 a été remise en vigueur sur ces deux points en 1871, mais seulement à titre temporaire.

En 1893 une loi, dont les dispositions sont insérées au code civil, est intervenue.

Cette loi n'a pas un caractère temporaire, à la différence des précédentes, mais elle ne vise que les décès des militaires et des marins survenus au cours d'un voyage en mer, ou encore, soit dans les colonies, soit dans les pays d'outre-mer. La procédure est la suivante : enquête administrative par le ministre compétent.

Celui-ci transmet ensuite une copie des décisions administratives, déclarant après enquête qu'il y a présomption de décès au procureur général du ressort dans lequel se trouve le tribunal du dernier domicile du défunt, soit du port d'armement du bâtiment, soit du lieu du décès, et requiert ce magistrat de poursuivre d'office la constatation judiciaire du décès.

La proposition de loi qui vous est soumise a pour but de se référer à la procédure de 1893 en généralisant l'application de ces dispositions à toutes les personnes présumées victimes d'opérations de guerre. Cette loi présente, en effet, les avantages suivants :

Elle est encore en vigueur.

Elle ne vise que la question des décès et non celle de l'absence ; elle pourrait donc entrer en application dès maintenant, tandis que l'absence ne saurait être prononcée sans imprudence avant la fin des hostilités.

La procédure est simplifiée ; elle est diligentée à la requête du ministère public saisi par les ministres compétents, tandis que dans la loi de 1827 la procédure devait être faite par les intéressés.

Le vote dans un délai prochain de la proposition qui vous est soumise permettra de résoudre les difficultés sérieuses qui se présentent journellement lorsque le décès d'un militaire n'est constaté que par un avis de décès qui ne présente aucun caractère légal.

Le comité consultatif de législation au ministère de la guerre y a donné son entière approbation.

En conséquence, nous avons l'honneur de soumettre au Sénat la proposition de loi dont la teneur suit :

### PROPOSITION DE LOI

*Article unique.* — Les articles 89, 90, 91 et 92 du code civil sont applicables au cas de toutes personnes décédées, victimes des opérations de guerre, postérieurement au 2 août 1914, quand il n'aura pas été dressé d'acte régulier de décès.

Les ministres compétents pour déclarer la présomption de décès sont : le ministre de la guerre, pour les militaires et assimilés ; le ministre de la marine, pour les marins et assimilés, et le ministre de l'intérieur, pour toutes les autres personnes.

(1) Voir les nos 340, Sénat, année 1915. et 770-1233 et in-8° n° 269. — 11e législ. — de la Chambre des députés.

## ANNEXE N° 389

(Session ord. — Séance du 25 novembre 1915.)

PROJET DE LOI adopté par la Chambre des députés affectant les rentes sur l'Etat 5 p. 100 nouvelles aux mêmes placements que les rentes 3 p. 100 perpétuelles, en ce qui concerne les entreprises d'assurances de toute nature, de capitalisation et d'épargne, présenté au nom de M. Raymond Poincaré, Président de la République française, par M. Albert Métin, ministre du travail et de la prévoyance sociale, et par M. Ribot, ministre des finances (1). — (Renvoyé à la commission des finances.) — (Urgence déclarée.)

## ANNEXE N° 390

(Session ord. — Séance du 25 novembre 1915.)

PROJET DE LOI, adopté par la Chambre des députés, relatif au traitement du gaz d'éclairage en vue d'en extraire les produits nécessaires à la fabrication des explosifs, présenté au nom de M. Raymond Poincaré, Président de la République française, par M. le général Gallieni, ministre de la guerre (2). — (Renvoyé à la commission de l'armée.)

## ANNEXE N° 393

(Session ord. — Séance du 25 novembre 1915)

RAPPORT fait au nom de la commission des finances chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ouverture, sur l'exercice 1914, de crédits applicables aux services de la guerre et de la marine, par M. Emile Aimond, sénateur (3). — (Urgence déclarée.)

Messieurs, la loi du 29 mars 1915, qui a prorogé les dates de clôture de l'exercice 1914, en ce qui concerne les services de la guerre et de la marine, a reporté au 30 novembre 1915 pour ces services et cet exercice le délai habituel du 30 juin, prévu par l'article 4 de la loi du 25 janvier 1889, modifié par l'article 5 de la loi du 25 février 1899, pour l'autorisation et la régularisation, par des crédits supplémentaires, des dépenses afférentes aux charges publiques rendues obligatoires par la loi de finances et dont le montant ne peut être définitivement connu qu'après l'exécution des services.

En vertu de cette disposition, les départements de la guerre et de la marine ont donc pu continuer la liquidation des dépenses de l'espèce et l'on vous demande aujourd'hui les crédits supplémentaires nécessaires pour couvrir les dépassements qui apparaissent sur certains chapitres.

Les crédits sollicités par le département de la guerre dans le projet de loi déposé sur le bureau de la Chambre, dès le 28 octobre dernier, s'élevaient ensemble à 122 millions 613,688 fr., dont 118,508,990 fr. pour le budget général, 12.448 fr. pour le budget annexe des poudres, 4,092,250 fr. pour le compte spécial de l'occupation du Maroc.

La Chambre, sur la proposition de sa commission du budget, ayant réduit de 1 million 90,000 fr. le crédit demandé au titre du chapitre 25 du compte spécial de l'occupation du Maroc, les crédits compris dans le projet de loi qui vient de vous être transmis aujourd'hui s'élèvent pour le département de la guerre à 121,523,688 fr., dont 118,508,990 fr. pour le budget général, 12,448 fr. pour le budget annexe des poudres et 3,002,250 fr. pour le compte spécial de l'occupation du Maroc.

Bien qu'une partie de ces crédits ne s'applique pas à des dépenses s'engageant d'elles-mêmes, votre commission des finances ne croit pas devoir élever d'objections de principe en ce qui les concerne, parce qu'il s'agit de dépenses qu'il était utile de faire et qu'il faut solder. Un rejet en bloc des crédits demandés aurait pour seule conséquence de retarder l'apurement des opérations effectuées et d'entraîner l'imputation du payement sur exercices clos. Elle vous propose seulement d'opérer une réduction indicative de 10,000 fr. sur le chapitre 27 relatif aux frais de déplacements et de transports.

Quant au département de la marine, il se borne à demander les suppléments de crédits-matières nécessaires pour couvrir les dépassements qui se sont produits dans les délivrances effectuées par les magasins aux bâtiments de la flotte et aux services des travaux.

Nous passons ci-après rapidement en revue les crédits sollicités par le département de la guerre, chapitre par chapitre.

### Ministère de la guerre.

#### Intérieur.

CHAPITRE 27. — Frais de déplacements et transports.

Crédit demandé par le Gouvernement et voté par la Chambre, 18,646,350 fr.

Crédit proposé par votre commission des finances, 18,636,350 fr.

Réduction : 10,000 fr.

Le crédit demandé s'applique aux indemnités de déplacement allouées en conformité des dispositions réglementaires aux diverses catégories de militaires déplacés pour le service.

La dépense totale résultant de l'allocation de ces indemnités s'élève, pour l'exercice 1914, au chiffre considérable de près de 51 millions. L'importance de ce chiffre s'explique, notamment, d'après l'exposé des motifs du projet de loi déposé sur le bureau de la Chambre, par cette considération que le chapitre a supporté l'imputation des indemnités de déplacement allouées aux mobilisés rappelés à l'activité pour leur subsistance pendant le trajet jusqu'au lieu de mobilisation et aussi celle des indemnités attribuées aux membres de commissions de ravitaillement et aux militaires de toute catégories (gardes des voies de communication, convoyeur de matériel et d'animaux, automobilistes, etc.) qui se trouvant soit isolés, soit dans l'impossibilité de former ordinaire, sont obligés de pourvoir eux-mêmes à leur subsistance. Il s'agit pour ces catégories de militaires de l'indemnité de 2 fr. 50, qui est allouée au lieu et place de la solde et des vivres en nature et qui, ne pouvant être repartie entre les chapitres de solde et de l'alimentation, est payée, conformément au règlement, sur le chapitre des frais de déplacement.

Votre commission des finances se joint à la commission du budget de la Chambre pour demander qu'on réduise le taux des indemnités prévues pour les membres civils des commissions de réception du service de ravitaillement par l'instruction du 2 mai 1901 et celui des indemnités attribuées aux membres militaires pour assister aux séances de ces commissions.

Les membres civils des commissions de réception du service du ravitaillement perçoivent actuellement une indemnité de 18 fr. ou de 10 fr., suivant qu'ils opèrent en dehors du lieu de leur résidence ou dans ce lieu.

En ce qui concerne les membres militaires, ils ont droit lorsqu'ils sont obligés de se déplacer hors de leur garnison pour assister aux séances de ces commissions, aux indemnités prévues par le décret du 12 juin 1907 pour les cas de déplacements, quels qu'ils soient, de militaires isolés, savoir :

Indemnité kilométrique pour les distances à parcourir en chemin de fer, en tramway, en voiture publique ou en voiture de louage ;

Indemnité journalière normale par journée entière passée en voyage ou hors de la résidence normale ;

Indemnité partielle, lorsque la durée du déplacement est inférieure à vingt-quatre heures, mais entraîne, pour l'intéressé, l'obligation, soit de prendre un ou deux repas, soit de passer une nuit hors de sa résidence.

Les taux de ces indemnités sont les suivants :

| DÉSIGNATION | INDEMNITÉ KILOMÉTRIQUE | | | | INDEMNITÉ intégrale journalière normale (1). | | INDEMNITÉ partielle (Chefs de famille et célibataires). |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | en chemin de fer. | en tramways. | en voiture publique. | en voiture de louage. | Chefs de famille. | Célibataires. | |
| Général..... { de division..... | Remboursement au 1/4 de place de 1re classe. | Remboursement au tarif de 1re classe. | 0 fr. 15 par kilomètre. | 0 fr. 50 pour les 25 premiers kilomètres, et 0 fr. 30 pour les suivants, | 20 » | 16 » | 6 » |
| { de brigade..... | | | | | 17 » | 13 » | 5 » |
| Colonel et assimilé..... | | | | | 13 » | 10 » | 4 » |
| Lieutenant-colonel et assimilé... | | | | | 12 » | 9 « | 4 » |
| Chef de bataillon et assimilé..... | | | | | 12 » | 9 » | 4 » |
| Capitaine et assimilé..... | | Remboursement au tarif de 2e classe. | | | 10 » | 7 50 | 3 50 |
| Lieutenant et assimilé..... | | | | | 10 » | 7 50 | 3 50 |
| Sous-lieutenant et assimilé..... | | | | | 10 » | 7 50 | 3 50 |

(1) En cas de séjour prolongé cette indemnité n'est allouée que dans la limite de quinze jours : au delà, on alloue une indemnité réduite pendant trente jours pour les célibataires et pendant quatre-vingt-dix jours pour les chefs de famille.

Ces indemnités, tant pour les membres militaires que pour les membres civils, sont d'abord trop élevées. On ne s'explique pas, en outre, les grandes différences qui existent, d'une part, entre les différents grades et, d'autre part, entre les chefs de famille et les célibataires, ces distinctions ne se justifiant pas en la matière.

Nous ajoutons que les déplacements se multiplient en dehors de toute proportion avec les nécessités du service.

Pour toutes ces raisons, la commission propose une réduction indicative de 10,000 fr., avec l'espérance que M. le ministre de la guerre procédera à une revision nécessaire des tarifs des frais de déplacement.

CHAPITRE 35. — Service militaire des chemins de fer, 4,214,000 fr.

Ce dépassement provient pour partie de ce que les dépenses résultant des travaux indispensables à l'exécution des opérations militaires et ordonnés par le général commandant

(1) Voir les nos 1454-1455 et in-8° n° 288 — 11e législ. — de la Chambre des députés.
(2) Voir les nos 1368-1430 et in-8° n° 292 — 11e législ. de la Chambre des députés.
(3) Voir les nos 392, Sénat, année 1915, et 1383-1435, et in-8° n° 289. — 11e législ. — de la Chambre des députés.

en chef en vue du rétablissement des communications par voies ferrées, de la réparation ou de la réédification des ouvrages d'art détruits, de l'achat de matériel de voies et de l'établissement de raccordements directs entre entre diverses lignes, ont été supérieures aux prévisions.

L'autre partie du dépassement se rapporte à des dépenses pour lesquelles il n'avait pu être prévu aucun crédit : exécution de nombreux travaux prescrits par les commissions des gares ou ordonnés par les commissaires de réseaux pour l'amélioration et la sécurité des transports, achats de matériel et de fournitures destinés aux sections de chemins de fer de campagne.

Il s'agit évidemment de dépenses ne s'engageant pas automatiquement et qui, par suite, ne devraient pas régulièrement figurer dans le présent projet de loi.

Votre commission des finances renouvelle, une fois de plus, ses précédentes observations sur le nombre demeuré excessif des officiers affectés aux commissions de gare et invite M. le ministre de la guerre à opérer toutes les réductions compatibles avec la bonne marche du service.

CHAPITRE 57. — Couchage et ameublement, 1,963,420 fr.

Ce crédit doit s'appliquer exclusivement aux dépenses résultant du logement et du cantonnement des troupes dans la zone des armées, dépenses qui ont été acquittées par les payeurs aux armées et pour lesquelles jusqu'ici il n'avait été prévu aucun crédit faute d'éléments d'appréciation suffisants.

CHAPITRE 62. — Allocations aux militaires soutiens de famille et gratifications de réforme, 92,750,000 fr.

Ce dépassement porte sur les allocations aux militaires soutiens de famille, qui ont atteint le chiffre de 431,859,000 fr.

Nous avons déjà appelé l'attention du Gouvernement sur la progression inquiétante de cette catégorie de dépenses. Beaucoup d'allocations sont accordées à tort, à côté d'injustices flagrantes.

**Algérie-Tunisie**

CHAPITRE 73. — Service de santé. 23,620 fr.

Cette insuffisance de crédit résulte d'une légère augmentation dans l'effectif des médecins mobilisés en Algérie.

Ici encore, bien entendu, il ne s'agit pas d'une dépense s'engageant d'elle-même.

CHAPITRE 84. — Service de recrutement, 850,000 fr.

Ce dépassement porte sur les allocations attribuées aux familles des mobilisés, qui ont atteint 9,8.0,000 fr.

La commission du budget a demandé que désormais ces allocations soient portées à un chapitre distinct de celui relatif au service du recrutement. Nous n'y voyons que des avantages.

CHAPITRE 107. — Subventions aux territoires du sud de l'Algérie, 61,600 fr,

Ce supplément porte sur les dépenses de transport.

**Service des poudres et salpêtres.**

CHAPITRE 3. — Personnel du cadre du service des poudres et salpêtres, 12,448 fr.

Ce crédit correspond à des indemnités représentatives de vivres qui sont dues au personnel militaire de la poudrerie de Sevran-Livry pour la période du 1er septembre au 31 décembre 1914, pendant laquelle l'établissement s'est trouvé dans la zone des armées. Ces indemnités n'ont pas été prévues dans les crédits ouverts par décrets rendus en conseil d'Etat pendant les cinq derniers mois de l'année 1914.

**Occupation militaire du Maroc.**

CHAPITRE 25. — Ordinaires de la troupe.

Crédit demandé par le Gouvernement, 1,092,250 fr.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 3,002,250 fr.

Une partie du crédit demandé par le Gouvernement, soit 1,851,450 fr., était destinée à couvrir l'insuffisance résultant de l'écart qui s'est produit entre le prix de revient moyen pour 1914 de la viande par quintal (203 fr. 02) et le prix qui avait servi de base au calcul des crédits ouverts jusqu'ici. 495,000 fr. correspondaient, d'autre part, à une autre insuffisance provenant, d'une part, de pertes de bétail, et, d'autre part, de ce que les distributions de viande fraîche ont porté sur des quantités un peu supérieures à celles qui ont servi de base aux prévisions budgétaires. Le surplus, enfin soit 1,745,800 fr., représentait la différence entre la valeur réelle des quantités de viande distribuées à titre remboursable et le produit des remboursements effectués par les bénéficiaires de ces cessions.

La commission du budget n'a pas élevé d'objection contre les demandes de crédit présentées pour les deux premiers motifs; elle a estimé, par contre, qu'il n'est pas admissible que des unités quelconques ou des individus réalisent un bénéfice en raison de l'écart entre le prix courant de la viande au moment où s'opèrent les distributions à titre remboursable et les prix portés aux tarifs de remboursement.

Dans le supplément de dépenses total précité de 1,745,800 fr., les troupes coloniales entrent pour 1,090,000 fr.

La différence, soit 655,800 fr., correspond aux distributions ou cessions faites à d'autres bénéficiaires collectifs on individuels, parmi lesquels figurent notamment des unités marocaines (troupes auxiliaires, goumiers, mokhazenis, etc), des officiers et sous-officiers, des fonctionnaires civils de l'administration marocaine (postes, télégraphes, divers). Les services locaux du Maroc disposent seuls des documents nécessaires pour pouvoir donner des précisions sur les effectifs respectifs de ces diverses catégories de parties prenantes.

Le chapitre 46, afférent à l'alimentation des troupes coloniales, présentant une disponibilité suffisante pour permettre de rembourser au chapitre 25 la valeur des cessions de viandes faites, non plus au taux fixé par le tarif de remboursement, mais au prix réel de la viande en 1914, la commission du budget a cru devoir diminuer de 1,090,000 fr. le crédit demandé au titre du chapitre 25, décision que la Chambre a ratifiée.

Elle a insisté au surplus pour que l'administration de la guerre modifie en cours d'année les tarifs de remboursement, aujourd'hui fixés au commencement de l'année pour l'année entière par le ministre de la guerre d'après les propositions faites par les directeurs de l'intendance du Maroc occidental et du Maroc oriental, de manière à en adapter les taux aux variations du prix des denrées.

Votre commission des finances donne son entière adhésion à la décision de la Chambre et aux observations de la commission du budget.

En conséquence des explications qui précèdent et sous le bénéfice des observations présentées au cours du présent rapport, nous avons l'honneur de soumettre à vos délibérations le projet de loi dont la teneur suit :

## PROJET DE LOI

### TITRE Ier.

#### BUDGET GÉNÉRAL

Art. 1er. — Il est ouvert au ministre de la guerre, en addition aux crédits alloués par la loi de finances du 15 juillet 1914 et par des lois spéciales, pour les dépenses du budget général de l'exercice 1914, des crédits supplémentaires s'élevant à la somme totale de 118,498,990 fr. et applicables aux chapitres ci-après :

**Intérieur.**

| | |
|---|---|
| Chap. 27. — Frais de déplacements et transports | 18.636.350 |
| Chap. 35. — Service militaire des chemins de fer | 4.214.000 |
| Chap. 57. — Couchage et ameublement | 1.963.420 |
| Chap. 62. — Allocations aux militaires soutiens de famille et gratifications de réforme | 92.750.000 |

**Algérie-Tunisie.**

| | |
|---|---|
| Chap. 73. — Service de santé | 23.620 |
| Chap. 84. — Service du recrutement | 850.000 |
| Chap. 107. — Subventions aux territoires du sud de l'Algérie | 61.600 |
| Total égal | 118.498.990 |

Il sera pourvu aux crédits ci-dessus au moyen des ressources générales du budget de l'exercice 1914.

### TITRE II

#### BUDGETS ANNEXES RATTACHÉS POUR ORDRE AU BUDGET GÉNÉRAL

**Service des poudres et salpêtres.**

Art. 2.—Il est ouvert au ministre de la guerre au titre du budget annexe du service des poudres et salpêtres, sur l'exercice 1914, en addition aux crédits alloués par la loi de finances du 15 juillet 1914 et par des lois spéciales, un crédit supplémentaire de 12,448 fr, applicable au chapitre 3 : « Personnel du cadre du service des poudres et salpêtres ».

Il sera pourvu à ce crédit au moyen des ressources propres audit budget annexe.

### TITRE III

#### SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR

**Occupation militaire du Maroc.**

Art. 3. — Il est ouvert au ministre de la guerre, au titre du compte spécial : « Occupation militaire du Maroc », prévu par l'article 48 de la loi de finances du 15 juillet 1914, en addition aux crédits alloués par ladite loi et par des lois spéciales pour l'exercice 1914, un crédit supplémentaire de 3,002,250 fr., applicable au chapitre 25 : « Ordinaires de la troupe ».

### TITRE IV

#### DISPOSITIONS SPÉCIALES

Art. 4. — La valeur du matériel à délivrer aux services d'exécution du département de la marine en 1914 (crédits-matières), en conformité de la loi de finances du 15 juillet 1914 est augmentée d'une somme totale de 15 millions de francs ainsi répartie :

| | |
|---|---|
| Chap. 1er. — Service des subsistances. — Matières | 1.500.000 |
| Chap. 2. — Service de l'habillement et du casernement. — Matières | 2.000.000 |
| Chap. 3. — Service des approvisionnements de la flotte. — Matières | 10.000.000 |
| Chap. 5. — Service de santé. — Matières | 1.500.000 |
| Total égal | 15.000.000 |

# ANNEXE N° 395

(Session ord. — Séance du 25 novembre 1914.)

RAPPORT fait au nom de la commission des finances chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet de ratifier la convention passée entre le ministre des finances et le directeur général de la Banque de l'Algérie, par M. Emile Aimond, sénateur (1).

Messieurs, par un projet de loi qu'il a déposé sur votre bureau le 16 novembre 1915, le Gouvernement vous demande de ratifier la convention passée le 6 septembre 1915 entre le ministre des finances et le directeur général de la banque de l'Algérie.

Par cette convention, la banque de l'Algérie s'est engagée à mettre à la disposition de l'Etat une somme de 100 millions de francs en sus du maximum prévu par la convention du 30 novembre 1911 et, par conséquent, à porter à 200 millions le montant des avances que l'Etat pourra obtenir d'elle.

(1) Voir les nos 377, Sénat, année 1915, et 1251-1378, et in-8° n° 234. — 11e législ. — de la Chambre des députés.

Les conditions auxquelles la convention du 6 septembre 1915 soumet les avances à faire à l'Etat par la banque de l'Algérie sont les mêmes que celles prévues par les conventions des 11 novembre 1911, 21 septembre 1914 et 4 mai 1915 pour les avances de la Banque de France.

Elles peuvent se résumer comme il suit : les avances réalisées sont représentées dans le portefeuille de la banque par des bons du Trésor à trois mois d'échéance du jour de l'avance et portant intérêt à 1 p. 100 l'an. Ces bons sont renouvelables, mais les échéances prorogées ne pourront dépasser le délai pendant lequel la banque aura été autorisée à suspendre le remboursement en espèce de ses billets.

Nous rappelons que le cours forcé pour la Banque de l'Algérie a été institué par l'article 3 de la loi du 5 août 1914; le maximum d'émission, fixé à 400 millions de francs par l'article 2 de la même loi, a été porté à 450 millions par le décret du 26 septembre 1914 pris par application dudit article. Il doit être élevé à 500 millions par un décret à intervenir, dont le projet est actuellement soumis à l'examen du conseil d'Etat.

L'Etat s'engage à rembourser, dans le plus court délai possible, les avances à lui faites par la Banque, soit au moyen des ressources ordinaires du budget, soit sur les premiers emprunts, soit sur toutes autres ressources extraordinaires, et, pour donner à son engagement moral une force plus grande, il consent à ce que, une année après la cessation des hostilités, le renouvellement des bons en cours ne puisse s'effectuer qu'au taux de 3 p. 100. Ce surplus d'intérêt de 2 p. 100 ne doit d'ailleurs pas profiter aux actionnaires de la banque, mais être affecté à un fonds spécial de réserve destiné à couvrir, jusqu'à concurrence de son montant, les pertes qui pourraient se produire sur le portefeuille de la banque immobilisé en partie par la prorogation des échéances et, à commencer, s'il reste un reliquat, l'amortissement de notre dette envers la banque.

Enfin la redevance de 50 centimes p. 100 due à l'Etat en vertu de l'article 4 de la loi du 29 décembre 1911 sur la circulation productive, c'est-à-dire sur le montant des billets constituant la partie de la circulation totale excédant l'ensemble des encaisses en numéraire ne s'applique pas aux avances consenties en vertu de la convention,

La Banque payera seulement à l'Etat une redevance égale au produit de la somme avancée par le huitième de l'intérêt de 1 p. 100 spécifié à l'article 2 de la convention du 30 novembre 1911.

Sur ce point seulement, on peut relever une différence avec la réglementation relative aux avances de la Banque de France. La redevance spéciale égale au produit de la somme avancée par le huitième de l'intérêt de 1 p. 100 s'applique à la totalité des avances de la Banque de France, tandis qu'elle n'est applicable en ce qui concerne la banque de l'Algérie qu'aux 100 millions d'avances prévus par la convention du 6 septembre dernier, les 100 millions d'avances qui font l'objet de la convention du 31 novembre 1911 restant passibles de la redevance de 0,50 p. 100.

Votre commission des finances n'a pas d'objection à formuler contre la convention du 6 septembre dernier passée avec la Banque de l'Algérie. Elle vous demande, en conséquence, de vouloir bien la ratifier et de voter à cet effet le projet de loi dont la teneur suit :

PROJET DE LOI

*Article unique.* — Est sanctionnée la convention passée le 6 septembre 1915 entre le ministre des finances et le directeur général de la banque de l'Algérie.

Ladite convention (1) est dispensée de timbre et d'enregistrement.

## ANNEXE N° 396

(Session ord. — Séance du 25 novembre 1915.)

RAPPORT fait au nom de la commission des finances chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif à la création d'emplois et à l'ouverture de crédits additionnels sur l'exercice 1915, au titre du budget général, en vue de l'institution d'un service des émissions de la défense nationale, par M. Emile Aimond, sénateur (1).

(1) La convention a été annexée au projet de loi in-4° n° 377.

## ANNEXE N° 398

(Session ord. — Séance du 25 novembre 1915.)

PROJET DE LOI, adopté par la Chambre des députés, tendant à modifier l'article 8, paragraphe 1er, de la loi du 14 juillet 1909, sur les dessins et modèles, présenté au nom de M. Raymond Poincaré, président de la République française, par M. Clémentel, ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, et par M. René Viviani, garde des sceaux, ministre de la justice (2). — (Renvoyé à la commission des finances.)

## ANNEXE N° 399

(Session ord. — Séance du 25 novembre 1915.)

PROJET DE LOI adopté par la Chambre des députés tendant à réserver, dans des conditions spéciales, des emplois aux militaires et marins réformés n° 1 ou retraités par suite de blessures ou d'infirmités contractées au service pendant la guerre actuelle, présenté au nom de M. Raymond Poincaré, Président de la République française, par M. le général Gallieni, ministre de la guerre et par M. le contre-amiral Lacaze, ministre de la marine (3). — (Renvoyé à la commission de l'armée.)

## ANNEXE N° 400

(Session ord. — Séance du 25 novembre 1915.)

RAPPORT fait au nom de la commission chargée d'examiner la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à étendre le cas d'admission des demandes en cassation contre les décisions des juges de paix, par M. Boivin-Champeaux, sénateur (4).

I

Messieurs, trois textes ont successivement réglé la matière du recours en cassation contre les jugements rendus par les juges de paix en matière civile et en dernier ressort :

La loi du 27 novembre 1790 l'interdisait d'une manière absolue (art. 4) ;

La loi du 27 ventôse an VIII l'autorisa, mais seulement pour cause d'incompétence ou excès de pouvoir (art. 77) ;

Enfin la loi du 24 mai 1838 sur les justices de paix distingue l'incompétence de l'excès de pouvoir. L'article 14 permet l'appel sur les questions de compétence; l'article 15 dispose « que les jugements rendus par les juges de paix ne pourront être attaqués par la voie du recours en cassation que pour excès de pouvoir ».

Excès de pouvoir? Le juge qui viole la loi n'excède-t-il pas ses pouvoirs? — On l'a soutenu. — Sans succès. — Non que la jurisprudence de la cour de cassation soit très ferme dans ses définitions. Tantôt l'excès de pouvoir est la transgression des limites dans lesquelles est circonscrite l'autorité du tribunal. Tantôt il est restreint au cas où le juge, sortant de ses attributions, troublerait par sa décision l'ordre des juridictions ou porterait atteinte aux principes d'ordre public que tous les pouvoirs sont tenus de respecter.

(1) Voir les nos 378, Sénat, année 1915, et 1250-1354 et in-8° n° 285 — 11e législ. de la Chambre des députés.

(2) Voir les nos 362-1375 et in-8° n° 293. — 11e législ. — de la Chambre des députés.

(3) Voir les nos 1044-1228-1333-1442-1467 et in-8° n° 294. — 11e législ. — de la Chambre des députés.

(4) Voir les nos 236, Sénat, année 1915, et 76-918 et annexes et in-8°, n° 215. — 11e législ. — de la Chambre des députés.

Ce qui reste certain, c'est que l'excès de pouvoir ne comprend ni l'omission des formes de la procédure (1), ni la violation de la loi.

Dans ces derniers temps, la question s'est nettement posée au sujet de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail. L'article 15 de cette loi donne compétence au juge de paix, à quelque chiffre que la demande puisse s'élever, pour statuer, en dernier ressort, sur les contestations entre les victimes d'accidents et les chefs d'entreprises relatives aux frais funéraires, aux frais de maladie ou aux indemnités temporaires. Cette indemnité doit-elle comprendre les dimanches et jours fériés? — Décision du juge de paix. — Pourvoi :

« Attendu, porte l'arrêt de la chambre civile du 29 janvier 1901 (Sirey 1902, I 17) que la violation prétendue des articles 3 et 15 de la loi du 9 avril 1898 ne saurait constituer l'excès de pouvoir prévu par la loi précitée de 1838; — que l'erreur que le juge aurait commise dans l'interprétation qu'il a donnée au mot « indemnité journalière » qu'emploie la loi de 1898 ne serait, à la supposer établie, qu'une erreur de droit, qui ne donne pas ouverture à cassation lorsqu'elle est relevée dans les jugements rendus en dernier ressort par les juges de paix. »

Donc, en France, la loi commande à tous... sauf au juge de paix. Sa décision eût-elle ouvertement méconnu le droit des parties, n'est susceptible d'aucun recours. « Tous, grands ou petits », a-t-on fort bien dit, « doivent s'incliner devant l'autorité souveraine de la loi; tout acte, quel qu'en soit l'auteur, qui contiendrait une violation de la loi, pourra être déféré à une juridiction souveraine qui le déclarera non avenu. Nul n'échappe à ce contrôle nécessaire... Je me trompe. Il est en France un magistrat placé au-dessus de la loi, qu'il peut impunément violer. Seul de tous les Français, simples particuliers ou détenteurs de la puissance publique, il peut se mettre en contradiction ouverte avec la loi française.

« Ce magistrat, c'est le juge de paix. »

II

Comme la Chambre des députés, votre commission est d'avis qu'une pareille anomalie ne saurait être maintenue.

Elle s'explique par la conception qu'à l'origine notre législateur se fit du juge de paix. Aux yeux de la Constituante, le juge de paix est, avant tout, un conciliateur. Le pouvoir juridictionnel ne lui est concédé qu'à regret (2). Il n'en est investi qu'à titre tout à fait exceptionnel — pour des causes très simples, d'un intérêt minime (50 fr. en dernier ressort) et dont la solution doit être cherchée bien plutôt dans des usages locaux que dans le texte des lois. C'est un magistrat patriarcal. Même dans ses sentences il doit concilier bien plutôt que juger. Qu'il soit un homme de bien habitué à la vie des champs (la vie économique est alors essentiellement rurale), c'est tout ce qu'on exige de lui.

« Il faut, disait Thouret en présentant à l'Assemblée constituante le décret organique des justices de paix, il faut que tout homme de bien, pour peu qu'il ait d'expérience et d'usage, puisse être juge de paix... La compétence de ces juges doit être bornée aux choses de convention très simple, et de la plus petite valeur, et aux choses de fait qui ne peuvent être bien jugées que par l'homme des champs, qui vérifie sur le lieu même l'objet du litige, et qui trouve dans son expérience des règles de décision plus sûres que la science des formes et des lois n'en peut fournir aux tribunaux... L'agriculture sera désormais plus honorée, le séjour des champs plus recherché, les campagnes seront peuplées d'hommes de mérite dans tous les genres ». Un autre député ajoutait : « Représentez-vous un magistrat qui ne pense, qui n'existe que pour ses concitoyens. Les mineurs, les absents, les interdits sont l'objet de ses sollicitudes. C'est un père au

(1) Ne constituent l'excès de pouvoir ni le fait de faire état d'une expertise à laquelle la partie n'a point été appelée (Cass. 25 juillet 1888 — 27 janviea 1892), ni le fait de repousser la demande sans donner de motifs (Cass. 1er août 1898), ni la condamnation basée sur des renseignements officieux que le juge a recueillis personnellement en dehors de la procédure (Cass. 1er mars 1847).

(2) Voir les séances de la Constituante des 29 et 30 mars 1790 : *Moniteur univ.*, p. 369 et 493 seq.

milieu de ses enfants. Il dit un mot et les injustices se réparent, les divisions s'éteignent, les plaintes cessent : ses soins constants assurent le bonheur de tous. Voilà le juge de paix.»

Qu'un tel magistrat ne pût avoir d'autre régulateur que sa propre sagesse, cela se conçoit.

Mais point n'est besoin de longs développements pour établir que la conception du juge patriarcal est aujourd'hui définitivement périmée.

Nos tribunaux de première instance, nos cours d'appel, la cour suprême sont restés dans le cadre où la loi de leur institution les avait dès l'origine placés. La juridiction du juge de paix s'est, au contraire, complètement transformée. Le taux des litiges qu'il tranche en dernier ressort va jusqu'à 300 fr. et même, pour la demande reconventionnelle, quand elle est exclusivement fondée sur la demande principale, il statue définitivement à quelque somme qu'elle puisse s'élever (art. 5 à 10 de la loi du 12 juillet 1905) (1).

Surtout sa compétence s'est considérablement élargie. « Il ne s'est guère passé d'année, a pu dire l'éminent rapporteur de la loi de 1905, sans que des lois soient venues donner au juge de paix de nouvelles attributions » (2).

Il ne s'agit donc plus de ces choses de fait dont parlait Thouret, où l'équité suffit à guider le juge. Souvent la solution du litige reposera sur des textes complexes dans l'interprétation desquels le magistrat, quelque bien intentionné qu'il soit, peut errer grossièrement (3).

Aucune preuve plus décisive ne peut être donnée de cette transformation complète de la juridiction cantonale que les efforts tentés depuis de longues années pour exiger des juges de paix des garanties sérieuses de capacité juridique.

L'homme des champs de 1790 est devenu un véritable juge dont la compétence est triplée et s'applique aux matières les plus délicates et les plus diverses. Le droit à l'arbitraire ne se comprend plus.

Déjà cette vérité s'est partiellement imposée : l'article 15 de la loi de 1838 n'est pas appliqué par la jurisprudence en Algérie aux juges de paix à compétence étendue, et dans nombre de cas, la loi qui crée la compétence du juge de paix ouvre, par une disposition exceptionnelle, le recours en cassation (1).

A la suite de l'arrêt de la chambre civile du 29 janvier 1901 que nous avons cité, de telles protestations s'élevèrent que, par une loi modificative portant la date du 31 mars 1905, le recours en cassation était institué en matière d'indemnité journalière (2). « Suivant le canton, suivant le juge » disait le rapporteur, « la loi recevra les interprétations les plus diverses et les plus contradictoires » et le résultat était en effet profondément choquant. Mais il n'est pas moins choquant pour les autres lois que le juge de paix est appelé à interpréter. Seule, l'action de la cour régulatrice peut, sur les questions de principe, imposer l'unité de jurisprudence. Le juge de paix doit la subir comme toutes les autres juridictions (3).

III

On peut imaginer trois objections : voyons-les rapidement.

*Première objection.* — Il s'agit de petits procès qui ne méritent pas que le plaideur mette en mouvement, à grand frais, la plus haute autorité judiciaire.

Voudrait-on dire par là que la cour de cassation n'est faite que pour les gros procès ?

La conception serait peu démocratique. Ce n'est pas celle du législateur français. Pour la simple possession d'un pouce de terrain, le propriétaire a les garanties du recours en cassation. De même l'ouvrier pour le payement de son salaire, quelque minime que soit la fraction contestée (4).

Notons qu'à défaut de conseil de prud'hommes, la compétence passe au juge de paix.

Voilà donc que la nature et le taux du litige étant les mêmes, la sentence sera ou ne sera pas susceptible de recours en cassation suivant qu'elle aura été rendu par le conseil des prud'hommes ou par le juge qui le remplace.

En quoi la réclamation, parce qu'elle ne sera pas fondée sur le contrat de travail, est-elle moins intéressante ? 300 fr., sans doute, c'est peu de chose pour beaucoup d'entre nous. Pour le travailleur de la ville ou des champs, c'est peut-être le fruit de longues et patientes économies : c'est le petit capital qui lui permettra de gravir, dans son ascension vers une situation meilleure, le premier échelon.

Qui donc oserait soutenir qu'un tel procès est indigne des préoccupations de la cour de cassation ?

En somme, le recours en cassation, c'est le droit à la loi : ce droit doit appartenir à tous.

Nous savons d'ailleurs que, très souvent, l'intérêt réel d'un procès dépasse de beaucoup, quand un principe est engagé, son intérêt pécuniaire ; et l'on a dit avec raison « qu'on peut avoir un intérêt majeur à faire réviser même un petit jugement ».

La seule conséquence logique à tirer du peu d'importance pécuniaire du litige, c'est qu'il y a lieu de diminuer les frais : c'est ce que fait le projet, en réduisant de moitié l'amende et tous les droits auxquels sont assujettis les pourvois.

*Deuxième objection :* Même réduits, les frais resteront élevés. L'humble plaideur reculera. La réforme ne profitera qu'aux plaideurs riches.

L'objection, si elle était décisive, aboutirait à la suppression du recours en cassation dans toutes les petites affaires.

Elle aurait eu néanmoins quelque valeur sous l'empire de la loi du 22 janvier 1851 qui n'accordait l'assistance judiciaire qu'aux indigents (1).

Mais, là aussi, depuis 1838, notre législation a été profondément modifiée. Au terme restrictif d'indigent, la loi du 10 juillet 1901 a substitué la formule beaucoup plus large d'insuffisance de ressources (2).

Libéralement interprétée par le bureau qui fonctionne près de la cour de cassation, cette formule ouvre, en réalité, le prétoire de la cour suprême à toute personne non fortunée. « Avec l'assistance judiciaire », écrit M. Lancien, juge de paix, à Lille, dans son remarquable traité sur la loi de 1905, « qu'on accorde si facilement, c'est l'humble plaideur qui a plutôt l'avantage sur son adversaire. Il s'inquiète peu des frais. Il sait bien que, gagnant ou perdant, il ne les payera pas » (3).

*Troisième objection :* Nous allons imposer à la cour de cassation un labeur écrasant, encombrer de pourvois innombrables une juridiction déjà trop chargée.

Nous pourrions répondre que la multiplicité des affaires peut être une raison de renforcer un tribunal qui ne suffit plus à sa tâche (ce qui d'ailleurs n'est pas le cas pour la cour de cassation) et non d'en écarter arbitrairement les justiciables. Mais nous plaçant sur le terrain du fait, nous croyons très exagérées les craintes qu'on exprime, si d'ailleurs nous prenons soin de ne point renoncer aux garanties établies par le droit commun pour éviter l'encombrement des prétoires de notre juridiction suprême.

---

(1) De ce fait, un nombre considérable de procès, ceux entre 100 et 300 fr., qui bénéficiaient la veille du double degré de juridiction, ainsi que du contrôle de la cour suprême, sont désormais jugés en dernier ressort par le juge unique cantonal.

(2) Loi du 4 juillet 1837 sur les poids et mesures.

Loi du 7 mars 1850 sur le moyen de contrôler les conventions entre patrons et ouvriers de tissage et de bobinage.

Loi du 22 février 1851 sur le contrat d'apprentissage.

Décret organique du 2 février 1852 sur les élections et les listes électorales.

Loi du 10 juin 1854 sur le libre écoulement des eaux.

Loi du 23 janvier 1873 sur l'ivresse.

Loi du 7 juillet 1874 sur la protection des enfants du premier âge.

Loi du 3 juillet 1877 relative aux réquisitions militaires.

Loi du 15 juillet 1878 sur le phylloxera.

Loi du 29 juillet 1881 sur la presse.

Loi du 8 décembre 1883 sur l'élection des juges consulaires.

Loi du 20 juillet 1888 sur les caisses de retraite pour la vieillesse.

Loi du 15 novembre 1887 pour la liberté des funérailles.

Loi du 4 février 1888 sur la répression des fraudes dans le commerce des engrais.

Loi du 4 avril 1889 sur le code rural.

Loi du 18 juillet 1889 sur le bail à colonat partiaire.

Loi des 2 novembre 1892 et 30 mars 1900 sur le travail des enfants et des femmes dans les établissements industriels.

Loi du 27 mai 1892 sur la conciliation et l'arbitrage en matière de grève.

Loi des 29 juin 1894 et 11 juillet 1896 sur les caisses de secours et de retraite des ouvriers mineurs.

Loi du 30 novembre 1894 sur les habitations à bon marché.

Loi du 12 janvier 1895 sur les saisies-arrêts de petits salaires.

Loi du 31 mars 1896 sur la vente des objets abandonnés ou laissés en gage par les voyageurs dans les hôtelleries.

Loi du 1er avril 1898 sur les sociétés de secours mutuels.

Loi du 8 avril 1898 sur le régime des eaux.

Loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail.

Loi du 8 juillet 1898 sur les warrants agricoles.

Loi du 24 juillet 1900 sur les vélocipèdes.

Loi du 19 août 1901 sur les dégâts du gibier.

Loi du 15 février 1902 sur la protection de la santé publique.

(3) « Aujourd'hui », disait le rapporteur de la loi de 1905, séance du 27 juin 1905, « nous vivons, et nous vivrons de plus en plus, sous un régime de complexité sociale et de complexité juridique ; et contre cela nous ne pouvons rien. Nous sommes amenés, pour répondre à des besoins sociaux et à des réalités sociales, à voter des lois de plus en plus nombreuses et, de plus en plus complexes répondant à des besoins qui se multiplient. Le juge de paix dans la période de 1838 à 1905 a été nanti par beaucoup de lois nouvelles, des attributions les plus graves et les plus variées. Son rôle est devenu très difficile : nul n'y contredit. »

Combien nous sommes loin du temps où Henrion de Pansey pouvait croire « Et vous, jurisconsultes, éloignez-vous. Nos lois n'auront besoin ni d'interprètes ni de commentateurs ; et telle sera leur clarté que le simple et droit bon sens suffira et pour les entendre et pour les appliquer. » *Traité de la compétence des juges de paix.*

(1) Décret organique du 2 février 1852. Loi du 8 décembre 1883.

(2) Loi du 31 mars 1905, article 15 : « Les décisions du juge de paix relatives à l'indemnité journalière sont exécutoires nonobstant opposition. Ses décisions sont susceptibles du recours en cassation pour violation de la loi ».

(3) Un juge de paix de Paris a tout récemment décidé par un jugement en dernier ressort que le moratorium des petits loyers au-dessous de 600 fr. ne pouvait pas être invoqué par les fonctionnaires. Une décision en sens contraire pourra être rendue par le juge de paix de l'arrondissement voisin : les fonctionnaires auront ou n'auront pas le bénéfice du moratorium suivant la rue qu'ils habitent.

Il y a des juges de paix qui, sur certaines questions, ont une jurisprudence diamétralement contraire à celle de la cour de cassation.

(4) Loi du 27 mars 1907 : « Les jugements rendus en dernier ressort par les conseils de prud'hommes pourront être attaqués par la voie du recours en cassation pour excès de pouvoir ou violation de la loi. »

---

(1) Loi du 22 janvier 1851, article premier : « L'assistance judiciaire est accordée aux indigents dans les cas prévus par la présente loi. »

(2) Loi du 10 1901 dernier, article 1er : « L'assistance judiciaire peut être accordée en tout état de cause à toutes personnes... lorsqu'à raison de l'insuffisance de leurs ressources, ces personnes se trouvent dans l'impossibilité d'exercer leur droit de justice, soit en demandant, soit en défendant ». « C'est qu'en effet », disait le rapporteur à la séance du Sénat du 24 mai 1901, « on peut ne pas être indigent au sens propre des mots et cependant ne pas avoir les ressources nécessaires pour faire les avances souvent importantes du procès. C'est à raison de ces considérations que nous avons substitué au mot indigence, partout où nous l'avons trouvé, ceux-ci : « insuffisance de ressources ».

(3) On sait que le bénéfice de l'assistance judiciaire dispense le plaideur tout à la fois des frais de la procédure et des honoraires de l'avocat.

Ces garanties essentielles sont :

1° Les frais mêmes de la procédure (au cas où l'assistance n'a pas été accordée : l'assistance n'est accordée que si le pourvoi est sérieux). Ces frais, il faut les réduire. Il ne faut pas les supprimer.

2° Le ministère obligatoire de l'avocat. Le plaideur en général connaît mal le rôle très spécial de la cour de cassation : il s'imagine volontiers qu'il y pourra replaider son affaire, et tenter ainsi les chances d'une appréciation plus favorable. L'avocat l'avertit de son erreur et s'efforce de lui faire comprendre qu'une décision motivée en fait (c'est le cas pour les neuf dixièmes des sentences des juges de paix) ne saurait être déférée à une juridiction qui ne connaît que des questions de droit ;

3° L'examen par la Chambre des requêtes ; obstacle difficile à franchir (il laisse à peine passer 3 requêtes sur 10) en même temps qu'épreuve tutélaire, puisqu'elle protège le défendeur éventuel contre les procédures vexatoires d'un adversaire plus fortuné en lui faisant gagner son affaire sans qu'il ait besoin de se déranger ni d'exposer aucuns frais (1).

D'ailleurs, pour toutes les actions personnelles et mobilières, le juge de paix en matière civile est, en quelque sorte, le juge de droit commun. Il est naturel que, sauf la diminution des frais, la procédure de droit commun soit maintenue.

IV

La réforme votée par la Chambre des députés et que nous vous demandons de consacrer n'est inspirée par aucun esprit de défiance. Si la juridiction cantonale n'a point encore assuré « le bonheur de tous », elle a, en grande partie, réalisé les espérances qu'avait conçues l'Assemblée constituante. Nos juges de paix, dans l'exercice de leurs délicates fonctions, sont entourés de l'estime publique. Ils la méritent. Mais, même licenciés en droit, ils ne sont point infaillibles. Ils peuvent se tromper. L'erreur est d'autant plus facile que notre méthode de légiférer n'est pas toujours absolument parfaite. Nous demandons que cette erreur — comme celle de tous les autres juges — soit contrôlée par la cour de cassation ; que le plaideur n'en reste pas la victime irritée.

Ce contrôle, les magistrats cantonaux, conscients de leur responsabilité, le réclament eux-mêmes. « Ainsi donc », écrit M. Lancien que nous avons déjà cité (2), « comme par le passé, alors que sa compétence en dernier ressort est triplée, le juge de paix pourra commettre les plus grosses erreurs, donner aux lois les plus fausses interprétations, sa sentence, si elle est définitive et sans appel, ne sera susceptible d'aucun recours, à moins qu'il n'ait commis un excès de pouvoir, c'est-à-dire qu'il soit sorti de ses attributions et n'ait abusé de sa fonction pour empiéter, par exemple, sur les attributions des autorités administratives. »

Et dans un autre passage (3) « il faut songer que trois cents francs, quoi qu'on ait dit de la valeur relative de l'argent, représente un capital important pour la masse des travailleurs, surtout à la campagne. Combien, parmi eux, parviennent à économiser une pareille somme dans une année ? Le jugement qui ne sera susceptible d'aucun recours pourra les priver de leur petit capital. N'y a-t-il pas là une trop lourde responsabilité pour un juge unique ? »

Nous le pensons.

En conséquence, votre commission vous demande d'adopter sans modification le texte voté par la Chambre des députés.

PROPOSITION DE LOI

*Article unique.* — L'article 15 de la loi du 25 mai 1838 est ainsi modifié :

« Les jugements rendus par les juges de paix pourront être attaqués par la voie du recours en cassation pour excès de pouvoir et pour violation de la loi.

« Sont réduits de moitié l'amende et les divers droits fixes d'enregistrement auxquels sont actuellement assujettis, en cas de pourvoi contre les jugements rendus par les juges de paix, le premier acte de recours ainsi que tous les actes de la procédure devant la cour de cassation et les arrêts rendus par cette cour.

« Toutes les dispositions contraires à la présente loi sont abrogées. »

(1) Faye. *La cour de cassation*, p. 38.
(2) Lancien, *La loi du 12 juillet 1905*, p. 179.
(3) Lancien, *La loi du 10 juillet 1905*, p. 26.

## ANNEXE N° 387

(Session ord. — Séance du 18 novembre 1915.)

RAPPORT fait au nom de la commission des finances chargée d'examiner : 1° le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ouverture de crédits additionnels aux crédits provisoires du premier semestre de 1915 pour le sous-secrétariat d'Etat du ministère de la guerre ; 2° le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ouverture de crédits additionnels aux crédits provisoires du troisième trimestre de 1915 pour deux sous-secrétariats d'Etat au ministère de la guerre, par M. Milliès-Lacroix, sénateur (1).

Messieurs, à la date du 18 mai dernier, le Gouvernement jugea opportun de donner au Ministre de la guerre la collaboration d'un sous-secrétaire d'Etat placé à la tête de la direction de l'artillerie. Puis, deux décrets rendus le 1er juillet dernier ont créé deux nouveaux sous-secrétaires d'Etat, respectivement placés à la tête de la direction générale du ravitaillement et de l'intendance et de la direction du service de santé. Enfin, aux termes d'un décret du 14 septembre dernier, un quatrième sous-secrétaire d'Etat vient d'être chargé de la direction de l'aéronautique militaire.

Ces créations successives avaient paru nécessaires au Gouvernement, malgré cependant qu'à des dates récentes, par l'organe du ministre de la guerre, il eût exposé le rôle très satisfaisant rempli par lesdites directions, et qu'il eût, devant le Parlement, magnifié les résultats acquis, grâce au mérite des directeurs.

Conformément à la tradition, le Parlement a été appelé à sanctionner ces divers décrets, en la forme des projets de loi portant ouverture de crédits, destinés à assurer le traitement des sous-secrétaires d'Etat et de leurs cabinets respectifs.

Un premier projet de loi, déposé à la Chambre des députés, le 20 mai 1915, concerne la création du sous-secrétariat d'Etat de l'artillerie ; il porte ouverture de crédits, au montant de 3,925 fr., additionnels aux crédits provisoires des six premiers mois de l'exercice 1915 ; il a été adopté par la Chambre des députés, le 24 juin 1915.

Un deuxième projet de loi, déposé à la Chambre des députés, le 8 juillet dernier, concerne la création des deux sous-secrétariats d'Etat du ravitaillement et du service de santé. Il porte ouverture de crédits, au montant de 17,500 fr., additionnels aux crédits provisoires des trois premiers trimestres. Il a été adopté par la Chambre des députés, le 26 août dernier.

Quant au quatrième sous-secrétariat d'Etat (direction de l'aéronautique), il a fait l'objet d'un troisième projet de loi, déposé à la Chambre des députés, le 16 septembre 1915, portant ouverture de crédits, au montant de 10,400 fr., additionnels aux crédits provisoires des trois premiers trimestres de l'exercice 1915.

Nous attendions pour soumettre notre rapport au Sénat, que le projet de loi relatif au sous-secrétariat d'Etat de l'aéronautique eût été adopté par la Chambre des députés. D'autre part, la commission des finances, par décision en date du 13 octobre 1915, avait résolu de demander au Gouvernement de faire coïncider la création des sous-secrétariats de la guerre avec la suppression des sous-secrétariats d'Etat de l'intérieur, des affaires étrangères et des beaux-arts, dont l'inutilité pendant le temps de guerre lui était apparue.

Satisfaction partielle a été donnée au vœu de la commission des finances par la constitution du nouveau cabinet qui ne comprend plus les sous-secrétaires d'Etat des affaires étrangères et de l'intérieur. Mais le vote des crédits relatifs au sous-secrétariat de l'aéronautique n'ayant pas encore eu lieu, nous n'avons pas cru devoir retarder plus longtemps la régularisation budgétaire des décrets relatifs aux sous-secrétariats d'Etat de l'artillerie, de l'intendance et des services de santé.

Nous bornerons donc notre examen aux projets de loi relatifs à ces trois sous-secrétariats d'Etat.

Il fut toujours admis que les sous-secrétariats d'Etat constituaient, au sein du Gouvernement, un organe politique supplémentaire, dont le fonctionnement, tout en engageant la responsabilité des ministres auprès desquels ils étaient placés, n'engageait pas moins la responsabilité personnelle des titulaires. Investis de délégations et d'attributions générales ou spéciales, les sous-secrétaires d'Etat au ministère de la guerre doublaient en quelque sorte le ministre, dans la direction de l'administration.

L'état de choses innové par la récente création des sous-secrétaires d'Etat n'a rien de semblable aux précédents. Il suffit, en effet, de lire l'exposé des motifs justificatifs des décrets, et d'en rapprocher les dispositifs, pour se convaincre qu'un changement notable s'est produit dans la conception gouvernementale, quant au rôle et à la situation politique des sous-secrétaires d'Etat.

« L'importance des services dépendant de la 3e direction du ministère de la guerre (artillerie) — lit-on dans l'exposé des motifs du décret du 18 mai 1915 — la multiplicité des fabrications tant de l'industrie privée que des établissements de l'Etat qui en dépendent, m'ont amené à considérer que, tout en maintenant ces services sous les ordres d'un seul chef, responsable vis-à-vis de moi, il était expédient d'en mettre chacune des branches sous l'autorité particulière d'un technicien. L'orientation générale, comme la surveillance détaillée de l'exécution des ordres ministériels continueraient d'être assurées par la personnalité unique placée à la tête de la direction de l'artillerie...

« ...L'autorité que M. Albert Thomas s'est acquise, tant à l'armée qu'à l'intérieur, près de tous ceux qui l'ont vu à l'œuvre, le désigne pour continuer, à la direction de l'artillerie, la tâche si heureusement entreprise par lui depuis le début des hostilités. L'amplitude des services qu'il aura à diriger, comme sa qualité de membre du Parlement, conduisent tout naturellement à lui donner le rang et le titre de sous-secrétaire d'Etat. »

Et comme conclusion de l'exposé qui précède, le décret du 18 mai dispose que M. Albert Thomas, député, « est nommé sous-secrétaire d'Etat au ministère de la guerre. Il est placé, en cette qualité, à la tête de la 3e direction du ministère de la guerre (artillerie et équipages militaires). »

Les décrets suivants, des 1er juillet et 14 septembre 1915 qui ont institué les sous-secrétariats du ravitaillement et de l'intendance, du service de santé et du service de l'aéronautique, sont calqués sur le décret du 18 mai.

En somme, MM. les sous-secrétaires d'Etat au ministère de la guerre, sauf leur titre et leur rang, n'ont légalement d'autres pouvoirs administratifs que ceux que détiennent les autres directeurs dans le même ministère.

Il faut cependant reconnaître que, dans la pratique, MM. les sous-secrétaires d'Etat de l'artillerie et de l'intendance n'ont pas tardé, par leurs initiatives, dont certaines sont hardies, à déborder du cadre étroit des anciennes directions. L'organisation de leurs services a subi des modifications, des transformations et des développements tels, qu'en fait, l'autorité du ministre sous laquelle les décrets les ont placés n'est plus qu'une façade, et qu'on peut dire que ces sous-secrétariats d'Etat constituent au sein du ministère des organes autonomes. Dans une certaine mesure, certaines de leurs innovations sont peut-être heureuses ; mais nous ne saurions les approuver sans réserve, car, à nos yeux, il en est qui, si louables soient-elles, pèchent par le défaut de légalité, comme nous le démontrerons plus loin.

Par ailleurs, la tendance à l'autonomie des sous-secrétariats d'Etat n'est pas sans danger ; car, s'ils restent isolés des autres services par des cloisons étanches, s'ils s'affranchissent de tous liens avec les services généraux, ils risquent fort, par des doctrines budgétaires administratives ou juridiques disparates, de doubler l'état confus et parfois chaotique d'une administration dans laquelle il serait cependant si nécessaire d'instaurer l'harmonie.

Telles sont les observations générales que nous avons cru devoir présenter, sans empiéter sur les attributions de la commission de l'armée avant d'entrer dans l'examen, du point de vue budgétaire qui nous est imparti, des

(1). Voir les nos 228-303, Sénat, année 1915, 937-1009-1098-1139 et in-8° nos 204 et 260. — 11e législ. de la Chambre des députés.

décrets qui ont créé les sous-secrétariats d'Etat de l'artillerie et des munitions, du ravitaillement et de l'intendance, et du service de santé.

Nous allons successivement passer en revue les conditions dans lesquelles furent institués et se sont développés chacun de ces organes, pour faire ressortir les conséquences financières de leur organisation et de leur fonctionnement.

## I

### DÉPENSES DE PERSONNEL

### Sous secrétariat d'Etat de l'artillerie et des munitions.

Comme nous l'avons dit plus haut, c'est par un décret du 18 mai 1915 que fut créé le sous-secrétariat d'Etat de l'artillerie et des munitions.

Le décret est muet sur les attributions du sous-secrétaire d'Etat, simplement « placé à la tête de la troisième direction du ministère de la guerre (artillerie et équipages militaires) ». Ses attributions n'étaient donc, aux termes du décret, autres que celles d'un directeur, à savoir : surveiller l'exécution des ordres ministériels sous sa responsabilité vis-à-vis du ministre.

Mais bientôt le développement que prirent les services révéla la nécessité de mieux définir ces attributions, qui furent déterminées par un nouveau décret rendu le 18 juillet 1915.

« Le sous-secrétaire d'État placé à la tête de la 3e direction, est-il dit, prend le titre de sous-secrétaire d'État de l'artillerie et des munitions. En cette qualité, au nom et par délégation permanente du ministre, il dirige les services de l'artillerie et des équipages militaires ; il est en outre chargé d'assurer la constitution des approvisionnements de poudres et explosifs de toute nature, ainsi que des munitions spéciales de la direction du génie et de la direction de l'aéronautique.

« Il arrête et soumet au ministre toutes les propositions relatives au personnel et aux troupes de l'artillerie et du train des équipages militaires qui relèvent de son autorité. »

Le texte ci-dessus n'apporte pas grande lumière sur les pouvoirs dont fut investi M. le sous-secrétaire d'État. Rien n'était changé quant aux attributions de l'ancien directeur, qui était pourvu d'une semblable délégation permanente pour la direction des mêmes services, la réalisation des approvisionnements des poudres et explosifs et la fabrication des munitions destinées aux services du génie et de l'aéronautique.

Sans doute a-t-on jugé ces pouvoirs insuffisants, car ils viennent d'être tout à la fois mieux précisés et élargis par un décret rendu le 6 novembre 1915. Aux termes de ce décret, le sous-secrétaire d'Etat « dirige les services de l'artillerie et des équipages militaires et les services des poudres ; il est chargé, en outre, d'assurer la production des armes et munitions propres aux services du génie et à ceux de l'aéronautique ». Il a autorité sur les personnels techniques et administratifs de ces services. « Il est chargé de pourvoir à tous les besoins des armées et du territoire, en matériel et approvisionnements ressortissant à ses attributions, soit par des achats, soit par des fabrications dans les établissements de l'Etat ou usines requises, soit en ayant recours à l'industrie privée ».

Il passe tous les marchés, aussi bien pour le service des poudres que pour le service de l'artillerie ; il en suit l'exécution, procède à la liquidation des dépenses, tout en se conformant aux règlements en vigueur.

Bien que le décret ci-dessus soit muet en ce qui concerne le personnel combattant, il nous a été affirmé qu'il était placé sous la direction du sous-secrétaire d'Etat.

Ceci dit, quant aux attributions légales du sous-secrétaire d'Etat de l'artillerie, nous allons examiner les nombreuses et successives modifications qui ont été apportées dans l'organisation et le fonctionnement de services, afin den déduire les conséquences budgétaires.

Sous le régime antérieur, le service de l'artillerie et des munitions était placé sous l'autorité d'un directeur et réparti entre deux bureaux, savoir : le personnel et le matériel.

Au service du matériel incombait, sous l'autorité du directeur, le soin d'assurer par l'entremise de l'inspection permanente et du service des forges, la fabrication dans les établissements de l'artillerie et les commandes dans l'industrie privée du matériel d'armement de toute nature (y compris le harnachement de l'artillerie et les équipages) et des munitions, du chargement des projectiles dans les établissements de pyrotechnie, les cartoucheries et les parcs d'artillerie.

Consécutivement à la création du sous-secrétariat d'Etat de l'artillerie, le ministre de la guerre, par un décret du 20 mai 1915, a placé le service du matériel sous la direction de trois généraux de division, adjoints au sous-secrétaire d'Etat, avec des attributions spéciales :

1° Armes portatives et leurs munitions ;
2° Artillerie lourde et ses munitions ;
3° Artillerie de campagne et ses munitions ; harnachement et équipages militaires ; personnel.

Donc, dès l'origine, au sous-secrétariat d'Etat sont instaurées trois directions par simple décret. C'est là un procédé contraire à notre législation.

En outre de ces subdivisions, divers arrêtés du sous-secrétaire d'Etat ont divisé le service de l'artillerie en nouveaux compartiments et créé d'autres organes, dont certains, au surplus, lui ont été transférés de diverses directions.

Quatre innovations sont particulièrement à signaler :

Le service industriel ;
Le service des grosses fabrications ;
Le service ouvrier ;
Le service technique.

Ce n'est pas tout. Le service du matériel chimique de guerre, créé par décision du 23 juin 1915, d'abord rattaché, à cette époque, à la direction du génie, fut transféré au sous-secrétariat d'Etat de l'artillerie, par un arrêté du 17 septembre ; il a été ensuite, par un simple arrêté, placé sous les ordres d'un officier général directeur, auquel fut donné le titre d'adjoint au sous-secrétaire d'Etat.

Un cinquième officier général adjoint au sous-secrétaire d'Etat a été, en outre, toujours par simple arrêté ministériel, placé à la tête du service automobile ; quant au lieutenant-colonel, ancien chef de ce service, il a été pourvu d'un emploi nouveau, l'inspection permanente des fabrications du service automobile, créée par le même arrêté ministériel.

Nous contestons la légalité de ces mesures et nous en ferons l'objet d'observations spéciales à la fin de notre rapport.

L'institution de ces divers services a donné au sous-secrétariat d'Etat un développement administratif considérable, tant à l'administration centrale qu'à l'extérieur. La commission de l'armée appréciera dans quelle mesure leur création fut utile et opportune, après douze mois de guerre ; elle dira quels en furent les résultats au point de vue technique.

Nous n'avons, en ce qui nous concerne, qu'à constater qu'elle a eu pour conséquence un accroissement considérable de personnel et une très grande augmentation des dépenses tant de personnel que de matériel.

En premier lieu, le cabinet du sous-secrétaire d'Etat a été constitué au moyen d'un effectif très appréciable.

Le cabinet proprement dit est composé de :

1 chef de cabinet ;
1 chef adjoint ;
2 attachés ;
6 officiers subalternes ;
1 rédacteur ;
1 commis ;
1 huissier ;
11 secrétaires militaires ;
7 dames dactylographes ;
12 plantons et cyclistes ;
5 téléphonistes.

A cet effectif, il y a lieu d'ajouter, au titre du secrétariat particulier :

1 chef de secrétariat particulier ;
5 attachés ;
8 secrétaires militaires

le tout sans préjudice des cabinets des directeurs adjoints.

Le service industriel comprend, sous les ordres d'un fonctionnaire civil, servant, nous a-t-on dit, à titre bénévole :

1° Personnel militaire :

10 officiers ;
11 secrétaires militaires.

2° Personnel civil :

1 ingénieur-conseil ;
1 secrétaire ;
1 employé ;
6 dames dactylographes.

Le service des grosses fabrications est composé de :

4 officiers ;
1 secrétaire ;
1 dame dactylographe.

Le service ouvrier (service central) comprend :

11 officiers ;
137 secrétaires militaires.

Le service technique comprend :

6 officiers ;
6 secrétaires militaires ;
2 dames dactylographes.

Le service central du matériel chimique de guerre est composé de :

4 officiers ;
2 secrétaires militaires.

Le service automobile (arrêté du 21 octobre 1915), comprend :

*a*) Section du personnel :

2 officiers ;
3 secrétaires ;
1 dame dactylographe.

*b*) Section du matériel :

1 officier supérieur ;
4 officiers subalternes ;
1 officier d'administration ;
3 secrétaires.

*c*) Inspection permanente des fabrications (service extérieur) :

1 officier supérieur ;
3 officiers subalternes ;
5 secrétaires militaires.

Quant au personnel spécialement attaché aux officiers généraux adjoints au sous-secrétaire d'Etat, il est ainsi composé de :

Artillerie (1). (Personnel et matériel) :

2 généraux.
1 officier supérieur.
5 officiers subalternes.
1 commis principal.
7 secrétaires militaires.

Automobile : 1 général avec le personnel du service mentionné plus haut.

Matériel chimique de guerre : 1 général avec le personnel mentionné au service du matériel chimique.

Compte tenu des divers personnels ci-dessus et de l'ensemble du personnel ancien, comme aussi des emprunts qui ont été opérés dans d'autres directions, voici l'état comparatif, au 15 mai 1915 et au 10 novembre 1915, de l'ensemble de l'effectif du personnel du sous-secrétariat d'Etat de l'artillerie et des munitions.

(1) L'emploi de directeur de l'artillerie de campagne étant vacant, c'est le général directeur de l'artillerie lourde qui le remplit actuellement ; mais, comme cet emploi n'a pas été supprimé, nous en faisons état dans l'énumération de l'effectif.

A. — *Personnel militaire.*

| DÉSIGNATION | SOUS-SECRÉTARIAT D'ÉTAT | | | |
|---|---|---|---|---|
| | Avant la création au 15 mai 1915. | | Après la création au 1er novembre 1915. | |
| | Effectif. | Solde. | Effectif. | Solde. |
| Officiers généraux et assimilés | 1 | 28.230 » | 5 | 82.080 » |
| Officiers supérieurs et assimilés | 16 | 169.545 » | 10 | 97.860 » |
| Officiers subalternes et assimilés | 39 | 240.660 » | 45 | 277.980 » |
| Sous-officiers, brigadiers ou caporaux et soldats | 46 | 17.790 » | 291 | 112 548 » |
| Totaux | 102 | 456.225 » | 351 | 570.448 » |
| Différences en plus : Effectifs | 249 | | | |
| Différences en plus : Solde | 114.223 francs. | | | |

B. — *Personnel civil.*

| DÉSIGNATION | SOUS-SECRÉTARIAT D'ÉTAT | | | |
|---|---|---|---|---|
| | Avant la création au 15 mai 1915. | | Après la création au 1er novembre 1915. | |
| | Effectif. | Allocations. | Effectif. | Allocations. |
| **Personnel des bureaux.** | | | | |
| Chefs de bureau | 1 | 9.200 » | 2 | 18.400 » |
| Sous-chefs | 2 | 11.600 » | 2 | 11.600 » |
| Rédacteurs principaux et rédacteurs | 5 | 27.385 » | 6 | 31.185 » |
| Commis | 5 | 23.220 » | 6 | 27.830 » |
| Expéditionnaires | 7 | 28.845 » | 7 | 28.845 » |
| Auxiliaire | » | » | 1 | 2.937 » |
| Dames dactylographes | » | » | 17 | 27.540 » |
| Personnel secondaire | 6 | 21.180 » | 7 | 24.710 » |
| Indemnités spéciales au cabinet | » | » | » | 10.000 » |
| Totaux | 23 | 121.430 » | 48 | 182.847 » |
| Différences en plus : Effectif | 22 | | | |
| Différences en plus : Allocations | 61.417 francs (1). | | | |

(1) Dont 11,340 fr. correspondant au traitement de 7 dames dactylographes fournies par l'inspection permanente des fabrications et 21,140 fr. correspondant au traitement du personnel civil détaché au sous-secrétariat et non remplacé dans les cadres de l'administration centrale; par suite, l'accroissement des dépenses ne ressort plus qu'à 28,937 fr.

Mais, là ne se bornent pas les accroissements de dépenses de personnel consécutifs à la création du sous-secrétariat d'Etat de l'artillerie.

Comme nous l'avons vu plus haut, deux services importants ont été créés ou rattachés au sous-secrétariat d'état de l'artillerie dès le début : le service ouvrier et le service du matériel chimique de guerre.

Trois nouveaux services viennent, en outre, d'être créés par deux arrêtés, en date des 3 et 9 novembre : la direction générale des fabrications de l'artillerie, l'inspection générale des études et expériences techniques sur les poudres et explosifs et la direction générale des poudres et explosifs.

Au service ouvrier (service central) a été rattaché, en vertu d'une circulaire du 15 juillet 1915, un service extérieur de contrôle de la main-d'œuvre militaire employée dans les usines de l'industrie privée, travaillant directement ou indirectement pour les services de l'artillerie, du génie, des poudres et de l'aéronautique.

Ce contrôle avait d'abord été confié aux contrôleurs des forges; mais, en raison de sa grande extension, M. le sous-secrétaire d'Etat, par une décision dont on ne nous a fait connaître ni la date ni les termes, a créé tout un service spécial, dont le personnel a été recruté parmi les inspecteurs du travail dépendant du ministère du travail, mobilisés, auxquels on a donné le rang d'officier.

Les attributions de ce service sont :

La surveillance des ouvriers au point de vue des aptitudes professionnelles et du rendement;

Les mutations;

Les sanctions disciplinaires;

Le contrôle préventif des demandes de main-d'œuvre;

L'application de la loi du 17 août 1915 (loi Dalbiez);

Le contrôle des conditions du travail (durée du travail, repos hebdomadaire, salaires);

La surveillance des ouvriers en dehors de l'usine (?);

L'établissement des statistiques, quant au nombre d'établissements travaillant pour l'artillerie, le génie, les poudres et l'aéronautique;

Les enquêtes dans les dépôts des corps de troupe et des formations de la zone des armées;

Le recrutement des ouvriers militaires dans les dépôts;

Le recrutement d'ouvriers pour certaines fabrications spéciales;

Le recrutement d'ouvriers civils.

L'effectif de ce personnel dont, on le voit, les attributions sont touffues, est composé de :

2 capitaines;
3 lieutenants;
35 sous-lieutenants,

répartis dans quatre grandes régions d'inspection, savoir :

| | | |
|---|---|---|
| Paris (25 départements) | 13 | contrôleurs |
| Lyon (25 départements) | 14 | — |
| Toulouse (20 départements) | 7 | — |
| Nantes (16 départements) | 6 | — |
| Total | 40 | contrôleurs |

L'ensemble de la solde et des indemnités allouées annuellement à ces 40 officiers s'élève à 132,174 fr.

Dans une note qu'il a bien voulu communiquer le 19 octobre dernier, M. le sous-secrétaire d'Etat a cru pouvoir invoquer que la création de ce service n'entraînerait pas un surcroît de dépenses, attendu que les inspecteurs du travail mobilisés, parmi lesquels a été recruté ce personnel, percevaient l'intégralité de leur traitement civil, qui ne se cumulerait pas avec la solde d'officier.

Il y a là une confusion que nous croyons devoir dissiper. Nos observations s'appliqueront d'ailleurs à l'ensemble des personnels qui ont été recrutés dans les armées pour composer les services amplifiés de l'administration centrale ou les services nouveaux extérieurs à cette administration. Sans doute, si on ne les considère qu'individuellement, les contrôleurs dont il s'agit ne perçoivent pas une solde complémentaire. Mais M. le sous-secrétaire d'Etat a omis de tenir compte que le recrutement des contrôleurs de la main-d'œuvre a provoqué dans les unités auxquelles ils appartenaient des vacances d'emploi qu'il a fallu combler à l'aide de promotions, et qu'ainsi l'augmentation de dépenses est indiscutable.

Il ne nous appartient pas de donner une appréciation technique sur ce service nouveau. C'est là le rôle de la commission de l'armée. Toutefois, il ne nous a pas échappé — et il est de notre devoir de le signaler — qu'en instituant sous son autorité, par une simple circulaire, un service dont les attributions s'étendent sur les établissements dépendant soit de l'artillerie,

soit du génie, soit des poudres ou de l'aéronautique, M. le sous-secrétaire d'Etat a accompli un acte dont la légalité est douteuse, et qui, en tout cas, déborde du cadre de ses attributions.

Le Service du matériel chimique de guerre a été institué, avons-nous dit, par une simple décision ministérielle du 28 juin 1915. De même que le service du contrôle de la main-d'œuvre, la création de ce service par une simple décision paraît illégal. D'abord rattaché à la direction du génie, il fut bientôt après transféré au sous-secrétariat d'Etat de l'artillerie et placé sous la direction d'un officier général, adjoint au sous-secrétaire d'Etat. Des réserves, d'ordre technique, ne nous permettent pas de développer ici tous les détails de l'organisation du service. La commission des finances en a eu cependant communication. Il appartiendra à la commission de l'armée de donner, s'il y a lieu, son appréciation à cet égard. Toutefois, nous avons le devoir de signaler la confusion qui peut s'établir entre le rôle de ce service, celui de l'inspection générale des études et expériences techniques des poudres et explosifs, et les nouvelles attributions (*Inventions intéressant la défense nationale...*) données à M. le ministre de l'instruction publique.

Avant son transfert au sous-secrétariat d'Etat de l'artillerie et des munitions, le service du matériel chimique comprenait 25 officiers, dont la solde représentait une dépense annuelle de 165,298 fr. Depuis son transfert, le personnel a été fortement augmenté, en raison de l'importance croissante du matériel dont il s'agit dans l'armement. A la date du 1er octobre 1915, l'effectif de ce personnel avait doublé il était de 53 officiers, dont la solde représentait une dépense totale annuelle de 286,545 fr.

Sans doute, c'est là un service extérieur dont la dépense n'est pas imputable à l'administration centrale, mais son développement n'est pas seulement consécutif à son rattachement au sous-secrétariat d'Etat, il en a été très vraisemblablement la conséquence. D'autre part, les officiers dont il s'agit ayant été remplacés dans les armes auxquelles ils ont été empruntés, nous devons comprendre leur solde parmi les dépenses nouvelles occasionnées par la création du sous-secrétariat de l'artillerie, compte tenu des dépenses antérieures.

L'augmentation annuelle ressort ainsi à 121,245 fr.

*Direction générale des fabrications de l'artillerie.*

Par un arrêté en date du 3 novembre 1915 les services des fabrications de l'artillerie (inspections permanentes des fabrications de l'artillerie, service des forges, etc.) ont été réunis en une direction générale des fabrications, service extérieur. Le directeur général a dans ses attributions l'organisation et la conduite générale des fabrications d'artillerie tant dans les établissements du ministère de la guerre que dans l'industrie privée, l'achat et la constitution des approvisionnements, la passation et le contrôle d'exécution des marchés. Il a même pour la signature des marchés délégation du sous-secrétaire d'Etat qui délègue ainsi des pouvoirs qui ne lui sont point propres.

Comme pour les autres fonctions créées dans le service de l'artillerie, nous faisons toutes réserves sur la légalité de cette création.

Toutefois, nous devons reconnaître que, judicieusement et méthodiquement adapté à l'administration générale des divers matériels de guerre, cet organe est susceptible de rendre les plus grands services, à la condition qu'il ne vienne pas s'emmêler avec les organes actuels du sous-secrétariat d'Etat (service des forges, inspection permanente des fabrications, directeurs-adjoints, etc.), et qu'il ne soit pas une cause d'alourdissement de l'organisme déjà très compliqué du sous-secrétariat d'Etat.

Quoi qu'il en soit, si l'on a voulu centraliser sous une seule autorité l'utilisation des ressources en matières premières et ouvrées du territoire national et des pays neutres, unifier les modes de passation des contrats, enfin supprimer tout au moins en partie la concurrence que fréquemment les divers services du département se font entre eux au détriment du Trésor, la mesure paraît de nature à avoir des conséquences avantageuses au point de vue économique.

Le personnel de cette nouvelle direction générale n'étant pas encore constitué, nous ne pouvons indiquer les dépenses que cette création entraînera. Nous ignorons même si le traitement de son titulaire, M. Claveille, directeur des chemins de fer de l'Etat, délégué dans les fonctions de directeur général incombera au département de la guerre.

*Service des poudres et des explosifs. — Inspection générale des études et expériences techniques. — Direction générale des fabrications des poudres et des explosifs.*

Comme conséquence du décret du 6 novembre 1915, qui a placé le service des poudres sous l'autorité du sous-secrétaire d'Etat de l'artillerie et des munitions, un arrêté du ministre de la guerre en date du 9 novembre suivant, a réorganisé l'administration de ce service.

L'emploi de directeur à l'administration centrale a été supprimé. Mais un contrôleur de l'administration de l'armée, assisté d'un ingénieur en chef ou principal des poudres, a été adjoint au sous-secrétaire d'Etat, comme agent de liaison avec les services extérieurs ci-après:

Une inspection générale des études et des expériences techniques (service extérieur) a été créée avec autorité sur le laboratoire central des poudres.

Enfin une direction générale de fabrications de poudres et explosifs a été instituée, comme service extérieur, sous l'autorité du sous-secrétaire d'Etat, aux attributions d'organiser et de conduire les fabrications dans les établissements de l'Etat et dans l'industrie privée. Le directeur général pourvoit à la constitution des approvisionnements, passe les marchés et en contrôle l'exécution. Il a, à cet effet, la délégation du sous-secrétaire d'Etat.

Antérieurement le directeur des poudres dépendait directement du ministre et sa situation, relativement indépendante, était assez fausse vis-à-vis du sous-secrétaire d'Etat, qui avait la charge d'assurer les approvisionnements des poudres et des explosifs. L'arrêté du 9 novembre a remis, à ce point de vue, les choses au point. S'il est vrai que l'autorité du directeur a légèrement diminué, il a, du moins, été pourvu d'un titre supérieur.

Nous ne pensons pas que les modifications ci-dessus aient pour résultat un accroissement de personnel ni une augmentation de dépenses.

Il ne sera pas sans intérêt pour le Sénat de connaître quels furent, depuis le début des hostilités, les développements des opérations du service des poudres et des explosifs. D'après les crédits au budget annexe, elles se sont successivement élevées :

| | Fabrications. | Installations. |
|---|---|---|
| | — | — |
| Du 2 août au 31 décembre 1914 à..... | 38.385.676 | 5.083.330 |
| Pendant le premier trimestre de 1915 à... | 89.684.96» | 7.000.000 |
| Pendant le troisième trimestre de 1915 à.. | 110.977.000 | 15.300.000 |
| Pendant le quatrième trimestre de 1915 à | 238.816.975 | 29.000.000 |

Cette progression considérable n'est en rien influencée par l'institution du sous-secrétariat d'Etat de l'artillerie et des munitions. Toutefois, nous avons cru devoir la mettre en lumière afin de produire un témoignage des nécessités qu'a révélées le déroulement successif des opérations militaires et de l'effort très insuffisant du début.

Pour nous résumer, envisagée du point de vue budgétaire, la création du sous-secrétariat d'Etat de l'artillerie et des munitions a eu, jusqu'à l'heure actuelle pour conséquence d'accroître les dépenses annuelles de personnel de la somme de 396,581 fr., soit :

| | |
|---|---|
| Personnel militaire de l'administration centrale..... | 114.223 |
| Personnel civil de l'administration centrale..... | 28.937 |
| Service extérieur du contrôle de la main-d'œuvre..... | 102.174 |
| Service du matériel chimique..... | 121.247 |
| Direction générale des fabrications de l'artillerie..... | mémoire |
| Direction générale des poudres et des explosifs..... | mémoire |
| Total..... | 396.581 |

Il est juste qu'en regard du chiffre important de cette augmentation de dépenses nous mettions en évidence l'étendue croissante du champ d'activité industrielle dans lequel a opéré le service de l'artillerie depuis le début des hostilités. Nous serons à ce sujet suffisamment éclairés par les dépenses auxquelles il a dû pourvoir pour l'ensemble des fabrications qu'il dirige.

Du 2 août au 31 décembre 1914 ces dépenses se sont élevées à environ..... 530 millions
Du 1er janvier au 30 juin 1914 1.623 —
Du 1er juillet au 30 septembre 1915..... 1.112 —
Du 1er octobre au 31 décembre 1915 elles sont évaluées à 1.646 —

Les chiffres ci-dessus s'appliquent aux crédits alloués, tant au titre des crédits provisoires qu'au titre des crédits supplémentaires. Ils révèlent que, pour ne tenir compte que de l'année 1915 — on peut, en effet, considérer que c'est surtout depuis le 1er janvier 1915, c'est-à-dire depuis la réunion du Parlement, que les fabrications des matériels de toute sorte ont reçu une impulsion caractéristique — les dépenses de l'artillerie, en matériel, se sont élevées, pendant le semestre qui a précédé la création de sous-secrétariat d'Etat, à 1,628 millions, et pendant le semestre qui a suivi cette création à 2,758 millions. L'augmentation a été de 80 p. 100.

Les dépenses annuelles de personnel qui ressortaient avant la création du sous-secrétariat d'Etat à 742 millions 953,000 fr., se sont élevées après cette création à 1 million 139,534 fr., supérieures, par conséquent, de 53 p. 100.

Nous estimons que, malgré qu'elle paraisse inférieure à celle des fabrications, la progression des frais de personnel est encore trop élevée; une revision méthotique de l'actuelle organisation doit conduire à une réduction de personnel et à une diminution de frais généraux.

**Sous-secrétariat d'Etat de l'intendance et du ravitaillement.**

Le sous-secrétariat d'Etat de l'intendance et du ravitaillement a été institué par un décret en date du 1er juillet 1915. Cette création a été motivée, d'après les termes du rapport adressé à M. le Président de la République par M. le ministre de la guerre, par l'obligation « de se déplacer fréquemment, tant pour visiter à l'intérieur les manufactures et usines travaillant pour la défense nationale, que pour se tenir en contact avec les armées », d'où serait née pour lui la nécessité de se faire assister, pour l'administration de son département, par de nouveaux collaborateurs.

Le susdit décret se borne à disposer que M. Joseph Thierry est nommé sous-secrétaire d'Etat au ministère de la guerre, et qu'il est placé « en cette qualité à la tête de la direction générale du ravitaillement et de la direction de l'intendance militaire ».

De même que pour le sous-secrétariat d'Etat de l'artillerie, rien n'est changé par ce décret, quant aux attributions des directions dont il s'agit, si ce n'est qu'elles sont réunies dans un seul organisme, dont le titulaire prend le titre et le rang de sous-secrétaire d'Etat.

Le décret du 18 juillet, qui a défini ses attributions, ne modifie en rien celles que détenaient les deux directeurs: ravitaillement, intendance. Il a, comme eux, la délégation permanente du ministre pour la direction du ravitaillement des armées et des places en vivres, fourrages, chauffage et éclairage, habillement, campement et couchage. Comme eux il est responsable devant le ministre. C'est ainsi que, par un décret contresigné par le ministre, a été constitué et placé auprès du sous-secrétaire d'Etat un comité consultatif du ravitaillement et de l'intendance militaires.

Il faut toutefois reconnaître que, sous l'impulsion du sous-secrétaire d'Etat, les services centraux de l'intendance et du ravitaillement et les services extérieurs qui en précèdent directement ont pris un grand développement.

Antérieurement au régime nouveau, la direction de l'intendance comprenait :

1 directeur, intendant général, assisté d'un sous-directeur, intendant général et d'un sous-directeur civil.

Sous le nouveau régime, il semble, au prime abord, que la situation reste la même. Si l'on ne considère que l'administration centrale, on constate, en effet, qu'au sous-secrétariat d'Etat n'a été adjoint qu'un directeur, intendant général, assisté lui-même d'un directeur adjoint, sous-intendant militaire; le sous-directeur civil a été maintenu, mais on va voir, que par l'extention prise par certains services dits extérieurs, le sous-secrétariat d'Etat a pris une

importance très supérieure à l'ancienne direction.

Le cabinet du sous-secrétaire d'Etat du ravitaillement et de l'intendance est composé du personnel suivant :

1 chef de cabinet;
1 chef adjoint;
1 lieutenant d'infanterie territoriale;
5 attachés à l'intendance;
6 officiers d'administration;
15 secrétaires militaires;
4 plantons;
4 téléphonistes;
2 huissiers et gardiens de bureau.

Il y a lieu, en outre, de mentionner que le cabinet du directeur, qui comprenait antérieurement, avec un sous-intendant militaire de 1re classe, 5 attachés à l'intendance, 1 officier d'administration, 1 expéditionnaire et 2 secrétaires militaires, a été remplacé par les cabinets des deux directeurs adjoints; ces deux cabinets comprennent :

3 sous-intendants de 1re classe;
2 sous-intendants de 2e classe;
1 sous-intendant de 3e classe;
3 attachés à l'intendance;
2 officiers d'administration;
1 expéditionnaire;
5 secrétaires;
4 plantons;
2 huissiers ou gardiens de bureau.

Telle est la composition des cabinets du sous-secrétaire d'Etat et des directeurs adjoints. Rien ou à peu près n'a été changé dans la composition des bureaux, sauf la création de la section des questions économiques.

Mais, à côté de l'administration centrale se sont développés deux services dits extérieurs. L'inspection générale du ravitaillement, supprimée au début de la guerre, a été rétablie, et un nouvel organe administratif, l'inspection générale de l'habillement, a été, sinon créé de toutes pièces, du moins organisé aussitôt après l'institution du sous secrétariat d'Etat.

Nous nous expliquerons plus loin au sujet de ces deux services extérieurs; mais, dès à présent, nous devons mentionner la suppression de deux organes, au sujet desquels nous avions présenté des critiques au moment de la régularisation des crédits ouverts par décrets.

La direction générale des services et celle du ravitaillement ont été, en effet, supprimées par deux décisions ministérielles des 22 août et 8 octobre 1915.

Le personnel de la direction générale des services était composé, outre l'officier général placé à sa tête :

D'un contrôleur général de l'administration de l'armée;
D'un contrôleur de 1re classe de l'administration de l'armée;
D'un contrôleur adjoint de l'administration de l'armée;
D'un lieutenant-colonel d'artillerie territoriale;
D'un attaché de 2e classe à l'intendance;
De 2 officiers d'administration de 3e classe;
D'un rédacteur principal du cadre de l'administration centrale;
De 7 secrétaires militaires.

Ce personnel a été, soit réintégré dans les services desquels ils avaient été détachés, soit affecté à un nouveau service dit « Section des questions économiques », constitué au sous-secrétariat d'Etat.

La direction générale du ravitaillement, dont le titulaire était en même temps directeur des poudres, était composée, outre le contrôleur général de l'administration de l'armée, directeur, de :

1 contrôleur de 1re classe de l'administration de l'armée, adjoint au directeur général;
1 sous-intendant militaire de 3e classe;
1 attaché à l'intendance de 2e classe;
1 sous-chef de bureau;
1 commis d'administration principal;
1 officier d'administration de 1re classe;
1 caporal et 3 soldats secrétaires;
1 huissier;
2 plantons.

A cette direction générale, était rattaché le service des viandes frigorifiées comportant un personnel composé de :

1 général de division;
1 inspecteur des colonies faisant fonctions de sous-intendant;
1 chef d'escadron d'artillerie territoriale;
2 attachés à l'intendance de 2e classe;
1 officier d'administration de 3e classe;
1 soldat secrétaire.

Ce personnel a été, soit réintégré dans les services dont il avait été détaché, soit réparti entre l'inspection générale du ravitaillement et la section des questions économiques dont il sera parlé plus loin.

La suppression de ces deux directions générales a été concomitante avec le rétablissement de l'inspection générale du ravitaillement et la création de l'inspection générale de l'habillement et celle de la section des questions économiques.

La section des questions économiques a été créée à l'administration centrale par décision du ministre de la guerre, en date du 8 octobre 1915, pour être ratachée au sous-secrétariat d'Etat du ravitaillement et de l'intendance. C'est un service central.

Elle est composée de :

1 contrôleur de 1re classe de l'administration de l'armée, chef de la section;
1 lieutenant-colonel de territoriale;
1 contrôleur adjoint de l'administration de l'armée;
1 rédacteur principal de 3e classe;
3 secrétaires militaires;
1 gardien de bureau;
1 planton.

Compte tenu des nominations nouvelles et des mutations auxquelles ont donné lieu les modifications ci-dessus, l'état comparatif du personnel avant et après la création du sous-secrétariat d'Etat présente la situation ci-après :

A. — *Personnel militaire.*

| DÉSIGNATION | SOUS-SECRÉTARIAT D'ÉTAT | | | |
|---|---|---|---|---|
| | Avant la création au 15 mai 1915. | | Après la création au 1er novembre 1915. | |
| | Effectif. | Solde. | Effectif. | Solde. |
| Contrôleurs généraux de l'administration de l'armée | 1 | 29.315 » | » | » |
| Contrôleurs | 1 | 18.430 » | 2 | 29.390 » |
| Officiers généraux | 1 | 23.230 » | 1 | 28.230 » |
| Intendants généraux | 2 | 51.035 » | » | » |
| Intendants et sous-intendants | 8 | 103.950 » | 11 | 147.055 » |
| Adjoints à l'intendance | 2 | 14.475 » | 2 | 14.475 » |
| Attachés à l'intendance | 15 | 64.320 » | 17 | 72.895 » |
| Officiers supérieurs | 1 | 9.195 » | 2 | 20.290 » |
| Officiers d'administration | 18 | 117.540 » | 35 | 228.550 » |
| Lieutenant d'artillerie | 1 | 5.550 » | » | » |
| Sous-officiers, caporaux ou brigadiers et soldats | 148 | 33.744 » | 192 | 43.940 » |
| Totaux | 198 | 478.814 » | 262 | 581.825 » |
| Différences en plus : Effectifs | | | 69 | |
| Différences en plus : Solde | | | 106.011 francs. | |

B. — *Personnel civil.*

| DÉSIGNATION | SOUS-SECRÉTARIAT D'ÉTAT | | | |
|---|---|---|---|---|
| | Avant la création au 15 mai 1915. | | Après la création au 1er novembre 1915. | |
| | Effectif. | Allocations. | Effectif. | Allocations. |
| Sous-directeur | 1 | 15.000 » | 1 | 15.000 » |
| Chefs de bureaux | 7 | 64.400 » | 7 | 64.400 » |
| Sous-chefs | 9 | 52.200 » | 9 | 52.200 » |
| Rédacteurs principaux et ordinaires | 15 | 73.840 » | 16 | 78.760 » |
| Commis principaux et ordinaires | 13 | 59.915 » | 13 | 59.915 » |
| Expéditionnaires principaux et ordinaires | 10 | 40.950 » | 12 | 49.140 » |
| Personnel secondaire | 12 | 28.975 » | 12 | 28.975 » |
| Indemnités spéciales au cabinet | » | » | » | 10.000 » |
| Totaux | 67 | 335.280 » | 70 | 358.390 » |
| Différences en plus. Effectif | | | 3 | |
| Différences en plus. Allocations | | | 23,110 francs (1). | |

(6) Dont 13,110 fr. correspondant au traitement de 1 rédacteur principal et de 2 expéditionnaires principaux détachés d'autres services et non remplacés; par suite, l'augmentation de dépenses ressort à 10,000 fr.

Mais, de même que pour le sous-secrétariat d'État de l'artillerie, pour évaluer les conséquences budgétaires de la création du sous-secrétariat d'État du ravitaillement et de l'intendance, il convient de tenir compte des services extérieurs, développés ou créés par le sous-secrétaire d'État.

L'inspection générale du ravitaillement avait été créé par un décret du 28 février 1910, dans l'objet :

1° De vérifier et de centraliser les statistiques des ressources utilisables pour les besoins de la guerre ;

2° De préparer l'affectation des ressources, à la satisfaction des besoins calculés par la direction de l'intendance ;

3° De veiller à l'exécution des mesures de préparation prises en temps de paix ;

4° En temps de guerre, de surveiller et de coordonner l'exécution du service.

Nous pouvons dire, en passant, que pendant son fonctionnement du temps de paix, cet organe ne paraît pas avoir été à la hauteur de sa tâche, si l'on considère les conditions déplorables dans lesquelles furent préparés avant la guerre certains approvisionnements de vivres (blés, farines, légumes secs, conserves de viande, etc...).

Dès le début de la guerre, pour des motifs qui ne nous ont pas été communiqués, et sans qu'aucune décision ait été prise à cet égard, en même temps qu'étaient créées la direction générale des services et la direction générale du ravitaillement, l'inspection générale du ravitaillement a été supprimée en fait ; son personnel fut simplement rattaché à l'administration centrale.

Il ne nous convient pas de revenir sur le passé. La commission des finances a déjà émis son avis, dans des rapports antérieurs, sur l'oubli des prescriptions législatives et réglementaires qui caractérisèrent les modifications apportées hâtivement et sans méthode dans les services de l'administration centrale. Nous pouvons dire aujourd'hui qu'il en résulta une situation chaotique, des services divers ayant les mêmes attributions s'étant superposés et enchevêtrés pêle-mêle. La rivalité aidant, l'unité de direction disparut. Aussi, l'intérêt du Trésor et parfois celui des troupes en ont-ils pâti plus d'une fois. Témoin les marchés de blés et de farines, ceux de conserves de viande, l'adoption de la viande protégée, les insuffisants approvisionnements de légumes secs, les marchés de peaux de moutons pour la confection de chapes, certains marchés d'effets de couchage et de campement, etc., etc.

Quoi qu'il en soit, avant la création du sous-secrétariat d'État, l'inspection générale du ravitaillement comprenait un personnel ayant l'effectif ci-après :

*a*) Payés sur le chapitre premier (administration centrale) :

1 intendant général.
2 sous-intendants militaires de 1re classe.
1 sous-intendant militaire de 2e classe.
3 officiers d'administration de 1re classe.
2 attachés d'intendance de 2e classe.

*b*) Payés sur le chapitre 7 de la solde.

2 sous-intendants militaires de 1re classe.
1 sous-intendant militaire de 2e classe.
1 pharmacien principal de 2e classe.
1 officier d'administration principal.
1 officier d'administration de 1re classe.
1 vétérinaire major de 2e classe.
1 officier d'administration de 2e classe.

*c*) Payé sur le chapitre 31 :

1 directeur du laboratoire des viandes conservées.

Quant à la dépense, elle s'élevait ;

Soldes annuelles et indemnités 103,853 fr. imputée au chapitre premier (administration centrale).

Soldes annuelles et indemnités 81,250 fr, imputée au chapitre 7 (solde de l'armée).

Soldes annuelles et indemnités 10,000 fr., imputée au chapitre 31 (établissements de l'intendance.— Personnel).

Total : 195,103 fr.

D'après l'effectif constaté le 20 octobre 1915, la dépense annuelle s'élèverà à 233,972 fr., supérieure par conséquent de 38,869 fr. à la précédente. Sur cette somme 223,972 fr. sont imputés au chapitre 7 de la solde de l'armée, et 10,000 fr. au chapitre 31 (Etablissements de l'intendance, personnel).

De ce qui précède, il résulte que le rétablissement de l'inspection générale du ravitaillement, consécutif à la création du sous-secrétariat d'Etat de l'intendance et motivé par cette création, a occasionné un accroissement de dépenses annuelles de 38,869 fr.

L'inspection générale de l'habillement, du campement et du couchage avait été créée par un décret du 20 mai 1914. Aux termes de ce décret, l'inspecteur général avait dans ses attributions l'inspection technique des établissements spéciaux des services de l'habillement, du campement et du couchage, ainsi que des ateliers de fourniture et de confection de ces services. Il pouvait être chargé par le ministre de l'examen des projets de cahiers des charges et de toutes études sur les clauses et conditions des marchés relatifs à l'habillement, au campement et au couchage, en vue notamment de les mettre en harmonie par une adaptation pratique avec les usages de l'industrie et du commerce. Il devait enfin vérifier à des époques déterminées, et en outre toutes les fois que le ministre le jugerait utile, l'état des approvisionnements de la réserve et du service courant, tant dans les établissements de l'intendance que dans les corps de troupe.

Or, ce service n'avait jamais fonctionné dans les conditions ci-dessus. Seule la section technique, qui existait antérieurement à 1914, remplissait un rôle tout à la fois d'exécution et de contrôle. Son effectif était de 13 officiers, comportant une dépense annuelle de 82,414 fr. 47 pour la solde.

En réalité, ce n'est qu'après la création d sous-secrétariat d'État de l'intendance, et vraisemblablement afin de pourvoir d'un emploi le titulaire de l'ancienne direction, que fut organisée l'inspection générale de l'habillement et du campement, dont la section technique fait partie intégrante.

L'inspection générale compte aujourd'hui 34 officiers (y compris l'intendant général inspecteur et le sous-intendant militaire, chef de la section technique). La somme des soldes annuelles de ce personnel est de 220,571 fr. 57.

De ce qui précède il résulte que l'organisation de l'inspection générale de l'habillement, motivée par la création du sous-secrétariat d'Etat, a eu pour conséquence d'accroître les charges budgétaires de la somme de 138,155 francs.

Pour nous résumer, la création du sous-secrétariat d'Etat du ravitaillement et de l'intendance a eu pour effet d'accroître lss dépenses de personnel de la somme totale de 293,035 fr., savoir :

| | |
|---|---|
| Administration centrale (personnel militaire) | 106.011 |
| Administration centrale (personnel civil) | 10.000 |
| Services extérieurs : | |
| Inspection générale du ravitaillement | 38.869 |
| Inspection générale de l'habillement. | 138.155 |
| Total | 293.035 |

Comme nous l'avons fait pour l'artillerie, après avoir comparé les dépenses d'administration des services de l'intendance de l'ancienne direction et du sous-secrétariat d'Etat, nous comparerons l'importance des opérations qui furent effectuées sous les deux régimes. Relevés sur l'ensemble des crédits alloués depuis le début des hostilités, ces opérations ont atteint :

1° Sous l'ancienne direction : du 2 août 1914 au 31 décembre 1914, 3,992 millions ; du 1er janvier 1915 au 30 juin 1915, 3,330 millions, soit une moyenne semestrielle de 3,660 millions)

2° Sous le sous-secrétariat d'Etat : du 1er juillet 1915 au 31 décembre 1915, 3,718 millions.

L'augmentation fut donc insensible ; elle n'atteint que 58 millions, soit 1,6 p. 100, tandis que l'augmentation des frais annuels d'administration a dépassé 26 p. 100.

Nous ne nous arrêterons certes pas à cette seule comparaison pour porter notre définitif jugement sur l'opportunité de la création du sous-secrétariat d'Etat. Il nous faut attendre d'être éclairés sur les résultats économiques procurés par la gestion de ce régime. Toutefois, pour réparer les erreurs du passé et imprimer aux opérations de l'intendance une action méthodique, conforme aux honnêtes pratiques du commerce et de l'industrie, pour mettre de l'ordre là où, selon ses propres expressions, il avait trouvé de l'anarchie, il nous sera permis d'exprimer l'avis qu'il n'était

point nécessaire qu'il s'entourât d'un personnel aussi copieux et d'organes multipliés.

**Sous-secrétariat d'Etat du service de santé.**

Le sous-secrétariat d'Etat du service de santé a été créé par un décret en date du 1er juillet 1915 et cette création n'a été motivée, de même que celle du sous-secrétariat d'Etat du ravitaillement et de l'intendance, que par la nécessité d'assister le ministre de la guerre, eu égard à ses nombreux déplacements. Si l'on se reporte aux griefs soulevés dans les grandes commissions de la Chambre et du Sénat contre le service de santé, le motif invoqué par le ministre est de mince valeur.

Les attributions du sous-secrétaire d'Etat sont identiques à celles du directeur qu'il a été appelé à remplacer. Il n'y a d'autre différence entre eux que dans le titre et le rang. Toutefois, le personnel de sous-secrétariat d'Etat dépasse très sensiblement l'effectif de l'ancienne direction.

Antérieurement à la création du sous-secrétariat d'Etat, la direction du service de santé comprenait un personnel déjà important dont l'effectif était le suivant :

*a*) personnel militaire.

1 médecin inspecteur général (président du comité consultatif de santé) ;
1 médecin inspecteur, directeur ;
2 médecins principaux de 1re classe ;
1 médecin principal de 2e classe ;
13 médecins-majors de 1re classe ;
7 médecins-majors de 2e classe ;
1 médecin aide-major de 2e classe ;
1 pharmacien-major de 1re classe ;
1 pharmacien aide-major de 1re classe ;
1 sous-intendant militaire de 1re classe ;
4 officiers d'administration de 1re classe ;
1 officier d'administration de 2e classe ;
3 officiers d'administration de 3e classe ;
1 lieutenant du train des équipages ;
85 hommes de troupes (secrétaires militaires.)

*b*) Personnel civil.

1 chef de bureau ;
4 sous-chefs de bureau ;
9 rédacteurs principaux ou rédacteurs ;
3 commis ;
1 huissier ;
3 gardiens de bureau.

Au 20 octobre 1915, le personnel du service comprend, outre le sous-secrétaire d'Etat :

*a*) Personnel militaire

1 médecin inspecteur général ;
1 médecin principal de 1re classe ;
2 médecins principaux de 2e classe ;
17 médecins-majors de 1re classe (dont 3 au cabinet du sous-secrétaire d'Etat) ;
10 médecins-majors de 2e classe (dont 1 au cabinet au sous-secrétaire d'Etat ;
2 médecins aides-majors de 1re classe (dont 2 au cabinet du sous-secrétaire d'Etat.
1 pharmacien-major de 1re classe (au cabinet du sous-secrétaire d'Etat) ;
3 pharmaciens aides-majors de 1re classe ;
1 sous-intendant militaire de 1re classe ;
1 officier d'administration principal ;
4 officiers d'administration de 1re classe ;
3 officiers d'administration de 2e classe (dont 1 au cabinet du sous-secrétaire d'Etat) ;
4 officiers d'administration de 3e classe ;
127 secrétaires militaires (dont 19 au cabinet du sous-secrétaire d'Etat) ;
2 cyclistes au cabinet du sous-secrétaire d'Etat ;
10 plantons au cabinet du sous-secrétaire d'Etat ;
2 téléphonistes au cabinet du sous-secrétaire d'Etat ;

*b*) Personnel civil.

1 chef de cabinet (sous-chef de bureau à l'administration centrale) ;
1 sous-chef de cabinet (rédacteur principal à l'administration centrale) ;
1 rédacteur attaché au cabinet du sous-secrétaire d'Etat ;
1 chef du secrétariat particulier ;
2 attachés au cabinet du sous-secrétaire d'Etat ;
1 chef de bureau ;
4 sous chefs de bureau ;
9 rédacteurs principaux ou rédacteurs ;
3 commis ;
1 huissier ;
3 gardiens de bureau ;

Le personnel du cabinet du sous-secrétaire d'Etat compris dans le personnel ci-dessus, est donc de :

6 membres civils (chef, sous-chefs et attachés) et de 8 officiers, plus 19 secrétaires militaires, 20 plantons, 2 cyclistes et 2 téléphonistes.

Au sous-secrétaire d'Etat ont été adjoints par un arrêté en date du 22 août 1915, trois directeurs, savoir :

1 médecin principal, directeur du personnel ;
1 médecin principal, directeur du matériel ;
1 sous-intendant militaire, chargé de la direction administrative du magasin central et des magasins régionaux.

Il est à remarquer que ces désignations ont été faites par un simple arrêté, alors que les directeurs-adjoints au sous-secrétaire d'Etat de l'artillerie ont été nommés par décret.

Dans l'ensemble, la comparaison du personnel de l'administration centrale du service de santé sous les deux régimes (direction et sous-secrétaire d'Etat) révèle la situation ci-après :

A. — *Personnel militaire.*

| DÉSIGNATION | SOUS-SECRÉTARIAT D'ÉTAT | | | |
|---|---|---|---|---|
| | Avant la création au 15 mai 1915. | | Après la création au 1er novembre 1915. | |
| | Effectif. | Solde. | Effectif. | Solde. |
| Médecins inspecteurs généraux | 1 | 22.830 » | 1 | 22.830 » |
| Médecins inspecteurs | 1 | 20.000 » | » | » |
| Médecins principaux de 1re et 2e classe | 3 | 39.350 » | 3 | 39.350 » |
| Médecins-majors de 1re et 2e classe | 20 | 176.410 » | 27 | 239.655 » |
| Médecins aides-majors de 1re et 2e classe | 1 | 4.120 » | 2 | 10.175 » |
| Pharmaciens-majors de 1re classe | 1 | 9.670 » | 1 | 9.670 » |
| Pharmaciens aide-majors de 1re classe | 1 | 5.550 » | 3 | 4.650 » |
| Sous-intendant militaire | 1 | 14.125 » | 1 | 14.125 » |
| Officiers d'administration principaux | » | » | 1 | 9.020 » |
| Officiers d'administration de 1re, 2e et 3e classes | 8 | 45.965 » | 11 | 63.010 » |
| Lieutenant du train des équipages | 1 | 5.550 » | » | » |
| Sous-lieutenant | » | » | 1 | 4.330 » |
| Sous-officiers, caporaux ou brigadiers et soldats | 85 | 21.940 » | 142 | 36.660 » |
| Totaux | 123 | 365.510 » | 193 | 453.475 » |
| Différences en plus : Effectif | | | 70 | |
| Différences en plus : Solde | | | 87.965 francs. | |

B. — *Personnel civil.*

| DÉSIGNATION | SOUS-SECRÉTARIAT D'ÉTAT | | | |
|---|---|---|---|---|
| | Avant la création au 15 mai 1915. | | Après la création au 1er novembre 1915. | |
| | Effectif. | Allocations. | Effectif. | Allocations. |
| Chefs de bureau | 1 | 9.200 » | 1 | 9.200 » |
| Sous-chefs de bureau | 4 | 23.200 » | 5 | 21.000 » |
| Rédacteurs principaux ordinaires | 10 | 51.445 » | 11 | 56.590 » |
| Attachés de cabinet | » | » | 2 | 10.070 » |
| Commis principaux et ordinaires | 2 | 9.555 » | 3 | 12.740 » |
| Personnel secondaire (huissier et gardien de bureau) | 4 | 14.120 » | 4 | 14.120 » |
| Indemnités spéciales au cabinet | » | » | » | 10.000 » |
| Totaux | 21 | 107.520 » | 26 | 141.720 » |
| Différences en plus : Effectif | 5 | | | |
| Différences en plus : Allocations | 34.200 francs (1). | | | |

(1) Le personnel civil en augmentation est détaché d'autres directions de l'administration, ou appartient à d'autres administrations aux titres desquelles il est payé; par suite, l'augmentation de dépenses ressort seulement à 10,000 fr.

En résumé, la création du sous-secrétariat d'Etat du service de santé a eu pour résultat d'accroître le personnel de l'administration centrale de soixante-dix militaires (officiers et hommes de troupe) et de cinq civils et d'augmenter les dépenses de personnel de la somme de 97,965 fr.

En plus de l'accroissement du personnel de l'administration centrale, nous relevons au service de santé l'organisation d'un nouveau service extérieur, consécutif à la création du sous-secrétariat d'Etat et motivé par cette création.

Un arrêté du ministre de la guerre, en date du 22 août 1915, a institué, sur la proposition du sous-secrétaire d'Etat, une inspection générale du matériel et des magasins d'approvisionnement du service de santé militaire. L'inspecteur général relève directement du ministre, tout en exerçant ses fonctions sous l'autorité du sous-secrétaire d'Etat. L'anomalie est évidente.

Ce service est actuellement composé de :

1 médecin inspecteur chef de service ;
1 officier d'administration de 2e classe.

Les dépenses annuelles de solde de ce personnel s'élèvent donc à 22,045 fr. (1).

Le nouveau service (inspection générale) est-il utile? La commission de l'armée l'appréciera. Quant à nous, nous nous sommes demandés s'il n'avait pas été créé pour pourvoir d'un emploi spécial l'ancien directeur du service de santé. En tout état de cause, son utilité étant admise, la question se pose de savoir pourquoi l'on a attendu le treizième mois de la guerre pour cette création.

En résumé, l'institution du sous-secrétariat d'Etat du service de santé a eu pour résultat budgétaire d'accroître les dépenses annuelles de :

| | |
|---|---|
| Au titre de l'administration centrale | 97.965 |
| Au titre de l'inspection générale | 22.045 |
| Soit au total | 120.010 |

Cette augmentation dépasse de 27 p. 100 les frais annuels d'administration de l'ancienne direction.

Si à côté de cette comparaison, nous établissons un parallèle entre les dépenses générales du service de santé, sous les deux régimes, nous constatons qu'elles ont atteint :

1° Sous l'ancienne direction : du 2 août au 31 décembre 1914, 193 millions ; du 1er janvier au 30 juin 1915, 294 millions, soit une moyenne semestrielle de 243 millions et demi;

2° sous le sous-secrétariat d'Etat : du 1er juillet au 31 décembre 1915, 310 millions et demi.

L'augmentation est de 67 millions, soit environ 27 p. 100.

(1) Jusqu'à présent il n'a pas été alloué d'indemnité de frais de service et de bureau à l'inspecteur général, mais il est à prévoir que cette indemnité lui sera allouée ultérieurement.

Mais ce n'est pas à un tel pourcentage que se doit apprécier l'opportunité de convertir la direction du service de santé en sous-secrétariat d'Etat. Nous laisserons à la commission de l'armée le soin de nous dire en quoi le nouveau régime, avec l'accroissement du personnel administratif qui l'a suivi, a pu influer sur une meilleure organisation du service sanitaire.

Si nous récapitulons, nous constatons que les augmentations de dépenses annuelles de personnel, résultant de la création des sous-secrétariats d'Etat, de l'artillerie, du ravitaillement et de l'intendance, et du service de santé s'élèvent ensemble à 809.626 francs, savoir :

| | |
|---|---|
| Sous-secrétariat d'Etat de l'artillerie | 396.581 |
| Sous-secrétariat d'Etat du ravitaillement et de l'intendance | 293.035 |
| Sous-secrétariat d'Etat du service de santé | 120.010 |
| Ensemble | 809.626 |

## II

## DÉPENSES DE MATÉRIEL

Aux charges ci-dessus il faut ajouter un accroissement important des dépenses de matériel.

Tout d'abord, par suite d'une tradition à laquelle auraient pu renoncer, nous semble-t-il M.M. les sous-secrétaires d'Etat, l'on a cru devoir transformer et embellir (si l'on peut dire), à leur intention, la décoration et l'ameublement des cabinets occupés antérieurement par les directeurs. L'état de guerre ne légitime point ces dépenses superflues. Puis, sous le coup du développement des services et de la création de nouveaux organes administratifs, l'hôtel du ministère de la guerre a été trop étroit.

Tout d'abord la direction du contentieux a dû céder la place au sous-secrétaire d'Etat de l'artillerie et des munitions. Coût : 113,500 fr., savoir :

| | |
|---|---|
| Déménagement de la direction du contentieux et son emménagement à l'ancienne caserne de Penthémont (1) | 93.500 |
| Dépenses d'aménagement et d'ameublement dans les bureaux laissés par la direction du contentieux au sous-secrétariat d'Etat de l'artillerie | 20.000 |
| Total | 113.500 |

Les dépenses d'installation des sous-secrétariats d'Etat de l'intendance et du service de santé ont été évaluées dans une demande de crédits supplémentaires déposée à la Chambre des députés le 16 septembre 1915 à 50.000 fr.

Mais il n'y a lieu de ne faire état que de la moitié de cette somme, M. le sous-secrétaire d'Etat du service de santé ayant pris possession des locaux abandonnés par le sous-secrétariat d'Etat de l'artillerie, lors de son emménagement aux Champs-Elysées. Toutefois, à ces dépenses il y aurait lieu d'ajouter environ 25,000 francs pour dépenses supplémentaires de matériel (machines à écrire, etc., etc.)

Peu de temps après son installation dans l'hôtel du ministère, le sous-secrétariat d'Etat de l'artillerie et des munitions prit une telle ampleur, qu'on jugea indispensable de lui trouver des locaux spéciaux, assez vastes pour recevoir ses services et son personnel. Après diverses tentatives infructueuses, dont la note ci-après communiquée par l'administration donne les détails, le choix s'est arrêté sur un magnifique immeuble, nouvellement construit, sis aux Champs-Elysées, que la guerre avait rendu disponible et inutilisable pour sa destination industrielle : « Le Claridge Hôtel ».

« Faute de locaux disponibles à l'administration centrale, il fut impossible d'y installer, lors de sa nomination, le sous-secrétaire d'Etat de l'artillerie et des munitions avec le personnel de son cabinet.

« Provisoirement, on lui attribua certains locaux de la section technique de l'artillerie, 1, place Saint-Thomas-d'Aquin, pendant que l'on rechercherait une installation définitive.

» La caserne de Penthémont venant d'être désaffectée et mise à la disposition de l'administration centrale comme annexe du ministère, il fut décidé d'y transférer certains services, et en particulier la direction du contentieux et de la justice militaire, dont l'un des bureaux, celui des pensions, prenait un essor tel qu'il devenait nécessaire de mettre ladite caserne à l'entière disposition de cette direction.

« Ce transfert rendit libre à l'administration centrale une soixantaine de locaux qui permirent à la fois de desserrer certains bureaux et d'affecter dix-huit pièces au sous-secrétariat de l'artillerie et des munitions. Ce nombre ne tarda pas à être reconnu comme tout à fait insuffisant par suite de la création, au sous-secrétariat, des services technique, industriel et ouvrier.

« Afin de doter ces services des locaux indispensables à leur fonctionnement, des recherches portèrent sur les immeubles suivants :

« Hôtel de Sens, rue de Grenelle ;
» Hôtel Biron, rue de Varenne ;
« Hôtel des Invalides ;
« Etablissements de l'avenue Rapp, précédemment affectés aux services de l'exposition de 1900 ;
« Ecole de filles, 24, rue de l'Université.
« Mais il fut constaté qu'aucun de ces immeubles ne présentait les ressources à utiliser

(1) Il est juste de reconnaître qu'en tout état de cause la direction du contentieux, dont les services ont pris une extension considérable, ne fût-ce que pour les pensions, aurait nécessité de nouvelles installations, hors du ministère, abstraction faite de la création du sous-secrétariat d'Etat,

par le ministère de la guerre et les trois services précités du sous-secrétariat d'Etat s'installèrent, vu l'urgence, partie dans une dépendance du service géographique, partie rue de Courcelles, dans un immeuble mis gracieusement à la disposition de l'administration par la Société générale.

« Cette solution ne pouvait être que provisoire, en raison, d'une part, du développement que ces services étaient appelés à prendre et, d'autre part, des inconvénients graves que présentait la dispersion des services du sous-secrétariat de l'artillerie et des munitions dans divers quartiers de Paris. Le groupement de tous ces services s'imposait.

« D'ailleurs, la création de deux nouveaux sous-secrétariats d'Etat au ministère de la guerre (service du ravitaillement et de l'intendance, service de santé militaire) rendait indispensable le transfert hors du ministère d'une nouvelle direction. Il était tout indiqué que ce transfert portât non seulement sur les services du cabinet du sous-secrétariat de l'artillerie et des munitions, mais aussi sur la direction de l'artillerie elle-même et qu'on profitât de ce transfert pour réaliser le groupement complet de tous les services de cet organe.

« A cet effet il était nécessaire de trouver un immeuble présentant une disponibilité de 250 locaux environ.

« Divers immeubles furent l'objet d'études destinées à réaliser cette solution.

« L'examen porta successivement : sur la caserne de Babylone qui fut reconnue trop petite et qui, occupée par de nombreuses troupes, ne pouvait être que difficilement évacuée par elles : l'école centrale des arts et manufactures qui fut également reconnue insuffisante ; l'hôtel de la Trémouille (147 pièces — locaux insuffisants et dont le prix de location était de 80,000 fr.)

« Le président de la compagnie des Claridge's Hôtel ayant proposé, dans le courant de juillet dernier, de mettre gratuitement à la disposition du sous-secrétariat d'Etat l'hôtel 74, avenue des Champs Elysées (un loyer de 50,000 fr. (1) avait toutefois d'abord été envisagé) il apparut que cette solution permettrait de donner toute satisfaction aux besoins des services, Mais cet hôtel ayant déjà été offert à Mme la comtesse Greffulhe pour l'œuvre de l' « Union pour la Belgique et les pays alliés et amis »; le ministère prévoyant que des difficultés ne manqueraient pas de surgir du fait de cette offre antérieure, abandonna les pourparlers.

« Des négociations furent alors engagées avec le propriétaire de l'immeuble 280-282, boulevard Saint-Germain, qui présentait des ressources suffisantes et dont le prix annuel de location était de 108.000 francs.

« Sur ces entrefaites, le président du conseil de la Compagnie du Claridge's Hotel renouvela son offre gracieuse et Mme la comtesse Greffulhe fit connaître au ministère qu'elle acquiesçait à toute combinaison permettant de concilier les besoins du Sous-secrétariat d'Etat avec ceux de son œuvre.

« Le 30 juillet 1915 intervenait un bail aux termes duquel le ministère de la Guerre prenait en location, moyennant un loyer nominal de 1 franc, la totalité de l'Hôtel, n° 74, avenue de Champs-Elysées, dont une partie doit être réservée à l'œuvre de Mme la comtesse Greffulhe.

« Il y a lieu d'observer que cet hôtel ne restera à la disposition du ministère de la guerre que pendant le délai d'un mois après la signature de l'armistice et que, d'ores et déjà, il y a lieu de se préoccuper de rechercher un immeuble dans lequel pourra être installé ensuite le sous-secrétariat de l'artillerie et des munitions.

« Les dépenses prévues pour l'installation de ce sous-secrétariat dans l'hôtel des Champs-Élysées feront l'objet d'inscriptions de crédits dans les crédits provisoires du 4e trimestre 1915, savoir :

| | |
|---|---|
| Pour l'ameublement des 240 locaux.... | 42.000 |
| Pour pose de casiers..... | 36.000 |
| Pour pose et entretien des appareils d'éclairage et les sonneries..... | 10.000 |
| Total..... | 88.000 |

« A cette somme il y a lieu d'ajouter les dépenses de réparations locatives à faire lorsque l'on quittera l'hôtel et dont le montant ne peut actuellement être évalué. »

Nous nous sommes expliqués à la tribune du Sénat sur les dangers que peuvent offrir les conditions gratuites du bail consenti au ministère de la guerre par la société des « Claridge's Hôtel ». Nous n'insisterons pas davantage.

D'autre part, au « Claridge Hotel » sont également installés les services d'une œuvre : « L'Union pour la Belgique et les pays alliés et amis », œuvre d'assistance, sans doute très digne d'intérêt. Nous regrettons que n'aient pas encore été arrêtées les conditions dans lesquelles cette œuvre continuera à occuper les locaux dont elle dispose, Cette situation devrait être régularisée sans retard. Nous insistons pour qu'aucune communication. aucun accès commun ne soient laissés au personnel de cette œuvre, quel qu'il soit, avec les locaux occupés par le sous-secrétariat des munitions.

Cela dit, la commission croit devoir appeler toute l'attention du Gouvernement sur la situation qui sera faite au ministère de la guerre, à la fin des hostilités, au regard de l'installation du sous-secrétariat d'Etat de l'artillerie et des munitions. Ce n'est pas après la signature de la paix, mais bien dans un délai d'un mois après la signature de l'armistice, que le « Claridge Hotel » doit être évacué. Quels que soient les locaux nouveaux qui seront adoptés, qu'il s'agisse d'immeubles appartenant à l'Etat à aménager, ou d'immeubles à construire, à acquérir ou à prendre à loyer, les dépenses de déménagement et d'aménagement à opérer seront certainement importantes, Le tout, ajouté aux indemnités à verser à la société des « Claridge's Hotel « pour la remise des lieux en leur état primitif et l'usure des meubles, nous prépare une échéance telle, qu'en fait, malgré la gratuité du bail actuel, le choix du bel immeuble des Champs-Elysées risque fort d'être finalement une opération très onéreuse.

En résumé, sans préjudice de l'éventualité à laquelle cependant on doit dès maintenant se préparer, les dépenses de matériel auxquelles auront donné lieu les trois sous-secrétariats d'Etat de l'artillerie et des munitions, du ravitaillement et de l'intendance, et du service de santé ne seront pas inférieure à 388,995 fr. savoir :

a) *Dépenses de première mise :*

| | |
|---|---|
| Sous-secrétariat d'Etat de l'artillerie. | 103.445 |
| Sous-secrétariat d'Etat de l'intendance..... | 20.000 |
| Sous-secrétariat d'Etat du service de santé..... | 20.000 |
| Déménagement de la direction du contentieux et son emménagement à Penthémont..... | 93.500 |
| Total..... | 239.945 |

b) *Dépenses annuelles :*

| | |
|---|---|
| Sous-secrétariat d'Etat de l'artillerie. | 90.000 |
| Sous-secrétariat d'Etat de l'intendance..... | 5.000 |
| Sous-secrétariat d'Etat du service de santé..... | 5.000 |
| Dépenses résultant de l'installation de la direction du contentieux à Penthèmont (chauffage, éclairage, téléphone, entretien du mobilier et des bâtiments, etc.)..... | 49.000 |
| Total..... | 149.000 |

III

RÉCAPITULATION DES DÉPENSES

Finalement, le bilan budgétaire de la création des trois sous-secrétariats d'Etat se traduit par les augmentations de dépenses ci-après :

*a*) Dépenses annuelles :

| | |
|---|---|
| 1° Personnel..... | 809.626 |
| 2° Matériel..... | 149.000 |
| Total des augmentations des dépenses annuelles..... | 958.626 |

*b*) Dépenses de matériel de première mise, 239,945 fr.

Telles sont les conséquences financières qui seront entraînées par la création et l'organisation des trois secrétariats d'Etat : de l'artillerie et des munitions ; du ravitaillement et de l'intendance ; du service de santé, en plus des crédits dont l'ouverture est demandée par les projets de loi soumis aux délibérations du Sénat. Encore n'avons-nous détaillé, par des évaluations approximatives, que les dépenses qu'on voit, à quoi il y aurait lieu d'ajouter celles qu'on ne voit pas. Telles, notamment, celles qu'occasionne l'usage illégitime de voitures automobiles militaires, dont les administrations continuent à abuser, malgré les critiques, les protestations et les résolutions budgétaires de la Chambre et du Sénat.

Il ne faut point cependant qu'on s'y trompe : l'adoption desdits projets de loi ne saurait comporter *ipso facto* l'approbation des dépenses dont nous avons fait l'énumération. Il en est, en effet, certaines, tant de personnel que de matériel, sur lesquelles le Parlement sera prochainement appelé à se prononcer, en la forme de crédits supplémentaires. Les Chambres resteront donc maîtresses de leurs décisions futures à cet égard.

Mais, sans aucunement préjuger, il nous sera permis et il est même de notre devoir de faire ressortir que l'accroissement de charges que nous avons signalé a eu pour cause principale le manque de méthode qui a présidé à l'organisation des nouveaux services et que ce manque de méthode a eu lui-même son origine dans l'oubli de la légalité.

A diverses reprises, au cours du présent rapport, nous avons relevé l'irrégularité de certaines dépenses de personnel de l'administration de la guerre.

La loi de finances du 13 avril 1900 dispose, en son article 35, que dans les administrations centrales des ministères, « le nombre des emplois de service de chaque catégorie, savoir : directeurs généraux ou secrétaires généraux, directeurs, chefs de division ou chefs de service, sous-directeurs, chefs de bureau ne pourrait être augmenté que par une loi. »

La loi de finances du 25 février 1901 dispose, en son article 55, que « toute mesure ayant pour effet d'augmenter le nombre ou les traitements des fonctionnaires et agents rémunérés sur le budget de l'Etat, devra faire l'objet d'un décret contresigné par le ministre des finances ».

Or, au sous-secrétariat d'Etat de l'artillerie et des munitions, c'est par un simple décret qu'ont été créés les emplois des généraux adjoints au sous-secrétaire d'Etat, pour les directions de l'artillerie lourde, de l'artillerie de campagne et des armes portatives. Quant aux directions des services du matériel chimique de guerre et de l'automobile, c'est par de simples arrêtés qu'elles ont été créées, et que deux généraux ont été nommés aux fonctions de directeurs adjoints au sous-secrétaire d'Etat.

Le service industriel, le service des grosses fabrications, le service ouvrier, le service technique ont été créés à l'administration centrale par de simples décisions du sous-secrétaire d'Etat.

Les services extérieurs : direction générale des fabrications de l'artillerie, inspection permanente des fabrications du service automobile, inspection générale des études et expériences techniques des poudres et des explosifs, direction générale des fabrications des poudres et des explosifs ont été créés par de simples arrêtés ministériels. Relevons, en passant, que le directeur général des fabrications de l'artillerie et le directeur général des fabrications des poudres et des explosifs ont été nommés par décret à leurs fonctions créés par arrêté ministériel.

C'est également par un arrêté ministériel qu'a été institué le service extérieur du contrôle de la main-d'œuvre dans les ateliers de l'Etat et dans les usines de l'industrie privée.

Au sous-secrétariat d'Etat du ravitaillement et de l'intendance la section des questions économiques a été créée par une décision ministérielle. C'est également par de simples décisions qu'ont été créés dans des proportions que nous avons signalées plus haut les services extérieurs des deux inspections générales du ravitaillement et de l'habillement.

Au sous-secrétariat d'Etat du service de santé, de simples arrêtés ministériels ont créé les directions du personnel, du matériel et de l'administration du magasin central et des magasins régionaux, confiés à trois directeurs adjoints au sous-secrétaire d'Etat. C'est encore par arrêté ministériel qu'a été créé le service extérieur de l'inspection générale du matériel.

La question de l'utilité technique de tous ces

(1) Nous nous étions laissé dire que le prix du loyer demandé avait été de 100,000 fr., mais que les grands établissements métallurgiques s'étaient montrés disposés à prendre à leur charge la moitié du loyer, dans le dessein d'occuper quelques-uns des locaux.

services et des emplois qui ont été créés pour en assurer le fonctionnement ne se pose pas pour la commission des finances, la commission de l'armée ayant à exprimer son avis à cet égard. Mais, si elles étaient utiles, pourquoi ne pas se conformer aux prescriptions légales ? Nous objectera-t-on que ce sont là des questions de forme dont il importe de s'affranchir, en temps de guerre ? Nous opposera-t-on la doctrine exposée par le Gouvernement dans la déclaration qu'il a apportée aux Chambres le 3 novembre 1915 ? « Des décisions claires, nettes et rapides ; une exécution prompte, dégagée des vaines formalités, exempte de toute hésitation, de toute incertitude. »

Personne, nous l'imaginons, n'a considéré les prescriptions impératives de la loi comme de vaines formalités. Si telles elles sont, au surplus, que n'en demande-t-on l'abrogation ? Nous osons, quant à nous, affirmer qu'en temps de guerre comme en temps de paix la loi est la sauvegarde de l'intérêt public. S'en affranchir c'est exposer cet intérêt à tous les périls de l'arbitraire, de l'incohérence et du désordre. Les tâtonnements, les changements successifs d'orientation, les superpositions d'organes, les dépenses considérables qui suivirent la création des sous-secrétariats d'Etat et témoignent des hésitations et des incertitudes du début en sont la démonstration évidente. Ils ont été l'aboutissement fatal de l'oubli des prescriptions législatives et de l'absence de méthode qui furent la caractéristique de la création et de l'organisation des sous-secrétariats d'Etat. C'est pourquoi la commission des finances exprime l'avis qu'il soit mis fin à telles pratiques, à l'avenir, par l'observation fidèle de la loi.

Quels que fussent d'ailleurs ses regrets, et si grande que soit l'importance des charges ci-dessus, la commission des finances n'a pas songé un instant à proposer au Sénat de repousser les projets de loi qui en sont la cause efficiente. Le Gouvernement ayant jugé nécessaire la création de trois sous-secrétariats d'Etat au ministère de la guerre, lui refuser les crédits eût marqué de la part de la commission une opposition qu'elle n'a envisagée. Nous avons, en effet, toujours accordé au Gouvernement toutes les ressources et tous les moyens qu'il a demandés pour mener à bien les choses de la guerre et hâter la victoire qui libérera le sol français de la souillure allemande.

A la vérité, la commission avait formé le dessein d'opérer dans le budget des réductions de dépenses correspondant aux augmentations réclamées ; et elle avait considéré comme très légitime la suppression des sous-secrétariats d'Etat des affaires étrangères, des beaux-arts et de l'intérieur, dont le maintien pendant la guerre lui avait paru superflu. Sans doute l'économie à provenir de cette suppression eût été très loin de compenser les charges nouvelles ; mais par cette mesure la commission des finances avait entendu manifester au Gouvernement sa volonté formelle de supprimer toutes les dépenses inutiles.

La suppression des sous secrétariats d'Etat des affaires étrangères et de l'intérieur est aujourd'hui chose faite. C'est là une satisfaction partielle donnée au vœu de la commission des finances. Nous l'enregistrons.

Mais tout n'est pas dit. Des erreurs ont été commises. Nous en avons signalé certaines à la tribune du Sénat. Il en est qui persistent encore ; car, si l'on n'y prend garde, les abus finissent toujours par s'invétérer. Nous espérons que, sans plus d'explications, le Gouvernement nous comprendra. Comme l'a souvent dit notre éminent ministre des finances, le pays ne saurait admettre que la moindre parcelle des ressources procurées aujourd'hui par l'emprunt et qu'il faudra bientôt demander à l'impôt, soit distraite de l'objet unique auquel ces ressources sont destinées : la défense nationale.

Ces paroles de haute sagesse, une fois de plus nous les faisons nôtres, pour revenir à la charge. Que le Gouvernement ait donc la volonté de voir et de supprimer les abus, au risque de mécontenter ceux qui sont intéressés à les maintenir parce qu'ils en vivent.

Telles sont les réserves sous lesquelles nous proposons au Sénat d'adopter les deux projets de loi ci-après :

### PROJET DE LOI

PORTANT OUVERTURE DE CRÉDITS ADDITIONNELS AUX CRÉDITS PROVISOIRES DU PREMIER SEMESTRE DE 1915 POUR LE SOUS-SECRÉTARIAT D'ÉTAT DU MINISTÈRE DE LA GUERRE.

*Article unique.* — Il est ouvert, au ministre de la guerre, sur l'exercice 1915, en addition aux crédits provisoires ouverts par la loi du 26 décembre 1914, des crédits s'élevant à la somme totale de 3,925 fr. et applicables aux chapitres ci-après de la première section du budget :

| | |
|---|---|
| Chap. 1er. — Traitement du ministre, du sous-secrétaire d'Etat et du secrétaire général. — Personnel militaire de l'administration centrale | 2.800 |
| Chap. 2. — Personnel civil de l'administration centrale | 1.125 |
| Total égal | 3.925 |

### PROJET DE LOI

PORTANT OUVERTURE DE CRÉDITS ADDITIONNELS AUX CRÉDITS PROVISOIRES DU TROISIÈME TRIMESTRE DE 1915 POUR DEUX SOUS-SECRÉTARIATS D'ÉTAT AU MINISTÈRE DE LA GUERRE.

*Article unique.* — Il est ouvert au ministre de la guerre, sur l'exercice 1915, en addition aux crédits provisoires ouverts par les lois du 26 décembre 1914 et du 29 juin 1915, des crédits s'élevant à la somme totale de 17,500 fr. et applicables aux chapitres ci-après de la première section du budget.

| | |
|---|---|
| Chap. 1er. — Traitement du ministre, des sous-secrétaires d'Etat et du secrétaire général. — Personnel militaire de l'administration centrale | 12.500 |
| Chap. 2. — Personnel civil de l'administration centrale | 5.000 |
| Total égal | 17.500 |

## ANNEXE N° 391

(Session ord. — Séance du 25 novembre 1915.)

PROJET DE LOI adopté par la Chambre des députés, portant autorisation d'acquitter, sur les crédits de l'exercice courant, les **dépenses de réquisitions militaires afférentes à l'exercice 1914**, qui n'ont pu être payées avant la clôture dudit exercice, présenté au nom de M. Raymond Poincaré, Président de la République française, par M. le général Gallieni, ministre de la guerre, par M. le contre-amiral Lacaze, ministre de la marine, et par M. A. Ribot, ministre des finances (1). — (Renvoyé à la commission des finances.)

## ANNEXE N° 392

(Session ord. — Séance du 25 novembre 1915.)

PROJET DE LOI adopté par la Chambre des députés, portant ouverture sur l'exercice 1914 de crédits applicables aux services de la guerre et de la marine, présenté au nom de M. Raymond Poincaré, président de la République française, par M. A. Ribot, ministre des finances (2). — (Renvoyé à la commission des finances.)

## ANNEXE N° 394

(Session ord. — Séance du 25 novembre 1915.)

RAPPORT fait au nom de la commission des finances chargés d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant autorisation d'acquitter, sur les crédits de l'exercice courant, les **dépenses de réquisitions militaires afférentes à l'exercice 1914** qui n'ont pu être payées avant la clôture dudit exercice, par M. Emile Aimond, sénateur (3). — (Urgence déclarée.)

Messieurs, le projet de loi qui a été voté par la Chambre le 12 novembre courant et qui fait l'objet du présent rapport a pour objet de faciliter le payement des dépenses de réquisitions militaires afférentes à l'exercice 1914, qui n'ont pu être acquittées avant la clôture dudit exercice.

La loi du 29 mars 1915 a bien, il est vrai, prorogé, pour les services de la guerre et de la marine, les dates de clôture de l'exercice 1914, reportant au 31 juillet et au 31 août 1915 les dates extrêmes prévues d'une part pour l'ordonnancement et la liquidation, d'autre part pour le payement des dépenses.

Mais le Gouvernement a fait connaître que, malgré la diligence apportée par les ordonnateurs secondaires des départements de la guerre et de la marine, il reste à régler, après le 31 juillet courant, date de la clôture des ordonnancements au titre de l'exercice 1914, un certain nombre de réquisitions militaires.

C'est que le règlement des créances de cette nature présente, il faut le reconnaître, certaines difficultés, nécessite souvent des enquêtes longues et laborieuses, parfois même l'intervention des tribunaux ; de là des lenteurs que les services locaux, malgré de pressantes réclamations, sont impuissants à éviter.

Sans parler des réquisitions individuelles, le nombre de dossiers de réquisition constitués par les communes s'est élevé en 1914, à 186.000 environ. Sur ce nombre, 150.000 ont été réglés et payés : ils représentent un total dépassant 542 millions de francs. Il reste encore 36,000 dossiers à examiner;

Or, le payement au titre des exercices clos exige des formalités assez longues, et, par suite le maintien de la procédure instituée pour les dépenses non payées à la clôture de l'exercice par les articles 123 à 126 du décret du 31 mai 1862 serait de nature à occasionner de nouveaux retards dans le règlement des créances et à porter ainsi un sérieux préjudice aux ayants droit.

Le Gouvernement a demandé, en conséquence, qu'on étende aux dépenses faites en vertu de réquisitions militaires les dispositions spéciales prévues, par la loi du 29 juin 1915, pour le payement, sur l'exercice courant, des créances afférentes à l'exercice 1914 qui, par suite de l'occupation de certaines régions par l'ennemi, n'ont pu être payées avant la clôture de l'exercice.

Cette loi comporte, en effet, un article ainsi conçu :

« Les créances sur l'Etat, afférentes à l'exercice 1914, qui, par suite de l'occupation de certaines régions par l'ennemi, n'ont pu être liquidées, ordonnancées et payées avant la clôture de l'exercice, seront acquittées sur les crédits de l'exercice courant, au vu de certificats délivrés par l'ordonnateur et relatant les circonstances ayant fait obstacle au payement. Ces dépenses seront ultérieurement transportées au chapitre spécial ouvert au titre des exercices clos, où elles recevront leur imputation régulière.

« Il en sera de même des traitements afférents à l'exercice 1914 et non encore payés par l'Etat aux fonctionnaires mobilisés.

« Des décrets, rendus sur la proposition du ministre de l'intérieur et du ministre des finances, détermineront les mesures analogues applicables aux créanciers des départements, des communes et des établissements publics. »

Votre commission des finances est d'accord avec le Gouvernement pour estimer qu'il convient d'éviter les retards qu'entraînerait l'application de la procédure régulière applicable aux créances d'exercices clos pour le payement des réquisitions militaires de 1914 non encore acquittées. Dans les circonstances que nous traversons, il est désirable que toutes longueurs, toutes difficultés soient écartées des opérations auxquelles se livre l'Etat et, par suite, il nous faut parfois faire fléchir la rigueur de règles utiles, assurément, mais qui ne peuvent recevoir leur complète application dans la situation actuelle. Nous invitons d'ailleurs les administrations, de la façon la plus pressante, à apporter toute la célérité possible dans la liquidation des dépenses de l'Etat.

En conséquence des explications qui précèdent, nous avons l'honneur de vous proposer d'adopter le projet de loi dont la teneur suit :

### PROJET DE LOI

*Article unique.* — L'article 9 de la loi du 29 juin 1915 est complété comme suit :

« Les dépenses faites en vertu de réquisitions

(1) Voir les nos 1259-1379 et in-8° n° 283 — 11e législ. — de la Chambre des députés.

(2) Voir les nos 1383-1435 et in-8° n° 289 — 11e législ. — de la Chambre des députés.

(3) Voir les nos 391, Sénat, année 1915, et 1259-1379 et in-8° n° 283 — 11e législ. — de la Chambre des députés.

militaires, au titre de l'exercice 1914, pourront être acquittées dans les conditions prévues au paragraphe premier du présent article, quelle que soit la cause pour laquelle elles n'ont pu être liquidées, ordonnancées ou payées avant la clôture dudit exercice ».

## ANNEXE N° 397

(Session ord. — Séance du 25 novembre 1915.)

RAPPORT fait au nom de la commission des finances, chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, affectant les rentes sur l'Etat français 5 p. 100 nouvelles aux mêmes placements que les rentes 3 p. 100 perpétuelles, en ce qui concerne les entreprises d'assurances de toute nature, de capitalisation et d'épargne, par M. Emile Aimond, sénateur (1). — (Urgence déclarée.)

Messieurs, les entreprises d'assurances de toute nature, de capitalisation et d'épargne sont tenues, en règle générale, d'effectuer leurs placements et consignations en valeurs émises par l'Etat français ou garanties par lui. Toutefois, certaines dispositions réglementaires ou statutaires mentionnent expressément les rentes 3 p. 100 perpétuelles. Il en est ainsi, notamment, de l'arrêté ministériel du 18 décembre 1902, relatif aux consignations des sociétés d'assurances contre les accidents du travail, et aussi des statuts de certaines sociétés tontinières.

Par le projet de loi qu'il vient de déposer sur votre bureau, le Gouvernement vous demande en conséquence de décider que les rentes sur l'Etat français 5 p. 100 nouvelles peuvent être affectées par les entreprises précitées aux mêmes placements que les rentes 3 p. 100 perpétuelles.

Cette mesure ne soulève de la part de votre commission des finances aucune objection. Quelle raison pourrait en effet justifier une différence quelconque, au point de vue des placements auxquels elles peuvent être affectées, entre les rentes perpétuelles sur l'Etat français qui présentent toutes le même degré de sécurité ?

Le Gouvernement n'a eu d'ailleurs pour but, en déposant le projet de loi, ainsi qu'il l'a fait remarquer à la Chambre, que d'éviter toute difficulté qui pourrait se produire à l'avenir au sujet des placements susvisés.

Votre commission des finances estime même qu'il eût été préférable de disposer, d'une façon générale, que toutes les rentes perpétuelles émises par l'Etat français, quel qu'en fût le taux, pouvaient être affectées aux mêmes placements que les rentes 3 p. 100 perpétuelles en ce qui concerne les entreprises d'assurances de toute nature, de capitalisation et d'épargne.

Toutefois, pour éviter que le projet de loi ne retourne à la Chambre, elle vous propose de vouloir bien le voter sans modification.

PROJET DE LOI

*Article unique.* — Les rentes sur l'Etat français 5 p. 100 nouvelles peuvent être affectées aux mêmes placements que les rentes 3 p. 100 perpétuelles en ce qui concerne les entreprises d'assurances de toute nature, de capitalisation et d'épargne.

## ANNEXE N° 401

(Session ord. — Séance du 25 novembre 1915.)

RAPPORT fait au nom de la commission chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, étendant aux agents des administrations publiques départementales, communales et coloniales, aux agents des établissements publics et de certains établissements d'utilité publique, et à leurs conjoints le bénéfice des dispositions de la loi du 27 mars 1911 relative à la caisse nationale des retraites pour la vieillesse, par M. Paul Le Roux, sénateur. (1)

## ANNEXE N° 402

(Session ord. — Séance du 25 novembre 1915.)

PROJET DE LOI adopté par la Chambre des députés, concernant l'ouverture, sur l'exercice 1915, au titre du budget général, de crédits additionnels aux crédits provisoires, présenté au nom de M. Raymond Poincaré, Président de la République française, par M. A. Ribot, ministre des finances (2). — (Renvoyé à la commission des finances.)

## ANNEXE N° 403

(Session ord. — Séance du 25 novembre 1915.)

PROJET DE LOI adopté par la Chambre des députés, modifiant la loi du 10 juin 1836 portant organisation du corps des officiers de marine, présenté au nom de M. Raymond Poincaré, Président de la République française, par M. le contre-amiral Lacaze, ministre de la marine (3). — (Renvoyé à la commission de la marine.)

## ANNEXE N° 405

(Session ord. — Séance du 25 novembre 1915.)

RAPPORT fait au nom de la commission des finances chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, autorisant l'application de mesures exceptionnelles, en 1915, dans certaines communes, pour l'établissement de la contribution foncière des propriétés non bâties, par M. Emile Aimond, sénateur (4). — (Urgence déclarée.)

Messieurs, les rôles de la contribution foncière des propriété non bâties de l'année 1915 n'ont pu être établis jusqu'ici pour les communes situées dans la partie non envahie des départements de l'Aisne et du Nord.

Comme on le sait, en effet, l'impôt dont il s'agit, dont l'assiette a été modifiée par la loi du 29 mars 1914, doit en 1915, pour la première fois être calculé d'après le revenu attribué aux propriétés imposables lors de la dernière évaluation générale.

Or, tous les documents présentant les résultats détaillés de l'évaluation, pour les départements précités, sans en excepter les copies des nouvelles matrices cadastrales destinées aux mairies, sont réunis dans les bureaux des directions des contributions directes, à Laon et à Lille. Ces villes étant aux mains de l'ennemi, on se trouve dès lors dans l'impossibilité de calculer les cotisations individuelles conformément à la législation en vigueur.

Il n'en est pas moins nécessaire, ainsi que le fait remarquer le Gouvernement, de recouvrer la contribution foncière des propriétés non bâties dans des communes qui sont en dehors de la zone des opérations militaires et dont la situation ne diffère pas de celle de localités appartenant à des départements voisins où l'impôt est mis en recouvrement.

Il est juste que les propriétaires de ces communes dont les revenus n'ont pas sensiblement diminué ou qui même ont pu réaliser des bénéfices exceptionnels acquittent leur part légitime d'impôt. Le recouvrement de l'impôt ne sera d'ailleurs poursuivi dans ces régions, le Gouvernement nous en donne l'assurance, qu'avec toute la modération et la circonspection désirables.

La nécessité étant reconnue d'émettre les rôles fonciers de la propriété non bâtie dans les communes précitées, il est, par suite, indispensable de recourir à l'expédient susceptible de donner le meilleur résultat. On pouvait établir l'impôt suivant les bases fournies par les anciennes matrices cadastrales déposées dans les mairies, en retardant par suite, pour les communes non envahies du Nord et de l'Aisne, l'application de la loi du 29 mars 1914, mais cette loi a apporté comme on sait à la propriété foncière un large dégrèvement, dont il serait injuste de ne pas faire profiter les propriétaires de ces communes.

Comme les renseignements généraux que possède le ministère des finances mettent à même de déterminer le principal de l'impôt afférent à l'ensemble des propriétés de chaque commune, à raison de 4 p. 100 de leur revenu fixé pendant la dernière évaluation, ainsi que le produit des centimes additionnels correspondants, calculé suivant les règles tracées par la loi du 29 mars 1914, le Gouvernement propose de déterminer de cette manière le montant total de l'impôt dû par chacune des communes intéressées et de répartir la somme ainsi obtenue entre les contribuables au prorata des revenus cadastraux antérieurement assignés à leurs propriétés. Ces revenus peuvent être relevés sur les anciennes matrices déposées dans les mairies ou, à défaut, sur les rôles de l'année précédente conservés par les percepteurs.

Il est évident que ce système conduira à des conséquences assez différentes de celles qui résulteraient de l'application intégrale de la loi du 29 mars 1914, mais il n'en est pas moins vrai qu'on tient compte ainsi du dégrèvement que comporte la réforme de la contribution foncière pour chaque commune, en ce qui touche la part de l'impôt perçue au profit de l'Etat, et ce dégrèvement se trouvera distribué entre tous les propriétaires de chaque commune proportionnellement au chiffre de leurs anciennes cotisations.

Votre commission des finances estime que la solution proposée par le Gouvernement est la plus équitable qu'il était possible de trouver. Elle vous demande, en conséquence, de vouloir bien ratifier de votre vote le projet de loi dont la teneur suit :

PROJET DE LOI

*Article unique.* — Dans les communes où, faute des documents présentant les résultats détaillés de la dernière évaluation des propriétés non bâties, il ne peut être fait état de ces résultats pour le calcul des cotisations individuelles à comprendre dans les rôles de la contribution foncière (propriétés non bâties) de l'année 1915, le montant de ladite contribution, déterminé pour l'ensemble de chaque commune conformément à la loi du 29 mars 1914, d'après les renseignements généraux que possède le ministère des finances, sera réparti entre les contribuables au prorata des revenus cadastraux antérieurement assignés à leurs propriétés.

## ANNEXE N° 406

(Session ord. — Séance du 26 novembre 1915.)

RAPPORT fait au nom de la commission de l'armée, chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif au traitement du gaz d'éclairage en vue d'en extraire les produits nécessaires à la fabrication des explosifs, par M. Cazeneuve, sénateur (1). — (Urgence déclarée.)

Messieurs, le programme d'intensification progressive de notre production d'explosifs s'accomplit. La houille en est la toute matière première. Sa distillation, en vase clos, donne le gaz d'éclairage, utilisé dans la plupart de nos villes, et en même temps du goudron, des huiles légères et des huiles lourdes, desquels produits on isole des hydrocarbures et des phénols.

Plusieurs de ces hydrocarbures et de ces phénols, après nitration, deviennent la base essen-

(1) Voir les nos 389, Sénat, année 1915, et 1454-1455, et in-8° n° 288. — 11e législ. — de la Chambre des députés.

(1) Voir les nos 294, Sénat, année 1915, et 291-1142 et in-8° n° 243 — 11e législ. — de la Chambre des députés.

(2) Voir les nos 1248-1362-1380, et in-8° n° 287 — 11e législ. — de la Chambre des députés.

(3) Voir les nos 676-1360-1422 et in-8° n° 291 — 11e législ. — de la Chambre des députés.

(4) Voir les nos 376, Sénat, année 1915, et 1254-1401, et in-8° n° 282 — 11e législ. — de la Chambre des députés.

(1) Voir les nos 390, Sénat, année 1915, et 1368-1430, et in-8° n° 292 — 11e législ. — de la Chambre des députés.

tielle de plusieurs de nos explosifs. Or, quelques-uns de ces hydrocarbures, et spécialement le benzène (1) et le toluène, sont entraînés à l'état de vapeurs dans le gaz d'éclairage, et contribuent d'ailleurs à donner à ce dernier une partie de son pouvoir éclairant et calorifique.

Le projet de loi, qui vous est soumis dans l'intérêt supérieur de la défense nationale, a pour but de retirer du gaz d'éclairage surtout ce benzène et ce toluène. De petites quantités de xylène et de naphtaline peuvent même être recueillies dans cette opération.

En Allemagne, en Angleterre, pour les mêmes motifs, ces hydrocarbures précieux sont retirés du gaz d'éclairage. Il y a lieu pour nous d'y procéder au plus tôt.

Nous devons déclarer que toutes les compagnies des grandes villes s'y prêtent avec le plus grand empressement.

(1) Le benzène est encore appelé industriellement benzine et benzol, de là l'expression débenzolage, utilisée vulgairement pour caractériser l'extraction du benzène, et de son homologue le toluène, du gaz d'éclairage.

Les conventions sont déjà passées. . . .

Bien entendu, cette extraction ne sera pratiquée que dans les grandes villes, où la production du gaz d'éclairage a quelque importance, Paris et sa banlieue, Lyon, Marseille et Bordeaux.

Quels sont les résultats industriels escomptés ?

Les essais faits à la société du gaz de Paris, sur une échelle industrielle, ont permis de recueillir 27 grammes de benzène brut par mètre cube de gaz. Les essais au gaz de la banlieue, qui ont porté sur près de 70,000 mètres cubes, ont donné par mètre cube de gaz 27 gr. 8 de benzène brut, contenant 19 grammes de produits purs, soit 14 gr. 2 de benzène cristallisable et 4 gr. 8 de toluène pur.

Si l'on applique ces chiffres, tous concordants et sur lesquels le service compétent estime pouvoir tabler en toute sécurité à la production moyenne en vingt-quatre heures des usines des principales villes de France (Paris, Lyon, Marseille et Bordeaux), on obtient — d'après les chiffres retenus au ministère de la guerre — les quantités quotidiennes qui figurent dans le tableau suivant :

| DÉSIGNATION | TONNES de houille distillée. | MÈTRES CUBES de gaz. | BENZINE pure en kilogrammes. | TOLUÈNE pur en kilogrammes. |
|---|---|---|---|---|
| Gaz de Paris..... | 3.000 | 900.000 | 12.780 | 4.320 |
| Gaz de la banlieue..... ..... | 1.000 | 300.000 | 4.260 | 1.440 |
| Gaz de Lyon..... | 400 | 120.000 | 1.704 | 576 |
| Gaz de Marseille..... | 400 | 120.000 | 1.074 | 576 |
| Gaz de Bordeaux..... | 300 | 90.000 | 1.278 | 432 |
| Totaux..... | 5.100 | 1.530.000 | 21.726 | 7.344 |

Ces 21.726 kilogrammes de benzène pur et ces 7,344 kilogrammes de toluène pur représentent 55,000 kilogrammes d'explosifs par jour. C'est donc 55.000 kilogrammes de supplément d'explosifs par jour dont on pourra disposer par les procédés de traitement dont la mise en œuvre est proposée pour les quatre principales ville de France, par la présente loi, dont l'importance ne peut échapper à personne.

Le pouvoir calorifique du gaz débenzolé n'est pas sensiblement diminué d'après M. H. Le Chatelier, membre de l'Institut, professeur au Collège de France.

Les expériences, instituées à ce propos, sont des plus probantes, comme on pourra s'en rendre compte par la lecture d'un mémoire de ce savant, publié comme *annexe* à la suite de ce rapport.

Quant au pouvoir éclairant, il sera incontestablement diminué dans l'usage du bec papillon, mais d'une façon assez peu appréciable, par l'usage des manchons à incandescence suivant le procédé d'Auer.

M. Le Chatelier a donné l'explication très claire de ce phénomène d'apparence paradoxale.

Le préjudice apporté au consommateur par le débenzolage du gaz d'éclairage est donc à peu près insignifiant.

Quel que soi l'esprit de chicane qui puisse animer quelques-uns, l'intérêt de la défense nationale, en face des inconvénients très peu importants résultant du débenzolage, fera tomber sûrement toute récrimination. On ne peut qu'en être convaincu.

Mais comme le gaz débenzolé ne remplira plus exactement les conditions imposées dans les contrats de concession et les conventions particulières passées entre les consommateurs et les sociétés gazières, il a paru nécessaire d'avoir recours à l'intervention du législateur. Il convenait, d'autre part, de dégager les sociétés gazières de toute responsabilité vis-à-vis des tiers.

Le rapporteur de la Chambre des députés ajoute, à ce propos, quelques réflexions qui méritent d'être rapportées :

« La loi des réquisitions ayant été faite pour permettre à l'Etat de se procurer les ressources nécessaires à l'armée et à la défense nationale, reçoit ici son application naturelle. Les sociétés gazières étant tenues, de par la présente loi, de procéder à la récupération du benzène pour le comple de l'Etat et pour son bénéfice exclusif, se trouveront autorisées à déroger à certaines clauses de leurs cahiers des charges. Nous disons « au bénéfice exclusif de l'Etat », car votre commission de l'armée a cru devoir apporter au projet une précision en ajoutant à l'article premier, d'accord avec le ministre, une phrase traduisant sa volonté formelle de ne pas permettre aux exploitations gazières de réaliser des bénéfices du fait des opérations de production et de traitement des gaz en vue d'en extraire les produits nécessaires à la fabrication des explosifs. »

Messieurs, vous serez également de cet avis.

Un arrêté du ministre de la guerre déterminera, pour chaque exploitation, la date initiale à partir de laquelle les dispositions de la présente loi entreront en vigueur, et un nouvel arrêté fixera ensuite la fin de ces mêmes opérations.

Nous vous proposons donc, messieurs, d'approuver d'urgence le projet de loi suivant :

## PROJET DE LOI

Art. 1er. Le ministre de la guerre est autorisé à effectuer, dans toutes les exploitations gazières du territoire national, le traitement des gaz d'éclairage produits par des sociétés concessionnaires, régies municipales directes ou intéressées, sociétés fermières, particuliers ou tous autres se livrant à la fabrication et à la distribution du gaz d'éclairage, en vue d'en extraire tous produits nécessaires à la fabrication des matières explosibles.

Les exploitants seront tenus de procéder à toutes opérations de production et de traitement des gaz nécessaires aux fins indiquées ci-dessus, dans les conditions fixées par le ministre de la guerre et suivant les clauses générales déterminées au titre XII (articles 129 à 134) du décret du 2 août 1877 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi sur les réquisitions militaires, modifié par les décrets du 13 novembre 1907 et du 2 août 1914, étant entendu qu'en aucun cas ces opérations de production et de traitement ne sauraient constituer une source de bénéfices pour les sociétés gazières.

Art. 2. — Le gaz, ainsi modifié, sera livré aux consommateurs au lieu et place du gaz tel qu'il était défini dans les actes de concession, contrats, cahiers des charges et toutes autres conventions, dont les spécifications relatives au pouvoir éclairant et au pouvoir calorifique resteront suspendues, de plein droit et sans indemnité, pendant toute la période ou le ministre de la guerre fera application de la faculté à lui donnée par l'article premier.

Art. 3. — Pendant toute la période d'application de la loi à chaque exploitation, les qualités spécifiques du gaz et autres conditions de livraison, tant pour les services publics que pour les particuliers, resteront celles définies par les cahiers des charges, sans aucune autre modification que celles qui résulteront directement des traitements autorisés par l'article premier de la présente loi : la durée des contrats passés, tant avec les municipalités qu'avec des particuliers ou toutes autres consommateurs, n'en sera pas modifiée, non plus que les dates de dénonciation ou d'expiration desdits contrats.

Art. 4.— Un arrêté du ministre de la guerre déterminera, pour chaque exploitation, la date initiale des opérations prévues à l'article premier, à partir de laquelle les dispositions de la présente loi seront applicables.

La fin de ces mêmes opérations sera déterminée par un nouvel arrêté du ministre de la guerre.

## ANNEXE

**NOTE sur le débenzolage du gaz d'éclairage, par M. H. Le Châtelier, membre de l'Institut, professeur au collège de France.**

Une tonne de houille à gaz de bonne qualité donne à la distillation en nombre rond 10 kilogr. de benzols. Les 9/10e en restent dans le gaz à l'état de vapeur et 1/10e passe dans les goudrons.

Cette vapeur de benzol représente 1 p. 100 du volume du gaz.

L'enlèvement de ce benzol du gaz en modifie la qualité. Il est intéressant de chercher dans quelle proportion les qualités utiles du gaz se trouvent ainsi amoindries. J'ai fait quelques expériences sur ce sujet avec M. Robert Ledoux, un de mes élèves.

Le gaz complètement débarrassé de son benzol perd une fraction déterminée de son pouvoir calorifique ; celle-ci peut-être calculée rigoureusement *a priori* : 1 molécule de vapeur de benzène dégage en brûlant 790 calories et 1 molécule de vapeur de toluène 940 calories. Si on admet que le benzol renferme 1/3 de son poids de toluène, ce qui est certainement exagéré, on aurait une chaleur de combustion de 840 calories pour 22.32 litres de vapeur de benzol. Si l'on compte le pouvoir calorifique du gaz à 5,000 calories au mètre cube, la perte de pouvoir calorifique due au départ du benzol serait donc de 7,6 p. 100,

Mais ce chiffre ne donne aucunement la mesure de la perte de qualité du gaz. Les usages du gaz sont multiples et les différentes propriétés utilisées sont loin de varier proportionnellement au pouvoir calorifique. Le pouvoir éclairant varie dans une proportion bien plus forte avec les becs à flamme libre ; il ne semble, au contraire, aucunement varier dans les becs à incandescence. La puissance de chauffage dans les appareils domestiques, les fourneaux de cuisine par exemple, varie bien moins vite que le pouvoir calorifique. Il en est bien probablement de même pour la production de la force dans les moteurs à explosion.

La raison de ces anomalies apparentes est la suivante :

Le pouvoir éclairant des flammes libres dépend surtout de la plus ou moins facile précipitation du carbone des carbures combustibles ; celui du benzène se précipite bien plus facilement que celui du méthane et, pour ce motif, le pouvoir éclairant de ce dernier gaz est sensiblement nul. Par contre, le chauffage au gaz et la production de la force motrice ne dépendent pas seulement du pouvoir calorifique, mais aussi de la plus ou moins facile utilisation de la chaleur produite. Or, cette utilisation devient de plus en plus facile à mesure que la quantité d'air nécessaire pour brûler un volume de gaz va en diminuant. Des expériences directes peuvent donc seules permettre de comparer le rendement utile du gaz débenzolé par rapport au gaz naturel.

Nous avons réalisé ces expériences en faisant passer le gaz de Paris dans deux éprouvettes successives remplies de pierre ponce imbibée d'huile lourde de goudron, de pétrole lampant, ou d'huile de colza. Les résultats ont, dans tous les cas, été les mêmes.

Pouvoir éclairant en flamme libre. — On a employé pour les expériences un bec argand analogue à ceux qui servent pour la détermination du pouvoir éclairant du gaz. Pour les comparaisons, on faisait écouler le gaz sous une pression maintenue invariable par l'em-

ploi d'un régulateur Moitessier. Un robinet à pointeau réglait le débit.

*Première expérience.*

Gaz naturel..... 12 bougies
Gaz débenzolé..... 8,1 —
Différence..... 3,9 bougies = 32 0/0

*Deuxième expérience.*

Gaz naturel..... 13 bougies
Gaz débenzolé..... 7,1 —
Différence..... 5,9 bougies = 45 0/0

*Troisième expérience.*

Différence..... = 27 0/0

*Bec Auer.* — Des expériences faites avec le même débit de gaz dans un bec Auer ont donné un pouvoir éclairant identique pour les deux gaz. Ce pouvoir éclairant mesuré par l'un des opérateurs a été de 34 bougies et par un autre expérimentateur de 40 bougies. Ces mesures sont un peu incertaines en raison de la différence de couleur de la flamme de la bougie et du manchon Auer.

Ce résultat aurait pu être prévu, car on sait depuis longtemps que le gaz à l'eau, dont le pouvoir éclairant est moitié de celui du gaz d'éclairage, donne dans le bec Auer le même pouvoir éclairant pour un égal volume de gaz brûlé. Ce résultat paradoxal, au premier abord, tient à ce que le gaz d'éclairage ne peut pas entraîner, au moins sous les pressions ordinaires, une quantité d'air suffisante pour sa combustion complète. L'utilisation de son pouvoir calorifique est donc incomplète tandis qu'elle est complète avec le gaz à l'eau. Avec le gaz débenzolé qui demande moins d'air, l'utilisation est relativement meilleure, et cela compense la diminution du pouvoir calorifique.

La débenzolisation n'amènera donc aucune diminution du pouvoir éclairant des becs Auer non soufflés, c'est-à-dire de l'immense majorité, sans doute même de la totalité des becs Auer employés par les particuliers.

*Chauffage.* — Une première série d'expériences ont été faites avec un vase cylindrique en fer-blanc de 350 centimètres cubes de capacité. Un thermomètre placé dans l'eau permettait de suivre la rapidité de l'échauffement. Les expériences ont été faites successivement avec un forneau de laboratoire, dans lequel la courone de gaz est assez basse au-dessous de la fiole chauffée pour que les flammes ne lèchent pas les parois de la fiole; puis avec un fourneau de cuisine, où les flammes lèchent le fond de la casserole.

*1° Fourneau de laboratoire.*

| TEMPS | TEMPÉRATURES | |
|---|---|---|
| | Gaz naturel. | Gaz débenzolé. |
| 0 minute. | 15 degrés. | 15 degrés. |
| 2 minutes. | 33 — | 28 — |
| 4 — | 49 — | 44 — |
| 6 — | 66 — | 60 — |
| 8 — | 82 — | 75 — |
| 10 — | 96 — | 88 — |

Ce qui représente un écart de 10 p. 100 dans la chaleur fournie pendant des temps égaux par les deux gaz.

Une seconde expérience faite par un second opérateur sur une fiole de verre d'une contenance de 2 litres de capacité a donné un écart de 8,5 p. 100.

Une troisième expérience a donné seulement un écart de 5 p. 100 et deux autres de 7 p. 100.

Ces expériences sont assez incertaines parce que l'opérateur placé devant le fourneau pour suivre la marche du thermomètre produit des remous d'air, qui empêchent le courant de gaz chauds de s'élever régulièrement. En tout cas, la moyenne de ces chiffres, égale à 7,5, ne diffère pas du nombre 7,6 calculé *a priori*.

*2° Fourneaux de cuisine :*

La première série d'expériences a été faite avec le même vase en fer-blanc de 350 centimètres cubes de capacité ayant servi pour la première des trois expériences précédentes.

| TEMPS | TEMPÉRATURES | |
|---|---|---|
| | Gaz naturel. | Gaz débenzolé. |
| 0 minute. | 14 degrés. | 14 degrés. |
| 2 minutes. | 33 — | 31 — |
| 4 — | 53 — | 50 — |
| 6 — | 71 — | 68 — |
| 8 — | 88 — | 86 — |
| 10 — | 93 — | 97 — |

L'écart est de moins de 2 p. 100, c'est-à-dire inférieur aux erreurs d'observation. Dans une seconde expérience, l'écart fut nul.

Le second opérateur, dans sept expériences faites avec un vase en fer de plus grande capacité, trouva une différence toujours nulle.

Cette identité des deux gaz avec le fourneau de cuisine pouvait être prévue *a priori*, comme pour le bec Auer et pour des raisons semblables. Dans les appareils où la flamme lèche l'objet chauffé, la combustion cesse dès que la flamme a touché le corps solide. Moins le gaz demande d'air pour sa combustion, plus la combustion est complète dans la première zone de la flamme, moins il y a de gaz combustibles perdus sans être brûlés. Il y a ainsi compensation entre le pouvoir calorifique moindre et la meilleure utilisation de la chaleur.

*Moteurs à explosion.* — Il n'a pas été possible de faire d'expériences sur les moteurs, mais il est permis de penser que l'écart de rendement occasionné par la débenzolisation sera bien moindre que la perte de pouvoir calorifique. La totalité de la chaleur ne peut pas être utilisée dans les moteurs à cause de la nécessité de refroidir les parois pour les protéger, aussi la perte du pouvoir calorifique est-elle en partie compensée par une perte de chaleur moindre par les parois. Un facteur important de l'utilisation des combustibles dans les moteurs à explosion est la limite inférieure d'inflammabilité, c'est-à-dire la plus petite proportion de gaz qui permet à la combustion de se propager.

Les mesures faites sur cette mesure d'inflammabilité ont donné les résultats suivants :

Gaz naturel : 9,01 p. 100. — Gaz débenzolé : 9,16 p. 100.

La différende est donc de l'ordre des erreurs expérimentales admissibles.

En résumé, on peut dire que la débenzolisation ne diminuera la qualité du gaz que de quantités inappréciables pour le consommateur, sauf en ce qui concerne le pouvoir éclairant à flamme libre, mode d'éclairage dont l'usage tend de plus en plus à disparaître.

## ANNEXE N° 407

(Session ord. — Séance du 26 novembre 1915.)

PROJET DE LOI, adopté par la Chambre des députés, relatif à la fixation des dates d'échéance des pensions, présenté au nom de M. Raymond Poincaré, Président de la République française, par M. A. Ribot, ministre des finances (1). — (Renvoyé à la commission des finances.)

## ANNEXE N° 408

(Session ord. — Séance du 2 décembre 1915.)

PROJET DE LOI adopté par la Chambre des députés, relatif à l'appel sous les drapeaux de la classe 1917, présenté au nom de M. Raymond Poincaré, président de la République française, par M. le général Galliéni, ministre de la guerre (2). — Renvoyé à la commission de l'armée.

(1) Voir les nos 1252-1506, et in-8° 296. — 11e législ. — de la Chambre des députés.

(2) Voir les nos 1260-1494 et in-8° n° 298 — 11e législ. — de la Chambre des députés.

## ANNEXE N° 409

(Session ord. — Séance du 2 décembre 1915.)

PROJET DE LOI, adopté par la Chambre des députés, relatif au règlement des successions ouvertes pendant la guerre et spécialement des successions des militaires et marins, présenté au nom de M. Raymond Poincaré, Président de la République française, par M. René Viviani, garde des sceaux, ministre de la justice (1).

## ANNEXE N° 410

(Session ord. — Séance du 2 décembre 1915.)

PROJET DE LOI, adopté par la Chambre des députés, tendant à autoriser l'Algérie à émettre des bons qui seront escomptés par la banque de l'Algérie pour parer au déficit de l'exercice 1915, présenté au nom de M. Raymond Poincaré, président de la République française, par M. L. Malvy, ministre de l'intérieur, et par M. A. Ribot, ministre des finances (2). — (Renvoyé à la commission des finances.)

## ANNEXE N° 411

(Session ord. — Séance du 2 décembre 1915.)

AVIS présenté au nom de la commission des finances sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, fixant, pour la durée de la guerre, la procédure d'expropriation des terrains nécessaires à la création de cimetières destinés à l'inhumation des soldats des armées françaises et alliées, ou à l'agrandissement pour le même objet des cimetières communaux existants, par M. Millies-Lacroix, sénateur (3).

Messieurs, le projet de loi sur lequel la commission des finances est appelée à donner son avis, procède de sentiments très élevés de reconnaissance et d'admiration respectueuse envers les soldats de France et des nations alliées qui ont glorieusement perdu la vie dans la défense des droits de la patrie, de la liberté et de la civilisation.

Le Sénat ne manquera pas de s'associer à l'initiative du Gouvernement et au vote de la Chambre des députés dans le tribut d'hommages qui leur est légitimement rendu.

Le projet de loi initial, déposé à la Chambre des députés, le 8 juillet 1915, avait pour objet de pourvoir à l'insuffisance des cimetières communaux qui se trouvent dans la zone d'action des armées.

Envisageant la nécessité soit d'agrandir ces cimetières, soit de créer des cimetières spéciaux, le Gouvernement avait proposé d'autoriser le ministre de la guerre à acquérir, à la charge de l'Etat, à l'amiable ou par voie d'expropriation pour cause d'utilité publique, les terrains nécessaires à ce double objet dans la zone des armées. Le Gouvernement proposait, en outre, de simplifier la procédure instituée par le décret du 23 prairial an XII et par l'ordonnance du 6 décembre 1843, applicables aux créations et agrandissements de cimetières.

La Chambre des députés, tout en s'associant à la pensée gouvernementale, a estimé que les textes qui lui étaient proposés portaient atteinte aux droits des communes. Sur le rapport de l'honorable M. Bonnevay, elle a considéré que la charge de l'inhumation des soldats morts des suites de la guerre devait s'étendre, pour l'Etat, à l'ensemble du territoire.

L'expression de zone d'action des armées a paru sans portée juridique et ne pouvant servir de base à l'application d'une procédure

(1) Voir les nos 1085-1180 et annexes et in-8° n° 295 — 11e législ. — de la Chambre des députés.

(2) Voir les nos 1389-1413 et in-8° n° 210 — 11e législ. — de la Chambre des députés.

(3) Voir les nos 309-350-381. Sénat, année 1915, et 1091-1175-1188, et in-8° n° 278 — 11e législ. — de la Chambre des députés.

d'expropriation. D'autre part, et c'est ici la raison dominante qu'a fait valoir l'honorable rapporteur de la Chambre des députés, dans un grand nombre de centres de l'intérieur où se trouvent des formations sanitaires importantes, les cimetières communaux pourront se trouver insuffisants, à la suite de l'inhumation des soldats décédés dans ces formations, et il n'a pas paru équitable de mettre leur agrandissement à la charge des communes.

C'est pourquoi la Chambre a adopté un texte général qui s'applique à l'ensemble du territoire, et aux termes duquel « les frais d'acquisition, d'occupation, de clôture et d'entretien des terrains nécessaires à l'inhumation des soldats des armées françaises et alliées, décédés des suites de blessures de guerre ou de maladies contractées aux armées, sont à la charge du budget de l'Etat. »

Nous n'avons pas à intervenir sur la question de procédure d'expropriation que la Chambre des députés a cru devoir résoudre dans un sens différent de celui qu'avait présenté le Gouvernement.

Mais, si nous considérons le projet de loi du point de vue financier, le seul qui nous appartienne, nous ne dissimulerons pas que le texte adopté par la Chambre des députés et que nous propose la commission spéciale du Sénat, sera certainement plus onéreux pour les finances de l'Etat que le projet de loi primitif. Celui-ci, en effet, ne rendait obligatoire pour l'Etat l'agrandissement des cimetières communaux ou la création de cimetières spéciaux rendus nécessaires que dans la zone d'action des armées, tandis que, comme nous l'avons dé à dit, la loi votée par la Chambre s'appliquera sur l'ensemble du territoire. Si rien n'était modifié dans le texte de la Chambre, il pourrait même avoir pour résultat d'obliger l'Etat, non seulement à acquérir les terrains pour la création et l'agrandissement des cimetières communaux, lorsque ceux-ci sont insuffisants, mais encore à acquérir dans l'intérieur des cimetières existants les terrains d'inhumation des soldats décédés, fût-ce au prix tarifé des concessions perpétuelles.

Or, nos calculs approximatifs, établis à l'aide d'éléments que la réserve qui nous est imposée ne nous permet pas de révéler, nous ont conduits à évaluer à un minimum de 30 à 40 millions de dépenses de toute nature (acquisition de terrains, clôtures, aménagements, monuments, etc., etc.) qu'occasionnera l'application du texte de la Chambre.

On aurait pu, sans crainte de mécontenter les communes de l'intérieur, laisser à leur charge les terrains de sépulture des soldats décédés dans leurs formations. La générosité dont elles ont fait et continuent à faire preuve, nous est un garant qu'elles ne se seraient certainement pas élevées contre cette mesure. Au surplus, l'état de fait actuel n'a soulevé nulle part de protestations, et il nous est permis d'espérer qu'elles ne créeront à cet égard aucune difficulté. Il était cependant de notre devoir de signaler la question au Sénat.

Le contre-projet de l'honorable M. Jeanneney diffère du projet adopté par la Chambre des députés et proposé par votre commission spéciale, en ce qu'il met l'Etat à l'abri de l'obligation d'acquérir des terrains dans les cimetières existants s'il n'est pas nécessaire de les agrandir. Le texte de l'article 1er du contre-projet dispose, en effet, que « lorsque l'insuffisance des locaux sera reconnue, le ministre de la guerre devra assurer l'acquisition au nom de l'Etat, des terrains nécessaires à la sépulture des soldats des armées françaises et alliées ». De ce fait, l'adoption du texte proposé par notre honorable collègue permettait la réalisation d'une économie qu'il est impossible de chiffrer, mais qui serait certainement appréciable.

Mais, à côté de cette économie, le texte du contre-projet comporte une aggravation de charges. Appliqué à la lettre, il obligerait, en effet, l'Etat pendant la durée des hostilités, à assurer la sépulture de tous les soldats décédés, leur décès fût-il causé par des faits de maladies sans rapports avec la guerre où le service aux armées.

Pour nous résumer, l'adoption du projet de loi qui est proposé au Sénat est de nature à comporter pour l'Etat une charge qui pourra varier entre 30 et 40 millions.

Tel est l'avis de la commission des finances.

## ANNEXE N° 412

(Session ord. — Séance du 2 décembre 1915.)

RAPPORT fait au nom de la commission des chemins de fer chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet de déclarer d'utilité publique une modification du tracé du chemin de fer d'intérêt local de Morlaix à la limite du département vers Plestin, avec embranchement sur Plougasnou, ainsi que le prolongement de cet embranchement jusqu'à Trégastel et le raccordement de la ligne au port de Morlaix, par M. Jean Codet, sénateur. (1).

## ANNEXE N° 413

(Session ord. — Séance du 2 décembre 1915.)

PROJET DE LOI, adopté par la Chambre des députés, portant ouverture au ministre de la guerre, sur l'exercice 1915, de crédits additionnels aux crédits provisoires, présenté au nom de M. Raymond Poincaré, Président de la République française, par M. A. Ribot, ministre des finances (2). — (Renvoyé à la commission des finances.)

## ANNEXE N° 414

(Session ord. — Séance du 9 décembre 1915.)

PROJET DE LOI adopté par la Chambre des députés sur la taxation des denrées et substances nécessaires à l'alimentation, au chauffage et à l'éclairage, présenté au nom de M. Raymond Poincaré, président de la République Française, par M. Malvy, ministre de l'intérieur, par M. Jules Méline, ministre de l'agriculture, et par M. Clémentel, ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes (3). — (Urgence déclarée).

## ANNEXE N° 415

(Session ord. — Séance du 9 décembre 1915.)

PROJET DE LOI adopté par la Chambre des députés, portant dérogation temporaire aux dispositions des articles 5, 6, 7, 13 et 14 de la loi du 7 juillet 1900 organisant les troupes coloniales, et des articles 37 et 56 de la loi du 21 mars 1905 sur le recrutement de l'armée, modifiée par la loi du 7 août 1913, présenté au nom de M. Raymond Poincaré, président de la République française; par M. le général Galliéni, ministre de la guerre(4) — (Renvoyé à la commission de l'armée).

## ANNEXE N° 416

(Session ord. — Séance du 9 décembre 1915.)

PROJET DE LOI, adopté par la Chambre des députés, relatif à la transformation des troupes auxiliaires marocaines en corps réguliers, et aux droits à pension des militaires marocains servant dans les corps réguliers, après avoir servi dans les goums mixtes et les troupes auxiliaires marocaines, présenté au nom de M. Raymond Poincaré, président de la République française, par M. Aristide Briand, président du conseil, ministre des affaires étrangères, par M. le général Galliéni, ministre de la guerre, et par M. A. Ribot, ministre des finances (1). — (Renvoyé à la commission de l'armée.)

(1) Voir les nos 251, Sénat, année 1915, et 891-1036 et in-8° 226 — 11e législ. — de la Chambre des députés.

(2) Voir les nos 1248-1362-1380-1463 et in-8° n° 300 — 11e législ. — de la Chambre des députés.

(3) Voir les nos 1365-1366-1367-1407-1447 et annexe 1473-1490-1491-1515, et in-8° n° 304 — 11e législ. — de la Chambre des députés.

(4) Voir les nos 1385-1486 et in-8° n° 308 — 11e législ. — de la Chambre des députés.

## ANNEXE N° 417

(Session ord. — Séance du 9 décembre 1915.)

PROJET DE LOI adopté par la Chambre des députés portant ouverture de crédits additionnels aux crédits provisoires de l'exercice 1915 et annulation de crédits sur le même exercice, par suite de la nomination de ministres d'Etat et de création et de suppression de sous-secrétariats d'Etat, présenté au nom de M. Raymond Poincaré, président de la République française, par M. Aristide Briand, président du conseil, ministre des affaires étrangères, et par M. A. Ribot, ministre des finances (2). — (Renvoyé à la commission des finances.)

## ANNEXE N° 418

(Session ord. — Séance du 9 décembre 1915.)

PROJET DE LOI, adopté par la Chambre des députés, concernant l'annulation et l'ouverture de crédits sur l'exercice 1915, en vue de l'installation du service des émissions de la défense nationale, présenté au nom de M. Raymond Poincaré, Président de la République française, par M. A. Ribot, ministre des finances, et par M. Paul Painlevé, ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des inventions intéressant la défense nationale (3). — (Renvoyé à la commission des finances.)

## ANNEXE N° 419

(Session ord. — Séance du 9 décembre 1915.)

PROJET DE LOI adopté par la Chambre des députés, portant ouverture d'un crédit supplémentaire pour l'inscription des pensions civiles (Loi du 9 juin 1853), présenté au nom de M. Raymond Poincaré, président de la République française, par M. A. Ribot, ministre des finances (4). — (Renvoyé à la commission des finances.)

## ANNEXE N° 420

(Session ord. — Séance du 9 décembre 1915.)

PROJET DE LOI, adopté par la Chambre des députés concernant la régularisation d'un décret portant ouverture de crédits, sur l'exercice 1915, au titre du budget annexe des monnaies et médailles, présenté au nom de M. Raymond Poincaré, Président de la République française, par M. A. Ribot, ministre des finances (5). — (Renvoyé à la commission des finances.)

## ANNEXE N° 421

(Session ord. — Séance du 9 décembre 1915).

RAPPORT fait au nom de la commission des chemins de fer chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés,

(1) Voir les nos 1261-1472 et in-8° n° 297 — 11e législ. de la Chambre des députés.

(2) Voir les nos 1263-1426-1483 et in-8° n° 307 — 11e législ. — de la Chambre des députés.

(3) Voir les nos 1423-1502, et in-8° n° 305 — 11e législ. — de la Chambre des députés.

(4) Voir les nos 1369-1465 et in-8° n° 299 — 11e législ. — de la Chambre des députés.

(5) Voir les nos 1428-1481, et in 8° n° 306 — 11e législ. — de la Chambre des députés.

ayant pour objet de déclarer d'utilité publique une modification du tracé du raccordement prévu entre la gare centrale, dite de « La Touche », du réseau des tramways à vapeur du département d'Ille-et-Vilaine, à Rennes, et le réseau des chemins de fer de l'Etat, par M. Gustave Lhopiteau, sénateur (1)

## ANNEXE N° 422

(Session ord. — Séance du 9 décembre 1915.)

PROPOSITION DE LOI, adoptée par la Chambre des députés, tendant à modifier l'article 59 du code de procédure civile, transmise par M. le président de la Chambre des députés à M. le président du Sénat (2). — (Renvoyée à la commission, nommée le 4 juillet 1912 chargée de l'examen du projet de loi ayant pour objet de modifier et de compléter les articles 2 et 59, paragraphe 1er du code de procédure civile.)

## ANNEXE N° 423

(Session ord. — Séance du 9 décembre 1915.)

PROPOSITION DE LOI adoptée par le Sénat, adoptée avec modifications par la Chambre des députés, tendant à modifier l'article 25 de la loi du 21 germinal an XI et à étendre le bénéfice du moratorium aux veuves, enfants ou héritiers des pharmaciens décédés, en ce qui concerne les délais impartis pour la vente de l'officine, transmise par M. le président de la Chambre des députés à M. le président du Sénat (3). — (Renvoyée à la commission des finances.)

## ANNEXE N° 424

(Session ord. — Séance du 9 décembre 1915.)

PROPOSITION DE LOI ayant pour objet de modifier la loi du 3 septembre 1807 sur le taux de l'intérêt de l'argent en matière civile, présentée par M. Poirson, sénateur. — (Renvoyée à la commission des finances.)

Messieurs, la loi du 3 septembre 1807 stipule que l'intérêt conventionnel ne pourra excéder 5 p. 100 en matière civile et 6 p. 100 en matière de commerce, le tout sans retenue, et, dans son article 3, établit des pénalités sévères pour infraction à ladite loi.

La loi du 12 janvier 1886 abroge la disposition relative à l'intérêt conventionnel en matière de commerce.

Il résulte donc de ces textes que si le taux commercial est libre, le taux en matière civile est toujours limité à 5 p. 100, le taux légal de 4 p. 100 n'étant pas modifié. A l'heure actuelle s'il est possible de se procurer des disponibilités à la Banque de France sur dépôt de titres, au taux d'avance fixé à 6 p. 100, les propriétaires d'immeubles sont dans l'impossibilité d'emprunter sur hypothèque à un taux qui dépasserait 5 P. 100.

Leur situation est cependant d'autant plus intéressante qu'il ont à payer leurs impôts et à faire face à des dépenses d'entretien, de chauffage et d'éclairage, sans avoir la possibilité, pour un grand nombre d'entre eux: de faire rentrer leur loyer. Il y a donc lieu, dans les circonstances actuelles, de faire cesser cette anomalie.

Nous avons l'honneur de soumettre à vos délibérations la proposition suivante :

PROPOSITION DE LOI

Art. 1er. — Pour toute dette établie par acte ayant date certaine à partir de la promulgation de la présente loi et pendant la durée de la guerre ainsi que dans l'année consécutive à la fin des hostilités, le taux de l'intérêt conventionnel ne pourra excéder 6 p. 100 en matière civile.

Art. 2. — Le taux de l'intérêt conventionnel devra être réduit à 5 p. 100 à partir de l'expiration de l'année consécutive à la fin des hostilités.

Toute stipulation qui aurait pour but de provoquer, après l'année de la fin des hostilités, un taux d'intérêt conventionnel excédant 5 p. 100, sera nulle.

Art. 3. — Le point de départ du délai d'un an sera fixé par décret.

(1) Voir les nos 177, Sénat, année 1915, et 801-873 et in-8° n° 167. — 11e législ. — de la Chambre des députés.

(2) Voir les nos 1414-1453 et in-8° n° 302 — 11e législ. — de la Chambre des députés.

(3) Voir les nos 152-280-318 Sénat, année 1915; 1363-1425 et in-8°. n° 303 — 11e législ. — de la Chambre des députés.

## ANNEXE N° 425

(Session ord. — Séance du 9 décembre 1915.)

RAPPORT fait au nom de la commission des finances chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif aux pensions des fonctionnaires, employés et agents du service colonial et des services locaux des colonies et pays de protectorat français relevant du ministère des colonies qui, accomplissant, en temps de guerre, un service militaire, sont tués ou atteints de blessures ou d'infirmités dans l'exercice de ce service, par M. A. Gervais, sénateur (1).

Messieurs, d'après la jurisprudence générale établie en matière de pensions, le régime de la retraite applicable à l'ensemble des services d'un fonctionnaire ou d'un militaire est celui qui régissait l'emploi ou le grade occupé par lui en dernier lieu.

En vertu de ce principe, un fonctionnaire mobilisé et atteint dans l'accomplissement de ses obligations militaires de blessures ou d'infirmités le rendant impropre au service, ne pouvait prétendre qu'à une pension basée sur le grade qu'il occupait dans l'armée quelle que fût d'ailleurs l'importance hiérarchique de son emploi civil. De ce fait, comme dans la généralité des cas le fonctionnaire mobilisé possédait un grade militaire moins élevé que celui d'officier, il s'ensuivait que la pension à laquelle il avait droit dans les circonstances visées ci-dessus était sensiblement inférieure à celle qu'il aurait pu obtenir dans les mêmes conditions s'il avait été frappé dans l'exécution de son service civil.

En cas de mort sur le champ de bataille ou des suites de blessures reçues à l'ennemi, les ayants cause (veuves et orphelins) étaient exposés à subir le même préjudice.

Les conséquences signalées ci-dessus proviennent de ce fait que la législation actuellement existante en matière de pensions, édictée pour le temps de paix et pour une armée de carrière, ne s'adapte pas à la constitution présente de notre armée nationale. Elle n'avait pas prévu les situations nouvelles créées par l'appel sous les drapeaux de l'ensemble des citoyens en état de porter les armes, quelles que fussent leur situation sociale ou leurs fonctions dans la vie civile.

Comme il aurait été anormal et même injuste de laisser subsister un tel état de chose et de traiter le fonctionnaire rappelé sous les drapeaux et blessé en défendant son pays plus défavorablement que celui resté à son poste civil, le Gouvernement, s'inspirant des principes d'équité et de bienveillance qui ont guidé le Parlement lors du vote de la loi du 5 août 1914 sur le cumul de la solde militaire et des traitements civils a, pour éviter cette situation, présenté aux Chambre un projet devenu la loi du 14 mars 1915. Cette disposition a eu pour objet de permettre aux fonctionnaires, employés et agents de l'Etat qui, accomplissant en temps de guerre un service militaire, sont atteints de blessures ou d'infirmités dans l'exécution de ce service, d'opter, si ce mode de rémunération leur paraît plus favorable, pour le régime de de pension auquel ils auraient pu prétendre comme fonctionnaires si lesdites blessures ou infirmités avaient été reçues ou contractées dans l'exercice de leur emploi civil.

Le même avantage est accordé par ladite loi aux veuves et orphelins des fonctionnaires, employés et agents en question tués dans l'accomplissement de leur service militaire en temps de guerre ou qui, avant d'avoir usé de la faculté d'option qui leur est ouverte, sont morts des suites de blessures reçues à l'occasion du même service.

Mais le texte dont il s'agit se limite aux seuls agents de l'Etat, c'est-à-dire rétribués sur les fonds de l'Etat, laissant en dehors de son application l'ensemble des fonctionnaires coloniaux qui sont rémunérés par les budgets généraux, locaux ou spéciaux de nos possessions d'outre-mer, bien qu'un certain nombre des intéressés soient cependant soumis au régime des pensions de l'Etat.

Il y avait pour ces derniers une défaveur flagrante que rien ne justifiait et qu'il importait de faire disparaître.

Il ne faut pas oublier, en effet, que l'ensemble des dépenses civiles des colonies étant, en vertu de la loi de finances du 13 avril 1900 (art. 33), supportées par ces établissements, les services qui en France, sont entretenus sur le budget de l'Etat (postes et télégraphes, douanes, contributions, enregistrement, travaux publics, trésor, etc.) sont, dans nos possessions outre-mer, à la charge de ces derniers.

Or, on ne concevrait pas que deux collègues (par exemple deux agents des contributions), le premier employé en France, pût bénéficier du principe posé par la loi du 14 mars 1915, parce qu'il est rétribué sur le budget de l'Etat, tandis que son collègue envoyé aux colonies, accomplissant dans des conditions plus rudes la même besogne, concourant à la même retraite, fût privé de cet avantage uniquement parce que, pour des raisons d'ordre économique, son traitement est supporté par un budget local.

Le projet de loi qui vous est soumis est destiné à empêcher cette injustice.

Mais, d'autre part, il était nécessaire de comprendre dans ses dispositions le personnel soumis pour la pension aux régimes des caisses de retraites locales qui, sur l'incitation du pouvoir central, et au fur et à mesure que l'expansion économique et les ressources financières des colonies le permettent, se substituent progressivement dans ces établissements à celui des pensions de l'Etat.

On se serait, sans cela, trouvé devant cette situation que deux fonctionnaires du même service (deux administrateurs des services civils de l'Indo-Chine par exemple) mobilisés et blessés à l'ennemi auraient subi un traitement différent, uniquement par ce fait que l'un, entré en fonctions avant la création de la caisse locale de retraites de cette possession, était encore assujetti au régime des pensions de l'Etat, tandis que l'autre, admis dans les cadres postérieurement à cette création, était tributaire dudit organisme.

Le texte présenté primitivement a été l'objet de la part de la commission compétente de la Chambre de quelques modifications, opérées du reste d'accord avec le Gouvernement.

Celui-ci, avant d'étendre le principe de l'option au profit des agents tributaires des caisses de retraites coloniales (lesquelles sont des organismes quasi autonomes), placées sous l'autorité des gouverneurs généraux et gouverneurs s'étaient préalablement assuré de l'adhésion de ces derniers. Néanmoins, il a semblé utile, pour sauvegarder et consacrer les prérogatives en matière financière des pouvoirs locaux intéressés, de faire ressortir dans la nouvelle rédaction la nécessité de cette adhésion.

Les articles 2, 4, 5, 6 et 7 reproduisent, sous réserve de quelques légères différences de rédaction qui s'expliquent d'elles-mêmes, les stipulations des articles 2, 3, 4, 5 et 6 de la loi du 14 mars 1915.

Les articles 3, 8 et 9 visent des cas spéciaux à la législation des pensions coloniales.

A l'encontre du principe établi jusqu'ici en ce qui concerne les pensions de l'Etat, la plupart des caisses locales de retraites de nos possessions outre-mer admettent le droit à pension des orphelins naturels reconnus des fonctionnaires décédés, concurremment avec celui de la veuve ou des orphelins légitimes. Il convenait donc de fixer la situation des premiers au regard de la loi projetée au cas où les autres, dont les intérêts sont plutôt divergents, opteraient pour le régime des pensions militaires qui n'admet pas le concours au droit à pension des orphelins nés hors mariage et non légitimés. Il a été stipulé (art. 3) que les intéressés conserveraient dans tous les cas le bénéfice qui leur est attribué par la législation particulière

(1) Voir les nos 346, Sénat, année 1915, et 660-955-1141, et in-8° n° 244 — 11e législ. — de la Chambre des députés.

de retraite sous laquelle se trouvait placé leur père comme fonctionnaire.

L'article 127 C de la loi de finances du 13 juillet 1911 impose aux fonctionnaires coloniaux soumis au régime des pensions à forme militaire, par dérogation aux principes généraux formulés aux articles 10 et 18 de la loi du 18 avril 1831, un minimum de temps de présence effective aux colonies dans le grade dont ils sont titulaires pour pouvoir prétendre à la pension dudit grade.

D'autre part, les institutions locales de retraite visées dans le projet de loi exigent également, pour la constitution du droit à pension, une durée déterminée du séjour effectif dans la possession.

Afin d'éviter de porter préjudice aux fonctionnaires coloniaux mobilisés, alors qu'ils étaient en congé ou dans une autre position administrative régulière en France, ainsi qu'à ceux envoyés comme militaires dans la métropole, il a paru opportun d'admettre que les périodes de service militaire accomplies par les intéressés, pendant la durée de la guerre actuelle, seraient assimilées, au point de vue du droit à pension, au temps de séjour effectif aux colonies.

Ces dispositions forment l'objet des articles 8 et 9 du projet.

Il semble que le Sénat puisse adopter sans modification l'ensemble de ces mesures. Il témoignera ainsi que son intérêt s'étend avec une égale sollicitude aux Français de la mère patrie et à ceux qui, en temps de paix, vont au delà des mers développer sa puissance civilisatrice et qui, dans les graves événements actuels, souffrent et meurent sous les plis du drapeau.

J'ai, en conséquence, l'honneur de demander au Sénat, au nom de sa commission des finances, de vouloir bien adopter le projet de loi suivant :

### PROJET DE LOI

Art 1er. — Les fonctionnaires, employés et agents rétribués sur les budgets généraux, locaux ou spéciaux des colonies et pays de protectorat français relevant du ministère des colonies qui, accomplissant en temps de guerre un service militaire, sont atteints, dans l'exécution de ce service, de blessures ou infirmités ouvrant des droits à une pension militaire, peuvent, en renonçant à cette pension, réclamer le bénéfice du régime normal de retraite auquel ils étaient assujettis comme fonctionnaires. Dans ce cas, les blessures et infirmités sont considérées comme reçues ou contractées dans l'exercice de fonctions civiles.

L'option ainsi faite emportera détermination du régime éventuellement applicable à la veuve ou aux orphelins.

L'application des dispositions qui précèdent est limitée : 1° aux fonctionnaires, employés et agents régis pour la retraite par les lois des 18 avril 1831 et 9 juin 1853 ; 2° à ceux soumis aux règlements constitutifs des caisses de retraites des colonies et pays de protectorat français relevant du ministère des colonies lorsque les personnes qualifiées pour prendre des décisions au nom de ces caisses auront adhéré à cette mesure.

Art. 2. — Peuvent également opter, dans les conditions prévues par l'article précédent, pour le régime de pension afférent à l'emploi civil les veuves ou orphelins légitimes desdits fonctionnaires, employés et agents rétribués sur les budgets généraux, locaux ou spéciaux des colonies et pays de protectorat français relevant du ministère des colonies, qui ont été tués dans l'accomplissement d'un service militaire en temps de guerre ou qui, avant d'avoir usé de la faculté ouverte par l'article précédent, sont morts des suites de blessures reçues dans l'exécution du même service.

Dans le cas où la veuve serait en concours avec des enfants d'un autre lit, il sera statué, relativement à l'option à exercer et sur citation délivrée à la requête de la partie la plus diligente, par le tribunal civil du lieu de la succession siégeant en chambre du conseil. Les actes de procédure seront exempts des droits de timbre et d'enregistrement.

Art. 3. — Lorsque les fonctionnaires, employés ou agents visés à l'article 1er sont tributaires d'une caisse de retraite coloniale et peuvent avoir, d'après la réglementation de cette caisse des ayants cause autre que ceux prévus par la législation sur les pensions de l'Etat, ces ayants cause sont admis à bénéficier du régime de la caisse comme si leur auteur était mort par suite de l'exercice des fonctions civiles.

Ce droit est indépendant de l'option que la veuve et les orphelins légitimes viendraient à exercer en faveur d'une pension de l'Etat. La quotité du secours ou de la pension versé par la caisse coloniale est calculée et liquidée comme si tous les ayants droit du fonctionnaire décédé participaient au régime de ladite caisse.

Art. 4. — La cause du décès, l'origine et la gravité des blessures ou infirmités seront, même en cas d'option pour le régime des pensions civiles ou des caisses de retraite coloniales, constatés dans les formes prescrites pour la liquidation des pensions militaires.

Art. 5. — L'option autorisée par les articles 1er et 2 de la présente loi devra être exercée, ou la citation prévue à son article 2 délivrée, dans les délais impartis aux intéressés pour faire valoir leurs droits à la pension militaire.

Art. 6. — Seront reçues à exercer rétroactivement le droit d'option prévu par les articles 1er et 2 ci-dessus, les personnes visées par ces articles qui auront formé une demande de pension militaire entre le 2 août 1914 et la promulgation de la présente loi aux colonies. Il en sera ainsi même si leur demande avait été suivie d'une concession de pension ou d'un secours annuel d'orphelins.

Les délais prévus à l'article 5 auront, dans ces cas, pour point de départ, la promulgation de la loi.

Art. 7. — Pour l'application, en vertu des dispositions qui précèdent, de la loi du 9 juin 1853 et des règlements sur les caisses de retraite coloniales, les blessures ou le décès résultant d'événements de guerre sont assimilés :

En ce qui concerne la loi du 9 juin 1853, aux blessures reçues, su au décès survenu dans les circonstances définies aux articles 11-1° et 14-1° de ladite loi;

En ce qui a trait aux caisses de retraite coloniales, aux blessures reçues, ou au décès survenu au cours ou à la suite de lutte ou de combat soutenu dans l'exercice des fonctions civiles.

Art. 8. — Pour l'application de l'article 127 c de la loi de finances du 13 juillet 1911 à ceux des fonctionnaires, employés et agents visés à l'article 1er de la présente loi, qui sont régis au point de vue de la retraite par la loi du 18 avril 1831, sont assimilées au temps de présence effective dans le grade de fonctionnaire aux colonies, les périodes de service militaire accomplies par les intéressés lorsqu'en temps de guerre ils sont rappelés sous les drapeaux ou s'engagent pour la durée de la guerre.

Il en est de même du temps durant lequel ils auraient été prisonniers de guerre.

La même règle est applicable aux veuves et orphelins desdits fonctionnaires, employés et agents.

Art. 9.— Les fonctionnaires, employés et agents du service colonial et des services locaux des colonies et pays de protectorat français relevant du ministère des colonies, tributaires d'une caisse de retraite coloniale qui, après leur assujettissement à cette institution, sont, en temps de guerre, rappelés sous les drapeaux ou s'engagent pour la durée de la guerre sont admis à compter, pour la constitution du droit à pension et pour la liquidation, les périodes du service militaire effectuées par eux dans ces conditions et celles durant lesquelles ils auraient été prisonniers de guerre, comme temps de présence effective aux colonies, accompli sous le régime de ladite caisse.

Le même avantage est étendu aux veuves et orphelins de ceux des agents intéressés décédés en activité de service.

Le mode exceptionnel de décompte prévu au premier paragraphe du présent article cesse toutefois d'être appliqué si les fonctionnaires, employés et agents visés à ce paragraphe ont obtenu une pension à l'occasion des services militaires qui y sont mentionnés.

## ANNEXE N° 427

(Session ord. — Séance du 16 décembre 1915.)

PROJET DE LOI, adopté par la Chambre des députés, tendant à élargir les conditions de constitution de rentes viagères à la caisse nationale des retraites pour la vieillesse, présenté au nom de M. Raymond Poincaré, Président de la République française, par M. Albert Métin, ministre du travail et de la prévoyance sociale, et par M. A. Ribot, ministre des finances (1). — (Renvoyé à la commission, nommée le 21 octobre 1915, chargée de l'examen du projet de loi étendant aux agents des administrations publiques et des établissements publics ou d'utilité publique le bénéfice de la loi du 27 mars 1911 relative à la caisse nationale des retraites pour la vieillesse.)

## ANNEXE N° 428

(Session ord. — Séance du 16 décembre 1915.)

RAPPORT fait au nom de la commission des finances chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, concernant l'ouverture, sur l'exercice 1915, au titre du budjet général, de crédits additionnels aux crédits provisoires, par M. Emile Aimond, sénateur. (2).

Messieurs, le projet de loi qui fait l'objet du présent rapport a été voté par la Chambre le 18 novembre dernier et déposé sur votre bureau le 25 du même mois. Il provient de la fusion de deux projets de loi de crédits additionnels aux crédits provisoires (nos 1248 et 1362), déposés respectivement sur le bureau de la Chambre les 16 septembre et 21 octobre derniers.

Les crédits demandés par le Gouvernement s'élevaient ensemble à 144,536,023 francs (projet n° 1248 : 34,432,293 fr. ; projet n° 1362 : 110,103,730 fr.).

La Chambre a apporté d'assez nombreuses modifications aux propositions gouvernementales :

Elle a tout d'abord réservé l'examen des crédits demandés par le département de la guerre qui atteignaient 105.196.980 francs.

Elle a, en outre, opéré des réductions, s'élevant à 61.043 francs, et des relèvements de crédits atteignant 19.890 francs.

Dans ces conditions, le montant total des crédits qu'elle a votés s'élève à 39.297.890 francs, ainsi répartis entre les divers ministères et services :

| | |
|---|---|
| Finances | 25.277.988 |
| Services judiciaires | 163.354 |
| Intérieur | 4.585.003 |
| Marine militaire | 5.000.000 |
| Marine marchande | 21.840 |
| Beaux-Arts | 30.800 |
| Commerce et Industrie | 50.000 |
| Postes et Télégraphes | 64.508 |
| Travail et Prévoyance sociale | 1.520.000 |
| Colonies | 1.597.750 |
| Agriculture | 539.160 |
| Travaux publics | 447.500 |
| Total égal | 39.297.890 |

La plus grande partie de ces crédits sont une conséquence de la guerre. Seuls ont une autre origine ceux qui concernent la marine marchande (21.840 francs), le ministère du travail (1.520.000 francs) les chapitres 75 des finances : 1.200.000 francs. 101 des beaux-arts : 800 fr., 32 des postes et télégraphes : 64.508 francs, 72 des colonies : 1.530.000 francs, 12 et 32 de l'agriculture : 4.050 fr. ; soit au total 4.341.108 francs,

Dans l'exposé des motifs du projet de loi n° 1248, le Gouvernement faisait remarquer que ses propositions, qui répondaient dans leur ensemble à des nécessités de service imposées par les circonstances, tendaient à l'application de mesures sur le principe duquel les chambres n'ont pas encore eu l'occasion de se prononcer. Il ajoutait qu'il lui avait paru, dans ces conditions, qu'il convenait en vue de faciliter l'exercice du contrôle parlementaire, de les soumettre à l'approbation expresse des Chambres au lieu de les confondre dans les douzièmes provisoires.

La Chambre, sur la proposition de sa commission du budget, a rejeté certains des crédits demandés, parce qu'ils s'appliquaient à des mesures nouvelles qui ne lui ont pas paru avoir leur place dans des projets de crédits additionnels. Il apparait cependant à votre commission

(1) Voir les nos 1526-1550 et in-8° n° 313 — 11e législ. — de la Chambre des députés.

(2) Voir les nos 402, Sénat, année 1915, et 1218-1332-1380, et in-8° n° 237. — 11e législ. — de la Chambre des députés.

des finances qu'eu égard aux circonstances, la procédure pratiquée par le Gouvernement était tout à fait raisonnable. Le Gouvernement n'ayant pas demandé le rétablissement des crédits dont il s'agit, votre commission des finances n'a pas cru toutefois devoir en faire état.

Elle vous propose, comme seule modification au projet de loi qui vous a été transmis, de rejeter le crédit de 30,000 fr. sollicité par l'administration des beaux-arts pour la création d'une section photographique.

Dans ces conditions le montant des crédits qu'elle vous demande de voter est ramené à 39,267,890 francs.

Nous vous faisons connaître ci-après, chapitre par chapitre, les crédits demandés par le Gouvernement, ainsi que les décisions de la Chambre et les propositions de votre commission des finances.

## Ministère des finances.

CHAPITRE 50. — Matériel de l'administration centrale.

Crédit demandé par le Gouvernement dans le projet de loi n° 1248 : 88,688 fr.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances : 77,938 fr.

Le crédit de 77.938 fr. demandé par le Gouvernement et voté par la Chambre s'applique aux diverses installations et autres dépenses rendues nécessaires par l'émission des rentes 3 1/2 p. 100 amortissables et par celle des obligations de la Défense nationale.

Le service de la caisse centrale ayant signalé l'insuffisance des resserres du portefeuille, à raison de l'émission des rentes 3 1/2 p. 100 amortissables, il a été décidé, après enquête faite par l'inspection générale des finances, que de nouveaux locaux seraient mis à sa Disposition. Cette extension est devenue plus nécessaire encore depuis qu'il est procédé à l'émission des bons et des obligations de la défense nationale. Les locaux ont été prélevés sur ceux occupés par le service des titres des chemins de fer de l'Etat et l'on a dû aménager de nouvelles resserres pour ce dernier service.

Les travaux exécutés dans le courant du premier semestre 1915 dans les sous-sols du ministère, et qui comprennent notamment des travaux de maçonnerie ainsi que la fourniture et la pose d'une porte blindée et de neuf armoires en fer, se montent à la somme de. 26.238

D'autre part, dès le vote de la loi du 10 février 1915 autorisant l'émission des obligations de la Défense nationale, il a été nécessaire de procéder d'urgence à l'installation de guichets pour recevoir les souscriptions et à l'aménagement de divers locaux destinés aux bureaux de comptabilité du nouveau service.

Le devis des travaux de première installation s'élève, en ce qui concerne les dépenses de matériel proprement dit (travaux de bâtiment, installation de chauffage, d'éclairage et de mobilier), à la somme de..... 22.825

En outre, les dépenses nouvelles de toutes natures (fournitures de bureau, chauffage, éclairage, mobilier) afférentes au nouveau service pour la période de mars à décembre 1915 peuvent être évaluées à la somme de..... 28.925

Ensemble..... 51.750 51.750

Total égal..... 71.988

Votre commission des finances n'a pas d'objection à élever contre ce crédit.

Le Gouvernement justifiait comme suit le surplus de sa demande s'élevant à 10,700 fr., dans l'exposé des motifs du projet de loi déposé sur le bureau de la Chambre :

« Lors de l'adjudication des fournitures de bureau du 28 mars 1903, MM. Fortin et Ce ont été déclarés adjudicataires pour une période de trois, six ou neuf années à partir du 1er avril 1908, avec un rabais général de 39,40 p. 100 sur l'ensemble des prix portés au bordereau annexé au cahier des charges.

« Par lettre du 27 février 1915, MM. Fortin et Ce ont exposé qu'à raison des circonstances, il ne leur était plus possible de continuer à accorder le rabais consenti en 1908 et ont demandé qu'il soit réduit de 20 p. 100.

« Par décision du 26 mars 1915 intervenue après enquête, la réduction sollicitée a été accordée. En conséquence, la dépense, en 1914, a été liquidée à 32,198 fr. 54 se trouverait portée en 1915, si l'on prend pour base la dépense de 1914, à 42,861 fr., soit une augmentation de 10,700 fr. environ. »

La commission du budget a estimé qu'il y avait lieu de régler d'une façon uniforme la situation des fournisseurs de l'État qui, arguant de l'état de guerre, ont sollicité la revision des marchés conclus avant les hostilités. Elle a proposé à la Chambre de réserver jusqu'à nouvel ordre le crédit de 10,700 fr. susvisé. La Chambre a pris une décision conforme, que votre commission des finances vous demande d'approuver.

CHAPITRE 75. — Frais relatifs aux rôles des contributions directes.

Crédit demandé par le Gouvernement dans le projet de loi n° 1248 : 1,200,000 fr.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 1,200,000 fr.

La confection des rôles et des avertissements établis au compte de l'Etat ne peut plus depuis quelques années, être exécutée dans les délais prévus pour que la dépense corrélative soit imputée en totalité sur l'exercice qui devrait la supporter normalement.

Le retard que subit cette opération tient, en premier lieu, à ce que de nombreux conseils généraux usent de la faculté, que leur a concédée la loi du 6 juillet 1907, d'ajourner au mois d'octobre leur deuxième session ordinaire, session au cours de laquelle il leur appartient de procéder à la répartition des contingents et au vote du budget. Un deuxième motif de retard réside dans les délais qu'exigent la préparation et la notification des décrets portant autorisation des impositions départementales pour insuffisance de revenus ordinaires et des impositions départementales extraordinaires. On constate, enfin, que le règlement des budgets communaux se trouvent souvent reculé au delà du 1er octobre, époque à laquelle doit en principe être entreprise la confection des rôles.

A ces différentes causes habituelles de retard sont venues s'ajouter, en 1914, celles provenant du trouble inévitable apporté au fonctionnement du service de l'assiette par la mobilisation d'une grande partie, non seulement des agents des contributions directes, mais aussi du nombreux personnel auxiliaire dont la collaboration est indispensable pour la confection matérielle des titres de perception.

En 1914, cinquante-trois conseils généraux ont tenu leur seconde session ordinaire postérieurement au mois d'août et un très grand nombre d'impositions locales n'ont été notifiées aux directions départementales que tout à fait en fin d'année. Au 31 décembre, on comptait encore 25 départements pour lesquels la quotité des centimes à mettre en recouvrement n'était pas connue définitivement et 10,220 communes dont les budgets restaient à arrêter. Il s'ensuit que, sans parler bien entendu des communes des régions envahies pour lesquelles aucun travail n'a encore été entrepris, la confection d'un grand nombre de rôles généraux n'a pu être assurée que postérieurement au 1er janvier 1915.

De ce chef, l'administration, pour se conformer aux règles relatives à la constatation des droits et à la liquidation des dépenses, s'est trouvée dans l'obligation de faire supporter au budget de 1915 une charge qui aurait dû incomber à l'exercice 1914 et dont la dépense n'a pu être imputée sur cet exercice.

Cette charge, qui ne s'élève pas à moins de 1,200,000 fr., grève la dotation du chapitre 75 d'une dépense d'égale somme, avant même que les travaux auxquels ce chapitre est destiné en principe à faire face aient été commencés.

Or, il est de toute nécessité que l'administration dispose, pour entreprendre les travaux dont il s'agit, de l'intégralité du crédit correspondant aux frais qu'entraîne l'exécution de ces travaux. On ne saurait admettre en effet, que les opérations de la confection des rôles, dont la mise en recouvrement aujourd'hui plus que jamais intéresse à un si haut degré les Trésor, puissent être suspendues par manque de ressources.

Comme on l'a fait observer plus haut, la confection des rôles et des avertissements est assurée, dans chaque département, par de très nombreux expéditionnaires. Il est indispensable, surtout dans les circonstances actuelles, de leur servir des acomptes au fur et à mesure de l'avancement du travail.

Tels sont les motifs qui justifient la demande de 1,200,000 fr. présentée au titre du présent chapitre.

CHAPITRE 126. — Dégrèvements et non-valeurs sur contributions directes et taxes y assimilées, y compris les taxes additionnelles pour fonds de garantie.

Crédit demandé par le Gouvernement dans le projet de loi n° 1248 : 24 millions.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 24 millions.

La dotation du présent chapitre a pour objet de faire face aux dégrèvements accordés en matière de contributions directes et de taxes y assimilées, à titre soit de décharges ou de réductions (fausses impositions, surtaxes), soit de remises ou modérations (indigence, vacances de maisons et chômages d'usines, pertes de récoltes par suite d'évènements extraordinaires, calamités, etc.).

Par leur nature même, ces dégrèvements présentent, d'une année à l'autre, des variations parfois considérables, et le montant n'en pouvant être déterminé à l'avance, il arrive le plus souvent que les ressources portées au budget général sont insuffisantes. C'est ainsi que pour les dix dernières années des crédits supplémentaires s'élevant à 3,500,000 francs, ont dû être accordés.

Cette année, le chiffre des dégrèvements ordinairement alloués se trouvera considérablement augmenté du fait de la diminution apportée par l'état de guerre dans les facultés contributives d'un grand nombre de redevables et des importantes disparitions de matière imposable survenues dans les régions envahies par l'ennemi.

D'après les évaluations auxquelles il a été procédé par les soins de l'administration des contributions directes, on estime à 40,250,000 fr. la dépense qui incombera à l'exercice 1915.

Le crédit accordé par voie de douzièmes provisoires n'étant que de 24.250.000 fr., il convient d'ouvrir un crédit additionnel de 48.250.000 fr. — 24.250.000 fr. = 24.000.000 fr.

## Ministère de la justice

### 1re Section. — Services judiciaires.

CHAPITRE 20. — Justices de paix.

Crédit demandé par le Gouvernement dans le projet de loi n° 1248 : 150.000 fr.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances : 150.000 fr.

Aux termes de la loi du 6 avril 1915, les suppléants appelés à remplacer les juges de paix mobilisés peuvent recevoir, dans la limite des crédits inscrits au budget pour le traitement des juges de paix, une rémunération qui a été fixée ultérieurement par le décret du 16 du même mois.

Les disponibilités qui peuvent servir à l'application de cette disposition proviennent du non-payement de tout ou partie de leur traitement aux titulaires qui reçoivent aux armées une solde mensuelle. Elles ont été insuffisantes pour permettre à la Chancellerie d'accueillir toutes les demandes justifiées.

De l'enquête à laquelle l'administration a procédé, il résulte que 220 demandes au moins de rémunération formées par des suppléants méritent d'être accueillies, alors que 85 seulement, correspondant au cas les plus intéressants, ont pu recevoir une suite favorable.

Pour 220 suppléants rémunérés, la dépense qu'entraînerait l'application de la loi susvisée serait, pour l'exercice 1915, de..... 290.000

La disponibilité du chapitre n'étant que de..... 140.000

il est, en conséquent, demandé un crédit additionnel de..... 150.000

Les suppléants dont l'administration compte accueillir la demande exercent d'une façon permanente leurs fonctions au siège d'une justice de paix souvent éloignée de leur domicile et subissent un réel préjudice en abandonnant ou en négligeant de ce fait leur profession ou leur travail.

Ils ont assuré le service soit depuis la mobilisation, soit pendant l'absence momentanée du titulaire, soit jusqu'à la date de réunion de la justice de paix à une autre justice de paix voisine.

La commission du budget a demandé que les réunions en une seule des justices de paix voisines soient opérées dans la plus large mesure possible, de façon à réaliser des économies et à réduire le nombre trop considérable des justices de paix. Votre commission des finances appuie ces sages observations. Le nombre actuel des réunions, qui n'est que de 116, est susceptible par la suite d'être augmenté.

CHAPITRE 26 *bis*. — Frais de reconstitution de registres d'hypothèques et d'actes de l'état civil.

Crédit demandé par le Gouvernement dans le projet de loi n° 1248..... 13.354 fr.
Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances..... 13.354 fr.

Lors de l'incendie du palais de justice de Senlis par les Allemands, le 5 septembre 1914, 129 volumes des doubles des registres de dépôt de la conservation des hypothèques de Compiègne, qui étaient déposés au greffe du tribunal, ont été détruits.

Ni les bâtiments, ni les archives du palais de justice n'étant garantis par une assurance couvrant les risques de guerre, l'Etat doit supporter ces frais, évalués à 3,354 fr., qu'entraînera la reconstitution des registres dont il s'agit. Il a paru que cette dépense incombait au ministère de la justice.

D'autre part, le Gouvernement a estimé qu'il était difficile d'imposer aux communes la charge des dépenses qu'entraînera la reconstitution des registres d'état-civil détruits par l'ennemi et il fait connaître qu'il se propose de soumettre incessamment au Parlement un projet de loi tendant à faire supporter au Trésor les frais de remise en état des documents dont il s'agit Il croit toutefois devoir, dès à présent, demander l'inscription au budjet du ministère de la justice d'un crédit provisionnel de 10.000 francs.

Ce budjet ne comportant aucune rubrique correspondant aux dépenses de cette nature. il y a lieu d'ouvrir un chapitre nouveau, qui serait libellé comme il est indiqué ci-dessus et doté d'un crédit de 3.354+10.000=13.354 fr.

### Ministère de l'Intérieur.

CHAPITRE 13 *bis*. — Personnel des bureaux des préfectures et sous-préfectures. — Rémunérations d'auxiliaires recrutés à l'occasion de la guerre.

Crédit demandé par le Gouvernement dans le projet de loi n° 1248 : 1.300.000 fr.
Crédit voté par la Chambre et proposé par votre Commission des finances : 1.300.000 fr.

Le crédit demandé par le Gouvernement s'applique à deux catégories de dépenses :

Il doit servir : 1° à rétribuer le personnel chargé de la préparation des dossiers et du règlement des allocations aux familles nécessiteuses dont les soutiens indispensables sont sous les drapeaux et 2° à rémunérer le personnel auxiliaire des préfectures et des sous-préfectures recruté en remplacement des employés sous les drapeaux.

Les administrations préfectorales n'ont pu assurer l'exécution du service des allocations précitées qu'au moyen d'un personnel nombreux, chargé de la préparation des dossiers et du règlement des allocations. La rétribution de ce personnel entraîne des dépenses très élevées, qui n'ont pas paru pouvoir être laissées à la charge des budgets départementaux.

En présence, d'autre part, du développement pris par ces dépenses, il a paru qu'il y avait lieu de ne pas les solder au moyen de prélèvements sur la dotation inscrite au ministère de la guerre pour le payement des allocations elles-mêmes, mais de les imputer sur des crédits dont l'ouverture à un chapitre spécial du ministère de l'intérieur serait explicitement sollicitée du Parlement.

Des instructions ont, en conséquence, été données aux préfets en vue de la détermination, aussi précise que possible, des frais exposés dans les bureaux des préfectures et des sous-préfectures pour le fonctionnement de la loi du 5 août 1914. Il résulte des renseignements transmis par les préfectures que ces frais n'excèdent pas, dans l'ensemble, une moyenne de 0 fr. 15 par dossier constitué.

Ils varient d'ailleurs notablement suivant les départements pour les raisons suivantes :

1° L'autorité militaire a détaché à la disposition de l'administration préfectorale un certain nombre d'hommes du service auxiliaire qui a varié suivant le lieu de résidence des dépôts, l'effectif et les disponibilités de ces dépôts ;

2° Quelques préfets ont pu s'assurer pendant un certain temps le concours gracieux de fonctionnaires d'autres services, tels que les instituteurs ;

3° Les préfectures et sous-préfectures ont été plus ou moins atteintes par la mobilisation de leur personnel ; dans quelques-unes d'entre elles, les fonctionnaires mobilisés comme officiers ne percevant que la solde militaire plus élevée que leurs traitements civils ont laissé des sommes disponibles qui ont permis de faire appel à des auxiliaires rétribués, sans qu'il ait été nécessaire de demander des crédits spéciaux.

En prenant pour base les états de dépenses ou de prévisions de dépenses adressés par les préfets, le crédit nécessaire s'élève à la somme totale de 1,050,000 fr., soit une moyenne, département de la Seine compris, de 85,000 à 90,000 francs par mois.

Quant au crédit demandé pour le remplacement des employés mobilisés, il atteint 250,000 francs et le ministère de l'intérieur a fourni à l'appui de sa demande les explications suivantes :

A la suite de la mobilisation d'un certain nombre d'employés de préfectures et de sous-préfectures, les préfets se sont trouvés dans l'obligation de remplacer ce personnel par des auxiliaires.

La question s'est alors posée de savoir :

1° Si le personnel mobilisé serait assimilé à celui de l'Etat et, par suite, bénéficierait des dispositions de la loi du 5 août 1914 en ce qui concerne son traitement ;

2° Sur quels crédits seraient rémunérés les auxiliaires chargés de remplacer ledit personnel.

Sur le premier point, les conseils généraux ont été unanimes à rendre applicable la loi du 5 août 1914 au personnel des préfectures et sous-préfectures mobilisé.

Sur le second point, touchant la question de savoir au moyen de quels crédits seraient payés les auxiliaires, des différences se sont produites suivant les départements. Dans ceux où les titulaires mobilisés en qualité d'officiers de réserve recevaient de ce fait une solde militaire supérieure à leur solde civile, les préfets ont pu allouer des indemnités aux auxiliaires sur les traitements des titulaires devenus ainsi disponibles. Dans les autres, au contraire, où le personnel mobilisé continuait à recevoir le traitement civil, les préfets ont éprouvé quelques difficultés. Ils ont sollicité des conseils généraux les moyens de faire face à cette situation et il faut reconnaître que dans quelques départements, ces assemblées ont fait preuve de la plus grande solidarité.

D'autres conseils généraux ont bien voté une partie des crédits qui leur étaient demandés par les préfets, mais ils ont manifesté le désir de voir l'Etat intervenir pour une part dans ces dépenses résultant de l'état de guerre.

Votre commission des finances vous propose d'accorder les crédits demandés au titre du présent chapitre, mais sous la réserve, déjà formulée par la commission du budget, que l'état ne devra venir en aide aux départements pour le payement des auxiliaires recrutés en remplacement des agents mobilisés des préfectures et sous-préfectures, que dans la limite de l'effort financier qu'ils auront consenti à faire eux-mêmes.

CHAPITRE 29. — Dotation de l'hospice national des Quinze-Vingts et subvention.

Crédit demandé par le Gouvernement dans le projet de loi n° 1248, 200,000 fr.
Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 200,000 fr.

Le budget de l'hospice national des Quinze-Vingts est équilibré au moyen de revenus provenant notamment de la location d'immeubles. Or, par suite des circonstances actuelles, les loyers perçus en 1915 atteindront à peine 10 p. 100 de ceux recouvrés en 1914, d'où pour 1915 un déficit de 189,200 fr.

D'autre part, l'hospitalisation de blessés militaires entraînera une augmentation de dépenses de 25,000 fr. environ.

Il résulte de ces deux causes un déficit total de 214,200 fr. qu'il est possible toutefois de ramener à 200,000 fr., en chiffres ronds, en faisant état de l'excédent de recettes que présente pour 1914 le budget de l'établissement. C'est pour couvrir ce déficit qu'un crédit d'égale somme est demandé.

La Chambre a voté ce crédit, mais sous les réserves formulées par sa commission du budget, que: 1° l'hospice national fera toute diligence pour recouvrer les revenus ce ses immeubles dans la limite de la législation en vigueur, sans négligence aucune, et que 2° les recouvrements qui pourront être faits sur les loyers échus pendant la guerre seront décomptés sur les futures dotations ou subventions de l'Etat.

Votre commission des finances vous propose d'allouer le crédit demandé sous les mêmes réserves.

CHAPITRE 54. — Secours d'extrême urgence dans les départements atteints par les événements de guerre.

Crédit demandé par le Gouvernement dans le projet de loi n° 1248, 3 millions.
Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 3 millions.

Le Gouvernement avait demandé dans le projet de loi n° 1248 un crédit de 3 millions pour accorder des allocations mensuelles aux militaires originaires des régions envahies. Il justifiait comme il suit sa demande dans l'exposé des motifs du projet de loi dont il s'agit :

« Les soldats originaires des régions occupées par l'ennemi ne peuvent correspondre avec leurs familles ; à la souffrance morale de la séparation s'ajoute pour eux la privation des envois dont bénéficient leurs camarades plus heureux. Le Gouvernement a pensé répondre au sentiment de solidarité qui s'est maintes fois affirmé en faveur des populations des départements plus particulièrement éprouvés par la guerre, en accordant à ces militaires un subside mensuel de 5 fr. Le crédit additionnel demandé au titre du présent chapitre est destiné à couvrir cette dépense jusqu'à la fin de 1915. »

Mais depuis le dépôt du projet de loi n° 1248 (16 septembre) est intervenue la loi du 19 octobre 1915, qui a ouvert les crédits nécessaires pour l'augmentation de la solde des sergents, maréchaux des logis, caporaux, brigadiers et soldats et les décrets du 21 octobre, qui ont prononcé le relèvement des tarifs, en ont, conformément à la volonté du Parlement, fixé rétroactivement la date initiale d'application au 1er octobre.

Depuis cette dernière date, tous les hommes de troupe bénéficient donc d'un supplément mensuel de 6 fr. au moins.

Le Gouvernement a estimé tout d'abord que, dans ces conditions, la faveur plus modeste qu'il avait envisagée au bénéfice des seuls militaires originaires des régions envahies ne conservait pas sa raison d'être et il a retiré sa demande du crédit de 3 millions susvisé.

Lorsque la commission du budget a été saisie du retrait de la demande primitive, elle s'était déjà prononcée sur cette demande et l'avait favorablement accueillie. Elle a estimé qu'il s'agissait, en l'espèce, d'une question de principe sur laquelle elle n'avait pas à revenir et qu'il ne lui était pas possible, par suite, de donner son agrément au retrait proposé par le Gouvernement. Elle a cru, en conséquence, devoir maintenir le crédit additionnel de 3 millions de francs déjà voté par elle. Revenant sur sa propositon ultérieure, le Gouvernement a d'ailleurs donné son approbation à cette décision.

La Chambre a voté le crédit.

Votre commission des finances vous demande de l'accorder également. Il s'agit, en effet, d'un secours à allouer aux militaires appartenant « aux familles évacuées par suite des nécessités militaires ». L'allocation exceptionnelle prévue, précise et limitative, ne prête à aucune confusion avec l'augmentation générale de la solde accordée par la loi du 19 octobre 1915.

CHAPITRE 54*ter*. — Indemnités de déplacement et de séjeur des membres des commissions d'évaluation des dommages de guerre.

Crédit demandé par le Gouvernement dans le projet de loi n° 1248, 10.000 fr.
Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 10.000 fr.

Aux termes de l'article 35 du décret du 20 juillet 1915 relatif à la procédure de la constatation et de l'évaluation des dommages résultant de faits de guerre, « des indemnités de

déplacement peuvent être allouées aux membres des commissions d'après un tarif déterminé dans un arrêté pris d'accord entre le ministre de l'intérieur et le ministre des finances ». L'arrêté dont il s'agit a été pris à la date du 17 août dernier.

Le tarif adopté est le même que celui fixé par les décrets des 12 avril 1907 et 14 novembre 1911, pour les indemnités de déplacement et de séjour des membres des jurys criminels et des jurys d'expropriations. Il comprend: 1° une indemnité de déplacement de 10 centimes par kilomètre parcouru en allant et autant pour le retour, lorsque, à raison de la mission qu'ils doivent remplir, les membres des commissions sont obligés de se transporter à plus de deux kilomètres de leur résidence ou à plus de deux kilomètres du chef-lieu de canton ou du chef-lieu de département siège de la commission cantonale ou de la commission départementale ; 2° une indemnité de séjour fixée, pour chaque journée, à 10 fr. à Paris, 8 fr. dans les villes de 40.000 habitants et au-dessus et 6 fr. dans les autres villes. Toutefois à la différence des jurés d'assises et d'expropriation, les délégués aux commissions d'évaluation n'ont pas un droit à ces indemnités et le Gouvernement, en vertu de l'article 14 de l'arrêté susvisé, conserve le pouvoir d'apprécier si elles doivent être accordées.

D'autre part, il est apparu que les dépenses devant résulter des indemnités ci-dessus ne pouvaient être imputées sur la dotation de 300 millions votée par le Parlement pour le payement des dommages de guerre. L'article 3 de l'arrêté du 17 août dispose, en conséquence, que « le montant des frais sera imputé sur un crédit spécial à ouvrir ultérieurement au budget du ministère de l'intérieur ».

Il est difficile d'évaluer, à l'heure actuelle, même approximativement, le montant de la dépense. A titre de provision, on propose l'ouverture d'un crédit de 10.000 fr. à un chapitre 54 *ter*, libellé comme il est indiqué ci-dessus.

Nous donnons dans le tableau suivant la situation actuelle de la constatation des dommages de guerre.

| DÉPARTEMENTS dans lesquels des enquêtes ont pu être ouvertes. | NOMBRE DE CANTONS DANS LESQUELS les enquêtes ont été ouvertes. | les commissions ont été constituées. | les commissions ont commencé à fonctionner. | NOMBRE des réclamations actuellement déposées. | MONTANT des indemnités actuellement demandées. |
|---|---|---|---|---|---|
| Oise | 5 | 5 | 5 | 3.994 | 20.761.000 » |
| Seine-et-Oise | 19 | 19 | » | » | » |
| Seine-et-Marne | 12 | 12 | 12 | 30.000 | » |
| Marne | 5 | 5 | 2 | 120.000 | 45.000.000 » |
| Meuse | 6 | 4 | 4 | 4.390 | 12.000.000 » |
| Aube | 9 | » | » | » | » |
| Meurthe-et-Moselle | 8 | 8 | 8 | 6.630 | 26.898.500 » |
| Territoire de Belfort | 3 | 3 | 3 | 87 | 57.213 » |
| Totaux | 67 | 56 | 34 | 165.131 | 104.717.313 » |

CHAPITRE 54 *quater*. — Frais d'administration des commissions d'évaluation des dommages de guerre.

Crédit demandé par le Gouvernement dans le projet de loi n° 1248 : 25.000 fr.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances : 25.000 fr.

Le fonctionnement des commissions cantonales, départementales et supérieure d'évaluation des dommages de guerre doit entraîner des frais matériels d'administration, tels que fournitures de bureau, papeterie, registres, timbres, etc., qui ne peuvent être imputés sur aucun des crédits actuellement inscrits au budget du ministère de l'intérieur.

Il est difficile d'évaluer le montant de ces dépenses, mais à titre provisionnel on propose l'ouverture d'un crédit de..... 5.000

D'autre part, l'administration a dû, par application du décret du 4 février 1915, préparer, en vue de leur envoi aux préfets et aux maires, des circulaires et et des notices pour les commissions d'évaluation, ainsi que des modèles de demandes, de fiches et d'états récapitulatifs.

Les mémoires fournis par l'Imprimerie nationale à la date du 20 juillet 1915 s'élevaient à 10,215 fr. 52.

Depuis cette date jusqu'au 21 septembre le montant des commandes doit s'élever, sauf erreur ou omission, à 2,161 fr. 88.

En tenant compte des indications fournies par l'imprimerie nationale, l'administration croit devoir pour le moment évaluer la dépense à..... 20.000

Total général des prévisions..... 25.000

CHAPITRE 55 *bis*. — Avances sur traitements et sur pensions à des fonctionnaires ou anciens fonctionnaires départementaux et communaux des régions occupées par l'ennemi.

Crédit demandé par le Gouvernement dans le projet de loi n° 1362 : 50.000 fr.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 50,000 fr.

Les fonctionnaires départementaux et communaux qui exerçaient leurs fonctions dans les régions occupées par l'ennemi et qui se trouvent dans l'impossibilité de toucher, dans les localités où ils se sont réfugiés, les traitements qui leur sont dus peuvent actuellement recevoir, s'ils sont dans le besoin, des avances sur leurs traitements, à charge pour les départements ou les communes d'en effectuer ultérieurement le remboursement au profit du Trésor. Le décret du 24 novembre 1914, sanctionné par la loi du 29 mars 1915, a ouvert à cet effet un crédit de 500.000 francs au budget du ministère de l'intérieur pour l'exercice 1914 et des crédits s'élevant ensemble à 700,000 fr. ont été inscrits dans les douzièmes provisoires afférents à l'exercice 1915.

Le Gouvernement a été sollicité, notamment par la commission du budget, d'étendre le bénéfice de cette mesure aux anciens fonctionnaires des départements envahis, titulaires de pensions de retraites départementales ou communales. La situation des pensionnaires des départements et des communes n'est, en effet, pas moins digne d'intérêt que celle des fonctionnaires en exercice et il est naturel d'envisager le payement d'avances sur arrérages permettant à ces pensionnaires de subsister, en attendant que les relations aient pu être normalement reprises avec les administrations départementales et municipales dont ils relèvent.

Toutefois, étant donné les termes formels du décret du 24 novembre 1914 et le libellé sous lequel des crédits ont été ouverts pour les avances sur traitements au budget du ministère de l'intérieur, il n'était pas possible d'accorder ces nouvelles avances sans une autorisation législative.

Nous vous proposons de donner cette autorisation et d'ajouter à la dotation du chapitre 55 *bis* du ministère de l'intérieur un complément que l'administration a cru devoir fixer à 50,000 fr. Le libellé du chapitre est modifié corrélativement par l'adjonction des mots « et sur pensions » et des mots « ou anciens fonctionnaires. »

Les avances sur pensions seront faites suivant les mêmes règles que les avances sur traitements, après examen individuel des demandes et suivant la situation des requérants. Le remboursement en sera également effectué ultérieurement au profit du Trésor par les collectivités ou caisses intéressées.

## Ministère de la marine.

### 1re section. — Marine militaire.

CHAPITRE 39. — Allocations aux soutiens de familles (lois des 7 et 8 août 1913.)

Crédit demandé par le Gouvernement dans le projet de loi n° 1362 : 5 millions de francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances : 5 millions de francs.

La revision des dépenses incombant au département de la marine du chef des allocations aux soutiens de famille a révélé une notable insuffisance des prévisions de crédits,

Les crédits accordés par le Parlement au titre du chapitre 39 du budget du ministère de la marine par les lois des 28 décembre 1914, 29 juin et 28 septembre 1915 s'élèvent à la somme totale de 6 millions de francs.

Or le montant des dépenses effectuées pendant les sept premiers mois de l'année ayant atteint, y compris les avances à rembourser à la caisse des invalides de la marine, la somme de 5.133.340 francs, l'administration croit devoir évaluer à 11 millions de francs les crédits nécessaires pour l'année entière.

Cette insuffisance de prévisions, en dehors de l'accroissement du nombre des parties prenantes, provient de ce que, pendant les premiers mois des hostilités, le département de la guerre a supporté la charge d'un certain nombre d'allocations qui eussent dû être payées par celui de la marine. La question est aujourd'hui réglée : le budget de la marine doit supporter la dépense pour tous les inscrits, même s'ils ont été versés dans les réserves de l'armée de terre ; le budget de la guerre doit conserver à sa charge, comme par le passé, les dépenses afférentes à tous les hommes du recrutement, même s'ils servent dans la marine.

Dans cette situation, il y a lieu de relever la dotation actuelle du chapitre 39 d'une somme de 5 millions de francs.

### 2e Section. — Marine marchande.

CHAPITRE 1er. — Traitement du sous-secrétaire d'Etat et du personnel de l'administration centrale.

Crédit demandé par le Gouvernement dans le projet de loi n° 1248 : 18,525 fr.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances : néant.

Le crédit demandé par le Gouvernement, qui était compensé par une diminution de prévisions inscrites dans le projet de loi de douzièmes provisoires pour le 4e trimestre, au titre du chapitre 4 : Personnel du service général, était destiné à faire face aux dépenses de solde et d'indemnité de résidence :

1° De l'un des administrateurs généraux de l'inscription maritime, appelé au service à Paris avec le titre d'inspecteur général, pour être chargé d'inspections et de missions dans les ports de commerce ;

2° De quatre administrateurs de l'inscription maritime appelés depuis le début des hostilités à collaborer avec les services centraux, deux avec le service des prises, les deux autres avec celui de l'intendance maritime (réquisitions de navires) ;

3° D'un administrateur de plus affecté à Paris, lors du rétablissement du sous-secrétariat

d'Etat de la marine marchande, pour renforcer le personnel central, très réduit, soit par suite de la mobilisation, soit par suite de l'impossibilité de recruter de nouveaux rédacteurs pour combler les vacances.

La Chambre a rejeté ce crédit sur la proposition de sa commission du budget.

Outre que le renforcement du personnel en résidence à Paris, a exposé M. Métin dans son rapport, n'a pas paru suffisamment justifié à votre Commission, elle a pensé que la demande de crédit afférente au chapitre premier correspondait à une véritable réorganisation de l'administration centrale et que ce n'était pas à l'occasion et par voie de crédits additionnels que pouvait être posé le principe de cette réorganisation. D'autre part la nomination d'un inspecteur général de l'inscription maritime ne pourrait être effectuée à la suite d'une simple inscription ou même d'un simple transfert de crédits. Un texte de loi serait, en la matière, nécessaire, en conformité des dispositions de l'article 35, alinéa 3, de la loi de finances du 13 avril 1900. »

Ainsi que nous l'avons fait remarquer au début de ce rapport, il paraît à votre commission des finances que l'insertion dans les projets de crédits additionnels des mesures nouvelles, en vue de les soumettre de cette façon d'une manière plus effective à l'approbation du Parlement, constitue une procédure très raisonnable en la circonstance. Si, d'autre part, la création d'un inspecteur général de l'inscription maritime était justifiée, rien n'était plus facile que d'introduire dans le texte du présent projet de loi un article l'autorisant. Quoi qu'il en soit, le Gouvernement n'ayant pas insisté près de votre commission des finances pour qu'elle rétablisse les crédits supprimés par la Chambre, nous vous demandons de ratifier la décision de cette assemblée.

CHAPITRE 4. — Personnel du service général.

Crédit demandé par le Gouvernement, néant.
Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances : 15,840 fr.

Comme conséquence de la décision qu'elle a prise sur la demande de crédit présentée au titre du chapitre premier, la Chambre a rétabli dans le présent projet de loi le crédit de 15.840 francs déduit, en contre-partie de cette dernière demande des crédits provisoires applicables au 4e trimestre 1915 (Chap. 4).

Ce rétablissement de crédit ne soulève pas d'objection de la part de votre commission des finances, qui a donné son approbation au rejet du crédit sollicité au titre du chapitre premier.

CHAPITRE 11. — Dépenses d'application de la loi du 17 avril 1907 sur la sécurité de la navigation.

Crédit demandé par le gouvernement dans le projet de loi n° 1248 : 5,008 fr.
Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances : néant.

Le crédit sollicité par le Gouvernement s'appliquait à la création au sous-secrétariat d'Etat et de la marine marchande d'un service technique. On justifiait comme suit la nécessité de ce nouveau service dans l'exposé des motifs du projet de loi déposé sur le bureau de la Chambre :

« Le service de la marine marchande a journellement à examiner et à trancher des questions qui présentent un véritable caractère technique. Ces questions, concernant la sécurité de la navigation, le matériel d'armement des navires, les instruments nautiques, les réclamations formulées par les armateurs contre les décisions des commissions de visite, les communications ou adjonctions à apporter à la réglementation actuelle, nécessitent la collaboration étroite et constante d'un personnel spécialisé.

« L'obligation dans laquelle le service s'est trouvé jusqu'ici de recourir au personnel de la direction centrale des constructions navales au ministère de la marine, surchargé de travail et absorbé, d'ailleurs, par des questions intéressant la défense nationale, a retardé d'une manière tout à fait regrettable la solution d'un grand nombre d'affaires.

« En dehors des raisons d'ordre général qui précèdent, la constitution immédiate d'un service technique au sous-secrétariat d'Etat de la marine marchande est rendue indispensable :

1° Par la création du sous-secrétariat d'Etat et le transport de ses services dans un immeuble éloigné de la rue Royale et, par conséquent, des organes techniques qui y sont demeurés ;

2° Par l'organisation d'un contrôle effectif des sociétés de classification des navires de la marine marchande ;

3° Par l'étude des lois et règlements qui devront être élaborés à très bref délai pour l'application de la convention de Londres relative à la sauvegarde de la vie humaine en mer.

« Le service, complètement organisé, coûtera environ 20.000 fr. par an, soit pour un trimestre 5,000 fr., somme égale au crédit demandé. »

La Chambre a rejeté le crédit sollicité pour les raisons qui avaient motivé sa décision en ce qui concerne le chapitre premier.

Votre commission des finances vous propose de ratifier la décision de la Chambre. Elle estime, en effet, que ce n'est pas le moment de créer de nouveaux services dans les administrations civiles, à moins qu'ils ne soient absolument indispensables.

CHAPITRE 18. — Frais d'administration et de contrôle des caisses régionales de crédit maritime.

Crédit demandé par le Gouvernement dans le projet de loi n° 1248 : 10,000 fr.
Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances : 6,000 fr.

L'administration a fourni à l'appui de sa demande de crédit les justifications suivantes :

« Les dépenses de ce chapitre seront, en 1915, égales à celles qui ont été effectuées sur le chapitre correspondant de 1914. Or, sur cet exercice, le département a demandé et obtenu un crédit supplémentaire de 10,000 fr. pour subvenir à l'insuffisance du crédit budgétaire.

« Les dépenses incombant au chapitre 18 sont les suivantes :

| | | |
|---|---|---|
| « Indemnités, allouées aux inspecteurs du crédit maritime et aux trois administrateurs de l'inscription maritime remplissant les fonctions d'inspecteurs régionaux..... | | 3.200 |
| « Missions et déplacements des inspecteurs régionaux..... | | 4.000 |
| « Réunion de la commission supérieure de contrôle..... | | 1.500 |
| « Solde et indemnité d'un commis de l'administration de l'inscription maritime, renvoyé au service général lors de la mobilisation et rappelé à Paris depuis le mois de mai..... | | 1.911 |
| « Indemnités de deux auxiliaires et d'une dame dactilographe..... | | 4.216 |
| « Imprimés et documents : | | |
| « Guide pratique du crédit maritime,..... | 1.100 | |
| « Notice sur le crédit maritime | 3.000 | |
| « Imprimés pour la comptabilité des caisses..... | 1.000 | |
| | 5.100 | 5.100 |
| « Total..... | | 19.927 |

» Soit, en somme ronde, 20,000 fr.

« Les crédits provisoires ouverts pour les neuf premiers mois s'élèvent à..... 7.500
« Le crédit du quatrième trimestre est de..... 2.500
Soit..... 10.000

« Un crédit additionnel de 10,000 francs est donc nécessaire. »

La commission du budget n'a pas trouvé ce crédit suffisamment justifié et a proposé d'abord à la Chambre de le rejeter, puis en séance elle a consenti à accorder 6,000 francs et la Chambre a voté ce dernier crédit.

Votre commission des finances vous propose de ratifier la décision de la Chambre, le Gouvernement n'ayant pas insisté pour le rétablissement total du crédit qu'il avait primitivement demandé.

## Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts

### 2e Section. — Beaux-Arts

CHAPITRE 68 *bis*. — Section photographique. — Dépenses de matériel.

Crédit demandé par le Gouvernement dans le projet de loi n° 1248 et voté par la Chambre : 30,000 fr.

Crédit proposé par votre commission des finances : néant,.

Le crédit demandé par le Gouvernement est destiné à faire face aux dépenses résultant de la création d'un nouveau service, appelé à reprendre, en leur imprimant une extension et une direction nouvelles, les opérations confiées jusqu'ici à la section photographique de l'armée. L'administration des beaux-arts expose qu'en assumant la conduite de ces travaux, elle les orienterait de façon à constituer une documentation raisonnée, dans laquelle le ministère des affaires étrangères puiserait au besoin les éléments d'une propagande efficace et qui offrirait à la fois aux historiens un fonds d'étude d'un intérêt capital et aux hommes de métier un recueil de constations précieuses au point de vue des restaurations futures.

Le ministère de la guerre fournirait des praticiens professionnels mobilisés, qui, opérant sous le contrôle des autorités militaires, auraient toutes les facilités de circulation indispensables et ne donneraient lieu à aucune dépense de personnel.

L'administration des beaux-arts dirigerait l'entreprise et assurerait, à l'aide du crédit sollicité, le règlement des frais matériels.

Cette dépense n'apporterait au budget aucun surcroît de charge, étant couverte par des réductions compensatrices qui ont été prévues aux chapitres 66, 67 et 68 dans le projet de loi relatif aux crédits provisoires afférents au dernier trimestre de 1915.

L'administration affirme même que, loin d'être onéreuse pour l'Etat, la création projetée lui procurerait des recettes appréciables, grâce à la mise en vente, au profit du Trésor, d'épreuves tirées d'après les clichés et à la concession du droit de reproduction dans la presse.

Votre commission ne conteste pas l'intérêt qu'il y a à créer les archives photographiques dont il est question, mais elle n'est pas d'accord avec l'administration sur les voies et moyens pour y arriver.

L'administration des beaux-arts nous propose la création d'un nouveau service, alors qu'un service analogue existe déjà au ministère de la guerre, et immédiatement nous sommes obligés de nous reporter aux exposés des motifs présentés par le gouvernement lui-même lors du dépôt des douzièmes provisoires et qui tous déclarent que les crédits proposés pour les administrations civiles ne comportent ni créations d'emplois, ni constitution de services nouveaux. Ce n'est donc pas par la voie des crédits additionnels que nous pouvons infirmer des déclarations que nous avons précédemment enregistrées.

D'un autre côté, l'administration déclare elle-même qu'elle emploiera le personnel de la guerre. Enfin, il nous paraît que les crédits globaux déjà alloués au service des beaux-arts sont suffisants pour couvrir la nouvelle dépense prévue. Dans ces conditions, comme le caractère même des crédits accordés pour 1915 au Gouvernement lui permet de se mouvoir, sous sa responsabilité, dans l'intérieur de la dotation globale qui lui a été allouée, votre commission vous propose le rejet du crédit demandé au titre du chapitre 68 *bis*.

CHAPITRE 104. — Frais de procès et d'instances.

Crédit demandé par le Gouvernement dans le projet de loi n° 1248 : 800 fr.
Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances : 800 fr.

Deux sommes de 400 fr. chacune ont été allouées à titre d'honoraires, l'une à Me Thorel avoué, et l'autre à Me Porée, avocat, pour avoir occupé dans le procès contre l'Etat auquel a donné lieu, de la part des héritiers, le legs de 30,000 fr. fait au profit de l'école nationale des Beaux-Arts par M. François-Léon Guérin, décédé à Nice le 26 mars 1906.

En ce qui concerne l'avoué, la somme de 400 fr. comprend en dehors des frais légaux taxés la rémunération des conseils et consultations exceptionnels qui lui ont été demandés au cours de cette affaire.

Aucun crédit n'étant prévu en 1915 pour le payement de dépenses de cette nature, on demande l'ouverture d'un crédit additionel de 800 fr. à un chapitre nouveau portant le numéro 104 et libellé comme ci-dessus.

## Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes.

### 1re Section. — Commerce et Industrie.

CHAPITRE 19 *bis*. — Avances remboursables au budget annexe de l'Ecole centrale des arts et manufactures.

Crédit demandé par le Gouvernement dans le projet de loi n° 1458 : 50.000 fr.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances : 50.000 fr.

L'Ecole centrale des arts et manufactures n'a pu effectuer sa réouverture depuis le début des hostilités, en raison de la mobilisation de la plus grande partie de ses élèves. Elle a vu de la sorte baisser considérablement ses recettes, qui se composent principalement du produit des pensions. Elle n'en continue pas moins, par contre, à supporter de lourdes charges, à cause notamment du maintien des traitements de l'ensemble du personnel.

Pour lui permettre de faire face au déficit momentané de son budget, un crédit de 25,000 fr. a été déjà accordé par une loi du 18 juin dernier, au titre du chapitre ci-dessus, en vue de lui faire des avances remboursables.

Toutefois, la direction de l'établissement fait connaître que cette somme ne suffit pas pour couvrir toutes les dépenses jusqu'au 31 décembre prochain et qu'un nouveau crédit de 50,000 fr. lui est nécessaire.

L'école centrale doit, en effet, pourvoir mensuellement à une dépense d'environ 37,500 fr. Ses dépenses s'élèveront, par suite, du mois de mai jusqu'à la fin de l'année, à

$$37{,}500 \times 8 = 300{,}000 \text{ fr.}$$

soit 50,000 fr. de plus que le crédit accordé par la loi du 18 juin dernier.

On sollicite, en conséquence, un nouveau crédit d'égale somme.

Nous rappellons que les avances faites à l'école centrale sont productives d'intérêts au profit du Trésor. Le taux de l'intérêt a été fixé à 5 p. 100.

### 2e Section. — Postes et télégraphes

CHAPITRE 19. — Impressions et publications.

Crédit demandé par le Gouvernement dans le projet de loi n° 1248 : 15.000 fr.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances : néant.

Le crédit demandé devait couvrir les frais d'édition d'une brochure contenant les noms et les photographies des employés de l'administration des postes et des télégraphes, qui sont tombés au champ d'honneur ou qui se sont signalés par leur belle conduite au cours de la guerre.

La commission du budget a estimé « qu'il ne saurait être question d'adopter, dès maintenant, pour une seule administration, une mesure sur laquelle aucune décision générale et de principe n'est encore intervenue et qu'il appartient au Gouvernement d'examiner l'opportunité d'une mesure de cette nature en ce qui concerne, non pas une ou plusieurs ou toutes les administrations publiques, mais l'ensemble des citoyens qui sont tombés en défendant leur pays ou se sont particulièrement distingués pendant la guerre ».

Pour ces motifs, elle a, à l'unanimité, proposé à la Chambre d'ajourner le vote du crédit demandé. La Chambre a ratifié la proposition de sa comission du budget.

Votre commission des finances estime cette décision très justifiée, car il serait fâcheux de faire à une administration à cet égard une situation privilégiée.

Elle vous demande, en conséquence, d'approuver le vote de la Chambre.

CHAPITRE 32. — Dépenses diverses.

Crédit demandé par le Gouvernement dans le projet de loi n° 1248 : 64.508 fr.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances : 64.508 fr.

Les vérifications effectuées par l'administration sur les mandats émis pendant la deuxième quinzaine du mois de mars 1914 ont fait constater que 287 mandats ordinaires faux de toutes pièces, ont été touchés dans différents bureaux de Paris le 20 mars pour une somme totale de 64.507 fr. 35.

Ces titres étaient revêtus de fausses empreintes des timbres à date des bureaux de Toulouse-Bayard, Paris n° 52, Paris n° 117, Lons-le-Saunier, Bordeaux-Bourse, Nîmes-Gambetta et Lille-Fives ; ils présentaient une identité à peu près parfaite avec les mandats authentiques et on n'y remarquait que quelques légers défaut d'impression trop peu importants pour attirer l'attention des agents payeurs.

Une circulaire télégraphique a été immédiatement adressée à tous les directeurs départementaux, pour mettre le personnel en garde contre de nouvelles tentatives des faussaires et, le cas échéant, provoquer leur arrestation. Une plainte a été déposée, en même temps, au parquet de la Seine ; mais, malgré les recherches les plus actives, la police n'a pu réussir à mettre la main sur les voleurs. L'instruction a dû être provisoirement close par une ordonnance de non-lieu, sous réserve qu'elle serait reprise si des faits nouveaux venaient à être connus.

Il reste maintenant à régulariser les écritures des bureaux où ont eu lieu les encaissements frauduleux.

Il serait peu équitable, étant donné les difficultés que présentait l'identification des faux mandats, de laisser à la charge des agents payeurs les payements ainsi effectués. Il convient donc, d'une part, de rejeter des écritures des receveurs intéressés les faux titres payés et, d'autre part, de délivrer sur les crédits budgétaires, au profit de chacun de ces comptables, un mandat de dépenses publiques du montant des titres rejetés.

La dépense à engager à cet effet s'élevant à la somme de 64,507 fr. 35, montant total des faux mandats est exceptionnellement importante et il ne peut y être fait face qu'en majorant de cette somme — en chiffre rond de 64,508 fr. — les crédits nécessaires à l'administration pour satisfaire aux besoins normaux du service.

## Ministère du travail et de la prévoyance sociale.

CHAPITRE 16 *bis*. — Frais de fonctionnement de la commission centrale des salaires des ouvrières à domicile dans l'industrie du vêtement (loi du 10 juillet 1915).

Crédit demandé par le Gouvernement dans le projet de loi n° 1248 : 10,000 fr.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commisssion des finances ; 10,000 fr.

La loi promulguée le 10 juillet 1915, portant modification des titres III et V du livre 1er du code du travail et de la prévoyance sociale (salaires des ouvrières à domicile dans l'industrie du vêtement), prévoit (art. 33 *h*) l'institution d'une commission centrale siégeant au ministère du travail et chargée de statuer, en dernier ressort, sur les protestations qui pourront s'élever à l'occasion des chiffres des salaires minima et de tous salaires constatés ou établis par les conseils du travail et par les comités spéciaux.

Cette commission centrale doit être composée ainsi qu'il suit :

1° Deux membres (un patron et un ouvrier) du conseil du travail ou du comité départemental qui a déterminé le salaire minimum ;

2° Les deux représentants (patron et ouvrier) de la profession au conseil supérieur du travail ;

3° Deux prud'hommes (un patron et un ouvrier) élus pour trois ans par l'ensemble des conseils de prud'hommes ;

4° Un enquêteur permanent de l'office du travail ;

5° Un membre de la cour de cassation.

Il y a lieu, à raison de la prochaine mise en application de la loi, d'accorder les crédits nécessaires pour assurer le fonctionnement de cette commission centrale.

Les dépenses à prévoir comprennent :

1° Des frais de voyage et de séjour. Il y a lieu de remarquer, en effet, que, parmi les huit membres qui composent cette commission, six n'ayant pas nécessairement leur domicile à Paris devront être indemnisés des dépenses de leur voyage et de leur séjour dans cette ville.

Ces frais de déplacement et de séjour sont calculés d'après un tarif fixé par l'article 17 du règlement d'administration publique du 24 septembre 1915 relatif au fonctionnement de la commission centrale, tarif qui reproduit exactement celui qui est en usage depuis de longues années pour les frais de déplacement et de séjour des membres du conseil supérieur du travail ;

2° Des frais de rémunération de travaux d'ordre et d'écritures qui pourront être nécessaires à l'expédition des affaires soulevées devant la commission.

Il faut compter que, dans la période du début de l'application de la loi, les réclamations élevées contre les décisions des institutions chargées de rechercher les prix des salaires et les tarifs applicables au travail à domicile seront assez nombreuses et nécessiteront des réunions fréquentes de la commission centrale.

L'administration estime qu'un crédit de 10,000 francs sera suffisant pour faire face aux frais que nécessitera le fonctionnement de la commission, d'ici la fin de l'année.

CHAPITRE 24 *bis*. — Subvention à l'office permanent de l'institut international de statistique.

Crédit demandé par le Gouvernement dans le projet de loi n° 1248, 10.000 fr.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances : 10,000 fr.

En septembre 1913, au cours de la session de Vienne, l'Institut international de statistique, fondé en 1885 pour continuer l'œuvre d'unification des congrès internationaux qui se tenaient depuis 1855, a reconnu la nécessité de créer un office permanent ayant pour principaux objets de constituer une documentation statistique internationale, de faciliter l'unification des méthodes et des publications, de publier un annuaire international.

Le siège de cet office est actuellement à La Haye.

L'office permanent de l'Institut international de statistique, à raison de l'autorité scientifique de cet institut, est appelé à jouer un rôle important dans la présentation des statistiques internationales qui touchent aux intérêts les plus divers.

Des subventions lui ont déjà été attribuées par un grand nombre de gouvernements. Il importe que la France suive sans retard l'exemple donné par d'autres nations et verse, à bref délai, sa part contributive dans les dépenses qu'entraîne le fonctionnement de l'office.

On sollicite à cet effet l'ouverture d'un crédit extraordinaire de 10,000 fr.

CHAPITRE 31. — Subvention à la caisse autonome des retraites des ouvriers mineurs.

Crédit demandé par le Gouvernement dans le projet de loi n° 1248 : 1.500,000 fr.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances : 1,500,000 fr.

L'administration a justifié comme suit sa demande de crédit :

« La loi du 25 février 1914, modifiant la loi du 29 juin 1894, et créant une caisse autonome des retraites des ouvriers mineurs, a prévu (art. 10) que le fonds spécial de majorations de retraites serait alimenté : 1° par un prélèvement sur le salaire de chaque ouvrier ou employé, dont le taux sera fixé par le conseil d'administration de la caisse sans pouvoir dépasser 1 p. 100 ; 2° par un versement patronal égal à celui des ouvriers ; 3° par une contribution de l'Etat qui sera fixée annuellement par une loi de finances et ne pourra être inférieure à 2 millions de francs.

« Dès l'origine, il avait paru que ce minimum de subvention se trouverait insuffisant pour permettre à la caisse autonome d'attribuer les majorations attendues par les mineurs et le Parlement, par la loi du 13 juillet 1914, avait ouvert un crédit correspondant à une dotation annuelle de 3 millions.

« Avec les autres ressources de la caisse autonome, notamment avec le double pourcentage des salaires (fixé dès l'abord par le conseil d'administration de la caisse au maximum prévu de 1 p. 100), cette subvention eût très vraisemblablement permis, sinon l'attribution de la retraite maxima de 730 fr. prévue par la loi du 25 février 1914, du moins l'attribution des pensions de 640 fr. inscrites dans les articles 1er et 2 du règlement d'administration publique du 26 août 1914, sous la seule réserve (art. 5) d'une réduction éventuelle qui, à l'époque, ne paraissait point à redouter.

« La guerre survenue, l'invasion des bassins houillers du Nord et du Pas-de-Calais, l'arrêt de la production normale, la rupture de toute relation avec les exploitations des départements

envahis ont mis la caisse autonome en face d'une insuffisance de ressources momentanée, mais considérable. D'autre part, les événements n'ont point permis aux intéressés, ouvriers et patrons, de concerter des accords permanents en vue de l'application de l'article 11 de la loi, et la caisse se trouve dès lors pour longtemps impuissante à mesurer les effets de l'application de cet article sur ses charges.

» Dans cette situation, l'exécution stricte du décret du 26 août 1914 (art. 5) lui commanderait de restreindre les majorations d'après le chiffre très réduit de ses ressources, en attendant que le retour à une situation normale lui rende les recettes prévues et la mettre à même de connaître le nombre et les droits des bénéficiaires qui ne pourront se révéler qu'après la cessation des hostilités.

« Mais procéder ainsi, ce serait manifestement risquer de laisser l'ensemble des ouvriers mineurs à la merci d'un profond mécompte, alors que les pouvoirs publics sont unanimes à reconnaître les efforts déployés par eux dans l'intérêt de la production nationale, si intimement liée aux besoins militaires et économiques actuels.

« Aussi la caisse autonome, avant de recourir à l'application des réductions auxquelles elle serait contrainte, a demandé au Gouvernement d'examiner s'il ne trouverait pas possible de faire, à raison des événements, un nouvel effort en la mettant à même de porter les majorations, non pas au chiffre maximum légal de 730 fr., mais aux chiffres qui, à la veille de la guerre, avaient fait l'objet de longs échanges de vues entre le Gouvernement précédent et les représentants autorisés des ouvriers mineurs et qui avaient été ainsi inscrits dans le décret du 26 août 1914.

« Le Gouvernement a pensé que cette mesure paraissait en effet nécessaire dans les circonstances que nous traversons. Conformément aux engagements pris devant la Chambre, il propose au Parlement d'affirmer une fois de plus ses intentions bienveillantes en faveur des ouvriers mineurs et de permettre sans retard, malgré la guerre, l'attribution des majorations sur lesquelles comptent les anciens mineurs.

» En attendant que la cessation des hostilités rende possibles des évaluations précises, on demande d'ouvrir au chapitre 31 du budget : « Subvention à la caisse autonome des retraites des ouvriers mineurs » un nouveau crédit de 1,500,000 fr., qui ne serait d'ailleurs attribué à la caisse qu'au fur et à mesure des besoins justifiés pour parer aux insuffisances de recettes dues à la situation actuelle.

Votre commission des finances vous propose d'accorder le crédit sollicité, étant bien entendu que cette subvension est donnée à titre tout à fait exceptionnel et que nous ne sommes nullement engagés pour l'avenir.

## Ministère des colonies

### CHAPITRE 7. — Secours.

Crédit demandé par le gouvernement dans le projet de loi n° 1248 : 6,000 fr.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances : 6,000 fr.

L'administration fait connaître que la dotation du chapitre 7 du budget du ministère des colonies, déjà faible en temps normal, ne sera pas suffisante pour assurer cette année le service des secours aux veuves, orphelins et ascendants des anciens fonctionnaires décédés qui se trouvent dans le besoin.

A raison de l'accroissement progressif du prix de la vie, dû aux circonstances actuelles, les demandes, d'ailleurs justifiées par les enquêtes réglementaires, sont de plus en plus nombreuses. Elles ne feront que s'accroître cet hiver par suite de l'élévation des frais de chauffage.

L'administration estime qu'un crédit additionnel de 6,000 francs est nécessaire, pour lui permettre de donner suite aux demandes les plus urgentes jusqu'à la fin de l'année.

### CHAPITRE 33. — Garantie d'intérêts à la compagnie du chemin de fer franco-éthiopien.

Crédit demandé par le Gouvernement dans le projet de loi n° 1248 : 1,530,000 fr.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances : 1,530,000 fr.

Une loi du 14 août 1915 a ouvert au titre du présent chapitre un crédit de 2,450,000 fr., destiné à permettre à la compagnie du chemin de fer franco-éthiopien, d'une part, de rembourser à la banque de l'Indo-Chine une somme de 1,450,000 fr. qui lui avait été prêtée pour assurer le service de ses titres lors de l'échéance de décembre 1914, d'autre part, d'effectuer le payement des intérêts des obligations non amorties pour l'échéance du 15 juin 1915.

La situation de la compagnie ne lui permettant pas davantage, malgré l'appel du troisième quart du capital antérieur, encaissé depuis le 10 juillet dernier, et l'appel de 105 fr. sur le quatrième quart de ce capital au 5 décembre courant, de faire face à ses charges financières au cours du quatrième trimestre de cette année, il convient de prévoir l'allocation d'une nouvelle avance de 1,530,000 fr., au titre de la garantie d'intérêts, pour assurer le service des actions et des obligations en décembre 1915.

La dépense de 1,530,000 fr. à laquelle il y a lieu de faire face se décompose comme il suit :

1° *Actions.*

*a*) Intérêts :

| | | |
|---|---|---|
| 4.580 actions entièrement libérées à 17 fr. 50 | | 80.150 » |
| 29.904 libérées des trois quarts à 10 fr. 83 | | 323.860 32 |
| Intérêts de 105 francs versés sur le quatrième quart en décembre 1915 | | 9.158 10 |

*b*) Amortissement :

D'après le nombre des actions entièrement libérées (4.580) et celui des actions libérées de 480 francs (29.904), on peut admettre que le tirage des actions à amortir donnera :

| | | |
|---|---|---|
| 53 actions à 480 fr. | 25.440 | |
| 8 actions à 500 fr. | 4.000 | |
| Total pour les actions | 29.440 | 29.440 » |
| | | 442.608 42 |

2° *Obligations.*

*a*) Intérêts :

| | | |
|---|---|---|
| 142,799 obligations 3 1/2 p. 100 à 7 fr. | 999.593 | |

*b*) Amortissement :

Nombre probable d'après le nombre d'obligations émises (143.221) et le nombre d'obligations restées à la souche (8,554)

| | | |
|---|---|---|
| 221 obligations à 400 fr. | 88.400 | |
| 13 obligations à la souche (pour mémoire). | » | |
| Total pour les obligations | 1.087.993 | 1.087.994 |
| Total général | | 1.530.601 42 |
| Soit en chiffres ronds | | 1.530.000 |

Il est d'ailleurs entendu que l'avance d'égale somme prévue ne serait pas intégralement mise à la disposition de la compagnie, si des ressources imprévues, à survenir par exemple de recettes d'exploitation dépassant les prévisions, lui permettaient de faire face à une partie de la dépense afférente au service des actions et obligations à échéance de décembre.

### CHAPITRE 46. — Personnel de l'intendance des troupes coloniales.

Crédit demandé par le Gouvernement dans le projet de loi n° 1248 : 3.768 fr.

Crédit voté par la Chambre et proposé par commission des finances : Néant.

Le Gouvernement justifiait comme il suit sa demande de crédit dans l'exposé des motifs du projet de loi déposé sur le bureau de la Chambre :

« Les ministres de la guerre et des colonies ont préparé un projet de décret modifiant les effectifs du corps de l'intendance coloniale en vue d'établir une péréquation des grades comparable, quoique restant encore inférieure, à celle fixée par l'intendance métropolitaine par la loi du 16 mars 1832.

« Cette mesure est d'autant plus équitable et urgente que dans les circonstances présentes plus de la moitié de l'effectif de l'intendance coloniale sert aux armées et dans des formations de l'intendance métropolitaine. Elle est toutefois subordonnée au vote par le Parlement des crédits correspondants.

« Les départements de la guerre et des colonies ont prévu l'échelonnement de cette réforme sur cinq exercices. La répercussion financière pour l'exercice 1915 aurait comporté un crédit de 15,073 fr., mais les nominations ne pouvant, à l'heure actuelle, avoir lieu au plus tôt que fin septembre, la somme à prévoir au titre du quatrième trimestre de 1915 est seulement de 3,768 fr.

« Cette dépense sera d'ailleurs largement compensée par l'économie, résultant de la diminution des agents civils du commissariat et de leur remplacement, au fur et à mesure des vacances, par des militaires de la section des commis et ouvriers d'administration. Cette économie s'élèvera, pour la même période, à 8,670 fr. Il en a été tenu compte dans la demande de crédits provisoires établie pour les trois derniers mois de l'année 1915. »

La commission du budget, considérant qu'il s'agissait d'une réforme de personnel qui ne saurait trouver sa place dans un projet de crédits additionnels, a ajourné l'examen de ce crédit et la Chambre ne l'a en conséquence pas voté. Votre commission estime, ainsi que nous l'avons déjà fait remarquer au début de notre rapport, qu'eu égard aux circonstances, la procédure suivie par le Gouvernement se défendait parfaitement. Toutefois le Gouvernement ne lui ayant pas demandé le rétablissement du crédit rejeté par la Chambre, elle ne croit pas devoir vous proposer de le voter.

### CHAPITRE 56. — Services divers (loyers, ameublements, etc.).

Crédit demandé par le Gouvernement dans le projet de loi n° 1362, 61,750 fr.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 61,750 fr.

Le Gouvernement a estimé qu'il serait équitable et en même temps favorable au développement du recrutement indigène dans nos colonies d'accorder, par analogie avec le régime, institué dans la métropole par la loi du 5 août 1914, des allocations aux familles nécessiteuses des tirailleurs appelés à servir hors de leur colonie d'origine. Il se propose, en conséquence, de servir aux familles dont il s'agit, lorsqu'elles n'auront pas été autorisées à accompagner leur chef, des allocations mensuelles dont le mode d'attribution, la nature et le taux, dans la limite d'un maximum de 15 fr., seraient fixés par les gouverneurs généraux.

Des dispositions en ce sens ont déjà pu être prises en ce qui concerne l'Afrique occidentale française, le Parlement ayant inclus la dotation nécessaire dans les crédits provisoires afférents au quatrième trimestre de 1915.

Le Gouvernement sollicite aujourd'hui les moyens d'étendre les mêmes mesures à toutes les colonies. Tel est l'objet de la présente demande, dont le montant a été calculé sur les besoins des trois derniers mois de l'année.

La somme de 61,750 fr. ci-dessus indiquée a été déterminée comme suit :

| | |
|---|---|
| Tirailleurs malgaches | 31.500 |
| Tirailleurs annamites | 29.250 |
| Tirailleurs somalis (crédit indicatif) | 1.000 |
| Total égal | 61.750 |

## Ministère de l'agriculture.

### CHAPITRE 2. — Frais de déplacements, indemnités, gratifications et secours au personnel de l'administration centrale, travaux extraordinaires.

Crédit demandé par le Gouvernement dans le projet de loi n° 1248, 1,000 fr.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, néant.

### CHAPITRE 11. — Traitements des inspecteurs de l'agriculture.

Crédit demandé par le Gouvernement dans le projet de loi n° 1248, 3.050 fr.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, néant.

Les crédits demandés par le Gouvernement au titre des deux chapitres ci-dessus avaient pour but de réaliser la réforme de l'inspection de l'agriculture.

« Cette réforme, expliquait le Gouvernement dans l'exposé des motifs du projet de loi déposé sur le bureau de la Chambre, répond à la néces-

sité de coordonner et de fondre les diverses inspections qui dépendent à l'heure actuelle de la direction de l'enseignement et des services agricoles (inspection de l'agriculture, inspection de la viticulture, inspection des services administratifs des établissements d'enseignement), de manière à augmenter les garanties du recrutement et à obtenir une meilleure utilisation de l'ensemble du personnel. Elle ne nécessitera d'ailleurs aucune augmentation des crédits actuels.

« En effet, il a paru opportun de saisir l'occasion de la réforme projetée pour réaliser la suppression des frais de tournées à forfait actuellement allouées aux inspecteurs et dont une partie ne répond pas à des déboursés effectifs, mais représente, en réalité, un supplément de traitement. L'économie qui résultera de cette suppression suffira à couvrir l'accroissement de dépenses.

« Pour unne année entière l'opération s'équilibrera ainsi qu'il suit :

1° *Augmentations.*

| | |
|---|---|
| Chap. 2. — Indemnités au personnel de l'administration centrale..... | 4.000 |
| Chap. 11. — Traitements des inspecteurs de l'agriculture..... | 12.200 |
| Chap. 12. — Indemnités des inspecteurs de l'agriculture..... | 4.000 |
| Total..... | 20.200 |

2° *Diminutions.*

| | |
|---|---|
| Chap. 12. — Indemnités des inspecteurs de l'agriculture..... | 5.200 |
| Chap. 52. — Allocations et subventions pour le traitement, la défense et la reconstitution des vignobles de France..... | 15.000 |
| Total égal..... | 20.200 |

Comme contre-partie des demandes de crédits présentées dans le projet de loi n° 1248 au titre des chapitres 2 et 11, il a été tenu compte de réductions de 500 francs pour le chapitre 12 et de 3.750 francs pour le chapitre 32 dans la loi du 28 septembre 1915, qui a ouvert les crédits provisoires applicables au 4e trimestre de 1915.

La commission du budget a ajourné l'examen de la réforme proposée « jusqu'au moment de la discussion du budget ou des crédits provisoires du prochain exercice », pour le motif que cette réforme ne trouvait pas sa place dans un projet de crédits additionnels.

Comme nous l'avons déjà fait remarquer, votre commission des finances estime que la procédure employée par le Gouvernement se justifiait par les circonstances. Comme la réforme de l'inspection de l'agriculture est une mesure heureuse, il eût été préférable qu'elle pût dès maintenant être réalisée. Toutefois, comme le Gouvernement n'a pas demandé le rétablissement des crédits supprimés par la Chambre, nous ne croyons pas devoir vous proposer de les voter.

CHAPITRE 12. — Indemnités, frais de tournées et de déplacements des inspecteurs de l'agriculture.

Crédit demandé par le Gouvernement, néant.
Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 300 fr.

CHAPITRE 32. — Allocations, dépenses administratives et subventions pour le traitement, la défense et la reconstitution des vignobles de France.

Crédit demandé par le Gouvernement, néant.
Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 3,750 fr.

La Chambre a rétabli les deux crédits ci-dessus comme contre-partie des deux rejets de crédits qu'elle a prononcés au titre des chapitres 2 et 11. Nous vous prions de vous reporter aux explications fournies plus haut pour ces deux chapitres. (Sans observations.)

CHAPITRE 93. — Contribution de l'Etat pour le traitement des préposés forestiers communaux.

Crédit demandé par le Gouvernement dans le projet de loi n° 1248, 25,000 fr.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 25,000 fr.

Dans les circonstances actuelles, la nécessité s'impose de venir en aide aux familles des fonctionnaires mobilisés qui se trouvent privées, en même temps que de leur soutien, d'une partie des ressources sur lesquelles elles étaient en droit de compter.

Le personnel des proposés des eaux et forêts, dont les traitements sont très faibles et dont la moitié est actuellement aux armées, compte parmi les plus intéressants à cet égard. Dans les régions du Nord et de l'Est, il a eu particulièrement à souffrir de l'invasion ennemie.

La situation des familles des proposés communaux est spécialement digne d'intérêt : une notable portion habite les régions dévastées où celles où le poids de la guerre et l'augmentation du prix de toutes choses se font le plus sentir.

Les préposés communaux ont, presque toujours, une situation très modeste. Ils ne parviennent à l'améliorer que par les travaux accessoires auxquels ils peuvent se livrer : culture, élevage, travaux forestiers spécialement rémunérés par les particuliers ou les communes, plantations, surveillance de la chasse ou opérations dans les forêts particulières.

Par suite de l'absence du chef de famille, tous ces menus accessoires de la solde sont venus à manquer subitement et, si les communes propriétaires n'ont pas supprimé le traitement des préposés mobilisés qui n'assuraient plus leur service, il n'en a pas été de même des particuliers qui les employaient. Il est donc indispensable que l'Etat vienne en aide à ces familles déshéritées. Le chapitre 93 du budget de l'agriculture prévoit l'allocation de secours aux préposés communaux en activité de service. Le crédit qu'il comporte pour les dépenses de l'espèce ne permettant pas de faire face aux nécessités les plus impérieuses, il convient de le relever d'une somme de 25,000 fr. au minimum.

CHAPITRE 94. — Indemnités diverses aux agents et préposés de tout ordre. — Secours au personnel domanial.

Crédit demandé par le Gouvernement dans le projet de loi n° 1248 : 10.100 fr.
Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances : 10.100 fr.

Le chapitre 94 du budget prévoit l'allocation d'indemnités de toute nature aux agents et préposés des eaux et forêts et de secours au personnel domanial, aux veuves et aux orphelins.

Par suite de la prolongation de la guerre, un crédit supplémentaire, évalué à 10,100 fr., est devenu indispensable pour répondre aux besoins exceptionnels, qui en sont la conséquence et se montrent chaque jour plus impérieux.

L'éloignement ou la disparition du chef de famille, l'augmentation considérable du prix des denrées dans les régions les plus rapprochées de la zone des armées et des grandes villes, l'impossibilité de trouver à temps certains secours médicaux ont engendré bien des misères et créé des situations souvent embarrassées, parfois douloureuses.

Il conviendra, par suite, de satisfaire dans une mesure suffisante aux demandes de secours, chaque jour plus pressantes, adressées en plus grand nombre que jamais, notamment par d'anciens préposés, par des veuves ou des orphelins.

D'autre part, le crédit des indemnités au personnel a dû faire face aux dépenses afférentes à de nombreux déplacements nécessités surtout par la marque des coupes et la direction des exploitations en régie et rendus plus longs et plus onéreux par suite de la pénurie du personnel résultant de la mobilisation.

D'autre part, comme il a fallu donner aux intérimaires, en raison de la guerre et de la reprise à peu près normale du service, les indemnités fixes que touchait autrefois le personnel mobilisé, il n'a pas été possible de réaliser sur ces indemnités des économies supérieures au surcroît de dépenses occasionnées par les circonstances actuelles.

Un crédit supplémentaire de 10,100 francs est demandé dans ces conditions pour les besoins du chapitre 94 du budget de 1915, dont le montant total sera ainsi porté de 989,900 francs à 1 million.

CHAPITRE 102. — Aménagements et exploitations.

Crédit demandé par le Gouvernement dans le projet de loi n° 1248 : 500,000 francs.
Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances : 500,000 fr.

La dotation normale du présent chapitre est destiné à subvenir aux frais :

1° Des délimitations, bornages et aménagements ;
2° D'exploitation ;
3° D'adjudication.

Les travaux de délimitation, de bornage et d'aménagement ont été considérablement réduits cette année.

Bien qu'on ne puisse encore être fixé sur le montant des frais d'adjudication, on peut estimer qu'ils dépasseront ceux des années précédentes, en raison de la multiplicité des séances d'adjudication auxquelles on a dû recourir pour satisfaire aux besoins successifs qui se sont présentés au cours des événements actuels.

Quant aux dépenses d'exploitation, elles ont subi un accroissement considérable pour lequel l'économie réalisée sur les délimitations, bornages et aménagements ne peut être qu'un palliatif très insuffisant.

En temps normal, l'administration des eaux et forêts n'exploite directement que les bois destinés au chauffage des gardes et les coupes dont la nécessité s'impose au point de vue cultural, mais dont les produits ont une valeur trop faible pour trouver acquéreur sur pied. Elle a dû étendre largement son action à ce point de vue, car, dans certaines régions, les adjudications de coupes de bois n'ont donné que des résultats insuffisants et, par contre, des besoins urgents se sont manifestés pour l'approvisionnement tant de la population civile que de l'armée et des mines.

Le service forestier a été amené ainsi à organiser des exploitations directes dans les forêts domaniales et il est à prévoir qu'elles ne feront que croître en importance jusqu'à la fin de la guerre.

La pénurie de bois se fait, en effet, sentir sur un grand nombre de points. L'administration des eaux et forêts devra par suite subvenir à de nouveaux besoins, soit de la population civile, soit des sociétés minières, tout en continuant les travaux qu'elle a entrepris pour l'approvisionnement d'un certain nombre de grandes agglomérations (telles que Toulouse, Nantes, Saint-Nazaire, Rennes, etc.) qui ne trouvaient plus à s'alimenter dans le commerce. D'autre part, des instructions ont été adressées aux conservateurs des eaux et forêts leur prescrivant de s'efforcer de livrer directement aux services locaux de l'intendance la plus grande quantité de marchandises susceptibles d'être fournies par les forêts domaniales.

Il est donc indispensable que l'administration des eaux et forêts ait constamment des crédits à sa disposition pour l'exploitation des coupes de bois.

Or le crédit de 647.000 fr. accordé à ce jour et composé, pour 247.000 fr., du montant normal du chapitre (200.000 francs ouverts par la loi de douzièmes du 26 décembre 1914 et 47.000 francs par celle du 20 juin 1915), et pour 300.000 francs, d'un crédit additionnel ouvert par la loi du 14 août 1915, est déjà presque complètement engagé.

Un nouveau crédit additionnel de 500.000 fr. paraît nécessaire pour donner à l'administration des eaux et forêts le moyen d'effectuer tous les travaux d'exploitation pour lesquels elle pourra trouver la main-d'œuvre nécessaire.

Il ne s'agit là d'ailleurs que d'une avance car les frais d'exploitation seront récupérés par l'Etat lors de la vente des produits ou remboursés par voie de virement de compte, s'il s'agit de délivrances aux services de la guerre.

## Ministère des travaux publics.

CHAPITRE 79 *bis*. — Allocations à l'office national de la navigation pour l'exploitation de voies de navigation intérieure et des ports maritimes.

Crédit demandé par le Gouvernement dans le projet de loi n° 1248 : 447.500 fr.
Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances : 447.500 fr.

Le Parlement a alloué en 1914 à l'office national de la navigation un crédit de 30.000 francs

pour l'exploitation de voies de navigation intérieure. Le même chapitre a été doté, pour les trois premiers trimestres de 1915, d'un crédit de 22,500 francs.

Au moyen de cette allocation totale de 52,000 francs, l'office a entrepris un certain nombre d'opérations qui ont donné lieu, jusqu'au 10 septembre 1915, à un mouvement de fonds, tant en recettes qu'en dépenses, de 1,991,907 francs.

Ces opérations ont pour principal objet de remettre à la disposition des usagers des voies navigables des moyens de transport annihilés par suite des faits de guerre. Elles se décomposent comme suit :

Exploitation commerciale de la Basse-Seine;

Prise en solde de mariniers;

Service d'affrètement : de Roanne à Château-Thierry, des Mureaux à Compiègne, de Lyon à Vitry-le-François, de Roanne à Langres et Chaumont ;

Service des transports militaires et commerciaux sur la Marne et sur la Seine (2e section);

Service des remorquages sur l'Oise ;

Service du halage en régie entre Dizy et Vitry-le-François ;

Service du halage de Vitry à Dombasle ;

Service de halage de Vitry à Gudmont ;

Application du décret du 5 décembre 1914 visant la libération des bateaux qui, en raison des événements de la guerre, n'ont pu délivrer leurs marchandises ;

Réparation des bateaux endommagés par faits de guerre.

Ces opérations, qui présentent déjà une importance considérable, vont se développer encore, à raison des circonstances présentes.

Les transports par eau souffrent gravement, en effet, depuis quelques semaines, d'une pénurie de bateaux à laquelle il est urgent de porter remède. Les mariniers, relativement nombreux, qui ont momentanément renoncé à naviguer pour occuper dans certaines usines des emplois sédentaires, ne consentiront vraisemblablement à reprendre l'exercice de leur profession que si l'office de la navigation les prend en solde et les occupe d'une façon continue. Or, la location d'un bateau revient en moyenne à 12 fr. 50 par jour et si l'office est conduit à louer 300 bateaux, il peut être amené à faire des avances correspondant à une dépense journalière de 12 fr. 50 × 300 = 3,750 fr. Ces dépenses seront remboursées ultérieurement par les intéressés, mais l'office peut se trouver exposé à faire une avance de fonds représentant, pour une durée probable de 40 jours, une somme de 3,750 fr. × 40 = 150,000 fr.

En outre, sur les canaux de la région de l'Est, les chevaux de halage font presque entièrement défaut. Il est indispensable d'y organiser des services provisoires de traction, qui donneront lieu, sans doute, à des acquisitions de chevaux.

D'autre part, la pénurie de dockers rend en ce moment l'exploitation des ports maritimes très difficile. L'emploi des prisonniers de guerre a permis jusqu'ici de faire face, dans une certaine mesure, aux principales difficultés ; mais cette main-d'œuvre ne peut toujours suppléer à celle des dockers exercés et satisfaire aux exigences de toutes sortes réclamées aujourd'hui par une exploitation intensive des ports. La situation est donc critique, notamment à Rouen, où l'on accuse un déficit de 1,500 dockers, ce qui diminue notablement la capacité de réception du port.

Une solution apparaît comme réalisable par l'emploi de dockers belges, les avantages de toute nature de cette combinaison n'ont pas besoin d'être développés et il importe de la tenter.

Mais il faut compter sur une dépense de première mise de 160 fr. par homme. Bien entendu, l'Etat peut contribuer dans une certaine mesure à cette dépense, mais il ne saurait la supporter entièrement.

Au surplus, il ne peut être question, dans les conditions où l'affaire se présente, de demander aux divers employeurs de main-d'œuvre de faire l'avance des frais. Ils auront seulement à rembourser, dans un certain délai et après expérience, la part devant leur incomber, part que l'on peut évaluer à 100 fr. par homme.

Cette opération nécessite donc une avance de fonds : la majeure partie en sera récupérée par l'application de contrats à passer avec les employeurs de main-d'œuvre.

L'office national de la navigation est qualifié pour procéder à cette gestion qui est identique aux opérations qu'il effectue pour la navigation intérieure. Mais il est nécessaire de modifier en conséquence le libellé du chapitre 79 *bis*, qui doit être ainsi rédigé : « Allocations à l'office national de la navigation pour l'exploitation de voies de navigation intérieure et des ports maritimes.

Un fond de roulement fixé à 500,000 fr. paraît suffisant pour le fonctionnement de l'ensemble de ces services. Les crédits alloués jusqu'ici à l'office national de la navigation s'élevant à 52,500 fr., ainsi qu'il est expliqué ci-dessus, c'est d'un crédit égal à la différence, soit 447,500 fr., qu'on sollicite l'ouverture.

### Dispositions spéciales.

Art. 2. — *Avances aux Gouvernements alliés ou amis.* — Les autorisations d'avances aux Gouvernements alliés ou amis s'élèvent actuellement à la somme de 1,350 millions.

Dans le projet de loi n° 1248, le Gouvernement a demandé qu'elles fussent portées à 1,925 millions en raison de nouvelles avances consenties à la Belgique et à la Serbie, puis il a fait connaître, le 23 octobre, que la situation s'était modifiée et qu'il convenait de fixer à 2,327,500,000 fr. les autorisations d'avances, soit par rapport au chiffre précédemment proposé une augmentation de 402 millions.

Votre commission des finances vous propose, après examen, d'approuver la proposition du Gouvernement.

Art. 3 — *Cessions gratuites de matériel de colonie à colonie.* — A raison des circonstances actuelles, le département de la guerre s'est trouvé dans l'impossibilité de faire parvenir aux colonnes expéditionnaires organisées en Afrique occidentale et en Afrique équatoriale le matériel d'artillerie et les munitions nécessaires à leurs opérations. L'armement destiné à faire face à ces besoins nouveaux a dû être prélevé sur les approvisionnements constitués à Saïgon et à Dakar. Il comprend plusieurs canons avec leurs accessoires, des munitions, des rechanges et accessoires divers pour canons et des mitrailleuses.

Ce matériel et ces munitions ont d'abord été considérés comme délivrés à titre de prêt aux colonies réceptionnaires. Cependant ils ne pourront être restitués aux services cédants, attendu qu'ils ont disparu ou qu'ils ont été consommés au cours des opérations militaires entreprises en Afrique depuis un an.

Dans ces conditions, il convient, pour se conformer aux règles de la comptabilité-matières, de régulariser à titre définitif les cessions des services détenteurs et de faire entrer dans la comptabilité des services qui les ont employés le matériel et les munitions mis à leur disposition à titre de prêt, afin d'en permettre la sortie aux dates où elle s'est produite.

D'autre part, en vue d'éviter, par la suite, le vote de nouveaux articles de loi destinés à régulariser chacune des cessions de colonie à colonie qui pourraient encore devenir nécessaires, il y a lieu de prévoir la régularisation de tous les mouvements de matériel qui seront ordonnés aux colonies pendant la durée des hostilités. Il n'est pas possible, au surplus, d'indiquer à l'avance quelle pourra être l'importance de ces mouvements.

Tel est l'objet du présent article.

En conséquence des explications qui précèdent et sous le bénéfice des observations présentées dans le présent rapport, nous vous demandons de vouloir bien adopter le projet de loi dont la teneur suit :

## PROJET DE LOI

### TITRE Ier

#### BUDGET GÉNÉRAL

Art. 1er. — Il est ouvert aux ministres, sur l'exercice 1915, en addition aux crédits provisoires alloués par les lois des 26 décembre 1914, 29 juin et 28 septembre 1915 et par des lois spéciales pour les dépenses du budget général, des crédits s'élevant à la somme totale de 39,267,890 fr.

Ces crédits demeurent répartis, par ministère et par chapitre, conformément à l'état annexé à la présente loi.

### TITRE II

#### DISPOSITIONS SPÉCIALES

Art. 2. — Le montant des avances que le ministre des finances est autorisé à faire, au moyen des ressources de la trésorerie, à des pays alliés ou amis est porté à la somme de 2,327,500,000 fr.

Art. 3. — Pendant la durée de la guerre, le ministre des colonies est autorisé à faire passer à titre définitif au service des troupes d'une colonie le matériel d'artillerie, canons, munitions, armes portatives et objets divers, expédié d'une colonie d'un autre groupe pour les besoins des colonnes expéditionnaires.

---

## ANNEXE N° 429

(Session ord. — Séance du 16 décembre 1915.)

RAPPORT fait au nom de la commission des finances chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à autoriser l'Algérie à émettre des bons qui seront escomptés par la Banque de l'Algérie pour parer au déficit de l'exercice 1915, par M. Emile Aimond, sénateur (1).

Messieurs, par un projet de loi voté par la Chambre le 18 novembre dernier et qu'il a déposé sur votre bureau dans votre séance du 2 décembre courant, le Gouvernement vous demande d'autoriser l'Algérie à émettre, pour faire face au découvert résultant du déficit de l'exercice 1915, des bons à concurrence de 50 millions de francs et la banque de l'Algérie à les escompter.

Comme il était naturel, les événements actuels ont apporté de profondes perturbations dans la situation budgétaire de notre colonie.

Dès les premiers mois de la guerre, un fléchissement sensible s'est produit dans toutes les branches de revenus, de telle sorte que l'exercice 1914 se solde par un déficit que l'on peut évaluer approximativement à 17,600,000 francs; mais, en raison de l'excédent de recettes que fait ressortir le règlement de l'exercice 1913 et qui s'élève à 15,953,352 fr. 90, cette situation ne peut donner lieu à aucune difficulté.

Le déficit du budget de 1914 sera comblé d'abord par cet excédent de recettes et, pour le surplus, au moyen d'un prélèvement sur le fonds de réserve institué par l'article 13 de la loi du 19 décembre 1900 portant création du budget spécial de l'Algérie. Ce fonds de réserve est constitué par les excédents de recettes constatés en fin d'exercice. Il atteignait, au début de l'année, 8,300,000 fr. environ.

Le règlement de l'exercice 1915 ne pourra s'opérer par contre avec les ressources dont dispose la colonie.

Les insuffisances pour cet exercice atteindront, d'après les prévisions actuelles, 48 millions de francs environ.

Or, déduction faite du prélèvement opéré pour faire face au déficit de l'exercice 1914, le fonds de réserve créé par l'article 13 de la loi du 19 décembre 1900 ne s'élève plus qu'à 6,700,000 fr. en chiffre rond; au surplus, sur ce total, 5 millions de francs sont immobilisés par des placements.

Pour faire face au déficit de 1915, un emprunt s'impose donc (2). Sa nécessité ne s'en fera d'ailleurs pas sentir avant 1916, les fonds libres que l'Algérie a en compte courant au Trésor lui permettant d'assurer jusque-là sa trésorerie.

Suivant le projet adopté par le Gouvernement, d'accord avec les assemblées algériennes, cet emprunt s'effectuerait sous la forme d'une émission de bons, qui seraient escomptés par la banque de l'Algérie.

L'Algérie pourrait émettre, avant le 1er juillet 1916, jusqu'à concurrence d'un maximum de 50 millions de francs, des bons à échéance d'un an et renouvelables de plein droit à l'expiration de cette première échéance.

Ces bons pourraient encore bénéficier, à l'expiration de ces deux ans, de deux prorogations successives d'une année chacune autorisées

(1) Voir les nos 410, Sénat, année 1915, et 1389-1418, et in-8° n° 290 — 11e législ. — de la Chambre des députés.

(2) L'Algérie ne possède pas de moyens de trésorerie qui lui soient propres. Ces moyens lui sont fournis par le Trésor métropolitain qui reçoit obligatoirement ses fonds libres en compte courant. Elle dispose seulement des excédents de recettes des exercices antérieurs comme fonds de roulement.

par décret rendu après avis du conseil d'Etat, de telle sorte qu'émis en 1916, ils n'arriveront à leur échéance extrême qu'en 1920.

Le taux auquel la banque de l'Algérie escomptera lesdits bons et opérera les renouvellements est celui de 4 p. 100. Il ne figure pas dans le texte du projet de loi, mais il résulte des engagements pris par la banque au cours des séances d'une conférence interministérielle qui s'est tenue au mois d'avril dernier et des décisions adoptées par cette conférence.

L'emprunt conclu par l'Algérie apparaît comme particulièrement avantageux au taux dont il s'agit, à l'heure où l'Etat emprunte à un taux réel de 5,75 p. 100. Nous ajoutons que, comme légère compensation du taux modéré consenti, la banque n'aura pas à payer, pour l'émission des billets mis à la disposition de l'Algérie, la redevance de 0,50 p. 100 établie par l'article 4 de la loi du 29 décembre 1911 sur le montant des billets correspondant à la circulation productive, c'est-à-dire excédant l'encaisse en numéraire.

Ainsi que nous l'avons vu plus haut, la situation des fonds libres de l'Algérie constitués, indépendamment des recettes ordinaires, par les reliquats des fonds de l'emprunt de 175 millions et de la caisse de réserve permettra de ne recourir à l'emprunt projeté que dans le courant du premier semestre de 1916. Les intérêts afférents à la première année seront, d'un autre côté, prélevés sur le montant des bons. Il ne sera par suite nécessaire d'inscrire des crédits au budget de la colonie pour le service de l'emprunt qu'en 1917 seulement, ce qui allégera d'autant le budget de l'exercice 1916.

Votre commission des finances n'a pas d'objection à soulever contre le moyen proposé pour permettre à l'Algérie de faire face au déficit de son budget pour 1915, moyen avantageux pour la colonie et qui permet de ménager les finances de l'Etat. Elle vous demande, en conséquence, de bien vouloir donner votre haute sanction au projet de loi qui vous a été transmis.

Elle s'associe d'ailleurs aux observations qu'a présentées la commission du budget de la Chambre sur le budget de la colonie. Il lui paraît, en effet, comme à la commission du budget, que la limitation des dépenses, la revision des programmes de travaux et la création de ressources normales sont les premiers et les meilleurs moyens qui s'imposent à l'Algérie tant pour régler sa situation actuelle que pour amortir ses engagements et améliorer son avenir.

### PROJET DE LOI

Art. 1er. — Pour faire face au découvert résultant du déficit de l'exercice 1915, l'Algérie est autorisée à émettre, avant le 1er juillet 1916 et dans la limite d'une somme maximum de 50 millions de francs, des bons à échéance d'un an. Ces bons seront renouvelables de plein droit à la fin de la première année ; ils pourront ensuite être renouvelés à l'expiration de chacune des deux années suivantes en vertu d'une autorisation donnée par décret rendu après avis du conseil d'Etat.

Art. 2. — La banque de l'Algérie est autorisée à escompter lesdits bons. Elle sera dispensée de la redevance prévue par l'article 4 de la loi du 29 décembre 1911 sur le montant de ses billets correspondant à cet escompte.

## ANNEXE N° 430

(Session ord. — Séance du 16 décembre 1915.)

RAPPORT fait au nom de la commission des finances chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ouverture d'un crédit supplémentaire pour l'inscription des pensions civiles (loi du 9 juin 1853), par M. Emile Aimond, sénateur (1). — (Urgence déclarée.)

Messieurs, aux termes de l'article 20 de la loi du 9 juin 1853, les pensions civiles annuellement concédées doivent être maintenues dans la limite des extinctions survenues au cours de l'année précédente. Cette limite ne peut être dépassée qu'en vertu d'une loi spéciale fixant l'augmentation de crédit nécessaire.

En raison, d'ailleurs, des nombreuses lois qui ont créé de nouvelles catégories de fonctionnaires, relevé les traitements ou modifié le régime des pensions, les disponibilités résultant des extinctions sont depuis longtemps insuffisantes pour permettre l'admission à la retraite des agents qui devraient, par le jeu normal de la loi de 1853, quitter l'activité.

Le Parlement est obligé, dans ces conditions, de voter chaque année des crédits supplémentaires d'inscription. Toutefois, aucun crédit de cette sorte n'a été accordé en 1914.

Il s'ensuit qu'actuellement les crédits d'inscription pour 1915 se trouvent épuisés pour plusieurs administrations, quelque souci qu'elles aient eu de maintenir en activité tous leurs fonctionnaires encore valides. Il en est ainsi du ministère de l'instruction publique, qui ne peut concéder des pensions à un certain nombre d'instituteurs hors d'état de continuer leurs fonctions.

Le Parlement a bien ajouté aux crédits provisoires que le Gouvernement demandait pour le 4e trimestre de cette année un crédit de 400,000 fr., destiné à majorer en faveur des instituteurs la dotation du chapitre du budget des finances relatif aux pensions civiles, mais ce vote ne vaut qu'à titre d'indication, le crédit de payement ne servant qu'à faire face à la charge des pensions en cours.

Le Gouvernement sollicite aujourd'hui un crédit supplémentaire d'inscription de 1 million 800,000 fr., qui permettrait de faire face aux besoins de l'enseignement primaire à concurrence de 400,000 fr. et à ceux des autres services publics.

Il a d'ailleurs fait remarquer, avec raison, dans l'exposé des motifs du projet de loi déposé sur le bureau de la Chambre « que les circonstances actuelles, en obligeant de faire appel au concours d'un assez grand nombre de retraités pour assurer la marche des services publics, commandent de n'éliminer les agents titulaires demeurés à leur poste qu'autant qu'ils sont devenus incapables d'exercer leurs fonctions ».

Nous avons donc l'assurance qu'il ne prononcera que les admissions à la retraite dictées par l'intérêt incontestable du service.

Le projet de loi qui vous a été transmis ne soulève, dans ces conditions, aucune objection de la part de votre commission des finances. Elle vous demande en conséquence de bien vouloir l'adopter.

### PROJET DE LOI

*Article unique.* — Il est ouvert au ministre des finances, sur l'exercice 1915, pour l'inscription des pensions civiles liquidées par application de la loi du 9 juin 1853, un crédit supplémentaire de 1,800,000 fr. en sus du produit des extinctions.

## ANNEXE N° 431

(Session ord. — Séance du 16 décembre 1915.)

RAPPORT fait au nom de la commtssion des finances chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, concernant l'annulation et l'ouverture de crédits sur l'exercice 1915, en vue de l'installation du service des émissions de la défense nationale, par M. Emile Aimond, sénateur (1).

Messieurs, dans notre rapport n° 306 sur le projet de loi relatif à la création d'emplois et à l'ouverture de crédits additionnels sur l'exercice 1915 en vue de l'institution d'un service des émissions de la défense nationale, nous avons fait observer, au nom de votre commission des finances, que le Gouvernement ne devait pas imputer, comme il en avait l'intention, au chapitre du budget des beaux-arts relatif à l'entretien et aux grosses réparations des bâtiments civils, les dépenses entraînées par l'installation du service précité au pavillon de Flore et par celle du « secours national », dépossédé des locaux qu'il occupait par le service des émissions de la défense nationale, à l'école des beaux-arts, mais qu'il devait, pour procéder d'une façon régulière, demander des crédits spéciaux au titre d'un chapitre nouveau.

Pour tenir compte de cette observation, le Gouvernement a déposé un projet de loi tendant à ouvrir à un chapitre 76 *bis* nouveau du budget des beaux-arts : « Installation, au pavillon de Flore du service des émissions de la Défense nationale et réinstallation à l'école des beaux-arts des services du secours national », un crédit additionnel de 103,530 fr. pour faire face aux dépenses précitées. Corrélativement une annulation d'égale somme est proposée, sur les crédits additionnels ouverts pour les dépenses du budget général de l'exercice 1915, au titre du chapitre 76 du budget des beaux-arts « Grosses réparations des bâtiments civils et des palais nationaux ».

Les travaux au pavillon de Flore consistent spécialement dans l'établissement dans le sous-sol et au rez-de-chaussée, de cloisons d'isolement pour séparer les locaux affectés au ministère des finances de ceux qui ressortissent aux musées nationaux et dans une installation de chauffage distincte pour les étages supérieurs.

Parmi les principaux articles de la dépense, il y a lieu de signaler les travaux de fumisterie : 17,079 fr. 68 ; d'installation électrique : 12,071 fr. 20 ; de maçonnerie : 11,231 fr. 20 ; de plomberie : 7,768 fr. 17 ; de peinture : 4,816 fr. 23 centimes ; de menuiserie : 3,689 fr. 04. La dépense totale s'élève à 71,842 fr. 67 ; mais il faut y ajouter 1,351 fr. 53 pour le déménagement des services du secours national. Le crédit demandé dans ces conditions s'élève à 73,195 fr. en chiffres ronds.

Quant à la dépense relative à la réinstallation du secours national à l'école des beaux-arts, elle est évaluée à 30,335 fr. et s'applique aux travaux suivants :

1° Charpente :

Plancher de protection recouvrant le vestibule et la salle Melpomène ;

Cloisons dans les mêmes locaux pour la protection des œuvres d'art ;

Couvre-marches dans les escaliers accédant au premier étage ;

Distributions intérieures dans la grand salle du premier étage pour former des bureaux ;

Couverture d'une cour transformée en hangar ;

2° Eclairage :

Lampes électriques dans le vestibule, les salles, l'escalier, le palier et le couloir devant les bureaux ;

3° Ignifugeage :

Casiers, cloisons de distribution, séparations ;

4° Secours contre l'incendie :

Installation d'un poste dans les salles côtés Ouest et Est à l'extrémité du vestibule, avec robinets, tuyaux, sellette, lances, accessoires, etc., etc.

La somme précitée de 30,335 fr. se répartit ainsi qu'il suit :

| | | |
|---|---|---|
| Charpente et ignifugeage des bois. | 25.600 | » |
| Eclairage électrique | 2.300 | » |
| Défense contre l'incendie | 1.153 | » |
| | 29.053 | » |
| Imprévus 1/10e sur 1,153 fr. | 115 | 30 |
| Ensemble | 29.168 | 30 |
| Honoraires 4 p. 100 | 1.166 | 73 |
| Total | 30.335 | 03 |

Ces prévisions de dépenses ne soulèvent pas d'objection de la part de votre commission des finances. Elle vous propose, en conséquence, d'adopter le projet de loi soumis à vos délibérations, qui a pour objet de donner satisfaction, comme nous venons de le voir, aux observations qu'elle avait présentées.

### PROJET DE LOI

Art. 1er. — Sur les crédits provisoires ouverts par les lois des 26 décembre 1914, 29 juin et 28 septembre 1915 et par des lois spéciales pour les dépenses du budget général de l'exercice 1915, est et demeure définitivement annulée une somme de 103,530 fr. au titre du chapitre 76 de la 2e section du budget du ministère de l'instruction publique et des beaux-arts : « grosses réparations des bâtiments civils et des palais nationaux ».

Art. 2. — En addition aux crédits provisoires ouverts par les lois des 26 décembre 1914, 29

(1) Voir les nos 419, Sénat, année 1915, et 1369-1465 et in-8° n° 299 — 11e législ. — de la Chambre des députés.

(1) Voir les nos 418, Sénat, année 1915, 1423-1502 et in-8° n° 305 — 11e législ. — de la Chambre des députés.

juin et 28 septembre 1915 et par des lois spéciales pour les dépenses du budget général de l'exercice 1915, il est ouvert au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts un crédit de 103.530 fr. applicable à un chapitre nouveau portant le n° 76 *bis* de la deuxième section du budget de son ministère et intitulé : « installation, au pavillon de Flore, du service des émissions de la défense nationale et réinstallation à l'école des beaux-arts des services du secours national ».

## ANNEXE N° 432

(Session ord. — Séance du 16 décembre 1915.)

RAPPORT fait au nom de la commission des finances, chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif à la fixation des **dates d'échéance des pensions**, par M. Eugène Lintilhac, sénateur (1).

Messieurs, le Gouvernement a déposé, le 16 septembre dernier, et la Chambre a voté, le 23 novembre, un projet de loi modifiant la date des échéances pour les arrérages des pensions inscrites sur le grand livre de la Dette publique, de manière à répartir à peu près également les payements sur tous les jours de l'année. Voici, en substance, les motifs invoqués par le Gouvernement en faveur de cette réforme.

Aux dates des 1er mars, 1er juin, 1er septembre et 1er décembre, fixées pour le payement des quartiers de pension, par l'article 13, paragraphe 1er de la loi du 12 août 1876, et aux jours voisins de ces dates, l'affluence est grande aux guichets-payeurs des trésoreries générales et des recettes des finances. Elle y produit un encombrement qui ne va pas sans susciter les réclamations des pensionnaires obligés à une longue attente et qui entrave le fonctionnement des autres services. Ce dernier inconvénient a été rendu plus sensible par ce fait que la guerre a augmenté la besogne des comptables en diminuant leur personnel. Il serait singulièrement aggravé par le surcroît considérable des pensions qui seront à payer après la guerre.

Le remède consisterait donc dans une répartition, aussi égale que possible, des payements des arrérages sur tous les jours de l'année.

Le Gouvernement avait d'abord cru atteindre ce but en proposant que les arrérages des pensions fussent payables, trimestriellement, à compter de la date de jouissance indiquée au décret de concession. Mais on s'est aperçu que les dates d'entrée en jouissance ne se répartissaient pas également sur tous les jours de l'année, et que, par suite d'errements administratifs inévitables, elles se présentaient par groupes à certaines périodes, ce qui eût fait reparaître en partie les inconvénients qu'on voulait supprimer le plus possible.

Le Gouvernement et la commission du budget se sont alors accordés pour laisser à l'administration le soin de fixer elle-même le point de départ des échéances trimestrielles de chaque pension, en tenant compte, dans l'ensemble, des facilités du service des comptables, aux diverses époques de l'année.

Quant aux pensions actuellement inscrites, dont le remaniement général eût été une trop lourde opération et qui ne ménageait pas les transitions nécessaires, elles seront soumises à la même règle de répartition, au fur et à mesure que leurs certificats d'inscription seront renouvelés par suite de l'épuisement des cases réservées à l'estampillage trimestriel.

Dans son exposé des motifs, le Gouvernement indique que cette réforme devra être complétée par d'autres mesures de simplification, d'ordre administratif, et qui seront prises par arrêtés ou décisions, telles que le payement direct des pensions par les percepteurs, sans le visa du receveur des finances pour le certificat de vie, et que leur payement par les agents des postes, dans les localités dépourvues d'un percepteur. Il s'y montre aussi préoccupé de résoudre la question, plusieurs fois soulevée, du payement des pensions à des échéances plus rapprochées, pour celles dont le montant est de faible importance.

En attendant que vienne l'heure de ce complément de la réforme projetée, et en considération des avantages que celle-ci réalise d'ores et déjà pour l'administration comme pour les pensionnaires, votre commission vous propose d'adopter le texte suivant, conforme à celui qui a été voté, sans débats, par la Chambre des députés, dans sa séance du 23 novembre dernier.

PROJET DE LOI

*Article unique.* — Les arrérages des pensions inscrites sur le Grand-Livre de la dette publique, dont la concession sera publiée au *Journal officiel* postérieurement à la promulgation de la présente loi, seront payables trimestriellement et à terme échu. La date des échéances sera indiquée sur les titres de pension et fixée de manière à répartir également les payements sur l'ensemble du trimestre.

La même règle sera appliquée pour les pensions actuellement inscrites au fur et à mesure que les certificats d'inscription de ces pensions devront être renouvelés par suite d'épuisement des cases réservées à l'estampillage. Jusque-là, lesdites pensions continueront à être payables aux époques fixées par l'article 13, paragraphe 1er, de la loi du 12 août 1876.

(1) Voir les nos 407, Sénat, année 1915, et 1252-1396, et in-8° n° 296 — 11e législ. — de la Chambre des députés.

## ANNEXE N° 433

(Session ord. — Séance du 16 décembre 1915.)

PROJET DE LOI, adopté par la Chambre des députés, relatif au mode d'attribution des **prises maritimes** et des navires de guerre ennemis capturés, présenté, au nom de M. Raymond Poincaré, Président de la République française, par M. le contre-amiral Lacaze, ministre de la marine, et par M. A. Ribot, ministre des finances (1). — (Renvoyé à la commission de la marine.)

## ANNEXE N° 434

(Session ord. — Séance du 16 décembre 1915.)

PROJET DE LOI adopté par la Chambre des députés, relatif aux **inventions intéressant la défense nationale**, présenté au nom de M. Raymond Poincaré, Président de la République française, par M. le général Gallieni, ministre de la guerre; par M. le contre-amiral Lacaze, ministre de la marine; par M. Clémentel, ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, et par M. Painlevé, ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des inventions intéressant la défense nationale (2). — (Renvoyé à la commission de l'armée.)

## ANNEXE N° 435

(Session ord. — Séance du 16 décembre 1915.)

PROJET DE LOI adopté par la Chambre des députés, portant ouverture de **crédits additionnels aux crédits provisoires** de l'exercice 1915 pour les dépenses d'installation et de fonctionnement de quatre **sous-secrétariats d'Etat au ministère de la guerre**, présenté au nom de M. Raymond Poincaré, Président de la République française; par M. le général Gallieni, ministre de la guerre; et par M. A. Ribot, ministre des finances (3). — (Renvoyé à la commission des finances.)

## ANNEXE N° 436

(Session ord. — Séance du 16 décembre 1915.)

PROJET DE LOI adopté par la Chambre des députés portant **conversion en crédits définitifs des crédits provisoires ouverts au titre du budget général et au titre des budgets annexes de l'exercice 1915**, présenté au nom de M. Raymond Poincaré, Président de la République française, par M. A. Ribot, ministre des finances (1). — (Renvoyé à la commission des finances.)

(1) Voir les nos 893-1417 et in-8° n° 301 — 11e législ. — de la Chambre des députés.

(2) Voir les nos 1388-1518 et in-8° n° 314 — 11e législ. — de la Chambre des députés.

(3) Voir les nos 1248-1484-1517 et in-8° n° 321. — 11e législ. de la Chambre des députés.

## ANNEXE N° 437

(Session ord. — Séance du 16 décembre 1915.)

PROJET DE LOI adopté par la Chambre des députés, portant ouverture d'un **crédit additionnel aux crédits provisoires** de l'exercice 1915 pour le remboursement des **redevances dues au prince de Monaco**, présenté au nom de M. Raymond Poincaré, président de la République française, par M. A. Ribot, ministre des finances (2). — (Renvoyé à la commission des finances.)

## ANNEXE N° 438

(Session ord. — Séance du 16 décembre 1915.)

PROJET DE LOI, adopté par la Chambre des députés, fixant diverses mesures destinées à parer à l'insuffisance éventuelle des recettes du budget général et des budgets annexes des chemins de fer de l'**Afrique occidentale française**, présenté au nom de M. Raymond Poincaré, Président de la République française, par M. Gaston Doumergue, ministre des colonies, et par M. A. Ribot, ministre des finances (3). — (Renvoyé à la commission des finances.)

## ANNEXE N° 439

(Session ord. — Séance du 16 décembre 1915.)

PROJET DE LOI, adopté par la Chambre des députés, tendant à dispenser des versements, pendant la durée de leur mobilisation, les **assurés facultatifs** et les personnes admises à l'**assurance obligatoire** dans un délai à courir de la cessation des hostilités, présenté au nom de M. Raymond Poincaré, Président de la République française, par M. Albert Métin, ministre du travail et de la prévoyance sociale, et par M. A. Ribot, ministre des finances (4). — (Renvoyé à la commission, nommée le 19 janvier 1912, chargée de l'examen des articles 72 à 81 de la loi de finances de l'exercice 1912 relatifs aux retraites ouvrières et paysannes.)

## ANNEXE N° 440

(Session ord. — Séance du 16 décembre 1915.)

RAPPORT fait au nom de la commission des chemins de fer chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet de convertir en loi le décret du 8 décembre 1914 qui a prorogé le délai fixé pour les expropriations nécessaires à l'exécution du réseau de tramways dont l'établissement, dans les **départements de Loir-et-Cher, d'Eure-et-Loir, d'Indre-et-Loire et du Loiret**, a été déclaré d'utilité publique par le décret du 31 octobre 1910, par M. Reynald, sénateur (5).

(1) Voir les nos 1504-1542 et in-8° n° 322 — 11e législ. — de la Chambre des députés.

(2) Voir les nos 781-1001 et in-8° n° 309 — 11e législ. — de la Chambre des députés.

(3) Voir les nos 1209-1308-1373-1374-1503 et in-8° n° 319 — 11e législ. — de la Chambre des députés.

(4) Voir les nos 1322-1510-1561 et in-8° n° 320 — 11e législ. — de la Chambre des députés.

(5) Voir les nos 196, Sénat, année 1915, et 862-915 et in-8° n° 177. — 11e législ. — de la Chambre des députés.

## ANNEXE N° 441

(Session ord. — Séance du 16 décembre 1915.)

2e RAPPORT SUPPLÉMENTAIRE fait au nom de la commission chargée d'examiner : 1° la proposition de loi de M. Catalogne et d'un grand nombre de ses collègues tendant à réglementer l'importation, le commerce, la détention et l'usage de l'opium et de ses extraits; 2° la proposition de loi de M. Louis Martin et de plusieurs de ses collègues tendant à réprimer l'usage et la détention de la cocaïne, par M. Catalogne, sénateur (1).

Messieurs, après en avoir conféré avec M. le garde des sceaux, votre commission a élaboré un nouveau texte, accepté par le Gouvernement, qu'elle a l'honneur de soumettre à votre haute sanction.

L'article 1er de la loi du 19 juillet 1845 sur les substances vénéneuses a un double objet :

1° Il prévoit que des règlements d'administration publique détermineront quelles sont les substances vénéneuses et fixeront les conditions dans lesquelles ces substances pourront être achetées, vendues ou employées;

2° Il punit d'un emprisonnement de six jours à deux mois et d'une amende de 100 à 3,000 fr. les contraventions à ces règlements.

La proposition de loi nouvelle n'apporte aucune modification essentielle à ces dispositions. Il n'abroge pas la loi de 1845 dont l'article 1er subsiste sans aucun changement.

Reste par conséquent en vigueur le principe de la réglementation par décret de la vente, de l'achat et de l'emploi des substances vénéneuses et, d'autre part, les règlements antérieurement intervenus en cette matière et non abrogés, de même que ceux qui pourront intervenir dans l'avenir demeurent en principe sanctionnés par les pénalités édictées par l'article 1er de la loi de 1845.

Mais il a paru nécessaire de soumettre à une réglementation spéciale et particulièrement rigoureuse les stupéfiants tels que l'opium et ses extraits, la cocaïne et le haschich.

La proposition de loi actuelle a pour objet de renforcer les pénalités sanctionnant les dispositions réglementaires qui concernent ou concerneront spécialement ces trois catégories de stupéfiants.

Elle ajoute de nouvelles pénalités à celles que prévoyait la loi de 1845.

Les infractions aux dispositions réglementaires visant d'une façon générale l'ensemble des substances vénéneuses ou visant particulièrement d'autres substances que l'opium, la cocaïne et le haschich continueront à être punies des peines édictées par la loi de 1845 et prévues à l'article 1er, savoir : un emprisonnement de six jours à deux mois et une amende de 100 à 3,000 fr.

Les infractions aux dispositions des décrets concernant spécialement ces stupéfiants tomberont, au contraire, sous l'application des pénalités instituées par la loi nouvelle et prévues à l'article 2, savoir : un emprisonnement de trois mois à deux ans et une amende de 1,000 à 10,000 fr., sans préjudice de l'interdiction des droits civiques que les tribunaux pourront prononcer pendant une durée de un à cinq ans.

Tel est le but de l'article 2 de la proposition.

L'article 3 punit les falsifications d'ordonnances ayant pour objet de se procurer l'un des poisons visés en l'article 2. Il réprime même la tentative de falsification.

Ce sont là deux délits nouveaux qu'il n'est pas sans intérêt d'inscrire dans nos codes et de réprimer sans pitié.

La confiscation des substances et ustensiles saisis, la fermeture des locaux où les délits seraient constatés et tout particulièrement la fermeture des fumeries d'opium constituent l'objet de l'article 4.

L'article 5 prévoit la récidive.

L'article 6 admet le principe des circonstances atténuantes.

L'article 7 envisage l'application aux colonies et aux pays de protectorat de la loi en discussion.

L'article 8 enfin constate un fait accompli : l'abrogation des articles 34 et 35 de la loi du 21 germinal an XI.

(1) Voir les nos 112, Sénat, année 1911; 250, année 1913; 207, 258 et 373, année 1915.

Après ces explications très brèves, nous avons l'honneur de vous soumettre la proposition de loi ci-après :

### PROPOSITION DE LOI

*Article unique.* — La loi du 19 juillet 1845 sur les substances vénéneuses est modifiée et complétée comme suit :

« *Art. 1er.* — Les contraventions aux règlements d'administration publique sur la vente, l'achat et l'emploi des substances vénéneuses sont punies d'une amende de 100 à 3,000 fr. et d'un emprisonnement de six jours à deux mois.

« *Art. 2.* — Seront punis d'un emprisonnement de trois mois à deux ans et d'une amende de 1,000 à 10,000 fr., ou de l'une de ces peines seulement, ceux qui auront contrevenu aux dispositions de ces règlements concernant les stupéfiants tels que : opium brut et officinal; extraits d'opium; morphine et ses sels; alcaloïdes de l'opium (à l'exception de la codéine), leurs sels; cocaïne et ses sels; haschich et ses préparations, et ceux qui auront usé en société desdites substances, ou en auront facilité à autrui l'usage à titre onéreux ou à titre gratuit, soit en procurant dans ce but un local, soit par tout autre moyen.

« Les tribunaux pourront, en outre, prononcer la peine de l'interdiction des droits civiques pendant une durée de un à cinq ans.

« *Art. 3.* — Seront punis des peines prévues en l'article 2 qui, au moyen d'ordonnances fictives, se seront fait délivrer ou auront tenté de se faire délivrer l'une des substances vénéneuses visées audit article, ou auront été trouvés porteurs sans motif légitime de l'une de ces mêmes substances.

« *Art. 4.* — Dans les cas prévus à l'article premier, les tribunaux pourront ordonner la confiscation des substances saisies. Dans les cas prévus à l'article 2, les tribunaux devront ordonner la confiscation des substances et ustensiles saisis ainsi que la fermeture du local et de l'établissement où le délit aura été constaté.

« *Art. 5.* — Les peines seront portées au double, en cas de récidive, dans les conditions de l'article 58 du code pénal.

« *Art. 6.* — L'article 463 du code pénal sera applicable.

« *Art. 7.* — Des décrets détermineront les conditions d'application de la loi à l'Algérie, aux colonies et pays de protectorat.

« *Art. 8.* — Les articles 34 et 35 de la loi du 21 germinal an XI demeurent abrogés. »

## ANNEXE N° 442

(Session ord. — Séance du 16 décembre 1915.)

RAPPORT fait au nom de la commission des finances chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ouverture au ministre de la guerre, sur l'exercice 1915, de crédits additionnels aux crédits provisoires, par M. Milliès-Lacroix, sénateur (1).

Messieurs, le projet de loi n° 1362, déposé le 21 octobre dernier sur le bureau de la Chambre, comprenait un certain nombre de demandes de crédits présentées par le département de la guerre. La commission du budget les a disjointes de ce projet de loi pour en faire l'objet d'un rapport spécial, dont les conclusions ont été votées par la Chambre le 2 décembre courant.

C'est le projet de loi ainsi adopté qui fait l'objet du présent rapport.

Les crédits demandés par le Gouvernement s'élevaient à 101,991,980 fr. La Chambre ayant opéré une réduction de 100,000 fr., portant sur le chapitre 14 relatif aux prisonniers de guerre, les ouvertures de crédit, comprises dans le projet de loi qui vous a été transmis, sont ramenées à 101,891,980 fr.

Nous examinons ci-après, chapitre par chapitre, les crédits demandés par le Gouvernement, en faisant connaître au fur et à mesure les décisions de la Chambre et les propositions de votre commission des finances.

(1) Voir les nos 413, Sénat, année 1915, et 1362-1463 et in-8° n° 300. — 11e législ. — de la Chambre des députés.

### Ministère de la guerre.

**1re section. — Troupes métropolitaines et coloniales.**

*Intérieur.*

CHAPITRE 11. — Frais de déplacements et transports.

Crédit demandé par le Gouvernement, 59 millions 400,000 fr.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 59,400,000 fr.

Le Gouvernement a justifié comme suit le crédit ci-dessus :

Dès le début de la guerre, il a été convenu entre le département de la guerre et le contrôle commun aux grands réseaux de chemins de fer qu'en raison de l'importance des dépenses qu'occasionneraient pendant les hostilités les transports militaires par voie ferrée, de l'impossibilité de liquider ces dépenses à mesure de l'exécution du service en vue de leur règlement immédiat et de la nécessité cependant de donner aux compagnies les moyens d'y faire face, il serait versé périodiquement des acomptes basés, comme le prévoit le règlement concernant la comptabilité des dépenses du département de la guerre, sur les onze douzièmes des dépenses présumées d'après l'intensité des transports.

Les acomptes alloués dans ces conditions pendant la période du 2 août 1914 au 30 septembre 1915 ont été successivement de :

| | |
|---|---|
| Août 1914 | 70.000.000 |
| Septembre 1914 | 35.000.000 |
| Octobre, novembre et décembre 1914 (30 millions par mois) | 90.000.000 |
| Janvier à septembre 1915 (25 millions par mois) | 225.000.000 |
| Total | 420.000.000 |

Le président du conseil d'administration du contrôle commun aux grands réseaux a fait savoir, au mois de septembre 1915, que, d'après les décomptes établis par ses services sur 43 p. 100 des ordres de transports délivrés du 2 août 1914 au 30 juin 1915, les dépenses réelles peuvent être évaluées pour cette période à la somme totale de 446,500,000 fr. Les acomptes auraient donc dû atteindre, jusqu'au 30 juin 1915, un chiffre égal aux onze douzièmes de ladite somme, soit..... 409.200.000

Si, de ce chiffre, on déduit les transports exceptionnels de concentration qui ne sont pas susceptibles de se reproduire, on obtient pour l'acompte correspondant à un mois moyen la somme de 33,550,000 francs.

En tablant sur cette moyenne pour la période du 1er juillet au 30 septembre 1915, les acomptes auraient dû être pour le troisième trimestre 1915 de..... 100.650.000

L'ensemble des acomptes dus pour la période du 2 août 1914 au 30 septembre 1915, d'après les évaluations faites ci-dessus et basées sur une partie des dépenses constatées, atteint donc..... 509.850.000

Le montant des acomptes réellement versés au 30 septembre 1915 étant, comme il a été exposé ci-dessus, de..... 420.000.000

Il reste dû, pour la période du 2 août 1914 au 30 septembre 1915, un arriéré de..... 89.850.000

Mais, dans les dépenses qui ont servi de base à ce décompte figurent celles résultant des transports effectués pour le compte des armées alliées et notamment de l'armée anglaise. Ces dépenses sont évaluées par le contrôle commun à 2,500,000 fr. par mois pour la période du 2 août 1914 au 30 juin 1915 et à 3,000,000 au minimum pour les mois ultérieurs, ce qui représente jusqu'au 30 septembre 1915 une somme globale de 36,500,000 fr. Des dispositions sont prises pour que les gouvernements dont relèvent ces armées versent directement aux compagnies de chemins de fer les acomptes correspondant aux dépenses les concernant.

Celles ci viennent donc en diminution de l'arriéré à liquider au compte du département de la guerre français; cet arriéré se trouve ainsi ramené à 53,350,000 fr.

Le contrôle commun demandait le payement de l'arriéré total (y compris les 36,500,000 fr.

des alliés) en six mois, soit une moyenne de..... 15.000.000
par mois qui, ajoutés à la mensualité de..... 33.550.000
représentant les dépenses courantes faisant par mois, pendant six mois, à partir du 1er octobre..... 48.558.000
qu'il ramenait d'ailleurs à 45,000,000 fr.

L'arriéré à payer par la guerre, déduction faite de la quote-part des alliés, n'étant que de 53,350,000 fr., il a paru possible de le liquider en trois mois, soit chaque mois 17,800,000 fr. D'autre part, les dépenses courantes évaluées à 33,550,000 fr. comprenant celles des alliés jusqu'à concurrence de 3 millions de francs, il ne reste à la charge du budget que 30,550,000 fr., soit au total pour chacun des mois, à partir du 1er octobre, 17,800,000 fr. + 30,550,000 fr. = 48,350,000 fr. En tenant compte de l'abattement de 3,550,000 fr. admis par le contrôle commun, on est conduit à inscrire au budget une somme de 44,800,000 fr.

En résumé, la liquidation avant la fin de 1915 de l'arriéré des acomptes dus au 30 septembre pour les transports concernant les troupes françaises et le payement des mêmes acomptes à partir du 1er octobre nécessitent, au titre du 4e trimestre 1915, un crédit total de 44,800,000 fr. × 3 = 134,400,000 fr.

La somme comprise pour ces acomptes, dans les crédits ouverts à ce trimestre ayant été calculée sur une mensualité de 25 millions de francs (comme pour les trois premiers trimestres) s'élève à de 75 millions de francs ; elle se trouve donc insuffisante de 59,400,000 fr. pour régler les acomptes dus.

Tels sont les motifs justifiant le crédit additionnel que le Gouvernement a demandé et que la Chambre des députés a voté.

La commission des finances a l'honneur de vous proposer d'adopter ce même chiffre.

CHAPITRE 14. — Entretien des prisonniers de guerre.

Crédit demandé par le Gouvernement, 3 millions de francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 2,900,000 fr.

Le Gouvernement a justifié comme suit sa demande d'un crédit de 3 millions au titre du présent chapitre dans l'exposé des motifs du projet de loi n° 1362 :

Les crédits ouverts à ce chapitre par les lois des 23 décembre 1914, 29 juin et 28 septembre 1915 pour l'installation des prisonniers de guerre s'élèvent à la somme de 3,200,000 fr. Sur cette somme, il ne reste actuellement disponible que 1,500,000 fr., compte tenu des dépenses déjà engagées ou à engager en vue de l'installation des derniers prisonniers de guerre capturés et de l'amélioration pour la période d'hiver des dépôts existants. Cette disponibilité est insuffisante pour constituer le nombre de places nécessaires à l'internement des prisonniers qui viendraient à être faits.

Les ressources en locaux existants ayant été largement exploitées jusqu'à présent et ne paraissant plus devoir fournir désormais qu'un appoint assez faible, il faut prévoir dès maintenant la création de toutes pièces d'un certain nombre de camps organisés au moyen de baraques. Il faut également créer un camp d'internement spécial pour les officiers. La dépense totale correspondante étant évaluée à 4,500,000 fr., il est demandé un crédit additionnel de 3 millions de francs pour y faire face.

La commission du budget de la Chambre a opéré sur le crédit demandé une réduction indicative de 100,000 fr., dans le but d'inviter le Gouvernement à employer toute son énergie à obtenir de l'Allemagne de nouvelles améliorations dans l'entretien de nos soldats et des alliés prisonniers de guerre.

La Chambre a ratifié la proposition de sa commission ; à son tour, votre commission des finances vous demande de vous associer à l'invitation faite au Gouvernement par la Chambre. Le crédit de 2,900,000 fr., au surplus, sera suffisant pour permettre les dépenses projetées par le ministère de la guerre.

CHAPITRE 18. — Service militaire des chemins de fer.

Crédit demandé par le Gouvernement, 11 millions de francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 11,000,000 fr.

Le Gouvernement a justifié comme suit le crédit ci-dessus :

Le crédit additionnel demandé représente une partie de dépenses évaluées à la somme de 47,250,000 fr., qui doivent s'échelonner sur les années 1915 et 1916 et qui se rapportent à l'acquisition de matériel de voie ferrée et à la participation de l'Etat à l'achat de wagons à marchandises destinés aux compagnies de chemins de fer du Paris-Lyon-Méditerranée, du Paris-Orléans et du Midi. Il comprend :

1° 10 millions de francs sur la dépense totale de 31,500,000 fr. prévue pour l'achat de matériel de voie ferrée ;

2° 1 million de francs sur la dépense totale de 15,750,000 fr. prévue pour la construction de wagons.

Ces opérations se justifient par les considérations suivantes :

*Matériel de voie ferrée.*

Les nombreux travaux exécutés depuis le début de la guerre, tant sur le réseau des armées que sur celui de l'intérieur, ont absorbé une partie importante du matériel de voie qui était entreposé par les compagnies, au moment de la mobilisation, pour le compte du service militaire des chemins de fer.

Sur un total de 1,365 kilomètres de voie qui étaient réservés à ce service, il en a été prélevé 557 depuis le mois de mai dernier, en sorte qu'actuellement le matériel affecté aux besoins de la guerre ne comprend plus que 808 kilomètres, dont 176 à peine en rails susceptibles d'être employés pour des voies principales.

Ces quantités sont insuffisantes pour permettre de satisfaire aux besoins connus et ceux à prévoir.

Les besoins connus exigent la création de nouveaux parcs, stations, magasins, entrepôts de réserve générale, etc... desservis par des voies.

L'augmentation intensive de la production des arsenaux, ateliers, poudreries, etc... nécessite une extension de leurs voies ferrées.

Des raccordements sont journellement demandés pour relier aux lignes de chemins de fer les usines qui travaillent pour la défense nationale. Par suite de cet état de choses, les faisceaux de certaines gares de triage ou déformation des trains doivent être agrandis, leur capacité ne répondant plus au rendement qu'ils ont à fournir.

D'autre part, d'importants besoins sont à prévoir si, comme il faut s'y attendre, les destructions opérées par l'ennemi, dans les régions réoccupées, obligent les armées à construire des sections de voie d'un assez grand développement.

En vue de se procurer le matériel nécessaire, le service militaire des chemins de fer avait tout d'abord envisagé la dépose de lignes en exploitation, qui aurait pu fournir 1,000 kilomètres de voie.

Mais, indépendamment du trouble profond qu'elle apporterait à la vie économique des régions dépossédées d'une partie de leurs voies ferrées, une telle mesure serait difficilement réalisable. Le démontage des voies exigerait, en effet, une main-d'œuvre considérable d'ouvriers de profession qui ne pourrait être que difficilement trouvée, étant donné le personnel réduit dont disposent les réseaux. Le travail serait d'ailleurs très long. En outre, il faudrait compter sur un déchet important de matériel, quel que fût le soin apporté dans la dépose des rails.

Les ressources nécessaires ne pouvant être obtenues par ce moyen, il est donc indispensable de recourir à une nouvelle commande de matériel qui porterait sur 1,000 kilomètres de voie courante et 400 appareils de changement de voie. C'est à cette quantité de matériel que correspond l'évaluation de 31,500,000 fr.

Le matériel qui viendrait à n'être pas employé au cours des hostilités serait rétrocédé dans la suite aux compagnies de chemins de fer, au prix moyen des marchés passés après la guerre.

*Wagons de marchandises.*

Les besoins des armées et le développement des industries qui travaillent pour la guerre exigent des transports extrêmement considérables, auxquels les compagnies de chemins de fer ont d'autant plus de peine à faire face, à l'aide de leur matériel actuel, que le trafic commercial atteint aujourd'hui plus de 90 p. 100 du trafic du temps de paix.

L'intérêt de la défense nationale, non moins que le maintien de la vie économique du pays rend donc indispensable une large et prompte augmentation du nombre de wagons de marchandises qui constituent les parcs des compagnies.

Il convient, en premier lieu, d'accélérer l'achèvement de 750 wagons dont la construction, entreprise avant la guerre par la compagnie du Paris-Lyon-Méditerranée, a été suspendue et se présente aujourd'hui dans des conditions plus onéreuses ; à cet effet, une prime forfaitaire de 1,000 fr. serait allouée par wagon livré dans un délai déterminé. Il en résultera donc une dépense de 750,000 fr.

D'autre part, les compagnies du Paris-Lyon-Méditerranée, du Paris-Orléans et du Midi acceptent de passer et de faire exécuter d'urgence une commande de 5,000 nouveaux wagons, dont elles supporteraient la dépense à concurrence des prix de leurs derniers marchés conclus avant la guerre, majorés de 25 p. 100. L'Etat prendrait à sa charge le surplus. Le prix d'avant la guerre des types de wagons à commander, majoré de 25 p. 100, peut être fixé en moyenne et approximativement à 7,000 fr. D'après les pourparlers engagés par les compagnies avec les industriels qui leur ont fait des offres, le prix réel d'acquisition de ces wagons serait d'environ 10,000 fr., y compris les droits de douane d'environ 1,000 fr. par unité. La part contributive de l'Etat par wagon s'élèverait donc à 10,000 fr. — 7,000 fr. = 3,000 fr., ce qui représente une dépense totale de 15,000,000 fr. dont un tiers environ correspond aux droits de douane destinés à être encaissés par le Trésor.

En résumé, la participation de l'Etat aux dépenses de construction ou d'acquisition des 5,750 wagons susvisés représente une dépense globale de 15,750,000 fr. ; la partie de cette dépense susceptible d'être faite en 1915 est évaluée à 1 million de francs, le surplus devant se répartir sur les deux premiers trimestres de 1916.

Il convient d'ajouter qu'une opération analogue est envisagée pour l'acquisition de 5,000 wagons par l'administration des chemins de fer de l'Etat ; la participation du département de la guerre à la dépense correspondante n'aurait lieu qu'en 1916 et sera prévue dans les crédits provisoires de cet exercice.

La commission du budget a fait remarquer qu'une partie du nouveau matériel doit être utilisée pour la création ou l'extension des voies de raccordement dans certaines usines, ou pour l'augmentation des faisceaux de certaines gares de triage, et que ces travaux, qui subsisteront après la guerre, profiteront, d'une manière permanente, aux industriels propriétaires des usines ou aux compagnies de chemins de fer. Elle a exprimé l'avis qu'il convient, dans ces conditions, de demander aux uns et aux autres d'accepter le payement à l'Etat, après la guerre, d'une certaine redevance dont il y a lieu de fixer le chiffre pour la plus-value donnée à leur outillage. « Ce n'est là, au surplus, a exposé l'honorable M. Raoul Péret dans son rapport, que l'application d'un principe d'équité, analogue à celui qui a été posé lorsque des lignes ont été établies par l'administration militaire pour assurer le ravitaillement ou les opérations militaires, et d'après lequel toutes celles de ces lignes qui pourraient être utilisées par les compagnies, pour l'exploitation commerciale de leurs réseaux, leur seraient rétrocédées, la valeur de ces rétrocessions venant en déduction du montant des indemnités à payer aux compagnies pour dommages occasionnés par la guerre. »

Votre commission appuie cette judicieuse observation.

En ce qui concerne les acquisitions de matériel roulant, si elle donne son adhésion aux crédits demandés pour y contribuer, elle insiste très vivement auprès du Gouvernement pour qu'il veille à ce que, tout d'abord, toutes les mesures nécessaires soient prises pour l'utilisation effective de tout le matériel existant. Il est vraiment scandaleux que, pendant de longs mois, des milliers de locomotives et de wagons soient restés sans emploi sur les rails de la compagnie des chemins de fer de l'Etat, alors que l'insuffisance de matériel causait au commerce un préjudice considérable.

D'autre part, il a été signalé que l'organisation des parcs d'artillerie et du génie de la zone des armées était telle que les wagons y

séjournaient, soit chargés, soit partiellement ou même totalement déchargés, beaucoup trop longtemps. En outre de la gêne qui en résulte pour les mouvements et manœuvres du matériel dans lesdits parcs, la longue stagnation qu'y subissent les wagons prive les compagnies de chemins de fer d'une partie de leur matériel. L'industrie nationale souffre de cet état de choses. C'est pourquoi nous avons cru devoir appeler l'attention du Gouvernement sur l'urgence qu'il y a à assurer le rapide retour dans les gares de triage des compagnies du matériel roulant après les déchargements.

Dans la réponse au vœu que nous avons récemment émis, M. le ministre de la guerre, à la date du 13 décembre courant, a bien voulu nous faire savoir que le matériel roulant sur le réseau des armées était l'objet d'un contrôle rigoureux et que le nombre des wagons immobilisés aurait été réduit de 50 p. 100 depuis le mois de septembre 1915. D'où il résulte qu'il reste encore un effort à faire pour ramener les choses proches de l'état normal. D'ailleurs, M. le ministre de la guerre le reconnaît lui-même, car il nous a fait part que, d'accord avec le grand quartier général, il procédait à une étude en vue d'accélérer encore la circulation du matériel, tant pour les transports militaires que pour les transports commerciaux. La commission prend acte de cette déclaration; mais elle insiste pour que cette étude soit faite avec la rapidité que comporte l'urgence des besoins du commerce et de l'industrie.

CHAPITRE 23. — Casernements et bâtiments militaires.

Crédit demandé par le Gouvernement, 6,300,000 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 6,300,000 fr.

Le général en chef a demandé, en vue des besoins de la campagne d'hiver, que 1,000 baraques démontables Adrian fussent expédiées sur le front avant l'hiver et qu'en outre, une réserve de 50 baraques fût tenue constamment à sa disposition. La dépense correspondante est évaluée à 5,520,000 fr.

D'autre part, dans l'état actuel, les besoins des troupes opérant en Orient ont nécessité et nécessiteront la fourniture de baraques du même type dont le nombre peut être estimé à 210, représentant une dépense de 1,008,000 francs.

De même, pour libérer, dans certains endroits, un certain nombre de bâtiments ou locaux réquisitionnés (écoles, usines, bâtiments agricoles, etc.) qui sont actuellement affectés aux besoins militaires et qu'il y a intérêt à rendre à leur destination normale, il y aurait lieu de procéder à des acquisitions de baraques pour une somme totale de 1,500,000 fr.

L'ensemble de ces divers besoins représente une dépense totale de 8,028,000 fr. La somme comprise pour les dépenses de cette nature dans les crédits provisoires du quatrième trimestre 1915 s'élève à 1,350,000 fr.; elle a pu être accrue et portée à 1,728,000 fr. au moyen de disponibilités sur les autres rubriques de dépenses. Un crédit additionnel de 6,300,000 fr. est demandé dans ces conditions pour faire face aux besoins constatés.

Nous aurions des réserves à faire sur l'adoption des baraques Adrian, dont le modèle porte le nom de l'intendant militaire qui l'a inventé.

Ce système de baraques en bois est adopté pour les casernements et hôpitaux provisoires. Il permettrait, paraît-il, de construire des hôpitaux, où la place de lit ne reviendrait qu'à 150 francs. Mais, pratiquement, après avoir doté l'édifice de planchers et de doubles parois, le prix de la place de lit revient à 226 fr. C'est approximativement le prix de la place de baraques d'autres modèles.

D'autre part, les baraques sont construites en matériaux légers; les lames des panneaux établis en bois vert se voilent en peu de temps de sorte que l'air pénètre de partout dans les salles. A peine, d'après un médecin inspecteur, peuvent-elles servir d'abris provisoires dans les hôpitaux d'évacuation, pour attendre l'embarquement.

Donc, prix de revient trop élevé, construction défectueuse et protection insuffisante.

A ces observations, ajoutons que, malgré que le crédit soit imputable au chapitre 23 (casernements et bâtiments militaires), la dépense n'en est pas moins faite sous la direction et la surveillance du service de l'intendance. On nous a justifié cette étrange anomalie par ce fait que le baraquement dont il s'agit était de l'invention d'un intendant militaire. A ce compte, si un officier d'artillerie inventait un modèle de chaussure spécial pour ses artilleurs, c'est la direction de l'artillerie qui présiderait à la confection de cet effet d'habillement. Et ainsi de suite pour les diverses armes ou les divers services. Nous prions l'administration de la guerre de vouloir bien rétablir chaque service dans le rôle qui lui appartient. C'est le génie qui doit construire les casernements et bâtiments militaires.

CHAPITRE 29. — Remonte.

Crédit demandé par le Gouvernement, 22 millions 500,000 fr.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 22,500,000 fr.

Ce crédit est nécessité, d'après les indications de l'administration de la guerre, par ce fait qu'on n'aurait pas tenu compte, dans les crédits provisoires du quatrième trimestre de 1915, des besoins nouveaux provenant de la situation dans les Balkans.

On nous a fait savoir que deux contrats ont été passés à l'étranger. Un avec M. Ryan pour 7,000 chevaux aux Etats-Unis, au prix de 269 dollars; l'autre avec M. Smith pour 8,000 mulets au prix de 245 dollars, au taux de change de 5 fr. 96.

Les prix moyens payés pour les chevaux et mulets acquis en France ou dans les pays étrangers sont les suivants :

Chevaux :

France (prix moyen général sans distinction de catégorie), 1,381 fr.

Amérique du Nord (marchés passés dans le 4e trimestre 1915), 269 dollars, soit environ, 1,603 fr.

Argentine, 800 fr.

Mulets :

France, 1,150 fr.

Algérie :

Mulets arabes, 650 fr.

Mulets français, 1,000 fr.

Amérique du Nord, 245 dollars, soit environ, 1,460 fr.

Argentine (suivant la taille), 600 à 800 fr.

Comme nous manifestions notre étonnement d'une telle différence de prix entre les achats en France, en Argentine et en Amérique du Nord, l'administration nous a fait remarquer que le taux du change entrait pour une large part dans l'élévation des prix payés en Amérique du Nord. Les chevaux de cette provenance, très vigoureux et bien dressés, sont supérieurs à ceux de l'Argentine et auraient donné pleine satisfaction.

Quant aux mulets, ceux de l'Argentine sont de très petite taille et, l'Espagne ayant interdit la sortie de ces animaux, force a été de recourir à l'Amérique du Nord, malgré les prix plus élevés.

*Algérie et Tunisie.*

CHAPITRE 55. — Frais de déplacements et transports.

Crédit demandé par le Gouvernement, 68,980 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 68,980 fr.

Notre résident général à Tunis et le général commandant la division d'occupation ont fait valoir que le budget de la Régence n'avait pas les ressources nécessaires pour faire face aux dépenses résultant de la convocation des réservistes tunisiens mobilisés, telles que transport, frais de déplacements, et qui s'élèvent à 68,980 fr.

Il paraît équitable que le Gouvernement français prennent ces dépenses à sa charge.

CHAPITRE 56. — Service du recrutement.

Crédit demandé par le Gouvernement, 2,723,000 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 2,723,000 fr.

Lors de la mobilisation, le gouvernement beylical a, par décrets des 2 août et 10 août 1914 alloué aux réservistes tunisiens rappelés sous les drapeaux une indemnité familiale, payable sur le budget de la régence. Cette indemnité est analogue aux allocations instituées par la loi du 5 août 1914 et attribuées aux familles des militaires français et indigènes algériens mobilisés, avec cette différence qu'elle est accordée indistinctement à toutes les familles des réservistes tunisiens mobilisés. La raison en est que ces familles sont toutes présumées nécessiteuses, puisque le régime de conscription appliqué en Tunisie comporte le remplacement et que celui-ci permet aux familles aisées d'échapper au service militaire.

Sur la demande du gouvernement beylical, il a paru équitable au Gouvernement français de prendre à sa charge les dépenses résultant de l'allocation de ces indemnités et d'en consentir le remboursement par le budget de la guerre au budget de la Régence sur le taux de 1 fr. par jour sans aucune majoration pour enfant. La dépense totale correspondante pour la période du 4 août 1914 au 31 décembre 1915 est évaluée à 3,549,000 fr., somme sur laquelle il avait déjà été remboursé 2,389,934 fr. au commencement de septembre 1915 sur les crédits ouverts au chapitre 56 pour les allocations à titre de soutien de famille en Algérie-Tunisie. Ce remboursement se poursuivra dans les mêmes conditions jusqu'à la fin des hostilités.

Mais le gouvernement beylical a demandé que cette mesure soit étendue aux indemnités familiales payées par le budget de la régence sur le taux de 75 centimes par jour aux familles des réservistes tunisiens restés en Tunisie. La dépense totale correspondante pour la période du 4 août 1914 au 31 décembre 1915 ressort à 1,330,000 fr.

D'autre part, le gouvernement beylical a exposé qu'il serait équitable de traiter dans les mêmes conditions que les réservistes les catégories de militaires suivantes :

1° *Indigènes tunisiens appelés des classes 1911 et 1912* pour lesquels la durée légale de trois années a pris fin les 31 octobre 1914 et 31 octobre 1915 et qui sont passés dans la catégorie des réservistes les 1er novembre 1914 et 1er novembre 1915.

2° *Indigènes tunisiens engagés ou rengagés au titre du remplacement administratif* qui, arrivés au terme de leur engagement ou rengagement au cours de la guerre, sont maintenus sous les drapeaux.

Aux uns et aux autres il serait alloué l'indemnité familiale de 1 fr. ou de 75 centimes par jour, suivant qu'ils servent en France ou en Tunisie.

La dépense totale correspondante se monte à 1,393,000 fr.

Mais le gouvernement tunisien a déclaré ne pouvoir accorder ces allocations qu'à la condition d'en être remboursé par le budget de la guerre français.

En résumé, les demandes du gouvernement beylical tendent à obtenir que la métropole prenne à sa charge en sus des 3,549,000 fr. correspondant aux indemnités familiales des réservistes indigènes tunisiens servant en France et que le budget de la guerre rembourse déjà au budget tunisien les indemnités familiales pour les familles des réservistes tunisiens restés en Tunisie, des appelés des classes 1911 et 1912 et engagés ou rengagés susvisés servant en France et en Tunisie, soit un ensemble de dépenses s'élevant à 2,723,000 fr.

Le Gouvernement français payant aux familles des indigènes algériens qui servent actuellement sous les drapeaux les allocations instituées par la loi du 5 août 1914 et les indemnités familiales accordées en Tunisie ayant la même caractère que ces allocations, il paraît équitable et logique que ces indemnités soient également supportées par le budget métropolitain.

C'est pourquoi votre commission des finances vous demande d'accorder le crédit de 2,723,000 fr. demandé par le Gouvernement et voté par la Chambre au titre du chapitre 56.

Finalement la commission des finances a l'honneur de proposer au Sénat d'accorder au Gouvernement les crédits votés par la Chambre des députés, en la forme du projet de loi ci-après :

PROJET DE LOI

*Article unique.* — Il est ouvert au ministre de la guerre, sur l'exercice 1915, en addition aux crédits provisoires alloués par les lois des 26 décembre 1914, 29 juin et 28 septembre 1915 et par des lois spéciales, pour les dépenses du budget général, des crédits s'élevant à la

somme totale de 104,891,980 fr. et applicables aux chapitres ci-après :

Intérieur.

| | |
|---|---|
| Chap. 11. — Frais de déplacements et transports | 59.400.000 |
| Chap. 14. — Entretien des prisonniers de guerre | 2.900.000 |
| Chap. 18. — Service militaire des chemins de fer | 11.000.000 |
| Chap. 23. — Casernements et bâtiments militaires | 6.300.000 |
| Chap. 29. — Remonte | 22.500.000 |

Algérie et Tunisie.

| | |
|---|---|
| Chap. 55. — Frais de déplacements et transports | 68.980 |
| Chap. 56. — Service du recrutement | 2.723.000 |
| Total égal | 104.891.980 |

## ANNEXE N° 442 (*rectifié*)

(Session ord. — Séance du 16 décembre 1915.)

RAPPORT fait au nom de la commission des finances chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ouverture au ministre de la guerre, sur l'exercice 1915, de crédits additionnels aux crédits provisoires, par M. Milliès-Lacroix, sénateur (1).

Texte rectifié
(24 décembre 1915).

PROJET DE LOI

PORTANT OUVERTURE DE CRÉDITS AU MINISTRE DE LA GUERRE, AU TITRE DU BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1915.

*Article unique.* — Il est ouvert au ministre de la guerre, pour les dépenses du budget général de l'exercice 1915, des crédits supplémentaires s'élevant à la somme totale de 104,891,980 fr. et applicables aux chapitres ci-après du budget de son ministère :

Intérieur.

| | |
|---|---|
| Chap. 11. — Frais de déplacements et transports | 59.400.000 |
| Chap. 14. — Entretien des prisonniers de guerre | 2.900.000 |
| Chap. 18. — Service militaire des chemins de fer | 11.000.000 |
| Chap. 23. — Casernements et bâtiments militaires | 6.300.000 |
| Chap. 29. — Remonte | 22.500.000 |

Algérie et Tunisie.

| | |
|---|---|
| Chap. 55. — Frais de déplacements et transports | 68.980 |
| Chap. 56. — Service du recrutement | 2.723.000 |
| Total égal | 104.891.980 |

Il sera pourvu aux crédits ci-dessus au moyen des ressources du budget général de l'exercice 1915.

## ANNEXE N° 443

(Session ord. — Séance du 16 septembre 1915.)

PROPOSITION DE LOI adoptée par la Chambre des députés, tendant à faciliter la réhabilitation des faillis simples ayant fait l'objet d'une citation à l'ordre de l'unité — armée, corps d'armée, division, brigade, régiment — à laquelle ils appartiennent, transmise par M. le président de la Chambre des députés à M. le président du Sénat (2).

(1) Voir les nos 412-442, Sénat, année 1915, et 1362-1463, et in-8° n° 300 — 11e législ. — de la Chambre des députés.

(2) Voir les nos 1243-1445 et in-8° n° 310 — 11e législ. — de la Chambre des députés.

## ANNEXE N° 444

(Session ord. — Séance du 16 décembre 1915.)

PROPOSITION DE LOI, adopté par la Chambre des députés, tendant à réprimer le trafic des monnaies et espèces nationales, transmise par M. le président de la Chambre des députés à M. le président du Sénat (1). — (Renvoyée à la commission des finances.)

## ANNEXE N° 445

(Session ord. — Séance du 16 décembre 1915.)

PROPOSITION DE LOI, adoptée par la Chambre des députés, déterminant les conditions dans lesquelles pourront être légitimés les enfants dont les parents se sont trouvés, par la mobilisation du père et le décès de ce dernier, dans l'impossibilité de contracter mariage, transmise par M. le président de la Chambre des députés à M. le président du Sénat (2). — (Renvoyée à la commission, nommée le 7 juin 1906, chargée de l'examen d'une proposition de loi tendant à modifier plusieurs dispositions légales relatives au mariage.)

## ANNEXE N° 446

(Session ord. — Séance du 16 décembre 1915.)

PROPOSITION DE LOI, adoptée par la Chambre des députés, ayant pour objet de modifier la loi du 8 août 1913 sur les engagements et rengagements dans l'armée de mer et portant modification de la loi du 24 décembre 1896 sur l'inscription maritime, transmise, par M. le président de la Chambre des députés, à M. le président du Sénat (3). — (Renvoyée à la commission de la marine.)

## ANNEXE N° 447

(Session ord. — Séance du 16 décembre 1915.)

PROPOSITION DE LOI adoptée par la Chambre des députés relative au fonctionnement et à la compétence des tribunaux militaires en temps de guerre, transmise par M. le président de la Chambre des députés à M. le président du Sénat (4). — (Renvoyée à la commission, nommée le 29 juin 1909, chargée de l'examen d'un projet de loi portant suppression des conseils de guerre permanents et des tribunaux maritimes).

## ANNEXE N° 448

(Session ord. — Séance du 16 décembre 1915.)

PROPOSITION DE LOI adoptée par la Chambre des députés ayant pour objet : 1° de dispenser du timbre et de l'enregistrement les pièces produites à l'effet d'obtenir remise ou payement des objets, sommes et valeurs dépendant des successions des militaires ou marins tués à l'ennemi et des civils décédés par suite des faits de guerre ; 2° de simplifier les formalités imposées à leurs héritiers en ligne directe et au conjoint ; 3° de dispenser du timbre et de l'enregistrement les testaments faits par des militaires pendant la durée des hostilités, transmise par M. le président de la Chambre des députés à M. le président du Sénat (1). — (Renvoyée à la commission des finances.)

(1) Voir les nos 1415-1429-1493 et in-8° n° 311. — 11e législ. — de la Chambre des députés.

(2) Voir les nos 1349-1403-1459-1525 et in-8° n° 312 — 11e législ. — de la Chambre des députés.

(3) Voir les nos 1031-1242-1298-1319-1329-1350-1357-1466, et in-8° n° 315. — 11e législ. — de la Chambre des députés.

(4) Voir les nos 1395-1398-1519, et in-8° n° 318. — 11e législ. — de la Chambre des Députés.

## ANNEXE N° 449

(Session ord. — Séance du 16 décembre 1915.)

RAPPORT fait au nom de la commission des finances chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ouverture de crédits additionnels aux crédits provisoires de l'exercice 1915 et annulation de crédits sur le même exercice, par suite de la nomination de ministres d'État et de création et de suppression de sous-secrétariats d'État, par M. Emile Aimond, sénateur (2).

Messieurs, le projet de loi qui fait l'objet du présent rapport résulte de la fusion opérée par la Chambre des deux projets de loi nos 1263 et 1426, déposés respectivement les 16 septembre et 11 novembre derniers sur le bureau de cette assemblée. Le premier d'entre eux avait pour objet d'ouvrir les crédits additionnels nécessaires (10,400 fr.) pour faire face au traitement du sous-secrétaire d'Etat de l'aéronautique militaire et aux indemnités du personnel de son cabinet, pour la période s'étendant du 14 septembre 1915, date de sa nomination, jusqu'au 31 décembre courant.

Le second portait ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1915 par suite de la nomination de ministres d'Etat et de la suppression de sous-secrétaires d'Etat. Les crédits demandés s'élevaient à 37,469 fr. et ceux dont l'annulation était proposée à 9,828 fr.

La Chambre, sur la proposition de sa commission du budget, a réduit de 1,018 fr. les crédits demandés.

Le montant des crédits dont l'ouverture était proposée dans le projet de loi qui vous a été transmis s'élevait dans ces conditions à 46,859 francs et celui des crédits à annuler à 9,823 francs. Mais nous devons faire remarquer que nous sommes saisis également d'un cahier de crédits relatifs aux différents sous-secrétariats d'Etat du ministère de la guerre et que le rapport de M. Milliès-Lacroix va nous être incessamment soumis. Il a paru, dans ces conditions, à votre commission qu'il n'y avait pas lieu de scinder les crédits relatifs à ces sous-secrétariats d'Etat et qu'ils devaient faire l'objet d'un examen d'ensemble.

Votre commission vous propose, en conséquence, de prononcer la disjonction du présent projet de loi des crédits relatifs à l'aéronautique ; ces crédits seront joints à ceux demandés pour les divers sous-secrétariats d'Etat du ministère de la guerre.

Ainsi qu'on l'a signalé à la Chambre, la création par décret des ministres d'Etat, de même d'ailleurs que celle du ministre sans portefeuille qui les avait précédés, n'est pas très légale. Des ministères doivent, en effet, être créés par la loi. La constitution de 1875 est, il est vrai, muette sur ce point, mais cette proposition n'en est pas moins devenue une véritable règle de notre droit constitutionnel. Le ministère des colonies a été créé par la loi du 17 mars 1894 ; le ministère du travail et de la prévoyance sociale a été, par contre, institué par décret du 25 octobre 1906, mais cette création par décret, qui a été sanctionnée d'ailleurs par la loi du 16 novembre suivant, a donné lieu à de vives protestations.

Nous ajoutons que nous ne concevons pas bien comment le titre de ministre d'Etat peut se concilier avec la réalité. Les ministres sont tous, à titre égal, secrétaires d'Etat ; c'est là le seul vocable employé dans le droit parlementaire.

Nous ne croyons d'ailleurs pas devoir insister sur ces questions de principe, l'institution de ministres d'Etat étant toute passagère et ne devant pas survivre à la guerre.

On a également discuté à la Chambre la question de savoir si l'octroi aux ministres d'Etat du même traitement qu'aux autres ministres

(1) Voir les nos 1077-1092-1233-1271-1437, et in-8° n° 317. — 11e législ. — de la Chambre des députés.

(2) Voir les nos 417, Sénat, année 1915, et 1263-1426-1483 et in-8° n° 307. — 11e législ. de la Chambre des députés.

était justifié. On a fait valoir que les ministres d'Etat n'avaient la charge d'aucun département ministériel.

Le Gouvernement n'a pas pensé, quant à lui, qu'il y avait lieu de « créer en quelque sorte deux zones dans le même ministère, la zone du désintéressement et l'autre » et il s'est opposé avec énergie à ce que le traitement des ministres d'Etat fût supprimé.

Nous rappellerons, à cette occasion, que votre commission des finances, antérieurement à la constitution du cabinet actuel, avait accueilli favorablement l'idée de restreindre, autant que possible, et pendant la durée de la guerre, le nombre des départements ministériels, précisément pour compenser les extensions reconnues nécessaires dans les ministères plus particulièrement intéressés à la défense nationale. Aujourd'hui, le Gouvernement, pour des raisons politiques que nous n'avons pas à examiner ici, a cru nécessaire de s'adjoindre des ministres sans portefeuille, qui doivent lui apporter leurs conseils et l'appui de leur expérience éclairée et de leur autorité morale. Nous nous inclinons devant cette décision et nous vous demandons de voter les crédits qui vous sont demandés pour le traitement de ces ministres.

Nous examinons ci-après, chapitre par chapitre, les crédits demandés par le Gouvernement, en vous faisant connaître en même temps les décisions de la Chambre et les propositions de votre commission des finances.

### 1° Ouvertures.

#### Ministère des finances.

CHAPITRE 43 *bis*. — Traitements du président du conseil et des ministres d'Etat.

Crédit demandé par le Gouvernement dans le projet de loi n° 1426, 30,500 fr.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 30,500 fr.

Le crédit nécessaire pour le payement des traitements des quatre ministres d'Etat doit être calculé à raison du nombre de jours et de mois restant à courir à partir de la date des décrets nommant les ministres, c'est-à-dire à raison de deux mois et un jour, soit soixante et un jours.

En prenant pour base le montant du traitement mensuel, soit 5,000 fr., on obtient, pour le payement de 4 ministres d'Etat pendant 61 jours, la somme de $\frac{5{,}000 \text{ fr.} \times 61 \times 4}{30} =$ 40.666

Mais il y a lieu de déduire de cette somme le disponible à provenir, pour le présent chapitre, du transfert au chapitre 1er du ministère des affaires étrangères du traitement du président du conseil, soit $\frac{5{,}000 \text{ fr.} \times 61}{30} =$ ..... 10.166

Le crédit à ouvrir ressort dans ces conditions à..... 30.500

CHAPITRE 43 *ter*. — Indemnités au cabinet du Président du conseil et aux cabinets des ministres d'Etat.

Crédit demandé par le Gouvernement dans le projet de loi n° 1426, 5,281 fr.

Crédit voté par la Chambre des députés et proposé par votre commission des finances, 5,281 fr.

A raison de 10,000 fr. par cabinet, les indemnités à allouer au personnel des cabinets des cinq ministres d'Etat représentent pour une année entière une dépense de 50,000 fr. et pour deux mois et un jour :

$\frac{50{,}000 \text{ fr.} \times 61}{360} =$ ..... 8.472 22

Mais il existe, sur le crédit antérieurement ouvert pour le payement des indemnités des cabinets du président du conseil et du ministre sans portefeuille, un disponible de..... 3.191 93

Le crédit à ouvrir n'est donc que de..... 5.280 29

soit 5,281 fr. en nombre rond.

#### Ministère des affaires étrangères.

CHAPITRE 2. — Indemnités et gratifications au personnel de l'administration centrale.

Crédit demandé par le Gouvernement dans le projet de loi n° 1426, 678 fr.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 678 fr.

Le crédit demandé s'applique aux indemnités du personnel du cabinet du président du conseil.

Pour l'année entière, le crédit nécessaire est de 16,000 fr., mais une somme de 12,000 fr. figurait déjà parmi les crédits du chapitre pour le service des indemnités au cabinet du sous-secrétaire d'Etat ; cette somme étant devenue partiellement disponible par suite de la suppression du sous-secrétariat d'Etat aux affaires étrangères, on se borne à demander, pour faire face aux dépenses nouvelles mises à la charge du chapitre, un crédit de

$$\frac{(16{,}000 \text{ fr.} - 12{,}000 \text{ fr.}) \times 61}{360} = 678 \text{ fr.}$$

CHAPITRE 3. — Personnel de service.

Crédit demandé par le Gouvernement dans le projet de loi n° 1426, 260 fr.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, néant.

Le crédit demandé par le Gouvernement devait s'appliquer à la rémunération de l'huissier chargé d'assurer le service des deux ministres d'Etat installés au palais d'Orsay. On devait recourir à un auxiliaire rétribué à raison de 5 fr. par jour, soit par an, pour 310 jours ouvrables, 1,550 fr. et pour deux mois 260 fr.

Le gardien de bureau auxiliaire rendu disponible par la suppression du sous-secrétaire d'Etat était affecté au service du secrétaire général.

La commission du budget a refusé d'accorder le crédit demandé, estimant que le personnel actuel pouvait suffire à assurer le service et la Chambre a ratifié cette décision.

Votre commission des finances n'a pas plus d'observations à présenter à ce sujet que le Gouvernement lui-même.

CHAPITRE 6. — Matériel et impressions.

Crédit demandé par le Gouvernement dans le projet de loi n° 1426, 750 fr.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, néant.

Le crédit demandé devait permettre de faire face aux dépenses permanentes de matériel nécessitées par l'installation de deux ministres d'Etat au palais d'Orsay. Ces dépenses étaient évaluées à 4,500 fr. pour l'année entière, soit pour deux mois 750 fr.

Le Gouvernement ajoutait, dans l'exposé des motifs du projet de loi n° 1426, que la création du secrétariat général pouvait être réalisée, sans inscription de crédit nouveau, par l'utilisation du crédit de 4,000 fr. antérieurement affecté au sous-secrétariat d'Etat.

Quant aux frais occasionnés par l'installation au ministère de l'instruction publique et au ministère de l'agriculture des deux autres ministres d'Etat, ils pouvaient être convertis par les dotations déjà allouées.

La commission du budget, estimant qu'il pouvait être fait face au supplément de dépenses résultant de l'installation de deux ministres d'Etat aux affaires étrangères à l'aide des crédits déjà votés, a rejeté le crédit additionnel demandé et la Chambre a ratifié sa décision.

Votre commission des finances vous propose de vous y rallier également.

#### Ministère de la guerre.

CHAPITRE 1er. — Traitement du ministre, des sous-secrétaires d'Etat et du secrétaire général. — Personnel militaire de l'administration centrale.

Crédit demandé par le Gouvernement dans le projet de loi n° 1262 et voté par la Chambre, 7,480 fr.

Crédit proposé par votre commission des finances, réservé.

CHAPITRE 2. — Personnel civil de l'administration centrale.

Crédit demandé par le Gouvernement dans le projet de loi n° 1262 et voté par la Chambre, 2,970 fr.

Crédit proposé par votre commission des finances, réservé.

Votre commission des finances a disjoint les crédits ci-dessus pour les motifs indiqués au début du présent rapport.

### 2° Annulations.

#### Ministère des affaires étrangères.

CHAPITRE 1er. — Traitements du ministre et du sous-secrétaire d'Etat. — Personnel de l'administration centrale.

Annulation proposée par le Gouvernement dans le projet de loi n° 1426, 4,236 fr.

Annulation votée par la Chambre et proposée par votre commission des finances, 4,236 fr.

Cette annulation correspond à la partie du traitement du sous-secrétaire d'Etat qui reste disponible par suite de la suppression du sous-secrétariat d'Etat aux affaires étrangères $\left(\frac{25{,}000 \text{ fr.} \times 61}{360}\right)$.

#### Ministère de l'intérieur.

CHAPITRE 1er. — Traitements du ministre, du sous-secrétaire d'Etat ; traitements du personnel de l'administration centrale.

Annulation proposée par le Gouvernement dans le projet de loi n° 1426, 5,592 fr.

Annulation votée par la Chambre et proposée par votre commission des finances, 5,592 fr.

Cette annulation est la conséquence de la suppression du sous-secrétariat d'Etat au ministère de l'intérieur.

Elle se décompose comme il suit :

| | |
|---|---|
| 1° Traitement du sous-secrétaire d'Etat (61 jours)..... | 4.236 08 |
| 2° Disponible existant sur le crédit afférent aux indemnités du personnel du cabinet du sous-secrétaire d'Etat..... | 1.355 54 |
| Total..... | 5.591 62 |

soit, en chiffre rond, 5,592 fr.

En conséquence des explications qui précèdent, nous avons l'honneur de vous proposer d'adopter le projet de loi dont la teneur suit :

#### PROJET DE LOI

Art. 1er. — Il est ouvert aux ministres, sur l'exercice 1915, en addition aux crédits provisoires alloués par les lois des 26 décembre 1914, 29 juin et 28 septembre 1915 et par des lois spéciales, pour les dépenses du budget général, des crédits s'élevant à la somme totale de 36,459 fr.

Ces crédits demeurent répartis, par ministère et par chapitre, conformément à l'état A annexé à la présente loi.

Art. 2. — Sur les crédits provisoires ouverts aux ministres au titre de l'exercice 1915 par les lois des 26 décembre 1914, 29 juin et 28 septembre 1915 et par des lois spéciales pour les dépenses du budget général, une somme de 9,828 francs est et demeure définitivement annulée, conformément à l'état B annexé à la présente loi.

## ANNEXE N° 450

(Session ord. — Séance du 16 décembre 1915.)

RAPPORT fait au nom de la commission chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à élargir les conditions de constitution de rentes viagères à la caisse nationale des retraites pour la vieillesse, par M. Paul Le Roux, sénateur (1).

Messieurs, le projet de loi relatif à la caisse nationale des retraites pour la vieillesse, et qui a été voté par la Chambre des députés dans sa séance du 10 décembre courant, a un triple objet :

1° Porter de 1,200 fr. à 2,400 fr. le maximum annuel des rentes viagères ;

2° Elever de 500 fr. à 4,000 fr. le maximum annuel des versements ;

3° Autoriser les constitutions de rentes via

(1) Voir les nos 427, Sénat, année 1915, et 1526 1550 et in-8° n° 313 — 11e législ. — de la Chambre des députés.

gères non plus seulement à partir de l'âge de trois ans, mais dès la naissance.

Ces modifications, inspirées par le désir de répondre au vœu d'un grand nombre de déposants, trouvent leur justification naturelle dans les transformations très importantes subies par la vie économique au cours de ces vingt dernières années.

Alors que, vers 1886, une pension annuelle de 1,200 fr. pouvait être considérée comme suffisante pour permettre de vivre dans une aisance relative, il n'en est plus de même aujourd'hui. Les conditions de la vie sont devenues beaucoup plus difficiles; la cherté des vivres, la hausse des loyers entraînent notamment une aggravation de charges particulièrement lourdes pour les foyers modestes. L'artiste, le petit patron, le commerçant, qui, au seuil de la vieillesse, n'ont plus pour assurer leur vie que le fruit de leur épargne, doivent actuellement disposer de ressources sensiblement plus élevées que celles dont ils auraient pu se contenter il y a quelques années. 100 fr. par mois pouvaient jadis leur suffire; aujourd'hui cette somme est trop faible et le repos auquel chacun d'eux aspire ne peut être acquis à ce prix.

Aussi ne peut-on qu'approuver cette disposition du projet qui élève au double le maximum de 1,200 fr. prévu dans la loi de 1886.

Pour des raisons de même ordre, il convenait de prendre une mesure analogue en ce qui concerne le chiffre annuel des versements. Il doit, en effet, y avoir corrélation entre le maximum de versement et le maximum de rente et il ne serait pas rationnel d'accroître l'un sans augmenter l'autre. D'autre part, il serait illusoire d'avoir autorisé l'acquisition de pensions relativement importantes si, par une limitation trop étroite du montant des versements, on mettait, en fait, toute une catégorie de déposants dans l'impossibilité de bénéficier de cette amélioration. Or, c'est déjà ce qui se produit à l'heure présente où des sommes fort nombreuses ne peuvent, pour des raisons diverses, le plus souvent parce que leur épargne leur était indispensable pour leur commerce ou leur entreprise, commencer leurs versements qu'à l'âge de quarante, cinquante ou cinquante-cinq ans. Avec la limitation à 500 fr. par an du chiffre des versements, il n'était pas possible à ces déposants de se constituer, à bref délai, une retraite convenable. Avec l'élévation à 4,000 fr. du maximum des dépôts, tous ces épargnants vont pouvoir, au contraire, s'adresser à la caisse nationale des retraites.

Cette nouvelle disposition aura, au surplus, l'avantage de donner à celui qui, par succession ou pour une cause fortuite, sera en possession d'un petit capital, la faculté d'en faire le versement immédiat pour se constituer une pension de retraite, chose qu'il ne peut faire actuellement.

Enfin, la loi de 1886, dans son article 13, stipule que les versements sont acceptés au profit de toute personne âgée de plus de trois ans. Le projet qui vous est soumis abroge cette disposition en précisant que les versements peuvent être faits au profit de toute personne dès sa naissance. La restriction insérée dans la loi de 1886 procédait de cette idée que la mortalité du premier âge était trop grande pour permettre la constitution de rentes viagères au profit des jeunes enfants.

L'expérience a prouvé que ces craintes étaient exagérées. D'autre part, si des considérations d'ordre public conduisent à proscrire l'assurance en cas de décès sur la tête des enfants, rien de semblable ne s'oppose aux constitutions de rentes viagères qui sont des assurances en cas de vie, c'est-à-dire faites au bénéfice de l'assuré lui-même et non de ses ayants droit. Il y a même tout avantage à admettre ces opérations, puisque bien souvent, à l'occasion de la naissance, des parents, des amis bienfaiteurs de l'enfant sont heureux de pouvoir lui apporter, dès le berceau, le témoignage de leur affection par la remise d'une certaine somme. Et lorsque cette manifestation d'amitié se double d'un acte de prévoyance, comment ne pas l'encourager!

Telles sont, dans leur ensemble, les modifications qu'apportent à la législation actuelle de la caisse nationale des retraites les dispositions du projet voté par la Chambre des députés, et que votre commission propose à votre approbation : leur adoption ne peut, en effet, avoir que des conséquences heureuses, tant au point de vue des intérêts particuliers des déposants que de ceux de cette institution, dont il importe d'assurer, d'ailleurs, la prospérité, son concours étant des plus précieux dans l'œuvre du développement de la prévoyance sociale qu'a entreprise le législateur.

Pour tous ces motifs, la commission vous demande de voter le texte tel qu'il nous vient de la Chambre.

PROJET DE LOI

*Article unique.* — Le maximum de la rente viagère que la caisse nationale des retraites pour la vieillesse est autorisée à faire inscrire sur la même tête est fixé à 2,400 fr.

Les sommes versées dans une année au compte de la même personne ne peuvent excéder 4,000 fr.

Les versements peuvent être faits au profit de toute personne à partir de sa naissance. La caisse nationale des retraites pour la vieillesse établira, à cet effet, pour les âges inférieurs à trois ans, une table de mortalité qu'elle rectifiera ultérieurement d'après les résultats dûment constatés de ces opérations.

Sont abrogées toutes dispositions contraires de la loi du 20 juillet 1886.

## ANNEXE N° 451

(Session ord. — Séance du 22 décembre 1915.)

**PROJET DE LOI, adopté par la Chambre des députés, portant : 1° ouverture sur l'exercice 1916 des crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1916 ; 2° autorisation de percevoir pendant la même période les impôts et revenus publics, présenté au nom de M. Raymond Poincaré, Président de la République française, par M. A. Ribot, ministre des finances. — (Renvoyé à la commission des finances.)**

## ANNEXE N° 452

(Session ord. — Séance du 22 décembre 1915.)

**RAPPORT fait au nom de la commission des finances chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, fixant diverses mesures destinées à parer à l'insuffisance éventuelle des recettes du budget général et des budgets annexes des chemins de fer de l'Afrique occidentale française, par M. Emile Aimond, sénateur (1).**

Messieurs, par un projet de loi qu'il a déposé sur votre bureau dans votre séance du 16 décembre courant, le Gouvernement vous demande d'autoriser le ministre des finances à faire au budget général de l'Afrique occidentale française, sur les fonds du Trésor, des avances à concurrence de 15,500,000 fr., pour parer à l'insuffisance éventuelle des recettes de ce budget et des budgets annexes des chemins de fer de la même colonie.

L'Afrique occidentale française a été, en effet, partiellement éprouvée du fait de la guerre. Notre belle possession est, en dehors de l'Afrique du Nord, la plus rapprochée de la métropole. Elle a toutes ses relations commerciales avec l'Europe et l'ouverture des hostilités a immédiatement raréfié, avec les marchés qui lui étaient ouverts, les moyens de transport maritimes qui lui sont indispensables. De plus, le budget général, où l'unité financière de l'Afrique occidentale française trouve son expression, a comme élément de recettes de beaucoup le plus important le montant des droits perçus à l'entrée et à la sortie de la colonie sur les marchandises, ce qui devait rendre ses ressources précaires aussitôt que se produirait une crise commerciale aussi grave que celle de 1914 et 1915.

L'importance des transactions avec l'extérieur a diminué dans une proportion qui atteignait 49 p. 100 pour la période comprise entre le 1er octobre 1914 et le 1er avril 1915. Cette proportion n'était plus, au cours du 2e trimestre 1915, que de 22 p. 100 et à l'heure actuelle continue à se relever. En réalité, toutefois, si la crise s'atténue, on n'en est pas moins obligé de reconnaître qu'elle a eu une répercussion fâcheuse sur tous les budgets de l'Afrique occidentale française, mais surtout sur le budget général.

L'examen rapide des divers budgets de l'Afrique occidentale française permettra de reconnaître de façon plus complète les causes du déficit actuel.

### Situation du budget général.

Il ne faut point perdre de vue que le budget général est un organisme financier qui a été créé surtout en vue de faire face aux besoins fédératifs des colonies du groupe. Il a, de ce chef, la charge des emprunts suivants, que l'Afrique occidentale française a été successivement autorisée à émettre :

| | |
|---|---|
| Loi du 5 juillet 1913..... | 65.000.000 |
| Loi du 22 janvier 1907..... | 100.000.000 |
| Loi du 18 février 1910..... | 14.000.000 |
| Loi du 23 décembre 1913..... | 167.000.000 |
| Total..... | 346.000.000 |

Sur le dernier emprunt de 167,000,000 fr., seule, une première tranche de 20,000,000 fr. a été émise, ce qui ramène le montant des emprunts contractés à 199,000,000 fr. et non à 326 millions, ainsi qu'une erreur d'impression le fait dire à l'honorable rapporteur de la Chambre.

Le service de l'intérêt et de l'amortissement de ces emprunts nécessite une annuité de..... 8.712.780 32
payable en deux échéances, avril et octobre.

Le budget général a, en outre, à supporter annuellement les dépenses suivantes :

| | |
|---|---|
| Remboursement au Trésor des avances pour la construction du chemin de fer de Kayes au Niger..... | 917.000 » |
| Contributions aux dépenses militaires de l'Etat..... | 2.930.000 » |
| Annuité pour le rachat du wharf de Cotonou..... | 190.000 » |
| Impôt sur le revenu des coupons des obligations de l'Afrique occidentale française..... | 261.000 » |
| Garantie d'intérêt à la société concessionnaire des chemins de fer du Dahomey..... | 300.000 » |
| Soit un ensemble annuel de dettes exigibles de..... | 13.310.780 32 |

qui, si l'on y ajoute diverses autres contributions, s'élève à une moyenne de 16 à 17 millions (1).

Il convient de rapprocher cette somme du chiffre total du budget général, dont les prévisions de recettes et de dépenses étaient en 1914 de..... 31.300.000
et ont été ramenées en 1915 à..... 23.450.000
représentant sur l'année précédente une réduction de..... 7.850.000

Les dettes exigibles constituent donc, en 1915, environ les deux tiers du montant du budget général.

Quant aux recettes, leur diminution est due à la pénurie de la fabrication en Europe, à la raréfaction des moyens de transport, à l'accroissement du prix du fret, au resserrement du crédit, à la suppression du marché des pays ennemis (2), à l'interdiction ou à la limitation d'exportation de certains produits du cru, à la fermeture de nombreuses factoreries, par suite de la mobilisation, à l'exode des Européens, au départ de gros effectifs militaires. Telles sont du moins les causes principales du déficit qui, du fait de la guerre, a atteint tout d'un coup les recettes douanières de l'Afrique occidentale française. Aussi l'exercice 1914 s'est-il clos avec une moins-value de 3,880,000 fr., bien que toutes les dépenses aient été ramenées au strict indispensable, que tous les travaux aient été arrêtés, à l'exception de ceux qui présentaient un intérêt militaire, et que le fonctionnement des services ait été réduit à sa plus simple expression.

C'est pour tenir compte de cette situation, qu'il jugeait inévitable, que le département des colonies a, par dépêche ministérielle du 13 septembre 1914, prescrit au gouverneur général de

(1) Voir les nos 438, Sénat, année 1915, et 1209-1308-1373-1374-1503, et in-8° n° 319. — 11e législ. — de la Chambre des députés.

(1) 17,952,798 fr. en 1914, 15,896,273 fr. 32 en 1915.

(2) Part de l'Allemagne dans le commerce extérieur de l'Afrique occidentale française en 1913 : Importations 5,50 p. 100; exportations 18,8 p. 100; nombre de navires 20,8 p. 100.

comprimer strictement les dépenses et que les services financiers de l'Afrique occidentale française ont, conformément à ces instructions, réduit de 7,850,000 fr. les prévisions budgétaires de 1915. Encore l'équilibre n'a-t-il pu être obtenu que par un prélèvement de 4 millions 124,234 fr. sur la caisse de réserve.

Mais l'administration locale, en établissant le budget général sur ces bases, avait considéré que la guerre serait victorieusement terminée au mois de mai 1915. Les recettes douanières ont, en conséquence, fait l'objet de deux estimations distinctes: celles des cinq premiers mois ont été basées sur la moyenne des résultats obtenus du 1er août au 30 novembre 1914, soit une prévision mensuelle de 761,631 fr. 40; celles des sept derniers mois ont été calculées d'après la méthode ordinaire (moyenne des trois dernières années diminuée de la régression moyenne), mais en augmentant de 1 million par an le chiffre obtenu par ce procédé, soit une prévision mensuelle de 1 million 937,891 fr. 85 (1).

Pour parer à l'insuffisance des recettes du budget, en attendant que le Parlement se soit prononcé sur l'assistance demandée à l'Etat, la colonie a dû faire provisoirement appel aux caisses de réserve des budgets locaux.

### Situation des budgets locaux

Cet emprunt provisoire nous amène à examiner quelle est la situation des budgets locaux que le jeu des subventions et contributions peut rendre solidaires du budget général. Tandis que celui-ci est alimenté par des droits de douane, la majeure partie des recettes des budgets locaux provient des impôts perçus sur l'indigène (impôt personnel, patentes, licences, etc.). La crise du négoce a atteint forcément aussi les sources de la fortune indigène.

Des insuffisances de recettes pour les budgets locaux figurent aux prévisions de 1915 pour les sommes ci-après :

| | |
|---|---|
| Sénégal (administration directe). | 350.000 fr. |
| Dahomey | 738.000 |
| Mauritanie | 736.500 |

Elles ont été comblées dès le début de l'exercice par des subventions du budget général (chap. 1 du budget général, art. 3, § 8).

L'examen comparatif, pour les principales sources de revenus, des recettes réalisées en 1913 et des prévisions pour 1914 et pour 1915 montre que, malgré la compression des dépenses, l'équilibre budgétaire n'a pu être maintenu pour l'année courante qu'en escomptant des rentrées d'impôts presque égales et parfois supérieures à celles des mois qui ont précédé la guerre. Dans certaines colonies, il a même fallu faire appel aux réserves qui ne sont généralement employées que pour le payement des dépenses extraordinaires, notamment l'exécution des travaux publics. Or le contribuable indigène tire surtout de la vente de ses produits les moyens qui lui permettent de s'acquitter vis-à-vis du Trésor. Il est à craindre qu'il lui soit de plus en plus difficile, à mesure que se prolonge la guerre, et avec elle la crise commerciale, de faire face au payement de l'impôt. Il convient de rappeler au surplus que le recrutement de plus en plus intense de tirailleurs en Afrique occidentale enlève au pays une fraction importante de sa main-d'œuvre.

### Situation des budgets annexes.

Si nous envisageons enfin les budgets annexes, nous constatons que le budget du port de Dakar ne vit que grâce à une subvention du budget général.

Le port de Dakar est, en effet, encore en état d'achèvement et ses besoins sont importants. D'autre part, pour amener les navires à le préférer aux escales de Saint-Vincent (Iles du Cap Vert) et des Canaries, il a fallu limiter à des taux fort peu élevés le tarif des taxes qui y sont perçues.

La subvention du budget général s'est élevée à 520,000 fr. en 1913, à 448,700 fr. en 1914; elle est prévue pour 376 385 fr. au budget de 1915.

Il est vraisemblable que l'aide à fournir par le budget général au budget du port au cours de l'exercice 1916 sera à peu près aussi importante que celle de 1915.

Quant aux budgets des chemins de fer, la situation est la suivante :

La ligne de Kayes au Niger appartient à l'Etat et au gouvernement général, qui se partagent en fin d'année les bénéfices de l'exploitation dans la proportion de $\frac{500.000 \text{ fr.}}{917.000 \text{ fr.}}$, 500,000 fr. étant le montant de l'annuité que l'Etat remboursa annuellement à la caisse des dépôts et consignations pour la payer de l'avance que cet établissement a consentie en 1898, en vue de l'achèvement de la ligne, et 917,000 fr. le montant de la même annuité imposée au gouvernement général.

Une loi du 20 août 1913, modifiant celle du 30 janvier 1907, a fixé de la manière suivante le maximum des fonds de réserve, de roulement et de renouvellement du Kayes-Niger :

| | |
|---|---|
| Frais de réserve proprement dit... | 1.500.000 |
| Fonds de roulement | 2.000.000 |
| Fonds de renouvellement | 1.500.000 |
| Total..... (1). | 5.000.000 |

A la clôture de l'exercice 1914, le montant en numéraire et en titres des réserves du Kayes-Niger s'établissait comme il suit :

| | |
|---|---|
| Fonds de réserve | 1.500.000 |
| Fonds de renouvellement | 1.500.000 |
| Fonds de roulement (différence entre 2,000,000 fr., maximum fixé par la loi, et 1,377,583 fr., montant de l'inventaire du magasin au 1er janvier 1915) | 622.417 |
| Total | 3.622.417 |

Cette somme de 3,622.417 fr. comprend : 1,387,493 fr. en numéraire et 2,234,924 fr. en valeurs au cours d'achat. Le déficit probable du Kayes-Niger à la clôture de l'exercice 1915 est évalué par l'administration locale à 325,000 fr.

Les chemins de fer autres que le Kayes-Niger ne disposent encore d'aucun fonds de réserve et le déficit de leur exploitation est évalué par le service des travaux publics de l'Afrique occidentale française à 1,271,000 fr. environ pour 1915.

A propos de ces chemins de fer, il convient de rappeler ici une critique qui a été produite lors de la discussion du projet devant la Chambre des députés. Il aurait fallu, a-t-on objecté, instituer les caisses de réserve prescrites par la loi et respecter en même temps le décret financier de 1882, de façon à constituer aux chemins de fer de l'Afrique occidentale française des fonds de roulement des caisses de réparations de matériel et de réfection de la voie.

Une observation préliminaire s'impose : c'est par erreur qu'il a pu être question du décret de 1882; cet acte ne mentionnant pas l'exploitation des chemins de fer coloniaux (2), il faut arriver jusqu'au décret du 30 décembre 1912 pour trouver une disposition s'appliquant à eux et notamment à leurs réserves spéciales. Cette disposition est celle de l'article 267 ainsi conçu : « Il est formé pour l'exploitation de chaque réseau de chemin de fer et autres services publics autonomes aux colonies un fonds de roulement spécial et des réserves, destinés à subvenir aux frais d'entretien, de grosses réparations ou de réfections, ainsi qu'aux dépenses résultant d'événements imprévus. »

« Des arrêtés interministériels détermineront le cas échéant, le mode de constitution et de fonctionnement de ces fonds et de ces réserves. »

Le commentaire officiel de ce décret adressé aux colonies par circulaire du 22 mars 1913 indique que « le développement considérable de certains services publics aux colonies, notamment des chemins de fer, exige pour la bonne marche du service, la création d'un fonds de roulement et de réserves analogues à ceux qui sont constitués en France pour les chemins de fer de l'Etat et pour les entreprises industrielles. »

Lorsqu'un décret du 13 janvier 1912, antérieur par conséquent au décret financier que nous venons de citer, décida de faire verser au budget général les recettes des chemins de fer, aucune disposition préexistante n'était violée. La seule question qui se pose actuellement est donc celle de savoir si le décret du 30 décembre 1912 n'oblige pas à prendre les arrêtés interministériels prévus par l'article 267 précité. Ces arrêtés devront intervenir, et en même temps une refonte complète de l'organisation tant du budget général que des budgets annexes et locaux, aussitôt que les ressources financières de l'Afrique occidentale française auront retrouvé une stabilité suffisante.

Ayant ainsi examiné la situation respective du budget général, des budgets locaux, des budgets annexes, nous sommes amenés à nous demander quels sont les moyens qu'on pouvait envisager pour procurer au gouvernement général les ressources qui lui seront nécessaires en 1915 et 1916.

La première idée qui vient à l'esprit, puisque tous les budgets de l'Afrique occidentale française sont solidaires, est celle de l'utilisation des fonds des caisses de réserve. Malheureusement ces caisses de réserve ne possèdent en numéraire qu'une partie de leur avoir, soit : 4,657,671 fr. pour les caisses de réserve des budgets locaux, 2,180,356 fr. pour celle du budget général et 1,387,413 fr. pour celle du Kayes-Niger (total: 8,235,440 fr.). Le surplus est représenté par des titres qui, au cours actuel de la Bourse, subissent une importante moins-value. Encore faut-il considérer que leur apport sur le marché provoquerait une dépréciation nouvelle. Leur vente constituerait donc une fort mauvaise opération dans les circonstances présentes (1).

Le département, d'accord avec l'administration locale, avait envisagé pour parer au déficit de l'Afrique occidentale française les moyens suivants :

1° Employer au payement des dépenses du budget général une somme de 5,500,000 fr. restant disponible sur la première tranche de 20 millions réalisée au titre de l'emprunt de 167 millions;

2° Autoriser le gouvernement général à émettre sur sa caisse des bons à court terme jusqu'à concurrence de 10 millions de francs.

Déjà les gouvernements généraux de l'Indo-Chine et de Madagascar, pressentis par le ministre des colonies, avaient fait connaître qu'ils souscriraient respectivement pour 5 millions et 1 million de francs de ces bons, et c'est ce qui a fait dire à l'honorable M. Outrey, au cours de la discussion devant la Chambre des députés, que l'Indo-Chine avait avancé 5 millions à l'Afrique occidentale française. Or, ainsi que nous allons le voir, le projet de création de bons de caisse en Afrique occidentale français a été abandonné et, par conséquent, il ne restait plus au ministre des colonies qu'à remercier les gouverneurs généraux de l'Indo-Chine et de Madagascar de leur offre généreuse.

Un accord étant intervenu entre M. le ministre des finances et M. le ministre des colonies, le projet de loi tendant à parer au déficit de l'Afrique occidentale française a été modifié et il n'a plus été question que d'une avance de

(1) A la date du 21 novembre dernier, le ministre a demandé au gouverneur général de lui faire connaître la situation générale à cette même date des caisses de réserve; la réponse fut la suivante :

| | |
|---|---|
| Sénégal (administration directe). | 806.249 72 |
| Sénégal (protectorats) | 1.474.313 47 |
| Guinée | 1.807.952 47 |
| Dahomey | 1.124.251 33 |
| Côte d'Ivoire | 1.730.563 15 |
| Haut-Sénégal-Niger | 1.510.280 38 |
| Budget général | 4.334.271 18 |
| Chemins de fer du Kayes au Niger | 4.179.077 19 |
| Total | 16.966.958 82 |

Ces chiffres sont ceux qui résultent des écritures des trésoriers-payeurs.

(1) Cette majoration de 1 million a été prévue parce que l'administration locale escomptait : 1° que la continuation des travaux du chemin de fer de Thiès vers Kayes aurait une heureuse influence sur le développement des cultures dans les régions traversées par la voie ferrée et, par suite, sur les transactions commerciales; 2° que l'organisation terminée en 1914 du cordon douanier sur la frontière de Gambie et au territoire militaire du Niger amènerait un surcroît de recettes; 3° que les cours du caoutchouc et de l'acajou de la Côte d'Ivoire se relèveraient; 4° que le Dahomey aurait une abondante récolte d'huile de palme et de maïs.

(1) Des inées à former trois fonds distincts, ces réserves sont encore groupées, les règles auxquelles doit obéir le fonctionnement des fonds de roulement n'ayant pas encore été fixées.

(2) En 1882 on venait à peine d'entreprendre la construction du Dakar-Saint-Louis, qui d'ailleurs n'est pas exploité par la colonie, mais par une compagnie concessionnaire. Les autres voies ferrées ont été construites plus tard (Kayes-Niger, à partir de 1884; Thiès-Kayes, etc., en 1915 — non encore terminées.)

15,500,000 fr. à faire par le Trésor à l'Afrique occidentale. Le nouveau projet a été voté par la Chambre des députés le 10 décembre dernier et c'est le texte adopté qui est actuellement soumis au Sénat.

Les avances qu'il prévoit feraient l'objet d'un compte de services spéciaux. Elles seraient productives d'intérêt à 5 p. 100 l'an et remboursables en dix termes annuels égaux à compter de 1918, avec faculté de remboursement à toute époque.

La France ne peut évidemment se désintéresser de la situation financière de ses colonies et il est indispensable qu'elle leur vienne en aide pour leur permettre de traverser les périodes difficiles. Il convient de remarquer, d'ailleurs, que la métropole a garanti les emprunts contractés par l'Afrique occidentale française et que, par suite, elle en a assumé éventuellement la charge, partielle au moins, dans le cas de crise.

Un compte de services spéciaux hors budget où figureront, au fur et à mesure qu'elles seront effectivement consenties, les avances remboursables autorisées par le projet et où se trouveront constatés les remboursements effectués, fournira à la colonie de l'Afrique occidentale française, à défaut d'autres ressources, un instrument de trésorerie plus souple qu'un emprunt ordinaire. La combinaison permettra en même temps au Trésor de limiter et de proportionner son concours aux besoins réels.

Votre commission des finances vous propose, en conséquence, de ratifier le projet de loi qui nous a été transmis.

Elle appelle toutefois l'attention du Gouvernement sur la gravité de la crise qui atteint l'Afrique occidentale française et l'invite à prendre toutes les mesures nécessaires pour augmenter la prospérité de cette belle colonie. Ces mesures doivent tendre notamment à développer l'agriculture, qui s'occupe trop exclusivement de la production de l'arachide, à encourager la création d'industries, à doter le commerce d'un meilleur crédit bancaire, à améliorer les services maritimes.

Nous signalons que le titre du projet de loi correspond aux mesures primitivement proposées pour parer au déficit éventuel du budget de l'Afrique occidentale française et ne concorde plus avec le texte de l'article unique que ce projet comporte actuellement. Il aurait dû être modifié comme suit : « Projet de loi tendant à autoriser le Trésor à consentir des avances au budget général de l'Afrique occidentale française, à concurrence de 15,500,000 francs, pour parer à l'insuffisance éventuelle des recettes de ce budget et des budgets annexes des chemins de fer de la même colonie. »

PROJET DE LOI

*Article unique.* — Le ministre des finances est autorisé à faire au budget général de l'Afrique occidentale française, sur les fonds du Trésor, des avances à concurrence de 15,500,000 francs. Ces avances seront constatées au début d'un compte à ouvrir parmi les services spéciaux du Trésor, sous le titre : « Avances au budget général de l'Afrique occidentale française pour parer à l'insuffisance éventuelle des recettes de ce budget et des budgets annexes des chemins de fer de la même colonie. »

Ces avances seront remboursées en dix termes annuels égaux, augmentés des intérêts calculés aux taux de 5 p. 100, sauf faculté de remboursement anticipé à toute époque.

Le premier terme de remboursement sera exigible en 1918.

## ANNEXE N° 453

(Session ord. — Séance du 22 décembre 1915.)

RAPPORT fait au nom de la commission des finances, chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant conversion en crédits définitifs des crédits provisoires ouverts au titre du budget général et au titre du budget annexe de l'exercice 1915, par M. Emile Aimond, sénateur (1).

Messieurs, conformément à la déclaration qu'il avait faite lors de la présentation des douzièmes provisoires demandés pour les besoins du dernier trimestre de cette année, le Gouvernement a déposé un projet de loi portant conversion en crédits définitifs des crédits provisoires ouverts au titre du budget général et au titre des budgets annexes de l'exercice 1915.

Dans l'impossibilité où l'on s'est trouvé, vu les circonstances, de préparer et de voter un budget régulier, on a vécu pendant toute l'année 1915 sous le régime des crédits provisoires. Les lois des 26 décembre 1914, 29 juin et 28 septembre 1915 ont ouvert successivement aux ministres, pour les besoins du premier semestre, puis du troisième et du quatrième trimestre, les crédits globaux nécessaires pour les dépenses du budget général, d'une part, et des budgets annexes, d'autre part. Ces crédits globaux ont été répartis ensuite par ministère et par chapitre, par le Gouvernement et sous sa responsabilité, par des décrets pris en exécution des lois précitées et qui portent la même date qu'elles.

Les répartitions antérieures ont été en outre modifiées, pour donner satisfaction à des demandes des commissions financières du Parlement, par deux décrets en date des 31 mars et 19 septembre 1915, le premier relatif au ministère de la guerre, le second aux ministères des finances, de l'intérieur et de l'agriculture.

Les crédits provisoires ouverts par les lois de douzièmes provisoires des 26 décembre 1914, 29 juin et 28 septembre 1915 n'ont d'ailleurs pas été suffisants pour faire face à tous les besoins. Tout d'abord, le Gouvernement avait écarté de ses demandes globales de douzièmes provisoires, afin de réserver dans sa plénitude le droit de contrôle du Parlement, toutes les propositions qui visaient des créations ou des extensions de services ; d'autre part, ses prévisions se sont parfois trouvées déjouées et de nouveaux crédits sont devenus nécessaires pour parer aux nécessités des services pendant la période à laquelle s'appliquaient les dotations déjà allouées. Il a donc fallu voter des projets de crédits additionnels aux crédits provisoires, dans lesquels ont été comprises les mesures nouvelles que le Gouvernement a voulu soumettre à l'approbation expresse du Parlement et les insuffisances apparues dans les dotations primitivement accordées.

Au total les crédits ainsi ouverts tant par les lois de douzièmes provisoires que par les lois de crédits additionnels à ces douzièmes se sont élevés aux chiffres formidables de 21 milliards 961,462,478 fr. 88 en ce qui concerne le budget général et de 1,260,462,267 fr. 96 en ce qui concerne les budgets annexes, ainsi que l'indique le tableau ci-après :

| LOIS | BUDGET général. | BUDGETS annexes. |
|---|---|---|
| **I. — Lois de crédits provisoires.** | | |
| Loi du 26 décembre 1914 (1er semestre) | 8.825.264.407 » | 473.441.262 » |
| Loi du 29 juin 1915 (3e trimestre) | 5.623.636.973 » | 334.380.357 » |
| Loi du 28 septembre 1915 (4e trimestre) | 6.254.633.871 » | 425.237.650 » |
| Total des crédits provisoires | 20.703.525.251 » | 1.233.059.269 » |
| **II. — Lois portant ouverture de crédits additionnels.** | | |
| Loi du 29 mars 1915. — Crédits d'exercices clos et d'exercices périmés | 5.509.179 88 | 22.038 96 |
| Loi du 29 mars 1915. — Remboursement de droits sur les absinthes | 14.800.000 » | » |
| Loi du 18 juin 1915. — Avances à l'école centrale | 250.000 » | » |
| Loi du 23 juin 1915. — Sous-secrétariat d'Etat de la marine marchande | 11.100 » | » |
| Loi du 30 juin 1915. — Report de crédits de l'exercice 1914 | 19.119.279 » | » |
| Loi du 23 juillet 1915. — Achat de la cargaison du *Dacia* | 3.820.756 » | » |
| Loi du 30 juillet 1915. — Remonte des haras | 1.829.500 » | » |
| Loi du 7 août 1915. — Administration des territoires occupés | 4.500.000 » | » |
| Loi du 14 août 1915. — Crédits additionnels | 1.016.037.913 » | 27.380.960 » |
| Loi du 16 octobre 1915. — Achats de blés et farines | 120.054.000 » | » |
| Loi du 18 octobre 1915. — Assistance aux militaires tuberculeux | 2.000.000 » | » |
| Loi du 19 octobre 1915. — Solde des caporaux et soldats | 70.000.000 » | » |
| Loi du 26 novembre 1915. — Service des émissions de la Défense nationale | 5.500 » | » |
| Total des crédits additionnels | 1.257.937.227 88 | 27.402.998 96 |
| Report des crédits provisoires | 20.703.525.251 » | 1.233.059.269 » |
| Total général | 21.961.462.478 88 | 1.260.462.267 96 |

Il est nécessaire aujourd'hui de convertir ces crédits provisoires en crédits définitifs et d'en arrêter le total, afin de permettre au Gouvernement de poursuivre les opérations pendant la période complémentaire de l'exercice et de nous présenter ultérieurement les comptes dans leur cadre accoutumé.

Les dotations budgétaires par ministère et chapitre qui serviront de base aux comptes, après avoir d'ailleurs été modifiées par les projets de loi de crédits supplémentaires qui viendront à être votés, sont celles qui résultent des répartitions de crédits effectuées par les décrets précités des 26 décembre 1914, 29 juin et 28 septembre 1915, des ventilations rectificatives opérées par les décrets des 31 mars et 19 septembre 1915 et des lois portant ouverture de crédits additionnels aux crédits provisoires.

Elles sont indiquées dans les annexes volumineuses que le Gouvernement a jointes à l'exposé des motifs du projet de loi déposé sur le bureau de la Chambre.

Nous nous bornons à donner ci-après la récapitulation des dotations accordées, en ce qui concerne le budget général par partie et ministère, en ce qui concerne les budgets annexes par budget annexe.

(1) Voir les nos 436, Sénat, année 1915, et 1504-1542, et in-8° n° 322. — 11e législ. — de la Chambre des députés.

## 1° Budget général.

| MINISTÈRES ET SERVICES | TOTAL DES CRÉDITS OUVERTS par service. | TOTAL DES CRÉDITS OUVERTS par partie. |
|---|---|---|
| *1re partie. — Dette publique.* | | |
| Ministère des finances | 1.827.393.673 » | 1.827.393.673 » |
| *2e partie. — Pouvoirs publics.* | | |
| Ministère des finances | 20.145.938 » | 20.145.038 » |
| *3e partie. — Services généraux des ministères.* | | |
| Ministère des finances | 68.632.758 57 | |
| Ministère de la justice : | | |
| 1re section. — Services judiciaires | 38.878.085 » | |
| 2e section. — Services pénitentiaires | 18.464.538 64 | |
| Ministère des affaires étrangères | 32.017.592 32 | |
| Ministère de l'intérieur | 716.242.003 18 | |
| Ministère de la guerre | 16.178.118.293 22 | |
| Ministère de la marine : | | |
| 1re section. — Marine militaire | 707.641.281 70 | |
| 2e section. — Marine marchande | 83.177.990 51 | |
| Ministère de l'instruction publique, des beaux-arts et des inventions intéressant la défense nationale : | | |
| 1re section. — Instruction publique et inventions intéressant la défense nationale | 358.644.472 » | |
| 2e section. — Beaux-arts | 20.465.195 32 | |
| Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes : | | |
| 1re section. — Commerce et industrie | 135.151.211 » | |
| 2e section. — Postes et télégraphes | 3.633.496 95 | |
| A reporter | 20.208.635.634 41 | 1.847.538.711 » |

| MINISTÈRES ET SERVICES | TOTAL DES CRÉDITS OUVERTS par service. | TOTAL DES CRÉDITS OUVERTS par partie. |
|---|---|---|
| Report | 20.208.635.634 41 | 1.847.538.711 » |
| Ministère du travail et de la prévoyance sociale | 165.079.835 » | |
| Ministère des colonies | 153.578.835 48 | 19.327.875.891 88 |
| Ministère de l'agriculture | 40.311.072 93 | |
| Ministère des travaux publics | 607.8.9.211 » | |
| *4e partie. — Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus publics.* | | |
| Ministère des finances | 320.754.019 » | |
| Ministère des affaires étrangères | 518.000 » | |
| Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — 2e section. — Postes et télégraphes | 383.637.380 » | — 718.466.799 » |
| Ministère de l'agriculture | 13.527.400 » | |
| *5e partie. — Remboursements, restitutions et non-valeurs.* | | |
| Ministère des finances | 48.655.177 » | |
| Ministère de la justice. — 2e section. — Services pénitentiaires | 660.000 » | 67.581.077 » |
| Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — 2e section. — Postes et télégraphes | 18.253.900 » | |
| Ministère de l'agriculture | 12.000 » | |
| Total général | 21.961.462.478 88 | 21.961.462.478 88 |

## 2° Budgets annexes.

| MINISTÈRES ET SERVICES | TOTAL des crédits ouverts. |
|---|---|
| Ministère des finances : | |
| Fabrication des monnaies et médailles | 74.449.118 15 |
| Imprimerie nationale | 11.727.890 » |
| Ministère de la justice. — Légion d'honneur | 17.343.550 » |
| Ministère de la guerre. — Service des poudres et salpêtres | 512.792.335 03 |
| Ministère de la marine. — Caisse des invalides de la marine | 28.021.608 » |
| Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes : | |
| Ecole centrale des arts et manufactures | 709.536 » |
| Caisse nationale d'épargne | 57.674.149 » |
| Ministère des colonies. — Chemin de fer et port de la Réunion | 4.827.500 » |
| Ministère des travaux publics : | |
| Chemins de fer de l'Etat. — Ancien réseau | 91.693.907 99 |
| Chemins de fer de l'Etat. — Réseau racheté des chemins de fer de l'Ouest | 453.307.673 79 |
| Total général | 1.260.462.267 90 |

Nous signalons qu'un article du projet de loi de douzièmes provisoires pour les besoins du premier trimestre de 1916, voté par la Chambre dans sa séance du 16 décembre courant, proroge les dates de clôture de l'exercice 1915 pour l'exécution des services de la guerre et de la marine, comme la loi du 20 mars 1915 l'avait fait pour l'exercice 1914, et qu'un autre article modifie corrélativement pour l'exercice 1915 les dates prévues aux articles 6 et 7 de la loi du 25 janvier 1889 et 21 de la loi du 14 avril 1896. Dans ces conditions :

1° La présentation du projet de loi de règlement définitif du budget de l'exercice 1915 et la production des comptes des ministres à l'appui devraient avoir lieu, au plus tard, le 31 mai 1917;

2° La déclaration générale de conformité relative au même exercice devrait être remise par la cour des comptes au ministre des finances avant le 1er octobre 1917;

Enfin, 3°, la distribution de cette déclaration, avec le rapport qui l'accompagne, sera faite au Sénat et à la Chambre des députés avant le 1er avril 1918.

Votre commission des finances vous propose d'adopter sans changement le projet de loi qui nous a été soumis par le Gouvernement. Ce vote global du budget de 1915 *a posteriori* ne constitue bien entendu, à l'heure actuelle, qu'une simple formalité. Le contrôle effectif de ce budget ne pourra en effet s'effectuer utilement que lors de l'examen de la loi de règlement.

### PROJET DE LOI

Art. 1er. — Sont convertis en crédits définitifs les crédits provisoires alloués, au titre du budget général de l'exercice 1915, par les lois des 26 décembre 1914, 29 juin et 28 septembre 1915, et répartis par les décrets pris en exécution desdites lois, ainsi que les crédits alloués par des lois spéciales portant ouverture de crédits additionnels aux crédits provisoires.

Les crédits ouverts aux ministres pour les dépenses du budget général de l'exercice 1915 sont en conséquence fixés à la somme de 21,961,462,478 fr. 88, savoir :

| | |
|---|---|
| 1° Dette publique | 1.827.393.673 » |
| 2° Pouvoirs publics | 20.145.038 » |
| 3° Services généraux des ministères | 19.327.875.891 88 |
| 4° Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus publics | 718.466.799 » |
| 5° Remboursements, restitutions et non-valeurs | 67.581.077 » |
| Total égal | 21.961.462.478 88 |

Art. 2. — Sont convertis en crédits définitifs les crédits provisoires alloués, au titre des budgets annexes rattachés pour ordre au budget général de l'exercice 1915, par les lois des 26 décembre 1914, 29 juin et 28 septembre 1915, et répartis par les décrets pris en exécution desdites lois, ainsi que les crédits alloués par des lois spéciales, portant ouverture de crédits additionnels aux crédits provisoires.

Les crédits ouverts aux ministres pour les dépenses des budgets annexes rattachés pour ordre au budget général de l'exercice 1915 sont, en conséquence, fixés à la somme de 1 milliard 260,402,267 fr. 96.

## ANNEXE N° 454

(Session ord. — Séance du 22 décembre 1915.)

PROJET DE LOI, adopté par la Chambre des députés, tendant à autoriser la perception des droits, produits et revenus applicables au budget spécial de l'Algérie pour l'exercice 1916, présenté au nom de M. Raymond Poincaré, Président de la République française, par M. L. Malvy, ministre de l'intérieur, et par M. A. Ribot, ministre des finances (1). — (Renvoyé à la commission des finances.)

## ANNEXE N° 455

(Session ord. — Séance du 22 décembre 1915.)

PROJET DE LOI adopté par la Chambre des députés portant ouverture au ministre de la guerre, sur l'exercice 1915, de crédits additionnels aux crédits provisoires pour le service des poudres, présenté au nom de M. Raymond Poincaré, Président de la République française, par M. le général Gallieni, ministre de la guerre, et par M. A. Ribot, ministre des finances (2). — (Renvoyé à la commission des finances.)

## ANNEXE N° 456

(Session ord. — Séance du 22 décembre 1915.)

PROJET DE LOI, adopté par la Chambre des députés, portant approbation de l'acte administratif passé entre l'Etat et la ville de Lyon au sujet de la cession par le département de la guerre de l'usufruit de la caserne Perrache, présenté au nom de M. Raymond Poincaré, Président de la République française, par M. le général Gallieni, ministre de la guerre, et par M. A. Ribot, ministre des finances (3). — (Renvoyé à la commission des finances.)

## ANNEXE N° 457

(Session ord. — Séance du 22 décembre 1915.)

PROPOSITION DE LOI, adoptée par la Chambre des députés, tendant à autoriser, à l'occasion de Noël 1915 et du 1er janvier 1916, l'envoi gratuit par poste, à destination de tous les militaires et marins présents dans la zone des armées en France, aux colonies, dans les pays de protectorat et à l'étranger, d'un paquet du poids maximum d'un kilogramme, transmise par M. le président de la Chambre des députés à M. le président du Sénat (4). — (Renvoyée à la commission des finances.)

## ANNEXE N° 459

(Session ord. — Séance du 22 décembre 1915.)

RAPPORT fait au nom de la commission de l'armée chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif à l'appel sous les drapeaux de la classe 1917, par M. A. Gervais, sénateur (1).

Messieurs, l'article 7 de la loi du 6 avril 1915, relative au recensement et à la revision de la classe 1917, dispose qu'une loi spéciale fixera la date de l'appel sous les drapeaux des jeunes gens de cette classe.

Le Gouvernement, conformément à cette prescription, déposa le projet d'appel de la classe 1917 le 16 septembre dernier. Le précédent ministre de la guerre avait l'intention d'incorporer la classe 1917 dans les premiers jours de novembre. Des retards survenus dans la discussion de ce projet de loi ont rendu impossible l'appel à cette date. D'autre part, toutes les autorités compétentes en matière agricole ont vivement insisté pour que la classe 1917 ne soit pas appelée avant le 15 décembre, date qui marque la fin des labours et des semailles, afin de ne pas diminuer la main-d'œuvre agricole déjà insuffisante. C'est dans ces conditions que la discussion s'est engagée à la Chambre des députés. Le projet de loi a été voté à la date du 30 novembre.

Votre commission de l'armée, qui en a été saisie dans les premiers jours de décembre, l'a examiné aussitôt.

Sur le principe du projet de loi il ne pouvait pas y avoir d'hésitation. Le Gouvernement nous demandant instamment l'appel de la classe 1917, la Chambre ayant donné son approbation, notre rôle, après avoir examiné attentivement la question des effectifs, était surtout de nous préoccuper des conditions dans lesquelles allait se trouver, sous les drapeaux, la classe appelée.

### I. — Les effectifs.

Nous ne voulons pas ici entrer dans le détail des chiffres; le Sénat comprendra notre réserve. Ce que nous pouvons déclarer, c'est que sur ce point nous n'avons pas d'inquiétudes. Nos ressources en hommes sont suffisantes pour aller jusqu'au bout. Mais l'appel de la classe 1917 est une mesure de prudence qu'il n'est pas permis de négliger.

La classe 1917 est, en effet, l'une des ressources dont nous devons faire état au cours de l'année 1916, ou plutôt elle constituera l'une de ces ressources quand elle aura été instruite. Il serait d'une imprévoyance coupable, si l'on considère l'effort décisif qui devra être fait au cours de cette année, de ne pas avoir toutes nos réserves prêtes dans un délai rapproché. S'il n'est pas nécessaire de les jeter dans la balance, elles resteront inemployées; mais il est indispensable qu'elles soient à même d'être utilisées le cas échéant.

L'arrêté ministériel du 9 avril 1915, relatif à la formation des hommes de la classe 1917, a fixé dans quelles conditions auraient lieu le recensement et la revision de cette classe.

Il n'a été fait qu'une publication des tableaux de recensement (25 avril).

La séance de clôture des opérations de la revision a été tenue le 24 juillet.

En raison de l'âge des jeunes gens, les conseils de revision ont été invités à les examiner avec le plus grand soin. Une sélection sévère a été faite.

Actuellement, la classe 1916, appelée le 12 avril dernier, est prête; elle vient d'être dirigée des dépôts de l'intérieur sur les dépôts de passage de la zone des armées. Elle attend, bien instruite, la décision du commandement pour accomplir, pareille à ses aînées, tout son devoir envers la patrie.

Avec ces effectifs, votre commission s'est appliquée à déterminer, d'accord avec le ministre de la guerre, tous les moyens par lesquels, soit dans la métropole, et en sauvegardant tous les grands intérêts de la défense nationale, de la vie économique et de l'existence sociale, associés étroitement pour donner à la lutte contre l'ennemi son maximum de puissance, soit au delà des mers, les ressources qui pourraient, avant et avec la classe 1917, fournir à notre armée tous les renforcements possibles.

Votre commission a, en effet, longuement discuté de cette si grave question de l'administration de nos effectifs. Il y a là un problème de la plus haute importance et elle a indiqué qu'il importait pour le Gouvernement et le commandement, soit à l'avant, soit à l'arrière, qu'on s'appliquât à l'étudier avec la plus vigilante attention.

Il y a là, sous cette arithmétique des contingents, sous ces chiffres si formidables à la fois et si réduits, une telle somme de valeurs physiques, intellectuelles et morales, un tel total de force, de talent, de génie, une telle accumulation de courage, d'héroïsme et de gloire, qu'il n'est pas possible que l'on n'entoure pas ce trésor des soins les plus minutieux et qu'on ne l'économise pas avec un pieux souci.

Votre commission a recueilli sur ce point l'adhésion formelle du ministre de la guerre. Elle est convaincue que les intentions seront réalisées dans les faits. Elle est résolue d'ailleurs à suivre cette question avec la plus vigilante attention.

### II. — Hygiène.

Etant donnée la jeunesse du contingent de 1917, il importait d'entourer son incorporation des garanties les plus nombreuses. Sur ce point, le contrôle de votre commission de l'armée, comme je vous l'ai exposé au début de cet exposé, s'est exercé tout spécialement. On prévoit que l'instruction de la classe exigera un minimum de cinq mois d'instruction et d'entraînement, minimum d'autant plus indispensable que les diverses vaccinations s'échelonnent sur près d'un mois qui est, en réalité, perdu pour le travail.

C'est dans une instruction en date du 3 décembre 1915 que le ministre de la guerre a prescrit les mesures à prendre à l'occasion de l'incorporation de la classe 1917. Ces prescriptions améliorent et complètent celles qui avaient été prises pour la classe 1916. Je les résume :

*Casernement.* — Réserver les casernes, de préférence les meilleures ou les neuves, pour la classe 1917; les faire évacuer quinze jours avant pour les approprier. Eliminer les casernes insuffisamment salubres ou qui seraient occupées par des troupes atteintes d'affections contagieuses.

Cette disposition ne figurait pas dans les instructions relatives à la classe 1916.

*Nettoyage et désinfection des locaux.* — Mêmes dispositions que pour la classe 1916.

*Occupation des locaux.* — A la contenance minima, exactement de 50 centimètres entre les lits. Des réfectoires doivent être réservés ainsi que des locaux pour isolement éventuel de suspects de contagion, mêmes dispositions que pour la classe 1916.

Notre collègue M. Paul Strauss a signalé au ministre de la guerre qu'il était nécessaire de porter de 50 à 60 centimètres l'écartement entre les lits. Le ministre a déclaré qu'il acceptait la suggestion et qu'il donnerait des ordres pour qu'il y soit satisfait.

*Couchage.* — Fourniture complète, comme pour la classe 1916.

*Chauffage.* — Distribuer des combustibles en quantité suffisante pour réaliser une température modérée durant la présence des hommes dans les casernes. Il n'y avait pas, pour la classe 1916, de prescription spéciale sur ce point.

Votre commission de l'armée exprime sur ce point une réserve. Elle indique que la formule « en quantité suffisante » est vague et qu'il conviendrait de la préciser par un chiffre. Elle signale, d'autre part, qu'il y a lieu de réglementer attentivement l'emploi du chauffage pour que la consommation soit faite dans le temps nécessaire au bien des soldats.

*Bains-douches.* — Mêmes dispositions que pour la classe 1916. La circulaire nouvelle ajoute une innovation : mettre de l'eau chaude à la disposition des hommes pour se laver les pieds dans l'intervalle des heures de douches.

*Lavabos.* — Chauffés pendant quelque temps après le réveil. Matinée du jeudi réservée aux soins corporels. Dispositions qui n'existaient pas pour la classe 1916.

(1) Voir les nos 1547-1576 et in-8° n° 330 — 11e législ. — de la Chambre des députés.
(2) Voir les nos 1544-1575 et in-8° n° 329 — 11e législ. — de la Chambre des députés.
(3) (Voir les nos 1503-1538 et in-8° n° 325. — 11e législ. — de la Chambre des députés.)
(4) Voir les nos 1584-1596 et in-8° n° 328 — 11e législ. — de la Chambre des députés.

(1) Voir les nos 408, Sénat, année 1915, et 1260, 1494, et in-8° n° 298. — 11e législ. — de la Chambre des députés.

*Ordures. Latrines.* — Pour les ordures, il n'y a pas de dispositions nouvelles. Mais pour les latrines de nuit il est prescrit qu'elles seront aménagées là où elles n'existent pas en nombre suffisant.

*Equipe sanitaire.* — Elle doit être organisée sous la direction des médecins pour collaborer à l'assainissement quotidien de la caserne. C'est une disposition nouvelle.

*Alimentation.* — La ration de viande pour la classe 1917 est fixée à 400 grammes, alors que la ration pour la classe 1916 était de 350.

Sur ce point votre commission de l'armée a attiré l'attention du ministre de la guerre sur la ration en viande frigorifiée et signalé qu'à raison du déchet qui résulte de l'enlèvement nécessaire des graisses il y a lieu d'envisager, le cas échéant, le relèvement du taux de cette ration.

La circulaire prescrit, ce qui n'avait pas lieu pour la classe 1916, la prise en commun du pain et l'augmentation de 50 grammes par homme, sur demande.

Un quart de vin au repas du matin, non prévu pour la classe 1916.

Un supplément de nourriture avec le café du matin, non prévu pour la classe 1916.

Des recommandations relatives à la préparation de l'alimentation, à sa variété, à la surveillance des denrées (dispositions nouvelles), à la surveillance et purification éventuelle de l'eau de boisson.

*Habillement.* — Deux collections d'instruction par homme, sous-vêtements chauds; 3 chemises; une paire de sabots-galoches. Organisation de séchoirs chauffés.

Les nouvelles prescriptions diffèrent de celles relatives à la classe 1916 par l'allocation de 2 chemises en plus et la création des séchoirs chauffés.

Votre commission de l'armée a indiqué au ministre de la guerre qu'elle estimait indispensable que l'on donnât aux hommes, avec le linge, des chaussettes.

*Instruction et entraînement.* — Comme pour la classe 1916, les instructions du ministre de la guerre inscrivent des recommandations de prudence, de sage progression, d'appel à la collaboration des médecins.

Mais elles comportent d'intéressantes innovations.

C'est d'abord le classement des recrues en trois catégories, suivant leur état physique, avec une progression spéciale pour chaque catégorie.

D'autre part, il est prescrit qu'il n'y aura pas d'entraînement pendant le premier mois et qu'ensuite on devra suivre les effets de l'instruction et de l'entraînement par des pesées périodiques.

Sur ce point particulier de l'instruction et de l'entraînement votre commission de l'armée a signalé toute l'importance que présentait pour les jeunes gens de la classe 1917 l'éducation physique.

La circulaire ministérielle contient en germe toutes les dispositions utiles et bienfaisantes pour la préparation physique de la classe 1917, mais il conviendra d'en régler strictement l'application et d'en assurer par un contrôle constant la rigoureuse exécution.

Deux mesures particulières paraissent nécessaires :

1° Compléter le règlement en s'inspirant des enseignements réunis par les différents organismes d'éducation physique. Le comité d'éducation physique, par exemple, s'est occupé depuis la guerre de plus de 6,000 jeunes gens. Des résultats remarquables ont été obtenus. Ce comité a des fiches spéciales de mensuration. On pourrait, si on les adopte, en faire la distribution aux médecins des dépôts, ou, si on en modifie le modèle, en établir un qui serait immédiatement mis en pratique.

Ces fiches permettent de classer minutieusement, automatiquement, les hommes des différentes catégories. La nécessité de ces catégories est consacrée par la circulaire du ministre de la guerre. Il est essentiel de former des pelotons homogènes de façon que le travail des sujets vigoureux ne soit pas retardé inutilement par celui des malingres, et pour éviter que celui des malingres ne soit poussé inconsidérément pour suivre le train des sujets vigoureux

Il faut noter que pour les jeunes gens le travail physique doit être lent et progressif, de façon à n'imposer à leur organisme qu'une activité que cet organisme règle en quelque sorte lui-même. On récupérera largement dans la seconde moitié du travail le retard des premières semaines de mise en état d'aptitude;

2° Contrôler l'exécution du programme. L'expérience a démontré que si détaillées et si méticuleuses que soient des prescriptions, elles sont souvent négligées par les chefs chargés de les suivre. Celles qui sont relatives à l'instruction ne peuvent échapper à cette faiblesse.

Il faut assurer un contrôle. Le ministre de la guerre en a constitué un. Il y a actuellement six grandes circonscriptions d'inspection. Le système nous paraît insuffisant. Il doit être renforcé et il faut le rendre efficace.

Il importe pour cela que l'administration de la guerre s'applique, par des indications judicieuses, à faire pénétrer les méthodes nouvelles d'éducation physique dans les progressions exclusivement militaires selon l'ancienne conception. Il faut que les commandants de dépôts et les instructeurs militaires — du moins ceux qui ne reviennent pas du front — se persuadent que la guerre actuelle exige des qualités sportives que seuls les enseignements modernes d'éducation physique peuvent donner.

Sur ce point, d'ailleurs, il appartient aux commissions de l'armée d'exercer une surveillance attentive et de se rendre compte, par des vérifications fréquentes, que la volonté du Parlement est obéie, et que les règlements sont observés sans défaillance, dans leur esprit et dans leur lettre.

La question de l'entraînement, pour créer l'aptitude et réaliser l'instruction militaire est essentielle. La circulaire ministérielle, complétée et contrôlée, permettra de l'assurer. Il est fixé que le premier mois, consacré à l'adaptation, ne comportera que des exercices physiques permettant de pratiquer les vaccinations dans les meilleures conditions d'équilibre physique. Il n'y aura pas de manœuvres.

Votre commission a signalé au ministre l'abus de celle-ci dans le vieux système d'instruction.

Elle a attiré son attention sur la conception fausse des marches à long développement avec charge de guerre. Ces pratiques, qui ne répondent d'ailleurs pas aux nécessités de la guerre telle qu'elle s'est instituée, ont surmené les jeunes gens et ont provoqué de graves déchets.

Pour aujourd'hui, autant que pour demain, car c'est l'avenir de notre race que représentent ces jeunes classes, il faut se montrer, dans les instructions, plein d'attentions militaires et de soins paternels. On devra donc les conduire au terme de l'apprentissage, pendant les mois d'instruction qui leur sont nécessaires, par une progression modérée et méthodique.

*Prophylaxie des maladies contagieuses et de l'alcoolisme.* — Vaccination antiparatyphoïdique protégeant contre la fièvre typhoïde et les paratyphoïdes. Pour la classe 1916, il n'était prévu que la vaccination antityphoïdique seulement.

Séparation absolue du nouveau contingent du reste de l'effectif présent dans les garnisons où la méningite cérébrospinale, la diphtérie, etc., ont été observées depuis peu. Il n'y avait pas de prescriptions de cette nature pour la classe 1916.

Recommandations relatives à la lutte contre les maladies vénériennes et contre l'alcoolisme. Prescriptions nouvelles.

A toutes ces sages dispositions, votre commission désire qu'il en soit ajouté une relative aux heures de sommeil et à la réglementation du réveil. Elle estime qu'il est nécessaire d'édicter sur ce point des règles très formelles, de façon à donner aux jeunes gens le repos indispensable. Il convient que celui-ci soit largement prévu et que l'on ne fixe pas, surtout dans les premiers mois, le réveil trop tôt.

*Visite d'incorporation.* — Une circulaire, en date du 6 décembre 1915, de M. Justin Godart, sous-secrétaire d'Etat du service de santé militaire, rappelle que la visite d'incorporation doit poursuivre et compléter la sélection du contingent commencée par le conseil de revision.

La mesure est excellente. La visite d'incorporation, en effet, est capitale. La circulaire rappelle avec raison « qu'une sélection sévère devra être faite, comme s'il s'agissait de choisir parmi les jeunes gens examinés des engagés volontaires, lesquels doivent présenter les mêmes conditions d'aptitude physique que les appelés d'âge normal. Les médecins apporteront une attention particulière à la recherche de tous les signes de vigueur fonctionnelle insuffisante de l'organisme et s'attacheront spécialement à découvrir les symptômes de tuberculose ou même de simple prédisposition à cette maladie. Ils prendront toujours connaissance pour s'éclairer des certificats médicaux présentés par les intéressés ».

Cette circulaire a été complétée par une circulaire en date du 16 décembre 1915, prescrivant diverses mesures complémentaires sanitaires sur les casernements; par une circulaire du 17 décembre aux directeurs du service de santé de toutes les régions, cette circulaire rappelle que « l'incorporation de la classe 1917 crée au service de santé militaire une impérieuse obligation de vigilance et d'activité »; elle prescrit aux directeurs de « faire savoir à tout le personnel placé sous leurs ordres l'importance particulière de la mission qui leur est dévolue »; et le sous-secrétaire d'Etat déclare « qu'il prendra les sanctions les plus sévères à propos de toute faute ou de toute négligence ». Enfin, une circulaire du 19 décembre décide que « les médecins chefs de service dans les dépôts devront soumettre les recrues de la classe 1917 à une visite médicale sommaire dans les vingt-quatre heures qui suivront leur arrivée chaque fois que la visite d'incorporation ne pourra être faite avant l'expiration de ce délai ».

Telles sont les mesures prises pour donner, au point de vue de la défense hygiénique, le maximum de garanties pour la préparation de la classe 1917.

*Utilisation des hommes mobilisés.* — Votre commission ne pouvait pas, à l'occasion de l'incorporation de la classe 1917, ne pas étudier celle-ci dans son rapport avec l'emploi de tous les hommes qui, soumis aux obligations militaires, doivent y satisfaire. Elle a examiné l'application de la loi sur l'utilisation des effectifs. Elle est fermement résolue à assurer, par les moyens qu'elle prescrit, le fonctionnement des contrôles qu'elle institue. C'est une question d'administration méthodique et rigoureuse.

Il ne s'agit pas de procéder par sursaut à des rafles inopinées, à des presses occasionnelles; il faut en tout temps, avec une fermeté systématique, rechercher le meilleur emploi des forces et des intelligences pour que chacun soit à la place que lui dicte son devoir patriotique.

Tel est, messieurs, simplement exposé, le résultat du travail de votre commission. Celle-ci, avec le concours compétent de ses sous-commissions de l'hygiène, des effectifs et du contrôle de l'utilisation des effectifs, s'est appliquée, en présence de la décision du Gouvernement d'appeler la classe 1917 sous les drapeaux, à résoudre, après discussion, examen et étude, au mieux des intérêts supérieurs du pays, ce grave problème.

Nous vous demandons donc de voter l'article unique du projet de loi par lequel « le ministre de la guerre est autorisé à appeler sous les drapeaux la classe 1917. »

C'est un sacrifice nouveau fait par la nation pour la défense suprême de la patrie : sacrifice merveilleux consenti avec allégresse par les braves enfants qui vont prendre les armes et avec une résolution et un stoïcisme admirables par leurs parents.

Aussi, dans ce moment même où nous allons décider que des milliers de nos fils se rangeront sous les plis glorieux de notre drapeau, c'est avec leurs pensées que les nôtres vont vers l'avenir, l'avenir prochain, nous l'espérons, qui les verra ramener sous leurs étendards victorieux la paix du monde avec le triomphe de la France.

## PROJET DE LOI

*Article unique.* — Le ministre de la guerre est autorisé à appeler sous les drapeaux la classe 1917.

Cet appel aura lieu aux Antilles, à la Guyane et à la Réunion, et dans les communes de plein exercice du Sénégal, en même temps que dans la métropole. Toutefois, les recrues de ces colonies seront incorporées et instruites sur place ou dans les régions voisines, pour être, à partir de mai 1916, utilisées au mieux des intérêts de la défense nationale

## ANNEXE N° 460

(Session ord. — Séance du 22 décembre 1915.)

RAPPORT fait au nom de la commission des finances chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ouverture d'un crédit additionnel aux crédits provisoires de l'exercice 1915 pour le remboursement des redevances dues au prince de Monaco, par M. Gustave Lhopiteau, sénateur (1).

Messieurs, une convention douanière du 9 novembre 1865 a confié au Gouvernement français le soin de percevoir les droits de douane sur les marchandises importées dans la principauté de Monaco et les taxes de navigation.

Sur les perceptions ainsi réalisées, il était versé au gouvernement monégasque une redevance fixe de 20,000 fr. par an et une redevance supplémentaire de 75 p. 100 sur les recouvrements excédant 20,000 fr.

En 1907, une minoterie importante de Cabbé-Roquebrune, territoire français, fut transportée sur le territoire monégasque et immédiatement la part des recettes douanières de la principauté s'éleva de 26,436 fr. 52 pour 1906, à 195,617 fr. 69 en 1907, à 309,955 fr. en 1911, puis à 791,363 fr. 45 en 1913.

Ces augmentations tout à fait anormales du chiffre des importations ne pouvaient s'expliquer que par des sorties correspondantes effectuées en fraude.

La chambre syndicale des minotiers et fabricants de semoules de Marseille adressa une protestation au Gouvernement français, prétendant qu'il était fait ristourne par le gouvernement monégasque aux importateurs d'une partie des droits de douane, et qu'ensuite quantité de blés importés étaient réexportés en fraude.

Le Gouvernement français fit procéder à une enquête par une commission mixte qui fixa à 366,632 fr. 73 l'étendue du préjudice causé à la France. La principauté s'engagea d'ailleurs à verser cette somme.

Pour éviter le retour de pareilles fraudes, notre Gouvernement entama avec la principauté de Monaco des négociations tendant à une revision de la convention de 1865. Ces négociations aboutirent à la signature d'une nouvelle convention portant la date du 10 avril 1912, ratifiée par le Parlement et applicable à partir du 7 avril 1914. Le forfait est depuis lors substitué à la proportionnalité des redevances et a été fixé à 400,000 fr. par an, mais il a été stipulé que cette somme serait augmentée de 20,000 fr. pour chaque augmentation de 1,000 habitants constatée dans la principauté par les recensements quinquennaux, le recensement du 1er janvier 1908 étant pris comme point de départ.

Au cours de la discussion de cette convention devant la Chambre des députés, les négociateurs furent critiqués de n'avoir pas substitué comme point de départ le recensement du 1er janvier 1913 à celui du 1er janvier 1908 et de n'avoir pas fait stipuler que les opérations de recensement seraient à l'avenir surveillées et contrôlées par des agents français mais la proposition de ratification n'en fut pas moins adoptée. Il n'y eut pas de contestation au Sénat.

Quoi qu'on en pense, et quelques regrets qu'on en puisse éprouver, on se trouve donc en face d'un engagement bien précis du Gouvernement français, engagement qu'il faut tenir.

En raison des discussions engagées et surtout de l'enquête et de la constatation des fraudes, le payement des redevances fut différé en 1913. Un crédit de 400,000 fr. inscrit au budget de 1914 permit de solder la redevance forfaitaire de cette même année, basée sur le recensement du 1er janvier 1908. Quant à la redevance arriérée de 1913 s'élevant à 791,363 francs 45, sur les bases de la convention de 1865, le montant en fut compris dans un cahier de crédits supplémentaires et admis par la Chambre le 23 décembre 1914, mais le vote du Sénat ne put être obtenu en temps utile. Le payement de cette redevance reste donc en suspens, et c'est afin de pouvoir l'effectuer que le Gouvernement a déposé, le 25 mars 1915, le projet de loi examiné dans ce rapport. Malgré certaines critiques soulevées par la commission du budget, ce projet fut voté sans discussion par la Chambre des députés, mais après majoration par la Chambre du crédit sollicité, afin de tenir compte d'une omission commise par le Gouvernement dans le calcul de la redevance de 1914.

Le Gouvernement, en effet, comme nous l'avons dit, avait basé le calcul de cette redevance forfaitaire sur les résultats du recensement de janvier 1908. Or, il avait été procédé en janvier 1913 à un nouveau recensement quinquennal qui avait fait ressortir dans la population de la principauté une augmentation de 3,835 habitants. Comme nous nous étions engagés à majorer la redevance de 20,000 fr. par chaque augmentation de 1,000 habitants à partir du 7 avril 1914, point de départ de la nouvelle convention, il aurait fallu ajouter aux 400,000 fr. demandés par le Gouvernement pour 269 jours $\frac{60.000 \times 269}{365}$ ou 44,219 fr. 17.

La France doit donc en réalité à la principauté de Monaco :

| | |
|---|---|
| Redevance de 1913 (convention de 1865) | 791.363 45 |
| Complément de la redevance de 1914 (convention de 1912) | 44.219 17 |
| Soit au total | 835.582 62 |

C'est à cette somme que s'élève le crédit voté par la Chambre. Votre commission vous propose de l'adopter. Mais elle croit devoir insister près du Gouvernement pour qu'il fasse coïncider avec le payement à la principauté le recouvrement de l'indemnité de 366,632 fr. 73 que celle-ci s'est engagée à verser après l'enquête dont nous avons parlé.

### PROJET DE LOI

*Article unique.* — Il est ouvert au ministre des finances sur l'exercice 1915, en addition aux crédits provisoires alloués par les lois des 26 décembre 1914, 29 juin et 28 septembre 1915 et par des lois spéciales un crédit de 835,582 fr. 62 applicable au chapitre 127 : « Remboursements sur produits indirects et divers » du budget du ministère des finances.

(1) Voir les nos 437, Sénat, année 1915, et 781-1001 et in-8° n° 309 — 11e législ. — de la Chambre des députés.

## ANNEXE N° 461

(Session ord. — Séance du 22 décembre 1915.)

PROPOSITION DE LOI, adoptée par la Chambre des députés, tendant à permettre de titulariser dans l'armée active, avec leur grade, les anciens élèves de l'école centrale des arts et manufactures et de l'école nationale supérieure des mines, officiers de réserve, transmise par M. le président de la Chambre des députés à M. le président du Sénat (1). — (Renvoyée à la commission de l'armée.)

## ANNEXE N° 462

(Session ord. — Séance du 22 décembre 1915.)

RAPPORT fait au nom de la commission des finances chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ouverture de crédits additionnels aux crédits provisoires de l'exercice 1915 pour les dépenses d'installation et de fonctionnement de quatre sous-secrétariats d'Etat au ministère de la guerre, par M. Milliès-Lacroix, sénateur (2).

Messieurs, le 25 novembre dernier, le Gouvernement déposait sur le bureau de la Chambre des députés un projet de loi portant ouverture de crédits destinés à assurer le traitement du sous-secrétaire d'Etat de l'aéronautique militaire institué par décret, en date du 14 septembre 1915.

La Chambre des députés a cru devoir, sur le rapport de la commission du budget, confondre ce projet de loi avec un projet déposé le 11 novembre 1915 et portant ouverture d'un crédit de 37.469 fr., destiné à pourvoir au traitement des ministres d'Etat.

La commission des finances a estimé que les deux projets de loi, malgré qu'ils eussent un égal objet budgétaire, se distinguaient cependant par leurs caractères politiques, les a disjoints ; nous sommes chargé de présenter, en son nom, le rapport sur le projet de loi relatif aux crédits du sous-secrétaire d'Etat de l'aéronautique militaire.

Comme nous l'avons dit plus haut, le sous-secrétariat de l'aéronautique militaire a été institué par un décret en date du 15 septembre. De même que pour les sous-secrétariats d'Etat précédemment créés (artillerie et munitions, intendance et ravitaillement, service de santé), le Gouvernement n'a justifié cette création que par de banales raisons. Il est à craindre que les motifs réels n'aient eu leur source dans des questions étrangères aux nécessités d'ordre militaire technique.

Quoi qu'il en soit, nous allons examiner, ainsi qu'il nous appartient, quelles sont les conséquences financières et budgétaires de la création de ce quatrième sous-secrétariat d'Etat.

### I. — Personnel.

Le service de l'aéronautique militaire, antérieurement au sous-secrétariat d'Etat, comportait un organe central, siégeant à l'administration centrale du département de la guerre et divers services extérieurs.

A la tête de l'organe central était placé un officier général directeur, assisté d'un officier supérieur adjoint. Les bureaux de la direction comprenaient :

*a*) Le cabinet du directeur ;

*b*) Deux bureaux concernant respectivement l'aérostation et l'aviation ;

*c*) Une section administrative et de l'armement.

Le personnel affecté à ces services comprenait, comme personnel militaire :

1 officier général ;
5 officiers supérieurs ;
13 officiers subalternes ou assimilés ;
44 sous-officiers, brigadiers et soldats ;

et, comme personnel civil :

2 agents secondaires.

Au total, l'effectif de ce personnel était de 65 unités, dont la solde annuelle représentait une somme de 201,100 fr.

Les services extérieurs comprenaient :

*a*) Les services des fabrications de l'aviation, avec les annexes de Lyon, Bordeaux et Saint-Cyr (cette dernière constituée spécialement par les ateliers de réparations de l'aviation) ;

*b*) L'établissement central du matériel de l'aérostation militaire ;

*c*) La section technique de l'aéronautique ;

*d*) L'inspection des dépôts et écoles d'aviation.

Le personnel de ces services extérieurs était composé de 2,174 unités, soit :

| | |
|---|---|
| Officiers | 144 |
| Hommes de troupe (employés militaires, sous-officiers et non gradés) | 1.825 |
| Employés, agents et ouvriers civils | 205 |
| Ensemble | 2.174 |

La solde et les traitements de ce personnel militaire et civil représentaient une dépense annuelle de 2,968,890 fr.

Après la création du sous-secrétariat d'Etat, le personnel de l'aéronautique militaire s'est considérablement accru.

M. le sous-secrétaire d'Etat ayant organisé son cabinet, transforma le cabinet de l'ancien directeur en une section dite du service général et du personnel. La commission de l'armée pourra apprécier dans quelle mesure cette section est nécessaire. Quant à nous, cette création, qui n'a procédé que d'une instruction provisoire du 2 octobre 1915, nous est apparue comme un moyen de donner au cabinet un personnel plus abondant et plus étoffé.

Sa légalité est douteuse.

C'est également en exécution d'une instruction provisoire (22 novembre) de M. le sous-secrétaire d'Etat, qu'a été rattaché à l'administration centrale un personnel important appartenant au service des fabrications de l'aviation et à l'établissement central du matériel d'aérostation. A l'aide de ce personnel a été créée une direction du service industriel.

Ce nouvel organe a pour attributions :

1° D'assurer, après entente avec le sous-secrétariat de l'artillerie et des munitions, le ravi-

(1) Voir les nos 1209-1545 et in-8° n° 326 — 11e législ. — de la Chambre des députés.

(2) Voir les nos 435, Sénat, année 1915, et 1248-1426-1484-1517 et in-8° n° 321 — 11e législ. — de la Chambre des députés.

taillement en matières premières des ateliers et usines travaillant pour l'aéronautique militaire, et l'affectation du personnel ouvrier soumis aux obligations militaires ;

2° D'exercer le contrôle des matières premières demandées ou employées pour les services de l'aéronautique, ainsi que celui de la main-d'œuvre militaire ;

3° De faire toutes études et recherches en vue de développer les moyens de production utiles à l'aéronautique.

Ce nouveau service est placé sous les ordres d'un officier supérieur qui, sous le nom de chef de service, est désigné par le sous-secrétaire d'Etat. Ce chef de service a, lui-même, sous ses ordres, deux chefs de section (personnel ouvrier et matières premières).

Le personnel comprend :

2 officiers supérieurs.
9 officiers subalternes ou assimilés.
12 hommes de troupe (sous-officiers et non gradés), secrétaires.
5 dactylographes, plus les plantons et hommes de service.

Nous devons signaler que la direction du service industriel a été créée en opposition avec la loi de finances du 13 avril 1900, qui dispose que, dans les administrations centrales des ministères, le nombre d'emplois de directeur, chef de division ou chef de service, sous directeur, chef de bureau ne peut être augmenté que par une loi. Peut-être nous objectera-t-on que la mesure est justifiée par l'état de guerre et qu'elle n'a qu'un caractère provisoire ; qu'au surplus le personnel appartenant à ce service provient des services extérieurs et que son transfert à l'administration centrale n'occasionne aucune dépense.

A quoi nous répondrons que le sous-secrétariat d'Etat de l'aéronautique a lui-même un caractère précaire, motivé qu'il est par l'état de guerre et que, néanmoins, le Gouvernement s'est conformé à la loi, quand il l'a institué et que M. le sous-secrétaire d'Etat, pour suivre cet exemple, aurait dû demander l'introduction dans un des nombreux cahiers de crédits qui nous ont été soumis, d'une disposition législative spéciale portant création du service.

Au surplus, les services extérieurs auxquels ce service a été emprunté se sont eux-mêmes accrus d'un très nombreux personnel qui dépasse sensiblement l'effectif antérieur. Ce transfert a eu d'ailleurs pour résultat d'augmenter sensiblement les dépenses de matériel, car le personnel de ce service ayant dû, en exécution de l'instruction du 22 novembre 1915, se transporter à l'administration centrale du sous-secrétariat d'Etat, l'hôtel du ministère de la guerre n'a pu suffire, et l'on a été conduit à pourvoir à l'installation de l'aéronautique dans un bel immeuble du boulevard Saint-Germain.

L'ensemble du personnel des services centraux comporte ainsi l'effectif suivant :

Personnel civil, y compris le sous-secrétaire d'Etat : 21 au lieu de 2.

Quant à la dépense annuelle de la solde et des traitements, elle s'élèvera à 444,512 fr. au lieu de 201,100 fr., ce qui procurera une augmentation de charge annuelle de 243,412 fr.

Quant aux services extérieurs, sauf l'érection de l'annexe de Saint-Cyr du service des fabrications de l'aviation en établissement autonome sous la dénomination « Ateliers de réparations de l'aviation », ils n'ont subi d'autres changements qu'une nouvelle augmentation de personnel, malgré le transfert de l'administration centrale des divers éléments dont nous venons de parler. En effet, voici quel était l'effectif du personnel au 15 décembre 1915 :

Officiers : 147, au lieu de 144 ;
Hommes de troupe : 2,293, au lieu de 1,825 ;
Employés, agents ou ouvriers civils : 216, au lieu de 205.

Quant à la charge annuelle résultant des soldes ou salaires, elle a passé de 2,968,890 fr. à 3,398,000 fr.

Les deux tableaux comparatifs ci-dessous résument les conséquences financières de la création du sous-secrétariat d'Etat, quant aux dépenses du personnel :

*1° Administration centrale.*

| DÉSIGNATION | AVANT LA CRÉATION — Effectif. | AVANT LA CRÉATION — Allocation. | APRÈS LA CRÉAT. au 15 décembre 1915 — Effectif. | APRÈS LA CRÉAT. au 15 décembre 1915 — Allocation |
|---|---|---|---|---|
| Le sous-secrétaire d'Etat | » | » | 1 | 25.000 |
| Personnel militaire : Officier général | 1 | 20.000 | » | » |
| Officiers supérieurs | 5 | 54.240 | 10 | 100.300 |
| Officiers subalternes et assimilés | 13 | 82.335 | 34 | 194.000 |
| Sous-officiers, brigadiers, caporaux et soldats | 44 | 37.465 | 114 | 92.632 |
| | 63 | | 159 | |
| Personnel civil : Cabinet et secrétariat particulier | » | » | 2 | 10.050 |
| Dames dactylographes ou téléphonistes | » | » | 16 | 25.920 |
| Agents secondaires | 2 | 7.060 | 2 | 7.030 |
| Totaux | 65 | 201.100 | 179 | 454.512 |
| Différences en plus : Effectifs | | | 114 | |
| Différences en plus : Solde | | | 253.412 francs. | |

*2° Services extérieurs.*

| DÉSIGNATION | EFFECTIF AVANT LA CRÉATION — Personnel militaire. Officiers. | Troupe. | Personnel civil. | Soldes et traitements. | EFFECTIF APRÈS LA CRÉATION au 15 décembre 1915. — Personnel militaire. Officiers. | Troupe. | Personnel civil. | Soldes et traitements. |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Service des fabriques de l'aviation : | | | | | | | | |
| Meudon | 77 | 642 | 144 | 1.458.020 | 74 | 634 | 151 | 1.456.840 |
| Annexes Lyon-Bordeaux | 19 | 209 | 37 | 309.710 | 19 | 239 | 39 | 425.670 |
| Atelier de réparation de l'aviation de Saint-Cyr | 17 | 657 | » | » | 23 | 1.044 | » | » |
| Etablissement central du matériel d'aérostation militaire | 16 | 292 | 15 | 465.100 | 15 | 335 | 18 | 490.320 |
| Inspection des dépôts et écoles d'aviation | 4 | 5 | » | » | 4 | 19 | » | » |
| Section technique de l'aéronautique | 11 | 20 | 9 | 116.320 | 12 | 22 | 8 | 123.790 |
| | 144 | 1.825 | 205 | | 147 | 2.293 | 216 | |
| Totaux | 2.174 | | | 2.938.890 | 2.656 | | | 3.398.000 |
| Différences en plus : Effectifs | | | | | 482 | | | |
| Différences en plus : Dépenses | | | | | 389.110 fr. | | | |

En résumé, la création du sous-secrétariat d'Etat au ministère de la guerre se traduira par une augmentation :

*a*) A l'administration centrale, en personnel, de 114 unités ; en dépenses de 253,412 fr.

*b*) Dans les services extérieurs, en personnel, de 482 unités ; en dépenses, de 389,110 fr. —

Soit, augmentations totales :

Personnel, 596 unités.
Dépenses, 642,522 fr.

## II. — Matériel

En outre des dépenses de personnel nous relevons une augmentation importante de dé-

penses en matériel, qu'il s'agisse des dépenses de premier établissement ou des dépenses permanentes.

Tout d'abord, M. le sous-secrétaire d'Etat a estimé ne pouvoir s'accomoder des locaux, sans doute modestes, où était installé avant lui le général directeur de l'aéronautique.

C'est pourquoi il fit choix d'un hôtel sis au n° 280 du boulevard Saint-Germain. Et comme cet immeuble était encore insuffisant pour son nombreux personnel, on lui a consacré, en outre, un étage de l'immeuble voisin, n° 282, dont les autres étages ont été affectés à divers bureaux du service de santé qui lui-même a trouvé bonne l'occasion d'étendre son domaine.

Quoi qu'il en soit, la part de location de ces deux immeubles, en ce qui touche le sous-secrétariat de l'aéronautique, serait de 24,000 fr. par an. Nous en tiendrons compte plus loin.

L'installation du cabinet et des bureaux du sous-secrétariat dans ledit hôtel aurait nécessité, nous a-t-on dit, une dépense de 45,000 fr. dans laquelle somme le mobilier figure pour 32,000 fr., dont environ 16,000 fr. de tapis. Quant aux dépenses permanentes, elles ont été évaluées, y compris le loyer, à 20,300 fr. pour le 4e trimestre de 1915, ce qui, pour l'année entière, donne une charge totale de 81,200 francs.

Finalement, les conséquences financières de la création du sous-secrétariat d'Etat de l'aéronautique se traduisent par les augmentations de dépenses annuelles en personnel de..... 642.522
en matériel de..... 81.200
723.722

A quoi s'ajoutent les dépenses de premier établissement de 45,000 fr.

De même que pour les sous-secrétariats d'Etat de l'artillerie, de l'intendance et du service de santé, la commission des finances ne fait pas opposition à la création du sous-secrétariat d'Etat de l'aéronautique. La question politique prime ici la question financière. La commission estime toutefois qu'on aurait pu assurer la marche de ce service important sans accroître le personnel administratif dans une aussi large mesure.

Plus de modestie dans les dépenses du matériel eût été de mise dans les circonstances que nous traversons.

Les crédits dont le vote est aujourd'hui demandé au Sénat ne s'appliquent, au surplus, qu'au traitement du sous-secrétaire d'Etat et à son cabinet. Ils s'élèvent à 7,430 fr. pour la période comprise entre le 14 septembre et le 31 décembre 1915.

En vous proposant de les voter, la commission des finances entend réserver tous les droits du Sénat, quant aux dépenses dont nous avons donné plus haut l'énumération, lesquelles, notamment celles qui ont trait au matériel, feront l'objet de demandes ultérieures de crédit.

Sous ces réserves, la commission des finances a l'honneur de proposer au Sénat l'adoption du projet de loi ci-après :

PROJET DE LOI

*Article unique.* — Il est ouvert au ministre de la guerre, sur l'exercice 1915, en addition aux crédits provisoires alloués par les lois des 26 décembre 1914, 29 juin et 28 septembre 1915 et par des lois spéciales pour les dépenses du budget général, des crédits s'élevant à la somme totale de 10,400 fr., répartis comme suit :

CHAP. 1er. — Traitement du ministre, des sous-secrétaires d'Etat et du secrétaire général. — Personnel militaire de l'administration centrale..... 7.430

CHAP. 2. — Personnel civil de l'administration centrale..... 2.970

Ensemble..... 10.400

## ANNEXE N° 463

(Session ord. — Séance du 22 décembre 1915.)

RAPPORT fait au nom de la commission des finances chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à modifier l'article 8, paragraphe 1er, de la loi du 14 juillet 1909 sur les dessins et modèles, par M. Victor Lourties, sénateur (1).

Messieurs, la Chambre des députés a adopté, dans sa séance du 18 novembre 1915, un projet de loi, déposé sur son bureau le 11 juillet 1911, tendant à compléter l'article 8, paragraphe 1er, de la loi du 14 juillet 1909, sur les dessins et modèles, ainsi conçu :

« Article 8, § 1er. — Au moment où les dépôts s'effectuent, il est versé au secrétariat du conseil ou au greffe du tribunal une indemnité de 3 fr. 95 par dépôt, plus 5 centimes par objet déposé. Sont compris dans la susdite indemnité l'allocation prévue par l'article 58 de la loi du 27 mars 1907 et les frais de timbre. »

L'indemnité globale de 3 fr. 95 était la même que celle prévue par la loi initiale de 1806 sur les dessins et modèles.

Mais la répartition des taxes qu'elle prévoit entre les bénéficiaires avait rencontré de nombreuses difficultés.

C'est en vue de les faire disparaître que l'article 15 de la loi du 14 juillet 1909 renvoyait à un règlement d'administration publique le soin d'arrêter les mesures d'exécution de la loi, et, en particulier, celles relatives à l'attribution des taxes ou indemnités.

Le conseil d'Etat ayant estimé que la délégation contenue dans l'article 15 ne lui conférait pas le droit de trancher ces questions, qui lui ont paru être du domaine exclusif du pouvoir législatif, il a fallu recourir à une nouvelle intervention du législateur. C'est l'objet du projet de loi actuellement soumis au Sénat.

Voici dans quelles conditions il se présente à lui :

D'après le texte de l'article 8 de la loi du 14 juillet 1909, le déposant, comme nous l'avons dit plus haut, doit verser :

1° Une indemnité fixe ;

2° Une taxe variant suivant le nombre des objets déposés, fixée à 5 centimes par objet.

Le Gouvernement et la Chambre des députés ont été d'accord pour faire bénéficier la commune, siège du conseil de prud'hommes ou du tribunal de commerce, de la taxe variable suivant le nombre d'objets déposés. C'est, en effet, la commune qui subvient aux dépenses de ces organismes et qui a à supporter les frais de magasinage pour les dépôts des dessins et modèles. Aussi l'article 19 de la loi initiale du 18 mars 1806 l'autorisait-elle à percevoir des taxes qui l'indemnisaient de ces dépenses.

Restait la question de l'indemnité fixe. Elle se décomposait comme suit sous l'empire de cette loi :

| | |
|---|---|
| 1° Indemnité pour le timbre de la minute du procès-verbal de dépôt et les frais de répertoire..... | 0 55 |
| 2° Indemnité pour le timbre du certificat de dépôt..... | 0 60 |
| 3° Indemnité pour le timbre de l'expédition du procès-verbal de dépôt..... | 1 80 |
| 4° Pour émoluments du secrétaire chargé de la rédaction du procès-verbal et du certificat de dépôt, y compris l'expédition depuis la loi du 27 mars 1907..... | 1 » |
| Total..... | 3 95 |

Mais, en réalité, l'indemnité de 1 fr. 80 pour le timbre de l'expédition du procès-verbal de dépôt n'avait pas le caractère obligatoire, et la loi de 1909 ne prévoit pas la délivrance d'un document de cette nature ; elle prescrit la remise au déposant d'un certificat de dépôt, et c'est tout.

En revanche, il est un droit qui s'est maintenu dans la pratique depuis la loi du 14 juillet 1909 ; c'est celui relatif au registre sur lequel sont transcrites les déclarations de dépôts en vertu de l'article 5. La part contributive de chaque déposant dans les frais de timbre est de 60 centimes.

Dans ces conditions, le projet de loi voté par la Chambre prévoit la répartition suivante :

| | |
|---|---|
| 1° Indemnité pour les frais de timbre : | |
| *a*) Du registre des déclarations et transcriptions de dépôt..... | » 60 |
| *b*) Du certificat de dépôt..... | » 60 |
| 2° Emoluments du secrétaire du conseil de prud'hommes ou du greffier du tribunal (loi du 27 mars 1907)..... | 1 » |
| Total..... | 2 20 |

(1) Voir les nos 398, Sénat, année 1915, et 1362-1375 et in-8° n° 203. — 11e législ. — de la Chambre des députés.

**Jusque-là pas de difficulté.**

**Mais il restait à répartir : 3 fr. 95 — 2 fr. 20 = 1 fr. 75.**

Le Gouvernement et la Chambre ont jugé équitable d'accorder à la commune 50 centimes, car elle met à la disposition du secrétaire un local pour les archives, où les dépôts sont conservés. Ce n'est d'ailleurs qu'une faible compensation de la perte que les villes intéressées ont subie du fait de l'application de la loi de 1909.

Avant cette date, la commune prélevait 5 centimes par objet et par an, pendant cinq ans, tandis qu'avec la loi de 1909, elle ne perçoit plus que 5 centimes pendant toute la durée du dépôt.

Quant au reliquat, 1 fr. 25, ils ont été d'accord pour en faire bénéficier le secrétaire du conseil ou le greffier du tribunal, dont la loi a accru les charges et les responsabilités.

Sous le régime de la loi de 1806, en effet, le dépôt, une fois effectué, était classé dans les archives ; aujourd'hui, le déposant peut en demander soit la prorogation, soit la publicité, soit la restitution ; et chacune de ces opérations nécessite l'intervention du secrétaire ou du greffier.

C'est pour établir en leur faveur l'équilibre entre les charges et la rémunération qu'elles comportent qu'on leur accorde 1 fr. 25 de plus que l'indemnité de 1 fr. que leur allouait la loi du 27 mars 1907.

L'article premier du projet du Gouvernement a été ainsi adopté sans modification.

Il est devenu l'article *unique* par le fait du rejet par la Chambre des députés de l'article 2, lequel disposait que les sommes à percevoir en vertu de l'article 8, paragraphe premier, de la loi du 14 juillet 1909, depuis la date de l'entrée en vigueur de la loi — 19 janvier 1910 — jusqu'à la mise en application de la loi actuellement en discussion, qui n'auraient pas reçu d'affectation, seraient réparties conformément aux dispositions de l'article premier.

En fait, depuis le 19 janvier 1910, les secrétaires se sont, paraît-il, attribué l'intégralité de l'indemnité de 3,95, sous la seule déduction du droit de timbre de 1 fr. 20. Ils ont réalisé ainsi un excédent d'honoraires qui se chiffre par plusieurs milliers de francs rien que pour Paris.

On évalue à 27,000 fr. environ la somme qui a pu entrer ainsi dans leurs budgets de 1910 à 1916.

Comme l'a fait observer l'honorable M. Failliot, rapporteur à la Chambre des députés, à raison de 0,50 par dépôt, qui est le chiffre désormais attribué à la commission par l'article 1er, l'effet rétroactif de la loi proposée reprendrait aux secrétaires parisiens environ 7 à 8,000 fr., soit plus de 1,000 fr. à chacun d'eux.

La Chambre des députés n'a pas cru devoir aller jusque-là. Elle a estimé, avec la commission, que, si la rétroactivité de la loi semblait justifiée, il était bien difficile, pour ne pas dire plus, d'ordonner la restitution de sommes dont on avait accepté la perception sans protestation pendant cinq années, auxquelles, en définitive, la loi ne donnait expressément aucune affectation contraire, et dont, au surplus, le remboursement ne serait pas sans présenter de plus ou moins sérieuses difficultés aujourd'hui.

C'est pour ces raisons que la Chambre a voté la suppression pure et simple de l'article 2.

Votre commission vous propose de ratifier son vote et d'adopter, sans modification, le projet de loi sorti de sa délibération, ainsi conçu :

PROJET DE LOI

*Article unique.* — L'indemnité de 3 fr. 95 par dépôt et la taxe de 5 centimes par objet déposé, dont la perception est autorisée par l'article 8, paragraphe premier, de la loi du 14 juillet 1909 sur les dessins et modèles, reçoivent l'attribution suivante :

1° A la commune du siège des prud'hommes ou du tribunal de commerce, une allocation de 50 centimes, plus la taxe de 5 centimes par objet déposé ;

2° Au secrétaire du conseil des prud'hommes ou au greffier du tribunal, une indemnité de 2 fr. 25 y compris l'allocation prévue par l'article 58 de la loi du 27 mars 1907 ;

3° Une somme de 1 fr. 20 pour les frais de timbre du registre des déclarations et transcriptions de dépôt et du certificat du dépôt.

## ANNEXE N° 465

(Session ord. — Séance du 22 décembre 1915.)

RAPPORT fait au nom de la commission de l'armée chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant dérogation temporaire aux dispositions des articles 5, 6, 7, 13 et 14 de la loi du 7 juillet 1900 organisant les troupes coloniales, et des articles 37 et 56 de la loi du 21 mars 1905 sur le recrutement de l'armée, modifiée par la loi du 7 août 1913, par M. Henry Bérenger, sénateur (1).

Messieurs, par une série de décrets pris depuis la déclaration de guerre, le 3 août 1914, le 14 octobre 1914, le 9 janvier 1915, et plus récemment les 9 octobre et 12 décembre 1915, le Gouvernement français a, sur les indications réitérées des commissions de l'armée à la Chambre et au Sénat, élargi et facilité les possibilités de recrutement, dans toutes nos possessions coloniales, d'une véritable armée indigène, au moyen d'engagements volontaires largement rémunérés et récompensés.

Or, le projet de loi qui vous est aujourd'hui présenté par le Gouvernement, et que votre commission de l'armée vous demande d'adopter, doit être considéré comme une mesure avant tout destinée à favoriser et à renforcer les moyens d'encadrement de cette nouvelle armée indigène.

Il ne s'agit pas de toucher d'une façon définitive aux lois fondamentales de 1900 à 1905, qui ont réglé le régime de nos troupes coloniales dans leur rapport avec nos troupes métropolitaines.

Il s'agit d'accommoder ce régime à l'obligation immédiate de constituer le plus de cadres possibles et les meilleurs aux nombreux contingents indigènes à l'heure actuelle en voie de recrutement dans tout notre empire colonial.

On a, en effet, objecté que la pénurie des cadres serait le principal obstacle à l'organisation militaire d'une nouvelle armée indigène.

Le Parlement, d'accord avec le Gouvernement, doit combler cet obstacle en établissant aussitôt le passage nécessaire du personnel des troupes métropolitaines dans celui des troupes coloniales.

Jusqu'ici les militaires des troupes métropolitaines ne sont autorisés par la loi à servir dans les troupes coloniales qu'à titre temporaire ou par permutation pour convenances personnelles. Les sous-officiers ne peuvent y servir que par permutation, les gradés et les soldats que par changement d'armes et dans certaines conditions déterminées.

Bien plus, le personnel des troupes métropolitaines ne peut aujourd'hui servir aux colonies que s'il appartient, soit à des armes autres que l'infanterie et l'artillerie, soit aux divers services qu'il peut y avoir lieu de détacher outremer.

La loi de 1900 précise, en outre, que les cadres français des formations indigènes sont fournis par le personnel des troupes coloniales.

Enfin, la même loi dispose que les troupes coloniales à destination des colonies ne comprendront que des hommes ayant au moins six mois de présence sous les drapeaux et que les hommes du continent métropolitain, incorporés dans les troupes coloniales, ne seront pas astreints à servir aux colonies. Cette dernière clause a d'ailleurs été confirmée par l'article 37 de la loi du 21 mars 1905, en vertu duquel les hommes visés ci-dessus ne peuvent être envoyés dans nos colonies et pays de protectorat qu'avec leur consentement.

Il est facile de comprendre que si ces mesures ont pu avoir leur légitimité en temps de paix, elles deviennent, en temps de guerre, un véritable obstacle à la formation rapide des cadres d'une armée indigène.

Or, rien n'est opposable au salut public en temps de guerre. Tous les obstacles à la victoire doivent être résolument écartés par une législation dont le caractère exceptionnel s'accorde avec les circonstances exceptionnelles qui l'ont rendue nécessaire.

Sans doute, l'administration de la guerre doit puiser d'abord dans les cadres de l'armée coloniale proprement dite pour constituer ceux d'une nouvelle armée indigène. Mais l'appel aux ressources métropolitaines doit aussi être envisagé largement et sans délai pour n'être en retard ni d'un homme, ni d'une heure.

Ne pas recruter tous les effectifs recrutables, sous prétexte que l'on pourrait manquer de gradés pour les encadrer, serait la plus détestable des abstentions de moindre effort.

La victoire exige de la part des pouvoirs publics une tension continue et incessante dans la mise en œuvre de toutes les forces de la patrie. Toute la France doit être mobilisée, celle d'outre-mer comme celle de la métropole, pour la suprême action en vue de la suprême décision.

S'il faut envoyer des Français de la métropole dans la France d'outre-mer pour y encadrer et y exercer plus promptement nos populations indigènes, qui donc hésiterait à donner au Gouvernement tous les moyens légaux pour réaliser sans retard cette nécessité de l'heure?

Est-ce à dire, messieurs, que l'introduction temporaire de cadres métropolitains dans les troupes coloniales puisse devenir une occasion quelconque de privilèges ou d'abus pour qui que ce soit?

Ce serait aller à l'encontre des raisons même de salut public qui ont déterminé le Gouvernement à déposer ce projet de loi devant les Chambres.

Or, l'article 3 du projet contenait des dispositions telles que votre commission, après une délibération approfondie, a décidé de vous demander la suppression intégrale de cet article.

Nos éminents collègues, MM. Milliès-Lacroix et Henry Chéron ont, sur cet article 3, présenté à la sous-commission des troupes coloniales et indigènes des observations si judicieuses que la sous-commission a chargé votre rapporteur de s'en faire l'interprète devant la commission de l'armée, qui s'est unanimement rangée à leur avis.

Que stipulait, en effet, le texte de l'article 3?

D'une part, que « les militaires affectés aux troupes coloniales dans les conditions des deux précédents articles, qui auraient été désignés d'office, et exceptionnellement les militaires de moins de vingt et un ans, ne pourraient être envoyés aux colonies que pour encadrer et instruire les contingents destinés à servir dans la métropole, en Algérie, en Tunisie, au Maroc ou aux armées. »

M. Milliès-Lacroix a fait remarquer avec force que limiter ainsi les attributions de commandement des cadres métropolitains à une simple besogne d'instruction et d'encadrement, c'était établir en temps de guerre, aux colonies comme en France, des distinctions dangereuses autant qu'inopportunes entre différentes catégories de gradés tous également français.

Et M. Henry Chéron a ajouté, avec non moins de force, que cette limitation des pouvoirs d'autorité des cadres métropolitains pouvait avoir pour conséquence extrêmement fâcheuse de donner des apparences spéciales d'embuscade, sans nul doute très éloignées de leur esprit, à ceux d'entre les gradés métropolitains qui se trouveraient ainsi, par une dérogation incompréhensible à l'égalité militaire devant le péril, retirés, au nom d'une loi spéciale du cadre des troupes combattantes.

Il serait, en effet, inadmissible qu'au nom d'une loi d'exception, certaines unités des troupes métropolitaines pussent être, même temporairement, soustraites au devoir éventuel de verser leur sang pour la patrie sous prétexte d'encadrement de contingents indigènes.

Enfin, messieurs, votre commission a supprimé d'autant plus volontiers cet article 3 qu'il prévoyait l'envoi aux colonies de militaires métropolitains au-dessous de vingt et un ans.

Cet envoi, contraire aux lois antérieures de 1900 et de 1905, n'est, en réalité, ni nécessaire, ni désirable.

Ces tout jeunes gens n'auraient pas la résistance suffisante pour faire de bons gradés dans des colonies pour la plupart tropicales ou équatoriales.

D'autre part, il ne faut pas que les cadres métropolitains puissent devenir à aucun moment le prétexte de malentendus de race ou de querelles préjudiciables au recrutement intensif des indigènes, autant qu'à leur valeur militaire et à la discipline même de nos armées.

C'est pourquoi votre commission s'est associée énergiquement à la commission de l'armée de la Chambre pour demander au Gouvernement qu'il soit mis fin au plus tôt à la nomination de caporaux blancs pour commander à des indigènes, même sous-officiers.

Cette résurrection d'un abus condamné depuis quinze ans dans nos troupes coloniales est l'indice d'un état d'esprit des plus regrettables dans certains bureaux du ministère de la guerre.

L'armée de la France ne doit connaître d'autre supériorité que celle du mérite, ni d'autres grades que ceux de la valeur. Nous invitons formellement M. le ministre de la guerre à supprimer à nouveau l'institution des caporaux blancs, subrepticement rétablie ces mois derniers dans les troupes indigènes de nos diverses colonies.

Ces troupes indigènes, de quelque couleur qu'en soient les soldats et à quelque race qu'ils appartiennent, ont trop noblement mêlé leur sang à celui des troupes françaises d'Europe pour qu'il puisse subsister encore quelque part, dans les armées de la France, une question de peau à l'ombre du drapeau.

Or, messieurs, l'envoi aux colonies de jeunes gens de moins de vingt-et-un ans, tel que le prévoyait l'article 3, avait pour résultat immanquable de multiplier l'abus des caporaux blancs.

Nous devons tout faire pour que l'armée indigène, équitablement recrutée et encadrée, se montre digne, dans quelques mois, de son héroïque devancière qui, en septembre 1914, forma devant la capitale menacée, depuis les marais de Saint-Gond jusqu'aux prairies de la Marne, la participation coloniale dans la victoire de la nation française sur les barbares de Germanie.

C'est pour préciser et consolider l'organisation de la nouvelle armée de nos colonies que nous vous demandons d'adopter, avec les suppressions que nous avons jugées nécessaires et qui n'altèrent en rien ses principes essentiels, le projet de loi suivant :

### PROJET DE LOI

Art. 1er. — Pendant la durée de la guerre, et durant une période de six mois après la signature de la paix, le ministre de la guerre pourra, par dérogation temporaire aux dispositions des articles 5, 6, 7, 13 et 14 de la loi du 7 juillet 1900, portant organisation des troupes coloniales, et des articles 37 (alinéa 5e) et 56 de la loi du 21 mars 1905 sur le recrutement de l'armée, recourir exceptionnellement, pour coopérer, en France et aux colonies, à l'encadrement des corps et services des troupes coloniales, aux officiers subalternes et aux hommes de troupe gradés (volontaires de préférence) de toutes armes et de tous services des troupes métropolitaines, qu'ils appartiennent à l'armée active ou aux différentes catégories de réserves.

Les militaires des troupes coloniales servant en qualité d'appelés pourront également être désignés, dans les mêmes conditions, pour servir aux colonies.

Art. 2. — Les militaires des troupes métropolitaines visés à l'article précédent conserveront leur grade et leur ancienneté de grade.

Les officiers de l'armée active seront placés hors cadres, détachés de leurs corps ou service et continueront à concourir pour l'avancement avec les candidats de leur arme ou de leur service d'origine.

Les militaires des différentes catégories de réserves et les hommes de troupe de l'armée active seront versés temporairement, par changement d'arme, dans les troupes coloniales. Ils concourront pour l'avancement avec le personnel de ces troupes.

(1) Voir les nos 415, Sénat, année 1915, et 1385-1486, et in-8° n° 308 — 11e législ. — de la Chambre des députés.

## ANNEXE N° 466

(Session ord. — Séance du 22 décembre 1915.)

RAPPORT fait au nom de la commission chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet la régularisation : 1° du décret 29 septembre 1914, relatif aux sociétés allemandes, autrichiennes et hongroises d'assurances contre les accidents du travail et d'assurances sur la vie ; 2° du décret du 18 novembre 1914, relatif à la situation, au regard de la loi des retraites ouvrières et paysannes, des assurés mobilisés, par M. Eugène Guérin sénateur (1).

Messieurs, le projet de loi qui vous est sou-

(1) Voir les nos 77-464, Sénat, année 1915, 443-501, et in-8° n° 127 — 11e législ. — de la Chambre des députés.

mis et qui a été adopté par la Chambre des députés dans sa séance du 4 mars 1915, a pour objet de donner la sanction législative à un décret rendu par le Gouvernement le 29 septembre 1914.

Ce décret, relatif aux sociétés allemandes et austro-hongroises d'assurances sur la vie qui ont des succursales en France, n'est lui-même que l'application, sous certaines modalités, à la matière des assurances sur la vie, du décret du 27 septembre 1914, lequel a prononcé l'interdiction de relations commerciales avec l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie, modalités nécessaires, car la stricte application, aux contrats d'assurances sur la vie, des dispositions du décret du 27 septembre 1914 aurait compromis les intérêts qu'on a eu en vue de sauvegarder, c'est-à-dire les intérêts des assurés français.

En effet, le décret du 27 septembre ne se borne pas à annuler, en raison de l'état de guerre et dans l'intérêt de la défense nationale, tout acte ou tout contrat passé postérieurement à la déclaration de guerre avec les sujets allemands ou austro-hongrois. Il interdit, en outre, l'exécution des obligations pécuniaires résultant de tout acte ou de tout contrat passé avec les mêmes personnes avant cette déclaration.

On aperçoit tout de suite les conséquences de ces dispositions appliquées aux contrats d'assurances sur la vie passés par des assurés français avec les succursales françaises des compagnies d'assurances allemandes ou austro-hongroises.

L'interdiction d'exécuter ces contrats n'eût abouti à rien de moins qu'à libérer les assureurs de leurs engagements envers les assurés.

Les polices d'assurances sur la vie, tant françaises qu'étrangères, renferment, en effet, une clause qui subordonne au payement de la prime la continuation du contrat : interdire aux assurés français de verser leurs primes, c'était donc permettre aux assureurs étrangers de se prévaloir de cette clause pour se dégager de leurs obligations, et refuser aux assurés français le payement de la rente ou du capital stipulé, les privant ainsi des effets de l'assurance au moment précis où ils étaient susceptibles de se manifester utilement pour eux.

D'autre part, un grand nombre d'assurés mobilisés ont contracté des avenants couvrant le risque de guerre, et certaines compagnies ont délivré ces avenants sans exiger de surprime.

Fallait-il appliquer à ces avenants, tous postérieurs à la déclaration de guerre, les dispositions du décret du 27 septembre 1914 et les annuler ?

Une telle mesure eût lésé gravement les intérêts des assurés français au profit de leurs assureurs étrangers. C'est pour éviter un tel résultat que le Gouvernement a rendu le décret du 29 septembre 1914 dont il demande aujourd'hui la consécration légale.

Ce décret se résume dans les deux dispositions suivantes :

La première retire aux entreprises allemandes ou austro-hongroises d'assurances sur la vie le bénéfice de l'enregistrement et, pour sauvegarder les intérêts des assurés, elle décide que le ministre du travail et de la prévoyance sociale substituera, par arrêté, des administrateurs séquestres aux agents actuellement préposés à la direction des entreprises.

La seconde soustrait à l'application du décret du 27 septembre 1914 les avenants pour risque de guerre contractés par les assurés français, et autorise la continuation et l'exécution des contrats en cours, mais au seul bénéfice des assurés français.

Ces deux dispositions appellent quelques observations :

Celle qui retire aux entreprises allemandes et austro-hongroises le bénéfice de l'entreprise ne soulève aucune objection.

Ce retrait n'est pas seulement la conséquence de l'état de guerre et de l'interdiction de toutes relations commerciales entre la France et ses ennemis, c'est un acte de légitimes représailles contre des mesures analogues prises par l'Allemagne à l'égard de nos nationaux.

Dès le 4 septembre 1914, en effet, un décret du conseil fédéral, rendu sous l'autorité du chancelier de l'empire, a placé sous séquestre les entreprises ou succursales étrangères, et en a confié la gestion à des contrôleurs chargés de veiller « à ce que, pendant la guerre, les affaires ne soient pas conduites d'une façon contraire aux intérêts allemands, et à ce que de l'argent ou d'autres valeurs du patrimoine ne puissent être directement ou indirectement exportés ou remis en pays ennemis ».

Le retrait de l'enregistrement aux succursales françaises des entreprises allemandes ou austro-hongroises et leur mise sous séquestre sont pleinement justifiés.

Mais il ne suffisait pas de permettre aux assurés français de continuer leur contrat avec les succursales des sociétés allemandes ou austro-hongroises et d'assurer la validité des avenants couvrant le risque de guerre. Il fallait, en outre, empêcher les disponibilités recueillies par ces succursales de prendre, suivant l'expression du décret allemand, la direction du pays ennemi.

La tâche du Gouvernement, à ce point de vue, s'est trouvée singulièrement facilitée par les dispositions tutélaires de la loi du 17 mars 1905.

On sait qu'en vertu de cette loi, les entreprises étrangères d'assurances sur la vie sont tenues d'avoir en France un siège social et une comptabilité spéciale pour tous les contrats souscrits ou exécutés en France ou en Algérie.

Elles doivent de plus, pour ces contrats, pour les entreprises françaises, d'ailleurs, constituer « des réserves mathématiques » égales à la différence entre la valeur des engagements respectivement pris par elles et par leurs assurés.

Enfin, elles sont tenues de déposer à la caisse des dépôts et consignations les valeurs représentant la portion d'actif correspondante à ces réserves mathématiques, et le seul fait de ce dépôt confère aux assurés un privilège sur ces valeurs.

Ces sages mesures prises par la législature de 1905 constituent une sérieuse garantie de l'exécution des contrats, en même temps qu'une sauvegarde pour les intérêts des assurés français.

Le décret du 29 septembre 1914 accroît encore ces garanties.

Conformément à la mission que ce décret lui confère, en vertu, d'ailleurs, des pouvoirs de contrôle et de surveillance sur les sociétés d'assurance sur la vie qui lui incombent, M. le ministre du travail a placé à la tête des succursales françaises des sociétés allemandes et austro-hongroises des administrateurs séquestres.

Il a choisi ces administrateurs, étant donné le caractère technique des opérations d'assurance, dans le corps des commissaires-contrôleurs institué par la loi du 17 mars 1905 et parmi les inspecteurs de l'enregistrement.

On ne pouvait faire un meilleur choix : les uns et les autres sont, en effet, admirablement préparés aux fonctions qu'ils sont appelés à remplir. Le décret du 29 septembre 1914 définit au reste leur mission et précise leurs pouvoirs.

Cette mission est purement conservatoire et réserve entièrement l'avenir.

L'administrateur séquestre n'est point chargé d'une liquidation, il doit simplement continuer la gestion des contrats en cours et prendre en charge l'actif « pour qui de droit ». Il recevra les primes, payera les capitaux échus, les arrérages des rentes viagères, consentira les rachats de polices, effectuera, en un mot, sous la surveillance et le contrôle de l'Etat, toutes les opérations que comporte la gestion des contrats d'assurances sur la vie.

Telle est l'économie du décret du 29 septembre 1914.

Votre commission vous demande l'adoption pure et simple du projet de loi destiné à le sanctionner.

Elle tient, toutefois : à vous soumettre quelques réflexions et à vous faire connaître son sentiment sur certaines questions délicates que fait naître son application.

Le décret du 29 septembre 1914 ne s'est naturellement préoccupé que des intérêts français et des contrats d'assurance souscrits par des Français.

Ces contrats continueront à être gérés par les administrateurs séquestres, et la couverture du risque de guerre demeurera assurée par leurs soins.

Mais quel sera le sort des contrats d'assurance souscrits en France par des sujets allemands ou austro-hongrois ? Les sociétés d'assurances devront-elles ou pourront-elles recevoir les primes afférentes à ces contrats ?

La question intéresse aussi bien les sociétés françaises que les succursales des sociétés allemandes ou autrichiennes ou des autres sociétés étrangères.

Selon le ministère du travail, cette question ne comporte pas une réponse absolue, et il convient de distinguer entre le cas où le payement de la prime est offert par l'assuré lui-même et le cas où il est offert par son séquestre.

Dans la première hypothèse, la prime devra être refusée. La recevoir, en effet, serait exécuter le contrat « au profit de l'assuré ennemi » et qui serait contraire aux dispositions de l'article 3 du décret du 27 septembre 1914, lequel interdit « l'exécution au profit de sujets des empires d'Allemagne et d'Autriche-Hongrie des obligations pécuniaires ou autres et aux dispositions de l'article 2, paragraphe 3, du décret du 29 septembre 1914 qui déclare cette interdiction applicable à l'encontre des assurés ou bénéficiaires sujets des empires d'Allemagne ou d'Autriche-Hongrie ».

En vertu de ces décrets, durant la période des hostilités, toute exécution est interdite au profit d'Allemands ou d'Austro-Hongrois, le payement de la prime doit être suspendu, comme doit être suspendu le payement de l'indemnité.

Des instructions, dans ce sens, ont été adressées aux séquestres des sociétés austro-allemandes.

Dans la seconde hypothèse, au contraire, celle où le payement de la prime est offert, non pas par l'assuré lui-même, mais par son séquestre, ce payement devra être accepté.

Le séquestre, en effet, n'est point le mandataire de l'Austro Allemand, mais bien un mandataire de justice qui peut avoir, suivant les circonstances, le désir très justifié de conserver, dans le patrimoine du séquestré, au profit des créanciers français, auxquels, par exemple, la police d'assurance sur la vie aurait été donnée en nantissement, la valeur d'un contrat d'assurance souscrit par un Allemand ou un Austro-Hongrois.

Votre commission aurait désiré qu'en toute hypothèse les compagnies fussent autorisées à recevoir le payement de la prime, que ce payement fût offert par l'assuré lui-même ou par son séquestre.

Elle reconnaît, toutefois, que cette solution serait en contradiction avec les termes mêmes des décrets des 27 et 29 septembre 1914, car, ainsi qu'il a été dit plus haut, permettre à un assuré allemand ou austro-hongrois d'acquitter sa prime, serait lui permettre d'exécuter le contrat à son profit. Or, ces textes, que la loi du 4 avril 1915 a sanctionnés *pénalement, prohibent* formellement une telle exécution. Mais il convient d'ajouter que le non-payement de la prime n'entraînera pas la résiliation du contrat au préjudice de l'assuré. L'assurance, avec tous ses effets, demeure simplement suspendue aucune déchéance définitive n'est encourue; l'exécution de l'obligation de l'assuré (payement de la prime) et de l'obligation de l'assureur (payement du capital assuré) est simplement suspendue : rien de plus.

Si le contrat vient à échéance, le montant en sera déposé à la caisse des dépôts et consignations au profit et pour le compte de qui il appartiendra.

On aurait pu se demander également ce que deviendront les réserves mathématiques; ces réserves n'étant pas individualisées mais affectées globalement à la garantie de l'ensemble des assurés, elles demeureront entre les mains des assureurs, et ne subiront, dès lors, du fait du non-payement de la prime, aucune modification.

Le décret du 29 septembre 1914 soulève une autre question dont votre commission s'est également préoccupée.

Elle intéresse les Français résidant en Allemagne ou en Autriche-Hongrie, et qui ont pu y contracter des obligations, notamment y souscrire un contrat d'assurance sur la vie avec une compagnie allemande ou austro-hongroise.

Le décret du 27 septembre 1914, ainsi que nous venons de l'expliquer, interdit toutes relations commerciales avec les sujets des empires d'Allemagne ou d'Autriche-Hongrie « ou des personnes y résidant » et prohibe l'exécution au profit de ces mêmes sujets « ou des personnes y résidant » des obligations pécuniaires résultant de tout acte ou de tout contrat passé antérieurement à la déclaration de guerre.

Cette double interdiction est rendue applicable aux contrats d'assurances sur la vie, par le décret du 29 septembre 1914.

La question se pose donc de savoir si des assurés français, établis en Allemagne ou en Autriche-Hongrie, et y ayant contracté une assurance sur la vie, pourront exécuter leurs contrats, acquitter leurs primes et recevoir les payements qui peuvent leur être dus.

M. le ministre du commerce, au cours de la discussion à laquelle a donné lieu à la Chambre,

le décret du 27 septembre 1914, a fait connaître sur ce point, l'avis du comité de législation commerciale.

Cet avis est ainsi conçu :

« Le comité a estimé que les articles 2 et 3 du décret du 27 septembre 1914 ne faisaient pas obstacle à ce qu'un Français établi à l'étranger acquitte, postérieurement à la déclaration de guerre, les sommes dont il peut être débiteur vis-à-vis des ressortissants allemands ou austro-hongrois en vertu d'engagements antérieurs à l'ouverture des hostilités.

« En effet, si l'interdiction établie par le décret du 27 septembre est entière pour les Français résidant en France — qui sont uniquement soumis à la loi française — il ne saurait en être de même pour les Français établis à l'étranger, qui sont soumis, à la fois, aux lois de leur pays et aux lois du pays dans lequel ils résident.

« Si ces lois sont en conflit, d'après un principe admis en droit international, c'est aux lois du pays dont ils reçoivent l'hospitalité que doivent se conformer les étrangers résidant dans ce pays.

« Dans le cas présent, la non-observation de ce principe pourrait avoir pour conséquence d'entraîner des sanctions graves telles que la mise en faillite.

« Dans ces conditions, le comité de législation commerciale estime que le Français établi à l'étranger ne pouvant pas se dispenser de payer, sans compromettre ses biens ou sa personne, doit s'acquitter de ses engagements et que, par suite de cette contrainte, il ne saurait être considéré comme violant les dispositions du décret. »

Votre commission a pensé que cette interprétation libérale du décret du 27 septembre 1914 doit également s'appliquer à celui du 29 septembre 1914, et qu'en conséquence le Français établi à l'étranger et ayant contracté avant la guerre une assurance sur la vie avec une société allemande ou austro-hongroise, pourra valablement continuer à exécuter son contrat, acquitter ses primes entre les mains de l'administrateur séquestre, et recevoir de lui les payements qui peuvent lui être dus.

Il nous sera permis, en terminant, de signaler à M. le ministre du travail et de la prévoyance sociale deux lacunes que renferme, sur le sujet qui nous occupe, la loi du 17 mars 1905.

L'honorable rapporteur de la Chambre, M. Hounorat, a signalé une de ces lacunes.

Entre autres mesures protectrices des intérêts des assurés français, la loi du 17 mars 1905 impose aux sociétés étrangères l'obligation d'accréditer en France un agent spécialement préposé à la gestion des opérations d'assurances effectuées en France et en Algérie, et directement responsable devant le Gouvernement français. Mais il a omis de préciser les conditions que devrait remplir cet agent pour être agréé par l'administration.

Il serait désirable que cet agent fût français ou tout au moins naturalisé depuis assez longtemps pour qu'on ne pût supposer que la faveur d'une naturalisation a été sollicitée par lui pour les besoins de la cause.

Cette exigence, qui eût pu paraître excessive avant la guerre, apparaît aujourd'hui comme pleinement justifiée.

Il va sans dire, d'ailleurs, qu'elle ne serait formulée que pour l'avenir, et que les situations acquises seraient respectées.

La loi du 17 mars 1905 renferme une lacune autrement importante et qu'il y aurait un intérêt considérable à combler au plus tôt.

Il s'agit des sociétés étrangères de réassurances qui ne sont pas enregistrées, et qui traitent cependant de nombreuses et importantes affaires avec les compagnies françaises ou avec les compagnies étrangères opérant en France.

Un certain nombre de celles-ci ont des traités de réassurances avec des compagnies allemandes et austro-hongroises non enregistrées. Quelques-uns de ces traités sont fort anciens et remontent, en tous cas, à une époque antérieure à la loi du 17 mars 1905.

Une telle situation constitue pour les assurés français un véritable péril.

Sans doute, depuis l'application de la loi du 17 mars 1905, ces compagnies de réassurances abandonnent aux compagnies réassurées la gestion de leurs réserves mathématiques, ce qui constitue pour les assurés français une garantie — garantie toute relative, d'ailleurs — car il est permis de se demander si les réserves mathématiques laissées en France par ces compagnies de réassurances seraient suffisantes pour garantir, le cas échéant, la totalité des capitaux réassurés.

Mais cette garantie disparaît totalement pour les contrats de réassurances antérieurs à la loi du 17 mars 1905 dont les réserves mathématiques demeurent à la libre disposition des réassureurs.

Si d'aventure ceux-ci ne tenaient point leurs engagements, les intérêts des assurés français se trouveraient irrémédiablement compromis.

Nous sommes convaincus qu'il nous aura suffi de signaler le péril pour que M. le ministre du travail et de la prévoyance sociale ait à cœur de le conjurer, en interdisant aux compagnies françaises ou étrangères opérant en France de conclure des traités de réassurances avec des sociétés non enregistrées.

Il n'existe, au surplus, aucune raison plausible d'affranchir les sociétés étrangères de réassurances d'une garantie jugée nécessaire et exigée des sociétés étrangères qui veulent pratiquer l'assurance dans notre pays.

Sous le bénéfice de ces observations, votre commission vous demande à l'unanimité de ratifier le décret du 29 septembre 1914.

Il va de soi que cette ratification aura pour conséquence de communiquer à ce décret la force législative au jour de sa publication, et de valider toutes les mesures qui ont pu être prises entre cette publication et la promulgation de la loi.

C'est, d'ailleurs, ce que le Sénat a décidé en adoptant le projet de loi qui a sanctionné le décret du 27 septembre 1914, dont le décret du 29 septembre 1914 n'est que l'application à la matière des assurances.

Nous vous demandons, en conséquence, d'adopter le projet de loi suivant :

### PROJET DE LOI

*Article unique.* — Est sanctionné le décret du 29 septembre 1914 relatif aux sociétés allemandes, autrichiennes et hongroises d'assurances sur la vie.

---

## ANNEXE N° 467

(Session ord. — Séance du 22 décembre 1915.)

RAPPORT fait au nom de la commission chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à dispenser des versements, pendant la durée de leur mobilisation, les **assurés facultatifs** et les personnes admises à l'assurance obligatoire dans un délai à courir de la cessation des hostilités, par M. Victor Lourties, sénateur (1).

Messieurs, la Chambre des députés a adopté, dans sa séance du 14 décembre 1915, un projet de loi tendant à dispenser des versements, pendant la durée de leur mobilisation, les assurés facultatifs et les personnes admises à l'assurance dans un délai à courir de la cessation des hostilités.

C'est le complément logique et nécessaire du projet de loi, également adopté par la Chambre le 4 mars 1915, et rapporté, lui aussi, devant le Sénat, aujourd'hui même, qui porte ratification du décret du 18 novembre 1914, lequel ne visait que les assurés obligatoires déjà inscrits sur les listes avant leur appel sous les drapeaux.

Il en résultait que les assurés facultatifs mobilisés devaient continuer à payer leurs cotisations pour ne pas perdre le bénéfice de la bonification de l'État.

Ce n'est pas tout. Le bénéfice des dispositions du décret ne s'appliquait pas davantage aux personnes qui, ayant été mobilisées pouvaient demander, après leur libération, leur inscription sur les listes d'assurés.

Or, cette situation, assez rare au début de la guerre, est devenue plus fréquente aujourd'hui, par suite de la prolongation des hostilités, notamment en raison du nombre des réformés rendus à la vie civile et du renvoi dans les usines travaillant pour la défense nationale d'ouvriers mobilisés.

Ce sont ces considérations qui avaient déterminé le Gouvernement à déposer, le 30 septembre 1915, un projet de loi étendant les dispositions du décret du 18 novembre aux assurés facultatifs, ainsi qu'aux personnes devenues salariées après leur libération et inscrites sur les listes d'assurés obligatoires au plus tard six mois après la cessation des hostilités.

Le projet soumis au Sénat comprend trois articles.

L'article 1er étend aux assurés facultatifs le bénéfice des dispositions du décret du 18 novembre 1914 qui assimile, pour la détermination du montant de la pension à servir aux assurés obligatoires, la durée de la mobilisation à la durée du service militaire.

La mesure est d'autant plus rationnelle et logique que déjà la loi du 17 août dernier a placé les assurés obligatoires et les assurés facultatifs sur un pied de complète égalité au point de vue du service militaire.

Il n'y a, en effet, aucune raison pour que les fermiers, métayers, cultivateurs et petits patrons du paragraphe 4 de l'article 36 ne soient pas traités exactement, à cet égard, comme les assurés obligatoires du paragraphe 4 de l'article 4.

Dans les deux cas, les années de service militaire sont assimilées à des années de versement. A plus forte raison, cette assimilation doit-elle se faire en temps de guerre ?

L'article 2 du projet permet aux mobilisés qui ne sont pas encore assurés, soit au titre obligatoire, soit au titre facultatif, de bénéficier de ces avantages s'ils se font inscrire soit pendant la durée des hostilités, soit dans les six mois qui suivront. Ici, comme pour l'application des dispositions du décret du 18 novembre 1914, tous les citoyens admis ou à admettre au bénéfice de la loi des retraites ouvrières et paysannes ont droit au même traitement.

La seule réserve, nécessaire dans une loi de prévoyance, est, nous le répétons, que l'adhésion des uns comme des autres s'effectuera pendant les hostilités ou pendant un certain délai après la guerre.

Elle pourra d'ailleurs se faire sur la demande de l'intéressé ou de son mandataire.

Cette faveur à l'égard des personnes non inscrites sur les listes avant leur mobilisation a sa raison d'être, en ce sens que leur mobilisation a été un obstacle à leur entrée dans l'assurance depuis le mois d'août 1914, et que ce fait, indépendant de leur volonté, ne saurait avoir pour effet de les priver d'un avantage analogue à celui accordé aux personnes mobilisées depuis leur entrée dans l'assurance.

Mais, comme le fait justement observer l'exposé des motifs, il ne saurait toutefois s'agir de rouvrir, par voie détournée, au profit de ces intéressés, le droit d'inscription en qualité d'assuré de la période transitoire, droit expiré depuis le 1er janvier 1913, mais seulement de permettre aux assurés de la période normale inscrits dans un court délai après la cessation des hostilités, de faire entrer en ligne de compte pour la détermination de leur allocation viagère, la durée de leur mobilisation, de façon à atténuer ou à annihiler la réduction de l'allocation de l'Etat prévue à l'article 4, paragraphe 3, qui atteint les assurés qui ont effectué plus de quinze et moins de trente versements annuels.

L'article 3 a pour objet de faire bénéficier de l'allocation au décès, toutes les familles des travailleurs mobilisés qui adhéreraient à la loi, à condition qu'ils effectuent, soit par eux-mêmes, soit par un tiers, les versements exigés à cet effet. Il stipule expressément que tout salarié, fermier, métayer, cultivateur, artisan, petit patron mobilisé qui réclamerait son inscription sur les listes des assurés obligatoires ou facultatifs ouvrirait à sa veuve et à ses enfants, en cas de décès, les droits que leur confère la loi des retraites, à la seule condition d'effectuer ou de faire effectuer les versements auxquels ces droits sont subordonnés.

Voici quelle sera la situation dans les trois cas qui pourront se présenter :

1° Tous les assurés obligatoires ou facultatifs ayant, avant le 2 août 1914, effectué le quantum des versements qui donne droit à l'allocation au décès, assureront cette allocation à leur veuve et à leurs enfants ;

2° Tous les assurés obligatoires et facultatifs ayant fait des versements incomplets avant le 2 août 1914 devront les compléter jusqu'à cette date au moins, sans quoi leurs ayants droit ne sauraient obtenir l'allocation au décès ;

3° Quant à ceux qui s'inscriront à partir du moment où le présent projet de loi aura été adopté et mis en vigueur, ils devront, à compter du jour de l'inscription au moment de leur décès, avoir fait le quantum des versements prévus par la loi.

(1) Voir les nos 439, Sénat, année 1915, 1322-1510-1561 et in-8° n° 320. — 11e législ. — de la Chambre des députés.)

Ce quantum est, pour les assurés obligatoires, égal aux 2/3 des versements obligatoires arrêtés au 2 août 1914 pour les mobilisés inscrits avant la guerre.

Il court à partir du jour de l'inscription pour ceux qui s'inscriront pendant la durée de la guerre.

S'il s'agit d'assurés facultatifs, la loi modifiée le 17 août 1915 distingue les cas suivants :

*a*) Les assurés facultatifs qui avaient plus de trente ans le 2 août 1914 devront avoir acquitté leurs versements totaux depuis la date d'application de la loi, c'est-à-dire depuis le 3 juillet 1911 jusqu'au 2 août 1914, soit trois années à 9 fr. = 27 fr., plus six mois = 0.75 × 6 = 4.50, au total 31.50.

*b*) Les assurés facultatifs mobilisés ayant moins de trente ans au 2 août 1914 devront, à cette date, avoir versé 9 fr. au minimum, s'ils étaient inscrits avant la mobilisation. S'ils s'inscrivent pendant la guerre, ils devront avoir à partir du jour de l'inscription, versé régulièrement et intégralement la contribution de 75 centimes par mois.

En somme, le projet de loi a un double objet :

1° Réparer une injustice en ce qui concerne les assurés facultatifs ;

2° Faciliter l'adhésion à la loi des retraites, en amenant les intéressés à faire un acte de prévoyance réfléchi accusé par un sacrifice pécuniaire.

La loi garde ainsi, comme il convenait, son caractère de loi d'assurance et non pas d'assistance.

Dans ces conditions, nous ne pouvons que demander au Sénat de ratifier le vote émis par la Chambre des députés et d'adopter le projet de loi dont la teneur suit :

PROJET DE LOI

Art. 1er. — La durée pendant laquelle les assurés facultatifs visés à l'article 36, paragraphes 7, 8 et 9, de la loi sur les retraites ouvrières et paysannes auront été mobilisés, entrera en ligne de compte pour la détermination du montant de l'allocation ou de la bonification de l'Etat prévue à cet article.

Art. 2. — Les personnes mobilisées rentrant dans l'une des catégories visées aux articles 1er et 36 de la loi sur les retraites ouvrières et paysannes et dont l'inscription en qualité d'assurés aura été effectuée soit pendant la durée des hostilités, soit au plus tard dans les six mois de la date qui sera fixée par décret après la cessation des hostilités, bénéficieront des dispositions du décret du 18 novembre 1914 et de la présente loi.

L'inscription pourra être effectuée dès la promulgation de la présente loi, sur la demande de l'intéressé ou de son mandataire.

Art. 3. — Les mobilisés visés à l'article 2 qui réclameront, dès à présent, leur inscription, ouvriront à leurs ayants droit les avantages prévus par les articles 6 et 36, paragraphe 2 de la loi, à condition, toutefois, d'effectuer soit par eux-mêmes, soit par un tiers, les versements exigés à cet effet.

Les assurés qui, avant d'être mobilisés, n'auraient pas effectué ces versements, seront admis à les compléter dans les mêmes conditions.

# ANNEXE N° 468

(Session ord. — Séance du 22 décembre 1915.)

RAPPORT fait au nom de la commission des finances chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant : 1° ouverture sur l'exercice 1916 des **crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1916** ; 2° autorisation de percevoir pendant la même période les impôts et revenus publics, par M. Emile Aimond, sénateur (1).

**L'augmentation des dépenses. — Le contrôle parlementaire.**

Messieurs, pour la quatrième fois depuis le début de la guerre, le Gouvernement nous demande de lui accorder des crédits provisoires applicables aux dépenses publiques.

La première fois, il s'agissait de crédits additionnels aux crédits provisoires applicables au premier semestre de 1915 et s'élevant à la somme de 8,825,261,407 fr. au titre du budget général et à celle de 473,411,262 fr. au titre des budgets annexes.

La seconde fois, c'étaient des crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1915 ; les sommes allouées étaient de 5 milliards 623,626,973 fr. pour le budget général et de 334,580,357 fr. pour les budgets annexes.

La troisième fois, il s'agissait encore de crédits provisoires applicables, cette fois, au quatrième trimestre de 1915 ; nous avons accordé 6,254,633,871 fr. au titre du budget général et 425,237,650 fr. au titre des budgets annexes.

Aujourd'hui les crédits provisoires demandés sont relatifs au premier trimestre de 1916 ; ils comprennent 7,523,096,810 fr. au titre du budget général et 649,720,557 fr. au titre des budgets annexes.

Le rapprochement de ces chiffres est significatif ; alors que le premier semestre de 1915 exigeait environ 8,8 milliards, le premier trimestre de 1916 en demande à lui seul 7,5, c'est-à-dire que nous sommes arrivés à dépenser au bout de vingt mois de guerre presque le double des sommes qui nous paraissaient nécessaires au début des hostilités.

Au surplus, la moyenne mensuelle des dépenses s'établit comme suit :

| | Dépenses militaires. — Millions | Dépenses totales. — Millions. |
|---|---|---|
| Cinq derniers mois de 1914. | 805 | 1.365 |
| Premier semestre de 1915.. | 1.100 | 1.665 |
| Troisième trimestre de 1915. | 1.300 | 1.870 |
| Quatrième trimestre de 1915. | 1.570 | 2.150 |
| Premier trimestre de 1916.. | 1.750 | 2.505 |

Nous analyserons un peu plus loin les causes principales de cette marche si rapidement ascendante. Il nous faut auparavant retenir l'attention du Sénat sur les conditions tout à fait particulières, au point de vue budgétaire, dans lesquelles nous vivons depuis dix-huit mois.

« Quand la guerre a éclaté, écrivions-nous dans notre rapport du 23 décembre 1914, nous n'avions pas pris toutes les précautions les plus propres à nous permettre d'en soutenir l'effort au point de vue financier. C'est une preuve, après tant d'autres, que nous ne voulions pas la guerre, qu'elle nous a été imposée, et nous avons le droit, au regard de la conscience du monde civilisé, de rejeter sur ceux qui l'ont déchaînée la responsabilité des maux terribles qu'elle inflige aux belligérants et aussi des souffrances qui en résultent pour les pays mêmes qui n'y participent pas. Une guerre où tant de nations sont engagées ne peut manquer, en effet, de troubler profondément les intérêts, aujourd'hui solidaires, plus qu'autrefois, du monde tout entier, et c'est très justement que l'opinion publique s'en prend, dans tous les pays, aux véritables auteurs de tous ces maux.

« Notre budget, voté tardivement au mois de juillet, n'était pas entièrement équilibré par des ressources certaines. Le ministre des finances avait été autorisé à émettre pour 208 millions de francs des obligations à court terme. On avait fait état, à concurrence de 112 millions, d'excédents des exercices antérieurs. Des comptes spéciaux ouverts en dehors du budget pour les dépenses du Maroc, pour le développement de notre matériel de guerre, pour l'application du service de trois ans et pour l'accroissement de notre flotte n'avaient pas d'autre contre-partie que les ressources à provenir d'un emprunt.

« Quant à l'emprunt lui-même, dans quelles conditions avait-il été émis et quelles ressources procurait-il au Trésor ?

« Cet emprunt indispensable, on ne s'était résolu à le faire, pour une somme de 805 millions de francs, qu'à la veille de la déclaration de guerre, dans des conditions qui n'étaient pas très favorables. Le succès avait été grand, si l'on en juge par le chiffre des souscriptions qui atteignait près de quarante fois le montant de la somme à emprunter. Mais l'emprunt avait été, pour une forte part, souscrit par les établissements de crédit et par les spéculateurs en bourse. Ceux-ci, sachant bien que leurs souscriptions seraient réduites, les avaient majorées dans la proportion nécessaire pour obtenir le chiffre auquel ils voulaient porter leurs engagements envers le Trésor. Au moment de la déclaration de guerre, l'emprunt pesait, en grande partie, sur des établissements de crédit ou sur des acheteurs à terme qui ont éprouvé des difficultés à se libérer. »

Nous avons expliqué dans nos rapports du 25 juin et du 25 septembre 1915 comment le ministre des finances avait pu liquider cette opération et trouver les ressources nécessaires pour permettre l'ouverture des crédits qui nous ont donné les moyens de soutenir la lutte.

Le caractère de ces crédits est resté provisoire. Nous ne nous sommes jamais trouvés en présence d'un véritable budget. Sans doute, l'exposé des motifs de chaque demande est accompagné de tableaux qui, à première vue, présentent tous les caractères d'un projet de budget, parce que l'on nous y donne la division des crédits provisoires par ministères et par chapitres. Mais le ministre des finances a eu bien soin de nous faire remarquer que ce n'est là qu'une apparence. Cette division n'engage pas les ministres, puisqu'elle est faite sous leur seule responsabilité et qu'elle n'est pas sanctionnée par un vote correspondant des Chambres, qui se contentent d'accorder un crédit global pour le budget tout entier.

Cette manière de procéder, le ministre des finances l'a déclaré à la tribune, durera autant que la guerre. Il n'est pas possible, a-t-il dit, de bâtir un budget sévère sur le sable mouvant des réalités de chaque jour : les conditions de la guerre, son étendue, ses répercussions sur la vie économique de tous les peuples, le trouble profond apporté dans la production et dans les échanges, tout cela fait que les prévisions les mieux établies la veille sont démenties le lendemain. On ne peut, dans ces conditions, que demander des crédits provisoires, en s'inspirant des dépenses probables que l'on aura à payer, quitte à avoir recours à chaque instant au procédé des crédits supplémentaires et des annulations de crédits.

C'est seulement quand l'année est écoulée qu'il est possible de présenter un budget réel par la consolidation des crédits provisoires en des crédits définitifs qui découlent, en dernière analyse, des augmentations et des annulations prononcées au cours de cette même année par le Parlement.

C'est ce qui nous est proposé pour l'année 1915 par un projet de loi sur lequel le Sénat va avoir à se prononcer.

Il va sans dire que ce vote du budget *a posteriori* n'est qu'une simple formalité d'écriture et que le contrôle effectif de ce budget ne pourra s'effectuer utilement que lors de la loi du règlement.

Le moment n'est pas venu d'examiner si on n'aurait pas pu faire autrement ; mais ce qu'on peut affirmer aujourd'hui, c'est que cette manière de procéder a deux graves inconvénients : le premier, c'est de rendre pour ainsi dire presque impossible le contrôle préventif des Chambres ; le second, c'est de laisser aux administrations la bride sur le cou en ce qui concerne les dépenses publiques.

En ce qui concerne notre contrôle préventif, nous nous sommes déjà expliqué à ce sujet dans nos rapports précédents.

Nous avons fait remarquer qu'en temps ordinaire, les rapporteurs peuvent suivre, sans trop de difficultés, la marche des dépenses dans chaque ministère et que la discussion publique du budget, en faisant connaître les erreurs ou les fautes relevées, pouvait avoir un effet salutaire.

Aujourd'hui, nous ne pouvons faire que des sondages ; notre contrôle ne peut être que fragmentaire et la discussion qui vient d'avoir lieu à la Chambre au sujet des marchés montre combien la tâche nous est rendue ardue, puisqu'il nous faut éviter tout débat qui pourrait avoir de fâcheuses conséquences pour la défense nationale.

Certes, messieurs, votre commission des finances a poussé aussi loin qu'elle l'a pu ses investigations. Notre infatigable rapporteur de la guerre, M. Milliès-Lacroix, a fait approuver par la commission de nombreux rapports où il a signalé des erreurs et des abus criants.

Ces rapports ont été soumis aux ministres responsables avec les conclusions et les sanctions qu'ils nous paraissaient comporter : marchés de blés, de viandes, d'habillement, de fusils, d'obus, etc., parmi les plus importants, tout cela a fait de notre part l'objet d'un examen vigilant.

(1) Voir les nos 451, Sénat, année 1915, et 1479-1560, et in-8° n° 327. — 11e législ. — de la Chambre des députés.

Nous n'avons pas pensé cependant devoir porter à la connaissance du public, ni à la tribune, les faits regrettables que nous avons connus : il nous a suffi de faire savoir aux différents ministres ce que nous en pensions ; nous leur avons demandé des sanctions indispensables qui sont encore lentes à venir ; nous avons surtout fait connaître notre volonté de voir changer des méthodes mauvaises et si, par exemple, l'omnipotence administrative a bien voulu trop tardivement accepter les conseils de hautes compétences prises en dehors d'elle ; si certaines règles tutélaires ont fini par être acceptées, du moins en apparence, c'est à l'inlassable persévérance de vos commissions de contrôle qu'on le doit.

### Causes principales de l'augmentation des dépenses.

Comme dans nos rapports précédents, il nous a paru nécessaire d'indiquer au Sénat, sous la forme de tableaux, comment se décomposent les dépenses publiques depuis le début de la guerre.

*Crédits ouverts ou demandés depuis le 1er août 1914.*

| LOIS OU PROJETS DE LOI | DÉPENSES militaires proprement dites. | DETTE | DÉPENSES de solidarité sociale. | ACHATS de denrées pour le ravitaillement de la population civile. | AUTRES dépenses. | TOTAL |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Exercice 1914.** | | | | | | |
| Loi du 20 mars 1915 | 5.817.277.140 | 38.616.763 | 403.991.680 | 20.000.000 | 161.817.418 | 6.441.703.001 |
| Loi du 29 mars 1915 | — 526.670 | » | 1.000.000 | » | 10.168.295 | 10.641.625 |
| Loi du 31 mars 1915 | 1.207.900 | 21.100.000 | 550.000 | » | 6.813.117 | 29.671.017 |
| Loi du 22 juin 1915 | 494.862.410 | » | » | » | » | 494.862.410 |
| Loi du 29 juin 1915 | 400.000 | 615.000 | — 3.826.000 | » | 1.564.599 | — 1.246.401 |
| Loi du 30 juin 1915. (Report.) | — 243.768 | » | » | » | — 32.977.604 | — 33.221.372 |
| Loi du 30 juillet 1915 | 23.012.729 | » | » | » | » | 23.012.729 |
| Loi du 7 août 1915 | — 497.500.000 | » | » | » | » | — 497.500.000 |
| Loi du 26 novembre 1915 | 28.761.240 | » | 92.750.000 | » | » | 121.511.240 |
| Total net pour l'exercice 1914 | 5.867.250.981 | 60.331.763 | 494.465.680 | 20.000.000 | 147.385.825 | 6.589.434.249 |
| **Exercice 1915.** | | | | | | |
| Loi du 26 décembre 1914. — Crédits provisoires (1er semestre 1915) | 5.757.394.257 | 728.817.134 | 1.091.854.000 | 30.000.000 | 1.217.199.016 | 8.825.264.407 |
| Loi du 29 mars 1915. — Absinthes (remboursements de droits) | » | » | » | » | 14.800.000 | 14.800.000 |
| Loi du 18 juin 1915. — Avance à l'école centrale | » | » | » | » | 250.000 | 250.000 |
| Loi du 23 juin 1915. — Sous-secrétariat d'Etat (Marine marchande) | » | » | » | » | 11.100 | 11.100 |
| Loi du 29 juin 1915. — Crédits provisoires (3e trimestre 1915) | 3.913.646.093 | 638.517.721 | 577.597.750 | 16.800.000 | 477.065.409 | 5.623.626.973 |
| Loi du 30 juin 1915. — Report de crédits | » | » | » | » | 19.149.279 | 19.149.279 |
| Loi du 23 juillet 1915. — Cargaison du *Dacia* | 3.820.756 | » | » | » | » | 3.820.756 |
| Loi du 30 juillet 1915. — Remonte des haras | » | » | » | » | 1.829.500 | 1.829.500 |
| Loi du 7 août 1915. — Administration des territoires occupés | 4.500.000 | » | » | » | » | 4.500.000 |
| Loi du 14 août 1915. — Crédits additionnels | 772.154.360 | » | 217.169.000 | » | 26.714.553 | 1.016.037.913 |
| Loi du 28 septembre 1915. — Crédits provisoires (4e trimestre 1915) | 4.591.509.439 | 460.688.818 | 774.289.750 | » | 428.145.864 | 6.254.633.871 |
| Loi du 16 octobre 1915. — Achats de blés et de farines | » | » | » | 120.000.000 | 54.000 | 120.054.000 |
| Loi du 18 octobre 1915. — Assistance aux militaires tuberculeux | » | » | 2.000.000 | » | » | 2.000.000 |
| Loi du 19 octobre 1915. — Solde des caporaux et soldats | 70.000.000 | » | » | » | » | 70.000.000 |
| Loi du 26 novembre 1915 (Service des émissions de la Défense nationale | » | » | » | » | 5.500 | 5.500 |
| Projet n° 437 devant le Sénat. — Redevances dues au prince de Monaco | » | » | » | » | 835.583 | 835.583 |
| Projet n° 870 devant la Chambre. — Absinthes (indemnités) | » | » | 23.650.000 | » | » | 23.650.000 |
| Projet n° 228 devant le Sénat. — Sous-secrétariat d'Etat (Guerre) | 3.925 | » | » | » | » | 3.925 |
| Projet n° 308 devant le Sénat. — Sous-secrétariat d'Etat (Guerre) | 17.500 | » | » | » | » | 17.500 |
| Projet n° 402 devant le Sénat. — Crédits additionnels | » | » | 9.500.000 | » | 29.797.890 | 39.297.980 |
| Projet n° 413 devant le Sénat. — Crédits additionnels (Guerre) | 104.991.980 | » | » | » | » | 104.991.980 |
| Projet n° 1219 devant la Chambre. — Maison des douaniers du Havre | » | » | » | » | 94.500 | 94.500 |
| Projet n° 417 devant le Sénat. — Sous-secrétariat d'Etat de l'aéronautique militaire et ministres d'Etat | 37.031 | » | » | » | » | 37.031 |
| Projet n° 1311 devant la Chambre. — Service de cargo-boat France-Afrique | » | » | » | » | 60.000 | 60.000 |
| Projet n° 418 devant le Sénat — Installation du service des émissions de la Défense nationale. (Transfert de crédit.) | » | » | » | » | » | » |
| Projet n° 1457 devant la Chambre. — Service général des pensions | 209.899 | » | » | » | 175.375 | 385.274 |
| Projet n° 435 devant le Sénat. — Installation et fonctionnement des sous-secrétariats d'Etat de la guerre | 270.300 | » | » | » | » | 270.300 |
| Total pour l'exercice 1915 | 15.218.555.540 | 1.828.023.673 | 2.696.060.500 | 166.800.000 | 2.216.157.569 | 22.125.597.282 |
| **Exercice 1916.** | | | | | | |
| Présent projet. — Crédits provisoires (1er trimestre 1916) | 5.356.770.662 | 560.731.664 | 847.741.450 | » | 757.853.034 | 7.523.096.810 |
| RÉCAPITULATION | | | | | | |
| Rappel des cinq derniers mois de 1914 | 5.867.250.981 | 60.331.763 | 494.465.680 | 20.000.000 | 147.385.825 | 6.589.434.249 |
| Rappel du total pour 1915 | 15.218.555.540 | 1.828.023.673 | 2.696.060.500 | 166.800.000 | 2.216.157.569 | 22.125.597.282 |
| Présent projet | 5.356.770.662 | 560.731.664 | 847.741.450 | » | 757.853.034 | 7.523.096.810 |
| Total depuis le début de la guerre | 26.442.577.183 | 2.449.087.100 | 4.038.267.630 | 186.800.000 | 3.121.396.428 | 36.238.128.341 |
| Pour mémoire : Clos 1911 et 1912 et périmés | Loi du 29 mars 1915 | | | | | 5.509.186 |
| | Projet n° 1384 devant la Chambre | | | | | 7.905.613 |
| Total général | | | | | | 36.251.543.134 |

Le montant des crédits, depuis le début des hostilités, atteint donc plus de 38 milliards et demi, si l'on y comprend les douzièmes du budget primitif de 1914 correspondant aux cinq derniers mois de l'année.

Dans ce total, les dépenses militaires proprement dites entrent pour plus de 72 p. 100, les charges des emprunts pour 7 p. 100 environ, les dépenses de solidarité sociale dépassent 11 p. 100 et les autres dépenses n'atteignent pas 10 p. 100.

Dans l'ensemble, la progression tend nettement à s'accélérer. La marche ascendante des dépenses militaires s'explique d'elle-même, en présence de la prolongation d'une guerre où le matériel joue un rôle de plus en plus prépondérant et où les opérations lointaines prennent une ampleur croissante. Nos charges de solidarité sociale s'alourdissent, d'autre part, avec l'extension continue du nombre des bénéficiaires. Le coût des allocations aux familles des mobilisés, qui s'était successivement élevé de 68 à 178 millions par mois, a paru devoir être désormais prévu pour un peu plus de 200 millions et la dotation totale du service depuis le commencement de la guerre est d'environ 2,800 millions.

Nous avons indiqué, dans nos précédents rapports, quelles étaient les ressources du Trésor en face de ce formidable accroissement de dépenses.

Les impôts et revenus publics, depuis le mois d'août 1914 jusqu'au 1er avril prochain, tout en étant en légers progrès, progrès sur lesquels l'exposé des motifs du projet de loi déposé sur le bureau de la Chambre donne des renseignements détaillés, ne peuvent pas nous donner plus de 6 milliards et demi; le reste nous est fourni par les bons de la défense nationale, les bons émis à l'étranger, les obligations de la défense nationale, l'emprunt aux Etats-Unis, les crédits ouverts à Londres, les avances de la Banque de France et de la Banque de l'Algérie, et enfin par l'emprunt clos le 15 décembre dernier.

A l'heure où nous écrivons ces lignes, nous n'avons pas de renseignements suffisants sur cette dernière opération pour en analyser les résultats dans le présent rapport : signalons seulement les déclarations faites à ce sujet par M. Ribot, à la Chambre des députés, le 16 décembre courant :

« Quoi que vous décidiez, c'est encore à l'emprunt que nous devrons surtout avoir recours et sous toutes les formes; je compte que le pays ne nous abandonnera pas jusqu'à la fin de la guerre. En ce moment même s'achèvent les opérations de l'emprunt en rente 5 p. 100 que vous avez autorisé; je dis que les opérations s'achèvent, car il n'a pas été possible de les terminer dans la journée d'hier. Le nombre des souscripteurs a été tel à tous les guichets, les lettres arrivent si nombreuses dans les banques qu'à l'heure où je parle le dépouillement est loin d'être terminé. Je ne peux aujourd'hui apporter à la Chambre aucun chiffre, je ne le veux pas; il ne faut en effet apporter ici que des chiffres contrôlés. Mais ce que je puis dire, c'est que le pays a répondu comme nous l'espérions à l'appel que nous lui avons adressé.

« Jamais il n'y a eu une pareille affluence de souscripteurs; quand vous en connaîtrez le nombre, vous verrez que tous les Français qui pouvaient souscrire ont tenu à honneur d'avoir ce certificat de civisme qui s'appelle le certificat de participation à l'emprunt de la défense nationale. Ce que je puis dire, c'est que cet emprunt a été fait vraiment par l'épargne française, que la spéculation n'y a aucune part.

« Le chiffre des souscriptions libérées est extrêmement considérable par rapport au total, ce qui montre qu'on nous a apporté des économies réalisées, qu'on n'a même pas escompté les économies de demain en profitant des termes offerts aux souscripteurs. Ce que je puis dire, c'est que la spéculation n'y a eu aucune place, à la différence d'emprunts antérieurs. Ni les banques, ni la bourse n'ont pris une part de l'emprunt pour la placer après la clôture.

« D'autre part, on n'a presque pas usé de la faculté que la Banque de France offrait, de mettre des avances à la disposition des prêteurs. Si la banque avait offert, comme on le lui demandait de toutes parts, de prêter à un taux inférieur à celui de l'intérêt de l'emprunt, il y aurait peut-être eu quelques milliards de plus; mais c'eussent été des milliards de spéculation, parce qu'on aurait voulu profiter d'une différence avec la pensée d'apporter bientôt les titres sur le marché. Cela n'est pas. Toutes les souscriptions sont des souscriptions réelles, sérieuses, sincères; c'est l'épargne française qui est venue à nous, dans des proportions que vous jugerez quand les chiffres vous seront donnés et qui, je l'espère, satisferont la Chambre, en dehors de toutes les exagérations qui, au début de l'emprunt, ont été mises en avant, qui ont été télégraphiées, non par des Français, mais par des étrangers, afin qu'on pût dire, quelqu'en fût le chiffre, que l'emprunt était une sorte d'échec. La manœuvre est trop facile à déjouer.

« Ce que je puis dire encore à la Chambre, ce que je tiens à lui dire, c'est que nous avons recueilli des souscriptions importantes en dehors de nos frontières, à l'étranger, chez nos amis et chez les neutres. L'opinion du monde est avec nous, j'ai le droit de le dire. Il nous est venu d'Angleterre, des Etats-Unis, d'Espagne, de Suisse, de Hollande, des pays scandinaves, des souscriptions dont vous pourrez apprécier l'importance. Je ne cite que le chiffre des souscriptions recueillies à Londres, il dépasse 600 millions.

« Messieurs, tout cela est réconfortant. La France a montré dans cette occasion, comme elle le montre depuis le début de la guerre, qu'elle comprend la gravité de la lutte qui est engagée et qu'elle est résolue à tout faire pour la mener à la victoire, qu'elle n'épargnera aucun effort, aucun sacrifice. Je tiens, comme ministre des finances, à lui rendre hommage en votre nom, à rendre hommage à ce généreux et vaillant pays, et je ne forme qu'un vœu, c'est que nous sachions être dignes de la France, de la France qui combat avec un courage si tranquille, avec une union si complète, avec une volonté inébranlable et avec une confiance que rien ne pourra altérer. »

## L'impôt sur le revenu.

La Chambre a introduit dans la loi de finances un article 5 qui est ainsi conçu :

« L'article 5 de la loi du 26 décembre 1914 est complété ainsi qu'il suit :

« Toutefois, le ministre des finances est autorisé à proroger, par décret, les délais impartis pour l'accomplissement des formalités prévues par les articles susvisés de la loi du 15 juillet 1914, de manière que la mise en recouvrement de l'impôt soit assurée avant le 31 décembre 1916. »

Pour comprendre la portée de cet article, il est nécessaire de reproduire ici : 1° une lettre écrite à la commission du budget de la Chambre à la date du 10 décembre 1915, et 2° les résolutions prises par ladite commission à la suite de cette lettre.

MINISTÈRE DES FINANCES

*Cabinet du ministre.*

Paris, le 10 décembre 1915.

« Monsieur le président,

« Au cours du dernier entretien que j'ai eu avec la commission du budget, j'ai eu l'honneur de faire savoir aux membres de la commission que j'étais entièrement d'accord avec eux pour demander à la Chambre des députés de voter le plus tôt possible des dispositions tendant à frapper d'un impôt extraordinaire les bénéfices exceptionnels réalisés pendant la guerre.

« Un projet a été étudié par mon administration et j'aurais prié la commission de vouloir bien l'examiner d'urgence et, dans le cas où elle l'adopterait, d'en insérer les articles dans le projet de loi des crédits provisoires du premier trimestre de 1916, si la date à laquelle ce dernier projet va venir en discussion ne nous commandait ne ne pas en compliquer la discussion devant les deux Chambres.

« Mon intention est de saisir très prochainement la Chambre des députés d'un projet de crédits additionnels pour le service des intérêts de l'emprunt en rente 5 p. 100 et je ne manquerai pas, à cette occasion, de faire état des ressources à provenir d'un impôt sur les bénéfices extraordinaires réalisés pendant la guerre.

« S'il me paraît possible de soumettre avant la fin des hostilités, à l'impôt sur le revenu, des bénéfices qu'il est possible de constater et qu'il est juste de faire contribuer largement aux dépenses que la guerre impose au pays, j'ai le devoir de déclarer que l'administration des contributions directes serait actuellement dans l'impossibilité d'appliquer, dans leur ensemble, les articles de la loi du 15 juillet 1914 qui a établi un impôt général sur le revenu.

« Les rapports des directeurs que je tiens à votre disposition sont unanimes sur ce point : insuffisance du personnel des contrôleurs en grande partie mobilisés, impossibilité de demander des déclarations aux contribuables qui sont dans la zone de guerre, impossibilité plus grande encore d'avoir avec eux au sujet de ces déclarations les échanges d'explications, qui sont indispensables pour le bon fonctionnement de la loi, difficulté sinon impossibilité pour un grand nombre d'industriels et de commerçants de se rendre un compte exact de l'état de leurs affaires, telles sont les raisons que l'administration des contributions directes fait valoir pour obtenir que l'application de la loi soit encore une fois différée. J'ai dû reconnaître leur force et, dans l'intérêt même d'une réforme dont les événements actuels démontrent la nécessité et qu'il serait dangereux de compromettre par une expérience faite dans les plus mauvaises conditions, je me vois obligé de demander un nouvel ajournement.

« Je serai reconnaissant à la commission du budget si, comme je le crois, elle partage mon sentiment à cet égard, de vouloir bien insérer, dans les dispositions du projet de loi des crédits provisoires du 1er trimestre de 1916, l'article suivant :

« La date à laquelle entreront en vigueur les dispositions des articles 5 à 24 de la loi de finances du 15 juillet 1914, relatives à l'établissement d'un impôt général sur le revenu est reportée au 1er janvier 1917. »

Veuillez agréer, etc.

*Le ministre des finances,*
Signé : A. RIBOT.

En reproduisant cette lettre, le rapport de M. Raoul Péret s'exprime ainsi :

« Par cette lettre, M. le ministre des finances, tout en annonçant le prochain dépôt d'un projet de taxe sur les bénéfices de guerre, demande que l'application de la loi établissant un impôt général sur le revenu soit reportée au 1er janvier 1917.

« La commission a pensé qu'il n'était pas possible d'ajourner à une date aussi éloignée l'application de la loi établissant un impôt général sur le revenu. Déjà la loi du 26 décembre 1914 avait prononcé un ajournement dans son article 5 ainsi conçu : « La date à laquelle entreront en vigueur les dispositions des articles 5 à 24 de la loi du 15 juillet 1914 relatives à l'établissement d'un impôt général sur le revenu est reportée au 1er janvier 1916. »

« Les dispositions visées dans cet article comprennent les différentes mesures relatives à l'application de l'impôt, au mode d'établissement, aux déductions, au taux de l'impôt, aux réclamations.

« Il est évident, sans doute, que l'administration des finances ne trouverait pas, avant le 1er janvier 1916, le moyen d'établir les rôles et, par conséquent, de recevoir les déclarations des contribuables ou de procéder à des taxations d'office. Aussi la commission entend-elle qu'elle puisse avoir toute l'année 1916 pour l'accomplissement des formalités prévues par les articles 5 à 24 de la loi du 15 juillet 1914. Mais elle juge possible la perception de l'impôt en 1915, et celui-ci serait dû à partir du 1er janvier de cette année 1916.

« Nous ne pouvons attendre la fin des hostilités pour appliquer le régime fiscal institué par le législateur dès avant la guerre, et il est même permis de regretter que la France n'ait pas eu à sa disposition, dès le début de la guerre, comme certains pays alliés, un système d'impôt assez souple pour se procurer une partie des ressources nécessaires à la défense nationale. En tout cas, si on doit trouver quelques difficultés à appliquer la loi du 15 juillet 1914, il n'y a pas d'impossibilité absolue, et le texte proposé par la commission facilite dans toute la mesure désirable, la tâche du Gouvernement. Il va de soi que tous les ménagements équitables seraient pris vis-à-vis des contribuables mobilisés, ou de ceux qui, par suite de l'état de guerre, ne pourraient acquitter immédiatement l'impôt. »

S'expliquant à ce sujet devant la Chambre, le ministre des finances s'est exprimé en ces termes :

« La commission du budget, à une très grande majorité et sans distinction de partis, nous demande de faire la première application, l'année prochaine, de la loi, votée en 1914, qui a établi un impôt général sur le revenu, un im-

pôt de superposition, qui devait entrer en vigueur cette année même, qui a été ajourné d'une année à la demande du Gouvervement. J'ai cru qu'il était de mon devoir de ministre des finances de dire avec une entière sincérité à la commission les difficultés de cette application et les mécomptes qu'elle peut entraîner.

« Nous ne sommes pas, en ce moment-ci, en possession de tous les moyens dont nous disposions pendant la paix. Les contrôleurs des contributions directes? La moitié ou le tiers aux armées; il faudra les faire revenir. Cela est possible, mais combien de nos concitoyens sont en ce moment dans les tranchées en face de l'ennemi! Comment pourra-t-on leur demander des déclarations et les vérifier? Comment pourra-t-on avoir avec eux ces conversations officieuses qui sont indispensables pour le bon fonctionnement d'une loi d'impôt sur le revenu?

« Toutes ces questions, je les ai posées, très franchement. J'ai dit la situation où nous nous trouvions. J'ai exposé les difficultés à la commission du budget. Je renouvelle mes déclarations devant la Chambre.

« Il est certain que l'application de cette loi sera extrêmement difficile, elle apportera des mécomptes. Des mécomptes prévus ne sont plus des mécomptes. Vous acceptez d'avance que cette loi rapporte peu de chose. Le produit de l'impôt était évalué à quelques dizaines de millions pendant la paix; combien rapportera-t-il pendant la guerre? J'ai fait remaquer qu'il pouvait être dangereux, à un certain point de vue, qu'on commençât dans de pareilles conditions l'application d'une loi qui, aujourd'hui, je pense, est acceptée par tout le monde, mais qui, néanmoins, a été l'objet de très vives discussions, et dans l'intérêt même de la réforme, dont je proclame plus que personne la nécessité, car il ne peut y avoir personne aujourd'hui, à quelque parti qu'il ait été attaché, quelque thèse qu'il ait soutenue dans le passé, qui veuille se dérober aux nécessités que la guerre nous impose.

« Nous n'en sommes plus à des thèses d'école, nous n'en sommes plus à des préférences personnelles et, malgré ce que nous avons pensé ou dit dans le passé, il y a quelque chose devant quoi nous devons nous incliner: la nécessité patriotique.

« Eh bien, je dis que ce sera le devoir de tout le monde de se soumettre à cette loi, si dure et si rigoureuse qu'elle puisse paraître, et que ceux qui tenteraient aujourd'hui encore de vouloir la repousser commettraient un acte impolitique. Je le dis hautement et je le dis, je pense, avec quelque autorité, après le passé que vous connaissez.

« Messieurs, nous mettons la question entre vos mains. La Chambre statuera dans sa pleine liberté. Le Gouvernement ne veut pas, sur cette question, se mettre en travers du sentiment de la Chambre. Si vous vous prononcez pour une application immédiate, si vous croyez que cela est bon et nécessaire, nous exécuterons loyalement votre décision, mais après vous avoir avertis, ce qui est, je crois, le devoir et l'attitude qui conviennent à un gouvernement ayant conscience de ses responsabilités et voulant en même temps collaborer avec la Chambre. »

En résumé, dans son discours à la Chambre comme dans sa lettre à la commission du budget, M. Ribot estime qu'il ne sera pas possible d'établir pratiquement les rôles d'un impôt sur le revenu pendant l'année 1916 et qu'il eût été préférable de faire, pour cet exercice, ce qui avait déjà été consenti pour 1915, c'est-à-dire de proroger d'une année l'établissement du nouvel impôt.

Néanmoins, tout en constatant cette impossibilité, M. Ribot ne s'est pas opposé au vote de l'article 5 et votre commission a le devoir d'examiner de très près si cet article, tel qu'il est rédigé, permettra d'arriver à un résultat quelconque avant le 31 décembre 1916.

Comment tout d'abord pourra jouer l'article 16 de la loi dont nous rappelons la teneur: « Le contribuable passible de l'impôt, qui n'a pas fait sa déclaration dans le délai prévu ci-dessus, est prévenu qu'il peut encore la produire dans un nouveau délai d'un mois, mais à la condition d'indiquer la répartition, par nature de revenus, de l'ensemble de ses ressources. Il est informé, en même temps, du revenu d'après lequel son imposition sera établie d'office dans le cas où il ne produirait pas de déclaration satisfaisant aux conditions stipulées par le présent paragraphe. »

Sans doute l'article 5 proposé dans la loi de finances permet au ministre des finances de proroger les délais de la déclaration, mais cette prorogation pourra-t elle profiter aux mobilisés? Peut-on affirmer que la guerre sera terminée avant l'expiration du nouveau délai qui sera accordé pour les déclarations? Les deux cinquièmes des contribuables sont mobilisés; un cas de force majeure les mettra dans l'impossibilité absolue de se conformer aux prescriptions de l'article et vont-ils, de ce chef, être soumis aux conditions sévères de l'article 19? Cela ne nous paraît pas possible. Voilà pour les mobilisés.

Quant à ceux, très nombreux, qui, par suite des décrets moratoires et des événements de guerre, ont vu leurs revenus diminués au-dessous de 5,000 fr., limite à partir de laquelle la déclaration est demandée sous peine de taxation d'office, que devront-ils faire? N'ayant plus, par suite des circonstances, de revenus supérieurs à 5,000 fr., ils ne feront pas de déclaration; le contrôleur trouvant, au contraire, dans les éléments certains dont il dispose (article 17), tels que le rôle des propriétés bâties et des propriétés non bâties, par exemple, des chiffres de revenus supérieurs à 5,000 fr., sans qu'il puisse savoir que ces revenus ont diminué ou disparu, va taxer d'office les non-déclarants; de là toute la procédure de l'article 19 mise en mouvement, intervention du tribunal administratif, etc., etc. On voit les innombrables difficultés qui vont surgir.

En nous bornant à ces deux points essentiels, nous nous demandons si la loi, même avec la prorogation des délais, pourra fonctionner et si l'intervention du législateur n'est pas nécessaire à nouveau pour apporter à cette loi des compléments s'adaptant à la situation nouvelle.

Il est regrettable, en effet, qu'une loi de cette importance risque, dès sa première application, de soulever de graves et nombreuses difficultés, que les partisans les plus convaincus de l'impôt personnel ne doivent pas souhaiter, et que le discrédit puisse accueillir demain une réforme qui a passsionné tout le parti républicain depuis tant d'années; nous estimons donc que le Gouvernement, qui ne s'est pas opposé au vote de l'article 5 de la loi de finances, avait pour devoir de nous apporter des textes législatifs modifiant la loi du 15 juillet 1914.

Il ne l'a pas fait, et nous sommes placés en face de cette situation: ou bien rejeter l'article 5, et alors la loi du 15 juillet 1914, en vertu de l'article 5 de la loi du 26 décembre 1914, devient applicable à partir du 1er janvier 1916, c'est-à-dire sans aucun délai et sans aucune modification; ou bien il nous faudrait nous-même présenter des textes législatifs qu'on ne peut improviser dans le court temps qui nous reste.

Votre commission des finances se trouve donc dans l'obligation de reprendre, pour l'insérer dans la loi de finances actuelle, la disposition que M. Ribot avait demandé à la commission du budget d'y introduire et qui n'était que la reproduction de celle qui figure dans la loi du 26 décembre 1914.

A cette époque, Gouvernement, Chambre et Sénat se sont trouvés d'accord pour reporter au 1er janvier 1916 l'application de l'impôt sur le revenu; il n'y eut aucune discussion à ce sujet ni dans les Assemblées, ni dans les commissions; on fut unanime à penser que l'état de guerre rendait impossible la mise en pratique des dispositions de la loi du 15 juillet 1914, et cette seule raison parut tellement décisive qu'on n'éprouva même pas le besoin de la discuter.

Qu'y a-t-il de changé à l'heure où nous écrivons?

L'état de guerre subsiste toujours, comportant aujourd'hui les mêmes impossibilités qu'hier, et on ne concevrait pas de quelle façon ces impossibilités pourraient être surmontées maintenant, alors qu'elles sont apparues comme un obstacle absolu au législateur de 1914.

Au surplus, il ne faut pas oublier que c'était là l'opinion du Gouvernement encore hier, comme en témoignent la lettre du ministre des finances et le discours qu'il a prononcé à la tribune de la Chambre.

Ajoutons que M. le ministre des finances a confirmé devant votre commission des finances ces impossibilités même avec la délégation que lui donne l'article 5 voté par la Chambre.

Il nous a formellement déclaré qu'il serait obligé de demander le vote de nouveaux textes législatifs pour les incorporer dans la loi du 15 juillet 1914, afin de tenir compte de la situation actuelle.

Ces modifications remettraient donc en question diverses dispositions de cette loi et provoqueraient certainement des discussions inopportunes.

D'autre part, pouvez-vous, aujourd'hui, rendre immédiatement applicable une loi qu'on déclare avoir besoin d'être remaniée sur plusieurs points?

C'est pour ces raisons que votre commission des finances a cru de son devoir de revenir à l'idée première du Gouvernement et à une formule analogue à celle qui a été insérée dans la loi de finances du 26 décembre 1914, et elle vous propose, en conséquence, de substituer à l'article 5 du projet de la Chambre le texte suivant:

« La date à laquelle entreront en vigueur les dispositions des articles 5 à 24 de la loi de finances du 15 juillet 1914, relatives à l'établissement d'un impôt général sur le revenu, est reportée au 1er janvier 1917. »

### Les garanties d'intérêt aux compagnies d'Orléans et du Midi.

La commission du budget avait supprimé au ministère des travaux publics un crédit de 35 millions au chapitre des garanties d'intérêt.

On sait que l'Etat avait engagé contre les compagnies d'Orléans et du Midi un procès au sujet de la date à laquelle expire sa garantie à leur égard.

L'Etat soutenait que cette garantie devait prendre fin en 1914: les compagnies prétendaient que la garantie devait aller jusqu'en 1934.

Le conseil d'Etat, dans un premier arrêt rendu il y a une dizaine d'années, avait déclaré que la question ne pouvait se poser qu'en 1914, mais, dans des considérants fortement motivés, il avait fait pressentir que la date d'expiration ne pouvait être que 1934.

La question étant revenue devant lui au fond, le conseil d'Etat a donné tort à l'Etat; le jugement étant définitif, l'Etat est donc tenu de payer les garanties d'intérêt auxdites compagnies jusqu'en 1934.

La question est venue devant la Chambre.

La commission du budget consentait bien à réinscrire le crédit, mais avec la réserve suivante formulée par le rapporteur général: « Les droits du Parlement restent entiers et la question de savoir si la garantie d'intérêt va jusqu'à la fin des concessions et ne doit pas prendre fin au 31 décembre 1914 n'est pas résolue par le fait de l'inscription du crédit. Il appartiendra au Gouvernement de s'expliquer, après moi, sur ce point. »

M. le ministre des travaux publics n'a pas voulu laisser la Chambre sous l'impression d'une équivoque:

« M. Marcel Sembat, *ministre des travaux publics*. — M. le rapporteur a demandé au Gouvernement un mot d'explication au sujet des intentions que lui-même a exprimées de rétablissement du crédit relatif aux garanties d'intérêts des compagnies de l'Orléans et du Midi. C'est moi qui ai écrit à la commission du budget pour lui signaler les conditions particulières qui se présentent cette année. C'était la première fois que la Chambre avait à voter les crédits en application du deuxième arrêt rendu par le conseil d'Etat sur la question. Je n'ai contesté aucun arrêt; j'ai entendu simplement avertir le Parlement de ce qui se passait et comme l'a très bien dit M. le président de la commission du budget, c'était un devoir de simple loyauté.

« Il y a un droit qui a toujours été réservé au Parlement et qui n'est en rien altéré par l'acte qu'il va faire, c'est le droit au rachat.

« Donc nous sommes tous d'accord, et il est bien entendu que le vote que vous allez émettre ne changera rien à la situation. »

Comme le droit au rachat n'a jamais été contesté par personne, le vote du crédit signifie que nous nous inclinons devant un arrêt de justice et que les garanties d'intérêt seront payées aux compagnies en cause jusqu'en 1934, sauf en cas de rachat par l'Etat.

### Examen des crédits proposés.

Les crédits demandés par le Gouvernement pour le 1er trimestre de 1916 dans le projet de loi déposé sur le bureau de la Chambre s'élevaient au total à la somme de 8,172,817,367 fr., savoir:

| | |
|---|---|
| Budget général..... | 7.523.096.810 |
| Budgets annexes..... | 649.720.557 |
| **Ensemble**..... | **8.172.817.367** |

Dans l'exposé des motifs le Gouvernement déclare que :

« Ces crédits ont été calculés d'après les méthodes que nous avons déjà eu l'occasion de vous faire connaître et que vous avez bien voulu approuver. Pour les dépenses militaires de la guerre, de la marine et des colonies, aucune base ne pouvait nous être fournie, si ce n'est par l'expérience des derniers mois et par l'appréciation directe des besoins. En ce qui concerne les autres services, nous avons continué à établir leur dotation d'après le dernier état législatif des crédits. Nous avons tenu compte, pour les chapitres de personnel, des variations d'effectifs résultant des événements; pour les chapitres de matériel, du mouvement des prix. Pour les uns et les autres, nous avons fait état des mesures qui vous avaient été précédemment soumises. Soucieux de sauvegarder l'exercice de votre droit de contrôle, nous avons comme par le passé, rigoureusement proscrit les mesures nouvelles. Ce n'est pas dans un projet de crédits provisoires que vous êtes appelés à voter en un seul chiffre et dont la promulgation doit être obtenue à date fixe, sous peine d'interrompre toute la vie administrative du pays, que peuvent trouver place des innovations.

Nous avons cependant été conduits à apporter à cette règle une dérogation dont nous tenons à vous faire juges. L'émission d'un emprunt 5 p. 100 en rentes perpétuelles va nécessiter la création, au bureau du Grand Livre de la Dette publique, d'un certain nombre d'emplois qui seront indispensables dès les premiers jours de 1916. La dépense correspondante sera de 25,275 fr. pour le prochain trimestre : à titre tout à fait exceptionnel, et considérant qu'il s'agissait de pourvoir aux conséquences de vos décisions antérieures, nous avons cru devoir comprendre cette somme dans le présent projet. »

Nous examinons ci-après, par ministère, d'abord pour les dépenses militaires, puis pour les dépenses civiles, les crédits demandés par le Gouvernement, et nous vous faisons connaître en même temps les modifications qui y ont été apportées par la Chambre.

*Dépenses militaires.*

Les crédits demandés par le Gouvernement dans le projet de loi déposé sur le bureau de la Chambre pour les dépenses militaires du 1er trimestre de 1916 s'élevaient à 5,973,980,662 fr., dont :

| | |
|---|---|
| Pour le département de la guerre | 5.750.081.665 |
| Pour le département de la marine | 172.045.582 |
| Pour le département des colonies | 51.853.415 |
| Total égal | 5.973.980.662 |

Par rapport aux crédits provisoires accordés par la loi du 28 septembre dernier pour les besoins du quatrième trimestre de l'exercice 1915, ils étaient en augmentation de 751,744,050 francs, se décomposant comme suit :

| | |
|---|---|
| Guerre | + 802.885.475 |
| Marine | — 37.423.721 |
| Colonies | — 13.717.704 |
| Différence égale | + 751.744.050 |

La Chambre a apporté aux crédits dont il s'agit des modifications se traduisant par une augmentation nette de 28,782,900 fr., ainsi répartie :

| | |
|---|---|
| Guerre | 10.015.900 |
| Marine | 1.361.000 |
| Colonies | 17.406.000 |
| | 28.782.900 |

Elle a arrêté par suite les crédits provisoires applicables aux dépenses militaires du premier trimestre de 1916 à 6.002,763,562 fr., savoir :

| | |
|---|---|
| Département de la guerre | 5.760.007.565 |
| Département de la marine | 173.406.582 |
| Département des colonies | 69.250.415 |
| Total égal | 6.002.763.562 |

L'augmentation par rapport aux crédits provisoires du 4e trimestre de 1915 est portée de 751,744,050 fr. à 780,526,950 fr., se décomposant ainsi :

| | |
|---|---|
| Guerre | + 812.901.375 |
| Marine | — 36.062.721 |
| Colonies | + 3.638.296 |
| Total | + 780.526.950 |

**Ministère de la guerre.**

M. Milliès-Lacroix, rapporteur.

L'ensemble des crédits accordés, au titre du budget de la guerre, se sont élevés pour l'exercice 1915 à environ 16,300 millions de francs, y compris les dépenses d'occupation du Maroc. Les crédits ouverts, pour le même exercice, au titre du budget annexe des poudres et salpêtres, se sont élevés à 520,720,000 fr. Mais il n'y a pas lieu d'ajouter ces crédits à ceux du budget général, attendu que, comme on le sait, les produits des fabrications du service des poudres sont destinés aux services du département de la guerre, auxquels cession en est faite contre remboursement par imputation sur les crédits ouverts au budget général, au titre desdits services. Les dépenses extraordinaires du service des poudres elles-mêmes (dépenses de premier établissement des poudreries), sont acquittées à l'aide d'avances inscrites à un chapitre spécial du budget général.

Donc, pour supputer les dépenses militaires de l'exercice, il n'y a pas lieu d'ajouter aux crédits du budget de la guerre les crédits ouverts au budget annexe des poudres.

Cela dit, il résulte des chiffres ci-dessus que la moyenne des dépenses trimestrielles de la guerre, durant l'exercice 1915, a atteint environ 4 milliards 70 millions de francs. Dans l'ensemble des crédits provisoires demandés par le Gouvernement et alloués par la Chambre des députés, au titre du premier trimestre de l'exercice 1916, l'état de répartition annexé au projet de loi fait ressortir les dépenses de la guerre à environ 5,760 millions de francs.

L'augmentation sur la moyenne trimestrielle de l'exercice 1915 est donc d'environ 1,690 millions.

Une telle augmentation doit être un enseignement pour le Gouvernement et pour le Parlement. L'aggravation de sacrifices qu'elle comporte pour la nation impose au Gouvernement, pour rappeler les avertissements patriotiques de M. le ministre des finances, qu'on ne saurait se lasser de répéter, le devoir de n'en pas distraire une parcelle pour des utilisations non étroitement liées à la défense nationale. Les Chambres n'ont cessé d'appeler, à cet égard, l'attention du Gouvernement. Une fois de plus, nous redirons que toutes les dépenses du ministère de la guerre doivent être mesurées à leur degré d'utilité et qu'elles doivent être destinées à accroître les moyens de défense du pays et non à procurer des satisfactions personnelles aux administrateurs, encore moins à servir de tremplin à l'élévation de quelques fortunes privées.

La commission du budget a été, comme il convenait, très sobre de renseignements dans le rapport de l'honorable M. Raoul Péret sur les dépenses du ministère de la guerre. Pour imiter sa sagesse, nous suivons son exemple. Toutefois, de la communication qui nous a été très obligeamment faite par la commission du budget de ses travaux, touchant la répartition des crédits, ce dont nous lui sommes reconnaissants, il résulte qu'elle a cru devoir apporter, comme c'était d'ailleurs son droit, à la répartition indiquée par le Gouvernement, des modifications assez profondes.

D'après le tableau annexé au projet de loi voté par la Chambre des députés et déposé au Sénat le 22 décembre 1915, ces modifications se traduisaient comme suit :

| | |
|---|---|
| Augmentations | 45.781.700 |
| Diminutions | 35.765.800 |
| Soit une augmentation nette de | 10.015.900 |

Mais, si nous consultons l'état récapitulatif dressé par la commission du budget, nous constatons que la balance restant la même, les sommes respectives des deux catégories de modifications sont, en réalité, supérieures aux chiffres sus-mentionnés. La commission du budget ne s'est pas, en effet, bornée à modifier la répartition des crédits par chapitre; elle a en outre opéré des transpositions, des suppressions et des créations de dépenses à l'intérieur même des chapitres.

Certes, il ne nous appartient pas de critiquer l'œuvre de la commission du budget; le Sénat, au surplus, n'est pas appelé à se prononcer sur la répartition des crédits provisoires; mais nous avons pour devoir de signaler au Gouvernement qu'il ne saurait être lié par les décisions de la commission du budget de la Chambre des députés que dans la mesure où ces décisions seraient consacrées par les commissions compétentes du Sénat.

Or, il est dans la tradition de la commission des finances de ne pas intervenir dans l'élaboration des programmes techniques du ministère de la guerre, lesquels rentrent dans l'attribution exclusive de la commission de l'armée. Aussi, avons-nous estimé qu'il y avait lieu pour le Gouvernement, avant de statuer définitivement sur les parties essentielles du programme auquel la commission du budget de la Chambre a donné son approbation, de s'occuper des avis éclairés de la commission de l'armée du Sénat, dont la collaboration lui fut si précieuse dès le mois de janvier 1915.

Cette observation préalable étant faite, nous n'hésitons pas à donner notre entière approbation au vœu émis par la commission du budget de la Chambre, tendant au relèvement de la solde des sergents-majors et maréchaux des logis chefs. La mesure est équitable; elle est le complément du relèvement de la solde des hommes de troupe (soldats, caporaux et brigadiers, caporaux et brigadiers fourriers, sergents et maréchaux des logis.)

Nous avons déjà, dans un précédent rapport, homologué les observations présentées par la commission du budget relativement au traitement des prisonniers de guerre. Il est nécessaire que des mesures de réciprocité soient assurées à cet égard.

Sur l'initiative de l'honorable M. André Hesse, la commission du budget a signalé la nécessité d'une meilleure coordination des efforts et, par conséquent, des dépenses, quant aux moyens d'hospitalisation des militaires blessés dans la zone de l'intérieur.

« Les différents renseignements qui nous ont été donnés, dit l'honorable M. André Hesse, sur les payements déjà effectués et sur ceux à prévoir pour le premier trimestre 1916, soit à titre d'acompte, soit à titre définitif, sont des plus imprécis; 1,956 immeubles sont occupés par les hôpitaux complémentaires, dont 277 hôtels, 355 établissements d'instruction publique, 248 établissements d'instruction privée et 1,086 immeubles divers, 575 conventions définitives ont été passées, dont 71 concernant les hôtels.

« L'attention de la commission du budget a, d'autre part, été attirée sur certains grands hôtels, dans lesquels un très petit nombre de malades sont en traitement et qui nécessitent des dépenses élevées au titre des frais généraux, notamment au titre de chauffage; il conviendrait, tout en conservant ces établissements, si on le juge à propos, pour des éventualités ultérieures, de grouper les malades de façon à supprimer ces frais qui atteignent parfois des chiffres élevés.

« 15 millions ont été alloués au titre de l'exercice 1915 pour les réquisitions d'hôtels et autres établissements; sur cette somme, 1 million 900,000 fr. auraient été payés au titre du premier semestre, mais le sous-secrétaire d'Etat ne possède pas encore les pièces comptables afférentes à ces payements. En ce qui concerne le premier trimestre 1916, il nous est demandé 18 millions, savoir :

« Acomptes à valoir sur les indemnités définitives qui seront fixées ultérieurement, 3 millions de francs.

« Payements définitifs à faire comme conséquence de conventions ou à la suite de règlements judiciaires consécutifs au maintien ou à la dénonciation des réquisitions, 15 millions de francs.

« En l'absence de toutes prévisions, il ne nous semble pas possible d'admettre ces chiffres que nous proposons de réduire à 10 millions, réservant le surplus pour une époque où le sous-secrétariat d'Etat pourra fournir à la commission des renseignements précis et des justifications. »

Les observations ci-dessus sont très justifiées.

Elles mettent en lumière, d'une manière saisissante, la confusion qui règne dans l'administration financière du service de santé. L'imprévoyance et les erreurs que ce service a commises, à cet égard, nous réservent de graves surprises, lorsque viendra l'heure de la liquidation des dépenses des services de l'hospitalisation à l'intérieur.

La sanction qu'a suggérée la commission du budget de réduire de 5 millions de francs les crédits provisionnels du premier trimestre de 1916 paraît, à la vérité, bien platonique. Mais toute autre sanction n'eût pas été à sa place dans la loi sur les crédits provisoires. Nous l'accueillons, quant à nous, comme un avertissement donné à M. le sous-secrétaire d'Etat du

service de santé de rompre délibérément avec les errements regrettables du passé.

**Ministère de la marine.**

Les crédits provisoires sollicités par le Gouvernement dans le projet de loi n° 1479 s'élevaient à 172,015,582 fr., soit une diminution de 37,423,721 fr. par rapport aux crédits provisoires du 4e trimestre de 1915.

Les dépenses sont en progression en ce qui concerne la solde et les accessoires de solde des cadres et des équipages de la flotte, le service des subsistances, dont les frais sont fonction des effectifs et du cours des denrées, les fonds secrets. L'augmentation de ce chef est de 5,158,879 fr. Par contre, des réductions de 42,582,600 fr. ont pu être opérées en raison du ralentissement des travaux neufs et de l'achèvement des approvisionnements de guerre.

La Chambre a relevé de 1,750,000 fr. le crédit affecté à l'entretien et aux réparations de la flotte et a, par contre, opéré sur les dépenses de personnel diverses réductions s'élevant au total à 389,000 fr.

Il en est résulté une augmentation nette de 1,361,000 fr. et les crédits provisoires applicables à la marine militaire pour le premier trimestre de 1916 ont été de la sorte portés de 172,015,582 à 173,406,582 fr.

**Ministère des colonies.**

Les crédits provisoires sollicités par le Gouvernement dans le projet n° 1479 pour les dépenses militaires du département des colonies s'élevaient à 51,853,415 fr. en diminution de 13,717,704 fr. par rapport aux crédits provisoires du quatrième trimestre de 1915.

Cette diminution était exclusivement imputable au chapitre 42 *ter* (recrutement de tirailleurs en Afrique occidentale française) pour lequel les dépenses de première mise, qu'il n'y a pas lieu de reproduire, s'élevaient en 1915 à 19,881,226 fr. Par contre, les chapitres de solde et de subsistances présentaient des augmentations par suite de l'accroissement des effectifs et de la hausse des cours du fret.

La Chambre, à la demande d'ailleurs du Gouvernement, a relevé les crédits sollicités tout d'abord de 17,406,000 fr. en vue du recrutement de nouvelles troupes indigènes en Indo-Chine et à Madagascar.

De la sorte, les crédits provisoires applicables aux dépenses militaires du budget des colonies pour le premier trimestre de 1916 ont été portés de 51,853,415 fr. à 69,259,415 fr.

*Dépenses civiles.*

Pour l'ensemble des dépenses civiles, le Gouvernement demandait des crédits s'élevant au total à 1,519,116,148 fr. L'augmentation d'un trimestre à l'autre était de 516,714,889 fr.

Ainsi qu'il était expliqué dans l'exposé des motifs du projet de loi déposé sur le buraau de la Chambre, les éléments les plus importants de cette différence concernaient :

| | Millions environ — |
|---|---|
| Le ministère des finances : | |
| Dette à terme | 88 |
| Dette viagère | 12 |
| Répartition du budget des cultes | 31 |
| Achats et transports de tabacs | 40 |
| Remboursements et dégrèvements | 25 |
| Le ministère de l'intérieur : | |
| Réparations des dommages causés par la guerre | 75 |
| Le ministère de l'instruction publique | 23 |
| Le ministère du travail | 19 |
| Le service des postes et télégraphes | 25 |
| Le ministère des travaux publics | 180 |

dont 157 pour les annuités aux compagnies de chemins de fer et les garanties d'intérêts.

A raison de la progression des charges et malgré la reprise très nette du trafic, on prévoyait en effet, pour l'année entière, du chef des garanties d'intérêts, 172 millions, dont 35 pour l'Orléans et 14 pour le Midi. Sur ces 172 millions, 109 étaient demandés pour le premier trimestre, en vue de permettre la délivrance d'acomptes dès la clôture de l'exercice 1915.

Le Gouvernement a d'ailleurs fait remarquer avec raison que cette comparaison entre deux périodes différentes de l'année ne présente qu'un intérêt secondaire. La diversité des échéances suffit à expliquer la plus grande part des variations constatées. Il y a lieu d'ajouter que les crédits du quatrième trimestre de 1915 se trouvaient allégés dans toute la mesure des disponibilités qu'offraient les dotations accordées pour les premiers mois.

Pour se rendre un compte exact de la marche de nos dépenses, il est préférable de comparer aux crédits accordés pour 1915 ceux qui peuvent correspondre pour l'année 1916 entière aux trois douzièmes sollicités pour les besoins du premier trimestre.

C'est cette comparaison que nous donnons ci-après dans notre examen des crédits afférents à chaque ministère.

**Ministère des finances.**

| | | |
|---|---|---|
| Crédits afférents à 1915 (clos et périmés déduits) | | 2.335.608.808 |
| Evaluations pour 1916 | | 2.747.392.494 |
| En plus | | 411.783.686 |

Cette augmentation se décompose comme suit :

*I. — Augmentations.*

| | | |
|---|---|---|
| Dette publique : | | |
| Dette à terme | 324.909.512 | |
| Dette viagère | 112.687.411 | |
| | 437.596.923 | 437.596.923 |
| Pouvoirs publics | | 36.569 |
| Continuation de mesures en faveur du personnel | | 1.725.231 |
| Remplacement de personnel mobilisé et démobilisation de divers agents | | 664.700 |
| Frais de trésorerie | | 10.006.500 |
| Créations ou extensions de services nécessitées par les événements actuels | | 716.978 |
| Hausse des prix | | 5.809.300 |
| Accroissement des fabrications dans les manufactures de l'Etat | | 10.490.400 |
| Mise au point de divers crédits | | 940.025 |
| | | 468.076.626 |

*II. — Diminutions.*

| | | |
|---|---|---|
| Dépenses non renouvelables | | 51.194.125 |
| Réductions de services entraînées par l'état de guerre | | 4.745.735 |
| Mobilisation du personnel | | 342.368 |
| Arrondissement de chiffres et divers | | 10.712 |
| | | 56.292.940 |

Différence égale : 411,783,686 fr.

Les crédits provisoires demandés pour le premier trimestre de 1916 étaient de 736,843,815 francs, supérieurs de 49,995,634 fr. aux trois douzièmes mathématiques des prévisions pour l'année entière, comme conséquence des dates d'échéance et de l'inégale répartition de certaines dépenses entre les divers mois de l'année.

La Chambre a opéré sur ces crédits un certain nombre de réductions s'élevant au total à 1,564,022 fr. et portant surtout sur les dépenses de personnel (911,347 fr.), les frais de trésorerie (200,000 fr.) et les dépenses diverses des régies financières (287,500 fr.).

Elle a ramené de la sorte les crédits provisoires applicables au budget du ministère des finances, pour le premier trimestre de 1916, de 736,843,815 fr. à 735,279,793 fr.

**Ministère de la justice.**

1re SECTION. — *Services judiciaires.*

| | | |
|---|---|---|
| Crédits afférents à 1915 (clos et périmés déduits) | | 39.041.439 |
| Evaluations pour 1916 | | 39.147.626 |
| En plus | | 106.187 |

Cette augmentation se décompose comme suit :

*I. — Augmentations.*

| | | |
|---|---|---|
| Frais de remplacement du personnel mobilisé | | 110.000 |
| Continuation de mesures (avancement sur place des juges de paix) | | 50.000 |
| | | 160.000 |

*II. — Diminutions.*

| | | |
|---|---|---|
| Economie provenant principalement d'incomplets ou de personnel mobilisé | | 53.813 |
| Différence égale | | 106.187 |

Les crédits provisoires demandés pour le 1er trimestre de 1916 étaient de 9,786,852 fr., inférieurs de 50 fr. aux trois douzièmes mathématiques des prévisions pour l'année entière.

La Chambre a opéré des réductions s'élevant au total à 358,395 fr. et portant pour la plus grande partie sur les dépenses de personnel (105,895 fr.) et les frais de justice en France (250,000 fr.).

Elle a ramené ainsi de 9,786,852 fr. à 9,428,457 francs les crédits provisoires applicables aux services judiciaires pour le 1er trimestre de 1916.

2e SECTION. — *Services pénitentiaires.*

| | | |
|---|---|---|
| Crédits afférents à 1915 (clos et périmés déduits) | | 19.003.094 |
| Evaluations pour 1916 | | 19.982.044 |
| En plus | | 978.950 |

Cette augmentation se décompose comme suit :

*I. — Augmentation.*

| | |
|---|---|
| Régie directe du travail | 1.005.450 |

*II. — Diminution.*

| | |
|---|---|
| Ralentissement de travaux | 26.500 |
| Différence égale | 978.950 |

Les crédits provisoires demandés pour le premier trimestre de 1916 étaient de 4,878,651 francs, inférieurs de 116,800 fr. aux trois douzièmes mathématiques des prévisions pour l'année entière.

La Chambre a opéré des réductions s'élevant au total à 22,540 fr. et portant pour la presque totalité sur des dépenses de personnel.

Les crédits provisoires applicables aux services pénitenciaires, pour le premier trimestre de 1916, ont ainsi été ramenés de 4,878,651 fr. à 4,856,111 fr.

**Ministère des affaires étrangères.**

| | | |
|---|---|---|
| Crédits afférents à 1915 (clos et périmés déduits) | | 32.530.587 |
| Evaluations pour 1916 | | 49.629.796 |
| En plus | | 17.099.209 |

Cette augmentation se décompose comme suit

*I. — Augmentations.*

| | | |
|---|---|---|
| Extension de services résultant de la guerre : | | |
| Dépenses secrètes | 17.000.000 | |
| Entretien des protégés français | 20.000 | |
| | 17.020.000 | 17.020.000 |
| Frais de remplacement du personnel mobilisé | | 300.000 |
| Hausse des prix | | 120.400 |
| Mesures en cours en faveur du personnel | | 61.000 |
| Besoins des services | | 164.615 |
| | | 17.669.015 |

*II. — Diminutions.*

| | |
|---|---|
| Economie provenant de la mobilisation du personnel et de la réduction des services | 222.764 |
| Dépenses non renouvelables | 347.042 |
| | 569.806 |

Différence égale : 17.099.209 fr.

Les crédits provisoires demandés pour le premier trimestre de 1916 étaient de 12,502,823 francs, supérieurs de 95,375 fr. aux trois douzièmes mathématiques des prévisions pour l'année entière, en raison de l'inégale répartition des dépenses entre les divers mois de l'année.

La Chambre a apporté à ces crédits diverses modifications de peu d'importance, se traduisant par une réduction nette de 16,050 fr., qui porte surtout sur les dépenses d'achat et d'entretien de mobilier à l'étranger.

Les crédits provisoires applicables au budget du ministère des affaires étrangères, pour le premier trimestre de 1916, ont été ramenés ainsi de 12,502,823 fr. à 12,486,773 fr.

**Ministère de l'intérieur.**

| | | |
|---|---|---|
| Crédits afférents à 1915 (clos et périmés déduits) | | 719.979.266 |
| Evaluations pour 1916 | | 762.832.845 |
| En plus | | 42.853.579 |

Cette augmentation se décompose comme suit :

I. — *Augmentations.*

| | | |
|---|---|---|
| Mesures en cours en faveur du personnel | | 336.345 |
| Remplacements d'agents mobilisés | | 8.164 |
| Hausse des prix | | 33.550 |
| Extension de services nécessités par la guerre : | | |
| Commission centrale des allocations | 105.000 | |
| Entretien des réfugiés | 45.000.000 | |
| Secours dans les départements envahis | 240. 000 | |
| Avances sur traitements aux fonctionnaires locaux des régions envahies | 90.000 | |
| | 53.435.000 | 53.435.000 |
| | | 53.813.059 |

II. — *Diminutions :*

| | |
|---|---|
| Vacances et incomplets dans les cadres | 110.000 |
| Suppression du sous-secrétariat d'Etat | 27.408 |
| Réduction de services | 1.035.000 |
| Dépenses non renouvelables et mise au point de crédits | 9.787.072 |
| | 959.480 |

Différence égale : 42.853.579 fr.

Les crédits provisoires demandés pour le premier trimestre de 1916 étaient de 190,938,896 francs, supérieurs de 230,682 fr. aux trois douzièmes mathématiques des prévisions pour l'année entière, par suite de l'inégale répartition des dépenses entre les divers mois de l'année.

Abstraction faite d'une légère réduction de 375 fr. portant sur le crédit affecté au concours aux emplois de médecins adjoints des asiles publics d'aliénés, la Chambre n'a opéré que des relèvements de crédits.

Ils se sont élevés à 3,669,000 fr. au total et s'appliquent pour 675,000 fr. à la rééducation professionnelle des blessés mutilés et estropiés, pour 1,200,000 fr. à l'entretien des personnes sans moyens d'existence évacuées des places fortes et des étrangers évacués sur certaines régions de l'intérieur, pour 375,000 fr. à l'assistance aux militaires en instance de réforme ou réformés pour tuberculose, enfin pour 1,419,000 fr. aux secours d'extrême urgence dans les pays atteints par les événements de guerre.

Finalement, les crédits provisoires applicables au budget du ministère de l'intérieur, pour le premier trimestre de 1916, se sont trouvés portés de 190,938,896 fr. à 194,607,021 fr.

**Ministère de la marine.**

2e SECTION. — *Marine marchande.*

| | | |
|---|---|---|
| Crédits afférents à 1915 (clos et périmés déduits) | | 83.198.151 |
| Evaluations pour 1916 | | 78.786.111 |
| En moins | | 4.412.040 |

Cette diminution se décompose comme suit :

I. — *Augmentations :*

| | |
|---|---|
| Mesures en cours : | |
| Complément de crédit pour le sous-secrétariat d'état | 7.400 |
| Relèvements de solde | 78.429 |
| Besoins des services : | |
| Impressions | 7.000 |
| Encouragements aux pêches | 446.500 |
| Subvention à la caisse des invalides | 259.758 |
| | 799.087 |

II. — *Diminutions :*

| | |
|---|---|
| Incomplets dans les effectifs, 23.297 fr. | |
| Réductions de services : | |
| Pêches et domanialité maritime | 136.154 |
| Primes à la construction | 4.000.000 |
| Subventions aux services maritimes | 937.294 |
| Divers | 59.472 |
| | 5.182.830 |
| Dépenses non renouvelable | 5.000 |
| | 5.211.127 |

Différence égale : 4.412.040

Les crédits provisoires demandés pour le 1er trimestre de 1916 étaient de 15,753,732 fr., inférieurs de 3,942,796 fr. aux trois douzièmes mathématiques de prévisionspour l'année entière, par suite surtout de la faiblesse du crédit à prévoir au début de l'année au titre de la subvention à la caisse des invalides de la marine.

La Chambre a opéré des réductions s'élevant au total à 2,080,536 fr. et portant principalement sur les primes à la marine marchande (400,000 francs) et sur les subventions aux services maritimes psstaux (1,650,000 fr.).

Les crédits provisoires applicables au budget de la marine marchande pour le 1er trimestre de 1916, ont été ainsi ramenés de 15,753,732 fr. à 13,673,165 fr.

**Ministère de l'instruction publique, des beaux-arts et des inventions intéressant la défense nationale.**

*1re section. — Instruction publique et inventions intéressant la défense nationale.*

| | | |
|---|---|---|
| Crédits afférents à 1915 (clos et périmés déduits) | | 358.644.472 |
| Evaluations pour 1916 | | 359.884.236 |
| En plus | | 1.239.764 |

Cette augmentation se décompose comme suit :

I. — *Augmentations.*

| | |
|---|---|
| Continuation de mesures : | |
| Réforme des études médicales | 262.779 |
| Améliorations progressives en faveur du personnel | 3.607.210 |
| Promotions obligatoires | 1.700.908 |
| Suppléance de personnel mobilisé dans l'enseignement primaire | 3.140.000 |
| Hausse des prix et externement d'élèves | 1.669.677 |
| Consolidation d'emplois | 92.000 |
| Relèvements divers et mise au point de crédits | 780.634 |
| | 11.253.200 |

II. — *Diminutions.*

| | |
|---|---|
| Dépenses non renouvelables | 714.451 |
| Vacances d'emplois et mobilisation de personnel | 5.159.000 |
| Ralentissement des constructions scolaires | 3.071.175 |
| Réductions de services, économies diverses | 1.038.810 |
| | 10.013.436 |

Différence égale: 1,239,764 fr.

Les crédits provisoires demandés pour le premier trimestre de 1916 étaient de 107,197,834 francs, supérieurs de 17,226,775 fr. aux trois douzièmes mathématiques des prévisions pour l'année entière, en raison surtout de la mise à la disposition des lycées et collèges, dès le début de l'année, de la plus grande partie des sommes qui leur reviennent à titre de subvention et de versements pour complément de traitements, bourses, etc.

La Chambre a apporté à ces crédits diverses modifications se traduisant par une réduction nette de 397,550 fr.

Elle a accordé 53,500 fr. pour le fonctionnement de la direction des inventions intéressant la défense nationale et relevé de 100,000 fr. le crédit des bourses de l'enseignement secondaire en faveur des enfants de l'héroïque Serbie; elle a, par contre, opéré diverses réductions s'élevant au total à 551,050 fr. et portant principalement sur les dépenses de l'enseignement supérieur (250,000 fr.) et sur les traitements du personnel de l'enseignement primaire (275,000 fr.). Cette dernière réduction a été faite à titre indicatif, pour inviter le Gouvernement à mettre à la retraite les instituteurs et institutrices les plus fatigués.

La Chambre a de la sorte ramené de 107 millions 197,834 fr. à 106,800,284 fr. les crédits provisoires applicables au budget de l'instruction publique pour le premier trimestre de 1916.

2e SECTION. — *Beaux-arts.*

(M. Maurice-Faure, rapporteur).

| | | |
|---|---|---|
| Crédits afférents à 1915 (clos et périmés déduits) | | 20.480.934 |
| Evaluations pour 1916 | | 19.435.077 |
| En moins | | 1.045.857 |

Cette diminution se décompose comme suit :

I. — *Augmentations.*

| | |
|---|---|
| Construction d'un immeuble pour la marine | 150.000 |
| Section photographique de l'armée | 90.000 |
| Divers | 5.200 |
| | 245.200 |

II. — *Diminutions.*

| | |
|---|---|
| Dépenses non renouvelables | 319.146 |
| Réductions de services par suite de l'état de guerre | 929.361 |
| Divers | 12.550 |
| | 1.291.057 |

Différence égale : 1,045,857 fr.

Les crédits provisoires demandés pour le premier trimestre de 1916 étaient de 4,681,756 francs, inférieurs de 177,000 fr. aux trois douzièmes mathématiques des prévisions pour l'année entière.

La Chambre, considérant qu'en temps de guerre la vie artistique était en partie suspendue, a opéré d'importantes réductions s'élevant au total à 342,750 fr. et portant surtout sur les dépenses afférentes aux monuments historiques et à la construction et aux grosses réparations des hôtels diplomatiques et consulaires.

Les crédits provisoires applicables au budget des beaux-arts, pour le premier trimestre de 1916, ont été ainsi ramenés de 4,681,756 fr. à 4,339,006 fr.

Votre commission des finances vous propose d'accorder les crédits votés par la Chambre, mais sous la réserve que les 30,000 fr. prévus pour le fonctionnement, pendant le premier trimestre de 1916, d'une section photographique seront reportés aux chapitres d'où ils ont été retirés. Elle vous a, en effet, demandé précédemment de rejeter le crédit d'égale somme sollicité en addition aux crédits provisoires de 1915 pour le fonctionnement du même service au cours du quatrième trimestre de 1915. Elle n'a pas changé d'avis à cet égard et continue à être défavorable à la création du service dont il s'agit.

En outre des explications qui précèdent, il nous a paru intéressant de donner quelques renseignements sommaires sur la gestion des théâtres nationaux pendant la guerre et sur les destructions ou dégradations subies par les monuments historiques au cours des hostilités.

**Les théâtres nationaux pendant la guerre.**

*Opéra.*

M. Rouché, nommé directeur du théâtre national de l'Opéra, à partir du 1er janvier 1915, n'a pu prendre, à la date convenue, possession de son poste en raison des événements de la guerre.

MM. Messager et Broussan ont dû cesser leur exploitation pour le même motif, dès le début des hostilités.

L'administration intérieure du théâtre a été assurée par les soins de l'administration des beaux-arts et la subvention de l'Etat répartie entre le petit personnel, réserve faite d'une somme de 6,000 fr. par mois, destinée à couvrir les dépenses de matériel ou d'entretien qui incombent en temps ordinaire à la direction du théâtre.

Depuis le 1er novembre 1915, M. J. Rouché est entré en fonctions avec un cahier des charges particulier et autre que celui qui avait été approuvé le 25 novembre 1913. D'après la

convention intervenue, M. Rouché est autorisé à donner tous les jeudis et les dimanches, en matinée, des représentations où la musique de l'opéra et la danse alterneront avec une partie de théâtre et une partie de concert. Le cahier des charges n'assigne aucune durée à cette gestion, qui pourra prendre flu ou se développer et, par conséquent, comporter un plus grand nombre de représentations, suivant la faveur plus ou moins grande dont cette tentative artistique sera l'objet de la part du public.

La première matinée a eu lieu le 9 décembre courant. Elle a été donnée au bénéfice de la Croix-Rouge belge.

Une prochaine matinée aura lieu le 29 décembre, avec des ballets russes, au profit de la Croix-Rouge anglaise.

*Comédie-Française.*

Le théâtre a été fermé depuis le 3 août 1914. L'administrateur général a été mobilisé, à Besançon, dès le début de la guerre.

Le comité d'administration a pris la direction du théâtre en l'absence de l'administrateur.

Un de ses premiers actes a été de voter une somme de 20,000 fr. en faveur de l'Œuvre fraternelle des artistes.

Le dimanche 7 décembre 1914, réouverture par une matinée au profit du Secours national et des réfugiés belges.

Le théâtre joue deux fois par semaine, le jeudi et le dimanche, en matinée.

Le comité a continué d'administrer la Comédie-Française jusqu'au retour de M. Albert Carré, rentré le jeudi 7 janvier 1915.

Le samedi 13 février, première représentation, en soirée. A partir du mardi 6 avril, on joue quatre fois par semaine : deux fois le soir, le mardi et le samedi ; deux fois en matinée, le jeudi et le dimanche.

A partir du 18 avril, une représentation de plus a lieu le dimanche soir.

En juillet, on joue, en outre, le jeudi soir.

Le théâtre donne une matinée le dimanche 1er août, puis ferme ses portes, pour ne les rouvrir que le mercredi 1er septembre.

Il joue, à partir de cette date, tous les jours, sauf le lundi, et donne des matinées le jeudi et le dimanche.

En 1914 et en 1915, la Comédie-Française a prêté son concours à l'*Aide morale* et aux *Matinées nationales*.

En 1915, elle a donné des matinées :

Le 17 janvier, au profit de l'Œuvre pour le front ;

Le 24 avril, au profit des œuvres de guerre (assistance aux dépôts d'éclopés, soldats blessés ou malades, Fédération nationale d'assistance aux mutilés des armées de terre et de mer) ;

Le 20 novembre, matinée au bénéfice des héros de l'Air ;

Le 27 novembre, matinée au bénéfice des héros de l'Air et de la Journée du Poilu.

L'intérim des fonctions d'administrateur en remplacement de M. Albert Carré, qui a repris son poste aux armées, a été confié à M. Emile Fabre. On ne pouvait faire évidemment un meilleur choix.

*Opéra-Comique.*

L'Opéra-Comique a fermé ses portes, comme tous les ans, le 30 juin 1914, date de sa clôture annuelle. Il devait rouvrir le 1er septembre, mais n'a pu le faire en raison des circonstances que le 6 décembre et a commencé par des matinées le dimanche et le jeudi.

Les résultats ayant été satisfaisants, le nombre des représentations fut augmenté. A partir du 2 janvier 1915, le théâtre a été ouvert le samedi soir, puis à partir du 13 mai, le dimanche soir.

Les représentations continuèrent ainsi jusqu'au 30 juin, date de la clôture officielle, en temps de paix ; mais pour venir en aide au personnel si éprouvé, la direction décida de laisser le théâtre ouvert. Toutefois, les représentations n'eurent plus lieu que le jeudi en matinée, le dimanche en matinée et en soirée.

Les représentations du samedi soir reprirent le 27 novembre.

Actuellement le théâtre joue : le dimanche en matinée et soirée, le jeudi en matinée, le samedi en soirée.

Les quatre premières représentations de réouverture, les 6, 10, 13 et 17 décembre 1914, ont été données au profit d'œuvres de guerre et, d'une manière générale, une représentation a lieu chaque mois au bénéfice des ces œuvres.

En plus des ouvrages au répertoire, le théâtre a repris *Thérèse*, de Massenet ; la *Vivandière*, de Benjamin Godart : *Louise*, de G. Charpentier ; les *Amoureux de Catherine*, d'Henri Maréchal ; *Fortunio*, de Messager ; le *Chemineau*, de Xavier Leroux.

Le théâtre emploie une cinquantaine d'artistes, 65 musiciens d'orchestre, 65 choristes, 24 danseuses et 250 personnes environ pour le service des ateliers, des magasins et de la scène.

Enfin, depuis le début des hostilités, il a réparti, en y comprenant la subvention de l'Etat, entre toutes les personnes qui vivent du théâtre, une somme qui n'est pas inférieure à 1,600,000 fr.

*Odéon.*

L'Odéon a été fermé, par suite de la déclaration de guerre, depuis le 2 août 1914 ; son directeur, ayant été mobilisé dès le début des hostilités, s'est dégagé vis-à-vis de l'administration des beaux-arts de toute responsabilité personnelle dans la gestion intérieure du théâtre.

Sur la demande du sous-secrétaire d'Etat des beaux-arts, M. Gavault, qui se trouvait mobilisé au Mans, a été appelé dans le camp retranché de Paris, à dater du 1er mars 1915, date de réouverture de l'Odéon.

Ce théâtre, depuis lors, joue les dimanches, jeudis et samedis (en matinée et soirée), les mercredis et vendredis (en soirée).

Pendant le temps de sa fermeture, la subvention a été répartie entre le petit personnel et les artistes.

Depuis la réouverture, le personnel et les artistes reçoivent des émoluments proportionnés aux bénéfices de l'exploitation, sans que le directeur s'attribue le moindre traitement.

L'Odéon a organisé un grand nombre de représentations au bénéfice des œuvres de guerre suivantes :

L'Alliance franco-belge (6 représentations), le Vêtement du prisonnier, la Croix-Rouge du sixième arrondissement, l'American Relief (3 représentations), les Crèches parisiennes, la Journée du Poilu ; en outre, 5 représentations ont été données en faveur des blessés militaires.

Ces diverses représentations ont laissé aux œuvres un bénéfice d'environ 11,500 fr.

Enfin, le théâtre a reçu, depuis le 4 mars 1915, pour quelques représentations, 2.492 militaires blessés ou convalescents, qui ont assisté gratuitement aux spectacles donnés en matinée ou en soirée.

**Les monuments historiques et la guerre.**

Le sous-secrétariat d'Etat des beaux-arts a ouvert, dès que les événements l'ont permis, une enquête sur les destructions et dévastations subies, du fait de l'odieux vandalisme des armées allemandes, par les édifices classés.

A cet effet, les préfets ont été invités, le 17 septembre 1914, à recueillir des renseignements précis et circonstanciés. En même temps l'administration s'adressait, autant que le comportait l'extrême difficulté des commmunications, à ceux de ses architectes qui se trouvaient encore sur place.

De ces diverses sources d'information, il résulte que les monuments suivants, situés dans les régions reconquises, ont été gravement endommagés :

*Marne.*

Reims. — Cathédrale.
Reims. — Eglise Saint-Jacques.
Reims. — Eglise Saint-Rémy.
Reims. — Ancien Archevêché.
Maurupt. — Eglise.

*Meurthe-et-Moselle.*

Nancy. — Eglise des Cordeliers.
Pont-à-Mousson. — Ancien séminaire.
Lunéville. — Château.
Laitre-sous-Amance. — Eglise.
Nomény. — Eglise.
Varangeville. — Eglise.

*Meuse.*

Clermont d'Argonne. — Eglise.
Nettancourt. — Eglise.
Rembercourt-aux-Pots. — Eglise.
Révigny. — Eglise.

*Nord.*

Orchies. — Beffroi.

*Oise.*

Senlis. — Eglise Notre-Dame.
Tracy-le-Val. — Eglise.

*Aisne.*

Soissons. — Cathédrale.
Soissons. — Restes de Saint-Jean-des-Vignes.

*Pas-de-Calais.*

Arras. — Cathédrale.
Arras. — Hôtel-de-Ville.
Arras. — Palais Saint-Waast.
Calais. — Eglise Notre-Dame.

*Seine.*

Paris. — Cathédrale.

*Seine-et-Marne.*

Meaux. — Cathédrale.

*Vosges.*

Rambervillers. — Hôtel-de-Ville.

Les dégâts qui pouvaient être réparés l'ont été ou sont en voie de l'être, partout où l'administration a pu se procurer les matériaux et la main-d'œuvre. Là où ces éléments font défaut, il est fait appel, dans la mesure du possible, au concours du génie militaire. Dans la plupart des cas, il ne peut être question pour le moment que de mesures de fortune destinées à éviter des écroulements et à mettre à l'abri de l'eau les constructions privées de couverture.

On s'est appliqué également à protéger contre les bombardements, par des coffrages et des sacs de terre, certaines parties particulièrement délicates de monuments exposés à être bombardés directement ou par des avions. Des services de défense contre l'incendie ont été également organisés.

Enfin, il a été procédé au classement d'un certain nombre d'églises de la Marne, qui ne figuraient pas parmi les monuments historiques. Ces édifices, ayant plus ou moins souffert, exigent des travaux de restauration qu'il y a intérêt à soumettre au contrôle du service des monuments historiques.

**Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes.**

1re SECTION. — *Commerce et industrie.*

| | |
|---|---|
| Crédits afférents à 1915 (clos et périmés déduits) | 135.201.211 |
| Evaluations pour 1916 | 14.772.752 |
| En moins | 120.423.459 |

Cette diminution se décompose comme suit :

I. — *Augmentations.*

| | |
|---|---|
| Rémunération d'auxiliaires recrutés à l'occasion de la guerre | 175.000 |
| Reprise de services et notamment réouverture de l'école centrale | 547.625 |
| Augmentation des bourses dans les établissements d'enseignement technique | 65.000 |
| | 787.625 |

II. — *Diminutions.*

| | |
|---|---|
| Réductions de services et économies diverses | 227.942 |
| Mobilisation d'une partie du personnel | 31.250 |

| | |
|---|---|
| Dépenses non renouvelables, notamment fonds de roulement pour acquisition de blés et de farines.. | 120.956.882 |
| | 121.216.084 |

Différence égale : 120,428,459 fr.

Les crédits provisoires demandés pour le premier trimestre de 1916 étaient de 3,719,867 fr., supérieurs de 26,678 fr. aux trois douzièmes mathématiques des prévisions pour l'année entière.

La Chambre a opéré, en dehors d'un transfert pour ordre, des réductions s'élevant au total à 72,396 fr. et portant surtout sur les dépenses de personnel.

Elle a ramené de la sorte les crédits applicables au budget du commerce et de l'industrie, pour le premier trimestre de 1916, de 3,719,867 francs à 3,647,471 fr.

### 2e SECTION. — *Postes et télégraphes.*

| | |
|---|---|
| Crédits afférents à 1915 (clos et périmés déduits) | 405.535.621 |
| Evaluations pour 1916 | 405.919.680 |
| En plus | 384.059 |

Cette augmentation se décompose comme suit :

#### I. — *Augmentations.*

| | | |
|---|---|---|
| Améliorations progressives en faveur du personnel | | 6.364.234 |
| Recrutement d'auxiliaires pour la durée de la guerre | | 5.563.983 |
| Besoins des services : | | |
| Renforts de personnel titulaire | 310.940 | |
| Dépenses matérielles diverses | 1.462.180 | |
| | | 1.773.120 |
| Autres mesures en cours | | 119.150 |
| Hausse des prix | | 4.742.900 |
| | | 18.563.387 |

#### II. — *Diminutions.*

| | |
|---|---|
| Economies de personnel (incomplets, mobilisation) | 1.000.000 |
| Réduction de services par suite de la guerre | 4.172.318 |
| Ajournement de travaux de premier établissement | 1.851.795 |
| Dépenses non renouvelables | 11.155.215 |
| | 18.179.328 |

Différence égale : 384,059 fr.

Les crédits provisoires demandés pour le premier trimestre de 1916 étaient de 114,662,160 fr., supérieurs de 13,182,241 fr. aux trois douzièmes mathématiques des prévisions pour l'année entière, en raison surtout de la nécessité pour l'administration de disposer dès les premiers mois d'une partie importante des crédits annuels afférents aux commandes de matériels télégraphique et téléphonique.

La Chambre a opéré des réductions s'élevant au total à 638,077 fr. et portant surtout sur les dépenses de personnel (424,577 fr.) et les frais de loyer (187,500 fr.).

Elle a ramené de la sorte de 114,662,160 fr. à 114,024,083 fr. les crédits provisoires applicables au budget des postes et des télégraphes pour le premier trimestre de 1916.

### Ministère du travail et de la prévoyance sociale.

| | |
|---|---|
| Crédits afférents à 1915 (clos et périmés déduits) | 166.599.845 |
| Evaluations pour 1916 | 159.474.285 |
| En moins | 7.125.560 |

Cette diminution se décompose comme suit :

#### I. — *Augmentations.*

| | | |
|---|---|---|
| Continuation de mesures en cours | | 30.000 |
| Exécution de lois votées : | | |
| Retraites ouvrières. — Allocations viagères et bonifications | | 9.380.000 |
| Retraites ouvrières. — Administration dans les départements | | 100.000 |
| Autres besoins des services | | 56.100 |
| | | 9.566.100 |

#### II. — *Diminutions.*

| | |
|---|---|
| Mobilisation d'agents | 75.460 |
| Mise au point de crédits : | |
| Fonds national de chômage | 8.789.000 |
| Annuités à la caisse nationale des retraites pour la vieillesse | 1.594.500 |
| Retraites ouvrières. — Majoration des versements des assurés facultatifs | 2.750.000 |
| Retraites ouvrières. — Allocations de gestion et allocations forfaitaires | 3.425.000 |
| Autres réductions | 57.700 |
| | 16.691.660 |

Différence égale : 7,125,560 fr.

Les crédits provisoires demandés pour le premier trimestre de 1916 étaient de 53,769,232 francs, supérieurs de 13,900,663 fr. aux trois douzièmes mathématiques des prévisions pour l'année entière, en raison surtout de ce que la subvention à la caisse autonome des retraites des ouvriers mineurs est ordonnancée en une seule fois au cours du premier trimestre et que d'importantes avances doivent être versées, au début du mois de janvier, aux caisses des retraites ouvrières.

La Chambre s'est bornée à opérer des réductions peu importantes, s'élevant au total à 2,500 fr.

Elle a ramené, de la sorte, à 53,766,732 francs les crédits provisoires applicables au budget du ministère du travail et de la prévoyance sociale pour le premier trimestre de 1916.

### Ministère des colonies.

(Abstraction faite des dépenses militaires.

| | |
|---|---|
| Crédits afférents à 1915 (clos et périmés déduits) | 21.652.093 |
| Evaluations pour 1916 | 16.861.803 |
| En moins | 4.790.290 |

Cette diminution se décompose comme suit :

#### I. — *Augmentations.*

| | |
|---|---|
| Reprise de services (inspection des colonies, école coloniale, etc.) | 109.300 |
| Continuation de mesures en cours | 24.435 |
| | 133.735 |

#### II. — *Diminutions.*

| | |
|---|---|
| Réduction de services, économies | 10.125 |
| Dépenses non renouvelables | 76.400 |
| Diminutions de subventions (chemins de fer franco-éthiopiens et port de la Réunion) | 4.837.500 |
| | 4.924.025 |

Différence égale : 4,790,290 fr.

Les crédits provisoires demandés pour le premier trimestre de 1916 étaient de 5,309,455 fr., supérieurs de 1,094,008 fr. aux trois douzièmes mathématiques des prévisions pour l'année entière, en raison surtout des payements plus importants à faire au début de l'année au titre des subventions au budget local de la côte des Somalis et au budget annexe du chemin de fer et du port de la Réunion.

La Chambre a opéré des réductions s'élevant au total à 305,450 fr. et portant principalement sur les subventions aux sociétés et aux œuvres intéressant les colonies (35,375 fr.), les bourses à l'école coloniale (25,000 fr.), les subventions aux budgets locaux (87,000 fr.) et l'administration pénitentiaire (97,500 fr.)

Elle a de la sorte ramené de 5,309,455 fr. à 5,004,005 fr. les crédits provisoires applicables au budget du ministère des colonies, abstraction faite des dépenses militaires, pour le premier trimestre de 1916.

### Ministère de l'agriculture.

| | |
|---|---|
| Crédits afférents à 1915 (clos et périmés déduits) | 54.384.299 |
| Evaluations pour 1916 | 54.387.047 |
| En plus | 2.748 |

Cette augmentation se décompose comme suit :

#### I. — *Augmentations.*

| | |
|---|---|
| Renfort de personnel (service du ministre d'Etat) | 3.600 |
| Reprise de services, réouvertures d'écoles et d'établissements | 825.993 |
| Améliorations en cours (personnel) | 273.665 |
| Frais d'intérims et remplacements | 8.290 |
| Disparition de fonds de concours | 1.150.500 |
| Service de guerre (exploitation de bois en régie) | 953.000 |
| | 3.215.048 |

#### II. — *Diminutions.*

| | |
|---|---|
| Mobilisation du personnel | 55.000 |
| Réductions de services et économies | 1.754.050 |
| Ralentissement de travaux | 1.093.250 |
| Dépenses non renouvelables | 310.000 |
| | 3.212.300 |

Différence égale : 2,748 fr.

Les crédits provisoires demandés pour le premier trimestre de 1916 étaient de 13,778,882 francs, supérieurs de 182,120 fr. aux trois douzièmes mathématiques des prévisions pour l'année entière.

La Chambre a opéré des réductions s'élevant au total à 88,275 fr., et portant principalement sur les dépenses de personnel (15,025 fr.), les indemnités pour abatage d'animaux (50,000 fr.), les subventions pour études et travaux d'hydraulique agricole (15,000 fr.).

Elle a ramené de la sorte les crédits provisoires applicables au budget du ministère de l'agriculture, pour le premier trimestre de 1916, de 13,778,882 fr. à 13,690,607 fr.

### Ministère des travaux publics.

| | |
|---|---|
| Crédits afférents à 1915 (clos et périmés déduits) | 607.536.355 |
| Evaluations pour 1916 | 629.510.767 |
| En plus | 21.974.412 |

Cette augmentation se décompose comme suit :

#### I. — *Augmentations.*

| | |
|---|---|
| Améliorations en cours (personnel) | 521.375 |
| Besoins des services | 315.075 |
| Accroissement d'annuités | 901.000 |
| Garanties d'intérêts | 10.000.000 |
| Insuffisance du réseau de l'Etat et du réseau racheté de l'Ouest | 17.123.600 |
| | 28.861.050 |

#### II. — *Diminutions.*

| | |
|---|---|
| Mobilisation de personnel | 864.388 |
| Réductions de services | 102.250 |
| Ralentissement de travaux | 4.800.000 |
| Dépenses non renouvelables | 1.120.000 |
| | 6.886.638 |

Différence égale : 21,974,412 fr.

Les crédits provisoires demandés pour le premier trimestre de 1916 étaient de 275,292,193 francs, supérieurs de 117,914,500 fr. aux trois douzièmes mathématiques des prévisions pour l'année entière, en raison surtout des dates d'échéance des annuités et garanties d'intérêt aux compagnies de chemins de fer.

La Chambre a opéré des réductions s'élevant au total à 51,000 fr. et portant sur les dépenses de personnel. Elle a de la sorte ramené de 275,292,193 fr. à 275,241,193 fr. les crédits provisoires applicables au budget du ministère des travaux publics, pour le premier trimestre de 1916.

Nous faisons apparaître dans le tableau de comparaison suivant les crédits demandés par le Gouvernement dans le projet de loi qu'il a déposé sur le bureau de la Chambre, en ce qui concerne le budget général, et les modifications qui y ont été apportées par cette Assemblée.

Nous n'avons pas à nous prononcer sur toutes ces modifications. Nous accordons au Gouvernement des crédits globaux et la répartition par ministères et par chapitres est faite sous sa seule responsabilité.

Le tableau ci-après n'a donc pas d'autre valeur qu'une valeur indicative : les chiffres qu'il contient ne résultent point d'une approbation quelconque de votre commission.

*Tableau de comparaison des crédits demandés par le Gouvernement dans le projet de loi n° 1479 et votés par la Chambre.*

| MINISTÈRES ET SERVICES | CRÉDITS demandés dans le projet de loi n° 1479. | MODIFICATIONS apportées par la Chambre. En plus. | MODIFICATIONS apportées par la Chambre. En moins. | CRÉDITS votés par la Chambre. |
|---|---|---|---|---|
| **Dépenses militaires.** | | | | |
| Ministère de la guerre | 5.750.081.665 | 10.015.900 | » | 5.760.097.565 |
| Ministère de la marine. — 1re section. — Marine militaire | 172.045.582 | 1.361.000 | » | 173.406.582 |
| Ministère des colonies (dépenses militaires) | 51.853.415 | 17.406.000 | » | 69.259.415 |
| Totaux | 5.973.980.662 | 28.782.900 | » | 6.002.763.562 |
| **Dépenses civiles.** | | | | |
| Ministère des finances | 736.843.815 | » | 1.564.022 | 735.279.793 |
| Ministère de la justice : | | | | |
| 1re section. — Services judiciaires | 9.786.852 | » | 358.395 | 9.428.457 |
| 2e section. — Services pénitentiaires | 4.878.651 | » | 23.540 | 4.856.111 |
| Ministère des affaires étrangères | 12.502.823 | » | 16.050 | 12.486.773 |
| Ministère de l'intérieur | 190.938.896 | 3.063.125 | » | 194.007.021 |
| Ministère de la marine. — 2e section. — Marine marchande | 15.753.732 | » | 2.080.566 | 13.673.166 |
| Ministère de l'instruction publique, des beaux-arts et des inventions intéressant la défense nationale : | | | | |
| 1re section. — Instruction publique et inventions intéressant la défense nationale | 107.197.834 | » | 397.550 | 106.800.284 |
| 2e section. — Beaux-arts | 4.681.756 | » | 342.750 | 4.339.006 |
| Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes : | | | | |
| 1re section. — Commerce et industrie | 3.719.867 | » | 72.396 | 3.647.471 |
| 2e section. — Postes et télégraphes | 114.662.160 | » | 638.077 | 114.024.083 |
| Ministère du travail et de la prévoyance sociale | 53.769.232 | » | 2.500 | 53.766.732 |
| Ministère des colonies (abstraction faite des dépenses militaires) | 5.309.455 | » | 305.450 | 5.004.005 |
| Ministère de l'agriculture | 13.778.882 | » | 88.275 | 13.690.607 |
| Ministère des travaux publics | 275.292.193 | » | 51.000 | 275.241.193 |
| Totaux | 1.549.116.118 | 3.063.125 | 5.939.571 | 1.546.844.702 |
| En moins | | 2.271.446 | | |
| Totaux généraux | 7.523.096.810 | 26.511.454 | » | 7.549.608.264 |

### Budgets annexes.

La plupart des budgets annexes comportent pour l'ensemble de l'exercice 1916 des dépenses sensiblement analogues à celles de 1915.

Il y a lieu de signaler, toutefois, une diminution d'une quinzaine de millions pour les monnaies et médailles, les besoins de la circulation n'exigeant plus une frappe aussi active de monnaies divisionnaires d'argent.

Le ralentissement des travaux de construction se traduit, d'autre part, par une réduction des dépenses effectuées sur la dotation de la caisse nationale d'épargne pour achats et constructions d'immeubles.

Par contre, le budget de l'Imprimerie nationale s'accroît de près d'un million et demi, par suite surtout de l'importance des commandes intéressant la défense nationale et de la hausse du prix des matières premières.

Le budget des poudres prend des proportions considérables. Les besoins de nos armées exigent en effet des quantités sans cesse plus fortes d'explosifs. Pour faire face à ces besoins, il a fallu procéder à d'énormes extensions de bâtiments et d'outillages. Ces opérations, qui se poursuivent, absorbent des sommes très élevées, tandis que les résultats déjà acquis permettent de réaliser une production intensive, qui ne va pas sans une augmentation parallèle des frais de fabrication. Les crédits afférents au prochain trimestre atteignent les quatre cinquièmes de ceux qui avaient été ouverts pour l'année 1915 tout entière.

Enfin, les charges du réseau de l'Etat et du réseau racheté de l'Ouest accusent une augmentation très importante. Par rapport à la dernière année normale, soit 1913, l'accroissement total est de 81,817,900 fr. et s'applique : aux dépenses de personnel pour 15,853,400 fr., à la hausse du prix des combustibles pour 38 millions de francs, aux autres frais de matériel pour 12,636,400 fr., enfin aux charges du capital pour 15,328, 100 fr. Cet accroissement, dont la plus grande part est due aux circonstances anormales que traverse le pays, et dont le surplus provient de la réalisation progressive des améliorations accordées au personnel, explique presque à lui seul l'aggravation très sensible de l'insuffisance d'exploitation. Les recettes du trafic restent, à peu de chose près, égales à celles de 1913 : il est juste d'ajouter que, résultant pour une large part du payement des transports militaires, elle correspondent à un mouvement de trains beaucoup plus considérable qu'en temps de paix.

La Chambre n'a apporté aux crédits demandés pour le premier trimestre de 1916, dans le projet de loi n° 1479, en ce qui concerne les budgets annexes, que des modifications sans importance.

Nous les faisons apparaître dans le tableau suivant :

| MINISTÈRES ET SERVICES | MONTANT des crédits demandés dans le projet de loi n° 1479. | RÉDUCTIONS apportées par la Chambre. | MONTANT des crédits votés par la Chambre. |
|---|---|---|---|
| Ministère des finances : | | | |
| Fabrication des monnaies et médailles | 24.952.252 | 250 | 24.952.002 |
| Imprimerie nationale | 3.240.927 | 3.475 | 3.237.452 |
| Ministère de la justice. — Légion d'honneur | 878.867 | 500 | 378.367 |
| Ministère de la guerre. — Service des poudres et salpêtres | 404.112.500 | » | 404.112.500 |
| Ministère de la marine. — Caisse des invalides de la marine | 2.055.265 | 3.250 | 2.052.015 |
| Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes : | | | |
| Ecole centrale des arts et manufactures | 211.125 | 2.442 | 211.683 |
| Caisse nationale d'épargne | 13.313.321 | » | 13.313.321 |
| Ministère des colonies. — Chemin de fer et port de la Réunion | 2.029.500 | » | 2.029.500 |
| Ministère des travaux publics : | | | |
| Chemins de fer de l'Etat. — Ancien réseau | 27.282.325 | » | 27.282.325 |
| Chemins de fer de l'Etat. — Réseau racheté des chemins de fer de l'Ouest | 171.641.475 | » | 171.641.475 |
| Totaux généraux | 649.720.557 | 9.917 | 649.710.640 |

Votre commission des finances vous propose d'accorder le crédit global de 649,710,640 francs voté par la Chambre.

EXAMEN DES ARTICLES DU PROJET DE LOI

TITRE Ier

**Budget général et budgets annexes rattachés pour ordre au budget général**

§ 1er. — *Crédits accordés.*

Article 1er.

Il est ouvert aux ministres, au titre du budget général de l'exercice 1916, des crédits provisoires s'élevant à la somme totale de 7,549,603,264 fr. et applicables au premier trimestre de 1916.

Article 2.

Il est ouvert aux ministres, au titre des budgets annexes rattachés pour ordre aux budgets de leurs départements respectifs, pour l'exercice 1916, des crédits provisoires s'élevant à la somme totale de 649.710,640 fr. et applicables au premier trimestre de 1916,

Article 3.

Les crédits ouverts par les articles 1 et 2 ci-dessus seront répartis, par ministères et par chapitres, au moyen d'un décret du Président de la République.

Pour ces trois articles, nous nous référons aux explications qui précèdent.

§ 2. — *Impôts et revenus autorisés.*

Article 4.

Est et demeure autorisée la perception des contributions directes et des taxes y assimilées établies pour l'exercice 1916 en vertu de la loi du 7 août 1915.

Suivant la règle habituelle, la perception des contributions directes et des taxes y assimilées est autorisée pour l'année entière. La perception des autres impôts, produits et revenus est autorisée, par l'article 6, pendant le 1er trimestre seulement.

Article 5 (modifié par votre commission des finances).

La date à laquelle entreront en vigueur les dispositions des articles 5 à 24 de la loi de finances du 15 juillet 1914, relatives à l'établissement d'un impôt général sur le revenu, est reportée au 1er janvier 1917.

Le texte voté par la Chambre était le suivant :

L'article 5 de la loi du 26 décembre 1914 est complété ainsi qu'il suit :

« Toutefois le ministre des finances est autorisé à proroger par décret les délais impartis pour l'accomplissement des formalités prévues par les articles susvisés de la loi du 15 juillet 1914, de manière que la mise en recouvrement de l'impôt soit assurée avant le 31 décembre 1916.

La question a été traitée dans les considérations générales.

Article 6.

La perception des impôts indirects et des produits et revenus publics continuera d'être opérée, pendant le premier trimestre de 1916, conformément aux lois en vigueur.

Continuera d'être faite pendant la même période la perception, conformément aux lois existantes, les divers droits, produits et revenus, au profit des départements, des communes, des établissements publics et des communautés d'habitants dûment autorisées.

Continuera également d'être faite pendant la même période la perception, conformément aux lois existantes, des divers produits et revenus affectés aux budgets annexes rattachés pour ordre au budget général.

Nous vous prions de vous reporter au commentaire de l'article 4.

Article 7.

Est autorisée l'approbation par décrets rendus en conseil d'État de la prorogation, jusqu'au 31 décembre 1916 inclusivement, des surtaxes d'octroi sur l'alcool qui expirent le 31 décembre 1915 et dont le maintien a été voté par les conseils municipaux.

Article 8.

Sont autorisées, à titre provisoire, jusqu'au 31 décembre 1916 inclusivement, sauf vote contraire des conseils municipaux, quand il n'aura pu être statué dans les conditions prévues aux articles 137 et 139 de la loi du 5 avril 1884 ainsi qu'à l'article 7 de la présente loi :

1° La prorogation des surtaxes d'octroi sur l'alcool;

2° La prorogation des actes constitutifs de tout octroi arrivant à expiration le 31 décembre 1915, sous réserve des dispositions de l'article 17 de la loi de finances du 30 juillet 1913 et de l'article unique de la loi du 13 août 1913.

Des dispositions analogues ont été votées pour 1915 dans la loi du 26 décembre 1914, ouvrant les crédits provisoires applicables aux besoins du 1er semestre de 1915. Les raisons qui avaient justifié leur introduction dans cette loi pour 1915 n'ont rien perdu de leur valeur pour 1916. Nous les exposons de nouveau ci-après :

Aux termes de la loi du 5 avril 1884, le renouvellement des taxes d'octroi doit être voté par les conseils municipaux. Quant les taxes sont renfermées dans la limite des maxima et de la nomenclature du tarif général annexé au décret du 12 février 1870, les délibérations municipales ont par elles-mêmes force exécutoire (article 139); mais lorsque les taxes ne sont pas prévues au tarif-type ou qu'elles dépassent les maxima fixés par ce tarif, la prorogation doit être autorisée par décret en conseil d'Etat, après avis du conseil général ou de la commission départementale dans l'intervalle des sessions (art. 137).

Qu'il s'agisse des taxes réglementaires ou extraréglementaires, une délibération municipale est donc nécessaire pour leur maintien. Mais, alors que cette délibération suffit pour les taxes de la première catégorie, la loi exige, pour le renouvellement des taxes de la seconde catégorie toute une série d'examens successifs et la production de nombreux documents.

En raison des circonstances exceptionnelles résultant de l'état de guerre, il est à craindre que le vote des conseils municipaux sur la question ne puisse intervenir avant le 31 décembre 1915, par suite de l'impossibilité où l'on se trouverait de réunir ces assemblées. D'autre part, même dans les cas où la délibération municipale aura été prise, il faut prévoir que, lorsque les octrois comportent des taxes extra-règlementaires, les dossiers ne pourront être normalement constitués en temps utile pour des raisons diverses variables de commune à commune.

Quant aux surtaxes d'octroi sur l'alcool, elles ne peuvent, suivant la législation en vigueur (dernier paragraphe de l'article 137 de la loi du 5 avril 1884), être autorisées que par une loi. Chaque année, même en temps normal, ce n'est qu'avec beaucoup de difficulté que le Parlement parvient à se prononcer dans les délais voulus sur le renouvellement des surtaxes, bien qu'il autorise le Gouvernement à proroger provisoirement ces ressources extraordinaires, pour une période de six mois, par des décrets en conseil d'Etat.

En maintenant sans atténuation toute cette procédure dans les circonstances actuelles, on aboutirait en fait à suspendre dans beaucoup de communes la perception des taxes et des surtaxes d'octroi. Afin d'éviter de priver momentanément ces communes d'une portion souvent importante de leurs ressources, l'article 7 confère au Gouvernement, comme d'habitude, une délégation provisoire lui permettant de proroger, en vertu de décrets rendus en conseil d'Etat, les surtaxes d'octroi sur l'alcool venant à expiration le 31 décembre 1915; mais la période pour laquelle cette mesure pourrait être prise serait portée de six mois à un an, comme l'année dernière.

En outre, l'article 8 maintient d'office, à titre tout à fait exceptionnel, pour une durée d'une année, tous les octrois, taxes et surtaxes qui n'auront pu être prorogés dans les conditions déterminées par les articles 137 et 139 de la loi du 5 avril 1884 et par l'article 7 du présent projet de loi. Toutefois, pour sauvegarder le droit conféré par la loi aux conseils municipaux de supprimer leurs taxes d'octroi sans que le Gouvernement ait à intervenir, ces taxes ne seront maintenues que si l'assemblée communale n'émet pas un vote contraire.

Il s'agit, en définitive, d'admettre les conseils municipaux à maintenir purement et simplement les situations existantes, en attendant que les formalités réglementaires puissent être accomplies et sous la réserve expresse que les dispositions de l'article 17 de la loi de finances du 30 juillet 1913 (nivellement des droits d'octroi sur les huiles végétales) et de l'article unique de la loi du 13 août 1913 (fixation de nouveaux maxima pour les droits d'octroi sur les poissons de mer) seront strictement observées.

Article 9.

Le ministre des finances est autorisé, pour subvenir, pendant le premier trimestre de 1916, aux dépenses de la deuxième section des budgets annexes des chemins de fer de l'Etat, à émettre, dans les conditions déterminées par l'article 44 de la loi de finances du 13 juillet 1911, des obligations amortissables dont le montant ne pourra excéder la somme de 5,044,000 francs pour le réseau ancien des chemins de fer de l'Etat et celle de 64,653,675 fr. pour le réseau racheté de la compagnie de l'Ouest.

Cet article prévoit l'émission d'obligations amortissables pour faire face, pendant le premier trimestre de 1916, aux dépenses de la 2e section des budgets annexes des chemins de fer de l'Etat. S'il n'est pas fait usage de cette faculté d'émission, cette autorisation permettra au ministre des finances, conformément aux dispositions de l'article 44 de la loi du 13 juillet 1911, de faire à l'administration du réseau de l'Etat, sur les ressources de la dette flottante, des avances jusqu'à concurrence du montant de l'émission prévue.

TITRE II

**Dispositions spéciales,**

Article 10.

Pour l'exécution des services de la guerre et de la marine afférents à l'exercice 1915, les dates de clôture fixées par l'article 4 de la loi du 25 janvier 1889 aux 31 mars, 30 avril, 30 juin et 31 juillet sont reportées respectivement aux 31 juillet, 31 août, 30 novembre et 31 décembre.

La loi du 29 mars 1915 a reporté respectivement aux 31 juillet, 31 août, 30 novembre et 31 décembre 1915 les dates de clôture de l'exercice 1914 en ce qui concerne spécialement l'exécution des services de la guerre et de la marine. Il paraît indispensable, dans la situation actuelle, d'envisager à nouveau pour l'exercice 1915 et pour ces services une prolongation analogue des délais légaux.

Article 11.

Il est apporté les dérogations ci-après aux dispositions des articles 6 et 7 de loi du 25 janvier 1889 et 21 de la loi du 14 avril 1896 :

1° La présentation du projet de loi de règlement définitif du budget de l'exercice 1915 et la production des comptes des ministres à l'appui devront avoir lieu, au plus tard, le 31 mai 1917;

2° La déclaration générale de conformité relative au même exercice devra être remise par la cour des comptes au ministre des finances avant le 1er octobre 1917;

3° La distribution de cette déclaration avec le rapport qui l'accompagne sera faite au Sénat et à la Chambre des députés avant le 1er avril 1918;

Les dérogations prévues ci-dessus sont exceptionnelles et ne concernent que l'exercice 1915.

Cet article, introduit par la Chambre, sur la proposition de sa commission du budget, proroge en ce qui concerne l'exercice 1915 les dates prévues par les articles 6 et 7 de la loi du 25 janvier 1889 et 21 de la loi du 14 avril 1896 pour la présentation du projet de loi de règlement définitif du budget et la production des comptes des ministres, la remise par la cour des comptes au ministre des finances de la déclaration générale de conformité, la distribution de cette déclaration avec le rapport qui l'accompagne au Sénat et à la Chambre des députés. Cette mesure, rendue nécessaire par la modification des dates de clôture de l'exercice 1915 pour l'exécution des services de la guerre et de la marine, est identique à celle qui a été prise par l'article 2 de la loi du 29 mars 1915 en ce qui concerne l'exercice 1914.

Art. 12.

Les opérations comptables intéressant le protectorat du Maroc seront, à partir de l'exer-

cice financier 1916-1917, soumises à la cour des comptes.

Cet article, introduit également par la Chambre sur la proposition de sa commission du budget, soumet au contrôle juridictionnel de la cour des comptes les opérations des comptables du protectorat du Maroc.

Seules, jusqu'ici, les dépenses militaires effectuées au Maroc par le ministère de la guerre sont assujetties à ce contrôle, parce qu'elles sont matériellement comprises dans la comptabilité des payeurs d'armée.

Or, l'article 4 de la loi du 16 mars 1914, autorisant le gouvernement du Maroc à contracter un emprunt de 170,250,000 fr., a disposé que le payement de l'annuité nécessaire pour assurer le service des intérêts et l'amortissement dudit emprunt sera garanti par le Gouvernement de la République française.

D'autre part, si le budget du protectorat du Maroc se trouvait en déficit, le budget français devrait fatalement lui venir en aide.

L'Etat est donc intéressé au premier chef à la bonne exécution des services financiers du protectorat marocain et il paraît nécessaire d'édicter sans plus tarder pour le budget de ce protectorat une disposition semblable à celle qui a été insérée, en ce qui concerne la Tunisie, dans l'article 59 de la loi de finances du 22 avril 1905.

Article 13.

Par dérogation aux dispositions de l'article 32 de la loi de finances du 30 mai 1899, à partir de la promulgation de la présente loi et jusqu'à la fin des hostilités, les suppléants des juges de paix, chargés de l'intérim, quelle qu'en soit la cause, et notamment en cas de décès ou de démission du titulaire, ne recevront aucune autre rémunération que celle fixée par le décret du 16 avril 1915, en exécution de la loi du 6 avril 1915, et dans les conditions d'attribution déterminées par ces textes.

Cette disposition, due à l'initiative de la commission du budget, a pour objet de faire cesser la différence de situation créée actuellement aux suppléants des juges de paix, selon que leur intérim est causé par le décès ou par la mobilisation du titulaire.

Aux termes de la loi du 31 mai 1899, le suppléant remplaçant un juge de paix décédé a droit à l'intégralité du traitement du titulaire, tandis que si le titulaire est mobilisé, la loi du 6 avril 1915 et le décret du 16 avril suivant permettent seulement de lui accorder, dans les limites des crédits disponibles au chapitre du budget des services judiciaires, relatif aux justices de paix, une rémunération variable selon la classe. Cette disparité ne se justifie pas et l'article proposé a pour but de la faire cesser.

Article 14.

Sont autorisées, à dater du 31 décembre 1915, la cession gratuite au service du couchage et la prise en charge dans les comptes-matières de ce service du matériel de couchage auxiliaire inventorié dans les comptes-matières du service de l'habillement et du campement.

Cet article a pour objet d'autoriser le transport du matériel de couchage auxiliaire des comptes du service de l'habillement et du campement à ceux du service du couchage.

Jusqu'à présent le matériel du service de couchage auxiliaire a été inventorié dans les comptes du service de l'habillement et du campement.

Avant la mobilisation, les dépenses d'entretien de ce matériel étaient couvertes au moyen du produit des loyers que les corps de troupe payaient sur les fonds de leurs masses de couchage. Celles-ci ayant cessé, comme toutes les masses, de fonctionner à partir de la mobilisation, les dépenses dont il s'agit sont supportées par l'Etat et elles ont été imputées tantôt aux crédits de l'habillement et du campement, tantôt à ceux du couchage.

Or, le matériel de couchage auxiliaire est utilisé indistinctement et conjointement avec le matériel normal appartenant aux masses et entretenu actuellement, comme en temps de paix, sur les crédits du service du couchage.

Dans ces conditions, il y a intérêt à réunir dans un même chapitre, celui du couchage, les crédits relatifs aux deux catégories de matériel et à transférer, des comptes du service de l'habillement et du campement à ceux du service du couchage, le matériel du couchage auxiliaire. L'article 13 du décret du 26 décembre 1902 sur la comptabilité des matières appartenant au département de la guerre disposant que les cessions d'un service à un autre sont faites à titre gratuit, quand elles sont motivées par des changements d'attribution dans les services, la disposition proposée prévoit la cession gratuite du matériel dont il s'agit.

Article 15.

Le premier paragraphe de l'article 119 de la loi de finances du 13 juillet 1911 est modifié ainsi qu'il suit :

« L'emploi du crédit ouvert au ministre du travail et de la prévoyance sociale pour subventions aux bureaux publics de placement sera réglé par un décret contresigné par le ministre du travail et de la prévoyance sociale et par le ministre des finances.

Il n'est actuellement possible, au moyen des crédits inscrits à cet effet au budget du ministère du travail, de subventionner que les bureaux de placement municipaux, à l'exclusion des bureaux embrassant à la fois plusieurs communes et qui doivent logiquement être placés sous l'autorité départementale.

Parmi ces derniers, on peut citer l'office de placement établi par le conseil général pour les communes du département de la Seine, qui constituera, à la fois, le bureau central de placement pour Paris et le bureau d'échange entre Paris et la banlieue.

Une pareille création s'imposait, car le bureau municipal, dans les communes voisines de la capitale, n'a guère de raison d'être, étant donné que les travailleurs résidant en banlieue sont en grand nombre occupés à Paris.

Pour permettre à cet office, ainsi qu'à toutes les autres organisations similaires qui peuvent être créées dans les départements, de bénéficier des avantages accordés aux bureaux municipaux de placement, il est nécessaire d'apporter une modification à l'article 119 de la loi de finances du 13 juillet 1911, qui a prévu l'emploi du crédit ouvert au budget pour subventions aux bureaux de placement. Cette modification consiste dans la substitution des mots « aux bureaux publics de placement » aux mots « aux bureaux municipaux de placement » dans le premier paragraphe de la disposition précitée. Le même changement de rédaction sera opéré dans le libellé du chapitre 21 du ministère du travail.

TITRE III

Moyens de service et dispositions annuelles.

Article 16.

Il est ouvert au ministre des finances, sur l'exercice 1916, pour l'inscription des pensions civiles liquidées par application de la loi du 9 juin 1853, un crédit supplémentaire de deux millions de francs en sus du produit des extinctions.

Le crédit supplémentaire ouvert par cet article, dû à l'initiative de la commission du budget, pour l'inscription de pensions civiles liquidées par application de la loi du 9 juin 1853, doit être uniquement affecté aux retraites des instituteurs et institutrices que leur état de fatigue met hors d'état de continuer leurs services dans des conditions suffisantes.

Article 17.

Il est ouvert au ministre de la guerre un crédit provisoire de 42 millions de francs pour l'inscription au Trésor public des pensions militaires de son département et des pensions militaires des troupes coloniales à liquider dans le courant du premier trimestre de 1916.

Le crédit de 42 millions de francs demandé pour l'inscription au Trésor public des pensions militaires du département de la guerre est supérieur de 33 millions à l'autorisation accordée pour l'ensemble de l'année 1914 et de 18 millions aux crédits alloués pour les quatre trimestres de 1915.

La statistique des pensions de toutes natures concédées pendant la période du 1er janvier au 1er octobre 1915 fait ressortir à 736 fr. le taux moyen de ces pensions. Il y a lieu de prévoir que ce taux sera plus élevé en 1916, en raison de ce que le nombre des pensions pour blessures et infirmités, ainsi que celui des pensions de veuves à taux exceptionnels, iront en augmentant ; il n'est pas exagéré de présumer un taux moyen de 800 fr.

Le département de la guerre escompte qu'au cours du premier trimestre de 1916 quatre mille projets de liquidation de pensions pourront être envoyés chaque semaine aux revisions réglementaires du ministère des finances et du conseil d'Etat, soit 52,000 projets pour le trimestre. En appliquant le taux moyen ci-dessus indiqué de 800 fr., on obtient une somme de 41,600,000 fr. ou de 42 millions en chiffres ronds.

Article 18.

Il est ouvert au ministre de la marine un crédit provisoire de 881,250 fr. pour l'inscription au Trésor public des pensions militaires de son département à liquider dans le courant du premier trimestre de 1916.

Article 19.

Il est ouvert au ministre des colonies un crédit provisoire de 91,000 fr. pour l'inscription au Trésor public des pensions militaires de son département à liquider dans le courant du premier trimestre de 1916.

Pour l'année 1915, les crédits d'inscription pour les pensions militaires de la marine et pour les pensions militaires du service colonial ont été respectivement de 3 millions 525,000 fr. et 325,000 fr., soit pour un trimestre 881,500 fr. et 81,500 fr.

Article 20.

Est fixé à 100,000,000 fr., pour le premier trimestre de 1916, le maximum du compte courant à ouvrir au Trésor pour les sommes non employées appartenant aux caisses d'assurances régies par la loi du 5 avril 1910 sur les retraites ouvrières et paysannes, et dont la gestion financière est confiée à la caisse des dépôts et consignations, en vertu de l'article 15 de ladite loi.

Le taux de l'intérêt servi par le Trésor sera le même que celui du compte courant de la caisse des dépôts et consignations.

Cet article a figuré dans toutes les lois de finances depuis 1912. Il n'appelle pas d'observations.

Article 21.

Le ministre de l'intérieur est autorisé à engager, pendant l'année 1916, dans les conditions déterminées par la loi du 12 mars 1880 et par le décret du 10 avril 1914, pour le programme vicinal de 1915, des subventions qui ne pourront excéder la somme de 10 millions de francs et qui seront imputables tant sur les crédits de l'exercice 1916 que sur les crédits à ouvrir ultérieurement.

Le maximum des subventions de l'espèce est le même que pour 1915 et pour 1914.

Article 22.

La valeur du matériel à délivrer aux services d'exécution de la marine pour emploi, pendant le premier trimestre de 1916 (crédits-matières), est fixée par chapitre conformément à l'état annexé à la présente loi.

Pour l'année 1915, la valeur du matériel à délivrer aux services d'exécution de la marine a été de 245,495,000 fr. Pour le premier trimestre de 1916, elle est de 58,800,000 fr., soit un peu moins du quart de cette somme.

Article 23.

Les travaux à exécuter, pendant le premier trimestre de 1916, soit par les compagnies de chemins de fer, soit par l'Etat, pour la continuation des lignes nouvelles en construction des grands réseaux concédés, ne pourront excéder le maximum de 6,350,000 fr.

Ce maximum de 6,350,000 fr. comprend les trois douzièmes mathématiques :

| | |
|---|---|
| 1° Du crédit 13 millions de francs inscrit au chapitre 103 (études et travaux de chemins de fer exécutés directement par l'Etat sur les réseaux du Midi et d'Orléans. Conventions approuvées par les lois du 20 novembre 1883)..... | 3.250.000 |
| 2° Du crédit 11 millions de francs inscrit au chapitre 109 (remboursement en capital du montant des travaux exécutés par les compagnies pour le compte de l'Etat)..... | 2.750.000 |
| 3° Du montant des travaux remboursables (en annuités) à exécuter par la compagnie d'Orléans, qui, étant donné le peu d'importance des travaux de lignes neuves qui lui incombent, ne demande pas le remboursement en capital de ses avances en travaux (prévision de la | |

compagnie pour ces avances en travaux de l'année entière : 1 million 350,000 fr.)..... 337.500

Total égal,..... 6.337.500

soit en chiffres ronds, 6,350,000 fr.

En temps normal, les articles similaires des lois de finances fixent le maximum annuel des dépenses des travaux de lignes neuves à exécuter conformément aux conventions de 1883 et aux conventions subséquentes :

Soit par l'Etat lui-même au moyen des avances en argent qui lui sont faites par les compagnies d'Orléans et du Midi (infrastructures des lignes neuves à voie normale de ces deux compagnies) ;

Soit par les compagnies elles-mêmes pour le compte de l'Etat (infra et superstructure des lignes neuves des réseaux de l'Est et du Paris-Lyon-Méditerranée, superstructure des lignes à voie normale des réseaux d'Orléans et du Midi, intra et superstructure des lignes à voie étroite de ces deux réseaux).

Les avances, soit en argent, soit en travaux, ainsi faites par les compagnies précitées à l'Etat leur sont remboursées par lui au moyen d'annuités.

Mais, depuis le début des hostilités, les compagnies d'Orléans et du Midi ont dû cesser leurs avances en argent et plusieurs compagnies ont demandé que leurs avances en travaux leur soient remboursées en capital au lieu de l'être en annuités. Cela tient aux difficultés qu'éprouvent les compagnies à réaliser des émissions suffisantes d'obligations.

Pour permettre de continuer les travaux des lignes nouvelles dans une certaine mesure, l'Etat a pris le parti :

1° De payer directement les travaux que ses ingénieurs exécutent sur les réseaux du Midi et d'Orléans (chapitre 108 précité);

2° De rembourser en capital, pendant le cours de l'année, les dépenses des travaux que les compagnies continuent à faire pour son compte (chapitre 109 précité).

La compagnie d'Orléans n'a pas cru toutefois devoir demander le remboursement en capital de ses avances en travaux faites en 1914, parce qu'il s'agit de dépenses relativement minimes. Elle a fait connaître qu'elle comptait agir de même en 1915.

Ainsi s'explique la décomposition susindiquée du maximum de 6,350,000 fr.

Ce maximum se confondra avec ceux qui seront fixés ultérieurement par les lois relatives aux crédits provisoires des autres trimestres de l'année 1916.

Article 24.

Le montant des travaux complémentaires de premier établissement (c'est-à-dire de ceux qui deviennent nécessaires postérieurement à la mise en exploitation des lignes) à exécuter en 1916, et dont le ministre des travaux publics pourra autoriser l'imputation au compte de ces travaux, est fixé, pour le premier trimestre de 1916, non compris le matériel roulant, à la somme de 18 millions de francs.

La somme de 18 millions de francs se répartit de la façon suivante entre les divers réseaux :

| | |
|---|---|
| Nord | 5.000.000 |
| Est | 3.000.000 |
| P.-L.-M | 4.500.000 |
| Orléans | 2.500.000 |
| Midi | 2.500.000 |
| Ceintures | 500.000 |
| Total égal | 18.000.000 |

Cette somme représente les trois douzièmes mathématiques des prévisions globales fournies par les compagnies pour les dépenses de travaux complémentaires pouvant être effectués pendant l'année 1916 entière, prévisions qui s'élèvent à 72 millons de francs en chiffre rond.

La somme de 18 millions constitue un maximum que les compagnies devront ne pas dépasser, mais qu'elles pourront ne pas atteindre. Ladite somme se confondra avec les maxima qui seront fixés ultérieurement par les lois relatives aux crédits provisoires des autres trimestres de l'année 1916.

Article 25.

Le montant des travaux complémentaires à effectuer sur le chemin de fer de Dakar à Saint Louis, à l'aide d'avances à faire par l'Etat dans les conditions de l'article 4 de la convention de concession du 30 octobre 1880, et dont le ministre des colonies pourra approuver les projets pendant le premier trimestre de 1916, sous la réserve de l'inscription au budget colonial des crédits nécessaires à l'exécution, ne pourra excéder le maximum de 50,000 fr.

En 1914, 200,000 fr. avaient été accordés pour l'année entière (loi du 15 juillet 1914 art. 95).

Article 26.

Toutes contributions directes et indirectes autres que celles qui sont autorisées par les lois en vigueur et par la présente loi, à quelque titre ou sous quelque dénomination qu'elles se perçoivent, sont formellement interdites à peine, contre les autorités qui les ordonneraient, contre les employés qui confectionneraient les rôles et tarifs et ceux qui en feraient le recouvrement d'être poursuivis comme concussionnaires, sans préjudice de l'action en répétition pendant trois années contre tous receveurs, percepteurs ou individus qui en auraient fait la perception.

Clause de style qui ne comporte pas d'observation.

En conséquence des explications qui précèdent et sous le bénéfice des observations présentées au cours de ce rapport, nous avons l'honneur de vous proposer d'adopter le projet de loi dont la teneur suit :

## PROJET DE LOI

### TITRE Ier

### Budget général et budgets annexes rattachés pour ordre au budget général.

#### § 1er. — *Crédits accordés.*

Article 1er. — Il est ouvert aux ministres, au titre du budget général de l'exercice 1916, des crédits provisoires s'élevant à la somme totale de 7,549,608,264 fr, et applicables au premier trimestre de 1916.

Art. 2. — Il est ouvert aux ministres, au titre des budgets annexes rattachés pour ordre aux budgets de leurs départements respectifs pour l'exercice 1916, des crédits provisoires s'élevant à la somme totale de 649,710,640 fr. et applicables au premier trimestre de 1916.

Art. 3. — Les crédits ouverts par les articles 1 et 2 ci-dessus seront répartis, par ministères et par chapitres, au moyen du décret du Président de la République.

#### § 2. — *Impôts et revenus autorisés.*

Art 4. — Est et demeure autorisée la perception des contributions directes et des taxes y assimilées établies pour l'exercice 1916 en vertu de la loi du 7 août 1915.

Art. 5. — La date à laquelle entreront en vigueur les dispositions des articles 5 à 24 de la loi de finances du 15 juillet 1914, relatives à l'établissement d'un impôt général sur le revenu, est reportée au 1er janvier 1917.

Art. 6. — La perception des impôts indirects et des produits et revenus publics continuera d'être opérée, pendant le premier trimestre de 1916, conformément aux lois en vigueur.

Continuera d'être faite pendant la même période, la perception, conformément aux lois existantes, des divers droits, produits et revenus, au profit des départements, des communes, des établissements publics et des communautés d'habitants dûment autorisées.

Continuera également d'être faite pendant la même période la perception, conformément aux lois existantes, des divers produits et revenus affectés aux budgets annexes rattachés pour ordre au budget général.

Art. 7. — Est autorisée l'approbation par décrets rendus en conseil d'Etat de la prorogation, jusqu'au 31 décembre 1916 inclusivement, des surtaxes d'octroi sur l'alcool qui expirent le 31 décembre 1915 et dont le maintien a été voté par les conseils municipaux.

Art. 8. — Sont autorisées, à titre provisoire, jusqu'au 31 décembre 1916 inclusivement, sauf vote contraire des conseils municipaux, quand il n'aura pu être statué dans les conditions prévues aux articles 137 et 139 de la loi du 5 avril 1884 ainsi qu'à l'article 7 de la présente loi.

1° La prorogation des surtaxes d'octroi sur l'alcool;

2° La prorogation des actes constitutifs de tout octroi arrivant à expiration le 31 décembre 1915, sous réserve des dispositions de l'article 17 de la loi de finances du 30 juillet 1913 et de l'article unique de la loi du 13 août 1913.

Art. 9. — Le ministre des finances est autorisé, pour subvenir, pendant le premier trimestre de 1916, aux dépenses de la deuxième section des budgets annexes des chemins de fer de l'Etat, à émettre, dans les conditions déterminées par l'article 44 de la loi de finances du 13 juillet 1911, des obligations amortissables dont le montant ne pourra excéder la somme de 5,044,000 fr. pour le réseau ancien des chemins de fer de l'Etat et celle de 64,653,675 fr. pour le réseau racheté de la compagnie de l'Ouest.

### TITRE II

### Dispositions spéciales.

Art. 10. — Pour l'exécution des services de la guerre et de la marine afférents à l'exercice 1915, les dates de clôture fixées par l'article 4 de la loi du 25 janvier 1889 aux 31 mars, 30 avril, 30 juin et 31 juillet sont reportées respectivement aux 31 juillet, 31 août, 30 novembre et 31 décembre.

Art. 11. — Il est apporté les dérogations ci-après aux dispositions des articles 6 et 7 de la loi du 25 janvier 1889 et 21 de la loi du 14 avril 1896 :

1° La présentation du projet de loi de règlement définitif du budget de l'exercice 1915 et la production des comptes des ministres à l'appui devront avoir lieu, au plus tard, le 31 mai 1917 ;

2° La déclaration générale de conformité relative au même exercice devra être remise par la cour des comptes au ministre des finances avant le 1er octobre 1917;

3° La distribution de cette déclaration avec le rapport qui l'accompagne sera faite au Sénat et à la Chambre des députés avant le 1er avril 1918.

Les dérogations prévues ci-dessus sont exceptionnelles et ne concernent que l'exercice 1915.

Art. 12. — Les opérations comptables intéressant le protectorat du Maroc seront, à partir de l'exercice financier 1916-1917, soumises à la cour des comptes.

Art. 13. — Par dérogation aux dispositions de l'article 32 de la loi de finances du 30 mai 1899, à partir de la promulgation de la présente loi et jusqu'à la fin des hostilités, les suppléants des juges de paix, chargés de l'intérim, quelle qu'en soit la cause, et notamment en cas de décès ou de démission du titulaire, ne recevront aucune autre rémunération que celle fixée par le décret du 16 avril 1915, en exécution de la loi du 6 avril 1915, et dans les conditions d'attribution déterminées par ces textes.

Art. 14. — Sont autorisés, à dater du 31 décembre 1915, la cession gratuite au service du couchage et la prise en charge dans les comptes-matières de ce service du matériel de couchage auxiliaire inventorié dans les comptes-matières du service de l'habillement et du campement.

Art. 15. — Le premier paragraphe de l'article 119 de la loi de finances du 13 juillet 1911 est modifié ainsi qu'il suit :

« L'emploi du crédit ouvert au ministre du travail et de la prévoyance sociale pour subventions aux bureaux publics de placement sera réglé par un décret contresigné par le ministre du travail et de la prévoyance sociale et par le ministre des finances. »

### TITRE III

### Moyens de service et dispositions annuelles.

Art. 16. — Il est ouvert au ministre des finances, sur l'exercice 1916, pour l'inscription des pensions civiles liquidées par application de la loi du 9 juin 1853, un crédit supplémentaire de 2 millions de francs, en sus du produit des extinctions.

Art. 17. — Il est ouvert au ministre de la guerre un crédit provisoire de 42 millions de francs pour l'inscription au Trésor public des pensions militaires de son département et des pensions militaires des troupes coloniales à liquider dans le courant du premier trimestre de 1916.

Art. 18. — Il est ouvert au ministre de la marine un crédit provisoire de 881.250 fr. pour l'inscription au Trésor public des pensions mi-

litaires de son département à liquider dans le courant du premier trimestre de 1916.

Art. 19. — Il est ouvert au ministre des colonies un crédit provisoire de 91,000 fr. pour l'inscription au Trésor public des pensions militaires de son département à liquider dans le courant du premier trimestre de 1916.

Art. 20. — Est fixé à 100 millions de francs, pour le premier trimestre de 1916, le maximum du compte courant à ouvrir au Trésor pour les sommes non employées appartenant aux caisses d'assurances régies par la loi du 5 avril 1910 sur les retraites ouvrières et paysannes, et dont la gestion financière est confiée à la caisse des dépôts et consignations, en vertu de l'article 15 de ladite loi.

Le taux de l'intérêt servi par le Trésor sera le même que celui du compte courant de la caisse des dépôts et consignations.

Art. 21. — Le ministre de l'intérieur est autorisé à engager, pendant l'année 1916, dans les conditions déterminées par la loi du 12 mars 1880 et par le décret du 10 avril 1914, pour le programme vicinal de 1916, des subventions qui ne pourront excéder la somme de 10 millions de francs et qui seront imputables tant sur les crédits de l'exercice 1916 que sur les crédits à ouvrir ultérieurement.

Art. 22. — La valeur du matériel à délivrer aux services d'exécution de la marine pour emploi, pendant le premier trimestre de 1916 (crédits-matières), est fixée par chapitre conformément à l'état annexé à la présente loi.

Art. 23. — Les travaux à exécuter, pendant le premier trimestre de 1916, soit par les compagnies de chemins de fer, soit par l'Etat, pour la continuation des lignes nouvelles en construction des grands réseaux concédés, ne pourront excéder le maximum de 6,350,000 fr.

Art. 24. — Le montant des travaux complémentaires de premier établissement (c'est-à-dire de ceux qui deviennent nécessaires postérieurement à la mise en exploitation des lignes) à exécuter en 1916 et dont le ministre des travaux publics pourra autoriser l'imputation au compte de ces travaux est fixé, pour le premier trimestre de 1916, non compris le matériel roulant, à la somme de 18 millions de francs.

Art. 25. — Le montant des travaux complémentaires à effectuer sur le chemin de fer de Dakar à Saint-Louis, à l'aide d'avances à faire par l'Etat dans les conditions de l'article 4 de la convention de concession du 29 octobre 1880, et dont le ministre des colonies pourra approuver les projets pendant le premier trimestre de 1916, sous la réserve de l'inscription au budget colonial des crédits nécessaires à l'exécution, ne pourra excéder le maximum de 50,000 fr.

Art. 26. — Toutes contributions directes et indirectes autres que celles qui sont autorisées par les lois en vigueur et par la présente loi, à quelque titre ou sous quelque dénomination qu'elles se perçoivent, sont formellement interdites à peine, contre les autorités qui les ordonneraient, contre les employés qui confectionneraient les rôles et tarifs et ceux qui en feraient le recouvrement, d'être poursuivis comme concussionnaires, sans préjudice de l'action en répétition pendant trois années contre tous receveurs, percepteurs ou individus qui en auraient la perception.

*État indiquant la valeur du matériel à délivrer aux services d'exécution du département de la marine pendant le premier trimestre de 1916.* (Crédits-matières.)

| NUMÉROS des chapitres. | DÉSIGNATION DES CHAPITRES | RÉPARTITION |
|---|---|---|
| | | francs. |
| | *Intendance.* | |
| I | Service des subsistances. — Matières..... | 5.000.000 |
| II | Service de l'habillement et du casernement. — Matières..... | 2.125.000 |
| III | Service des approvisionnements de la flotte. — Matières..... | 10.500.000 |
| IV | Service des approvisionnements de la flotte. — Gros outillage..... | 25.000 |
| | *Santé.* | |
| V | Service de santé. — Matières..... | 1.500.000 |
| V *bis.* | Service de santé. — Constructions neuves..... | 12.000 |
| | *Constructions navales.* | |
| VI | Constructions navales. — Service général, y compris les dépenses indivises. — Matières... | 3.250.000 |
| VII | Constructions navales. — Entretien et réparations de la flotte construite et matériel flottant des mouvements du port. — Matières... | 5.000.000 |
| VIII | Constructions navales. — Constructions neuves. — Matières..... | 7.500.000 |
| VIII *bis.* | Constructions navales. — Constructions neuves et approvisionnements. — Torpilles et mines. | 1.750.000 |
| IX | Constructions navales. — Gros outillage. — Achats et installations nouvelles. — Transformations d'ateliers et de chantiers..... | 2.375.000 |
| | *Artillerie.* | |
| X | Artillerie navale. — Service général, y compris les dépenses indivises. — Matières..... | 1.250.000 |
| XI | Artillerie navale. — Réfections, améliorations. — Entretien et écoles à feu. — Matières..... | 7.500.000 |
| XII | Artillerie navale. — Constructions neuves. — Matières..... | 10.000.000 |
| XIII | Artillerie navale. — Gros outillage. — Achats et installations nouvelles. — Transformations d'ateliers et de chantiers..... | 625.000 |
| | *Travaux hydrauliques.* | |
| XIV | Service des travaux hydrauliques. — Entretien..... | 125.000 |
| XV | Ouvrages maritimes. — Immeubles d'intérêt militaire et général. — Travaux neufs et grandes améliorations..... | 63.000 |
| XVI | Travaux extraordinaires des ports de guerre et des bases d'opérations de la flotte..... | 200.000 |
| | Total..... | 58.800.000 |

## ANNEXE N° 458

(Session ord. — Séance du 22 décembre 1915.)

RAPPORT fait au nom de la commission des finances, chargée d'examiner la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à autoriser, à l'occasion de Noël 1915 et du 1er janvier 1916, l'envoi gratuit par poste, à destination de tous les militaires et marins présents dans la zone des armées en France, aux colonies, dans les pays de protectorat et à l'étranger, d'un paquet du poids maximum d'un kilogramme, par M. Emile Dupont, sénateur (1). — Urgence déclarée.

Messieurs, la Chambre des députés a adopté, hier, cette proposition de loi relative à l'envoi gratuit de colis postaux aux militaires de l'avant et nous l'a fait parvenir immédiatement. M. le ministre du commerce nous a dit, d'autre part, qu'il est nécessaire qu'elle soit votée aujourd'hui même par le Sénat, si l'on veut que son exécution soit assurée. Dans le cas contraire, en raison du nombre considérable de colis qui sont prévus et du nombreux personnel qui devra être employé à ces envois, il ne pouvait promettre de faire exécuter la loi en temps voulu. C'est pourquoi, en priant le Sénat de vouloir bien procéder immédiatement à la discussion de cette proposition de loi, je ne lui soumettrai qu'un rapport verbal ; il ne m'a pas été possible, en aussi peu de minutes, de préparer un texte écrit. Telle n'est pas l'habitude, vous le savez, des rapporteurs de la commission des finances, mais nous sommes malheureusement quelque peu habitués à être enserrés entre le vote de la Chambre et le besoin d'exécuter immédiatement la mesure proposée.

La proposition de loi a pour objet d'étendre pendant la période de Noël et du jour de l'an, la mesure que vous avez votée bienveillamment, le 22 juin dernier, en faveur des familles nombreuses et des familles nécessiteuses et de permettre l'envoi gratuit de paquets d'un kilogramme à tous les soldats actuellement sous les drapeaux aux armées et non pas à l'intérieur.

M. le ministre du commerce, désireux d'étendre cette mesure, avait songé à demander l'autorisation d'envois de colis postaux de 10 kilogr. à tous les soldats, mais les compagnies de chemins de fer s'y sont opposées en déclarant qu'elles ne pourraient pas en assurer le transport. Aussi, d'accord avec la commission des postes de la Chambre des députés, M. le ministre a-t-il accepté une proposition de loi tendant à autoriser la gratuité de l'envoi d'un colis d'un kilogramme par toutes les familles à tous les soldats actuellement aux armées. Le nombre des colis qui doivent être ainsi envoyés est estimé de 250,000 à 300,000 colis par jour, soit pour treize jours environ 3 millions de colis supplémentaires.

M. le ministre du commerce et des postes a pris ses dispositions pour assurer l'envoi de ces colis ; d'autre part, nous serons tous d'accord pour remercier d'avance le personnel des postes de la bonne volonté qu'il mettra à assurer l'exécution de la loi.

Dans ces conditions, le Sénat sera unanime pour voter une proposition de loi qui montrera à nos soldats, qui ne marchandent ni leur courage, ni leur santé depuis dix-sept mois qu'ils sont dans les tranchées, son désir de leur apporter à cette époque des traditions familiales le réconfort du foyer, et qui leur prouvera, une fois de plus, que nous pensons toujours à eux.

### PROPOSITION DE LOI

Art. 1er. — Pendant la période du 25 décembre 1915 au 6 janvier 1916 inclus, le public sera admis à envoyer gratuitement, par la poste, à destination de tous les militaires et marins

(1) Voir les nos 457, Sénat, année 1915, et 1584-1596, et in-8° n° 328. — 11e législ. — de la Chambre des députés.

présents dans la zone des armées en France, aux colonies, dans les pays de protectorat et à l'étranger, un paquet du poids maximum d'un kilogramme.

Art. 2. — Un décret déterminera les conditions d'application de la présente loi.

## ANNEXE N° 460 (*rectifié*)

(Session ord. — Séance du 22 décembre 1915.)

RAPPORT fait au nom de la commission des finances chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ouverture d'un crédit additionnel aux crédits provisoires de l'exercice 1915 pour le remboursement des redevances dues au prince de Monaco, par M. Gustave Lhopiteau, sénateur (1).

**Texte rectifié**

(24 décembre 1915.)

PROJET DE LOI

PORTANT OUVERTURE D'UN CRÉDIT AU TITRE DU BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1915 POUR LE REMBOURSEMENT DES REDEVANCES DUES AU PRINCE DE MONACO.

*Article unique.* — Il est ouvert, au ministre des finances, au titre du budget général de l'exercice 1915, un crédit supplémentaire de 835,582 fr. 62 applicable au chapitre 127 du budget de son ministère : « Remboursements sur produits indirects et divers ».

Il sera pourvu au crédit ci-dessus au moyen des ressources du budget général de l'exercice 1915.

## ANNEXE N° 462 (*rectifié*)

(Session ord. — Séance du 22 décembre 1915.)

RAPPORT fait au nom de la commission des finances chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ouverture de crédits additionnels aux crédits provisoires de l'exercice 1915 pour les dépenses d'installation et de fonctionnement de quatre sous-secrétariats d'Etat au ministère de la guerre, par M. Milliès-Lacroix, sénateur (2). — Texte rectifié (29 décembre 1915).

PROJET DE LOI

*Article unique.* — Il est ouvert au ministre de la guerre, pour les dépenses du budget général de l'exercice 1915, des crédits supplémentaires s'élevant à la somme totale de 10,400 fr. et applicables aux chapitres ci-après du budget de son ministère :

| | |
|---|---|
| Chap. 1er. — Traitement du ministre, des sous-secrétaires d'Etat et du secrétaire général. — Personnel militaire de l'administration centrale | 7.430 |
| Chap. 2. — Personnel civil de l'administration centrale | 2.970 |
| Total général | 10.400 |

Il sera pourvu aux crédits ci-dessus au moyen des ressources du budget général de l'exercice 1915.

## ANNEXE N° 464

(Session ord. — Séance du 22 décembre 1915.)

RAPPORT fait au nom de la commission chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet la régularisation : 1° du décret du 29 septembre 1914, relatif aux sociétés allemandes, autrichiennes et hongroises d'assurances contre les accidents du travail et d'assurances sur la vie; 2° du décret du 18 novembre 1914, relatif à la situation, au regard de la loi des retraites ouvrières et paysannes, des assurés mobilisés, par M. Victor Lourties, sénateur (1).

Messieurs, la Chambre des députés a adopté, dans sa séance du 4 mars 1915, un projet de loi ayant pour objet de sanctionner le décret du 18 novembre 1914 qui décidait que la durée pendant laquelle les assurés de la loi des retraites ouvrières et paysannes auront été mobilisés entrerait en ligne de compte pour la détermination du montant de l'allocation viagère à la charge de l'Etat, prévue à l'article 4, paragraphe 4 de la loi du 5 avril 1911.

L'attention du Gouvernement avait été appelée avec raison, dès les premiers jours de la mobilisation, sur la situation d'un grand nombre d'assurés de la loi des retraites qui, appelés sous les drapeaux, se trouvaient dans l'impossibilité d'effectuer les versements prévus par la loi.

Comme l'attribution des allocations de l'Etat est subordonnée à un certain nombre d'années de versements — 30 pour les assurés âgés de moins de 30 ans au 3 juillet 1911 et, pour les assurés de la période transitoire, à un nombre d'années de versements égal au nombre d'années écoulées depuis le 3 juillet 1911 jusqu'à leur soixantième année — il était à craindre, pour les assurés appelés sous les drapeaux que l'interruption forcée de versements ne provoquât une réduction ou même, pour certains, la suppression totale de l'allocation de l'Etat.

Or, la loi n'avait pas prévu cette situation. Elle se bornait à décider (art. 4, § 4) que les deux années de service militaire obligatoire entreraient en ligne de compte pour la détermination du montant de l'allocation viagère lors de la liquidation de la pension.

Les termes précis de ce texte ne permettant pas d'en faire l'application aux assurés rappelés sous les drapeaux par l'ordre de mobilisation le décret du 18 novembre 1914 étendit aux assurés mobilisés la mesure prévue par la loi en faveur des assurés effectuant leur période normale de service militaire.

Rien de plus rationel et de plus équitable, les premiers, comme les seconds, se trouvant, par suite de la privation de leur salaire, hors d'état de continuer leurs versements antérieurs. On peut même dire, comme le fait justement observer l'exposé des motifs, que les raisons qui ont fait bénéficier d'une faveur particulière les assurés pendant la durée de leur service militaire doivent s'appliquer plus impérieusement encore en cas de guerre.

La Chambre des députés a pensé qu'il importait de ne laisser exister aucune incertitude sur la situation d'assurés de la loi des retraites qui méritent toute la bienveillance des pouvoirs publics.

Nous demandons au Sénat de ratifier le vote qu'elle a émis en adoptant le projet de loi portant ratification du décret du 18 novembre 1914, ainsi conçu :

PROJET DE LOI

*Article unique.* — Est sanctionné le décret du 18 novembre 1914, relatif à la situation au regard de la loi des retraites ouvrières et paysannes des assurés mobilisés.

## ANNEXE N° 469

(Session ord. — Séance du 22 décembre 1915.)

RAPPORT fait au nom de la commission des finances chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ouverture de crédits additionnels aux crédits provisoires de l'exercice 1915 et annulation de crédits sur le même exercice, par suite de la nomination de ministres d'Etat et de création et de suppression de sous-secrétariats d'Etat, par M. Milliès-Lacroix, sénateur (2).

Messieurs, à la date du 16 septembre 1915, le Gouvernement déposait à la Chambre des députés un projet de loi, n° 1248, portant ouverture au budget au ministère de la guerre de crédits additionnels aux crédits provisoires de l'exercice 1915, au nombre desquels figurait un crédit de 205,000 fr., destiné à assurer les dépenses d'installation des trois sous-secrétariats d'Etat de l'artillerie, de l'intendance et du service de santé. Sur le rapport de la commission du budget, la Chambre des députés a confondu ces crédits avec ceux, 65,300 francs, qui ont fait l'objet du projet de loi n° 1484 déposé le 25 novembre 1915 et qui sont destinés à l'installation et au fonctionnement du sous-secrétariat d'Etat de l'aéronautique militaire. La Chambre a ainsi voté un crédit unique de 270,300 fr. (205,000 + 65,300), en un seul projet de loi.

Avant de proposer à la Chambre le vote de ce crédit, la commission du budget a cru devoir, par l'organe de son rapporteur général, présenter des critiques d'ordre général auxquelles la commission des finances tient à s'associer.

« Toutes les fois, lisons nous dans le rapport de l'honorable M. Raoul Péret (1), que le Gouvernement a décidé la création d'un sous-secrétariat d'Etat, il la réalise avant de demander les crédits nécessaires à son fonctionnement; cela est admis et, depuis longtemps, les Chambres s'inclinant devant le fait accompli. Mais une habitude regrettable s'est introduite : au lieu de demander dans un projet unique les divers crédits qu'exigent les nouveaux services, le Gouvernement dépose un premier projet qui n'a trait qu'aux dépenses de personnel, dont le chiffre est relativement peu élevé; puis, ultérieurement, il saisit la Chambre d'un autre projet qui comprend toutes les dépenses d'installation, de matériel et d'aménagement de locaux, dépenses dont le chiffre, comme on vient de le voir, est parfois très important... Ces errements sont condamnables et, puisque, aussi bien, le dépôt du projet relatif aux crédits concernant le personnel suit toujours d'assez loin la création même du sous-secrétariat, il serait bien préférable de comprendre dans un même projet toutes les dépenses qui sont la conséquence de cette création, afin que les Chambres puissent se rendre compte de la dépense totale qu'elle entraîne. »

A ces observations nous ajouterons que si l'on peut admettre, conformément à la tradition, que les Chambres ne soient appelées à voter les crédits destinés à assurer les traitements des sous-secrétaires d'Etat qu'après leur nomination par décret, il est regrettable que l'on attende, pour leur présenter les crédits de matériel, que les dépenses d'installation aient été engagées et faites, comme c'est ici le cas. C'est là un procédé fâcheux qui place le Parlement devant un fait accompli et ne lui permet pas de se prononcer en toute liberté. Les ministres ou les sous-secrétaires d'Etat abusent de cette situation. Convaincus que, la politique aidant, on ne leur refusera pas un bill d'indemnité, ils en profitent pour engager des dépenses, parfois superflues, que les commissions financières n'auraient pas manqué de réduire si elles avaient été préalablement consultées.

Les dépenses d'installation des quatre sous-secrétariats d'Etat de la guerre sont un exemple des libertés qu'on a l'habitude de prendre, à cet égard, vis-à-vis du Parlement.

C'est pourquoi, après avoir protesté contre la persistance de ces errements, nous proposerons au Sénat de sanctionner notre protestation.

Dans notre rapport, n° 387, sur ces crédits de personnel des sous-secrétariats d'Etat de l'artillerie, de l'intendance et du service de santé, nous avions évalué comme suit les dépenses d'installation et de fonctionnement qui leur étaient spéciales :

*a) Dépenses de première mise.*

| | |
|---|---|
| Sous-secrétariat d'Etat de l'artillerie. | 106.445 |
| Sous-secrétariat d'Etat de l'intendance | 20.000 |
| Sous-secrétariat d'Etat du service de santé | 20.000 |
| Déménagement de la direction du contentieux et son emménagement à Penthémont | 93.500 |
| Total | 239.945 |

(1) Voir les nos 437-460, Sénat, année 1915, et 781-1001 et in-8° n° 309 — 11e législ. — de la Chambre des députés.

(2) (Voir les nos 435-462, Sénat, année 1915, et 1248-1426-1484-1517 et in-8° n° 321 — 11e législ. de la Chambre des députés.)

(1) Voir les nos 77, Sénat, année 1915, et 443-501 et in 8° n° 127. — 11e législ. — de la Chambre des députés.

(2) Voir les nos 417-449, Sénat, année 1915, et 1263-1426-1483-1517, et in-8° n° 307 — 11e législ. — de la Chambre des députés.

(1) Chambre des députés, 11e législ., session de 1915, n° 1517.

*b) Dépenses annuelles.*

| | |
|---|---|
| Sous-secrétariat d'Etat de l'artillerie. | 90.000 |
| Sous-secrétariat d'Etat de l'intendance | 5.000 |
| Sous-secrétariat d'Etat du service de santé | 5.000 |
| Dépenses résultant de l'installation de la direction du contentieux à Penthémont | 49.000 |
| Total | 149.000 |

Dans notre rapport sur les crédits de personnel du sous-secrétariat d'Etat de l'aéronautique militaire, nous avons évalué, d'après les indications que nous a fournies l'administration de la guerre, les dépenses d'installation et de fonctionnement de ce sous-secrétariat d'Etat à 45,000 fr. pour les dépenses de première mise, à 81,000 fr. pour les dépenses annuelles.

Les dépenses de fonctionnement à imputer au budget de l'exercice de 1915 ne doivent comprendre que celles qui sont afférentes à la période de ce fonctionnement, soit : pour le sous-secrétariat d'Etat de l'artillerie, du 18 mai au 31 décembre 1915 ; pour le sous-secrétariat d'Etat de l'intendance et du service de santé, du 1er juillet au 31 décembre 1915 ; pour le sous-secrétariat d'Etat de l'aéronautique militaire, du 14 septembre au 31 décembre 1915.

D'autre part, une partie de ces dépenses ayant pu être imputées sur les crédits provisoires déjà ouverts au titre du premier semestre et des troisième et quatrième trimestres, il ne s'agit aujourd'hui que de voter des crédits supplémentaires destinés à parer à l'insuffisance du chapitre 3 (matériel de l'administration centrale). Cette explication était nécessaire pour justifier la non-concordance entre les évaluations ci-dessus et les crédits demandés.

Le Gouvernement a justifié la demande de crédits relatifs aux sous-secrétariats d'Etat de l'artillerie, de l'intendance et des services de santé dans un tableau synoptique que nous reproduisons ci-après :

| DÉSIGNATION | PRÉVISIONS de dépenses totales. | RÉPARTITION de ces dépenses. Partie comprise dans le crédit additionnel du projet de loi n° 1248. | RÉPARTITION de ces dépenses. Partie comprise dans les crédits provisoires du 4e trimestre. | OBSERVATIONS |
|---|---|---|---|---|
| Dépenses d'installations et de première mise : | | | | |
| Installation du sous-secrétariat d'Etat de l'artillerie. Claridge-Hotel | 90.000 | 90.000 | » | 36.000f pour menuiserie, installations de casiers.<br>8.000 pour appareils d'éclairage.<br>28.000 pour ameublement de 140 pièces à 200 fr. en moyenne (sur les 240 pièces que comprend l'hôtel, une partie est meublée au moyen de mobilier mis à la disposition par l'administration de l'hôtel et de meubles provenant des locaux occupés au ministère par l'ancienne direction de l'artillerie).<br>16.000 pour reconstituer dans les bureaux abandonnés au ministère par la direction de l'artillerie le mobilier nécessaire aux services auxquels ces bureaux ont été affectés.<br>2.000 pour pose de sonneries électriques. |
| Installation des deux autres sous-secrétaires d'Etat au ministère | 50.000 | 50.000 | » | 9.000 pour aménagement de locaux.<br>41.000 pour ameublement. |
| Machines à écrire, appareils à reproduire l'écriture, fournitures diverses à titre de première mise | 24.000 | 24.000 | » | » Conséquence de l'augmentation considérable du personnel affecté aux divers services des sous-secrétariats d'Etat. |
| Frais généraux supplémentaires résultant de l'organisation : | | | | (*a*) Cette prévision totale se décompose comme suit : |
| Du sous-secrétariat d'Etat de l'artillerie à Claridge-Hôtel | (*a*) 90.000 | 36.000 | 54.000 | 27.000f pour entretien ou remplacement des machines à écrire, des fournitures de bureau, des appareils à reproduire l'écriture, etc.<br>300 pour abonnement aux journaux et achats de livres.<br>41.000 pour le chauffage et l'éclairage.<br>7.000 pour entretien des chaudières, moteurs.<br>2.000 pour entretien du mobilier, frais de timbres-poste, de télégrammes.<br>12.700 pour abonnements et communications téléphoniques et dépenses imprévues. |
| Des deux autres sous-secrétariats d'Etat au ministère | 10.000 | 5.000 | 5.000 | » Répercussion, pour les frais généraux de même nature que ceux indiqués ci-dessus du développement des services organisés en sous-secrétariats d'Etat. |
| Totaux | 264.000 | 205.000 | 59.000 | |

Quant aux crédits relatifs au sous-secrétariat de l'aéronautique, l'administration les décompose comme suit :

| SERVICES | DÉPENSES de première mise. | DÉPENSES de fonctionnement (4e trimestre 1915). |
|---|---|---|
| Fournitures de bureau | 2.500 » | 3.000 » |
| Journaux et livres | » | 200 » |
| Chauffage | » | 7.000 » |
| Eclairage | 4.500 » | 1.000 » |
| Mobilier | 32.000 » | 500 » |
| Dépenses diverses : | | |
| Timbres-poste | 100 » | |
| Communications téléphoniques interurbaines | 1.000 » | |
| Total | 1.100 » | » 1.100 » |
| Abonnements téléphoniques | » | 1.500 » |
| Travaux d'installation : | | |
| Peinture, menuiserie, téléphones, sonneries, etc | 6.000 » | » |
| Loyer (ensemble avec le 1er étage du n° 282) | » | 6.000 » |
| Totaux | 45.000 » | 20.300 » |
| Total pour 1915 | 65.300 » | |

*Sous-secrétariat d'Etat de l'artillerie.* — Nous avons depuis formulé sur l'installation de ce sous-secrétariat d'Etat au « Claridge's hotel », soit à la tribune, soit dans notre rapport n° 387, des critiques sur lesquelles nous ne reviendrons pas.

De son côté, la commission du budget de la Chambre, par l'organe de son rapporteur général, a présenté des observations auxquelles nous nous associons pleinement. Après avoir fait des réserves sur la location du « Claridge's hotel » moyennant le prix annuel de 1 fr., l'honorable M. Raoul Péret a ajouté :

« Les critiques nécessaires ont été formulées sur ces différents points au sein de la commission. Celle-ci, d'autre part, juge regrettable que des meubles en très grand nombre, appartenant à la compagnie des Claridge's Hotels, aient été placés dans les locaux occupés par le sous-secrétariat ; ces meubles doivent être restitués, à l'expiration du bail, à l'état de neuf, les abus de jouissance restant à la charge du ministère de la guerre et, comme il n'a pas été dressé d'état estimatif, le ministère pourra, le jour où l'occupation prendra fin, se trouver en face de réclamations importantes.

« Il est souhaitable que, par un nouvel accord, qui pourrait fournir l'occasion de reviser certaines clauses du bail, le sous-secrétariat restitue à la compagnie des Claridge's Hotels les meubles ainsi laissés à sa disposition.

« Enfin, le fait qu'un des locataires précédents continuait à habiter plusieurs pièces de l'hôtel a amené la commission à réclamer des

précisions sur les mesures prises pour empêcher toute espèce de communication entre les appartements de ce locataire et les locaux occupés par le sous-secrétariat. M. Albert Thomas nous a fait connaître, à la date du 2 décembre, que le service intérieur venait d'être chargé de prendre toutes les dispositions nécessaires pour isoler complètement de ces locaux les huit pièces attribuées au directeur du Claridge's Hotel et à son personnel. En outre, le commandant du quartier général du ministère a donné des consignes très sévères aux gardes et hommes de ronde en vue de la surveillance rigoureuse de ces personnes dont les entrées et sorties ne peuvent en partie échapper à l'attention des services du contrôle. M. le sous-secrétaire d'État ajoute : « J'ai, dans un rappot à M. le ministre de la guerre, signalé les inconvénients que continue de présenter, malgré ces garanties certaines, la présence, dans les locaux du sous-secrétariat d'Etat, de personnes étrangères à l'administration.

La commission du budget avait pris acte des assurances données par l'administration de la guerre et avait insisté très fermement pour que les inconvénients signalés prissent fin le plus tôt possible.

Nous avons eu, quand à nous, l'occasion de constater, non sans grande surprise, que le personnel administratif du « Claridge's Hotel », qui occupait un certain nombre de pièces dans l'hôtel, avait familièrement libre accès dans les bureaux du sous-secrétariat d'Etat. Nous appelons sur ce fait toute l'attention de M. le ministre de la guerre.

*Sous-secrétariat d'Etat de l'intendance.* — M. le sous-secrétaire d'Etat de l'intendance a pris possession des locaux antérieurement occupés par la direction de ce service. Nous nous bornerons à signaler qu'il aurait pu s'abstenir des travaux de décoration et d'ameublement qui ont été exécutés dans le cabinet de l'ancien directeur. En temps de guerre, il n'y a aucune nécessité à accuser le changement hiérarchique qui s'opère dans la transformation d'une direction du sous-secrétariat d'Etat par une modification de l'ameublement.

*Sous-secrétariat d'Etat du service de santé.* — M. le sous-secrétaire d'Etat de ce service a, tout d'abord, pris possession des locaux abandonnés par la direction du contentieux et que M. le sous-secrétaire d'Etat de l'artillerie, au début de son installation, avait fait décorer et meubler assez luxueusement. Puis l'honorable M. Justin Godart, dont les services se sont enflés dans des conditions que nous avons indiquées dans notre rapport n° 387, s'est trouvé à l'étroit dans l'hôtel du ministère de la guerre et il a installé l'inspecteur général du matériel, l'inspecteur permanent de l'hygiène des troupes, le comité consultatif de santé, etc., dans une partie de l'immeuble sis au n° 282 du boulevard Saint-Germain, qu'il partage avec M. le sous-secrétaire d'Etat de l'aéronautique militaire.

Nous pensons qu'on aurait pu disposer pour le service de santé des locaux restés disponibles par la suppression de la direction générale des services et du matériel et de la direction générale du ravitaillement et du secrétariat général. Il en fût résulté une réelle économie.

*Sous-secrétariat d'Etat de l'aéronautique militaire.* — M. le général directeur de l'aéronautique occupait dans l'hôtel du ministère des locaux modestes, sans doute, mais qui auraient dû suffire à un sous-secrétaire d'Etat, il n'était pas nécessaire, pour la marche des services, de les installer dans un hôtel spécial. Cette installation a motivé l'achat d'un mobilier neuf, dont la dépense a été évaluée à 45,000 fr. Nous formons des vœux pour que cette évaluation ne soit pas dépassée. Dans le devis qui nous a été communiqué figure un ensemble de tapis dont le coût est de 16,680 fr. On aurait pu s'abstenir d'une partie de cette dépense.

Pour nous résumer, notre avis est que MM. les sous-secrétaires d'Etat auraient été bien inspirés en procédant plus modérément à leurs installations.

Autant le devoir commande de ne pas mesurer la dépense du matériel lorsqu'il s'agit de doter les armées du matériel de guerre qui lui est nécessaire en armement, munitions, habillement, campement, subsistances, matériel sanitaire, autant doit-on apporter la plus stricte économie dans les dépenses qui n'ont pas directement trait à la défense nationale.

Il appartenait à MM. les sous-secrétaires d'Etat de la guerre de donner l'exemple de cette économie.

Il est de notre devoir d'ajouter que, malgré la volonté exprimée par le Parlement, aucune réduction n'a été apportée à l'usage immodéré par les services ministériels des voitures automobiles militaires réquisitionnées.

Telles sont les observations qu'a suggérées à votre commission des finances l'examen des crédits relatifs à l'installation et au fonctionnement des quatre sous-secrétariats institués au département de la guerre. Pour les sanctionner, elle a l'honneur de vous proposer de réduire de 10,000 francs les crédits supplémentaires demandés au titre du chapitre 3 du budget de la guerre :

Crédits demandés par le Gouvernement 270,300 fr., crédits votés par la Chambre des députés 270,300 fr., crédits proposés par la commission des finances 260,300 fr.

En conséquence, nous avons l'honneur de proposer au Sénat d'adopter le projet de loi ci-après :

PROJET DE LOI

*Article unique.* — Il est ouvert au ministre de la guerre, sur l'exercice 1915, en addition aux crédits provisoires alloués par les lois des 26 décembre 1914, 29 juin et 23 septembre 1915 et par des lois spéciales, un crédit de 260,300 fr., applicable au chapitre 3 du budget de son ministère (matériel de l'administration centrale).

## ANNEXE N° 469 (*Rectifiée*)

(Session ord. — Séance du 22 décembre 1915.)

RAPPORT fait, au nom de la commission des finances chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ouverture de **crédits additionnels aux crédits provisoires** de l'exercice 1915 et **annulation de crédits** sur le même exercice, par suite de la nomination de **ministres d'Etat** et de création et de suppression de **sous-secrétariats d'Etat**, par M. Milliès-Lacroix, sénateur (1). Texte rectifié (28 décembre 1915).

PROJET DE LOI

*Article unique.* — Il est ouvert au ministre de la guerre, pour les dépenses du budget général de l'exercice 1915, un crédit supplémentaire de 260,300 fr. applicable au chapitre 3 du budget de son ministère (matériel de l'administration centrale).

Il sera pourvu au crédit ci-dessus au moyen des ressources du budget général de l'exercice 1915.

## ANNEXE N° 470

(Session ord. — Séance du 22 décembre 1915.)

RAPPORT fait au nom de la commission des finances chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à autoriser la perception des droits, produits et revenus applicables au **budget spécial de l'Algérie pour l'exercice 1916**, par M. Guillaume Chastenet, sénateur (2).

Messieurs, l'établissement du budget spécial de l'Algérie, pour l'exercice 1916, a rencontré, cette année, des difficultés toutes spéciales provenant de la perturbation produite par l'état de guerre dans les finances de la colonie.

### I. — DÉFICIT DES EXERCICES 1914 ET 1915.

L'exercice 1914 qui aurait dû servir de base à l'évaluation des recettes de 1916, d'après la règle de la pénultième année, a donné les résultats suivants :

| | |
|---|---|
| Payements | 145.665.320 22 |
| Recettes | 131.727.948 56 |
| Déficit | 13.937.371 66 |

Cette situation est due à une moins-value des recouvrements sur les évaluations de recettes s'élevant à 26,073,013 fr. 20, compensés jusqu'à concurrence de 12,130,577 fr. 14 par des annulations de crédits restés sans emploi.

Les recouvrements déficitaires concernent les produits ci-après :

| | |
|---|---|
| Contributions directes | 771.927 13 |
| Contributions arabes | 628.836 52 |
| Enregistrement | 5.425.127 18 |
| Produits du timbre | 1.498.100 44 |
| Produits des douanes | 2.476.901 29 |
| Produits des contributions diverses | 3.061.516 29 |
| Produits des télégraphes | 74.360 75 |
| Produits des téléphones | 543.282 08 |
| Produits et revenus du domaine | 5.725.329 84 |
| Produits divers du budget | 272.957 62 |
| Recettes d'ordre | 6.938.146 59 |
| Total | 27.436.488 73 |

Par contre, les taxes assimilées aux contributions directes, la taxe sur le revenu des valeurs mobilières, les produits des postes et les ressources exceptionnelles provenant du placement des fonds libres de la colonie ont donné une plus-value de 1.363,475 fr. 53.

La moins-value définitive de 26,073,013 fr. 20 (27,436,488 fr. 73 — 1,363,475 fr. 53), comparée aux évaluations totales des recettes du budget ordinaire, ressort à 20 p. 100.

Quant aux annulations de crédits, elles s'appliquent plus particulièrement, à ne citer que les plus considérables, aux sections de dépenses ci-après :

| | |
|---|---|
| Section III. — Intérieur | 1.552.629 |
| Section IV. — Affaires indigènes | 1.104.103 |
| Section V. — Finances | 3.295.085 |
| Section VI. — Postes et télégraphes | 1.006.235 |
| Section VII. — Travaux publics | 923.121 |
| Section VII *bis*. — Chemins de fer | 2.320.702 |
| Section VIII. — Agriculture, commerce et colonisation | 984.499 |

Assurément, une portion de ces crédits concerne des dépenses que l'on a dû seulement ajourner et dont l'exécution sera reportée à de futurs exercices; mais elles représentent, pour la majeure partie, des économies réelles et définitives.

L'exercice 1915 sera également très profondément atteint par la guerre et se soldera sans aucun doute par un déficit dont il est impossible, en l'état actuel, de déterminer exactement l'importance. Des recettes fort élevées se produisent, en effet, souvent en fin d'exercice, et il se peut qu'en raison de cette circonstance, la situation actuelle se trouve améliorée.

Au 30 septembre dernier, les recouvrements effectués s'élevaient à 65,880,918 fr. Par comparaison avec les résultats moyens des cinq dernières années (1909 à 1913), cette somme représente une moins-value de 28 millions au minimum sur les prévisions budgétaires. En supposant que la même proportion se maintienne jusqu'à la fin de l'exercice, le déficit de 1915 pourrait atteindre environ 45 millions. Mais il convient de déduire de cette somme, le montant des annulations de crédits qui s'élèveront vraisemblablement, comme en 1914, à 10 ou 12 millions. En définitive, le déficit se trouverait réduit à 32 ou 33 millions.

### II. — FONDS DE RÉSERVE DES DISPONIBILITÉS

Pour faire face à l'ensemble de ces découverts, l'Algérie possède tout d'abord une ressource normale créée par l'article 13 de la loi du 19 décembre 1900 : la caisse de réserve alimentée par les excédents budgétaires des exercices antérieurs. Or, depuis 1901, le budget algérien s'est toujours soldé par des excédents de recettes qui ont atteint jusqu'à 20 millions pour une seule année et dont le total s'élève, pour les années 1901 à 1912 inclusivement, à 96,900,808 fr. reportés de la façon suivante :

| | |
|---|---|
| 1901 | 3.701.376 31 |
| 1902 | 6.188.933 74 |
| 1903 | 9.244.830 96 |
| 1904 | 7.829.629 36 |
| 1905 | 3.499.701 16 |
| 1906 | 4.734.691 52 |

(1) Voir les nos 417-449-469, Sénat, année 1915, et 1263-1426-1483-1517 et in-8° n° 307. — 11e législ. — de la Chambre des députés.

(2) Voir les nos 454, Sénat, année 1915, 1547-1576 et in-8° n° 330 — 11e législ. — de la Chambre des députés.

| | |
|---|---|
| 1907 | 6.529.104 47 |
| 1908 | 7.108.643 11 |
| 1909 | 3.145.962 90 |
| 1910 | 8.263.975 39 |
| 1911 | 15.913.333 40 |
| 1912 | 20.710.6 6 25 |
| | 96.900.808 57 |

Bien entendu, cette somme considérable n'est pas restée en sommeil dans la caisse de réserve en attendant que s'ouvre l'ère des déficits. Conformément aux dispositions de la loi du 19 décembre 1900, modifiée sur ce point par la loi du 23 juillet 1904, le minimum indisponible du fonds de réserve est fixé à 10 millions ; le surplus constitue les excédents du fonds de réserve qui peuvent être affectés par les délégations financières à des travaux d'intérêt général. Elles n'ont pas manqué de profiter de cette faculté ; chaque année, elles ont affecté la totalité de l'excédent disponible, soit à certaines natures de travaux déjà compris au programme de l'emprunt de 1903 (notamment les chemins de fer qui ont reçu ainsi un supplément d'environ 28 millions), soit à des travaux nouveaux concernant notamment l'instruction publique européenne et indigène qui a reçu, de ce chef, une dotation d'environ 14 millions. Pour certains exercices, il est même arrivé que les délégations ont imputé sur les excédents du fonds de réserve certains travaux figurant normalement au budget ordinaire afin d'alléger ce dernier.

Les assemblées financières ont donc ainsi entièrement disposé des excédents budgétaires qui se sont produits de 1901 à 1912. Mais il s'en faut de beaucoup que l'intégralité des sommes ainsi affectées soit, à l'heure actuelle, dépensée. La capacité d'absorption des services publics intéressés n'a pas permis l'engagement de tous les crédits mis à leur disposition et que, pour tenir compte de cette situation de fait, l'article 15 de la loi du 14 décembre 1905 permet de reporter d'exercice en exercice jusqu'à leur épuisement. Actuellement, cette portion des excédents du fonds de réserve non encore mis en payement, s'élève à la somme de 39 millions 476,352 fr. 90.

Peut-être une politique financière prudente aurait-elle consisté à désaffecter purement et simplement cette somme non encore dépensée qui serait retombée ainsi dans la caisse de réserve, grossissant d'une somme très importante les moyens de parer au déficit des budgets touchés par la guerre et permettant probablement même de le solder en entier.

Un emprunt de liquidation à contracter après la cessation des hostilités aurait restitué leurs ressources aux diverses catégories de travaux qui n'auraient subi en somme qu'un simple ajournement.

Le Gouvernement avait pris, nous sommes heureux de le reconnaître, une initiative de cet ordre en réglant le budget de 1915. Sur les excédents budgétaires de 1912, dont les délégations avaient intégralement disposé dans le budget de l'exercice en cours, une somme de 10 millions, avait été désaffectée afin que le fonds indisponible de la caisse de réserve, certainement absorbé par le déficit de 1914, se trouvât reconstitué pour parer à l'insuffisance de ressources que l'on prévoyait déjà inévitable pour 1915. Mais les réclamations des populations intéressées à l'exécution des travaux que touchait cette suppression de crédit paraissent avoir été plus fortes que la bonne volonté de l'administration, et un décret subséquent est venu rétablir l'emploi des excédents du fonds de réserve tel que l'avaient voté les assemblées algériennes.

Néanmoins, la conception consistant à désaffecter les excédents du fonds de réserve non encore dépensés et à les faire servir à la suppression des déficits constatés ou à prévoir a été reprise au mois de mai dernier par la délégation des colons et a fait l'objet d'une proposition accueillie par elle. Mais l'assemblée plénière des délégations financières en a décidé autrement. Elle a préféré ne pas toucher aux dotations antérieurement allouées pour l'exécution du programme de travaux publics. Elle a voté, en conséquence, pour couvrir le déficit de 1915, une émission de bons à escompter par la banque de l'Algérie. Cette combinaison a fait l'objet d'un récent projet de loi qui est actuellement soumis à vos délibérations. C'est au déficit de 1914 seul que les délégations financières ont affecté les disponibilités de la caisse de réserve.

La situation de celle-ci est la suivante :

| | |
|---|---|
| Fonds indispensable fixé par les lois des 19 décembre 1900 et 23 juillet 1904 | 10.000.000 » |
| Excédent de recettes de l'exercice 1915, n'a été l'objet d'aucune affectation aux travaux d'intérêt général | 15.953.352 90 |

Il y a donc là une ressource de plus de 25 millions, mais il faut tenir compte qu'elle n'est pas en totalité immédiatement disponible. Conformément à l'article 13 de la loi du 19 décembre 1900, qui prévoit la possibilité de prélèvements sur le fonds de 10 millions pour parer à des événements calamiteux, une somme importante, 5,660,479 fr., se trouve, en effet, engagée par des prélèvements antérieurement autorisés; notamment 4,430,000 fr. ont été affectés à des achats de sucre à la Réunion pour pourvoir aux besoins de la population, le produit de la revente de ces sucres retombera dans la caisse de réserve, mais bien entendu il faut un certain délai.

Il y a lieu de remarquer également qu'une notable partie du fonds indisponible a été placée en rente 3 p. 100 et que la réalisation de ces titres, dans les circonstances actuelles, comporterait une perte importante.

Quoi qu'il en soit, il n'est pas moins certain que la caisse possède les ressources suffisantes pour parer au déficit de 1914 puisque le seul excédent de 15 millions provenant de l'exercice 1913 suffit largement à le couvrir.

### III. — ÉTABLISSEMENT DU BUDGET DE 1915. — CRÉATION DE RESSOURCES NOUVELLES

En présence de ces résultats déficitaires, on ne pouvait songer à établir les prévisions budgétaires de l'exercice 1916 sur les mêmes bases que les derniers budgets votés, élaborés en pleine paix.

Le projet présenté par le gouvernement général avait dû faire subir aux recettes une diminution d'environ 15 millions par rapport aux chiffres de 1915 et, malgré certaines réductions de dépenses, il se présentait avec une insuffisance de ressources de 23 millions.

Une conférence interministérielle comprenant des représentants de l'intérieur, des finances et du gouvernement général fut réunie pour examiner la situation financière de la colonie. Après avoir indiqué diverses économies, qui réduisaient le déficit à une dizaine de millions celle-ci proposa de le combler au moyen d'impôts nouveaux, dont elle donna une énumération à soumettre aux délégations financières. Les assemblées hésitèrent à demander un aussi lourd sacrifice aux contribuables algériens et, par un nouvel effort de compression des dépenses, elles réduisirent le déficit à 5 millions environ. Pour couvrir ce déficit, elles votèrent enfin des ressources nouvelles à provenir :

1° de l'extension à la colonie de diverses mesures fiscales en vigueur dans la métropole, notamment en matière d'enregistrement et de timbre, qui, tout en maintenant l'unité de législation entre la France et l'Algérie, procureront un supplément de recettes de 51,000 fr.

2° de la création d'impôts nouveaux.

*a*) Elévation de 20 centimes à 1 fr. 20 du droit de circulation sur les vins ;

*b*) Etablissement d'une taxe sur la production algérienne à percevoir à la sortie sur certains produits exportés d'Algérie.

Sans doute le principe même de cette taxe est critiquable. Malgré le nom de « taxe de production » que lui ont donné les délégations, elle constitue une véritable taxe à l'exportation, système d'impôt arriéré condamné par la plupart des économistes, et, en outre, elle est une entrave apportée à la liberté des échanges entre la France et l'Algérie. Au point de vue de la forme, elle semble avoir le caractère d'un droit de douane qui, la faisant échapper au pouvoir de décision des délégations financières, eût nécessité, pour sa création, l'insertion d'un article dans le projet de loi autorisant les recettes.

Cette procédure paraît, en effet, à première vue, plus régulière, mais elle aurait l'inconvénient, qui nous l'a fait écarter, de donner en quelque sorte un caractère de permanence à une disposition qui doit rester essentiellement provisoire et ne saurait survivre aux circonstances qui l'ont provoquée. Au surplus, le conseil d'Etat, appelé, conformément à l'article 10 de la loi du 19 décembre 1900, à délibérer sur le décret homologuant cette recette, ne s'est pas arrêté à cette objection de principe. Mais, dans l'esprit que nous indiquons, il a accentué le caractère provisoire de cette taxe en en limitant les effets à une durée de deux années.

En définitive, le budget voté par les délégations financières et le conseil supérieur de Gouvernement se présente ainsi :

| | |
|---|---|
| Recettes | 130.402.635 |
| Dépenses | 130.388.836 |
| Excédent de recettes | 13.799 |

Par rapport au budget de 1915, il offre les différences suivantes :

Budget ordinaire :

Recettes, en moins, 7,827,265 fr.
Dépenses, en moins, 7,773,272 fr.
Recettes et dépenses extraordinaires qui s'équilibrent, 41,830,318 fr.

Le budget extraordinaire de 1916 a été fixé en recettes et en dépenses à la somme de 2 millions 697,283 fr. affectant uniquement les fonds de l'emprunt de 175 millions. Aucune prévision de dépenses nouvelles n'a été faite au titre de l'emploi des excédents résultant du règlement de l'exercice 1913 et réservé pour parer au déficit de 1914 et 1915; c'est en grande partie à cettecirconstance, ainsi qu'au chiffre relativementpeu élevé des dépenses sur les fonds d'emprunt, qu'on doit attribuer la différence considérable de 41,830,318 fr. qui résulte, pour les dépenses extraordinaires, de la comparaison avec le budget de 1915.

En ce qui concerne le budget ordinaire, les chiffres indiqués ci-dessus montrent que les délégations sont entrées beaucoup plus résolument que l'administration dans la voie des économies; celles-ci, qui se chiffraient par 2,994,270 fr. dans le projet primitif, ont été élevées à 7,727,265 fr. par le vote des assemblées. Les réductions les plus importantes apportées au projet concernent les dépenses ci-après :

| | |
|---|---|
| Crédits de personnel | 1.551.000 |
| Travaux neufs | 1.414.000 |
| Subventions de toute nature | 999.000 |
| Dépenses diverses | 764.000 |

Ces réductions de crédits ne procèdent que du souci d'assurer l'équilibre du budget en ne maintenant que les dépenses jugées strictement indispensables à la marche des services publics ; le détail en est donné dans les rapports particuliers présentés par la commission des finances de l'assemblée plénière. On se bornera à ne rappeler ici que celles dont le montant atteint ou dépasse 100,000 fr.

*1° Dépenses de personnel.*

| | |
|---|---|
| Améliorations de situation résultant des mesures prises dans la métropole | 974.974 |
| Autres améliorations | 150.155 |
| | 1.125.129 |

*2° Travaux neufs.*

| | |
|---|---|
| Routes nationales | 450.000 |
| Ports maritimes | 475.000 |
| Travaux hydrauliques | 157.000 |
| Formation et extension de périmètres de colonisation | 180.000 |
| | 1.262.000 |

*3° Subventions de toute nature.*

| | |
|---|---|
| Subvention pour construction de ponts et de chemins divers | 250.000 |
| Participation dans les dépenses d'alimentation en eau potable et d'assainissement des anciens centres et des agglomérations urbaines | 400.000 |
| | 650.000 |

*4° Dépenses diverses.*

Dépenses des enquêtes partielles en matière de propriété indigène, 500,000 fr.

Cette réduction a toutefois donné lieu à une réduction équivalente des recettes correspondantes et ne peut être retenue dès lors qu'à titre d'indication.

Les modifications apportées aux évaluations du projet primitif, en ce qui touche les recettes, peuvent se résumer ainsi :

§ 1er. — Impôts et revenus.

Pour tenir compte des effets de l'interdiction de la vente des absinthes et des similaires et des moins-values résultant des circonstances actuelles, on avait

| | En plus. | En moins. |
|---|---|---|
| prévu une diminution de 4,200,000 fr. dans le rendement des droits sur l'alcool. Cette prévision a été ramenée à 3,200,000 fr. par les délégations, d'où un relèvement de droits de..... | 1.000.000 | » |
| La part à attribuer au budget des territoires du Sud sur le produit des droits sur les vins et les alcools, qui avait été fixée à 51,072 fr., a été, par contre, élevée à 70,861 fr., d'où, pour le budget de l'Algérie, une moins-value de..... | » | 19.789 |
| § 3. — Produits et revenus du domaine de l'Etat. — Produits des forêts. | | |
| D'accord avec l'administration, et en raison des quantités considérables de liège dont la vente sera certainement faite en 1916, dans l'hypothèse de la cessation des hostilités, un relèvement de..... est effectué dans l'évaluation des produits des ventes de liège. | 500.000 | » |
| § 4. — Produits divers du budget. | | |
| En augmentation de..... en prévision des reversements au Trésor qui seront demandés aux payeurs principaux d'Oran, de Bône et de Constantine, sur le montant des remises payées par la caisse des dépôts et consignations. | 5.000 | » |
| Quote part des territoires du Sud dans les dépenses d'administration générale.. | 3.000 | » |
| Recette nouvelle correspondant à une dépense égale au budget des dépenses. (Allocation au chef du service du Mobacher et de la presse arabe.)..... | 3.000 | » |
| § 6. — Recettes d'ordre. — Recettes en atténuation de dépenses. | | |
| Diminution sur le produit des enquêtes partielles, correspondant à une réduction égale apportée au montant des dépenses occasionnées par lesdites enquêtes..... | » | 500.000 |
| Remboursement par le gouvernement tunisien des frais de transport et d'entretien des détenus de provenance tunisienne..... | 20.000 | » |
| Remboursement par le budget marocain des frais de transport et d'entretien de détenus de provenance marocaine..... | 5.000 | » |
| Remboursement par les colonies de Madagascar, de la Réunion, de la Côte occidentale d'Afrique et de l'Inde française des frais d'entretien en Algérie des détenus provenant de ces pays..... | 2.000 | » |
| | 1.535.000 | 519.789 |
| soit, pour l'ensemble, une augmentation de..... | 1.015.211 | |
| A cette somme s'ajoute une ressource complémentaire de..... à provenir de l'extension à l'Algérie, suivant deux décisions admises par les délégations, des dispositions de la loi du 29 mars 1914 augmentant, d'une part, de moitié le tarif du droit de timbre exigible sur les titres des valeurs mobilières françaises et sur ceux des valeurs mobilières étrangères soumises à l'abonnement et, d'autre part, faisant cesser diverses immunités en matière d'impôt sur le revenu des valeurs mobilières. | 51.000 | |
| Cette inscription de recettes répond aux propositions de l'administration qui avaient en outre prévu, suivant un projet de décision qui ne fut pas adopté, une nouvelle ressource permanente de 200,000 fr. par suite de l'extension à la colonie des dispositions de l'article 28 de la loi du 15 juillet 1914 établissant une graduation pour le timbre des quittances. | | |
| Aux ressources qui précèdent les assemblées, mettant en exécution un projet dont elles s'étaient déjà préoccupées à maintes reprises, ont ajouté, sur la proposition de la commission des finances, une recette nouvelle de. à provenir de la création d'un timbre-poste spécial à l'Algérie. | 300.000 | |
| Total..... | 1.365.211 | |

IV. — DÉCISIONS DES DÉLÉGATIONS FINANCIÈRES

Enfin, les délégations ont voté un certain nombre de décisions qui intéressent le budget des recettes et portent sur les points suivants :

1° Suppression des exceptions ou monopole télégraphique et application d'une redevance d'usage aux lignes électriques d'intérêt privé fonctionnant en dehors du réseau général.

La loi de finances du 30 juillet 1913 (article 25), dont les dispositions sont reproduites dans le projet de décision, a eu pour effet de faire rentrer dans le droit commun certaines lignes indiquées au décret du 3 avril 1908 qui fonctionnaient sans autorisation du service télégraphique et ne donnaient lieu, par suite, à l'application d'aucune taxe.

Le monopole télégraphique ne comporte donc plus aucune exception et toute ligne d'intérêt privé est, même lorsqu'elle fonctionne en dehors du réseau général, soumise au contrôle du service chargé de l'exercice de ce monopole.

2° Création d'avis d'appel téléphonique avec réponse payée.

Un arrêté ministériel, en date du 5 mai 1914, a autorisé, dans la métropole, la création d'avis d'appel téléphonique avec bons de réponse payée. L'objet de la décision est de rendre ces dispositions applicables à l'Algérie.

3° Création d'accusés de réception pour les messages téléphonés et les avis d'appel téléphoniques.

La décision a pour but d'étendre à l'Algérie les dispositions du décret du 9 mars 1914 portant création, en France, d'accusés de réception de cette nature.

4° Adjonction au tarif des patentes de la profession d'exploitants de cinématographes, phonographes ou appareils analogues, et modifications du tarif des patentes applicable aux fabricants de porcelaines.

La décision a pour objet d'appliquer en Algérie les dispositions de l'article 2 de la loi de finances du 15 juillet 1901 qui a incorporé dans le tarif des patentes annexé à la loi du 15 juillet 1880 la profession « d'exploitant de cinématographes, phonographes ou appareils analogues » qui était auparavant assujettie à des droits réglés par voie d'assimilation. Les contribuables exerçant cette profession sont, désormais, rangés dans la troisième classe du tableau A.

Elle rend également applicables en Algérie les dispositions de l'article 4 de la loi du 30 juillet 1913 qui a modifié le tarif des patentes auxquelles sont soumis les fabricants de porcelaines. Le droit fixe dû jusqu'alors par ces industriels était réglé à raison de 1 fr. 20 par mètre cube de la capacité des fours. L'article 4 de la loi susvisée a restreint sur ce point la portée du tarif, en substituant le libellé suivant : « 1 fr. 20 par mètre cube de la capacité des fours à cuire. »

Par application de ce nouveau texte, le volume de la partie de chacun des fours où s'opère la cuisson définitive de la porcelaine doit à l'avenir servir seul de base au droit fixe, à l'exclusion de la capacité du compartiment où s'effectue l'opération préparatoire, dite du « dégourdissage. »

5° Application à l'Algérie des articles 30, 32 et 33 de la loi du 15 juillet 1914 concernant les droits d'enregistrement et de timbre.

L'article 30 porte que le droit de timbre de 10 ou de 20 centimes, suivant le cas, auquel sont soumis les ordres de virement en banque en vertu de l'article 12 de la loi de finances du 30 juillet 1913 frappera non seulement les ordres donnés en banque à un banquier mais même ceux donnés à des agents de change.

Bien qu'il n'y ait pas d'agents de change en Algérie, il convient néanmoins d'y appliquer l'article 30 au cas où des ordres de virement seraient adressés à des agents de change de la métropole par des personnes habitant la colonie.

L'article 32 a pour effet de dispenser les groupements agricoles des obligations auxquelles sont assujettis les entrepreneurs de messageries et autres intermédiaires de transports qui font du groupage, c'est-à-dire qui réunissent en une ou plusieurs expéditions des colis ou paquets envoyés à des destinataires différents. Ces obligations consistent notamment dans la remise aux gares expéditrices de récépissés établis sur des formules timbrées que les compagnies de chemins de fer tiennent à la disposition des intéressés moyennant le remboursement des droits et frais. Il y a intérêt à appliquer en Algérie l'article 32 afin de faire bénéficier les groupements agricoles algériens des mêmes facilités que ceux de la métropole.

L'article 33 est relatif aux droits de timbre auxquels sont assujettis les calendriers-réclames prévus par l'article 11 de la loi de finances du 30 juillet 1913. Il met ces droits à la charge non plus de l'auteur de l'affiche, mais de la personne qui a la libre disposition du couvert public où le calendrier réclame a été apposé.

6° Application à l'Algérie de la loi du 31 janvier 1914 concernant les droits d'enregistrement et des dispositions d'ordre fiscal contenues dans la loi du 16 avril 1914 portant modification des articles 106, 107, 108 et 109 de la loi municipale du 5 avril 1884.

La loi du 31 janvier 1914 a modifié les règles établies par l'article 61 de la loi du 22 frimaire an VII en ce qui concerne la prescription de l'action du Trésor en recouvrement des droits exigibles et celle de l'action des contribuables en restitution des droits perçus.

La loi du 16 avril 1914 modifie les articles 106 à 109 de la loi municipale du 5 avril 1884, relatifs à la responsabilité des communes en raison des dégâts et dommages résultant des crimes et délits commis sur leur territoire par des attroupements ou des rassemblements armés ou non armés.

La loi du 16 avril 1914 peut être considérée comme applicable de plein droit à l'Algérie puisqu'elle ne fait que modifier des dispositions de la loi de 1884 qui a été elle-même rendue applicable dans la colonie par son article 164. Mais elle contient, sous l'article 1er (art. 108 nouveau de la loi de 1884), une disposition ayant un caractère fiscal qui ne peut devenir exécutoire en Algérie qu'à la faveur de la procédure spéciale instituée par l'article 10 de la loi du 19 décembre 1900.

7° Application à l'Algérie de la disposition contenue dans l'article 58, paragraphe 3, de la loi du 3 mai 1841 relative à l'expropriation pour cause d'utilité publique.

Les deux premiers paragraphes de cet article sont textuellement reproduits dans l'article 76 de l'ordonnance du 1er octobre 1844 qui réglemente l'expropriation en Algérie. Le troisième paragraphe a été, au contraire, laissé de côté par cette ordonnance, de sorte que les cessions amiables ne peuvent jamais, dans la colonie, bénéficier de la restitution des droits.

A la suite de réclamations qui ont été formulées à ce sujet, il a paru opportun de rendre applicable en Algérie la disposition libérale dont il s'agit. Cette mesure se justifie d'autant plus que la récente promulgation en Algérie des dispositions de l'article 3 de la loi du 13 avril 1900 a déjà eu pour effet d'y rendre exécutoires, en matière de plans d'alignements,

toutes les immunités spécifiées dans l'article 58 de la loi de 1841, y compris la possibilité de restitution des droits perçus sur des acquisitions antérieures (décision des délégations financières du 11 juin 1911, homologuée par décret du 15 février 1912).

8° Application à l'Algérie de certaines dispositions d'ordre fiscal contenues dans les articles 25, 40 et 41 de la loi du 31 juillet 1913 sur les voies ferrées d'intérêt local.

La loi du 31 juillet 1913 contient, sous les articles 25, 40 et 41, des dispositions qui, en raison de leur caractère fiscal, doivent être promulguées dans les formes spéciales prévues à l'article 10 de la loi du 19 décembre 1900.

Aux termes de l'article 25 les voies ferrées d'intérêt local exploitées par les départements et les communes sont soumises, en ce qui concerne les droits, taxes et contributions de toute nature, au même régime que les voies ferrées concédées de même catégorie.

L'article 40 autorise l'enregistrement du droit fixe de 3 fr. (en Algérie 1 fr. 50) des conventions et cahiers des charges relatifs aux voies ferrées d'intérêt local.

L'article 41 fixe au taux uniforme de 25 centimes le droit de timbre des récépissés delivrés pour les marchandises circulant uniquement sur les voies ferrées établies par les départements ou les communes.

9° Application à l'Algérie des dispositions fiscales contenues dans l'article 13 de la loi de finances du 8 avril 1910 sur la constitution des biens de famille insaisissables.

Un décret du 31 janvier 1913 a rendu applicable à l'Algérie la législation métropolitaine concernant la constitution d'un bien de famille insaisissable. On avait dû attendre l'apparition de ce texte pour faire homologuer la décision que les délégations financières ont votée le 13 juin 1913 en vue de rendre exécutoire dans la colonie l'article 13 de la loi du 8 avril 1910 relatif aux droits d'enregistrement et de transcription exigibles sur les déclarations et les actes de constitution de biens de famille.

Or, il se trouve que, par suite des changements qui ont été apportés par voie de mesure générale aux tarifs des droits d'enregistrement en Algérie par la décision des assemblées financières du 21 juin 1914, homologuée par décret du 23 décembre 1914, le texte de la décision du 13 juin 1913 n'est plus en harmonie avec la législation en vigueur sur la matière.

Le nouveau projet de décision, adopté cette année, n'a d'autre objet que de réaliser cette concordance.

10° Application à l'Algérie des dispositions d'ordre fiscal contenues dans la loi du 4 avril 1915 relative à la perte de valeurs mobilières par suite de faits de guerre dans des territoires occupés par l'ennemi.

La loi du 4 avril 1915 a modifié, en faveur des propriétaires de valeurs mobilières dépossédés par suite des événements de la guerre actuelle, la procédure instituée par les lois des 15 juin 1872 et 8 février 1902, en vue de permettre aux propriétaires de valeurs au porteur, dépossédés par quelque événement que ce soit, de se faire restituer contre cette perte.

Le bénéfice des nouvelles dispositions appartient à toute personne qui a été dépossédée par suite d'un événement de la guerre, quels que soient sa résidence et son domicile actuels.

La loi du 4 avril 1915 contient, sous les articles 9 et 10, des dispositions d'ordre fiscal qui tombent sous l'application de la règle posée dans l'article 10 de la loi du 19 décembre 1900. Elles ont été reproduites dans le projet de décision.

11° Visa pour timbre et enregistrement en débet des procès-verbaux rapportés à la requête du service de la culture et du contrôle technique des fabriques de tabacs.

En vertu d'une décision des délégations financières homologuée par décret du 7 décembre 1909, les procès-verbaux rapportés à la requête des administrations des contributions diverses et des douanes sont visés pour timbre et enregistrés en débet.

Cette mesure a été prise dans le but d'épargner aux agents verbalisateurs les avances qu'ils étaient obligés de faire pour payer au comptant les droits de timbre et d'enregistrement.

Elle paraît devoir être étendue, pour des motifs identiques, aux procès-verbaux rapportés à la requête du service de la culture et du contrôle technique des fabriques de tabacs.

12° Application à l'Algérie du nouveau régime fiscal des valeurs mobilières établi par la loi du 29 mars 1914.

Le régime des valeurs mobilières ayant été jusqu'ici le même en Algérie qu'en France en ce qui concerne la perception du droit de timbre et de la taxe de 4 p. 100 sur le revenu, il convient, pour maintenir cette conformité de législation, de rendre applicables, dans la colonie, les dispositions qui font l'objet des articles 31 à 40 et 42 à 47 de la loi du 29 mars 1914.

### V. — PROJET DE CRÉATION D'UN TIMBRE-POSTE SPÉCIAL A L'ALGÉRIE

On ne saurait passer sous silence le vote émis par les délégations financières au sujet de la création d'un timbre-poste spécial qu'elles avaient compris au nombre des recettes nouvelles, mais que le Gouvernement, très sagement inspiré, a décidé d'écarter de son décret de règlement.

Cette création de recette avait d'ailleurs provoqué des réserves formelles de la part du directeur du service des postes, commissaire du Gouvernement,

Voici les arguments sur lesquels s'appuient les délégations financières :

Aux termes de la loi du 19 décembre 1900 portant création du budget spécial, ce budget doit encaisser l'intégralité des recettes antérieurement perçues par le Trésor. L'usage d'un timbre commun entraîne pour l'Algérie une perte de recette. Un certain nombre de petits payements à effectuer de France en Algérie se font en effet sous forme d'envois de timbres-poste. Les timbres qui pénètrent ainsi dans l'Afrique du Nord échappent à la vente des bureaux algériens et entraîne par là une diminution de recettes pour le budget spécial. Avec l'adoption d'un timbre exclusivement algérien, cet inconvénient disparaîtrait. Le public français ne pourrait plus se servir, pour ses envois d'argent, que du mandat ou du bon de poste, et les recettes algériennes s'en trouveraient accrues.

En fait, il y a lieu tout d'abord de remarquer que les considérations exposées ci-dessus peuvent être invoquées également en sens inverse. Des envois d'argent d'Algérie en France se font aussi sous forme de timbres-poste achetés dans les bureaux algériens et qui profitent au budget spécial au détriment du budget métropolitain. Il est vraisemblable que dans cet échange réciproque de valeurs postales, une compensation s'établit et que la différence, s'il y en a une, et au détriment de l'Algérie, ne peut être que légère. On peut donc affirmer qu'en réalité, l'intérêt budgétaire prétexté est à peu près nul. Il serait en tout cas fort loin, s'il existe, de compenser les inconvénients apportés dans les relations de la France avec sa colonie, puisque le public ne pourrait plus affranchir les réponses à l'avance, pratique courante en matière commerciale, ni, suivant un usage fort répandu, régler par un envoi de timbres des achats de minime importance. A supposer d'ailleurs cet intérêt réel, la difficulté pourrait être vraisemblablement résolue en dehors du procédé envisagé par les assemblées algériennes.

Discutable en fait, la revendication de l'Algérie est encore moins fondée en droit. La loi du 19 décembre 1900 lui a abandonné, il est vrai, toutes les recettes perçues antérieurement sur son territoire, sauf celles afférentes à la vente des produits des monopoles de l'Etat et à la taxe militaire. Or, la recette dont l'Algérie se plaint d'être frustrée n'a pu être perçue que dans la métropole. Elle échappe donc aux effets de la loi du 19 décembre 1900, et la réclamation des assemblées financières manque en réalité de base.

Contestable en fait et en droit, la création d'un timbre-poste spécial constitue enfin, et c'est là la raison dominante, un véritable contresens au point de vue politique.

En réalité, les assemblées algériennes, en votant la création d'un timbre-poste spécial à l'Algérie, n'avaient pas accompli, il faut le reconnaître, un acte normal de leur fonction. Le propre des pouvoirs des délégués financiers est, en effet, de créer ou de modifier l'impôt. Or, la création d'un timbre spécial ne saurait être considérée comme une création ou une modification d'impôt. Le timbre poste existe déjà en Algérie. La taxe n'en est point modifiée. Sa forme seule serait changée. La portée de ce changement se traduirait en fait par le transfert au budget algérien d'une recette métropolitaine que seul, le Parlement, a qualité pour consentir.

Enfin, qu'il nous soit permis d'indiquer, sans y insister, une raison qui, bien qu'elle soit d'ordre psychologique, suffirait, suivant nous, à faire repousser la création du timbre spécial. Pascal nous dit, en termes quelque peu irrévérencieux pour l'intelligence humaine, la suggestion du geste et de l'image. Ici ce serait le geste renouvelé du timbre que l'on colle sur l'enveloppe, et l'image répétée de ce timbre autonome éveillant l'image d'une Algérie indépendante, telle qu'on ne la saurait évoquer sans porter atteinte à l'unité française reposant sur un patriotisme commun.

### VI. — EXAMEN DU PROJET DE LOI

Le projet de loi soumis à vos délibérations contient, en dehors des autorisations réglementaires relatives à la perception des droits, produits et revenus intéressant la colonie, une disposition spéciale qui fait l'objet de l'article 14 et qui concerne le report des fonds d'emprunt. Cette disposition, analogue à celles qui ont été déjà édictées par les lois antérieures, a pour objet de permettre le report aux exercices 1916 et suivants des divers crédits du service des chemins de fer ouverts au budget de l'exercice 1915 pour l'utilisation des fonds de l'emprunt de 175 millions.

Votre commission a, en conséquence, l'honneur de vous proposer l'adoption du projet de loi suivant :

## PROJET DE LOI

Art. 1er. — Les contributions directes, taxes y assimilées et contributions arabes énoncées à l'état A annexé à la présente loi seront établies, pour 1916, au profit de l'Algérie, conformément aux lois existantes.

Art. 2. — Le taux de la contribution foncière des propriétés bâties demeure fixé, en principal, à 3 fr. 20 p. 100 de la valeur locative établie comme il est dit à l'article 5 de la loi du 20 juillet 1891, et après les déductions spécifiées à l'article 4 de la loi du 29 décembre 1900.

Art. 3. — Les droits, produits et revenus énoncés à l'Etat B annexé à la présente loi seront établis, pour 1916, conformément aux lois existantes, au profit des départements, des communes, des établissements publics et des communautés d'habitants dûment autorisées.

Art. 4. — Le maximum des centimes ordinaires que les conseils généraux peuvent voter annuellement, en vertu de l'article 58 du décret du 23 septembre 1875, est fixé, pour l'année 1916 : 1° à 25 centimes sur la contribution foncière des propriétés bâties ; 2° à 1 centime sur les contributions foncière (propriétés bâties) et des patentes.

Art. 5. — En cas d'insuffisance du produit des centimes ordinaires pour concourir, par des subventions, aux dépenses des chemins vicinaux de grande communication, et, dans les cas extraordinaires, aux dépenses des autres chemins vicinaux, les conseils généraux sont autorisés à voter, pour l'année 1916, à titre d'imposition spéciale, 7 centimes additionnels aux contributions foncière (propriétés bâties) et des patentes.

Art. 6. — Le maximum des centimes extraordinaires que les conseils généraux peuvent voter annuellement, en vertu de l'article 40 du décret du 23 septembre 1875, modifié par le décret du 17 septembre 1898, est fixé, pour l'année 1916, à 12 centimes additionnels aux contributions foncière (propriétés bâties) et des patentes.

Art. 7. — Le maximum de l'imposition spéciale à établir sur les contributions foncière (propriétés bâties) et des patentes, en cas d'omission au budget départemental d'un crédit suffisant pour faire face aux dépenses spécifiées à l'article 61 du décret du 23 septembre 1875 ou déclarées obligatoires par des lois spéciales, est fixé, pour l'année 1916, à 2 centimes.

Art. 8. — Le maximum des centimes que les conseils municipaux peuvent voter, en vertu de l'article 133 de la loi du 5 avril 1884, est fixé, pour l'année 1916, à 5 centimes sur la contribution foncière des propriétés bâties.

Art. 9. — Le maximum des centimes extraordinaires que les conseils municipaux sont autorisés à voter pour en affecter le produit à des dépenses extraordinaires d'utilité commu-

nale, qui doit être arrêté annuellement par les conseils généraux, en vertu de l'article 42 du décret du 23 septembre 1875, ne pourra dépasser, en 1916, 20 centimes.

Art. 10. — Lorsque, en exécution du paragraphe 5 de l'article 149 de la loi du 5 avril 1884, il y aura lieu, par le Gouvernement, d'imposer d'office, sur les communes, des centimes additionnels pour le payement de dépenses obligatoires, le nombre de ces centimes ne pourra excéder le maximum de 10 centimes, à moins qu'il ne s'agisse de l'acquit de dettes résultant de condamnations judiciaires, auquel cas il pourra être élevé jusqu'à 20 centimes.

Art. 11. — Il n'est pas dérogé à l'exécution de l'article 4 de la loi du 2 août 1829, relatif au cadastre, non plus qu'aux dispositions des décrets des 23 septembre 1875 et 17 septembre 1898 sur les attributions départementales, de la loi du 5 avril 1884 sur l'organisation communale, des décrets des 5 juillet 1854 et 15 juin 1899 sur les chemins vicinaux, du décret du 19 mars 1886 sur les chemins ruraux, de la loi du 21 décembre 1882 tendant à accorder des secours aux familles nécessiteuses des soldats de la réserve et de l'armée territoriale pendant l'absence de leurs chefs, de la loi du 22 mars 1890 sur les syndicats de communes et de la loi du 20 juillet 1891 en ce qui concerne notamment le calcul du produit total des centimes départementaux et communaux portant sur la contribution foncière des propriétés bâties.

Art. 12. — Est et demeure autorisée la perception des contributions directes, des taxes y assimilées et des contributions arabes, à établir pour l'exercice 1916, en conformité de la présente loi.

Art. 13. — Est également autorisée, pour 1916, conformément aux lois existantes, la perception des divers droits, produits et revenus énoncés dans l'Etat C annexé à la présente loi.

Art. 14. — Est autorisé le report au budget des exercices 1916 et suivants des sommes restées sans emploi sur les divers crédits du service des chemins de fer inscrits aux budgets de 1915, pour l'utilisation des fonds de l'emprunt de 175 millions. Ces sommes conserveront l'affectation qu'elles avaient dans les prévisions de dépenses du budget de 1915 et seront ouvertes par décret aux chapitres correspondants du budget de 1916 et des budgets suivants.

Art. 15. — Toutes contributions directes ou indirectes, autres que celles qui sont autorisées, pour l'exercice 1916, par les lois de finances relatives au budget de l'Algérie, à quelque titre ou sous quelque dénomination qu'elles se perçoivent, sont formellement interdites, à peine, contre les autorités qui les ordonneraient, contre les employés qui confectionneraient les rôles et tarifs et ceux qui en feraient le recouvrement, d'être poursuivis comme concussionnaires sans préjudice de l'action en répétition, pendant trois ans, contre tous receveurs, percepteurs ou individus qui en auraient fait la perception.

## ANNEXE N° 471

(Session ord. — Séance du 23 décembre 1915.)

RAPPORT fait au nom de la commission des finances chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant régularisation du contrat de vente de l'immeuble de la légation de France à Séoul, par M. Gustave Lhopiteau, sénateur (1).

## ANNEXE N° 472

(Session ord. — Séance du 23 décembre 1915.)

PROPOSITION DE LOI relative aux sociétés par actions à participation ouvrière, présentée par MM. Henry Chéron, Victor Lourties, Paul Strauss, Lucien Cornet, de Las Cases, Bonnefoy-Sibour, Henry Bérenger, Fernand Crémieux, sénateurs.

Messieurs, en votant la loi du 18 décembre 1915 sur les associations ouvrières de production, le Sénat a démontré une fois de plus sa volonté de donner des facilités nouvelles à tous ceux qui voudront, au lendemain de la guerre, améliorer leur situation par le travail et contribuer ainsi à la reprise de l'activité économique du pays.

C'est dans cet esprit que nous avons l'honneur de reprendre devant vous une idée déjà déjà soumise antérieurement par l'un de nous à une autre Assemblée et qui n'a pas encore abouti. Il s'agit de permettre la constitution de sociétés par actions à participation ouvrière.

Dans le règlement, souvent difficile et complexe, des rapports du travail et du capital, la méthode la plus équitable et la meilleure n'est-elle pas celle qui, en faisant participer les ouvriers à la gestion des entreprises, leur donne le sens des responsabilités, en même temps qu'elle leur apporte la rémunération légitime de leurs efforts?

Dans le discours qu'il prononçait au Neubourg, en 1909, M. Aristide Briand disait que c'est « par la possession des choses, par leur administration, par la gestion des grands intérêts que les ouvriers seront préservés des accès de fièvre ». A Saint-Chamond, il ajoutait : « Il faut que la prochaine législature envisage d'une manière résolue la participation des travailleurs aux bénéfices de l'industrie ». Vers la même époque, M. René Viviani, ministre du travail, définissait ainsi sa pensée sur la même question : « La participation des ouvriers ne peut consister que dans l'attribution d'actions à des collectivités ouvrières. Ces actions donneront à la collectivité le droit de participer à la gestion, en envoyant des représentants aux assemblées générales et dans les conseils d'administration.

L'honorable M. Ribot affirmait, de son côté : « On parle et on a raison de le faire, de bénéfices partagés, d'actions de travail et d'actions de capital. On cherche — et c'est très difficile — le moyen d'associer ainsi plus utilement le capital et le travail, de donner aux ouvriers le sentiment des difficultés d'une administration et de la nécessité pour eux de ne pas lui créer trop d'embarras, de se prêter à une collaboration sincère. Ce ne sont pas là des utopies et des chimères.

M. Millerand, alors ministre des travaux publics, exprimait à la Chambre des sentiments analogues.

Le 23 mai 1912, M. Justin Godart rédigeait une proposition de loi tendant à la création « d'actions de joussance de travail ».

Enfin, le 19 mai 1913, le ministre du travail du cabinet Louis Barthou déposait un projet tendant à instituer les sociétés par actions à participation ouvrière. Ce sont les grandes lignes de ce projet, devenu caduc, que nous reprenons dans la présente proposition de loi.

L'heure est venue, en effet, de donner à l'idée dont nous parlons la consécration des faits.

Il ne saurait, dans notre pensée, s'agir de contrainte. L'association doit toujours être un groupement de volontés libres. La proposition que nous avons l'honneur de vous soumettre institue un contrat de société d'un nouveau genre. Elle donne aux patrons et aux ouvriers la faculté d'y recourir. Elle ne l'impose à personne.

Dans sa forme juridique, le texte est simple. C'est un titre ajouté à la loi du 24 juillet 1867. Les sociétés à participation ouvrière comprendront, à la fois, des actions de capital et des actions de travail. Les actions de capital seront régies par les règles du droit commun; les actions de travail seront la propriété collective des salariés de la société. Ceux-ci devront toutefois, pour avoir droit à cette copropriété, faire partie du personnel d'une façon permanente et continue, depuis un certain délai fixé par les statuts. Les actions de travail seront inaliénables pendant toute la durée de la société. Les dividendes attribués aux ouvriers seront répartis entre eux pendant la durée de celle-ci, conformément aux règles fixées par les statuts. Les ouvriers seront représentés aux assemblées générales et dans le conseil d'administration. En cas de dissolution, l'actif social ne sera réparti entre les actionnaires qu'après l'amortissement intégral des actions de capital. La part représentative des actions de travail sera répartie dans la même proportion que les dividendes annuels, entre les salariés comptant au moins dix ans de services consécutifs dans les établissements de la société.

Il est aisé de voir quelle est la portée sociale de cette proposition de loi. Elle permet d'associer intimement le capital et le travail. Elle donne à l'ouvrier la possibilité de s'élever dans la hiérarchie sociale. Elle lui assure un droit de contrôle dans la direction et dans la gestion des entreprises qui seront ainsi constituées. Elle substitue aux défiances justifiées, aux conflits toujours si fâcheux, la confiance et la solidarité qui procèdent d'une œuvre accomplie en commun.

Au surplus, le principe qu'elle introduit dans notre législation n'est pas entièrement nouveau. Dans les sociétés anonymes, à côté des actions représentant des versements en argent, n'y a-t-il pas les actions d'apport, les actions industrielles, les parts de fondateurs? Ce sont là autant de formes sous lesquelles, en dehors des versements en argent, des personnes peuvent apporter à une société leurs services et leur industrie. Il s'agit ici de rémunérer un des éléments essentiels de la production, le travail. C'est avec une entière confiance que nous vous soumettons notre texte comme un instrument de rapprochement social, et, par conséquent, comme un moyen de rendre plus rares les agitations et les conflits qui, trop souvent, sans profiter à personne, mettent gravement en péril les intérêts généraux du pays.

### PROPOSITION DE LOI

Art. 1er. — La loi du 24 juillet 1867 sur les sociétés est complétée par les dispositions suivantes :

### TITRE VI

#### DES SOCIÉTÉS A PARTICIPATION OUVRIÈRE

« *Art. 72.* — Il peut être stipulé dans les statuts de toute société par actions que la société prendra la qualification de société par actions à participation ouvrière.

« Les sociétés dont les statuts contiennent la stipulation ci-dessus seront soumises, indépendamment des règles générales qui leur seront propres suivant leur forme spéciale, aux dispositions des articles suivants.

« *Art. 73.* — Les actions de ces sociétés se composent :

« 1° D'actions ou coupures d'actions de capital;

« 2° D'actions dites « actions de travail », dont le nombre ne peut être inférieur au quart de celui des actions de capital.

« Ces actions de travail donnent à leurs propriétaires des droits identiques à ceux des propriétaires d'actions de capital, sous réserve des dispositions ci-après.

« *Art. 74.* — Les actions de travail sont la propriété collective des salariés de la société.

« Ceux-ci doivent toutefois, pour avoir droit à cette copropriété, faire partie du personnel de la société d'une façon permanente et continue depuis un certain délai fixé par les statuts. Les statuts ne peuvent exiger que le délai d'admission ainsi déterminé soit supérieur à deux ans.

« Les dividendes attribués aux ouvriers sont répartis entre eux conformément aux règles fixées par les statuts de la société par actions.

« En aucun cas les actions de travail ne pourront être attribuées individuellement aux salariés de la société.

« *Art. 75.* — Les actions de travail sont nominatives, inscrites au nom de l'ensemble des ouvriers de la société, inaliénables pendant toute la durée de la société et frappées d'un timbre en indiquant l'inaliénabilité.

« *Art. 76.* — Les ouvriers sont représentés à l'assemblée générale et en justice par des mandataires, élus par les salariés participants, chacun de ces derniers disposant pour cette élection d'autant de voix que son salaire annuel, établi sur les comptes arrêtés quinze jours avant l'assemblée générale, comprend de fractions de 500 fr.

« Les mandataires élus disposent eux-mêmes à l'assemblée générale du nombre de voix déterminé par les statuts, eu égard au nombre d'actions de travail appartenant aux ouvriers.

« *Art. 77.* — Toutefois, les assemblées qui ont à délibérer sur les modifications aux statuts ou sur les propositions de continuation de la société au delà du terme fixé pour sa durée ou de dissolution avant ce terme, ne sont régulièrement constituées et ne délibèrent valablement qu'autant qu'elles sont composées d'un nombre d'actionnaires autres que les porteurs

(1) Voir les nos 48, Sénat, année 1915, et 2411-2652 — 10e législ. — 49 et in-8° n° 83 — 11e législ. — de la Chambre des députés.

d'actions de travail représentant au moins les trois quarts du capital social.

« Dans le cas où une décision de l'assemblée générale comporterait une modification dans les droits attachés aux actions de travail, cette décision ne sera définitive qu'après avoir été ratifiée par une assemblée spéciale des ouvriers.

« *Art. 78.* — En cas de dissolution, l'actif social n'est réparti entre les actionnaires qu'après l'amortissemennt intégral des actions de capital.

« La part représentative des actions de travail est répartie, au moment de la dissolution, conformément aux règles fixées par les statuts de la société, entre les salariés comptant au moins dix ans de services consécutifs dans les établissements de la société, ou tout au moins une durée de services égale à la moitié de la durée de la société.

« *Art. 79.* — Le conseil d'administration de la société à participation ouvrière se compose pour le quart au moins de représentants des ouvriers. Si le conseil d'administration ne se compose que de trois membres, il devra comprendre au moins un représentant des ouvriers.

« Cette règle s'applique au conseil de surveillance des sociétés en commandite par actions à participation ouvrière.

« *Art. 80.* — Les sociétés actuellement existantes qui se conformeront aux dispositions précédentes seront affranchies de tous les droits de timbre et d'enregistrement, tant pour leurs statuts eux-mêmes que pour les augmentations de capital.

« Les actions de travail bénéficieront des avantages accordés par l'article 21 de la loi du 30 décembre 1903, complété par l'article 25 de la loi de finances du 8 avril 1910, aux parts d'intérêts ou actions dans les sociétés de toute nature, dites de coopération, formées exclusivement entre ouvriers et artisans. Ces mêmes titres seront, en outre, affranchis du droit proportionnel de timbre édicté par la loi du 5 juin 1850 et du droit de transmission établi par la loi du 23 juin 1857.

« Indépendamment des immunités fiscales ci-dessus prévues, les sociétés à participation ouvrière bénéficieront des avantages accordés par les lois et décrets en vigueur aux sociétés coopératives ouvrières de production.

Art. 2. — Il est ajouté au deuxième alinéa de l'article 64 de la loi du 24 juillet 1867 la disposition suivante :

« Si la société a usé de la faculté d'émettre des actions de travail, cette circonstance doit être mentionnée par l'addition de ces mots : « à participation ouvrière ».

## ANNEXE N° 473

(Session ord. — Séance du 23 décembre 1915.)

PROPOSITION DE RÉSOLUTION tendant à la nomination d'une commission chargée d'examiner les marchés passés par le Gouvernement pendant la guerre, présentée par MM. Peytral, Emile Aimond, Milliès-Lacroix, de Selves, Jeanneney, Alexandre Bérard, Eugène Lintilhac, Petitjean, Victor Lourties, Emile Chautemps, Amic, Cazeneuve, Henri-Michel, Léon Mougeot, Emile Dupont, sénateurs. — (Urgence déclarée.)

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

*Article unique.* — Une commission de vingt-sept membres élus au scrutin de liste sera chargée d'examiner les marchés qui auront été passés par le Gouvernement pendant la guerre.

## ANNEXE N° 474

(Session ord. — Séance du 24 décembre 1915.)

PROPOSITION DE LOI, adoptée par la Chambre des députés, ayant pour objet d'affecter à l'armée de mer les inscrits maritimes de la classe 1917, transmise par M. le président de la Chambre des députés à M. le président du Sénat (1). — (Renvoyée à la commission de la marine.)

## ANNEXE N° 475

(Session ord. — Séance du 24 décembre 1915.)

RAPPORT fait au nom de la commission chargée d'examiner la proposition de résolution de M. Peytral et plusieurs de ses collègues tendant à la nomination d'une commission chargée d'examiner les marchés passés par le Gouvernement pendant la guerre, par M. Henry Chéron, sénateur (2). — (Urgence déclarée.)

Messieurs, le Sénat a constitué aujourd'hui dans ses bureaux une commission chargée de donner son avis sur la proposition de résolution, déposée au cours de la séance d'hier, par MM. Peytral, Emile Aimond, Milliès-Lacroix et un certain nombre de leurs collègues. Vous vous rappelez que cette proposition de résolution était ainsi conçue :

« Une commission de vingt-sept membres, élus au scrutin de liste, sera chargée d'examiner les marchés qui auront été passés par le Gouvernement pendant la guerre. »

Ayant à apprécier ainsi la proposition de résolution dont il s'agit, nous nous sommes immédiatement réunis, et mes collègues m'ont fait l'honneur de me donner mandat de vous faire connaître eurs conclusions, sur lesquelles ils se sont trouvés unanimes. Le principe même de la nomination de la commission ne pouvait que recueillir notre adhésion et nous sommes convaincus qu'il emportera la vôtre. Le nombre des marchés qu'a nécessités l'état de guerre, l'importance des contrats intervenus, la hâte avec laquelle ont dû être conclus la plupart d'entre eux eussent justifié *a priori* cet examen spécial.

D'autre part — et sans incriminer personne par avance — nous avons bien le droit de dire que certains faits, apportés à cette tribune par notre éminent collègue M. Milliès-Lacroix, au labeur infatigable duquel le Sénat doit tant, sont de nature à provoquer de notre part le travail d'ensemble auquel nous sommes conviés.

L'emploi des deniers publics doit être, en tout temps, sévèrement contrôlé; mais cette sévérité s'impose particulièrement en temps de guerre, où sont vraiment sacrées les ressources affectées à la défense nationale.

Enfin, l'examen des contrats intervenus ne peut que permettre à des hommes inspirés par le sentiment de l'équité d'éviter toute généralisation injustifiée et de signaler, à côté des abus qu'il faut réprimer sans pitié, l'attitude consciencieuse dont n'ont pas manqué de faire preuve un grand nombre de fournisseurs de l'Etat.

Ainsi, d'accord sur le principe de la nomination de la commission, les délégués des bureaux ont décidé également de vous proposer de la porter à 36 membres.

La tâche à accomplir est considérable. Elle porte sur un nombre fantastique de dossiers. Il faudra subdiviser le travail. L'importance de la besogne à remplir nous a paru justifier cette proposition.

Enfin, la commission m'a chargé de vous demander que la nomination ait lieu dans les bureaux. Il lui a semblé que cette procédure serait plus rapide que celle de la nomination au scrutin de liste. Nos collègues se sont d'ailleurs montrés convaincus que les bureaux voudront assurer dans la commission la représentation de tous les partis. Il est de notre dignité que cette œuvre de contrôle, supérieure à toutes les passions politiques du temps de paix, entreprise uniquement pour la sauvegarde du bien public, groupe toutes les compétences et toutes les activités, de quelque banc qu'elles émanent.

C'est sous le bénéfice de ces diverses observations, messieurs, que nous avons l'honneur de vous soumettre la résolution suivante :

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

*Article unique.* — Une commission de trente-six membres sera nommée dans les bureaux, à raison de quatre membres par bureau, à l'effet d'examiner les marchés qui auront été passés par le Gouvernement pendant la guerre.

## ANNEXE N° 476

(Session ord. — Séance du 24 décembre 1915.)

PROPOSITION DE LOI, adoptée par la Chambre des députés, tendant à allouer une indemnité aux greffiers et commis-greffiers intérimaires des tribunaux pendant la durée de la guerre, transmise par M. le président de la Chambre des députés à M. le président du Sénat (1). — (Renvoyée à la commission nommée le 22 juillet 1915, chargée de l'examen d'une proposition de loi relative aux commis-greffiers des tribunaux de paix et de simple police.)

## ANNEXE N° 477

(Session ord. — Séance du 28 décembre 1915.)

PROJET DE LOI adopté par la Chambre des députés, concernant les actions en divorce et en séparation de corps à intenter par les citoyens présents sous les drapeaux, présenté au nom de M. Raymond Poincaré, Président de la République française, par M. René Viviani, garde des sceaux, ministre de la justice (2). — Renvoyé à la commission, nommée le 31 janvier 1907, chargée de l'examen d'une proposition de loi ayant pour objet de modifier l'article 310 du code civil (divorce).

## ANNEXE N° 478

(Session ord. — Séance du 23 décembre 1915.)

PROJET DE LOI, adopté par la Chambre des députés, portant autorisation d'engagement d'une dépense de 500.000 fr. pour la création à la Mecque et à Médine, de deux hôtelleries destinées aux pèlerins sans ressources originaires des possessions françaises, présenté au nom de M. Raymond Poincaré, Président de la République française, par M. Aristide Briand, président du conseil, ministre des affaires étrangères; par M. A. Ribot, ministre des finances; par M. Malvy, ministre de l'intérieur, et par M. Gaston Doumergue, ministre des colonies (3). — (Renvoyé à la commission des finances.)

## ANNEXE N° 479

(Session ord. — Séance du 28 décembre 1915.)

PROJET DE LOI adopté par la Chambre des députés, tendant à proroger jusqu'au 31 décembre 1916 le délai d'exécution des travaux de vicinalité compris dans les programmes de 1912 et de 1913, présenté au nom de M. Raymond Poincaré, Président de la République française, par M. L. Malvy, ministre de l'intérieur, et par M. A. Ribot, ministre des finances (4). — (Renvoyé à la commission des finances.)

## ANNEXE N° 480

(Session ord. — Séance du 28 décembre 1915.)

PROJET DE LOI, adopté par la Chambre des députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des députés, portant:

(1) Voir les nos 1566-1602 et in-8° n° 334 — 11e législ. — de la Chambre des députés.
(2) Voir le n° 473, Sénat, année 1915.

(1) Voir les nos 1226-1353-1456 et in-8° n° 333. — 11e législ. — de la Chambre des députés.
(2) Voir les nos 1086-1361, et in-8° n° 323 — 11e législ. — de la Chambre des députés.
(3) Voir les nos 1533-1557-1616 et in-8° n° 339 — 11e législ. — de la Chambre des députés.
(4) Voir les nos 1563-1605 et in-8° n° 341. — 11e législ. — de la Chambre des députés.

1° ouverture, sur l'exercice 1916, des crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1916 ; 2° autorisation de percevoir pendant la même période les impôts et revenus publics, présenté, au nom de M. Raymond Poincaré, Président de la République française, par M. A. Ribot, ministre des finances (1). — (Renvoyé à la commission des finances.)

## ANNEXE N° 469 *(rectifié bis)*

Session ord. — Séance du 22 décembre 1915.)

RAPPORT fait au nom de la commission des finances chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ouverture de crédits additionnels aux crédits provisoires de l'exercice 1915 et annulation de crédits sur le même exercice, par suite de la nomination de ministres d'Etat et de création et de suppression de sous-secrétariats d'Etat, par M. Milliès-Lacroix, sénateur (2). — Texte rectifié (29 décembre 1915).

PROJET DE LOI

*Article unique.* — Il est ouvert au ministre de la guerre, pour les dépenses du budget général de l'exercice 1915, un crédit supplémentaire de 260,300 fr. applicable au chapitre 3 du budget de son ministère (matériel de l'administration centrale).

Il sera pourvu au crédit ci-dessus au moyen des ressources du budget général de l'exercice 1915.

## ANNEXE N° 481

Session ord. — Séance du 28 décembre 1915.)

PROPOSITION DE RÉSOLUTION relative au matériel roulant des chemins de fer, présentée par MM. Georges Trouillot, Lhopiteau, Faisans, Astier, Alexandre Bérard, Ponteille, Léon Barbier, Perchot, Ranson et Ournac, sénateurs. — (Renvoyée à la commission des finances et à la commission de l'armée.)

Le Sénat, constatant que la crise actuelle des transports a pour cause — d'une part, avec la diminution du matériel roulant des compagnies ferrées, son immobilisation prolongée, sa circulation et ses chargements défectueux — d'autre part, le défaut de la main-d'œuvre nécessaire à son utilisation aussi bien sur voie ferrée que par voie fluviale,

Appelle l'attention du Gouvernement, en dehors des commandes de matériel qui suivent leur cours, sur la nécessité urgente :

1° Dans la zone des armées, de réduire au minimum exigé par la défense nationale le matériel roulant immobilisé pour des besoins militaires ;

2° A l'intérieur, d'assurer par des sanctions efficaces le respect des instructions antérieures qui confient exclusivement dans les gares aux agents techniques, à l'exclusion des commissaires militaires, les mesures d'exécution concernant la composition et la circulation des trains ;

3° De restituer aux compagnies ferrées et à la navigation fluviale le personnel spécial nécessaire, pour les premières, à la réparation de leur matériel, et, pour la batellerie, à sa mise en mouvement ;

4° D'utiliser sans aucun délai pour le dégagement des stations « embouteillées » sur un grand nombre de points du territoire toute la main-d'œuvre qui peut être disponible dans les dépôts, et au besoin dans les camps de prisonniers, et de faciliter l'évolution du matériel par l'établissement rapide des voies de triage les plus pressantes.

(1) Voir les nos 451-468, Sénat, année 1915, 1479-1560-1626-1629 et in-8° nos 327-346 — 11e législ. — de la Chambre des députés.

(2) Voir les nos 417-449-469, Sénat, année 1915, et 1263-1426-1483-1517 et in-8° no 307 — 11e législ. de la Chambre des députés.

## ANNEXE N° 482

(Session ord. — Séance du 28 décembre 1915.)

AVIS présenté au nom de la commission des finances sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à dispenser des versements, pendant la durée de leur mobilisation, les assurés facultatifs et les personnes admises à l'assurance obligatoire dans un délai à courir de la cessation des hostilités, par M. Cazeneuve, sénateur (1). — (Urgence déclarée.)

Messieurs, la commission des finances est appelée à donner son avis sur le projet modificatif de la loi sur les retraites ouvrières relatif aux assurés facultatifs et obligatoires, à raison des répercussions qu'il peut avoir.

En ce qui concerne l'article 2 du second projet, les dépenses prévues pour les exercices futurs suffiront à couvrir celles qu'occasionnera le payement des nouvelles allocations ou bonifications.

Les évaluations faites, en effet, n'ont pas envisagé l'état de guerre, et si cette éventualité ne s'était point produite, les assurés qui viendront s'inscrire au cours ou à la fin des hostilités seraient, sans nul doute, entrés dans l'assurance depuis la mobilisation. Ils seraient seulement, dans le détail, répartis d'une autre manière depuis le mois d'août 1914 à la fin des six mois qui suivront les hostilités.

Or, si on compare les dépenses prévues (voir rapport Paul Morel, p. 84), les crédits inscrits au budget et les sommes effectivement dépensées, il est facile de voir combien les dépenses effectuées sont encore aujourd'hui inférieures aux prévisions.

(1) Voir les nos 439-467, Sénat, année 1915, 1322-1510-1561 et in-8° no 320. — 11e législ. — de la Chambre des députés.

| DÉSIGNATION | | DÉPENSES prévues. | CRÉDITS budgétaires. | DÉPENSES effectuées. |
|---|---|---|---|---|
| Années..... | 1912..... | 72.400.000 | 41.349.425 | 14.801.100 |
| | 1913..... | 80.200.000 | 53.221.406 | 39.034.630 |
| | 1914..... | 89.200.000 | 63.468.247 | 62.968.660 |
| | 1915..... | 94.900.000 | 95.210.000 | » |
| | 1916..... | 106.300.000 | 104.590.000 | » |

D'ailleurs, en admettant que des dépenses supplémentaires se produisent, elles n'interviendraient au plus tôt qu'en 1923, le plus âgé des mobilisés étant actuellement âgé de quarante-huit ans, et ne pouvant obtenir de liquidation anticipée qu'à cinquante-cinq ans.

Quand à l'article 3, qui ouvre un droit à l'allocation du décès aux ayants droit des mobilisés qui se feront inscrire pendant la période des hostilités, son application entraînera, dans la mesure où les inscriptions nouvelles se produiront, une augmentation de dépenses qu'il est impossible d'évaluer exactement.

Mais nous croyons, avec le Gouvernement, que les crédits budgétaires ouverts pour ce service ne seront, en aucun cas, dépassés, en raison de la marge importante qui existe entre les crédits budgétaires et les dépenses effectuées.

| DÉSIGNATION | | CRÉDITS budgétaires. | DÉPENSES effectuées. |
|---|---|---|---|
| Années..... | 1912..... | 11.400.000 | 2.589.136 |
| | 1913..... | 8.800.000 | 2.864.925 |
| | 1914..... | 4.500.000 | 3.674.250 |
| | 1915..... | 4.500.000 | 3.915.000 |

Les sommes portées comme dépenses effectuées en 1914 et 1915 indiquent le montant des ordonnances de délégation pour les crédits mis à titre de provision à la disposition des préfets ; les dépenses sont ou seront inférieures à ces crédits.

Tout permet donc d'escompter que le crédit actuellement fixé à 4,500,000 fr. sera suffisant pour couvrir l'augmentation qui résultera de l'application des nouvelles dispositions légales contenues dans les deux projets envisagés.

Il convient d'observer, d'ailleurs, en ce qui concerne les assurés obligatoires, que tous les versements, même les plus minimes, effectués avant la mobilisation donnent droit aux allocations au décès.

Quant aux nouveaux assurés de cette catégorie, le droit à ces allocations ne sera acquis qu'en échange des versements visés par le projet de loi.

La même observation s'applique aux assurés facultatifs.

Dans ces conditions, votre commission des finances ne peut que donner un avis favorable, convaincue d'ailleurs que le Sénat ne se refusera pas à accorder, comme l'a fait la Chambre, le bénéfice de la liquidation sociale des retraites à des personnes qui risquent journellement leur vie pour la défense du pays, et qui déjà, par un effort de prévoyance librement consenti, ont cherché à assurer aux membres de leur famille laissés au foyer un secours immédiat susceptible d'aider à les mettre à l'abri du besoin pendant les premiers mois qui suivent le décès.

## ANNEXE N° 483

(Séance ord. — Séance du 28 décembre 1915.)

RAPPORT fait au nom de la commission des finances chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à proroger jusqu'au 31 décembre 1916 le délai d'exécution des travaux de vicinalité compris dans les programmes de 1912 et de 1913, par M. Alexandre Bérard, sénateur (1). — Urgence déclarée.)

Messieurs, votre commission des finances vous propose d'adopter le projet de loi voté par la Chambre, tendant à proroger jusqu'au 31 décembre 1916 le délai d'exécution des travaux de vicinalité compris dans les programmes de 1912 et de 1913.

En vertu des lois du 12 mars 1880 et 15 mars 1900, les subventions accordées pour ces travaux sont annulées, s'il n'en a pas été fait emploi durant les deux années qui suivent celle pour laquelle elles ont été accordées.

Le fait de guerre a souvent empêché cet emploi.

Départements et communes ne sauraient être en ces conditions privés des subventions sur lesquelles ils comptaient légitimement.

C'est pour cela que le Gouvernement a dé-

(1) Voir les nos 479, Sénat, année 1915, et 1563-1605, et in-8° no 344. — 11e législ. de la Chambre des députés.

posé le projet de loi qu'a voté la Chambre et que nous proposons au Sénat d'adopter à son tour :

PROJET DE LOI

*Article unique.* — Le délai d'exécution des travaux de vicinalité compris dans les programmes de 1912 et de 1913 est reporté au 31 décembre 1916.

## ANNEXE N° 484

(Session ord. — Séance du 28 décembre 1915.)

RAPPORT fait au nom de la commission des finances chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des députés, portant : 1° ouverture sur l'exercice 1916 des crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1916; 2° autorisation de percevoir pendant la même période les impôts et revenus publics, par M. Emile Aimond, sénateur (1). — (Urgence déclarée.)

Messieurs, la question posée par l'article 5 du projet de loi relatif aux douzièmes provisoires applicables au premier trimestre de 1916 revient devant vous ; la Chambre des députés n'ayant pas accepté le texte que vous avez voté a donné son assentiment à de nouvelles dispositions sur lesquelles vous êtes appelés à statuer.

Le 22 décembre dernier, après avoir démontré que le mécanisme de la loi du 15 juillet 1914 relative à l'impôt sur le revenu ne pouvait fonctionner à l'égard des contribuables empêchés par des cas de force majeure, occasionnés par l'état de guerre que nous subissons, nous écrivions dans notre rapport :

« En nous bornant à ces points essentiels, même avec la prorogation des délais, nous nous demandons si l'intervention du législateur n'est pas nécessaire à nouveau pour apporter à cette loi des compléments s'adaptant à la situation nouvelle.

« Il est regrettable, en effet, qu'une loi de cette importance risque, dès sa première application, de soulever de graves et de nombreuses difficultés, que les plus convaincus de l'impôt personnel ne doivent pas souhaiter... »

Et nous ajoutions : « Nous sommes placés en face de cette situation : ou bien rejeter l'article 5, et alors la loi du 15 juillet 1914, en vertu de l'article 5 de la loi du 26 décembre 1914, devient applicable à partir du 1er janvier 1916, c'est-à-dire sans aucun délai et sans aucune modification ; ou bien il nous faudrait nous-mêmes présenter des textes législatifs qu'on ne peut improviser dans le court temps qui nous reste.

« Votre commission se trouve donc dans l'obligation de reprendre, pour l'insérer dans la loi de finances actuelle, la disposition que M. Ribot avait demandé à la commission du budget d'y introduire et qui n'était que la reproduction de celle qui figure dans la loi du 26 décembre 1914. »

C'est dans ces conditions que le débat est venu devant vous et que vous avez voté l'ajournement au 1er janvier 1917 de l'application de la loi de l'impôt sur le revenu.

Mais vous avez tenu à faire plus en faisant vôtre le projet de résolution suivant, qui vous était également présenté par votre commission des finances :

« Le Sénat, regrettant l'obstacle persistant que l'état de guerre met à une application entière de la loi d'impôt sur le revenu, et fermement résolu à assurer cette application dès la cessation des hostilités, passe à l'ordre du jour. »

Les termes de cette résolution ne pouvaient prêter à aucune équivoque : elle montrait nettement votre volonté d'appliquer l'impôt sur le revenu, dès que le cas de force majeure qu'on appelle la guerre aurait disparu, c'est-à-dire que vous jugiez vous-même que cette application pouvait être faite même avant le 1er janvier 1917 si les circonstances le permettaient.

Dans quelle mesure le texte qui nous vient de la Chambre donne-t-il satisfaction au vœu que vous avez exprimé dans la séance du 24 décembre dernier ? C'est ce qu'il convient d'examiner.

Voici ce texte : « L'article 5 de la loi du 26 décembre 1914 est complété ainsi qu'il suit : Toutefois, le ministre des finances est autorisé à proroger par décret les délais impartis pour l'accomplissement des formalités prévues par les articles susvisés de la loi du 15 juillet 1914, de manière que la mise en recouvrement de l'impôt soit assurée avant le 31 décembre 1916.

« Un décret fixera également les conditions dans lesquelles des délais supplémentaires, ne pouvant dépasser trois mois à dater de la fin des hostilités, seront accordés aux contribuables, mobilisés ou non, qui se trouveraient empêchés, par suite d'un cas de force majeure dûment constaté, de souscrire en temps utile la déclaration exigée par l'article 16 de la loi du 15 juillet 1914.

« Les délais prévus au paragraphe 2 de l'article 17 de ladite loi seront applicables aux taxations d'office. »

Remarquons, tout d'abord, que la Chambre, par ce texte, établit deux catégories parmi les contribuables : ceux pour qui la mobilisation et l'état de guerre constituent un cas de force majeure les mettant dans l'impossibilité d'accomplir en temps utile les prescriptions de la loi du 15 juillet 1914, et tous les autres contribuables qui, n'ayant pas de cas de force majeure à invoquer, vont se trouver néanmoins vis-à-vis de ces prescriptions dans une situation différente de celles qu'ils auraient eu en temps normal.

Le texte qu'on nous propose assure d'abord à tous les contribuables sans exception, et par conséquent à ceux de la deuxième catégorie que nous venons d'envisager, une prolongation générale du délai de deux mois qui leur était accordé pour faire leur déclaration par le cinquième paragraphe de l'artice 16 de la loi du 15 juillet 1914.

La durée de cette prolongation n'est pas fixée dans le texte, elle est laissée au choix de l'administration, mais M. le ministre des finances nous a déclaré qu'elle serait de plusieurs mois. Cette prolongation est du reste absolument indispensable à l'administration elle-même, qui en a besoin pour permettre à ses services de ne pas succomber sous le fardeau écrasant qui va lui incomber du fait de la mise en marche d'un mécanisme qui n'a pas encore fonctionné et pour lequel on n'a à peu près rien prévu à l'heure actuelle.

En ce qui concerne le délai spécial accordé aux mobilisés et à ceux qu'un cas de force majeure met dans l'impossibilité de faire une déclaration, délai qui ne comptera que du jour où les hostilités auront pris fin, nous nous trouvons en face d'une satisfaction partielle donnée aux vœux du Sénat, lorsqu'il a voté le projet de résolution par lequel il affirmait sa resolution d'assurer l'application de l'impôt sur le revenu dès la cessation des hostilités.

En réalité, sauf des cas particuliers qui se rencontreront surtout chez les mobilisés de l'intérieur, tous les contribuables qui sont au front ou qui appartiennent aux régions envahies ne seront tenus de se soumettre aux prescriptions de la loi que dans les trois mois qui suivront la fin de la guerre ; c'est dire que les deux cinquièmes environ des contribuables bénéficieront de la disposition et il ne viendra à l'idée de personne de trouver abusive une mesure qui ne s'appliquera, en fait, qu'à ceux qui exposent chaque jour leur vie pour la défense du pays.

La seule différence du texte de la Chambre avec celui du projet de résolution du Sénat consiste donc dans le fait qu'au Sénat, la mise en mouvement des formalités relatives à l'application de l'impôt sur le revenu ne devait s'effectuer pour tous les contribuables qu'après la cessation des hostilités, tandis que la Chambre n'accorde ce retard de la mise en mouvement qu'aux seuls mobilisés et à ceux qui pourront justifier d'un cas de force majeure.

Pour justifier cette différence de traitement on invoque précisément l'argument que nous avons employé nous-même lors du moratorium des loyers, quand nous défendions la formule : qui peut payer, doit payer.

« On ne conçoit pas, en effet, dit-on, pourquoi un contribuable qui n'est pas mobilisé et qui ne peut invoquer, du fait de la guerre, aucun cas de force majeure, serait dispensé de payer l'impôt sur le revenu établi par la loi, alors qu'il n'est pas délié de l'obligation d'acquitter les autres. »

On ajoute également : « Comment pourrions-nous demander demain, pour faire face aux charges qui résulteront pour l'Etat des dépenses de guerre, leur part légitime à nos impôts actuels, sans en excepter aucun, si nous déclarions aujourd'hui que les privilégiés de la fortune, qui ne sont pas soumis à l'impôt du sang ou qui ne sont pas des victimes de la guerre, seront dispensés de se soumettre à une loi existante ? »

Ces deux observations conduisent ainsi à faire, parmi les contribuables, des discriminations indispensables, mais provisoires.

Votre commission des finances a tenu à mettre sous vos yeux toutes les raisons qui l'ont conduite finalement à souscrire au compromis proposé par la Chambre des députés.

Par le vote du projet de résolution, nous avions marqué notre volonté bien arrêtée de mettre en application l'impôt sur le revenu au lendemain même de la cessation des hostilités; la Chambre est d'accord avec nous sur ce point en ce qui concerne les deux cinquièmes des contribuables, ceux précisément que nous avions plus particulièrement visés dans notre rapport du 22 décembre ; pour les autres, tout en leur accordant quelques mois de répit, elle estime que leur situation ne justifierait pas la non-application d'une loi déjà retardée d'un an dans son application.

Il nous a paru que nous pouvions accepter la transaction qui nous était offerte, non pas que cette transaction puisse apporter au Trésor pour l'année 1916 d'importantes ressources, mais parce que, lorsqu'il faudra en rechercher d'autres, on n'aura aucune bonne raison à nous opposer pour ne pas s'adresser à tous nos impôts en général.

En vous proposant de voter le texte qui vous est soumis, votre commission ne se dissimule pas que la question n'est pas entièrement résolue : si on rapproche, en effet, la dernière phrase du premier paragraphe, par laquelle il est spécifié que le recouvrement de l'impôt devra avoir lieu avant le 31 décembre 1916, de celle du second qui spécifie qu'un délai de trois mois qui commencera à courir du jour de la cessation des hostilités, sera accordé à une partie des contribuables, il pourra arriver que ces derniers ne soient pas inscrits sur les rôles de 1916.

Comme la loi de finances n'autorise la perception des impôts que pour une année, il y aura donc lieu, dans cette hypothèse, de fixer définitivement le sort de ces contribuables en ce qui concerne les impôts de 1916.

Le texte qui vous est soumis ne tranche pas la question et le Gouvernement reconnaît avec nous que si cette hypothèse venait à se réaliser, nous aurions le devoir de nous en préoccuper en temps voulu, c'est-à-dire à l'époque où nous voterons les derniers douzièmes de l'année 1916. La question reste donc entière, et notre droit, à cet égard, est réservé.

En résumé, les idées essentielles que votre commission des finances a soutenues devant vous, en vous priant de vous rallier au projet de résolution qu'elle vous avait présenté, trouvent dans le nouveau texte qui vous est soumis une consécration qui, pour n'être pas entière, n'en est pas moins importante à enregistrer, de telle sorte que nous n'avons pas à regretter d'avoir provoqué sur le point en litige une deuxième délibération.

Le Sénat, en se ralliant à ce texte, affirmera à nouveau sa volonté d'appliquer dans la mesure où les événements le permettent une loi qu'il a votée. Il n'en sera que plus fort pour rappeler que d'autres lois sont sur le chantier, notamment la loi sur les contrats collectifs ainsi que celle qui apporte à notre législation sur l'alcool des modifications profondes qu'il n'est que temps de réaliser, et pour s'opposer, le cas échéant, aux mesures dilatoires qui pourraient avoir pour conséquence d'en ajourner la discussion.

En conséquence, votre commission vous propose de voter l'article 5 de la loi de finances tel qu'il vous est maintenant présenté.

PROJET DE LOI

TITRE Ier

. . . . . .

§ 2. — *Impôts et revenus autorisés.*

. . . . . .

Art. 5. — L'article 5 de la loi du 26 décembre 1914 est complété ainsi qu'il suit :

(1) Voir les nos 451-468-480, Sénat, année 1915, et 1479-1560-1626-1629, et in-8° nos 327-346 — 11e législ. — de la Chambre des députés.

« Toutefois, le ministre des finances est autorisé à proroger par décret les délais impartis pour l'accomplissement des formalités prévues par les articles susvisés de la loi du 15 juillet 1914, de manière que la mise en recouvrement de l'impôt soit assurée avant le 31 décembre 1916.

» Un décret fixera également les conditions dans lesquelles des délais supplémentaires, ne pouvant dépasser trois mois à dater de la fin des hostilités, seront accordés aux contribuables, mobilisés ou non, qui se trouveraient empêchés, par suite d'un cas de force majeure dûment constaté, de souscrire en temps utile la déclaration prévue par l'article 16 de la loi du 15 juillet 1914.

« Les délais visés au paragraphe 2 de l'article 17 de ladite loi seront applicables aux taxations d'office. »

. . . . . .

## ANNEXE N° 485

(Session ord. — Séance du 28 décembre 1915.)

PROPOSITION DE LOI, adoptée par la Chambre des députés, concernant la faculté d'option des fils d'étrangers nés en France, transmise par M. le président de la Chambre des députés à M. le président du Sénat (1). — (Renvoyée à la commission, nommée le 28 novembre 1913, chargée de l'examen du projet de loi portant modification ou abrogation de certaines dispositions du code civil relatives à la nationalité.)

## ANNEXE N° 486

(Session ord. — Séance du 29 décembre 1915.)

RAPPORT fait au nom de la commission de la marine chargée d'examiner la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à supprimer les taxes d'octroi de la Ville de Paris pour certaines catégories de poissons de mer, par M. Riotteau, sénateur (2).

Messieurs, vous avez voté, le 13 août 1913, une loi modifiant la taxe à appliquer aux diverses catégories de poissons dans les diverses villes de France, dans le but de venir en aide à l'industrie si intéressante des pêches maritimes.

La ville de Paris a cru devoir, par application stricte des termes de cette loi, établir des taxes d'octroi sur des catégories de poissons qui, jusqu'alors, étaient exemptées.

Cette décision, bien que conforme à la lettre de la loi votée, est manifestement contraire à son esprit : elle rendrait, si elle était appliquée, plus difficilement accessible au marché de Paris certains produits de pêches maritimes.

En se reportant aux discussions qui ont eu lieu sur ce sujet à la Chambre des députés et au Sénat, on reconnaît que le Parlement avait, au contraire, le but de favoriser le plus possible les produits des pêches de nos populations maritimes sur le marché si important de Paris.

En vue de donner son plein effet à la loi votée le 13 juillet 1913, dans l'intérêt des pêcheurs comme dans l'intérêt des consommateurs, la Chambre des députés a adopté, le 3 avril 1914, une proposition de loi que votre commission demande au Sénat d'adopter sans modification.

PROPOSITION DE LOI

*Article unique.* — Pour la ville de Paris, les poissons énumérés dans les 2e et 3e catégories du tableau de la loi du 13 août 1913 sont exempts de toute taxe d'octroi.

(1) Voir les nos 879-932 et in-8° n° 345. — 11e législ. — de la Chambre des députés.

(2) Voir les nos 282, Sénat, année 1914, et 3857-3870 et in-8° n° n° 841 — 11e législ. — de la Chambre des députés.

## ANNEXE N° 487

(Session ord. — Séance du 29 décembre 1915.)

PROJET DE LOI adopté par la Chambre des députés concernant la désertion et l'insoumission dans l'armée de terre, présenté au nom de M. Raymond Poincaré, Président de la République française, par M. le général Gallieni, ministre de la guerre, et par M. René Viviani, garde des sceaux, ministre de la justice (1). — (Renvoyé à la commission, nommée le 29 juin 1909, chargée de l'examen d'un projet de loi portant suppression des conseils de guerre permanents et des tribunaux maritimes.)

## ANNEXE N° 488

(Session ord. — Séance du 29 décembre 1915.)

RAPPORT fait au nom de la commission chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la chambre des députés, relatif aux inventions intéressant la défense nationale, par M. Astier, sénateur (2).

Messieurs, le Gouvernement a présenté à la Chambre des députés, le 28 octobre 1915, un projet de loi établissant un droit de licence obligatoire en faveur de l'Etat sur les inventions brevetées intéressant la défense nationale.

La Chambre des députés, dans sa séance du 10 décembre 1915, a adopté ce projet après en avoir élargi les dispositions et, en conséquence, modifié le titre. C'est ce projet qui est aujourd'hui soumis à vos délibérations.

La commission de l'armée, à laquelle avait tout d'abord été renvoyé ce projet de loi, a estimé préférable d'en confier l'examen à une commission spéciale.

La question des inventions intéressant la défense nationale a paru depuis longtemps nécessiter la recherche d'une législation particulière.

A la suite de contestations et de procès auxquels ont donné lieu, il y a un certain nombre d'années, des inventions relatives aux explosifs; à la suite aussi des difficultés auxquels se heurtaient en l'absence de textes spéciaux les ministère de la guerre et de la marine dans leurs tractations avec les inventeurs, on s'est demandé s'il n'y aurait pas lieu d'apporter à notre législation sur les brevets d'invention, au point de vue des intérêts de la défense nationale, des modifications de nature à permettre à l'Etat de s'assurer l'exploitation exclusive des inventions concernant la guerre et la marine et de s'en réserver le secret.

Il est impossible de répondre à la question ainsi posée sans envisager une atteinte portée aux droits de l'inventeur sur sa découverte, mais il faut bien reconnaître qu'on se trouve dans un de ces cas où l'intérêt général doit faire fléchir l'intérêt particulier du breveté, si respectable qu'il soit.

Il ne semble pas douteux qu'il soit possible d'exproprier dans certains cas l'inventeur, et la question s'est posée de savoir s'il ne suffirait pas d'appliquer aux brevets d'invention le principe de l'expropriation pour cause d'utilité publique.

De tout temps, ce principe a été admis. Il est inscrit dans l'article 545 du code civil qui porte que « nul ne peut être contraint de céder sa propriété, si ce n'est pour cause d'utilité publique et moyennant une juste et préalable indemnité ». Bien que cette disposition, conçue en termes généraux, ne paraisse établir aucune distinction entre les divers genres de propriété et soit applicable aussi bien à la propriété mobilière qu'à la propriété foncière, il semble, toutefois indispensable de recourir à une loi nouvelle, pour régler les conditions d'expropriation des brevets d'invention. On ne saurait, en effet, appliquer à cette matière les règles de l'expropriation pour cause d'utilité publique prévues par la loi du 31 mai 1841, cette dernière étant spéciale à la propriété foncière.

(1) Voir les nos 1124-1592 et in-8° n° 342. — 11e législ. — de la Chambre des députés.

(2) (Voir les nos 434, Sénat, année 1915, et 1388-1518 et in-8° n° 314. — 11e législ. — de la Chambre des députés.)

C'est dans ce sens que se sont orientés depuis de longues années les études et les projets. La question a été tranchée dans de nombreux pays par des textes législatifs : mais, jusqu'ici, elle n'était pas sortie encore en France des études préparatoires.

Et, cependant, il y a quelque vingt ans déjà que l'un des membres les plus éminents du cabinet actuel, M. de Freycinet, répondant, le 19 avril 1892, comme ministre de la guerre, à une pétition qui lui avait été adressée au sujet des inventions intéressant la défense nationale, s'exprimait ainsi :

« Cette question a été, depuis plusieurs années, de la part de mon administration, l'objet d'un examen approfondi, duquel il résulte que la loi de 1844 sur les brevets d'invention présente des inconvénients graves en ce qui concerne les découvertes intéressant l'armée et la défense nationale et, en outre, qu'elle se concilie difficilement avec la loi sur l'espionnage. J'estime donc qu'il serait opportun de procéder à la révision de loi de 1844 sur les brevets d'invention. »

Successivement, les ministères du commerce de la guerre et de la marine s'intéressent à l'étude de cette question. La presse s'en préoccupe. L'association des ingénieurs-conseils en matière de propriété industrielle, l'association française pour la protection de la propriété industrielle, d'autres groupements encore l'examinent. On élabore projets sur projets sans qu'ils se traduisent en un texte législatif. »

Au cours de ces dernières années, l'effort paraît avoir été plus soutenu et plus méthodique. La commission technique de l'office national de la propriété industrielle avait, à la demande du ministre du commerce et d'accord avec les départements de la guerre et de la marine, préparé un projet de loi très étudié et très complet qui avait pour base le droit d'appropriation par l'Etat de toutes les inventions intéressant la défense nationale. Ce projet est depuis longtemps au point, puisque nous trouvons, sous la plume de M. Mainié, dans le rapport annuel de la commission technique sur le fonctionnement de l'office national de la propriété industrielle en 1912, le passage suivant :

« Depuis longtemps on a reconnu la nécessité d'édicter une loi spéciale aux inventions intéressant la défense nationale. Un projet complet a été, sur le rapport de M. Taillefer, adopté par la commission technique. Il a pour base le droit d'appropriation de toutes les inventions relevant de l'armée ou de la marine, relatives aux armes, engins de guerre et moyens de les fabriquer. Les ministres de la guerre et de marine prendraient communication des demandes de brevets déposés à l'office national, avant leur publication; les indemnités seraient fixées au profit des inventeurs, soit à l'amiable, soit par voie d'expertise. Une série de dispositions de ce projet a donné lieu à une étude particulièrement difficile : il fallait prévoir la divulgation des inventions par l'inventeur lui-même, soit en France, soit à l'étranger, et à l'application éventuelle des peines de l'espionnage; vous êtes parvenus à mettre d'accord, à cet égard, les droits de l'inventeur, les intérêts de la défense nationale et la répression nécessaire d'un délit souvent trop malaisé à saisir.

Les circonstances n'ont pas permis jusqu'ici de soumettre ce projet aux délibérations des Chambres, malgré tout l'intérêt qu'il paraissait présenter.

L'introduction dans le domaine du ministère de l'instruction publique des inventions intéressant la défense nationale a montré à tous l'intérêt qu'on se décidait à reconnaître sous la poussée des évènements à cette catégorie particulière d'inventions.

*Dispositions des lois étrangères relatives aux inventions intéressant la guerre ou la marine.*

A l'étranger, la question a été résolue dans un certain nombre de lois sur les brevets qui renferment des dispositions relatives à l'expropriation par l'Etat des inventions présentant un intérêt public ou concernant la défense nationale.

Il en est ainsi notamment dans la loi allemande du 7 avril 1891, dans la loi autrichienne du 11 janvier 1897, dans la loi anglaise du 28 août 1907, dans la loi japonaise du 2 avril 1909, dans la loi roumaine des 13-19 janvier 1906, dans la loi russe des 20 mai, 1er juin 1896, etc.

*En Allemagne,* l'article 5 de la loi du 7 avril

1891 dispose : « Le brevet ne produit pas d'effet lorsque, d'après une décision du chancelier de l'Empire, l'invention doit être employée pour l'armée ou pour la flotte, ou d'une autre manière encore dans l'intérêt du bien public. Mais dans ce cas, le breveté a le droit d'obtenir de l'Empire ou de l'Etat qui a demandé la limitation du brevet dans son intérêt particulier une indemnité convenable qui, à défaut d'entente, est fixée par la voie judiciaire ».

Les mesures destinées à assurer le secret de l'invention sont indiquées dans l'article 19 ainsi conçu :

« Toute personne peut prendre connaissance du rôle des descriptions, des dessins, des modèles et des échantillons ayant servi de base à la délivrance des brevets, lorsqu'il ne s'agit pas d'un brevet pris au nom de l'administration impériale dans l'intérêt de l'armée ou de la flotte. » L'article 23 décide que « lorsqu'il s'agit d'un brevet demandé au nom de l'administration impériale dans l'intérêt de l'armée ou de la flotte, le brevet est délivré sans aucune publication si cela est requis. Dans ce cas, l'inscription dans le rôle des brevets n'a pas lieu non plus. »

*En Autriche*, aux termes de l'article 10 de la loi du 11 janvier 1897,

« L'administration militaire a le droit, après entente avec le ministre du commerce, d'utiliser pour ses besoins, ou de faire utiliser par les mandataires auxquels elle a confié des affaires, les inventions qui se rapportent aux armes de guerre, aux explosifs, aux munitions, aux fortifications ou aux navires de guerre, nécessaires pour le perfectionnement de la défense nationale, et cela sans qu'on puisse opposer à ladite administration aucun droit tiré du brevet délivré.

« S'il ne peut s'établir entre le breveté et l'administration militaire, avec l'assentiment du ministre des finances, une entente en vue de la fixation d'une indemnité équitable, le ministre des finances décide sur ce point après s'être mis d'accord avec le ministre du commerce et avec l'administration militaire.

« L'exercice du droit d'utilisation qui appartient à l'administration militaire est indépendant de la marche de ces négociations. »

En ce qui concerne l'expropriation, l'article 15 renferme les dispositions suivantes :

« Si l'intérêt de l'armée, du bien public ou ou un autre intérêt impérieux de l'Etat exige qu'une invention pour laquelle un brevet a été demandé ou déjà délivré soit, en totalité ou en partie, utilisée par le Gouvernement ou par l'administration militaire, ou mise à la disposition du public, le brevet ou le droit à l'utilisation de l'invention pourront, en vertu d'une décision rendue par l'autorité politique du pays, à Vienne, être expropriée en totalité ou en partie et moyennant une indemnité équitable par le Gouvernement ou l'autorité militaire.

« S'il y a péril en la demeure, le Gouvernement ou l'administration militaire pourront, moyennant l'autorisation provisoire de la susdite autorité politique du pays accordée sur le vu de la demande d'expropriation, mais sous réserve de la décision ultérieure faisant droit à cette dernière, faire immédiatement usage de l'invention, ou la mettre à la disposition du public. »

Pour permettre à l'Etat de conserver l'invention secrète, l'article prévoit que lorsqu'il s'agit d'une demande de brevet déposée par le Gouvernement ou par l'administration militaire dans l'intérêt de l'équipement de l'armée ou en vue d'un autre intérêt de l'Etat ou qu'il s'agit d'une demande de brevet déposée par un tiers et à l'égard de laquelle le Gouvernement ou l'administration militaire a fait valoir son droit d'expropriation, le brevet est délivré sans publication aucune si une demande dans ce sens est faite par l'administration intéressée.

*En Angleterre*, la loi du 23 août 1907 prévoit dans les articles 30 et suivants les conditions dans lesquelles l'inventeur peut céder à l'Etat tout brevet relatif aux engins et munitions de guerre.

Le secrétaire d'Etat à qui l'invention a été cédée peut signaler au « comptroller » des brevets qu'à son avis, dans l'intérêt du service public, les détails de l'invention et de la manière de l'exécuter doivent être gardés secrets.

Aucune description, document ou dessin se rattachant à une invention de ce genre ne peut être publié ou livré à l'inspection du public.

*Au Japon*, l'art. 11 de la loi du 2 avril 1909 règle ainsi la matière qui nous occupe :

« Si l'intervention pour laquelle une demande de brevet a été déposée est de celles dont l'intérêt public réclame l'exploitation, ou dont l'utilisation est nécessaire pour des raisons militaires ou qui doivent être gardées secrètes, le brevet pourra être refusé ou n'être accordé qu'avec des restrictions.

« Pour une invention dont l'utilisation est nécessaire au point de vue militaire ou qui doit être gardée secrète, le Gouvernement pourra exproprier le droit à la délivrance du brevet.

« Dans les cas prévus par les deux alinéas précédents, le Gouvernement accordera une indemnité raisonnable. »

*En Roumanie*, les articles 35, 37 et 38 de la loi des 13/19 janvier 1903, qui sont relatifs aux inventions intéressant les industries de la guerre ou de la marine, sont ainsi conçus :

« *Art. 35.* — Le ministère de la guerre aura le droit, après entente avec le ministère de l'agriculture, de l'industrie, du commerce et des domaines, de faire usage des inventions relatives aux armes de guerre, aux matières explosibles, aux munitions, aux fortifications, aux vaisseaux de guerre et, en général, à tout ce qui pourrait être utile à la défense nationale, sans que le propriétaire du brevet puisse s'opposer à l'emploi de son invention.

« Ce droit n'exclut cependant pas la concession d'indemnités équitables que le ministère de la guerre accordera au breveté et qui seront fixées de concert avec le ministère des domaines. Au cas où une entente ne pourrait aboutir avec le breveté, l'indemnité sera fixée conformément à la loi sur les expropriations. Le droit du ministère de la guerre d'utiliser l'invention pourra être exercé sans attendre que l'indemnité ait été fixée.

« *Art. 37.* — Si l'intérêt public exige qu'une invention brevetée soit exploitée par l'Etat ou lui soit cédée en totalité, l'Etat se l'appropriera en expropriant, en totalité ou en partie, le ou les propriétaires du brevet.

« L'expropriation se fera à l'amiable ; mais si les intéressés ne tombent pas d'accord, elle sera ordonnée par le tribunal qui prononcera d'urgence et sans appel.

« Le montant de l'indemnité sera déterminé conformément à la loi sur les expropriations pour cause d'utilité publique.

« *Art. 38.* — Les dessins et les descriptions des inventions réservées pour le compte de l'Etat ou du ministère de la guerre ne pourront être ni publiés ni communiqués à qui que ce soit. Ces derniers ne seront pas non plus inscrits dans le registre des brevets. »

*En Russie*, le règlement sur l'industrie, dans son article 176 maintenu temporairement en vigueur par la loi des 20 mai/1er juin 1896, dispose :

« Il n'est pas délivré de brevet pour des inventions et perfectionnements se rapportant aux munitions de guerre et à la défense de l'Etat et ne pouvant être employés que par le Gouvernement, tels que des pièces d'artillerie, des projectiles, des capsules et autres accessoires de l'artillerie, des cuirasses. Pour les inventions et perfectionnements se rapportant à des objets dont on se sert dans l'armée, mais qui peuvent aussi être employés par des personnes privées, tels que les armes à feu portatives, les cartouches métalliques, les balles et autres accessoires, il peut être délivré des brevets à la condition qu'ils ne soient pas invoqués contre les ministères de la guerre et de la marine et qu'ils n'empêchent pas ces derniers d'employer les inventions et perfectionnements susmentionnés, ni de se livrer aux essais nécessaires. »

Les extraits qui précèdent de quelques-unes des lois étrangères montrent que la question des inventions intéressant les industries de la guerre avait retenu, hors de nos frontières, l'attention des législateurs.

### *Etat de la question en France.*

*En France*, le problème se posait de nouveau chaque fois que l'Etat se trouvait avoir des démêlés — parfois retentissants — avec des inventeurs. Mais jusqu'à ce jour rien n'a été fait dans le sens d'une solution pratique si l'on excepte les dispositions de la loi du 27 mai 1915 établissant des règles temporaires en matière de propriété industrielle, notamment en ce qui concerne les brevets d'invention appartenant aux ressortissants des empires d'Allemagne et d'Autriche-Hongrie.

Cette loi, après avoir posé en principe l'interdiction d'exploiter en France des inventions brevetées par des ressortissants d'Allemagne ou d'Autriche-Hongrie, apporte une exception à ce principe en ce qui concerne les inventions présentant un intérêt public ou reconnues utiles pour la défense nationale. Dans ce cas, l'exploitation de ces inventions peut être réservée à l'Etat ou concédée par lui à des particuliers.

La portée du texte du 27 mai 1915 est restreinte aux inventions brevetées par des ressortissants ennemis ; il s'ensuit qu'actuellement, en dehors de la catégorie spéciale d'inventions limitativement fixée par cette loi, l'Etat ne peut mettre en œuvre une découverte intéressant la défense nationale, quelque utilité qu'il puise y avoir à le faire, sans s'entendre préalablement avec l'inventeur ; qu'il n'a aucun moyen de triompher de sa résistance et de sa mauvaise volonté, et que, s'il passe outre, il s'expose à un procès de contrefaçon dans lequel, si le brevet est valablement pris, il doit succomber. Aussi a-t-il paru nécessaire de prendre certaines dispositions permettant à l'Etat non pas l'expropriation, mais seulement la libre exploitation, moyennant une juste indemnité à l'inventeur, des inventions brevetées intéressant la défense nationale.

Tel était à l'origine l'objet unique du projet de loi déposé par le Gouvernement.

La commission du commerce de la Chambre des députés a estimé qu'il convenait de compléter ce projet par un ensemble de dispositions destinées à empêcher la divulgation de ces inventions.

Avant d'analyser brièvement les dispositions des deux articles du projet, il nous paraît intéressant de vous faire connaître les mesures tout récemment adoptées dans le même ordre d'idées par deux de nos alliées, la Grande-Bretagne et l'Italie.

### *Dispositions spéciales adoptées, à l'occasion de la guerre, en Grande-Bretagne et en Italie.*

L'Angleterre, dont la loi générale de 1907 contenait déjà des dispositions relatives aux inventions intéressant la guerre, a estimé cependant nécessaire de renforcer sur ce point sa législation normale.

Une ordonnance en conseil du 14 octobre 1915 concernant la publication des brevets d'invention et des dessins et modèles intéressant la sécurité publique et la défense nationale, a introduit dans le règlement (consolidation) édicté pour l'exécution de la loi de consolidation pour la défense du royaume de 1914, les dispositions suivantes :

*18 B.* — 1° Si une demande a été présentée, soit avant, soit après la date de la présente ordonnance, pour obtenir la délivrance d'un brevet ou l'enregistrement d'un dessin ou modèle dans le Royaume-Uni, et si le contrôleur général des brevets, des dessins et des marques est convaincu que la publication de l'invention ou du dessin ou modèle peut être préjudiciable à la sécurité publique ou à la défense du royaume, ou peut, autrement, profiter à l'ennemi ou compromettre la continuation heureuse de la guerre, il pourra renvoyer l'acceptation de la description complète déposée avec la demande de brevet, ou, selon le cas, l'enregistrement du dessin ou modèle, et interdire, dans cette éventualité, par une ordonnance :

*a*) de publier ou de communiquer, d'une manière quelconque, l'invention ou le dessin ou modèle ;

*b*) de demander en pays ennemi ou neutre la protection de l'invention, ou du dessin ou modèle ; et

*c*) de demander la protection de l'invention ou du dessin ou modèle en pays allié ou dans l'une des colonies de Sa Majesté sans l'autorisation de l'amirauté ou du conseil de l'armée ;

2° Personne ne pourra demander la délivrance d'un brevet d'invention quelconque ou l'enregistrement d'un dessin ou modèle, en pays étranger ou dans l'une des colonies de Sa Majesté, à moins qu'il n'ait déposé, ou envoyé par la poste, au bureau des brevets, un avis faisant connaître son intention en même temps qu'une description provisoire indiquant la nature de l'invention, ou, éventuellement, une représentation ou un spécimen du dessin, et à moins qu'un mois ne se soit écoulé depuis le moment où cet avis a été donné ; si, pendant ce mois, le contrôleur général acquiert la conviction que la publication de l'invention ou du

dessin peut être préjudiciable à la sécrité publique ou à la défense du royaume, ou peut, autrement, profiter à l'ennemi ou compromettre la continuation heureuse de la guerre, il pourra rendre une ordonnance analogue à celle qui concerne les cas où la demande de délivrance d'un brevet ou d'enregistrement d'un dessin ou modèle est déposée dans le Royaume-Uni;

3° Avant d'exercer, sur un point quelconque mentionné ci-dessus, les pouvoirs qui lui sont conférés par le présent règlement, le contrôleur général consultera l'amirauté et le conseil de l'armée, et n'agira que sur la requête de l'amirauté ou du conseil de l'armée.

4° Quiconque contreviendra aux dispositions du présent règlement ou à une ordonnance à laquelle celui-ci a servi de base sera déclaré coupable d'infraction au présent règlement.

De son côté, le Gouvernement italien a promulgué un décret du 18 janvier 1915 concernant l'expropriation des inventions, qui renferme les dispositions suivantes :

« *Article unique.* — L'Etat peut, dans l'intérêt de la défense nationale, et uniquement pour son usage militaire, exproprier en totalité ou en partie un brevet ou faire usage de l'invention sans le consentement du breveté, en vertu d'un décret royal rendu sur la proposition du ministre compétent, d'accord avec le ministre du Trésor et après audition du Conseil des ministres. La personne expropriée ou dont l'Etat utilise l'invention a droit à une indemnité qui, faute d'entente entre les parties, sera fixée par un ou trois experts désignés par le premier président de la Cour d'appel de Rome.

« Aucun recours, ni en la voie judiciaire, ni en la voie administrative, ne peut être formé contre ledit décret.

« Quant il s'agira d'une invention intéressant la défense de l'Etat, la description et les dessins qui s'y rapportent pourront être communiqués même avant la délivrance du brevet, au ministre compétent, lequel pourra exiger que toute publication ou tout avis s'y rapportant soient ajournés pendant une durée indéterminée. »

Le projet de loi qui vous est soumis est inspiré des mêmes idées que celles dont on trouve l'expression dans les projets anglais et italien, comme il est facile de s'en rendre compte par l'examen sommaire des dispositions qu'il renferme.

## Examen sommaire des disposition du projet de loi.

Ainsi que l'indiquait son titre primitif, le projet de loi déposé, le 28 octobre 1915, à la Chambre des députés, se bornait à établir un droit de licence obligatoire en faveur de l'Etat sur les inventions brevetées intéressant la défense nationale.

Il renfermait des dispositions d'ordre général et permanent comme l'étaient celles du projet d'ensemble dont il avait était extrait. L'article 2, ajouté après coup à l'article unique primitif, contient au contraire des dispositions temporaires inspirées par les circonstances.

Votre commission estime d'ailleurs que le projet tout entier doit être considéré comme présentant un caractère temporaire. Il sera indispensable de reprendre le plus tôt possible le projet d'ensemble qui a été préparé pour régler, dans des conditions définitives, l'expropriation des inventions intéressant la défense nationale.

### Article 1er.

#### Autorisation d'exploiter donnée aux ministres de la guerre et de la marine.

L'article premier dispose que les ministres de la guerre et de la marine peuvent être autorisés par décret à faire exploiter soit dans les ateliers de l'Etat, soit pour le compte de l'Etat dans les ateliers de l'industrie privée, les inventions intéressant la défense nationale et faisant l'objet de demandes de brevets ou de brevets délivrés.

Il ne s'agit pas, par conséquent, d'une expropriation de l'invention, mais simplement d'un droit de licence obligatoire, c'est-à-dire d'une autorisation d'exploiter moyennant indemnité à l'inventeur, le tout sous réserve de l'application possible des dispositions beaucoup plus rigoureuses de l'article 3 de la loi du 27 mai 1915 qui vise l'exploitation, par l'Etat, des brevets appartenant à des ressortissants ennemis.

#### Autorisation de prendre connaissance des demandes de brevets déposées.

Le projet visant non seulement les brevets délivrés, mais aussi les demandes en instance, il était nécessaire de permettre aux départements intéressés de prendre connaissance à l'office national de la propriété industrielle de toutes les demandes de brevets déposées. C'est cette autorisation que le texte donne aux ministres de la guerre, de la marine et des inventions intéressant la défense nationale qui devront déléguer à cet effet leurs représentants au service des brevets d'invention de l'office national.

#### Décret autorisant l'exploitation par l'Etat.

L'exploitation d'un brevet par l'Etat doit être autorisée par décret rendu sur l'avis conforme d'une commission composée d'un directeur du ministère intéressé (guerre, marine, inventions concernant la défense nationale), d'un directeur du ministère du commerce et d'un conseiller l'Etat, président.

Il n'y aura le plus souvent qu'un seul ministère intéressé ; toutefois, au cas où il y en aurait plusieurs simultanément, le texte prévoit que ces trois ministères ne disposeraient dans la commission que d'une seule voix.

#### Non-publication de l'invention.

Lorsqu'il s'agit d'une invention pour laquelle le brevet n'a pas encore été délivré, le décret peut décider qu'il sera sursis à la délivrance et à la publication du brevet. Cette disposition, qui a pour but de sauvegardes le secret de l'invention, s'explique d'elle-même.

#### Indemnité à payer à l'inventeur. — Fixation.

Le décret d'autorisation d'exploitation ouvre pour l'inventeur droit à indemnité. Cette indemnité est, dans un but de célérité et de simplification, déterminée par trois arbitres nommés suivant une procédure très simple indiquée dans l'article.

#### Tribunal arbitral.

Le dernier paragraphe de l'article premier fixe les délais dans lesquels la sentence doit intervenir après constitution du tribunal arbitral. Il dispose que les arbitres qui statuent sans appel, sont libres de fixer, comme ils le jugent équitable, les modalités du payement de l'indemnité. Celle-ci pourra donc consister suivant les circonstances soit en une somme une fois payée, soit en une redevance proportionnelle à la valeur de l'objet fabriqué, à son prix de revient, etc., ou à la fois en une somme et une redevance. Les arbitres ont toute liberté sur ce point.

Il est à remarquer que l'indemnité n'est pas nécessairement préalable.

### Article 2.

#### Objet de l'article 2: Empêcher la divulgation de certaines inventions.

Comme l'a fort bien indiqué dans son rapport à la Chambre des députés l'honorable M. Landry, il ne suffisait pas de permettre à l'Etat d'exploiter les inventions intéressant la défense nationale, il fallait encore prendre des précautions pour que certaines inventions ne pussent être utilisées par les ennemis. Ce sont ces mesures qu'a cherché à établir l'article 2 du projet de loi : leur caractère est temporaire puisqu'elles sont prises « à raison de l'état de guerre et jusqu'à une date qui sera fixée par décret à la cessation des hostilités.

#### Sursis à la délivrance et à la publication des brevets.

Le paragraphe premier de l'article 2 autorise le ministre du commerce, par dérogaton aux dispositions de la loi du 5 juillet 1844, à surseoir à la délivrance et à la publication de toute invention susceptible de présenter des dangers ou des inconvénients pour la défense nationale, sur l'avis conforme de la commission prévue à l'article premier.

Le travail qui va incomber de ce fait à la commission nous paraît bien lourd. Il ne faut pas se dissimuler qu'il ne sera pas toujours aisé d'apprécier si une demande de brevet est susceptible « d'intéresser la défense nationale ».

Va-t-on soumettre à la commission toutes les demandes de brevets ? Leur nombre oscille dans les années normales autour de 12,000 et doit encore atteindre, malgré la guerre, un chiffre rapproché de 6,000. On voit d'ici la tâche formidable dont on charge la commission spéciale.

Il nous semble, au surplus, si nous considérons la classification des brevets d'invention, que tous les brevets pris dans certaines classes intéressent nécessairement, par leur nature, la guerre ou la marine. Il en est ainsi, à notre sentiment tout au moins, des inventions rangées dans les classes ou sous-classes suivantes:

VI. — Marine et navigation :

1) Construction des navires et engins de guerre ;
4) Aérostation.

XI. — Arquebuserie et artillerie :

1) Fusils ;
2) Canons ;
3) Equipements et travaux militaires ;
4) Armes diverses et accessoires.

XII. — Instruments de précision. — Electricité :

4) Télégraphie, téléphonie.

XIV. — Arts chimiques :

3) Poudres et matières explosives ; pyrotechnie.

Il nous paraît utile de dire ici que, dans l'esprit de votre commission, le ministre du commerce pourra décider en bloc pour les inventions rentrant dans les catégories énumérées ci-dessus, qu'il sera sursis provisoirement à la délivrance et à la publication des brevets d'invention les concernant.

Il est d'ailleurs à remarquer que les droits des brevetés courant, en France, du jour du dépôt de la demande, le sursis apporté à la délivrance et à la publication ne saurait léser aucun intérêt.

#### Délai dans lequel doit intervenir la décision de la commission.

La décision de la commission doit intervenir, aux termes du second paragraphe de l'article 2, dans un délai de deux mois à dater du versement de la taxe de la première annuité du brevet.

#### Mesures destinées à empêcher la divulgation de l'invention à l'étranger.

Le 3e paragraphe de l'article 2 a pour but d'empêcher la divulgation à l'étranger des inventions pour lesquelles la commission spéciale, considérant qu'elles sont susceptibles de présenter des dangers ou des inconvénients pour la défense nationale, aura décidé qu'il sera sursis à la délivrance et à la publication du brevet. A partir de cette décision, aucune copie officielle des pièces de la demande de brevet ne sera plus délivrée, ce qui empêchera l'inventeur de revendiquer à l'étranger le bénéfice du délai de priorité prévu par l'article 4 de la convention du 20 mars 1883.

Voudrait-il déposer sa demande de brevet à l'étranger sans invoquer le droit de priorité et sans avoir par conséquent besoin de la copie officielle des pièces de son dépôt originaire qu'il tomberait sous le coup des peines portées à l'article 2 de la loi du 18 avril 1886 sur l'espionnage.

Votre commission vous propose d'apporter sur ce point une adjonction au texte qui vous est soumis, et ce pour les motifs suivants :

Si les copies officielles de pièces déposées à l'appui d'une demande de brevet d'invention étaient exclusivement destinées à la prise de brevets à l'étranger, le texte adopté par la Chambre ne soulèverait aucune objection. Mais il n'en est pas ainsi, et un inventeur peut avoir à réclamer une copie officielle des pièces de sa demande pour d'autres motits, par exemple, s'il veut obtenir du tribunal une ordonnance de saisie contre un contrefacteur, afin de sauvegarder ses droits ou s'il désire effectuer la cession ou une concession de licence de son brevet. Dans ces cas, il serait vraiment exorbitant de lui refuser la délivrance d'une copie officielle et de compromettre ainsi ses intérêts légitimes. Il serait donc équitable de compléter la première phrase de l'alinéa 3 de l'article 2

par les mots « à moins qu'il ne soit fourni des justifications reconnues suffisantes de la destination de la copie demandée. »

Sous réserve de cette modification, la commission vous propose d'adopter le texte des divers paragraphes qui viennent d'être examinés et qui paraissent de nature à sauvegarder les intérêts de la défense nationale sans compromettre les droits de l'inventeur, mais elle est d'avis d'apporter au paragraphe final de l'article 2 relatif au dépôt de demandes de brevets à l'étranger des modifications assez importantes.

**Dépôt de demandes de brevets à l'étranger. Modifications proposées.**

Le paragraphe final de l'article 2 est ainsi conçu :

« Il est interdit sous les mêmes sanctions, pendant le temps indiqué au paragraphe premier du présent article, à tous Français ou étranger admis à domicile, de déposer en pays étranger, comme inventeur ou comme mandataire, aucune demande de brevet d'invention pour un objet se rattachant à la marine ou à la navigation, à l'aérostation ou à l'aviation, à l'armement, à l'artillerie ou au génie militaire, à la télégraphie ou à la téléphonie, aux poudres ou aux explosifs, ainsi que de divulguer aucune invention relative à un objet de cette sorte. »

La portée de ce texte apparaît, à l'examen, comme excessive.

On compreud fort bien que, pour les raisons qui ont été précédemment exposées, on veuille interdire à tout Francais ou étranger admis à domicile de déposer en pays étranger des demandes de brevets pour des inventions qui pourraient être de nature à accroître les moyens offensifs de l'ennemi et à diminuer d'autant les nôtres. Toutes les mesures doivent tendre, en effet, au but final qui est la défaite de l'ennemi.

Toutefois, il paraît exagéré d'aller, comme le fait le texte qui vous est soumis, jusqu'à interdire, sans aucune réserve, le dépôt en pays étranger d'aucune demande de brevet d'invention se rattachant à l'une des diverses branches d'industries énumérées.

La majorité des inventions à l'heure actuelle se rattachent en effet plus ou moins à l'une des catégories visées, puisque, en raison même des circonstances, le génie inventif de nos contemporains est actuellement orienté vers les arts de la guerre.

Si les canons, les obus, les fusils, les cartouches, les torpilles et les mines, et tout l'arseual des engins destructeurs intéressant en effet directement la défense nationale, n'existe-t-il pas une foule d'objets qui « se rattachent » aux industries militaires proprement dites?

Il ne suffit pas pour vaincre d'avoir un armement supérieur. Il faut vêtir, équiper, nourrir, loger et transporter toutes les troupes, il faut les soigner. Et tous les perfectionnements apportés à ces divers points de vue et qui augmenteront la valeur des combattants constituent à n'en pas douter des inventions se rattachant à la défense nationale. Un perfectionnement dans la fabrication des moteurs peut intéresser l'armée. Toutes les industries, en réalité, concourent, à peu d'exceptions près à la défense nationale. Va-t-on *a priori* et en bloc interdire la brevetabilité à l'étranger de toutes ces inventions.

Tel n'est pas certainement le sentiment des auteurs du projet de loi. Leur intention est de n'empêcher de breveter à l'étrauger que celles de ces inventions qui présentent un réel intérêt au point de vue de la défense nationale. Or, parmi celles-ci il peut y en avoir — et il y en a certainement un grand nombre — dont les ministères de la guerre ou de la marine se désintéressent complètement.

Ne conviendrait-il pas, dès lors, de tempérer la rigueur de l'interdiction édictée par cet article en laissant aux inventeurs, comme l'a fait le règlement anglais dont nous avons rappelé les dispositions, la acuité de se faire breveter dans les pays alliés ou neutres lorsque les administrations intéressées (guerre ou marine) déclareront n'y voir aucun inconvénient?

Cette modification nous paraîtrait d'autant plus opportune, qu'avec le texte actuel qui interdit à tout Français ou étranger admis à domicile de déposer en pays étranger, comme inventeur ou comme mandataire, aucune demande de brevet d'invention pour un objet se rattachant à l'une des catégories énumérées, on arrive à des conséquences qui paraissent dépasser les intentions mêmes de la loi.

En effet, aucun mandataire français ne pourra plus, dès lors, déposer au delà de nos frontières, même dans les pays alliés ou neutres, des demandes de brevets au nom d'inventeurs étrangers. Aucun mandataire domicilié en France ne pourra plus, par exemple, déposer en Angleterre, en Italie, en Espagne, en Belgique, etc., une demande de brevet que lui aura confiée un citoyen américain.

Or, il faut remarquer qu'un grand nombre d'inventeurs étrangers s'en remettent à des représentants français du soin de prendre leurs brevets, non seulement en France, mais encore dans la plupart des pays d'Europe. Il y a à cela plusieurs raisons, notamment une raison d'économie dans les frais de traduction et de dessins. Il suffit ainsi d'une traduction pour les pays de même langue.

Il va devenir impossible à ces représentants de continuer l'exercice de leur mandat, puisqu'il leur est formellement interdit « de déposer en pays étranger comme mandataires aucune demande de brevet d'invention » se rattachant aux industries de la guerre.

Ce sont là des considérations qui ne seraient d'ailleurs pas de nature à nous arrêter si le texte voté par la Chambre permettait d'atteindre le but qu'on s'est proposé. Il n'apparaît pas qu'il en soit ainsi. En effet, pour reprendre notre exemple, l'inventeur américain qui voudra faire breveter une découverte en Europe, au lieu de passer comme jusqu'ici par la France, passera par un autre pays et peut-être même sera t-il amené ainsi à se faire protéger à l'etranger avant de solliciter un brevet en France.

Il nous semble que l'interdiction de prendre des brevets à l'étranger ne devrait pas être aussi absolue; qu'elle devrait être levée chaque fois que les administrations intéressées (guerre ou marine) n'y verraient aucun inconvénient. On se rapprocherait ainsi sensiblement des dispositions du règlement britannique.

On donnerait en même temps aux inventeurs le moyen de garantir leurs droits au delà de nos frontières. Le brevet est encore, ne l'oublions pas, le seul moyen d'apporter une protection efficace contre les entreprises des contrefacteurs, aussi bien dans les pays alliés que chez les neutres.

Il nous paraît en effet difficile, même en ce qui concerne les alliés, de suivre la voie dans laquelle la commission du commerce paraît avoir voulu s'engager en envisageant la communication des inventions aux puissances alliées. « Il est permis d'ajouter, écrivait l'honorable rapporteur à la Chambre des députés, que le jour où l'Etat français aura connaissance d'une invention pouvant être utile à nos alliés, il lui sera loisible d'en faire part à ceux-ci et qu'il ne manquera pas de la leur communiquer. »

Cette interprétation procède à n'en pas douter du projet mis à l'étude dans la conférence des représentants des pays alliés et qui tendrait à réserver aux gouvernements de ces pays le soin d'assurer toutes les relations internationales nées à l'occasion de l'exploitation des brevets (offres, tractations, etc.). Si ce projet semble très justifié et réalisable en matière d'exploitation de brevets, on ne voit pas bien comment, dans la pratique, il peut jouer en matière de demandes de brevets. A moins, en effet, que le brevet ne soit réellement acquis par l'Etat, par la voie de l'expropriation, et ne devienne ainsi sa propriété, ce qui ne paraît être en aucune façon le résultat du projet de loi, il ne paraît pas possible de concevoir une telle communication faite en dehors de l'inventeur sans aucune mesure susceptible de préserver ses droits éventuels à l'étranger.

Il nous paraît, en conséquence, fort utile d'ajouter au dernier paragraphe de l'article 2, une disposition permettant aux inventeurs de déposer, avec l'assentiment et par une décision spéciale des ministères intéressés, dans un pays allié ou neutre, une demande de brevet pour les inventions visées audit article. La décision devra intervenir dans les trois mois de la requête formulée à cet effet par l'intéressé ou son mandataire.

Ce délai de trois mois est un maximum et il y a lieu de penser que les décisions interviendront dans un délai aussi bref que possible.

Votre commission a estimé qu'il n'y avait pas d'inconvénient à autoriser ces dépôts dans les pays neutres. Elle voit même à cette procédure des avantages indiscutables. Il ne faut pas oublier que bien des neutres, favorables à la cause de la France et des alliés, apportent à ceux-ci le concours de leurs usines, de leurs arsenaux, de leurs cités industrielles et que cette armée du travail, non moins précieuse que l'autre, exploite dans ses établissements métallurgiques, dans ses laboratoires scientifiques, des découvertes et des inventions qu'il importe de protéger.

Au surplus, le texte prévoit une décision spéciale pour autoriser le dépôt de ces demandes de brevets dans les pays neutres; rien n'empêcherait, le cas échéant, de l'interdire dans certains Etats.

Mais il reste bien entendu qu'en dehors des autorisations ainsi concédées par décision spéciale des ministres intéressés, il demeure interdit de déposer à l'étranger des demandes de brevet pour des inventions se rattachant à la défense nationale.

Toute infraction à cette interdiction entraînerait l'application des peines prévues par la loi du 18 avril 1886 sur l'espionnage. Il en serait de même en cas de divulgation de cette nature particulière d'inventions.

Des craintes se sont manifestées au sujet de cette interdiction de divulguer les inventions susceptibles d'intéresser la défense nationale. Certains esprits ont paru redouter que les inventeurs, paralysés par l'éventualité de l'application de la loi sur l'espionnage à la divulgation de leurs découvertes, ne s'abstiennent d'orienter leurs efforts vers les perfectionnements de nos engins de guerre, qu'ils n'osent même plus se livrer à des expériences, à des essais, ni communiquer leurs travaux aux commissions compétentes.

Nous nous serions fait scrupule de prêter aux inventeurs une telle interprétation de la loi. Nous savons qu'ils sont les premiers à réclamer le secret de leurs inventions dans l'intérêt de la défense nationale dont ils sont les artisans convaincus, et nous sommes persuadés qu'il n'est jamais entré dans leur esprit de considérer leurs expériences ou leurs essais non plus que les confidences qu'ils font à la commission des inventions comme de nature à les exposer aux pénalités visées dans l'article.

Quoi qu'il en soit, nous tenons à déclarer très nettement que dans l'esprit de votre commission, le seul fait de poursuivre une invention de ce genre, de la soumettre aux pouvoirs publics, de procéder à des essais nécessaires pour se rendre compte de la possibilité de sa réalisation ne saurait bien évidemment être de nature à faire tomber l'inventeur sous le coup des peines portées par la loi contre l'espionnage. Il ne peut s'agir en l'espèce que de la publication ou de la communication de l'invention dans des conditions telles que les ennemis pourraient avec une facilité relative en avoir connaissance.

La portée du texte se trouvant ainsi précisée, votre commission vous propose, en conséquence, de substituer au dernier paragraphe de l'article 2, adopté par la Chambre des députés, les deux alinéas suivants :

« Il est interdit sous les mêmes sanctions, pendant le temps indiqué au paragraphe 1er du présent article, à tout Français ou étranger admis à domicile, de déposer en pays étranger, soit directement, soit par mandataire, aucune demande de brevet d'invention pour un objet se rattachant à la marine ou à la navigation, à l'aérostation ou à l'aviation, à l'armement, à l'artillerie ou au génie militaire, à la télégraphie ou à la téléphonie, aux poudres ou aux explosifs, ainsi que de divulguer aucune invention relative à un objet de cette sorte.

« Toutefois, un inventeur, français ou étranger, peut, par une décision spéciale du ministre de la guerre ou du ministre de la marine, qui devra intervenir dans les trois mois de la requête formulée à cet effet par l'intéressé ou son mandataire, être autorisé à déposer dans les pays alliés ou neutres une demande de brevet concernant une invention visée au présent article.

Il ne saurait vous échapper que l'application de ce texte de loi va nécessiter entre le ministère du commerce, par l'organe de l'office national de la propriété industrielle, et les ministères de la guerre, de la marine et des inventions intéressant la défense nationale, une liaison qu'il eût été désirable, soit dit en passant, de voir pratiquer depuis longtemps.

C'est dès le temps de paix qu'un aurait dû établir entre les départements intéressés une collaboration méthodique, leur permettant de suivre attentivement et au jour le jour l'apparition des découvertes et inventions dans la technique de la guerre terrestre et maritime.

Si le projet de loi dont votre commission

sous proposé d'adopter le texte va permettre de connaître plus aisément les inventions que leurs auteurs auront voulu breveter en France, il ne faut pas oublier que les collections des brevets américains, anglais, allemands, japonais, etc., etc., que possède le ministère du commerce et qui reflètent fidèlement l'effort inventif des chercheurs du monde entier, offrent un champ d'investigations qu'il eût été extrêmement intéressant de parcourir.

L'ennemi dont nous secouons aujourd'hui la rude étreinte a de tout temps suivi avec un soin minutieux les perfectionnements réalisés en tout pays dans les industries de la guerre. Attentif à toutes les inventions brevetées en France et ailleurs, il les colligeait avec une méthode remarquable et, à la faveur d'une législation permettant de dépouiller l'inventeur lorsque l'invention présentait un intérêt particulier, il a pu porter à un rare degré de perfection son matériel et ses procédés de guerre.

Nous sera-t-il permis de constater, en le regrettant, que nos efforts n'aient été ni aussi soutenus ni aussi méthodiques ? Nous avons su inventer; mais nous n'avons pas su profiter de nos inventions. Nous avons manqué de coordination dans l'étude et dans l'effort.

Les ministères de la guerre, de la marine et des inventions intéressant la défense nationale ont-ils accordé aux travaux de nos savants, aux réalisations de nos inventeurs dans le domaine militaire toute l'attention voulue ? Il ne suffit pas de recevoir des collections de brevets français et de les parcourir. Il est nécessaire de prendre connaissance des brevets avant leur délivrance afin d'en empêcher la publication au cas où il s'agirait d'inventions particulièrement utiles.

Il importe aussi d'étudier le mouvement industriel de l'étranger, d'en tirer des enseignements et des leçons et d'appliquer les découvertes des savants de tous pays au perfectionnement constant de notre outillage. Il est hors de doute que nous n'avons pas fait, dès le temps de paix, ce que nous aurions dû réaliser à cet égard.

Il est vrai que, sauf de rares exceptions, personne n'avait voulu croire, en dépit des manifestations et des écrits des généraux d'outre-Rhin, que l'Allemagne allait apporter dans la guerre les méthodes industrielles et scientifiques qui la rendaient déjà si redoutable dès le temps de paix. Malgré les avertissements de certains esprits mieux instruits de la puissance de l'outillage industriel de nos ennemis, on n'avait pas su prévoir que, tout comme la lutte économique de la veille, la guerre serait une guerre de savants, de techniciens et de chimistes. Il fallut se rendre à l'évidence et opposer à la science allemande les ressources précieuses de la science française et du génie de nos inventeurs.

Il fallut industrialiser la guerre avec le concours des savants. Les solutions urgentes s'imposaient si l'on voulait pouvoir lutter efficacement contre l'artillerie lourde si puissante de l'ennemi, se protéger contre ses gaz asphyxiants et ses liquides enflammés, conserver la supériorité acquise dans la navigation aérienne et affirmer avec nos alliés la maîtrise des mers.

De toutes parts, les énergies surgissent. Forte de son passé, l'académie des sciences vient offrir son concours le plus entier au ministère de la guerre. Répartie, dès l'ouverture des hostilités, en quatre grandes commissions : mécanique, physique, chimie, hygiène et alimentation elle s'attache, avec le vif désir d'arriver à des solutions rapides et pratiques, à l'étude des problèmes qui s'imposent. Elle recherche les perfectionnements qui peuvent être apportés à notre aviation, à notre armement, à notre artillerie, à nos explosifs. Elle étudie, en même temps que le remède, la riposte à donner aux gaz asphyxiants de l'ennemi. Il n'est pas jusqu'aux conditions d'hygiène et d'alimentation du soldat qui ne soient l'objet de ses savantes préoccupations.

De son côté le ministère de la guerre fait preuve d'une grande activité. Rompant avec tous les précédents, il canalise dans des sous-secrétariats d'Etat nettement spécialisés les études et les recherches et le ministère des inventions intéressant la défense nationale fait naître bien des espoirs chez les inventeurs et les savants.

Parallèlement à ces efforts se manifeste l'activité féconde de certains organismes privés, tels que l'office des produits chimiques et pharmaceutiques qui apporte, sous l'active direction de M. le professeur Behal, une contribution précieuse à l'étude des problèmes chimiques si complexes.

Il faut rendre à toutes ces bonnes volontés un hommage mérité. Jamais énergies ne se sont dépensées avec autant d'ardeur, jamais efforts n'ont été si puissants et si nombreux. D'où vient donc que les résultats n'ont pas répondu aux espérances qu'on avait conçues ?

C'est peut-être parce que ces efforts au lieu d'être réunis en un harmonieux faisceau se sont trouvés dispersés; parce que la guerre et la marine n'ont pas suffisamment connu ce que faisait le ministère des inventions et peut-être, aussi, parce que dernier n'a pas cherché à connaître d'une manière méthodique, à l'office national de la propriété industrielle, l'état actuel des inventions, des découvertes et des perfectionnements intéressant la défense nationale.

La collaboration des différents services n'est pas aussi intime qu'elle devrait l'être et les résultats s'en ressentent. L'opinion publique s'émeut des retards apportés à l'emploi des gaz asphyxiants par nos armées. Il faut organiser les études et les essais. Il faut procéder avec une méthode rigoureuse. Tout récemment, à l'académie des sciences, M. Edmond Perrier, parlant des rapports des savants et des militaires en Allemagne, pouvait dire avec raison : « C'est cette collaboration des hommes de science et de l'armée qui a permis à l'Allemagne d'avoir constamment à sa disposition tout ce qui lui était nécessaire pour attaquer et se défendre ».

Pour qu'il en soit de même chez nous, pour qu'on puisse tirer le meilleur parti des travaux de nos inventeurs et de nos savants, une collaboration plus étroite de tous les services intéressant les inventions est indispensable. Ces jours-ci, un officier de mérite qui avait communiqué son invention à la fois au ministère de la guerre et au ministère des inventions intéressant la défense nationale, nous montrait les réponses absolument contradictoires de ces deux administrations, l'une déclarant que son invention n'offrait aucun intérêt pour l'armée, l'autre en constatant au contraire l'intérêt pratique et la mise en essais.

Si les méthodes que nous préconisons avaient été appliquées, si les divers services mêlés à la même cause s'étaient moins complètement ignorés, peut-être n'en serait-on pas chez nous après dix-huit mois de guerre à la recherche de la réponse à donner aux gaz asphyxiants, aux liquides enflammés et aux autres moyens de destruction de l'ennemi.

Aussi nous félicitons nous de voir dans le projet qui vous est soumis un moyen de provoquer en ce qui concerne les inventions, la collaboration de services jusqu'ici sans liens entre eux et espérons-nous que cette liaison dont les effets ne peuvent manquer d'être heureux survivra à la guerre.

Quoi qu'il en soit, ce projet de loi présente au point de vue de la défense nationale, un intérêt pressant. Votre commission le soumet avec confiance à votre approbation.

### PROJET DE LOI

Art. 1er. — Par dérogation aux dispositions de l'article premier de la loi du 5 juillet 1844, le ministre de la guerre et le ministre de la marine peuvent être autorisés par décret à faire exploiter, moyennant une juste indemnité aux inventeurs ou à leurs ayants droit, cessionnaires ou licenciés exclusifs, soit dans les ateliers de l'Etat, soit pour le compte de l'Etat dans les ateliers de l'industrie privée, les inventions intéressant la défense nationale, et faisant l'objet de demandes de brevets, ou de brevets délivrés, le tout sous réserve des dispositions de l'article 3 de la loi du 27 mai 1915.

Les ministres de la guerre et de la marine, ainsi que le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des inventions intéressant la défense nationale, sont, à cet effet, autorisés à faire prendre connaissance, à l'office national de la propriété industrielle, de toutes les demandes de brevets déposées.

Le décret entraîne dépossession du droit exclusif d'exploitation de l'invention réservé à l'inventeur, et ouvre pour lui droit à indemnité. Il est rendu après avis conforme d'une commission nommée par décret, et comprenant : un directeur du ministère de la guerre, un directeur du ministère de la marine et un directeur de l'instruction publique, lesquels ne disposent à eux trois que d'une seule voix, un directeur du ministère du commerce et un conseiller d'Etat, président. S'il s'agit d'une invention pour laquelle le brevet demandé n'est pas délivré, le décret peut décider qu'il sera sursis à la délivrance et à la publication du brevet.

L'indemnité à payer à l'inventeur est fixée de gré à gré, ou, s'il y a désaccord, par trois arbitres désignés, l'un par le ministre ou les ministères intéressés, l'autre par l'inventeur, le troisième par les deux autres ou, à défaut d'entente, par le premier président de la cour d'appel de Paris. Les deux premiers arbitres sont désignés dans le mois qui suit la notification du décret à l'inventeur; faute d'entente entre les arbitres pour désigner le troisième arbitre, le premier président est saisi, par la partie la plus diligente, d'une requête à fin de désignation.

Les arbitres doivent rendre leur sentence dans le délai de deux mois à dater de la constitution du tribunal arbitral. Le tribunal arbitral statue sans appel sur le montant de l'indemnité à attribuer à l'inventeur et les modalités du payement; sa décision n'est susceptible de recours que devant la Cour de cassation pour vice de forme.

Art. 2. — En raison de l'état de guerre, et jusqu'à une date qui sera fixée par décret à la cessation des hostilités, le ministre du commerce peut décider, lorsque la publicité d'une invention pour laquelle une demande de brevet a été déposée est susceptible de présenter des dangers ou des inconvénients pour la défense nationale, et sur l'avis conforme de la commission prévue par l'article précédent, qu'il sera sursis provisoirement à la délivrance et à la publication du brevet d'invention.

La décision doit intervenir dans un délai de deux mois à dater du versement de la taxe de première annuité du brevet. Elle est notifiée à l'inventeur et à son mandataire.

Postérieurement à la notification de la décision, aucune copie officielle des pièces de la demande de brevet ne sera plus délivrée, à moins qu'il ne soit fourni des justifications reconnues suffisantes de la destination de la copie demandée. Le dépôt, dans un pays étranger, d'une demande de brevet pour la même invention, ainsi que, d'une manière générale, la divulgation de celle-ci entraînera, pour l'inventeur ou son mandataire, s'ils sont Français ou étrangers admis à domicile, l'application des peines portées à l'article 2 de la loi du 18 avril 1886 sur l'espionnage.

Il est interdit sous les mêmes sanctions, pendant le temps indiqué au paragraphe 1er du présent article, à tout Français ou étranger admis à domicile, de déposer en pays étranger, soit directement, soit par mandataire, aucune demande de brevet d'invention pour un objet se rattachant à la marine ou à la navigation, à l'aérostation ou à l'aviation, à l'armement, à l'artillerie ou au génie militaire, à la télégraphie ou à la téléphonie, aux poudres ou aux explosifs, ainsi que de divulguer aucune invention relative à un objet de cette sorte.

Toutefois un inventeur français ou étranger peut par une décision spéciale du ministre de la guerre ou du ministre de la marine, qui devra intervenir dans les trois mois de la requête, formulée à cet effet par l'intéressé ou son mandataire, être autorisé à déposer dans un pays allié ou neutre une demande de brevet concernant une invention visée au présent article.

## ANNEXE N° 404

Session ord. — Séance du 25 novembre 1915.)

RAPPORT fait au nom de la commission chargée d'examiner : 1° la proposition de loi de M. Léon Bourgeois et de plusieurs de ses collègues instituant des pupilles de la nation; 2° le projet de loi relatif aux orphelins de la guerre, par M. J. Perchot, sénateur (1).

### PREMIÈRE PARTIE

#### CHAPITRE Ier.

**Des obligations contractées par l'Etat vis-à-vis des enfants victimes de la guerre.**

Avec les hostilités qui se prolongent, le nombre des enfants victimes de la guerre devient

(1) Voir les nos 148-160-204, Sénat, année 1915.

de jour en jour plus grand. Des milliers de pères de famille sont restés sur les champs de bataille, d'autres sont revenus dans leurs foyers, mutilés et incapables d'assurer l'existence des leurs. Ils ont donné leur sang, souvent leur vie pour la défense de la Patrie. La Patrie a accepté leurs sacrifice, mais en l'acceptant a contracté, vis-à-vis de leurs descendants, une dette matérielle et morale. La France se doit aux enfants de ceux qui ont souffert et sont morts pour elle.

Dégageons nettement le principe de cette obligation. La conception même de l'idée de l'Etat repose sur les droits et les devoirs de chaque particulier envers la collectivité dont il fait partie, et qui, en l'espèce, est la nation. L'individu doit à la nation son travail, une partie de sa fortune, ses idées. La nation lui doit en retour la garantie de ses libertés, la justice et l'assistance. En cas de guerre, ce système d'obligations et de sanctions — véritable « contrat social » tacitement consenti par tous et par chacun — se renforce de nouvelles causes. La patrie est en danger. Elle exige de ses citoyens qu'ils se donnent à elle corps et âme. Mais, de ce fait, elle augmente ses charges implicites. Elle devra aide et protection aux enfants que les hommes ne pourront plus soutenir, qu'ils ne seront plus là pour élever. L'Etat deviendra le tuteur naturel de ces enfants, et désormais les considérera comme ses pupilles.

## CHAPITRE II

### Etude rétrospective.

De tout temps l'idée des obligations de l'Etat vis-à-vis des enfants de ceux qui étaient morts en le défendant a existé. Cette idée a été plus ou moins nette dans l'esprit des législateurs. Elle a varié avec la conception qu'ils se faisaient de l'Etat et de la liberté individuelle. Elle s'est modifiée profondément sous l'influence de certaines théories sociales et du sentiment patriotique exalté par la défense du territoire; souvent elle n'a été qu'un chapitre de l'assistance aux enfants pauvres, abandonnés ou orphelins. Mais telles que ces obligations ont été comprises au cours des siècles, elles ont donné lieu à des mesures dont l'intérêt historique se double actuellement du désir qu'ont les représentants du pays de créer une loi humaine et pratique qui aura pour but d'assurer le sort matériel et moral des pupilles de la nation. Une étude rétrospective de la question s'impose donc.. Un enseignement précieux se dégagera du point de vue des législateurs aux différentes époques, de l'analyse de leurs innovations comme aussi de leurs erreurs.

#### a) *L'antiquité.*

Les peuples antiques avaient pris des mesures pour subvenir aux besoins des orphelins de la guerre. Ces mesures sont mal connues. On sait simplement qu'en Grèce où le patriotisme local était fort développé et où le droit de se battre pour son pays était un privilège dont jouissaient seuls les citoyens libres, certaines villes avaient décidé d'élever à leurs frais les enfants de ceux qu'étaient morts en les servant. Cette institution avait d'ailleurs un caractère à la fois municipal et religieux. Ces villes étaient personnifiées par des déesses et protégées par elles. Elles étaient l'objet d'un véritable culte lorsque leurs citoyens assumaient la charge des descendants de ceux qui avaient consommé en leur honneur le sacrifice de leur vie.

A Rome, où l'unité de l'empire était assurée, sous les Antonins, par des légions veillant aux frontières, la question des orphelins et des enfants de soldats pauvres s'est posée d'une façon aiguë. Tant que le soldat était sous les armes, il n'avait pas le droit de contracter justes noces. Mais, en fait, les femmes suivaient les troupes, et s'installaient aux abords des camps. Le soldat recevait une solde et des gratifications assez fortes pour subvenir aux besoins de sa famille illégitime. Lorsqu'il quittait l'armée il avait la facilité de légitimer son mariage. Il comptait alors parmi les citoyens de sa ville. Pauvre et généralement sans métier rémunérateur, il tombait vite dans le besoin. Trajan prit des mesures financières pour assurer l'entretien des enfants nécessiteux de Rome et des principales villes d'Italie — mesures si habiles qu'elles amenaient les chômeurs à porter leurs efforts vers l'agriculture alors trop délaissée. Mais Trajan en concevant l'institution des *Tables alimentaires* n'avait pas seulement visé ses conséquences économiques. Il se sentait responsable du bien-être de ses sujets et croyait aux obligations de l'Etat envers les particuliers. Pline, en louant l'empereur de son initiative, dégage nettement ce point de vue :

« Les pauvres n'ont qu'un motif d'élever des enfants : la bonté du prince; s'il n'entretient d'une main libérale, s'il n'adopte ceux qui sont nés sur la foi de son humanité, c'en est fait de la République, c'en est fait de l'Empire. Elevés aux frais de l'Etat, ceux-ci n'en défendrons que mieux l'Etat qui les nourrit » (1).

Pour retrouver ce principe de l'assistance obligatoire de l'Etat, il nous faudra attendre la Révolution française.

#### b) *L'ancien régime.*

La chrétienté s'est préoccupée du sort des orphelins et, dès le quatrième siècle, fondait des asiles. Pendant des centaines d'années le ministère de la bienfaisance resta entre les mains du clergé, sans intervention efficace du pouvoir royal. L'idée de Nation, celle de Patrie ne se constituaient que lentement. La théorie des droits et des devoirs de l'Etat philanthrope ne se popularisait qu'au dix-huitième siècle, d'où, durant l'ancien régime, en matière d'assistance publique, un inextricable enchevêtrement de dispositions particulières, de coutumes et de fondations.

Pour les orphelins de la guerre, aucune institution spéciale. Le roi dotait quelquefois les enfants des grands-nobles tués à son service, mais il ignorait profondément les autres misères. Même dans la petite noblesse, aux dix-septième et dix-huitième siècles, la condition habituelle était la pauvreté. Les suppressions et les réductions de régiments mettaient sur le pavé un grand nombre de jeunes gens « qui servaient quelques années dans les troupes en qualité de lieutenants et de capitaines, et qui sont embarrassés après avoir été officiers, de prendre aucun état, et qui n'ont plus ni paye ni qualité et après se trouvent sans bien » (2). Par exemple : le chevalier de Parigny put faire entrer ses quatre fils dans l'armée. Trois furent tués pendant la guerre de Sept ans. Le quatrième rentra à regret chez lui, à Saint-Maure, en Touraine, où il trouva sa maison à demi effondrée et les terres de sa métairie en friches. Le roi lui donna un secours de 1,000 livres pour remettre ses affaires en état (3).

Le simple soldat était encore bien plus malheureux. La guerre était son métier; il se battait non pour défendre la patrie, mais pour faire triompher les ambitions d'une dynastie. Il restait longtemps sous les drapeaux, et souvent ne se mariait pas. S'il se mariait, il était obligé de laisser femme et enfants au pays, et, tandis qu'il mourait pour le roi, le roi n'avait aucun souci de ceux qu'il laissait après lui.

Les orphelins et les enfants trouvés, qu'on leur assimilait, étaient alors recueillis par la bienfaisance privée (orphelinats, asiles, fondations religieuses de toutes sortes) ou par les hôpitaux généraux et certains Hôtels-Dieu. D'ailleurs, la misère, le relâchement des mœurs et les lois facilitaient les abandons d'enfants qui étaient extrêmement nombreux. A Paris, au dix-huitième siècle, on en comptait 6,000 par an. Il y avait parmi les enfants délaissés beaucoup d'enfants légitimes, moins pourtant qu'on ne l'a souvent dit. Les enfants naturels formaient le principal contingent, qui se recrutait par l'exposition aux portes des églises, des couvents, des hôtels.

Deux influences principales allaient aboutir à la doctrine révolutionnaire de l'assistance aux enfants victimes de la guerre. D'une part, les critiques des contemporains sur le régime des secours aux enfants — protestations contre un état de fait. D'autre part, les théories nouvelles du droit public — encouragement à l'influence croissante du rôle de l'Etat dans la solution des problèmes sociaux.

A la fin de l'ancien régime, le sort des enfants trouvés et orphelins, sauf dans quelques fondations particulières, était, en effet, peu enviable. Malgré les sacrifices que le bureau des enfants trouvés, fonctionnant à Paris dès le milieu du dix-huitième siècle, s'imposait pour les frais de pension et d'élevage, les gens qui se chargeaient de ces pupilles étaient, affirme un document administratif, « les plus pauvres, les plus misérables, qui n'ont de pain ni pour eux, ni pour leurs propres enfants. Pour avoir plus de ressources dans la rétribution qu'ils tirent de l'hôpital, il y en a qui en prennent tant qu'on veut leur en donner et qui en ont trois ou quatre à la fois. » (1) Quant à l'éducation donnée dans les hôpitaux, elle était peu propre à développer l'activité de ceux qui la recevaient et à les former pour un rôle social.

Les administrations hospitalières n'avaient que des vues égoïstes et bornées : celles du secours immédiat et de la discipline intérieure. A l'intérieur des maisons : travail incessant, machinal, stérile, mauvaises conditions d'hygiène et absence de direction morale. On ne pouvait regarder comme un stimulant de l'esprit et du cœur des pratiques religieuses toutes mécaniques, le cloisonnement presque ininterrompu dans des ouvroirs tristes, l'absence de contact avec le monde extérieur. Ainsi séquestrés et abrutis, les enfants « devenaient la proie de tous les genres de dépravations » (2). D'ailleurs on ne se préoccupait pas de l'avenir des pupilles. Une fois qu'ils étaient placés en apprentissage, on s'en désintéressait. Aussi beaucoup désertaient-ils l'atelier pour mendier et vagabonder.

Les écrivains s'indignaient de cet état de choses. Dès 1750, tous, à quelque école philosophique ou économique qu'ils appartiennent, défendent avec hardiesse l'idée du droit à la subsistance, l'idée d'une dette de l'Etat envers les pauvres. Dans leurs théories sociales ils élargissent les attributions de l'Etat. L'assistance est de « son ressort », dit expressément Goudar en 1756; il n'y aurait presque pas de pauvres si le Gouvernement faisait à l'assistance une part dans son administration. Selon lui, c'est une affaire politique intéressant au premier chef l'Etat que les aumônes soient raisonnablement administrées et même qu'une certaine direction soit donnée à la ferveur des âmes religieuses. Un peu plus tard l'abbé Raynal proclamera : « L'aumône est le devoir commun de tous ceux qui ont au delà du besoin absolu; le soulagement des vieillards et des infirmes indigents, celui de l'Etat qu'ils ont servi. » Ainsi le rôle du Gouvernement n'est plus seulement d'empêcher par des mesures de police les désordres du vagabondage et de la mendicité, mais encore de diriger et d'organiser les secours aux faibles et aux déshérités.

Ces opinions et ces efforts reçurent une consécration officielle aux assemblées provinciales qui se réunirent dans les derniers mois de l'année 1787. Un service public de l'assistance y fut envisagé, dont le caractère national était fortement accusé. D'après elles, la bienfaisance doit être fondée sur la loi, et l'administration n'en incombe ni au roi, ni à ses agents directs, mais aux assemblées électives, organes de la nation. Les cahiers de doléances rédigés pour les Etats-généraux de 1789 se font aussi l'écho de ces revendications. Ils réclament des mai-

(1) Cité par Zeller : *Les Empereurs romains*, page 212.

(2) Voir Lavisse. *Histoire de France*, tome IX, 1re partie, page 182.

(3) Sous l'ancien régime, les pensions, comme les gratifications ou les secours, rentraient dans les grâces pécuniaires qu'il dépendait de la seule volonté du roi d'accorder ou de refuser sans qu'il fût jamais possible de les réclamer comme un droit. Les diverses réglementations qui furent tentées depuis le dix-septième siècle ne modifiaient pas le caractère gracieux des pensions. Elles n'avaient d'autre objet que d'opposer une digue, malheureusement trop faible, au flot des sollicitations auxquelles d'ailleurs le désordre des finances empêchait de faire droit. Le 24 juin 1788, fut pour la première fois édicté un règlement qui déterminait d'une façon précise les conditions auxquelles les officiers de vaisseau et marins pourraient prétendre à une pension ou à une demi-solde. Ce règlement est le seul texte qui présente le caractère de nos lois sur les pensions. Il spécifie, en ce qui touche les veuves et les enfants d'officiers et de marins, que, dans aucun cas, il ne pourra jamais être accordé de survivance ou de reversion en leur faveur de la totalité ou partie des pensions du mari ou du père. Les veuves et les enfants n'obtiendront de pensions qu'à titre de grâce et lorsqu'il sera constaté que ces secours sont nécessaires pour le soutien ou la subsistance des familles sans que lesdites pensions puissent jamais être réclamées comme un droit.

(1) C. Bloch : *L'Assistance et l'Etat à la veille de la Révolution*. A Picard, 1908.

(2) *Encyclopédie méthodique*. — Jurispr., X, au mot « mendicité ».

sons spéciales pour les enfants trouvés et les orphelins. Ils veulent que les enfants soient placés chez des cultivateurs et formés à un métier agricole ou industriel, et ils trouvent que les dépenses de leur entretien et de leur éducation reviennent à « l'Etat dont ils sont les enfants ». De la sorte est préparée, dès 1789, l'œuvre d'assistance, et particulièrement d'assistance patriotique que la Révolution accomplira.

c) *La Révolution,*

En 1790, la Constituante nomma un comité spécial, le comité de mendicité, dont les membres étaient les hommes le plus profondément imbus de la philanthropie du temps. Le comité chargé d'étudier les causes et les remèdes de la misère déclara solennellement « ce grand principe longtemps méconnu dans les institutions sociales : la misère des peuples est un tort des gouvernements. Responsables de la misère, la société et l'Etat sont tenus de secourir les indigents. » Il ne s'agit plus d'un « bienfait arbitraire », mais « d'une dette inviolable et sacrée ». L'assistance a été jusqu'alors traitée par des hommes simplement « charitables et aumôniers ». Maintenant elle le sera par des « amis éclairés de l'humanité », c'est-à-dire par des hommes soucieux de l' « intérêt public ». L'ancienne charité était aléatoire, inconstante, partielle, arbitraire. Mais la bienfaisance publique s'identifiant avec la justice ne peut avoir de préférence pour aucune catégorie de pauvres. Elle a les mêmes devoirs envers tous. Il faut que sur les points les plus éloignés du territoire national, dans chaque département, jusqu'au lieu le plus obscur, les secours arrivent et se répandent en proportion du nombre des malheureux (1).

La question pathétique des enfants abandonnés préoccupa vivement le comité. Il voulut abolir l'usage de soigner et d'élever les enfants dans les hôpitaux où ils étaient traités comme des mendiants, et écrivit un rapport si semblable par certains côtés et par l'esprit à celui que nous avons l'honneur de vous présenter aujourd'hui sur les orphelins de la guerre, qu'il est de tout intérêt d'en rappeler les principaux points avec quelque détail et même de notre devoir de rendre ainsi hommage à ces philanthropes dont nous avons suivi la pensée.

Les enfants abandonnés seront confiés à la sollicitude des officiers municipaux ; le procureur de la commune sera leur curateur-né ; la commune se chargera des dépenses de leur éducation. Placés jusqu'à leur majorité sous la surveillance immédiate des commissaires du roi, des districts et des juges de paix cantonaux, ils seront dans leur bas âge inspectés par les chirurgiens. Après le sevrage, les directoires de districts les placeront dans les familles, moyennant une pension dont le taux sera fixé tous les deux ans. Ils recevront l'instruction publique. Les filles à quatorze ans, les garçons à quinze commenceront un apprentissage. A dix-huit ans, ils auront le droit de travailler à leur compte, tout en restant sous la tutelle des officiers publics jusqu'à leur majorité ou leur mariage. Tous les six mois, les officiers publics rendront compte de leur situation aux directoires de district, lesquels feront tous les ans le même compte rendu aux administrateurs de département, à qui appartiennent d'abord la surveillance et l'inspection.

Les administrateurs municipaux devront placer dans les caisses nationales tous gains, économies, héritages des enfants. Le transfert des enfants abandonnés d'un département à un autre ou de l'étranger dans le royaume sera interdit. Ce régime devra être complété par une réforme de la législation civile : l'adoption qui avait disparu des lois françaises depuis le seizième siècle sera rétablie, de manière que les bienfaits de la famille puissent être ainsi artificiellement assurés aux enfants abandonnés (1).

Si large que fût le champ d'action assigné à l'assistance publique, le comité n'excluait tout de même pas entièrement la bienfaisance privée. Il l'admettait au contraire comme le complément de la bienfaisance officielle. Il appréciait les services rendus par les associations charitables. « Croyons avec confiance, disait-il dans son quatrième rapport, aux vertus sociales, à celle de la bienfaisance, de la douce compassion que tout homme trouve dans son cœur et qu'il exerce même avec passion quand il voit qu'il peut l'exercer utilement, sentiments qu'une bonne législation doit encourager, et qui reçoivent une énergie toute particulière de la bienfaisance publique bien dirigée et d'une constitution sage et libre qui rappelle et protège les droits de l'humanité. »

Mais pressée par le temps et entravée par la multiplicité de ses autres travaux, la Constituante ne put que léguer à la Législative « l'important devoir » d'exécuter l'engagement solennel de la Constitution. Pour les mêmes raisons, la Législative transmit les choses à peu près intactes à la Convention. C'est la Convention, en effet, qui procéda à la nationalisation de l'assistance annoncée par la Constituante, nationalisation si complète qu'elle fit même entièrement disparaître la bienfaisance privée à laquelle le comité de mendicité laissait pourtant une place (2).

Une nouvelle direction fut alors donnée à l'assistance publique sous la pression des événement extérieurs. Il faut défendre le sol de la patrie contre l'envahisseur. L'idée d'humanité se confond avec le souci de récompenser les braves qui luttent contre la coalition. La bienfaisance devient une des ressources de la défense nationale et complète l'œuvre des armées par la protection des soldats, de leurs veuves et de leurs orphelins (3). Maignet, rapporteur de la première loi sur les secours aux familles des défenseurs, proclama ce principe, dès la fin de 1792, principe qui jusqu'à l'empire ne fut jamais contesté. Le 13 brumaire an VIII, Bouteville-Dumetz, rapporteur au conseil des anciens, pouvait encore célébrer dans une prosopopée emphatique le générosité de la patrie républicaine couvrant « de ses regards paternels, de sa reconnaissance et de ses bienfaits » chaque heure de l'existence des enfants du guerrier mort pour elle. Au-dessus du simple secours qu'une assemblée de législateurs voterait dans une heure d'émotion s'élève un principe juridique jusqu'alors méconnu, celui de l'indemnité obligatoire (4).

C'est bien là un principe nouveau. Le rapporteur de la loi du 11 août 1792, Tardiveau, insiste sur ce qu'il ne figurait pas dans l'ancien droit des gens. Il cite même un passage de Vatel qui nie formellement le devoir pour l'Etat de réparer les dommages de la guerre. Le rapporteur de la Législative proteste contre cette doctrine inhumaine qui répugne à la nouvelle constitution de la France. Entre l'individu et l'Etat, il y a échange mutuel de sacrifices. Dans une guerre pour la défense du sol et le salut de la liberté, c'est sa vie et sa fortune que chaque citoyen doit à l'Etat ; l'Etat doit, en retour, protection à ses défenseurs. Cette obligation est absolue et ne dépasse pas les bornes du « contrat primitif » qui lie la société et les citoyens (5).

Imbu de ces théories, le législateur, sous la Révolution, ne cessa d'augmenter le nombre des bénéficiaires des secours aux familles des défenseurs de la patrie, soit en multipliant le cas où le sort du militaire pouvait constituer un titre à ces secours, soit en augmentant le nombre des membres de la famille admis à invoquer l'assistance nationale.

C'est ainsi que la loi du 26 novembre 1792 ne visait que les citoyens-soldats volontaires. Celle du 4 mai 1793 engloba tous les marins et militaires en activité de service. En prairial an II furent admis les remplaçants, jusque-là exclus « d'après les arrangements particuliers faits avec ceux qu'ils ont remplacés ». On commença par réserver les secours aux familles de tous les militaires tués ou blessés en faisant un service quelconque. Peu à peu apparurent de nouvelles catégories spéciales : officiers et grenadiers, gendarmes nationaux morts à la défense de la patrie, marins employés sur les bâtiments de commerce frétés au nom et aux frais de la République, infirmiers morts au service, etc... (1) Les familles des Hollandais réfugiés de 1787 qui avaient pris du service dans les armées de la République furent traitées comme celles des militaires français. La guerre civile fut assimilée à la guerre extérieure, et à une liste déjà longue vinrent s'ajouter les familles des citoyens marchant contre les rebelles de l'Ouest et du Midi, celles des vainqueurs de la Bastille, des morts et des blessés des journées du Champ-de-Mars et du 10 août. Pour les contemporains, les victimes de la liberté égalaient en mérite et en gloire les victimes de la défense de la patrie.

Le cadre des membres de la famille ayant droit aux secours s'élargit de même sensiblement. Ce ne furent d'abord que les femmes, les enfants, les pères et mères. Puis les ascendants, les frères et les sœurs.

Les orphelins de la guerre ne furent pas l'objet de lois spéciales. Les secours qui leur furent accordés rentrèrent dans les secours généraux accordés aux familles des victimes de la défense nationale, ou dans les secours accordés aux familles ou individus chargés d'enfants abandonnés.

La Convention avait une haute idée de ses devoirs d'assistance, si haute même qu'elle dédaignait de recourir à la bienfaisance privée. Elle poussait jusqu'à l'extrême les conséquences de ses théories. Rappelons, par exemple, les commentaires dont elle accompagna en prairial an II le refus de délibérer sur une demande de subsides que lui adressa « La Maison philanthropique » :

« Considérant que la nation française a contracté l'engagement de secourir l'indigence ; que ce serait manquer le but d'extinction de la mendicité que de confier à des sociétés particulières la répartition des sommes destinées au soulagement des pauvres, que c'est à la nation seule que le citoyen en souffrance a droit de réclamer et doit directement recevoir de quoi subvenir à ses besoins ;

« Considérant que s'il a été précédemment accordé quelques sommes à des sociétés philanthropiques, c'est lorsque les lois n'avaient pas suffisamment pourvu aux moyens de secourir tous les indigents de la République, mais que, dans ce moment, quiconque est hors d'état de subvenir à ses besoins en trouve les ressources dans la générosité nationale, sans devoir recourir à des assistances individuelles trop avilissantes pour des citoyens français ;

« Considérant enfin que toute répartition qui n'émanerait pas des lois communes serait abusive, destructive des principes de justice et d'égalité, etc.

« Décrète qu'il n'y a pas lieu de délibérer. »

Si, parallèlement à ces lois et décrets sur l'assistance, l'on examine les projets sur l'éducation des enfants qui ont été soumis à la Convention, l'on s'aperçoit que les tendances des membres du gouvernement d'alors eussent fatalement abouti à une mainmise de l'Etat sur les enfants : doctrine du sacrifice de l'individu à la collectivité dont il fait partie, exagération utopique des droits de la société ; vie de famille restreinte ; plus de liberté individuelle (2).

Le temps a manqué à la Convention, comme à toutes les assemblées révolutionnaires, pour appliquer pendant une période suffisante les principes qu'elle avait proclamés.

Nous nous garderons, messieurs d'adopter toutes les vues de certains membres du comité de salut public à la Convention et de les

(1) La conception de l'idée de pension subit la même évolution que la conception de l'idée d'assistance. La Constituante nomma un comité des pensions qui fit précéder sa loi du 3/22 août 1790 sur la législation générale des pensions, de rapports dont les principes peuvent se formuler comme suit : « Tout citoyen qui a servi, illustré, éclairé sa patrie ou qui a donné un grand exemple de dévouement à la chose publique peut prétendre à des récompenses honorifiques ou pécuniaires. L'Etat doit récompenser les services rendus au corps social quand leur importance et leur durée méritent ce témoignage de reconnaissance. »

(1) Procès-verbaux et rapports du comité de mendicité de la Constituante 1790-91, publiés et annotés par C. Bloch et A. Tuetey, Paris, Imprimerie nationale, 1909.

(2) Cf. Loi du 19 mars 1793. Loi du 28 juin 1793. Loi du 24 vendémiaire an II. Loi du 22 floréal an II.

(3) Ferdinand-Dreyfus : *L'assistance sous la Législative et la Convention*, 1905.

(4) De plus, au point de vue des pensions, l'article 86 de la constitution du 22 frimaire an VIII prescrit comme principe constitutionnel qu'il sera accordé des pensions à tous les militaires blessés à la défense de la patrie ainsi qu'aux veuves et aux enfants de militaires morts sur le champ de bataille ou des suites de leurs blessures.

(5) Camille Bloch : Les secours aux civils pendant la révolution. *Revue de Paris*, 1er mai 1915.

(1) Pour les personnes que la question intéresserait, voici les principaux textes à consulter : *Secours aux familles des défenseurs*, lois des 26 novembre 1792, 4 mai, 4 juin 1793, 21 pluviôse, 13 prairial an II, 14 fructidor an VI.

(2) G. Compayré : *Histoire des doctrines de l'éducation.*

suivre jusqu'au pays des chimères. Nous ne dédaignons pas la philanthropie privée ; nous respectons la personnalité de l'enfant. Mais il faut reconnaître qu'en son ensemble l'œuvre d'assistance de la Révolution a été une grande et belle œuvre ; elle a établi le principe des devoirs de l'Etat envers les particuliers ; elle a démontré l'absolue solidarité qui existe entre la patrie et ses défenseurs. Ses théories ont été celles d'une démocratie qui lutte aujourd'hui comme naguère pour le salut de l'indépendance nationale, le triomphe du droit humain. « Une réalité douloureuse et magnifique a rendu simple et naturel à nos yeux ce qu'il pouvait y avoir d'apparente outrance et d'emphase dans l'exaltation révolutionnaire. La chaîne des temps est renouée (1). »

### d) *Le XIXe Siècle.*

Sous le Consulat et l'Empire, l'histoire de l'assistance tient en quelques lignes. Bonaparte ne s'en occupait que dans la mesure où elle touchait à la police ou à la sûreté publique. Il ne tint aucun compte des idées de la Révolution.

Malgré l'effroyable misère qui sévit à la suite de ses campagnes successives, il ne prit, en faveur des orphelins de la guerre, aucune mesure spéciale. Il dota quelquefois les filles de ses anciens collaborateurs militaires ; il fonda les maisons de la Légion d'honneur. Le Prytanée militaire de Saint-Cyr, institué sous la Révolution, transféré ensuite à la Flèche, fut gratuit ou demi-gratuit pour les fils d'officiers décédés en activité, tués à l'ennemi, morts de leurs blessures, ou d'officiers retraités ou réformés pour infirmité ou enfin pour les fils des employés titulaires de l'administration de la guerre. Napoléon exigea tout de ses soldats ; pour leurs enfants il ne fit rien (2).

Les règnes de Louis XVIII, Charles X et Louis-Philippe furent marqués par le développement des associations charitables d'inspiration confessionnelle. Ce fut l'âge d'or des congrégations d'assistance, de leurs œuvres de patronage, de charité hospitalière et d'éducation religieuse. Le pouvoir central resta aveugle et sourd aux manifestations de la misère, aux cris « du pain ! du travail ! » qui montaient des barricades, et ce fut la deuxième République qui se trouva aux prises avec les problèmes sociaux que les gouvernements précédents avaient négligés (3).

De 1848 à 1851 toutes les discussions sur les devoirs de l'Etat revinrent à l'ordre du jour et il se produisit, au sein du Parlement, un duel entre les partisans de l'assistance publique et de l'assistance privée, entre la prévoyance sociale et l'aumône, entre le socialisme d'Etat et les règles intangibles de la libre concurrence et de la lutte pour la vie (1). Adolphe Thiers se trouva, à la Chambre, en opposition avec A. de Melun. Thiers déclara formellement que l'assistance n'était pas un devoir, encore moins une obligation ; c'est une vertu, et elle ne se distingue pas de la bienfaisance. Il méconnut complètement les obligations de la collectivité et afficha sa prédilection pour les formes de charités pratiquées dans l'ancienne France et pour les œuvres confessionnelles de son époque. La Chambre ne se prononça d'ailleurs pas sur son rapport qui est comme l'inventaire des idées de la bourgeoisie orléaniste en matière d'assistance, mais pendant tout le second empire ce fut, en fait, la doctrine de Thiers qui triompha.

Ces tendances générales expliquent pourquoi en 1870-1871, l'Etat ne se sentit pas solidaire des enfants des victimes de la guerre et ne prit aucune mesure d'ensemble en leur faveur. Il se contenta de la loi de 1831 sur les pensions aux orphelins de la guerre, quoiqu'elle fût insuffisante et peu logique. Les enfants des victimes de la guerre furent laissés aux soins de l'assistance publique et surtout de la philanthropie privée.

L'histoire de l'assistance depuis 1870 n'a pas encore été écrite, et c'est grâce à nos recherches personnelles que nous avons pu nous procurer quelques indications sur ce qui avait été fait pour les orphelins de la guerre, après l'Année terrible.

En 1870, l'hospice dépositaire de la Seine recueillait 425 orphelins, et en 1870 en admettait 545. Tous étaient-ils des orphelins de la guerre, du siège, de la Commune ?... Nous n'avons pu obtenir sur ce point des renseignements précis.

Au ministère de l'intérieur, le directeur de l'assistance publique (2) a bien voulu rechercher sur notre demande les mesures qui avaient été prises alors par l'Etat, les départements ou les villes en faveur des orphelins de la guerre. Il n'en a trouvé la trace que dans le département de Seine-et-Oise où une subvention de mille francs a été accordée, pendant un certain nombre d'années, à une œuvre qui s'était alors fondée sous le nom d'« Œuvre des orphelins de la guerre ».

Quant à l'initiative privée, elle se manifesta, tant à Paris qu'en province, par la création de quelques orphelinats généralement de caractère confessionnel et dirigés par les prêtres des divers cultes.

Une institution philanthropique, créée par des laïques, mérite cependant une mention spéciale : c'est l'orphelinat de la Seine que fondèrent MM. Jules Gaufrès, Ferdinand Buisson, Mme de Pressensé et certains de leur amis.

Il semble que nous manquerions à notre devoir si, dans un rapport consacré à la création de l'œuvre de protection des orphelins de la guerre actuelle, nous omettions de saluer la mémoire de cet homme de bien et de haute conscience que fut Jules Gaufrès, l'ancien représentant du quartier des Batignolles au conseil municipal de Paris, le véritable père de l'Orphelinat de la Seine. L'un des maîtres les plus éminents de l'Université, M. Gabriel Compayré, qui occupa aussi une place marquante au Parlement, a consacré de magnifiques et éloquentes pages à l'œuvre sociale, patriotique et morale de ce grand philanthrope (3).

De plus, dès 1870, M. Athanase Coquerel, fils du député de Paris, ouvrit, 17, rue Richard-Lenoir, un refuge pour les enfants qui avaient perdu leurs parents pendant le siège de Paris ou la Commune. Sous l'impulsion de Mme Dorian, femme du ministre de la Défense nationale, grâce au concours de Victor Hugo et de Louis Blanc, avec des ressources venues d'Angleterre ou des Etats-Unis, l'orphelinat Athanase Coquerel fils put s'installer, 82, avenue Philippe-Auguste, et recueillir, en vue de leur institution et de leur éducation, une centaine d'orphelins. Mais, en 1885, la société civile dudit orphelinat cédait son local à la ville de Paris pour y installer l'école municipale professionnelle Dorian et allait s'établir au grand air en Seine-et-Oise, où l'orphelinat a continué à recueillir annuellement vingt orphelins qui, instruits à l'école primaire de la commune, reçoivent à l'établissement de Crosne une éducation professionnelle.

Avant la bataille de la Marne en septembre 1914, sur l'ordre du gouverneur du camp retranché de Paris, les vingt et un orphelins étaient évacués en quarante-huit heures et transférés à Castres, d'où ils sont ramenés progressivement à Crosne (Seine-et-Oise).

Signalons encore, parmi les établissements spécialement créés pour recevoir les orphelins de la guerre de 1870-71, l'orphelinat de Montauban, fondé et dirigé par M. le pasteur Hugues, aumônier du lycée, et que patronna un de nos anciens collègues, M. le sénateur Gustave Garrisson. Par une largesse très appréciable du conseil général du Tarn-et-Garonne, un certain nombre de bourses d'externat pour les cours du lycée étaient octroyées aux orphelins qui se faisaient remarquer par leur intelligence et leurs aptitudes. Beaucoup de petits Parisiens, victimes des événements de 1870-71, furent ainsi élevés à Montauban. Mais ces établissements privés, ces orphelinats fondés par des personnes bien dévouées à l'enfance malheureuse n'accomplirent leur tâche d'entretien et d'éducation que grâce aux subsides de la charité. Des membres d'honneur, des membres adhérents de la société versaient une cotisation annuelle et des tournées de collectes étaient faites par les directeurs auprès de leurs amis ou coreligionnaires.

Cette longue étude rétrospective rattachant intentionnellement la question de l'assistance patriotique, et plus particulièrement l'aide aux orphelins de la guerre, aux problèmes généraux de bienfaisance et de prévoyance sociale a pour but, messieurs, de dégager toutes les faces du problème et de vous permettre d'apprécier l'effort actuel de la commission. Nous n'avons pas craint de rappeler avec détail les considérations des anciens législateurs et d'analyser l'esprit de certaines époques, car nous voudrions profiter dans la plus large mesure possible des expériences passées et les adapter à l'idéal si haut que vous vous faites, messieurs, des obligations de l'Etat français.

Trois conclusions se dégagent nettement de l'historique du problème :

1° La patrie a contracté une dette vis-à-vis de ses défenseurs. Cette dette n'est qu'une forme des devoirs de l'Etat envers les particuliers ;

2° Les bienfaits de la philanthropie privée sont précieux. L'Etat ne pourra jamais les remplacer et ne devra, en aucune façon, les dédaigner ;

3° La personnalité de l'enfant doit être respectée. L'orphelin, comme s'il avait encore sa famille, devra être placé dans les conditions matérielles et morales les meilleures pour le développement intégral de toutes ses aptitudes.

Les hommes de l'antiquité et la Révolution française avaient noblement compris les devoirs de la nation envers les victimes de la guerre et les déshérités du régime social. Mais ils avaient fait abstraction de la valeur personnelle de chacun et de la liberté qu'a tout individu de suivre sa voie.

Le pouvoir impérial ou royal n'avait pas su, lui, qu'il se devait à ses sujets et s'était déchargé de parti pris de l'entretien des enfants abandonnés ou orphelins sur les fondations charitables ou sur l'administration de l'assistance publique.

Le législateur de 1914-1915 voudrait éviter des erreurs, combler ces lacunes et créer, pour protéger les orphelins de la guerre, une loi humaine et patrique. Ce n'est pas seulement sa pitié qui est émue lorsqu'il songe à leur sort. Il sait que tous nous devons à ces enfants de la reconnaissance, que tous nous avons contracté envers eux une dette sacrée. Les enfants des victimes de la guerre sont les créanciers privilégiés de la nation française.

## CHAPITRE III

## L'effort de 1914.

L'intense mouvement d'études sociales et psychologiques qui, en France, précéda la guerre actuelle, ainsi que les récentes lois sur la protection de l'enfance avaient préparé les esprits aux questions complexes d'assistance infantile. On s'était rendu compte qu'il ne fallait pas arracher l'enfant à son milieu, qu'une affection vigilante devait lui être assurée dès le berceau et que le devoir des parents et des maîtres était de mettre en relief sa valeur personnelle.

(1) C. Bloch : *les Secours aux civils.* Ouvrage cité.

(2) Pourtant le principe des pensions, dégagé par le comité des pensions de la Constituante, survécut à la Révolution. Pendant tout l'Empire, le gouvernement mit à la retraite et alloua des pensions sans toutefois observer les textes légaux. D'ailleurs, malgré les guerres continuelles que l'Empire eut à soutenir, le chiffre des pensions ne s'accrut pas autant qu'on pourrait le croire. La raison en est qu'au lieu de leur donner des pensions, l'Empereur constituait souvent au profit de ses officiers et soldats des dotations prises sur le domaine extraordinaire.

(3) Toutefois, c'est sous le Gouvernement de juillet que l'on codifia toutes les règles concernant les droits à la pension des militaires des armées de terre et de mer, règles jusqu'alors éparses dans des textes divers et contradictoires. Par les lois du 11 et 18 avril 1831, les pensions militaires furent définitivement soustraites au régime des ordonnances et placées sous la garantie du régime légal.

Les droits à la pension furent formellement reconnus ainsi que la liquidation des pensions lorsque les conditions requises par la loi se trouvaient remplies.

Les droits des veuves et des orphelins furent de même reconnus. La loi de 1831 est encore en vigueur. Seulement la condition des veuves et des orphelins fit l'objet de nombreuses retouches, notamment : le 26 avril 1856, le 10 avril 1869, le 20 juin 1858, le 5 août 1879, le 15 avril 1885, le 28 décembre 1895, le 13 avril 1898, le 8 décembre 1905.

(1) Ferdinand Dreyfus : *L'assistance sous la seconde République*, 1907.

(2) Voir les lettres publiées aux annexes.

(3) *Jules Gaufrès, sa vie et son œuvre*, par Gabriel Compayré, membre de l'Institut, inspecteur général de l'instruction publique, ancien député. Librairie Hachette.

a) *L'effort de la philanthropie privée.*

Pénétrée de ces tendances, l'inépuisable charité française n'a pas attendu la fin de la guerre pour venir en aide aux enfants victimes du cataclysme actuel, d'une façon bonne et intelligente.

Le nombre des œuvres d'assistance aux orphelins de la guerre prouve combien il a été urgent de secourir dans toutes les parties de la France et dans chaque corps de métier les enfants des soldats morts aux armées (1).

Nous n'analyserons pas, messieurs, l'organisation de toutes ces associations charitables (2). Qu'il nous suffise de rendre hommage à leurs fondateurs et à leurs membres. Nous ne saurions louer avec trop de respect et d'admiration leur désintéressement, leur persévérance, leur charité et leur patriotisme. Nous ferons appel à leur expérience, en demandant à quelques-uns d'entre eux de siéger aux conseils et comités de l'Institut des pupilles de la Nation.

b) *L'effort gouvernemental et parlementaire.*

Les tentatives généreuses de l'initiative privée ne sauraient suffire en la circonstance pour acquitter la dette de la France. Elles ne dispensent ni ne libèrent l'Etat du devoir de protection et d'intervention qui lui incombe. Les représentants du pays s'en sont rendu compte et ils ne se sont pas seulement préoccupés d'améliorer le régime des pensions militaires, et d'octroyer aux veuves de soldats une majoration pour chaque enfant mineur. Ils ont voulu prendre des mesures concernant spécialement les enfants victimes de la guerre. Les propositions dont les Chambres ont été saisies jusqu'à ce jour stipulent formellement qu'à l'Etat revient le devoir de prendre en charge leur entretien et leur éducation.

I. — Quelques semaines avant sa mort, M. Georges Berry (3), député de la Seine, déposait une proposition sur les orphelins de la guerre en affirmant que « la République a le devoir de prendre à leur égard la place des pères tombés au champ d'honneur ».

II. — Un autre député, M. Galli (4), est l'auteur d'une proposition de loi visant le même objet; tous les députés de la Seine l'ont signée. Cette proposition présente, à notre avis, une lacune grave, puisqu'elle semble ne concerner que les orphelins de six à treize ans. Mais nous ne pouvons qu'approuver les arguments excellents à tous égards, que fait valoir M. Galli à son appui :

« Vous avez donc, écrit-il dans son exposé de motifs, à vous préoccuper, dans un sentiment de devoir et de solidarité, mais aussi d'intérêt national bien compris, de placer ces orphelins, de façon à faire d'eux des travailleurs utiles et de bons citoyens dévoués à la patrie. Il y a urgence extrême à ce que la question soit pratiquement résolue, sinon que deviendront, dans quelques mois, les orphelins de mère, dont le père a été tué ou périra au cours de la guerre actuelle, au service de la France ? Qui assurera non seulement l'existence matérielle, mais l'instruction et l'éducation de ces pauvres êtres désormais sans famille ? Ne serait-il pas monstrueux de leur refuser un asile et la protection de la Nation qui doit être, qui doit devenir pour eux une mère ?... »

III. — M. Paul Constans (5), député de l'Allier, et quelques-uns de ses collègues du groupe socialiste de la Chambre ont, à leur tour, déposé une proposition de loi tendant à faire adopter par la nation les enfants mineurs de tous ceux qui ont été tués à l'ennemi, sont décédés par suite des conséquences de la guerre ou qui, pour la même raison, sont devenus incapables de subvenir aux besoins de leur famille.

M. Paul Constans traduit en termes excellents la pensée qui l'anime, lui et ses amis, lorsqu'il écrit :

« L'abominable guerre que nous supportons laissera derrière elle un grand nombre d'enfants auxquels manquera le père, soutien et protecteur naturel de leur faiblesse.

« D'autres enfants verront le retour de leur père, mais mutilé ou atteint d'infirmités qui n'auront pas affaibli son affection paternelle, mais le rendront absolument incapable de subvenir à leur entretien, comme de diriger efficacement leur éducation et leur instruction jusqu'au moment où ils pourront devenir des citoyens utiles à eux-mêmes et à leur pays.

« Que ces enfants, frappés indirectement par la guesse, soient orphelins de père et de mère, ou de l'un de ces parents seulement, ou qu'ils conservent un père infirme par suite de blessures ou de fatigues de la campagne de guerre, la Nation doit intervenir en leur faveur en se substituant aux parents qui sont morts pour la Patrie ou affaiblis par les infirmités résultat de la guerre.

« C'est à la Nation à reprendre sans restriction la paternité tombée ou réduite.

« Il faut que, dès maintenant, les braves soldats qui sur le champ de bataille donnent leur sang et sacrifient leur existence avec la plus grande abnégation pour le salut de la patrie et l'indépendance des peuples, sachent que leur mort ou leurs blessures ne sont pas pour leurs enfants bien-aimés une cause de souffrance matérielle.

» C'est la première et la plus sacrée des réparations aux victimes de la guerre, que nous demandons au Parlement d'assurer d'urgence aux enfants de ceux qui ont tout donné pour assurer aux générations futures une ère de paix et de liberté. »

IV. — Ces trois propositions partent du même principe et tendent au même but : à savoir que, parmi les maux et malheurs de la guerre, la perte, pour les enfants, de leur père, de leur soutien et guide naturel, exige une prompte réparation; cette réparation ne peut se traduire que par la protection effective, la tutelle agissante accordée par l'Etat aux enfants dont le père a été, dans sa personne, victime de la guerre. Pourtant, si ces propositions affirment toutes la nécessité de cette intervention. elles n'apportent pas les moyens pratiques de la réaliser.

Mais alors, messieurs, votre commission s'est constituée pour examiner deux autres textes législatifs déposés au Sénat et relatifs aux enfants des victimes de la guerre de 1914.

L'une est la proposition de loi de MM. Léon Bourgeois, Combes, Clemenceau, René Bérenger, Ferdinand-Dreyfus, Perchot et 40 de leurs collègues.

L'autre est le projet de loi présenté par le Gouvernement.

Cette proposition et ce projet ne se contentent plus de poser la question. Ils l'abordent et soumettent à l'approbation des représentants du pays des articles précis et détaillés. La commission les a examinés et conclut à l'adoption d'un texte de loi dont nous aurons l'honneur d'exposer le principe et les avantages dans la suite de notre rapport. Quoi qu'il en soit, la même préoccupation, la même volonté s'est manifestée dans les deux Assemblées parlementaires : assurer l'avenir des enfants victimes de la guerre est un devoir de solidarité nationale.

c) *Déclaration des droits de l'enfant.*

Aussi, nous terminerons, messieurs, ce long exposé par une déclaration des droits de l'enfant dont les principes se dégagent des conclusions de tous les chapitres de cette première partie.

La société a des devoirs envers les enfants. Tout enfant en naissant jouit d'un certain nombre de droits. Il a droit à la subsistance, il a droit à l'éducation, il a droit à l'affection familiale, il a droit à la protection juridique. Le père qui aime son enfant est le défenseur naturel de ces droits.

En temps de guerre la patrie est en danger. Le père de famille quitte femme et enfants pour combattre l'ennemi. Il tombe au champ d'honneur ou revient infirme dans ses foyers. Il ne peut plus ni élever, ni protéger les siens.

Mais il a accompli héroïquement son devoir, soutenu par la certitude que l'Etat ne faillirait pas au sien et veillerait paternellement sur ceux qu'il laissait derrière lui. Cette sécurité morale lui a permis de s'oublier lui-même et de ne pas craindre la mort. Sa foi ne l'a pas trompé.

La France se fait un honneur d'adopter ces enfants, de les considérer comme les pupilles de la Nation. Elle fera appel à toutes les bonnes volontés, à l'inépuisable trésor des cœurs; elle coordonnera les initiatives privées; elle assurera aux orphelins, sans qu'ils sortent de leur milieu, le bien-être moral et matériel. Elle veillera à ce qu'ils deviennent des hommes honnêtes, travailleurs et bons, car elle n'oublie pas que c'est sur eux, les enfants, que repose l'avenir.

## DEUXIÈME PARTIE

### CHAPITRE Ier

**Analyse de la proposition de loi de MM. Léon Bourgeois, René Bérenger, Ferdinand-Dreyfus, J. Perchot et 40 de leurs collègues.**

Votre commission, messieurs, a d'abord procédé à l'examen de la proposition de loi relative aux pupilles de la nation, déposée par M. Léon Bourgeois et ses collègues.

Cette proposition établit, en premier lieu, que la loi en préparation doit s'appliquer à tous les enfants victimes de la guerre.

1° Enfants des militaires et des civils morts du fait de la guerre et de ses conséquences;

2° Enfants des militaires et des civils que la guerre, par suite de blessures ou de maladie, a mis dans l'incapacité de gagner leur vie par le travail.

Ces enfants sont dits pupilles de la nation. L'Etat leur doit protection, éducation, soutien matériel et moral jusqu'à leur majorité.

Il est créé, pour l'exécution de ces obligations, un organisme à la tête duquel se trouve un établissement public appelé office national, rattaché à la présidence du conseil des ministres.

La direction générale de l'œuvre est assurée par un conseil supérieur et une commission permanente prise dans le sein du conseil.

Dans chaque département est créé un office départemental, établissement public, placé sous la présidence du préfet et administré par un conseil.

Enfin, l'organisme, prévoit, dans les communes, des délégués ou membres correspondants; ces délégués forment les sections cantonales.

Ainsi est constituée l'institution nationale qui assume, au nom de l'Etat, la protection, l'entretien, l'éducation, le développement normal des enfants victimes de la guerre.

Le conseil supérieur, tel que le conçoit la proposition sénatoriale, comprend cinquante membres, parmi lesquels des fonctionnaires de l'Etat, des représentants des deux Chambres; à côté d'eux siégeront des délégués des syndicats professionnels patronaux ou ouvriers, des mandataires des œuvres de bienfaisance privée s'intéressant à la protection de l'enfance, plus particulièrement de celles que la guerre a fait naître.

Les offices départementaux, placés sous la présidence des préfets, sont constitués de façon semblable, à côté des fonctionnaires, des délégués du conseil général, se trouveront des représentants des œuvres privées philanthropiques et des associations corporatives.

Ainsi se trouvent groupés, tant dans le conseil supérieur que dans les offices départementaux, tous ceux dont l'action et la collaboration peuvent être utiles pour la protection et l'éducation des pupilles de la nation.

Le conseil supérieur fixera les règles générales auxquelles doivent se conformer les offices départementaux, établira entre eux la coordination nécessaire, répartira le produit des subventions, dons et legs faits à l'office central, statuera sur les demandes de subventions qui seront formulées par les œuvres et sociétés privées s'occupant des orphelins de la guerre.

Quant aux offices départementaux, leur rôle sera, dans l'institution projetée, d'une importance extrême. Ils seront les organes essentiels de l'œuvre en préparation.

Il appartiendra, en effet, à l'office départemental d'exercer son patronage social sur tous les orphelins, même s'ils sont pourvus d'un tuteur de droit commun; de choisir, d'accord avec le mère et le tuteur de l'enfant, l'établissement auquel l'enfant sera confié; d'accorder une allocation pour l'entretien et l'éducation de l'enfant; d'accepter la garde de celui-

(1) 101 œuvres d'assistance aux orphelins de la guerre ont adressé des demandes de subvention au comité chargé de la répartition des fonds recueillis à la Journée des orphelins de la guerre.

(2) Le fascicule de février-juillet 1915 publié par l'office central des œuvres de bienfaisance, et intitulé « Paris charitable pendant la guerre » donne à ce point de vue des renseignements utiles à consulter.

(3) Voir la proposition de loi de M. Georges Berry au *Journal officiel* du 23 mars 1915.

(4) Voir la proposition de loi de M. Galli au *Journal officiel* du 16 avril 1915.

(5) Voir la proposition de loi de M. Paul Constans au *Journal officiel* du 20 mai 1915.

ci si le tuteur le demande ; de solliciter de l'autorité judiciaire le droit de garde de l'enfant, si des faits de nature à provoquer, soit la déchéance de la puissance maternelle, soit la destitution de la tutelle, venaient à se produire. Dans ce dernier cas, l'office aurait le pouvoir de déléguer, sous son contrôle, à un tuteur social, l'exercice des pouvoirs de la tutelle. Enfin, en l'absence de toute famille proche offrant les garanties nécessaires pour constituer une tutelle de droit commun, le tribunal pourrait confier directement la tutelle de l'orphelin à l'office qui pourrait la déléguer comme il est indiqué plus haut.

A l'*Office départemental* incomberait encore le soin de choisir des délégués de l'œuvre dans les communes et de créer des sections cantonales.

Ainsi apparaissent, dans la proposition de nos collègues, l'importance et la complexité du rôle attribué aux offices départementaux. La création de ceux-ci et l'organisation des sections cantonales constituent une heureuse tentative de décentralisation. Chaque département conservera ses pupilles ; on évitera de cette façon d'arracher ces enfants à leur milieu, à leur région ; on ne les exilera pas loin du lieu de leur naissance, loin des parents qui leur restent et des amis de leur famille.

Le point de vue financier est clairement exposé à l'article 14.

Les recettes de chaque office départemental seront assurées par les pensions ou allocations attribuées par les lois aux enfants dont la garde lui aura été confiée ; par les subventions qui pourront lui être accordées par le département et les communes ; par les subventions provenant de l'Etat ; par le produit des dons et legs qui lui parviendront directement ; par la quote-part qui lui sera attribuée par le conseil supérieur sur le produit des dons et legs faits à l'office central sans affectation à un office déterminé.

A l'article 16 et dernier, la proposition de loi prévoit l'application de toutes ses dispositions à l'Algérie et aux colonies.

## CHAPITRE II

### Analyse du projet de loi du Gouvernement.

Le projet du Gouvernement ne diffère pas essentiellement de la proposition de loi due à l'initiative de nos collègues.

Il propose la création du même organisme chargé d'assurer aux orphelins de la guerre le patronage de l'Etat ; office national et conseil supérieur, offices départementaux.

Les dispositions financières caractéristiques sont analogues.

D'ailleurs, dans le commentaire qui accompagne les articles, le Gouvernement déclare : « qu'il est heureux de pouvoir s'inspirer très largement de la proposition de MM. Leon Bourgeois, Ferdinand-Dreyfus, Perchot, etc., prise en considération par le Sénat dans sa séance du 6 mai dernier. »

Mais dès les dispositions préliminaires, une divergence se produit. Tandis que dans la proposition due à l'initiative parlementaire, la loi étend d'office sa protection aux enfants des soldats morts comme à ceux des soldats mutilés, aux enfants des victimes militaires comme à ceux des victimes civiles de la guerre, le projet dû à l'initiative gouvernementale ne fait bénéficier de la loi que strictement les orphelins de la guerre, et n'assume la charge des enfants des victimes civiles de la guerre qu'après un décret en conseil d'Etat.

De plus, au lieu de mettre l'œuvre nationale des pupilles de la patrie sous le patronage du président du conseil, le projet la rattache au ministère de l'instruction publique.

Au point de vue tutélaire, d'une part, surveillance de la tutelle de droit commun, d'autre part, organisation de la tutelle nationale, le projet du Gouvernement va plus loin que la précédente proposition de loi.

Pour les orphelins de la guerre pourvus d'un conseil de famille et d'un tuteur légal, le Gouvernement édicte des mesures de protection consistant en la surveillance attentive de la tutelle. Cette surveillance incombera aux offices départementaux ; elle s'exercera par l'intermédiaire d'un ou de plusieurs juges au tribunal désignés dans chaque arrondissement pour remplir cette fonction.

D'ailleurs, à l'article 16, le projet spécifie que la « surveillance des pupilles de la patrie ne comportera aucune ingérence indiscrète dans le libre exercice de la puissance paternelle et dans les fonctions des tuteurs. Elle n'a d'autre objet que de veiller à l'observation des règles du droit civil. » De ce fait, le projet impose certaines obligations au subrogé tuteur, notamment celle de fournir par écrit, chaque année, l'indication sommaire des conditions dans lesquelles l'enfant est élevé.

En ce qui concerne les orphelins de la guerre, pour lesquels la tutelle légale n'a pas été organisée, c'est-à-dire qui n'ont ni tuteur, ni conseil de famille — il s'agit des enfants qui ne possèdent pas de patrimoine — le projet leur assure la tutelle nationale. Cette tutelle rappelle celle que notre législation charitable, bien inspirée, a instituée en faveur des enfants assistés. Nominalement assurée par le préfet, la tutelle pourra être déléguée, sous la surveillance et le contrôle de l'office départemental, soit à un membre de l'office, soit à toute personne agréée par lui.

Mais alors que la proposition de nos collègues ne fait qu'une courte allusion aux établissements privés et aux œuvres d'éducation, de placement et de protection qui pourraient être agréés par l'office départemental et subventionnés par lui, le projet du Gouvernement, au contraire, semble vouloir laisser aux seules œuvres privées le soin de veiller au placement, à l'entretien et à l'éducation des pupilles de la nation non pourvus de la tutelle de droit commun.

Le projet du Gouvernement, à l'article 8, dit ceci :

« Le rôle des offices départementaux consiste :

« 1° A veiller à l'observation, au profit des orphelins de la guerre, des règles du code civil en matière de tutelle ;

« 2° En l'absence de tutelle de droit commun, à collaborer à l'exercice de la tutelle nationale des pupilles de la patrie, organisée dans des conditions plus loin énoncées. »

Et à l'article 20, le même projet dit :

« Les pupilles de la patrie, placés sous la tutelle nationale des préfets, seront, toutes les fois que cela sera possible, confiés à des œuvres de patronage agréées par le conseil supérieur de l'office national et chargées d'en effectuer le placement et d'en surveiller l'éducation. »

De ces deux articles, il résulte d'une part que l'office départemental ne remplira qu'un rôle très restreint, tout à fait secondaire ; d'autre part, qu'aux œuvres privées, philanthropiques ou corporatives incomberont la mission et la charge de recevoir et d'éduquer les orphelins.

Pour les enfants pourvus d'une tutelle de droit commun, l'office départemental n'aura qu'à veiller à l'observation des règles du code civil ; pour les enfants pauvres non pourvus de tuteur légal et de conseil de famille, à collaborer à l'exercice de la tutelle nationale organisée en leur faveur.

Quant au placement, à l'entretien, à l'éducation, à l'avenir de cette dernière catégorie d'enfants — les plus à plaindre, parce que les moins fortunés — l'office départemental, tel que le conçoit le projet du Gouvernement, devra pour ainsi dire s'en débarrasser. Il laissera aux œuvres privées de patronage (associations philanthropiques, orphelinats, groupements corporatifs) le soin et la charge de protéger les pupilles, de les faire instruire et de les guider, de veiller sur leur avenir.

Et, enfin, le projet du Gouvernement fait prévoir qu'un décret déterminera les conditions dans lesquelles les bourses et exonérations pourront être accordées aux pupilles de la patrie en vue de faciliter leur instruction dans les établissements nationaux : il étend le bénéfice de la loi aux enfants de citoyens français des colonies et il laisse à un décret ultérieur le soin de statuer sur le secours à accorder aux orphelins des soldats coloniaux sujets ou protégés de la France.

## CHAPITRE III

### Le texte de la commission. — Critique des précédents projet et proposition. — Le point de vue de la commission.

Votre commission, messieurs, s'est inspirée de la proposition et du projet de loi soumis à son examen pour la rédaction du texte dont elle a l'honneur de demander au Sénat l'adoption. Elle a retenu les excellentes dispositions que renferment la proposition de nos collègues et le projet du Gouvernement ; elle s'est efforcée de remédier aux lacunes que présentent, à son avis, la proposition et le projet précités.

#### 1° *Des obligations de l'Etat et des modalités de son intervention.*

Le principe de la réparation due aux enfants des victimes de la guerre est admis. Il est admis pour toutes les raisons développées au cours du chapitre sur l'étude rétrospective du problème. En aucun cas il ne saurait être contesté.

En vertu de ce principe compris de la façon la plus large, la plus bienfaisante et la plus efficace, la commission a adopté la manière de voir des auteurs de la proposition, en ce qui concerne les enfants de militaires ou de civils qui par suite de blessures ou de maladies contractées à la guerre, se trouvent dans l'incapacité totale ou partielle de gagner leur vie et celle de leur famille par leur travail. Le bénéfice de la loi sera étendu à ces enfants. De même, les enfants des soldats coloniaux sujets ou protégés de la France, les enfants des étrangers qui ont contracté un engagement dans les armées françaises bénéficieront des avantages de la loi.

L'Etat a contracté des obligations envers ces différentes catégories d'enfants. Son intervention sera le payement d'une dette de reconnaissance et un acte de prévoyance sociale. Elle sera variable, graduée, dépendra du degré d'impotence ou de maladie du père, de sa situation de fortune et aussi des aptitudes de l'enfant.

Déjà le régime des pensions militaires va être revisé et amélioré par une loi en préparation à la Chambre. La pension des veuves ne restera pas immuablement fixée au même taux, quelles soient seules ou qu'elles aient des enfants à leur charge et elle sera calculée selon le nombre des mineurs.

La pension revenant aux orphelins d'un soldat veuf ou divorcé variera selon le nombre d'enfants appelés à en bénéficier.

Mais l'Etat ne saurait s'estimer quitte envers les orphelins de la guerre du fait qu'il leur versera, sous forme de pension ou d'allocation, une somme annuelle. Même en supposant que la pension accordée soit suffisante pour élever les enfants, les nourrir, les vêtir, les instruire, leur permettre d'apprendre un métier ou d'acquérir une situation — et il est à craindre que dans beaucoup de cas il n'en soit pas ainsi — l'Etat ne peut se dispenser de suivre ces enfants de veiller sur eux, de les guider jusqu'à leur majorité.

Supposons différents cas :

Si l'enfant reste dans son village, s'il ne suit que les cours de l'école primaire et qu'il soit ensuite placé dans une ferme pour devenir agriculteur, chez un artisan pour apprendre un métier, forgeron, menuisier, cordonnier, etc. ; s'il travaille avec son tuteur la propriété que lui aura laissée son père, la pension pourra être suffisante.

Dans ce cas, la protection de l'Etat est surtout morale.

Mais si l'enfant est reconnu apte à suivre les cours d'une école primaire supérieure, d'un collège, d'un lycée, d'une école technique, etc. ; s'il a des dispositions pour acquérir une situation libérale, la pension ne saurait suffire et l'Etat aura l'obligation de fournir à l'orphelin les moyens de continuer ses études.

Dans ce cas, la protection est tout à la fois morale et matérielle ; l'Etat guide l'enfant, assure son entretien et son éducation, lui permet de préparer son avenir.

Pour l'enfant des villes, où la vie est plus coûteuse, la pension sera-t-elle suffisante ? Pas toujours. L'office départemental devra donc intervenir en sa faveur, soit en lui versant un complément de pension s'il reste avec sa mère ou son tuteur, jusqu'au jour où son travail lui procurera quelques ressources personnelles ; soit en lui ouvrant les portes d'un établissement d'enseignement intellectuel ou technique, selon ses dispositions et ses goûts.

Et les orphelins ayant de la fortune ou quelque fortune ?

Si les revenus personnels de l'enfant ou ceux de sa famille, ajoutés à la pension, sont suffisants pour assurer sa subsistance, son entretien, ses études, l'Etat n'a à son égard que des obligations morales : veiller attentivement à ce que soient observées les dispositions légales réglant la constitution et le fonctionnement de la tutelle de droit commun et lui offrir l'appui d'un tuteur social dont nous définirons le rôle plus loin. Au contraire, si les revenus de l'or-

phelin ne sont qu'à demi suffisants, l'Etat devra le faire bénéficier d'une partie des avantages accordés aux enfants pauvres. Si le père de l'enfant est mutilé ou malade, la protection de l'Etat sera surtout matérielle, l'Etat ne voulant en aucun cas se substituer à la puissance paternelle mais, au contraire, tenant essentiellement à la seconder.

2° *L'organisme de l'œuvre nationale des pupilles.*

Pour permettre à l'Etat d'exercer son patronage social sur les pupiles de la nation, les deux projets que nous avons eu à examiner proposaient l'institution d'un organisme auquel nous n'avons eu qu'à nous rallier.

Cet organe comprend :

1° Un office national situé à Paris et que nous rattachons au ministère de l'instruction publique.

L'office national est administré par un conseil supérieur de cinquante-deux membres et une section permanente;

2° Dans chaque chef-lieu de département : un office départemental des pupilles de la nation.

L'office départemental est placé sous la présidence du préfet ; son action est secondée dans les communes par des délégués formant les sections cantonales.

**L'office national.**

La question du rattachement de l'office national à un département ministériel a longuement retenu l'attention de votre commission ; il était nécessaire d'aboutir à une décision présentant le plus d'avantages possible, s'il paraissait impossible, quelle que fut la détermination à laquelle on s'arrêtât, d'éviter certains inconvénients.

La proposition d'initiative parlementaire voulait rattacher l'office national des pupilles à la présidence du conseil. Il avait semblé à nos collègues que le président du conseil, chef du Gouvernement, et, de ce fait, grand tuteur de la nation, était tout désigné pour patronner l'œuvre des pupilles. D'autre part, aucun des ministères ne leur semblait plus spécialement désigné puisque la plupart auront à intervenir pour assurer dans les meilleures conditions le développement normal des enfants.

Aux partisans du rattachement à la présidence du conseil, on a objecté que c'est par exception que le président du conseil actuel n'est pas pourvu d'un portefeuille et que la présidence se déplace au gré des combinaisons ministérielles... Demain, le chef du Gouvernement peut être chargé de l'intérieur, des affaires étrangères, de la guerre; ne semblerait-il pas étrange que l'office national soit rattaché à l'un ou l'autre de ces départements? Enfin, la présidence du conseil ne possède pas les services organisés lui permettant d'assurer et de contrôler une administration telle que celle de l'œuvre des pupilles de la nation.

Le projet du Gouvernement verrait dans l'instruction publique le ministère le plus qualifié pour s'occuper des pupilles.

Les raisons invoquées ne manquent ni de force ni de logique. Nous croyons devoir les reproduire textuellement :

« Il est impossible de faire de l'office national un organisme autonome. Ce serait une formation inconstitutionnelle puisque la responsabilité parlementaire des actes dudit office s'en trouverait abolie.

« Il nous a paru peu pratique de le rattacher à la présidence du conseil qui se déplace au gré des combinaisons ministérielles.

« On peut alors hésiter entre les ministères de la guerre, des finances, de la justice, du commerce, de l'agriculture, du travail, de l'intérieur ou de l'instruction publique.

« De la guerre puisqu'il s'agit d'orphelins de soldats ;

« Des finances puisqu'il s'agit de pensionnés de l'Etat;

« De la justice, puisqu'une partie de la loi est consacrée au régime juridique des tutelles ;

« Du commerce, de l'agriculture ou du travail puisque ceux d'entre les pupilles de la patrie qui ont le plus grand besoin de l'aide nationale sont les enfants de commerçants, d'agriculteurs ou d'ouvriers.

« Nous écartons pour des considérations diverses :

« Les ministères de la guerre et des finances qui n'ont aucune compétence pour surveiller l'éducation d'orphelins.

« Le ministère de la justice qui n'est intéressé dans l'exécution de la loi que par un lien pratiquement faible et qui sera souvent inexistant.

« Chacun des trois ministères d'ordre économique qui ne seraient compétents que pour quelques-uns des enfants à protéger.

« Nous écartons d'autre part le ministère de l'intérieur pour deux raisons :

« L'opinion publique y voit surtout un organe de politique nationale et toutes questions d'ordre politique devront être exclues dans l'exécution de la loi comme elles s'effacent dans l'intention du Gouvernement qui la propose.

« D'autre part, c'est au ministère de l'intérieur qu'appartient la surveillance générale des services d'assistance publique. Tout en rendant hommage à l'activité de ces grands et beaux services dont le fonctionnement de plus en plus large est l'honneur de la République, nous croyons répondre au sentiment général en leur soustrayant l'éducation des orphelins de la guerre dont les ressources seront limitées. Il ne convient pas d'assimiler les pupilles de la patrie aux enfants assistés, quelque sollicitude paternelle que la nation tienne à témoigner à ces derniers.

« Il ne reste donc plus que le ministère de l'instruction publique, véritable service général d'éducation nationale, à qui nous puissions rattacher l'office national des pupilles de la patrie. »

L'idée du rattachement au ministère de la justice avait pourtant arrêté un instant votre commission. Comme le rôle de l'institut des pupiles de la nation sera, soit de veiller au bon fonctionnement de la tutelle légale au profit d'un grand nombre d'orphelins, soit d'instituer en faveur des autres la tutelle sociale; comme il faudra éviter de donner à l'œuvre des pupiles toute apparence même de tendance politique et qu'il importera en outre d'écarter les rivalités qui pourraient s'élever entre les services de l'enseignement proprement dit dépendant de l'instruction publique et de l'enseignement technique et professionnel rattaché au commerce et à l'industrie — un ministère non politique en soi et des moins chargés comme le ministère de la justice paraissait tout désigné pour patronner, diriger ou contrôler l'office national des pupilles.

Ces arguments ne manquaient pas de force. Mais votre commission a eu avant tout le souci de faire participer l'institut des pupilles à tous les grands mouvements d'idées, à tous les progrès, d'en faire véritablement une œuvre sociale contemporaine, ayant ses racines profondes dans la vie du pays. Elle a écarté le rattachement au ministère de la justice, et s'est ralliée au projet du Gouvernement en adoptant le rattachement au ministère de l'instruction publique.

L'office national est administré par un conseil supérieur et une section permanente prise dans le sein de celui-ci.

*Composition du conseil supérieur.* — Le conseil supérieur comprend 52 membres.

Les deux Chambres y sont représentées. S'il est, en effet, une institution d'Etat, un établissement public auquel le Parlement doit donner une marque particulière de son affectueux attachement, c'est bien l'œuvre nationale des pupilles. Le Parlement témoignera à celle-ci son vif et patriotique intérêt, non seulement en lui accordant les subventions dont elle pourra avoir besoin pour accomplir sa mission, mais encore en collaborant effectivement à son administration et à sa surveillance, en suivant de près ses efforts, en contrôlant et au besoin en dirigeant son action. Paris et les cinq plus grandes villes de France auront chacune un représentant au sein du conseil supérieur. Le conseil d'Etat y déléguera l'un de ses membres; le grand chancelier de la Légion d'honneur, le président de la cour de cassation, les directeurs des trois ordres d'enseignement en feront partie. Les administrations publiques, les ministères plus spécialement appelés à s'occuper d'une façon ou d'une autre des pupilles et à participer à leur instruction, à leur développement intellectuel ou professionnel, à leur placement, à veiller sur leur avenir : justice, finances, commerce, agriculture, guerre, marine, colonies, travail, intérieur, auront chacun un représentant au conseil supérieur.

Les représentants des ministères, tout en participant à la direction générale de l'office national, seront chargés de soutenir, auprès de leurs administrations respectives, les décisions prises par le conseil supérieur au sujet d'enfants ou de jeunes gens que leur situation du moment ferait dépendre de tel ou tel département ministériel. Ils seront, en quelque sorte, des agents de liaison entre leur ministère et l'office national.

Mais s'il apparaît comme indispensable que les administrations publiques soient représentées au sein de l'organisme directeur de l'œuvre, il n'en faut pas moins éviter de donner à celui-ci un caractère purement officiel. Il est nécessaire que l'œuvre des pupilles soit intimement mêlée à la vie de la nation. Vous vous êtes donc inspirés des tentatives exposées dans la première partie de ce rapport. Vous avez estimé qu'au conseil supérieur devaient trouver place des éléments provenant de groupements et associations ne présentant aucun caractère officiel, mais pouvant à juste titre être considérés comme les représentants autorisés de toutes les branches de l'activité française : c'est ainsi que le commerce, l'agriculture, la mutualité, les chambres syndicales patronales et ouvrières, les œuvres de bienfaisance privées, les sociétés de protection de l'enfance, et plus particulièrement les orphelinats professionnels, auront des délégués au conseil supérieur. L'Institut de France et l'académie de médecine y seront représentés. Enfin, cinq membres seront laissés au choix du Gouvernement pour les personnes de l'un ou de l'autre sexe indiquées par leur compétence spéciale ou leurs travaux.

L'élément féminin trouvera place au conseil supérieur, car la présence de la femme est indispensable dans une telle œuvre de protection et d'éducation de l'enfance.

Le conseil supérieur nommera sa section permanente, qui devra comprendre une femme.

Pour le travail administratif, un secrétariat lui sera adjoint. C'est ainsi que le conseil supérieur de l'office national, par sa composition largement éclectique, offrira toutes les garanties de compétence et d'impartialité, dirigera avec autant de zèle que de patriotique désintéressement l'œuvre nationale des pupilles et assurera à ceux-ci une protection vraiment efficace.

*Rôle du conseil supérieur.* — Le rôle du conseil supérieur de l'office national a été indiqué par MM. Bourgeois et ses collègues. (Voir deuxième partie, chapitre II, page 34 du présent rapport.)

Quelques précisions supplémentaires suffiront.

Il appartiendra au conseil supérieur de donner aux offices départementaux des instructions sur les mesures à prendre en faveur des pupilles de la nation. Ces instructions s'inspireront du texte et de l'esprit de la loi, ainsi que du règlement d'administration publique qui en suivra la promulgation.

Le conseil supérieur indiquera les conditions que devront remplir les enfants pour être admis à bénéficier des avantages de la loi et la façon dont devra intervenir l'office départemental selon l'âge des enfants, leur intelligence, leurs goûts, le milieu dans lequel ils ont été élevés, leurs aptitudes à embrasser telle ou telle carrière.

Mais le conseil supérieur ne devra pas se contenter de fixer ces règles générales ou de donner ces instructions : il devra veiller à ce que les règles soient observées, les instructions suivies, et pour cela exiger de chaque office départemental des rapports trimestriels ou semestriels qui le renseigneront exactement sur le nombre des pupilles à la charge de l'Œuvre, sur les dispositions prises en leur faveur, sur les résultats d'ensemble obtenus en ce qui concerne les diverses catégories de pupilles,

*a*) Enfants restés auprès des mères ou des tuteurs;

*b*) Enfants élevés dans les familles ou confiés à des œuvres philanthropiques ;

*c*) Elèves suivant les cours d'établissements scolaires proprement dits :

*d*) Elèves suivant les cours d'écoles techniques (industrielles, commerciales, agricoles) ;

*e*) Jeunes gens en apprentissage chez des particuliers ou confiés à des organisations corporatives ;

*f*) Jeunes gens placés et commençant à gagner leur vie ;

*g*) Jeunes gens poursuivant leurs études dans les grandes écoles du Gouvernement.

Le conseil supérieur devra donc se tenir exactement au courant de la situation matérielle et morale de chaque office départemental.

Les offices départementaux seront appelés à avoir entre eux des relations. Il y aura notamment des échanges de pupilles, certains établis-

sements spéciaux, certaines écoles techniques n'existant que dans tels ou tels départements. Quand il s'agira d'envoyer des pupilles du département dans un établissement du département, c'est le conseil supérieur qui examinera le cas et décidera. Pour résoudre ces cas, il n'y aura qu'à suivre la procédure en usage pour les transferts de bourses de l'enseignement secondaire.

Si, pour des raisons personnelles, une mère ou un tuteur change de résidence, il n'y aura naturellement nul inconvénient à ce que l'enfant quitte son département d'origine pour suivre sa famille. Mais au cas où le pupille serait placé, en qualité d'interne, dans un établissement, l'office départemental, avant d'accorder l'autorisation du déplacement, devra s'informer de la possibilité de le faire entrer dans un établissement similaire, sans que les charges de l'office national s'en trouvent par trop augmentées. De même faudra-t-il qu'il y ait entente entre l'ancien et le nouvel office départemental au point de vue de la répartition des charges : en cas de désaccord, c'est le conseil supérieur qui interviendra.

Au point de vue budgétaire, le rôle du conseil supérieur sera prépondérant. Il lui appartiendra de répartir entre les offices départementaux, selon les charges de chacun d'eux, les subventions de l'Etat et le produit des dons et legs faits directement à l'office national.

Afin de répartir équitablement les fonds dont l'office national disposera, afin de pouvoir au besoin demander l'augmentation ou la réduction des subventions de l'Etat, le conseil supérieur devra connaître le budget particulier de chaque office départemental et en avoir le contrôle.

Il incombera encore au conseil supérieur de fixer les conditions générales qui seront imposées aux associations philanthropiques ou professionnelles, ainsi qu'aux particuliers, désireux de recevoir en garde des orphelins placés sous la tutelle d'un office départemental ; il aura de même à déterminer les conditions dans lesquelles les œuvres et les particuliers recevront des subventions ou des allocations pour les soins à donner aux pupilles.

Tout désaccord entre l'office départemental et les œuvres privées ou les particuliers ayant sollicité la garde de pupilles pourra être l'objet d'un recours devant le conseil supérieur.

Tel est, succinctement examiné, le rôle de direction, d'administration, de surveillance, de répartition et de contrôle qu'auront à remplir le conseil supérieur et sa section permanente.

### Les offices départementaux.

Il sera créé au chef-lieu de chaque département un office des pupilles de la nation. Cet office sera un établissement public.

Une des caractéristiques les plus heureuses des projets que nous avons eu à examiner — caractéristique qui se retrouve dans notre proposition de loi — est la suivante : c'est de laisser les orphelins dans leur département d'origine, à moins que, dans l'intérêt de leurs études et de leur avenir, il soit nécessaire, quand ils auront un certain âge, de les envoyer dans un autre département.

Incontestablement, il y a là un double avantage.

D'abord, on évite de dépayser, de déclasser en les arrachant à leur milieu et à leurs relations, des enfants si durement éprouvés par le sort. Les droits de l'enfant à l'affection familiale seront respectés.

En second lieu, en s'efforçant de faire élever les orphelins de la guerre dans leur lieu d'origine, le projet de loi contribuera dans une certaine mesure à restreindre un danger social contre lequel on ne saurait trop se prémunir : la dépopulation des campagnes.

Chaque département conservera ses orphelins ; c'est là qu'ils seront élevés, instruits et préparés à une profession.

COMPOSITION DE L'OFFICE DÉPARTEMENTAL. — L'office départemental sera constitué sous la présidence du préfet. Il comprendra, outre le préfet président, 17 membres.

Le conseil général, à qui il appartiendra d'accorder des subventions annuelles à l'œuvre des pupilles, y sera représenté par quatre de ses membres désignés par l'assemblée départementale.

L'élément administratif sera représenté par le procureur général ou son substitut, l'inspecteur d'académie ou un inspecteur primaire désigné par lui ; un instituteur et une institutrice mandatés par leurs collègues ; un inspecteur du travail ; un représentant de l'enseignement professionnel, industriel, agricole ou commercial nommé par le préfet.

Les groupements sociaux auront leur représentation à l'office départemental : un délégué de la chambre de commerce, un délégué des chambres syndicales patronales, un délégué des chambres syndicales ouvrières, un délégué des syndicats agricoles.

Enfin, les associations philanthropiques ou professionnelles exerçant le patronage des orphelins de la guerre y auront trois délégués désignés par le préfet.

L'office départemental agit donc dans le même esprit que le conseil supérieur et groupe tous ceux dont l'action pourra être utile à la protection et à l'éducation des orphelins. Les meilleurs d'entre les Français et les Françaises seront conviés au devoir et à l'honneur de veiller sur les enfants des soldats qui seront morts pour la patrie.

Rôle de l'office départemental. — L'office départemental, par ses relations intimes avec les enfants, est le rouage essentiel de l'organisme par l'intermédiaire duquel l'Etat exercera son patronage sur les pupilles de la nation. Il ne nous a pas semblé possible de lui laisser le rôle tout à fait secondaire que lui attribuait le projet du Gouvernement. Les dispositions de la proposition initiale sont, sous ce rapport, autrement larges et complètes. Votre commission s'en est inspirée pour déterminer et préciser le rôle de l'office départemental.

L'office départemental n'attend pas que l'on sollicite son intervention en faveur des enfants victimes de la guerre ; les mères ou les tuteurs, ou, à leur défaut, les parents proches doivent être informés qu'il est tout prêt à agir, moralement ou matériellement, dans l'intérêt des enfants.

Sans s'immiscer dans le libre exercice de la puissance paternelle ou dans les fonctions de tuteur, l'office aura le devoir de s'assurer qu'il est pris soin de la personne et de l'éducation du pupille dans des conditions qui, tout en répondant aux besoins de l'enfant, respectent les dispositions des lois sur l'enseignement obligatoire. Il aura qualité pour requérir du juge de paix la convocation du conseil de famille lorsqu'il lui paraîtra opportun de provoquer une décision de ce dernier sur une question concernant l'enfant, son éducation, son entretien, le choix d'une profession, etc. Il interviendra en faveur des pupilles, soit en versant une allocation annuelle aux mères ou institutions qui se chargeront de les élever ; soit en favorisant le placement familial de ceux qui seront orphelins de père et de mère ; soit en faisant choix pour eux, d'accord avec la famille, d'un établissement scolaire répondant à leurs aptitudes ; soit en les plaçant dans une école pratique et technique ; soit, plus tard, en les aidant à se créer une situation.

Enfin, pour rendre son action plus efficace dans le département et s'assurer que les prescriptions de la loi reçoivent leur application dans les communes les plus éloignées du chef-lieu, l'office devra créer des sections dans tous les cantons.

### Les sections cantonales. — Les tuteurs sociaux.

Lorsqu'on examine de près le rôle important et complexe qui échoit à l'office départemental et que l'on songe au nombre élevé de pupilles dont il aura à s'occuper, aux formes si variées de son intervention, il apparaît que son action ne pourra être efficace que si, dans chaque canton, ou même dans chaque commune, il compte des délégués disposés à le seconder en collaborant à l'œuvre de surveillance et de protection qu'il a entreprise en faveur des pupilles de la nation.

Un grand nombre de pupilles sont, en effet, appelés à rester dans leurs communes, soit que la mère ou la famille les garde auprès d'elle ; soit que, s'ils sont privés de parents, on les mette en garde dans une famille ; soit encore qu'on les place en apprentissage chez un artisan ou un agriculteur.

Sur ces enfants, plus peut-être que sur ceux qui se trouveront dans les établissements d'éducation, l'office doit pouvoir exercer sa surveillance, sa protection et son contrôle, s'assurer que les prescriptions de la loi seront observées.

L'office départemental, ayant son siège au chef-lieu, ne pourra s'acquitter de cette délicate, mais cependant indispensable partie de sa tâche, que de deux façons :

1° Ou bien en ayant des inspecteurs et contrôleurs qui rayonneront à travers le département et visiteront les communes ;

2° Ou bien en ayant sur place des personnes de bonne volonté et de confiance qui se feront un devoir de le suppléer dans sa surveillance et son contrôle, en le renseignant exactement sur chaque pupille.

Nous écarterons le premier de ces moyens trop dispendieux et peu efficace. Nous retenons le second ; il est le seul qui puisse donner d'excellents resultats.

Ces correspondants de confiance seront les élus cantonaux : conseiller général et conseiller d'arrondissement ; les maires des communes, le juge de paix, les instituteurs et institutrices, le médecin chargé des services d'assistance et certaines personnes de bien, hommes ou femmes, jouissant de la considération de tous, et désireuses de collaborer à une œuvre patriotique et humanitaire.

L'office départemental dressera, dans chaque canton, la liste de ces délégués. Pris parmi les éléments ci-dessus indiqués et réunis sous la présidence du juge de paix, ils formeront la section cantonale des pupilles de la nation.

A chaque pupille, l'office affectera, s'il le juge nécessaire, un de ses délégués à titre de « tuteur social ».

Le tuteur social veillera sur son pupille, fournira sur lui tous les renseignements utiles, servira d'intermédiaire et facilitera les relations entre l'office départemental et la mère, le tuteur légal, les parents ou la famille à laquelle il aura été confié. Au cas où la situation morale et matérielle de l'enfant laisserait à désirer, il adressera les remontrances ou les avertissements à qui de droit. Il s'assurera que son pupille bénéficie de tous les avantages de la loi, lui donnera les meilleurs conseils et, dans bien des cas, le moment venu, le guidera dans le choix d'une carrière.

Le choix du tuteur social sera fait par la famille (ascendant direct ou tuteur légal) sur la liste des délégués présentée par le juge de paix. Au cas où la famille n'accepterait aucune des personnes figurant sur la liste, elle aura la liberté d'en proposer une à sa convenance. Cette personne devra, toutefois, être agréée par l'office départemental.

Si la famille d'un orphelin (mère, tuteur ou ascendant) refusait pour l'enfant toute intervention, tout tuteur social, alors que l'office l'aurait jugé nécessaire, tout établissement d'éducation agréé par l'office départemental, elle marquerait ainsi sa volonté de se contenter de la portion accordée par l'Etat. L'orphelin resterait alors dans le droit commun et se trouverait placé sous la sauvegarde des lois concernant la protection des mineurs et de l'instruction obligatoire.

Au cas où il paraîtrait établi qu'un orphelin de la guerre, resté sous l'unique dépendance de sa famille, est ou maltraité ou mal dirigé, ou exploité, le fait sera signalé par la section cantonale à l'office départemental ; celui-ci aura qualité pour présenter au tribunal une requête tendant à provoquer soit la déchéance de la puissance paternelle, soit la destitution de la tutelle.

Ainsi constituées, les sections cantonales se trouvent investies d'une réelle autorité morale et peuvent avoir, dans chaque commune, une action efficace. Grâce à elles, l'office départemental aura la certitude que les prescriptions de la loi seront partout strictement observées, que les pupilles de la nation ne seront pas abandonnés à l'indifférence, à l'incapacité ou à la faiblesse d'un tuteur ou livrés sans défense aux personnes peu scrupuleuses à qui on aurait pu les confier. Le projet de loi ne devait pas se borner à prévoir la possibilité des sections cantonales, mais en imposer la création.

Les avantages d'un organisme ainsi constitué sont immenses. Au point de vue administratif, les dépenses seront des plus réduites. Il n'y aura ni création d'emplois (à l'exception de quelques secrétaires ou agents rétribués, attachés à la section permanente du conseil supérieur et aux offices départementaux), ni constructions, ni installations coûteuses dans des établissements spécialement créés pour les pupilles.

Puis l'organisme sera décentralisateur. Les offices départementaux, tout en restant sous le contrôle étroit du conseil supérieur, ont leur autonomie, leur budget, leur vie propre ; chacun d'eux s'occupera des orphelins de son département, les protégera, les élèvera, les éduquera, s'efforcera de leur créer un avenir dans leur région d'origine. Pourtant l'orphelin ne sera

pas enchaîné au lieu de sa naissance. Des dispositions sont prévues au cas où, pour des raisons personnelles de la mère ou du tuteur, ou pour favoriser les études d'un pupille, celui-ci devra quitter son département.

Enfin, à tous les degrés de l'organisme nous croyons vraiment avoir groupé avec un souci d'impartialité, d'intelligence et de charité tous ceux, toutes celles, qui auront à cœur de mener consciencieusement leur tâche. Par la large place faite aux femmes, aux mères françaises qui ont donné pendant les événements actuels de si grands exemples d'abnégation et de patriotisme, nous avons voulu entourer les orphelins de sollicitude et de bienveillance. Dès le début de leur existence les sympathies des personnalités les plus honorables et les plus compétentes leur seront acquises. Dans la mesure du possible, la France aura réparé la perte cruelle qu'ils auront subie au cours de la guerre.

3° *Des mesures juridiques de protection prises en faveur des pupilles de la nation.*

Les mesures juridiques de protection qui figurent au titre II du texte de la commission s'inspirent des principes contenus dans notre code civil au titre de la tutelle.

Votre commission a estimé que la tutelle de droit commun suffisait à protéger les pupilles de la nation.

Mais elle a déploré que les prescriptions du code civil, en ce qui concerne la tutelle dont tout mineur orphelin devrait être pourvu, restent trop souvent lettre morte et que le mot de M. Léon Bourgeois sur notre système actuel soit si cruellement vrai : « L'enfant est là ; s'il a de l'argent, on le connaît ; s'il n'en a pas, on l'ignore ! »

C'est en voulant rendre la tutelle plus agissante et plus maternelle qu'elle a adopté les dispositions contenues dans les articles 15 à 25 du projet qui vous est soumis et qui modifient ou complètent le code sur les points suivants :

1° Convocation du conseil de famille ;
2° Composition du conseil de famille ;
3° Admission des femmes à l'exercice de la tutelle ;
4° Acceptation de la tutelle ;
5° Hypothèque légale sur les biens de tuteur.

Nous résumons comme suit les articles 15 à 25 du projet.

Au lieu où s'ouvre légalement la tutelle, le juge de paix sera tenu, de par la présente loi, de convoquer d'office le conseil de famille. Jusqu'ici il en avait simplement la faculté, sauf lorsqu'il y était requis en vertu des articles 406, 421, 424 et 446 du code civil ; de sorte que les dispositions législatives concernant la convocation du conseil de famille restaient en fait ineffectives, quand le mineur n'avait pas de patrimoine. Elles n'étaient respectées que lorsque les intérêts matériels du mineur exigeaient l'observation des formalités légales en l'absence desquelles la responsabilité pécuniaire de ceux qui seraient ingérés à ces affaires se trouverait engagée. Le juge de paix use rarement de son pouvoir de convoquer le conseil d'office, parce qu'il ignore ou connaît imparfaitement les raisons qui pourraient motiver cette réunion.

Si la constitution du conseil de famille s'opérait, selon les règles du code, parmi les parents ou alliés appelés à en faire partie, seraient exclus :

1° Les mineurs, excepté la mère dans le cas où elle n'a pas la tutelle ;
2° Les interdits ;
3° Les femmes, autres que la mère ou les ascendantes ;
4° Ceux qui ont, ou dont les père et mère ont avec le mineur un procès dans lequel l'état de ce mineur, sa fortune ou une notable partie de ces biens sont compromis (art. 442) ;
5° Les condamnés à une peine criminelle (art. 443) ;
6° Les individus déchus de la puissance paternelle (loi du 24 juillet 1889) ;
7° Les individus exclus ou destitués d'une tutelle (art. 445). La loi n'entend parler dans cet article que des exclusions prononcées pour inconduite notoire, incapacité ou infidélité. Ces trois causes d'exclusion de la tutelle ne sont pas, par elles-mêmes, des causes d'exclusion du conseil de famille ; mais elles ne le deviennent qu'autant que l'individu a déjà été, à cause d'elles, exclu ou destitué en qualité de tuteur (1).

Nous n'avons pas voulu donner au juge de paix un pouvoir plus étendu d'exclusion. Cependant il serait logique d'écarter aussi des conseils de famille les personnes qui, pour cause d'inconduite notoire, d'incapacité et d'infidélité, ne pourraient exercer l'office de tuteur et qui en vertu de l'interprétation de l'article 445 du code y sont admises. Avec juste raison, le code se montre rigoureux au sujet des qualités morales qu'il exige du tuteur ; pourquoi ne pas exiger de ceux qui auront mission de contrôler les actes du tuteur un degré de moralité au moins égal ?

La commission a donc pensé (art. 17) que le juge de paix pourrait provoquer par décision de justice ou du conseil de famille l'exclusion du conseil de famille des personnes qu'il jugerait incapables ou indignes.

A défaut des parents ou alliés prévus par les articles 407 et suivants du code civil, c'est parmi les membres, hommes ou femmes, des sections cantonales et des offices départementaux que seront choisis les membres du conseil de famille ; le juge pourra, si c'est nécessaire, appeler des personnes étrangères à la section, mais agréées par l'office départemental. L'admission des femmes autres que la mère ou les ascendantes au conseil de famille est encore une innovation, mais ici la commission n'a pas craint de déroger au code estimant que les femmes ont une conception au moins aussi claire que les hommes des besoins d'un enfant.

Voici donc le conseil de famille constitué sous la présidence du juge de paix. Il va nommer un tuteur. Qui choisira-t-il ?

Il pourra, ou bien organiser la tutelle suivant les règles prévues au code civil (art. 397 à 405) ; ou bien, s'il n'existe pas d'ascendants ou de tuteur désigné par les père et mère ou si ceux-là refusent la charge dont ils sont investis par la loi ou par le testament, il pourra décider que la tutelle sera confiée à l'office départemental, lequel en déléguera l'exercice à un de ses membres ou à toute personne ayant sa confiance, cette personne pouvant même être une femme.

Cette disposition est en contradiction avec l'article 442 du code civil, complété par la loi du 2 juillet 1907, qui exclut de la tutelle « les femmes autres que la mère et les ascendantes, sauf en ce qui concerne la tutelle des enfants naturels. » Mais puisque la loi de 1907 a estimé que les femmes étaient capables d'exercer la tutelle des enfants naturels, il n'y a aucune raison pour les écarter de la tutelle des orphelins de la guerre.

Remarquons une autre innovation : alors qu'aux termes du code les ascendants ne peuvent refuser la tutelle, si ce n'est pour les excuses légales prévues par les articles 427, 428, 433, 435 et 436, le projet les autorise à décliner pour les pupilles, l'offre qui leur est faite. Nous considérons que cette offre est un honneur, une marque de confiance. Si elle doit être acceptée à contre-cœur, mieux vaut, dans l'intérêt de l'enfant, avoir recours à un étranger l'accueillant de bonne grâce.

De plus, au point de vue de l'hypothèque légale prévue par l'art. 212 du code, le projet a fait une distinction

S'il s'agit d'un tuteur ascendant ou testamentaire, le droit commun s'appliquera.

S'il s'agit d'un membre de l'office départemental ou d'une autre personne, ayant sa confiance, à qui l'exercice de la tutelle a été délégué, les biens de ce tuteur délégué ne pourront jamais être frappés de l'hypothèque légale. Il convient de faire crédit à l'absolue probité des philanthropes qui assument la lourde charge d'un enfant et de les libérer de toute gêne dans la disposition de leurs propres biens.

En proposant cette distinction, la commission n'a fait d'ailleurs que suivre la voie ouverte par la loi du 27 juin 1914, article 14, et qui stipule que les biens du tuteur d'un enfant assisté ne sont pas soumis à l'hypothèque légale. Les deux situations se ressemblent singulièrement. Ce que la loi accorde à l'étranger qui accepte d'assurer la tutelle d'un enfant assisté doit être, à notre avis, accordé au bienfaiteur devenu le tuteur bénévole d'un pupille de la nation. La même confiance nous a conduits à supprimer, en ce cas, la subrogée tutelle. Le subrogé tuteur est le contrôleur du tuteur. Un membre de l'office départemental ou de la section cantonale présente des garanties de bonne administration telles qu'il nous a semblé superflu de lui adjoindre un surveillant.

Quelle que soit, cependant, la confiance dont il convient que le tuteur soit entouré, il ne serait pas sage de lui laisser une liberté absolue. Lui-même peut, d'ailleurs, en certaines occasions, être heureux de recourir au conseil de famille. Sa responsabilité sera dégagée d'autant.

De là, l'idée d'autoriser l'office départemental à requérir du juge de paix la convocation du conseil de famille lorsqu'il jugera utile de provoquer l'avis de ce dernier sur les conditions matérielles et morales de l'éducation du pupille.

En raison de ses devoirs, l'Etat a aussi des droits : celui de s'assurer que la tutelle de l'enfant s'exerce dans les meilleures conditions possibles et celui de ne consentir des sacrifices d'argent qu'autant que ceux-ci serviront efficacement à l'avenir du pupille.

C'est cette double conception du droit de l'Etat qui a amené la commission à créer le « tuteur social » dont il a déjà été longuement parlé plus haut et qui n'est, il ne faut pas l'oublier, que le mandataire de l'office.

Le tuteur social est, non pas un représentant tyrannique et autoritaire, mais un conseiller pour le tuteur légal, un ami et un guide éducatif pour le pupille. Il apporte une collaboration précieuse aux braves gens qui auront accepté une tutelle de tout leur cœur et qui, ultérieurement, devant les difficultés pratiques d'une éducation à faire, hésiteront et se demanderont avec anxiété quelle est la voie à suivre.

Une réelle latitude est laissée à la famille pour le choix du tuteur social, et d'ailleurs il n'est pas obligatoirement donné à tout pupille ; l'office départemental peut le proposer d'une façon générale, mais il ne l'impose que lorsqu'il le juge absolument nécessaire dans l'intérêt de l'enfant. Ainsi, dans un grand nombre de cas, alors que le père, la mère ou un ascendant assurera la tutelle, l'adjonction d'un tuteur social apparaîtra comme superflue, la situation de tuteur légal, l'affection naturelle qu'il porte au pupille étant les meilleures garanties.

La conception du tuteur social a soulevé, dès l'abord, de nombreuses objections.

L'on a accusé le tuteur social d'être que le gendarme chargé de la police des tutelles civiles, parce qu'il pourra demander à l'office de requérir la convocation du conseil de famille.

Or, il faut remarquer qu'au cas où le tuteur de droit commun ne serait pas à la hauteur de sa tâche, la section cantonale aurait le devoir d'en être informée, et d'en avertir l'office. Par qui la section cantonale sera-t-elle saisie du fait ? Par celui de ses membres qui s'était le plus spécialement chargé de l'enfant. Appelez-le tuteur social ou non, son rôle, en ce qui concerne la surveillance de la tutelle, n'en sera pas moins exactement la même. Mais il y a tout avantage à lui confier ce titre, comme il sera démontré au cours de la discussion.

Puis, le tuteur social a été accusé d'être inutile, parce que votre commission avait eu la précaution, afin d'éviter les conflits familiaux, de subordonner sa nomination à la présentation ou à l'agrément des tuteurs civils.

Ses adversaires se sont demandé par quelle vertu particulière les tuteurs sociaux mettraient plus de zèle à exercer leur fonction de police que n'en ont mis à contrôler la gestion tutélaire, sous l'empire de la législation actuelle, les subrogés tuteurs choisis dans la famille même ; ces adversaires ajoutaient que les tuteurs sociaux ne seraient tolérés qu'à la condition d'être inactifs ou de comprendre leur rôle à la façon des parrains, dont la fonction essentielle est d'offrir des étrennes à leurs filleuls. Cette objection contient, sans qu'il y paraisse, la justification de notre conception.

C'est justement parce que les tuteurs sociaux ne seront pas choisis dans la famille de l'enfant qu'ils seront écoutés et que leur rôle sera efficace.

En fait, les choses se passent déjà ainsi. La guerre a mis en contact des gens qui, sans cette catastrophe nationale, ne se seraient jamais connus, et que les deuils et les espoirs communs ont rapprochés. Quel « civil » n'a recueilli des familles du Nord et de l'Est, des Belges, des enfants des soldats au front ? Qui n'est pas devenu, par la force des choses, un tuteur social auquel on s'adresse pour un secours, un appui ou un simple avis ?

(1) Cf. Planiol, Traité élémentaire de droit civil, n°783.

Le projet du Gouvernement envisageait, au contraire, le subrogé-tuteur comme la personne chargée de remplir les fonctions de tuteur social, et pour que son rôle devienne actif, de passif qu'il était, le chargeait de dresser des rapports périodiques sur la situation morale et matérielle de l'enfant. Votre commission a estimé que le subrogé-tuteur étant le plus souvent un parent du pupille, il ne manquerait pas de subir l'influence de toutes les rivalités mesquines susceptibles de s'élever entre les membres d'une même famille ; que le subrogé-tuteur n'acceptait, en général, ses fonctions que parce que celles-ci ne l'engageaient à rien, et que l'obligation de constituer un dossier sur l'enfant le ferait reculer devant l'acceptation de la subrogée-tutelle ; et, en dernier lieu, que le subrogé-tuteur, choisi parmi les membres ou les amis de la famille, serait souvent bien peu capable de fournir les comptes rendus que le projet de loi exigeait de lui.

N'ayant en vue que l'intérêt de l'orphelin, la commission a préféré la création légale de la tutelle sociale au maintien ineffectif de la subrogée-tutelle.

Enfin, la rédaction qui vous est soumise envisage, à l'article 23 (titre III), une hypothèse qui se présentera assez fréquemment.

Un enfant pourra être remis à d'autres qu'à ses parents ou grands parents. En ce cas, la tutelle fonctionnera dans les conditions que nous venons de déterminer et l'office départemental exercera son contrôle comme il a été dit ci-dessus.

Toutefois, lorsque l'enfant aura été confié pendant trois ans à titre gratuit à une personne cette dernière, même si elle est âgée de moins de cinquante ans et l'enfant de plus de quinze ans, pourra, en obtenant le consentement du conseil de famille, devenir le tuteur officieux de l'enfant.

Les circonstances toutes particulières que nous traversons nous forcent à ouvrir plus largement la porte à la tutelle officieuse que ne l'a fait notre code. Tout en ne supprimant pas la condition imposée au tuteur officieux d'être sans enfants, ni descendants légitimes, condition qui touche à la base même de notre droit successoral, nous avons estimé qu'il était bon que, toutes les fois qu'ils le voudront et le pourront, les célibataires et les ménages sans enfants puissent, sans en être empêchés par une question d'âge, témoigner aux malheureux pupilles de la nation une sollicitude paternelle.

*4° Du placement des pupilles dans les familles et les établissements publics ou privés.*

De nombreux pupilles de la nation seront placés dans des établissements d'enseignement proprement dits ou dans des écoles techniques et professionnelles, selon leur intelligence et leurs aptitudes : d'autres seront confiés à des familles qui veilleront à leurs soins, à leur instruction ou leur apprentissage.

L'office départemental se met à la disposition de la famille pour la guider et la conseiller dans le placement des enfants.

*Les établissements publics.* — Les établissements de l'Etat, des départements et des communes présentent toutes les garanties, au point de vue du personnel enseignant, de l'observation des règlements d'hygiène, de l'inspection et du contrôle, du respect des croyances. Les pupilles qui seront admis dans ces établissements s'y trouveront dans les meilleures conditions désirables.

Les offices départementaux ont qualité pour demander, en faveur des pupilles qui présenteront les aptitudes nécessaires, des bourses ou demi-bourses d'entretien et d'études dans les établissements départementaux et communaux.

Pour les lycées ou les établissements de l'Etat, nous estimons que les demandes de bourse devront être adressées par les offices départementaux au conseil supérieur ; celui-ci les examine, et, s'il y a lieu, les transmet avec avis favorable aux administrations compétentes.

*Les établissements privés.* — Les familles pourront demander que leurs enfants soient confiés à certains établissements privés, ou bien ce seront les œuvres qui réclameront des pupilles.

Avant de donner suite à ces demandes, l'office départemental devra se préoccuper d'avoir les renseignements les plus précis sur lesdits établissements ou œuvres privés, et exiger toutes les garanties quant au but d'éducation intellectuelle ou professionnelle qu'ils se proposent.

Est-ce là porter atteinte à la liberté des familles, empléter sur leurs droits légitimes ? est-ce restreindre la liberté d'enseignement qui appartient à quinconque présente la capacité et la moralité exigées par la loi ? Nullement. Un père de famille, qui aurait placé son enfant dans un établissement scolaire ou professionnel ou chez un particulier se réserve toujours le droit de contrôler si les règlements et programmes de la maison sont observés. Ce même droit de contrôle doit appartenir à l'Etat pour les pupilles qu'il protège et qu'il a confiés à un établissement ou à des tiers. D'ailleurs, rappelons que la loi reconnaît à l'Etat un droit très défini de contrôle et d'inspection, notamment en ce qui concerne les enfants en bas âge placés en nourrice, le travail des enfants mineurs et l'enseignement public ou privé. Ce droit de surveillance a une raison de plus de s'exercer, du fait qu'il s'agit d'orphelins dont les pères sont morts au service du pays.

On ne saurait donc refuser à l'Etat son droit d'intervention, tant au point de vue d'agréer les établissements appelés à recevoir des pupilles que d'inspecter lesdits établissements, et cela indépendamment du droit du contrôle général antérieur à notre loi, qui incombe aux administrations compétentes.

Les petits établissements qui se trouvent dans le département et qui ont leur administration et leur direction propres, pourront être agréés par l'office départemental, qui est bien placé pour être renseigné sur leur compte. L'office départemental s'entendra directement avec eux sur les conditions auxquelles les pupilles leur seront confiés.

Si, au contraire, les établissements d'éducation privés ou écoles techniques (industrielles, agricoles, commerciales) appartiennent à une vaste organisation dont l'action s'étend sur toute une région, l'office départemental ne pourra traiter avec eux pour le placement des pupilles sans l'assentiment du conseil supérieur. Celui-ci décidera si ces grandes œuvres privées peuvent être agréées et arrêtera les conditions auxquelles les enfants y entreront.

Les orphelinats proprement dits seront, autant que possible, évités pour les pupilles de la Nation. Les pupilles ne doivent pas être enfermés, cloîtrés en des établissements spéciaux, dans une atmosphère de deuil et de tristesse. Ils doivent vivre au milieu des autres enfants de la France, dans des maisons ouvertes à tous, où ils trouveront auprès de leurs jeunes camarades plus fortunés une affection et une sympathie qui adouciront leur peine et où ils se créeront des amitiés et des relations qui leur seront plus tard de la plus grande utilité.

Cette réserve ne concerne pas les orphelinats corporatifs ou professionnels, où l'internat n'existe pas, puisque toutes ces œuvres ont assuré à leurs jeunes pupilles le placement familial.

Les départements et les communes qui voudraient se charger directement de l'entretien et de l'éducation de leurs pupilles pourront créer, à cet effet, des établissements spéciaux qui seront placés sous le contrôle de l'office départemental, au même titre que les établissements privés dont nous venons de parler.

*Des subventions aux établissements privés qui recevront des pupilles de la nation.* — Le projet sur les pupilles de la nation n'apportera aucune modification dans les relations de l'Etat, des départements et des communes avec les œuvres privées de bienfaisance, d'assistance ou d'éducation.

Les secours et subventions auxdites œuvres pourront être sollicités et accordés, après comme avant le vote du projet de loi sur les pupilles et en dehors de toute intervention de l'organisme nouveau.

Mais, d'une part, le conseil supérieur de l'office national est une personne morale créée à l'effet de s'occuper des pupilles de la nation, et il a vocation pour décider de quelle façon l'Etat doit intervenir au mieux de leurs intérêts.

Et, d'autre part, il est nécessaire que les sacrifices consentis par l'Etat soient coordonnés et employés de la façon la plus judicieuse et dans des conditions nettement déterminées. Le conseil supérieur aura donc seul à connaître les demandes de subventions adressées à l'Etat par ces œuvres particulières ou établissements privés qui recevraient des orphelins de la guerre.

Quant aux départements et aux communes, ils pourront accorder directement des subventions aux établissements privés de bienfaisance, d'assistance et d'éducation, constitués avant, pendant ou après la guerre, ayant pour objet exclusif ou non de recevoir des pupilles. Mais, ainsi que nous l'avons établi plus haut, nul établissement privé ne pourra recevoir des pupilles sans l'agrément de l'office départemental.

Des mesures que nous venons d'exposer il ressort que pour remplir ces obligations, l'Etat interviendra en faveur des pupilles sous plusieurs formes :

Organisation de la tutelle des orphelins.
Surveillance de cette tutelle.
Placement familial.
Internat dans les établissements publics ou privés.
Allocations d'aide et d'entretien.

Les enfants des victimes de la guerre seront assurés d'une enfance et d'une adolescence exemptes de privations et de soucis ; il leur sera facile de se créer une situation honorable plus tard, et en devenant de bons Français et d'utiles citoyens ils sauront reconnaître ce que le pays aura fait pour eux, alors qu'ils étaient petits et sans défense.

*4° Conclusion.*

Messieurs, il n'y a chez nous qu'un seul cœur et qu'une même volonté pour que soit acquittée la dette contractée par la nation à l'égard des victimes de la guerre et de leurs familles. C'est donc avec la conviction d'interpréter les sentiments qui nous animent tous à l'heure présente que votre commissin s'inspirant des considérations historiques exposées plus haut, ainsi que de la proposition de nos collègues et du projet du Gouvernement, a rédigé le texte soumis à vos délibérations,

Le dispositif de loi qui vous est présenté tend à instituer une œuvre nationale, sous forme d'établissement public dont la protection s'étendra sur tous les enfants victimes de la guerre. Nous nous proposons de l'intituter : « Projet de loi instituant l'office national et les offices départementaux des pupilles de la nation, victimes de la guerre de 1914. »

Notre projet n'est pas une œuvre de parti. Il met en œuvre, par la composition éclectique de l'office national, des offices départementaux et des sections cantonales, toutes les initiatives ayant pour but d'améliorer le sort des enfants des victimes de la guerre. L'Etat, les syndicats professionnels patronaux et ouvriers, les associations charitables de toutes tendances, les institutions publiques ou privées sont sollicitées de patronner d'une façon active les pupilles de la nation. Agriculture, commerce, sciences, arts — toutes les carrières s'ouvrent à eux. Ils sont libres de choisir. La loi que nous avons élaborée est vraiment une loi vivante, une loi moderne. Elle tient compte des situations que la guerre aura créées, du renouveau social qui est apparu depuis que la lutte de la nation contre l'agresseur a uni toutes les énergies, tous les efforts vers la réalisation d'un même idéal. Les idées contemporaines sur la protection de l'enfance et les obligations de l'Etat s'y reflètent. Le projet accueille la philanthropie privée, suscite les dévouements individuels et les oriente. Il ne s'inspire d'aucune autre passion que du devoir à remplir équitablement et largement à l'égard des enfants de soldats de la France tombés au champ d'honneur et des victimes civiles de la guerre. Il n'a pour but que de mettre sous la tutelle maternelle de la Patrie les enfants de nos héros.

Votre commission vous propose, en conséquence, d'adopter le texte suivant :

## PROJET DE LOI

### Dispositions générales préliminaires.

Art. 1er. — La nation assume la protection des enfants dont le père ou le soutien de famille a été victime, dans sa personne, de la guerre de 1914.

Ces enfants sont dits « Pupilles de la nation ».

Art. 2. — Toute personne qui avait assumé, en tout ou en partie, la charge de l'enfant est considérée comme soutien de famille pour l'application de la présente loi.

Art. 3. — Toute personne qui, civile ou militaire, aura été tuée par l'ennemi, ou bien aura subi, par suite de blessures ou de maladies

contractées ou aggravées par des faits de guerre, une diminution totale ou partielle de sa capacité de travail, est considérée comme victime, dans sa personne, de la guerre de 1914.

Art. 4. — Lorsque le père ou le soutien du pupille est mort ou réduit à l'incapacité totale de gagner sa vie, la Nation assume la charge, partielle ou totale, de l'entretien matériel et de l'éducation nécessaires au développement normal du pupille dans le cas d'insuffisance de ressources de la famille.

Art. 5. — Lorsque le père ou le soutien du pupille subit une réduction partielle de sa capacité de travail, la Nation supplée à cette réduction, en cas d'insuffisance de ressources de la famille, dans la mesure nécessaire au développement normal du pupille.

## TITRE Ier

### DES ORGANISMES DESTINÉS A ASSURER LA PROTECTION DES PUPILLES DE LA NATION

Art. 6. — Sous la dénomination d'office national des pupilles de la nation, il est créé à Paris un établissement public, rattaché au ministère de l'instruction publique.

Art. 7. — Au chef-lieu de chaque département, il est créé un établissement public appelé Office départemental des pupilles de la nation.

Art. 8. — L'Office national a pour attributions de :

1° Prendre ou provoquer toute mesure d'ordre général jugée nécessaire ou opportune en faveur des pupilles de la nation.

2° Répartir entre les offices départementaux les subventions de l'Etat ou le produit des fondations, dons ou legs à lui faits sans affectation spéciale;

3° Donner son avis sur :

*a*) Les règles générales applicables à la gestion financière des biens, meubles et immeubles, des ressources de toute nature des offices départementaux;

*b*) Les conditions générales suivant lesquelles des subventions pourront être accordées par les offices départementaux, dans la limite de leurs ressources, aux parents, aux tuteurs, aux établissements publics ou privés, aux associations, aux particuliers gardiens de pupilles;

*c*) Les conditions générales auxquelles devront satisfaire les associations ou groupements philanthropiques ou professionnels, les fondations ou les particuliers pour recevoir, par l'intermédiaire des offices, la garde de pupilles;

4° Statuer, dans les conditions exposées ci-après, sur les recours formés contre les décisions prises par les offices départementaux;

5° Diriger et coordonner l'action des offices départementaux en vue de l'exécution de la présente loi.

Art. 9. — L'office national, administré par le conseil supérieur de l'office et présidé par M. le ministre de l'instruction publique, est composé de trente-sept membres représentants de la nation, des conseils généraux et municipaux, des grands corps de l'Etat, et des groupements sociaux, savoir :

Trois sénateurs élus par le Sénat et quatre députés élus par la Chambre des députés;

Le président du conseil municipal de Paris ou son délégué; le président du conseil général de la Seine ou son délégué; les maires des cinq plus grandes villes de France ou leurs délégués;

Un membre du conseil d'Etat, le grand chancelier de la Légion d'honneur, le premier président de la cour de cassation ou son délégué, les directeurs de l'enseignement primaire, secondaire et supérieur au ministère de l'instruction publique, le directeur de l'agriculture au ministère de l'agriculture, le directeur de l'enseignement technique au ministère du commerce, le directeur de l'assistance et de l'hygiène publique au ministère de l'intérieur, le directeur des affaires civiles et du sceau au ministère de la justice, un représentant de chacun des ministères suivants : de la guerre, de la marine, des finances, du travail et des colonies;

Le président de la chambre de commerce de Paris, six délégués, de l'un ou de l'autre sexe, des trois ordres d'enseignement, élus par le conseil supérieur de l'instruction publique; six délégués élus par le conseil supérieur d'agriculture; six délégués des syndicats patronaux et ouvriers élus par le conseil supérieur du travail;

Deux délégués des associations coopératives ouvrières de production et de consommation; quatre délégués des collèges de la mutualité; six délégués du collège des œuvres philanthropiques privées; ces douze délégués, de l'un ou de l'autre sexe, étant nommés dans les conditions établies par un règlement d'administration publique;

Cinq membres nommés par décret parmi les personnes de l'un ou de l'autre sexe désignés par leur compétence spéciale ou leurs travaux;

Un délégué de l'institut; un délégué de l'académie de médecine.

Les fonctions de membre du conseil supérieur de l'office national des pupilles de la nation sont gratuites.

Art. 10. — Dans l'intervalle de ses réunions, le conseil supérieur est représenté par une section permanente dont il détermine lui-même la composition, le fonctionnement et les pouvoirs. L'office est représenté en justice, ainsi que dans les actes de la vie civile, par le président de la section permanente.

Art. 11. — Les offices départementaux ont pour attributions de :

1° Veiller à l'observation, au profit des pupilles de la nation, des lois protectrices de l'enfance, des règles du code civil en matière de tutelle ainsi que des mesures de protection de la présente loi;

2° Pourvoir au placement, dans les familles ou fondations ou dans les établissements publics ou privés d'éducation, des pupilles dont la tutelle ou la garde provisoire est confiée à ses membres et de ceux dont les parents ou tuteurs sollicitent son intervention à cet effet;

3° Accorder des subventions, dans la limite de leurs disponibilités financières, en vue de faciliter l'entretien, l'éducation et le développement normal des pupilles dont le père, la mère, le tuteur ou le soutien manqueraient des ressources nécessaires à cet effet;

4° Veiller à ce que les associations philanthropiques ou professionnelles, les établissements privés ou les particuliers ayant obtenu la garde de pupilles de la nation ne s'écartent pas des conditions générales imposées par le conseil supérieur;

5° Créer des sections cantonales dont les membres seront les délégués, dans chaque commune, de l'office départemental. La constitution et le rôle des sections cantonales sont spécifiés aux articles 14 et 15.

Art. 12. — Les offices départementaux comprennent, avec le préfet comme président de droit, des représentants locaux, des représentants de l'Etat, des représentants des groupements sociaux, savoir :

Quatre conseillers généraux élus pour trois ans par le conseil général;

Le procureur général ou son substitut; l'inspecteur d'académie ou un inspecteur primaire désigné par lui; un instituteur et une institutrice désignés par leurs collègues; le professeur départemental d'agriculture; un inspecteur du travail; un représentant de l'enseignement professionnel, industriel, agricole ou commercial nommé par ses collègues;

Trois délégués élus par les membres des chambres de commerce et les membres des chambres syndicales patronales du département; trois délégués élus par les chambres syndicales ouvrières départementales; trois délégués des associations et syndicats agricoles du département; trois délégués des associations coopératives ouvrières de production et de consommation du département; deux représentants des établissements de bienfaisance privés;

Trois délégués choisis par le préfet parmi les membres de l'un ou de l'autre sexe des associations philanthropiques ou professionnelles exerçant le patronage des orphelins de la guerre.

L'office départemental nomme une section permanente dont les membres sont pris dans son sein; le président de la section permanente représente l'office en justice, ainsi que dans les actes de la vie civile.

Les fonctions des membres des offices départementaux sont gratuites.

Art. 13. — Les ressources de chaque office départemental comprennent :

1° Les subventions qui pourront lui être accordées par le département ou les communes, par des personnes ou des associations privées;

2° Le produit des dons et legs faits directement à l'office départemental et dont il aura la libre disposition en capital et intérêts;

3° La quote-part qui lui sera attribuée par le conseil supérieur sur les crédits alloués par le Parlement aux pupilles de la nation, sur le produit des dons et legs faits à l'office central des pupilles de la nation sans affectation à un office déterminé.

Art. 14. — L'office départemental choisit dans chaque canton des délégués parmi les élus cantonaux, les maires, les instituteurs et institutrices et les particuliers de l'un ou l'autre sexe, offrant toutes garanties de moralité et de compétence, notamment parmi les membres des sociétés protectrices de l'enfance.

Ces délégués forment la section cantonale dont le conseiller général, le ou les conseillers d'arrondissement sont membres de droit. La section cantonale choisit son président et désigne une commission permanente en en déterminant le fonctionnement et les pouvoirs.

Art. 15. — Les sections cantonales ont pour attributions de :

1° Seconder l'action de l'office départemental et d'assurer son contrôle sur les pupilles en résidence dans les communes;

2° Veiller à ce que tous les enfants des victimes militaires ou civiles de la guerre bénéficient des avantages de la présente loi;

3° Faciliter les relations entre l'office départemental et les particuliers, associations ou groupements qui auront en garde des pupilles de la nation;

4° Présenter éventuellement à l'agrément de l'office départemental des personnes de confiance, de l'un ou l'autre sexe, prises ou non parmi ses membres, qui pourraient faire partie des conseils de famille, dans les cas prévus à l'article 17 ou remplir les fonctions de tuteur social définies à l'article 20.

## TITRE II

### DES MESURES JURIDIQUES DE PROTECTION PRISES EN FAVEUR DES PUPILLES DE LA NATION

Art. 16. — L'office départemental veille concurremment avec le ministère public, à l'organisation et au fonctionnement des tutelles des pupilles de la nation.

Art. 17. — Le juge de paix du lieu d'ouverture de la tutelle est tenu de convoquer d'office le conseil de famille. Il peut provoquer par décision de justice ou du conseil de famille l'exclusion des personnes qu'il considère comme incapables ou indignes.

A défaut des personnes prévues par les articles 407 et suivants du code civil, pour composer ou compléter le conseil de famille du pupille de la nation, le juge de paix fait appel d'abord aux membres de l'un ou l'autre sexe de l'office départemental et des sections cantonales, ensuite à toutes autres personnes agréées par l'office départemental. Toutefois, le mari et la femme ne peuvent faire partie du même conseil de famille.

Une expédition de toute délibération du conseil de famille est envoyée immédiatement par le juge de paix au procureur de la République et à l'office départemental.

Art. 18. — S'il n'existe ni ascendants, ni tuteur testamentaire, ou si ceux-ci déclinent la tutelle ou ont été déclarés incapables ou indignes de l'exercer, le conseil de famille peut décider que la tutelle sera confiée à l'Office départemental qui la délègue ensuite, sous son contrôle, soit à un de ses membres, soit à toute autre personne, de l'un ou l'autre sexe, agréée par lui. En ce cas, les biens du tuteur délégué ne seront pas grevés, à raison de cette fonction, de l'hypothèque légale instituée par l'article 2121 du code civil; il ne sera pas non plus institué de subrogée tutelle.

Art. 19. — L'Office départemental s'assure que le tuteur prend soin de la personne et de l'éducation du pupille dans des conditions satisfaisantes au point de vue tant matériel que moral.

L'office départemental veille à l'observation des lois sur l'enseignement obligatoire, tout en respectant la liberté des parents ou tuteurs et, le cas échéant, la volonté testamentaire du père, quant au choix des moyens d'enseignement.

L'office départemental requiert la convocation du conseil de famille pour statuer sur toutes mesures de nature à protéger la personne et les intérêts de l'enfant, s'il estime que les intérêts moraux ou matériels de l'enfant sont compromis par la négligence ou la faute du tuteur. A défaut par le conseil de prendre les dispositions nécessaires, l'office départemental invite le procureur de la République à requérir, aux

mêmes fins, devant le tribunal civil, statuant en chambre du conseil, par décisions rendues sans frais.

Dans tous les cas où, par application des lois protectrices de l'enfance et spécialement des lois des 24 juillet 1889 et 19 avril 1898, il y aura lieu de confier, à toute autre personne qu'à sa mère ou ses ascendants, la garde de la tutelle de l'enfant, le tribunal ou le juge devra la confier à l'office départemental.

Art. 20. — A tout pupille de la nation l'office départemental peut désigner un tuteur social, choisi parmi les personnes soumises à son agrément par le père, la mère, ou le tuteur du pupille et, à défaut de présentation ou d'agrément, parmi les membres de l'office départemental et des sections cantonales. Le rôle de ce tuteur social est de seconder l'action morale du tuteur sur l'enfant et de protéger celui-ci dans la vie, de veiller à sa bonne conduite, de s'assurer qu'il reçoit les soins et l'éducation en rapport avec ses aptitudes, avec sa position sociale et sa fortune, sans toutefois s'immiscer dans le libre exercice de la puissance paternelle ou dans les fonctions du tuteur. Il a aussi la mission de renseigner l'office sur les conditions dans lesquelles se développe l'enfant au point de vue tant matériel que moral, et de provoquer, s'il y a lieu, l'intervention de l'office prévue à l'article 19.

L'office départemental peut relever le tuteur social de ses fonctions quand il le juge opportun, notamment en cas d'indignité ou de conflit avec le père, la mère ou le tuteur du pupille, et procéder à la désignation d'un autre tuteur social comme il est dit plus haut.

Art. 21. — Dans le ressort de chaque cour d'appel, le procureur général est spécialement chargé d'assurer l'exécution des dispositions des articles 16 à 21. Chaque année, il fait parvenir aux offices départementaux de son ressort un rapport sur la surveillance exercée par les magistrats du parquet en ce qui concerne la tutelle des pupilles de la nation.

### TITRE III

#### DU PLACEMENT DES PUPILLES DE LA NATION

Art. 22. — A la demande des tuteurs ou des tuteurs délégués des offices départementaux ou dans les cas prévus à l'article 19, par décision du tribunal, les pupilles de la nation peuvent être confiés, par l'intermédiaire de l'office départemental, soit à des établissements publics, soit à des fondations, associations ou groupements, soit à des particuliers présentant toutes les garanties nécessaires.

Un règlement d'administration publique, rendu après avis du conseil supérieur de l'office national, fixera les conditions auxquelles devront satisfaire les particuliers, fondations, associations, groupements demandant à recevoir des pupilles.

L'autorisation sera accordée aux particuliers, aux fondations, associations, groupements dont l'action sera limitée à un seul département, par arrêté du préfet, sur l'avis de l'office départemental ; elle le sera par arrêté du ministre de l'instruction publique, après avis du conseil supérieur de l'office national, pour les établissements dont l'action s'étendra à plusieurs départements.

Tout refus ou retrait d'agrément devra être motivé. Mais les retraits d'agrément ne peuvent être prononcés qu'après avis du conseil supérieur de l'office national, par arrêté du ministre de l'instruction publique.

Les arrêtés portant refus ou retrait d'agrément pourront être attaqués par voie de recours devant le conseil d'État, réuni en assemblée publique et statuant au contentieux.

Art. 23. — Lorsque l'enfant a été confié pendant trois ans à un particulier, à titre gratuit, ce dernier, même s'il est âgé de moins de cinquante ans, et l'enfant de plus de quinze ans, peut, en obtenant le consentement du conseil de famille, devenir le tuteur officieux de l'enfant.

### TITRE IV

#### DISPOSITIONS COMPLÉMENTAIRES

Art. 24. — Un décret déterminera les conditions dans lesquelles des bourses et exonérations pourront être accordées aux pupilles de la nation en vue de faciliter leur instruction dans les établissements nationaux.

Art. 25. — Jusqu'à la fin de l'année scolaire qui suivra celle pendant laquelle les hostilités se termineront, les pupilles de la nation bénéficieront du régime créé par le décret du 8 décembre 1914, d'après lequel, à titre exceptionnel, dans les lycées, collèges, cours secondaires et écoles primaires supérieures de garçons et de filles, les exemptions de frais d'études et de pension peuvent être accordées, en dehors des conditions prévues par les décrets du 6 août 1895 et 18 janvier 1897, à des enfants dont le père, le tuteur ou le soutien aura été victime de la guerre.

Art. 26. — Le bénéfice de la présente loi est étendu aux enfants des protégés et sujets français, ainsi qu'aux enfants d'étrangers ayant contracté un engagement pour la durée de la guerre dans les armées de la France.

Toutefois, les dispositions concernant l'organisation de la tutelle ne leur seront appliquées que dans les limites où elles seront compatibles avec leur statut personnel.

Art. 27. — Tous les actes ou pièces nécessaires à l'exécution de la présente loi seront, sur le simple visa du juge de paix, dispensés du timbre et enregistrés gratis s'ils doivent être soumis à cette formalité.

Art. 28. — Des règlements d'administration publique détermineront, dans les trois mois qui suivront la promulgation de la présente loi, les conditions de son application, notamment :

1° Les règles et conditions d'établissement de l'office national prévu à l'article 8 ;

2° L'élection des délégués aux offices départementaux prévus à l'article 12 ;

3° Les conditions d'aptitude à recevoir des pupilles prévus à l'article 22 ;

4° La composition et le fonctionnement de l'office départemental pour le département de la Seine et la ville de Paris, ainsi que les règles administratives et financières auxquelles il sera soumis.

---

## CHAPITRE II

### COMPARAISON DES TROIS TEXTES SUIVANTS : 1° PROPOSITION DE LOI DÉPOSÉE PAR M. LÉON BOURGEOIS ET UN CERTAIN NOMBRE DE SES COLLÈGUES ; 2° PROJET DE LOI DÉPOSÉ PAR LE GOUVERNEMENT ; 3° TEXTE DU PROJET PRÉSENTÉ PAR LA COMMISSION DU SÉNAT AVEC DES COMMENTAIRES.

| Texte de la proposition de M. Léon Bourgeois et ses collègues. | Texte déposé par le Gouvernement. | Texte présenté par la commission. |
|---|---|---|
| **Article 1er.** | **Dispositions générales préliminaires.** | **Dispositions générales préliminaires.** |
| L'Etat doit protection, éducation, soutien matériel et moral jusqu'à leur majorité aux enfants des militaires et des civils morts par suite de la guerre ou de ses conséquences. | **Article 1er.** | **Article 1er.** |
| Ont droit à la même protection les enfants des militaires et des civils que la guerre a mis dans l'incapacité de gagner leur vie par le travail. | La nation assume la protection des orphelins de militaires ou de civils victimes de la guerre de 1914. | La nation assume la protection des enfants dont le père ou le soutien de famille a été victime, dans sa personne, de la guerre de 1914. |
| | L'entretien matériel et l'éducation de ces enfants seront assurés par l'application des dispositions ci-après. | Ces enfants sont dits « pupilles de la nation ». |
| | | *Commentaires.* — L'article 1er pose le principe des obligations de l'Etat. Il ne distingue pas entre les orphelins et les enfants dont le père ou le soutien de famille se trouverait, du fait de la guerre, ou par suite de maladie contractée ou aggravée sous les drapeaux, dans l'incapacité de gagner sa vie par le travail. Il fait de tous ces enfants des « pupilles de la nation » ayant droit à la protection de l'Etat et à une réparation dont la forme et l'importance varieront selon leur cas ainsi qu'il a été spécifié aux articles 4 et 5. |
| | **Article 2.** | **Article 2.** |
| | Sont dits pupilles de la patrie les enfants auxquels, par application de la loi sur les pensions militaires, une allocation sera accordée, soit directement, soit indirectement, par voie de majoration de la pension de leur mère veuve. | Toute personne qui avait assumé, en tout ou en partie, la charge de l'enfant, est considérée comme soutien de famille pour l'application de la présente loi. |

**Texte de la proposition de M. Léon Bourgeois et ses collègues.**

Article 2.

Il est créé, à Paris, un établissement public appelé Office national des pupilles de la nation. Cet office est rattaché à la présidence du conseil des ministres.

[Voir article 4 du projet du Gouvernement.]

**Texte déposé par le Gouvernement.**

Y sont assimilés les enfants des victimes civiles de la guerre à qui le bénéfice de la présente loi sera étendu par décret en conseil d'Etat.

TITRE Ier. — *Institution d'organismes destinés à assurer la protection des pupilles de la patrie.*

Article 3.

Il est créé, à Paris, sous la dénomination d'Office national des pupilles de la patrie un établissement public rattaché au ministère de l'instruction publique.

Article 4.

Il est créé au chef-lieu de chaque département un établissement public appelé office départemental des pupilles de la patrie.

**Texte présenté par la commission.**

Article 3.

Toute personne qui, civile ou militaire, aura été tuée par l'ennemi, ou bien aura subi, par suite de blessures ou de maladies contractées ou aggravées par des faits de guerre, une diminution totale ou partielle de sa capacité de travail est considérée comme victime, dans sa personne, de la guerre de 1914.

Article 4.

Lorsque le père ou le soutien du pupille est mort ou réduit à l'incapacité totale de gagner sa vie, la Nation assume la charge, partielle ou totale, de l'entretien matériel et de l'éducation nécessaires au développement normal du pupille, dans le cas d'insuffisance de ressources de la famille.

Article 5.

Lorsque le père ou le soutien du pupille subit une réduction partielle de sa capacité de travail, la Nation supplée à cette réduction, en cas d'insuffisance de ressources de la famille, dans la mesure nécessaire au développement normal du pupille.

*Commentaires :* Sous le régime actuel des pensions, les orphelins des militaires qui n'ont plus ni père ni mère ont droit à une pension alimentaire qui reste fixée au même taux, qu'il y ait un ou plusieurs enfants de la même famille à en bénéficier (loi du 11 avril 1851). Pour les orphelins qui ont encore leur mère la loi n'a rien prévu. La pension est accordée à la mère, et cette pension ne varie pas, que la mère soit seule ou qu'elle ait des enfants à sa charge. Il n'est pas douteux que des dispositions nouvelles devront être prises en vue d'accorder des majorations de pension au profit des enfants, surtout des enfants de simples soldats et de sous-officiers.

Les enfants dont le père ou le soutien de famille sera dans l'incapacité totale ou partielle de gagner sa vie, auront droit, eux aussi, à une protection particulière de l'Etat. Celui-ci devra majorer la pension du père ou du soutien de famille, selon le nombre d'enfants à sa charge. Mais son intervention ne se bornera pas à des pensions. Selon l'intelligence et les aptitudes des enfants la loi devra leur fournir les moyens d'assurer leur développement normal (admission avec bourses ou demi-bourses dans certains établissements scolaires) et même aller, dans certains cas, jusqu'à l'organisation d'une véritable tutelle.

TITRE Ier. — *Des organismes destinés à assurer la protection des pupilles de la nation.*

Article 6.

Sous la dénomination d'Office national des pupilles de la nation, il est créé à Paris un établissement public rattaché au ministère de l'instruction publique.

*Commentaires:* L'office national, sous peine d'être inconstitutionnel, ne peut être un organisme autonome, puisque la responsabilité parlementaire de ses actes s'en trouverait abolie. Il doit être rattaché à l'un des ministères et ce ministère sera celui de l'instruction publique.

Article 7.

Au chef-lieu de chaque département, il est créé un établissement public appelé office départemental des pupilles de la nation.

*Commentaires :* L'office départemental est l'organe par excellence sur lequel repose l'œuvre des pupilles: de ses efforts et de sa permanence dépend l'efficacité de la loi.

L'office national et les offices départementaux forment un tout; c'est pourquoi nous en mentionnons la création en deux articles qui se suivent. Estimant aussi que des personnes qui feront partie de l'institut dépendra son activité bienfaisante, nous avons précisé en d'autres articles le rôle et la composition des offices, et nous n'avons laissé au règlement d'administration publique que le soin de fixer des points de détail. Les articles suivants, de 8 à 16, ont été longuement discutés dans le présent rapport.

**Texte de la proposition de M. Léon Bourgeois et ses collègues.**

Article 3.

Auprès de l'Office national siège un conseil supérieur qui fixe les règles générales auxquelles doivent se conformer les offices départementaux, établit entre eux la coordination nécessaire et exerce, en outre, les attributions qui lui sont dévolues par les articles suivants.

Ce conseil supérieur est composé de cinquante membres comprenant des membres des deux Chambres et des délégués des administrations publiques, des syndicats professionnels patronaux, agricoles et ouvriers, ainsi que des représentants des sociétés philanthropiques et des orphelinats professionnels consacrés aux orphelins de la guerre.

Les membres de ce conseil sont nommés pour trois ans par décret du Président de la République et renouvelables.

Le conseil désigne dans son sein une section permanente.

Article 4.

Il est créé au chef-lieu de chaque département un Office départemental des pupilles de la nation. Cet office est un établissement public.

**Texte déposé par le Gouvernement.**

Article 5.

Le rôle de l'Office national consiste à prendre ou à provoquer toute mesure jugée nécessaire ou opportune en faveur des pupilles de la patrie, à diriger et à coordonner les efforts des offices départementaux et, d'une manière générale, à veiller à l'exécution des dispositions ci-après édictées.

Article 6.

L'office national est administré par un conseil supérieur composé de quarante membres.

Ce conseil comprend des membres de droit, des représentants des Chambres, des fonctionnaires des grandes administrations publiques. Il doit comprendre, pour au moins un quart des représentants des associations philanthropiques ou professionnelles, exerçant le patronage des orphelins de la guerre, et dûment agréées dans les conditions prévues en l'article 30.

Article 7.

Dans l'intervalle de ses réunions, le conseil supérieur est représenté par une section permanente dont les membres, désignés par le ministre, sont choisis dans le sein du conseil. Le président de la section permanente représente l'office en justice, ainsi que dans les actes de la vie civile.

**Texte présenté par la commission.**

Article 8.

L'Office national a pour attributions de :

1° Prendre ou provoquer toute mesure d'ordre général jugée nécessaire ou opportune en faveur des pupilles de la nation ;

2° Répartir, entre les Offices départementaux, les subventions de l'Etat ou le produit des fondations, dons ou legs à lui faits sans affectation spéciale ;

3° Donner son avis sur :

*a*) Les règles générales applicables à la gestion financière des biens, meubles et immeubles, des ressources de toute nature des offices départementaux ;

*b*) Les conditions générales suivant lesquelles des subventions pourront être accordées par les offices départementaux, dans la limite de leurs ressources; aux parents, aux tuteurs, aux établissements publics ou privés, aux associations, aux particuliers gardiens de pupilles ;

*c*) Les conditions générales auxquelles devront satisfaire les associations ou groupements philanthropiques ou professionnels, les fondations ou les particuliers pour recevoir, par l'intermédiaire des offices, la garde de pupilles ;

4° Statuer, dans les conditions exposées ci-après, sur les recours formés contre les décisions prises par les offices départementaux ;

5° Diriger et coordonner l'action des offices départementaux en vue de l'exécution de la présente loi.

Article 9.

L'office national, administré par le conseil supérieur de l'office et présidé par le ministre de l'instruction publique est composé de trente-sept membres représentants de la nation, des conseils généraux et municipaux, des grands corps de l'Etat et de groupements sociaux, savoir :

Trois sénateurs élus par le Sénat et quatre députés élus par la Chambre des députés.

Le président du conseil municipal de Paris ou son délégué ; le président du conseil général de la Seine ou son délégué ; les maires des cinq plus grandes villes de France ou leurs délégués.

Un membre du conseil d'Etat, le grand chancelier de la Légion d'honneur, le premier président de la cour de cassation ou son délégué, les directeurs de l'enseignement primaire, secondaire et supérieur au ministère de l'instruction publique, le directeur de l'agriculture au ministère de l'agriculture, le directeur de l'enseignement technique au ministère du commerce, le directeur de l'assistance et de l'hygiène publique au ministère de l'intérieur, le directeur des affaires civiles et du sceau au ministère de la justice, un représentant de chacun des ministères de la guerre, de la marine, des finances du travail et des colonies.

Le président de la chambre de commerce de Paris.

Six délégués, de l'un ou l'autre sexe, des trois ordres d'enseignement élus par le conseil supérieur de l'instruction publique, six délégués élus par le conseil supérieur de l'agriculture, six délégués des syndicats patronaux et ouvriers élus par le conseil supérieur du travail.

Deux délégués des associations coopératives ouvrières de production et de consommation quatre délégués des collèges de la mutualité, six délégués du collège des œuvres philanthropiques privées, ces douze délégués de l'un ou l'autre sexe étant nommés dans les conditions établies par un règlement d'administration publique.

Cinq membres nommés par décret parmi les personnes de l'un ou l'autre sexe, désignées par leur compétence spéciale ou leurs travaux

Un délégué de l'Institut; un délégué de l'académie de médecine.

Les fonctions de membre du conseil supérieur de l'office national des pupilles de la nation sont gratuites.

Article 10.

Dans l'intervalle de ses réunions, le conseil supérieur est représenté par une section permanente dont il détermine lui-même la composition, le fonctionnement et les pouvoirs, l'office est représenté en justice, ainsi que dans les actes de la vie civile, par le président de la section permanente.

**Texte de la proposition de M. Léon Bourgeois et ses collègues.**

**Art. 5.**

Chaque office départemental est présidé par le préfet ; il comprend quatre membres désignés, chaque année, par le conseil général, et douze membres nommés par décret rendu sur la proposition du conseil supérieur.

Article 6.

L'office départemental peut organiser des sections cantonales. Il a des délégués parmi lesquels il peut choisir des tuteurs sociaux des enfants confiés à sa garde.

Article 7.

L'office départemental exerce son patronage social sur tous les orphelins, même pourvus d'un tuteur de droit commun. Il respecte tous les droits de ce tuteur. Si celui-ci sollicite l'aide matérielle de l'office, un accord devra intervenir entre lui et l'office pour le choix de l'établissement auquel sera confié l'enfant.

Article 8.

L'office peut accorder à l'enfant une allocation annuelle versée soit à la mère, soit au tuteur, soit à l'établissement public ou privé agréé par l'office départemental dans lequel l'enfant sera placé.

(Voir article 14 du projet du Gouvernement).

(Voir article 14 de la proposition de loi de M. Léon Bourgeois et de ses collègues).

**Texte déposé par le Gouvernement.**

Article 8.

Le rôle des offices départementaux consiste :

1° A veiller à l'observation, au profit des orphelins de la guerre, des règles du code civil en matière de tutelle ;

2° En l'absence de tutelle de droit commun, à collaborer à l'exercice de la tutelle nationale des pupilles de la patrie, organisée dans les conditions qui seront ci-après énoncées.

**Article 9.**

Les offices départementaux comprennent, en outre du préfet, président de droit, le président du tribunal civil du chef-lieu, vice-président, l'inspecteur d'académie, deux conseillers élus pour trois ans par le conseil général, et neuf membres désignés par arrêté ministériel, sur la proposition du préfet. Six de ces derniers seront choisis parmi les membres des associations philanthropiques ou professionnelles exerçant le patronage des orphelins de la guerre.

Les fonctions des membres des offices départementaux sont gratuites.

Article 10.

Le conseil supérieur détermine chaque année la mesure et les conditions dans lesquelles les subventions, dons ou legs qui ne font l'objet d'aucune affectation spéciale, seront répartis entre les offices départementaux.

(Voir l'article 8 du projet de la commission : le paragraphe 2° contient une disposition similaire à celle de l'article 10 du projet du Gouvernement.)

**Article 11.**

Les ressources de chaque office départemental comprennent :

1° Les subventions qui pourront lui être accordées par le département ou les communes ;

2° Le produit des dons et legs qui lui seront faits directement ;

3° La quote-part qui lui sera attribuée par l'office national sur le produit des dons, legs

**Texte présenté par la commission.**

*Commentaires* : La section permanente dont l'article 10 prescrit la création est chargée d'assurer l'exécution des décisions du conseil supérieur; elle prendra toute mesure urgente, qu'elle soumettra ultérieurement, s'il y a lieu, à la ratification du conseil supérieur et elle dirigera le fonctionnement du secrétariat chargé du travail administratif du nouveau service.

Article 11.

Les offices départementaux ont pour attributions de :

1° Veiller à l'observation, au profit des pupilles de la nation, des lois protectrices de l'enfance, des règles du code civil en matière de tutelle ainsi que des mesures de protection de la présente loi ;

2° Pourvoir au placement, dans les familles ou fondations ou dans les établissements publics ou privés d'éducation, des pupilles dont la tutelle ou la garde provisoire est confiée à ses membres et de ceux dont les parents ou tuteurs sollicitent son intervention à cet effet ;

3° Accorder des subventions, dans la limite de leurs disponibilités financières, en vue de faciliter l'entretien, l'éducation et le développement normal des pupilles dont le père, la mère, le tuteur ou le soutien manqueraient de ressources nécessaires à cet effet ;

4° Veiller à ce que les associations philanthropiques ou professionnelles, les établissements ou les particuliers ayant obtenu la garde de pupilles de la nation ne s'écartent pas des conditions générales imposées par le conseil supérieur ;

5° Créer des sections cantonales dont les membres seront les délégués, dans chaque commune, de l'office départemental. La constitution et le rôle des sections cantonales sont spécifiés aux articles 14 et 15.

Article 12.

Les offices départementaux comprennent, avec le préfet, comme président de droit, des représentants locaux, des représentants de l'État, des représentants des groupements sociaux, savoir :

4 conseillers généraux élus pour trois ans par le conseil général;

Le procureur général ou son substitut; l'inspecteur d'académie ou un inspecteur primaire désigné par lui, un instituteur et une institutrice désignés par leurs collègues; le professeur départemental d'agriculture; un inspecteur du travail; un représentant de l'enseignement professionnel, industriel, agricole ou commercial nommé par ses collègues.

3 délégués élus par les membres des chambres de commerce et les membres des chambres syndicales patronales du département; 3 délégués élus par les chambres syndicales ouvrières départementales; 3 délégués des associations et syndicats agricoles du département; 3 délégués des associations coopératives ouvrières de production et de consommation du département; 2 représentants des établissements de bienfaisance privés.

3 délégués choisis par le préfet parmi les membres de l'un ou l'autre sexe des associations philanthropiques ou professionnelles exerçant le patronage des orphelins de la guerre.

L'office départemental nomme une section permanente dont les membres sont pris dans son sein : le président de la section permanente représente l'office en justice, ainsi que dans les actes de la vie civile.

Les fonctions des membres des offices départementaux sont gratuites.

Article 13.

Les ressources de chaque office départemental comprennent :

1° Les subventions qui pourront lui être accordées par le département ou les communes, par des personnes ou des associations privées ;

2° Le produit des dons et legs faits directement à l'office départemental et dont il aura la libre disposition en capital et intérêts ;

**Texte de la proposition de M. Léon Bourgeois et ses collègues.**

(Voir l'article 6 du projet du Gouvernement.)

Article 9.

Sur la demande du tuteur, l'office peut recevoir la garde de l'enfant. Il peut aussi solliciter

**Texte déposé par le Gouvernement.**

et subventions destinés à l'entretien des orphelins de la guerre, sans affectation à un office déterminé.

Article 12.

Chaque office départemental perçoit, avec obligation d'emploi, au profit de leurs titulaires, les allocations attribuées aux enfants dont la garde est confiée à l'office en l'absence de tutelle de droit commun.

TITRE II. — *Mesures juridiques de protection prises en faveur des pupilles de la patrie.*

Article 13.

Les mesures de protection prises en faveur des des pupilles de la patrie consistent :

1° Dans la surveillance de la tutelle, si la tutelle est organisée conformément au droit civil ;

2° Dans l'organisation subsidiaire de la tutelle nationale, pour le cas où il n'aura pas été constitué de tutelle de droit commun.

a) *Orphelins soumis à la tutelle de droit commun.*

Article 14.

L'organisation de la tutelle légale de la mère ou des ascendants, ainsi que le fonctionnement

**Texte présenté par la commission.**

3° La quote-part qui lui sera attribuée par le conseil supérieur sur les crédits alloués par le Parlement aux pupilles de la nation, sur le produit des dons et legs faits à l'office central des pupilles de la nation sans affectation à un office déterminé.

*Commentaire :* Les dispositions qui caractérisent la composition du conseil supérieur se retrouvent donc dans celles des offices départementaux.

Article 14.

L'office départemental choisit dans chaque canton des délégués parmi les élus cantonaux, les maires, les instituteurs et institutrices et les particuliers de l'un ou l'autre sexe, offrant toute garantie de moralité et de compétence, notamment parmi les membres des sociétés protectrices de l'enfance.

Ces délégués forment la section cantonale dont le conseiller général, le ou les conseillers d'arrondissement sont membres de droit. La section cantonale choisit son président et désigne une commission permanente en en déterminant le fonctionnement et les pouvoirs.

*Commentaires :* L'office départemental, fixé au chef-lieu du département, devra étendre son action sur l'ensemble des communes et veiller à ce que soient partout observées les prescriptions de la loi concernant les pupilles de la nation.

Comme la modicité de ses ressources et la ferme volonté du législateur de ne point créer une nouvelle et coûteuse administration lui interdisent d'avoir des inspecteurs salariés qui rayonneraient dans tout le département, il associera à ses efforts les initiatives privées qui ne manqueront pas de se mettre à sa disposition pour participer d'une façon désintéressée à une œuvre si patriotique et si profondément française.

La surveillance des pupilles en résidence dans les communes sera donc assurée par des personnes agréées par l'office, en qualité de déléguées, et qui offriront toutes les garanties de probité morale. Elles formeront dans chaque canton la section correspondante de l'office départemental.

Les sections cantonales seront ainsi les agents d'exécution de l'office départemental ; elles prolongeront jusque dans la moindre commune l'action tutélaire de l'œuvre. Leur rôle est de toute importance ainsi qu'il ressort de l'article suivant.

Article 15.

Les sections cantonales ont pour attributions de :

1° Seconder l'action de l'office départemental et assurer son contrôle sur les pupilles en résidence dans les communes ;

2° Veiller à ce que tous les enfants des victimes militaires ou civiles de la guerre bénéficient des avantages de la présente loi ;

3° Faciliter les relations entre l'office départemental et les particuliers, associations ou groupements qui auront en garde des pupilles de la nation ;

4° Présenter éventuellement à l'agrément de l'office départemental des personnes de confiance, de l'un ou l'autre sexe, prises ou non parmi ses membres, qui pourraient faire partie des conseils de famille dans les cas prévus à l'article 17 ou remplir les fonctions de tuteur social définies à l'article 20.

TITRE II. — *Des mesures juridiques de protection prises en faveur des pupilles de la nation.*

Article 16.

L'office départemental veille concurremment avec le ministère public, à l'organisation et au

**Texte de la proposition de M. Léon Bourgeois et ses collègues.**

de l'autorité judiciaire le droit de garde et lui dénoncer les faits de nature à provoquer soit la déchéance de la puissance maternelle, soit la destitution de la tutelle. L'office délèguera alors sous son contrôle, à un tuteur social l'exercice des pouvoirs de tutelle.

Article 10.

En l'absence de toute famille proche offrant les garanties nécessaires pour constituer une tutelle de droit commun, le tribunal confie directement à l'office la tutelle de l'enfant.

Article 11.

L'office compétent est celui du département dans lequel l'enfant était domicilié au moment où il a été placé sous la protection de la nation.

Toutefois, lorsque la mère ou le tuteur de l'enfant change de résidence ou lorsque l'enfant est envoyé dans un autre département, il est placé sous la protection de l'office départemental de sa nouvelle résidence.

La répartition des charges entre les deux offices départementaux est faite par le conseil supérieur.

Article 12.

Sur leur demande, les militaires ou civils victimes de la guerre dont la capacité de travail, par suite de mutilation ou d'infirmité, se trouverait momentanément perdue ou amoindrie, peuvent bénéficier pour leurs enfants des avantages de la présente loi.

Article 13.

Les recours des tuteurs, tutrices ou personnes responsables de la garde de l'enfant ainsi que ceux du préfet sont jugés par la section permanente du conseil supérieur.

Cette section statue en dernier ressort.

Toutes les demandes formées par des veuves ou tuteurs domiciliés dans la commune pour obtenir les pensions de guerre seront transmises par le maire à l'office départemental.

**Texte déposé par le Gouvernement.**

de toute tutelle légale, testamentaire ou datives, constituée pour les orphelins de la guerre conformément au code civil, sont placés sous la surveillance des offices départementaux dans les conditions ci-après énoncées.

Article 15.

La surveillance des tutelles des pupilles de la patrie s'exerce par l'intermédiaire d'un ou plusieurs juges au tribunal civil, désignés, dans chaque arrondissement, pour remplir cette fonction.

La désignation de ces magistrats appartient au premier président de la cour d'appel.

Article 16.

La surveillance des tutelles des pupilles de la patrie ne comporte aucune ingérence indiscrète dans le libre exercice de la puissance paternelle ou dans les fonctions des tuteurs.

Elle n'a d'autre objet que de veiller à l'observation des règles du droit civil.

A cette fin, elle est facilitée par les obligations suivantes, imposées aux subrogés tuteurs.

Article 17.

Dans les six mois à dater de sa nomination par le conseil de famille, le subrogé tuteur doit vérifier et attester par écrit l'observation des articles 451 et 452 du code civil, ainsi que l'application des articles 5 et suivants de la loi du 27 février 1880.

Cette obligation est de même imposée au subrogé tuteur dans tous les cas où l'application de ces textes est exigée par la loi civile.

Article 18.

A la fin de chaque année d'exercice de la tutelle, le subrogé tuteur doit fournir par écrit au juge des tutelles l'indication sommaire des conditions dans lesquelles l'enfant est élevé.

Article 19.

Le subrogé tuteur doit particulièrement veiller à ce que les dispositions des lois sur l'enseignement obligatoire soient observées, tout en respectant scrupuleusement la liberté des parents ou tuteurs quant au choix des moyens d'enseignement.

Article 20.

Si le subrogé tuteur manque aux obligations qui lui sont imposées par la présente loi, le juge des tutelles peut lui adresser une réprimande écrite, dont la copie est communiquée à l'office départemental. En cas de nouvelle négligence, le subrogé tuteur peut, sur la demande du juge des tutelles, être appelé devant la chambre du conseil du tribunal civil, et frappé d'une amende de 10 à 100 fr., sans préjudice de la responsabilité civile qui lui incombe aux termes du droit commun.

Article 21.

Si le juge des tutelles, averti soit par le subrogé tuteur, soit de toute autre manière, estime que les intérêts moraux ou matériels de l'enfant sont compromis par la négligence ou la faute du tuteur, il peut, en outre des sanctions fournies par la législation actuelle, appeler sur les incorrections qui lui auront été révélées l'attention de la chambre du conseil du tribunal civil.

La chambre du conseil disposera, en outre, des sanctions de droit commun, des moyens d'action ci-après :

**Texte présenté par la commission.**

fonctionnement des tutelles des pupilles de la nation.

*Commentaires.* — Les premiers articles du projet ont défini la nature de la protection que la patrie assume vis-à-vis des pupilles de la nation. Cet ensemble de mesures constitue le patronage social de l'Etat qui est exercé par l'intermédiaire de l'office national et des offices départementaux.

L'article 16 en rappelant ce principe spécifie que chaque pupille relève directement du patronage de l'office de son département.

Le ministère public est représenté, dans l'office départemental, par le procureur général ou son délégué. Son rôle consiste à assurer l'application des lois et à intervenir tout spécialement pour que soient observées celles relatives à la tutelle et à la protection de l'enfance.

Article 17.

Le juge de paix du lieu d'ouverture de la tutelle est tenu de convoquer d'office le conseil de famille. Il peut provoquer par décision de justice ou du conseil de famille l'exclusion des personnes qu'il considère comme incapables ou indignes.

A défaut des personnes prévues par les articles 407 et suivants du code civil, pour composer ou compléter le conseil de famille du pupille de la nation, le juge de paix fait appel d'abord aux membres, de l'un ou l'autre sexe, de l'office départemental et des sections cantonales, ensuite à toutes autres personnes agréées par l'office départemental. Toutefois, le mari et la femme ne peuvent faire partie du même conseil de famille. Une expédition de toute délibération du conseil de famille est envoyée immédiatement par le juge de paix au procureur de la République et à l'office départemental.

Article 18.

S'il n'existe ni ascendants, ni tuteur testamentaire ou si ceux ci déclinent la tutelle ou ont été déclarés incapables ou indignes de l'exercer, le conseil de famille peut décider que la tutelle sera confiée à l'office départemental qui la délègue ensuite, sous son contrôle, soit à un de ses membres, soit à toute autre personne, de l'un ou l'autre sexe, agréée par lui. En ce cas, les biens du tuteur délégué ne seront pas grevés, à raison de cette fonction, de l'hypothèque légale institué, par l'article 2121 du code civil; il ne sera pas non plus institué de subrogée tutelle,

*Commentaires :* Les innovations que les articles 17 et 18 apportent au code civil ont été longuement exposées dans le rapport. Qu'il nous suffise ici de les résumer pour rendre plus net encore le point de vue de la commission :

1° La faculté qu'a le juge de paix de convoquer le conseil de famille se transforme pour lui en obligation lors de l'ouverture de la tutelle;

2° La faculté qui est donnée au juge de paix de provoquer par décision de justice ou du conseil de famille l'exclusion de ce conseil des personnes qu'il considère comme incapables ou indignes est une dérogation à l'article 445 du code civil;

3° Les femmes autres que la mère et les ascendantes seront admises :

*a*) A faire partie du conseil de famille;

*b*) A exercer les fonctions de tutrice;

4° Les biens du tuteur délégué d'un orphelin de la guerre ne seront pas grevés d'hypothèque légale.

Article 19.

L'office départemental s'assure que le tuteur prend soin de la personne et de l'éducation du pupille dans des conditions satisfaisantes au point de vue tant matériel que moral.

L'office départemental veille à l'observation des lois sur l'enseignement obligatoire tout en respectant la liberté des parents ou tuteurs et, le cas échéant, la volonté testamentaire du père, quant au choix des moyens d'enseignement.

L'office départemental requiert la convocation du conseil de famille pour statuer sur

**Texte de la proposition de M. Léon Bourgeois et ses collègues.**

**Texte déposé par le Gouvernement.**

1° La réprimande écrite, dont copie sera adressée à l'office départementale;

2° L'attribution à l'office de l'allocation accordée pour l'entretien de l'enfant, avec charge de l'utiliser à son profit.

Article 22.

Chaque année le juge des tutelles adresse à l'office départemental un rapport sur la surveillance exercée dans l'arrondissement sur les tutelles des pupilles de la patrie.

Un rapport annuel est adressé par les soins de l'office départemental à l'office national sur la surveillance de ces tutelles dans le département et, d'une manière générale, sur les conditions d'application de la présente loi.

b) *Orphelins soumis à la tutelle nationale.*

Article 23.

Les orphelins de la guerre qui ne sont pas soumis à la tutelle légale de la mère ou des ascendants, et pour lesquels la famille n'a pas provoqué la constitution d'une tutelle définitive, sont placés sous la « tutelle nationale ».

Cette tutelle s'exerce dans les conditions déterminées ci-après.

Article 24.

Les préfets, tuteurs des pupilles de la patrie, peuvent déléguer l'exercice de cette tutelle, sous le contrôle de l'office départemental, soit à un membre de l'office, soit à toute autre personne agréée par l'office.

Article 25.

Les fonctions du conseil de famille auprès du tuteur délégué sont remplies par six personnes désignées par l'office départemental, et dont trois au moins sont choisies parmi ses membres. Le tuteur ou son délégué assiste aux séances du conseil ; il est entendu quand il le demande.

Article 26.

Les attributions du tuteur et du conseil de famille sont celles que détermine le code civil ; toutefois, il n'est pas institué de subrogé tuteur.

Article 27.

Les biens du tuteur ne sont pas soumis à l'hypothèque légale instituée par l'article 2121 du code civil.

Article 28.

Toute remise de l'enfant à d'autres qu'à ses parents ou grands-parents, même quand il est confié en vue d'une adoption ultérieure, ne peut avoir lieu que sous réserve de la tutelle. Toutefois, lorsque l'enfant a été confié

**Texte présenté par la commission.**

toutes mesures de nature à protéger la personne et les intérêts de l'enfant s'il estime que les intérêts moraux ou matériels de l'enfant sont compromis par la négligence ou la faute du tuteur. A défaut par le conseil de prendre les dispositions nécessaires, l'office départemental invite le procureur de la République à requérir, aux mêmes fins, devant le tribunal civil, statuant en chambre du conseil, par décisions rendues sans frais.

Dans tous les cas où, par application des lois protectrices de l'enfance et spécialement des lois des 24 juillet 1889 et 19 avril 1898, il y aura lieu de confier, à toute autre personne qu'à sa mère où ses ascendants, la garde de la tutelle de l'enfant, le tribunal ou le juge devra la confier à l'office départemental.

*Commentaires :* L'existence de l'office départemental ne doit gêner ni le conseil de famille ni le tuteur, lorsque ceux-ci accomplissent leur devoir. Mais lorque les intérêts matériels ou moraux de l'enfant sont lésés, son intervention — qui n'est pas une ingérence — a pour effet de mettre en mouvement le mécanisme prévu par le code civil pour la protection des mineurs. D'ailleurs les questions à propos desquelles l'office est autorisé à intervenir — et avec quelle discrétion ! — rentrent incontestablement dans le cadre de celles dont il a mission de s'occuper du fait de son patronage social reconnu.

Le procureur de la République n'est pas tenu de déférer à l'invitation de l'office départemental mentionnée par l'article 18. Il apprécie en toute liberté la suite qu'il doit donner à la demande de l'office.

Article 20.

A tout pupille de la nation, l'office départemental peut désigner un tuteur social, choisi parmi les personnes soumises à son agrément par le père, la mère ou le tuteur du pupille et, à défaut de présentation ou d'agrément, parmi les membres de l'office départemental et des sections cantonales. Le rôle de ce tuteur social est de seconder l'action morale du tuteur sur l'enfant et de protéger celui-ci dans la vie, de veiller à sa bonne conduite, de s'assurer qu'il reçoit les soins et l'éducation en rapport avec ses aptitudes, avec sa position sociale et sa fortune, sans toutefois s'immiscer dans le libre exercice de la puissance paternelle ou dans les fonctions du tuteur. Il a aussi la mission de renseigner l'office sur les conditions dans lesquelles se développe l'enfant au point de vue tant matériel que moral et de provoquer, s'il y a lieu, l'intervention de l'office prévue à l'article 19.

L'office départemental peut relever le tuteur social de ses fonctions quand il le juge opportun, notamment en cas d'indignité ou de conflit avec le père, la mère ou le tuteur du pupille, et procéder à la désignation d'un autre tuteur social comme il est dit plus haut,

*Commentaires :* Vis-à-vis des tuteurs de droit commun qui rempliront bien leurs fonctions, le rôle de l'office sera réduit au minimum. Il se bornera à constater que les conditions dans lesquelles l'enfant est élevé répondent à la confiance que l'on a faite au tuteur.

Mais sans parler des tuteurs contre lesquels on n'aura pas de griefs assez précis ou assez graves pour les écarter de la tutelle et qui pourtant n'inspireront pas une confiance sans réserves, il y aura ceux qui en fait de garanties ne pourront offrir que leur honorabilité et leur bonne volonté, sans avoir le temps, l'expérience et les moyens indispensables pour donner à l'enfant les soins et l'éducation qu'il convient. Dans l'un et l'autre cas, il sera nécessaire d'adjoindre au tuteur un représentant de l'office départemental, un tuteur social dont le rôle a été longuement exposé au cours du rapport.

Article 21.

Dans le ressort de chaque cour d'appel, le procureur général est spécialement chargé d'assurer l'exécution des dispositions des articles 16 à 21. Chaque année il fait parvenir aux offices départementaux de son ressort un rap-

**Texte de la proposition de M. Léon Perrgeois et ses collègues.**

**Article 14.**

Le budget de chaque office départemental comprend :

Comme recettes :

1° Les pensions et allocations attribuées par les lois aux enfants dont la garde lui aura été confiée par le tuteur de droit commun ou par le tribunal ;

2° Les subventions qui pourront lui être accordées par le département et par les communes ;

3° Les subventions qui pourront être accordées par l'Etat. Leur répartition entre les offices départementaux sera faite par le conseil supérieur et approuvée par décret ;

4° Le produit des dons et legs faits directement à l'office départemental ;

5° La quote-part qui lui est attribuée par le conseil supérieur sur le produit des dons et legs faits à l'office central des pupilles de la nation sans affectation à un office déterminé.

Le conseil supérieur statue, chaque année, sur les demandes de subvention qui seront adressées à l'office central ou aux offices départementaux par les œuvres d'éducation, de

**Texte déposé par le Gouvernement.**

pendant trois ans à un particulier à titre gratuit, ce dernier, même s'il est âgé de moins de cinquante ans et l'enfant de plus de quinze ans, peut, en obtenant le consentement du conseil de famille, devenir le tuteur officieux de l'enfant. Le juge de paix du domicile de l'enfant dresse procès-verbal de la demande et du consentement ; ces pièces et le procès-verbal sont visés pour timbre et enregistrés gratis.

c) *Placement et surveillance. — Organisation du patronage. — Rapport des offices et des institutions privées.*

Article 29.

Les pupilles de la Patrie, placés sous la tutelle nationale, seront, toutes les fois que cela sera possible, confiés à des œuvres de patronage agréées par le conseil supérieur de l'office national et chargées d'en effectuer le placement et d'en surveiller l'éducation.

Ils pourront être également confiés à des particuliers dans les conditions qui seront déterminées par un règlement d'administration publique.

Article 30.

Le refus d'agrément aux associations philanthropiques ou professionnelles qui solliciteraient la faculté de recevoir en garde des orphelins soumis à la tutelle nationale, devra être motivé. Il ne pourra être justifié que par l'inobservation des conditions imposées auxdites institutions par le règlement d'administration publique prévu ci-après.

L'agrément sera révocable si l'observation des conditions imposées vient à cesser. Le refus d'agrément peut être l'objet d'un recours devant le conseil d'Etat.

Article 31.

S'il n'y a pas dans le département d'œuvre offrant de suffisantes garanties, l'office départemental pourra instituer un service spécial dont les conditions de création et de fonctionnement seront déterminées par arrêté ministériel pris après délibération du conseil supérieur de l'office national.

**Texte présenté par la commission.**

port sur la surveillance exercée par les magistrats du parquet en ce qui concerne la tutelle des pupilles de la nation.

TITRE III. — *Du placement des pupilles de la nation.*

Article 22.

A la demande des tuteurs ou des tuteurs délégués des offices départementaux ou, dans les cas prévus à l'article 19, par décision du tribunal, les pupilles de la nation peuvent être confiés, par l'intermédiaire de l'office départemental, soit à des établissements publics, soit à des fondations, associations, ou groupements soit à des particuliers présentant toutes les garanties nécessaires.

Un règlement d'administration publique, rendu après avis du conseil supérieur de l'office national fixera les conditions auxquelles devront satisfaire les particuliers, fondations, associations, groupements demandant à recevoir des pupilles.

L'autorisation sera accordée aux particuliers, aux fondations, associations, groupements, dont l'action sera limitée à un seul département, par arrêté du préfet, sur l'avis de l'office départemental; elle le sera par arrêté du ministre de l'instruction publique, après avis du conseil supérieur de l'office national, pour les établissements dont l'action s'étendra à plusieurs départements.

Tout refus ou retrait d'agrément devra être motivé. Mais les retraits d'agrément ne peuvent être prononcés qu'après avis du conseil supérieur de l'office national, par arrêté du ministre de l'instruction publique.

Les arrêtés portant refus ou retrait d'agrément pourront être attaqués par voie de recours devant le conseil d'Etat, réuni en assemblée publique et statuant au contentieux.

*Commentaires :* Le devoir de l'office départemental sera, chaque fois qu'il en aura la possibilité, de reconstituer pour les orphelins le cadre familial qui leur manque, c'est-à-dire de les confier à des particuliers dont la vie honorable et la situation personnelle assureront aux enfants leur entretien et leur développement normal.

Pourtant des associations, des œuvres de patronage, des groupements philanthropiques ou professionnels demanderont la garde et la direction des orphelins de la guerre. Afin d'être vraiment nationale, l'œuvre que nous voulons créer n'écartera aucune bonne volonté et ne fera intervenir dans ses décisions aucune autre préoccupation que le bien-être, la sécurité et le développement des enfants. Des pupilles pourront donc être confiés, avec le consentement des familles, aux établissements privés, mais à condition que ceux-ci aient été, au préalable, agréés par l'office dans les conditions spécifiées, et qu'ils en acceptent le contrôle permanent.

Mais aucun arbitraire ne devra entrer dans les refus d'agrément qui pourront être opposés à ces établissements. Ce n'est qu'au cas où les garanties déterminées après avis du conseil supérieur, par le règlement d'administration publique, ne seraient pas remplies, que le refus d'agrément pourra être décidé. Le motif du refus devra être nettement spécifié, afin que la société ou l'établissement non admis puisse, le cas échéant, obvier aux raisons qui n'ont pas permis de donner suite à sa demande.

Si les conditions imposées par le règlement d'administration publique cessaient d'être remplies par un établissement agréé, l'office conserverait le droit de retrait d'agrément.

Article 23.

Lorsque l'enfant a été confié pendant trois ans à un particulier, à titre gratuit, ce dernier, même s'il est âgé de moins de cinquante ans, et l'enfant de plus de quinze ans, peut, en obte-

**Texte de la proposition de M. Léon Bourgeois et ses collègues.**

placement et de protection en faveur des orphelins de la guerre.

Article 15.

Un décret d'administration publique déterminera les conditions d'application de la présente loi.

**Texte déposé par le Gouvernement.**

TITRE III

**Dispositions complémentaires.**

Article 32.

Un règlement d'administration publique déterminera les conditions d'application de la présente loi, notamment :

1° Il précisera la composition du conseil supérieur de l'Office national, le mode de nomination de ses membres, les conditions de son fonctionnement, ainsi que la composition et le fonctionnement de la section permanente dudit conseil;

2° Il déterminera les règles applicables à la gestion financière des ressources des offices national et départementaux;

3° Il arrêtera les conditions qu'il convient d'imposer aux associations philanthropiques ou professionnelles ou aux particuliers désireux de recevoir en garde des orphelins soumis à la tutelle nationale;

4° Il précisera dans quelles conditions les allocations versées aux offices départementaux pour les pupilles soumis à la tutelle nationale seront mises à la disposition des associations ou particuliers constitués gardiens desdits pupilles ainsi que les justifications qui seront exigées de l'emploi desdites sommes au profit personnel des enfants, à l'entretien et à l'éducation de qui elles sont exclusivement affectées;

5° Il déterminera, pour le département de la Seine et de la ville de Paris, la composition et le fonctionnement de l'office départemental, ainsi que les règles administratives et financières auxquelles il sera soumis;

6° Il fixera dans quelle mesure et à quelles conditions les dispositions de la présente loi peuvent être étendues aux enfants des soldats mutilés.

Article 33.

Un décret déterminera les conditions dans lesquelles des bourses et exonérations pourront être accordées aux pupilles de la patrie en vue de faciliter leur instruction dans les établissements internationaux.

Article 34.

Jusqu'à la fin des hostilités et pendant un délai d'un an après, les pupilles de la Patrie bénéficieront du régime créé par décret du 8 décembre 1914, d'après lequel, à titre exceptionnel, dans les lycées, collèges, cours secondaires et écoles primaires supérieures de garçons et de filles, les exemptions de frais d'études et de pension peuvent être accordées, en dehors des conditions prévues par les décrets du 18 janvier 1887 et du 6 août 1895, à des enfants dont le père, le tuteur ou les soutiens de famille auront été victimes de la guerre.

**Texte présenté par la commission.**

nant le consentement du conseil de famille devenir le tuteur officieux de l'enfant.

TITRE IV

**Dispositions complémentaires.**

Article 24.

Un décret déterminera les conditions dans lesquelles des bourses et exonérations pourront être accordées aux pupilles de la nation en vue de faciliter leur instruction dans les établissements nationaux.

*Commentaires :* Tous les ministères dont dépendent des écoles spéciales devront assurer des avantages aux pupilles de la Nation.

Une note parue dans les journaux du 18 mai a déjà annoncé que le ministre de l'agriculture se proposait de recevoir le plus grand nombre d'orphelins de la guerre en qualité de boursiers de l'Etat.

Le ministère de l'instruction publique auquel l'office national est rattaché facilitera aux pupilles de la Nation l'accès des divers enseignements. Il pourra prévoir en leur faveur :

1° Dans l'enseignement supérieur, des bourses d'études et des dispenses de droit;

2° Dans l'enseignement secondaire, l'admission de droit à la bourse, pour tous ceux qui seraient reçus aux concours avec une certaine moyenne. Déjà aujourd'hui les services du père entrent en ligne de compte pour l'obtention des bourses; par extension de ce principe on considérerait les services du père d'un orphelin de la guerre comme ayant une valeur éminente;

3° Dans l'enseignement primaire supérieur, des bourses accordées suivant le même système.

Dans les écoles normales, où les élèves-maîtres sont boursiers de l'Etat, des indemnités de rousseau.

Article 25.

Jusqu'à la fin de l'année scolaire qui suivra celle pendant laquelle les hostilités se termineront, les pupilles de la nation bénéficieront du régime créé par le décret du 8 décembre 1914, d'après lequel, à titre exceptionnel dans les lycées, collèges, cours secondaires et écoles primaires supérieures de garçons et de filles, les exemptions de frais d'études et de pension peuvent être accordées, en dehors des conditions prévues par les décrets des 5 août 1895 et 18 janvier 1897, à des enfants dont le père, le tuteur ou le soutien aura été victime de la guerre.

**Texte de la proposition de M. Léon Bourgeois et ses collègues.**

**Article 16.**

**La présente loi est applicable à l'Algérie et aux colonies.**

**Texte déposé par le Gouvernement.**

Article 35.

La présente loi est applicable aux orphelins de citoyens français résidant aux colonies.

Il sera statué par décret sur la situation des orphelins des soldats coloniaux sujets ou protégés de la France.

**Texte présenté par la commission.**

*Commentaire :* Ce décret du 8 décembre 1914 a déjà donné d'excellents résultats. Il a permis d'introduire ou de maintenir dans les lycées de nombreux orphelins de la guerre pendant l'année 1914-1915. Il devra être maintenu tant que des cas d'extrême urgence seront à prévoir.

Article 26.

Le bénéfice de la présente loi est étendu aux enfants des protégés et sujets français ainsi qu'aux enfants d'étrangers ayant contracté un engagement pour la durée de la guerre dans les armées de la France.

Toutefois les dispositions concernant l'organisation de la tutelle ne leur seront appliquées que dans les limites où elles seront compatibles avec leur statut personnel.

*Commentaires* : Il serait, en effet, souverainement injuste de laisser en dehors du bénéfice de ladite loi les enfants des soldats coloniaux ou protégés de la France ainsi que les enfants des étrangers qui, par attachement à notre pays et reconnaissance pour son hospitalité, ont contracté un engagement dans nos armées pour la durée de la guerre. De même que la loi sur les pensions militaires s'applique à tous les combattants, de même la loi sur les pupilles de la nation doit être appliquée à tous les enfants. Tous les enfants de toutes les victimes de la guerre ont droit à la protection et à la tutelle de la France.

Article 27.

Tous les actes ou pièces nécessaires à l'exécution de la présente loi seront, sur le simple visa du juge de paix, dispensés du timbre et enregistrés gratis s'ils doivent être soumis à cette formalité.

Article 28.

Des règlements d'administration publique détermineront, dans les trois mois qui suivront la promulgation de la présente loi, les conditions d'application, notamment :

1° Les règles et conditions de l'établissement de l'office national prévu à l'article 8;

2° L'élection des délégués aux offices départementaux prévus à l'article 12;

3° Les conditions d'aptitude à recevoir des pupilles prévues à l'article 22;

4° La composition et le fonctionnement de l'office départemental pour le département de la Seine et la ville de Paris, ainsi que les règles administratives et financières auxquelles il sera soumis.

---

## CHAPITRE III. — Annexes.

### I

ADMINISTRATION GÉNÉRALE DE L'ASSISTANCE PUBLIQUE A PARIS. (Service des enfants assistés de la Seine.)

15 mars 1915.

Monsieur le sénateur,

Par lettre du 7 mars courant, vous aviez bien voulu me demander de vous documenter sur les mesures prises par l'Etat les départements et les villes après la guerre de 1870-1871 à l'égard des orphelins victimes des hostilités.

J'ai l'honneur de vous informer que les rapports sur le fonctionnement du service des enfants assistés de la Seine parus à cette époque ne contiennent aucune mention relative à des mesures spéciales édictées en faveur des orphelins de la guerre.

Alors, comme aujourd'hui, les services départementaux recueillaient les orphelins pauvres et leur assuraient dans la mesure possible les soins nécessaires.

En 1870 l'hospice dépositaire de la Seine recueillait 425 orphelins, et en 1871 il en admettait 545 soit 120 de plus.

En ce qui concerne la situation actuelle, mon administration a pourvu jusqu'à ce jour au placement des orphelins, en petit nombre d'ailleurs, qui lui ont été amenés, et elle est en mesure de recueillir ceux qui pourraient lui être confiés.

La direction de l'assistance publique au ministère de l'intérieur possède sans doute des renseignements sur la même question en ce qui concerne l'ensemble des départements.

Veuillez agréer, monsieur le sénateur, l'assurance de ma haute considération.

*Le directeur de l'administration générale de l'assistance publique,*
Signé : MESUREUR.

### II

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR (direction de l'assistance et de l'hygiène publique (2e bureau).

Paris, le 12 août 1915.

Monsieur le sénateur,

En réponse à votre lettre du 3 août courant, et comme suite à ma lettre du 17 mars dernier relative aux mesures prises en faveur des orphelins de la guerre après 1870, j'ai l'honneur de vous faire connaître qu'il a été trouvé trace dans les archives du département de Seine-et-Oise de l'inscription au budget départemental pendant les années qui ont suivi la guerre d'un crédit de mille francs à titre de subvention à une œuvre qui s'était alors fondée sous le nom d' « Œuvre des orphelins de la guerre ». Je n'ai pu trouver aucun renseignement sur cette dernière.

Veuillez agréer, monsieur le sénateur, l'assurance de ma haute considération et de mes sentiments bien dévoués, avec mes regrets personnels qu'on n'ait rien pu trouver.

*Le directeur,*
Signé : BRISAC.

### III

**Décret du 8 décembre 1914.**

Inséré au *Journal officiel* du 17 décembre 1914.

Le Président de la République française,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts,

Décrète :

Art. 1er. — A titre exceptionnel, dans les lycées, collèges, cours secondaires et écoles primaires supérieures de garçons et de filles, des exemptions de frais d'études et de pension pourront être accordées en dehors des conditions prévues par les décrets du 18 janvier 1887 et du 6 août 1895 à des enfants dont le père, le tuteur ou les soutiens de famille auront été victimes de la guerre.

Art. 2. — Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts est chargé de l'exécution du présent decret.

Fait à Bordeaux, le 8 décembre 1914.

Signé : R. POINCARÉ.

Par le Président de la République :

*Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts,*

Signé : ALBERT SARRAUT.

IV

**Proposition de loi tendant à modifier la loi du 30 juin 1915 sur les enfants assistés**, présentée, le 4 mars 1915, par M. Georges Berry, député. (Voir impression n° 706, 11e législature de la Chambre des députés: *Journal officiel* du 23 mars 1915. Documents parlementaires.)

V

**Proposition de loi relative à l'éducation et à l'instruction des orphelins de la guerre assurées aux frais de la nation**, présentée le 25 mars 1915, par MM. Henri Galli, Maurice Barrès, amiral Bienaimé, Louis Puech, Failliot, Painlevé, Desplas, Charles Benoist, Lasies, Jean Lerolle, Maurice Spronck, Denys Cochin, Maurice-Binder, Paul Escudier, Groussier, Tournade, Henry Paté, Ignace, Lauche, Petitjean, Charles Leboucq, Navarre, Bracke, Poirier de Narcay, Paul Aubriot, Levasseur, Paul Beauregard, Millevoye, Paul Pugliesi-Conti, Joseph Denais, Frédéric Brunet, Charles Bernard, Cachin, Lajarrige, Arthur Rozier, Dejeante, Vaillant, Adrien Veber, Laval, Walter, Lokanowski, J.-E. Bon, Louis Dubois, Lucien Voilin, Paul Poncet, Albert Thomas, Mayéras, Henri Coutant, Jean Longuet, Nectoux, députés. (Voir impression n° 795, 11e législature de la Chambre des députés: *Journal officiel* du 15 avril 1915. Documents parlementaires.)

VI

**Proposition de loi tendant à l'adoption nationale des enfants orphelins des victimes de la guerre**, présentée, le 29 avril 1915, par MM. Paul Constans (Allier), Betoulle, Mayéras, Navarre, Marius Valette, Paul Poncet (Seine), Durre, Thivrier, Jean Longuet, Dubled, Giray (Isère), Bracke, Bouveri, Théo Bretin, Lissac, Buisset, Nectoux, députés. (Voir impression n° 852, 11e législature de la Chambre des députés: *Journal officiel* du 20 mai 1915. Documents parlementaires.)

## ANNEXE N° 12

(Session ord. — Séance du 28 janvier 1915.)

PROPOSITION DE RÉSOLUTION ayant pour objet la nomination d'une commission des intérêts économiques, présentée par MM. Astier, Léon Barbier, Beauvisage, Jean Codet, Emile Dupont, Murat, Pauliat, sénateurs.

Messieurs, de nombreuses et importantes questions concernant l'agriculture, le commerce et l'industrie doivent être soumises à l'examen du Sénat et ne pourront pas toujours être discutées en séance publique, en raison des circonstances anormales résultant de la guerre. Nous estimons, en conséquence, que le Sénat doit créer une commission des intérêts économiques qui recevrait en quelque sorte sa délégation et servirait d'intermédiaire normal entre le Gouvernement et la Haute assemblée.

Nous avons donc l'honneur de proposer au Sénat la résolution suivante :

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

*Article unique.* — Une commission de 36 membres sera nommée en 1915, au scrutin de liste, dans les bureaux, à l'effet d'examiner les projets et d'étudier les réformes à apporter à la législation en vue d'améliorer la situation économique de la France pendant la guerre et après.

## ANNEXE N° 158

(Session ord. — Séance du 6 mai 1915.)

RAPPORT SUPPLÉMENTAIRE fait au nom de la 6e commission des pétitions (novembre 1912), chargée d'examiner la pétition n° 201 de MM. Gautreau frères, demeurant à Paris, par M. Cabart Danneville, sénateur (1).

NOTA. — Ce rapport n'a pas été publié au cours de l'année.

## ANNEXE N° 277

(Session ord. — Séance du 29 juillet 1915.)

RAPPORT SUPPLÉMENTAIRE fait au nom de la commission chargée d'examiner la proposition de loi de M. Astier et d'un grand nombre de ses collègues, relative à l'organisation de l'enseignement technique, industriel et commercial, par M. Astier, sénateur (2).

Nota. — Ce rapport n'a pas été publié au cours de l'année.

(1) Voir le n° 5, Sénat, année 1913.
(2) Voir les n°s 47, Sénat, année 1913 et 335, année 1914.)

## ANNEXE N° 291

(Session ord. — Séance du 30 juillet 1915.)

RAPPORT fait au nom de la commission des affaires étrangères chargé d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant approbation de la convention signée à Berne, le 13 octobre 1913, relativement aux retraites des employés des chemins de fer fédéraux suisses résidant en France et occupés sur le territoire français, par M. Goy, sénateur (1).

NOTA. — Ce rapport n'a pas été publié cours de l'année.

## ANNEXE N° 328

(Session ord. — Séance du 25 septembre 1915)

RAPPORT SOMMAIRE fait au nom de la 2e commission d'initiative parlementaire (2) (année 1913) sur la proposition de loi de M. Gustave Lhopiteau, tendant à modifier les pouvoirs du président de cour d'assises, par M. Louis Martin, sénateur.

Nota. — Ce rapport n'a pas été publié au cours de l'année.

## ANNEXE N° 426

(Session ord. — Séance du 9 décembre 1915.)

PROPOSITION DE LOI relative au moratorium des loyers et des diverses échéances, présentée par M. Louis Martin, sénateur.

NOTA. — Cette proposition n'a pas été publiée au cours de l'année.

(1) Voir les n°s 202, Sénat, année 1915, et 3602-3756, et in-8° n° 800, — 10e législ. — de la Chambre des députés.
(2) Voir le n° 35, Sénat, année 1913.

# SESSION ORDINAIRE DE 1914

## ANNEXE N° 259

(Session ord. — Séance du 2 avril 1914.)

PROPOSITION DE LOI tendant à réorganiser le recrutement et l'avancement des magistrats, présentée par M. Louis Martin, sénateur.

NOTA. — Cette proposition n'a pas été publiée au cours de l'année.

## ANNEXE N° 293

(Session ord. — Séance du 17 juin 1914.)

PROPOSITION DE LOI tendant à donner à la marine la défense des côtes organisée au moyen des inscrits maritimes non employés au service de la flotte et au moyen de troupes d'infanterie et d'artillerie dépendant du ministère de la marine, présentée par M. Cabart-Danneville, sénateur. — (Renvoyée à la commission de la marine.)

NOTA. — Cette proposition n'a pas été publiée au cours de l'année.

## ANNEXE N° 325 (*rectifié*)

(Session ord. — Séance du 26 juin 1914.)

PROPOSITION DE LOI tendant à créer le vote familial, présentée par M. Louis Martin, sénateur (1).

TEXTE RECTIFIÉ

(7 février 1916.)

PROPOSITION DE LOI

*Article unique* (2). — Tout électeur disposera, en sus de son suffrage, d'autant de voix supplémentaires qu'il aura d'enfants mâles, non encore inscrits sur les listes électorales par suite de leur âge, ou disparus, quel que fût leur âge, au service de la patrie au cours de la guerre de 1914-19.., morts en combattant ou des suites de leurs blessures.

(1) Voir Sénat, n° 325, année 1914.

(2) N. B. — Au mot « mineurs » de la proposition initiale, les mots « non encore inscrits.... » ont été substitués pour faire concorder la présente proposition avec celle qui fut déposée le 4 mars 1915 (n° 68) concernant l'âge électoral.

Il semble juste que le droit donné au père de famille ne lui soit pas ravi parce que son fils mineur est tombé en combattant pour la patrie, et, dans cette voie, il paraît logique que ce droit, reconnu au père en ce qui concerne le fils mineur, lui soit également accordé en ce qui touche la survivance électorale de son fils majeur mort glorieusement pour le pays.

## ANNEXE N° 332

(Session ord. — Séance du 22 juin 1914.)

PROPOSITION DE LOI sur la perception des amendes en matière de contraventions, présentée par M. Léopold Goirand, sénateur.

NOTA. — Cette proposition n'a pas été publiée au cours de l'année.

## ANNEXE N° 431

(Session ord. — Séance du 15 juillet 1914.)

PROPOSITION DE LOI portant modification des articles 1, 2 et 4 de la loi du 22 novembre 1913 sur les sociétés, présentée par M. Antony Ratier, sénateur. — (Renvoyée à la commission, nommée le 15 mars 1913, chargée de l'examen du projet de loi, ayant pour objet de compléter l'article 27, paragraphe premier, de la loi du 24 juillet 1867, sur les sociétés.)

NOTA. — Cette proposition n'a pas été publiée au cours de l'année.

Paris. — Imprimerie des *Journaux officiels*, 31, quai Voltaire.